This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

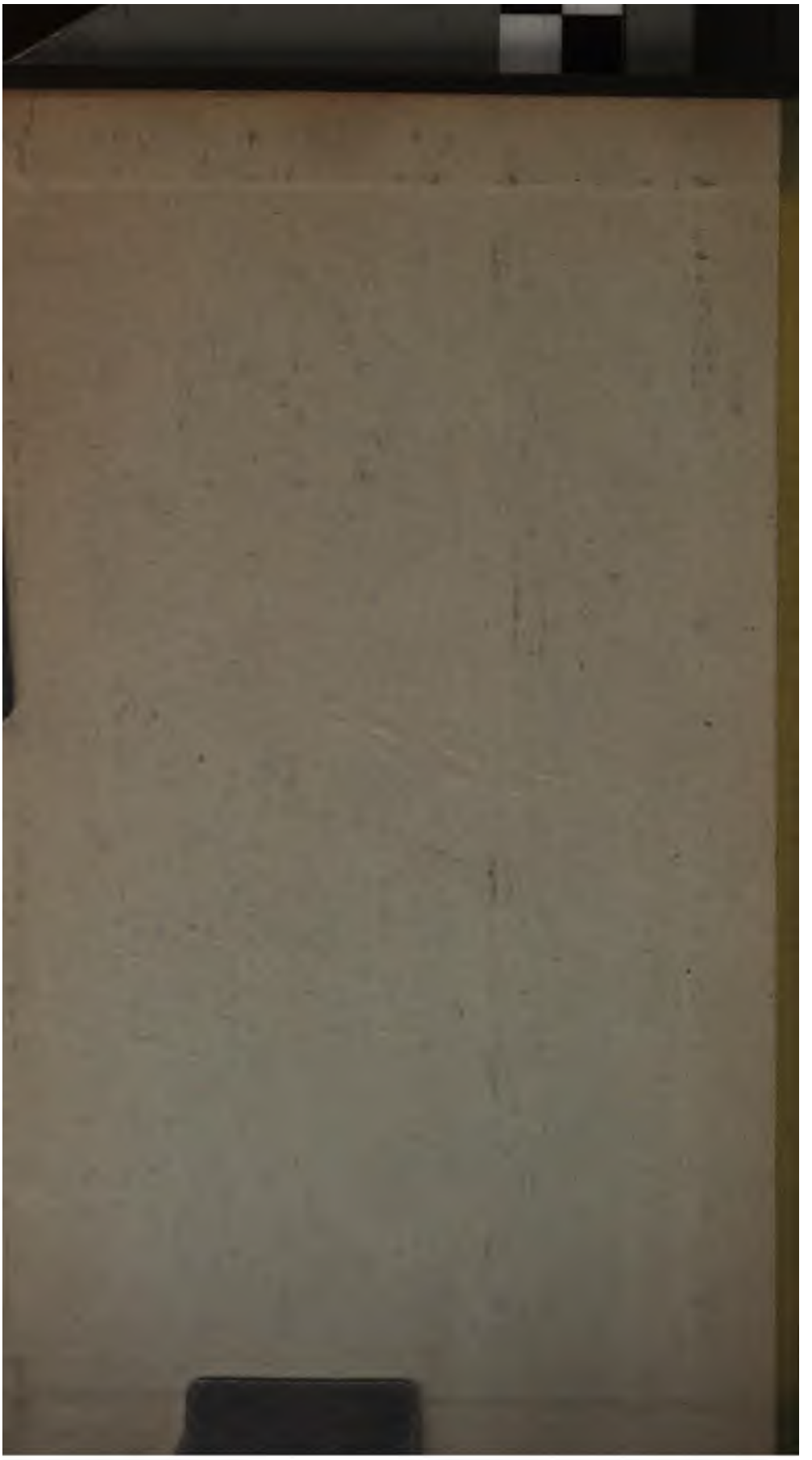
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

NYPL RESEARCH LIBRARIES
3 3433 06272381 6



12
SDG
Bern

INDEXED

MITTEILUNGEN
des
Bernischen statistischen Bureaus.

Jahrgang 1904. — Lieferung I.

Statistik der Rechtspflege

im Kanton Bern.

BERN
Buchdruckerei Steiger
1904.
Kommissionsverlag von A. Francke in Bern.

Inhaltsverzeichnis.

Statistik der Rechtspflege im Kanton Bern.

a) Text.

Seite

Einleitung 3–4
I. Ueber die bisherigen Leistungen im Gebiete der Rechtsstatistik auf kantonalem und eidg. Boden sowie des Auslandes 5–15
II. Statistische Nachweise betreffend die Civil- und Strafrechtspflege im Kt. Bern 16–28
1. Hauptergebnisse im Jahresdurchschnitt pro 1892—1902 16–19
A. Civilrechtspflege 16–19
B. Strafrechtspflege 20–22
2. Besondere Wahrnehmungen bezüglich der statistischen Ergebnisse nach den jahrweisen Darstellungen pro 1893—1902 und früherer Zeit 23–28
A. Civilrechtspflege 23–25
B. Strafrechtspflege 26–28
III. Zweck, Bedeutung und Aufgaben einer regelmässigen Statistik der Rechtspflege 29–38

b) Statistische Uebersichten.

I. Civilrechtspflege (Statist. Nachweis der Geschäfte in den 10 Jahren von 1892—1902) 39–100
Geschäfte der Friedensrichter 40
Geschäfte der Gerichtspräsidenten als endliche Richter 41–48
Geschäfte der Gerichtspräsidenten als erstinstanzliche Richter 49–58
Geschäfte der Gerichtspräsidenten als Instruktionsrichter 59–63
Geschäfte der Amtsgerichte als erstinstanzliche Gerichte 64–75
Geschäfte der Amtsgerichte als endliche Gerichte 76–83
Geschäfte des Appellations- und Kassationshofes 84–97
Uebersicht der von den Friedensrichtern, Gerichtspräsidenten und Amtsgerichten im Jahre 1897 behandelten Civil- und Justizgeschäfte 98–100
II. Strafrechtspflege (Statist. Nachweis der Geschäfte in den 10 Jahren v. 1893—1902) 101–121
Geschäfte der Anklagekammer 102–103
Geschäfte der Polizeirichter 104–106
Geschäfte der korrektionellen Richter 107–109
Geschäfte der korrektionellen Gerichte 110–113
Geschäfte der Assisen 114–117
Geschäfte der Kriminalkammer 118–121
Generalübersichten betr. Civil- und Strafrechtspflege in den 10 Jahren von 1893—1902 122–126
Civilrechtspflege 122–126
Uebersicht der von den Friedensrichtern, Gerichtspräsidenten und Amtsgerichten behandelten Civil- und Justizgeschäfte 122–123
Uebersicht der von den Amtsgerichten als erstinstanzlichen Gerichten behandelten Civil- und Justizgeschäfte 123
Uebersicht der beim Appellations- und Kassationshof des Kt. Bern als einzige Instanz oder infolge Umgehung der I. Instanz oder Kompromiss hängig gemachten und von demselben beurteilten Civilrechtsstreitigkeiten 124
Uebersicht der vom Appellations- und Kassationshofe des Kantons Bern beurteilten Justizgeschäfte 125–126
Gesamtübersicht der von den verschiedenen Instanzen behandelten Civilrechtsstreitigkeiten und Justizgeschäfte im Kanton Bern von 1854—1903 . . . 127–128
Zusammenzug nach fünfjährigen Perioden, Durchschnitt per Jahr (absolut u. relativ) 128–129
Strafrechtspflege 129–130
Geschäfte der Anklagekammer 129
Uebersicht der von den Polizeirichtern, korrektionellen Richtern und korrektionellen Gerichten beurteilten Angeschuldigten 130
Uebersicht der von der Polizeikammer behandelten Strafrechtsfälle 130
Uebersicht der einzelnen Assisensitzungen nach Zahl und Geschäfte und der Angeklagten und der einzig von der Kriminalkammer gemäss Gesetz vom 2. Mai 1880 beurteilten Geschäfte 131–132
Gesamtübersicht betreff. die Strafrechtspflege im Kanton Bern von 1854—1903 133–134
Zusammenzug nach fünfjährigen Perioden, Durchschnitt per Jahr (absolut u. relativ) 134–135
Anmerkung 135

MITTEILUNGEN

des

Bernischen statistischen Bureaus.

Jahrgang 1904. — Lieferung I.

Statistik der Rechtspflege

im Kanton Bern.

BERN
Buchdruckerei Steiger
1904.

Kommissionsverlag von A. Francke in Bern.

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
5574
ASTOR, LENOX AND TILDEN FOUNDATIONS
R 1905 L

Inhaltsverzeichnis.

Statistik der Rechtspflege im Kanton Bern.

a) Text.

	Seite
Einleitung	3—4
I. Ueber die bisherigen Leistungen im Gebiete der Rechtsstatistik auf kantonalem und eidg. Boden sowie des Auslandes	5—15
II. Statistische Nachweise betreffend die Civil- und Strafrechtspflege im Kt. Bern	16—28
1. Hauptergebnisse im Jahresdurchschnitt pro 1892—1902	16—22
A. Civilrechtspflege	16—20
B. Strafrechtspflege	20—22
2. Besondere Wahrnehmungen bezüglich der statistischen Ergebnisse nach den jahrweisen Darstellungen pro 1893—1902 und früherer Zeit	23—28
A. Civilrechtspflege	23—25
B. Strafrechtspflege	26—28
III. Zweck, Bedeutung und Aufgaben einer regelmässigen Statistik der Rechtspflege	29—38

b) Statistische Uebersichten.

I. Civilrechtspflege (Statist. Nachweis der Geschäfte in den 10 Jahren von 1892—1902)	39—100
Geschäfte der Friedensrichter	40
Geschäfte der Gerichtspräsidenten als endliche Richter	41—49
Geschäfte der Gerichtspräsidenten als erstinstanzliche Richter	49—58
Geschäfte der Gerichtspräsidenten als Instruktionsrichter	59—63
Geschäfte der Amtsgerichte als erstinstanzliche Gerichte	64—75
Geschäfte der Amtsgerichte als endliche Gerichte	76—83
Geschäfte des Appellations- und Kassationshofes	84—97
Uebersicht der von den Friedensrichtern, Gerichtspräsidenten und Amtsgerichten im Jahre 1897 behandelten Civil- und Justizgeschäfte	98—100
II. Strafrechtspflege (Statist. Nachweis der Geschäfte in den 10 Jahren v. 1893—1902)	101—121
Geschäfte der Anklagekammer	102—103
Geschäfte der Polizeirichter	104—106
Geschäfte der korrektionellen Richter	107—109
Geschäfte der korrektionellen Gerichte	110—113
Geschäfte der Assisen	114—117
Geschäfte der Kriminalkammer	118—121
Generalübersichten betr. Civil- und Strafrechtspflege in den 10 Jahren von 1893—1902	122—130
Civilrechtspflege	122—126
Uebersicht der von den Friedensrichtern, Gerichtspräsidenten und Amtsgerichten behandelten Civil- und Justizgeschäfte	122—126
Uebersicht der von den Amtsgerichten als erstinstanzlichen Gerichten behandelten Civil- und Justizgeschäfte	123
Uebersicht der beim Appellations- und Kassationshof des Kt. Bern als einzige Instanz oder infolge Umgehung der I. Instanz oder Kompromiss hängig gemachten und von demselben beurteilten Civilrechtsstreitigkeiten	124
Uebersicht der vom Appellations- und Kassationshofe des Kantons Bern beurteilten Justizgeschäfte	125—126
Gesamtübersicht der von den verschiedenen Instanzen behandelten Civilrechtsstreitigkeiten und Justizgeschäfte im Kanton Bern von 1854—1903	127—128
Zusammenzug nach fünfjährigen Perioden, Durchschnitt per Jahr (absolut u. relativ)	128—129
Strafrechtspflege	129—130
Geschäfte der Anklagekammer	129
Uebersicht der von den Polizeirichtern, korrektionellen Richtern und korrektionellen Gerichten beurteilten Angeschuldigten	130
Uebersicht der von der Polizeikammer behandelten Strafrechtsfälle	130
Uebersicht der einzelnen Assisensitzungen nach Zahl und Geschäfte und der Angeklagten und der einzig von der Kriminalkammer gemäss Gesetz vom 2. Mai 1880 beurteilten Geschäfte	131
Gesamtübersicht betreff. die Strafrechtspflege im Kanton Bern von 1854—1903	132—133
Zusammenzug nach fünfjährigen Perioden, Durchschnitt per Jahr (absolut u. relativ)	133
Anmerkung	134

Zur

Statistik der Rechtspflege

im Kanton Bern.

Einleitung.

Bekanntlich liegt die Statistik der Rechtspflege zurzeit im Kanton Bern recht ordentlich im Argen. Wiederholt wurden Anregungen gemacht, um diesen so sehr vernachlässigten Zweig der amtlichen Statistik wieder in gebührender Weise zu pflegen, ohne dass ein Erfolg zutage getreten wäre. Mangels einer den Anforderungen und Bedürfnissen der Zeit, sowie den Interessen des Staats und des Volks entsprechenden Justizstatistik war es dem kantonalen statistischen Bureau gar nicht möglich, auf erfolgte Anfragen aus zunächst interessierten Kreisen (Rechtsprofessoren[1]), Juristen und Richtern) sachbezügliche statistische Aufschlüsse zu erteilen. Was etwa an Zahlennachweisen in den jährlichen Verwaltungsberichten der Justizbehörden und des Obergerichts noch enthalten ist, beschränkt sich auf eine mehr oder weniger summarische Geschäftsstatistik, so dass z. B. weder über die Art der Verbrechen, Vergehen und Uebertretungen, noch über die Natur und die nähern Verumständungen, wie Zeitdauer und Kosten der Prozesse, noch über die persönlichen Verhältnisse der Angeschuldigten und Verurteilten irgend welche nähern Angaben in genannten Berichten zu finden wären. Aber auch die jährliche Geschäftsberichterstattung lässt oft mit Bezug auf Vollständigkeit, Kontinuität und Richtigkeit der Angaben zu wünschen übrig; denn als

[1]) Z. B. geschah dies von Seite der Herren Prof. Dr. Mittermaier und Prof. Dr. Gmür.

wir z. B. vor Jahresfrist auf Veranlassung eines Mitgliedes des Obergerichts [1]) und im Auftrag der Justizdirektion zu Zwecken der Reform der Gerichtsorganisation eine Statistik über die Tätigkeit der Gerichte in den letzten zehn Jahren auf Grund der Geschäftsberichte des Obergerichts und des Generalprokurators erstellten, wurden wir — abgesehen von den sonstigen Mängeln — gewahr, dass z. B. die Nachweise betreffend Civilrechtspflege für das Jahr 1897 für die sämtlichen untern Gerichtsinstanzen und pro 1901 und 1902 für je drei Amtsbezirke fehlten. Solche bedenkliche Lücken sind natürlich im höchsten Grade bedauerlich und zwar um so mehr, als dieselben nachträglich kaum ausgefüllt werden können und deshalb eine vollständige zeitliche Vergleichung für immer stören oder verunmöglichen.

Im Bestreben, wiederum eine regelmässige Justizstatistik anzubahnen, wurde nun diese Angelegenheit im Sinne der Prüfung und Vorbereitung in das Arbeitsprogramm des kantonalen statistischen Bureaus pro 1904 aufgenommen und somit letzteres von der Regierung mit bezüglichen Vorarbeiten beauftragt; dieselben dürften allerdings mit Rücksicht auf die im Gange befindliche Reform der bernischen Gerichtsorganisation opportun und zeitgemäss erscheinen. Selbstverständlich handelt es sich vor allem darum, die beteiligten Kreise, insbesondere die Justiz- und Gerichtsbehörden, in Sachen zu orientieren und zur Mitwirkung heranzuziehen, denn ohne deren Mithülfe wäre die Anbahnung und Durchführung einer regelmässigen Justizstatistik nicht möglich. Wir werden uns also zunächst Rechenschaft geben müssen, was bisher d. h. früher auf diesem Gebiete geleistet wurde und was nun geschehen solle; dabei wird es nicht überflüssig sein, einige Aufklärungen über Zweck und Bedeutung der Justizstatistik zu geben, um das Verständnis für diesen wichtigen Zweig der amtlichen Statistik überhaupt zu fördern.

---

[1]) Herrn Oberrichter Schorer.

I. Ueber die bisherigen Leistungen im Gebiete der Rechtsstatistik auf kantonalem und eidg. Boden sowie des Auslandes.

Es ist vorerst auf eine verdienstvolle Berichterstattung über schweizerische Rechtsstatistik hinzuweisen, welche in den Anfangsbänden (I—VI) der Zeitschrift für schweizerisches Recht in den Jahren 1852—1857 erschienen ist und Herrn J. Schnell, gewesenen Civilgerichtspräsident und Professor der Rechte in Basel, zum Verfasser hat. In dieser Berichterstattung wurden die damaligen Leistungen der Kantone im Gebiete der Justizstatistik sowohl im allgemeinen als im speziellen beurteilt und durch tabellarische Auszüge aus den Rechenschaftsberichten der kantonalen Justiz- und Gerichtsbehörden der Reihe nach veranschaulicht. Zweifelsohne gaben die vorgenannten Arbeiten Schnell's die unmittelbare Anregung zur bessern Pflege und Förderung der Justizstatistik in den verschiedenen Kantonen. Schnell bemerkte gleich im Eingang folgendes: „Die schwei-„zerische Rechtsstatistik ist noch auf der untersten Stufe der „Bearbeitung. Es bestehen noch keine übersichtlichen Zu-„sammenstellungen zu Vergleichszwecken der Kantone unter „sich und solche wären nach gleichen Gesichtspunkten auch „kaum möglich: das statistische Material ist noch zu dürftig „verarbeitet, um ein übersichtliches Bild der Leistungen und „Ergebnisse der Justiz unseres Landes zu erhalten. Die „Schwierigkeit in der Durchführung dieser Aufgabe liegt aber „nicht nur in der Lückenhaftigkeit der Quellen, sondern noch „in andern Gründen. Dahin zählen wir billig in erster Linie „die Mannigfaltigkeit der Organisationsformen und der Prozess-„vorschriften unserer Justiz. Diese Zusammenstellung des „Inhalts der Jahresübersichten aus Berichten schweizerischer „Gerichtshöfe enthält schon an sich die beste Kritik der „Leistungen einzelner Kantone. Das Bild, das sich aus dieser „Zusammenstellung für uns ergibt, entspricht *nicht einer* dieser „Arbeiten vollkommen, sondern sie bleiben alle hinter dem-„selben, manche unendlich weit zurück“ etc.

Aber auch heute nach mehr als einem halben Jahrhundert haben wir noch durchaus keinen Anlass zu rühmen, wie so herrlich weit man es im Gebiete der Justizstatistik gebracht habe, denn obschon einige Kantone (wie z. B. Zürich und Bern) bemüht waren, den Anforderungen möglichst gerecht zu werden [1]), scheint der Eifer und das Bestreben derselben, die Statistik der Rechtspflege konsequent auszubauen und regelmässig fortzusetzen, nach zwei oder drei Jahrzehnten schon wieder merklich nachgelassen zu haben, so dass wenigstens was den Kanton Bern anbetrifft, die bezüglichen statistischen Leistungen (also nicht nur die jährliche tabellarische Geschäftsberichterstattung) in den letzten 25 Jahren sehr viel zu wünschen übrig liessen. Das kantonale statistische Bureau selbst trifft zwar deswegen keine Schuld; denn als ihm gegen Ende der 1870er Jahre das Material von den obern Justiz- und Gerichtsbehörden nicht mehr geliefert wurde, da ferner infolge Regierungswechsels sowie der damaligen Finanzkalamität und Sparperiode u. a. auch die statistischen Jahrbücher sistiert werden mussten, so war das genannte Bureau selbstverständlich wohl oder übel gezwungen, von einer fernern regelmässigen Bearbeitung der Justizstatistik seinerseits Umgang zu nehmen und so blieb dieser Zweig der amtlichen Statistik im Kanton Bern seither trotz einiger schüchterner Anläufe [2]) unsererseits

[1]) Vergl. den Bericht der Justizdirektion des Kantons Zürich an den Regierungsrat betreffend die Umgestaltung der Statistik der zürcherischen Rechtspflege vom Jahre 1869; sodann die Statistik der Rechtspflege des Kantons Zürich (jährliche Hefte in Quart) von 1867—1884; ferner die statistischen Jahrbücher für den Kanton Bern, Abschnitt Civil- und Strafrechtspflege in den Jahrgängen I—IV und VIII—XI von 1866—1877.

[2]) Vergl. 1. die Arbeit: „Zur Statistik der Strafrechtspflege in den schweizerischen Kantonen pro 1883" von C. Mühlemann in Jahrgang 1885 der Zeitschrift für schweizerische Statistik.

2. Projektschreiben vom 28. Mai 1892 und Bericht vom 20. April 1893 nebst Formular-Entwürfe betreffend Kriminalstatistik zu Handen des Generalprokurators.

3. Das im Anschluss an den Vortrag des Herrn Direktor Dr. Guillaume über die Insassen der Berner Strafanstalten und ihre Jugenderziehung in der Sitzung der bernischen statistisch-volkswirtschaftlichen Gesellschaft vom 26. Januar 1893 von uns abgegebene Votum betreffend Strafrechtsstatistik.

vernachlässigt. Auf eidgenössischem Boden konnte der Verschiedenheit der kantonalen Gesetzgebung sowie des Strafverfahrens wegen an die Einführung einer einheitlichen Statistik der Rechtspflege ebenfalls nicht gedacht werden. Nach Inkrafttreten des eidgenössischen Schuldbetreibungs- und Konkursgesetzes vom 11. April 1889 empfahl es sich wenigstens eine regelmässige Statistik über dieses in wirtschaftlicher Beziehung so wichtige Gebiet des Rechtslebens für die ganze Schweiz anzubahnen, was denn auch in den 1890er Jahren geschah; allein die ursprünglich auf ziemlich breiter Basis eingeführte, vom eidgenössischen Justizdepartement beziehungsweise dem damaligen eidgenössischen Betreibungs- und Konkursamt an die Hand genommene Betreibungs- und Konkursstatistik wurde bald wieder fallen gelassen, hat aber von der nun dem Bundesgericht unterstellten Abteilung für Schuldbetreibung und Konkurs in vereinfachter Weise eine Fortsetzung erfahren. Ausser der gerichtlichen Ehescheidungsstatistik kennen wir auf eidgenössischem Boden nur noch eine Gefängnisstatistik, welche vom derzeitigen Direktor des eidgenössischen statistischen Bureaus, Herrn Dr. Guillaume, ehemaligem Strafanstaltsdirektor des Kantons Neuenburg, im Laufe der 1890er Jahre eingeführt wurde; zwar wurden schon früher wiederholt kriminalstatistische Arbeiten über das Gefängniswesen der Schweiz geliefert, so pro 1865 von Dr. v. Orelli, pro 1871 von Dr. Guillaume, pro 1874 vom eidgenössischen statistischen Bureau, ebenso pro 1885; diese Arbeiten[1]) erschienen alle in der Zeitschrift für schweizerische Statistik. Um die Einführung einer schweizerischen Statistik der Civil- und Strafrechtspflege resp. um die Förderung derselben in den Kantonen hat sich insbesondere Herr Professor Zürcher, gewesener Oberrichter in Zürich, bemüht, indem derselbe bereits im Jahre 1889 (durch Vermittlung des Herrn Direktor Guillaume) eine Anzahl Thesen zu Handen der Jahresversammlung der schweizerischen statistischen Gesellschaft um Unterstützung und Förderung der schweizerischen

[1]) Zurzeit befasst sich dem Vernehmen nach auch Dr. med. Beck aus eigener Initiative mit kriminalstatistischen Arbeiten; derselbe hielt unterm 15. Dezember 1903 im bernischen Juristenverein einen Vortrag über Sträflingsdiagnostik und -Therapie, worin er bemerkenswerte Vorschläge machte.

Justizstatistik aufstellte und sodann an der Statistiker-Konferenz im Jahre 1894 in Zürich ein treffliches Referat über die Aufgaben der schweizerischen Justizstatistik hielt. In diesem Referat wies Herr Professor Zürcher mit vollem Recht auf die Bedeutung hin, welche der Justizstatistik in ihren verschiedenen Beziehungen zum Strafrecht, zur Verwaltung und Gesetzgebung, zur Moral- und Wirtschaftsstatistik, zur Politik überhaupt zukomme und betonte dringend die Notwendigkeit diesbezüglicher Vorarbeiten seitens der Kantone als Voraussetzung für die Einführung der Bundesstatistik auf diesem Gebiete. Herr Professor Zürcher war es denn auch, der an der Statistik der Rechtspflege des Kantons Zürich tätigen Anteil nahm und eine vom zürcherischen Obergericht im Jahre 1895 herausgegebene Schrift: „Erläuterungen und Vergleichungen zu der die Jahre 1885—1891 umfassenden Rechtsstatistik“ im Verein mit Herrn Dr. Streuli verfasst hatte. Durch diesen Bericht erfuhren wir denn auch, dass der Kanton Zürich seine frühere d. h. bis zum Jahre 1884 in besonderen Jahresheften veröffentlichte Statistik der Rechtspflege nicht fallen gelassen, sondern in der Weise umgestaltet hat, dass derselben seither wiederum in den Rechenschaftsberichten des Obergerichts eine etwas veränderte, jedoch möglichst allseitige Berücksichtigung und fleissige Bearbeitung zuteil geworden ist. Durch Herrn Professor Dr. Huber an Herrn Professor Dr. Zürcher gewiesen, erklärte sich letzterer mit der grössten Bereitwilligkeit und Sympathie bereit, uns in unsern Bestrebungen zur Förderung und Pflege der Justizstatistik mit Rat und Tat zu unterstützen. Indem wir unserer Aufgabe hiemit durch Untersuchung und Beurteilung der Leistungen der einzelnen Kantone in diesem Gebiete näher treten, sei bemerkt, dass wir hier Zeit und Raumes halber keineswegs eine erschöpfende Analyse bieten können, dass wir uns aber vorbehalten, in einer spätern Arbeit ausführlichere Darstellungen auch für die übrigen Kantone und das Ausland in formeller und materieller Hinsicht zu bieten. Wir besprechen nun zunächst die Leistungen der Kantone Zürich und Bern im Gebiete der Justizstatistik an Hand der betreffenden offiziellen Quellen und Veröffentlichungen unter kurzem Hinweis auf die Arbeiten des Auslandes.

Rechenschaftsbericht des Obergerichtes und des Kassationsgerichtes des Kantons Zürich über das Jahr 1902.

Die jährliche tabellarische Berichterstattung des zürcherischen Obergerichts umfasst ca. neun Druckbogen oder 144 Seiten oktav mit 138 Tabellen und erstreckt sich auf die gesamte Rechtspflege, nämlich auf die Geschäfte der Friedensrichter (Civilprozesse im Streitwert bis und mit 50 Franken) im Sühneverfahren betreffend Civilsachen und Ehrverletzungen in gemeindeweiser Uebersicht, der Gemeindeammänner (Pfandverschreibungen und Kündigungen, Schuldbetreibung), der Notare (über Liegenschaftsverkehr, Hypothekarwesen, Testamente, Wechselproteste, Konkurse), der Bezirksgerichte (Audienzrichter im summarischen Verfahren, Einzelrichter im ordentlichen Verfahren, d. h. Prozesse im Streitwert von 50—200 Franken, der gewerblichen Schiedsgerichte), der Einzelrichter für das beschleunigte Verfahren, der Bezirksgerichte als Civilgerichte (eigentliche Civilprozesse, Nichtigkeitsbeschwerden, Rekurse und Beschwerden) in ziemlich knapper, jedoch konsequent durchgeführter Darstellung mit Angaben über Dauer und Kosten, sowie mit Unterscheidung der Prozesse in drei Hauptkategorien (gewöhnliche Civilprozesse, Ehescheidungsprozesse und Vaterschaftsprozesse); ferner auf die Tätigkeit der Bezirksgerichte als Strafgerichte (Zahl der Prozesse, der Angeklagten und Freigesprochenen, Beweisverfahren, Untersuchungshaft, Dauer, Kosten etc.) alles nach Bezirken. Leider fehlt in diesen Darstellungen eine nähere Spezifizierung nach den Prozessarten, indem hier nur unterschieden ist zwischen gewöhnlichen Strafklagen, Ehrverletzungsklagen und Berufung gegen Polizeibussen. Endlich erstreckt sich die tabellarische Berichterstattung auf die Geschäfte der Rekurskammer, der Anklagekammer, der Appellationskammern in Civil- und Strafsachen, sowie des Schwurgerichts, des Handelsgerichts und des Gesamtobergerichts. Am Schlusse findet sich eine Kriminalstatistik mit Spezifizierung der Verbrechen und Vergehen in bezirksgerichtlichen und schwurgerichtlichen Straffällen mit 15—17 Haupt- und 91 Spezialunterscheidungen, ferner mit Rekapitulations-Uebersichten nach Geschlecht, Civilstand und Heimat, nach Hauptberufsgruppen und Vorstrafen, nach den Tatorten (Be-

zirken), nach den Strafarten und dem Strafmass; endlich eine besondere Statistik der Ehescheidungs- und Vaterschaftsklagen nach Bezirken sowie eine Darstellung der Polizei- und Ordnungsbussen nach Bezirken und Instanzen.

Im Geschäftsbericht der Justiz- und Polizeidirektion Zürich finden wir folgende rechtsstatistische Nachweise: Eine Tabelle über die Geschäftsführung der Statthalterämter als Strafuntersuchungsämter, eine Tabelle betreffend die Zahl der Vormundschaften nach Ursachen und Vermögen, 23 Tabellen über Gefängniswesen und eine Tabelle über die Auslieferungen von und an andere Kantone und Staaten. Nicht nur in dieser, sondern auch in der umfangreichen jährlichen Berichterstattung des Obergerichts tritt allerdings das geschäftsstatistische Interesse der Justizstatistik mehr hervor, indem z. B. in den Darstellungen über Civilrechtspflege, wie auch in denjenigen über Strafrechtspflege (ausgenommen die Darstellung betreffend Kriminalstatistik) nur drei Hauptunterscheidungen bezüglich der Prozessgegenstände gemacht werden, während die frühere Statistik der Rechtspflege von 1867—1883 (in den jährlichen Separatheften in Quart) ausführlichere Darstellungen nach materiellen Gesichtspunkten enthalten hatte. Aber auch die Darstellung betreffend die Kriminalstatistik scheint an gewissen Mängeln zu leiden; so z. B. vermissen wir darin eine detaillierte *jahrweise* Vergleichung nach rückwärts, wie sie uns namentlich in der deutschen Jahrespublikation betreffend Kriminalstatistik so übersichtlich vorliegt. Trotzdem bleibt dem Kanton Zürich das Verdienst, die Justizstatistik von allen Kantonen am fleissigsten gepflegt zu haben und zur Stunde weitaus die vollständigsten und ausführlichsten Nachweise zu besitzen. Der Kanton Zürich beschränkt sich übrigens nicht auf die jährlichen Rechenschaftsberichte, sondern lässt dieselben periodisch zu Vergleichszwecken übersichtlich bearbeiten, wie dies in der vom kantonalen statistischen Bureau in Zürich veröffentlichten Rechtsstatistik für die siebenjährige Periode von 1885—1891 (nebst Vergleichungen mit der zehnjährigen Periode von 1875—1884, Heft I der statistischen Mitteilungen betreffend den Kanton Zürich, Jahrgang 1891, 280 S. 8°) sowie in dem von den Herren Dr. Streuli und Professor Zürcher verfassten

im Jahre 1895 amtlich erschienenen Bericht: „Erläuterungen und Vergleichungen zur Statistik der zürcherischen Rechtspflege" endlich wieder in beschränkter Weise im Rechenschaftsbericht des Obergerichts pro 1900 für die zehn Jahre 1891 bis 1900 geschehen ist.

Bericht über die Staatsverwaltung des Kantons Bern für das Jahr 1902 (Geschäftsbericht des Obergerichts und des Generalprokurators).

Der tabellarische Teil dieser Berichte umfasst 12 Seiten quart = $1^1/_2$ Bogen (8 Tabellen), wovon derjenige des Obergerichts (über die Civilrechtspflege) die eine Hälfte und der Bericht des Generalprokurators (über die Strafrechtspflege) die andere Hälfte ausmacht. Auf den ersten Blick könnte man versucht sein, diese amtsbezirksweise tabellarische Berichterstattung ihrer Einfachheit halber zu bewundern; allein bei näherer Prüfung ergibt sich, dass dieselbe vorwiegend eine Geschäftsberichterstattung ist, bei welcher das statistische Interesse in der Hauptsache unberücksichtigt bleibt. Bei der Civilrechtspflege, wenigstens soweit es den Tätigkeitsbereich der verschiedenen Gerichtsinstanzen anbetrifft, mag dies einigermassen noch angehen, da dieselbe für die statistische Forschung in gewisser Hinsicht von weniger grossem Interesse ist, als die Strafrechtspflege und die Einschränkungen der ersteren gegen früher von geringerem Belang sind, also keine wesentliche Schmälerung des statistischen Interesses bedeuten; dagegen lassen uns namentlich die Nachweise betreffend die Strafrechtspflege hinsichtlich der Spezifikation der Verbrechen und Vergehen nach der Natur derselben, sowie Art und Mass der Strafen, ferner nach den Personalien der Verurteilten, der Dauer der Untersuchungshaft, der Dauer und Kosten des Verfahrens etc. vollständig im Stiche — und doch lägen diese Nachweise nicht nur im Interesse der Statistik, sondern wesentlich auch in demjenigen der Rechtspflege, speziell einer gleichmässigen Rechtsprechung, in welcher Beziehung es auch nicht so glänzend zu sein scheint; denn es wurde ja erst kürzlich vom Präsidenten der Justizkommission im Grossen Rate auf tatsächlich vorkommende schwere Ungleichheiten in der Rechtsprechung aufmerksam gemacht.

Der Bericht der Polizeidirektion enthält nur einige summarische Angaben über die Dienstleistungen des Landjäger-Corps, sowie über Strafvollzug (Zahl der von den Regierungs-Statthalterämtern zur Vollziehung überwiesenen Urteile). Mit der Civilrechtspflege mehr oder weniger im Zusammenhang und im Vordergrund des wirtschaftlichen Interesses stehen noch folgende Gebiete des Rechtslebens: Das Schuldbetreibungs- und Konkurswesen, das Hypothekarwesen nebst Besitzwechsel (Handänderungen) etc. Auch diese Gebiete bedürfen dringend einer eingehenden und fortgesetzten Bearbeitung nach volkswirtschaftlichen und sozialen Gesichtspunkten. Im Bericht der Justizdirektion begegnen wir lediglich einer Uebersicht über die Zahl der Vogteien und der Vogtsrechnungen nach Amtsbezirken; über Handänderungen und Hypothekarwesen (Grundbuchauszüge) findet sich nichts. Von der Aufsichtsbehörde in Betreibungs- und Konkurssachen wird alljährlich ein Bericht veröffentlicht, welchem am Schluss eine amtsbezirksweise Tabelle über die Geschäfte der Betreibungs- und Konkursämter beigelegt ist; dieselbe enthält die Zahl der Betreibungen, Pfändungen, Gruppen, Verwertungen, Konkurse, Arreste, Nachlassverfahren etc. in 29 Rubriken unterschieden, jedoch ohne nähere statistische Angaben, wie z. B. über Wert- und Verlustsummen resp. Aktiven und Passiven, sowie über die persönlichen Verhältnisse der Ausgepfändeten und Konkursiten, in welcher Hinsicht die Berichte einiger anderer Kantone[1]) wesentlich mehr bieten; überhaupt leisten die Kantone Zürich, Solothurn, Basel-Stadt, Appenzell A.-Rh., St. Gallen, Schaffhausen und einige romanische Kantone im Gebiete der Justizstatistik zum Teil erheblich mehr und besseres als Bern.

Die früheren Leistungen des Kantons Bern im Gebiete der Justizstatistik waren dagegen, wie die in den Jahrgängen I—VI und VIII—XI der statistischen Jahrbücher von 1866 bis 1887 enthaltenen Arbeiten des statistischen Bureaus beweisen, aller Anerkennung wert und liessen an Ausführlichkeit nichts zu wünschen übrig — im Gegenteil will uns scheinen, dass man damals in den Darstellungen und Kombinationen

[1]) z. B. Zürich, Solothurn, Luzern und Aargau.

über das Notwendige hinausgegangen sei, während dagegen die Regelmässigkeit und Kontinuität derselben zu wünschen übrig liessen. Die noch in früheren (schon in den ersten) Staatsverwaltungsberichten veröffentlichen justizstatistischen Nachweise (z. B. diejenigen welche als Beilagen zum Staatsverwaltungsbericht pro 1814/30 pag. 54—56 und 132—134 erschienen, dann die drei tabellarischen Beilagen zu den Staatsverwaltungsberichten von 1839—1848 enthaltend die Polizei- und Kriminalstatistik, dann die Uebersichten der vom Obergericht beurteilten Civil- und Konstitorialfälle in Justizsachen in den Staatsverwaltungsberichten von 1814 bis 1848, endlich ganz besonders die als Beilage zu den Staatsverwaltungsberichten der Jahre 1854—1868 veröffentlichten 17 Tabellen betreffend Statistik der Strafrechtspflege) können ebenfalls als gute, grundlegende und fleissige Arbeiten betrachtet werden. In den zwei letzten Bänden des statistischen Jahrbuches für den Kanton Bern wurden hauptsächlich folgende Rechtsmaterien behandelt: Statistik der Civil- und Strafrechtspflege von 1871—1877, der Sicherheitspolizei pro 1871—1874, der Geltstage oder Konkurse pro 1875—1877 nebst Vergleichungen mit früher. Der Gesamtumfang der auf diese Rechtsmaterien bezüglichen Darstellungen betrug rund 400 Seiten oktav, also etwas mehr als 31 Druckbogen!

Die Darstellungen betreffend Civil- und Strafrechtspflege umfassten die Tätigkeit sämtlicher Gerichtsinstanzen in summarischen und detaillierten Nachweisen, Kombinationen und Vergleichungen; z. B. waren die von den Assisen beurteilten Straffälle resp. Verurteilten per Jahr hinsichtlich Spezifikation der Verbrechen in 41 Rubriken und diese in fünffacher Kombination dargestellt, nämlich 1) mit den Amts- und Geschwornenbezirken, 2) mit der Art und dem Mass der Strafen, 3) mit der Urheberschaft, Gehülfenschaft oder der Begünstigung des Verbrechens, 4) mit dem Stadium der Ausführung und Teilnahme resp. der Vollendung oder dem Versuch des Verbrechens, 5) mit dem Geschlecht, dem Civilstand, dem Beruf, dem Alter, der Heimat und frühern Bestrafung der Verurteilten; daran schlossen sich noch zwei amtsbezirksweise Darstellungen betreffend Dauer des Verfahrens und der Unter-

suchungshaft, endlich eine Darstellung der Kosten des Verfahrens nach Assisenbezirken. Die von den Gerichtspräsidenten als Polizeirichter behandelten Straffälle wurden hinsichtlich der Art der Uebertretungen und Widerhandlungen in 36 Rubriken spezifiziert. Auch bei der Civilrechtspflege fehlte es nicht an Spezifikation der Geschäfte nach ihrer Natur; so wurden z. B. bei den Amtsgerichten 26 und beim Appellations- und Kassationshof 18 Prozessarten unterschieden; dagegen fehlten Nachweise über die Dauer und die Kosten des Verfahrens im Civilprozess. Die Statistik der Sicherheitspolizei enthielt Nachweise über den Bestand und die Verhältnisse des Landjägercorps, über die Dienstleistungen desselben (Anzeigen und Arretierungen) in vergleichenden Uebersichten. Die Geltstags- oder Konkursstatistik stellte wenigstens der Geltstagsziffer (Frequenz) noch ebenfalls eine erschöpfende Bearbeitung mit Vergleichungen in historischer und wirtschaftspolitischer Hinsicht dar, obwohl früher (schon von 1832—1846, dann in den sechsziger Jahren pro 1867 und 1868) über Geltstage und Vergantungen auch Ermittlungen stattfanden und zwar mit Berücksichtigung der Verlustsumme, resp. der Schulden und Vermögen. In den Jahrgängen 1867 und 1868 des bernischen statistischen Jahrbuchs erschienen ausserdem in einer Uebersicht die Ergebnisse der Handänderungsstatistik, zu welchen die Amtsschreibereien damals, wie die Gerichtsschreibereien zu denjenigen der Geltstage und Vergantungen, das Material zu liefern hatten.

Auf eine nähere Besprechung der von den übrigen Kantonen geführten Justizstatistik muss hier Raumes halber verzichtet werden. Dagegen wollen wir noch einen kurzen Blick ins *Ausland* werfen. So viel wir bis jetzt aus den uns zukommenden Publikationen der amtlichen Statistik des Auslandes ersehen konnten, wird die Statistik der Rechtspflege von den meisten ausländischen Staaten entsprechend der Gesetzgebung und den Justizeinrichtungen zwar ziemlich verschieden, jedoch fleissig und konsequent gepflegt. Das Deutsche Reich veröffentlicht alljährlich in einem grossen Quellenwerk von 385 Seiten folio die Ergebnisse der Kriminalstatistik, welche im Reichsjustizamt und im kaiserlichen statistischer

Amt bearbeitet wird und sich auf Verbrechen und Vergehen gegen Reichsgesetze bezieht; nebstdem wird vom Reichsjustizamt in zweijährigen Zeiträumen die Justizstatistik in Civil- und Strafsachen für das ganze Deutsche Reich bearbeitet und veröffentlicht. Ferner wird vom kaiserlichen statistischen Amt (seit 1877) alljährlich eine musterhafte Konkursstatistik bearbeitet, deren Ergebnisse jeweilen mit den Hauptergebnissen der Justizstatistik im 4. Heft der Vierteljahrshefte zur Statistik des Deutschen Reichs veröffentlicht werden. Abgesehen davon wird die Statistik der Civil- und Strafrechtspflege auch noch von den einzelnen Bundesstaaten (Preussen, Bayern, Sachsen, Hessen, Baden etc.) für sich bearbeitet und meistenteils regelmässig veröffentlicht. Oesterreich lässt sowohl die gesamte Civilrechtsstatistik mit Einschluss des Konkursverfahrens als auch diejenigen der Strafrechtspflege von der statistischen Centralkommission unter Mitwirkung des Justizministeriums ausführlich bearbeiten und in besondern Jahresheften von je über 200 Seiten grossfolio veröffentlichen. Italien führt ebenfalls eine detaillierte Justizstatistik, von welcher uns die Ergebnisse der Strafrechtspflege (Statistica Giudizaria penale) in einem grössern Jahresband (von ca. 400 Seiten quart) ziemlich regelmässig zugesandt wurden. Frankreich besitzt schon lange, wenigstens seit 1825 eine Justizstatistik, welche ziemlich analog denjenigen anderer Staaten in zwei Abteilungen (Justice criminelle und justice civile et commerciale) unterschieden ist. Auch Belgien und Russland pflegen die Justizstatistik.

II. Statistische Nachweise betreffend die Civil- und Strafrechtspflege im Kanton Bern.

1. Hauptergebnisse im Jahresdurchschnitt pro 1892—1902.

Aus der bereits erwähnten statistischen Zusammenstellung betreffend die Civil- und Strafrechtspflege des Kantons Bern lassen sich folgende Hauptergebnisse im Durchschnitt der zehn Jahre von 1893 resp. 1892—1902 [1]) hervorheben:

A. Civilrechtspflege. [1])

Tätigkeit der Friedensrichter und der Gerichtspräsidenten als endliche Richter.

	Zahl der Geschäfte
Aussöhnungsversuche vor den Friedensrichtern . .	2233
Hängig gemacht und von früher hängig	3751
Erledigt (durch Urteil)	3574
Unerledigt	177
Klagen aus Personenrecht	30
„ „ Immobiliarrecht	95
„ „ Mobiliarsachen und Obligationenrecht . .	2668
Erbschafts- und Testamentsstreit	28
Moderationen	$95_{/3}$
Konkursrechtliche Fälle	659

Tätigkeit der Gerichtspräsidenten als erstinstanzliche Richter.

	Zahl der Geschäfte
Hängig gemacht und von früher hängig	2451
Erledigt (durch Urteil)	2359
Unerledigt	$91_{/3}$
Expropriationen	29

[1]) Da die Angaben betreffend die Civilrechtspflege der untern Instanzen pro 1897 zum Teil fehlten, so wurden diejenigen pro 1892 dafür in den zehnjährigen Durchschnitt einbezogen.

	Zahl der Geschäfte
Konkursbegehren	1421
Armenrechtsbegehren	54
Rechtsöffnungsbegehren	204
Rehabilitationen	45
Andere betreibungs- und konkursrechtliche Geschäfte	426
Moderationen	142
An die obere Instanz infolge Appellation	97

Tätigkeit der Gerichtspräsidenten als Instruktionsrichter.

	Zahl der Geschäfte
Hängig gemacht	522
Vor Beendigung der Instruktion erledigt	140
Aktenschluss verhängt	139
Auf 1. Januar noch hängig	241
Uebergehung der ersten Instanz	63,5

Tätigkeit der Amtsgerichte als erstinstanzliche Gerichte.

	Zahl der Geschäfte
Hängig gemacht	656
Erledigt (durch Urteil)	572
Auf 1. Januar unerledigt	84,5
Statusklagen	17,6
Eheeinsprüche und Ehenichtigkeitsklagen	3,4
Ehescheidungsklagen	252
Demandes en séparation de biens	37
Vaterschaftsklagen	98
Bevogtungs- und Entvogtungsbegehren	79
Klagen aus Immobiliarrecht	20
„ „ Mobiliar- und Obligationenrecht	69,6
Erbschafts- und Testamentsstreitigkeiten	9,6
Haftpflichtstreitigkeiten	49
Andere Fälle	16,6
An die obere Instanz infolge Appellation	68

Tätigkeit der Amtsgerichte als endliches Gericht.

	Zahl der Geschäfte
Hängig gemacht	451
Durch Urteil erledigt	358
Auf andere Weise erledigt	53
Auf 1. Januar unerledigt	40
Klagen aus Personenrecht inkl. Standesbestimmungen	229
Klagen aus Immobiliarsachenrecht	23
„ „ Mobiliarsachen- und Obligationenrecht	188
Erbschafts- und Testamentsstreit	7

Tätigkeit des Appellations- und Kassationshofes.

a) Als obere Instanz, sowie infolge Umgehung der ersten Instanz oder als einzige Instanz (in Markenschutzsachen) beurteilte Civilrechtsstreitigkeiten.

	Zahl der Geschäfte
Vom Vorjahre hängig	49
Eingelangt im Jahre	227
Erledigt [1]) durch Urteil	226
Unerledigt (auf das folgende Jahr übertragen)	50
Statusklagen	0,42
Ehescheidungen, Eheeinsprachen und Nichtigkeitsklagen	9,73
Vaterschaftsklagen	9,41
Klagen aus dem Immobiliarsachenrecht	11
„ „ „ Mobiliarsachenrecht und O.-R.	81
Erbschafts- und Testamentsstreitigkeiten	12
Haftpflichtstreitigkeiten	13,43
Streitigkeiten betreffend geistiges Eigentum	3,59
Rekurse gegen Konkurserkenntnisse	5

[1]) und zwar:

Bestätigt	145
Abgeändert	26,11
Teilweise bestätigt oder abgeändert	13,96
Erledigt durch Forumsverschluss	25,14
„ „ Kassation	1,41
„ „ Reform	1,41
„ „ Vergleich oder Abstand	12
„ „ Ausbleiben des Appellanten beim Abspruche	1,76

	Zahl der Geschäfte
Streitigkeiten nach § 36 E. G. (mit Ausnahme der Rechtsöffnungen)	18,5
Rechtsöffnungen	26
Vindikationen, provisorische Verfügungen etc.	24
Expropriationen	6,2

Tätigkeit des Appellations- und Kassationshofes.

b) Beurteilte Justizgeschäfte.

	Zahl der Geschäfte
Bevogtungsbegehren	5,4
Entvogtungsbegehren	3,1
Rehabilitationen	2,7
Armenrechtsbegehren [1])	291,2
Abberufungsanträge	0,8
Exequaturgesuche	3,3
Rekusationsgesuche	2,8
Kostenmoderationen und Schadenersatzbestimmungen gemäss §§ 321 ff. P.	11,23
Zusammen	320,16
Beschwerden gegen Friedensrichter	1,7
„ „ Richteramt	64,1
„ „ Amtsgericht	16,1
„ „ Schiedsgerichte	1,16
Zusammen	83,5
Nichtigkeitsklagen gegen Urteile des Friedensrichters	0,5
„ „ „ „ Richteramts	10,-
„ „ „ „ Amtsgerichts	1,3
„ „ „ von Schiedsgerichten	2,9
Zusammen	15,5

[1]) Davon zugesprochen . . . 123,3
„ abgewiesen 20,8
„ sonst erledigt . . . 1,7

Art des Entscheides:	Pro 1902 Anzahl der Geschäfte	Angeschuldigte
Forumsverschluss	48	61
Fallenlassen der Appellation	72	132
Oeffentliche Klage erloschen	1	1
Total	359	554

Tätigkeit der Assisen und der Kriminalkammer allein.

a) Tätigkeit der Assisen.

Zahl der Verhandlungstage	160
Anzahl Geschäfte	128
Zahl der Angeklagten	210
Zahl der Verurteilten	161
Davon: Peinlich verurteilt	56
„ korrektionell verurteilt	95
„ polizeilich „	10
Zahl der Freigesprochenen	49
Davon mit Entschädigung	12
„ ohne „	25
„ unter Auferlegung der Kosten	11
„ infolge Vergleich	1
„ „ Tod des Angeklagten	$0_{/3}$

b) Tätigkeit der Kriminalkammer.

Anzahl Geschäfte	25
Zahl der Angeklagten	$28_{/5}$
„ „ Verurteilten	28
Dovon: Peinlich	21
„ korrektionell	7
„ polizeilich	$0_{/1}$
Zahl der Freigesprochenen	1
Davon mit Entschädigung	—
„ ohne „	$0_{/5}$
„ unter Auferlegung der Kosten	$0_{/5}$
„ infolge Vergleich	—
„ „ Tod des Angeklagten	$0_{/1}$

Gesamtzahl der jährlich dem Strafrichter verfallenen Personen: 23,708 = 40,2 $^0/_{00}$.

2. Besondere Wahrnehmungen bezüglich der statistischen Ergebnisse nach den jahrweisen Darstellungen pro 1893 bis 1902 und früherer Zeit.

A. Civilrechtspflege.

Die Aussöhnungsversuche vor den *Friedensrichtern* haben gegen früher d. h. vor 1893 im allgemeinen erheblich abgenommen, nur im Jura zeigt sich eine Zunahme.

Die Geschäfte der *Gerichtspräsidenten als erstinstanzliche Richter* sind seit 1893 von 1950 auf 3353 im Jahre 1901 gestiegen pro 1902 jedoch wieder auf 2944 zurückgegangen (besonders bei Thun, Burgdorf, Nidau und Pruntrut). Die Konkursbegehren erreichen ihren Höhepunkt im Jahre 1900 (2112). Die Rechtseröffnungsbegehren weisen seit 1893 eine erhebliche Zunahme auf.

Die Geschäfte der *Gerichtspräsidenten als endliche Richter* haben gegen früher im ganzen ab-, in den letzten Jahren aber in den meisten Aemtern bedeutend zugenommen, besonders im Amtsbezirk Bern; abgenommen haben sie bei Büren, Courtelary, Schwarzenburg, Obersimmenthal, Trachselwald und Wangen. Die unerledigten Geschäfte haben wesentlich zugenommen. Die Klagen aus Mobiliarsachen und Obligationenrecht haben ganz bedeutend zugenommen (von 2445 auf 3188).

Die konkursrechtlichen Fälle zeigen in der zweiten Hälfte der 90er Jahre eine zweimalige starke Hausse mit gewaltigem Rückschlag pro 1899, dann wieder entsprechende Steigung mit Kulmination pro 1901.

Die andern Betreibungs- und Konkursgeschäfte nahmen von 1895 an allmälig, von 1900—1902 dagegen rapid bis zur Verdoppelung zu, ausgenommen in den Amtsbezirken Signau, Trachselwald, Nidau, Erlach, Biel, Freibergen und Thun, welche dagegen eine bedeutende Abnahme zeigen. Die Ueberweisungen an die obere Instanz infolge Appellation haben mit ziemlichen Schwankungen abgenommen.

Die bei den *Gerichtspräsidenten als Instruktionsrichter* hängig gemachten Geschäfte haben nach einigen Schwankungen

in den letzten Jahren erheblich (um ca. 150) zugenommen, desgleichen die auf Jahresende noch hängigen Geschäfte (um ca. 100).

Die vor den *Amtsgerichten als erstinstanzlichen Gerichten* hängig gemachten Geschäfte haben nach einem Rückschlag in den Jahren 1897 und 1898 seither wieder, besonders im Jahre 1902, zugenommen; abgenommen haben die Haftpflichtstreitigkeiten seit 1900, und zwar bis 1902 um die Hälfte, sodann, wenn auch nicht bedeutend, die Vaterschaftsklagen, sowie die „demandes en séparation de biens" und endlich auch die Statusklagen, zugenommen haben dagegen in den letzten Jahren die Ehescheidungsklagen, die Bevogtungs- und Entvogtungsbegehren, während die Klagen aus Mobiliarsachen- und Obligationenrecht nach einem starken Rückgang pro 1898/99 in den Jahren 1901 und 1902 wiederum annähernd dieselbe Höhe erlangten wie 1893—1895.

Die Zahl der bei den *Amtsgerichten als endliche Gerichte* hängig gemachten Geschäfte zeigten mit 499 im Jahre 1894 den höchsten, mit 398 im Jahre 1896 den tiefsten Stand; seither sind dieselben mit einer kleinen Schwankung (1899) auf die ursprüngliche Höhe von 475 pro 1902 (gegen 470 im Jahre 1893) angestiegen; ähnlich verhält es sich mit den durch Urteil erledigten Geschäften, obwohl hier die niedrigste Frequenz auf die Jahre 1899 und 1900 fällt. Zurückgegangen sind die Klagen aus Personenrecht inklusive Standesbestimmungen.

Die Klagen aus Mobiliarsachen und Obligationenrecht sind nach einigen Schwankungen (niedrigste Zahl 148 pro 1899) zuletzt wieder nahezu auf der gleichen Höhe angelangt wie 1894 (221).

Die Zahl der beim *Appellations- und Kassationshof* von seite der untern Instanzen eingelangten oder direkt hängig gemachten Geschäfte sind bei einigen Schwankungen ziemlich gleich geblieben, d. h. bis und mit 1901; die niedrigste Zahl hatte das Jahr 1899 (mit 194), die höchste das Jahr 1902 (mit 294). Die mit Umgehung der ersten Instanz eingelangten Geschäfte haben, abgesehen von Extremen (1894 : 81 und 1899 : 43), etwas zugenommen. Die vom Appellations- und

Kassationshof überhaupt unerledigt auf das folgende Jahr übertragenen Geschäfte hatten im Jahre 1898 (mit 77) ihren Höhepunkt erreicht, während das Jahr 1901 mit 29 die niedrigste Zahl aufweist. Wesentlich, obwohl mit Schwankungen, zugenommen hat die zwar nummerisch geringe Zahl der Vaterschaftsklagen (1893, 1894 und 1895 je 7, 1898 nur 5, 1901 18 und 1902 12). Die Klagen aus dem Mobiliarsachenrecht und Obligationenrecht hatten im Jahre 1895 (mit 98) ihren Höhepunkt; nach einem Rückgang erreichten sie 1902 wieder die Zahl 91 (wie im Jahre 1896). Die Haftpflichtstreitigkeiten hatten in den Jahren 1898 und 1899 mit 18 den höchsten Stand. Die Armenrechtsbegehren sind bis 1900 nummerisch zurückgegangen, 1901 und 1902 jedoch wieder etwas angestiegen. Die Beschwerden gegen Richterämter haben seit 1893 mit Schwankungen eher etwas zugenommen. Die Nichtigkeitsklagen gegen Urteile sind besonders seit 1897 zurückgegangen uud die Beschwerden gegen Fürsprecher waren in den Jahren 1899—1902 (abgesehen von 1901) doppelt so häufig, als 1893 und 1895—1898.

* * *

Wenn wir nun nach der summarischen Schlussübersicht betreffend Civilrechtspflege die von den verschiedenen Gerichtsinstanzen behandelten beziehungsweise erledigten Civil- und Justizgeschäfte auf 50 Jahre zurück ins Auge fassen, so finden wir, dass dieselben beinahe durch alle Instanzen hindurch absolut und relativ besonders seit 1879 erheblich abgenommen haben; allerdings erscheint die letzte fünfer Periode von 1899—1903 wieder mit einer zunehmenden und zwar absolut stärkern Prozessfrequenz als die Perioden von 1889/93 und 1884/88; allein relativ stellt sie sich nur um ca. 2‰ höher als die beiden vorhergehenden Perioden von 1894/98 und 1889/93. Die einzige Instanz, welche eine Zunahme der Civilgeschäfte verzeigt, ist der Gerichtspräsident als erstinstanzlicher Richter; der Umstand jedoch, dass die Geschäftsvermehrung desselben plötzlich mit dem Jahr 1892 beginnt, führt uns zu der Annahme, dass die Ursache in dem Inkrafttreten des kantonalen Einführungsgesetzes zum eidgenössischen Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz liegt.

B. Strafrechtspflege.

Die Zahl der Voruntersuchungen durch die *Anklagekammer* weist erhebliche Schwankungen auf, nämlich von 402 im Jahre 1894 auf 293 im Jahre 1898 und 340 im Jahre 1902.

Die vor den *Polizeirichtern* angeschuldigten Personen hatten 1894 mit 24,434 die höchste, 1900 mit 15,447 dagegen die niedrigste Zahl erreicht; demnach richteten sich ungefähr die Schwankungen der Zahl der Freigesprochenen und Verurteilten, letztere wiesen auf im Jahre 1894 : 22,175, im Jahre 1900 : 14,048. Bemerkenswert ist dagegen die bedeutende Zunahme der durch übereinstimmenden Beschluss des Untersuchungsrichters und des Staatsanwalts erfolgten Aufhebungen, welche im Jahre 1893 : 2123 und 1900 : 2936 betrugen. Die Zahl der bei den *korrektionellen Richtern* anhängig gemachten Geschäfte ist sich mit ziemlichen Schwankungen in den 10 Jahren annähernd gleich geblieben, d. h. der Stand von 1902 entspricht mit 3876 wieder nahezu dem höchsten von 1893 (3965); die niedrigste Zahl weist das Jahr 1896 mit 2964 auf; dagegen übertrifft die Zahl der Freigesprochenen pro 1902 (mit 1130) diejenigen aller übrigen Jahre. Die Zahl der Verurteilten ist bei schwankenden Bewegungen zurückgegangen (3105 im Jahre 1893, 2341 im Jahre 1896 und 2746 im Jahre 1902).

Die Zahl der bei den *korrektionellen Gerichten* Angeschuldigten ist von 1303 im Jahre 1893 auf 1083 im Jahre 1902 zurückgegangen; dementsprechend die Zahl der Verurteilten und der Freigesprochenen.

Die von den *Assisen* behandelten Geschäfte hatten bei rückwärtsgehenden Schwankungen im Jahre 1894 (mit 190) den höchsten, im Jahre 1900 (mit 102) den niedrigsten Stand. Die Zahl von 1902 (126) steht nur um 2 höher als diejenige von 1893; ähnlich verhält es sich mit den Freigesprochenen und Verurteilten; letztere betrugen im Jahre 1894 : 317, 1900 dagegen nur 122. Die Zahl der Geschäfte der Kriminalkammer zeigt Tendenz zur Vermehrung obschon dieselben im Jahre 1897 mit 34 am höchsten stunden, ebenso

verhält es sich mit den Verurteilten, welche Zahl jedoch im Jahre 1901 (mit 39), diejenige von 1898 um 1 und diejenige von 1902 um 6 übertraf.

Nun ist man freilich durch diese geschäftsstatistischen Einzelnachweise und Wahrnehmungen noch über manche Frage in sachlicher Beziehung, über welche eine erschöpfende Justizstatistik Aufschluss geben sollte, durchaus nicht orientiert; ebensowenig ist man über die Frage im klaren, ob die Kriminalität bei uns in den letzten 10 Jahren oder Jahrzehnten wirklich abgenommen habe und, wenn ja, hauptsächlich nach welchen Richtungen hin und eventuell aus welchen Ursachen, ob die letztern moralischer, wirtschaftlicher oder gesetzgeberischer Natur seien, oder ob nicht vielleicht die Ursache der Abnahme in einer laxeren Handhabung der Strafjustiz zu suchen sei. Wenn wir die Gesamtzahl der im Kanton Bern in den letzten Jahrzehnten polizeilich, korrektionell und kriminell verurteilten Personen in Betracht ziehen, was die offiziellen Angaben[1]) wenigstens ermöglichen, so finden wir allerdings seit 1879/83 einen Rückgang der Kriminalität im allgemeinen und zwar bei den Assisenfällen (schon seit 1877) von 477 auf 216 Angeschuldigte im Jahre 1902, bei den korrektionellen Gerichten und Richtern von 7096 im Jahre 1881 auf 4959 im Jahre 1902 (oder gar auf 4107 im Jahre 1900) und bei den Polizeigerichten von 36,038 im Jahre 1881 auf 20,595 im Jahre 1902 resp. 19,748 im Jahre 1900. Gegenwärtig stehen wir mit der absoluten Gesamtzahl der Straffälle im Kanton Bern wieder ungefähr auf dem gleichen Niveau wie um Mitte oder Ende der 1850er Jahre. Dagegen macht die Zahl der von den korrektionellen Gerichten und Richtern behandelten Straffälle bezw. der Angeschuldigten eine Ausnahme, indem dieselbe ungefähr der Frequenz von 1864—73 gleichkommt. Immerhin bedeutet auch das Gleichbleiben der absoluten Zahl von Straffällen oder Angeschuldigten

[1]) Vergleiche die „Allgemeine Statistik des Kantons Bern" (Lieferung I. Jahrgang 1900 Mitteilungen des bern. statistischen Bureaus) Seite 87/88, sowie die Jahresberichte des Generalprokurators.

in Anbetracht der Bevölkerungszunahme schon eine erhebliche relative Verminderung der Kriminalität, sei dieselbe nun eine scheinbare oder wirkliche (pro 1854/58 betrug sie 51‰, pro 1879/83: 63,8‰ und pro 1893—1902: 40,2‰). Bemerkenswert ist das Jahr 1894 mit einer so hohen Zahl krimineller und polizeirichterlicher Fälle, wie sie seit 1880 bei den Assisen und seit 1884/85 bei den Polizeirichtern nicht mehr vorkam. Die Ursache davon liegt unseres Erachtens vermutlich in den Folgen des landwirtschaftlichen Notstandes vom Jahre 1893 — gleich wie die hohe Kriminalität der Periode von 1876—1883 in den Wirkungen der damaligen wirtschaftlichen Krisis ihre Erklärung findet.

III. Zweck, Bedeutung und Aufgaben einer regelmässigen Statistik der Rechtspflege.

Seit bald 100 Jahren bildet die Justizstatistik in den meisten Staaten Europas, in einzelnen schon viel länger, den Gegenstand fortgesetzter Pflege der Verwaltungstätigkeit. Die Pflege der Justizstatistik gehört in der Tat als einer der bedeutsamsten Zweige der amtlichen Statistik zu den Aufgaben und Pflichten einer geordneten Staatsverwaltung. Ohne Justizstatistische Nachweise bleibt man über die Wirkungen der Gesetze im Gebiete des Rechtslebens und über die in den gerichtlichen Vorgängen zu Tage tretenden Erscheinungen des Volkslebens überhaupt völlig im Dunkeln. Für den Gesetzgeber vorab ist es geradezu unerlässlich, sich über diese Wirkungen und Erscheinungen genau Rechenschaft zu geben und hinlänglich sich zu orientieren, besonders wenn es sich für ihn um Reformen und Reorganisationen des Gerichtswesens handelt. Die Justizstatistik bezweckt Nachweise und Aufschlüsse nach drei Hauptgesichtspunkten zu liefern; *1.* Ueber den Geschäftsumfang und die Tätigkeit der Gerichte. *2.* Ueber die Art und Weise der Rechtssprechung und der Anwendung der bezüglichen Gesetze. *3.* Ueber die Wirkungen der Gesetze auf das Rechtsleben, sowie über die Erscheinungen des Volkslebens, soweit sie sich in den gerichtlichen Vorgängen abspiegeln. Der erste Gesichtspunkt bietet rein administratives Interesse, die betreffenden Nachweise dienen somit der Gerichtsadministration. Der zweite Gesichtspunkt ist von besonderem juristischen und allgemeinen Interesse; denn sowohl die Jurisprudenz als der Gesetzgeber und das Volk sind an einer möglichst gleichmässigen Rechtssprechung interessiert. Der dritte Gesichtspunkt endlich entspricht den Interessen der Moral und der Volkswirtschaft, den Kulturbestrebungen überhaupt. Unter allen drei Gesichtspunkten dient die Justizstatistik den Interessen der Rechtspflege und der Gesetzgebung.

Wenn wir nun die Leistungen der schweiz. Kantone im Gebiete der Justizstatistik überblicken, so kommen wir ungefähr zu dem gleichen Urteil, welches Prof. Zürcher bereits an der Statistikerkonferenz vom Jahre 1894 abgab, nämlich dass die Mehrzahl derselben in den Rechenschaftsberichten zwar verschiedenes statistisches Material betreffend die Rechtspflege veröffentlichen, dass dasselbe jedoch ausserordentlich dürftig, ohne zusammenhängende Darstellungen und entsprechende Vergleichungen verarbeitet ist; ja es scheint, wie Zürcher richtig sagte, als ob der Sinn für solche Bearbeitungen und die Schaffenslust gegenüber frühern Zeiten abgenommen habe. Hierbei verwies Zürcher auf die vergleichende Arbeit des Kantons Aargau pro 1807—56, welche nicht wiederholt worden zu sein scheint, sodann auf die ehemalige vortreffliche Justizstatistik Genfs (von Naville? 1790); er hätte auch Bern gewissermassen, sogar Zürich nennen können, denn diese beiden Kantone hatten in den 1860er und 70er Jahren bekanntlich beide eine musterhaft angelegte Justizstatistik, besonders gilt dies für Zürich, welches in 18 stattlichen Quartheften von 1867—1884 eine Rechtstatistik veröffentlichte, wie sie kaum ein anderer Staat besass; freilich wurde dieselbe von Zürich, wie schon erwähnt, seither in etwas veränderter Form fortgesetzt und in den Berichten des Obergerichts veröffentlicht; nebstdem sollen periodisch-vergleichende Arbeiten dem justizstatistischen Interesse dienen. Wir halten dieses Verfahren für durchaus zweckmässig und empfehlenswert für alle Kantone, nur muss darauf gehalten werden, dass die Rechenschaftsberichte die bezüglichen statistischen Dasrtellungen Jahr für Jahr vollständig, kontinuierlich und möglichst konstant, d. h. unter Vermeidung unnötiger Aenderungen des Inhalts bezw. des Schemas bringen, oder dass die Detailbearbeitung im Manuskript zum Zwecke der periodischen Bearbeitung und Vergleichung aufbewahrt werde. Obschon also der Kanton Zürich die Darstellungsweise und Veröffentlichung der Justizstatistik gegen früher, d. h. vor beinahe 20 Jahren geändert hat, so steht derselbe auf diesem Gebiete z. Z. gleichwohl allen andern Kantonen hinsichtlich fleissiger Pflege desselben als Muster voran. Allerdings gibt

es eine Anzahl Kantone, welche auf ihre rechtsstatistische Berichterstattung Jahr für Jahr ebenfalls grosse Mühe und Sorgfalt verwenden, wie z. B. Solothurn, Basel-Stadt, St. Gallen und Appenzell A.-Rh., andere, die nur aber einzelne Zweige der Justizstatistik regelmässige Nachweise beibringen; die Mehrzahl aber beschränkt sich auf eine mehr oder weniger ausführliche Geschäftsstatistik. Im Bericht von Graubünden sind nur einige summarische Angaben über die Tätigkeit des Kantonsgerichts enthalten. Gar keine Berichte veröffentlichen z. Z. Appenzell I.-Rh., sowie Ob- und Nidwalden.

Der heutige Stand der Justizstatistik entspricht zumal bei uns keinswegs den Anforderungen, welche an sie gestellt werden dürfen; sie liefert daher auch nicht den Nutzen, der von ihr erwartet werden könnte. Um den verschiedenen Zwecken und Anforderungen einer Justizstatistik zu genügen, müssen alle Zweige derselben in möglichst ständiger, erschöpfender Weise bearbeitet bezw. spezialisiert werden. Die Justizstatistik soll nach Zürchers Anregungen die gesamte Civil- und Strafrechtspflege und nebstdem auch die Verwaltungsgerichtsbarkeit umfassen; sie hat die Vorgänge vor Gericht, die Handlungen der Parteien (Klagen, Anerkennung, Vergleich etc.) die Handlungen des Richters (Art der Erledigung), dann die Gesamtheit von Vorgängen (Verhandlung, Beweisverfahren, Prozess, Vollstreckungsverfahren etc.) für die einzelnen Gerichtsinstanzen, Amts- und Gerichtsbezirke zu ermitteln. Ferner ist beim Civilprozess zu unterscheiden nach den persönlichen Verhältnissen der Parteien, nach dem Gegenstand (Art und Streitwert desselben), nach der Dauer und den Kosten des Prozesses, dem Ausgang desselben (Gutheissung, Abweisung der Civilklagen); beim Strafprozess ist ferner zu unterscheiden nach dem Anklagepunkt, bezw. nach dem Urteilsinhalt, zwischen schuldig oder nichtschuldig der Angeklagten, ganz besonders aber ist hier eine spezielle Unterscheidung der Deliktarten (Verbrechen, Vergehen, Uebertretungen oder Widerhandlungen) durch alle Instanzen hindurch, sowie eine solche nach den persönlichen Verhältnissen der Verurteilten (Geschlecht, Alter, Civilstand, Beruf, Erziehung, Rückfälligkeit etc.) und den verhängten Strafen (nach Art und Mass), nach der Dauer der Untersuchungshaft und nach den Kosten des Prozesses, wenigstens in peinlichen und korrek-

tionellen Straffällen und zwar mit örtlicher Detaillierung nach Amts- oder Gemeindebezirken, angezeigt.[1]) Die in diesem Sinne erstellte Strafgerichts- oder Kriminalstatistik bildet bekanntlich die Grundlage für die von Süssmilch begründete, von Quetelet ausgebaute und von Oettingen erneuerte Moralstatisik, welche für die Strafrechtswissenschaft von grosser Bedeutung ist und bereits auch auf die Strafjustiz in der Praxis von bestimmendem Einfluss war; denn obwohl die Theorie gewisser Anthropologen und Soziologen hinsichtlich Negation der menschlichen Willensfreiheit sich nicht als haltbar erwies, so haben doch die bezüglichen Forschungsergebnisse der Moralstatistik diese Streitfrage soweit abgeklärt, dass die Willensfreiheit zwar nicht geleugnet werden kann, dass jedoch auch von einer absoluten individuellen Schuld nicht gesprochen werden kann, sondern dass neben ihr auch eine grössere oder geringere Kollektivschuld in Betracht falle. Prof. Dr. Kirn spricht sich hierüber in seinem Aufsatze „Was lehrt uns die Moralstatistik?“ (Zeitschrift für schweizerische Statistik, Jahrgang 1896) wie folgt aus:

„Wenn wir einmal Gelegenheit haben, in die Lebens-
„geschichte eines Verbrechers hineinzublicken, so tritt uns
„meist deutlich genug entgegen, wie viel frühzeitige Verwahr-
„losung, schlechte Umgebung, ungerechte Behandlung u. dergl.
„dazu beigetragen haben, ihn auf die Bahn des Verbrechens

[1]) Es ist z. B. von grossem Interesse, an Hand dieser Unterscheidungen konstatieren zu können, welche Arten von Verbrechen oder Vergehen zu- und welche abnehmen. Nach der deutschen Kriminalstatistik zeigt sich z. B. in den 15 Jahren von 1885—1900 bei den meisten Verbrechensarten eine erschreckende Zunahme, so dass z. B. die Verbrechen gegen die Person von 3,96‰ im Jahre 1885 auf 5,17‰ der Bevölkerung im Jahre 1900, die Körperverletzungen von 2,25 auf 3,17, die Verbrechen wider die Sittlichkeit von 0,21 auf 0,29 zugenommen haben, während die Verbrechen gegen das Vermögen von 4,87 auf 4,78, Diebstahl und Unterschlagung von 3,24 auf 2,92‰, Begünstigung und Hehlerei von 0,26 auf 0.21‰ zurückgegangen sind, Betrug und Untreue dagegen wieder von 0,40 auf 0,66‰ zunahmen. In ganz unheimlichem Masse nahm die Kriminalität der Jugendlichen in Deutschland zu, nämlich von 5,6‰ im Jahre 1885 auf 7,0‰ der jugendlichen Bevölkerung im Jahre 1896.

„zu führen. Und dasselbe, was je und je eine einzelne Lebens-
„geschichte bezeugt, das predigt uns eben die Moralstatistik
„im grossen. Sie zeigt uns, wie aus dem sittlichen Gesamt-
„zustand eines Volkes eine zwar nicht unveränderliche, aber
„doch im ganzen konstante Summe von Verbrechen und
„Vergehen entspringt. Sie zeigt uns in den Verbrechen die
„letzten Endpunkte weitverbreiteter unmoralischer Richtungen
„und lehrt uns erkennen, dass zwar die Personen wechseln,
„welche sich dieser Verbrechen schuldig machen, aber die
„Krankheit im Gesamtkörper bleibt und in immer neuen Aus-
„brüchen hervortritt. So angesehen, reden die moralstatistischen
„Tabellen eine sehr ernste Sprache. Sie klagen die Gesell-
„schaft einer Mitschuld an bei den Verfehlungen ihrer Glieder.

„Ferne sei es von uns, darum die Uebeltäter selbst für
„schuldlose Opfer eines allgemeinen Schadens zu erklären.
„Sie haben ihre persönliche Schuld, denn sie sind das, was
„sie sind, auch mit durch den falschen Gebrauch ihrer Freiheit
„geworden. Sie bleiben darum für ihre Tat verantwortlich,
„wie dies das allgemeine Rechtsbewusstsein zu allen Zeiten
„festgehalten hat. Aber sie sind doch nicht ganz allein ver-
„antwortlich. Auch die Gesamtheit ist einigermassen mitver-
„antwortlich."

In der Strafgerichtspraxis der neuern Zeit spielt nun auch unter dem Einfluss der Psychiatrie die Unzurechnungsfähigkeit oder verminderte Zurechnungsfähigkeit eine, wie es uns scheinen will, nur zu grosse Rolle, so dass angesichts der Gefahr von Täuschungen der Gerichte durch Simulation oder durch unzutreffende psychiatrische Gutachten eine gewisse Vorsicht gegenüber dieser neuen Art von Straf- oder Schuldbefreiungsversuchen jedenfalls sehr am Platze ist. Die Moralstatistik schöpft ihren Stoff allerdings nicht ausschliesslich aus den Ergebnissen der Strafgerichtsstatistik, sondern noch aus andern Quellen, z. B. aus der Bevölkerungsstatistik, speziell den Nachweisen über Ehescheidungen und uneheliche Geburten, über Morde und Selbstmorde, und was die Kriminalstatistik als solche anbetrifft, so wird dieselbe auch noch auf anderer Basis aufgebaut, als nach Mitgabe der Strafgerichtsstatistik, nämlich auf Grund von Zählkarten, die sich auf die Personal-

verhältnisse der Gefangenen in Strafanstalten beziehen, welcher Weg vom eidgenössischen statistischen Bureau und seinen Mitarbeitern eingeschlagen wurde; allein dieses Verfahren gestattet nur eine, teilweise d. h. sehr beschränkte Bearbeitung der Kriminalstatistik und kann eine umfassende Statistik der Strafrechtspflege somit niemals ersetzen, weshalb wir die letztere unbedingt in erste Linie stellen. Es handelt sich namentlich darum, die Strafgerichtsstatistik den Anforderungen der Kriminalstatistik gemäss zweckentsprechend und praktisch einzurichten. Hierüber gab v. Oettingen in einer bereits 1881 in der Zeitschrift für die gesamte Strafrechtswissenschaft erschienenen Abhandlung betreffend Erhebung und Beurteilung kriminalstatistischer Daten sehr bemerkenswerte Ratschläge; auch er empfiehlt die Anwendung der Zählkarten für jedes strafgerichtliche Urteil und zwar mit ausführlicher Fragestellung; dabei warnt er aber eindringlich vor unrichtiger Verwertung oder voreiligen Schlussfolgerungen. ‚Man muss sich davor hüten', schreibt derselbe, ‚aus relativ kleinen „Ziffern auf beschränktem (rein physiologischem) Beobachtungs„felde zu rasche Schlüsse zu ziehen, oder aus künstlich herge„stellten Regelmässigkeiten in sozialphysisch-anthropologischer „Weise ein naturnotwendiges Gesetz der Kriminalität zu eruieren, ‚während doch alles darauf ankommt, sozial-ethisch den Stand „und die Symptome der Kriminalität zu beurteilen und in dem „Verursachungs- und Motivensystem neben der (juridischen) „Personalschuld der einzelnen Verbrecher die (moralische) „Kollektivschuld der Gesellschaft aufzudecken."

Es erübrigt uns noch zu bemerken, dass diejenigen Zweige der Strafrechtsstatistik, welche nicht mit der Gerichtstätigkeit in unmittelbarem Zusammenhang stehen, aber doch auch zu derselben gehören, wie die Gefängnisstatistik, die Statistik betreffend die Sicherheitspolizei und den Strafvollzug, ferner diejenigen, welche in den Bereich der Civilrechtspflege gehören, wie die Betreibungs- und Konkursstatistik, die Statistik betreffend das Hypothekarwesen[1]) und die Handänderungen den

[1]) Es ist im Grunde ganz richtig, was der aargauische Kantonsstatistiker, Herr Næf, hierüber im Anschluss an das Referat von Professor Zürcher an der Statistiker-Konferenz im Jahre 1894 sagte, nämlich: „Die Zusammenstellung der in die Hypothekenbü-

betreffenden Verwaltungsbehörden ebenfalls angelegentlichst zu geeigneter regelmässiger Bearbeitung empfohlen werden. Die zweite Kategorie dieser Arbeiten bietet bekanntlich ein wertvolles Material für wirtschaftsstatistische Untersuchungen.

Wie in den meisten von den Kantonen selbständig bearbeiteten Gebieten der amtlichen Statistik, so tritt auch im Gebiete der Justizstatistik an die Bearbeiter und Interessenten die Frage heran, ob und in welcher Weise eine Vereinheitlichung der Nachweise zum Zwecke vergleichbarer Darstellungen möglich wäre. Diese Frage haben wir ebenfalls bereits vor zwanzig Jahren geprüft und in der Einleitung zu der in unserer Arbeit über die Statistik der Strafrechtspflege in den schweizerischen Kantonen angesichts der bestehenden Ungleichheiten in der Gesetzgebung, der Gerichtsorganisation und des Verfahrens bei der Rechtsprechung in verneinendem Sinne beantwortet; zu keinem günstigeren Schluss im allgemeinen kam auch Herr Professor Zürcher, obschon er in dieser Beziehung unermüdlich tätig war.[1]) Es bleibt daher freilich

„eingetragenen Schuldposten genügt nicht. Es muss eine Hypo-„thekenschulden-Statistik angestrebt werden mit Ausscheidung der „auf den ländlichen Grundstücken ruhenden Schuldposten von denen „anderer Art, mit genauer Angabe des Schuldgrundes, Entzifferung „der Schuldposten nach den Grössenklassen des Besitzes, Ermitt-„lung des Wertes der verpfändeten Liegenschaften. Auch bei der „Schuldbetreibungs- und Konkursstatistik sollten nicht alle Zwangs-„vollstreckungen in einen Tiegel geworfen, sondern vor allem die-„jenigen in landwirtschaftlichem Eigentum ausgeschieden werden. „Eine Justizstatistik, welche wirklichen volkwirtschaftlich-diagnos-„tischen Wert besitzt, leistet dem Lande weitaus mehr Nutzen, „als eine solche, welche das Hauptgewicht auf die detaillierte „zahlengemässe Darstellung der bureaukratischen Tätigkeit der „Justizbehörden legt."

Ja, wenn die Schwierigkeiten, die beträchtliche Arbeit und die Kosten nicht wären, so würde man zweifelsohne im Aargau und vielleicht auch in andern Kantonen schon vom Rat zur Tat geschritten sein.

[1]) Dagegen ist die Möglichkeit des Gelingens für Einzelvergleichungen resp. von Darstellungen auf monographischem Wege für die gesamte Schweiz, wie es z. B. von Prof. Zürcher mit seiner Arbeit über die Vaterschaftsklagen vom Jahre 1888 und der neuesten über die gewerblichen Schiedsgerichte (Heft II, Jahrgang 1904 der

nichts anderes übrig, als mit der Einführung einer kompleten, einheitlichen Justizstatistik für die ganze Schweiz auf den Zeitpunkt zu vertrösten, wo die Rechtsvereinheitlichung des Bundes perfekt wird. Immerhin möchten wir die in unserem letztjährigen Referat über Aufgabe und Pflege der amtlichen Statistik (Abschnitt Justizstatistik) hierüber geäusserte Meinung dahin präzisieren, dass es unseres Erachtens absolut und zwar dringend notwendig ist, dass die Kantone den Boden für die schweizerische Justizstatistik durch Verbesserung und Ausbau ihrer eigenen statistischen Berichterstattung über Civil- und Strafrechtspflege, über das gesamte Rechtsgebiet vorzubereiten trachten; denn es können bis zum Inkrafttreten der Bundesgesetzgebung über Civil- und Strafrecht noch Jahre verstreichen und zudem wird den Kantonen auch nach der eidgenössischen Rechtsvereinheitlichung noch manches in organisatorischer, volkswirtschaftlicher und moralischer Hinsicht zu tun übrig bleiben, das nicht nach einer gesetzlichen Schablone einheitlich geordnet werden kann (Gerichtsorganisation, Ueberwachung der Rechtspflege, Strafvollzug, präventive Vorkehren gegen Laster und Unsittlichkeit, Verschuldungs- und Kreditwesen, Organisation des Hypothekar- und Personalkredits etc.).

Wenn wir hiemit neuerdings einen ernsthaften Anlauf zur Wiederaufnahme der frühern Statistik der Rechtspflege im Kanton Bern unternehmen, so geschieht dies nicht nur in dem Bestreben, die amtliche Statistik nach allen Richtungen hin den Zeitanforderungen gemäss auf der Höhe anderer Kantone und Staaten zu halten, sondern wesentlich im Interesse der bernischen Rechtspflege und Rechtsprechung selbst und wir glauben bestimmt voraussetzen zu dürfen, dass uns die massgebenden Kreise, vorab die obern Justiz- und Gerichtsbehörden,

---

Zeitschrift für schweizerische Statistik) geschah, absolut nicht ausgeschlossen. Ebenso dürfte es möglich sein, von der Mehrzahl der Kantone Gesamtnachweise über die Zahl der Civil- und Strafprozesse, der Angeschuldigten und Verurteilten für sämtliche Instanzen eventuell nach Hauptkategorien von Delikten beizubringen, oder auch nur für eine beschränkte Anzahl Kantone spezielle Angaben über die Dauer der Prozesse und die Kosten des Verfahrens zu Vergleichstwecken zusammenzustellen, worüber wir gelegentlich Näheres mitzuteilen beabsichtigen.

in diesem Bestreben bereitwilligst unterstützen werden; denn es ist unsere Ueberzeugung, dass es so nicht weiter gehen kann, sondern dass der Kanton Bern im Gebiete der Justizstatistik wieder vorrücken und Vorsorge treffen müsse, dass nicht nur vorwiegend den geschäftlich-administrativen, sondern auch den wissenschaftlichen Interessen der Rechtspflege und -Statistik Genüge geleistet werde. Zu diesem Behufe ist eine nähere gegenseitige Verständigung über die Art und Weise, wie die jährliche gerichtsstatistische Berichterstattung nach Form und Inhalt zu erweitern und im einzelnen zweckdienlich einzurichten sei, notwendig. Ohne anderweitigen Massnahmen vorgreifen zu wollen, möchten wir der Tit. Justizdirektion empfehlen, eine Kommission von Sachverständigen (Vertreter des Obergerichts und der Staatsanwaltschaft sowie der Statistik etc.) mit der Vorberatung der Angelegenheit zu beauftragen und sodann die bezüglichen Vorkehren zur Anordnung und Durchführung in einer Verordnung oder einem Regulativ, wenn möglich auch in einer allgemeinen Gesetzesvorschrift zu treffen. In dieser Vorschrift würde den untern Gerichtsinstanzen die regelmässige statistische Berichterstattung (eventuell gegen eine billige Vergütung, obwohl wir in Sachen der ordentlichen Verwaltungsstatistik auf dem Standpunkt der Unentgeltlichkeit stehen) zur Pflicht gemacht; ferner sollten darin die leitenden Motive und Grundsätze sowie die wissenschaftlichen Gesichtspunkte der statistischen Bearbeitung in materieller und methodischer Hinsicht angedeutet und auch eine periodische Darstellung und Vergleichung resp. wissenschaftliche Verwertung der jährlichen Nachweise vorgesehen werden. Was die Kosten der Berichterstattung anbetrifft, so ist unseres Erachtens für die staatliche Oberhoheit weder ein stichhaltiger Grund noch eine besondere Pflicht vorhanden, für dieselben in Form einer Vergütung per Zählkarte, wie es etwa von seite der Bundesbehörden geschieht, extra aufzukommen, indem der Staat Bern ja seine Gerichtsorgane bezahlt und die verschiedenen Gerichtsinstanzen im Wege der Kreditbewilligung unterhält, ferner weil die Statistik innerhalb des Staatsorganismus eine Verwaltungstätigkeit wie jede andere ist, wenigstens als solche durch Gesetz oder Dekret seiner Zeit anerkannt wurde und

somit die bezüglichen Aufgaben ebenfalls in den Pflichtenkreis der Staats- und Gerichtsverwaltung gehören; ebenso würden die dem kantonalen statistischen Bureau durch seine Mehrarbeit erwachsenen Kosten dem Bedürfnis entsprechend im Wege der jährlichen Kreditgewährung gedeckt. Indem wir hoffen, mit dem vorliegenden Exposé dem Zwecke der Orientierung und Anregung vorläufig gedient zu haben, behalten wir uns im weitern vor, über die zukünftige Einrichtung und Bearbeitung der Justizstatistik im Kanton Bern der Justizdirektion zu Handen der gedachten Kommission eine besondere Vorlage mit Formular-Entwürfen zu unterbreiten.

I. Civilrechtspflege.

Statistischer Nachweis der Geschäfte in den 10 Jahren von 1892—1902.

Anstatt der fehlenden Angaben für das Jahr 1897 wurden bei allen unteren Instanzen der Civilrechtspflege die Zahlen pro 1892 aufgenommen; die betreffende Tabelle für das Jahr 1897 fehlt leider im Verwaltungsbericht des Obergerichts.

Geschäfte der Friedensrichter.

Amtsbezirke	Aussöhnungsversuche vor den Friedensrichtern										
	1892	1893	1894	1895	1896	1898	1899	1900	1901	1902	
Aarberg . . .	37	34	44	52	45	42	67	49	54	37	
Aarwangen . .	85	100	64	55	60	49	57	56	61	81	
Bern I . .	—	302	—	—	—	—	—	—	—	—	
Bern II . .	262	219	349	367	325	441	238	—	—	—	
Bern III . .	—	—	—	—	—	—	181	461	466	454	
Total .	*262*	*521*	*349*	*367*	*325*	*441*	*419*	*461*	*466*	*454*	
Biel	266	331	312	309	358	368	424	425	453	433	
Büren	31	21	32	43	47	27	41	35	36	29	
Burgdorf . . .	76	91	96	88	80	85	76	93	98	96	
Courtelary . .	108	95	56	73	69	75	75	68	63	66	
Delsberg . . .	46	55	59	43	59	66	98	76	87	66	
Erlach	41	21	17	23	18	19	20	18	20	8	
Fraubrunnen .	31	45	52	49	52	43	33	51	45	43	
Freibergen . .	43	56	57	48	34	43	32	43	47	35	
Frutigen . . .	37	30	22	35	27	49	37	40	47	56	
Interlaken . .	85	22	71	61	83	156	182	184	147	91	
Konolfingen .	42	52	50	43	58	56	56	38	52	66	
Laufen . . .	54	54	44	39	38	43	51	47	60	25	
Laupen . . .	17	16	14	4	15	10	29	13	15	28	
Münster . . .	43	27	52	37	51	57	59	76	82	88	
Neuenstadt . .	25	23	11	18	16	22	20	14	19	(17)	
Nidau	56	74	81	92	85	79	59	54	52	46	
Oberhasle . .	17	21	23	24	21	33	37	30	24	25	
Pruntrut . . .	128	129	62	66	62	88	129	125	122	121	
Saanen . . .	34	53	47	57	61	24	22	27	21	21	
Schwarzenburg	25	20	19	19	24	22	17	16	32	23	
Seftigen . . .	110	84	30	36	49	29	51	39	—	1	
Signau . . .	26	48	44	40	51	28	48	47	58	47	
O.-Simmenthal.	52	129	135	80	60	52	53	56	58	64	
N.-Simmenthal.	13	21	21	15	19	27	40	35	39	35	
Thun	114	210	145	91	90	120	116	88	91	104	
Trachselwald .	42	40	39	34	28	31	34	32	60	26	
Wangen . . .	53	38	42	57	30	58	48	42	48	51	
Total .	**1999**	**2461**	**2090**	**1998**	**2015**	**2242**	**2430**	**2378**	**2457**	**2283**	**2**

Anmerkung. Anstatt der fehlenden Angaben für das Jahr 1897 wurden diejeni pro 1892 aufgenommen.

Pro 1902 fehlte der Bericht von Neuenstadt, daher interpolierte Zahlen, was du Klammern angedeutet ist.

Geschäfte der Gerichtspräsidenten als endliche Richter.

Amtsbezirke	Hängig gemachte und von früher hängige Geschäfte										
	1892	1893	1894	1895	1896	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1892—1902
Aarberg . . .	90	89	102	106	121	96	127	87	116	88	1,022
Aarwangen . .	158	120	117	155	139	98	100	134	152	205	1,378
Bern I . .	—	—	—	325	447	564	—	—	—	—	1,336
Bern II . .	401	443	485	360	92	220	235	348	350	665	3,599
Bern III . .	—	—	—	—	—	—	227	545	508	649	1,929
„ *Total* .	*401*	*443*	*485*	*685*	*539*	*784*	*462*	*893*	*858*	*1314*	*6,864*
Biel	179	190	155	128	124	252	150	167	170	172	1,687
Büren	72	83	88	84	96	69	79	74	71	82	798
Burgdorf . . .	168	142	147	146	117	153	175	152	233	242	1,675
Courtelary . .	101	137	120	96	84	97	113	106	84	112	1,050
Delsberg . . .	130	144	103	137	103	144	112	158	118	178	1,327
Erlach	57	52	59	62	69	51	69	57	58	79	613
Fraubrunnen .	98	91	126	134	109	96	113	96	145	149	1,157
Freibergen . .	72	67	80	71	70	66	88	64	62	118	758
Frutigen . . .	132	103	98	82	87	86	92	95	99	113	987
Interlaken . .	198	215	247	249	170	171	193	167	324	276	2,210
Konolfingen .	81	95	88	115	140	117	103	94	111	109	1,053
Laufen . . .	45	60	61	94	95	65	97	98	71	48	734
Laupen . . .	11	5	34	20	30	25	43	34	32	24	258
Münster . . .	116	60	71	101	103	112	84	89	95	101	932
Neuenstadt . .	32	26	33	18	22	39	34	43	38	(32)	317
Nidau	149	161	168	159	172	181	166	149	227	219	1,751
Oberhasle . .	75	64	73	89	59	81	56	55	81	58	691
Pruntrut . . .	308	326	247	217	209	231	305	289	330	565	3,027
Saanen . . .	20	6	9	10	14	43	47	48	33	53	283
Schwarzenburg	49	48	62	55	52	78	45	33	40	62	524
Seftigen . . .	61	61	43	28	27	65	87	89	117	142	720
Signau . . .	110	81	99	103	98	98	103	120	110	112	1,034
O.-Simmenthal.	69	48	52	35	19	21	29	25	38	42	378
N.-Simmenthal.	69	58	55	71	95	68	66	99	92	79	752
Thun	216	180	161	190	177	147	158	164	153	173	1,719
Trachselwald .	104	72	95	62	51	74	54	73	91	58	734
Wangen . . .	127	124	105	128	97	108	97	99	105	97	1,087
Total .	**3498**	**3351**	**3383**	**3630**	**3288**	**3716**	**3447**	**3851**	**4254**	**5102**	**37,520**

Anmerkung. Anstatt der fehlenden Angaben für das Jahr 1897 wurden diejenigen pro 1892 aufgenommen.

Pro 1902 fehlte der Bericht von Neuenstadt, daher interpolierte Zahlen, was durch Klammern angedeutet ist.

Geschäfte der Gerichtspräsidenten als endliche Richter.

Amtsbezirke	Erledigte Geschäfte	Unerledigte Geschäfte									
		1892	1893	1894	1895	1896	1898	1899	1900	1901	1902
Aarberg	987	4	1	5	7	3	6	2	1	4	2
Aarwangen	1,349	1	4	2	4	5	2	1	3	1	6
Bern I	1,336	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bern II	3,475	22	16	11	18	22	10	7	—	—	18
Bern III	1,770	—	—	—	4	1	—	41	41	34	38
„ *Total*	*6,581*	*22*	*16*	*11*	*22*	*23*	*10*	*48*	*41*	*34*	*56*
Biel	1,538	15	14	12	18	20	12	20	12	19	7
Büren	735	6	3	2	6	2	6	13	11	7	7
Burgdorf	1,638	3	4	6	1	1	—	11	4	2	5
Courtelary	1,032	4	—	1	—	—	2	3	1	2	5
Delsberg	1,227	12	4	17	11	7	8	8	12	9	12
Erlach	599	2	2	1	1	—	2	—	2	—	4
Fraubrunnen	1,138	—	—	2	3	2	—	—	2	8	2
Freibergen	727	1	3	2	1	1	8	3	3	—	9
Frutigen	934	5	9	6	6	3	9	6	2	—	7
Interlaken	2,149	4	3	7	3	7	11	8	4	8	6
Konolfingen	1,046	—	4	—	—	—	—	1	—	—	2
Laufen	654	4	5	5	8	5	6	7	14	15	11
Laupen	253	—	1	—	1	1	—	1	—	1	—
Münster	912	—	6	—	3	1	1	—	2	3	4
Neuenstadt	307	2	1	1	—	—	4	1	—	—	(1)
Nidau	1,659	14	4	12	10	7	5	10	9	16	5
Oberhasle	657	5	3	3	2	6	—	—	—	9	6
Pruntrut	2,786	7	32	31	11	23	26	27	39	6	39
Saanen	280	1	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Schwarzenburg	507	2	4	2	4	1	3	—	1	—	—
Seftigen	707	1	—	—	—	—	1	—	3	4	4
Signau	986	1	1	2	2	11	7	5	6	6	7
O.-Simmenthal	370	3	—	—	1	2	2	—	—	—	—
N.-Simmenthal	669	2	3	3	15	9	19	12	9	5	6
Thun	1,575	32	13	21	16	15	17	6	11	3	10
Trachselwald	707	1	2	—	5	4	—	1	3	3	8
Wangen	1,059	1	3	4	5	2	4	2	2	3	2
Total	**35,768**	**155**	**145**	**158**	**167**	**161**	**171**	**196**	**197**	**168**	**234**

Anmerkung. Anstatt der fehlenden Angaben für das Jahr 1897 wurden diejen pro 1892 aufgenommen.

Pro 1902 fehlte der Bericht von Neuenstadt, daher interpolierte Zahlen, was d Klammern angedeutet ist.

Geschäfte der Gerichtspräsidenten als endliche Richter.

Amtsbezirke	Klagen aus Personenrecht										
	1892	1893	1894	1895	1896	1899	1899	1900	1901	1902	Total 1892—1902
Aarberg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Aarwangen	1	—	1	—	1	4	2	1	—	—	10
Bern I	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bern II	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bern III	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1
„ *Total*	—	—	—	—	—	—	—	*1*	—	—	*1*
Biel	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Büren	—	—	1	3	2	—	—	—	—	—	6
Burgdorf	1	2	3	1	1	2	—	1	3	3	17
Courtelary	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2
Delsberg	—	8	—	—	—	—	—	—	—	4	12
Erlach	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fraubrunnen	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Freibergen	2	1	2	—	—	1	—	—	1	14	21
Frutigen	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Interlaken	—	—	28	—	5	6	3	2	2	20	61
Konolfingen	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	3
Laufen	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	2
Laupen	—	1	—	—	1	—	3	4	2	8	19
Münster	—	—	—	1	3	—	—	—	—	—	4
Neuenstadt	4	—	1	—	—	2	—	2	1	—	10
Nidau	—	1	—	1	2	1	—	—	1	—	6
Oberhasle	—	—	1	—	—	7	—	—	—	—	8
Pruntrut	16	19	7	9	1	6	—	—	—	—	58
Saanen	1	—	—	2	1	3	2	1	1	—	11
Schwarzenburg	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	2
Seftigen	1	3	2	1	—	—	—	—	2	4	13
Signau	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	3
O.-Simmenthal	6	2	—	2	2	—	2	1	—	—	15
N.-Simmenthal	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	4
Thun	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	2
Trachselwald	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Wangen	1	—	—	1	—	1	—	1	—	—	4
Total	**35**	**40**	**44**	**21**	**19**	**34**	**13**	**19**	**15**	**56**	**296**

Anmerkung. Anstatt der fehlenden Angaben für das Jahr 1897 wurden diejenigen pro 1892 aufgenommen.

Geschäfte der Gerichtspräsidenten als endliche Richter.

Amtsbezirke	Klagen aus Immobiliarsachenrecht										
	1892	1893	1894	1895	1896	1898	1899	1900	1901	1902	Total
Aarberg . . .	1	2	1	1	1	—	2	1	2	1	
Aarwangen . .	1	4	2	3	2	2	—	1	6	5	
Bern I . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Bern II . .	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	
Bern III . .	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	
Total .	—	—	*1*	—	—	—	*2*	*1*	*1*	—	
Biel	—	—	—	1	1	1	1	—	—	—	
Büren	—	—	5	4	2	2	4	—	2	1	
Burgdorf . . .	1	2	7	15	—	5	2	—	19	—	
Courtelary . .	1	3	—	—	—	1	—	2	3	—	
Delsberg . . .	4	12	1	4	2	4	7	8	7	11	
Erlach	2	1	5	—	1	3	2	6	3	2	
Fraubrunnen .	—	2	5	11	6	2	3	1	2	1	
Freibergen . .	2	1	4	2	2	6	3	—	2	1	
Frutigen . . .	6	—	—	—	—	2	5	3	2	—	
Interlaken . .	44	21	19	14	16	7	13	5	6	17	
Konolfingen .	13	3	1	2	7	—	1	—	3	1	
Laufen . . .	4	7	4	—	13	—	1	1	2	—	
Laupen . . .	—	—	5	3	1	3	6	4	3	6	
Münster . . .	4	1	2	—	1	4	5	4	2	5	
Neuenstadt . .	1	2	—	2	—	1	—	—	—	—	
Nidau	2	—	1	3	—	3	—	1	1	—	
Oberhasle . .	5	5	5	2	10	—	3	3	11	2	
Pruntrut . . .	25	18	7	10	4	3	—	3	17	9	
Saanen . . .	1	—	—	—	—	2	1	1	2	3	
Schwarzenburg	1	1	—	2	2	1	—	1	1	3	
Seftigen . . .	—	5	—	—	—	2	9	4	3	4	
Signau . . .	—	1	—	3	—	—	—	—	—	1	
O.-Simmenthal.	3	2	4	2	5	2	2	3	4	3	
N.-Simmenthal.	—	5	8	4	9	1	6	8	7	3	
Thun	2	—	—	1	1	2	1	3	—	5	
Trachselwald .	—	1	10	12	2	5	4	—	—	2	
Wangen . . .	5	4	6	4	2	4	1	1	9	3	
Total .	**128**	**103**	**103**	**105**	**90**	**68**	**84**	**65**	**120**	**89**	

Anmerkung. Anstatt der fehlenden Angaben für das Jahr 1897 wurden diejenig pro 1892 aufgenommen.

Geschäfte der Gerichtspräsidenten als endliche Richter.

Amtsbezirke	Klagen aus Mobiliarsachen- und Obligationenrecht										
	1892	1893	1894	1895	1896	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1892—1902
Aarberg . . .	71	81	92	88	103	82	100	72	90	67	846
Aarwangen . .	88	81	76	106	102	67	68	88	97	148	921
Bern I . .	—	—	—	240	298	395	—	—	—	—	933
Bern II . .	272	322	368	135	152	—	119	9	—	—	1,377
Bern III . .	—	—	—	—	—	—	204	542	503	496	1,745
„ *Total* .	*272*	*322*	*368*	*375*	*450*	*395*	*323*	*551*	*503*	*496*	*4,055*
Biel	150	104	91	93	69	88	79	89	94	102	959
Büren	62	56	69	55	54	51	60	59	44	60	570
Burgdorf . . .	120	92	97	86	78	110	104	83	118	150	1,038
Courtelary . .	68	87	78	69	60	66	78	81	64	95	746
Delsberg . . .	112	67	81	103	81	109	92	105	90	122	962
Erlach	43	47	45	61	68	45	62	46	46	45	508
Fraubrunnen .	82	64	85	90	84	80	75	63	102	101	826
Freibergen . .	59	42	37	55	52	47	73	54	59	103	581
Frutigen . . .	95	96	98	82	87	84	84	91	97	111	925
Interlaken . .	154	194	200	225	149	133	150	137	235	223	1,800
Konolfingen . .	51	68	75	87	89	96	87	84	78	73	788
Laufen . . .	3	43	46	65	63	56	55	86	61	46	524
Laupen . . .	7	3	20	15	19	10	12	16	18	4	124
Münster . . .	46	57	65	98	76	96	73	76	78	82	747
Neuenstadt . .	24	23	28	10	22	20	31	38	22	(23)	241
Nidau	111	112	117	120	103	118	139	118	175	137	1,250
Oberhasle . .	67	55	53	69	36	65	35	41	43	33	497
Pruntrut . . .	244	282	231	175	199	207	286	266	250	383	2,523
Saanen . . .	6	1	7	5	4	13	33	38	23	42	172
Schwarzenburg	41	45	44	44	34	56	39	31	30	49	413
Seftigen . . .	18	45	6	6	5	54	65	75	79	120	473
Signau	103	62	61	68	86	76	85	87	75	78	781
O.-Simmenthal.	42	14	14	28	10	14	22	18	16	19	197
N.-Simmenthal.	68	47	47	61	80	64	54	84	70	56	631
Thun	211	122	142	171	145	131	143	130	114	121	1,430
Trachselwald .	81	34	57	37	34	61	43	43	73	34	497
Wangen . . .	69	99	74	81	58	83	73	76	68	65	746
Total .	**2568**	**2445**	**2504**	**2628**	**2500**	**2577**	**2623**	**2826**	**2912**	**3188**	**26,771**

Anmerkung. Anstatt der fehlenden Angaben für das Jahr 1897 wurden diejenigen v. 1892 aufgenommen.

Pro 1902 fehlte der Bericht von Neuenstadt, daher interpolierte Zahlen, was durch Klammern angedeutet ist.

Geschäfte der Gerichtspräsidenten als endliche Richter.

Amtsbezirke	Erbschafts- und Testamentsstreit										
	1892	1893	1894	1895	1896	1898	1899	1900	1901	1902	Total
Aarberg	—	1	—	2	—	—	2	—	—	—	
Aarwangen	2	1	1	2	—	2	1	1	3	3	
Bern I	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Bern II	—	—	—	—	—	—	4	—	—	—	
Bern III	—	—	—	—	—	—	—	1	2	—	
„ *Total*	—	—	—	—	—	—	*4*	*1*	*2*	—	
Biel	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Büren	—	3	1	4	—	—	1	—	—	—	
Burgdorf	4	24	—	1	—	—	—	—	2	—	
Courtelary	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Delsberg	—	—	—	1	1	—	—	3	1	—	
Erlach	—	4	—	1	—	1	—	1	—	—	
Fraubrunnen	2	—	—	—	4	1	2	3	—	—	
Freibergen	—	—	—	—	—	—	12	—	—	—	
Frutigen	1	3	—	—	—	—	2	—	—	1	
Interlaken	—	—	1	—	—	1	2	2	2	6	
Konolfingen	—	—	—	—	—	—	—	1	1	9	
Laufen	—	1	—	—	1	2	—	—	—	—	
Laupen	—	—	—	—	—	2	—	—	2	2	
Münster	—	—	1	—	—	—	—	4	3	3	
Neuenstadt	—	—	4	4	—	—	3	—	3	(1)	
Nidau	1	1	—	1	3	4	—	1	1	—	
Oberhasle	—	—	—	—	—	—	—	—	20	—	
Pruntrut	2	3	2	1	—	—	1	20	1	9	
Saanen	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Schwarzenburg	—	—	—	—	—	2	1	—	1	—	
Seftigen	—	2	—	—	—	1	1	—	—	1	
Signau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
O.-Simmenthal	1	—	—	—	1	—	1	—	1	2	
N.-Simmenthal	1	1	—	—	—	—	—	2	1	1	
Thun	—	—	—	—	—	—	1	—	—	3	
Trachselwald	—	—	1	—	—	—	—	2	—	—	
Wangen	—	2	1	1	2	—	—	—	—	—	
Total	**14**	**46**	**12**	**18**	**12**	**16**	**34**	**41**	**44**	**41**	

Anmerkung. Anstatt der fehlenden Angaben für das Jahr 1897 wurden diejenig pro 1892 aufgenommen.

Pro 1902 fehlte der Bericht von Neuenstadt, daher interpolierte Zahlen, was dur Klammern angedeutet ist.

Geschäfte der Gerichtspräsidenten als endliche Richter.

Amtsbezirke	Moderationen										
	1892	1893	1894	1895	1896	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1894—1902
Aarberg	In diesem Jahr war noch keine solche Rubrik vorhanden.	In diesem Jahr war noch keine solche Rubrik vorhanden.	1	5	7	—	—	5	10	9	37
Aarwangen			23	14	12	7	12	21	9	11	109
Bern I			—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bern II			—	—	—	—	—	—	—	32	32
Bern III			—	—	—	—	—	—	—	114	114
„ *Total*			—	—	—	—	—	—	—	*146*	*146*
Biel			—	—	—	44	11	12	9	15	91
Büren			3	4	10	1	—	—	9	4	31
Burgdorf			22	—	—	—	50	—	—	—	72
Courtelary			—	—	—	—	—	—	—	—	—
Delsberg			—	—	—	—	—	—	—	—	—
Erlach			—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fraubrunnen			—	—	—	—	15	11	9	8	43
Freibergen			—	—	—	—	—	—	—	—	—
Frutigen			—	—	—	—	—	—	—	—	—
Interlaken			—	—	—	12	22	—	—	—	34
Konolfingen			3	11	7	2	—	—	10	—	33
Laufen			—	—	—	—	—	—	—	—	—
Laupen			—	1	—	—	—	—	—	—	1
Münster			—	—	—	—	—	—	—	—	—
Neuenstadt			—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nidau			—	—	—	—	13	—	—	24	37
Oberhasle			—	—	—	—	4	4	3	10	21
Pruntrut			—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saanen			—	—	—	—	—	7	—	—	7
Schwarzenburg			—	—	—	—	—	—	—	—	—
Seftigen			—	—	—	—	—	—	—	—	—
Signau			—	3	5	3	7	6	6	5	35
O.-Simmenthal			—	—	—	—	—	—	—	—	—
N.-Simmenthal			—	—	—	—	—	—	—	—	—
Thun			—	—	—	—	—	—	—	—	—
Trachselwald			—	—	—	—	—	—	—	—	—
Wangen			9	12	16	9	4	5	7	13	75
Total			**61**	**50**	**57**	**78**	**138**	**71**	**72**	**245**	**772**

Anmerkung. Anstatt der fehlenden Angaben für das Jahr 1897 wurden diejenigen pro 1892 aufgenommen.

Geschäfte der Gerichtspräsidenten als endliche Richter.

Amtsbezirke	Konkursrechtliche Fälle										
	1892	1893	1894	1895	1896	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1892—1902
Aarberg	14	5	8	9	10	2	6	1	11	8	74
Aarwangen	31	13	14	30	22	16	17	12	15	33	203
Bern I	—	—	—	55	149	169	—	—	—	—	373
Bern II	42	121	116	225	240	220	111	339	350	131	1895
Bern III	—	—	—	—	—	—	—	—	2	39	41
„ *Total*	*42*	*121*	*116*	*280*	*389*	*389*	*111*	*339*	*352*	*170*	*2,309*
Biel	20	55	44	34	54	52	5	—	4	2	270
Büren	5	5	7	8	15	12	14	11	—	8	85
Burgdorf	35	—	18	32	31	31	—	18	37	48	250
Courtelary	32	47	42	27	24	30	35	21	7	17	282
Delsberg	14	57	21	29	19	31	13	42	20	41	287
Erlach	12	—	9	—	—	2	5	4	9	32	73
Fraubrunnen	14	25	36	33	15	13	16	17	32	37	238
Freibergen	9	23	37	14	16	12	—	10	—	—	121
Frutigen	4	4	—	—	—	—	1	1	—	—	10
Interlaken	—	—	4	10	—	12	3	21	79	—	129
Konolfingen	6	8	4	12	28	12	14	8	17	25	134
Laufen	38	8	11	29	13	6	41	11	8	2	167
Laupen	1	1	7	—	7	10	22	10	7	4	69
Münster	66	2	3	2	22	12	6	5	12	11	141
Neuenstadt	3	1	—	2	—	16	—	3	4	(5)	34
Nidau	35	47	50	34	64	55	14	29	49	48	425
Oberhasle	3	4	14	18	13	8	14	7	—	12	93
Pruntrut	12	4	—	11	5	15	18	—	62	164	291
Saanen	12	5	2	3	9	25	11	1	7	8	83
Schwarzenburg	7	2	7	5	8	10	5	—	7	10	61
Seftigen	4	3	2	—	6	8	12	7	13	13	68
Signau	1	—	6	2	1	16	10	20	29	20	105
O.-Simmenthal	17	30	31	3	1	5	2	3	17	18	127
N.-Simmenthal	—	4	—	6	6	3	6	5	14	19	63
Thun	3	42	19	18	31	14	13	19	11	18	188
Trachselwald	9	18	10	5	3	18	7	21	15	17	113
Wangen	32	10	15	29	19	5	14	5	10	4	143
Total	**481**	**544**	**537**	**685**	**831**	**830**	**435**	**651**	**848**	**794**	**6,636**

Anmerkung. Anstatt der fehlenden Angaben für das Jahr 1897 wurden diejenigen pro 1892 aufgenommen.

Pro 1902 fehlte der Bericht von Neuenstadt, daher interpolierte Zahlen, was durch Klammern angedeutet ist.

eschäfte der Gerichtspräsidenten als erstinstanzliche Richter.

ntsbezirke	Hängig gemachte und von früher hängige Geschäfte										
	1892	1893	1894	1895	1896	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1892—1902
rberg . . .	25	33	66	31	54	47	48	46	91	41	482
rwangen . .	73	94	91	88	62	55	71	73	76	87	770
I . .	—	—	—	127	70	199	—	61	76	52	585
rn { II . .	211	349	489	392	399	478	647	796	844	564	5,169
III . .	—	—	—	—	—	—	40	21	36	45	142
Total .	*211*	*349*	*489*	*519*	*469*	*677*	*687*	*878*	*956*	*661*	*5,896*
l	291	348	259	239	154	255	307	366	389	471	3,079
en	54	26	30	44	39	22	7	27	26	14	289
gdorf . . .	73	50	85	66	94	185	227	189	141	118	1,228
rtelary . .	85	97	173	178	98	85	120	198	164	162	1,360
sberg . . .	29	16	21	32	26	34	20	28	43	42	291
ach	17	23	29	31	17	14	18	17	28	28	222
ubrunnen .	44	35	43	95	83	85	50	37	43	79	594
ibergen . .	24	45	23	44	30	80	37	44	67	71	465
dgen . . .	13	9	17	14	10	20	26	94	55	31	289
rlaken . .	49	74	116	116	137	250	277	240	280	299	1,838
olfingen . .	34	44	36	42	54	64	32	72	69	121	568
ten	19	44	29	30	19	42	5	15	16	35	254
pen	21	11	10	14	9	21	33	29	30	49	227
ster	35	49	17	44	42	54	86	125	132	137	721
enstadt . .	14	10	9	12	32	24	25	35	15	(20)	196
au	43	49	65	124	146	140	23	63	80	55	788
rhasle . .	64	55	59	54	19	44	15	61	28	29	428
ntrut . . .	110	86	51	40	25	121	64	58	268	67	890
nen	16	9	12	11	10	12	13	15	11	20	129
warzenburg	18	16	10	7	4	12	15	9	14	12	117
igen . . .	19	14	13	23	19	13	42	23	26	17	209
nau	47	65	71	53	46	45	28	41	59	28	483
Simmenthal .	10	10	12	13	8	16	11	15	14	17	126
Simmenthal .	22	25	14	13	15	7	13	15	32	28	184
n	130	204	147	138	138	318	340	289	139	106	1,949
chselwald .	41	17	37	55	34	28	14	36	30	15	287
ngen . . .	51	43	92	19	23	23	21	22	31	84	409
Total .	**1,682**	**1,950**	**2,126**	**2,169**	**1,916**	**2,793**	**2,675**	**3,160**	**3,353**	**2,944**	**24,768**

Anmerkung. Anstatt der fehlenden Angaben für das Jahr 1897 wurden diejenigen 1892 aufgenommen.

Pro 1902 fehlte der Bericht von Neuenstadt, daher interpolierte Zahlen, was durch ammern angedeutet ist.

Geschäfte der Gerichtspräsidenten als erstinstanzliche Rich

Amtsbezirke	Erledigte Geschäfte pro 1892—1902	Unerledigte Geschäfte									
		1892	1893	1894	1895	1896	1898	1899	1900	1901	1902
Aarberg . . .	470	1	1	—	1	3	—	2	1	1	2
Aarwangen . .	763	3	—	—	—	—	—	1	—	—	3
Bern I . .	555	—	—	—	19	—	—	—	5	3	3
Bern II . .	5,044	13	14	12	—	8	18	7	24	7	22
Bern III . .	129	—	—	—	—	—	—	11	1	1	—
„ *Total* .	*5,728*	*13*	*14*	*12*	*19*	*8*	*18*	*18*	*30*	*11*	*25*
Biel	2,978	17	22	51	14	4	5	4	7	5	12
Büren	278	1	—	—	1	5	—	—	—	1	3
Burgdorf . . .	1,181	2	—	1	—	—	4	16	3	15	6
Courtelary . .	1,337	—	1	3	3	3	2	3	1	4	3
Delsberg . . .	242	6	1	5	8	1	4	2	6	10	6
Erlach	215	—	1	—	2	1	—	—	—	—	3
Fraubrunnen .	579	3	—	1	3	—	—	—	1	1	6
Freibergen . .	459	—	1	2	—	—	—	1	—	1	1
Frutigen . . .	280	—	—	—	—	—	2	3	2	1	1
Interlaken . .	1,680	3	1	5	8	15	41	16	18	20	31
Konolfingen .	563	—	—	—	—	—	—	4	—	—	1
Laufen . . .	239	2	2	1	—	—	5	1	1	2	1
Laupen . . .	225	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—
Münster . . .	707	3	—	2	—	4	1	—	—	—	4
Neuenstadt . .	173	1	—	—	1	1	2	5	10	1	(2)
Nidau	742	3	6	4	10	5	14	—	—	3	1
Oberhasle . .	402	—	2	6	1	—	5	4	2	3	3
Pruntrut . . .	774	6	8	2	—	3	7	5	7	70	8
Saanen . . .	129	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Schwarzenburg	116	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Seftigen . . .	208	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Signau . . .	474	—	—	1	1	1	2	1	1	2	—
O.-Simmenthal.	118	2	—	—	1	—	—	—	—	2	3
N.-Simmenthal.	169	—	4	1	—	1	—	—	—	—	9
Thun	1,892	5	10	13	4	—	4	15	—	1	5
Trachselwald .	263	—	1	—	8	—	—	—	9	5	—
Wangen . . .	402	1	—	—	—	1	—	1	1	—	3
Total .	**23,787**	**72**	**76**	**70**	**85**	**56**	**118**	**102**	**100**	**160**	**142**

Anmerkung. Anstatt der fehlenden Angaben für das Jahr 1897 wurden diejenigen pro 1892 aufgenommen.

Pro 1902 fehlte der Bericht von Neuenstadt, daher interpolierte Zahlen, was durch Klammern angedeutet ist.

eschäfte der Gerichtspräsidenten als erstinstanzliche Richter.

ntsbezirke	Expropriationen										
	1892	1893	1894	1895	1896	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1892—1902
berg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
rwangen	—	—	—	1	—	—	1	2	1	1	6
n I	2	—	—	5	3	2	—	—	—	—	12
n II	—	4	1	—	—	—	—	—	—	—	5
III	—	—	—	—	—	—	1	4	3	5	13
Total	*2*	*4*	*1*	*5*	*3*	*2*	*1*	*4*	*3*	*5*	*30*
l	—	1	1	1	—	1	—	1	—	—	5
en	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2
gdorf	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
rtelary	4	1	—	3	1	1	—	1	1	—	12
aberg	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
ach	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
ubrunnen	—	—	—	—	1	1	1	—	—	8	11
ibergen	—	—	3	3	1	—	—	—	—	—	7
digen	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
rlaken	3	3	8	—	—	14	4	4	22	3	61
ulfingen	—	—	—	—	1	—	5	—	1	—	7
den	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	2
pen	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	3
ster	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—	3
enstadt	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2
au	—	1	1	—	—	1	—	1	6	—	10
rhasle	56	—	—	1	2	—	—	—	—	9	68
ntrut	3	—	—	1	—	1	—	—	—	—	5
nen	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
warzenburg	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
ligen	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
nau	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	2
Simmenthal	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	2
Simmenthal	—	—	—	—	—	—	—	8	8	9	25
n	1	2	—	—	1	1	1	7	7	4	24
chselwald	—	—	—	—	—	—	—	2	—	3	5
ngen	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	2
Total	**72**	**14**	**14**	**15**	**12**	**24**	**15**	**36**	**54**	**43**	**299**

Anmerkung. Anstatt der fehlenden Angaben für das Jahr 1897 wurden diejenigen 1892 aufgenommen.

Geschäfte der Gerichtspräsidenten als erstinstanzliche Richt

Amtsbezirke	Konkursbegehren									
	1892	1893	1894	1895	1896	1898	1899	1900	1901	1902
Aarberg . . .	14	15	32	14	25	27	22	18	70	23
Aarwangen . .	34	53	50	45	24	31	48	47	27	13
Bern I . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bern II . .	69	260	248	281	328	443	452	602	657	340
Bern III . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
„ *Total* .	*69*	*260*	*248*	*281*	*328*	*443*	*452*	*602*	*657*	*340*
Biel	173	197	186	157	134	193	223	286	294	376
Büren	35	7	5	6	3	4	3	25	5	1
Burgdorf . . .	9	5	35	36	55	124	187	135	67	70
Courtelary . .	59	65	130	152	71	56	88	165	128	137
Delsberg . . .	2	2	5	4	2	2	4	10	3	14
Erlach	6	—	4	14	4	3	7	8	—	7
Fraubrunnen .	6	22	6	56	44	59	25	15	25	34
Freibergen . .	2	4	3	8	5	47	29	35	45	—
Frutigen . . .	5	5	1	4	2	4	4	69	38	17
Interlaken . .	40	48	95	98	84	203	235	214	248	155
Konolfingen. .	20	20	11	18	22	17	3	21	33	68
Laufen . . .	7	26	12	6	1	31	1	3	3	4
Laupen . . .	16	8	2	1	2	2	17	16	19	30
Münster . . .	10	31	—	8	—	10	43	56	41	46
Neuenstadt . .	2	—	—	1	7	6	5	7	3	(3)
Nidau	4	15	30	82	93	107	17	28	44	26
Oberhasle . .	5	38	51	43	45	32	2	44	17	10
Pruntrut . . .	—	—	—	—	—	88	—	—	143	—
Saanen . . .	3	1	—	5	1	1	2	3	3	3
Schwarzenhurg	13	1	2	2	—	—	3	4	3	2
Seftigen . . .	10	4	2	1	1	1	28	7	8	4
Signau. . . .	17	31	33	30	10	31	10	21	42	13
O.-Simmenthal.	—	—	4	7	2	4	3	2	1	4
N.-Simmenthal.	5	2	4	6	3	1	4	2	8	6
Thun	76	118	99	83	99	298	287	264	68	58
Trachselwald .	9	5	6	3	4	8	2	3	8	—
Wangen . . .	9	12	76	6	2	—	—	7	11	60
Total .	**660**	**1,002**	**1,132**	**1,177**	**1,073**	**1,833**	**1,754**	**2,112**	**2,062**	**1,524**

Anmerkung. Anstatt der fehlenden Angaben für das Jahr 1897 wurden diejer pro 1892 aufgenommen.

Pro 1902 fehlt der Bericht von Neuenstadt, daher interpolierte Zahlen, was d Klammern angedeutet ist.

Geschäfte der Gerichtspräsidenten als erstinstanzliche Richter.

Amtsbezirke	Armenrechtsbegehren										
	1892	1893	1894	1895	1896	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1894—1902
Aarberg	In diesem Jahre war noch keine solche Rubrik vorhanden.	In diesem Jahre war noch keine solche Rubrik vorhanden.	4	—	5	—	—	—	3	7	19
Aarwangen			—	3	—	—	—	—	—	—	3
Bern I			—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bern II			—	—	—	35	—	—	—	—	35
Bern III			—	—	—	—	—	—	—	—	—
„ *Total*			—	—	—	*35*	—	—	—	—	*35*
Biel			—	—	—	11	8	9	11	15	54
Büren			4	—	1	3	—	—	1	1	10
Burgdorf			—	—	—	—	—	—	—	—	—
Courtelary			2	—	—	6	—	4	—	4	16
Delsberg			—	2	—	4	—	1	4	2	13
Erlach			—	—	—	1	5	—	—	—	6
Fraubrunnen			—	—	—	—	1	7	2	2	12
Freibergen			—	—	—	—	—	—	—	—	—
Frutigen			1	5	1	3	2	—	3	—	15
Interlaken			—	—	—	—	—	—	—	3	3
Konolfingen			4	5	—	5	3	4	5	9	35
Laufen			1	2	1	1	1	1	2	—	9
Laupen			—	—	—	—	—	—	—	—	—
Münster			—	—	2	4	—	—	—	—	6
Neuenstadt			1	—	—	—	—	—	—	—	1
Nidau			—	—	—	—	3	5	3	6	17
Oberhasle			—	—	—	—	—	—	3	—	3
Pruntrut			—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saanen			—	—	—	—	—	—	—	—	—
Schwarzenburg			—	—	1	—	—	—	—	—	1
Seftigen			—	—	5	—	4	4	4	4	21
Signau			—	11	2	6	1	9	2	8	39
O.-Simmenthal			—	—	—	—	—	—	—	—	—
N.-Simmenthal			2	2	6	4	—	3	6	—	23
Thun			7	—	19	8	13	—	12	14	73
Trachselwald			—	—	—	—	—	7	—	—	7
Wangen			—	—	3	5	1	3	1	1	14
Total			**26**	**30**	**46**	**96**	**42**	**57**	**62**	**76**	**435**

Geschäfte der Gerichtspräsidenten als erstinstanzliche Rich

Amtsbezirke	Rechtseröffnungsbegehren									
	1892	1893	1894	1895	1896	1898	1899	1900	1901	1902
Aarberg . . .	1	2	5	2	1	4	6	7	3	5
Aarwangen . .	4	2	3	2	1	2	4	2	2	7
Bern I . .	21	—	—	16	21	107	—	—	—	—
Bern II . .	—	18	9	—	—	—	64	26	23	77
Bern III . .	—	—	—	—	—	—	11	—	—	—
„ *Total* .	*21*	*18*	*9*	*16*	*21*	*107*	*75*	*26*	*23*	*77*
Biel	8	9	3	19	4	3	8	7	11	12
Büren	—	2	6	7	5	2	2	1	4	2
Burgdorf . . .	6	6	5	1	2	1	3	2	3	—
Courtelary . .	—	5	11	5	3	3	5	11	16	5
Delsberg . . .	4	2	5	19	14	12	6	4	9	11
Erlach	2	—	2	—	3	6	2	8	11	8
Fraubrunnen .	2	1	5	2	1	1	4	—	4	5
Freibergen . .	4	8	2	5	6	4	4	7	9	5
Frutigen . . .	1	1	3	4	—	8	2	8	2	2
Interlaken . .	6	6	—	—	39	6	3	5	5	14
Konolfingen .	2	6	7	—	2	2	2	7	4	1
Laufen . . .	3	6	7	1	—	4	—	—	4	17
Laupen . . .	—	—	—	4	—	1	—	2	5	5
Münster . . .	7	14	6	20	13	18	13	41	46	47
Neuenstadt . .	7	8	1	4	2	5	5	9	4	(5)
Nidau	1	6	4	5	6	16	2	7	5	3
Oberhasle . .	1	4	2	4	7	5	2	8	2	5
Pruntrut . . .	37	47	32	36	21	21	35	37	40	24
Saanen . . .	8	3	2	1	6	3	6	4	2	4
Schwarzenburg	1	4	1	—	—	—	1	1	5	5
Seftigen . . .	1	5	2	11	6	5	6	7	2	2
Signau . . .	1	1	2	1	2	1	—	1	2	—
O.-Simmenthal.	7	2	2	3	2	4	4	2	5	3
N.-Simmenthal.	2	1	1	1	—	1	2	—	2	2
Thun	6	6	4	3	2	6	8	5	7	6
Trachselwald .	2	1	1	3	5	3	1	3	2	3
Wangen . . .	7	3	3	5	2	2	—	1	1	9
Total .	**152**	**179**	**136**	**184**	**176**	**256**	**211**	**223**	**240**	**294**

Anmerkung. Anstatt der fehlenden Angaben für das Jahr 1897 wurden **diejen** pro 1892 aufgenommen.

Pro 1902 fehlte der Bericht von Neuenstadt, daher interpolierte Zahlen, **was d** Klammern angedeutet ist.

eschäfte der Gerichtspräsidenten als erstinstanzliche Richter.

mtsbezirke	Rehabilitationen										
	1892	1893	1894	1895	1896	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1892—1902
berg	Angaben fehlen.	2	4	2	2	10	3	9	6	1	39
wangen		8	3	—	5	2	1	2	1	1	23
n I		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
n II		—	6	16	9	—	2	2	4	14	53
III		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total		—	*6*	*16*	*9*	—	*2*	*2*	*4*	*14*	*53*
		—	1	13	4	—	1	1	2	1	23
en		3	4	3	—	3	—	—	—	—	13
gdorf		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
rtolary		—	30	—	6	—	—	—	1	5	42
sberg		—	—	—	—	—	2	—	1	—	3
ch		—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
ubrunnen		—	—	1	2	2	1	—	—	—	6
bergen		1	—	4	2	—	—	—	—	—	7
ligen		—	2	—	—	1	—	—	1	—	4
rlaken		3	4	4	3	17	—	9	5	10	55
olfingen		4	4	2	—	1	4	2	—	2	19
fen		—	8	6	1	—	—	1	—	1	17
pen		—	—	—	—	12	2	3	3	—	20
ster		—	—	—	—	3	2	3	5	7	20
enstadt		—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
il		—	—	—	—	2	—	—	—	—	2
hasle		2	1	4	1	2	3	2	—	—	15
trut		3	5	2	3	2	4	2	10	—	31
en		—	2	—	3	—	—	1	2	1	9
varzenburg		3	3	—	—	—	1	—	1	—	8
gen		—	—	—	—	1	2	1	2	—	6
au		1	4	—	—	—	2	3	—	—	10
mmenthal		—	1	1	—	1	—	—	—	—	3
mmenthal		—	—	3	1	—	3	—	1	—	8
		—	—	—	—	—	—	1	1	3	5
nselwald		—	1	—	—	—	—	1	—	—	2
gen		3	1	1	2	—	—	—	—	1	8
Total		**33**	**84**	**62**	**44**	**59**	**35**	**43**	**46**	**47**	**453**

Geschäfte der Gerichtspräsidenten als erstinstanzliche Richt

Amtsbezirke	Andere Betreibungs- und Konkursgeschäfte									
	1892	1893	1894	1895	1896	1898	1899	1900	1901	1902
Aarberg . . .	6	8	2	7	5	3	4	5	5	5
Aarwangen . .	7	29	5	7	10	1	1	9	42	11
Bern I . .	—	—	—	15	46	90	—	—	—	—
Bern II . .	24	52	33	25	14	—	125	166	160	133
Bern III . .	—	—	—	—	—	—	19	—	—	—
„ *Total* .	*24*	*52*	*33*	*40*	*60*	*90*	*144*	*166*	*160*	*133*
Biel	62	110	57	49	12	2	19	22	32	37
Büren	3	11	3	12	11	2	—	1	12	7
Burgdorf . . .	22	11	16	3	5	38	27	20	39	48
Courtelary . .	22	26	—	18	17	19	20	13	18	9
Delsberg . . .	23	12	16	11	10	16	8	13	25	14
Erlach	5	16	23	17	—	3	3	1	10	11
Fraubrunnen .	5	11	5	12	13	12	8	5	4	21
Freibergen . .	13	32	13	24	16	29	4	2	13	66
Frutigen . . .	5	—	6	—	5	—	1	7	8	4
Interlaken . .	—	14	9	7	8	10	5	8	—	66
Konolfingen .	5	8	3	3	6	21	7	18	22	13
Laufen . . .	—	6	—	11	11	4	—	9	6	10
Laupen . . .	—	3	8	2	2	6	14	5	3	14
Münster . . .	13	3	7	12	18	12	26	25	39	37
Neuenstadt . .	4	2	4	—	23	13	14	19	7	(9)
Nidau	10	12	15	16	14	14	—	4	10	9
Oberhasle . .	—	11	5	2	5	—	3	3	4	—
Pruntrut . . .	63	36	14	1	1	9	25	19	60	43
Saanen . . .	5	5	8	5	—	8	5	4	4	12
Schwarzenburg	—	2	—	—	—	5	1	4	1	—
Seftigen . . .	—	2	9	—	1	5	1	3	10	2
Signau . . .	12	16	22	8	18	5	—	4	10	7
O.-Simmenthal.	2	2	4	2	4	1	1	3	3	6
N.-Simmenthal.	8	10	2	1	—	—	4	1	3	7
Thun	1	78	37	37	17	1	4	4	44	9
Trachselwald .	4	11	13	13	25	14	11	—	2	2
Wangen . . .	15	10	6	7	13	7	11	6	12	6
Total .	**339**	**549**	**345**	**327**	**330**	**350**	**371**	**403**	**608**	**618**

Anmerkung. Anstatt der fehlenden Angaben für das Jahr 1897 wurden diej pro 1892 aufgenommen.

Pro 1902 fehlte der Bericht von Neuenstadt, daher interpolierte Zahlen, was Klammern angedeutet ist.

Geschäfte der Gerichtspräsidenten als erstinstanzliche Richter.

mtsbezirke	Moderationen										
	1892	1893	1894	1895	1896	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1894—1901
rberg	In diesem Jahre war noch keine solche Rubrik vorhanden.	In diesem Jahre war noch keine solche Rubrik vorhanden.	19	3	16	3	13	7	3	Pro 1902 lautet die Rubrik: «Moderationen und andere Fälle».	64
rwangen			30	30	22	19	16	11	3		131
I			—	—	—	—	—	—	—		—
II			—	—	—	—	—	—	—		—
III			—	—	—	—	9	—	—		9
Total			—	—	—	—	*9*	—	—		*9*
l			—	—	—	45	48	40	39		172
ren			8	16	2	8	2	3	4		43
rgdorf			29	26	32	22	—	—	1		110
rtelary			—	—	—	—	7	4	—		11
lsberg			—	—	—	—	—	—	—		—
ach			—	—	—	1	—	—	—		1
ubrunnen			—	—	—	10	10	2	8		30
ibergen			—	—	—	—	—	—	—		—
ttigen			4	1	2	3	17	10	3		40
rlaken			—	—	3	—	30	—	—		33
nolfingen			7	14	1	18	8	20	4		72
ufen			1	4	5	2	2	1	1		16
ppen			—	—	—	—	—	—	—		—
nster			4	1	9	7	—	2	—		23
nenstadt			3	7	—	—	—	—	—		10
lau			15	—	—	—	1	18	12		46
rhasle			—	—	—	5	5	4	2		16
ntrut			—	—	—	—	—	—	—		—
nen			—	—	—	—	—	3	—		3
warzenburg			—	—	—	6	—	—	—		6
tigen			—	—	3	1	1	1	—		6
nau			—	1	2	2	15	3	2		25
Simmenthal			—	—	—	6	—	8	—		14
Simmenthal			4	—	5	1	—	1	4		15
n			—	—	—	4	27	—	—		31
chselwald			—	—	—	3	—	27	—		30
ngen			6	—	—	9	9	4	6		34
Total			**130**	**103**	**102**	**175**	**220**	**169**	**92**		**991**

Geschäfte der Gerichtspräsidenten als erstinstanzliche Richt

Amtsbezirke	An die obere Instanz infolge Appellation									
	1892	1893	1894	1895	1896	1898	1899	1900	1901	1902
Aarberg . . .	3	6	3	—	1	1	2	1	3	—
Aarwangen . .	11	10	2	3	4	7	9	4	3	9
Bern I . .	—	—	—	16	33	27	—	—	—	—
Bern II . .	21	21	7	—	—	—	4	16	18	25
Bern III . .	—	—	—	—	—	—	7	6	6	5
„ *Total* .	*21*	*21*	*7*	*16*	*33*	*27*	*11*	*22*	*24*	*30*
Biel	9	15	15	7	3	13	6	5	5	10
Büren	2	1	—	2	4	2	—	1	—	—
Burgdorf . . .	2	6	5	1	3	5	4	2	—	3
Courtelary . .	4	8	11	2	3	—	5	7	—	2
Delsberg . . .	3	5	2	4	—	6	6	3	5	—
Erlach	3	1	—	—	1	3	—	4	—	1
Fraubrunnen .	2	6	7	8	4	5	4	6	6	5
Freibergen . .	3	5	4	10	2	—	2	—	1	—
Frutigen . . .	—	—	—	—	2	1	—	2	—	2
Interlaken . .	4	5	3	2	5	—	3	5	4	11
Konolfingen . .	2	3	3	—	2	2	—	—	—	1
Laufen . . .	—	2	6	5	2	—	—	—	2	2
Laupen . . .	1	—	—	1	—	—	—	—	2	—
Münster . . .	2	8	3	4	1	1	3	—	2	4
Neuenstadt . .	2	—	4	1	3	3	—	6	1	(2)
Nidau	4	13	9	7	9	6	—	—	5	2
Oberhasle . .	8	2	—	1	—	—	—	2	2	—
Pruntrut . . .	3	2	—	—	6	7	3	—	23	8
Saanen . . .	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Schwarzenburg	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—
Seftigen . . .	—	—	1	1	—	—	2	—	—	—
Signau	12	9	7	—	4	—	1	2	1	1
O.-Simmenthal .	1	—	1	2	1	2	—	—	—	—
N.-Simmenthal .	—	2	1	—	—	—	1	9	3	—
Thun	2	4	1	4	1	1	4	1	4	6
Trachselwald .	—	2	1	—	3	—	—	2	7	1
Wangen . . .	6	2	2	5	6	1	1	—	2	3
Total .	**111**	**139**	**98**	**86**	**103**	**95**	**67**	**84**	**105**	**103**

Anmerkung. Anstatt der fehlenden Angaben für das Jahr 1897 wurden diejeni pro 1892 aufgenommen.

Pro 1902 fehlte der Bericht von Neuenstadt, daher interpolierte Zahlen, was du Klammern angedeutet ist.

Geschäfte der Gerichtspräsidenten als Instruktionsrichter.

...tsbezirke	Hängig gemachte Geschäfte										
	1892	1893	1894	1895	1896	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1892—1902
...berg . . .	9	14	11	9	11	6	12	10	7	5	94
...wangen . .	20	24	30	18	24	17	21	22	13	13	202
... I . .	—	—	—	102	100	124	—	—	—	—	326
... II . .	71	93	100	—	—	77	—	—	—	—	341
... III . .	—	—	—	—	—	—	79	185	190	229	683
Total .	*71*	*93*	*100*	*102*	*100*	*201*	*79*	*185*	*190*	*229*	*1350*
... .	45	62	47	41	30	47	38	50	55	52	467
...en	3	11	11	5	6	3	9	16	13	13	90
...gdorf . .	11	14	25	18	16	13	7	14	19	20	157
...rielary . .	16	26	25	13	23	17	19	9	11	11	170
...berg . . .	27	16	14	17	13	26	25	21	22	29	210
...ch	8	3	1	4	3	3	1	2	3	2	30
...brunnen .	15	14	16	18	12	5	9	8	10	12	119
...bergen . .	7	5	12	8	11	5	6	8	9	12	83
...igen . . .	7	5	13	12	12	18	8	13	11	11	110
...rnaken . .	11	31	18	33	23	23	37	35	41	35	287
...olfingen .	9	3	14	20	10	9	9	11	12	14	111
...ren . . .	18	18	12	16	20	11	19	20	26	27	187
...pen . . .	1	—	1	1	3	2	1	2	4	7	22
...ster . . .	8	10	10	7	10	15	12	18	22	24	136
...enstadt . .	13	9	9	3	6	7	7	6	3	(7)	70
...au	12	15	14	12	14	14	16	23	22	23	165
...rhasle . .	4	8	13	8	4	8	11	11	8	10	85
...ltrut . . .	38	36	23	21	16	20	18	27	50	17	266
...nen . . .	2	3	1	2	2	1	2	1	2	1	17
...warzenburg	3	6	9	6	3	2	5	2	1	5	42
...igen . . .	7	5	9	7	5	5	5	10	7	5	65
...au	8	10	6	7	8	9	6	8	11	11	84
...Immenthal.	7	9	10	10	6	7	4	3	7	10	73
...Immenthal.	9	9	9	9	4	4	9	10	11	8	82
...n	29	31	28	26	27	23	30	27	20	24	265
...haelwald .	10	10	7	4	14	7	8	12	18	13	103
...gen . . .	11	10	10	12	13	10	11	12	9	7	105
Total .	**439**	**510**	**508**	**469**	**449**	**538**	**444**	**596**	**637**	**657**	**5247**

Anmerkung. Anstatt der fehlenden Angaben für das Jahr 1897 wurden diejenigen 1892 aufgenommen.

Pro 1902 fehlte der Bericht von Neuenstadt, daher interpolierte Zahlen, was durch ...mern angedeutet ist.

Geschäfte der Gerichtspräsidenten als Instruktionsrichter.

Amtsbezirke	Vor Beendigung der Instruktion erledigt									
	1892	1893	1894	1895	1896	1898	1899	1900	1901	1902
Aarberg . . .	2	6	6	1	6	1	4	6	5	3
Aarwangen . .	6	8	7	4	7	3	7	6	1	4
Bern I . .	10	—	—	28	33	15	—	—	—	—
Bern II . .	—	24	30	—	—	77	—	—	—	—
Bern III . .	—	—	—	—	—	—	3	44	35	54
„ *Total* .	*10*	*24*	*30*	*28*	*33*	*92*	*3*	*44*	*35*	*54*
Biel	8	13	12	7	8	15	7	9	14	14
Büren	1	1	4	4	2	—	—	5	2	3
Burgdorf . . .	6	4	14	8	5	4	3	3	3	5
Courtelary . .	6	11	4	4	10	3	3	2	5	2
Delsberg . . .	2	9	2	1	5	8	1	—	1	1
Erlach	3	2	—	2	—	—	—	—	—	1
Fraubrunnen .	8	3	5	11	9	4	6	3	4	6
Freibergen . .	—	—	2	1	—	1	4	—	—	2
Frutigen . . .	1	2	7	2	3	10	2	8	7	6
Interlaken . .	—	15	1	17	3	7	8	15	5	11
Konolfingen .	4	—	5	4	10	1	3	5	—	4
Laufen . . .	7	7	4	3	7	4	1	2	3	4
Laupen . . .	—	—	—	—	1	1	—	—	—	2
Münster . . .	1	2	2	1	—	2	5	3	3	4
Neuenstadt . .	3	3	2	1	—	4	1	—	—	(2)
Nidau	5	4	3	1	2	4	10	6	6	5
Oberhasle . .	1	3	3	3	1	—	3	2	4	3
Pruntrut . . .	12	16	23	8	2	3	4	1	3	—
Saanen . . .	—	2	1	1	—	—	—	—	1	1
Schwarzenburg	—	—	2	3	2	—	—	—	—	2
Seftigen . . .	2	1	4	2	1	3	—	2	2	1
Signau . . .	2	3	1	—	1	1	4	2	2	1
O.-Simmenthal.	4	3	2	2	—	2	2	1	—	—
N.-Simmenthal.	2	1	2	2	—	—	3	2	7	1
Thun	4	5	6	2	4	6	13	15	8	8
Trachselwald .	1	1	4	4	3	3	1	3	4	2
Wangen . . .	2	4	4	1	3	2	4	6	3	—
Total .	**103**	**153**	**162**	**128**	**128**	**184**	**102**	**151**	**128**	**152**

Anmerkung. Anstatt der fehlenden Angaben für das Jahr 1897 wurden diejenigen pro 1892 aufgenommen.

Pro 1902 fehlte der Bericht von Neuenstadt, daher interpolierte Zahlen, was durch Klammern angedeutet ist.

eschäfte der Gerichtspräsidenten als Instruktionsrichter.

bezirke	Aktenschluss verhängt										
	1892	1893	1894	1895	1896	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1892—1902
g . . .	2	4	1	3	3	3	—	3	1	1	21
ngen . .	6	2	13	6	4	6	4	5	5	3	54
I . .	—	—	—	17	18	42	—	—	—	—	77
II . .	22	16	15	—	—	—	—	—	—	—	53
III . .	—	—	—	—	—	—	21	36	35	57	149
Total .	*22*	*16*	*15*	*17*	*18*	*42*	*21*	*36*	*35*	*57*	*279*
. . . .	14	10	22	7	2	12	7	8	7	9	98
. . . .	—	2	6	—	—	—	4	5	4	7	28
rf . . .	2	5	4	4	4	5	—	1	6	2	33
lary . .	2	7	13	3	8	4	9	4	1	3	54
g . . .	7	7	4	7	—	9	12	11	13	15	85
. . . .	2	—	1	—	1	1	—	1	1	—	7
unnen .	4	3	2	2	2	—	1	2	3	2	21
gen . .	4	5	6	4	7	2	—	6	4	3	41
n . . .	2	2	1	4	1	5	2	1	—	—	18
ken . .	4	10	10	3	9	3	4	5	10	—	58
ngen . .	3	1	6	12	—	3	3	1	2	5	36
. . . .	3	3	2	1	5	—	—	1	1	2	18
. . . .	—	—	—	1	—	1	—	—	2	2	6
r . . .	5	6	4	5	8	10	6	14	17	18	93
tadt . .	2	4	7	1	3	2	—	2	2	(2)	25
. . . .	2	5	6	5	7	7	—	4	4	3	43
sle . .	1	—	2	1	1	—	—	1	1	—	7
nt . . .	13	12	—	6	10	13	8	20	37	9	128
. . . .	2	1	—	1	—	—	—	—	1	—	5
zenburg	2	1	6	2	1	1	3	1	1	2	20
n . . .	4	3	3	5	3	1	3	4	2	1	29
. . . .	4	3	3	4	3	4	1	1	2	3	28
menthal .	3	1	4	4	4	2	1	1	2	3	25
menthal .	2	3	1	4	2	1	1	3	1	2	20
. . . .	11	10	8	8	10	8	10	6	4	5	80
elwald .	5	5	1	—	5	—	1	—	6	4	27
n . . .	6	2	2	4	5	3	2	2	2	1	29
Total .	**139**	**133**	**153**	**124**	**126**	**148**	**103**	**149**	**177**	**164**	**1416**

merkung. Anstatt der fehlenden Angaben für das Jahr 1897 wurden diejenigen 92 aufgenommen.

1902 fehlte der Bericht von Neuenstadt, daher interpolierte Zahlen, was durch ern angedeutet ist.

Geschäfte der Gerichtspräsidenten als Instruktionsrichter.

Amtsbezirke	Auf 1. Januar noch hängig										Total
	1892	1893	1894	1895	1896	1898	1899	1900	1901	1902	
Aarberg . . .	5	4	4	5	2	2	8	1	1	1	
Aarwangen . .	8	14	10	8	13	8	10	9	7	6	
Bern I . .	—	—	—	57	42	67	—	—	—	—	
Bern II . .	39	53	55	—	—	—	—	—	—	—	
Bern III . .	—	—	—	—	—	—	55	105	120	118	
Total .	*39*	*53*	*55*	*57*	*42*	*67*	*55*	*105*	*120*	*118*	
Biel	23	39	13	26	20	20	24	33	34	29	
Büren	2	8	1	1	4	3	5	6	7	3	
Burgdorf . . .	3	5	7	6	7	4	4	9	10	13	
Courtelary . .	8	8	8	6	5	10	7	3	5	6	
Delsberg . . .	18	—	8	9	8	9	12	10	8	13	
Erlach	3	1	—	2	2	2	1	1	2	1	
Fraubrunnen .	3	8	9	5	1	1	2	3	3	4	
Freibergen . .	3	—	4	3	4	2	2	2	5	7	
Frutigen . . .	4	1	5	6	8	3	4	4	4	5	
Interlaken . .	7	6	7	10	9	13	25	15	26	24	
Konolfingen .	2	2	3	4	—	5	3	5	10	5	
Laufen . . .	8	8	6	12	8	7	18	17	22	21	
Laupen . . .	1	—	1	—	2	—	1	2	2	3	
Münster . . .	2	2	4	1	2	3	1	1	2	2	
Neuenstadt . .	8	2	—	1	3	1	6	4	1	(3)	
Nidau	5	6	5	6	5	3	6	13	12	15	
Oberhasle . .	2	5	8	4	2	8	8	8	3	7	
Pruntrut . . .	13	8	—	7	4	4	6	6	10	8	
Saanen . . .	—	—	—	—	2	1	2	1	—	—	
Schwarzenburg	1	5	1	1	—	1	2	1	—	1	
Seftigen . . .	1	1	2	—	1	1	2	4	3	3	
Signau . . .	2	4	2	3	4	4	1	5	7	7	
O.-Simmenthal.	—	5	4	3	2	3	1	1	5	7	
N.-Simmenthal.	5	5	6	3	2	3	5	5	3	5	
Thun	14	16	14	16	13	9	7	6	8	11	
Trachselwald .	4	4	2	—	6	4	6	9	8	7	
Wangen . . .	3	4	4	7	5	5	5	4	4	6	
Total .	**197**	**224**	**193**	**212**	**186**	**206**	**239**	**293**	**332**	**341**	

Anmerkung. Anstatt der fehlenden Angaben für das Jahr 1897 wurden diejer pro 1892 aufgenommen.

Pro 1902 fehlte der Bericht von Neuenstadt, daher interpolierte Zahlen, was d Klammern angedeutet ist.

eschäfte der Gerichtspräsidenten als Instruktionsrichter.

ebezirke	Uebergehung der I. Instanz										
	1892	1893	1894	1895	1896	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1892—1902
rg . . .	1	2	1	3	2	1	—	3	1	—	14
angen . .	5	—	10	1	1	4	4	2	2	—	29
I . .	17	—	—	15	18	29	—	—	—	—	79
II . .	—	15	13	—	—	—	—	—	—	—	28
III . .	—	—	—	—	—	—	15	30	31	35	111
Total .	*17*	*15*	*13*	*15*	*18*	*29*	*15*	*30*	*31*	*35*	*218*
. . . .	8	3	18	2	2	4	1	3	2	2	45
. . . .	—	—	2	—	—	—	—	2	—	5	9
dorf . .	2	5	3	2	3	4	—	1	4	2	26
elary . .	—	—	—	1	4	3	4	4	—	1	17
erg . . .	1	1	—	—	—	—	1	1	—	1	5
h	1	—	1	—	1	—	—	1	—	—	4
runnen .	2	3	2	2	2	—	1	1	2	1	16
ergen . .	1	4	4	4	4	2	2	2	—	—	23
gen . . .	—	1	1	1	1	3	—	—	—	—	7
aken . .	1	2	—	3	3	3	2	—	5	—	19
lfingen .	2	—	—	1	—	—	—	1	—	4	8
n . . .	1	1	2	1	1	—	—	—	—	—	6
en . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3
ter . . .	2	1	3	2	3	6	3	3	2	4	29
nstadt . .	—	—	1	1	1	1	—	—	1	—	5
. . . .	2	—	1	2	3	2	—	4	—	1	15
nasle . .	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	4
rut . . .	—	—	2	—	—	1	1	2	8	1	15
n	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
arzenburg	2	—	4	—	—	—	2	—	—	—	8
en . . .	—	1	3	4	3	—	1	—	—	—	12
u . . .	1	—	1	2	2	—	—	—	—	—	6
nmenthal .	3	—	1	1	—	2	—	1	—	—	8
nmenthal .	2	3	—	2	1	—	1	3	1	—	13
. . . .	6	6	6	5	7	5	4	5	3	2	49
selwald .	2	1	—	—	—	3	1	—	1	3	11
en . . .	4	1	—	2	3	3	—	—	1	1	15
Total .	**66**	**50**	**81**	**58**	**66**	**76**	**43**	**69**	**67**	**65**	**641**

rmerkung. Anstatt der fehlenden Angaben für das Jahr 1897 wurden diejenigen 92 aufgenommen.

Geschäfte der Amtsgerichte als erstinstanzliche Gerichte.

Amtsbezirke	Anzahl der hängig gemachten Geschäfte										
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	Total
Aarberg . . .	23	13	19	18	14	19	16	29	19	22	
Aarwangen . .	35	20	21	26	24	20	17	13	19	27	
Bern	158	165	163	137	122	117	144	177	168	184	1
Biel	27	40	30	25	47	39	41	41	35	41	
Büren	15	16	19	16	15	12	15	9	8	9	
Burgdorf . . .	36	28	30	32	27	34	27	27	22	27	
Courtelary . .	36	34	42	43	24	31	37	18	32	21	
Delsberg . . .	20	20	15	15	21	19	20	18	14	23	
Erlach	6	3	4	3	4	5	8	8	9	5	
Fraubrunnen .	22	19	25	23	21	17	13	14	11	27	
Freibergen . .	12	13	16	7	12	11	1	3	4	11	
Frutigen . . .	8	10	10	11	6	9	8	9	5	8	
Interlaken . .	18	19	25	28	17	9	17	16	25	19	
Konolfingen .	16	14	18	15	11	21	23	8	19	22	
Laufen . . .	7	8	4	8	5	5	6	7	10	7	
Laupen . . .	4	8	7	7	4	8	9	14	14	9	
Münster . . .	23	17	16	34	18	22	38	29	30	36	
Neuenstadt . .	3	16	10	16	13	5	4	7	6	(9)	
Nidau	21	19	22	26	27	24	11	22	23	18	
Oberhasle . .	2	5	3	4	4	10	12	18	5	6	
Pruntrut . . .	42	53	37	39	27	39	31	36	38	31	
Saanen . . .	3	6	4	7	3	3	6	5	6	1	
Schwarzenburg	7	5	5	11	10	14	9	5	10	10	
Seftigen . . .	9	11	11	15	11	5	6	10	13	14	
Signau . . .	24	24	19	22	18	16	21	19	14	22	
O.-Simmenthal.	5	11	4	9	4	5	5	6	8	9	
N.-Simmenthal.	9	4	9	7	10	11	13	12	14	17	
Thun	36	40	34	45	40	31	36	44	44	37	
Trachselwald .	30	33	28	24	26	16	13	17	22	27	
Wangen . . .	17	16	16	17	27	16	19	13	13	8	
Total .	**664**	**690**	**671**	**690**	**615**	**593**	**626**	**654**	**660**	**707**	

Anmerkung. Pro 1902 fehlte der Bericht von Neuenstadt, daher interpolierte Zah
was durch Klammern angedeutet ist.

schäfte der Amtsgerichte als erstinstanzliche Gerichte.

ezirke	Erledigte Geschäfte pro 1893—1902	Auf 1. Januar unerledigte Geschäfte										
		1892	1893	1894	1895	1896	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1893—1902
g . . .	177	2	—	1	—	3	—	2	1	3	3	15
gen . .	210	2	—	3	1	1	1	—	1	—	1	10
. . . .	1225	37	40	42	16	17	27	48	30	27	26	310
. . . .	283	6	4	6	8	13	11	8	5	12	10	83
. . . .	117	1	—	1	1	1	2	2	1	4	4	17
rf . . .	268	—	2	3	2	—	1	2	5	1	6	22
ary . .	289	1	—	3	3	3	2	4	3	4	6	29
g . . .	153	3	—	3	2	4	3	5	5	2	5	32
. . . .	50	—	—	—	—	—	—	3	1	1	—	5
unnen .	180	—	1	1	3	2	—	—	1	1	3	12
gen . .	81	1	—	3	1	3	—	—	—	—	1	9
n . . .	77	1	—	—	1	2	—	3	—	—	—	7
ten . .	179	—	1	3	4	3	—	—	—	3	—	14
ngen .	157	1	1	—	—	—	—	2	1	3	2	10
. . . .	49	2	2	1	—	—	3	3	1	3	3	18
. . . .	89	—	—	1	—	1	—	2	—	1	—	5
r . . .	247	3	—	—	1	2	1	1	1	2	5	16
tadt . .	86	1	1	—	1	—	—	—	—	—	—	3
. . . .	184	2	2	2	4	5	4	3	3	1	3	29
ale . .	41	1	1	2	—	1	2	5	4	1	1	18
t . . .	326	3	15	7	4	3	2	6	—	3	4	47
. . . .	44	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
zenburg	79	—	—	—	—	1	2	1	2	1	—	7
n . . .	98	—	—	—	—	—	1	1	3	1	1	7
. . . .	182	1	1	3	—	2	2	—	2	3	3	17
nenthal.	56	2	1	2	—	1	1	—	—	2	1	10
nenthal.	88	—	—	—	—	—	4	3	2	4	5	18
. . . .	343	4	4	3	6	2	5	4	5	5	6	44
lwald .	215	2	1	3	5	1	1	3	4	—	1	21
n . . .	154	—	—	2	—	1	3	—	—	2	—	8
Total .	**5727**	**76**	**77**	**95**	**63**	**72**	**78**	**111**	**81**	**90**	**100**	**843**

Geschäfte der Amtsgerichte als erstinstanzliche Gerichte.

Amtsbezirke	Statusklagen										
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	Total
Aarberg . . .	2	—	—	4	1	—	1	1	—	—	
Aarwangen . .	—	—	1	1	1	—	—	—	—	2	
Bern	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Biel	—	—	—	—	3	—	—	—	1	—	
Büren	1	—	—	—	—	1	1	—	—	—	
Burgdorf . . .	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	
Courtelary . .	10	2	3	4	1	4	4	2	3	—	
Delsberg . . .	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	
Erlach	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	
Fraubrunnen .	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	
Freibergen . .	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	
Frutigen . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Interlaken . .	1	—	—	—	—	—	—	2	4	4	1
Konolfingen .	—	—	—	—	2	2	—	1	—	1	
Laufen . . .	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	
Laupen . . .	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	
Münster . . .	6	8	3	3	—	—	8	7	8	7	
Neuenstadt . .	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	
Nidau	1	1	1	1	—	2	—	—	1	—	
Oberhasle . .	—	—	—	—	—	—	1	5	—	—	
Pruntrut . . .	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Saanen . . .	—	—	—	—	—	1	1	—	2	—	
Schwarzenburg	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	
Seftigen . . .	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	
Signau . . .	2	—	2	—	—	—	—	2	—	1	
O.-Simmenthal.	—	2	—	—	—	—	—	1	—	—	
N.-Simmenthal.	—	—	1	1	—	1	—	—	—	—	
Thun	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Trachselwald .	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	
Wangen . . .	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	
Total .	**28**	**15**	**12**	**15**	**9**	**14**	**18**	**26**	**24**	**17**	

schäfte der Amtsgerichte als erstinstanzliche Gerichte.

ezirke	Eheeinsprüche und Ehenichtigkeitsklagen										
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1893—1902
. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
gen . .	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
. . .	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	3
. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
f . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
ıry . .	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	2
g . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
nnen .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
gen . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
l . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
en . .	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	2
ıgen . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
. . .	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1
. . .	—	—	—	—	—	5	—	—	—	—	5
. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
ıdt . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
. . .	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	2
le . .	—	—	1	—	—	2	—	—	—	—	3
t . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
enhurg	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	3
. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
enthal .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
enthal .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
. . .	—	—	—	1	3	1	1	—	2	2	10
wald .	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	2
. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
tal .	1	—	4	2	6	11	2	3	3	2	34

Geschäfte der Amtsgerichte als erstinstanzliche Gerichte.

Amtsbezirke	Ehescheidungsklagen										Total
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	
Aarberg . . .	5	4	7	4	5	3	6	8	10	7	
Aarwangen . .	8	10	5	10	9	2	8	2	8	12	
Bern	72	66	70	77	61	57	72	83	77	72	
Biel	12	15	18	16	29	20	24	24	25	28	
Büren	6	7	9	6	6	6	5	3	5	7	
Burgdorf . . .	16	8	13	12	6	14	11	13	10	15	
Courtelary . .	10	6	18	16	9	18	9	8	8	12	
Delsberg . . .	6	9	3	2	9	5	6	9	3	5	
Erlach	2	2	1	3	—	2	3	4	3	2	
Fraubrunnen .	6	4	7	8	6	7	7	4	1	9	
Freibergen . .	2	1	1	1	2	—	—	1	1	1	
Frutigen . . .	6	4	7	5	2	4	5	6	3	5	
Interlaken . .	14	11	8	1	7	2	7	10	17	11	
Konolfingen . .	11	9	3	10	4	9	8	3	13	6	
Laufen . . .	—	1	1	2	2	—	2	1	3	1	
Laupen . . .	2	3	2	3	3	—	3	2	2	2	
Münster . . .	1	4	5	9	4	9	12	7	2	7	
Neuenstadt . .	3	3	2	2	4	1	2	4	1	(2)	
Nidau	8	6	5	7	10	5	3	11	12	9	
Oberhasle . .	1	3	1	—	1	—	2	1	2	2	
Pruntrut . . .	8	12	5	11	4	6	10	4	4	3	
Saanen . . .	1	4	3	4	3	—	3	2	3	—	
Schwarzenburg	3	4	2	8	6	9	5	3	7	4	
Seftigen . . .	4	5	6	6	7	3	2	1	3	7	
Signau	9	9	4	8	7	5	9	7	6	10	
O.-Simmenthal.	3	5	—	3	3	3	1	2	3	4	
N.-Simmenthal.	8	2	3	4	7	1	6	7	2	2	
Thun	15	14	13	16	10	14	16	12	22	11	
Trachselwald .	7	6	7	8	5	6	5	3	7	7	
Wangen . . .	10	7	7	8	9	9	9	6	8	7	
Total .	**259**	**244**	**236**	**270**	**240**	**220**	**261**	**251**	**271**	**270**	

Anmerkung. Pro 1902 fehlte der Bericht von Neuenstadt, daher interpolierte Zal
was durch Klammern angedeutet ist.

schäfte der Amtsgerichte als erstinstanzliche Gerichte.

zirke	Demandes en séparation de biens										
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1893—1902
. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
gen . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
f . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
ry . .	5	11	12	12	7	3	10	5	11	5	81
g . . .	6	4	7	8	7	3	4	3	1	6	49
. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
nnen .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
gen . .	9	8	10	3	2	6	—	1	3	2	44
. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
en . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
gen .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
. . .	1	2	—	1	1	—	—	1	2	2	10
. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
. . .	10	3	3	9	7	6	7	7	6	8	66
adt . .	—	—	—	1	1	—	1	1	3	(1)	8
. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
le . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
. . .	11	12	12	13	8	17	4	11	7	13	108
. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
enburg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
enthal.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
enthal.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
wald .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total .	42	40	44	47	33	35	26	29	33	37	366

erkung. Pro 1902 fehlte der Bericht von Neuenstadt, daher interpolierte Zahlen, k Klammern angedeutet ist.

Geschäfte der Amtsgerichte als erstinstanzliche Gerichte.

Amtsbezirke	Vaterschaftsklagen									
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902
Aarberg . . .	9	2	9	5	1	5	4	3	4	9
Aarwangen . .	8	3	8	8	4	5	5	5	7	7
Bern	29	25	24	20	17	20	21	17	17	14
Biel	4	6	4	4	3	6	3	—	—	3
Büren	5	3	3	4	3	3	1	—	1	1
Burgdorf . . .	6	13	7	9	11	11	11	11	6	8
Courtelary . .	3	4	1	3	1	2	3	2	3	1
Delsberg . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Erlach	1	1	1	—	1	—	2	—	1	2
Fraubrunnen .	7	5	8	7	3	2	—	2	2	2
Freibergen . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Frutigen . . .	2	2	—	1	—	1	2	—	2	—
Interlaken . .	—	6	5	14	1	3	3	2	3	3
Konolfingen . .	1	1	6	2	2	7	5	2	3	9
Laufen . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Laupen . . .	1	1	1	1	—	—	1	—	4	—
Münster . . .	1	2	1	—	—	1	2	—	3	3
Neuenstadt . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nidau	2	1	2	4	4	6	3	2	3	1
Oberhasle . .	1	—	—	2	2	1	2	4	1	3
Pruntrut . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saanen . . .	—	2	1	1	—	—	1	1	1	1
Schwarzenburg	3	1	—	3	2	3	4	1	1	2
Seftigen . . .	3	6	5	—	3	2	2	4	6	4
Signau	5	5	7	4	4	3	6	3	4	4
O.-Simmenthal .	1	3	2	3	1	2	1	2	—	—
N.-Simmenthal .	—	1	2	1	2	2	1	1	3	1
Thun	3	3	4	10	7	7	2	6	2	9
Trachselwald .	6	10	3	3	6	4	5	9	11	8
Wangen . . .	4	4	3	4	10	3	5	1	2	1
Total .	**105**	**110**	**107**	**113**	**88**	**99**	**95**	**78**	**90**	**96**

schäfte der Amtsgerichte als erstinstanzliche Gerichte.

ezirke	Bevogtungs- und Entvogtungsbegehren										
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1893—1902
. . .	4	5	—	4	4	6	4	14	5	4	50
gen . .	7	3	5	3	6	7	3	2	1	3	40
. . .	11	8	12	12	7	10	14	30	21	23	148
. . .	—	—	—	2	3	2	1	1	—	1	10
. . .	2	1	4	1	1	—	3	1	—	—	13
f . . .	10	5	2	6	5	5	2	1	2	2	40
ıry . .	2	—	2	—	1	—	—	—	1	—	6
g . . .	1	2	—	1	1	1	—	1	—	—	7
. . .	—	—	2	—	—	1	2	1	4	—	10
nnen .	4	3	5	3	6	4	3	5	3	5	41
gen . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
. . .	—	—	—	—	3	1	—	—	—	1	5
en . .	1	1	2	2	1	2	2	1	1	1	14
gen . .	4	2	1	—	3	2	3	2	2	1	20
. . .	1	1	—	—	1	2	1	1	2	1	10
. . .	1	4	3	3	1	3	3	4	7	3	32
. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
adt . .	—	—	—	—	—	—	—	—	1	(1)	2
. . .	6	2	4	5	3	1	—	3	5	5	34
le . .	—	2	—	2	1	5	3	1	1	—	15
. . .	2	—	—	1	—	—	—	—	—	2	5
. . .	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	3
enburg	1	—	1	—	1	—	—	1	—	—	4
. . .	1	—	—	1	1	—	1	2	2	3	11
. . .	3	5	6	8	6	5	5	6	3	3	50
enthal .	—	—	—	1	—	—	1	—	2	3	7
enthal .	—	1	1	—	1	1	4	1	4	4	17
. . .	6	12	8	12	15	5	12	19	14	11	114
wald .	10	11	11	7	8	4	2	3	3	2	61
. . .	—	2	3	4	5	2	1	4	2	—	23
Total .	**77**	**70**	**72**	**78**	**84**	**71**	**71**	**104**	**87**	**80**	**794**

erkung. Pro 1902 fehlt der Bericht von Neuenstadt, daher interpolierte Zahlen, h Klammern angedeutet ist.

Geschäfte der Amtsgerichte als erstinstanzliche Gerichte.

Amtsbezirke	Klagen aus Immobiliarsachenrecht										Total
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	
Aarberg	—	—	2	—	1	1	—	—	—	—	
Aarwangen	1	1	1	1	2	2	—	1	—	—	
Bern	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1	
Biel	—	—	—	—	—	1	1	1	1	1	
Büren	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Burgdorf	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Courtelary	1	2	—	—	1	—	5	—	—	—	
Delsberg	1	3	1	—	2	2	2	—	2	4	
Erlach	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	
Fraubrunnen	—	1	1	—	—	2	—	—	—	2	
Freibergen	—	1	1	—	1	1	—	—	—	3	
Frutigen	—	—	—	—	—	1	1	3	—	—	
Interlaken	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	
Konolfingen	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	
Laufen	—	1	1	3	1	—	—	—	—	—	
Laupen	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Münster	1	—	—	4	—	—	3	3	1	3	
Neuenstadt	—	9	7	12	8	—	—	—	—	(2)	
Nidau	—	—	—	—	4	2	—	—	—	—	
Oberhasle	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	
Pruntrut	2	3	2	1	—	1	11	—	10	4	
Saanen	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Schwarzenburg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	
Seftigen	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	
Signau	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	
O.-Simmenthal	—	—	2	2	—	—	1	1	—	—	
N.-Simmenthal	—	—	1	1	—	1	—	1	—	—	
Thun	—	3	2	—	1	—	—	—	—	—	
Trachselwald	1	1	2	—	—	1	—	—	—	1	
Wangen	—	—	1	1	1	—	—	—	1	—	
Total	**11**	**26**	**26**	**25**	**24**	**16**	**24**	**13**	**19**	**22**	

Anmerkung. Pro 1902 fehlte der Bericht von Neuenstadt, daher interpolierte Za
was durch Klammern angedeutet ist.

eschäfte der Amtsgerichte als erstinstanzliche Gerichte.

ezirke	Klagen aus Mobiliarsachen- und Obligationenrecht										
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1893—1902
g . . .	2	2	—	1	1	4	—	1	—	1	12
ngen . .	—	2	3	2	2	2	1	—	2	3	17
. . . .	7	38	28	4	4	—	11	18	28	49	187
. . . .	7	12	3	—	3	4	6	8	3	7	53
. . . .	1	4	1	1	1	—	2	1	—	—	11
rf . . .	1	—	2	1	3	1	—	—	—	—	8
lary . .	4	7	4	3	2	2	5	—	1	2	30
rg . . .	4	2	2	1	2	2	4	1	6	7	31
. . . .	1	—	—	—	2	1	—	—	1	1	6
unnen .	2	2	2	3	4	2	3	2	4	6	30
rgen . .	—	1	—	2	1	3	1	1	—	5	14
en . . .	—	—	1	1	1	2	—	—	—	1	6
ken . .	—	1	7	—	3	—	1	—	—	—	12
ingen .	—	—	3	2	—	—	5	—	1	—	11
. . . .	3	—	—	2	1	—	1	—	1	—	8
n . . .	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2
r . . .	2	—	1	3	7	1	2	5	6	5	32
stadt . .	—	1	—	—	—	3	1	1	—	(2)	8
. . . .	3	8	9	8	3	3	—	—	1	2	37
sle . .	—	—	1	—	—	1	—	2	—	—	4
ut . . .	18	26	10	10	9	9	—	19	13	5	119
. . . .	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
zenburg	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
n . . .	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1
. . . .	2	2	—	1	—	2	—	—	1	2	10
menthal.	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
menthal.	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1
. . . .	2	4	1	2	1	—	—	1	2	1	14
elwald .	2	1	1	4	5	—	1	—	1	4	19
n . . .	3	2	1	—	1	—	2	2	—	—	11
Total .	**66**	**115**	**81**	**51**	**56**	**43**	**47**	**65**	**71**	**103**	**698**

merkung. Pro 1902 fehlte der Bericht von Neuenstadt, daher interpolierte Zahlen, ch Klammern angedeutet ist.

Geschäfte der Amtsgerichte als erstinstanzliche Gerichte.

Amtsbezirke	Erbschafts- und Testamentsstreitigkeiten										
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	Total
Aarberg . . .	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	
Aarwangen . .	—	—	2	—	1	—	—	2	—	—	
Bern	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	
Biel	—	1	1	—	—	—	1	—	—	1	
Büren	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	
Burgdorf . . .	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	
Courtelary . .	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	
Delsberg . . .	1	—	1	2	—	1	—	—	—	—	
Erlach	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Fraubrunnen .	1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	
Freibergen . .	1	1	3	—	1	—	—	—	—	—	
Frutigen . . .	—	4	2	—	—	—	—	—	—	1	
Interlaken . .	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	
Konolfingen .	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	
Laufen . . .	—	—	1	—	—	1	1	1	—	—	
Laupen . . .	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	
Münster . . .	—	—	—	—	—	3	—	—	1	1	
Neuenstadt . .	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	
Nidau	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	
Oberhasle . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Pruntrut . . .	—	—	1	2	1	6	5	2	4	4	
Saanen . . .	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	
Schwarzenburg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Seftigen . . .	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	
Signau . . .	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	
O.-Simmenthal.	1	—	—	—	—	—	—	—	2	1	
N.-Simmenthal.	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Thun	—	—	—	—	—	2	—	—	2	—	
Trachselwald .	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	
Wangen . . .	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	
Total .	**9**	**10**	**16**	**9**	**7**	**14**	**10**	**5**	**11**	**8**	

schäfte der Amtsgerichte als erstinstanzliche Gerichte.

zirke	Haftpflichtstreitigkeiten										
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1893—1902
. . .	—	—	—	—	—	—	1	2	—	1	4
gen . .	—	—	—	—	1	1	—	1	—	—	3
. . .	30	24	21	23	23	26	25	29	11	12	224
. . .	4	5	3	3	6	6	4	6	4	—	41
. . .	—	—	1	—	—	2	3	3	1	1	11
f . . .	2	2	5	3	2	1	3	2	3	1	24
ry . .	1	—	—	—	1	1	—	1	1	1	6
g . . .	1	—	—	1	—	3	4	3	2	1	15
. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
nnen .	—	1	1	1	1	—	—	1	—	—	5
en . .	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	2
. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
en . .	—	—	1	2	4	2	3	—	—	—	12
gen .	—	1	—	1	—	1	1	—	—	—	4
. . .	2	3	—	—	2	2	1	2	2	2	16
. . .	—	—	—	—	—	—	2	4	—	—	6
. . .	1	—	—	1	—	2	4	—	1	1	10
adt . .	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
. . .	1	1	1	—	2	3	5	6	1	1	21
le . .	—	—	—	—	—	—	3	3	—	—	6
. . .	—	—	—	1	2	—	1	—	—	—	4
. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
enburg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
. . .	3	1	—	—	—	1	—	—	—	—	5
enthal.	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
enthal.	—	—	—	—	—	4	2	2	5	5	18
. . .	9	3	5	4	2	2	5	5	—	3	38
wald .	—	2	1	—	2	1	—	1	—	—	7
. . .	—	1	1	—	1	2	1	—	—	—	6
otal .	54	44	40	41	50	61	68	71	33	30	492

Geschäfte der Amtsgerichte als endliche Gerichte.

Amtsbezirke	Hängig gemachte Geschäfte									
	1892	1893	1894	1895	1896	1898	1899	1900	1901	1902
Aarberg . . .	15	14	19	14	15	9	9	13	16	16
Aarwangen . .	22	27	27	28	17	12	17	22	24	30
Bern I . .	—	—	—	72	73	105	70	93	99	121
Bern II . .	61	65	60	—	—	—	—	—	—	—
Bern III . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
„ *Total* .	*61*	*65*	*60*	*72*	*73*	*105*	*70*	*93*	*99*	*121*
Biel	22	25	27	31	22	39	27	29	33	32
Büren	7	8	6	6	10	3	5	8	14	8
Burgdorf . . .	28	31	38	36	16	38	25	22	25	23
Courtelary . .	4	10	7	12	8	11	8	4	5	6
Delsberg . . .	15	7	4	6	6	7	4	7	13	7
Erlach	5	2	2	5	1	2	2	4	3	1
Fraubrunnen .	13	7	8	11	12	7	6	9	8	16
Freibergen . .	5	8	9	3	3	8	8	7	5	4
Frutigen . . .	10	11	20	10	9	9	7	5	11	23
Interlaken . .	24	22	36	12	20	19	37	16	10	10
Konolfingen. .	16	19	21	10	11	20	18	26	20	18
Laufen . . .	3	4	4	2	1	3	3	8	5	5
Laupen . . .	2	5	9	5	—	2	3	12	7	1
Münster . . .	17	2	10	14	11	14	6	9	14	15
Neuenstadt . .	1	5	1	1	2	6	7	4	2	(3)
Nidau	10	17	21	23	24	11	17	20	20	14
Oberhasle . .	2	6	5	7	5	1	7	2	7	7
Pruntrut . . .	18	32	21	26	33	25	15	17	40	23
Saanen . . .	13	9	7	7	4	6	5	6	3	5
Schwarzenburg	3	30	14	8	8	13	6	3	5	8
Seftigen . . .	18	14	19	20	12	7	7	8	9	16
Signau . . .	18	19	27	30	20	13	19	17	17	22
O.-Simmenthal.	19	4	9	9	3	6	8	7	6	7
N.-Simmenthal.	5	11	9	3	7	5	29	5	13	5
Thun	33	27	27	18	17	27	19	20	17	23
Trachselwald .	22	17	23	5	17	22	13	23	14	—
Wangen . . .	10	12	9	11	11	7	17	10	15	6
Total .	**441**	**470**	**499**	**445**	**398**	**457**	**424**	**436**	**480**	**475**

Anmerkung. Anstatt der fehlenden Angaben für das Jahr 1897 wurden diejen pro 1892 aufgenommen.

Pro 1902 fehlte der Bericht von Neuenstadt, daher interpolierte Zahlen, was d Klammern angedeutet ist.

Geschäfte der Amtsgerichte als endliche Gerichte.

sbezirke	Durch Urteil erledigte Geschäfte										
	1892	1893	1894	1895	1896	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1892—1902
rg . . .	12	11	16	13	10	6	8	8	10	15	109
ängen . .	19	24	21	25	15	11	12	21	23	23	194
I . .	—	—	—	67	70	77	55	81	87	89	526
II . .	52	54	48	—	—	—	—	—	—	—	154
III . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total .	*52*	*54*	*48*	*67*	*70*	*77*	*55*	*81*	*87*	*89*	*680*
. . . .	15	16	18	21	12	25	11	14	18	25	175
n	7	6	4	5	7	2	2	2	10	2	47
dorf . . .	27	31	33	36	15	25	22	16	22	21	248
elary . .	3	5	4	6	4	5	7	2	—	5	41
erg . . .	3	6	1	4	4	7	1	3	9	4	42
h	5	2	—	5	1	1	1	4	1	1	21
brunnen .	13	4	7	9	8	6	4	5	4	12	72
ergen . .	5	6	9	2	3	6	7	6	5	4	53
gen . . .	8	10	14	7	8	6	5	4	9	21	92
aken . .	21	19	31	6	17	7	21	9	7	10	148
lfingen .	16	18	20	7	10	20	17	21	16	16	161
n . . .	1	1	1	2	1	—	—	4	3	3	16
en . . .	2	3	9	5	—	2	3	12	7	1	44
ter . . .	11	2	6	11	10	12	5	7	10	12	86
stadt . .	1	4	1	1	2	6	6	2	2	(3)	28
. . . .	7	14	15	14	13	7	15	12	9	8	114
nsle . .	2	6	4	7	5	1	4	1	1	2	33
rut . . .	17	21	20	19	27	19	11	10	31	18	193
n . . .	3	8	7	6	4	6	3	3	3	5	48
rzenburg	12	30	14	7	8	—	6	3	5	8	93
en . . .	18	14	17	20	12	7	7	5	6	15	121
u . . .	17	19	25	28	19	13	19	17	17	18	192
mmenthal .	11	4	5	7	3	3	7	6	5	5	56
nmenthal .	5	9	7	3	5	5	28	3	10	5	80
. . . .	27	21	17	15	13	20	10	17	17	19	176
selwald .	22	12	21	4	16	17	12	18	13	—	135
en . . .	7	10	8	8	6	4	15	8	13	6	85
Total .	**369**	**390**	**403**	**370**	**328**	**326**	**324**	**324**	**373**	**376**	**3583**

nmerkung. Anstatt der fehlenden Angaben für das Jahr 1897 wurden diejenigen 892 aufgenommen.

e 1902 fehlte der Bericht von Neuenstadt, daher interpolierte Zahlen, was durch nera angedeutet ist.

Geschäfte der Amtsgerichte als endliche Gerichte.

Amtsbezirke	Auf andere Weise erledigte Geschäfte										
	1892	1893	1894	1895	1896	1898	1899	1900	1901	1902	Total
Aarberg . . .	1	2	3	1	2	3	1	5	4	1	
Aarwangen . .	3	2	3	1	2	1	4	—	—	6	
Bern I . .	—	—	—	—	3	5	1	5	3	27	
Bern II . .	2	2	5	—	—	—	—	—	—	—	
Bern III . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
„ *Total* .	*2*	*2*	*5*	—	*3*	*5*	*1*	*5*	*3*	*27*	
Biel	3	4	7	3	4	3	6	5	6	4	
Büren	—	1	2	1	3	1	2	1	—	4	
Burgdorf . . .	—	—	5	—	1	13	2	6	3	—	
Courtelary . .	1	4	—	6	3	4	1	1	5	—	
Delsberg . . .	10	—	2	2	1	—	1	2	3	2	
Erlach	—	—	2	—	—	1	—	—	1	—	
Fraubrunnen .	—	2	—	1	3	—	—	4	2	3	
Freibergen . .	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	
Frutigen . . .	2	1	4	2	1	2	—	1	1	2	
Interlaken . .	—	—	3	3	2	9	7	5	1	—	
Konolfingen . .	—	—	1	3	1	—	1	2	2	2	
Laufen . . .	1	2	2	—	—	—	—	2	1	2	
Laupen . . .	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	
Münster . . .	6	—	2	3	1	1	—	—	3	2	
Neuenstadt . .	—	—	—	—	—	—	1	2	—	—	
Nidau	—	1	4	6	7	1	—	5	8	4	
Oberhasle . .	—	—	—	—	—	—	2	1	1	1	
Pruntrut . . .	1	4	1	3	2	4	2	4	4	3	
Saanen . . .	—	1	—	1	—	—	2	3	—	—	
Schwarzenburg	1	—	—	1	—	13	—	—	—	—	
Seftigen . . .	—	—	2	1	—	—	—	2	3	1	
Signau	1	—	1	—	—	—	—	—	—	3	
O.-Simmenthal .	7	—	4	1	—	1	1	1	1	2	
N.-Simmenthal .	—	1	—	—	1	—	1	2	3	—	
Thun	3	1	8	2	2	3	5	2	—	2	
Trachselwald .	—	2	2	1	1	5	—	4	1	—	
Wangen . . .	1	2	—	—	4	2	1	2	2	—	
Total .	**43**	**33**	**63**	**43**	**44**	**73**	**41**	**67**	**58**	**71**	

Anmerkung. Anstatt der fehlenden Angaben für das Jahr 1897 wurden diejeni pro 1892 aufgenommen.

Geschäfte der Amtsgerichte als endliche Gerichte.

sbezirke	Erledigte Geschäfte pro 1892—1902	Auf 1. Januar unerledigte Geschäfte										
		1892	1893	1894	1895	1896	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1892—1902
rg . . .	132	2	1	—	—	3	—	—	—	2	—	8
ngen . .	216	—	1	3	2	—	—	1	1	1	1	10
I . .	—	—	—	—	5	—	23	14	7	9	5	63
II . .	—	7	9	7	—	—	—	—	—	—	—	23
III . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total .	*733*	*7*	*9*	*7*	*5*	—	*23*	*14*	*7*	*9*	*5*	*86*
. . . .	220	4	5	2	7	6	11	10	10	9	3	67
. . . .	62	—	1	—	—	—	—	1	5	4	2	13
dorf . .	278	1	—	—	—	—	—	1	—	—	2	4
elary . .	66	—	1	3	—	1	2	—	1	—	1	9
erg . . .	65	2	1	1	—	1	—	2	2	1	1	11
h	25	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	2
runnen .	87	—	1	1	1	1	1	2	—	2	1	10
ergen . .	55	—	2	—	—	—	1	1	1	—	—	5
gen . . .	108	—	—	2	1	—	1	2	—	1	—	7
aken . .	178	3	3	2	3	1	3	9	2	2	—	28
lfingen .	173	—	1	—	—	—	—	—	3	2	—	6
en . . .	26	1	1	1	—	—	3	3	2	1	—	12
en . . .	45	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
ter . . .	104	—	—	2	—	—	1	1	2	1	1	8
nstadt . .	31	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
. . . .	150	3	2	2	3	4	3	2	3	3	2	27
iasle . .	38	—	—	1	—	—	—	1	—	5	4	11
rut . . .	221	—	7	—	4	4	2	2	3	5	2	29
n . . .	55	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
arzenburg	108	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
en . . .	129	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1
n . . .	198	—	—	1	1	1	—	—	—	—	1	4
nmenthal.	74	1	—	—	1	—	2	—	—	—	—	4
nmenthal.	88	—	1	2	—	1	—	—	—	—	—	4
. . . .	204	3	5	2	1	2	4	4	1	—	2	24
selwald .	151	—	3	—	—	—	—	1	1	—	—	5
en . . .	99	2	—	1	3	1	1	1	—	—	—	9
Total .	**4119**	**29**	**47**	**33**	**32**	**26**	**58**	**59**	**45**	**49**	**28**	**406**

merkung. Anstatt der fehlenden Angaben für das Jahr 1897 wurden diejenigen
92 aufgenommen.

Geschäfte der Amtsgerichte als endliche Gerichte.

Amtsbezirke	Klagen aus Personenrecht inkl. Standesbestimmungen									
	1892	1893	1894	1895	1896	1898	1899	1900	1901	1902
Aarberg	11	11	10	11	8	5	7	8	11	14
Aarwangen	16	17	15	19	11	9	12	16	15	8
Bern I	—	—	—	43	35	56	33	56	58	58
Bern II	47	46	40	—	—	—	—	—	—	—
Bern III	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
„ *Total*	*47*	*46*	*40*	*43*	*35*	*56*	*33*	*56*	*58*	*58*
Biel	13	3	7	10	5	10	3	5	9	10
Büren	5	5	4	4	6	1	2	1	3	1
Burgdorf	21	28	32	22	11	19	17	14	21	17
Courtelary	—	—	—	—	—	2	1	—	—	2
Delsberg	—	3	1	1	—	1	—	—	—	2
Erlach	1	2	—	3	—	—	—	—	1	1
Fraubrunnen	10	4	5	6	6	3	2	3	2	7
Freibergen	—	1	1	—	—	1	8	—	—	—
Frutigen	3	10	14	5	7	5	5	3	6	9
Interlaken	10	9	6	—	4	4	7	—	3	3
Konolfingen	11	12	13	6	8	12	10	13	13	12
Laufen	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Laupen	1	3	2	—	—	2	3	8	7	1
Münster	6	—	—	6	7	9	—	—	—	4
Neuenstadt	—	—	—	—	—	1	1	—	1	—
Nidau	4	6	7	9	11	7	10	6	4	3
Oberhasle	1	6	1	4	4	—	1	—	1	2
Pruntrut	1	1	1	1	7	—	—	—	2	1
Saanen	1	7	7	7	4	6	5	3	3	4
Schwarzenburg	10	29	10	7	7	11	6	3	4	6
Seftigen	17	12	13	17	11	7	6	5	7	8
Signau	16	15	23	25	15	11	18	13	13	18
O.-Simmenthal	8	4	5	4	2	3	3	3	3	4
N.-Simmenthal	3	7	5	1	5	5	26	2	8	4
Thun	22	15	11	13	12	18	8	10	11	10
Trachselwald	19	11	15	4	15	18	10	21	12	—
Wangen	2	6	5	4	5	4	7	1	9	3
Total	**259**	**274**	**253**	**232**	**206**	**230**	**211**	**194**	**227**	**212**

Anmerkung. Anstatt der fehlenden Angaben für das Jahr 1897 wurden diejen pro 1892 aufgenommen.

Geschäfte der Amtsgerichte als endliche Gerichte.

ezirke	Klagen aus Immobiliarsachenrecht										
	1892	1893	1894	1895	1896	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1892—1902
g . . .	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1
ngen . .	—	1	1	—	—	—	5	—	—	—	7
I . .	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3
II . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
III . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total .	—	—	—	—	—	—	—	—	*2*	*1*	*3*
. . . .	1	—	1	1	—	—	21	1	—	—	25
. . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
rf . . .	4	1	—	—	—	—	1	—	—	1	7
ary . .	—	—	—	—	—	3	—	1	—	1	5
rg . . .	4	—	1	1	—	—	4	—	2	—	12
. . . .	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	3
unnen .	—	—	—	1	1	—	—	—	2	2	6
rgen . .	—	—	—	1	—	2	1	1	1	1	7
en . . .	—	—	—	5	1	1	—	—	2	2	11
ken . .	4	5	2	1	2	1	5	—	2	1	23
ingen .	—	—	—	1	—	4	—	—	—	—	5
. . . .	—	1	—	1	—	1	1	1	1	1	7
n . . .	—	—	—	5	—	—	—	—	—	—	5
er . . .	2	—	—	—	—	1	—	3	3	1	10
stadt . .	—	3	—	—	1	2	5	1	1	(1)	14
. . . .	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
asle . .	—	—	2	1	—	1	1	2	2	—	9
ut . . .	1	4	6	2	—	—	15	—	4	5	37
. . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
rzenburg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
n . . .	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	3
. . . .	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—	4
menthal.	—	—	1	—	—	—	—	1	2	2	6
menthal.	—	2	—	—	2	—	—	—	—	—	4
. . . .	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—	3
elwald .	1	—	2	—	—	1	—	—	—	—	4
n . . .	1	1	—	—	2	—	—	—	1	1	6
Total .	**19**	**19**	**16**	**22**	**11**	**18**	**61**	**14**	**27**	**21**	**228**

merkung. Anstatt der fehlenden Angaben für das Jahr 1897 wurden diejenigen 92 aufgenommen.

1902 fehlt der Bericht von Neuenstadt, daher interpolierte Zahlen, was durch ern angedeutet ist.

Geschäfte der Amtsgerichte als endliche Gerichte.

Amtsbezirke	Klagen aus Mobiliarsachen- und Obligationenrecht									
	1892	1893	1894	1895	1896	1898	1899	1900	1901	1902
Aarberg . . .	4	3	9	3	7	4	2	4	5	2
Aarwangen . .	6	9	11	9	6	3	—	6	6	18
Bern I . .	—	—	—	29	38	49	37	37	39	62
Bern II . .	14	19	20	—	—	—	—	—	—	—
Bern III . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
„ *Total* .	*14*	*19*	*20*	*29*	*38*	*49*	*37*	*37*	*39*	*62*
Biel	8	22	18	19	17	29	3	23	24	22
Büren	2	3	1	2	4	2	3	7	11	7
Burgdorf . . .	3	2	6	14	—	11	4	8	4	1
Courtelary . .	4	10	7	12	8	6	7	3	5	3
Delsberg . . .	5	3	2	4	6	6	—	7	11	5
Erlach	3	—	2	2	1	2	2	3	1	—
Fraubrunnen .	2	2	3	4	4	3	4	6	3	6
Freibergen . .	5	4	5	2	3	5	1	6	4	3
Frutigen . . .	7	1	6	—	1	—	2	2	1	3
Interlaken . .	9	8	28	11	14	14	25	16	5	6
Konolfingen . .	5	7	8	3	3	2	8	13	5	6
Laufen . . .	3	2	4	1	1	2	2	7	4	4
Laupen . . .	1	2	7	—	—	—	—	4	—	—
Münster . . .	9	2	10	8	4	4	3	6	11	9
Neuenstadt . .	1	2	1	1	1	3	1	2	—	(1)
Nidau	6	11	14	13	12	2	7	14	16	11
Oberhasle . .	1	—	2	2	1	—	5	—	3	5
Pruntrut . . .	16	27	13	18	25	23	—	17	31	17
Saanen . . .	2	2	—	—	—	—	—	3	—	1
Schwarzenburg	3	1	4	—	1	1	—	—	1	2
Seftigen . . .	1	2	6	3	1	—	1	2	1	7
Signau	2	3	4	2	4	2	—	4	3	4
O.-Simmenthal.	11	—	3	5	—	3	5	3	1	1
N.-Simmenthal.	2	2	4	2	—	—	3	3	5	1
Thun	11	12	16	4	4	9	10	10	5	12
Trachselwald .	2	4	5	1	2	3	3	2	2	—
Wangen . . .	7	5	4	7	4	3	10	9	5	2
Total .	**155**	**170**	**223**	**181**	**172**	**191**	**148**	**227**	**212**	**221**

Anmerkung. Anstatt der fehlenden Angaben für das Jahr 1897 wurden diejenigen pro 1892 aufgenommen.

Pro 1902 fehlte der Bericht von Neuenstadt, daher interpolierte Zahlen, was durch Klammern angedeutet ist.

Geschäfte der Amtsgerichte als endliche Gerichte.

bezirke	Erbschafts- und Testamentsstreitigkeiten										
	1892	1893	1894	1895	1896	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1892—1902
rg . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
ıngen . .	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3
I . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
II . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
III . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
. . . .	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1
. . . .	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1
lorf . . .	—	—	—	—	5	8	—	—	—	—	13
ılary . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
erg . . .	6	1	—	—	—	—	—	—	—	—	7
ı. . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
runnen .	1	1	—	—	1	1	—	—	1	1	6
ırgen . .	—	3	3	—	—	—	1	—	—	—	7
;en . . .	—	—	—	—	—	3	—	—	2	—	5
ıken . .	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
fingen .	—	—	—	—	—	2	—	—	2	—	4
n . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
m . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
er . . .	—	—	—	—	—	—	3	—	—	1	4
ıstadt . .	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1
. . . .	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	3
asle . .	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
rut . . .	—	—	1	1	1	2	—	—	3	—	8
n . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
ırzenburg	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
en . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
ı . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
ımenthal.	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
ımenthal.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
. . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
ıelwald .	—	2	1	—	—	—	—	—	—	—	3
en . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total .	**8**	**7**	**7**	**2**	**9**	**18**	**4**	**1**	**14**	**2**	**72**

ımerkung. Anstatt der fehlenden Angaben für das Jahr 1897 wurden diejenigen **92 aufgenommen.**

Geschäfte des Appellations- und Kassationshofes.

Amtsbezirke	Vom Vorjahre hängige Geschäfte									
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902
Aarberg . . .	—	—	—	—	—	—	1	1	3	1
Aarwangen . .	—	1	3	1	2	3	3	2	1	—
Bern	9	4	3	3	6	6	8	6	5	2
Biel	4	1	2	1	2	5	7	4	2	—
Büren	—	1	1	—	—	1	—	—	1	—
Burgdorf . . .	—	1	—	—	—	1	1	—	1	1
Courtelary . .	2	3	5	1	—	1	1	4	1	1
Delsberg . . .	2	3	—	—	—	1	1	4	1	2
Erlach	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Fraubrunnen .	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—
Freibergen . .	1	—	2	2	—	2	—	—	1	—
Frutigen . . .	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—
Interlaken . .	2	2	1	—	—	2	2	—	1	—
Konolfingen . .	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—
Laufen . . .	2	—	—	1	—	—	1	—	—	—
Laupen . . .	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Münster . . .	1	1	1	1	—	1	1	2	3	2
Neuenstadt . .	2	—	1	1	1	—	2	—	2	—
Nidau	1	5	1	1	2	—	—	—	1	—
Oberhasle . .	—	—	—	—	1	—	2	1	—	—
Pruntrut . . .	5	3	2	1	2	7	5	2	2	2
Saanen . . .	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Schwarzenburg	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Seftigen . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Signau	1	—	1	1	—	1	1	—	1	—
O.-Simmenthal .	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
N.-Simmenthal .	—	—	—	1	1	—	1	—	—	—
Thun	—	3	—	1	—	—	2	2	1	1
Trachselwald .	—	2	—	1	—	2	1	—	—	—
Wangen . . .	1	—	—	—	2	2	—	1	1	—
Total .	**33**	**32**	**24**	**19**	**19**	**37**	**43**	**32**	**30**	**12**
Kompromisse . . .	—	—	1	1	—	2	—	1	—	2
Appellations- u. Kassationshof als einzige kanton. Instanz	2	2	—	1	3	4	4	2	4	2
Umgehung der I. Instanz .	17	8	27	20	11	19	30	7	24	13
	19	**10**	**28**	**22**	**14**	**25**	**34**	**10**	**28**	**17**
Total .	**52**	**42**	**52**	**41**	**33**	**62**	**77**	**42**	**58**	**29**

Geschäfte des Appellations- und Kassationshofes.

bezirke	Eingelangte Geschäfte im Jahre										
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1893–1902
g . . .	1	3	1	2	2	3	3	4	1	3	23
ngen . .	6	9	10	6	9	4	6	2	4	10	66
. . . .	26	14	27	30	21	38	29	36	31	40	292
. . . .	12	15	18	9	15	12	17	10	11	16	135
. . . .	2	2	—	1	3	3	1	2	3	—	17
rf . . .	8	6	3	4	9	4	3	4	3	6	50
lary . .	9	16	5	5	9	5	10	8	4	3	74
rg . . .	7	1	7	1	3	8	7	6	8	14	62
. . . .	1	1	—	—	1	1	2	2	2	2	12
unnen .	7	2	1	2	2	—	2	—	2	3	21
rgen . .	3	8	9	2	6	1	1	4	1	4	39
n . . .	1	1	—	2	1	—	2	1	—	1	9
ken . .	8	4	8	10	7	5	1	5	6	7	61
ihgen .	1	3	2	3	2	3	2	1	—	1	18
. . . .	4	8	5	2	3	2	2	3	2	3	34
a . . .	1	—	2	—	1	—	—	1	—	—	5
r . . .	6	7	5	6	5	3	8	4	5	9	58
stadt . .	3	4	2	3	—	8	2	7	2	1	32
. . . .	11	5	6	8	7	10	6	2	5	4	64
isle . .	—	—	2	1	—	3	1	4	5	2	18
ut . . .	19	13	16	12	17	18	7	8	14	14	138
. . . .	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	2
rzenburg	2	2	1	1	—	—	3	2	2	2	15
n . . .	4	1	4	—	2	2	3	—	2	4	22
. . . .	3	3	2	4	2	1	4	4	1	8	32
menthal.	1	—	4	1	1	2	—	1	—	3	13
menthal.	2	—	4	2	1	3	3	8	9	4	36
. . . .	10	4	6	5	4	4	7	6	9	12	64
elwald .	5	5	3	4	6	4	2	4	6	29	68
n . . .	2	2	7	7	3	1	5	1	1	2	31
Total .	**165**	**139**	**160**	**133**	**143**	**148**	**140**	**140**	**136**	**207**	**1511**
. . . .	1	6	1	2	11	2	4	2	8	3	40
. Kassationshof											
lation Instanz	4	3	4	2	6	2	2	6	2	3	34
r l. Instanz .	39	82	72	66	78	72	48	82	66	81	686
	44	**91**	**77**	**70**	**95**	**76**	**54**	**90**	**76**	**87**	**760**
Total .	**209**	**230**	**237**	**203**	**238**	**224**	**194**	**230**	**212**	**294**	**2271**

Geschäfte des Appellations- und Kassationshofes.

Amtsbezirke	Hängig gemachte Geschäfte pro 1893—1902	Erledigte Geschäfte pro 1893—1902	Unerledigt übertragen auf das folgend									
			1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902
Aarberg . . .	29	22	—	—	—	—	—	1	1	3	1	1
Aarwangen . .	82	65	1	3	1	2	3	3	2	1	—	1
Bern	344	296	4	3	3	6	6	8	6	5	2	5
Biel	163	137	1	2	1	2	5	7	4	2	—	2
Büren	21	17	1	1	—	—	1	—	—	1	—	—
Burgdorf . . .	55	50	1	—	—	—	1	1	—	1	1	—
Courtelary . .	93	76	3	5	1	—	1	1	4	1	1	—
Delsberg . . .	76	60	3	—	—	—	1	1	4	1	2	4
Erlach	13	11	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
Fraubrunnen .	23	21	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Freibergen . .	47	39	—	2	2	—	2	—	—	1	—	1
Frutigen . . .	12	9	—	—	—	—	—	—	2	1	—	—
Interlaken . .	71	61	2	1	—	—	2	2	—	1	—	2
Konolfingen .	21	18	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—
Laufen . . .	38	36	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—
Laupen . . .	7	5	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Münster . . .	71	56	1	1	1	—	1	1	2	3	2	3
Neuenstadt . .	41	33	—	1	1	1	—	2	—	2	—	1
Nidau	75	64	5	1	1	2	—	—	—	1	—	1
Oberhasle . .	22	17	—	—	—	1	—	2	1	—	—	1
Pruntrut . . .	169	140	3	2	1	2	7	5	2	2	2	3
Saanen . . .	3	2	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Schwarzenburg	17	15	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Seftigen . . .	22	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Signau . . .	38	32	—	1	1	—	1	1	—	1	—	1
O.-Simmenthal.	14	12	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
N.-Simmenthal.	39	35	—	—	1	1	—	2	—	—	—	—
Thun	74	64	3	—	1	—	—	1	2	1	1	1
Trachselwald .	74	66	2	—	1	—	2	1	—	—	—	2
Wangen . . .	38	32	—	—	—	2	2	—	1	1	—	—
Total .	**1792**	**1513**	**32**	**24**	**19**	**19**	**37**	**43**	**32**	**30**	**12**	**31**
Kompromisse . . .	47	37	—	1	1	—	4	—	1	—	2	1
Appellations- u. Kassationshof als einzige kanton. Instanz	58	34	2	—	1	3	4	4	2	4	2	2
Umgehung der I. Instanz .	862	674	8	27	20	11	19	30	7	24	13	29
	967	**745**	**10**	**28**	**22**	**14**	**27**	**34**	**10**	**28**	**17**	**32**
Total .	**2759**	**2258**	**42**	**52**	**41**	**33**	**64**	**77**	**42**	**58**	**29**	**63**

Geschäfte des Appellations- und Kassationshofes.

bezirke	Ehescheidungen, Eheeinsprachen und Nichtigkeitsklagen										
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1893—1902
:g . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
ıgen . .	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	2
. . . .	—	1	3	1	1	2	2	6	—	2	18
. . . .	1	—	1	1	—	—	—	1	—	2	6
. . . .	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
orf . . .	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1
lary . .	—	1	—	—	1	2	1	2	—	1	8
:rg . . .	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	3
. . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
runnen .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
rgen . .	—	—	—	—	2	—	1	—	1	—	4
en . . .	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
ıken . .	—	—	1	1	—	—	1	1	—	—	4
ingen .	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	2
ı . . .	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	2
n . . .	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
er . . .	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	3
stadt . .	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1
. . . .	—	1	—	1	1	1	1	—	—	—	5
asle . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
ut . . .	1	1	6	1	1	—	—	1	—	—	11
ı . . .	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	2
rzenburg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
en . . .	1	1	—	—	1	—	1	—	—	—	4
ı . . .	1	1	—	2	—	—	—	—	—	—	4
ımenthal.	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
ımenthal.	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	2
. . . .	—	—	—	—	—	—	3	—	—	2	5
ielwald .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
en . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total .	**5**	**10**	**14**	**9**	**10**	**7**	**13**	**12**	**3**	**10**	**93**
e . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
a. Kassationshof											
kantn. Instanz	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
der 1. Instanz .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total .	**5**	**10**	**14**	**9**	**10**	**7**	**13**	**12**	**3**	**10**	**93**

nerkung. *Statusklagen* kamen beim Appellations- und Kassationshof von 1893—1902 2 Fällen vor, wovon der eine 1894 im Amt Trachselwald und der andere 1901 at Delsberg.

Geschäfte des Appellations- und Kassationshofes.

Amtsbezirke	Vaterschaftsklagen									
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902
Aarberg . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Aarwangen . .	—	1	—	1	—	—	2	1	—	1
Bern	2	1	—	3	2	—	—	—	—	2
Biel	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—
Büren	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Burgdorf . . .	—	1	—	—	—	—	—	—	2	1
Courtelary . .	—	1	—	—	—	—	1	1	1	—
Delsberg . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—
Erlach	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fraubrunnen .	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—
Freibergen . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Frutigen . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Interlaken . .	1	1	—	1	—	—	—	—	2	1
Konolfingen. .	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Laufen . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Laupen . . .	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Münster . . .	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Neuenstadt . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nidau	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—
Oberhasle . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pruntrut . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saanen . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Schwarzenhurg	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Seftigen . . .	—	—	1	—	—	—	—	—	1	2
Signau. . . .	—	—	1	2	1	1	3	—	—	2
O.-Simmenthal.	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1
N.-Simmenthal.	—	—	2	—	2	—	1	1	1	—
Thun	1	—	—	—	1	1	—	3	1	1
Trachselwald .	—	1	—	—	3	2	—	1	2	—
Wangen . . .	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—
Total .	**7**	**7**	**7**	**9**	**10**	**5**	**9**	**7**	**18**	**12**
Kompromisse . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Appellations- u. Kassationshof als einzige kanton. Instanz	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Umgehung der I. Instanz .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total .	**7**	**7**	**7**	**9**	**10**	**5**	**9**	**7**	**18**	**12**

Geschäfte des Appellations- und Kassationshofes.

Amtsbezirke	Ehescheidungen, Eheeinsprachen und Nichtigkeitsklagen										
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1893—1902
Aarberg . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Aarwangen . .	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	2
Bern	—	1	3	1	1	2	2	6	—	2	18
Biel	1	—	1	1	—	—	—	1	—	2	6
Büren	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Burgdorf . . .	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1
Courtelary . .	—	1	—	—	1	2	1	2	—	1	8
Delsberg . . .	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	3
Erlach	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fraubrunnen .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Freibergen . .	—	—	—	—	2	—	1	—	1	—	4
Frutigen . . .	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Interlaken . .	—	—	1	1	—	—	1	1	—	—	4
Konolfingen .	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	2
Laufen . . .	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	2
Laupen . . .	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Münster . . .	—	2	—	1	—	—	—	—	—	—	3
Neuenstadt . .	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1
Nidau	—	1	—	1	1	1	1	—	—	—	5
Oberhasle . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pruntrut . . .	1	1	6	1	1	—	—	1	—	—	11
Saanen . . .	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	2
Schwarzenburg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Seftigen . . .	1	1	—	—	1	—	1	—	—	—	4
Signau . . .	1	1	—	2	—	—	—	—	—	—	4
O.-Simmenthal.	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
N.-Simmenthal.	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	2
Thun	—	—	—	—	—	—	3	—	—	2	5
Trachselwald .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
Wangen . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total .	**5**	**10**	**14**	**9**	**10**	**7**	**13**	**12**	**3**	**10**	**93**
Kompromisse . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Appellations- u. Kassationshof als einzige kanton. Instanz	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Umgehung der I. Instanz .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total .	**5**	**10**	**14**	**9**	**10**	**7**	**13**	**12**	**3**	**10**	**93**

Anmerkung. *Statusklagen* kamen beim Appellations- und Kassationshof von 1893—1902 nur in 2 Fällen vor, wovon der eine 1894 im Amt Trachselwald und der andere 1901 im Amt Delsberg.

Geschäfte des Appellations- und Kassationshofes.

Amtsbezirke	Klagen aus dem Mobiliarsachenrecht und O.-R.									
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902
Aarberg . . .	1	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Aarwangen . .	2	—	4	2	1	—	1	—	1	—
Bern	2	1	2	3	1	1	3	3	6	7
Biel	4	3	6	1	3	1	4	4	3	5
Büren	—	2	1	—	—	1	—	—	1	—
Burgdorf . . .	1	2	1	—	1	—	—	—	1	2
Courtelary . .	5	2	5	2	1	2	2	3	1	1
Delsberg . . .	3	3	—	1	—	3	1	2	—	3
Erlach	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Fraubrunnen .	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Freibergen . .	2	1	3	—	—	—	—	—	—	2
Frutigen . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Interlaken . .	1	2	2	1	—	—	1	—	—	2
Konolfingen .	—	—	—	—	—	1	1	1	—	1
Laufen . . .	2	1	—	—	—	1	1	—	—	—
Laupen . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Münster . . .	1	1	1	4	1	—	3	—	3	4
Neuenstadt . .	1	1	—	1	1	—	2	1	1	—
Nidau	2	1	—	—	2	4	—	—	1	—
Oberhasle . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Pruntrut . . .	8	5	2	4	5	9	3	4	9	6
Saanen . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Schwarzenburg	1	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Seftigen . . .	2	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Signau . . .	1	—	1	—	—	—	—	1	—	3
O.-Simmenthal.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
N.-Simmenthal.	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Thun	1	1	—	1	1	—	—	—	—	1
Trachselwald .	2	2	1	1	—	—	—	—	—	3
Wangen . . .	—	—	—	—	—	1	1	1	1	—
Total .	**43**	**28**	**30**	**23**	**17**	**24**	**24**	**20**	**28**	**44**
Kompromisse . . .	—	—	—	—	—	—	—	1	3	1
Appellations- u. Kassationshof als einzige kanton. Instanz	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Umgehung der I. Instanz .	35	53	68	68	57	39	61	46	55	48
	35	**53**	**68**	**68**	**57**	**39**	**61**	**47**	**58**	**49**
Total .	**78**	**81**	**98**	**91**	**74**	**63**	**85**	**67**	**86**	**93**

Geschäfte des Appellations- und Kassationshofes.

ntsbezirke	Erbschafts- und Testamentsstreitigkeiten										
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1893—1902
rberg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
rwangen	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	3
n	3	—	1	—	—	—	—	—	1	—	5
l	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
ren	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	2
rgdorf	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	2
rtelary	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
sberg	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1
ach	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
ubrunnen	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	2
ibergen	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
tigen	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
rlaken	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	2
olfingen	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
afen	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2
ipen	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1
aster	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
enstadt	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
au	—	—	1	1	—	—	1	—	—	—	3
rhasle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
ntrut	—	—	—	—	—	—	1	—	1	2	4
nen	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
warzenburg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
tigen	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
nau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Simmenthal	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Simmenthal	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
n	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
chselwald	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2
ngen	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Total	**5**	**1**	**7**	**6**	**1**	**1**	**6**	**1**	**4**	**3**	**35**
	1	5	1	3	6	3	3	2	3	2	29
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
g der I. Instanz	6	4	5	4	6	6	3	6	5	10	55
	7	**9**	**6**	**7**	**12**	**9**	**6**	**8**	**8**	**12**	**84**
Total	**12**	**10**	**13**	**13**	**13**	**10**	**12**	**9**	**12**	**15**	**119**

Geschäfte des Appellations- und Kassationshofes.

Amtsbezirke	Haftpflichtstreitigkeiten									
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902
Aarberg	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—
Aarwangen	—	—	—	—	—	2	—	—	1	—
Bern	9	8	10	3	6	6	7	4	3	—
Biel	—	—	1	1	1	1	1	3	—	—
Büren	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Burgdorf	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—
Courtelary	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Delsberg	—	—	—	—	—	1	1	1	—	1
Erlach	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fraubrunnen	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Freibergen	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Frutigen	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Interlaken	—	—	—	2	—	—	—	1	—	—
Konolfingen	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Laufen	—	—	—	—	1	—	—	1	—	1
Laupen	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—
Münster	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Neuenstadt	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nidau	—	—	—	2	—	—	2	—	2	—
Oberhasle	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pruntrut	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—
Saanen	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Schwarzenburg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Seftigen	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Signau	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
O.-Simmenthal	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
N.-Simmenthal	—	—	—	—	—	—	2	1	—	2
Thun	—	4	—	3	1	—	2	1	—	1
Trachselwald	—	—	1	1	—	1	—	1	1	—
Wangen	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—
Total	**10**	**14**	**14**	**14**	**9**	**15**	**17**	**15**	**8**	**5**
Kompromisse	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Appellations- u. Kassationshof als einzige kanton. Instanz	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Umgehung der I. Instanz	3	—	—	—	2	3	1	1	2	—
	3	—	—	—	**2**	**3**	**1**	**1**	**2**	—
Total	**13**	**14**	**14**	**14**	**11**	**18**	**18**	**16**	**10**	**5**

Geschäfte des Appellations- und Kassationshofes.

sbezirke	Rekurse gegen Konkurs-Erkenntnisse										
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1893—1902
erg . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
rangen . .	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	2
. . . .	2	1	1	1	—	2	3	3	1	1	15
. . . .	—	—	1	2	—	1	2	3	1	—	10
n	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
dorf . . .	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	2
telary . .	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
berg . . .	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1
h	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
brunnen .	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
ergen . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
gen . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
laken . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
lfingen . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
en . . .	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	2
en . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
ter . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
nstadt . .	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	2
i	—	1	—	—	2	—	1	—	—	1	5
hasle . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
trut . . .	—	—	1	1	—	—	—	—	—	1	3
en . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
arzenburg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
gen . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
u . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
mmenthal .	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1
mmenthal .	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
. . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
iselwald .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
gen . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total .	**3**	**3**	**6**	**4**	**2**	**5**	**9**	**8**	**4**	**6**	**50**
	Streitigkeiten betr. geistiges Eigentum [1]										
. . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e Kantonsgericht	4	4	3	—	5	2	4	4	4	3	33
der 1. Instanz .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	4	**4**	**3**	—	**5**	**2**	**4**	**4**	**4**	**3**	**33**
Total .	**4**	**4**	**3**	**2** [1]	**5**	**2**	**4**	**4**	**4**	**3**	**35** [1]

[1]) Die 2 Fälle betreffen die Aemter Frutigen und Münster.

Geschäfte des Appellations- und Kassationshofes.

Amtsbezirke	Streitigkeiten nach § 36 E. G. mit Ausnahme der Rechtsöffnungen									
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902
Aarberg . . .	—	—	—	—	2	1	—	1	—	—
Aarwangen . .	1	1	1	1	—	—	—	—	—	1
Bern	2	1	1	6	—	6	3	6	11	5
Biel	1	4	3	—	4	2	2	1	1	4
Büren	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—
Burgdorf . . .	—	1	—	—	—	1	2	2	—	2
Courtelary . .	2	3	—	1	3	1	1	—	—	2
Delsberg . . .	2	—	1	—	1	—	—	2	—	—
Erlach	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fraubrunnen .	1	—	1	1	—	—	1	—	—	1
Freibergen . .	1	1	4	1	—	—	—	1	—	—
Frutigen . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Interlaken . .	1	—	—	—	—	—	—	—	2	—
Konolfingen .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Laufen . . .	1	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Laupen . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Münster . . .	1	1	—	1	—	2	2	1	1	—
Neuenstadt . .	1	—	—	1	—	—	—	3	—	—
Nidau	—	2	—	1	2	1	—	—	—	—
Oberhasle . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pruntrut . . .	3	1	1	1	2	—	3	1	—	—
Saanen	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Schwarzenburg	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Seftigen . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Signau . . .	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
O.-Simmenthal.	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
N.-Simmenthal.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Thun	1	—	—	1	—	—	1	—	1	—
Trachselwald .	—	2	—	—	—	1	1	—	—	—
Wangen . . .	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—
Total .	**19**	**18**	**13**	**16**	**16**	**16**	**19**	**19**	**16**	**19**
Kompromisse . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Appellations- u. Kassationshof als einzige kanton. Instanz	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Umgehung der I. Instanz .	1	—	—	—	—	3	2	3	5	—
	1	—	—	—	—	**3**	**2**	**3**	**5**	—
Total .	**20**	**18**	**13**	**16**	**16**	**19**	**21**	**22**	**21**	**19**

Geschäfte des Appellations- und Kassationshofes.

ntsbezirke	Rechtsöffnungen										
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1893—1902
berg . . .	—	2	—	—	—	—	2	—	2	—	6
wangen . .	1	1	—	—	2	—	3	1	—	2	10
n	6	—	4	3	5	13	9	8	7	12	67
l	4	—	1	1	1	3	3	—	3	1	17
en	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	2
gdorf . . .	3	2	—	1	1	1	—	—	—	—	8
rtelary . .	1	4	2	2	1	—	—	3	2	—	15
sberg . . .	1	—	3	—	—	4	1	2	—	2	13
ach	—	—	—	—	—	—	1	2	1	1	5
ubrunnen .	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
ibergen . .	—	1	1	2	2	—	—	1	—	1	8
tigen . . .	—	—	—	—	—	—	—	2	1	—	3
erlaken . .	1	—	3	1	1	1	1	2	1	1	12
olfingen .	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	2
ifen . . .	1	3	—	—	—	—	—	—	2	1	7
ipen . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
nster . . .	1	—	2	—	2	—	—	—	1	2	8
enstadt . .	—	1	—	—	—	2	1	1	—	—	5
lau	2	1	—	—	1	1	1	—	1	1	8
erhasle . .	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	2
ntrut . . .	2	1	6	2	1	—	1	1	—	1	15
nen . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
warzenburg	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1
ligen . . .	—	—	2	—	—	2	1	—	1	—	6
nau . . .	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	2
Simmenthal.	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	4
Simmenthal.	1	—	—	—	—	—	1	1	—	1	4
n	1	—	3	—	1	—	—	—	2	6	13
chselwald .	—	—	—	1	1	—	—	1	2	3	8
ngen . . .	1	1	2	1	—	—	1	—	1	2	9
Total .	**28**	**17**	**33**	**14**	**20**	**31**	**26**	**26**	**29**	**37**	**261**
nise . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
ions- u. Kassationshof											
nige kanton. Instanz	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
ng der I. Instanz .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total .	**28**	**17**	**33**	**14**	**20**	**31**	**26**	**26**	**29**	**37**	**261**

Geschäfte des Appellations- und Kassationshofes.

Amtsbezirke	Vindikationen, provisorische Verfügungen etc.									
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902
Aarberg	In diesem Jahre war noch keine solche Rubrik vorhanden.	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Aarwangen		2	4	—	2	—	—	1	—	3
Bern		—	3	—	5	5	3	5	3	8
Biel		5	4	1	3	2	4	—	3	2
Büren		—	—	—	—	—	1	—	1	—
Burgdorf		—	—	1	6	1	1	—	—	2
Courtelary		2	1	—	2	—	1	2	—	—
Delsberg		1	1	—	—	—	—	1	1	3
Erlach		—	—	—	1	—	1	—	—	—
Fraubrunnen		1	—	—	—	—	—	—	1	2
Freibergen		3	—	—	—	2	—	1	1	—
Frutigen		1	—	—	1	—	—	—	—	—
Interlaken		1	—	1	3	2	—	—	1	—
Konolfingen		2	2	—	2	—	—	—	—	—
Laufen		3	—	—	1	—	—	2	—	1
Laupen		—	—	—	—	—	—	—	—	—
Münster		2	1	—	1	—	—	2	—	1
Neuenstadt		—	1	1	—	2	—	—	3	—
Nidau		2	2	—	1	2	—	1	2	1
Oberhasle		—	2	—	—	1	2	5	4	—
Pruntrut		4	1	1	3	8	2	1	3	3
Saanen		—	—	—	—	—	—	—	—	—
Schwarzenburg		1	1	1	—	—	1	1	1	—
Seftigen		—	1	—	1	—	1	—	—	1
Signau		—	—	1	—	—	2	1	1	1
O.-Simmenthal		—	—	1	—	—	—	—	—	—
N.-Simmenthal		—	—	1	—	—	1	—	1	—
Thun		1	2	—	—	1	—	2	1	1
Trachselwald		1	—	1	—	1	—	1	1	—
Wangen		1	1	2	3	1	—	—	—	—
Total		**33**	**28**	**12**	**35**	**28**	**20**	**26**	**28**	**29**
Kompromisse		—	—	—	—	—	—	—	—	—
Appellations- u. Kassationshof als einzig kanton. Instanz		1	—	—	—	—	—	—	—	—
Umgehung der I. Instanz		—	—	—	—	—	1	—	—	—
		1	—	—	—	—	1	—	—	—
Total		**34**	**28**	**12**	**35**	**28**	**21**	**26**	**28**	**29**

Geschäfte des Appellations- und Kassationshofes.

bezirke	Expropriationen										
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1894—1902
'g . . .	In diesem Jahre war noch keine solche Rubrik vorhanden.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
ngen . .		—	—	—	—	—	—	—	2	1	3
. . . .		2	2	3	1	1	1	2	2	—	14
. . . .		2	—	—	—	—	2	—	1	—	5
. . . .		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
)rf . . .		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
lary . .		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
rg . . .		—	—	—	—	—	—	—	—	2	2
. . . .		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
unnen .		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
'gen . .		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
'n . . .		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
ken . .		—	3	—	1	—	—	—	1	—	5
ingen . .		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
. . . .		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1 . . .		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
'r . . .		—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
stadt . .		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
. . . .		1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
sle . .		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
at . . .		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
. . . .		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
'zenburg		—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
n . . .		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
. . . .		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
menthal.		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
menthal.		—	—	—	—	—	—	4	6	—	10
. . . .		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
elwald .		—	—	—	—	—	—	—	—	18	18
n . . .		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total .		**5**	**5**	**3**	**2**	**1**	**4**	**6**	**12**	**22**	**60**
. . .		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
a. Kassationshof											
hsten Instanz		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
r l. Instanz .		—	—	—	—	—	—	2	—	—	2
		—	—	—	—	—	—	2	—	—	2
Total .		**5**	**5**	**3**	**2**	**1**	**4**	**8**	**12**	**22**	**62**

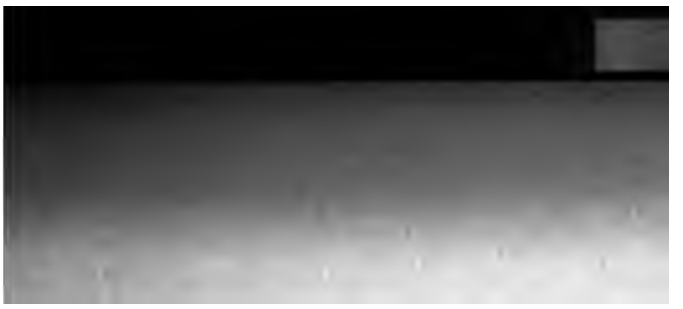
Uebersicht [1]) der von den Friedensrichtern, Gerichtspräsidenten u
Amtsgerichten im Jahre 1897 behandelten Civil- und Justizgeschä

Amtsbezirke	Aussöhnungsversuche vor den Friedensrichtern	Gerichtspräsident als endlicher Richter									
		Hängig gemacht und von früher hängig	Richterlich erledigt	Auf andere Weise erledigt	Unerledigt	Klagen aus Personenrecht	Klagen aus Immobiliarsachenrecht	Klagen aus Mobiliarsachen- und Obligationenrecht	Erbschafts- und Testamentsstreitigkeiten	Moderationen	Konkursrechtliche Fälle
Aarberg . . .	32	108	44	63	1	—	4	89	—	3	8
Aarwangen . .	45	92	59	29	4	—	1	71	1	7	12
Bern	417	908	837	41	30	—	1	508	1	—	398
Biel	396	189	141	24	24	1	1	103	—	62	—
Büren	39	80	47	30	3	—	1	58	—	1	7
Burgdorf . . .	77	109	66	43	—	—	—	70	—	—	5
Courtelary . .	73	79	49	30	—	—	4	59	—	—	16
Delsberg . . .	68	116	60	43	13	—	4	91	—	—	21
Erlach	20	55	45	6	4	—	8	44	3	—	—
Fraubrunnen .	49	105	86	18	1	—	4	78	6	—	18
Freibergen . .	27	76	44	17	15	—	4	63	3	—	6
Frutigen . . .	28	109	43	64	2	—	—	109	—	—	—
Interlaken . .	94	166	85	73	8	—	9	151	1	5	—
Konolfingen . .	47	112	98	14	—	—	—	89	—	7	6
Laufen . . .	38	72	31	37	4	—	1	57	—	—	14
Laupen . . .	12	26	14	12	—	2	3	21	—	—	—
Münster . . .	54	121	70	48	3	10	2	84	—	—	25
Neuenstadt . .	20	36	27	8	1	—	—	28	7	—	1
Nidau [2]) . . .	82	176	150	20	6	1	2	110	3	—	60
Oberhasle . .	31	85	72	1	12	—	4	60	—	—	21
Pruntrut . . .	75	268	175	77	16	7	18	196	—	—	31
Saanen . . .	61	24	14	9	1	—	—	18	—	—	6
Schwarzenburg	23	55	47	8	—	1	3	38	—	—	8
Seftigen . . .	19	54	38	16	—	—	—	8	—	—	11
Signau	41	119	93	19	7	1	1	86	1	5	21
O.-Simmenthal.	68	25	16	8	1	3	5	10	1	—	6
N.-Simmenthal.	30	75	33	31	11	—	3	70	—	—	2
Thun	121	143	88	38	17	—	1	125	—	—	17
Trachselwald .	38	108	87	16	5	2	—	45	1	—	42
Wangen . . .	53	91	61	28	2	—	3	73	1	10	4
Kanton Bern	**2178**	**3782**	**2720**	**871**	**191**	**28**	**87**	**2612**	**29**	**100**	**764**

[1]) Diese Tabelle fehlt leider im Staatsverwaltungsbericht pro 1897 ganz und wurde hierseits erst nach Abschluss des statistischen Teils dieser Publikation auf Grund der von der Obergerichtskanzlei nachträglich zur Verfügung gestellten Geschäftsberichte der Richterämter erstellt. Wir lassen die Tabelle hier unter allem Vorbehalt abdrucken.

[2]) Die Angaben für das Amt Nidau fehlen, weil der Originalbericht dem Obergericht abhanden gekommen ist. Die bezüglichen Angaben wurden im Interesse der Vollständigkeit der Gesamtdarstellung nach Massgabe der Vor- und Nachjahre approximativ eingesetzt.

Kant. Statistisches Bureau.



II. Strafrechtspflege.

Statistischer Nachweis der Geschäfte in den 10 Jahren von 1893—1902.

Geschäfte der Anklagekammer.

Amtsbezirke und Geschwornenbezirke	Zahl der Voruntersuchungen										
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1893–1902
Frutigen . . .	—	2	2	—	—	—	1	—	3	1	9
Interlaken . .	16	10	10	7	9	10	8	10	12	12	104
Konolfingen .	11	13	13	12	11	8	10	8	8	15	109
Oberhasle . .	1	4	3	2	3	—	3	3	10	3	32
Saanen . . .	1	—	3	2	—	4	3	6	2	6	27
O.-Simmenthal.	2	8	1	4	1	—	4	4	2	3	29
N.-Simmenthal.	4	4	7	3	1	7	6	12	7	6	57
Thun	19	24	17	21	13	9	11	19	23	10	166
I. Oberland	**54**	**65**	**56**	**51**	**38**	**38**	**46**	**62**	**67**	**56**	**533**
Bern	100	102	60	80	81	47	74	88	76	76	784
Schwarzenburg	4	9	5	8	8	13	4	4	4	12	71
Seftigen . . .	12	10	13	6	15	7	7	7	8	9	94
II. Mittelland	**116**	**121**	**78**	**94**	**104**	**67**	**85**	**99**	**88**	**97**	**949**
Aarwangen . .	16	16	20	12	11	9	12	13	5	5	119
Burgdorf . . .	20	25	25	21	17	24	14	12	12	13	183
Signau . . .	14	17	11	12	7	4	5	11	13	10	104
Trachselwald .	15	13	11	17	12	8	11	10	9	13	119
Wangen . . .	7	13	7	7	9	4	6	14	13	4	84
III. Emmenthal	**72**	**84**	**74**	**69**	**56**	**49**	**48**	**60**	**52**	**45**	**609**
Aarberg . . .	4	7	12	12	12	2	8	11	10	7	85
Biel	11	16	26	22	24	24	30	22	32	29	236
Büren	11	2	5	2	6	5	1	3	7	8	70
Erlach	6	6	13	8	5	2	6	11	5	2	64
Fraubrunnen .	8	9	10	8	6	3	8	9	8	3	72
Laupen . . .	3	6	5	3	2	8	9	7	1	3	47
Nidau	11	15	11	12	24	11	15	14	12	8	133
IV. Seeland	**54**	**61**	**82**	**67**	**79**	**55**	**77**	**77**	**75**	**60**	**687**
Courtelary . .	18	17	11	15	11	10	14	21	17	15	149
Delsberg . . .	6	14	7	8	4	9	13	8	7	12	88
Freibergen . .	11	9	5	13	17	13	8	8	8	9	101
Laufen . . .	8	4	7	11	4	4	2	4	4	7	55
Münster . . .	9	8	11	2	10	10	5	8	10	8	81
Neuenstadt . .	1	3	—	3	2	2	2	4	4	3	24
Pruntrut . . .	19	16	5	18	22	36	21	21	24	28	210
V. Jura	**72**	**71**	**46**	**70**	**70**	**84**	**65**	**74**	**74**	**82**	**708**
Kanton	**368**	**402**	**336**	**351**	**347**	**293**	**321**	**372**	**356**	**340**	**3486**

II. Strafrechtspflege.

Statistischer Nachweis der Geschäfte in den 10 Jahren von 1893—1902.

Geschäfte der Polizeirichter.

Amtsbezirke und Geschwornenbezirke	Zahl der Angeschuldigten										
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	Total
Frutigen . . .	103	86	126	146	82	119	123	133	153	154	1
Interlaken . .	1,137	834	658	674	856	712	762	851	903	720	8,1
Konolfingen .	292	308	324	294	397	313	217	247	240	265	2
Oberhasle . .	311	270	304	209	222	195	248	239	182	138	2,
Saanen . . .	123	101	128	78	132	140	155	137	83	138	1,
O.-Simmenthal.	291	174	186	197	172	144	219	197	182	208	1,9
N.-Simmenthal.	183	221	166	259	227	295	314	259	253	285	2,4
Thun	891	905	909	931	968	757	845	752	756	719	8,4
I. Oberland	**3,331**	**2,899**	**2,801**	**2,788**	**3,056**	**2,675**	**2,883**	**2,815**	**2,752**	**2,627**	**28,6**
Bern	3,340	4,692	4,345	4,690	5,150	4,640	3,582	2,325	3,895	3,588	40,2
Schwarzenburg	295	265	293	258	328	233	274	240	223	165	2,5
Seftigen . . .	226	236	245	233	235	222	171	219	220	229	2,2
II. Mittelland	**3,861**	**5,193**	**4,883**	**5,181**	**5,713**	**5,095**	**4,027**	**2,784**	**4,338**	**3,982**	**45,0**
Aarwangen . .	239	380	526	444	527	380	262	343	372	416	3,8
Burgdorf . . .	590	570	526	627	592	450	419	367	389	337	4,8
Signau . . .	320	306	268	330	264	330	264	279	317	284	2,9
Trachselwald .	371	324	344	209	235	194	226	160	226	141	2,4
Wangen . . .	326	351	403	472	424	394	314	336	258	310	3,5
III. Emmenthal	**1,846**	**1,931**	**2,067**	**2,082**	**2,042**	**1,748**	**1,485**	**1,485**	**1,562**	**1,488**	**17,7**
Aarberg . . .	350	286	311	265	324	336	306	289	239	307	3,0
Biel	1,627	2,177	1,053	1,923	2,085	966	1,963	909	2,158	1,264	16,1
Büren	122	175	214	251	273	202	231	206	168	239	2,0
Erlach	154	235	226	240	164	218	159	199	183	242	2,0
Fraubrunnen .	287	315	307	392	307	299	281	217	301	204	2,9
Laupen . . .	238	177	165	158	188	161	256	196	191	185	1,9
Nidau	551	605	615	629	647	495	626	518	748	594	6,0
IV. Seeland	**3,329**	**3,970**	**2,891**	**3,858**	**3,988**	**2,677**	**3,822**	**2,534**	**3,988**	**3,035**	**34,0**
Courtelary . .	1,600	1,566	921	1,059	1,111	1,065	1,149	1,222	1,044	851	11,0
Delsberg . . .	1,631	1,390	1,127	931	932	1,033	963	1,044	962	892	10,9
Freibergen . .	1,518	1,258	522	484	464	458	502	480	420	589	6,6
Laufen . . .	508	518	396	341	328	358	391	358	382	407	3,9
Münster . . .	1,268	1,209	896	1,002	1,024	859	920	807	711	780	9,4
Neuenstadt . .	182	250	209	134	176	98	163	206	160	217	1,7
Pruntrut . . .	3,325	4,250	1,658	1,597	1,602	1,661	1,315	1,712	1,857	1,552	20,5
V. Jura	**10,032**	**10,441**	**5,729**	**5,548**	**5,637**	**5,532**	**5,403**	**5,829**	**5,536**	**5,283**	**64,3**
Kanton	**22,399**	**24,434**	**18,371**	**19,457**	**20,436**	**17,727**	**17,620**	**15,447**	**18,176**	**16,720**	**210,**

Geschäfte der Anklagekammer.

Amtsbezirke und Geschwornenbezirke	Zahl der Angeschuldigten										
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1893—1902
Frutigen . . .	—	3	2	—	—	—	1	—	3	1	10
Interlaken . .	29	20	28	9	12	18	16	15	19	20	186
Konolfingen .	17	48	20	27	29	12	24	18	9	16	220
Oberhasle . .	1	8	6	2	7	—	3	3	25	10	65
Saanen . . .	1	—	4	2	—	5	6	7	3	12	40
O.-Simmenthal.	3	14	2	10	1	—	5	6	5	15	61
N.-Simmenthal.	10	5	18	3	9	9	6	20	25	6	111
Thun	39	43	33	38	19	13	14	24	43	13	279
I. Oberland	**100**	**141**	**113**	**91**	**77**	**57**	**75**	**93**	**132**	**93**	**972**
Bern	406	276	133	137	174	128	172	164	127	127	1844
Schwarzenburg	15	18	7	13	14	34	5	5	8	27	146
Seftigen . . .	24	17	20	9	24	8	10	11	14	14	151
II. Mittelland	**445**	**311**	**160**	**159**	**212**	**170**	**187**	**180**	**149**	**168**	**2141**
Aarwangen . .	19	37	21	23	12	13	15	21	8	6	175
Burgdorf . . .	31	42	48	64	41	52	21	17	18	18	352
Signau . . .	14	22	14	23	15	6	9	13	20	14	150
Trachselwald .	27	16	21	26	26	11	20	15	11	16	189
Wangen . . .	8	28	8	9	12	6	10	20	22	7	130
III. Emmenthal	**99**	**145**	**112**	**145**	**106**	**88**	**75**	**86**	**79**	**61**	**996**
Aarberg . . .	7	15	28	15	14	2	12	16	13	14	136
Biel	29	24	41	34	37	35	45	41	51	45	382
Büren	16	2	8	2	10	6	2	4	11	10	71
Erlach	8	15	26	11	5	2	11	13	8	3	102
Fraubrunnen .	11	17	22	11	14	3	14	20	10	3	125
Laupen . . .	3	7	7	7	2	9	54	13	1	6	109
Nidau	24	34	16	16	46	18	25	21	26	15	241
IV. Seeland	**98**	**114**	**148**	**96**	**128**	**75**	**163**	**128**	**120**	**96**	**1166**
Courtelary . .	75	27	16	26	15	15	22	33	32	41	302
Delsberg . . .	12	27	7	19	17	15	17	11	16	13	154
Freibergen . .	23	12	15	18	36	23	23	16	15	29	210
Laufen . . .	14	11	9	19	5	5	7	7	4	17	98
Münster . . .	14	10	20	3	13	21	7	14	14	10	126
Neuenstadt . .	5	3	—	4	6	2	4	8	4	4	40
Pruntrut . . .	32	23	9	31	39	64	44	71	54	43	410
V. Jura	**175**	**113**	**76**	**120**	**131**	**145**	**124**	**160**	**139**	**157**	**1340**
Kanton	**917**	**824**	**609**	**611**	**654**	**535**	**624**	**647**	**619**	**575**	**6615**

Geschäfte der Polizeirichter.

Amtsbezirke und Geschwornenbezirke	Zahl der Verurteilten									
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902
Frutigen . . .	95	79	120	139	81	104	113	126	147	14
Interlaken . .	1,068	792	627	648	834	663	744	830	858	6
Konolfingen . .	276	276	301	262	372	283	194	222	223	2
Oberhasle . .	276	233	240	194	202	177	236	228	172	1
Saanen . . .	121	88	107	74	122	128	142	129	74	1
O.-Simmenthal.	266	168	173	185	154	136	206	185	174	1
N.-Simmenthal.	159	185	146	230	203	267	283	241	233	2
Thun	747	756	819	820	864	669	744	654	710	6
I. Oberland	**3,008**	**2,577**	**2,533**	**2,552**	**2,832**	**2,427**	**2,662**	**2,615**	**2,591**	**2,4**
Bern	2,971	4,044	3,906	4,199	4,610	4,015	2,792	2,191	3,006	2,8
Schwarzenburg	256	223	256	224	299	227	238	211	187	1
Seftigen . . .	219	211	234	214	230	204	161	197	195	2
II. Mittelland	**3,446**	**4,478**	**4,396**	**4,637**	**5,139**	**4,446**	**3,191**	**2,599**	**3,388**	**3,1**
Aarwangen . .	213	346	497	419	502	349	244	323	328	3
Burgdorf . . .	518	515	499	570	541	394	382	335	365	3
Signau	242	277	211	251	244	292	225	250	285	2
Trachselwald .	299	227	316	191	219	168	207	150	179	1
Wangen . . .	292	314	375	430	412	367	299	317	232	2
III. Emmenthal	**1,564**	**1,679**	**1,898**	**1,861**	**1,918**	**1,570**	**1,357**	**1,375**	**1,389**	**1,3**
Aarberg . . .	311	265	289	250	310	305	282	270	224	2
Biel	1,476	2,045	883	1,808	1,960	825	1,654	813	1,865	1,1
Büren	117	133	195	200	251	187	226	194	167	2
Erlach	145	201	203	231	145	189	137	173	163	2
Fraubrunnen .	255	279	272	287	282	262	236	197	268	1
Laupen . . .	211	155	157	143	182	155	227	181	130	1
Nidau	477	487	531	527	563	377	540	445	535	4
IV. Seeland	**2,992**	**3,565**	**2,530**	**3,446**	**3,693**	**2,300**	**3,302**	**2,273**	**3,352**	**2,6**
Courtelary . .	1,524	1,485	856	1,012	1,043	988	1,004	1,096	918	8
Delsberg . . .	1,520	1,290	892	808	868	930	894	914	856	8
Freibergen . .	1,444	1,181	479	416	443	421	475	447	391	5
Laufen . . .	440	467	333	299	271	286	335	331	323	3
Münster . . .	1,193	1,149	840	937	933	769	855	763	671	6
Neuenstadt . .	172	230	191	103	159	84	126	160	136	2
Pruntrut . . .	3,243	4,074	1,464	1,396	1,481	1,434	1,209	1,475	1,455	1,3
V. Jura	**9,536**	**9,876**	**5,055**	**4,971**	**5,198**	**4,912**	**4,898**	**5,186**	**4,750**	**4,7**
Kanton	**20,546**	**22,175**	**16,412**	**17,467**	**18,780**	**15,655**	**15,410**	**14,048**	**15,470**	**14,4**

Geschäfte der korrektionellen Richter.

Amtsbezirke und Amtsverwesereibezirke	Zahl der Angeschuldigten										
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1893—1902
...tigen . . .	22	18	10	10	10	12	10	12	13	13	130
...erlaken . .	47	45	41	66	72	49	60	46	100	113	639
...olfingen .	56	48	53	53	62	41	59	51	54	50	527
...erhasle . .	32	30	14	15	14	26	4	9	5	9	158
...nen . . .	2	19	13	22	17	23	16	17	15	21	165
Simmenthal.	12	12	11	11	9	4	11	18	25	25	138
Simmenthal.	17	9	13	18	9	55	34	34	33	43	265
...n	145	122	94	124	117	91	73	179	104	73	1,122
I. Oberland	**333**	**303**	**249**	**319**	**310**	**301**	**267**	**366**	**349**	**347**	**3,144**
...n	994	888	521	570	660	630	936	516	624	1,124	7,463
...warzenburg	73	48	39	46	43	26	54	47	56	68	500
...ligen . . .	89	49	40	37	37	28	45	40	61	62	488
...l. Mittelland	**1,156**	**985**	**600**	**653**	**740**	**684**	**1,035**	**603**	**741**	**1,254**	**8,451**
...wangen . .	113	111	113	66	59	91	54	63	76	83	829
...gdorf . . .	102	75	75	57	88	78	83	76	68	108	810
...au	79	51	63	44	35	42	28	38	50	44	474
...chselwald .	89	82	59	83	72	58	34	76	50	32	635
...ngen . . .	101	62	60	66	60	61	41	52	84	48	635
Emmenthal	**484**	**381**	**370**	**316**	**314**	**330**	**240**	**305**	**328**	**315**	**3,383**
...berg . . .	63	36	43	40	48	52	45	65	39	46	477
... .	386	386	396	313	433	348	334	518	384	617	4,115
...en	27	23	29	42	26	22	19	26	22	15	251
...ch	38	29	32	25	22	17	57	34	39	20	313
...ubrunnen .	97	77	57	92	113	88	55	62	66	53	760
...pen . . .	59	59	33	24	33	31	41	26	39	14	359
...au	115	90	62	74	103	98	105	97	109	61	914
IV. Seeland	**785**	**700**	**652**	**610**	**778**	**656**	**656**	**828**	**698**	**826**	**7,189**
...telary . .	247	272	218	306	359	303	288	226	222	190	2,631
...berg . . .	100	132	184	135	138	155	146	171	113	114	1,388
...burgen . .	169	129	124	74	102	115	102	106	108	115	1,144
...len . . .	49	71	65	48	64	22	64	36	49	47	515
...ter . . .	203	188	107	131	190	219	117	172	207	258	1,792
...enstadt . .	48	33	12	31	20	22	36	15	33	41	291
...trut . . .	391	465	554	341	317	360	310	251	341	369	3,699
V. Jura	**1,207**	**1,290**	**1,264**	**1,066**	**1,190**	**1,196**	**1,063**	**977**	**1,073**	**1,134**	**11,460**
Kanton	**3,965**	**3,659**	**3,135**	**2,964**	**3,332**	**3,167**	**3,261**	**3,079**	**3,189**	**3,876**	**33,627**

Geschäfte der korrektionellen Richter.

Amtsbezirke und Geschwornenbezirke	Zahl der Freigesprochenen									
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902
Frutigen . . .	—	1	—	3	2	4	1	—	1	—
Interlaken . .	4	4	8	31	7	6	7	6	15	13
Konolfingen. .	13	4	15	17	15	8	9	6	7	6
Oberhasle . .	10	6	4	1	—	4	—	—	—	—
Saanen . . .	—	—	1	1	1	—	1	4	6	8
O.-Simmenthal.	3	4	3	—	—	1	1	3	3	3
N.-Simmenthal.	3	5	—	5	1	15	8	3	3	12
Thun	46	26	19	32	7	12	6	21	16	8
I. Oberland	**79**	**50**	**50**	**90**	**33**	**50**	**33**	**43**	**51**	**50**
Bern	182	72	61	50	67	50	408	136	228	444
Schwarzenburg	8	18	7	9	3	2	4	9	8	14
Seftigen . . .	16	13	9	12	9	9	8	5	20	19
II. Mittelland	**206**	**103**	**77**	**71**	**79**	**61**	**420**	**150**	**256**	**477**
Aarwangen . .	30	13	7	2	4	10	2	1	12	25
Burgdorf . . .	28	5	6	2	16	12	26	14	8	15
Signau. . . .	28	24	18	12	1	1	—	5	10	6
Trachselwald .	35	19	19	19	22	12	5	17	10	5
Wangen . . .	21	21	15	13	15	12	4	7	6	1
III. Emmenthal	**142**	**82**	**65**	**48**	**58**	**47**	**37**	**44**	**46**	**52**
Aarberg . . .	7	3	5	3	3	14	3	4	3	3
Biel	46	89	142	123	157	110	85	97	16	146
Büren	4	5	2	17	2	5	—	6	2	1
Erlach	2	1	1	1	—	3	11	4	7	—
Fraubrunnen .	24	17	11	30	35	21	14	8	21	9
Laupen . . .	19	22	8	3	1	4	1	3	20	1
Nidau	46	23	13	18	15	25	35	37	33	12
IV. Seeland	**148**	**160**	**182**	**195**	**213**	**182**	**149**	**159**	**102**	**172**
Courtelary . .	62	45	38	59	86	31	44	26	30	23
Delsberg . . .	30	28	43	36	29	44	36	50	41	38
Freibergen . .	45	28	27	18	32	20	14	24	12	26
Laufen . . .	4	24	16	6	13	4	23	2	7	20
Münster . . .	35	26	19	28	23	32	21	16	44	122
Neuenstadt . .	5	—	1	9	2	2	9	4	8	1
Pruntrut . . .	104	129	166	63	60	99	78	52	71	149
V. Jura	**285**	**280**	**310**	**219**	**245**	**232**	**225**	**174**	**213**	**37**
Kanton	**860**	**675**	**684**	**623**	**628**	**572**	**864**	**570**	**668**	**1**

Geschäfte der korrektionellen Richter.

Amtsbezirke und Schwurgerichtsbezirke	Zahl der Verurteilten										
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1893—1902
tigen . . .	22	17	10	7	8	8	9	12	12	13	118
rlaken . .	43	41	33	35	65	43	53	40	85	100	538
olfingen . .	43	44	38	36	47	33	50	45	47	44	427
rhasle . .	22	24	10	14	14	22	4	9	5	9	133
nen . . .	2	19	12	21	16	23	15	13	9	13	143
Simmenthal.	9	8	8	11	9	3	10	15	22	22	117
Simmenthal.	14	4	13	13	8	40	26	31	30	31	210
n	99	96	75	92	110	79	67	158	88	65	929
I. Oberland	**254**	**253**	**199**	**229**	**277**	**251**	**234**	**323**	**298**	**297**	**2,615**
n	812	816	460	520	593	580	528	380	396	680	5,765
warzenburg	65	30	32	37	40	24	50	38	48	54	418
lgen . . .	73	36	31	25	28	19	37	35	41	43	368
Mittelland	**950**	**882**	**523**	**582**	**661**	**623**	**615**	**453**	**485**	**777**	**6,551**
wangen . .	83	98	106	64	55	81	52	62	64	58	723
gdorf . . .	74	70	69	55	72	66	57	62	60	93	678
au	51	58	45	32	34	41	28	33	40	38	400
chselwald .	54	32	40	64	50	46	29	59	40	27	441
gen . . .	80	41	45	53	45	49	37	45	78	47	520
Emmenthal	**342**	**299**	**305**	**268**	**256**	**283**	**203**	**261**	**282**	**263**	**2,762**
berg . . .	56	33	38	37	45	38	42	61	36	43	429
. . . . .	340	297	254	190	276	238	249	421	368	471	3,104
en	23	18	27	25	24	17	19	20	20	14	207
ch	36	28	31	24	22	14	46	30	32	20	283
ubrunnen .	73	60	46	62	78	67	41	54	45	44	570
pen . . .	40	37	25	21	32	27	40	23	19	13	277
au	69	67	49	56	88	73	70	60	76	49	657
IV. Seeland	**637**	**540**	**470**	**415**	**565**	**474**	**507**	**669**	**596**	**654**	**5,527**
telary . .	185	227	180	247	273	272	244	200	192	167	2,187
berg . . .	70	104	141	99	109	111	110	121	72	76	1,013
bergen . .	124	101	97	56	70	95	88	82	96	89	898
fen . . .	45	47	49	42	51	18	41	34	42	27	396
ster . . .	168	162	88	103	167	187	96	156	163	136	1,426
enstadt . .	43	33	11	22	13	20	27	11	25	40	250
ntrut . . .	287	336	388	278	257	261	232	199	270	220	2,728
V. Jura	**922**	**1010**	**954**	**847**	**945**	**964**	**838**	**803**	**860**	**755**	**8,898**
Kanton	**3105**	**2984**	**2451**	**2341**	**2704**	**2595**	**2397**	**2509**	**2521**	**2746**	**26,353**

Geschäfte der korrektionellen Gerichte.

Amtsbezirke und Geschwornenbezirke	Aufhebung durch übereinstimmenden Beschluss des Untersuchungsrichters und Staats									
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902
Frutigen . . .	114	85	86	98	99	96	76	81	77	58
Interlaken . .	12	14	11	11	18	15	26	21	32	35
Konolfingen . .	84	124	132	121	134	116	110	85	93	92
Oberhasle . .	82	78	59	53	59	34	88	77	51	72
Saanen . . .	47	51	44	43	40	61	47	50	42	45
O.-Simmenthal.	72	83	66	71	51	62	84	80	92	101
N.-Simmenthal.	62	56	69	70	85	83	80	75	56	68
Thun	154	174	154	155	149	157	108	177	161	171
I. Oberland	**627**	**665**	**621**	**622**	**635**	**624**	**619**	**646**	**604**	**642**
Bern	126	135	120	125	161	152	175	170	161	160
Schwarzenburg	26	44	26	35	77	13	23	29	28	36
Seftigen . . .	26	33	62	69	115	74	82	82	86	101
II. Mittelland	**178**	**212**	**208**	**229**	**353**	**239**	**280**	**281**	**275**	**297**
Aarwangen . .	124	147	159	153	132	125	133	152	155	200
Burgdorf . . .	89	147	160	146	156	140	163	161	123	117
Signau	21	36	45	25	30	31	24	41	54	53
Trachselwald .	58	55	73	8	22	41	71	56	39	29
Wangen . . .	122	115	96	85	106	109	102	118	100	104
III. Emmenthal	**414**	**500**	**533**	**417**	**446**	**446**	**493**	**528**	**471**	**509**
Aarberg . . .	108	124	104	136	104	138	105	115	107	99
Biel	89	87	125	198	207	191	167	105	228	187
Büren	128	121	146	143	152	120	133	131	106	152
Erlach	33	41	36	50	53	57	55	115	49	38
Fraubrunnen .	97	88	75	138	111	107	97	106	113	107
Laupen . . .	48	43	35	38	47	61	76	52	13	45
Nidau	114	88	95	74	83	63	134	93	61	39
IV. Seeland	**617**	**592**	**616**	**777**	**757**	**737**	**767**	**717**	**677**	**667**
Courtelary . .	102	80	90	121	172	154	133	217	189	147
Delsberg . . .	11	66	25	75	22	84	26	86	48	115
Freibergen . .	25	26	15	41	26	81	38	34	68	52
Laufen . . .	74	94	50	75	23	94	60	100	31	56
Münster . . .	36	28	37	141	65	125	36	144	101	98
Neuenstadt . .	7	32	41	35	19	13	5	10	8	3
Pruntrut . . .	32	21	15	141	169	170	89	173	194	170
V. Jura	**287**	**347**	**273**	**629**	**496**	**721**	**387**	**764**	**639**	**621**
Kanton	**2,123**	**2,316**	**2,251**	**2,674**	**2,687**	**2,767**	**2,546**	**2,936**	**2,656**	**2,736**

Geschäfte der korrektionellen Gerichte.

...tsbezirks und ...wesenbezirks	Zahl der Angeschuldigten										
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1893—1902
...gen . . .	6	8	8	2	—	5	4	11	5	3	52
...haken . .	37	58	43	33	26	41	32	51	33	25	379
...lfingen .	17	43	30	31	17	19	39	20	19	13	248
...haale . .	8	3	2	12	3	5	3	3	3	13	55
...en . . .	3	5	3	2	5	2	2	4	10	3	39
...immenthal .	7	13	4	3	5	4	3	7	6	5	57
...mmenthal .	27	10	2	13	27	12	16	15	20	12	154
)	78	46	34	42	35	42	35	44	45	40	431
I. Oberland	**173**	**186**	**126**	**138**	**118**	**130**	**134**	**155**	**141**	**114**	**1,415**
. . . . .	324	266	336	305	389	346	322	276	269	347	3,180
...arzenburg	16	13	23	9	18	17	11	11	4	5	127
...gen . . .	21	28	21	17	11	13	19	29	22	16	197
Mittelland	**361**	**307**	**380**	**331**	**418**	**376**	**352**	**316**	**295**	**368**	**3,504**
...rangen . .	50	53	42	34	19	31	31	31	48	25	364
...dorf . . .	41	66	36	42	38	67	49	31	36	37	443
...u	32	24	26	21	20	11	22	20	14	19	209
...hselwald .	31	34	15	29	31	34	25	14	13	27	253
...gen . . .	21	15	16	17	23	25	17	17	23	15	189
Emmenthal	**175**	**192**	**135**	**143**	**131**	**168**	**144**	**113**	**134**	**123**	**1,458**
...erg . . .	19	26	25	7	19	15	16	12	21	25	185
. . . . .	74	71	81	73	53	48	42	52	48	69	611
...n	6	21	11	6	12	8	12	10	6	6	98
...h	18	8	19	11	11	11	13	7	7	11	116
...brunnen .	40	16	15	11	18	25	15	19	14	23	196
...en . . .	10	11	7	5	7	13	6	6	1	9	74
...u	19	42	21	24	25	32	14	23	21	21	242
V. Seeland	**186**	**195**	**179**	**137**	**145**	**152**	**118**	**129**	**118**	**164**	**1,523**
...elnay . .	63	63	74	69	54	59	50	52	87	40	611
...berg . . .	59	51	48	35	24	34	28	44	41	24	388
...ergen . .	69	38	24	51	45	57	57	58	59	50	508
...en . . .	19	29	40	56	37	24	49	19	18	25	316
...ier . . .	71	48	64	61	64	68	39	54	67	46	582
...nstadt . .	13	6	9	3	4	6	1	4	6	6	58
...drut . . .	114	87	77	135	93	99	73	84	100	123	985
V. Jura	**408**	**322**	**336**	**410**	**321**	**347**	**297**	**315**	**378**	**314**	**3,448**
Kanton	**1,303**	**1,202**	**1,156**	**1,159**	**1,133**	**1,173**	**1,045**	**1,028**	**1,066**	**1,083**	**11,348**

Geschäfte der korrektionellen Gerichte.

Amtsbezirke und Geschwornenbezirke	Zahl der Freigesprochenen										Total
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	
Frutigen . . .	1	1	—	—	—	—	—	5	—	—	
Interlaken . .	3	8	12	6	3	1	4	10	8	3	
Konolfingen .	4	7	4	7	1	4	13	6	2	2	
Oberhasle . .	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	
Saanen . . .	—	1	—	—	1	—	—	—	4	—	
O.-Simmenthal.	4	—	—	—	—	—	1	1	—	—	
N.-Simmenthal.	3	1	1	1	1	3	2	2	6	2	
Thun	12	13	2	—	3	7	2	8	10	12	
I. Oberland	**27**	**31**	**20**	**14**	**9**	**15**	**23**	**32**	**30**	**20**	
Bern	53	48	45	49	99	73	45	53	78	58	
Schwarzenburg	2	1	1	—	1	2	1	1	1	1	
Seftigen . . .	6	3	—	1	4	1	3	17	1	1	
II. Mittelland	**61**	**52**	**46**	**50**	**104**	**76**	**49**	**71**	**80**	**60**	
Aarwangen . .	6	11	3	4	2	4	3	3	4	3	
Burgdorf . . .	6	8	4	4	11	3	3	—	3	4	
Signau . . .	6	3	6	2	5	2	4	2	—	1	
Trachselwald .	6	6	1	6	5	8	2	3	2	4	
Wangen . . .	—	1	—	1	6	3	—	1	—	1	
III. Emmenthal	**24**	**29**	**14**	**17**	**29**	**20**	**12**	**9**	**9**	**13**	
Aarberg . . .	2	2	3	—	1	1	—	—	2	9	
Biel	8	9	5	3	13	5	7	7	16	7	
Büren	3	8	—	—	—	3	—	—	—	—	
Erlach	3	—	7	1	—	—	1	—	—	3	
Fraubrunnen .	9	—	1	1	4	2	4	7	2	2	
Laupen . . .	4	2	1	—	1	—	—	—	—	—	
Nidau	3	14	9	2	3	13	3	5	1	5	
IV. Seeland	**32**	**35**	**26**	**7**	**22**	**24**	**15**	**19**	**21**	**26**	
Courtelary . .	14	11	23	10	4	5	17	14	20	10	
Delsberg . . .	20	15	12	3	6	8	8	9	12	4	
Freibergen . .	23	7	7	6	16	8	9	11	9	5	
Laufen . . .	6	6	7	16	16	8	15	2	3	6	
Münster . . .	14	6	11	14	11	10	5	11	14	5	
Neuenstadt . .	2	3	4	2	—	1	—	—	—	3	
Pruntrut . . .	46	21	43	51	26	29	22	32	47	51	
V. Jura	**125**	**69**	**107**	**102**	**79**	**69**	**76**	**79**	**105**		
Kanton	**269**	**216**	**213**	**190**	**243**	**204**	**175**	**210**	**245**		

Geschäfte der korrektionellen Gerichte.

...zirke ...d ...nhezirke	Zahl der Verurteilten										
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1893—1902
n . . .	5	7	8	2	—	5	4	6	5	3	45
ten . .	34	50	31	27	23	40	28	41	25	22	321
ngen . .	13	36	26	24	16	15	26	14	17	11	198
sle . .	8	3	1	12	3	5	2	3	3	12	52
. . .	3	4	3	2	4	2	2	4	6	3	33
nenthal .	3	13	4	3	5	4	2	6	6	5	51
nenthal .	24	9	1	12	26	9	14	13	14	10	132
. . . .	56	33	32	42	32	35	33	36	35	28	362
Oberland	**146**	**155**	**106**	**124**	**109**	**115**	**111**	**123**	**111**	**94**	**1,194**
. . . .	271	218	291	256	290	273	277	223	191	289	2,579
zenburg	14	12	22	9	17	15	10	10	3	4	116
n . . .	15	25	21	16	7	12	16	12	21	15	160
Mittelland	**300**	**255**	**334**	**281**	**314**	**300**	**303**	**245**	**215**	**308**	**2,855**
ngen . .	44	42	39	30	17	27	28	28	44	22	321
rf . . .	35	58	32	38	27	64	46	31	33	33	397
. . . .	26	31	20	19	15	9	18	18	14	18	188
lwald .	25	18	14	23	26	26	23	11	11	23	200
n . . .	21	14	16	16	17	22	17	16	23	14	176
menthal	**151**	**163**	**121**	**126**	**102**	**148**	**132**	**104**	**125**	**110**	**1,282**
g . . .	17	24	22	7	18	14	16	12	19	16	165
. . . .	66	62	76	70	40	43	35	45	32	62	531
. . . .	3	13	11	6	12	5	12	10	6	6	84
. . . .	15	8	12	10	11	11	12	7	7	8	101
unnen .	31	16	14	10	14	23	11	12	12	21	164
. . . .	6	9	6	5	6	13	6	6	1	9	67
. . . .	16	28	12	22	22	19	11	18	20	16	184
Seeland	**154**	**160**	**153**	**130**	**123**	**128**	**103**	**110**	**97**	**138**	**1,296**
ary . .	49	52	51	59	50	54	33	38	67	30	483
g . . .	39	36	36	32	18	26	20	35	29	20	291
gen . .	46	31	17	45	29	49	48	47	50	45	407
. . . .	13	23	33	40	26	16	34	17	15	19	231
. . . .	57	42	53	47	53	58	34	43	53	41	481
tadt . .	11	3	5	1	4	5	1	4	6	3	43
t . . .	68	66	34	84	67	70	51	52	53	72	617
V. Jura	**283**	**253**	**229**	**308**	**242**	**278**	**221**	**236**	**273**	**230**	**2,553**
Kanton	**1034**	**986**	**943**	**969**	**890**	**969**	**870**	**818**	**821**	**880**	**9,180**

Geschäfte der Assisen.

Amtsbezirke und Geschwornenbezirke	Zahl der von den Assisen behandelten Geschäfte										
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	Total
Frutigen . . .	—	1	2	—	—	—	1	—	—	1	
Interlaken . .	6	5	5	5	2	1	4	1	7	2	
Konolfingen . .	4	10	3	2	4	3	1	3	—	3	
Oberhasle . .	—	3	1	1	1	1	1	—	3	4	
Saanen . . .	—	1	1	2	—	1	1	2	—	1	
O.-Simmenthal.	1	3	2	1	2	—	—	1	—	2	
N.-Simmenthal.	2	1	3	3	—	—	2	—	4	3	
Thun	3	8	6	9	4	4	7	—	8	8	
I. Oberland	**16**	**32**	**23**	**23**	**13**	**10**	**17**	**7**	**22**	**24**	
Bern	30	55	20	27	33	22	23	21	22	19	
Schwarzenburg	1	2	1	3	—	2	1	1	1	4	
Seftigen . . .	2	7	—	2	4	3	4	1	3	4	
II. Mittelland	**33**	**64**	**21**	**32**	**37**	**27**	**38**	**23**	**26**	**27**	
Aarwangen . .	—	8	3	9	4	2	—	6	3	5	
Burgdorf . . .	6	10	9	15	11	7	6	1	7	3	
Signau	8	7	3	7	4	1	—	5	3	3	
Trachselwald .	1	5	1	8	4	3	1	5	1	4	
Wangen . . .	6	4	2	5	3	1	1	2	6	3	
III. Emmenthal	**21**	**34**	**18**	**44**	**26**	**14**	**8**	**19**	**20**	**18**	
Aarberg . . .	2	3	6	1	3	3	1	5	2	5	
Biel	5	4	12	7	7	16	11	8	12	14	
Büren	4	5	1	—	—	3	—	1	1	2	
Erlach	1	3	5	—	1	1	3	1	—	—	
Fraubrunnen .	5	6	5	2	2	2	4	3	1	2	
Laupen . . .	1	2	2	—	—	—	3	1	—	—	
Nidau	2	7	3	2	4	6	3	5	5	—	
IV. Seeland	**20**	**30**	**34**	**12**	**17**	**31**	**25**	**24**	**21**	**23**	
Courtelary . .	10	8	9	6	10	4	6	9	5	9	
Delsberg . . .	2	8	1	3	4	3	4	—	4	2	
Freibergen . .	5	2	2	5	10	3	3	5	4	3	
Laufen . . .	5	1	3	2	1	1	—	4	1	3	
Münster . . .	6	5	7	4	5	7	3	3	5	8	
Neuenstadt . .	—	2	—	2	2	1	—	—	2	—	
Pruntrut . . .	6	4	3	8	9	13	5	8	8	9	
V. Jura	**34**	**30**	**25**	**30**	**41**	**32**	**21**	**29**	**29**	**34**	
Kanton	**124**	**190**	**121**	**141**	**134**	**114**	**109**	**102**	**118**	**19**	

Geschäfte der Assisen.

	Zahl der Angeklagten										
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1893—1902
. . .	—	1	2	—	—	—	1	—	—	1	5
en . .	10	9	10	6	5	2	4	1	10	2	59
gen .	7	34	9	5	12	4	4	7	—	3	85
le . .	—	4	2	1	1	1	1	—	3	10	23
. . .	—	1	1	2	—	1	1	2	—	1	9
enthal.	2	9	3	1	4	—	—	1	—	8	28
enthal.	5	1	3	3	—	—	2	—	4	3	21
. . .	14	11	9	17	5	5	7	—	8	10	86
berland	**38**	**70**	**39**	**35**	**27**	**13**	**20**	**11**	**25**	**38**	**316**
. . .	60	172	28	33	56	41	54	39	34	23	540
enburg	1	2	1	3	—	7	1	2	1	8	26
. . .	3	8	—	2	12	3	4	4	4	4	44
telland	**64**	**182**	**29**	**38**	**68**	**51**	**59**	**45**	**39**	**35**	**610**
gen . .	—	12	7	16	4	3	—	7	3	5	57
. . .	6	16	17	27	26	15	6	3	7	3	126
. . .	8	7	3	7	9	1	—	6	4	5	50
wald .	1	5	5	14	5	5	2	5	1	5	48
. . .	6	12	2	5	3	1	1	2	8	3	43
nenthal	**21**	**52**	**34**	**69**	**47**	**25**	**9**	**23**	**23**	**21**	**324**
. . .	2	3	15	3	3	3	2	5	3	7	46
. . .	6	8	24	15	7	17	15	14	15	14	135
. . .	6	5	1	—	—	3	—	1	1	6	23
. . .	2	3	6	—	1	1	6	1	—	—	20
nnen .	11	9	10	3	4	2	6	4	1	2	52
. . .	3	2	3	—	—	—	14	2	—	—	24
. . .	3	11	5	2	4	11	3	7	8	—	54
Seeland	**33**	**41**	**64**	**23**	**19**	**37**	**46**	**34**	**28**	**29**	**354**
ry . .	26	35	13	11	12	6	9	13	9	23	157
. . .	7	10	1	7	4	7	4	—	10	2	52
en . .	9	2	2	10	13	5	4	8	8	10	71
. . .	7	1	3	3	1	1	—	8	1	3	28
. . .	8	6	12	5	6	15	4	6	6	11	79
dt . .	—	2	—	2	3	1	—	—	2	—	10
. . .	7	7	3	8	17	15	8	14	10	11	100
. Jura	**64**	**63**	**34**	**46**	**56**	**50**	**29**	**49**	**46**	**60**	**497**
Kanton	**220**	**408**	**200**	**211**	**217**	**176**	**163**	**162**	**161**	**183**	**2101**

Geschäfte der Assisen.

Amtsbezirke und Geschwornenbezirke	Zahl der Freigesprochenen										
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	Total
Frutigen . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Interlaken . .	4	—	5	2	3	—	—	—	—	1	
Konolfingen .	—	10	4	—	2	1	—	1	—	—	
Oberhasle . .	—	—	1	1	—	—	—	—	1	—	
Saanen . . .	—	1	—	1	—	—	—	2	—	—	
O.-Simmenthal.	2	3	2	1	—	—	—	1	—	7	
N.-Simmenthal.	1	—	—	1	—	—	1	—	1	1	
Thun	6	1	1	6	2	1	1	—	2	4	
I. Oberland	**13**	**15**	**13**	**12**	**7**	**2**	**2**	**4**	**4**	**13**	
Bern	16	38	6	3	13	11	15	10	6	5	
Schwarzenburg	—	—	—	1	—	1	—	1	—	3	
Seftigen . . .	—	2	—	1	6	1	1	—	2	1	
II. Mittelland	**16**	**40**	**6**	**5**	**19**	**13**	**16**	**11**	**8**	**9**	
Aarwangen . .	—	5	3	3	—	—	—	3	—	—	
Burgdorf . . .	1	6	5	5	8	7	2	—	—	—	
Signau . . .	2	1	1	2	1	—	—	3	—	—	
Trachselwald .	—	2	1	3	2	—	2	—	1	1	
Wangen . . .	1	5	1	—	1	—	1	—	1	1	
III. Emmenthal	**4**	**19**	**11**	**13**	**12**	**7**	**5**	**6**	**2**	**2**	
Aarberg . . .	—	—	3	—	—	—	—	1	—	2	
Biel	—	3	3	1	2	2	2	—	2	1	
Büren	5	2	—	—	—	—	—	—	—	—	
Erlach	—	1	—	—	—	—	3	—	—	—	
Fraubrunnen .	7	1	3	—	2	1	1	—	—	—	
Laupen . . .	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Nidau	1	1	3	—	1	6	—	1	4	—	
IV. Seeland	**15**	**8**	**12**	**1**	**5**	**9**	**6**	**2**	**6**	**3**	
Courtelary . .	6	3	2	7	1	—	1	4	3	1	
Delsberg . . .	—	3	—	4	1	1	—	—	4	—	
Freibergen . .	1	—	—	1	2	1	—	1	4	2	
Laufen . . .	3	1	—	1	1	—	—	3	—	—	
Münster . . .	3	2	3	1	—	4	—	5	—	3	
Neuenstadt . .	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	
Pruntrut . . .	—	—	—	2	7	4	6	4	3	3	
V. Jura	**13**	**9**	**5**	**17**	**12**	**10**	**7**	**17**	**14**	**9**	
Kanton	**61**	**91**	**47**	**48**	**55**	**41**	**36**	**40**	**34**		

Geschäfte der Assisen.

...bezirks und ...nsbezirks	Zahl der Verurteilten										
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1893—1902
...gen . . .	—	1	2	—	—	—	1	—	—	1	5
...aken . .	6	9	5	4	2	2	4	1	10	1	44
...fingen .	7	24	5	5	10	3	4	6	—	3	67
...asle . .	—	4	1	—	1	1	1	—	2	10	20
...n . . .	—	—	1	1	—	1	1	—	—	1	5
...mmenthal.	—	6	1	—	4	—	—	—	—	1	12
...mmenthal.	4	1	3	2	—	—	1	—	3	2	16
. . . . .	8	10	8	11	3	4	6	—	6	6	62
...Oberland	**25**	**55**	**26**	**23**	**20**	**11**	**18**	**7**	**21**	**25**	**231**
. . . . .	44	134	22	30	43	30	39	29	28	18	417
...arzenburg	1	2	1	2	—	6	1	1	1	5	20
...en . . .	3	6	—	1	6	2	3	4	2	3	30
...Mittelland	**48**	**142**	**23**	**33**	**49**	**38**	**43**	**34**	**31**	**26**	**467**
...angen . .	—	7	4	14	4	3	—	4	3	5	44
...dorf . . .	5	10	12	22	18	8	4	3	7	3	92
...n . . .	6	6	2	4	8	1	—	3	4	5	39
...selwald .	1	3	4	11	3	5	—	5	—	4	36
...en . . .	5	7	1	5	2	1	—	2	7	2	32
...mmenthal	**17**	**33**	**23**	**56**	**35**	**18**	**4**	**17**	**21**	**19**	**243**
...rg . . .	2	3	12	3	3	3	2	4	3	5	40
. . . . .	6	5	21	14	5	15	13	14	13	13	119
. . . . .	1	3	1	—	—	3	—	1	1	6	16
. . . . .	2	2	6	—	1	1	3	1	—	—	16
...runnen .	4	8	7	3	2	1	5	4	1	2	37
...n . . .	1	2	3	—	—	—	14	2	—	—	22
. . . . .	2	10	2	2	3	5	3	6	4	—	37
...V. Seeland	**18**	**33**	**52**	**22**	**14**	**28**	**40**	**32**	**22**	**26**	**287**
...elary . .	20	32	11	4	11	6	8	9	6	22	129
...erg . . .	7	7	1	3	3	6	4	—	6	2	39
...ergen . .	8	2	2	9	11	4	4	7	4	8	59
...n . . .	4	—	3	2	—	1	—	5	1	3	19
...er . . .	5	4	9	4	6	11	4	1	6	8	58
...stadt . .	—	2	—	1	3	1	—	—	2	—	9
...rut . . .	7	7	3	6	10	11	2	10	7	8	71
V. Jura	**51**	**54**	**29**	**29**	**44**	**40**	**22**	**32**	**32**	**51**	**384**
Kanton	**159**	**317**	**153**	**163**	**162**	**135**	**127**	**122**	**127**	**147**	**1612**

Geschäfte der Kriminalkammer.

Amtsbezirke und Geschwornenbezirke	Zahl der von der Kriminalkammer behandelten Geschäf									
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902
Frutigen . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
Interlaken . .	1	—	—	—	—	1	1	1	1	1
Konolfingen. .	1	1	—	1	3	—	—	1	—	4
Oberhasle . .	—	—	1	—	1	—	—	1	1	—
Saanen . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
O.-Simmenthal.	—	1	—	—	—	—	1	—	1	—
N.-Simmenthal.	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Thun	2	1	—	2	4	1	2	2	2	—
I. Oberland	**4**	**4**	**1**	**3**	**8**	**2**	**4**	**5**	**6**	**6**
Bern	1	5	10	5	8	9	5	7	7	7
Schwarzenburg	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Seftigen . . .	—	—	—	1	2	—	—	2	—	3
II. Mittelland	**1**	**6**	**10**	**6**	**10**	**9**	**6**	**9**	**7**	**10**
Aarwangen . .	—	3	3	2	1	2	1	1	3	—
Burgdorf . . .	3	—	—	—	—	4	—	—	—	3
Signau. . . .	1	—	1	2	—	—	—	—	3	—
Trachselwald .	—	1	3	3	1	1	—	—	1	—
Wangen . . .	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—
III. Emmenthal	**4**	**4**	**8**	**7**	**2**	**7**	**1**	**1**	**8**	**3**
Aarberg . . .	—	1	2	1	3	—	2	1	2	—
Biel	1	—	3	1	2	2	1	3	2	5
Büren	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Erlach	—	—	1	—	3	—	—	—	—	1
Fraubrunnen .	—	—	1	1	—	3	—	—	—	—
Laupen . . .	—	—	—	—	1	—	2	—	—	—
Nidau	2	1	—	1	2	1	2	—	1	—
IV. Seeland	**3**	**2**	**7**	**4**	**12**	**6**	**7**	**4**	**5**	**6**
Courtelary . .	1	—	—	1	1	1	—	2	1	1
Delsberg . . .	—	1	—	—	—	—	2	2	—	1
Freibergen . .	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Laufen . . .	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—
Münster . . .	—	—	—	—	—	2	—	1	—	—
Neuenstadt . .	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Pruntrut . . .	1	1	—	—	1	—	—	1	3	1
V. Jura	**2**	**3**	**—**	**2**	**2**	**3**	**2**	**6**	**6**	**3**
Kanton	**14**	**19**	**26**	**22**	**34**	**27**	**20**	**25**	**32**	**28**

Geschäfte der Kriminalkammer.

sbezirke und ernsbezirke	Zahl der Angeklagten										
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1893—1902
en . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
aken . .	1	—	—	—	—	1	5	1	1	1	10
fingen .	2	1	—	1	3	—	—	2	—	4	13
asle . .	—	—	1	—	1	—	—	1	1	—	4
n . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
mmenthal.	—	1	—	—	—	—	1	—	2	—	4
nmenthal.	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
. . . .	2	1	—	2	4	1	2	2	2	—	16
Oberland	**5**	**4**	**1**	**3**	**8**	**2**	**8**	**6**	**7**	**6**	**50**
. . . .	1	5	10	5	8	14	5	10	12	8	78
arzenburg	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	2
en . . .	—	—	—	1	2	—	—	2	—	3	8
Mittelland	**1**	**6**	**10**	**6**	**10**	**14**	**6**	**12**	**12**	**11**	**88**
angen . .	—	3	3	2	1	2	1	1	3	—	16
lorf . . .	3	—	—	—	—	8	—	—	—	4	15
n . . .	1	—	1	2	—	—	—	—	3	—	7
selwald .	—	1	3	3	1	1	—	—	1	—	10
en . . .	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	2
mmenthal	**4**	**4**	**8**	**7**	**2**	**11**	**1**	**1**	**8**	**4**	**50**
rg . . .	—	1	2	1	3	—	2	3	2	—	14
. . . .	1	—	3	1	2	2	1	3	2	7	22
. . . .	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
n . . .	—	—	1	—	3	—	—	—	—	2	6
runnen .	—	—	1	1	—	3	—	—	—	—	5
en . . .	—	—	—	—	1	—	2	—	—	—	3
. . . .	2	1	—	1	4	1	2	—	1	—	12
. Seeland	**3**	**2**	**7**	**4**	**14**	**6**	**7**	**6**	**5**	**9**	**63**
elary . .	1	—	—	1	1	1	—	3	1	1	9
erg . . .	—	1	—	—	—	—	2	2	—	1	6
rgen . .	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
n . . .	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	3
er . . .	—	—	—	—	—	4	—	1	—	—	5
stadt . .	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
rut . . .	1	1	—	—	1	—	—	1	4	1	9
V. Jura	**2**	**3**	**—**	**3**	**2**	**5**	**2**	**7**	**7**	**3**	**34**
Kanton	**15**	**19**	**26**	**23**	**36**	**38**	**24**	**32**	**39**	**33**	**285**

Geschäfte der Kriminalkammer.

Amtsbezirke und Geschwornenbezirke	Zahl der Freigesprochenen										
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	Total
Frutigen . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Interlaken . .	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	
Konolfingen .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Oberhasle . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Saanen . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
O.-Simmenthal.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
N.-Simmenthal.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Thun	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
I. **Oberland**	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	
Bern	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	
Schwarzenburg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Seftigen . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
II. **Mittelland**	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	
Aarwangen . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Burgdorf . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Signau . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Trachselwald .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Wangen . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
III. **Emmenthal**	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Aarberg . . .	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	
Biel	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	
Büren	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Erlach	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Fraubrunnen .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Laupen . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Nidau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
IV. **Seeland**	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
Courtelary . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Delsberg . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Freibergen . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Laufen . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Münster . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Neuenstadt . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Pruntrut . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
V. **Jura**	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Kanton	1	—	—	—	—	1	1	2	1	*	

Geschäfte der Kriminalkammer.

[illegible] und [illegible]	Zahl der Verurteilten										
	1893	1894	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	Total 1893—1902
...en	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
...ken	—	—	—	—	—	1	4	1	1	1	8
...lingen	2	1	—	1	3	—	—	2	—	4	13
...asle	—	—	1	—	1	—	—	1	1	—	4
...n	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
...mmenthal.	—	1	—	—	—	—	1	—	2	—	4
...mmenthal.	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
	2	1	—	2	4	1	2	2	2	—	16
Oberland	**4**	**4**	**1**	**3**	**8**	**2**	**7**	**6**	**7**	**6**	**48**
	1	5	10	5	8	13	5	9	11	8	75
...rzenburg	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	2
...en	—	—	—	1	2	—	—	2	—	3	8
...Mittelland	**1**	**6**	**10**	**6**	**10**	**13**	**6**	**11**	**11**	**11**	**85**
...ngen	—	3	3	2	1	2	1	1	3	—	16
...orf	3	—	—	—	—	8	—	—	—	4	15
	1	—	1	2	—	—	—	—	3	—	7
...selwald	—	1	3	3	1	1	—	—	1	—	10
...en	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	2
...mmenthal	**4**	**4**	**8**	**7**	**2**	**11**	**1**	**1**	**8**	**4**	**50**
...rg	—	1	2	1	3	—	2	2	2	—	13
	1	—	3	1	2	2	1	3	2	6	21
	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
	—	—	1	—	3	—	—	—	—	2	6
...runnen	—	—	1	1	—	3	—	—	—	—	5
...n	—	—	—	—	1	—	2	—	—	—	3
	2	1	—	1	4	1	2	—	1	—	12
...Seeland	**3**	**2**	**7**	**4**	**14**	**6**	**7**	**5**	**5**	**8**	**61**
...lary	1	—	—	1	1	1	—	3	1	1	9
...erg	—	1	—	—	—	—	2	2	—	1	6
...rgen	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
...n	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	3
...or	—	—	—	—	—	4	—	1	—	—	5
...stadt	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
...ut	1	1	—	—	1	—	—	1	4	1	9
V. Jura	**2**	**3**	**—**	**3**	**2**	**5**	**2**	**7**	**7**	**3**	**34**
Kanton	**14**	**19**	**26**	**23**	**36**	**37**	**23**	**30**	**38**	**32**	**278**

Uebersichten betr. Civil- und Strafrechtspfl

in den 10 Jahren von 1893—1902.

Uebersicht der von den Friedensrichtern, Gerichtspräsidenten Amtsgerichten behandelten Civil- und Justizgeschäfte.

Jahr	Aussöhnungsversuche vor den Friedensrichtern	Gerichtspräsident als endlicher Richter									
		Hängig gemacht und von früher hängig	Richterlich erledigt	Auf andere Weise erledigt	Unerledigt	Klagen aus Personenrecht	Klagen aus Immobiliarsachenrecht	Klagen aus Mobiliarsachen- und Obligationenrecht	Erbschafts- und Testamentsstreitigkeiten	Moderationen	Konkursrechtliche Fälle
1893	2,461	3,351	2,337	869	145	40	103	2,445	46	65	544
1894	2,090	3,383	2,192	1,033	158	44	103	2,504	12	61	537
1895	1,998	3,630	2,516	948	166	21	105	2,628	18	50	685
1896	2,015	3,588	2,569	858	161	19	90	2,500	12	57	831
1897	2,178	3,782	2,720	871	191	28	87	2,612	29	100	764
1898	2,242	3,716	2,584	961	171	34	68	2,577	16	78	830
1899	2,430	3,447	2,314	937	196	13	84	2,623	34	138	435
1900	2,378	3,851	2,808	846	197	19	65	2,826	41	71	651
1901	2,457	4,254	3,159	927	168	15	120	2,912	44	72	848
1902	2,283	5,102	3,568	1,300	234	56	89	3,188	41	245	794
Total	**22,532**	**38,104**	**26,767**	**9,550**	**1,787**	**289**	**914**	**26,815**	**293**	**937**	**6,919**

Jahr	Gerichtspräsident als erstinstanzlicher Richter										
	Hängig gemacht und von früher hängig	Durch Urteil erledigt	Auf andere Weise erledigt	Unerledigt	Expropriationen	Konkursbegehren	Armenrechtsbegehren	Rechtseröffnungsbegehren	Rehabilitationen	Andere Betreibungs- u. Konkursgeschäfte	Moderationen und andere Fälle
1893	1,950	1,166	708	76	14	1,002	23	179	33	549	150
1894	2,126	1,049	1,007	70	14	1,132	26	136	84	345	389
1895	2,169	1,088	996	85	15	1,177	30	184	62	327	374
1896	1,966	922	988	56	12	1,073	46	176	44	330	285
1897	2,402	1,116	1,204	82	14	1,338	53	193	41	409	354
1898	2,793	1,019	1,656	118	24	1,833	96	256	59	350	175
1899	2,675	1,235	1,338	102	15	1,754	42	211	35	371	247
1900	3,160	1,355	1,705	100	36	2,112	57	223	43	403	286
1901	3,353	1,509	1,684	160	54	2,062	62	240	46	608	281
1902	2,944	1,676	1,126	142	43	1,524	76	294	47	618	342
Total	**25,538**	**12,135**	**12,412**	**991**	**241**	**15,007**	**511**	**2,092**	**494**	**4,310**	**2,**

sicht der von den Friedensrichtern, Gerichtspräsidenten und Amtsgerichten behandelten Civil- und Justizgeschäfte.

Gerichtspräsident als Instruktionsrichter				Uebergehung der I. Instanz	Amtsgericht als endliches Gericht								
Hängig gemacht	Vor Beendigung der Instruktion erledigt	Aktenschluss verhängt	Auf 1. Januar noch hängig		Hängig gemacht	Durch Urteil erledigt	Auf andere Weise erledigt	Auf 1. Januar unerledigt	Klagen aus Personenrecht inkl. Standesbestimmungen	Klagen aus Immobiliarsachenrecht	Klagen aus Mobiliarsachen- und Obligationenrecht	Erbschafts- und Testamentsstreitigkeiten	Andere Fälle
510	153	133	224	50	470	390	33	47	274	19	170	7	—
508	162	153	193	81	499	403	63	33	253	16	223	7	—
469	128	124	217	58	445	370	43	32	232	22	181	2	8
449	128	126	195	66	398	328	44	26	206	11	172	9	—
464	108	144	212	88	417	339	46	32	226	23	164	4	—
538	184	148	206	76	457	326	73	58	230	18	191	18	—
444	102	103	239	43	424	324	41	59	211	61	148	4	—
596	151	149	296	69	436	324	67	45	194	14	227	1	—
637	128	177	332	67	480	373	58	49	227	27	212	14	—
657	152	164	341	65	475	376	71	28	212	21	221	2	19
5272	**1396**	**1421**	**2455**	**663**	**4501**	**3553**	**539**	**409**	**2265**	**232**	**1909**	**68**	**27**

ebersicht der von den Amtsgerichten als erstinstanzlichen Gerichten behandelten Civil- und Justizgeschäfte.

Anzahl Geschäfte	Durch Urteil erledigt	Auf andere Weise erledigt	Auf 1. Januar unerledigt	Statusklagen	Eheeinsprüche und Ehenichtigkeitsklagen	Ehescheidungsklagen	Demandes en séparation de biens	Vaterschaftsklagen	Bevogtungs- und Entvogtungsbegehren	Klagen aus Immobiliarsachenrecht	Klagen aus Mobiliarsachen- und Obligationenrecht	Erbschafts- und Testamentsstreitigkeiten	Haftpflichtsstreitigkeiten	Andere Fälle	Infolge Appellation an die obere Instanz
664	539	49	76	28	1	259	42	105	77	11	66	9	54	12	88
690	534	79	77	15	—	244	40	110	70	26	115	10	44	16	90
671	519	57	95	12	4	236	44	107	72	26	81	16	40	33	83
690	583	44	63	15	2	270	47	113	78	25	51	9	41	39	69
615	496	47	72	9	6	240	33	88	84	24	54	7	48	22	56
593	478	37	78	14	11	220	35	99	71	16	43	14	61	9	57
626	489	26	111	18	2	261	26	95	71	24	47	10	68	4	67
654	503	70	81	26	3	251	29	78	104	13	65	5	70	10	67
660	506	64	90	24	3	271	33	90	87	19	71	11	33	18	34
707	547	60	100	17	2	270	37	96	80	22	103	8	30	42	75
6570	**5194**	**533**	**843**	**178**	**34**	**2522**	**366**	**981**	**794**	**206**	**696**	**99**	**489**	**205**	**686**

Uebersicht der beim Appellations- und Kassationshof des Kant. Be
einzige Instanz oder infolge Umgehung der I. Instanz oder Kompr
hängig gemachten u. von demselben beurteilten Civilrechtsstreitig

Jahr	Eingelangt und von früher hängig	Erledigt durch Urteil			Erledigt durch					Gegenst erledigten
		Bestätigt	Abgeändert	Teilweise { Bestätigt Abgeändert	Forumsverschluss	Kassation	Reform	Vergleich oder Abstand	Ausbleiben des Appelanten beim Abspruche	Statusklagen
1893	261	129	31	17	31	2	1	5	3	—
1894	272	131	27	8	36	1	2	14	1	1
1895	289	153	31	21	24	3	1	13	2	
6896	244	145	19	17	19	3	3	5		
1897	271	137	26	11	19	1	1	11	1	
1898	286	142	14	11	24	—	—	17	1	
1899	271	159	24	10	22	1	2	8	3	
1900	272	149	22	15	17	3	—	8	—	
1901	270	153	29	15	19	—	2	21	2	1
1902	323	151	42	7	43	—	2	15	—	—
Total	**2759**	**1449**	**265**	**132**	**254**	**14**	**14**	**117**	**13**	**2**

Jahr	Gegenstand der erledigten Geschäfte									
	Vaterschaftsklagen	Klagen aus Immobiliarsachenrecht	Klagen aus Mobiliarsachen- und Obligationenrecht	Erbschafts- und Testamentsstreitigkeiten	Haftpflichtstreitigkeiten	Streitigkeiten betreffend geistiges Eigentum	Rekurse gegen Konkurs Erkenntnisse	Streitigkeiten nach § 36 E. G. mit Ausnahme der Rechtseröffnungen	Rechtsöffnungen	Vindikationen, provisorische Verfügungen etc.
1893	7	8	78	12	13	4	3	20	28	35
1894	7	16	81	10	14	4	3	18	17	34
1895	7	10	98	13	14	3	6	13	33	32
1896	9	7	91	13	14	2	4	16	14	29
1897	10	9	74	13	11	5	2	16	20	35
1898	5	20	63	10	18	2	5	19	31	28
1899	9	7	85	12	18	4	9	21	26	21
1900	7	9	67	9	16	4	8	22	26	26
1901	18	13	86	12	10	4	4	21	29	28
1902	12	9	93	15	5	3	6	19	37	29
Total	**91**	**108**	**816**	**119**	**133**	**35**	**50**	**185**	**261**	

sicht der vom Appellations- und Kassationshofe des Kantons Bern beurteilten Justizgeschäfte.

r	Bevogtungsbegehren			Entvogtungsbegehren			Rehabilitationen			Armenrechtsbegehren			
	Zugesprochen	Abgewiesen	Sonst erledigt	Zugesprochen	Abgewiesen	Sonst erledigt	Zugesprochen	Abgewiesen	Sonst erledigt	Zugesprochen	Abgewiesen	Sonst erledigt	Total
3	4	—	1	1	3	—	—	—	—	143	15	3	161
4	3	1	—	1	1	—	2	—	—	110	36	2	148
5	3	—	—	2	7	—	2	1	—	126	25	5	156
6	2	1	1	1	2	—	—	1	—	124	22	2	148
7	4	—	1	1	5	—	3	2	—	123	12	—	135
8	5	1	—	—	1	—	—	3	—	131	17	—	148
9	4	1	—	—	3	—	—	2	—	114	22	2	138
0	5	1	1	1	1	—	1	2	—	119	15	1	135
1	5	3	—	—	—	—	1	6	—	128	13	1	142
2	5	1	1	—	1	—	—	1	—	115	29	1	145
al	40	9	5	7	24	—	9	18	—	1233	206	17	1456

r	Abberufungsanträge			Exequaturgesuche			Rekusationsgesuche			Kostenmoderationen und Schadenersatzbestimmungen gemäss §§ 321 ff P.		
	Zugesprochen	Abgewiesen	Sonst erledigt	Zugesprochen	Abgewiesen	Sonst erledigt	Zugesprochen	Nichteintreten	Abgewiesen	Bestätigung	Abänderung	Nichteintreten
3	1	—	—	1	—	—	2	—	—	1	8	—
4	1	—	—	Rubrik nicht vorhanden			—	—	1	2	12	1
5	1	—	2	—	—	—	2	—	2	—	7	—
6	—	—	—	3	1	—	—	—	—	4	8	3
7	—	—	—	1	3	—	3	—	1	4	5	1
8	—	—	—	2	—	—	3	—	—	3	5	3
9	—	—	—	2	5	1	—	—	3	3	8	1
0	1	—	2	2	—	—	1	—	1	4	5	—
1	—	—	—	1	2	—	3	—	2	4	7	3
2	—	—	—	5	2	2	2	—	2	4	7	—
al	4	—	4	17	13	3	16	—	12	29	72	12

Uebersicht der vom Appellations- und Kassationshofe de
Kantons Bern beurteilten Justizgeschäfte.

Jahr	Beschwerden gegen					Nichtigkeitsklagen gegen Urteile					Von diesen Besc und Nichtigkeit wurden
	Friedensrichter	Richteramt	Amtsgericht	Schiedsgerichte	Total	des Friedensrichters	des Richteramts	des Amtsgerichts	von Schiedsgerichten	Total	Zugesprochen
1893	1	58	17	—	76	—	12	2	1	15	17
1894	1	72	18	3	94	1	7	3	5	16	19
1895	2	51	18	2	73	1	7	3	2	13	16
1896	3	59	15	3	80	1	12	—	2	15	9
1897	1	71	12	—	84	—	32	1	3	36	7
1898	2	62	11	4	79	1	7	—	1	9	14
1899	4	57	22	—	83	1	7	3	7	18	16
1900	2	66	15	3	86	—	7	—	4	11	18
1901	—	71	17	—	88	—	8	—	4	12	14
1902	1	74	16	1	92	—	9	1	—	10	23
Total	**17**	**641**	**161**	**16**	**835**	**5**	**108**	**13**	**29**	**155**	**153**

Jahr	Von diesen Beschwerden u. Nichtigkeitsklagen wurden					Beschwerden gegen Fürsprecher					
	Teilweise zugesprochen / abgewiesen	Nichteintreten erkannt	Zurückgezogen	Kassation verfügt	Total	Zugesprochen	Abgewiesen	Teilweise zugesprochen / abgewiesen	Zurückgezogen	Nichteintreten erkannt	Total
1893	—	12	4	—	91	2	2	—	4	1	9
1894	7	13	4	—	110	4	—	2	4	1	11
1895	4	12	5	7	86	1	—	1	—	4	6
1896	4	11	7	12	95	1	4	—	2	1	8
1897	4	13	9	8	120	—	3	—	1	2	6
1898	—	17	6	7	88	1	—	—	5	2	8
1899	7	10	6	10	101	1	4	1	7	1	14
1900	10	5	10	7	97	2	6	2	7	1	18
1901	2	7	13	8	100	1	—	—	1	4	6
1902	5	13	5	—	102	4	6	—	3	1	14
Total	**43**	**113**	**69**	**59**	**990**	**17**	**25**	**6**	**34**	**18**	**100**

Civilrechtspflege.

esamtzahl der von den verschiedenen Instanzen behandelten Civil-chtsstreitigkeiten und Justizgeschäfte im Kt. Bern von 1854—1903.

Jahr und Zeitperiode	Aussöhnungsversuche vor den Friedensrichtern	Vom Gerichtspräsident			Vom Amtsgericht			Vom Appellations- und Kassationshof beurteilte		TOTAL der erledigten Civil- und Justizgeschäfte
		als endlichem Richter erledigte Geschäfte [1]	als erstinstanzlichem Richter		als endlichem Gericht erledigte Geschäfte	als erstinstanzlichem Gericht		Civilrechtsstreitigkeiten	Justizgeschäfte	
			erledigte Geschäfte	an die obere Instanz infolge Appellation		erledigte Geschäfte	an die obere Instanz infolge Appellation			
1854								227	317	
1855								271	239	
1856								254	240	
1857								202	167	
1858								197	181	
1859								203	205	
1860	Weder textuelle noch tabellarische Angaben in den Staatsverwaltungsberichten zu finden.							187	185	
1861								172	235	
1862								170	217	
1863								169	209	
1864								172	175	
1865								157	162	
1866								159	195	
1867	4,651	7,142 [1]	657	100	2,102	912	121	200	184	11,197
1868	4,424	7,644	647	98	1,751	785	111	199	184	11,210
1869	4,155	7,294	723	101	1,387	739	98	198	196	10,537
1870	3,450	6,165	512	102	1,431	639	83	153	173	9,073
1871	4,077	6,710	539	110	1,298	629	94	169	171	9,516
1872	4,118	6,435	531	112	1,435	705	88	192	180	9,478
1873	4,029	6,252	575	118	1,451	810	110	192	276	9,556
1874	4,538	6,422	577	101	1,749	1,068	115	208	250	10,274
1875	4,417	6,722	663	112	1,984	877	106	211	276	10,733
1876	5,031	8,138	662	140	1,982	954	92	247	196	12,179
1877	4,845	8,434	778	115	1,995	958	103	265	222	12,652
1878	4,914	10,685	837	137	1,750	995	107	240	255	14,762
1879	4,884	11,821	985	203	1,498	946	131	310	243	15,803
1880	4,631	7,974	985	155	1,246	828	112	297	269	11,599
1881	4,778	7,932	1,031	216	1,179	847	124	322	258	11,569
1882	4,383	7,241	1,166	186	1,101	736	106	304	275	10,823
1883	4,208	6,671	989	180	930	818	93	364	241	10,013

[1]) In dieser Rubrik sind von 1867—1891 die «anhängig gemachten» und von 1892—1903 die «erledigten» Geschäfte enthalten.

Gesamtzahl der von den verschiedenen Instanzen behandelten rechtsstreitigkeiten und Justizgeschäfte im Kt. Bern von 1854–

Jahr und Zeitperiode	Aussöhnungsversuche vor den Friedensrichtern	Vom Gerichtspräsident			Vom Amtsgericht			Vom Appellations- und Kassationshof beurteilte	
		Als endlichem Richter erledigte Geschäfte [1]	als erstinstanzlichem Richter		als endlichem Gericht erledigte Geschäfte	als erstinstanzlichem Gericht			
			erledigte Geschäfte	An die obere Instanz infolge Appelation		erledigte Geschäfte	an die obere Instanz infolge Appellation	Civilrechtsstreitigkeiten	Justizgeschäfte
1884	4,204	6,468	879	173	742	683	104	376	309
1885	3,851	5,196	864	207	733	765	107	275	236
1886	3,700	6,137	709	194	598	703	75	238	276
1887	3,408	5,433	722	121	545	601	71	233	253
1888	3,493	5,386	760	172	557	672	69	210	247
1889	8,455	5,325	720	168	498	564	63	199	248
1890	3,328	4,751	731	182	448	565	42	192	272
1891	3,310	4,798	655	188	539	555	64	191	231
1892	1,999	3,343 [2]	1,610	111	412	564	56	184	330
1893	2,461	3,206	1,874	139	423	588	88	219	284
1894	2,090	3,225	2,056	98	466	613	90	220	294
1895	1,998	3,464	2,084	86	413	576	83	248	277
1896	2,015	3,427	1,910	103	372	627	69	211	278
1897	2,178	3,591	2,320	118	385	543	56	207	295
1898	2,242	3,545	2,675	95	399	515	57	209	270
1899	2,430	3,251	2,573	67	365	515	67	229	286
1900	2,378	3,654	3,060	84	391	573	67	214	278
1901	2,457	4,086	3,193	105	431	570	34	241	285
1902	2,283	4,868	2,802	103	447	607	75	260	294
1903	2,298	4,951	2,882	68	454	583	59	232	304

Zusammenzug nach fünfjährigen Perioden.

Durchschnitt per Jahr.

1854–1858		—	—	—	—	—	—	230	229
1859–1863	—	—	—		—	—	—	180	210
1864–1868		—	—		—	—	—	175	180
1869–1873	3,966	6,571	576	109	1,400	705	95	181	199
1874–1878	4,749	8,080	703	121	1,892	971	105	234	240
1879–1883	4,577	8,328	1,031	188	1,191	835	113	319	257
1884–1888	3,731	5,724	787	173	635	685	85	266	264
1889–1893	2,911	4,285	1,118	158	464	567	63	197	273
1894–1898	2,105	3,450	2,209	100	407	575	71	219	283
1899–1903	2,369	4,162	2,902	85	418	570	60	235	289

[1] In dieser Rubrik sind von 1867—1891 die «anhängig gemachten» und 1892—1903 die «erledigten» Geschäfte enthalten.

ntzahl der von den verschiedenen Instanzen behandelten Civil-
streitigkeiten und Justizgeschäfte im Kt. Bern von 1854—1903.

Zusammenzug nach fünfjährigen Perioden.
Durchschnitt auf 1000 der jeweiligen Bevölkerung.

	Aussöhnungsversuche vor den Friedensrichtern	Vom Gerichtspräsident			Vom Amtsgericht			Vom Appellations- und Kassationshof beurteilte		TOTAL der erledigten Civil- und Justizgeschäfte
		Als endlichem Richter erledigte Geschäfte	als erstinstanzlichem Richter: erledigte Geschäfte	als erstinstanzlichem Richter: An die obere Instanz infolge Appellation	als endlichem Gericht erledigte Geschäfte	als erstinstanzlichem Gericht: erledigte Geschäfte	als erstinstanzlichem Gericht: an die obere Instanz infolge Appellation	Civilrechtsstreitigkeiten	Justizgeschäfte	
–1858	—	—	—	—	—	—	—	0,51	0,51	?
–1863	—	—	—	—	—	—	—	0,39	0,45	?
–1868	—	—	—	—	—	—	—	0,36	0,37	?
–1873	7,90	13,11	1,13	0,22	2,79	1,41	0,19	0,36	0,40	19,20
–1878	9,22	15,67	1,36	0,23	3,67	1,88	0,20	0,45	0,47	23,50
–1883	8,63	15,70	1,94	0,35	2,25	1,57	0,21	0,60	0,49	22,55
–1888	6,96	16,67	1,47	0,32	1,18	1,27	0,16	0,50	0,49	15,58
–1893	5,43	8,00	2,08	0,29	0,86	1,05	0,12	0,37	0,51	12,87
–1898	3,74	6,13	3,92	0,18	0,72	1,02	0,13	0,39	0,50	12,68
–1903	4,02	7,06	4,92	0,14	0,71	0,97	0,10	0,40	0,49	14,55

Geschäfte der Anklagekammer.

	Voruntersuchungen	Zahl der Angeschuldigten	Ueberwiesen an die: Assisen	Kriminalkammer	korrektionellen Gerichte	korrektionellen Richter	Polizeirichter	Aufhebung, Kosten an Staat: mit Entschädigung	ohne Entschädigung	Kosten an Angeschuldigte	Kosten an Kläger	Einstellung gemäss Art. 242 St. V.	Rückweisung an den Untersuchungsrichter gemäss Art. 240 St. V.	Oeffentliche Klage erloschen
0	368	917	350	21	78	44	21	93	238	17	20	4	30	1
4	402	824	331	26	97	23	11	75	180	21	13	4	41	2
5	336	609	206	24	53	14	11	82	105	33	7	3	57	14 [1]
0	351	611	227	32	88	25	2	47	88	29	7	—	62	4 [2]
7	347	654	212	38	68	45	17	73	131	21	10	7	31	1
8	293	535	157	54	67	24	9	53	102	35	8	7	17	2
0	321	624	170	33	66	25	22	72	127	22	16	13	54	4
0	372	647	169	53	118	48	15	53	135	25	12	9	7	3
7	356	619	146	45	69	45	7	58	153	33	32	20	8	3
2	340	575	176	38	53	31	8	59	126	25	25	10	23	1
1	3496	6615	2144	364	757	324	123	665	1385	261	150	77	330	35

[1]) inbegriffen 9 Aufhebungen gemäss Art. 43, 47 St. Ges.; [2]) inbegriffen 1 Aufhebung.

Uebersicht der von den Polizeirichtern, korrektionellen Richtern
korrektionellen Gerichten beurteilten Angeschuldigten.

Jahr	Aufhebung durch übereinstimmenden Beschluss des Untersuchungsrichters und Staatsanwaltes	Polizeirichter				Korrektioneller Richter				Korrektionell Gericht			
		Angeschuldigte	Freigesprochen mit Entschädigung	Freigesprochen ohne Entschädigung	Verurteilte	Angeschuldigte	Freigesprochen mit Entschädigung	Freigesprochen ohne Entschädigung	Verurteilte	Angeschuldigte	Freigesprochen mit Entschädigung	Freigesprochen ohne Entschädigung	
1893	2,123	22,399	156	1,697	20,546	3,965	107	753	3,105	1,303	27	242	1
1894	2,316	24,434	155	2,104	22,175	3,659	85	590	2,984	1,202	24	192	
1895	2,251	18,371	110	1,849	16,412	3,135	75	609	2,451	1,156	14	199	
1896	2,674	19,457	128	1,862	17,467	2,964	73	550	2,341	1,159	12	178	
1897	2,687	20,436	87	1,569	18,780	3,332	67	561	2,704	1,133	8	235	
1898	2,767	17,727	124	1,948	15,655	3,167	55	517	2,595	1,173	14	190	
1899	2,546	17,620	247	1,963	15,410	3,261	112	752	2,397	1,045	14	161	
1900	2,936	15,447	129	1,270	14,048	3,079	87	483	2,509	1,028	16	194	
1901	2,666	18,176	140	2,566	15,470	3,189	59	609	2,521	1,066	28	217	
1902	2,736	16,420	217	1,739	14,464	3,876	79	1,051	2,746	1,083	25	178	
Total	**25,702**	**190,487**	**1,493**	**18,567**	**170,427**	**33,627**	**799**	**6,475**	**26,353**	**11,348**	**182**	**1,986**	**9**

Uebersicht der von der Polizeikammer behandelten Strafrechtsf

Jahr	Anzahl		Bestätigung		Schärfung		Milderung		Freisprechung		Kassation		Forumsverschluss		Fallenlassen der Appellation		Oeffentliche
	Geschäfte	Angeschuldigte	Geschäfte	Angeschuldigte	Geschäfte	Angeschuldigte	Geschäfte	Angeschuldigte	Geschäfte	Angeschuldigte	Geschäfte	Angeschuldigte	Geschäfte	Angeschuldigte	Geschäfte	Angeschuldigte	Geschäfte
1901	403	554	115	151	26	36	33	48	47	58	35	49	65	95	78	112	1
1902	359	554	103	154	29	58	40	46	35	56	31	46	48	61	72	132	1

Anmerkung. Die Uebersichten für die Jahre 1893 bis inklusive 1900 fehlen in d
Staatsverwaltungsberichten der betreffenden Jahre.

ht der einzelnen Assisensitzungen nach Zahl und Geschäfte Angeklagten und der einzig von der Kriminalkammer näss Gesetz vom 2. Mai 1880 beurteilten Geschäfte.

Verhandlungslage	Assisen											
	Anzahl Geschäfte	Angeklagte	Verurteilt				Freigesprochen					
			peinlich	korrektionell	polizeilich	Summa	mit Entschädigung	ohne Entschädigung	unter Auferlegung der Kosten	infolge Vergleich	Tod des Angeklagten	Summa
146	124	220	62	96	1	159	18	34	9	—	—	61
217	190	408	96	199	22	317	35	43	10	1	2	91
149	121	200	45	97	11	153	11	31	5	—	—	47
162	141	211	56	93	14	163	7	25	14	2	—	48
162	134	217	67	86	9	162	13	32	8	1	1	55
133	114	176	49	70	16	135	7	22	12	—	—	41
125	109	163	64	63	—	127	2	21	9	4	—	36
147	102	162	45	74	3	122	9	15	16	—	—	40
168	118	161	53	68	6	127	7	18	8	1	—	34
188	126	183	27	107	13	147	9	5	22	—	—	36
1597	**1279**	**2101**	**564**	**953**	**95**	**1612**	**118**	**246**	**113**	**9**	**3**	**489**

	Kriminalkammer											
	Anzahl Geschäfte	Angeklagte	Verurteilt				Freigesprochen					
			peinlich	korrektionell	polizeilich	Summa	mit Entschädigung	ohne Entschädigung	unter Auferlegung der Kosten	infolge Vergleich	Tod des Angeklagten	Summa
	14	15	11	3	—	14	—	—	—	—	1	1
	19	19	16	3	—	19	—	—	—	—	—	—
	26	26	19	7	—	26	—	—	—	—	—	—
	22	23	18	5	—	23	—	—	—	—	—	—
	34	36	31	4	1	36	—	—	—	—	—	—
	27	38	25	12	—	37	—	1	—	—	—	1
	20	24	18	5	—	23	—	1	—	—	—	1
	25	32	23	7	—	30	—	1	1	—	—	2
	32	39	30	8	—	38	—	—	1	—	—	1
	28	33	16	16	—	32	—	—	1	—	—	1
	247	**285**	**207**	**70**	**1**	**278**	**—**	**3**	**3**	**—**	**1**	**7**

Strafrechtspflege.

Summarische Angaben betreffend die Strafrechtspflege im Kanton Bern von 1854—1903.

Jahr und Zeitperiode	Assisen und Kriminalkammer		Korrektionelle Gerichte und Richter		Polizeirichter		Im ganz	
	Angeschuldigte	Verurteilte	Angeschuldigte	Verurteilte	Angeschuldigte	Verurteilte	Angeschuldigte	Ver-
1854	420	346	2,910	2,638	21,018	19,752	24,348	22
1855	342	298	2,753	2,496	23,376	21,758	26,471	24
1856	223	195	2,374	2,150	19,318	18,032	21,915	20
1857	325	273	2,791	2,585	18,922	17,576	22,038	20
1858	266	213	2,714	2,500	16,815	15,395	19,795	18
1859	211	174	2,995	2,755	18,154	16,561	21,360	19
1860	303	261	2,816	2,600	17,140	15,721	20,259	18
1861	236	205	2,700	2,543	20,699	19,220	23 635	21
1862	177	157	2,915	2,621	19,383	17,747	22,475	20
1863	243	208	3,085	2,840	21,796	20,363	25,124	23
1864	267	223	3,132	2,953	21,079	19,472	24,478	22
1865	283	233	3,084	3,815	22,560	20,812	25,927	23
1866	301	247	3,005	2,748	21,496	19,944	24,802	22
1867	343	278	4,569	3,804	19,780	18,142	24,692	22
1868	413	333	4,799	4,028	20,390	18,729	25,602	23
1869	432	342	4,499	3,712	18,109	16,517	23,040	20
1870	318	255	3,890	3,205	19,091	17,221	23,299	20
1871	409	300	4,623	3,798	21,585	19,415	26,617	23
1872	364	291	4,438	3,673	21,113	19,325	25,915	23
1873	390	303	5,118	4,257	23,278	21,188	28,786	25
1874	422	296	5,801	4,628	24,824	22,633	31,047	27
1875	378	328	5,618	4,244	25,627	23,478	31,623	28
1876	413	328	6,567	5,352	26,515	24,572	33,495	30
1877	477	379	6,367	5,101	26,073	23,651	32,917	29
1878	422	351	6,367	5,131	25,572	23,552	32,361	29
1879	532	460	6,381	5,162	25,171	23,230	32,084	28
1880	429	326	6,712	5,307	27,543	25,005	34,684	30
1881	332	268	7,096	5,582	28,610	26,084	36,038	31
1882	332	268	6,797	5,426	27,021	24,692	34,150	30
1883	234	214	6,605	5,298	25,494	22,991	32,333	28
1884	272	227	5,476	5,181	24,188	22,412	29,936	27
1885	266	191	6,001	4,843	23,819	21,837	30,086	26
1886	214	187	5,772	4,772	21,267	19,547	27,253	24
1887	232	189	5,556	4,626	20,332	19,023	26,120	
1888	263	215	5,323	4,419	22,021	20,372	27,607	

Summarische Angaben betreffend die Strafrechtspflege im Kanton Bern von 1854—1903.

Jahr und Zeitperiode	Assisen und Kriminalkammer		Korrektionelle Gerichte und Richter		Polizeirichter		Im ganzen	
	Angeschuldigte	Verurteilte	Angeschuldigte	Verurteilte	Angeschuldigte	Verurteilte	Angeschuldigte	Verurteilte
1889	248	189	5,146	4,196	21,961	20,083	27,355	24,468
1890	199	165	5,638	4,710	21,591	19,963	27,428	24,838
1891	226	183	5,597	4,577	21,141	19,470	26,964	24,230
1892	227	175	5,473	4,318	21,975	20,282	27,675	24,775
1893	235	173	5,268	4,139	22,399	20,546	27,902	24,858
1894	427	336	4,861	3,972	24,434	22,175	29,722	26,483
1895	226	179	4,291	3,394	18,371	16,412	22,888	19,985
1896	234	186	4,123	3,310	19,457	17,467	23,814	20,963
1897	253	198	4,672	3,594	20,462	18,880	25,387	22,672
1898	214	172	4,340	3,564	17,727	15,655	22,281	19,391
1899	187	150	4,306	3,267	17,620	15,410	22,113	18,827
1900	194	152	4,107	3,327	15,447	14,048	19,748	17,527
1901	200	165	4,255	3,342	18,176	15,470	22,631	18,977
1902	216	179	4,959	3,626	15,420	14,464	20,595	18,269
1903	207	166	5,095	3,842	16,429	14,123	21,731	18,131
Zusammenzug nach fünfjährigen Perioden. Durchschnitt per Jahr.								
1854—1858	315	265	2,708	2,474	19,890	18,502	22,913	21,241
1859—1863	234	201	2,902	2,672	19,434	17,922	22,570	20,795
1864—1868	321	263	3,718	3,269	21,061	19,420	25,100	22,952
1869—1873	383	298	4,514	3,729	20,635	18,733	25,532	22,760
1874—1878	422	336	6,144	4,891	25,722	23,577	32,288	28,804
1879—1883	372	307	6,718	5,355	26,768	24,400	33,858	30,062
1884—1888	249	202	5,626	4,768	22,325	20,638	28,200	25,608
1889—1893	227	177	5,424	4,388	21,813	20,069	27,464	24,634
1894—1898	271	214	4,457	3,567	20,090	18,118	24,818	21,899
1899—1903	201	162	4,544	3,481	16,618	14,703	21,363	18,346
Durchschnitt auf 1000 der jeweiligen Bevölkerung.								
1854—1858	0,71	0,59	6,03	5,51	44,3	41,2	51,0	47,3
1859—1863	0,50	0,43	6,22	5,72	41,6	38,4	48,3	44,5
1864—1868	0,66	0,54	7,62	6,70	43,2	39,8	51,5	47,0
1869—1873	0,77	0,60	9,01	7,40	41,2	37,4	51,0	45,4
1874—1878	0,82	0,65	11,80	9,44	49,6	45,4	62,2	55,5
1879—1883	0,70	0,58	12,70	10,10	50,4	46,0	63,8	56,6
1884—1888	0,47	0,38	10,50	8,91	41,4	38,6	52,4	47,9
1889—1893	0,42	0,33	10,10	8,14	40,5	37,2	51,0	45,7
1894—1898	0,50	0,39	8,15	6,47	36,8	33,1	45,4	40,0
1899—1903	0,34	0,28	7,71	5,90	28,2	24,9	36,2	31,1

Anmerkung.

Die Durchschnitts- und Gesamtzahlen betreffend Civilrechtspflege im Text (Seite 16—20 und 23—25) stimmen nicht überall mit den absoluten Zahlen der betreffenden Uebersichten im tabellarischen Teil, weil diese letztern Zahlen nach Drucklegung des Textes infolge der später eingelangten Berichte mehrerer Amtsbezirke (Pruntrut, Schwarzenburg, Oberhasle, Ober-Simmenthal und zum Teil Neuenstadt) neu berechnet wurden.

Vorrätige Veröffentlichungen des bernischen statistischen Bureaus.

Beiträge zur Statistik des Kantons Bern, Heft III, 1864.
Hauptergebnisse der Volkszählung vom 1. Dezember 1870.
Statistisches Jahrbuch für den Kanton Bern, Jahrgänge I—XI, 1865—1877.
Zur Statistik der Schulhygiene im Kanton Bern 1879.
Hauptergebnisse der Volkszählung vom 1. Dezember 1880.
Ergebnisse der Gemeinderechnungen im Kanton Bern auf Ende 1880.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1883:

Lieferung I: Der Weinbau im Kt. Bern pro 1881/82 (mit einer graph. Witterungstabelle).

Lieferung II:
1. Stand u. Bewegung d. Burger u. Einsassen in d. Gemeinden v. 1850—1880.
2. Bevölkerungsbewegung von 1876—1881.
3. Die aussergewöhnlichen Todesfälle von 1878—1882.

Lieferung III: Die Gemeindesteuern im Kanton Bern pro 1882.

Lieferung IV:
1. Die überseeische Auswanderung aus d. Kt. Bern in den Jahren 1878—1882.
1. Statistik der Geltstage im Kt. Bern v. 1878—1882 (mit 2 graph. Tabellen).

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1885:

Lieferung I:
1. Die Weinernte der Jahre 1883 und 1884 im Kanton Bern.
2. Statistik der Milchwirtschaft im Käsereibetrieb des Kantons Bern.
3. Statistik der Sparkassen im Kanton Bern.

Lieferung II: Vergleichende Statistik der Volkszählungsergebnisse betr. den Kanton Bern.

Lieferung III:
1. Der Holzkonsum im Kanton Bern.
2. Die Hagelschläge seit 1878, speziell v. 1882—1885, mit 2 Uebersichtskarten.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1886:

Lieferung I: Landwirtschaftliche Statistik für das Jahr 1885.
Lieferung II: Ergebnisse der Viehzählung im Kanton Bern vom 21. April 1886.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1887:

Lieferung I: Landwirtschaftliche Statistik pro 1886.
Lieferung II: Untersuchungen betreffend die Bevölkerungsbewegung und die wirtschaftlichen Verhältnisse im Jahrzehnt 1876—1886.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1888/89:

Lieferung I: Ergebnisse der Obstbaumzählung vom Mai 1888 im Kanton Bern.
(Edition française) Résultats du recensement des arbres fruitiers du mai 1888 (avec une carte), publiés par le bureau cantonal de statistique.
Lieferung II: Ortschaftsstatistik (auch in französischem Text).
1. Zahl der Wohnhäuser, der Haushaltungen, der wohnhaften und anwesenden Personen in den Ortschaften des Kantons Bern nach der Volkszählung vom 1. Dezember 1888.
2. Die Bevölkerung nach Einwohner- und Kirchgemeinden, festgestellt auf Grund der eidg. Volkszählung vom 1. Dezember 1888.

Lieferung III: Landwirtschaftliche Statistik für die Jahre 1887 und 1888.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1890:

Lieferung I: Gewerbestatistik für die Städte Bern, Biel und Burgdorf.
Lieferung II: Grundbesitzstatistik des Kantons Bern nach der Aufnahme vom Jahr 1888.
(Edition française) Statistique de la propriété foncière du canton de Berne d'après le recensement de 1888, publié par le Bureau cantonal de statistique.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1891:

Lieferung I: Die gewerblichen Betriebe und Unternehmungen des Kantons Bern nach der Aufnahme vom November 1889. (Auch in französischem Text.)
Lieferung II: Landwirtschaftliche Statistik für die Jahre 1889 und 1890.
(Edition française) Statistique agricole du Jura bernois de 1885—1890.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1892:

Lieferung I: Statistik der öffentlichen Krankenpflege im Kanton Bern mit Bezugnahme auf die Krankenversicherung.
Lieferung II: Ergebnisse der Bevölkerungsstatistik des Kantons Bern für den Zeitraum von 1886—1890.

Vorrätige Veröffentlichungen des bern. statist. Bureaus (Fortsetzung)

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1893:
Lieferung I: Bericht über die Verschuldung des Grundbesitzes und deren Ursachen.
Lieferung II: Landwirtschaftliche Statistik für die Jahre 1891 und 1892 nebst Beilage über Stand und Entwicklung des landwirtschaftlichen Genossenschaftswesens.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1894:
Lieferung I: Die gewerblichen Verhältnisse im Kanton Bern nach der Berufs- und Gewerbestatistik.
Lieferung II: Ueber die Leistungen der organisierten, freiwilligen Krankenpflege im Kanton Bern und verwandter Bestrebungen.
Lieferung III: Statistik der Gemeindesteuern im Kantone Bern pro 1893.
(Idem française) Statistique des impôts communaux dans le canton de Berne en 1893.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1895:
Lieferung I: Landwirtschaftliche Statistik für die Jahre 1893 und 1894.
Lieferung II: Statistik der Milchwirtschaft des Kts. Bern (nebst Verzeichnis der Käsereien).

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1896:
Lieferung I: Rechnungsergebnisse der laufenden Verwaltung im Ortsgut der Einwohnergemeinden des Kantons Bern.
Lieferung II: Landwirtschaftliche Statistik für das Jahr 1895.
Lieferung III: Ergebnisse der Viehzählung im Kanton Bern vom 20. April 1896.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1897:
Lieferung I: Landwirtschaftliche Statistik für das Jahr 1896, mit einer graphischen Beilage in Farbendruck.
Lieferung II: Ergebnisse der Volksabstimmungen im Kanton Bern seit Einführung des Referendums.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1898:
Lieferung I: Geschichte und Tätigkeit des statistischen Bureaus des Kantons Bern von 1848—1898. Im Auftrage der Direktion des Innern verfasst von C. Mühlemann, Vorsteher des kantonalen statistischen Bureaus.
Lieferung II: Landwirtschaftliche Statistik für das Jahr 1897.
(Idem française) Statistique agricole du Jura bernois de 1891 à 1897.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1899:
Lieferung I: Statistik der Gemeindesteuern im Kanton Bern.
Lieferung II: Landwirtschaftliche Statistik für das Jahr 1898.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1900:
Lieferung I: Allgemeine Statistik des Kantons Bern (als Grundlage zu einem periodischen statistischen Handbuch für den Kanton Bern).
Lieferung II: Landwirtschaftliche Statistik für das Jahr 1899.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1901:
Lieferung I: Ergebnisse der Steuerstatistik des Kantons Bern pro 1899.
Lieferung II: Ergebnisse der eidg. Volkszählung vom 1. Dezember 1900 im Kanton Bern.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1902:
Lieferung I: Ergebnisse der eidg. Viehzählung im Kanton Bern vom 1. April 1901.
Lieferung II: Ergebnisse der Alpstatistik im Kanton Bern pro 1891—1902.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1903:
Lieferung I: Ergebnisse der Zählung der Geisteskranken im Kanton Bern vom 1. Mai 1902.
Lieferung II: Gemeinde-Finanzstatistik. Rechnungsergebnisse betreffend die Verwaltung und den Bestand der Gemeindegüter im Kanton Bern pro 1900.

NB. Jede Lieferung ist einzeln käuflich bei A. Francke, Bern, zum Preise von Fr. 1.50 bei gewöhnlichem Umfange.

GBX2011 355574

Mitteilungen
des
bernischen statistischen Bureaus.

Jahrgang 1904. — Lieferung II.

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
ASTOR, LENOX AND TILDEN FOUNDATIONS

Landwirtschaftliche Statistik
des Kantons Bern

für die Jahre

1900—1903

nebst

Verzeichnis der landwirtschaftlichen Vereine und Genossenschaften auf Ende 1902 in Separatbeilage.

Bern.
Buchdruckerei K. J. Wyß
1904.
Kommissionsverlag von A. Francke in Bern.

SLK

Inhaltsverzeichnis.

Landwirtschaftliche Statistik des Kantons Bern für die Jahre 1900—1903.

A. Text.

Einleitung 1–3
Die Ernte des Jahres 1900 4–7
„ „ „ 1901 12–13
„ „ „ 1902 18–21
„ „ „ 1903 25–31
Geldwert der gesamten Ernte in den Jahren 1900, 1901, 1902 und 1903 . . 32
Hochgewitter- und Hagelschaden 34–42
Landwirtschaftliches Genossenschaftswesen 57–

Berichte über den Stand der Ernte, den Einfluß der Witterung auf die verschiedenen Kulturen etc. 43–7
Erntejahr 1900 43–48
„ 1901 49–5
„ 1902 53–6
„ 1903 60–7

Allgemeine Bemerkungen, Wünsche und Anregungen betr. Förderung der Landwirtschaft (Auszüge aus den Ernteberichten pro 1900—1903) 76–8

B. Tabellen.

Verzeichnis der pro 1903 neu entstandenen landwirtschaftlichen Vereine und Genossenschaften im Kanton Bern 8
Meteorologische Uebersicht für den Zeitraum von 1891—1903 8
Lufttemperatur der Station Bern in den Jahren 1900, 1901, 1902 und 1903 . . 83–8
Niederschläge der Station Bern in den Jahren 1900, 1901, 1902 und 1903 . . 89–9
Witterung pro 1900—1901 der Station Bern 9
Witterung pro 1902—1903 der Station Bern 9
Luftdruck und Lufttemperatur der Station Beatenberg pro 1900, 1901, 1902 u. 1903 94–9
Niederschlag und Witterung der Station Beatenberg pro 1900, 1901, 1902 u. 1903 . 94–9

A. Getreideernte pro 1900, 1901, 1902 und 1903
Durchschnittserträge der Fruchtarten an Körnern per Hektar und per Jucharte nach Amtsbezirken und Landesteilen pro 1900, 1901 1902 u. 1903 . 100–10
Durchschnittserträge der Fruchtarten an Stroh per Hektar und Jucharte nach Amtsbezirken und Landesteilen pro 1900, 1901, 1902 und 1903 . 107–10
Durchschnittspreise der Getreidearten für Körner und Stroh nach Amtsbezirken und Landesteilen pro 1900, 1901, 1902 und 1903 108–10
Gesamtertrag der einzelnen Fruchtarten an Körnern und Stroh pro 1900—1903 nach Landesteilen 11

B. Hackfrüchte pro 1900, 1901, 1902 und 1903 111–11
Durchschnittsertrag und -Preise der einzelnen Hackfruchtarten nach Amtsbezirken und Landesteilen pro 1900, 1901, 1902 und 1903 111–11
Die Ernteschädigungen der Kartoffeln durch Krankheit pro 1900—1903 nach Landesteilen 11
Gesamtertrag der einzelnen Hackfruchtarten pro 1900—1903 nach Landesteilen 11

C. Kunstfutterernte pro 1900, 1901, 1902 und 1903 117–12
Durchschnittsertrag per Hektar und per Jucharte pro 1900, 1901, 1902 u. 1903 nach Amtsbezirken und Landesteilen 115–12
Gesamtertrag des Kunstfutters in den Jahren 1900—1903 nach Landesteilen . 12

D. Verschiedene Pflanzungen pro 1900—1903 127–13
a. Durchschnitts- und Gesamterträge und Durchschnittspreise der Gemüse- und Hülsenfrüchte pro 1900—1903 nach Landesteilen 12
b. Durchschnitts- u. Gesamterträge und Durchschnittspreise der Handelspflanzen pro 1900—1903 nach Landesteilen 12
Durchschnitts- und Gesamterträge und Durchschnittspreise der Handelspflanzen pro 1901 nach Amtsbezirken und Landesteilen 12
Durchschnitts- und Gesamterträge und Durchschnittspreise der Handelspflanzen pro 1902 nach Amtsbezirken und Landesteilen 12

E. Wiesenkon pro 1900, 1901, 1902 und 1903 129–13
Durchschnittsertrag der Heuernte per Hektar und per Jucharte nebst Futterpreisen im Durchschnitt pro 1900, 1901, 1902 und 1903 nach Amtsbezirken und Landesteilen 130–13
Gesamtertrag der Heuernte in gutem, mittlerem und geringem Wiesland pro 1900—1903 nach Landesteilen 13
Durchschnittswert der Heuernte per Hektar und per Jucharte pro 1900—1903 nach Landesteilen 13

F. Obsternte pro 1900, 1901, 1902 und 1903 137–14
a. Berechnung des Obstertrages pro 1900, 1901, 1902 u. 1903 nach Amtsbezirken und Landesteilen 137–13
b. Preise und Geldwert des Obstertrages pro 1900—1903 nach Landesteilen 13
c. Obsthandel und Most- und Branntweinbereitung pro 1900—1903 nach Landesteilen 13

G. Weinernte pro 1900, 1901, 1902 und 1903 139–14
Anbau, Ertrag, Geldwert, Kaufpreise und Kapitalwert der Reben pro 1900, 1901, 1902 und 1903 139–14
Rentabilitätsberechnung der Weinernte pro 1900, 1901, 1902 und 1903 . . 143–14

Gesamterntewert (Geldwert der geernteten Produkte nach Landesteilen pro 1903 bis 1903 und Vergleichung des Geldwertes der geernteten Produkte v. 1895—1903) 146–15
Gesamtübersicht der Ernteergebnisse pro 1900, 1901, 1902 und 1903 . . . 15
Ein- und Ausfuhr der Schweiz an landwirtschaftlichen Produkten pro 1900, 1901, 1902 und 1903 15

Mitteilungen

des

bernischen statistischen Bureaus.

Jahrgang 1904. - Lieferung II.

Landwirtschaftliche Statistik

des Kantons Bern

für die Jahre

1900—1903

nebst

Verzeichnis der landwirtschaftlichen Vereine und Genossenschaften auf Ende 1902 in Separatbeilage.

Bern.
Buchdruckerei K. J. Wyß
1904.

Kommissionsverlag von A. Francke in Bern.

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
355574
ASTOR, LENOX AND TILDEN FOUNDATIONS

Inhaltsverzeichnis.

Landwirtschaftliche Statistik des Kantons Bern für die Jahre 1900—1903.

A. Text.

Einleitung . . . . . Seite 1—4

Die Ernte des Jahres 1900 . . . . . 5—13
" " 1901 . . . . . 13—15
" " 1902 . . . . . 15—23
" " 1903 . . . . . 24—31

Geldwert der gesamten Ernte in den Jahren 1900, 1901, 1902 und 1903 . . . 32
Hochgewitter- und Hagelschaden . . . . . 31—32
Landwirtschaftliches Genossenschaftswesen 32

Berichte über den Gang der Ernte, den Einfluß der Witterung auf die verschiedenen Kulturen etc. . . . . . 33—35

Erntejahr 1900 . . . . . 35—43
" 1901 . . . . . 43—56
" 1902 . . . . . 57—65
" 1903 . . . . . 66—70

Allgemeine Bemerkungen, Wünsche und Anregungen betr. Förderung der Landwirtschaft (Auszüge aus den Ernteberichten pro 1900—1903) . . . . . 70—81

B. Tabellen.

Verzeichnis der pro 1903 neu entstandenen landwirtschaftlichen Vereine und Genossenschaften im Kanton Bern 82
Meteorologische Uebersicht für den Zeitraum von 1891—1903 83
Lufttemperatur der Station Bern in den Jahren 1900, 1901, 1902 und 1903 . . . 84—87
Niederschläge der Station Bern in den Jahren 1900, 1901, 1902 und 1903 . . . 88—91
Witterung pro 1900—1901 der Station Bern 90
Witterung pro 1902—1903 der Station Bern 90
Luftdruck und Lufttemperatur der Station Beatenberg pro 1900, 1901, 1902 u. 1903 91—97
Niederschlag und Witterung der Station Beatenberg pro 1900, 1901, 1902 u. 1903 . 91—97

A. Getreideernte pro 1900, 1901, 1902 und 1903 . . . . . 98—110

Durchschnittserträge der Fruchtarten an Körnern per Hektar und per Jucharte nach Amtsbezirken und Landesteilen pro 1900, 1901 1902 u. 1903 . . . 98—101
Durchschnittserträge der Fruchtarten an Stroh per Hektar und Jucharte nach Amtsbezirken und Landesteilen pro 1900, 1901, 1902 und 1903 . . . 102—105
Durchschnittspreise der Getreidearten für Körner und Stroh nach Amtsbezirken und Landesteilen pro 1900, 1901, 1902 und 1903 . . . 106—110
Gesamtertrag der einzelnen Fruchtarten an Körnern und Stroh pro 1900—1903 nach Landesteilen 106

B. Hackfrüchte pro 1900, 1901, 1902 und 1903 . . . . . 111—116

Durchschnittsertrag und -Preise der einzelnen Hackfruchtarten nach Amtsbezirken und Landesteilen pro 1900, 1901, 1902 und 1903 . . . 111—116
Die Ernteschädigungen der Kartoffeln durch Krankheit pro 1900—1903 nach Landesteilen 113
Gesamtertrag der einzelnen Hackfruchtarten pro 1900—1903 nach Landesteilen . . 116

C. Kunstfutterernte pro 1900, 1901, 1902 und 1903 . . . . . 117—121

Durchschnittsertrag per Hektar und per Jucharte pro 1900, 1901, 1902 u. 1903 nach Amtsbezirken und Landesteilen . . . . . 117—121
Gesamtertrag des Kunstfutters in den Jahren 1900—1903 nach Landesteilen . . 121

D. Verschiedene Pflanzungen pro 1900—1903 . . . . . 122—129

a. Durchschnitts- und Gesamterträge und Durchschnittspreise der Gemüse- und Hülsenfrüchte pro 1900—1903 nach Landesteilen 122
b. Durchschnitts- u. Gesamterträge und Durchschnittspreise der Handelspflanzen pro 1900—1903 nach Landesteilen 123
Durchschnitts- und Gesamterträge und Durchschnittspreise der Handelspflanzen pro 1901 nach Amtsbezirken und Landesteilen 124
Durchschnitts- und Gesamterträge und Durchschnittspreise der Handelspflanzen pro 1902 nach Amtsbezirken und Landesteilen 125

E. Wiesenbau pro 1900, 1901, 1902 und 1903 . . . . . 126—134

Durchschnittsertrag der Heuernte per Hektar und per Jucharte nebst Futterpreisen im Durchschnitt pro 1900, 1901, 1902 und 1903 nach Amtsbezirken und Landesteilen . . . . . 126—134
Gesamtertrag der Heuernte in gutem, mittlerem und geringem Wiesland pro 1900—1903 nach Landesteilen 130
Durchschnittswert der Heuernte per Hektar und per Jucharte pro 1900—1903 nach Landesteilen 130

F. Obsternte pro 1900, 1901, 1902 und 1903 . . . . . 135—138

a. Berechnung des Obstertrages pro 1900, 1901, 1902 u. 1903 nach Amtsbezirken und Landesteilen 135
b. Preise und Geldwert des Obstertrages pro 1900—1903 nach Landesteilen . . 136
c. Obsthandel und Most- und Branntweinbereitung pro 1900—1903 nach Landesteilen 137

G. Weinernte pro 1900, 1901, 1902 und 1903 . . . . . 139—144

Anbau, Ertrag, Geldwert, Kaufpreise und Kapitalwert der Reben pro 1900, 1901, 1902 und 1903 . . . 139—143
Rentabilitätsberechnung der Weinernte pro 1900, 1901, 1902 und 1903 . . . 144

Gesamterntewert (Geldwert der geernteten Produkte nach Landesteilen pro 1900 bis 1903 und Vergleichung des Geldwertes der geernteten Produkte v. 1880—1903) . . . 145—150
Gesamtübersicht der Ernteergebnisse pro 1900, 1901, 1902 und 1903 . . . 148—151
Ein- und Ausfuhr der Schweiz an landwirtschaftlichen Produkten pro 1900, 1901, 1902 und 1903 . . . 152—155

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
ASTOR, LENOX AND TILDEN FOUNDATIONS

Landwirtschaftliche Statistik

des Kantons Bern

für die Jahre 1900—1903.

Einleitung.

Die in der zweiten Hälfte der 1890er Jahre regelmäßig alljährlich in besonderen Heften erfolgte Veröffentlichung der landwirtschaftlichen Statistik hat seit derjenigen pro 1899 eine unliebsame Unterbrechung erfahren, indem die Bearbeitung der Berichte über die Ernte-Ergebnisse wegen größern dringenden Arbeiten (Volkszählung, Steuerstatistik, Viehzählung und Alpstatistik) verschoben werden mußte; es hat sich also unsere in der Einleitung zu Lieferung II, Jahrgang 1900 der Mitteilungen ausgesprochene Befürchtung als ziemlich begründet erwiesen. In der Tat ist nicht zu verkennen, daß zu einer möglichst allseitigen und regelmäßigen Besorgung der Arbeiten, welche in der Aufgabe eines statistischen Amtes liegen und insbesondere zu einer fortgesetzten planmäßigen Bearbeitung der landwirtschaftlichen Statistik nicht nur guter Wille, sondern auch die nötigen Hilfsmittel vorhanden sein müssen. Wir waren denn auch eine zeitlang im Ungewissen, ob es uns möglich sei, dieses Pensum weiterhin zu erfüllen. Dieser Umstand, sowie einige sachlich durchaus ungerechtfertigte Angriffe, welche im Jahre 1900 von bekannter Seite in einem landwirtschaftlichen Blatte anonym gegen die Statistik gerichtet wurden, veranlaßten uns, die Direktion der Landwirtschaft bezw. den Vorstand der ökonomischen Gesellschaft über die Fortführung der landwirtschaftlichen Statistik um ein Gutachten anzugehen. Das betreffende Schreiben der Direktion des Innern hatte folgenden Wortlaut:

„Wie Ihnen bekannt sein dürfte, ließ sich das kantonale sta-
„tistische Bureau u. a. seit Jahren die Pflege der landwirtschaftlichen
„Statistik angelegen sein; dieselbe wurde zu Anfang der 1880er

„Jahre auf Anregung der ökonomischen Gesellschaft, sowie auf Ver„anlassung der eidgen. Departemente des Innern und der Land„wirtschaft angebahnt und nachdem der bezügliche Entwurf eines „Berichtformulars von der hierseitigen Direktion einer Kommission „von Sachverständigen zur Prüfung und Begutachtung vorgelegt „worden war, von Mitte der 80er Jahre an regelmäßig fort„gesetzt. Der Inhalt des Formulars, sowie auch das Verfahren „zur Aufnahme der landwirtschaftlichen Produktionsstatistik ent„sprach in der Hauptsache den in andern Kantonen und Ländern „seit Jahrzehnten bereits eingeführten Ermittlungen über Boden„benützung und Ernte-Ertrag. Von jeder Gemeinde wurde alljähr„lich ein solcher Bericht einverlangt (s. Beilage) und zudem mußten „gewöhnlich je das fünfte Jahr die Angaben über Areal- und An„bauverhältnisse neu ermittelt werden. Wegen andern größern und „dringenden Arbeiten des hierseitigen statistischen Bureaus mußte „indes die Bearbeitung der pro 1900 gesammelten Berichte sistiert „bezw. verschoben werden. Immerhin gedachten wir die bezüglichen „Berichte im land- und volkswirtschaftlichen Interesse auch ferner„hin einzusammeln und gelegentlich statistisch verwerten zu lassen. „Wir erlauben uns daher bei diesem Anlaß, Sie um Ihre Mei„nungsäußerung und allfälligen Wünsche zur Fortsetzung der land„wirtschaftlichen Statistik zu ersuchen. Zur nähern Orientierung „verweisen wir auf die bezüglichen Veröffentlichungen über land„wirtschaftliche Statistik, deren bereits 12 Lieferungen im Druck „erschienen sind. Obschon der Bund bis dahin dem Art. 19 des „Landwirtschaftsgesetzes noch keine wirksame Folge gegeben hat, so „wird das kantonale statistische Bureau doch Jahr für Jahr von „Bundesbehörden (eidgen. statistisches Bureau und Alkoholverwal„tung) um landwirtschaftsstatistische Nachweise angesucht. Ihre „gefl. Meinungsäußerung wäre uns in den nächsten Wochen er„wünscht."

Daraufhin erfolgte vom Vorstand der ökonomischen Gesellschaft unterm 26. Juli 1901 folgende Antwort an die Direktion der Landwirtschaft:

„In Beantwortung ihrer Anfrage betr. Fortführung der land„wirtschaftlichen Statistik teilen wir Ihnen folgendes mit. Wir „sind prinzipiell mit der Fortführung dieser Statistik einver„standen. Dagegen möchten wir uns vorbehalten, die Art und „Weise, wie diese Statistik durchgeführt werden soll, noch gründlich „zu prüfen. Wir haben zu dem Zweck eine besondere Kommission

„mit der Prüfung der bestehenden Formulare beauftragt und werden „wir uns erlauben, Ihnen rechtzeitig unsere Vorschläge einzureichen."

Um eine allseitige Prüfung zu ermöglichen, wies die Direktion des Innern in einem weitern Schreiben an die Landwirtschaftsdirektion daraufhin, daß nicht nur die Formulare, sondern auch die früher erlassenen Kreisschreiben und Instruktionen, sowie die jeweiligen Veröffentlichungen des kantonalen statistischen Bureaus, event. auch die auf die Förderung und den Ausbau der landwirtschaftlichen Statistik bezüglichen Bestrebungen des In- und Auslandes in den Bereich der Prüfung zu ziehen seien; ebenso suchte das kantonale statistische Bureau die beteiligten Kreise und speziell die Mitglieder der vorerwähnten Kommission durch ein Memorial näher zu orientieren; dasselbe datiert vom 5. Juni 1901 und hat folgenden Inhalt:

„Die Hauptschwierigkeit bei der Statistik der Bodenproduktion liegt nicht in der jährlichen Berichterstattung über die Ernte-Ergebnisse resp. in der Ermittlung der Durchschnittserträge per Flächeneinheit, sondern in den bisher gewöhnlich von 5 zu 5 Jahren (zuletzt 1895) veranstalteten Aufnahmen über die Areal- und Anbauverhältnisse, welche den Gesamtertragsberechnungen zur Grundlage dienen. Für die nächste Areal- und Anbauermittlung (pro 1900) hatte nun das statistische Bureau anstatt des bisherigen allgemeinen, d. h. für jede Gemeinde überhaupt angewandten Erhebungsverfahrens, eine Spezialermittlung mittelst persönlicher Fragekarten, die von den einzelnen Landwirten zu beantworten wären, vorgesehen. Da jedoch von Seite des Bundes eine derartige Aufnahme im Rahmen einer landwirtschaftlichen Betriebszählung projektiert gewesen war, so glaubte man hierseits vorläufig davon Umgang nehmen zu sollen [1]). Freilich würde das Pensum durch eine solche Spezialerhebung außerordentlich vergrößert; allein weder die vermehrte Arbeit noch Kosten sollten gescheut werden, wenn es dadurch gelingen würde, zu einer absolut zuverlässigen Basis für die Produktionsberechnungen zu gelangen.

Die Erntestatistik nun dient ihrem Zwecke nach hauptsächlich volkswirtschaftlichen Interessen; sie beruht im Detail auf mehr oder weniger zuverlässigen, schätzungsweisen Angaben, welche von den Gemeindeberichterstattern unter Beiziehung von sachkundigen Landwirten gemacht werden müssen; im großen und ganzen jedoch dürften

---

[1]) Eine neue Areal- und Anbaustatistik für den Kanton Bern ist nun pro 1904 im Gange.

dieselben der Wirklichkeit so ziemlich entsprechen, da sich die etwaigen Fehlerquellen (zu niedrige und zu hohe Angaben) gegenseitig in den für den Kanton und die einzelnen Landesteile berechneten Gesamtergebnissen annähernd wieder ausgleichen. Es muß also unterschieden werden zwischen der periodischen Areal- und Anbaustatistik, welcher mehr örtliche Bedeutung zukommt und der jährlichen summarischen Ernteststatistik, in welcher die rohe Bodenproduktion mehr allgemein, d. h. nicht im lokalen Detail, zum Nachweis gelangt; ferner ist im Gebiete der landwirtschaftlichen Statistik materiell noch zu unterscheiden zwischen Grundbesitz-, Betriebs- und Rentabilitätsstatistik [1]) und formell, d. h. methodisch zwischen der allgemeinen und der Spezialaufnahme, sowie den typischen Enquêten. Während z. B. bei einer Grundbesitz- oder landwirtschaftlichen Betriebszählung (ähnlich wie bei den Viehzählungen) alle Landwirte befragt werden müssen, ist dies bei der Rentabilitätsstatistik, bei welcher alle Faktoren des Wirtschaftsbetriebes im Einzelnen zur Geltung kommen müssen, nicht der Fall, ja man ist bei dieser Art Ermittlung lediglich auf solche Betriebe angewiesen, welche sorgfältig Buch und Rechnung führen [1]).

Bezüglich der Durchführung unserer bernischen Landwirtschaftsstatistik ist nun noch zu bemerken, daß dieselbe von Anfang an nicht nur den technischen Grundsätzen und Methoden entsprach, welche in den meisten andern Staaten des Auslandes befolgt und an statistischen Kongressen wiederholt besprochen und vereinbart wurden, sondern es ist dieselbe bisher so gut als irgend möglich ausgebildet und auch bereits fachmännisch außerordentlich günstig beurteilt worden. Die bernische Landwirtschaftsstatistik darf sich also vor dem In- und Auslande sehen lassen; sie gereicht unserer Landwirtschaft nicht zur Unehre, sondern trägt wesentlich dazu bei, den Ruhm und das Ansehen derselben objektiv zu fördern, und es hat sich die zuständige Stelle seit Jahrzehnten Mühe gegeben, diesen wichtigen Zweig der wirtschaftlichen Statistik auf der Höhe der Zeit zu halten und auszubauen. Möge der Bund seinerseits nach Art. 19 des Landwirtschaftsgesetzes bald auch dasselbe tun."

Unterm 3. Januar 1902 richtete der Vorstand der ökonomischen und gemeinnützigen Gesellschaft des Kantons Bern an die Direktion der

---

[1]) Da das schweizer. Bauernsekretariat im Auftrag des schweizer. Landwirtschaftsdepartements sich seit 1901 mit Rentabilitätsermittlungen verbunden mit Buchhaltungskursen für Landwirte befaßt, so kann dieses Pensum im Arbeitsprogramm der offiziellen Statistik einstweilen ausfallen.

Landwirtschaft ein Gutachten[1]), worin sich derselbe nach allseitiger reiflicher Prüfung für Beibehaltung der bisherigen Formulare aussprach, zugleich aber bemerkte, daß die Ausführung der Erhebungen bisher zu wünschen übrig gelassen habe, indem die gestellten Fragen vielfach zu wenig gewissenhaft beantwortet worden seien. Das Gutachten enthielt ferner die Anregung, „es sollte die Beantwortung „der Fragebogen entschieden besondern Fachmännern überwiesen und „letztere für die geleistete Arbeit entsprechend honoriert werden. Zu „diesem Zweck wäre es angezeigt, das schweizer. Landwirtschafts„departement um einen angemessenen Beitrag anzugehen[2]). Es „könnte das um so eher geschehen, als unseres Wissens die eid„genössische Verordnung betr. die Unterstützung der Landwirtschaft „durch den Bund eine Subventionierung solcher statistischer Arbeiten „vorsieht. Würden die Arbeiten der Fachmänner in den Gemeinden „(Ausfüllen der Fragebogen) angemessen vergütet, so würde viel „Unzufriedenheit verschwinden und würde man entschieden zuver„lässigere Angaben erhalten; damit müßte die Statistik ganz bedeutend „an Wert gewinnen."

Diese Anregung ist gewiß sehr gut gemeint und verdient besondere Beachtung; nur hat der Verfasser des Gutachtens vermutlich übersehen, daß die Gemeindebehörden von jeher angewiesen wurden, Fachmänner, d. h. sachkundige Landwirte mit der Berichterstattung über die Ernte-Ergebnisse zu beauftragen. In Betreff der Entschädigungsfrage sodann ist zu bemerken, daß dieselbe nicht zum ersten Mal gestellt und diskutiert wird, bereits im Jahr 1897 sprach der Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission einen dahinzielenden Wunsch aus; auch unsererseits wurde dieselbe schon öfter erwogen[3]) und wir möchten den Gemeindeberichterstattern eine angemessene Vergütung sehr wohl gönnen; allein im Grunde läßt

---

[1]) Dasselbe blieb aus Versehen auf genannter Direktion liegen und gelangte erst auf unsere Nachfrage hin im Januar 1903, also ein Jahr später, zu unserer Kenntnis. [2]) Mittelst Eingabe des Regierungsrates vom 13. Juli 1904 an das schweizer. Landwirtschaftsdepartement wurde dieser Anregung Folge gegeben; allein das letztere hat das Subventionsgesuch aus zum Teil begreiflichen, zum Teil aber unzutreffenden Gründen abgewiesen. [3]) Vergl. die Einleitung zu Lieferung I, Jahrg. 1896 (Rechnungsergebnisse der Gemeinden), ferner die Einleitung zu Lieferung II, Jahrgang 1898 der „Mitteilungen" (dritte Seite), endlich den Schlußabschnitt des Referates über die Aufgabe und Pflege der amtlichen Statistik in der Schweiz von C. Mühlemann (Zeitschrift für schweiz. Statistik, Jahrgang 1903, Lieferung V).

sich für den Staat eine Entschädigungspflicht gegenüber den Gemeinden vom staatsrechtlichen und volkswirtschaftlichen Gesichtspunkte aus kaum ableiten, da erstens — was gewöhnlich übersehen wird — die Pflege der amtlichen Statistik nach Organisations-Gesetz oder Dekret in den Pflichtenkreis der öffentlichen Verwaltung, resp. der Behörden des Staates und auch der Gemeinden gehört und zweitens statistische Erhebungen in der Regel nicht nur im selbsteigenen Interesse des Staates, sondern auch in demjenigen der Gemeinwesen, der verschiedenen Volksgruppen, der Wohlfahrtsbestrebungen überhaupt liegen; deshalb ist es am Platze, daß Staat und Gemeinden sich unter jeweiliger Mitwirkung der betr. Interessentenkreise (im vorliegenden Falle also der landwirtschaftlichen Vereine und Genossenschaften, bezw. sachkundiger Landwirte) grundsätzlich in bisheriger Weise in die Arbeit und Kosten gemeinsam teilen. Unseres Wissens findet eine Entschädigung der Gemeindebehörden für die landwirtschaftliche Statistik oder ähnlicher Berichterstattungen weder in andern Kantonen (z. B. weder in Zürich noch Waadt), noch in andern Ländern statt. Gesetzt aber, die Entschädigung würde als Pflicht des Staates erachtet, so müßten der Konsequenz wegen nicht nur die jährlichen Ernteberichte, sondern auch alle übrigen statistischen Aufnahmen, wie die eidgen. Volks- und Viehzählungen, überhaupt sämtliche Arbeiten und Verrichtungen, welche die Gemeindebehörden im Auftrage der Staatsbehörden zu besorgen haben, entschädigt werden. Abgesehen von dieser weitgehenden Konsequenz, wäre es mitunter wohl recht schwierig, eine angemessene spezielle Entschädigung an die mitwirkenden Organe auszurichten, da es nicht immer die Gemeindeschreiber oder Berichterstatter selbst sind, welche die Angaben liefern, sondern auch andere Personen, die um Auskunfterteilung oder Mitwirkuug angegangen werden. Die bisherige Erfahrung hat noch keineswegs bewiesen, daß der Grad der Zuverlässigkeit statistischer Angaben von einer Entschädigung abhange; vielmehr kommt es auf das sachliche Interesse und Verständnis, auf die Eignung und Gewissenhaftigkeit der berichterstattenden Organe an. Damit soll indes nicht gesagt sein, daß Entschädigungen an die Gemeinden unter gewissen Umständen nicht am Platze wären, z. B. bei außerordentlichen statistischen Erhebungen von bedeutendem Umfange, wo viele Sachkundige mitzuwirken haben. Die Entschädigungsfrage hängt also von dem Umfang und der Natur der Erhebungen, sowie von der Art und Weise der Durchführung ab; sie muß daher wenigstens außerordentlicherweise von Fall zu Fall entschieden werden und zwar unter möglichster Berücksichtigung der freiwilligen,

unentgeltlichen oder ehrenamtlichen Mitwirkung seitens Privaten, sowie der pflichtgemäßen Beteiligung der behördlichen Organe.

Gestützt darauf, daß sich die maßgebenden landwirtschaftlichen Kreise für die Fortsetzung der landwirtschaftlichen Statistik ausgesprochen hatten, sorgten wir für ununterbrochene Berichterstattung und da die nachträgliche Bearbeitung der Ernteberichte in dem von der Regierung genehmigten Arbeitsprogramm wiederholt vorgesehen war, so unterzogen wir uns dieser Aufgabe von Neuem. Allerdings konnte die Bearbeitung erst zu gelegener Zeit unternommen werden und es verzögerte sich dieselbe daher länger, als wir vorausgesehen hatten. Die vorliegende Publikation umfaßt nun aber die Ergebnisse, statt von drei, von vier Erntejahren, nämlich diejenigen pro 1900, 1901, 1902 und 1903; überdies wird das bereits früher gedruckte Verzeichnis der landwirtschaftlichen Vereine und Genossenschaften pro Ende 1902 als Beilage separat mit herausgegeben. Man wird vielleicht geneigt sein, zu bemerken, daß diese Arbeiten wegen verspäteter Veröffentlichung an Aktualität eingebüßt haben, da das pekuniäre Interesse des Handels und der Landwirtschaft bezw. der Händler und Bauern, der Produzenten und auch der Konsumenten in der Regel auf das Ergebnis des laufenden Erntejahres gerichtet sei. Mag dem in Wirklichkeit auch so sein, so behalten die vorliegenden Nachweise nichtsdestoweniger ihren statistischen, volkswirtschaftlichen und kulturhistorischen Wert besonders im Vergleich mit frühern und spätern Zeiten, sowie mit andern Ländern. Uebrigens kann auch eine prompte, jahrweise Veröffentlichung der definitiven Ernte-Ergebnisse nie früh genug erfolgen, um dem Interesse des Handels bezw. der Produktenverwertung zu dienen. Dazu ist bekanntlich der sogen. Nachrichtendienst über Saatenstand und Ernteaussichten da, wie er z. B. in den Vereinigten Staaten von Nord-Amerika, im Deutschen Reiche, in Oesterreich-Ungarn neben der Ernteststistik besteht und auch eine zeitlang in der Schweiz vom Bunde organisiert war.

Was nun den Inhalt bezw. die Anordnung und Darstellung des Stoffes anbetrifft, so mußte im Interesse der Raum- und Kostenersparnis auf möglichste Reduktion Bedacht genommen werden; es geschah dies hauptsächlich in der Weise, daß sowohl die berechneten Gesamterträge, als auch der Geldwert der geernteten Produkte nicht mehr nach Amtsbezirken, sondern höchstens nach Landesteilen gegeben wurden; die amtsbezirksweise Darstellung beschränkt sich somit nur auf die durchschnittlichen Ernte-Erträge und zum Teil auf die Preise. In einer Hinsicht entbehren die vorliegenden Ergebnisse der

Aarberg bestätigt, denn laut Angaben der Zuckerfabrik an die kantonale Landwirtschaftsdirektion wurden aus dem Kanton Bern von 1692 (1899: 1562) Lieferanten 142,150 q Zuckerrüben (1899: 106,587 q) in die Fabrik geliefert.

Das Ernteergebnis der einzelnen Hackfruchtarten ist folgendes:

(Doppelzentner)	Kartoffeln	Runkeln u. Kohlrüben	Möhren	Zuckerrüben
Durchschnittl. p. Hekt.	136,8	269,1	85,4	386,8
" " Juch.	49,2	96,9	30,7	143,4
Ertrag d. Hauptfrucht	2,906,809	1,017,760 (Ackerrüben)	97,531	163,999
" " Nachfrucht	—	49,626	18,678	—

Die Durchschnittspreise und der Geldwert der geernteten Hackfrüchte beziffern sich wie folgt:

Hauptfrucht				Nachfrucht		Zusammen
Kartoffeln	Runkeln und Kohlrüben	Zuckerrüben	Möhren	Ackerrüben	Möhren	Fr.
Durchschnittspreis per Doppelzentner:						
Fr. 4. 70	2. 50	2. 10	5. 20	2. —	5. 20	—
Geldwert im ganzen:						
13,769,671	2,505,280	344,210	505,476	97,522	86,550	17,208,709

Kunstfutter.

Das sehr befriedigende Ertragsergebnis der verschiedenen Kunstfutterarten ist folgendes:

Durchschnittsertrag in Doppelzentnern:

	Futtermischungen	Klee	Luzerne	Esparsette	Uebrige Futterpflanzen	überhaupt
per Hekt.	72,4	81,1	70,1	60,4	59,1	73,1
per Juch.	26,1	29,2	25,2	21,7	21,3	26,3
im ganzen	2,251,515	1,371,085	169,779	440,253	62,769	4,295,401
					Dazu als Vor- oder Nachfrucht:	60,599
					Zusammen:	4,360,000

Der Gesamtgeldwert der Kunstfutterernte stellt sich unter Annahme der Mittelpreise von „Heu und Emd gemischt" auf Fr. 36,163,632; er ist somit nochmals gestiegen und steht um mehr als 3 Millionen über demjenigen des Vorjahres.

Verschiedene Pflanzungen.

(Gemüse, Hülsenfrüchte und Handelspflanzen.)

Das Ernteergebnis dieser Kulturpflanzen ist folgendes:

a. Gemüse und Hülsenfrüchte:

	Kohl (Radis)	Kraut ꝛc.	Erbsen	Ackerbohnen
Durchschnittserträge per Ar	Bierling=25 Köpfe	Kilos	Viertel	Viertel=15 L
	8	170	2,8	2,9
		Doppelzentner.		
Gesamtertrag	769,065	46,904	106,663	163,611
Geldwert in Franken	2,232,309	938,080	446,353	648,208
			Geldwert im ganzen Fr.	4,264,950

Getreide.

Die Getreideernte pro 1900 ist trotz frühzeitiger Lagerung namentlich des Roggens quantitativ und qualitativ gut ausgefallen. Die Ertragsangaben sind folgende:

a. Körnerertrag:

Durchschnittsertrag in Doppelzentnern:

	Weizen	Korn	Roggen	Gerste	Hafer	überhaupt
per Hektar	16,3	20,1	16,2	14,4	17,1	17,5
per Juchart	5,9	7,2	5,8	5,2	6,2	6,3
Gesamtertag	186,091	278,674	124,571	33,955	185,410	808,701

b. Strohertrag:

Durchschnittsertrag in Doppelzentnern:

	Weizen	Korn	Roggen	Gerste	Hafer	überhaupt
per Hektar	30,3	29,7	35,3	18,8	23,3	28,7
per Juchart	10,8	10,7	12,8	6,8	8,3	10,3
Gesamtertrag	343,407	411,598	269,676	44,247	254,784	1,323,712

Die Durchschnittspreise und der Geldwert des Getreideertrages beziffern sich wie folgt:

a. Für Körner:

Durchschnittspreis per Doppelzentner:

Weizen	Korn	Roggen	Gerste	Hafer	überhaupt
Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
18.20	13.70	15.10	15.50	16.60	15.60

Geldwert im ganzen:

3,388,064	3,813,685	1,871,409	527,896	3,074,576	12,675,630

b. Für Stroh:

Durchschnittspreis per Doppelzentner:

Weizen	Korn	Roggen	Gerste	Hafer	überhaupt
Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
5.10	5.30	6.—	4.10	4.20	5.10

Geldwert im ganzen:

752,522	2,187,786	1,607,837	180,756	1,076,012	6,804,913

Geldwert für Körner und Stroh zusammen Fr. 19,480,543

Hackfrüchte.

Die Ernte an Hackfrüchten fiel quantitativ und qualitativ gut aus, doch klagen die Landwirte über die schwierige Verwertung des so reichlichen Kartoffelertrages. 282 Gemeinden oder 55,5 % der Gesamtzahl haben Schädigungen der Kartoffeln durch Krankheit gemeldet; die bezüglichen Angaben variieren hauptsächlich von 1—20 % Ertragsverminderung. Der Ertrag der Zuckerrüben ist sehr befriedigend und es ist eine Zunahme in der Anpflanzung derselben zu konstatieren. Die Zuckerrübenkultur gewinnt immer größeres Zutrauen von seiten der Landwirte, was auch die größere Zahl der Lieferanten von Zuckerrüben an die Zuckerfabrik

Der Gesamtgeldwert der Futterernte (inklusive Kunstfutter) beläuft sich auf die respektable Summe von Fr. 90,835,044, also um mehr als 7 Millionen größer als im vorigen futterreichen Jahre. Wir sehen, daß trotz der reichlichen Futterernten die Preise nicht gefallen sind, sondern immer mehr steigen und daher der Geldwert sich erhöht. Der diesjährige Geldwert ist der größte seit 1885, dem Anfangsjahre unserer landwirtschaftlichen Statistik.

Obsternte.

Auf die geringe Obsternte pro 1899 folgte eine sehr gute pro 1900; seit 1888 ist kein so reicher Obstsegen gewesen, die Landwirte hatten große Mühe, den so überaus reichlichen Ertrag an Obst, namentlich an Aepfeln zu verwerten. Es wurde verhältnismäßig wenig verkauft und weil vom Ausland keine Nachfrage, auch wenig ausgeführt, dagegen aber viel zu Hause gedörrt, gemostet und gebrannt. Kirsch- und Bätzivasser machten dem Bundesfusel starke Konkurrenz. Das Ergebnis des Obstertrages ist folgendes:

Durchschnittsertrag	Aepfel	Birnen	Kirschen	Zwetschgen	Nüsse
per Baum in Kilos	175,0	94,8	40,7	30,4	18,4
Gesamtertrag in Doppelztr.	1,824,359	328,071	220,703	112,853	12,59[illegible]

Preise und Geldwert des Obstertrages:

(Wirtschaftsobst)	Aepfel	Birnen	Kirschen	Zwetschgen	Nüsse
Durchschnittspreis	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
per 100 Kilos	5.30	5.80	22.10	16.—	28.60
Geldwert	9,475,963	1,896,614	4,910,749	1,495,014	357,638
				Zusammen Fr.	18,135,978

Der Obsthandel ließ, wie schon oben angedeutet, wegen geringer Nachfrage und mangelndem Absatz zu wünschen übrig; es wurden im Handel verkauft:

	Aepfel	Birnen	Kirschen	Zwetschgen	Nüsse	Im ganzen
Doppelzentner	119,718	10,716	5,838	3,141	355	139,768
Geldwert Fr.	634,505	92,153	129,020	50,256	10,153	916,087

Das bereitete Mostquantum beläuft sich im ganzen auf 81,698 Hektoliter mit einem Geldwert von Fr. 1,633,960.

Weinernte.

Das Jahr 1900 war ein vortreffliches Weinjahr, ja noch besser als das sehr gute Weinjahr 1874; denn per Hektar lieferte die Ernte pro 1900 auf einem Areal von 615,40 Hektaren einen Durchschnittsertrag von 96,37 Hektolitern, während die Ernte pro 1874 auf einem Areal von 823,32 Hektaren einen Durchschnittsertrag von 81,26 Hektolitern aufweist. Was dem müden Wanderer die Oase in der Wüste, das war dem durch jahrelangen Mißernten entmutigten Weinbauer das Weinjahr 1900. Durch Hagelschlag wurde das Ernteergebnis etwas beeinträchtigt und durch Auftreten des echten und falschen Meltaus, je nach Bekämpfung desselben, die Ernte mehr oder weniger geschädigt. Der Kulturzustand wurde fast überall als gut und die Kauflust an einigen Orten als steigend bezeichnet.

Die statistischen Ergebnisse sind folgende:

Zahl der Rebenbesitzer: 3457 (3471 pro 1899); die Anbaufläche des RebLandes beträgt 615,09 Hektaren (629,28 pro 1899), wovon 599,82 Hektaren mit weißem und 15,58 Hektaren mit rotem Gewächs bepflanzt sind. Der Ertrag der Weinernte ist folgender:

	Weißer	Roter	Zusammen
Hektoliter	58,283,9	1022,0	59,306,1
Durchschnittspreis per Hektoliter Fr.	22.70	37.80	—
Geldwert „	1,321,973	38,597	1,360,570

Das Rentabilitätsergebnis stellt sich dank der guten Quantität als recht günstig und lautet folgendermaßen:

		Per Mannwerk	Per Hektar
Weinertrag	hl	4,21	96,27
Geldwert	Fr.	99,30	2211
Kulturkosten (wie im Vorjahr)	„	36,50	811
Kapitalwert	„	347	7712
Netto-Ertrag	„	63	1400

Netto-Ertrag per Fr. 100.— Kapital: Fr. 18.20

Die durchschnittlichen Kaufpreise der Reben per Mannwerk für beste Reben stehen auf Fr. 363, für mittlere auf Fr. 248 und für geringe auf Fr. 144 also durchwegs etwas höher als im Jahre 1899. Der Kapitalwert der Reben ist abermals etwas gestiegen und beläuft sich auf Fr. 4,745,930.

Die Ernte des Jahres 1901.

Der Ernte-Ertrag dieses Jahres war fast überall nur mittelmäßig. Der naßkalte Frühling, die Trockenheit im Mai, der Schneefall im Juni und die Hagelschläge im Juli, das allgemein ungünstige Wetter für die Einheimsung und der enorme Engerlingschaden beeinträchtigten ungemein mehr oder weniger sämtliche Kulturen und Ernten. Das Heu fehlte wegen der Trockenheit und der Bise im Mai, nur im Oberland gedieh es besser, dagegen ist das Emd ziemlich gut geraten, was dann im Oberland weniger der Fall war. An den meisten Orten gab es schließlich auch sehr viel Herbstgras. Die Getreideernte wurde hauptsächlich durch Spätfröste und Nässe im Frühling sehr geschädigt, ebenso durch den späten Schneefall (durch letzteren stellenweise allein zirka 50 %). Es gab nur geringe Qualität und geringen Strohertrag. Das Gewächs war häufig gelagert. Nachteilig beeinflußt wurde die Kartoffelernte durch den Engerlingfraß und das Regenwetter im Juli und August; letzteres förderte sehr empfindlich die Kartoffelkrankheit; der Ertrag war auch hier mittelmäßig und deshalb stiegen die Preise. Obst gab es sozusagen gar keines. Der Regen und Nebel sowie die Spätfröste im Frühjahr und die darauf-

folgende Trockenheit im Mai verhinderten den Blütenansatz und die Fruchtentwicklung und zudem hatten sich (speziell die Apfelbäume) im Vorjahr übertragen. Das Steinobst ist dagegen ziemlich gut geraten und die Nußbäume waren reichlich überladen. Empfindlich schadete auch der Apfelblütenstecher und sämmtlichen Kohlarten der Kohlweißling. — Die Milch- und Heupreise stiegen, die Käsepreise sind auf ziemlicher Höhe und der Viehhandel geht gut.

Getreide.

Die Getreidernte pro 1901 fiel nach den Taxationen im Durchschnitt des ganzen Kantons qualitativ und quantitativ mittelmäßig aus. Die Getreidesaaten waren nach einem ungünstigen Winter und wegen eines auf kalte Witterung zu trockenen Frühlings im allgemeinen dünn und litten auch teilweise unter der Käferplage. Das Ertragsergebnis der einzelnen Fruchtarten ist folgendes:

a. Körnerertrag:

Durchschnittsertrag in Doppelzentnern:

	Weizen	Korn	Roggen	Gerste	Hafer	überhaupt
per Hektar	14,6	17,8	15,2	13,1	15,0	15,0
per Juchart	5,3	6,4	5,5	4,7	5,4	5,8
Gesamtertrag	165,546	245,103	116,193	30,896	161,449	719,187

b. Strohertrag:

Durchschnittsertrag in Doppelzentnern:

	Weizen	Korn	Roggen	Gerste	Hafer	überhaupt
per Hektar	27,4	26,3	33,8	17,8	20,8	25,0
per Juchart	9,9	9,5	12,2	6,4	7,5	9,4
Gesamtertrag	309,940	363,095	257,350	41,910	226,588	1,198,883

Die Durchschnittspreise und der Geldwert des Getreideertrages ergeben folgende Ziffern:

a. Für Körner:

Durchschnittspreis per Doppelzentner:

Weizen	Korn	Roggen	Gerste	Hafer	überhaupt
Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
18.40	13.50	15.20	16.—	17.—	15.80

Geldwert im ganzen:

3,046,287	3,325,788	1,768,555	490,053	2,731,132	11,361,815

b. Für Stroh:

Durchschnittspreis per Doppelzentner:

Weizen	Korn	Roggen	Gerste	Hafer	überhaupt
Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
6.50	6.50	7.20	5.10	5.30	6.40

Geldwert im ganzen:

2,005,209	2,375,425	1,841,395	213,968	1,203,747	7,639,744

Geldwert für Körner und Stroh zusammen Fr. 19,001,559

Bei niedrigeren Erträgen, aber höheren Preisen blieb sich der Geldwert fast gleich demjenigen im Vorjahre.

Hackfrüchte.

Die diesjährige Hackfruchternte gestaltete sich quantitativ und qualitativ zu einer mittelmäßigen; die vielen Niederschläge wirkten ungünstig auf die Kartoffeln, die frühzeitig abstanden und krank wurden. Die Mehrzahl der Gemeinden 348 oder 68,6 %, verzeichnen Schädigungen von 10 bis 50 % d. h. Ertragsverminderung durch Krankheit und besonders auch durch die Engerlinge, welche sämtliche Hackfrüchte schädlich beeinflußten und die Erträge arg dezimierten. Die Zuckerrüben lieferten ebenfalls nur einen mittelmäßigen Ertrag. Von 1935 Lieferanten wurden 160,321 Doppelzentner Zuckerrüben in die Zuckerfabrik Aarberg geliefert. Das Ernteergebnis an Hackfrüchten ist folgendes:

(Doppelzentner)	Kartoffeln	Runkeln u. Kohlrüben	Möhren	Zuckerrüben
Durchschnittl. per Hektar	107,7	237,3	79,7	377,6
„ „ Juchart	38,5	85,4	28,7	135,9
Ertrag der Hauptfrucht	2,287,296	897,724 (Ackerrüben)	91,010	183,443
„ „ Nachfrucht	—	40,463	18,687	—

Die Durchschnittspreise, sowie der Geldwert der geernteten Hackfrüchte ergeben folgende Ziffern:

Hauptfrucht				Nachfrucht		Zusammen
Kartoffeln	Runkeln und Kohlrüben	Zuckerrüben	Möhren	Ackerrüben	Möhren	Fr.
Durchschnittspreis per Doppelzentner:						
Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
6.30	2.70	2.20	5.80	2.10	5.80	—
Geldwert im ganzen:						
14,333,340	2,386,208	385,232	526,095	90,581	99,045	17,820,501

Der höhern Preise wegen ist trotz der niedrigeren Erträge der Geldwert etwas größer als im Vorjahre.

Kunstfutter.

Die Ertragsergebnisse der verschiedenen Futterarten, als Dürrfutter berechnet, sind folgende:

Durchschnittsertrag in Doppelzentnern:

	Futtermischungen	Klee	Luzerne	Esparsette	Uebrige Futterpflanzen	überhaupt
per Hektar	63,0	71,1	64,0	56,4	51,3	64,3
per Juchart	22,7	25,6	23,0	20,3	18,5	23,1
im ganzen	1,957,919	1,201,590	154,137	410,564	63,183	3,787,393
				Dazu als Vor- oder Nachfrucht:		85,301
					Zusammen:	3,872,694

Der Geldwert der Kunstfuternte im ganzen repräsentiert die noch nie erreichte Summe von Fr. 38,291,263.

Verschiedene Pflanzungen.

(Gemüse, Hülsenfrüchte und Handelspflanzen)

Die Ernteergebnisse dieser Kulturpflanzen sind folgende:

a. Gemüse und Hülsenfrüchte:

Durchschnittserträge	Kohl (Kabis) Vierling=25 Köpfe	Kraut ꝛc. Kilos	Erbsen Viertel	Ackerbohnen Viertel=15 Ltr.
per Ar	7,6	167	2,8	2,8
		(Doppelzentner)		
Gesamtertrag	739,033	47,172	106,951	154,337
Geldwert in Franken	2,262,393	943,440	437,238	596,972
		Geldwert im ganzen Fr.		4,240,043

b. Handelspflanzen:

Durchschnittsertrag	Raps	Hanf	Flachs	Cichorie	Tabak
per Ar (Kilos)	11,6	8,4	7,9	80	16,4
Gesamtertrag (Doppelzentner)	891,5	2742,3	2854,3	660,8	424,2

Durchschnittspreise und Geldwert:

Durchschnittspreise	Raps	Hanf	Flachs	Cichorie	Tabak
per Kilo Cts.	35	167	179	48	59
Geldwert Fr.	26,942	439,952	497,576	31,270	24,371
			Geldwert im ganzen Fr.		1,020,111

Der Gesamtgeldwert der „verschiedenen Pflanzungen" beziffert sich auf Fr. 5,260,154.

Wiesenbau.

Die diesjährige Futterernte (sowohl Kunstfutter als Wiesenheu) fiel quantitativ und qualitativ ziemlich gut bis mittelmäßig aus. Der Heuertrag wurde durch eine vorherrschend naßkalte Witterung im Frühjahr und der Emdertrag durch die zahlreichen Engerlinge beeinträchtigt. Einen sehr guten Ertrag ergab dann die Herbstweide, und es konnte dieselbe dank der guten Witterung gut ausgenützt werden. Infolge vielfacher kalter Niederschläge hatte das Futter, besonders das Heu wenig Nährstoffe und war deshalb auch nicht ergibig. Das Ertragsergebnis ist folgendes:

Ertrag an Heu, Emd und Herbstgras	in gutem Wiesland	in mittlerem Wiesland	in geringem Wiesland	überhaupt
	(per Doppelzentner)			
Durchschnittl. per Hektar	81,5	53,0	27,2	54,6
„ „ Juchart	29,3	19,1	9,8	19,7
Gesamtertrag an Heu	1,848,630	1,403,717	637,999	3,890,346
„ „ Emd	799,401	561,634	192,394	1,553,429
„ „ Herbstgras	360,601	230,057	84,799	675,457
Zusammen	3,008,632	2,195,408	915,192	6,119,232

Mit Hinzurechnung des Kunstfutterertrages (3,872,694 q) erhalten wir einen nicht zu unterschätzenden Gesamtertrag an Futter von 9,991,926 Doppelzentnern.

Bei niedrigeren Erträgen, aber höheren Preisen blieb sich der Geldwert fast gleich demjenigen im Vorjahre.

Hackfrüchte.

Die diesjährige Hackfruchternte gestaltete sich quantitativ und qualitativ zu einer mittelmäßigen; die vielen Niederschläge wirkten ungünstig auf die Kartoffeln, die frühzeitig abstanden und krank wurden. Die Mehrzahl der Gemeinden 348 oder 68,6 %, verzeichnen Schädigungen von 10 bis 50 %, d. h. Ertragsverminderung durch Krankheit und besonders auch durch die Engerlinge, welche sämtliche Hackfrüchte schädlich beeinflußten und die Erträge arg dezimierten. Die Zuckerrüben lieferten ebenfalls nur einen mittelmäßigen Ertrag. Von 1935 Lieferanten wurden 160,321 Doppelzentner Zuckerrüben in die Zuckerfabrik Aarberg geliefert. Das Ernteergebnis an Hackfrüchten ist folgendes:

(Doppelzentner)	Kartoffeln	Runkeln u. Kohlrüben	Möhren	Zuckerrüben
Durchschnittl. per Hektar	107,7	237,3	79,7	377,6
„ „ Juchart	38,8	85,4	28,7	135,9
Ertrag der Hauptfrucht	2,287,296	897,724 (Ackerrüben)	91,010	183,443
„ „ Nachfrucht	—	40,463	18,687	—

Die Durchschnittspreise, sowie der Geldwert der geernteten Hackfrüchte ergeben folgende Ziffern:

Hauptfrucht				Nachfrucht		Zusammen
Kartoffeln	Runkeln und Kohlrüben	Zuckerrüben	Möhren	Ackerrüben	Möhren	Fr.
Durchschnittspreis per Doppelzentner:						
Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
6.30	2.70	2.20	5.80	2.10	5.80	—
Geldwert im ganzen:						
14,333,340	2,386,208	385,232	526,095	90,581	99,045	17,820,501

Der höhern Preise wegen ist trotz der niedrigeren Erträge der Geldwert etwas größer als im Vorjahre.

Kunstfutter.

Die Ertragsergebnisse der verschiedenen Futterarten, als Dürrfutter berechnet, sind folgende:

Durchschnittsertrag in Doppelzentnern:

	Futtermischungen	Klee	Luzerne	Esparsette	Uebrige Futterpflanzen	überhaupt
per Hektar	63,0	71,1	64,0	56,4	51,3	64,3
per Juchart	22,7	25,6	23,0	20,3	18,5	23,1
im ganzen	1,957,919	1,201,590	154,137	410,564	63,183	3,787,393
Dazu als Vor- oder Nachfrucht:						85,301
Zusammen:						3,872,694

Der Geldwert der Kunstfutterernte im ganzen repräsentiert die noch nie erreichte Summe von Fr. 38,291,263.

Verschiedene Pflanzungen.

(Gemüse, Hülsenfrüchte und Handelspflanzen)

Die Ernteergebnisse dieser Kulturpflanzen sind folgende:

a. Gemüse und Hülsenfrüchte:

Durchschnittserträge	Kohl (Kabis) Vierling=25 Köpfe	Kraut ꝛc. Kilos	Erbsen Viertel	Ackerbohnen Viertel=15 Ltr.
per Ar	7,6	167	2,8	2,8
		(Doppelzentner)		
Gesamtertrag	739,033	47,172	106,951	154,337
Geldwert in Franken	2,262,393	943,440	437,238	596,972

Geldwert im ganzen Fr. 4,240,043

b. Handelspflanzen:

Durchschnittsertrag	Raps	Hanf	Flachs	Cichorie	Tabak
per Ar (Kilos)	11,6	8,4	7,0	80	16,4
Gesamtertrag (Doppelzentner)	891,5	2742,3	2854,3	660,8	424,2

Durchschnittspreise und Geldwert:

Durchschnittspreise	Raps	Hanf	Flachs	Cichorie	Tabak
per Kilo Cts.	35	167	179	48	59
Geldwert Fr.	26,942	439,952	497,576	31,270	24,371

Geldwert im ganzen Fr. 1,020,111

Der Gesamtgeldwert der „verschiedenen Pflanzungen" beziffert sich auf Fr. 5,260,154.

Wiesenbau.

Die diesjährige Futterernte (sowohl Kunstfutter als Wiesenheu) fiel quantitativ und qualitativ ziemlich gut bis mittelmäßig aus. Der Heuertrag wurde durch eine vorherrschend naßkalte Witterung im Frühjahr und der Emdertrag durch die zahlreichen Engerlinge beeinträchtigt. Einen sehr guten Ertrag ergab dann die Herbstweide, und es konnte dieselbe dank der guten Witterung gut ausgenützt werden. Infolge vielfacher kalter Niederschläge hatte das Futter, besonders das Heu wenig Nährstoffe und war deshalb auch nicht ergibig. Das Ertragsergebnis ist folgendes:

Ertrag an Heu, Emd und Herbstgras	in gutem Wiesland	in mittlerem Wiesland	in geringem Wiesland	überhaupt
	(per Doppelzentner)			
Durchschnittl. per Hektar	81,5	53,0	27,2	54,6
„ „ Juchart	29,3	19,1	9,8	19,7
Gesamtertrag an Heu	1,848,630	1,403,717	637,999	3,890,346
„ „ Emd	799,401	561,634	192,394	1,553,429
„ „ Herbstgras	360,601	230,057	84,799	675,457
Zusammen	3,008,632	2,195,408	915,192	6,119,232

Mit Hinzurechnung des Kunstfutterertrages (3,872,694 q) erhalten wir einen nicht zu unterschätzenden Gesamtertrag an Futter von 9,991,926 Doppelzentnern.

Die Preise und der Geldwert stellen sich folgendermaßen:

Durchschnittspreis		Für gutes Heu	für geringes Heu	für Emd	für Heu und Emd gemischt
per Doppelzentner	Fr.	9. 70	7. 40	10. 20	9. 90

Geldwert		von gutem Wiesland	von mittlerem Wiesland	von geringem Wiesland	überhaupt
Heu	„	17,850,366	13,409,280	4,696,355	35,956,001
Emd	„	8,092,408	5,622,596	1,917,646	15,632,650
Herbstgras . . .	„	3,735,815	2,357,751	860,978	6,954,544
Zusammen	Fr.	29,678,589	21,389,627	7,474,979	58,543,195
per Hektar . . .	„	804	516	222	523
per Juchart . . .	„	289	186	80	188

Der geringere Ertrag hatte wiederum ein Steigen der Futterpreise und daher einen noch größern Geldwert als 1900 zur Folge. Rechnen wir den Geldwert des Kunstfutterertrages (Fr. 38,291,263) noch hinzu, so repräsentiert die gesamte Futterernte den bis dato noch nicht erreichten Gesamtgeldwert von Fr. 96,834,458, welcher den letztjährigen schon respektablen um 6 Millionen noch übersteigt.

Obsternte.

Die diesjährige Obsternte namentlich die der Aepfel fiel gering aus, was nach der überreichen Obsternte von 1900 erfahrungsgemäß zu erwarten war; Aepfel gab es fast keine, Birnen beinahe die Hälfte weniger als im Vorjahre, Kirschen und Zwetschgen lieferten noch einen guten bis mittelmäßigen Ertrag und Nüsse gab es mehr als im Vorjahr. Das Ergebnis des Obstertrages ist folgendes:

Durchschnittsertrag	Aepfel	Birnen	Kirschen	Zwetschgen	Nüsse
per Baum in Kilos	2,0	54,1	34,0	25,0	22,0
Gesamtertrag in Doppelzentnern	23,015	185,767	182,520	92,009	14,603

Preise und Geldwert des Obstertrages:

(Wirtschaftsobst)	Aepfel	Birnen	Kirschen	Zwetschgen	Nüsse
Durchschnittspreis	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
per 100 Kilos	20. 50	12. 70	25. 40	16. —	27. —
Geldwert	441,113	2,349,952	4,639,863	1,425,463	415,562
				Zusammen Fr.	9,271,953

Im Handel wurden verkauft:

	Aepfel	Birnen	Kirschen	Zwetschgen	Nüsse	Im ganzen
Doppelzentner	1460	5137,5	4913	3570,5	427	15,508
Geldwert Fr.	29,930	65,246	124,790	57,128	10,760	287,854

An Most wurden 6880 Hektoliter mit einem Geldwert von Fr. 137,600 nach angenommenem Ansatz von Fr. 20 per Hektoliter bereitet.

a. Für Körner:

Durchschnittspreis per Doppelzentner:

Weizen	Korn	Roggen	Gerste	Hafer	überhaupt
Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
18. 60	13. 90	15. 70	15. 90	17. 20	(16. —)
		Geldwert im ganzen:			
3,350,213	3,791,384	1,902,805	531,497	3,169,109	12,745,008

b. Für Stroh:

Durchschnittspreis per Doppelzentner:

Weizen	Korn	Roggen	Gerste	Hafer	überhaupt
Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
6. —	6. —	6. 80	4. 70	5. —	(5. 90)
		Geldwert im ganzen:			
2,071,211	2,408,965	1,845,333	207,893	1,230,687	7,764 089

Geldwert für Körner und Stroh zusammen Fr. 20,509,097.

Hackfrüchte.

Die Ernte an Hackfrüchten weist ein günstiges Ergebnis auf; Kartoffeln, Runkeln und Möhren lieferten fast ausnahmsweise schöne Erträge. Nur der Ertrag der Zuckerrüben ist zurückgeblieben wie auch deren Anbaufläche von 485,93 Hektaren im vorigen Jahre auf 350,44 Hektaren in diesem Jahr zurückgegangen ist. Von 1487 Lieferanten (1935 im Vorjahr) wurden 115,518 Doppelzentner (160,321 q im Vorjahr) in die Zuckerfabrik Aarberg geliefert. Mit dem Anbau der Zuckerrüben will es nicht recht vorwärts gehen, weil derselbe laut dem schon erwähnten Jahresbericht der landwirtschaftlichen Schule Rütti an Düngung, Boden und ganz besonders an die Pflege hohe Anforderungen stellt, und weil ein dadurch vermehrter Arbeitsaufwand bei stetem Mangel an landwirtschaftlichen Arbeitern dem Landwirt nicht willkommen ist. Es ist daher denn auch begreiflich, daß trotz vielen Anstrengungen der Verwaltung der Zuckerfabrik immer noch nicht soviel Rüben gebaut werden, daß die Fabrik den vollen Betrieb eröffnen kann. Trotzdem sich die Zuckerrübenkultur bei sorgfältiger Pflege lohnen würde und trotzdem man über den schwierigen Absatz der Kartoffeln fortwährend klagt, bleibt man doch hauptsächlich bei dem weniger Arbeit erfordernden Kartoffelanbau, namentlich wenn wie dieses Jahr die Kartoffeln bessere Erträge liefern als die Zuckerrüben. Schädigungen der Kartoffeln durch Krankheit 2c. haben 321 Gemeinden oder 63,3 % der Gesamtzahl zumeist mit einer Ertragsverminderung von 1—30 % gemeldet.

Das Ernteergebnis der einzelnen Hackfruchtarten ist folgendes:

(Doppelzentner)	Kartoffeln	Runkeln u. Kohlrüben	Möhren	Zuckerrüben
Durchschnittl. per Hektar	129,4	258,6	87,7	376,8
„ „ Juchart	46,5	93,1	31,6	135,5
Ertrag der Hauptfrucht	2,741,856	976,414 (Ackerrüben)	101,388	131,929
„ „ Nachfrucht	—	51,613	19,776	—

Der Durchschnittspreis und der Geldwert gestalten sich für die Hackfrüchte wie folgt:

Hauptfrucht				Nachfrucht		Zusammen
Kartoffeln	Runkeln und Kohlrüben	Zuckerrüben	Möhren	Ackerrüben	Möhren	Fr.
Durchschnittspreis per Doppelzentner:						
6.—	2.70	2.25	5.30	2.10	5.30	—

Seit diesem Jahre wird der Preis per Doppelzentner Zuckerrüben nach dem prozentischen Zuckergehalt berechnet, wonach Rüben mit 14,5% Zucker mit Fr. 2.25 per q bezahlt wurden.

Geldwert im ganzen:						
Kartoffeln	Runkeln und Kohlrüben	Zuckerrüben	Möhren	Ackerrüben	Möhren	Zusammen Fr.
16,494,128	2,590,080	295,013	548,327	108,694	100,310	20,136,582

Kunstfutter.

Die Kunstfuterernte fiel reichlicher aus als im Vorjahre. Das Ertragsergebnis der verschiedenen Futterarten ist folgendes:

Durchschnittsertrag in Doppelzentnern:					
	Futtermischungen	Klee	Luzerne	Esparsette	Uebrige Futterpflanzen	überhaupt
per Hektar	66,0	75,3	69,7	60,0	54,1	67,8
per Juchart	23,8	27,1	25,1	21,6	19,5	24,4
im ganzen	2,054,008	1,272,762	167,988	436,570	66,556	3,997,834
Dazu als Vor- oder Nachfrucht:						93,778
Zusammen:						4,091,612

Der Geldwert der Kunstfuterernte im ganzen ist etwas geringer ausgefallen, repräsentiert aber immerhin die schöne Summe von Fr. 35,112,561.

Verschiedene Pflanzungen.

(Gemüse, Hülsenfrüchte und Handelspflanzen.)

Im Erhebungsformular wurden wegen meistens mangelhafter Angaben die bezüglichen Fragen für „Kraut 2c." fallen gelassen; das Ernteergebnis der übrigen bis dato berücksichtigten „Pflanzungen" ist folgendes

a. Gemüse und Hülsenfrüchte:

Durchschnittserträge	Kohl (Kabis) Vierling=25 Köpfe	Erbsen Viertel	Ackerbohnen Viertel=15 Liter
per Ar	8,0	3,1	3,0
		(Doppelzentner)	
Gesamtertrag	776,168	118,410	196,562
Geldwert in Franken	2,194,317	494.808	744,727
Geldwert im ganzen Fr. 3,433,852			

b. Handelspflanzen:

Durchschnittsertrag	Raps	Hanf	Flachs	Cichorie	Tabak
per Ar (Kilos)	12,2	8,2	7,8	75,5	31,1
Gesamtertrag (Doppelzentner)	864,9	2650,5	2789,2	529,1	806,4

a. Für Körner:

Durchschnittspreis per Doppelzentner:

Weizen	Korn	Roggen	Gerste	Hafer	überhaupt
Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
18. 60	13. 90	15. 70	15. 90	17. 20	(16. —)
		Geldwert im ganzen:			
3,350,213	3,791,384	1,902,805	531,497	3,169,109	12,745,008

b. Für Stroh:

Durchschnittspreis per Doppelzentner:

Weizen	Korn	Roggen	Gerste	Hafer	überhaupt
Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
6. —	6. —	6. 80	4. 70	5. —	(5. 90)
		Geldwert im ganzen:			
2,071,211	2,408,965	1,845,333	207,893	1,230,687	7,764 089

Geldwert für Körner und Stroh zusammen Fr. 20,509,097.

Hackfrüchte.

Die Ernte an Hackfrüchten weist ein günstiges Ergebnis auf; Kartoffeln, Runkeln und Möhren lieferten fast ausnahmsweise schöne Erträge. Nur der Ertrag der Zuckerrüben ist zurückgeblieben wie auch deren Anbaufläche von 485,93 Hektaren im vorigen Jahre auf 350,64 Hektaren in diesem Jahr zurückgegangen ist. Von 1487 Lieferanten (1935 im Vorjahr) wurden 115,518 Doppelzentner (160,321 q im Vorjahr) in die Zuckerfabrik Aarberg geliefert. Mit dem Anbau der Zuckerrüben will es nicht recht vorwärts gehen, weil derselbe laut dem schon erwähnten Jahresbericht der landwirtschaftlichen Schule Rütti an Düngung, Boden und ganz besonders an die Pflege hohe Anforderungen stellt, und weil ein dadurch vermehrter Arbeitsaufwand bei stetem Mangel an landwirtschaftlichen Arbeitern dem Landwirt nicht willkommen ist. Es ist daher denn auch begreiflich, daß trotz vielen Anstrengungen der Verwaltung der Zuckerfabrik immer noch nicht soviel Rüben gebaut werden, daß die Fabrik den vollen Betrieb eröffnen kann. Trotzdem sich die Zuckerrübenkultur bei sorgfältiger Pflege lohnen würde und trotzdem man über den schwierigen Absatz der Kartoffeln fortwährend klagt, bleibt man doch hauptsächlich bei dem weniger Arbeit erfordernden Kartoffelanbau, namentlich wenn wie dieses Jahr die Kartoffeln bessere Erträge liefern als die Zuckerrüben. Schädigungen der Kartoffeln durch Krankheit 2c. haben 321 Gemeinden oder 63,3 % der Gesamtzahl zumeist mit einer Ertragsverminderung von 1—30 % gemeldet.

Das Ernteergebnis der einzelnen Hackfruchtarten ist folgendes:

(Doppelzentner)	Kartoffeln	Runkeln u. Kohlrüben	Möhren	Zuckerrüben
Durchschnittl. per Hektar	129,1	258,6	87,7	376,3
" " Juchart	46,5	93,1	31,6	135,5
Ertrag der Hauptfrucht	2,741,856	976,414 (Ackerrüben)	101,388	131,929
" " Nachfrucht	—	51,613	19,776	—

Der Gesamtgeldwert der Futterernte (inklusive Kunstfutter) beläuft sich auf Fr. 88,678,268; derselbe, infolge teilweise niedrigeren Preise etwas zurückgebliebene, reiht sich den besten Geldwerten der beiden Vorjahre würdig an.

Obsternte.

Die diesjährige Obsternte ist mit Ausnahme derjenigen der Aepfel spärlich ausgefallen. Aepfel gab es viel und es konnten dieselben zu sehr guten Preisen als Most und Tafelobst verkauft werden. Die übrigen Früchte wie Birnen, Kirschen, Zwetschgen und Nüsse litten Schaden durch ungünstige Witterung während der Zeit des Blühens und lieferten einen geringen oder gar keinen Ertrag. Gleichwohl ist der Landwirt resp. der Obstbaumbesitzer infolge des durch günstigen Absatz der Aepfel erzielten Gewinnes mit der diesjährigen Obsternte sehr zufrieden. Wie vorteilhaft aber auch ein intensiver Export für den Landwirt ist, so schadet er andererseits doch dem einheimischen Konsumenten, indem derselbe trotz reichlicher Obsternte dennoch nicht zu einem billigen Apfel kommt. Das Ergebnis des Obstertrages ist folgendes:

Durchschnittsertrag	Aepfel	Birnen	Kirschen	Zwetschgen	Nüsse
per Baum in Kilos	108,4	39,6	16,5	4,6	4,0
Gesamtertrag in Doppelzentnern	1,129,858	137,063	83,766	15,637	2,479

Preise und Geldwert des Obstertrages:

(Wirtschaftsobst)	Aepfel	Birnen	Kirschen	Zwetschgen	Nüsse
Durchschnittspreis	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
per 100 Kilos	12. 60	11. 30	26. 40	21. 40	29. 40
Geldwert	14,250,951	1,504,261	2,201,650	331,839	70,817

Zusammen Fr. 18,359,518

Im Handel wurden verkauft:

	Aepfel	Birnen	Kirschen	Zwetschgen	Nüsse	im ganzen
Doppelzentner	262,875	14,458,5	2762,5	182,5	84,5	280,363
Geldwert Fr.	3,312,225	163,381	72,930	3906	2484	3,554,926

An Most wurden 24,366 Hektoliter mit einem Geldwert von Fr. 487,320 bereitet.

Pro 1902 wurde im Ernteformular auch nach der Branntweinproduktion aus nicht monopolpflichtigen Stoffen gefragt; das Ergebnis beziffert sich für den Kanton auf 2659 Hektoliter.

Weinernte.

Die diesjährige Weinernte fiel zwar etwas besser aus als im Vorjahre, war aber gleichwohl nur eine mittelmäßige. Nasse Witterung im Frühling, Hagel im Sommer und wieder nasse Witterung im Herbst, Sauerwurm und Falschmeltau haben die Ernte quantitativ und qualitativ stark beeinträchtigt. Die statistischen Ergebnisse sind folgende:

Zahl der Rebenbesitzer: 3406 (3463 im Vorjahr); die Anbaufläche des RebLandes beträgt 597,13 Hektaren (607,95 Hektaren im Vorjahr), wovon 582,55 Hektaren mit weißem und 14,47 Hektaren mit rotem Gewächs bepflanzt sind. Der Ertrag der Weinernte ist folgender:

Durchschnittspreise und Geldwert:

Durchschnittspreise	Raps	Hanf	Flachs	Cichorie	Tabak
per Kilos Cts.	33	171	189	50	55
Geldwert Fr.	25,953	433,601	502,599	24,274	43,674
			Geldwert im ganzen Fr.		1,030,101

Durch den Ausfall des „Krautes ꝛc." ist bei annähernd gleichen Preisen und Erträgen begreiflicherweise der Gesamtgeldwert der „verschiedenen Pflanzungen" kleiner als in den beiden Vorjahren und beträgt Fr. 4,463,953.

Wiesenbau.

Die diesjährige Futterernte namentlich Emd und Herbstgras fiel im allgemeinen recht befriedigend aus; einzig das Heu ist nicht überall in gewünschter Weise geraten, während z. B. im Oberland die Heuernte zu Berg und Thal sowohl quantitativ als qualitativ eine gute war, ist dieselbe im Emmental nur gering ausgefallen, weil infolge der Schneefälle im Mai große Flächen eingegraset werden mußten und dadurch das Areal zum Heuen bedeutend geschmälert wurde. Das Emd war fast allerorts reichlich und von guter Qualität, Herbstgras war in großer Menge vorhanden, und die Herbstweide dauerte bis weit in den November hinein. Das Ertragsergebnis der diesjährigen Ernte kommt demjenigen des futterreichen Jahres 1900 gleich und lautet wie folgt:

Ertrag an Heu, Emd und Herbstgras	in gutem Wiesland	in mittlerem Wiesland	in geringem Wiesland	überhaup
	(per Doppelzentner)			
Durchschnittl. per Hektar	85,0	55,2	28,8	57,1
„ „ Juchart	30,6	19,9	10,4	20,6
Gesamtertrag an Heu	1,830,929	1,434,365	672,803	3,998,097
„ „ Emd	871,418	603,033	207,090	1,681,541
„ „ Herbstgras	377,010	250 125	89,662	716,797
Zusammen	3,139,357	2,287,523	969,555	6,396,435

Mit Hinzuzählung des Kunstfutterertrages (4,091,612 q) stellt sich der Gesamtertrag an Futter auf 10,488,047 Doppelzentner.

Die Preise und der Geldwert stellen sich folgendermaßen:

Durchschnittspreis	Für gutes Heu	für geringes Heu	für Emd	für Heu und Emd gemischt
per Doppelzentner Fr.	8.40	6.50	8.90	8.60
Geldwert	von gutem Wiesland	von mittlerem Wiesland	von geringem Wiesland	überhaupt
Heu Fr.	15,982,483	11,892,135	4,344,384	32,219,002
Emd „	7,846,737	5,340,589	1,777,323	14,964,649
Herbstgras oder Herbstweide „	3,391,044	2,216,697	774,345	6,382,086
Zusammen Fr.	27,220,264	19,449,421	6,896,052	53,565,737
per Hektar „	737	470	205	478
per Juchart „	265	169	74	172

auch schädigend auf. Die Milch- und Käsepreise sind zurückgegangen; die Viehhaltung ist gut, es ist sogar ein Aufschwung in der Aufzucht von Jungvieh zu konstatieren. Die Viehpreise, sowohl für Nutz- als für Schlachtvieh, sind hoch, wahrscheinlich wegen der Beschränkung der Einfuhr von fremdem Vieh. Ungewöhnlich hoch sind auch die Obstpreise.

Getreide.

Die Getreideernte pro 1903 ging vielerorts infolge ungünstiger Witterung langsam und teilweise mühsam vor sich. Das Getreide war sowohl im Stroh als in der Frucht befriedigend, jedoch zum großen Teil namentlich Weizen und Hafer frühzeitig gelagert. Nach den Taxationen im Durchschnitt des ganzen Kantons fiel die Getreideernte qualitativ und quantitativ gut bis ziemlich gut aus. Die Durchschnitts- und Gesamterträge der einzelnen Fruchtarten sind folgende:

a. Körnerertrag:

Durchschnittsertrag in Doppelzentnern:

	Weizen	Korn	Roggen	Gerste	Hafer	überhaupt
per Hektar	16,1	18,6	16,1	13,9	17,3	16,4
per Juchart	5,8	6,7	5,8	5,0	6,2	5,9
Gesamtertrag	189,466	261,563	127,172	35,415	191,738	805,354

b. Strohertrag:

Durchschnittsertrag in Doppelzentnern:

	Weizen	Korn	Roggen	Gerste	Hafer	überhaupt
per Hektar	31,8	29,6	36,7	17,6	23,2	27,7
per Juchart	11,4	10,7	13,2	6,4	12,0	10,0
Gesamtertrag	379,095	403,546	287,847	44,744	263,962	1,379,194

Die Durchschnittspreise und der Geldwert des Getreideertrages kommen in folgenden Ziffern zum Ausdruck:

a. Für Körner:

Durchschnittspreis per Doppelzentner:

Weizen	Korn	Roggen	Gerste	Hafer	überhaupt
Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
18.30	14.10	15.90	15.—	16.80	(16.—)

Geldwert im ganzen:

3,507,277	3,605,977	1,993,972	556,232	3,218,120	12,881,578

b. Für Stroh:

Durchschnittspreis per Doppelzentner:

Weizen	Korn	Roggen	Gerste	Hafer	überhaupt
Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
5.40	5.50	6.10	4.40	4.60	(5.30)

Geldwert im ganzen:

2,006,195	2,181,827	1,758,121	186,367	1,157,680	7,290,190

Geldwert für Körner und Stroh zusammen Fr. 20,171,768

Hackfrüchte.

Der Ertrag an Kartoffeln und Möhren blieb gegenüber dem letzten Jahre erheblich zurück. Die nasse Witterung des Nachsommers beeinträchtigte namentlich das Gedeihen der Kartoffeln und förderte die Kartoffelkrankheit in großem Maße besonders an Orten wo das rechtzeitige Bespritzen der Stauden zur Bekämpfung der Kartoffelkrankheiten nicht ausgeführt wurde. Es bestehen leider immer noch Vorurteile gegen das Bespritzen, die nach den guten Erfahrungen, welche vielerorts gemacht worden sind, nun einmal schwinden sollten. Bedeutend mehr als die Hälfte, nämlich 365 Gemeinden oder 72 % der Gesamtzahl haben Schädigungen der Kartoffeln durch Krankheit gemeldet, die bezüglichen Angaben variieren von 10—50 %, am meisten von 21—30 % Ertragsverminderung. Der Zuckerrübenbau will sich immer noch nicht recht bei den bernischen Landwirten einbürgern, die Zahl der Lieferanten ist wieder zurückgegangen. Nach den jeweiligen Angaben der Zuckerfabrik in Aarberg an die kantonale Landwirtschaftsdirektion wurden in diesem Jahre aus dem Kanton Bern von 1152 Lieferanten 98,552 Doppelzentner Zuckerrüben in die Fabrik geliefert. Seit der Eröffnung dieser Zuckerfabrik im Jahre 1899 hat der Staat Bern an die bernischen Zuckerrübenproduzenten Fr. 62,375 bezahlt und trotz dieser finanziellen Staatshilfe macht die Zuckerrübenkultur im Kanton Bern keine wesentlichen Fortschritte. Ein wirkungsvoller Aufschwung dieser Kultur wäre daher sehr wünschenswert und der Verwaltung der Zuckerfabrik in Aarberg in ihrem lobenswerten Eifer zur Verbreitung dieser zwar vermehrte Arbeit fordernden, aber auch höchst lohnenden Kultur wohl zu gönnen.

Das Ernteergebnis der einzelnen Hackfruchtarten ist folgendes:

Doppelzentner	Kartoffeln	Runkeln u. Kohlrüben	Möhren	Zuckerrüben
Durchschnittl. per Hektar	101/2	227/2	81/4	375/4
„ „ Juchart	36/4	81/8	29/3	135/0
Ertrag der Hauptfrucht	2,149,604	894,394 (Ackerrüben)	98,588	110,152
„ „ Nachfrucht	—	47,903	17,299	—

Die Durchschnittspreise und der Geldwert der geernteten Hackfrüchte gestalten sich folgendermaßen:

Hauptfrucht				Nachfrucht		Zusammen
Kartoffeln	Runkeln und Kohlrüben	Zuckerrüben	Möhren	Ackerrüben	Möhren	Fr.
Durchschnittspreis per Doppelzentner:						
7.10	3.—	2.30	5.50	2.70	5.50	—
Geldwert im ganzen:						
15,007,864	2,482,459	252,180	548,148	112,207	89,611	18,492,469

Kunstfutter.

Die Kunstfuterernte blieb hinter den futterreichen Vorjahren 1901 und 1902 nicht zurück, sondern lieferte in der Mehrzahl der verschiedenen Futterarten noch größere Erträge. Das Ertragsergebnis des Kunstfutters ist folgendes:

Durchschnittsertrag in Doppelzentnern:

	Futtermischungen	Klee	Luzerne	Esparsette	Uebrige Futterpflanzen	überhaupt
per Hektar	73,1	79,0	74,8	66,2	61,4	70,6
per Juchart	26,4	28,4	26,7	23,9	22,1	25,5
im ganzen	2,268,239	1,338,171	183,088	460,346	77,954	4,327,798

Dazu als Vor- oder Nachfrucht: 72,813

Zusammen: 4,400,611

Der Geldwert der Kunstfuterernte ist infolge niedrigeren Durchschnittspreises gefallen, repräsentiert sich als der kleinste in den letzten vier Jahren und kommt demjenigen von 1899 ziemlich nahe, er beziffert sich im ganzen auf Fr. 32,537,705.

Verschiedene Pflanzungen.

(Gemüse, Hülsenfrüchte und Handelspflanzen.)

Die Ernteergebnisse dieser Kulturpflanzen sind folgende:

a. Gemüse und Hülsenfrüchte:

Durchschnittserträge	Kohl (Kabis) Vierling=25 Köpfe	Erbsen Viertel	Ackerbohnen Viertel=15 Ltr.
per Ar	8,2	3	3,6
		Doppelzentner	
Gesamtertrag	814,817	110,385	194,033
Geldwert in Franken	2,527,322	477,534	773,218

Geldwert im ganzen Fr. 3,778,074

b. Handelspflanzen:

Durchschnittsertrag	Raps	Hanf	Flachs	Cichorie	Tabak
per Ar (Kilos)	14,8	7,5	7,4	59,5	45
Gesamtertrag (Doppelzentner)	1098,1	2240	2604,0	286,6	1281

Durchschnittspreise und Geldwert:

Durchschnittspreise	Raps	Hanf	Flachs	Cichorie	Tabak
per Kilos Cts.	29	171	170	60	58
Geldwert Fr.	29,341	367,781	452,155	17,196	59,822

Geldwert im ganzen Fr. 926,295

Der Gesamtgeldwert der „verschiedenen Pflanzungen" beziffert sich auf Fr. 4,704,369.

Wiesenbau.

Die Heuernte ergab einen reichlichen Ertrag, aber die Qualität des Heues war weniger gut als im Vorjahre. Die Heuernte mußte bei unbeständiger, vorherrschend naßkalter Witterung erfolgen und zog sich daher in die Länge, was auf die Qualität des Futters einen ungünstigen Einfluß ausgeübt hat. Die Ernte an Emd und Herbstgras kann sowohl hinsichtlich der Qualität wie der Menge im allgemeinen als gut bezeichnet werden. Der Ertrag an Wiesenheu, Emd und Herbstgras ist folgender:

Ertrag an Heu, Emd und Herbstgras	in gutem Wiesland	in mittlerem Wiesland	in geringem Wiesland	überhaupt
	(per Doppelzentner)			
Durchschnittl. per Hektar	92,1	59,7	30,6	61,8
„ „ Juchart	33,2	21,6	11,0	22,4
Gesamtertrag an Heu	2,139,209	1,630,071	727,641	4,496,921
„ „ Emd	899,980	612,321	210,174	1,722,475
„ „ Herbstgras	362,353	231,860	86,324	680,537
Zusammen	3,401,542	2,474,252	1,024,139	6,899,933

Die Preis- und Wertverhältnisse des Futterertrages sind folgende:

Durchschnittspreis	für gutes Heu	für geringes Heu	für Emd	für Heu und Emd gemischt
per Doppelzentner	7. 20	5. 60	8. —	7. 40

Geldwert		von gutem Wiesland	von mittlerem Wiesland	von geringem Wiesland	überhaupt
Heu	Fr.	15,557,124	11,645,717	3,994,422	31,197,263
Emd	„	7,235,535	4,848,669	1,645,411	13,729,615
Herbstgras	„	2,916,621	1,828,197	666,607	5,411,425
Zusammen	Fr.	25,709,280	18,322,583	6,306,440	50,338,303
per Hektar	„	696	442	187	450
per Juchart	„	251	159	67	162

Im Gegensatz zu dem günstigen Ergebnis der Heuernte stellt sich nun der Geldwert derselben infolge der gesunkenen Futterpreise um einige Millionen kleiner heraus als in den ebenfalls futterreichen Vorjahren 1900 und 1902, steht aber immerhin noch in der Reihe der an Geldwert besten Jahre. Mit Hinzuzählung des Kunstfutterertrags und Kunstfuttergeldwertes repräsentiert der Gesamtertrag der Futterernte dem Quantum nach 11,300,544 Doppelzentner und dem Wert nach 82,876,008 Franken.

Obsternte.

Die Obsternte wird von den Landwirten fast allgemein nach dem Ertrag der Aepfel taxiert, geraten die Aepfel, so ist es eine gute Obsternte, im gegenteiligen Falle aber eine schlechte, somit folgte dieses Jahr auf eine „fette" eine „magere" Obsternte, indem es fast überall wenig Aepfel gab. An den vereinzelten Orten, wo der Ertrag der Aepfel noch befriedigend war, konnten dieselben wie überhaupt alle übrigen Früchte zu überaus guten Preisen verwertet werden. Für alle Fruchtarten mit Ausnahme der Nüsse, deren Ernteergebnis ein bedeutend besseres war als im Vorjahr, kann die diesjährige Ernte quantitativ als mittelmäßig bis gering und qualitativ als ziemlich gut bezeichnet werden. Viel Regen und andauernde Kälte während und nach der Blütezeit, Fröste im Frühjahr und Hagelwetter im Sommer, auch Ungeziefer verschiedener Art sind die hauptsächlichsten Ursachen der geringen Ernte. Das Ergebnis des Obstertrages lautet folgendermaßen:

Durchschnittsertrag	Aepfel	Birnen	Kirschen	Zwetschgen	Nüsse
per Baum in Kilos	17,1	29,5	12,4	5,8	10,1
Gesamtertrag in Doppelzentner	172,644	98,030	67,130	20,956	6263

Preise und Geldwert des Obstertrages:

(Wirtschaftsobst)	Aepfel	Birnen	Kirschen	Zwetschgen	Nüsse
Durchschnittspreis	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
per 100 Kilos	18.30	15.30	30.10	24.80	30.70
Geldwert	3,076,747	1,443,324	1,998,180	524,505	197,353

Zusammen Fr. 7,240,109

Im Handel wurden verkauft:

	Aepfel	Birnen	Kirschen	Zwetschgen	Nüsse	im ganzen
Doppelzentner	15,398,5	6588	2705,5	692,1	181,9	25,566
Geldwert Fr.	281,793	100,796	81,436	17,164	5584	486,773

Das bereitete Mostquantum beläuft sich im ganzen auf 5204 Hektoliter mit einem Geldwert von Fr. 104,080. An Branntwein wurden 564,6 Hektoliter bereitet.

Weinernte.

Obschon die Weinernte pro 1903 einen noch geringern Ertrag als im Vorjahre lieferte, wurden dennoch die Rebbesitzer namentlich im Seeland befriedigender gestimmt, weil sie infolge der Mißernte in den Kantonen Waadt und Neuenburg den Wein leicht und zu gutem Preise verkaufen konnten. Der kleine Rebenertrag ist jedenfalls den Folgen des falschen und echten Meltaus, der Hagelschläge und der naßkalten Witterung im Frühling und Sommer zuzuschreiben. Das Ergebnis der diesjährigen Ernte ist folgendes:

Zahl der Rebenbesitzer: 3316 (3406 im Vorjahr); die Anbaufläche des Reblandes beträgt 574,47 Hektaren (597,15 Hektaren im Vorjahr), wovon 560,70 Hektaren mit weißem und 13,77 Hektaren mit rotem Gewächs bepflanzt sind. Die Zahl der Rebenbesitzer und die Anbaufläche der Reben verkleinern sich von Jahr zu Jahr, die Reben werden ausgereutet und das Rebareal in Acker- und Wiesenland oder auch zu Bauplätzen umgewandelt. Der Ertrag der Weinernte des Kantons Bern beziffert sich im ganzen auf: 23,791 Hektoliter, wovon 23,512 Hl. Weißen und 279 Hl. Roten.

Vergleich mit frühern Weinernten:

Weinjahre	Anbaufläche Hektaren	Ertrag in Hektoliter	Ertrag per Hektar Hektoliter	Taxierung
1874	823,32	66,902,1	81,26	Sehr gut
1875	823,32	38,197,8	46,52	Mittelmäßig
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . .	. . . . .
1881	788,37	35,508	45,02	Mittelmäßig
1882	815,26	31,309	38,40	Mittelmäßig
1883	810,11	18,909,4	23,34	Gering
1884	797,79	40,230,2	50,46	Gut
1885	779,57	40,092	51,43	Gut
1886	767,86	33,761,6	43,97	Mittelmäßig

Weinjahre	Anbaufläche Hektaren	Ertrag in Hektoliter	Ertrag per Hektar Hektoliter	Taxierung
1887	764,85	10,843,4	14,18	Ganz gering
1888	750,89	12,574,1	16,64	Ganz gering
1889	743,14	16,037,7	21,58	Gering
1890	720,15	22,699,6	31,48	Mittelmäßig
1891	690,62	3,622,6	5,25	Totale Mißernte
1892	675,24	11,880,9	17,61	Ganz gering
1893	672,66	38,344,9	57,05	Mittelmäßig bis gut
1894	665,19	30,689,1	46,14	Mittelmäßig
1895	675,89	23,987,7	35,49	Mittelmäßig
1896	677,62	20,478,4	30,22	(Sehr) mittelmäßig
1897	644,83	16,445	25,50	Gering
1898	616,12	27,104	43,99	Mittelmäßig
1899	629,58	21,966,2	34,89	Mittelmäßig
1900	615,40	59,306,4	96,37	Sehr gut
1901	607,98	18,134,1	29,83	Gering
1902	597,15	25,688,7	43,02	Mittelmäßig
1903	574,47	23,791	41,41	Mittelmäßig

Die vorstehende Taxierung ist nach folgender Klassifizierung verstanden:

Der Ertrag von über

50,000 hl oder über 70 hl per ha repräsentiert ein sehr gutes Weinjahr
40—50,000 hl „ 50—70 hl „ ha „ „ gutes „
20—40,000 hl „ 30—50 hl „ ha „ „ mittelmäßiges „
15—20,000 hl „ 20—30 hl „ ha „ „ geringes „
bis 15,000 hl „ unter 20 hl „ ha „ „ sehr geringes „

Die Preise sowie der Geldwert des Weinertrages sind folgende:

	Weißer	Roter	Im ganzen
Durchschnittspreis per hl Fr.	42,1	65,1	—
Geldwert . . . . . „	989,062	18,173	1,007,235

Das Rentabilitätsergebnis stellt sich infolge der günstigen Preise bedeutend besser als im Vorjahre. Es gestaltet sich folgendermaßen:

		Per Mannwerk	Per Hektar
Weinertrag	hl	1,88	41,41
Geldwert	Fr.	78,00	1753
Kulturkosten (wie früher)	„	36,50	811
Kapitalwert	„	316	7026
Netto-Ertrag		42,10	942

Netto-Ertrag per Fr. 100.— Kapital Fr. 13.40

Der normale Kulturzustand der Reben hat sich in diesem Jahre nicht wesentlich verändert und die Kauflust der Reben ist immer noch in den meisten Orten gleich Null. Während der Kapitalwert der Reben mit Fr. 4,036,340 wiederum um etwas gestiegen ist, sind die Kaufpreise der Reben seit letztem Jahr gesunken und lauten im Durchschnitt per

Durchschnittsertrag	Aepfel	Birnen	Kirschen	Zwetschgen	Nüsse
per Baum in Kilos	17,1	29,5	12,4	5,8	10,1
Gesamtertrag in Doppelzentner	172,644	98,030	67,130	20,956	6263

Preise und Geldwert des Obstertrages:

(Wirtschaftsobst)	Aepfel	Birnen	Kirschen	Zwetschgen	Nüsse
Durchschnittspreis	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
per 100 Kilos	18.30	15.30	30.10	24.80	30.70
Geldwert	3,076,747	1,443,324	1,998,180	524,505	197,353

Zusammen Fr. 7,240,109

Im Handel wurden verkauft:

	Aepfel	Birnen	Kirschen	Zwetschgen	Nüsse	im ganzen
Doppelzentner	15,398,5	6588	2705,5	692,1	181,9	25,566
Geldwert Fr.	281,793	100,796	81,436	17,164	5584	486,773

Das bereitete Mostquantum beläuft sich im ganzen auf 5204 Hektoliter mit einem Geldwert von Fr. 104,080. An Branntwein wurden 564,6 Hektoliter bereitet.

Weinernte.

Obschon die Weinernte pro 1903 einen noch geringern Ertrag als im Vorjahre lieferte, wurden dennoch die Rebbesitzer namentlich im Seeland befriedigender gestimmt, weil sie infolge der Mißernte in den Kantonen Waadt und Neuenburg den Wein leicht und zu gutem Preise verkaufen konnten. Der kleine Rebenertrag ist jedenfalls den Folgen des falschen und echten Meltaus, der Hagelschläge und der naßkalten Witterung im Frühling und Sommer zuzuschreiben. Das Ergebnis der diesjährigen Ernte ist folgendes:

Zahl der Rebenbesitzer: 3316 (3406 im Vorjahr); die Anbaufläche des Reblandes beträgt 574,47 Hektaren (597,15 Hektaren im Vorjahr), wovon 560,70 Hektaren mit weißem und 13,77 Hektaren mit rotem Gewächs bepflanzt sind. Die Zahl der Rebenbesitzer und die Anbaufläche der Reben verkleinern sich von Jahr zu Jahr, die Reben werden ausgereutet und das Rebareal in Acker- und Wiesenland oder auch zu Bauplätzen umgewandelt. Der Ertrag der Weinernte des Kantons Bern beziffert sich im ganzen auf: 23,791 Hektoliter, wovon 23,512 Hl. Weißen und 279 Hl. Roten.

Vergleich mit frühern Weinernten:

Weinjahre	Anbaufläche Hektaren	Ertrag in Hektoliter	Ertrag per Hektar Hektoliter	Taxierung
1874	823,32	66,902,1	81,26	Sehr gut
1875	823,32	38,197,3	46,52	Mittelmäßig
. . . .	. . . .	. . . . .	. . . .	. . . . .
1881	788,37	35,508	45,02	Mittelmäßig
1882	815,26	31,309	38,40	Mittelmäßig
1883	810,11	18,909,4	23,34	Gering
1884	797,79	40,230,9	50,46	Gut
1885	779,57	40,092	51,43	Gut
1886	767,86	33,761,6	43,97	Mittelmäßig

Jahr	Zahl der Versicherten	Summe der versicherten landw. Werte Fr.	Summe der bezahlten Prämien ohne die Policekosten Fr.	Summe der ordentl. Staatsbeiträge Fr.	Summe der Beiträge für Rentenversicherung Fr.	Summe der bezahlten Policekosten Fr.	Summe der bezahlten Beiträge mit Inbegriff der Policekosten Fr.	Fr.	
1900	7,262	8,494,990	122,807.10	20,834.36	7,135.90	15,053.20	43,023.45	187,254.[illegible]	[illegible]
1901	8,037	9,932,750	137,376	23,365.62	8,084.66	16,643.60	48,093.88	133,058.[illegible]	[illegible]
1902	8,244	10,076,915	140,505.90	23,917.46	8,150.85	17,161.45	49,229.56	34,813	[illegible]
1903	8,880	11,197,932	155,276.10	26,601.70	8,787.82	18,480.10	53,869.62	124,588.[illegible]	[illegible]

Landwirtschaftliches Genossenschaftswesen.

Ueber den Stand des landwirtschaftlichen Genossenschaftswesens im Kanton Bern gibt das auf Ende 1902 abgeschlossene und im Separatdruck beigefügte Verzeichnis der landwirtschaftlichen Vereine und Genossenschaften im Kanton Bern Aufschluß, wonach, abgesehen von den Käsereigesellschaften, 417 Vereine mit 22,233 Mitgliedern existieren, welche alle mit mehr oder weniger Erfolg auf ihrem Arbeitsfelde wirken. Das frühere ebenfalls separat erschienene Gesamtverzeichnis der landwirtschaftlichen Vereine und Genossenschaften schloß auf Ende 1892 mit 235 Vereinigungen und 12,015 Mitgliedern ab, so daß sich im Zeitraum der 10 Jahre von 1892 bis 1902 eine Zunahme von 182 Vereinen und 10,218 Mitgliedern ergibt. Seit Erstellung des ersten in unserer landwirtschaftlichen Statistik enthaltenen Verzeichnisses der sämtlichen auf Ende 1890 bestandenen landwirtschaftlichen Betriebsgenossenschaften, wonach der Bestand derselben (ohne die landwirtschaftlichen Vereine) auf 88 mit 4631 Mitgliedern angegeben war, hat das mit schönen Erfolgen begleitete Genossenschaftswesen eine erfreuliche Ausdehnung genommen; freilich lösen sich hie und da Genossenschaften, namentlich Viehzuchtgenossenschaften, wegen Unrentabilität auf, aber dafür entstehen immer wieder neue landwirtschaftliche Vereinigungen, so daß stets eine Zunahme zu konstatieren ist. Das neueste Verzeichnis der seit dem Abschluß obigen Gesamtverzeichnisses neuentstandenen landwirtschaftlichen Vereine und Genossenschaften pro 1903 auf Seite 82 hienach, weist für dieses letztgenannte Jahr eine Zunahme von 13 Genossenschaften auf, wovon zwar 8 Viehversicherungsgesellschaften, und nur 3 landwirtschaftliche Genossenschaften nebst 2 Viehzuchtgenossenschaften sind. Aufgelöst hat sich pro 1903 nur eine Viehzucht- und landwirtschaftliche Genossenschaft.

Anmerkung: Seit der obigen Berichterstattung hat sich die Situation bezüglich der Viehversicherungsgenossenschaften bedeutend geändert. Auf Grund des am 1. Jan. 1904 in Kraft getretenen Viehversicherungsgesetzes wurden nämlich an vielen Orten Viehversicherungskassen gegründet und bestehende entsprechend neu organisiert, so daß z. B. nach einer offiziellen Angabe bereits 159 solche Kassen mit über 90,000 Stück Vieh bestehen. Dieselben genießen für 1904 schon nahezu Fr. 200,000 Bundes- und Kantonssubvention.

Berichte

über

den Gang der Ernte, den Einfluß der Witterung auf die verschiedenen Kulturen ꝛc.

Die Ernte des Jahres 1900.

Oberland.

Amtsbezirk Frutigen. Adelboden: Der Frühling war naßkalt und die milde Witterung trat erst mit dem Monat Juni ein, hielt aber dann fast ohne Unterbrechung bis spät in den Herbst an, so daß noch Ende Oktober geweidet werden konnte, was sonst in dieser Höhenlage nur ausnahmsweise der Fall ist. Trotz der milden Witterung hat die Ernte, besonders die Heu- und Kartoffelernte die in sie gesetzten Erwartungen nicht erfüllt. Die bis in den Monat Juni andauernde naßkalte Witterung übte auf die Kulturen einen nachteiligen Einfluß aus, und es wurde infolge dieses Umstandes die Vegetation zu Tal und auf den Alpen zurückgehalten. Mit der Heuernte konnte außergewöhnlich spät begonnen werden. Reichlicher dagegen war der Ertrag an Emd und Herbstgras und würde ein außergewöhnlicher geworden sein, wenn nicht bis in den Herbst hinein andauernd trockene Witterung die Entwicklung etwas gehemmt hätte. Der Viehhandel war nicht gerade lebhaft, besonders an den ersten Märkten, später wurde die Nachfrage etwas größer. Ueber den ganzen Herbst blieben aber die Preise gedrückt und nicht unwesentlich hinter denjenigen des Vorjahres zurück. Der Umstand, daß die Nachfrage für gutes Zuchtvieh nach dem Ausland fehlte und ein nur unwesentlicher Export erzielt werden konnte, mag einen ungünstigen Einfluß auf den Absatz und die Preise der Mittelware ausgeübt haben. **Frutigen:** Die Ernte ist sowohl qualitativ als quantitativ sehr gut ausgefallen. Die Obsternte speziell war schier allzu gesegnet, so daß der Obstzüchter schließlich kein Geld aus dem Ertrag zog. Der Viehhandel ging flau und auch das Steigen des Zinsfußes wirkte nachteilig auf den Gang der Geschäfte. **Kandergrund:** Frühling und Vorsommer waren naßkalt, das prächtige Wetter vom Juli, August, September bis in den Oktober hinein spendete Heu, Emd und Kartoffeln in seltener Güte und Fülle. Dank dieser anhaltend günstigen Witterung konnte dieses Jahr auch an hochgelegener steiler Halde und auf schwindelnder Felsenkante das würzige Bergheu gesammelt werden.

Amtsbezirk Interlaken. Brienz: Ein Ertragsjahr, wie es besser kaum gewünscht werden darf. **Brienzwiler:** Gang der Heu-, Kartoffel- und Obsternte günstig, nasse Emdernte; Absatz und Preis der Milchprodukte seit vielen Jahren gleich. Die gute Heuernte bewirkte, daß viel Vieh zur Winterung behalten wurde. **Gsteigwiler:** Heu, Getreide und Emd kamen gut unter Dach. Der Einfluß der Witterung auf die verschiedenen Kulturen war vortrefflich. Der Einfluß der Ernte auf die Preise der Ernte- und Milchprodukte sowie auf die Viehpreise und den Viehhandel war gut. Die Obsternte fiel außergewöhnlich gut aus. **Habkern:** Die diesjährige Ernte ist im allgemeinen als eine der besten im Durchschnitt zu bezeichnen. Einige Hochgewitter, die sich über verschiedene Teile der Gemeinde erstreckten, schädigten mehr oder weniger auch die Ernte. Die mit Regen und Sonnenschein abwechselnde warme Witterung holte aber vieles wieder ein. **Interlaken:** Die Getreideernte war vom besten Wetter begünstigt. Der Einfluß der Witterung auf sämtliche Kulturen war gut, derjenige der Ernte auf die Preise der Ernte- und der Milchprodukte

ebenfalls, auf die Viehpreise bewirkte er etwas gedrückte Preise. Viehhaltung und Viehhandel waren befriedigend. Die Heupreise sind gestiegen, weil vielerorts im Ausland infolge von Mißernte Heu eingeführt werden muß, besonders nach Italien. Dagegen sind die Obstpreise niedrig geblieben, weil vom Auslande keine Nachfrage ist. Im allgemeinen kann das Jahr 1900 wohl als das fruchtbarste seit 50 Jahren bezeichnet werden. **Lütschental:** Das Jahr 1900 kann unsrerseits als ein wirklich gutes und segensreiches bezeichnet werden. Feld- und Baumfrüchte sind mit Ausnahme weniger Sorten gut geraten. Das Heu konnte dank der ausgezeichneten Sommerwitterung nicht nur im Tale, sondern auch in den Bergweiden gut und in reichlichem Maße eingebracht werden. Auch der Wildheuer hatte reiche Ernte. Die Viehzucht und Alpwirtschaft ist ebenfalls als eine segensreiche zu bezeichnen. **Interlaken:** Der Gang der Ernte war ein normaler und namentlich von der Witterung sehr begünstigt. Infolge der hiesigen Fremdenindustrie war auch der Absatz der Milchprodukte ein günstiger. Die Milch z. B. wurde das ganze Jahr per Liter zu 20 Rp. verkauft. Die Viehpreise waren im allgemeinen gut und hielten sich auf der richtigen Höhe. Guter Absatz infolge genügender Nachfrage. Infolge trockener Witterung, die den Graswuchs auf den Alpen beeinträchtigte, litt die Sömmerung der Viehware daselbst einigermaßen. Dagegen ist die Winter-Viehhaltung infolge guten Einbringens der Futtervorräte sehr günstig. **Wilderswil:** Anhaltend nasse Witterung im Vorsommer wirkte ziemlich erschwerend auf das Einsammeln des Futters. Nachsommer und Herbst waren trocken und günstig für die Ernte. Die Obsternte ist in allen Teilen gut ausgefallen. Die Viehpreise stehen auf mittlerer Höhe.

Amtsbezirk Oberhasle. Hasdmen: Der Futterertrag war vortrefflich. Die Herbstweide hat unter der trockenen Witterung im September etwas gelitten. Die Kartoffeln sind ausgezeichnet geraten und dank der vorherrschend trockenen Witterung ist die Kartoffelkrankheit nur ganz schwach aufgetreten, an einzelnen Sorten gar nicht. Auch auf den Alpen war der Ertrag recht wohl befriedigend und der Milchertrag ergiebig. Die Milchprodukte fanden zu annehmbaren Preisen guten Absatz. Mit den Viehpreisen ist man im allgemeinen recht zufrieden, für schönes Vieh wurde ein guter Preis bezahlt und für geringere Ware immer noch, was sie wert war. **Innertkirchen:** Wie gewöhnlich schlug der Föhn auch dieses Jahr die Aepfel vorzeitig ab, und die Birnen blühten gar nicht. **Meiringen:** Die Ernte konnte überall beim schönsten Wetter eingesammelt werden, die Witterung war der Entwicklung der Ernteprodukte günstig. Die Preise für Ernte- und Milchprodukte sind mittelmäßig, die Viehpreise über mittel.

Amtsbezirk Saanen. Lauenen: Witterung im allgemeinen sowohl dem Wachstum als dem Einsammeln günstig. Der Viehhandel im Zuchtgebiete leidet bedeutend unter der Ueberproduktion der früher eigentlich agrikolen Landesteile. Die Rentabilität der hiesigen Landwirtschaft ist bedingt außer anderem namentlich durch Beschaffung billigen Geldes. **Saanen:** Heu- und Emdwetter gut. Die große Bodenverschuldung und die hohen Liegenschaftspreise lasten schwer auf unsrm Bauernstand. Das Steigen des Hypothekarzinses und Sinken der Viehpreise erregen Besorgnis.

Amtsbezirk Niedersimmental. Erlenbach: Die feuchte Witterung des Vorsommers begünstigte den Heuwuchs dermaßen, daß die Heustöcke eine seltene Höhe erhielten. Trotzdem ist das Futter teuer, ein Beweis, daß viel Vieh im Lande ist. Die allzu zahlreiche Aufzucht von Stierkälbern ist auf einem Punkt angelangt, wo die allgemeine Rentabilität aufhört; sie lohnt sich höchstens noch bei ganz guter Auswahl.

Amtsbezirk Obersimmental. Lenk: Es gab viel Futter, Weidegras, Früchte ꝛc. in guter Qualität.

Amtsbezirk Thun. Eriz: Die Witterung, mit Ausnahme des Hagels, war für die Kulturen und für die Ernte günstig. **Forst:** Der viele Regen im Juni hat das Heuen erschwert, der Juli hat das Getreide etwas schnell zur Reife getrieben, und im August war eine ziemliche Trockenheit, so daß das Emd und die Kartoffeln an vielen Orten sehr gelitten haben. **Goldiwil:** Der Weinbau hat in dieser Gemeinde vollständig aufgehört und es wird das betreffende Land zum Anbau an-

derer Kulturen verwendet. **Heiligenschwendi:** Heuernte anfangs durch ungünstige Witterung beeinträchtigt, später ordentlich, Emd- und Getreideernte, sowie Herbst ausgezeichnet, sehr trocken und Spätjahr ungewöhnlich warm. Die Kirschenernte wurde kurz vor der Reifezeit durch anhaltendes Regen- und Nebelwetter größtenteils zu Grunde gerichtet, da der gefürchtete sog. Brenner Blätter und Früchte vernichtete. **Heimberg:** Die naßkalte rauhe Witterung im Mai beeinträchtigte die Entwicklung einzelner Kulturen, so daß namentlich die Kartoffeln nur mittelmäßig ausfielen. Stellenweise war viel gelagertes Getreide. Mit Ausnahme der Heuernte konnte alles gut eingebracht werden. Die diesjährige Grün- und Dürrfütterung hatte nur einen mindern Milchertrag zur Folge, wegen der allzuhäufigen Niederschläge im Vorsommer. **Horrenbach-Buchen:** Der feuchte Vorsommer, die andauernd warme und milde Witterung bis in den Spätherbst waren für eine vorzügliche Getreideernte in Berggegenden wie gewünscht. Bis in die Vorberge konnte dieses Jahr sämtliches Getreide gut gereift und gedörrt eingeheimst werden. Der prächtige warme Herbst gestattete bis anfangs November eine üppige Herbstweide, und auf mancher Matte konnten noch um diese Zeit schöne Mahden gemäht werden. Bühne, Speicher und Keller sind mit gutgewittertem Heu, schwerem Getreide, rotbackigen Aepfeln und gehaltvollem Apfelwein reich angefüllt. Aber schlechter Absatz und gedrückte Preise! **Sigriswil:** Die Heuernte in den untern Lagen zog sich infolge nasser Witterung sehr in die Länge, in den obern spätern dagegen war während der Heuernte sehr gutes Wetter. Der Nachsommer war sehr trocken, günstig für die Getreideernte, weniger für den Emdertrag. Die Weinernte wurde durch den falschen Mehltau geschädigt. **Steffisburg:** Die Reben litten unter zweimaligem Hagelschaden. Der Blühet war etwas ungünstig, im übrigen war die Witterung für die Kultur sehr günstig. **Thun:** Dauer der Herbstweide bis Mitte November; mit dem Eingrasen konnte bis Mitte Dezember zugefahren werden.

Emmental.

Amtsbezirk Signau. Röthenbach: Die Witterung war der Heu- und Getreideernte günstig. Das im Herbst anhaltende Grünfutter und die gute Herbstweide begünstigten die Viehfütterung und hielten die Preise. **Schangnau:** Die Qualität des Getreides litt wesentlich infolge der vielen Lagerungen. **Trub:** Während der Heuernte herrsche ungünstige Witterung, dagegen konnten Emd und Getreide bei günstigem Wetter gut eingeheimst werden. Die Preise für Schlachtware sind gestiegen, die Viehhaltung ist ungefähr gleich geblieben.

Amtsbezirk Trachselwald. Affoltern: Futter gab es in Menge, es konnte jedoch nicht alles gut eingebracht werden wegen des unbeständigen Wetters während der Heuernte. Korn und Roggen konnten gut eingebracht werden, dagegen hatte das spätere Gewächs, wie der Hafer, eine Regenperiode von zirka acht Tagen, vielerorts abgeschnitten, durchzumachen, wodurch der Ertrag etwas vermindert wurde. Kartoffeln gab es befriedigend, Obst, besonders Aepfel in sehr reichlichem Maße, aber wegen schlechten Absatzes zu ganz niedrigen Preisen wurde sehr viel Obst gemostet und gebrannt. **Lützelflüh:** Sowohl während der Heu- als der Getreideernte war die Witterung günstig und der Gang der Ernte allgemein befriedigend. Für den Graswuchs war das Wetter ebenfalls wie gewünscht. Infolge der allgemeinen Fruchtbarkeit waren die Preise der Ernte- und Milchprodukte gering. **Rüegsau:** Die Bestellung der Felder nahm einen befriedigenden Verlauf. Der Einfluß der Witterung auf die verschiedenen Kulturen war im allgemeinen günstig, ja zeitweise sehr günstig. Die Heuernte war in frühern Lagen von konstant schöner Witterung begünstigt. Weniger gut war der Heuet in spätern Lagen (vergl. Sigriswil) wegen zu lange unbeständigen Wetters. Doch ist der angenehme „Heugeruch" vorhanden, was auf guten Nährhalt und reichliche Milchergiebigkeit schließen läßt. Die Getreideernte wickelte sich dank der beständigen Witterung rasch ab. Einbuße erlitt der Hafer durch frühe Lagerung. Der Ertrag der Herbstweide ist sehr reichlich ausgefallen. Es konnte viel, wie seit langem nicht mehr, Herbstweide gedörrt werden. Der Kartoffelertrag litt unter der Krankheit (Bräsen). Kernobst gab es sehr viel, weniger Steinobst, aber durchwegs war die Qualität gut, aber es hatte nur leidlichen Absatz zu Schleuderpreisen. Die Preise der Milchprodukte zeigen eine fortwährende Tendenz zum Sinken.

Mittelland.

Amtsbezirk Bern. Bern: Der Stadtbezirk unterhalb wurde am 27. Juli von einem Hagelwetter heimgesucht, welches einen Schaden von zirka Fr. 20.000.— verursachte. **Bolligen:** Das Jahr 1900 kann als ein in allen Teilen gesegnetes angesehen werden. Nur die Milchpreise hätten nicht zurückgehen sollen. Gilt doch dieselbe z. B. in der Käserei Gehristein, nur 1½ Stunden von Bern entfernt, blos 10 Rp. per Liter. Obst gab es nur allzuviel und daher kleine Ware und noch nie dagewesen niedrige Preise. **Kirchlindach:** Die Witterungsverhältnisse waren für die Landwirtschaft günstig. Futter, Getreide, Erdäpfel und das Obst konnten gut eingeheimst werden. **Könitz:** Die Fruchtbarkeit des zu Ende gehenden Jahres war eine etwas ungewöhnliche, und der Ertrag an landwirtschaftlichen Produkten steht bedeutend über dem Durchschnitt der letzten Jahre. Abgesehen davon, daß zu Ende des letzten und zu Anfang dieses Jahres mancherorts die Maul- und Klauenseuche arge Verheerungen anrichtete, blieb unsre Gemeinde von schadenbringenden Zufälligkeiten und namentlich von Hochgewittern verschont. Auf einen späten Frühling folgte ein fruchtbarer Sommer und diesem der prächtige Herbst mit einer Fülle an Gaben aller Art und mit einem Spätsommer, wie der Landwirt ihn nicht besser wünschen konnte. Noch heute, den 17. November, sieht man Vieh auf der Weide und Leute mit Eingrasen beschäftigt. So füllten sich Scheune und Keller, Speicher und Vorratskammer und beinahe hätte man ausrufen mögen: „Herr hör auf mit deinem Segen!“ Das Jahr 1900 wird wohl jedermann als ein vielgesegnetes in bester Erinnerung bleiben. Leider aber hat auch die Fruchtbarkeit dieser Jahre ihre Kehrseite. Die großen Erträge bringen dem Landwirt nicht den Gewinn, den er erhofft hatte. Unser einheimisches Getreide ist kein Bedarfsartikel mehr für Fruchthändler und Müller. Obst und Kartoffeln wurden massenhaft auf den Markt geworfen; die erzielten Preise decken die Produktionskosten nicht. Die Brennereien hatten ihren Bedarf bald gedeckt, und so sind viele Vorräte unverkauft geblieben. Zinsen, Steuern und Löhnen aber kann heutzutage der Bauer nicht mehr mit ein par Mütt Korn, er muß mit blankem Gelde aufrücken. So ist dem Landwirt schließlich noch als Haupteinnahmsquelle der Milcherlös geblieben, mit dem auszukommen wäre, hätte man sich nicht den Preisabschlag gefallen lassen müssen. Es ist eine bemühende Tatsache, daß das ausnahmsweise fruchtbare Jahr Ausfälle früherer Jahre nicht zu decken vermag. „Der Milchpryys mues abe, der Buur ma's verlyde“, so wurde Parole ausgegeben; wenn aber der Bauer sein mageres Jahr hat, dann rührt sich keine Hand, ihm dafür Ersatz zu bieten! **Muri:** Die Milchpreise sind gegen den Herbst zurückgegangen; Preise für Nutzvieh hoch, für Mastvieh niedriger. **Oberbalm:** Die Witterung im Frühling war um die Blütezeit etwas kalt und frostig, dem Steinobst nicht gerade zuträglich. Die Wintersaaten waren schön und entwickelten sich zusehends. Der Vorsommer war eher etwas kühl, vom Juli an wurde die Wärme größer, und alles Getreide entwickelte sich rasch. Die gewitterhafte Witterung im August war für die Kartoffeln ungünstig; die Krankheit stellte sich bei Zeiten ein und der Ertrag war mittelmäßig. Ein am 13. Juni über den südlichen Teil der Gemeinde niedergegangenes Hochgewitter verursachte einen Schaden von wenigstens Fr. 20,000. Der Graswuchs war ungemein stark, bis Ende Oktober Gras zum Ueberfluß. Die Obsternte wäre hier eine von den besten gewesen, wenn das Hagelwetter nicht eingetreten wäre. Das Obst konnte bei der anhaltend guten Witterung gehörig ausreifen und ist sehr schmackhaft. Die Käse-, Milch- und Viehpreise sind befriedigend. Das Jahr 1900 war im ganzen ein fruchtbares und gesegnetes Jahr. **Stettlen:** Die Hagelschläge vom 27. und 29. Juli verursachten am Getreide und Obst einen Schaden von 12—25%. Im Korn war zudem viel Brand vorhanden. **Vechigen:** Am 5. August entlud sich ein Hagelwetter über Denkenberg, Sinneringen und Boll und verursachte einen Schaden von zirka Fr. 6000. **Zollikofen:** Hier wird dem frühen Heuen der Vorzug gegeben, was in diesem Jahr sehr günstig war, da nachher Regenwetter eintrat.

Amtsbezirk Burgdorf. Burgdorf: Namentlich der Roggen hat durch starke Lagerung gelitten. **Ersigen:** Der ziemlich günstige Ertrag an Kartoffeln wirkte auch dieses Jahr nachteilig auf deren Preise und Absatz. Es wären hier dermalen noch wenigstens 4000 q zu verkaufen. **Hasle:** Die Milchprodukte galten befriedigende Preise. Beir Fettkäsefabrikation wird jedoch der Ertrag vielerorts geschmälert durch das außergewöhnlich große Ergebnis an Ausschußwaare, die bekanntlich

im Preis stark gegen Primaware differiert. Die Obsternte fiel sehr reichlich aus. Der Absatz verlief aber ungünstig bei sehr niederen Preisen, so daß der Barerlös weit hinter den Erwartungen zurückblieb. Einen nachträglichen Barerlös wird das Dörrobst einbringen. Auch auf Verwendung im eigenen Haushalt und auf die wieder einmal ermöglichte Mostbereitung hat der diesjährige Obstsegen wohltätig gewirkt. **Heimiswil:** Die Witterung war den verschiedenen Kulturen und der Ernte günstig. Absatz von Kartoffeln und Obst durch Ueberproduktion gehemmt. Die Einnahmen sind infolge Sinkens der Milchpreise zurückgegangen, die Viehpreise stehen dagegen in ziemlicher Höhe. **Kernenried:** Die Futter- und Fruchternten waren von gutem Wetter begünstigt. Der überaus reiche Ertrag der Obstbäume reduzierte die bisherigen Verkaufspreise um die Hälfte. Zudem war die Nachfrage nach Obst sehr gering. **Krauchthal:** Infolge windiger Witterung lagerte sich der Roggen frühzeitig, was den Ertrag beeinträchtigte. **Lyssach:** Die Ernte konnte größtenteils bei günstiger Witterung eingebracht werden. Durch das frühzeitige Lagern des Getreides ist der Ertrag an Körnern und Stroh geringer geworden. Die Preise der Ernte- und Milchprodukte sind sich ziemlich gleich geblieben. Als Seltenheit kann angeführt werden, daß in hiesiger Gemeinde bis den 20. November allgemein gegraset wurde. **Rüdtligen:** Das Getreide war im allgemeinen durch Sturm stark gelagert, der Weizen vielfach brandig.

Amtsbezirk Fraubrunnen. Mätterlinden: Das Jahr 1900 hat sich ausgezeichnet durch außerordentliche Fruchtbarkeit in allen Kulturen. Man hat bereits drei gute Jahre hinter sich, allein das laufende hat sie im Durchschnitt noch übertroffen. Der Stand sämtlicher Getreidearten war gut und die Erntewitterung günstig, daher schöne Erträge. Der Absatz der Körnerfrüchte ist aber dank unsrer ruinösen Agrarpolitik immer schwieriger. Roggen ist z. B. gegenwärtig bereits unverkäuflich, da unsre Nachbarstaaten den Absatz der Körnerfrüchte (oder aus solchen erstellte Produkte) durch Ausfuhrprämien begünstigen, währenddem die Vollziehung unsres Alkoholmonopols möglichst das Gegenteil besorgt. Die Futterernten haben ganz normale Erträge geliefert, die Viehpreise behalten daher ihre gleiche Höhe. Namentlich findet Schlachtvieh gegenwärtig ziemlich guten Absatz. An Obst hatte man dieses Jahr eine Ueberfülle, wie sie selten vorkommt, nur schade, daß die Natur solchen Segen nicht besser abteilt, denn der Absatz des großen Ueberflusses war mit großen Schwierigkeiten verbunden zu sehr niedrigen Preisen. **Iffwil:** Der Gang der Ernte war sehr gut, die Witterung beständig schön, Platzregen schädigten Getreide und Kartoffeln; der Käsehandel ist gedrückt, der Viehhandel flau. **Mülchi:** Preise der Milchprodukte sinken, Schlachtvieh ist gesucht. **Wiler:** Die Ernte der verschiedenen Kulturen ist quantitativ und qualitativ befriedigend unter Dach gebracht worden. Die Kartoffelernte, Runkeln und Möhren lieferten fast ausnahmsweise hohe Erträge, ebenso das Herbstgras und die Herbstweide, beeinflußt durch günstige Witterung. Die Herbstsaaten stehen schön und zeigen günstige Aussichten für kommendes Jahr. Das Futter weist einen guten Nährgehalt auf, infolgedessen halten sich die Viehpreise auf gleicher Höhe und die Milchprodukte fanden zu guten Preisen Absatz. **Zauggenried:** Das fruchtbare Jahr hat dem Landwirt nicht den erwarteten Segen seiner mühevollen Arbeit gebracht. Alle landw. Erzeugnisse leiden unter geringer Nachfrage und damit in Verbindung stehen die überaus niedrigen Preise.

Amtsbezirk Konolfingen. Aeschlen: Starke Regengüsse während der Blütezeit schädigte den Getreideertrag. **Bowil:** Strichweise wurde viel Getreide durch den Kornwurm zerstört. **Olsenstein:** Frühe Lagerung des Getreides durch Platzregen und Sturm. **Innerbirmoos:** Die Witterung war im Vorsommer dem Wachstum zuträglich, speziell für die Futtererträge, aber beim Heuernte und Getreidereifezeit zu viel zu Niederschlägen geneigt, was namentlich auch die Kartoffelkrankheit in größerem Maße auftreten ließ. Vor Abschluß der Getreideernte in den höhern Lagen gab es noch einen ziemlich starken Hagelschlag, der die unversicherten Besitzer von Getreidefeldern empfindlich geschädigt hat. **Landiswil:** Die Heu-, Emd- und Getreideernten sind im allgemeinen gut ausgefallen, ganz außergewöhnlich reichlich die Obsternte; die Verkaufspreise waren aber so niedrig, daß verhältnismäßig nur wenig Obst in den Handel gelangte und darum auch den Landwirten der so reichliche Obstertrag sozusagen keine Einkünfte brachte. **Oberwichtrach:** Die Futterernte hat qualitativ und quantitativ einen schönen Ertrag geliefert, die Getreideernte dagegen infolge Hagelschlages etwelche Einbuße erlitten. Die Kartoffeln sind allge-

mein reichlich ausgefallen. Bei der Zuckerrübenkultur ist eine Zunahme in der Anpflanzung zu konstatieren. Der Ertrag ist immer sehr befriedigend, und die Landwirte gewinnen zu dieser neuen Kultur immer größeres Zutrauen. (Vergl. Bericht von 1902.) **Oppligen:** Die Heuernte war etwas schwierig, die Getreide- und Emdernte dagegen ging gut von statten. Die Preise der Ernte- und Milchprodukte gingen etwas zurück, ebenso die Viehpreise. **Stalden:** Wo nicht Hagel Schaden anrichtete, gerieten alle Feldfrüchte ausgezeichnet. Schade, daß der Bauer bei den niedrigen Preisen keine gute Rechnung finden konnte. **Zäziwil:** Die Ernte wurde in jeder Beziehung gut eingebracht. Die Körner werden, weil wenig Nachfrage, zum größten Teil dem Vieh gefüttert.

Amtsbezirk Laupen. Ferenbalm: Das Jahr war im allgemeinen ein sehr fruchtbares, es brachte dem Landwirt viel Arbeit, aber leider wenig Verdienst. Der Gang der Ernte war gut, die Witterung günstig, aber der Absatz der Produkte infolge von Ueberfluß nur gering. **Frauenkappelen:** Der Heuertrag steht quantitativ unerreicht da, qualitativ jedoch läßt er zu wünschen übrig, das Getreide lieferte einen reichlichen Strohertrag, während das zu starke Lagern den Körnerertrag, namentlich beim Roggen, erheblich verminderte. Der Emdertrag litt etwas unter der periodisch eingetretenen kalten und vorherrschend trockenen Witterung, dafür aber hatte man den ganzen Herbst Grünfutter in Hülle und Fülle. Die Hackfrüchte sind befriedigend geraten und man beginnt sich nach und nach mit dem Zuckerrübenbau zu befreunden. Ueberaus reichlich war die Obsternte; weil die Nachfrage nach Obst aber sozusagen ganz fehlte, wurde gemostet, gebrannt und gedörrt. Der Absatz der Milchprodukte wird immer schwieriger. Gesucht und gut bezahlt wird gutes Mastvieh. **Golaten:** Die Viehpreise stehen immer hoch und besonders lohnend war die Schweinezucht. Die Zuckerrübenkultur nimmt als lohnender Erwerbszweig von Jahr zu Jahr bedeutend zu. **Laupen:** Es wird über schlechten Absatz der Kartoffeln geklagt.

Amtsbezirk Schwarzenburg. Guggisberg: Das Jahr 1900 kann für unsere Gegend als ein gutes Mitteljahr bezeichnet werden.

Amtsbezirk Seftigen. Burgistein: Im Vorsommer gab es sehr viel Gras und Heu, aber die Qualität des letzteren läßt viel zu wünschen übrig. Der Nachsommer war sehr trocken, so daß wenig Emd einzuheimsen war, was mehr Beifutter erheischt. Der Herbst war wiederum für den Graswuchs sehr günstig. Das Getreide konnte im ganzen gut und trocken eingebracht werden. **Gelterfingen:** Der Graswuchs war frühzeitig, und hielt bis in den Spätherbst stets üppig an. Große schmackhafte Heustöcke (wegen Platzmangel vielerorts auch außerhalb der Scheune), Getreide qualitativ sehr gut, quantitativ gut. Kartoffeln verschieden, stellenweise ausgezeichneter Ertrag, andererseits auch Klagen über viele kranke. Die übrigen Hackfrüchte sind wohl geraten. Obst zum Ueberfluß. Die Preise sind für Heu steigend (wahrscheinlich infolge von ausländischen Mißernten) für Getreide konstant, für Kartoffeln, Gemüse und besonders für Obst minim. **Toffen:** Die Preise aller Produkte stehen sehr niedrig. Einzig gutes Nutz- und Mastvieh behält so ziemlich seine Preise. Die Hanf- und Flachspflanzungen sind durch die billigen Baumwollgewebe gänzlich verdrängt worden.

Oberaargau.

Amtsbezirk Aarwangen. Aarwangen: Der Landwirt kann im allgemeinen mit dem Ertrag zufrieden sein; wenn nur die Produkte besser abgesetzt werden könnten. **Auswil:** Das Jahr 1900 kann zu den bessern gerechnet werden. Heu, Emd und Getreide gab es viel und konnte ziemlich gut eingebracht werden. Das Heu ist aber nicht nährstoffhaltig und bringt wenig Nutzen, und es muß deshalb mit Beifutter nachgeholfen werden. Die Halmfrüchte wurden vom Hagel verschont, dagegen wurde der Roggen und Hafer vom Wind frühzeitig zu Fall gebracht und ergab daher einen Mindererertrag an Körnern. Die Viehpreise standen normal. Die Milchprodukte fanden etwas über dem letztjährigen Preis guten Absatz. Die Obsternte war eine ertragreiche, das Obst fand, weil durchgehends gut geraten, nur zu einem noch nie dagewesen niedrigen Preise fast nicht Absatz. **Gondiswil:** Heu-, Getreide- und Emdernte anfangs gut, dann durch Regenwetter zu lange ausgedehnt, d. h. verzögert ungefähr 3 Wochen, wodurch die Ernten die Hälfte des Wertes einbüßten. Den 6. Juni

entlud sich über den östlichen Teil der Gemeinde ein ziemlich starkes Hagelwetter, das viel Klee zerhackte und die aus dem Blatt schlüpfenden Getreideähren derart traf, daß die Saftströmung und Entwicklung gehemmt wurde. **Gutenburg:** Das Getreide wurde durch Sturmwind meistens stark gelagert. **Kleindietwil:** Ein Sturmwind richtete unter den Obstbäumen etwelchen Schaden an. Die Ernte nahm bei günstiger Witterung ihren normalen Verlauf. **Langenthal:** Heu-, Emd- und Getreideernte wurden von sehr gutem Wetter begünstigt, deshalb ist auch die Qualität des Trockenfutters eine sehr gute; auch die Obsternte ist außerordentlich reich ausgefallen. **Leimiswil:** Die Kornsaaten haben sich bei der unbeständigen Witterung ungünstig überwintert, und der Roggen hat sich infolge heftiger Stürme im Mai zu frühzeitig gelagert. Die Ernte nahm von gutem Wetter begünstigt einen schnellen Verlauf. Für die Vegetation war die Witterung außerordentlich günstig. Durch den Wirbelsturm vom 29. Juli wurden Bäume entwurzelt, Obstschädigungen und Lagerung aller Kulturen herbeigeführt, ebenso in den Gemeinden Lotzwil, Madiswil, Ob.-Steckholz. **Lotzwil:** Durch starke Niederschläge wurde das Getreide stark gelagert. Das Jahr 1900 kann für den Landwirt in Bezug auf Ertrag zu den besten gezählt werden; aber was nützt es demselben, wenn die Erzeugnisse nur zu geringen Preisen abgesetzt werden müssen! **Melchnau:** Die Ertragsverschiedenheit der einzelnen Kulturen ist auch dieses Jahr wieder ganz auffallend zu Tage getreten. Während Getreide und Graswuchs wie noch nie üppig gedieh, blieb namentlich bei den Baumfrüchten die Birne wegen ungünstiger Witterung während der Blütezeit und nachheriger erster Entwicklung sehr zurück. Aehnlich war es bei den Kartoffeln der Fall. Das für die übrigen Pflanzen so sehr fruchtbare Wetter verursachte bei dieser Pflanze die „Krankheit", so daß ihr Wachstum allzufrüh aufhörte und sie an Qualität und Quantität sehr viel einbüßte, wobei noch sehr viel auf die Bodenart ankam, ob Lehm- oder Sandboden. Das am 6. Juni über hiesige Gegend losgebrochene, wolkenbruchartige, ziemlich lang andauernde Gewitter mit Hagelschlag verursachte an vielen Orten bedeutenden Schaden (ca. Fr. 5000) an Bäumen und Hackkulturen, namentlich an Bohnen. **Oberstteckholz:** Die fruchtbare Witterung dieses Sommers hat die Futter- und Getreideernte begünstigt, die Futter- und Getreidepreise herabgesetzt, die Viehpreise dagegen eher in die Höhe getrieben. Der Ertrag der Apfelbäume war außerordentlich reichlich, den Birnblüten und Birnen war aber die Witterung nicht günstig. Etwas besser ging es wieder den Kirschen. **Oeschenbach:** Das reichliche Obst fand keinen Absatz, die Kartoffeln nur zu niedrigen Preisen. Ungewöhnlich viel Obst wurde eingedeizt. Chriesi- und Bätziwasser fließt so reichlich, daß der Verkauf von Bundesfusel für einige Zeit merklich abnehmen wird. **Roggwil:** Die Preise der Ernte- und Milchprodutte sind gefallen, die Viehpreise gestiegen. Niedere Preise für Obst und bei der großen Masse wenig Nachfrage. **Rohrbach:** Die Erträge des Winterroggens haben in Quantität ¼—½ durch fast allgemeine Lagerung gelitten, im übrigen war außerordentlich fruchtbare Witterung. Die Heuernte wurde bei schönem Wetter vollzogen, auch die Getreideernte konnte ziemlich gut eingebracht werden, während das Emd unter regnerischer Witterung vielerorts stark litt. Es ist viel Futter vorhanden, die Viehpreise sind indessen vorderhand ziemlich stabil geblieben. **Rütschelen:** Infolge heftigen Windes und Platzregens viel Lagerfrucht. Der Sturm vom 29. Juli verursachte einen Schaden von ca. Fr. 1500, namentlich an Fruchtbäumen. Außer Kabis wird kein Gemüse im Großen gepflanzt und auch der mißrät regelmäßig. **Thunstetten:** Infolge von Schlagregen und Stürmen ist das Getreide größtenteils gefallen. **Unterstteckholz:** Die Ernteprodukte konnten im ganzen gut eingesammelt werden, und die Witterung war in Bezug auf die Pflanzen sehr günstig. Weil die Obsternte sehr reichlich und der Absatz schlecht war, waren die Preise sehr gering. Die Heuernte ist als sehr gut zu bezeichnen, daher die Viehpreise hoch, der Handel lebhaft und der Viehstand groß. **Wynau:** Ernte und Witterung ziemlich normal, nur die Kartoffelkrankheit durch Regenwetter vermehrt.

Amtsbezirk Wangen. **Attiswil:** Der Sommer zeigte im ganzen Tendenz zur Trockenheit. Hier, dem Jura entlang, fiel aber von Zeit zu Zeit immer wieder ergiebiger Regen, so daß das Wachstum sämtlicher Kulturen ein ausgezeichnetes war. **Graben:** Das viele nasse Wetter, verbunden mit Wind hat die Halmfrüchte frühzeitig, an vielen Orten teilweise schon vor dem Blühen, zu Boden gelegt, wodurch es viel nur leichte Fruchtkörner gab. **Herzmiswil:** Nebst dem reichen Obstsegen zeichnete sich das Jahr durch einen ungemein grasreichen Herbst aus. **Niederönz:** Sowohl die Heu- als auch die Getreideernte konnten bei ziemlich guter Witterung

stattfinden. Die Viehpreise waren im Sommer annehmbar, im Herbst für abgehende Ware sehr gering. **Seeberg:** Der Ernteertrag konnte nur zu niedrigen Preisen abgesetzt werden. Fette Viehware und Schweine konnten längere Zeit nicht oder nur zu ganz gedrückten Preisen veräußert werden. **Wolfisberg:** Da überall viel Obst, so konnte in abgelegenen Gegenden nichts verkauft werden.

Seeland.

Amtsbezirk Aarberg. Bargen: Die Witterung für die verschiedenen Ernten war das ganze Jahr hindurch sehr günstig und war mit einziger Ausnahme der Sommermonate für das Gedeihen der Kulturen durchaus vorteilhaft. Einzig die Trockenheit des Juli und teilweise des August haben dem Emdgras hierorts stark zugesetzt und eine geringe Ernte verursacht, wogegen aber das Weidgras im Herbst besonders in seltener Menge den Ausfall des Emdes genügend ersetzte. Die Viehhaltung erleidet keine Einbuße und wegen genügenden Futtervorrats ist namentlich junges Nutzvieh stets ein gesuchter Artikel, wogegen ältere oder nicht trächtige Kühe wenig Absatz finden, da offenbar von solcher Ware mehr vorhanden ist als angenommen wird und die Zahl derselben wegen allgemein herrschender Unträchtigkeit eigentlich eine vorübergehend bedeutendere ist. **Kallnach:** Gang der Ernte gut. Die Trockenheit schadete dem Emdertrag. **Lyß:** dito. **Meikirch:** Die Witterungsverhältnisse waren für die Landwirtschaft günstig; Futter, Getreide, Erdäpfel und das Obst konnten gut eingeheimst werden. **Radelfingen:** dito. **Schüpfen:** Das abgelaufene Berichtsjahr ist als ein äußerst fruchtbares zu bezeichnen. Es lieferten alle Kulturen schöne Erträge, was selten in einem Jahr vorkommt. Aber trotz dieser Fruchtbarkeit und schönen Ernten sieht man keine zufriedenen Gesichter. Oberflächlich betrachtet mag man da die Bauern für undankbar halten, wird aber der Sachlage mehr Aufmerksamkeit geschenkt, so wird man finden, daß viele Gründe vorhanden, die diese Unzufriedenheit einigermaßen rechtfertigen. Im Jahr 1893, welches allgemein als ein Notjahr betrachtet wurde, fanden die Landwirte zum großen Teil ihre Rechnung besser, als in dem laufenden, so unglaublich dies scheinen mag. Das Getreide konnte damals gut und zu schönen Preisen abgesetzt werden. Die Kartoffeln, obschon gut geraten, galten Fr. 6.— und mehr per 100 Klg. Die hiesige Käserei-Genossenschaft verteilte im genannten Jahr 14½ Rp. Reinertrag per l. gelieferte Milch. Vergleicht man das laufende Jahr, so muß gesagt werden, daß Getreide und Kartoffeln zu den im Erntebericht angesetzten Preisen (Kartoffeln Fr. 3½—4.—) nur ungern Abnehmer finden. In der Milchwirtschaft, woraus der Landwirt seit Jahren seine Haupteinnahmen bezog, steht es nicht besser. Hört man doch sagen, daß im Durchschnitt von den Händlern gegen 50% Käse als Ausschuß taxiert werden. Zudem kommt, daß zuverlässige Dienstboten (Melker, Pferdeknecht und Mägde) zu bedeutend gesteigerten Löhnen schwer erhältlich sind. Das ganze zeigt, daß fruchtbare Jahre in erster Linie den Konsumenten und nicht den Landwirten zu gut kommen. Es ist noch zu bemerken, daß das Getreide infolge von Lagerung um ca. 15—25% an Ausfall der Körner und Stroh gelitten hat. **Seedorf:** Die Ernte wurde durch gutes Wetter sehr begünstigt. Im allgemeinen war die Witterung den Kulturen günstig. Ordentlich viel Regen im Spätsommer brachte kranke Kartoffeln.

Amtsbezirk Biel. Biel: Am 27. Juli zog ein Hochgewitter über den nordwestlichen Teil von Bingelz. Es entstand dabei ein Schaden von ca. Fr. 30,000.— im Rebberg. Außerordentlich schnell, allgemein und stark eingetretene Fäulnis, namentlich in den gut gehaltenen Reben. Das Holz ist schön und reif, so daß pro 1901 wieder zahlreiche Gescheine erwartet werden dürfen. **Pözingen:** Die Einheimsung der Feldfrüchte war befriedigend. Erntezeit ungünstig infolge nasser Witterung. **Evilard.** Les récoltes belles au printemps ont souffert de la sécheresse en été et ont été abimées par une forte grêle (dommage causé ca. Frs. 15,000).

Amtsbezirk Büren. Arch: Wegen allzugroßer Trockenheit im Hochsommer hat das Emd gefehlt, alle andern Gewächse dagegen sind qualitativ und quantitativ gut geraten, so daß der Landwirt Scheuern und Keller angefüllt, dagegen aber kein Geld hat, weil er nichts verkaufen kann. Die Viehpreise sind im Sinken

bezüglich, der Handel geht flau. **Pohligen:** Die Heu- sowohl als die Getreide- und Emdernte konnte im allgemeinen bei günstiger Witterung gut eingebracht werden. Doch fiel die Emdernte des trockenen Nachsommers wegen bei manchem ziemlich spärlich aus, weil vielerorts ein großer Teil des Emdgrases als Grünfutter benutzt werden mußte, wenn man nicht schon während des Sommers den Heustock angreifen wollte. Dagegen lieferte die Herbstweide, die zum großen Teil gemäht und nicht abgeweidet wurde, einen um so größern Ertrag, so daß der ganze Jahresertrag als gut taxiert werden kann. Auch die Kartoffelernte, obschon in vielen Bodenarten die Kartoffelkrankheit ziemlich stark auftrat, ist eine reichliche zu nennen. Dagegen ist zu bedauern, daß der Kartoffelabsatz nur ein beschränkter war, indem die Brennereien nicht mehr abnehmen können, als sie zur Erzeugung ihres Loskontingents nötig haben. Für Obst, namentlich für Mostobst, war den ganzen Herbst keine Nachfrage. Selbstverständlich wurde viel gedörrt, gemostet und geringeres zur Branntweinbereitung in Fässer eingemacht. Im Spätjahr konnte zwar etwas Tafelobst abgesetzt werden, aber zu Preisen, welche manchen arg getäuscht haben. Schädigungen erlitten die Kirschen durch starke Winde vor der vollständigen Reife, wodurch sie gegeneinander geschlagen und gequetscht wurden, wodurch nachher harte Stellen entstanden, so daß die Qualität nur mittelmäßig ausfiel. Auch die Apfel- und Birnenernte wurde geschädigt durch 2 orkanartige Stürme, welche vor der vollständigen Reife hunderte von Körben herabschleuderten und Bäume entwurzelten oder arg zerrissen. Doch blieben immer noch genug Früchte an den Bäumen, und es wurden dieselben nachher desto größer und vollkommener. Der alle Jahre mehr oder weniger stark auftretende falsche Meltau wurde rechtzeitig durch wiederholtes Bespritzen mit Bordeauxbrühe bekämpft, und vom ächten Meltau wurde nichts bemerkt. **Lengnau:** Die Witterung war für die Reben durchgehends sehr günstig. **Oberwil:** Dieses Jahr war bezüglich Ertrag der verschiedenen Kulturpflanzen ein sehr gesegnetes, indem alles sehr gut gedieh. Der Landwirt konnte aber den Vorrat nicht verwerten und kam daher nicht zu seinem Gelde, um seinen Verpflichtungen in richtiger Weise nachkommen zu können, namentlich der Schuldenbauer und Pächter. Der Orkan vom 27. August schüttelte ein großes Quantum Obst von den Bäumen, was aber den Ertrag wenig beeinträchtigte, indem dasjenige, welches an den Bäumen blieb, nachher besser auswachsen konnte. Dagegen schädigte dieser Sturm die Obsternte für die nachfolgenden Jahre, da eine Masse Bäume beschädigt oder gar zerstört wurden, deren Ersetzung mehrere Jahre erfordert. Der Obstertrag ist überaus reichlich ausgefallen und es ging viel zu Grunde, da es nicht verwertet werden konnte. **Rüti:** Die Witterung für die Ernte sämtlicher Früchte war eine sehr günstige. Einfluß der Witterung auf die verschiedenen Kulturen gut. August und September ziemlich trocken, was Mangel an Grünfutter verursachte. Wegen Ueberproduktion in den meisten Artikeln ziemlich gedrückte Preise, Viehhandel ziemlich gut. **Wengi:** Wo das Vitriolen des Saatgutes unterlassen worden war, klagte man über verheerende Wirkung des Brandpilzes. Die dadurch hervorgerufenen Ernteschädigungen machten auf manchen Aeckern einen großen Teil der Ernte aus

Amtsbezirk Erlach. Erlach: Allzu trockene Witterung Ende Juni und Anfangs Juli hat bewirkt, daß Weizen und Hafer sich nicht vollständig entwickeln konnten und allzufrüh zur Reife gelangten. Für die Heu- und Getreideernte war die Witterung günstig, alles wurde trocken unter Dach gebracht. Emd ist infolge der andauernden Trockenheit stellenweise gar keines gewachsen. Infolge Ausfall der Emd- und Grünfuttererträgnisse im Juni und Juli sind hier die Viehpreise, namentlich für Lebwaare, ganz merklich zurückgegangen. Während der ganzen Periode des Wachstums der Reben war das Wetter sehr günstig mit Ausnahme gegen das Ende der Blütezeit, wo längere Zeit nasse Witterung eintrat, die stellenweise Schaden verursachte. Auch der Sommerwurm hat arg gehaust, so daß die Trauben anfingen zu faulen und so der Ertrag quantitativ wie namentlich qualitativ sehr geschädigt wurde. **Finsterhennen:** Mit dem Beginn der Weinernte wartete man etwa 3 Tage zu lange, ein eintretendes Regenwetter brachte viel Fäulnis unter die Trauben. Gut gepflegte Reben haben bereits doppelt ergeben als der Durchschnitt, es sind aber viele mangelhaft bestockt. **Hampelen:** Bei der Ausreife des Getreides war es zu trocken. Hagelwetter vom 22. August, abends 9 Uhr, hat die Ostseite des Dorfes sehr hergenommen. Im übrigen haben die Witterungseinflüsse auf den Ertrag gut eingewirkt. **Ins:** Hagelschlag im August hat in den Reben $^1/_3$ des Ertrages zerstört, sonst würde es ohne Zweifel per Mannwerk 6 hl. ergeben haben. **Siselen:** Das Wetter während der Erntezeit war sehr gut; die Trockenheit vor der Reifezeit hat wohl etwas geschadet;

der Weizen konnte im Mai nicht „stocken", weil es zu trocken war und blieb daher „dünn". Ausnahmsweise waren die Rebenpflanzungen dieses Jahr gesund; es wurden die meisten rechtzeitig mit Kupfervitriollösung bespritzt. **Pinelz:** Stellenweise hat die Weinernte durch einen leichten Hagelschlag gelitten. Die Witterung war während des Nachsommers nur zu trocken, bei einigen Niederschlägen wären die Trauben bei dem so reichlichen Ansatz besser ausgereift.

Amtsbezirk Nidau. Aegerten: Roggen meistens gelagert und dadurch in der Qualität und Quantität beeinträchtigt. Die anhaltende Trockenheit im Juli und August wirkte besonders nachteilig auf den Emdertrag. **Bellmund:** Gegen den Herbst ist der falsche Meltau aufgetreten und hat den schwachbespritzten Reben geschadet. **Bühl:** dito. Ernteschädigungen durch Lagern des Getreides und durch Brand. **Ligerz:** Der Weinertrag wurde teilweise geschädigt durch den Sauerwurm und durch die Edelfäule unmittelbar vor und während der Weinlese. **Madretsch:** Gang der Ernte vorzüglich; Sommerfrucht und hauptsächlich Emd haben wegen trockener Witterung stark gelitten; gleichwohl stehen die Viehpreise hoch. **Merzligen:** Die Reben sind hier zum größten Teil ausgerottet, weil dieselben die Arbeit nicht lohnten. **Nidau:** Bei gefüllten Scheunen und Kellern fehlt es an genügendem Absatz. Die Milchpreise sind im Sinken begriffen. **Tüscherz:** Zwei Hagelwetter mit Erdabschwemmungen, sowie der ächte und falsche Meltau haben das Ernteergebnis der Reben erheblich beeinträchtigt. **Twann:** Die Witterung hat die Weinernte äußerst günstig beeinflußt. Später Frühling, dann aber fortwährend gutes Wetter verliehen den Reben eine rasche gleichmäßige Entwicklung. Der im September etwas zu viel gefallene Regen schädigte die Ernte einigermaßen durch Fäulnis. Die während der Ernte anhaltend warme und trockene Witterung hatte einen günstigen Einfluß namentlich auf die Qualität. **Walperswil:** Die Reben haben durch Hagelschlag ungefähr 1/4 am Ertrag eingebüßt. Die Witterungseinflüsse waren den Reben im allgemeinen günstig. **Worben:** Durch die Trockenheit im Mai, Juni und Juli wurde der Heu- und Emdvorrat auf den Winter gering. Die Rübenzuckerfabrik in Aarberg wird als eine wahre Erlösung angesehen, sie hat für die hiesige Gegend die gleiche Bedeutung wie die Entsumpfung, zumal da die Kartoffeln in guten Ertragsjahren bei schlechtem Absatz fast nichts gelten.

Jura.

District de Courtelary. Corgémont. L'année a été favorisée pour toutes les récoltes. **Courtelary.** Année excellente. Bétail a légèrement baissé probablement par suite des épizooties. **Mont-Tramelan.** Les récoltes se sont effectuées dans de bonnes conditions. **Orvin.** Les récoltes ont d'une manière générale assez bien réussi. Néanmoins la sècheresse en Juillet et commencement Août a nui au développement des céréales principalement en ce qui concerne le grain. La récolte du regain a été aussi très-minime en certains endroits par suite de la sècheresse et de la grêle survenue en Juillet. **Péry.** L'année a été bonne. **Renan.** Printemps, été et automne agréable. **Sonceboz.** L'année a été bonne pour toutes les cultures tant au point de vue de la quantité que de la qualité. L'industrie laitière est assez prospère et l'écoulement des produits facile. Le prix du bétail est assez élevé. **Sonvilier.** L'année a été excellente sous tous les rapports. **Tramelan-dessus.** Les récoltes en foin, regain et céréales se sont effectuées dans de très-bonnes conditions. Les pâturages ont été bons surtout dans l'arrière saison. Grâce à ces circonstances favorables le prix du bétail s'est maintenu élevé sauf aux derniers marchés où l'on a constaté une légère baisse.

District de Delémont. Courfaivre. L'année 1900 a été en général assez bonne. Les diverses récoltes ont réussi comme suit: Celle des céréales, quant à la qualité a été mediocre, au vu du temps défavorable lors des moissons, d'où une certaine partie e été gâtée. La récolte des pommes de terre a été abondante, seulement le 1/5 au moins était gâté en suite des pluies du mois d'Août; celle des fourrages artificiels a été assez bonne. Les fourrages des prairies ont été médiocres à cause des gelées du printemps, qui ont empêché tout accroissement; celle des pommes a été très

abondante, mais quant à celle des poires, prunes etc. elle a été très faible aussi pour cause des gelées du printemps. Le prix du bétail se maintient à la hausse, seulement peu d'écoulement. **Courroux.** La récolte des fruits cette année a été très bonne parceque les gelées du printemps n'ont pas excercé une grande influence sur les arbres fruitiers. **Courtetelle.** Les gelées printannières ont compromis totalement la récolte des poires et des prunes et partiellement celle des cerises. **Delémont.** Les gelées du printemps et les pluies d'Avril ont nui en partie à la récolte des poires et des cerises. La sécheresse et les gelées du printemps ont nui considérablement surtout dans la pleine à la récolte des fourrages. Une baisse sensible sur le prix du bétail en a été la conséquence. **Ederswiler.** Mehrmaliger Windsturm warf den Weizen und Hafer zu Boden. **Pleigne.** Toutes les récoltes ont été très bonnes. Le bétail est en diminution, fait qu'il faut attribuer au manque de fourrage dans la vallée. **Roggenburg.** Die Frühjahrswitterung war trocken, deshalb gab es weniger Heu; ebenso war die Witterung dem Emd nicht günstig. **Vermes.** Les causes principales qui ont influé défavorablement sur la récolte de fruits sont: gelées retardées du printemps, brouillards, pluies discontinuées au temps de la floraison, sécheresse au temps de croissance des fruits et vent défavorable au temps de la maturité.

District des Franches-Montagnes. Bémont. L'année 1900 a été bonne et surtout encore pour le cultivateur, car tout, pour ainsi dire, a parfaitement réussi. Elle a non seulement été bonne, mais aussi elle a été belle, ce qui du moins dans notre région a permis au cultivateur de rentrer toutes ses belles récoltes dans d'excellentes conditions, ce qui en a établi la qualité. Ce n'est pas que nous ayons en abondance de fourrage comme certaines années, mais grâce à l'automne qui a eu une température toujours très douce le regain a prospéré jusqu'au dernier moment, ce qui a permis de laisser le bétail dehors bien longtemps en nous ménageant une quantité considérable de foin. Malgré la masse de bétail à cornes que nous possédons il s'est encore assez bien vendu, mais l'écoulement en serait plus facile aujourd'hui qu'en automne. (Décembre.) Les chevaux se sont bien vendus et ont trouvé beaucoup d'amateurs. Des sujets distingués ont atteint des prix très élevés, surtout ceux appartenant à la race des Franches-Montagnes. Quant aux autres produits tels que beurre, fromage ils se sont écoulés aussi dans de bonnes conditions. **Les Bois.** La récolte du regain a été à peu près nulle à cause de la sécheresse. **La Chaux.** Le temps pour les différentes cultures a été favorable, pour l'influence du temps sur la valeur des produits récoltés et produits laitiers et sur l'écoulement a été aussi très favorable. La vente et la garde du bétail étaient dans les prix moyens. **Goumois.** Le temps chaud et sans brouillards trop prolongés durant tout l'été a influé, on ne peut plus favorablement, sur la récolte des fruits, laquelle a été exceptionnellement abondante cette année. Par contre le manque de pluie pendant les quinze jours avant les fenaisons a été la cause que la récolte des foins n'a pas été très bonne sous le rapport de la quantité; mais vu l'abondance de paille le cultivateur pourra facilement suppléer à la nourriture des bestiaux. **Montfaucon.** En général l'année a été bonne sous tous les rapports. **Pommerats.** En général les récoltes sont bonnes et ont été récoltées sous de favorables conditions. **Saignelégier.** En règle générale les récoltes ont été bonnes et l'on peut considérer l'an 1900 pour une bonne année pour le cultivateur. **Soubey.** Le temps a été très favorable tant pour la maturité que pour la récolte. La vente du bétail s'est opérée assez facilement et avantageusement.

Amtsbezirk Laufen. Grellingen. Die Maifröste zerstörten wenigstens $^1/_3$ der hiesigen Reben. Während der Blüte trat der sog. Sauerwurm auf und verursachte bedeutenden Schaden und im August brachten die vielen Gewitter in beträchtlichem Maße den falschen Meltau, welcher die Weinernte am meisten beeinträchtigte. Der Wiesendünger bewährte sich hier gut. **Liesberg.** Die Ernte konnte bei günstiger Witterung gut eingeheimst werden. Die Witterung hatte einen ganz günstigen Einfluß auf die verschiedenen Kulturen. Die Viehpreise stehen hoch. **Zwingen.** Die Frühlingsfröste haben die Winterfrucht geschädigt und unter der anhaltenden Trockenheit im Sommer hat besonders der Hafer gelitten.

District de Moutier. Bévilard. L'année 1900 a été bonne pour les fourrages et les céréales, quant aux pommes de terre et aux plantes racines la température chaude des mois de Juillet et Août en a contrarié la croissance. Le bétail se vend dans de bonnes conditions. **Crémines.** Le printemps a été très favorable au développement des céréales, par contre les orages du mois de Juillet ont provoqué une forte verse des blés, ce qui a réduit dans une forte proportion leur rendement en grains. **Malleray.** Les gelées et le brouillard ont complètement détruit les fleurs aux pruniers. **Roseumaison.** Le foin a été récolté dans d'assez bonnes conditions quoique en quantité moyenne. Les grandes chaleurs de Juillet et Août ont favorisé le développement des pommes de terre et des autres légumes, qui étaient en retard. Les pluies fréquentes de fin Août et Septembre n'ont pas permis de récolter le regain dans de bonnes conditions; il est tout gris dans le tas; ces pluies ont contribué beaucoup à la maladie des pommes de terre. La pâture d'automne ne peut être estimée chez nous, nous croyons qu'elle est plutôt nuisible qu'utile. D'abord comme nous n'avons pas de pâturages communaux, le bétail gardé à l'écurie tout l'été ne peut profiter dans un mois ou six semaines qu'on le met au regain, au contraire il diminue de valeur. Ensuite les pluies d'automne fréquentes, ayant détrempé le gazon de prés il a été extrêmement déchiré par les pieds du bétail, ce qui ne peut manquer de nuire à la récolte prochaine.

District de Neuveville. Diesse. Le temps relativement sec pendant l'été a eu une influence défavorable pour les céréales du printemps et les regains. **Neuveville.** L'année 1900 a été bonne pour l'agriculture non seulement dans notre canton, mais dans toute la Suisse et les contrées voisines. Un printemps retardé, favorable à la végétation a succedé à l'hiver très doux. Puis est venu un été chaud et peut-être trop sec ça et là, qui a permis de récolter tous les produits du sol dans de bonnes conditions. Cependant il est tombé en differents lieux des pluies d'une distribution favorable aux cultures. La sécheresse des mois de Juillet et d'Août a fait mûrir les céréales forcement, la paille est restée plus courte et le grain plus petit. La floraison des arbres fruitiers a été de toute beauté et s'est faite tardivement de sorte que toutes les fleurs ont noué Le foin a été abondant et il est de bonne qualité, mais le regain a manqué ci et là par l'effet de la sécheresse et des chaleurs très vives du mois de Juillet. Les avoines semées tardivement sont restées courtes ainsi que les blés de Mars. La récolte des pommes de terre et des racines fourragères a généralement été abondante et a pu se faire par un temps propice pour ceux qui ne se sont pas trop hâtés. Les arbres de nos vergers pliaient sous le poids des fruits dont toutes les espèces ont été d'une abondance exceptionnelle comme on ne l'avait plus vu depuis 1847. Les produits laitiers sont toujours recherchés ainsi que le bétail de boucherie; mais il y a quelques ombres à ce tableau: comme il a fallu entamer les provisions de fourrage sec déjà en Août il en est résulté une baisse sensible sur les prix de vente du bétail de commerce ordinaire (les bêtes de choix sont toujours recherchées), et un renchérissement du foin qu'il faudra remplacer en partie pendant l'hivers prochain par des céréales et autres substances fourragères concentrées. — Die Reben waren durch rechtzeitige Bekämpfung von Krankheiten verschont geblieben und haben durch Witterungseinflüsse keinen Schaden erlitten.

District de Porrentruy. Beurnevésin. C'est la sécheresse qui a causé une influence défavorable sur la récolte des céréales et des regains. **Bois.** La récolte d'avoine a été un peu compromise par la pluie. **Charmoilles.** Les récoltes se sont faites en général dans de bonnes conditions. Fruits en abondance. Le prix du bétail s'est assez maintenu pendant l'année. **Grandfontaine.** En général les récoltes ont été assez bonnes en qualité et en quantité; les gelées un peu tardives du printemps ont eu pour conséquences la médiocre quantité du fourrage et la non-floraison de certains arbres fruitiers, comme les trop grandes pluies ont fait gâter une partie des pommes de terre.

Die Ernte des Jahres 1901.

Oberland.

Amtsbezirk Frutigen. Adelboden: Der Frühling war milder als im Vorjahre und die Vegetation entwickelter. Der Schneefall im Juni gab aber einen Rückschlag, welcher nicht allein auf das Wachstum, sondern auch auf die Einbringung der Ernte einen unheilvollen Einfluß ausübte. Der Sommer war ausgenommen einige 8—10 Tage dauernde Perioden, naß und kühl und die Monate September und Oktober hatten nur vereinzelte sonnenhelle Tage. Infolge davon ist die Heu-, Emd- und Kartoffelernte qualitativ und quantitativ nur mittelmäßig ausgefallen. Auch die Sömmerung hatte unter dieser Witterung zu leiden und die Alpen mußten außergewöhnlich früh entladen werden. Die Nachfrage nach Nutzvieh war ziemlich stark, die Preise blieben aber gedrückt. **Frutigen:** Die Milchprodukte konnten ziemlich gut abgesetzt werden, der Viehhandel ging befriedigend und die Preise waren mittelmäßig bis hoch. **Kratigen:** Infolge naßkalter und rauher Witterung im Frühling kamen Getreide, Hackfrüchte, Heu und die andern Pflanzen im Wachstum langsam vorwärts; die Witterung im Juni, Juli und August wirkte dann günstiger darauf ein. **Reichenbach:** Beginn und Ende der Heuernte, sowie größtenteils auch die Emd- und Getreideernte sind durch unbeständige Witterung sehr beeinträchtigt worden. Durch die durchgehends hohe Temperatur und die warmen Lüfte sind die vielen Niederschläge absorbiert worden und dadurch war die Vegetation der Kulturen im allgemeinen stets erfreulich. Die Preise für Futtermittel und Milchprodukte sind gestiegen. Die Viehhaltung und der Viehhandel sind weniger lukrativ als im Vorjahre.

Amtsbezirk Interlaken. Brienzwiler: Gang der Ernte im allgemeinen günstig. Die geringe Heu- und Emdernte rührt von den Engerlingen her, was zur Folge hatte, daß viel Vieh zu mittleren Preisen verkauft wurde. **Gsteigwiler.** Die Heuernte litt ziemlich, die Emdernte sehr unter dem massenhaften Auftreten der Engerlinge. **Habkern:** Die Ernte von Heu und Emd wurde zeitweilig beeinträchtigt durch die sehr abwechselnde Witterung, jedoch nicht so, daß Viehhandel und Viehpreise dadurch wesentlich geschädigt wurden, und auch die Viehhaltung wurde dadurch nicht vermindert. **Interlaken:** Der Gang der Heuernte war befriedigend, ebenso der Gang der Getreideernte; dagegen ließ infolge schlechten Wetters die Emdernte viel zu wünschen übrig. Der Einfluß des späten Frühlings machte sich fast bei allen Kulturen bemerkbar, indem die meisten Pflanzen und Früchte verspätet und infolgedessen vielfach unvollkommen waren. Ebenso waren dieselben nicht so schmackhaft und gehaltreich wie in normalen Jahren. Der Einfluß der Ernte auf die Viehpreise war wider alles Erwarten gut. **Lütschental:** Viehzucht und Alpenwirtschaft wurden auch dieses Jahr mit gutem Erfolg gekrönt. Das Jahr kann, abgesehen von folgenschwerem Unwetter im April, als ein gutes bezeichnet werden. **Schwanden:** Infolge des Florierens der Schnitzlerei und der verschiedenen staatlichen Verbauungsarbeiten wurden die Arbeitskräfte sehr teuer für den Landwirt, und eine bescheidene Rendite nur durch die ordentlichen Viehpreise und die gute Heu- und Kartoffelernte ermöglicht. **Wilderswil:** Die Witterung war für das Einsammeln des Futters ziemlich ungünstig. Die Viehpreise sind auf ziemlicher Höhe.

Amtsbezirk Oberhasle. Hadmen: Das Jahr war hier sehr fruchtbar. Der Heuertrag war sehr gut, das Emd war reichlich vorhanden, wurde aber durch das viele Regenwetter im Herbstmonat verdorben, da vieles 8—10 Tage abgemäht am Boden lag, und kaum mehr den halben Nährwert hat. Die Kartoffelernte ist sehr gut ausgefallen, die Krankheit ist nur ganz schwach aufgetreten, an einzelnen Sorten gar nicht. Der Milchertrag auf den Alpen war im allgemeinen gut und die Milchprodukte fanden zu annehmbaren Preisen Absatz. Die Viehware, hauptsächlich junge Tiere, kamen im Herbst ganz wohlgenährt von den Alpen ins Tal. Mit den Viehpreisen

im Herbst ist man zufrieden. Seitdem der Kunstdünger auch in unserm abgelegenen Tale Eingang gefunden, hat sich der Viehstand bedeutend vermehrt. **Innerkirchen:** Spätfrost vernichtete die Aepfel und der Föhn schlug die Birnen herab.

Amtsbezirk Saanen. Lauenen: Die Heuernte war etwas spät, aber im allgemeinen günstig und die Witterung während des Sommers für den Graswuchs in den höhern Lagen ziemlich günstig, dagegen hat der sehr regnerische Herbst die Emderate zum Teil schwer geschädigt oder auch unmöglich gemacht. Infolge der etwas minimen Futtervorräte waren auch die Viehpreise nicht ganz auf der gewohnten Höhe, jedoch immerhin noch leidlich.

Amtsbezirk Ried. Simmental. Diemtigen: Die Emdernte litt sehr unter schlechtem Wetter; der Viehhandel ging gut. **Erlenbach:** In den untern Gegenden gabs strichweise nicht Heu wie gewohnt, man war deßhalb für den Viehhandel besorgt. Das inländische Schlachtvieh war aber begehrt und die Käsepreise stiegen auf eine noch nie dagewesene Höhe, weßhalb der Viehabsatz dann wieder günstig beeinflußt wurde. Die erzielten Viehpreise waren befriedigend. **Spiez:** Das öftere Regenwetter im Nachsommer hat die Reife der Trauben bedeutend beeinträchtigt. Auch mangelhaft gegen den falschen Meltau behandelte Reben haben nur eine ganz geringe Qualität Wein ergeben. **Wimmis:** Ungünstige Witterung und die Engerlinge schädigten die Ernte.

Amtsbezirk Ob. Simmental. Lenk: Die schlechte Witterung während eines Teils des Sommers und namentlich des Herbstes schädigte die Alpen und Weiden, besonders aber die Heu- und Emdernte, so daß ein großer Teil des Futters halb verdorben eingebracht wurde. Die Viehpreise gingen gegenüber dem Vorjahre etwas zurück. **St. Stephan:** Der Viehhandel war ein reger bei allgemein guten Preisen.

Amtsbezirk Thun. Blumenstein: Das Wetter war zur Einheimsung des Emdes sehr schlecht, so daß dadurch infolge schlechter Qualität und zu Grunde gegangenen Futters erheblicher Schaden entstund. **Eriz:** Der Gang der Ernte war ziemlich befriedigend. Der Schneefall Mitte Juni hat das Getreide arg geschädigt. Die quantitativ mittelmäßige Heuernte vermochte die Viehpreise nicht zum Sinken zu bringen; Viehhandel und Viehhaltung sind in ziemlich gleicher Höhe geblieben. **Forst:** Der starke Riesel vom 28. Juli hat stellenweise das bald reife Getreide abgeschlagen, auch das viele Regnen war demselben ungünstig und überdieß war schon im Frühling die Saat an manchen Stellen sehr schlecht, so daß die Ernte schon deßhalb nicht gut ausfallen konnte. **Heiligenschwendi:** Die Frühjahrsarbeiten wurden infolge der fortwährend naßkalten Witterung außerordentlich verzögert, die Heuernte anfangs ebenfalls, konnte aber später noch ordentlich gut besorgt werden. Das Getreide wurde ebenfalls spät reif, konnte jedoch meist recht günstig eingebracht werden. Der Strohertrag war auffällig gering, am besten machte sich noch der Hafer. Spätere Sorten und das zurückgebliebene Emd konnten in dem bedenklich nassen September nur mit Mühe trocken eingebracht werden. Die Kartoffeln litten früh durch die Seuche, selbst die bespritzten und wurden sodann noch arg durch die Mäuse dezimiert, weßhalb der Ertrag gering ausfiel. Obst war durchschnittlich unbedeutend, in untern Lagen etwas Birnen und da, wo sie gepflanzt werden, sehr viel Zwetschgen und Pflaumen, ebenfalls Nüsse, welche jedoch häufig von den Eichhörnchen geholt wurden. Die Kirschbäume lieferten infolge von Hagel wenig Ertrag. Die Milchpreise haben wieder etwas angezogen. **Heimberg:** Das Emd konnte infolge der vorherrschend feuchten Witterung teilweise nur mit größter Mühe trocken eingebracht werden. Das Getreide hatte einen sehr dünnen Bestand und litt ebenfalls vom vielen Regen. Die Kartoffelfelder lieferten durchschnittlich geringen Ertrag infolge von Krankheit. Von einem eigentlichen Obstertrag ist kaum zu sprechen und dazu ist das wenige Obst nicht haltbar. Reichlich sind die Runkel- und Kohlrüben ausgefallen. Bei der nassen Herbstwitterung ist noch bedeutend Grünfutter gewachsen, was auf den Milchertrag günstig gewirkt hat. **Hilterfingen:** Das frühe Auftreten des falschen Meltaus hat bei den Reben die Holztriebe sehr beeinträchtigt, so daß dieselben unter normal stehen. **Homberg:** Heuernte ordentlich, Emd- und Getreideernte wegen regnischer Witterung sehr erschwert. Futter- und Milchpreise steigend, Viehpreise eher etwas sinkend. **Horrenbach-Buchen:** Der Schneefall im

Juni brach Getreide- und Futtergrashalme und trägt die Hauptschuld an der allgemein geringen Getreide- und Heuernte in den Bergen. **Schwendibach:** Die Ernte hat durch viel stürmische und feuchte Witterung ziemlich am Ertrag gelitten. Das Einernten des Heues und Getreides wurde durch unbeständiges Wetter sehr erschwert und es war dadurch die Qualität etwas geringer. Die Viehpreise sind ordentlich gestiegen (vgl. Homberg hievor), der Milchpreis auch einwenig. **Sigriswil:** Die Reben litten zweimal unter starkem Hagel und sehr unter dem falschen Meltau. Viele Reben waren trotz Bespritzungen fast gänzlich entlaubt. Dazu richteten die massenhaften Amseln, Krähen, Stare und andere Vögel ungeheuren Schaden an. Viele Reben werden wegen der ausländischen Konkurrenz ausgerottet. **Steffisburg:** Ein Teil der Weinernte wurde am 28. Juli durch Hagelschlag vernichtet. **Strättligen:** Der Gang der Ernte hatte häufig unter Niederschlägen zu leiden. Die nasse Witterung hatte einen hindernden Einfluß auf die Kulturen. Ernte- und Milchprodukte sind im Preise eher gestiegen, der Viehpreis hielt sich auf bisheriger Höhe. **Thierachern:** Wegen beständigen Regenwetters konnte ein großer Teil Emd nicht eingebracht werden. **Thun:** Durch die ungünstige Witterung im Frühjahr konnten die Frühlingsarbeiten erst spät begonnen werden. Durch zwei Hagelstürme großer Schaden an allen Kulturen. Wetter während des Heuens ordentlich, dagegen schlechtes Erntewetter. September regnerisch und kalt, Höhenschnee bis tief in die Täler herab. Von Mitte Oktober bis Mitte November schönstes Wetter, ergiebige Herbstweide.

Emmental.

Amtsbezirk Signau. Langnau: Die Milchprodukte sind gesucht, die Milchpreise gegenüber dem letzten Jahr gestiegen. **Röthenbach:** Die früheren Getreidesorten (Wintersaaten) konnten günstig eingeheimst werden. Die spätern Sommersorten (namentlich Hafer) litten unter der eingetretenen nassen Witterung, welche die Ernte derselben sehr hemmte. Durch Schneefall am 18. Juni wurde die Kornernte bereits um die Hälfte geschädigt. Die günstige Heuernte wirkte günstig auf den Viehhandel und hielt die Viehpreise auf anständiger Höhe. **Schangnau:** Die Getreide- und Emdernte wurde durch die vorherrschend nasse Witterung der Monate August und September sehr verzögert und qualitativ arg benachteiligt. Ebenso hat der Spätschnee namentlich Korn, Gerste und Weizen arg beschädigt. Der Viehabsatz und die erzielten Viehpreise waren befriedigend. **Signau:** Beim Getreide waren Körner und Stroh schwarz wegen Nässe. Alle Kohlarten litten sehr durch die Raupe Kohlweißling. Milchabsatz gut. **Trub:** Die Heu- und Getreideernte ging bei günstiger Witterung gut von statten. Der Schneefall im Juni verursachte bedeutenden Schaden und wirkte ungünstig auf das Gesamtergebnis. Die Preise der Produkte sind gestiegen, die Viehpreise bedeutend gefallen. Die Viehhaltung ist nicht zurückgegangen. **Trubschachen:** Der Schneefall im Mai und Juni hatte auf die Gesamternte schädlichen Einfluß und durchwegs die Qualität vermindert. Die Getreideernte vollzog sich bei günstiger Witterung, dagegen mußte das Heu und das Emd bei veränderlicher Witterung oft lange liegen gelassen und konnte teilweise fast nicht mehr benutzt werden. Durch die geringe Produktion des Landes sind die Milchpreise ordentlich gestiegen und auch die Viehpreise sind in ziemlicher Höhe.

Amtsbezirk Trachselwald. Hutwil: Wegen Regen und Sturmwind anfangs Juni war das Getreide viel gelagert. **Lützelflüh:** Die Witterung war während der Heu- und Getreideernte im allgemeinen günstig, die Fruchtpreise blieben die gleichen, die Milchprodukte sind der größern Nachfrage wegen im Preis gestiegen. **Rüegsau:** Frühling rauh und sehr veränderlich, Vorsommer unbeständig; in spätern Tagen kam das Heu verwaschen unter Dach; die Getreideernte verlief dank der konstanten schönen Witterung im Juli außerordentlich rasch. Das Getreide war gehörig zur Reife gelangt. Der milde Herbst war dem Graswuchs günstig. **Sumiswald:** Viel Regenwetter über die Heu- und Getreideernte. Der Graswuchs hörte mit September auf. (vgl. Rüegsau hievor.) Witterungsumschläge brachten den ganzen Sommer tiefe Temperatur oder Hitze. Die Käsepreise sind infolge gesteigerter Nachfrage in die Höhe gegangen. Die Kartoffeln können hier nicht abgesetzt werden. **Trachselwald:** Der Absatz der Produkte war gut und die Preise zeigten, mit Ausnahme des Getreides, eine steigende Tendenz.

Mittelland.

Amtsbezirk Bern. Bern: Durch anhaltende Trockenheit und dann folgende längere nasse Witterung wurde der Gang der Ernte sehr nachteilig beflußt. Feldfrüchte und Futtergewächse mit langer Vegetationszeit wurden spe betroffen, während Vor- und Nachfrüchte ungleich günstiger sich entwickelten. Infe geringer Quantität und trotz gleicher Qualität sind die Preise gestiegen mit teilw noch anziehender Tendenz. Trotz der geringen Ernteergebnisse, welche einen gröh Ersatz durch Kraftfuttermittel bedingen, ist kein Einfluß auf die Viehpreise bemerkb im Handel ist eher gesteigerte Nachfrage. Die Viehhaltung wurde nicht beeinflu **Bolligen:** Nach den erlittenen Schädigungen durch die Engerlinge und den gä lichen Ausfall der Aepfel ist dieses Jahr zu den magern zu zählen. **Kirchlindach** vide Meikirch (Aarberg). **Köniz:** Der diesjährige Ausfall an Futter, Getre Gemüse und Kartoffeln rührt größtenteils von der Engerlingplage her. **Mu** Da das geschnittene Gewächs meistens gleichen Tags unter Dach gebracht werd mußte, hat die Frucht an Qualität gelitten. Die im allgemeinen mangelh Ernte hat deshalb nicht so großen Einfluß auf die Viehpreise gehabt, weil die A schuß-Viehware zu annehmbaren Preisen meist ins Ausland verkauft werden kon So haben sich auch die Fleischpreise gut gehalten. Es hätte sonst ein großer Pre abschlag zur Zeit des Fütterungswechsels eintreten müssen, besonders da auch Kraftfuttermittel teuer sind. **Oberbalm:** Die Witterung im Frühling war frost und kalt. Die Wintersaaten waren ordentlich entwickelt, wurden aber dadurch schädigt. Das Getreide im allgemeinen war leicht. Die Kartoffeln hatten zu un Witterung im Nachsommer, die Krankheit stellte sich frühzeitig ein, so daß der Ert quantitativ und qualitativ zu wünschen übrig läßt. Die Käse- und Milchpreise si etwas gestiegen, der Viehhandel geht ordentlich, gute Ware wird teuer bezahlt. D Milchertrag ist beim Dürrfutter nur mittelmäßig wegen des geringen Nährgehal **Stettlen:** Durch die massenhaft vorhandenen Engerlinge wurde die Ernte gro tenteils zerstört, ebenso in **Vechigen. Wohlen:** Die Engerlinge haben ziemli Schaden verursacht, auch die schlechte Witterung während der Ernte, letzteres au bei **Zollikofen.**

Amtsbezirk Burgdorf. Ueber Ernteschädigungen durch die Engerlin klagen: **Alchenstorf, Bäriswil, Bickigen-Schwanden, Burgdorf, Ersti Hasle, Hindelbank, Koppigen, Kranchtal, Lyhach, Mötschwil, Nied ösch, Oberburg, Oberösch, Rüti, Wynigen;** über nasse und sonst ungünst Witterung (Lagerung ꝛc.): **Bickigen-Schwanden, Burgdorf** (daneben Schä an den Rüben von schwarzen Würmern) **Ersigen, Hasle, Helmiswil, Hind bank, Kernenried, Kirchberg, Niederösch, Oberburg, Oberösch, Rüd ligen, Rüti, Wynigen.**

Amtsbezirk Fraubrunnen. Bätterkinden: Die Heuernte wurde dur Engerlinge bedeutend geschädigt. Die ungünstige Witterung im Nachsommer hat Kartoffelkrankheit gebracht, der Ertrag war daher sehr mittelmäßig, jedoch der Abs günstig. **Iffwil:** Erntewitterung anfangs gut, später regnerisch; Absatz für Milc produkte gut, Preise für Nutzvieh hoch. Ganz bedeutender Käferschaden. **Münche buchsee:** Das Getreide überwinterte schlecht, Vorfrühling sehr naß, ungünstig f dasselbe. Anhaltende Trockenheit und eine Unmasse Käfer schädigten die Futterern Viehpreise trotzdem günstig wegen Nachfrage vom Ausland. **Oberschennen:** D Heuernte verlief schleppend, weil viel Regenwetter; die Getreideernte nahm infol günstiger Witterung einen schnellern Verlauf. Die allgemeine Mißernte ist der Wi der Engerlinge zuzuschreiben. Der geringe Ertrag der Heuernte hat ein bedeutend Steigen der Preise für Futter und Milchprodukte zur Folge. Die Mißernte Futtervorräten übt ihren Einfluß aus auf die Viehpreise. Während junges, vo volles Vieh im Preise ziemlich stabil blieb, mußte minderwertige Ware zu niedrig Preisen abgesetzt werden. Der Viehstand wurde ziemlich reduziert. **Zuzgenried** Die langandauernd naßkalte Witterung im Frühling hat die Qualität des Getrei und des Futters wesentlich beeinträchtigt und auch in der Hauptsache den Obstertr vernichtet. Einen ganz besonders schädlichen Einfluß haben dieses Jahr die Eng linge verursacht und zwar bezüglich der Qualität des Getreides, des Futters, namentlich auch bei den Hackfrüchten, Runkeln, Kartoffeln ꝛc. Der daherige Schad in dasiger Gemeinde dürf unbedenklich auf Fr. 10,000 veranschlagt werden.

Amtsbezirk Konolfingen. Außerbirrmoos: Der starke Schneefall am 18. und 19. Juni hat das Getreide stark zu Boden gedrückt und beschädigt. Auch die Obsternte wurde dadurch sehr geschädigt. **Brenzikofen:** Der Apfelblütenstecher trat massenhaft auf und vernichtete fast alles, was an Blüten vorhanden war. **Häutligen:** Die im März noch eingetretenen Fröste verursachten bei dem schneefreien Boden eine sehr schädigende Lockerung der Bodenoberfläche, welcher viele Getreidepflänzchen zum Opfer fielen, so daß mancherorts der Getreidebestand, namentlich beim Korn, ein dünner war. **Innerbirrmoos:** Die Witterung war im Vorsommer dem Wachstum zuträglich, dagegen wirkte der am 18. Juni zur Zeit der Heuernte hier gefallene Schnee sehr verderblich auf das Gras und das Getreide. Gegen das Vorjahr zeigen sich etwas günstigere Preisschwankungen bei landwirtschaftlichen Produkten und beim Viehhandel. **Landiswil:** Quantitativ ist die Heuernte infolge anhaltender Trockenheit im Monat Mai etwas unter mittelmäßig, in Betreff der Qualität aber um so besser ausgefallen. Verhältnismäßig reichlich war der Emdertrag. Ganz gering ist die Kernobsternte ausgefallen, Aepfel gab es fast keine. Einen schöneren Ertrag lieferte das Steinobst. Die Milchproduktion und Käsefabrikation wird je mehr und mehr in Aufschwung gebracht. **Oberdießbach:** Die Engerlinge richteten teilweise großen Schaden an, namentlich am Emd und an den Kartoffeln, sowie auch am Getreide und den Gemüsepflanzungen. **Oberwichtrach:** Die Futterernte lieferte nur einen kleinen Ertrag, desgleichen die Kartoffeln und Zuckerrüben. Die Ursachen liegen in der ungünstigen Witterung vom Frühjahr und im starken Auftreten der Engerlinge. **Schloßwil:** Schädigungen der Getreideernte durch Brandsporen und durch die Getreidehalmfliege. **Worb:** Namentlich die naßkalte Witterung im Frühling und einigenorts auch die Engerlinge haben dem diesjährigen Erträgnis geschadet. **Zäziwil:** Kalte Frühlingswitterung hat die Saaten stark geschädigt, ebenso die Grasäcker. Der Nachsommer hat in Bezug auf die Futterpflanzen einiges nachgeholt. Viehpreise haben sich infolge der hohen Preise der Milchprodukte, trotz Futteraussall, auf der Höhe erhalten.

Amtsbezirk Laupen. Ferenbalm: Das Jahr war im allgemeinen ein mittelmäßig fruchtbares und brachte neben den vielen schwierigen Arbeiten bei den immer teurer werdenden Arbeitskräften wenig Verdienst. **Frauenkappelen:** Das Jahr 1901 muß in Bezug auf Fruchtbarkeit zu den schlechten gezählt werden. Schon der Heuertrag erzeigte gegenüber dem letztjährigen einen Ausfall von einem guten Drittel und zwar infolge naßkalter Witterung im Frühjahr. Der Emdertrag erreichte kaum die Hälfte der letztjährigen; derselbe wurde jedoch durch die Engerlinge beeinträchtigt. Etwas besseren Ertrag ergab die Herbstweide und konnte dank der guten Witterung gut ausgenutzt werden. Das Getreide mußte teilweise etwas schlecht eingebracht werden. Weizen und Korn blieben etwas kurz in Stroh, lieferten jedoch ein desto schöneres Korn. Auch die Hackfrüchte haben eine Mißernte zu verzeichnen. Von den Kartoffeln sind viele infolge der langen Regenperioden im Acker gefault; auch sind sie von den Engerlingen arg dezimiert worden. Die Zuckerrüben lieferten ebenfalls nur einen mittelmäßigen Ertrag. Die Milchprodukte hatten schlanken Absatz und erzeigen steigende Tendenz; daher sind auch die Viehpreise trotz der kleinen Heustöcke stets auf der Höhe geblieben. Mastvieh findet ebenfalls zu guten Preisen stets Abnehmer. **Gurbrü:** „Viel Regen und wenig Sonnenschein — Verdorbne Ernten und sauren Wein — Winzer und Bauersmann — Sind gleich übel dran." **Mühleberg:** Besonders schadenbringend und verheerend waren die Engerlinge. Denn nicht nur litt die Heuernte schwer, sondern es war die Getreideernte mancherorts gleich null; in sehr erheblichem Maße auch taten die Engerlinge den ganzen Sommer durch dem Graswuchs Abbruch und bewirkten im Spätsommer einen fühlbaren Rückgang in der Milch- und Käseproduktion und ein Steigen der Käsepreise. **Neuenegg:** Die Heu- und Emdernte ging gut und schnell vorüber, die Getreideernte hat durch unbeständiges Wetter gelitten. Die Getreidepreise sind gleich geblieben. Die Milchprodukte sind im Preise merklich gestiegen; Absatz gut; Viehpreise gedrückt. Gutes Dienstpersonal ist trotz hohem Lohn nicht erhältlich.

Amtsbezirk Schwarzenburg. Guggisberg: Der am 19. Juni gefallene Schnee hat den Herbsthalmfrüchten so zugesetzt, daß sie sich nachher nicht mehr gehörig entwickeln konnten. **Rüschegg:** Der Schneefall vom 17. Juni hat das in schönster Hoffnung stehende Getreide derart geschädigt, daß dasselbe nur gering ausgefallen ist. Der Kern ist unvollkommen und leicht und das Stroh gebrochen.

Wahlern: Die naßkalte Witterung im Frühling und der bedeutende Schneefall nach Mitte Juni übten auf den diesjährigen Getreideertrag einen sehr schädlichen Einfluß aus.

Amtsbezirk Seftigen. Burgistein: Der Sommer war mittelmäßig. Der Heu-, Getreide- und Kartoffelertrag blieb gegen die vorhergehenden Jahre bedeutend zurück und das Obst fehlte fast gänzlich. Der Käsehandel ist gut verlaufen. Die Viehpreise sind etwas gedrückt, weil vielerorts zu wenig Futter vorhanden. **Heltersingen:** Die diesjährigen Ernteerträge lassen in mehrfacher Beziehung zu wünschen übrig. Die Heustöcke sind nicht besonders groß. Der Emdertrag war befriedigend. Im Herbst war reichlich Gras infolge der nassen Witterung. Die Getreideernte war mittelmäßig, die Witterung zur Ausreife und Einheimsung sehr ungünstig. Die Kartoffeln sind ebenfalls nur mittelmäßig geraten, stellenweise warm sie krank und durch Engerlinge beschädigt. Die übrigen Hackfrüchte dagegen sind ziemlich, Steinobst und Kirschen wohlgeraten, Kernobst gering, dafür ein noch nie dagewesener Nußsegen. — Die Preise für Heu sind gestiegen, ebenso für Kartoffeln, während die des Getreides konstant blieben. Die Viehpreise halten sich, die Milch- und Käsepreise steigen. **Herzensee:** Die Futter- und Getreideernte ist nicht reichlich ausgefallen. Ursachen sind das etwas trockene Frühjahr und zum größten Teil die Engerlinge. **Mühledorf:** Einheimsung der Feldfrüchte infolge ungünstiger Witterung etwas mühsam. Ungünstiger Einfluß der Witterung auf die Kulturen, Heu und Kartoffeln. Preis der Milchprodukte steigend, Getreide- und Viehpreise konstant, für das Vieh genügender Absatz. **Rümligen:** Die Getreideernte wurde beeinträchtigt durch Engerlinge, durch den Schneefall vom 18. Juni und durch das viele Regenwetter.

Oberaargau.

Amtsbezirk Aarwangen. Aarwangen: Die Frucht ist von geringer Qualität, Heu und Emd desgleichen, weshalb diesen Winter wenig Nutzen zu erwarten ist. Der Fruchtansatz beim Obst blieb aus, weil die Bäume im Vorjahr zu viel getragen haben. **Auswil:** Das Heu konnte ziemlich gut eingebracht werden, hingegen ist die Menge geringer als im Vorjahr, auch ist es wegen zu viel erhaltenen Regens vor der Reifezeit nicht nährstoffhaltig und bringt so wenig Nutzen. Emd gab es noch ziemlich viel und gut. Die Getreideernte hatte ebenfalls viel gelitten vom anhaltenden Regen während der Reifezeit, das Korn wurde dunkel, und der Hafer fiel teilweise 1/3 vom Stroh und blieb in den Feldern. Obst gab es sehr wenig, die meisten Bäume zeigten im Frühjahr keine Blüten, was der Uebertragung des Vorjahres zuzuschreiben ist. Die Milchprodukte fanden zu erhöhten Preisen guten Absatz. **Bußwil:** Die Witterung war über die Erntezeit ungünstig. **Gondiswil:** Auftauen und Zufrieren jeden Tag hat im Winter die Saatenwurzeln zerrissen und geringe Quantität verursacht. Der Sommer hatte zu wenig andauernd schöne Witterung. Der Blühet fehlte bei vielen Pflanzen. **Langenthal:** Die anhaltende Trockenheit im Mai und anfangs Juni war für sämtliche Kulturen sehr nachteilig. Der Ernteertrag wurde durch frühzeitiges starkes Lagern, beim Korn durch anhaltendes Regenwetter während der Blütezeit sehr beeinträchtigt. **Leimiswil:** Der im Frühjahr vielversprechende Roggen hat durch fast ausnahmslose Lagerung an Frucht und Stroh bedeutend eingebüßt. Die abnormalen Regengüsse im April haben den Kornsaaten geschadet, die Halme stunden dünn, die Frucht war leicht. Hafer hatte normale Entwicklung. **Oberstecholz:** Sowohl die Heu- als die Getreideernte wurde durch das regnerische Wetter bedeutend beeinträchtigt und die Qualität herabgesetzt. Im Emdet war dann das Wetter besser, deshalb die Qualität des Emdes gut. **Rohrbach:** Die Entwicklung der Kulturen war zirka um acht Tage verspätet. Auch der Heuet begann erst zirka am 10. Juni. In der Zwischenzeit war die Witterung ungünstiger als im Vor- und Nachheuet. Der Sommer war mit Niederschlägen, die dann naßkaltes Wetter erzeugten, reichlich bedacht. Auch die Ernte und der Emdet, welche fast gleichzeitig stattfanden, litten darunter. Nur wer früh begann, blieb mehr verschont. Der Roggen litt unter früher Lagerung, während Korn und Hafer durchschnittlich dünn ausfiel. Die Kartoffeln, Birnen, Kirschen, Zwetschgen waren durchschnittlich kleiner als sonst und der schnellen Fäulniß unterworfen.

Amtsbezirk Wangen. Attiswil: Die naßkalte Witterung vor und während der Ernte hat den Ertrag an Körnern und Stroh ziemlich geschädigt; stellenweise haben auch die Engerlinge bedeutenden Schaden verursacht. **Wiedlisbach:** Infolge des großen Käferschadens ist die Emdernte, sowie teilweise die Kartoffel- und Runkelrübenernte sehr schlecht ausgefallen. **Herzogenbuchsee:** Trockener, windiger Mai, welcher dem Getreide günstig (ein vortreffliches Roggenjahr), dem Graswuchs und Keimen von Samen dagegen ungünstig war. Es mußte hie und da für die Viehhaltung schon im Sommer mit Dürrfutter nachgeholfen werden. Emd, Kartoffeln und Gemüse litten durch Engerlinge. Infolge Knappheit des Dürrfutters sinken die Viehpreise. Geringer Milchertrag, hohe Käsepreise, Tafelbutter ungemein rar. **Niederbipp:** Gegen Ende Heuet trat Regenwetter ein, weshalb das Heu teilweise schlecht wurde. Die Ernte war quantitativ gering, jedoch der Ausfall beim Ausdrusch befriedigend. **Wangen:** Wintersaat gelitten, Bestand sehr dünn. Kalter trockener Mai hat den Ertrag gut um ⅓ reduziert. Futterernte gering, Viehpreise gedrückt, Kartoffelernte gering infolge Nässe und Engerlinge, ebenso die Runkeln- und Rübenernte.

Seeland.

Amtsbezirk Aarberg. Meikirch: Die im Vorsommer nur zu lange anhaltend trockene Witterung hat den Ertrag der Heuernte geschädigt. Der Emdertrag ist gering, weil die Engerlinge vielerorts den Rasen vollständig unterwühlt und verdorben haben. Die Getreideernte wurde durch nasse Witterung verzögert und geschädigt, ebenso die Kartoffelernte. Beide sind mittelmäßig ausgefallen. Die Engerlinge haben auch den Ertrag dieser Kulturen sehr ungünstig beeinflußt. Die Apfelbäume haben nicht geblüht, Zwetschgen sind sehr viel durch Fäulnis am Baume zu Grunde gegangen. **Radelfingen:** Die Witterung war den ganzen Sommer ungünstig für die verschiedenen Kulturen und deren Ernten. **Rapperswil:** Der Engerlingsschaden an Kulturen, Futter, Getreide und Hackfrüchten war sehr bedeutend, trotz Einsammelns der Maikäfer; ohne diese Maßnahme würde der Schaden aber noch viel größer gewesen sein. **Schüpfen:** Wer mit der Heuernte rechtzeitig begonnen, konnte sein Heu ziemlich gut unter Dach bringen, später war dies weniger möglich; sehr gut ist die Roggenernte vorübergegangen; hingegen hatte man mit Korn, Weizen und Hafer mehr Mühe. Auch beim Emden war das Wetter nicht immer schön, doch war diese Ernte im allgemeinen befriedigend. Der ziemlich starke Nachwinter im März und anfangs April hat den Kulturen sehr geschadet, besonders dem Heuertrag, ebenso das beständig trockene Wetter den Mai hindurch. In trockenen Lagen haben die Engerlinge mit dem Heugras so ziemlich aufgeräumt, und auch beim Getreide stellenweise viel geschadet. Am meisten aber schadeten sie den Hackfrüchten, besonders den Kartoffeln. Zur geringen Kartoffelernte hat auch das viele Regenwetter im August beigetragen. Von allen Kulturen stand am schönsten der Roggen; dieser hatte sich eben im Herbst vorher bei dem schönen Wetter ordentlich bestocken können, so daß ihm der Nachwinter nichts anhaben konnte. Leider haben die Stürme im Juni verbunden mit Platzregen und teilweisen Hagelschlägen eine allgemeine Lagerung verursacht, was die Körnerbildung sehr hemmte. Die Preise sind besser geworden, besonders in der Milchwirtschaft und im Viehhandel. Wegen ungünstiger Witterung während des Blühens besonders der Kernobstbäume war die Fruchtbildung mangelhaft. Der Blütenstecher besorgte später noch das übrige. **Seedorf:** Die Ernte wurde von gutem Wetter begünstigt. Infolge Trockenheit im Vorsommer fiel die Heuernte quantitativ mittelmäßig aus. Naßkalte Witterung im Nachsommer und Herbst hatte eine geringe Kartoffelernte zur Folge. Da es wenig Heu gab, sanken die Viehpreise.

Amtsbezirk Biel. Biel: Das viele Regenwetter im Juli hat die Getreideernte sehr geschädigt. Der Mißerfolg der Weinernte ist dem Ueberfluß an Feuchtigkeit schon während des Sommers, speziell aber im Monat September zuzuschreiben. Indem wurde Bingelz wieder dreimal von Hagelschlag, Abschwemmungen und zu viel Regen heimgesucht. Auch kostete es viele und rechtzeitig gemachte Bekämpfungen gegen den Falsch-Mehltau, während der echte Meltau kaum bemerkbar war. **Pieterlen:** Die Obsternte wurde geschädigt durch ungünstige Blütenzeit infolge nasser Witterung, ebenso die Weinernte.

Amtsbezirk Büren. Buetigen: Infolge der rauhen, winterlichen Temperatur im Frühling ging sehr viel Getreide zu Grunde, hauptsächlich Weizen und Korn. Der Roggen, besser entwickelt, war widerstandsfähiger und lieferte in Frucht und Stroh sehr gute Erträge. Aeltere Kleepflanzungen spät im Herbst noch gemäht, litten sehr unter den Unbilden des Winters. Die Kleepflanzen gingen ein, während der sogenannte „Neulig" ziemlich befriedigende Erträge lieferte. Der Landwirt ist dadurch um die Lehre reicher geworden, ältere Kleeäcker nur abweiden zu lassen, oder aber, wenn spät gemäht, mit Stalldünger zu bedecken. **Büren:** Die Witterung war im Mai zu trocken, weshalb beim Getreide die Bestockung zurückgeblieben und die Ernte gelitten hat. Die Preise der Ernte- und Milchprodukte sind gestiegen, deren Absatz ist gut. Die Viehpreise sind gedrückt. **Pohlgen:** Der naßkalte März hat den Weizen- und Kornfeldern arg zugesetzt, so daß diese Getreidearten, welche zudem im Herbst witterungshalber spät gesäet werden konnten, vielfach sich spät entwickelten und teilweise zu Grunde gingen. Wer frühe mit Heuen begonnen, war auch dieses Jahr entronnen, später kam Regen, war manchem ungelegen. Auch während der Getreideernte hatte man einige Tage Regenwetter. Der naßkalte März schädigte in noch fast größerem Maße, als das Getreide, den Futterertrag. Hauptsächlich die Kleeäcker litten darunter; der größte Teil derselben mußte umgepflügt werden, so daß mancher im Vorsommer mit dem Grünfutter in Verlegenheit kam und auf Rechnung des Heustockes Heugras füttern mußte. Im Spätsommer und Herbst dagegen war bei nasser Witterung wieder Grünfutter genug, so daß die kleinen Heustöcke in Ruhe gelassen werden konnten. Was aber den Graswuchs beförderte, war zum Nachteil der Kartoffeln: Die Stauden erkrankten, starben frühzeitig ab, und die Knollen konnten nicht ausreifen. Auch auf die Zuckerrüben muß der feuchte August und der nasse September seinen ungünstigen Einfluß ausgeübt haben, es fehlte ihnen für die Ausbildung des Zuckergehalts die nötige Sonnenwärme. Ueber Weinernteschädigungen ist nichts Besonderes zu bemerken, der falsche Meltau wurde durch rechtzeitiges und wiederholtes Bespritzen von allen Rebenbesitzern bekämpft, so daß die Reben bis in den Spätherbst grün geblieben sind. **Lengnau:** Die vielfach regnerische Witterung im Herbst hatte das Ausreifen der Trauben sehr verhindert. **Meinisberg:** Das Auftreten des falschen Meltaus im Sommer hat das Bespritzen mit Kupfervitriollösung nötig gemacht. **Oberwil:** Durch schwere Gewitterregen, starke Winde und Hagelschlag wurde die Ernte stark geschädigt, namentlich der Roggen. Das langanhaltende Regenwetter im Spätsommer schädigte sehr den Auswuchs und die Reife der Feldfrüchte. Ebenso verursachten die Engerlinge an den Hackfrüchten großen Schaden. Wenn 1897 und 1900 das Maikäfersammeln nicht durchgeführt worden wäre, so wäre der Schaden enorm gewesen. Schädigungen der Obsternte: Raupenfraß, Wurm in den Aepfeln und daher vor der Reife Fallen von den Bäumen. **Pieterlen:** Infolge des naßkalten Herbstwetters reiften die Trauben zu wenig aus. **Rüti:** Beständig nasser Witterung im April wegen konnten die Feldarbeiten im Frühling teilweise zu spät vorgenommen werden. Spätfröste im Frühling und sehr trockene Witterung im Mai und Juni verursachten eine sehr geringe Heuernte. Getreide, hauptsächlich Korn und Weizen hat durch diese Trockenheit ebenfalls sehr gelitten. Während der Erntezeit meist nasses Wetter. Emd ist sehr gut geraten. Herbst wieder naß, so daß die Feldarbeiten schwierig wurden. Den ganzen Sommer hindurch haben die Engerlinge an fast allen Kulturen sehr großen Schaden angerichtet. Das letztere ebenso in **Wengi.**

Amtsbezirk Erlach. Erlach: Für die Heu- und Emdernte war die Witterung günstig, dagegen schlecht für die Getreideernte. Ein allzutrockener Mai, bei anhaltender Bise, hat den Gras- und Getreidekulturen schlecht zugeschlagen. Außerordentlich mächtige Hochgewitter am 3., 9., und 10. Juni haben natürlich sehr starke Lägerungen bewirkt. Ungewöhnliche Nässe im März bewirkte eine Ueberhandnahme der schlechtern Grasfutterpflanzen. Im Viehhandel waren die Preise durchgehend ziemlich hoch, Milchprodukte stets sehr gesucht. Stellenweise sind in den tiefern Lagen der Reben durch die ziemlich lang andauernde Kälte im Februar viele junge Rebstöcke zu Grunde gegangen. In den verschont gebliebenen Reben zeigte sich im Mai ein prächtiger Traubenansatz, infolge schlechter Witterung wurde derselbe jedoch im Blühen gehemmt, wodurch der Sommerwurm in kurzer Zeit $^3/_4$ der in Aussicht gestandenen Ernte vernichten konnte. Wolkenbruchartige Niederschläge, zum Teil verbunden mit Hagelschlag und Abschwemmungen, ferner der stark aufgetretene falsche Meltau haben dann die Ernte quantitativ und qualitativ enorm geschädigt. **Finster-**

Heunen: Von hiesigen Landwirten sind im Gemeindebezirk Kallnach zirka 8—10 Hektaren Zuckerrüben gepflanzt worden mit durchschnittlichem Ertrag von 170 q pro Jucharte = 472 q per Hektare. Ein schon am 27. April niedergegangenes Hagelwetter hat an den Reben schon großen Schaden angerichtet. Gegen den Herbst kam dann noch in den nicht rechtzeitig zum zweiten mal bespritzten Reben der falsche Meltau hinzu, so daß viele Reben in Trauben, Blatt und Holz gar elend aussahen und wahrscheinlich noch für nächstes Jahr geschädigt sind. **Gampelen:** Der Apfelblütenstecher und die naßkalte, frostige Witterung im Blühet haben die Obsternte sozusagen vernichtet. Der Frost im Frühjahr, der naßkalte Sommer und die vielen Stürme mit Hagelschlag schadeten dem Weinernteertrag im ganzen 80%. **Ins:** Durch Hagelschlag im Juli und August wurde die Hälfte des Weinernteertrages zerstört. Im Verlaufe des Sommers gingen 5 Wolkenbrüche über den Rebberg. In den steilen Reben wurden ungeheure Massen Erde abgeschwemmt. Der angerichtete Schaden beträgt wenigstens Fr. 30,000. **Lüscherz:** Das Hagelwetter vom 11. August hat 1/3 der Weinernte zerstört. **Müntschemier:** Ein starkes Gewitter mit Hagel am 4. Juni hat den Reben arg zugesetzt. **Siselen:** Heu- und Emdernte waren von gutem Wetter begünstigt, die Getreideernte dagegen nicht. Frühling und Sommer hatten zu wenig sonnige Tage. Es gab vielfach kalte Niederschläge, daher hat auch das Futter wenig Nährgehalt. Das Hagelwetter vom 27. April hat den Reben großen Schaden zugefügt. **Treiten:** Naßkalte Witterung und Hagelschlag hat die Weinernte empfindlich geschädigt. **Tschugg:** Durch drei heftige Gewitter mit Hagelschlag wurde der Ertrag der Reben größtenteils vernichtet. **Vinelz:** Die Weinernte wurde bereits gänzlich durch einen sehr starken Hagelschlag zerstört und dann habe am Vernichtungswerk der Reben der Sommerwurm und der falsche Meltau noch einen guten Teil beigetragen. Der Rebmann verliert den Mut und wenn die Weinpreise durch die Fabrikation und die Einfuhr fremder Weine noch mehr herabgedrückt werden, so ist das Schicksal unseres Rebberges besiegelt.

Amtsbezirk Nidau. Aegerten: Anhaltende Trockenheit im Mai nebst Bise hemmten die Entwicklung des Heues. Regenwetter im Juli und August beförderte die Kartoffelkrankheit. Die Kartoffeln litten übrigens auch vom Engerlingsfraß. Zuckerrüben kamen spät zum Keimen. Weizen war häufig gelagert und dadurch in Qualität und Quantität beeinträchtigt. **Bühl:** Das Wetter war im ganzen nicht günstig, dagegen der Entwicklung des falschen Meltaus. **Ipsach:** Traubenfäule. **Ligerz:** Die Ernteschädigungen rühren hauptsächlich von mehrmaligen Hagelschlägen und von ungünstiger Witterung zur Zeit der Reife und vor der Weinlese her. **Nidau:** Die Witterung des Winters war dem Weizen und Klee sehr nachteilig. Die Viehpreise haben sich auf der Höhe gehalten, die Zahl der Stücke ist gleichgeblieben. Teures Futter, mittlerer Ertrag, allzu hohe Preise. **Scheuren:** Die Spätfröste haben quantitativ der Heuernte geschadet, dagegen war der Emderertrag erfreulich. Ebenso war im Spätherbst Eingrasig in Fülle; die Kartoffelernte war mittelmäßig, teilweise geschädigt durch die Engerlinge. Der Zuckerrübenertrag war nicht ganz so groß wie letztes Jahr. **Täuffelen:** Der früh eingetroffene Hagel machte sich den ganzen Sommer fühlbar. Die Fruchtspieße an den Obstbäumen wurden abgeschlagen und so die Ernte nicht nur für ein Jahr zerstört. Der Graswuchs (besonders Kunstfutter) hat sehr gelitten. Zudem haben die Engerlinge beträchtlichen Schaden angerichtet. Der Emdwuchs hatte wegen lange anhaltender Trockenheit zu leiden. Gegen den Herbst hin ließ dann ein Witterungsumschlag das Emdgras gedeihen. Zum Dörren kams aber infolge des anhaltenden Regenwetters nicht mehr. Der Weinbau ist gleich Null. **Tüscherz:** Der Rebberg wurde im April und Juni von Hagelwettern mit Hagelschlag heimgesucht, welche das Ernteergebnis erheblich reduzierten. Ebenso war die nasse Witterung im September von großem Nachteil, hauptsächlich betr. die Qualität des Weines. **Twann:** Die Weinernte wurde durch den nassen Nachsommer qualitativ und quantitativ stark beeinträchtigt. Die nächsten Folgen waren ein starkes Umsichgreifen des falschen Meltaus und starke Traubenfäulnis. **Walperswil:** Die anhaltend nasse Witterung im Frühling hat die Blüten vernichtet und auch die Hafererntе nachteilig beeinflußt. Man ist hier mit den Ergebnissen der Zuckerrübenanpflanzung sehr zufrieden. Der Ertrag der Reben hat unter dem Einfluß des Hagels und der Herbstnässe gelitten. **Worben:** Die teils schlechte Ernte ist meistens dem trockenen Frühsommer und den Engerlingen zuzuschreiben.

Jura.

District de Courtelary. Corgémont. L'année a été défavorable sous tous les rapports à cause des gelées tardives du printemps et des pluies continuelles de l'été et de l'automne. **Cortébert.** Les pluies persistantes du moi de septembre ont considérablement nui aux récoltes; notamment aux regains et aux céréales du printemps. **Courtelary.** Année pluvieuse. Récoltes difficiles à rentrer, sauf la fenaison qui a été normale. Le lait s'écoule aisément; le bétail se vend à des prix rénumérateurs. Chacun rivalise pour améliorer les races. **Péry.** Le retour du froid à la fin du printemps a été préjudiciable aux arbres frutiers. **Tramelan-dessous.** Les pluies persistantes pendant l'été ont eu une mauvaise influence sur la récolte des céréales et des regains, les pommes de terre ont beaucoup souffert également. Le bétail s'est vendu généralement à un prix rémunérateur, cependant il tend à la baisse contre l'automne.

District de Delémont. Delémont. Les blés rares ont produit peu de paille qui est de qualilté médiocre. Les rosées ayant manqué le foin est de médiocre qualité. Les regains assez abondants ont été récoltés dans de mauvaises conditions à cause des pluies continuelles. Les 50% de la récolte ont pourris sur les prés. **Develier.** Le temps a été défavorable en ce qui concerne la valeur des produits; écoulement bon; le prix, la vente et la garde du bétail est assez satisfaisant. **Pleigne.** Les gelées tardives ont été cause du manque total des pommes. Toutes les récoltes ont été bonnes sauf le regain qui laisse un peu à désirer quant à la qualité à cause du très mauvais temps de l'automne. L'élève du bétail se développe toujours d'avantage, ce qui fait la principale ressource des habitants, grâce aux bons pâturages et à l'amélioration des terres. Le bétail est toujours très recherché et à de bons prix. L'agriculture va toujours en progressant. **Saulcy.** Les pluies persistantes ont produit un effet défavorable sur la généralité des récoltes, ainsi que pour la rentrée. **Vermes.** Les causes, qui ont influé défavorablement sur la récolte des fruits sont: Le gèle et les brouillards prolongés pendant la floraison et les pluies continuelles au temps de la maturité.

District des Franches-Montagnes. Bémont. Pour notre contrée l'année a été en somme encore meilleure que belle car à part 2 semaines de beau temps que nous avons eu pendant la saison des foins et une semaine au 1er Septembre qui nous a permis de rentrer la moisson un peu avancée, le reste de l'été a été tourné au mauvais temps, ce qui a considérablement gêné premièrement pour finir la rentrée des foins et en second lieu pour terminer celle des céréales. De ce mauvais temps une perte bien sensible a été constatée par le fait qu'une bonne partie de l'avoine est tombée et ce qui est resté a été de mauvaise qualité. Les regains n'ont pu être rentrés dans de bonnes conditions, aussi la qualité laisse beaucoup à désirer, comme quantité on en a vu rarement autant. Les pommes de terre ont beaucoup souffert de cet excès de pluie, qui les a fait gâter. Le bétail s'est écoulé dans des conditions passables, les bons jeunes chevaux ont trouvé facilement des amateurs et à très bons prix. Les produits laitiers ont été des mieux aprécié, car le lait n'a pas été très abondant. **Goumois.** Le temps froid avec des brouillards les derniers jours de mai et les premiers jours de juin ont influé défavorablement sur la récolte des foins. Les regains eussent été abondants, mais les pluies prolongées ont empêché d'en faire la récolte. Les pommiers n'ont pas fleuri.

Amtsbezirk Laufen. Duggingen: Hagel vom 10. August und naſſe Witterung ſchädigten die Weinernte. **Laufen:** Die Ernte litt viel unter Niederſchlägen. Die Qualität der Heuernte hat den Viehpreis zum Steigen gebracht. Viehhandel flau. Mangel an Arbeitskräften, große Lohnverhältniſſe, Schuldenverhältniſſe ꝛc. bedingen einen Rückgang der Landwirtſchaft. **Nenzlingen:** Der Gang der Ernte war bezüglich der Witterung ziemlich befriedigend, die Viehpreiſe ſtanden hoch bei ſtets gutem Abſatz. Die Aepfel hatten in der Blütezeit ſchlechtes Wetter, die Kirſchen

und Zwetschgen dagegen gutes. **Zwingen:** Die Getreideernte fiel durch die andauernde Trockenheit im Mai sehr gering aus. Die Heu- und Emdernte war qualitativ gut und konnte auch meistenteils bei günstiger Witterung eingeheimst werden. Die Viehpreise stehen gleich hoch wie im Vorjahre.

District de Moutier. Châtillon. La récolte des foins a été faite dans de bonnes conditions par contre celle des regains dans de mauvaises. **Corban.** Les pluies du mois de Septembre ont énormement contrarié la récolte des regains, dont une certaine partie a été complètement gâtée, et ont empêché les prunes de mûrer; une grande quantité de ces fruits ont pourri sur l'arbre. **Crémines.** Le froid et le mauvais temps du printemps a été très défavorable pour la floraison des arbres fruitiers, ce sont particulièrement les pommiers qui ont le plus souffert. Cela a beaucoup retardé la mise des troupeaux à la montagne, il a même encore neigé au mois de Juin. Les pâturages ont souffert de la température froide et l'herbe était peut abondante, surtout à l'arrière-saison ce qui a contribué au renchérissement des fourrages secs. Les pluies de l'automne ont causé de grands préjudices aux pommes de terre et aux regains, qui ont été rentrés avec peine et les agriculteurs étaient bien retardés pour terminer leurs travaux d'automne. Par contre, le prix du bétail s'est maintenu assez élevé particulièrement pour le bétail de boucherie et le jeune bétail d'élevage qui devient rare par le fait que beaucoup de jeunes veaux sont mis à l'engrais et que plusieurs périssent dans la première quinzaine par suite de diverses maladies. **Genevez.** Les produits laitiers ont eu un écoulement facile. Le bétail s'est vendu à des prix moyens, l'écoulement était facile surtout pour le jeune bétail. **Malleray.** La culture des céréales diminue chaque année. Les pluies d'automne ont gêné toutes les cultures ainsi que les semailles d'automne. La majeure partie du regain est restée sous les pluies et n'a pu être récoltée, ce qui a occasionné une baisse sur les prix du bétail. **Roches.** La récolte du regain a été compromise d'abord par la sécheresse et ensuite par les pluies persistantes au moment de la récolte. Les pommiers n'ont pas fleuri au printemps.

District de Neuveville. Diesse. Les pluies persistantes de l'automne ont eu une conséquence fâcheuse sur la rentrée des céréales du printemps et des regains. La récolte des fruits a totalement manqué. **Neuveville.** Les blés semés tardivement à l'automne de 1900 sont restés clairs, courts et mal développés par un temps rude en Mars et trop sec en Mai. Les premiers semés étaient très beaux, mais ils ont beaucoup souffert de la verse provoquée par les nombreux et terribles orages de l'été dernier. Les avoines étaient plus belles qu'en 1900, mais la moisson a été entravée par les pluies abondantes de l'été. — Die Reben wurden am 8. und 9. Juni von schweren Gewittern heimgesucht und durch wolkenbruchartigen Regen und Hagelschauer vollständig zerstört. **Nods.** Le temps sec du mois de Mai, accompagné de la bise a été la cause du manque de foin et a contribué à l'anéantissement complet de la récolte des fruits. Il y a lieu de pousser toujours plus à l'engrais soit par le fumier de ferme ou par des engrais chimiques.

District de Porrentruy. Alle. L'automne pluvieux et le débordement de la rivière d'Allaine sont deux causes que la récolte des regains a été peu conséquente. **Beurnevésin.** La récolte du regain et de l'avoine a été gâtée par les pluies persistantes de l'automne, de même que la récolte des pommes de terre, quoiqu'à un degré moins grand. Les produits récoltés et les produits laitiers s'écoulent facilement et à des prix encore assez rémunérateurs. Le prix du bétail est aussi assez rémunérateur, quoique son entretien laisse encore à désirer chez certains agriculteurs. **Charmoille.** Les pluies abondantes et continuelles de la fin de l'été ont considérablement nui à l'avoine dont une bonne partie du grain est restée sur les champs; la paille a aussi diminué de valeur. Les cerises auraient été de qualité bien supérieure si le temps avait été plus sec durant leur développement. Généralement parlant, l'agriculture est en progrès dans notre village, de même que l'élève du bétail. **Cornol.** La récolte de regain a

été en grande partie endommagée par les pluies, les pommes de terre en ont aussi beaucoup souffert, une grande partie a été complétement gâtée et endommagée. **Grandfontaine.** Un orage de grêle en Juin a détruit la grande partie des céréales (blé) ainsi qu'une partie des fourrages. De même les jeunes forêts en ont grandement souffert. **Montmelon.** L'année a été moyenne pour les céréales, bonne pour les fourrages et les pommes de terre, très faible pour les fruits. En général, le prix des bestiaux a été élevé. **Porrentruy.** Les récoltes des céréales et celles des fourrages de deuxième coupe ont été entravées dans leur développement et leur rentrée par la longue période de pluies de l'automne. Beaucoup d'avoines et de regain ont été gâtés par ces pluies ou complétement perdus.

Die Ernte des Jahres 1902.

Oberland.

Amtsbezirk Frutigen. Adelboden: Die Heuernte gestaltete sich nicht ordentlich, während die Emd- und die Kartoffelernte unter viel ungünstigeren Witterungsverhältnissen beendet wurden. Die Witterung beeinflußte die Kulturen höchst nachteilig, indem der Frühling bis Mitte Juni konstant naßkalt war, ebenso, wenn nicht gerade in diesem Maße die Herbstmonate September und Oktober. Der Futtererertrag war quantitativ ganz gering, wogegen die Qualität wie die der Kartoffelernte noch recht ordentlich ausfiel. Die Alpen hatten einen erfreulichen Graswuchs, jedoch war die Alpzeit sehr kurz, da spät aufgefahren werden konnte und frühe wieder Entladung stattfinden mußte. Im Frühling stand man vor einer Heunot, da bis Mitte Juni sozusagen nichts gewachsen war und im Stall gefüttert werden mußte und im Herbst waren nicht nur die ältern Vorräte sämtlich aufgebraucht, sondern es konnte auch nur sehr wenig Jahresertrag eingeheimst werden. Zum Glück konnte der Heunot durch auswärts bezogenes Futter gesteuert werden und im Herbst war die Nachfrage nach der Ware zu guten Preisen sehr lebhaft. **Kratligen**: Das Getreide litt erheblich unter dem Winterwetter im April und Mai, ebenso wurden dadurch die Bäume schwer geschädigt, was noch auf das kommende Jahr schädlich wirken kann. Hohe Viehpreise, Viehhandel lebhaft, sehr viel Absatz, viel Aufzucht von Jungvieh.

Amtsbezirk Interlaken. Habkern: Trotz der im Frühjahr lange andauernden nassen und kalten Witterung, die sich dann aber Ende Juni in eine äußerst warme und fruchtbare umgewandelt hatte, fiel die Heu- und Getreideernte, sowie der Graswuchs auf den Alpen sehr ergiebig aus. Die Milchprodukte, deren Ertrag sehr befriedigte, fanden zu hohen Preisen Absatz, was auch einen äußerst günstigen Einfluß ausübte auf den Viehhandel. **Interlaken:** Infolge des futterreichen Sommers waren die Viehpreise sehr gut und der Viehhandel sehr lebhaft und auch die Milchpreise sind gestiegen. **Lütschenthal:** Im allgemeinen herrschte eine den verschiedenen Kulturen zum größten Teil zuträgliche Witterung. Das warme Tau- und Regenwetter über Ostern hatte bedeutende Lawinenschläge zur Folge, welche bedeutenden Schaden verursachten. Das rauhe Wetter mit Schneefall im Mai verursachte am Frühobst und hauptsächlich an den Birnen Schaden, indem dadurch die Früchte im Keime erstickt wurden. Die Kartoffeln fielen dagegen sehr gut aus. Auch die Heuernte zu Berg und Tal war gut, der Graswuchs auf den Vorweiden und Alpen reichlich. Obschon die Alpfahrten wegen der rauhen Mai-Witterung sehr verzögert worden waren, war die Alpwirtschaft (dank der guten Witterung den Sommer über) nutzbringend. Das Vieh kam wohlgenährt ab den Bergen und erzielte außerordentlich hohe Preise. Auch Butter und Käse erreichten sehr hohe Preise.

Amtsbezirk Oberhasle. Hadmen: Der Gang der Ernte ging ordentlich von statten. Die Witterungsverhältnisse im Frühling waren ziemlich ungünstig, die Heuernte wurde durch naßkalte Witterung beeinträchtigt und es konnte spät angepflanzt werden. Die Emdernte fiel, dank der günstigen Witterung, ziemlich gut aus. Durch den Ernteertrag stehen die Viehpreise fortwährend hoch. **Meiringen:** Die Witterung war für Heu- und Emdernte und auch für das Wachstum dieser Kulturen günstig. Der Frühling war rauh, brachte Schneefall bis gegen 20. Juni und verzögerte die Alpauffahrt. Trotzdem daher sehr viel Früh-Heu abgeweidet werden mußte, stellte sich die Heu- und Emdernte noch ordentlich und beeinflußte die Viehpreise günstig.

Amtsbezirk Saanen. Lauenen: Die Heuernte hat infolge der anhaltend naßkalten Witterung im Mai und Juni ziemlich gelitten, dagegen hat die prächtige Witterung Ende Juni und ganz Juli sowie auch die zweite Hälfte September eine gute Alpzeit mit großem Milchertrag und einen ordentlichen Emdertrag geschaffen. Daß die Heupreise bei dem etwas minimen Quantum nicht höher stiegen, ist dem stetigen guten Viehabsatz zuzuschreiben. Die Kartoffelernte litt hauptsächlich dadurch, daß dieselbe wegen des allzu nassen Herbstwetters nicht rechtzeitig vorgenommen werden konnte.

Amtsbezirk Nieder-Simmenthal. Därstetten: Der Gang der Ernte war im allgemeinen befriedigend. Die schlechte Witterung im Juni hatte das Befahren der Weiden und Berge sehr verspätet und es drohte diesfalls eine allgemeine Kalamität. Die vorzügliche Witterung im Hochsommer machte die Nachteile wieder gut. Die Preise für Milch, Käse und Vieh waren vorzügliche. **Erlenbach:** Die naßkalte Witterung im Mai brachte vielerorts für das Vieh große Not. Die Scheunen waren leer, von Wachstum keine Spur, alle Wochen ein paar Mal Schnee bis an die Simme. Weiden und Alpen wurden mit Bangen befahren, doch kam mit dem folgenden Monat auch die gute Witterung. Im Tale gab es viel Heu, auf den Alpen viel Milch und da im Herbst auch das Vieh seine gute Preise galt, so kann das Jahr im großen und ganzen zu den besten gezählt werden. **Niederstocken:** Die Ernte ist im allgemeinen über alles Erwarten gut ausgefallen. Der Absatz der Milchprodukte war befriedigend, ebenso die Viehpreise. **Reutigen:** Es war ein recht gutes, zufriedenstellendes Jahr, obschon es ja immer Leute gibt die noch mehr „nähmen". Z. B. sind die Viehpreise noch nie auf dieser Höhe gewesen, was für den Züchter wohl günstig heißen mag. **Spiez:** Die naßkalte Witterung im Frühling, namentlich während der Blütezeit, wirkte sehr nachteilig auf die Qualität des Weinertrages und das viele Regenwetter im September und Oktober beeinflußte die Ernte sehr schädigend. **Wimmis:** Die naßkalte Witterung im Frühjahr beeinträchtigte die Heuernte in den höher gelegenen Weiden (das sog. magere Heu) und die späten Fröste während der Blütezeit schädigten die Obsternte.

Amtsbezirk Obersimmenthal. Lenk: Das Jahr 1902 kann in Bezug auf den landwirtschaftlichen Ertrag und viehwirtschaftlichen Erfolg als seit 1894 das beste bezeichnet werden. Zwar wirkten die naßkalten Monate Mai und Juni auf den Graswuchs und den Grasverbrauch in Matten und Weiden ziemlich schädigend, allein der letzte Drittel Juni und die folgenden Sommermonate brachten anhaltend köstliches Wetter, so daß sowohl die Kulturen im Tal als der Graswuchs auf den Alpen und Weiden bis gegen Ende September konstant gut stunden. Auch während des ganzen Spätherbstes blieb die Wärme namentlich im Unterlande anhaltend, aus welchem Grunde gegenüber andern Jahren die Herbstatzung und Herbstweide dort einen ziemlichen Wert repräsentierte. Daher erreichten dann auch die Viehpreise eine seltene Höhe und sind noch im Steigen begriffen.

Amtsbezirk Thun. Heiligenschwendi: Heuernte ziemlich spät infolge Schneetreibens bis im Juni, dann bei meist günstiger Witterung und gutem Ertrag. Emdernte ebenfalls spät mit sehr mittelmäßigem Ertrag, hatte zu viel Regen. Getreideernte sehr spät, jedoch günstig ausgereift und qualitativ gut. Die Saaten hatten im Winter durch die Mäuse ꝛc. stark gelitten, daher waren die Aecker schwach bestellt. Da der Absatz der meisten Landesprodukte ein ordentlicher bis guter ist, so sind zur Zeit die seit langem trüben Aussichten der Landwirtschaft wieder besser. **Homberg:** Das Sommergetreide wurde wegen nasser Witterung stellenweise spät reif und konnte

aus dem gleichen Grunde sehr schwer, mit großer Mühe getrocknet eingebracht werden. **Horrenbach-Buchen:** Milch, Vieh und Obst haben einen hohen Preis, der Landwirt fand seine Rechnung. **Schwendibach:** Trotzdem der Heu- und Emderting als gut taxiert werden kann, blieben die Futterstöcke klein. Der Grund liegt darin, daß im Frühjahr ungefähr 1/3 des Areals, das sonst gedörrt wurde, wegen geringen Nachwuchses des Emdgrases, als Grünfutter verwendet werden mußte. Ganz im Gegensatz zu den vorhandenen Futterstöcken haben sich die Viehpreise noch erhöht, vermutlich weil im Herbst alte abgehende Kühe zur Schlachtung nach dem Ausland verkauft wurden. **Sigriswil:** Die Reben sind infolge vieler Fehljahre teilweise vernachlässigt und die neue junge Welt versteht wenig davon, sie mag sich nicht damit abgeben, Theaterstücke, Musik und Tanz ist ihnen lieber. Der Weinerntertrag wurde durch Hagel Ende Juli und stellenweise durch den falschen Meltau geschädigt. Von Ende September bis 25. Oktober rauhe Witterung, Regen und auf den Bergen Schnee, wenig Sonnenschein im Oktober. Wäre der Oktober etwas besser gewesen, so hätte die Qualität ganz gut werden können. Ungeheuren Schaden richteten die Massen Amseln an, die die roten Trauben vor der völligen Ausreife fortfressen. Auf einem Mannwerk trifft man im Oktober oft bis 20 Stück Amseln an, die sich über diese Zeit ausschließlich von Traubenbeeren nähren. **Heffisburg:** Der Weinertrag der Reben wurde durch teilweises Erfrieren des Fruchtansatzes im Mai geschädigt. **Strättligen:** Der Gang der Ernte war gut, der Einfluß der Witterung auf die verschiedenen Kulturen günstig. Die Milchprodukte sind daher im Preise gestiegen und ebenso stehen die Viehpreise infolge davon auf mindestens bisheriger Höhe. **Teuffenthal:** Mai bis zum 27. kalt, zudem fast täglich Regen oder Schnee, von da bis 3. Juni schön und warm, am 4. Juni starkes Gewitter, dann wieder kalt, Regen und Schneefall bis 19. Juni. Nachher Witterung sehr gut bis Ende Juli. August und September schon wieder zu viel Regen und im Oktober wieder kalt. Viehpreise im Herbst hoch, ebenso der Preis der Milchprodukte. **Thun:** Die Saaten haben sich ordentlich gut überwintert. Im März 12 Tage mit Niederschlägen, besonders gegen Ende mit Schnee und kaltem Regen, die die Frühlingsarbeiten stark beeinträchtigten. Mitte April wurde mit Grasen begonnen. Gegen letzte Woche April blühten alle Bäume. Am 2. Juni Beginn der Heuernte. Vom 9.—21. Juni fast alle Tage Regen, von da an bis Mitte Juli fast beständig schön, nur hie und da von Gewittern unterbrochen. Der Heuet wurde deshalb unterbrochen und verspätet, dafür aber dann vom schönsten Wetter begünstigt. Lange ergiebige Herbstweide. Seit einigen Jahren wird der Weidgang auch im Frühjahr mehr und mehr betrieben, so daß mit der Heuernte allgemein später begonnen werden kann. In Summa war das Jahr 1902 ein ganz vorzügliches und tat sich auch durch Höhergehen der meisten Produktenpreise, vorab der Milch- und Viehpreise hervor. **Auterlangenegg:** Der Sommer war trotz dem ganz kalten und nassen Mai gut, alles ist gut geraten und konnte gut eingeheimst werden. Die Käsepreise sind gestiegen, die Viehware konnte zu schönen Preisen abgesetzt werden und auch aus dem Obst erzielte man einen hohen Erlös. **Zwieselberg:** Heuernte gut. Getreide- und Emdernte durch häufigen Regen ungünstig beeinflußt. Viehpreise hoch, Viehhaltung durch gutes Futterwachstum begünstigt. Käsepreise hoch.

Emmenthal.

Amtsbezirk Signau. Egglwil: Trotz dem schlechten Frühling ist das Jahr doch sehr gut ausgefallen, namentlich in Bezug auf die hohen Milch- und Käsepreise, sowie den Obsterlös. **Langnau:** Heu und Emd konnte gut eingebracht werden. Getreide ließ teilweise zu wünschen übrig. Herbstweide zu dörren war fast unmöglich. Vieh- und Milchpreise sind ein wenig gestiegen. **Röthenbach:** Stetiger Schneefall im Mai beeinflußte den Graswuchs nachteilig, es mußten große Flächen eingegrast werden, sodaß weniger Areal zum Heuen blieb. Die hohen Milchpreise trugen wohl viel zur Steigerung der Viehpreise bei. **Trub:** Wegen späten Frostes und Schneefalls wurden die Anpflanzungen bedeutend hinausgeschoben. Auch die Obsternte wurde dadurch geschädigt. Die Heu- und Getreideernte ging bei günstigem Wetter gut von statten. Die Milchprodukte und die Viehpreise sind gestiegen, aber nicht infolge des Ernteergebnisses, indem hier die vermehrte Nachfrage (im Ausland?) den Ausschlag gab. Die Viehhaltung ist nicht zurückgegangen.

Amtsbezirk Trachselwald. Huttwil: Wegen nasser Witterung im Mai war die Quantität des Getreides gering. Für Birnen und Kirschen schlechte Witterung während der Blütezeit. **Lützelflüh:** Durch die naßkalte Witterung im Mai wurde der Graswuchs sehr beeinträchtigt, infolge dessen eine allgemeine Futternot entstand und die Heuernte gering ausfiel. **Ruegsau:** Im Mai starke Schneefälle und Frost. Die Heuernte in früheren Lagen war infolge unbeständiger Witterung sehr schlecht; in späteren Lagen dagegen ging sie rasch vor sich. Die Getreideernte verlief bei sehr veränderlicher Witterung. Die Milchprodukte fanden zu annehmbaren Preisen Absatz. **Sumiswald:** Gang der Heu- und Getreideernte im allgemeinen gut. Die Kartoffelernte litt durch Regenwetter und teilweise durch Frost. Dem Getreide schadete das lange Wintern, Schnee- und Regenwetter, ebenso dem Graswuchs für Heu und Eingrasung. Es mußte sehr viel Heu gekauft werden, im Frühling und im Herbst. Stroh wurde im Frühling gefüttert und wer nicht Heu kaufen konnte, machte zudem infolge zu frühen Eingrasens, weil das Wachstum durch Kälte gehemmt, fast kein Heu. Trotzdem stieg der Heupreis nicht. Die gestiegenen Milch- und Käsepreise verursachten ein Steigen der Viehpreise und ein Behalten der Viehware, wenn schon viel Heu gekauft werden mußte.

Mittelland.

Amtsbezirk Bern. Bremgarten: Die Ernte war ordentlich und kam bei guter Witterung, allerdings unter Inanspruchnahme einiger Sonntage, gut unter Dach. **Muri:** Die Ernte hatte einen befriedigenden Verlauf infolge ziemlich beständig schöner Witterung. Infolge des ausgiebigen Futterertrags sind die Viehpreise gestiegen, auch die Viehausfuhr nach dem Auslande war bedeutender als in den Vorjahren. Die Verwendung landwirtschaftlicher Maschinen nimmt zu, weil dadurch Zeit und Arbeitslöhne erspart werden. **Oberbalm:** Von Ende März bis 23. April war die Witterung dem Wachstum im allgemeinen sehr zuträglich, hie und da mit Schnee, aber immer dünstig und warm, bis 20. Mai immer kalt, alle Tage Schnee, ganz verderblich für die Kirschblüten in höhern Lagen. Die Anpflanzung aller Früchte konnte nur mit Mühe stattfinden. Sehr wenig Gras, das Getreide kurz und dünn, alles Wachstum dahin. Anfangs Juni einige Tage sehr fruchtbare Witterung mit Gewitter. Von Mitte Juni an anhaltend gute Witterung, dem Getreide und dem Graswuchs sehr zuträglich. Der Ernteertrag ist befriedigend. Alle Lebensmittel, Käse, Milch und Viehware sind teuer.

Amtsbezirk Burgdorf. Hasle: Die Witterung im April war günstig für den Graswuchs, so daß in frühen guten Lagen Ende April eingegrast werden konnte. Dann kam ein naßkalter Mai mit öfterem Schneefall bis auf 700 Met. ü. M. hinab. In spätern Lagen entstand deshalb eine Kalamität. Es mußte geweidet werden, wenn der Boden schneefrei war. In tiefern Lagen mußte viel mehr Fläche abgegrast werden als andere Jahre. Die notwendige Folge davon ist massenhafte Zufuhr von Dürr- und Kunstfutter. Die hohen Preise für Käse, Butter, für fettes Vieh und fette Schweine, so wie der gutbezahlte Ertrag der Apfelbäume machten dann vieles wieder gut, ebenso die fruchtbare Witterung für den Graswuchs, fast ununterbrochen von Anfang Juni hinweg. **Heimiswil:** Die Milchprodukte erreichten bei anhaltend schlankem Absatz ziemlich hohe Preise, die Milchpreise stiegen, und die Viehpreise, sowohl für Nutz- als für Mastvieh, blieben stabil. Natürlich mußten die mangelnden Futtermengen durch Kraftfutter ersetzt werden, was den Betrieb sehr verteuert und die Rendite stark herabsetzt. **Rüdtligen:** Der Gang der Ernte war ziemlich günstig. Die nasse Witterung im August schädigte den Kartoffelertrag. Die quantitativ gute Ernte bewirkte ein Steigen der Viehpreise. Die Verwendung landwirtschaftlicher Maschinen erleichterte den Betrieb und verminderte die nachteiligen Folgen der schwierigen Arbeiterverhältnisse.

Amtsbezirk Fraubrunnen. Büren zum Hof: Die nasse, jedoch ziemlich warme Witterung war für die Futterproduktion günstig, weniger für das Getreide und ganz schlecht für die Kartoffeln. Das Einheimsen der Ernteprodukte litt unter unbeständiger Witterung. Die Milch- und Käsepreise stehen in erfreulicher Höhe, Nachfrage und Angebot wie seit langem nie mehr, daher auch die hohen

Viehpreise. **Wiler:** Die Ernte der verschiedenen Kulturen ist quantitativ und qualitativ befriedigend ausgefallen und gut von statten gegangen. Kartoffeln, Runkeln und Möhren lieferten fast ausnahmsweise hohe Erträge, auch das Herbstgras und die Herbstweide dauerten bis weit in den November hinein. Das Futter ist sehr nahrhaft, weshalb sich die Viehpreise auf der Höhe halten und die Milchprodukte zu guten Preisen Absatz fanden. Die Herbstsaaten stehen schön und werden voraussichtlich gut ausfallen. **Zanggenried:** Viele Bäume trugen wenig oder gar keine Früchte. Andere waren nur zu zahlreich besetzt und diese Früchte blieben durchschnittlich klein.

Amtsbezirk Konolfingen. Mirchel: Trotz des ungünstigen Mauwetters fiel die Getreideernte gut aus. **Niederwichtrach:** Im Vorsommer war etwelcher Engerlingschaden ziemlich bemerkbar. Im Frühling litt der Graswuchs unter der andauernd naßkalten Witterung. **Oberdießbach:** Die Heu-, Getreide- und Emdernte war durchschnittlich von gutem Wetter begünstigt. Die guten Milchpreise ließen manchen wieder aufatmen, verleiten aber auch manchen bei Landankäufen allzuhohe Preise anzulegen. **Oberwichtrach:** Qualitativ war die Futterernte gut, während sie quantitativ infolge eingetretenen Frostes im Frühjahr geringer ausfiel. Getreideernte ließ qualitativ und quantitativ zu wünschen übrig. Die Kartoffelernte fiel nur mittelmäßig aus. Zuckerrüben wurden im Berichtsjahr keine gepflanzt. (Vgl. den betr. Bericht v. 1900.) **Schloßwil:** Die kaltnasse Witterung schädigte die Heuernte; die vielen Niederschläge im Sommer wirkten nachteilig auf die Kartoffelernte, indem sie die Seuche beförderten. **Worb:** Die Heu- und Getreideernte verzögerte sich ziemlich infolge schlechter Witterung. Trotz dem etwas naßkalten Sommer und Herbst war das Jahr eines der bessern. Die Milchprodukte stehen auf einer Preishöhe wie noch selten, was natürlich auf die Vieh- und Fleischpreise einen günstigen Einfluß hat. Die Lebware steht gegenwärtig in einem Preise, daß bei Notschlachtungen für die Betreffenden ein Schaden von annähernd 30 % resultiert. Auch der Obstertrag und die dabei erzielten Preise sind befriedigend.

Amtsbezirk Laupen. Gurbrü: Das Jahr 1902 gehört zu den fruchtbarsten seit Einführung der Berichterstattung. Die Heu- und Emdernte waren ergiebig, das Getreide, obschon hie und da wenig bestockt, machte sich im Körnerertrag vorzüglich und die über einem Mittelertrag stehende Obsternte wurde durch ziemlich hohe Preise günstig gestellt. **Münchenwiler:** Der großenteils naßkalte Sommer bewirkte bei den Reben ein vorzeitiges Anfaulen der Beeren, was den Ertrag und namentlich die Qualität wesentlich beeinträchtigte. **Neuenegg:** Heu- und Getreideernte gingen schnell vorüber. Käsepreise gestiegen, die Viehware steht in den höchsten Preisen. Das Genossenschaftswesen wirkt günstig.

Amtsbezirk Schwarzenburg. Guggisberg: Die Viehware und die Milchprodukte fanden zu annehmbaren Preisen guten Absatz. Schädigend wirkte das späte Eintreten des Frühlings, es mußte viel fremdes Heu gekauft werden. Betreffend die Obsternte wurde die Blütezeit durch das lange Auswintern verspätet, was für Spätobst ziemlich nachteilig war. Auch der Schneebruch verursachte empfindlichen Schaden. **Wahlern:** Die naßkalte Witterung im Frühling und der bedeutende langanhaltende Schneefall im Mai übten auf den diesjährigen Getreideertrag einen sehr schädlichen Einfluß aus.

Amtsbezirk Seftigen. Burgistein: Trotz dem ungünstigen und naßkalten Frühling fiel das Jahr doch noch befriedigend aus. Die Produkte sind noch recht ordentlich geraten und hatten zu guten Preisen Absatz. Besonders großen Aufschwung nahm der Handel um Käse, Milch und Vieh. Schönes Zucht- und Nutzvieh galt hohe Preise. **Jaberg:** Das Getreide hat durch das naßkalte Frühlingswetter und durch Rost und Brand sehr gelitten. **Rümligen:** Die Heuernte verlief sehr gut, die Getreideernte weniger, aber ebenfalls befriedigend. Die zahlreichen Regengüsse und die darauffolgende Hitze hat der Kartoffelseuche großen Vorschub geleistet. **Toffen:** Der Verlauf der Ernte war ein ziemlich rascher. Das spätere Sommergetreide konnte nur mit Mühe und teilweise schlecht gewittert unter Dach gebracht werden. Die naßkalte Witterung des Frühjahrs war dem Wachstum der Kulturen nachteilig, im Herbst dagegen war das Wachstum der Futterpflanzen ein besonders reges. Absatz für Ernte- und besonders für Milchprodukte sehr lebhaft. Sehr hohe Preise für Nutz- und Schlachtvieh. **Zimmerwald** (Kirchgemeinde): Der fortwährende Schneefall im Mai hat sehr schädlich auf die Getreideernte gewirkt.

Oberaargau.

Amtsbezirk Aarwangen. Auswil: Der abnorm naßkalte Frühling beeinflußte das Wachstum im allgemeinen sehr ungünstig. Demzufolge war die Heuernte später und quantitativ bedeutend geringer als im Vorjahr. Der Heuet selbst hatte günstige Witterung, so daß das Heu zum bessern Teil gut eingeheimst wurde in verhältnismäßig kurzer Zeit. Das Getreide kam aus dem nämlichen Grunde gar spät zur Reife und stand nur dünn. Der Emdertrag war mittelmäßig, das etwas späte Einheimsen sehr schwierig wegen regnerischer Witterung. Die Hackfrüchte entwickelten sich infolge schlechter Frühlingswitterung im Anfang sehr langsam. Die Kartoffelsaaten, namentlich die empfindlicheren Sorten, faulten stellenweise ohne zu keimen und einzelne Saatfelder konnten erst anfangs Juni bestellt werden. Dies beeinträchtigte das gesamte Ertragsquantum erheblich; sie fanden zu guten Preisen leichten Absatz. Der Obstertrag, namentlich an Aepfeln, war gut; Absatz und Preise gut. Die Milchprodukte, namentlich exportfähige Emmenthalerkäse, fanden schlanken Absatz zu sehr hohen Preisen. Die Viehpreise waren ebenfalls hoch und der Handel belebt. Die Viehhaltung ist im allgemeinen gut. **Gutenburg:** Die Heu- und Getreideernte verlief gut; die Landeserzeugnisse finden guten Absatz; der Käfer ist hier nicht aufgetreten. **Langenthal:** Regen während der Heuernte, Gras vielerorts überstellig, teilweise angefault. Auch die Kornernte wurde verregnet. Späte Frühlingsfröste beeinträchtigten den Gras- und Futterertrag. Durch die Kälte im Mai wurden Weizen und Korn rot. Infolge hoher Milch- und Käsepreise stund auch die Viehware das ganze Jahr hindurch hoch im Preis, ebenso stunden die Fleischpreise fortwährend hoch. **Lotzwil:** Der Gang der Ernte war regelmäßig, der Absatz der Erzeugnisse günstig. Das Auftreten der Käfer verursachte besonders auf den Wiesen empfindlichen Schaden. **Wynau:** Verschiedene Regenperioden haben die Frühlingsarbeiten, die Heu- und Getreideernte teilweise erschwert und hinausgeschoben und der Qualität des Heues Schaden gebracht. Deßhalb muß diesen Winter mit Kraftfutter, besonders mit Kleie nachgeholfen werden. Der Ertrag der Landwirtschaft würde hier allmählich sinken, wenn nicht immer schöne Milch- und Viehpreise und auch der schöne Obstertrag vom letzten Herbst die Lücken etwas ausgefüllt hätten.

Amtsbezirk Wangen. Farnern: Das Frühjahr und der Vorsommer waren naß und rauh, doch der Nachsommer machte vieles wieder gut. Hauptsächlich hat das Heugras (und auch die Kirschen) unter der ungestümen, winterlichen Vorsommerwitterung gelitten, was durch den üppigen Graswuchs des Spätsommers und Herbstes, sowie durch die gute Getreide- und Obsternte ausgeglichen wurde. Die Milchpreise sind in seltener Höhe, ebenso sind die Preise für Nutz- und Mastvieh, wie auch für Mastschweine auf einer den Haltungs- und Produktionskosten entsprechenden Höhe. **Hermiswil:** Die Heu- und Getreideernte war im allgemeinen von der Witterung begünstigt, die Haferernte litt unter unbeständiger Witterung. Der Herbst zeichnete sich durch einen ungewöhnlichen Absatz aller Produkte aus. **Ochlenberg:** Die verschiedenen Ernten nahmen einen günstigen Verlauf. Sämtliche Produkte erzielten bei gutem Absatz schöne Preise. **Wangen:** Die Heuernte wurde durch die kalte und unbeständige Maiwitterung um 3—4 Wochen verschleppt, war sehr mühsam und fiel vielfach schlecht aus. Die Getreideernte fand wegen des kühlen Vorsommers ebenfalls 3 Wochen später statt und viel wurde feucht eingebracht. Hafer sehr schwer und vollkommen im Korn, Stroh bei allen Getreidearten kurz. Das reichlich vorhandene Emd konnte nicht genügend dürr eingebracht werden. Starker Graswuchs im Herbst. Aepfel, schön entwickelt, konnten zu guten Preisen (meist nach Deutschland) verkauft werden.

Seeland.

Amtsbezirk Aarberg. Bargen: Günstige Aprilwitterung erzeugte frühzeitig genügend Grünfutter und einen befriedigenden Heuertrag. Im Sommer und Herbst war fortwährend reichliches Grünfutter dank der mehr gewitterhaften als trockenen Witterung. Die Milchpreise sind hoch, und das Milchvieh ist gegenwärtig zu selten hohen Preisen sehr gesucht, ebenso Mastvieh und namentlich Schweine.

Radelfingen: Die naßkalte Witterung war für die verschiedenen Kulturen sehr nachteilig. **Schüpfen:** Der Frühling stellte sich früh ein, sodaß um den 20. April allgemein mit Grünfütterung begonnen werden konnte. Aber kalte Regenschauer verbunden mit starken Winden wechselten mit Schneegestöber fast den ganzen Monat Mai hindurch ab, sodaß das Wachstum der Kulturen sehr gehemmt wurde. Der schon etwas üppige Stand des Roggens wurde durch die Winde und leichte Schneelagen gelagert, wodurch der Ertrag in Körnern wie in Stroh geschädigt wurde. Auch die spätern Getreidearten konnten sich deshalb nicht bestocken, so daß der Stand etwas dünn blieb. Ebenso blieb der Kartoffelertrag deshalb und auch wegen der Krankheit zurück. Die Milchprodukte hingegen warfen schöne Erträge ab. **Seedorf:** Regenwetter im Juni verspätete die Heuernte und verschlechterte die Qualität. Für die Getreide- und Emdernte war die Witterung dagegen günstig. Regenwetter in der 2ten Hälfte August vermehrte die Kartoffelkrankheit.

Amtsbezirk Biel. Biel: In Vingelz litt noch unter den Folgen der Hagelschläge von 1900—1901 die Winterernte. Im allgemeinen war der Sommer (namentlich der Juni) zu naß und zu wenig warm; auch der September war ziemlich naß und daher für das Ausreifen der Trauben nicht sehr günstig. **Bözingen:** Für die Entwicklung der Reben war die naßkalte Witterung ungünstig, sie litten auch während der Blütezeit und während der Ernte.

Amtsbezirk Büren. Arch: Die Witterung war während des Sommers und Herbstes den Kulturen günstig. Infolge des guten Futterertrages gesteigerte Vieh- und Milchpreise. Die Produkte konnten durchgehends zu guten Preisen abgesetzt werden. **Dotzigen:** Frühe mit Heuen beginnen war wieder von Vorteil, denn gegen das Ende der Heuernte trat Regen ein und, bis wieder gutes Wetter eintrat, wurde das Gras überständig und verlor an Nährwert; ganz gleich verhielt es sich auch im Emdet. Das Getreide wurde im allgemeinen gut eingebracht, nur hatte der naßkalte Mai nachteilig auf die Entwicklung der Körner gewirkt und soviel Brand in Korn und Weizen sah man seit Jahren nicht. Der nasse Mai hat die Entwicklung der jungen Reben zurückgehalten und der viele Regen im Oktober die Qualität der Trauben beeinträchtigt. **Lengnau:** Den Reben hat ein schweres Gewitter mit Hagel vermischt im Juli empfindlich geschadet. **Meinisberg:** Die Weinernte ist durch ein schreckliches Hagelwetter Mitte Juli vollständig vernichtet worden. Von Kaufpreis und Kauflust kann demnach keine Rede sein dies Jahr. **Oberwil:** Infolge des späten Frühlings wurden sämtliche Ernten ziemlich verspätet. Dank der fruchtbaren Witterung im Spätsommer war den ganzen Herbst hindurch Grünfutter genug vorhanden, so daß bis zum Einwintern kein Dürrfutter verfüttert werden mußte. Die Ernten fielen reichlich aus, und die Produkte erzielten ziemlich hohe Preise. Infolge des niedrigen Getreidepreises kommt sozusagen keine Frucht in den Handel. Dieselbe wird dem Vieh gefüttert, was infolge des hohen Milchpreises lohnend ist. Dadurch kann auch ein größerer Viehstand gehalten und so mehr Dünger produziert und das Land zu größern Erträgnissen angetrieben werden. Infolgedessen sind die Viehpreise stets hoch. **Pieterlen:** Der Hagel hat der Weinernte zur Hälfte geschadet. Die ganz beschädigten Beeren fielen ab, die andern reiften nicht aus. Auch war das Wetter beir Traubenreife nicht günstig, es war zu wenig anhaltend warm. **Wengi:** Im Weizen vielfach Schädigungen durch den Brandpilz. Durch den naßkalten Mai wurde die Entwicklung der Getreidearten stark beeinträchtigt.

Amtsbezirk Erlach. Erlach: Für sämtliche Ernten war das Wetter ungünstig, namentlich für die Getreide- und Emdernte. Sämtliche Kulturen haben durch anhaltend nasse Witterung in den Monaten Mai, August und in der ersten Hälfte September mehr oder weniger gelitten. Ernte- und Milchprodukte zeigten bei gutem Absatz fortwährend steigende Preise; auch die Viehpreise waren verhältnismäßig hoch, herrührend vom guten Absatz ins Ausland. Die Reben hatten sich von dem Schaden, den sie durch die lange anhaltend kalte Witterung im Mai genommen im Juni vollständig erholt. Bis zur Blüte berechtigten dieselben zu den besten Hoffnungen, dann richtete aber der Sauerwurm, der wieder stark auftrat, trotz der günstigen Witterungsverhältnisse ganz bedeutenden Schaden an. Immerhin stund Anfangs August noch eine gute Ernte in Aussicht, die dann aber infolge des mehrere Wochen anhaltend schlechten Wetters im August und der ersten Hälfte September

auf mittelmäßig zurückging. Die Qualität hat sich aber dennoch ganz bedeutend besser gemacht, als man erwartet hatte. Die schlechte Besorgung der Reben, wie sie jetzt vielfach zu konstatieren ist, hat sich wieder bitter gerächt, indem in gut besorgten Reben 400 und noch mehr Liter per Mannwerk, in nachlässig besorgten dagegen kaum 120 Liter geerntet wurden. **Hampeken:** Ein Spätfrost im Frühling hat auf die Weinernte einen Schaden von 20 % verursacht. **Ins:** Die tiefern Lagen der Reben hatten etwas vom Frühjahrsfrost gelitten, sonst würde der Mittelertrag 5 hl. per Mannwerk ergeben haben. **Müntschemier:** Die Reben haben im Frühjahr durch Frost und im Juli 2 mal durch Hagel gelitten, wodurch der Kulturzustand derselben sehr beeinträchtigt worden ist; daher die diesjährige Mißernte. **Siselen:** Die Witterung im Herbst war für die Reben etwas ungünstig, es war zuviel Regenwetter. Auch die Fröste im Frühling haben dem Wachstum des Holzes geschadet. **Tschugg:** Die Weinernte wurde teilweise stark geschädigt durch den Sommerwurm und durch früh eingetretene Fäulnis. **Vinelz:** Die Reben sind hier in stetem Rückgang begriffen.

Amtsbezirk Nidau. Aegerten: Trockenheit im Mai bewirkte Stillstand im Wachstum des Grases und beeinflußte die Heuernte nachteilig. Regenwetter schädigte namentlich das Einheimsen des Hafers. Weizen und Roggen wurde vielfach gelagert und in Qualität und Quantität geschädigt. **Bellmund:** Das nasse Wetter im Sommer und Herbst hat den Reben viel geschadet. **Bühl:** Infolge der nassen Witterung des Nachsommers ist bei den Reben namentlich der Falschmeltau stark aufgetreten und hat die Weinernte quantitativ und qualitativ stark geschädigt. **Ligerz:** Sehr schlechte Witterung im Mai und starkes Auftreten des Sauerwurms im Sommer hat die Weinernte schwer geschädigt. **Merzligen:** Die hiesigen Reben sind bis auf 2—3 Mannwerk ausgerottet. **Nidau:** Die naßkalte Witterung des Monats Mai hat die ganze Vegetation in Stillstand gebracht und die Heuernte bedeutend hinausgeschoben, sodaß die Qualität des Heues ziemlich Schaden litt. Auch das Wachstum der Kartoffeln und anderer Hackfrüchte blieb etwas zurück, was den Ertrag schädigte. **Schwadernau:** Die Frühlingswitterung war naßkalt und und winterlich, aber es gab dennoch durchwegs reiche Erträge und der sich bis in den Frühwinter hinein entwickelnde Graswuchs und die Aussicht auf erhöhte Milchpreise veranlaßten viele, trotz der sehr hohen Viehpreise, ihren Viehstand zu vermehren. Die Kartoffelerträge fielen wegen der naßkalten Witterung gering aus. Dieser Ausfall wurde um so fühlbarer, da der Kartoffelbau hier ziemlich intensiv betrieben wird. **Täuffelen:** Der Weinbau hat hier seine Bedeutung verloren, indem Jahr für Jahr die Rebstöcke ausgeschlagen werden. **Twann:** Da der Herbst sehr naß war, konnte das Emd und das Sommergetreide in den höhern Lagen nicht eingeheimst werden. Milch- und Viehpreise sind im Steigen begriffen. Die Witterung war bis Ende August der Entwicklung der Reben günstig, sodaß man auf einen starken Mittelertrag und auf eine gute Qualität rechnete. September und Oktober waren regnerisch und kalt, wodurch Quantität und Qualität beeinträchtigt wurden. Der falsche Meltau wurde eifrig und mit gutem Erfolg bekämpft; wo dies ausnahmsweise nicht geschehen, trat derselbe im Spätsommer stark auf. **Walperswil:** Der Anbau von Zuckerrüben befriedigt im allgemeinen sehr und bedeutet für unsere Gegend einen hohen landwirtschaftlichen Fortschritt. Die Reben haben im Frühling unter der nassen Witterung gelitten.

Jura.

District de Courtelary. Corgémont. Malgré la température défavorable du mois de mai et du commencement de juin, les récoltes ont été satisfaisantes. Le bétail se vend cher et l'industrie laitière tend à progresser. **Courtelary.** L'année a été bonne sauf pour le blé. On a planté beaucoup d'arbres fruitiers. On achète beaucoup de machines agricoles, on cherche à améliorer l'élevage du bétail. **Orvin.** Le printemps retardé, froid et pluvieux, qui n'a permis de faire les semailles que tartivement et en grande partie dans de mauvaises conditions, a été la cause du peu de rendement des céréales du printemps surtout en ce qui concerne les pailles. **Tramelan-dessous.** Les récoltes se sont effectuées dans de bonnes conditions sauf toutefois les cé-

réales qui ont souffert de la pluie sur les montagnes. La récolte des pommes de terre a été bonne pour la quantité, mais on signale 25 % de gâtées par la maladie. Le bétail a eu un écoulement facile à de bons prix.

District de Delémont. Bassecourt. Par suite des pluies au printemps et la sécheresse dans les mois de juin et juillet, les graines du printemps n'ont pu être semés à temps et la récolte a été fortement compromise. **Courfaivre.** Les céréales sont à classer dans le médiocre, parceque l'année a été en général froide et humide. La récolte des pommes de terre a été bonne dans les terrains secs, seulement dans les endroits humides elle a manqué presque totalement à cause des pluies du printemps, qui ont gâté les plants. Les autres plantes racines ne sont que très peu cultivées. Les fourrages artificiels ont bien réussi et en quantité abondante, de même les fourrages des prairies. Les fruits ont totalement manqué, sauf les pommes, qui ont été en faible quantité. Le printemps a été trop froid et mouillé. Le bétail a eu beaucoup d'écoulement et à des prix élevés. **Delémont.** Les pluies persistantes de l'automne ont réduit les semailles des céréales d'automne et ont exercé une influence sur la quantité. Les céréales du printemps se sont faites dans de bonnes conditions, mais la sécheresse de mai et juin a beaucoup nui au développement de la paille notamment aux avoines qui ont donné un faible rendement, L'abondance des fourrages récoltés généralement dans de bonnes conditions a exercé une heureuse influence sur le prix du bétail, du lait, et des produits laitiers. Ces prix maintiennent à la hausse et paraissent vouloir rester constants. **Pleigne.** Toutes les récoltes ont été bonnes grâce au temps favorable. L'élève du bétail est la principale ressource de la localité. Grâce aux pâturages et aux soins y apportés chaque année le bétail augmente chaque année. L'agriculture fait beaucoup de progrès dans nos régions.

District des Franches Montagnes. Bémont. L'année 1902 peut être classée parmis les bonnes en ce qui concerne les récoltes. Malgré l'hiver, qui s'est maintenu jusqu'a fin mai, ayant fait disparaître tout le foin, regain et même la paille achetée à l'etranger qui devait servir pour litière. Il n'en est pas moins vrai qu'on doit reconnaître que pour le temps si court soit 4 mois qu'on puisse récolter une si grande quantité de foin et regain et encore dans d'assez bonnes conditions, et le tout à exception près d'une qualité irréprochable. Les foins se sont rentrés sans peine, mais pas ainsi le regain, car celui qui n'a pas été fauché un peu vite en est resté dehors. Les regains d'automne («la vaine pâture») ont bien profité, car on a beaucoup économisé de foin, le temps ayant été favorable jusqu'au 1er novembre. Le bétail a atteint des prix rémunérateurs, les bons jeunes chevaux ont été recherchés et se sont vendu très cher. Les vaches et les génisses prêtes à véler ont été d'une chèreté impossible, car jamais le bétail bovin n'avait atteint une quote si élevée, tellement la production laitière est loin de suffire. **Les Bois.** Les mauvais temps du printemps ont gêné à la quantité du foin et les mauvais temps d'automne à la récolte des céréales et du regain. Le prix du bétail et des produits laitiers se sont maintenus fermes. **La Chaux.** Le temps pour nos différentes cultures a été favorable pour la valeur des produits récoltés et aussi pour les produits laitières et l'écoulement a été favorable. La vente et la garde du bétail a été très bonne. L'agriculture prospère par l'achat de quantités de paille à l'étranger. **Goumois.** La floraison des arbres fruitiers s'est magnifiquement effectuée et avec précocité, la température élevée aidant; mais les fruits n'ont pu se nouer à cause des pluies froides et des brouillards intenses pendant les derniers jours d'avril et les gelées de la première quinzaine de mai en ont amoindri la récolte. Les pluies prolongées et orageuses ont couché les céréales. Celles-ci n'ont pu se relever qu'en partie; de la résulte que la récolte n'a pas été très bonne, ni en qualité ni en quantité. Si celle des foins n'a pas très bien réussi, la récolte des regains a été par contre très abondante. On peut donc considérer comme bonne l'année écoulée. Les bestiaux se vendent à des prix très élevés; l'écoulement en est facile.

Amtsbezirk Laufen. **Laufen:** Der während der Blütezeit anhaltende Regen schädigte die diesjährige Obsternte. Die Viehpreise stehen ziemlich hoch. **Liesberg:** Der Gang der Ernte war normal; die Witterung war für die Feldfrüchte günstig; der Ernteertrag hatte einen guten Einfluß auf den Produktenabsatz, sowie auf die Viehpreise, den Viehhandel und die Viehhaltung.

District de Moutier. **Crémines.** Malgré le froid et les mauvais temps du printemps les céréales et les fourrages ont bien réussi pour la quantité et la fenaison ainsi que la rentrée des regains s'est effectué dans de bonnes conditions. L'année 1902 peut être considérée comme favorable à l'agriculture, vu que les prix du bétail sont toujours élevés et que les produits laitiers trouvent un écoulement facile. **Malleray.** Le temps a été favorable à la récolte du foin, mais non pour le regain et les céréales, pour cause de pluie. La bonne récolte de fourrages a influé sur le prix du bétail qui est très élevé. Nous avons fait des travaux d'assèchement sur nos pâturages et semé de l'engrais chimique (superphosphate), qui ont donné de bons résultats. **Roches.** Le printemps n'a pas été favorable à la floraison des arbres fruitiers; le temps a été assez favorable aux cultures; la pâture d'automne a eu peu d'importance à cause des temps humides et froids. **Schelten:** Die sämmtlichen landwirtschaftlichen Produkte haben sehr gelitten bei dem langanhaltenden Schneewetter im Mai.

District de Neuveville. **Neuveville.** La température relativement douce des premiers mois jusqu'à la fin d'avril faisait augurer une année des plus favorables. Mais le mois de mai detruisit bien des espérances. Il n'y eut pendant presque tous son cours que chute de neige ou de pluie avec une température hivernale. Presque tous les arbres fruitiers à noyaux restèrent stériles malgré une floraison abondante; l'herbe ne croissait plus et faisait craindre une disette de fourrage. Enfin la végétation resta absolument stationnaire pendant plus de trois semaines. Heureusement qu'avec l'arrivée de juin une température chaude et fertile revint dissiper les tristes appréhensions. Le fourrage se développa vigoureusement, fut assez abondant et d'excellente qualité et put être récolté par un temps favorable. Cette abondance permettra de nourrir de nombreux bestiaux et de continuer à les vendre à des prix élevés. La récolte des céréales n'a pas répondu à ce que leur bel aspect promettait en avril et la moisson a été bien entravée par la grande et constante humidité de mois de juillet et d'août. Les produits laitiers s'écoulent toujours avec facilité et le bétail de vente est recherché à des prix rémunérateurs. Der Rebbestand hat unter den Nachwehen der Abschwemmungs- und Hagelschäden vom Sommer 1901 eine bedeutende Einbuße erlitten, welche sich wahrscheinlich noch 1903 geltend machen wird. **Nods.** Le mauvais rendement du foin, du regain et des céréales est dû en grande partie aux mauvais hivers, qui sont actuellement trop mouillés. Pour notre pays un hiver sec avec beaucoup de neige est préférable à ces temps humides, les terres ayant besoin de repos.

District de Porrentruy. **Beurnevésin.** Les gelées du printemps et la sécheresse du mois de mai ont influées d'une manière défavorable sur la récolte des céréales, notamment sur les avoines. L'élève du bétail et les produits laitiers se développent toujours d'avantage. **Chevenez.** La commune a complété et agrandi ses pâturages communaux, les a entièrement clôturés au moyen de haies vives et artificielles. Le bétail y est très bien. L'écoulement du bétail se fait facilement. **Courtedoux.** Les premières semailles ont été surprises par de fortes gelées, qui ont causé beaucoup de préjudice. Dans beaucoup de champs il n'est resté qu'environ moitié des tiges qu'il aurait fallu. Cette gelée a nui aussi au blé. Plus tard on a eu une certaine sécheresse. Les semailles d'avoine qui ont eu lieu après les gelées ont mieux réussi en ce qui concerne le rendement du paille, mais le grain n'a pas valu ni en quantité ni en qualité celui des semailles avancées. **Montmelon.** L'année a été moyenne pour les céréales, bonne pour les fourrages et les pommes de terre, faible pour les fruits. En général le prix des bestiaux a été élevé.

Die Ernte des Jahres 1903.

Oberland.

Amtsbezirk Frutigen. Adelboden: Der Graswuchs wurde durch die ungünstige Witterung im Frühjahr in seiner Entwicklung gehemmt. Die Folge davon war Futternot und Sinken der Viehpreise. Dann aber begann sich die Vegetation in den Bergtälern mit Eifer zu regen. Eine Ueberfülle des herrlichen Grases wuchs heran, und das Heu konnte bei verhältnismäßig noch günstiger Witterung unter Dach gebracht werden. Leider nahm, ehe die Heuernte vollendet war, die Witterung eine ungünstige Wendung. Schöne Tage waren nur mehr eine Seltenheit. Das Ernteergebnis von Emd und Kartoffeln wurde dadurch ungünstig beeinflußt, die Kartoffeln litten sehr unter der Krankheit. Der reichliche Futterertrag in den Ebenen hatte für die Viehzüchter der Berggegenden die wohltätige Folge, daß im Herbst die aufgezogene Ware reißenden und gutbezahlten Absatz fand. **Frutigen:** Den Sommer über herrschte ziemlich nasse Witterung; trotzdem gab es eine ganz gute Heu- und Emdernte, die größtenteils bei guter Witterung eingeheimst werden konnte. Die Viehpreise haben eine noch nie dagewesene Höhe erreicht. **Reichenbach:** Die Heuernte wurde durch unbeständige Witterung etwas verzögert und wurde daher das Heu teilweise etwas überstellig; etwas besser war das Wetter beim Emden. Das Jahr war, was den Futterertrag anbelangt, eines der besten. Infolgedessen sind auch die Viehpreise hoch, alles, von der wertvollen Primaware bis zum minderwertigen Vieh, fand Abnehmer.

Amtsbezirk Interlaken. Brienzwiler: Heu- und Emdernte war unterbrochen von öfterem Regenwetter. Kartoffelernte hatte schönes Wetter. Das viele Heu, Emd und Weidgras hat die Viehpreise erhöht. **Därligen:** Die Heuernte fiel besonders gut aus, dagegen hat die naßkalte Witterung des Nachsommers der Emdernte und der Herbstweide bedeutend geschadet. Die Viehpreise hatten eine noch nie dagewesene Höhe. Die Obsternte war unbedeutend, was von den starken Frühlingsfrösten herrührte. Bei den Kartoffeln trat die Krankheit früh und heftig auf, weshalb die Ernte nicht besonders gut ausgefallen ist. **Habkern:** Die Heuernte wurde etwas geschädigt bezüglich der Qualität durch Regen. Die Sommermonate Juni, Juli und August brachten endlich fruchtbare Witterung, so daß sich ein üppiger Graswuchs über Berg und Tal entfaltete. Die Preise und der Absatz der Milchprodukte und besonders der Viehware sind befriedigend. **Interlaken:** Durch naßkalte Witterung wurde die Heuernte verzögert, und es gab deshalb viel überstandenes Futter. Die Kartoffelernte litt ebenfalls darunter. Der Viehhandel war lebhaft bei sehr schönen Preisen. Der große Futterertrag sowie der starke Viehabsatz bewirkten ein Sinken der Futterpreise. **Lütschenthal:** Die Obsternte fiel gering aus, währenddem die Bodenfrüchte im allgemeinen gut gediehen. Die Heu- und Emdernte ist sehr gut ausgefallen. **Wilderswil:** Nasse Witterung im Vor- und Nachsommer wirkte erschwerend auf das Einbringen des Futters und der übrigen Ernte.

Amtsbezirk Oberhasle. Hadmen: Der Frühling trat ziemlich spät ein, was für das Gras und die Pflanzungen hinderlich war. Der Sommer war mit Ausnahme des Juni ziemlich regnerisch, so daß die Heuernte darunter litt und ebenso die Pflanzungen.

Amtsbezirk Saanen. Saanen: Die Qualität des Heues und des Emdes hat stark unter der nassen Witterung gelitten.

Amtsbezirk Niedersimmenthal. Erlenbach: Infolge der hohen Milchpreise hatte sich die Viehzucht in vielen Gegenden bedeutend reduziert. Infolge dessen und infolge der reichen Heuernte der beiden letzten Jahre stunden die Viehpreise stets bedeutend hoch. **Niederstocken:** Der Gang der Ernte ist trotz der sehr unbeständigen Witterung noch befriedigend ausgefallen. Diese schnellwechselnde Witterung hat de-

sonders auf den Ertrag der Getreide- und Obsternte einen bitter fühlbaren Einfluß ausgeübt. Die Heupreise sind noch gedrückt, weil rühmlicher Ueberfluß vorhanden, die Milchpreise sind bedeutend zurückgegangen, während die Viehpreise auf eine fast unerklärliche Weise diesen Herbst auf fabelhafter Höhe standen. **Spiez:** Die Blattminirmotten, sowie die Frostspanner sind sehr stark aufgetreten und haben dem Obstertrag viel geschadet. Ebenso hat man an Kirschbäumen viel von der Blattfleckenkrankheit zu leiden, die aber durch Behandlung mit richtiger Bordeauxbrühe zu verhindern wäre. Die naßkalte Witterung während der Blütezeit der Reben hat namentlich beim „Gutedel" sehr nachteilig auf das Quantum gewirkt, so daß das Erträgnis dieses Gewächses sehr gering ausfiel. Der „Elbling" jedoch hat einen ganz befriedigenden Ertrag ergeben.

Amtsbezirk Obersimmenthal. Lenk: Die Vegetation war im Frühling verspätet, die Heu- und Emdernten wurden durch die feuchte Witterung beeinträchtigt und verzögert. Infolge dessen wuchs wenig Herbstgras, das durch häufigen Reif noch beschädigt und entwertet wurde, sodaß das Vieh diesen Herbst früh an die Winterfütterung gestellt werden mußte. Dessen ungeachtet war der Futterertrag beträchtlich und stund über mittel, war namentlich im Unterland ungewöhnlich groß, weshalb das Vieh diesen Herbst zu hohen Preisen starken Absatz fand.

Amtsbezirk Thun. Forst: Vor dem 20. Juni hat es viel geregnet, wodurch das Heuen verhindert wurde, nachher konnte bei schönem Wetter diese Arbeit in kurzer Zeit beendigt werden. Die Milch- und Käsepreise sind etwas zurückgegangen, dagegen sind die sonst schon hohen Viehpreise noch gestiegen und ist für gute Milchkühe und Schlachtvieh starker Absatz. **Goldiwil:** Durch die naßkalten Monate April und Mai wurde die Kartoffel- und Getreideernte wesentlich geschädigt. Infolge der guten Heuernte blieben die Viehpreise noch hoch, trotzdem die Käse- und Milchpreise stark im Sinken sind **Heiligenschwendi:** Gang der Heuernte infolge ungünstiger Witterung schleppend, was auch die Qualität beeinträchtigte. Das Getreide, welches im Frühjahr schön stand, dann durch Wind und Regen meist früh gelagert wurde, reifte infolge ungünstiger Sommerwitterung ungewöhnlich spät, konnte dann aber meist recht günstig eingeheimst werden. Fast mehr als die Krankheit schädigten die Mäuse, die sich seit einigen Jahren trotz Bekämpfung stets vermehren, die Kartoffelernte, auch schaden dieselben den jungen Obstbaumpflanzungen empfindlich. Prächtige Erträge lieferte der Futter- und Wiesenbau. **Hilterfingen:** Im Frühling war der Traubenansatz vorzüglich. Die Ernte wurde aber hauptsächlich beeinträchtigt durch das frühzeitige Auftreten des falschen Meltaues, des Schwarzbrenners und durch Vogelfraß. **Längenbühl:** Die Witterung war dem Futterbau und dem Heugras günstig, es gab große Erträge an Dürrfutter, so daß bei fast jedem Hause 1 bis 3 sog. Heutristen vorhanden, ein Zeichen des Raummangels auf den Heubühnen. Das Getreide wurde schon frühe gelagert, wodurch der Körner- und Strohertrag bedeutend zurückblieb. Die Kartoffeln litten frühe an der Krankheit und blieben verhältnismäßig klein. Der Aufzucht von Jungvieh wird bei den hohen Viehpreisen wieder mehr Aufmerksamkeit geschenkt. **Oberhofen:** Der Meltau ist wieder überall aufgetreten, sodaß die Reben schlecht im Laub waren. Ferner hat das naßkalte Wetter im Vorsommer und Herbst die Weinernte sehr geschädigt. Infolge dessen werden auch diesen Winter wiederum Reben ausgerottet und werden wohl bald alle verschwinden. **Pohlern:** Die Getreidesaaten entwickelten sich im Frühjahr sehr üppig, wurden aber von Gewitterstürmen zu früh niedergeworfen und mußten bei der naßen Witterung fast verfaulen. **Sigriswil:** Rieſel oder Hagel im Juli, starkes Auftreten des falschen und auch des echten Meltaus schädigten die Weinernte, ebenso die Vögel, namentlich die Amseln, welche die Trauben fast zur Hälfte fortfraßen. Trotz Bespritzungen waren ziemlich viel Blätter dürr. **Steffisburg:** Ein Teil der Reben wurde durch Hagelschlag und Schwarzbrenner beschädigt. Der Fruchtansatz war im Frühling ausgezeichnet, wie seit vielen Jahren nie; leider reduzierte sich die Quantität durch verschiedene Witterungseinflüsse, wie kalte Regenschauer und zeitweiliger Schneefall im nahen Vorgebirge (!) bedeutend, so daß die Ernte schließlich um die Hälfte geringer ausfiel, als im Frühjahr zu erhoffen war. **Strättligen:** Der Gang der Ernte war günstig, der Einfluß der Witterung auf die Kulturen ebenfalls, namentlich im Herbst. Die Preise der Ernte- und Milchprodukte hielten sich auf der bisherigen Höhe oder sind eher etwas gestiegen. **Teuffenthal:** Frühschnee Mitte September schädigte das viele noch auf dem Felde liegende

Getreide um 50 %. **Thun:** Im Frühling meist naßkaltes Wetter, Heuernte spät und durch Regen beeinträchtigt. Erntewetter günstig. Langandauernde Herbstweide. Preise für Nutz- und Schlachtvieh sehr hoch, besonders für Kälber und Schweine der hohen Milchpreise wegen.

Emmenthal.

Amtsbezirk Signau. Langnau: Heu und Emd konnte größtenteils gut eingebracht werden. Herbstgrasung genügend; die Viehpreise sind sehr hoch, die Milch- und Käsepreise dagegen bedeutend gefallen. **Röthenbach:** Die vorherrschend naßkalte Witterung wirkte nachteilig auf den Kartoffelertrag und die Qualität der Heu- und Getreideernte. Die Ernte selbst konnte noch günstig eingebracht werden. Namentlich wird die quantitativ gut ausgefallene Futter- und Getreideernte günstig auf die Viehhaltung wirken und mit dazu beitragen, daß die Viehpreise in der Höhe bleiben. Empfindlich sind die Käsepreise gefallen. **Trub:** Zur Zeit der Getreideernte herrschte ausnahmsweise günstige Witterung, so daß die Ernte gut eingebracht werden konnte. Die Kartoffeln hatten unter viel Regen zu leiden. Der Ernteertrag hat hier auf Preis und Absatz der Produkte, Viehpreise, Viehhandel und Viehhaltung keinen großen Einfluß. Die Viehpreise sind hoch, die der Produkte eher gefallen. Der Viehstand ist nicht zurückgegangen.

Amtsbezirk Trachselwald. Lützelflüh: Infolge schwerer Gewitter und vielen Regenwetters wurde die Heu- und Getreideernte bedeutend erschwert und war viel gelagerte Frucht. **Ruegsau:** Die Kartoffeln wurden durch konstant naßkalte Witterung früh von der Krankheit befallen. Die Heu- und Getreideernte mußte bei vorherrschend unbeständiger Witterung erfolgen und zog sich daher sehr in die Länge. Der Einfluß der Witterung auf den Graswuchs war im März und April sehr ungünstig wegen häufigen Schneefalls. Die Milchpreise sind bedeutend gesunken und die Viehpreise (?) zeigen sinkende Tendenz. **Sumiswald:** Gang der Ernte langsam, so lange es regnete, sie konnte erst nach Mitte August und in den Berggegenden erst im September stattfinden. Im Hornbach sah man Mitte September eingeschneites Getreide, stehend, in Garben stehen gebliebene Wagen. Die Heu- und Emdernte fand auch spät statt, hatte indeß einen ziemlich guten Erfolg. Das beständige Regenwetter im Juni, die vielen Platzregen im Juli und August verursachten das Abstehen und Kleinbleiben der Kartoffeln, strichweise richtete die Krankheit argen Schaden an. Graswuchs sehr befriedigend bis in den Spätherbst hinein. Die Käsepreise sind seit dem Herbst bedeutend gefallen.

Mittelland.

Amtsbezirk Bern. Bern. Die Heuernte zog sich durch anhaltendes Regenwetter sehr in die Länge, daher die geringe Qualität. Das Emd war gut einzubringen. Etwas mehr „erstehlen" mußte man die Halmernte. Während der Frühling sich sehr schön anließ, war der Sommer desto schlechter. Dagegen konnten die Obstarten noch gut ausreifen. Schädigende Einflüsse auf verschiedene Kulturen übten besonders aus: die Engerlinge, Maikäfer, Sperlinge und Amseln. **Muri:** Die Ernte nahm einen regelmäßigen Verlauf. Bloß die Heuernte wurde durch 3 Wochen anhaltendes Regenwetter unterbrochen, wodurch die Qualität geschädigt wurde, der Gras- und Getreidebau war aber dadurch in Bezug auf die Quantität begünstigt, die Hackfrüchte blieben zurück, und die Kartoffelkrankheit trat stellenweise verheerend auf. Die Obstbäume litten im Frühjahr unter Frost und im Spätsommer unter zweimaligem Hagelschlag. Infolge des reichen Futterertrages haben die Milchpreise eher Tendenz zum Sinken, währenddem Kartoffeln und Obst zu guten Preisen verkauft wurden. Viehpreise immer noch außerordentlich hoch, Schweinepreise sind etwas zurückgegangen, vermutlich infolge des teilweisen Ausfalles der Kartoffeln. **Oberbalm:** Die Futtererträge sind befriedigend. Im Frühling war einige Zeit trockene kühle Witterung dem Graswuchs nachteilig, dem Getreide und den übrigen Anpflanzungen günstig. Den ganzen Sommer hindurch fehlte die richtige Wärme, weshalb fast alle Getreidearten unbefriedigend ausfielen. Die Käse- und Milchpreise sind zurückgegangen, die Vieh- und übrigen Lebensmittelpreise sind hoch und immer im Steigen begriffen.

Amtsbezirk Burgdorf. Ersigen: Zur Zeit der Heu- und Getreideernte war die Witterung meistens regnerisch. Man hatte oft große Mühe, das reichlich gewachsene Gras dürr einzubringen. Die Qualität litt natürlich sehr darunter. Der gewitterhafte, regnerische Sommer setzte den Kartoffeln arg zu. Dieses Jahr zeigte sich so recht deutlich der Nutzen einer richtig vorgenommenen Bespritzung. **Hasle:** Im Frühjahr trat durchgehends Dürrfuttermangel ein, so daß große Summen Geld für Heu und Emd aus dem Lande gingen. Früh geerntetes Heu ist von guter Qualität. Später schadete das Regenwetter. Die Käse- und Milchpreise gingen zurück. Schlachtvieh und fette Schweine galten anhaltend hohe Preise, ebenso Zucht- und Milchvieh.

Amtsbezirk Fraubrunnen. Bätterkinden: Der Gang der Korn-, Weizen- und Haferernte wurde durch öftere Niederschläge verzögert und der Ertrag in der Qualität der Frucht geschädigt. Ebenso wurde die Qualität des Heues durch die vielen Niederschläge im Frühling nachteilig beeinflußt. Auch die geringe Kartoffelernte rührt von daher. Die Erträge wären trotzdem befriedigend, wenn nicht der Preissturz im Käsehandel eingetreten wäre. **Büren zum Hof:** Die viel zu häufigen Niederschläge während des Sommers haben die meisten Landesprodukte, besonders qualitativ, sehr ungünstig beeinflußt. Weder während der Heu-, noch während der Getreideernte herrschte anhaltend gute Witterung. Die Heuerträge sind außerordentlich groß die Qualität jedoch gering. Die nach der Heuernte eingetretenen, viel zu häufigen Niederschläge schädigten die Getreideernte und stellten das Wachstum der Kartoffeln und den Ertrag derselben gewaltig zurück. Die Milch- und Käsepreise haben im Nachsommer einen jähen Abschlag erfahren, die Viehpreise blieben trotzdem in seltener Höhe. **Wiler:** Die Ernte der verschiedenen Kulturen ist ziemlich befriedigend ausgefallen. Der Ertrag an Kartoffeln und Möhren blieb gegenüber dem letzten Jahr bedeutend zurück. Der Ertrag an Runkeln, Herbstgras und Herbstweide war gut. Das Futter weist einen ziemlich guten Nährgehalt auf, deshalb noch die hohen Viehpreise. Die Milchprodukte gehen im Preise zurück. Die Herbstsaaten stehen schön und lassen auf ein günstiges Resultat hoffen.

Amtsbezirk Konolfingen. Brenzikofen: Die Heuernte zog sich infolge unbeständiger Witterung sehr in die Länge. Einige schwere Gewitterregen verursachten eine frühzeitige Lagerung des Getreides, wodurch der Ernteertrag bedeutend geschädigt wurde. Die nasse Witterung in der zweiten Hälfte Juli verursachte ein frühes Auftreten der Kartoffelkrankheit. **Häutligen:** Die Kartoffeln wurden durch die nasse Witterung, welche gerade zur Zeit der Knollenbildung eintrat, sehr geschädigt. Einige Sorten wurden im Wachstum direkt stille gestellt und starben schon sehr früh ab. Als ausgezeichnete Sorte für hiesige Gegend erwies sich wieder „Diamant", welche sehr schöne Erträge lieferte. **Innerbirrmoos:** Die Witterung war im Vorsommer dem Wachstum zuträglich, speziell für die Futtererträge der Heuernte und die Getreide-Reifezeit, aber zuviel zu Niederschlägen geneigt, was namentlich die Kartoffelkrankheit in größerem Maße auftreten ließ. Die Preise der Ernte- und Milchprodukte sind mehr im Sinken als im Steigen begriffen. **Oberthal:** Die durchwegs naßkalte Witterung des Sommers hatte namentlich nachteiligen Einfluß auf die Qualität des Futters. Das Dürrfutter, namentlich das Heu, mußte vielerorts schlecht gedörrt eingeheimst werden. Der Milchertrag von diesem Futter ist ohne wesentliche Beigabe von Kraftfuttermitteln durchwegs gering. Infolge dieser nassen Witterung erlitt die Kartoffelernte an Quantität eine Einbuße von wenigstens 25%, ebenso ist die Qualität gegenüber andern Jahren gering. **Oberwichtrach:** Die Qualität von Weizen, Korn, Roggen und Hafer war mittelmäßig, die Quantität gut. Die Futterernte fiel gut aus, quantitativ sogar sehr gut. Die Preise der Ernteprodukte fielen um ein geringes, der Milchpreis ist gleich geblieben. **Walkringen:** Das Heuwetter war anfangs sehr unbeständig, und das Heu litt sehr darunter. Häufige Stürme und Platzregen drückten das Getreide vielerorts in den Boden, was natürlich sehr nachteilig war. Auch die Kartoffeln haben unter dieser Witterung so gelitten, daß man stellenweise nicht einmal recht den Samen zurückkriegte, namentlich bei gewissen Sorten („Roster"). Der große Futterertrag vermag die Viehpreise in der Höhe zu behalten. Dagegen gehen die Milchpreise arg zurück. **Worb:** Reichlicher Futterertrag wie selten ist zu verzeichnen. Das Heu konnte aber der lange andauernden naßkalten Witterung wegen erst spät eingeheimst werden und ist infolge dessen überständig geworden und hat geringen Nährwert. Diese ungünstige Witterung hat auch beim Getreide, hauptsächlich im Körnerertrag, seine

nachteiligen Folgen hinterlassen. Die Frucht stund schön, bis die schlechte Witterung eintrat und Regen und Stürme die Halme zu Boden knickten. Auch die Kartoffeln hatten darunter sehr gelitten. Die Krankheit trat früh auf, und die Stauden stunden, da wo solche nicht bespritzt worden sind, frühzeitig ab. Die Käsepreise sind zurückgegangen und wird Ausschußware zu allen Preisen losgeschlagen. Trotzdem haben sich die Preise für Nutz- und Schlachtvieh auf einer nie dagewesenen Höhr gehalten, was hauptsächlich auf den reichen Futterertrag, sowie auf den guten Absatz des Schlachtviehes zurückzuführen ist.

Amtsbezirk Laupen. Frauenkappelen: Der Heuertrag war reichlich, die Heuernte mühsam und andauernd, so daß das Gras etwas alt und überständig wurde. Die Getreideernte war ähnlich, sie befriedigte im Stroh und in der Frucht, jedoch war ein großer Teil gelagert; wegen ungünstiger Witterung konnte nur ein Teil trocken eingebracht werden. Der Emdertrag war etwas spärlich, die Herbstweide befriedigend. Die Kartoffelernte fiel äußerst mager aus, die Krankheit trat frühzeitig auf und die Knollen blieben klein. Die Bespritzung würde gute Dienste geleistet haben, sie wird leider nur selten mehr angewendet. Die Käsepreise erlitten einen starken Rückschlag und infolgedessen auch die Milchpreise. **Münchenwiler:** Ein starkes Hagelwetter, das anfangs Mai die Reben heimsuchte, bewirkte, daß ein großer Teil der Fruchtaugen nicht zum Ausschlagen kamen, was den Ertrag schon um diese Zeit zur Hälfte reduzierte. Was übrig blieb, hatte durch den naßkalten Sommer stark zu leiden. Wäre nicht der September mit anhaltend günstigem Wetter eingetreten, so wäre der Ertrag gleich null gewesen, hauptsächlich bei denen, die nicht rechtzeitig und genügend bespritzt hatten. **Neuenegg:** Viel naßkalte Witterung hat auf sämtliche Kulturen ungünstig gewirkt. Die Getreideernte ging langsam und zum Teil mühsam vorüber, hauptsächlich bei späten Sorten. Das rapide Sinken der Käsepreise hatte auch einen Rückgang der Milchpreise zur Folge.

Amtsbezirk Seftigen. Burgistein: Der Frühling und Sommer war in Bezug auf Fruchtbarkeit nur mittelmäßig. Obschon sehr viel Futter gewachsen ist, so ist eben die Qualität gering, da sehr viel Heu schlecht eingebracht werden mußte, so daß für das Vieh diesen Winter viel Beifutter gekauft werden muß. Die Körnerfrüchte sind durch die starken Lagerungen vielerorts fast zugrunde gegangen, das Obst fehlte sozusagen gänzlich, und die Kartoffelernte ließ auch zu wünschen übrig. Da die Käsepreise etwas zurückgegangen sind, ist auch der Milchpreis herabgesetzt worden, hingegen stehen die Viehpreise sehr hoch. **Gelterfingen:** Heu- und Getreideernte zu Anfang etwas langweilig, späterhin günstig. Gras in Hülle und Fülle, große Heu- und Emdstöcke, daher die Viehpreise sehr hoch. Milchprodukte im Sinken, Getreidepreise konstant, Kartoffeln und Obst gesucht. **Mühledorf:** Grauswuchs sehr üppig, beim Getreide viel Stroh, weniger Körnerfrucht, Kartoffeln nur kleine Knollen. **Toffen:** Wegen unbeständiger Witterung war der Gang der Ernte ziemlich schleppend. Kartoffel- und Getreideernte wurden durch nasse Witterung bedeutend beeinträchtigt. Die Milch- und Käsepreise sinken, trotzdem bleiben die Viehpreise konstant sehr hoch. In den meisten Gemeinden litt das Getreide unter frühzeitiger, starker Lagerung.

Oberaargau.

Amtsbezirk Aarwangen. Auswil: Das Wachstum war im Frühjahr verspätet, weßhalb eine große Masse Heu von auswärts angekauft werden mußte. Infolge der günstigen Witterung um Mitte Mai war aber in kurzer Zeit viel Futter vorhanden. Die Heuernte war etwas schwierig infolge unbeständiger Witterung. Der viele Regen im Juli schmälerte den Ertrag der Hackfrüchte und des Getreides; die Getreideernte war spät und schwierig wegen ungünstiger Witterung, der Emdet dagegen hatte gutes Wetter. Durch das große Quantum Heu ist der Preis desselben bedeutend gesunken und stehen die Viehpreise sehr hoch. Die Viehhaltung ist gut. Eine erhebliche Preiseinbuße haben die Milchprodukte erfahren. **Hondiswil:** Kartoffel- und Getreidepreise sind wegen geringen Ertrags und vermehrter Nachfrage bedeutend gestiegen. Die Viehhaltung übersteigt die Futterproduktion wegen der hohen Milch- und Fleischpreise. **Langenthal:** Während der Heuernte fast fortwährend Regenwetter, Gras teilweise angefault. Getreideernte durch allzu frühes

Lagern und anhaltenden Regen sehr beeinträchtigt. Die Körner blieben infolgedessen nur klein. Viehpreise, für Nutz- und Schlachtvieh stets sehr hoch. Gute Milchpreise. **Reistswil:** Der Gang der Futter- und Getreideernte war im ganzen befriedigend. Die nasse Witterung beeinträchtigte namentlich das Gedeihen der Kartoffeln und der Hülsenfrüchte. Gerste wird hauptsächlich nur wegen ihrer Heilkraft gepflanzt. Nur ein Landwirt pflanzt Rapps des Oeles wegen für das Windlicht in der Scheune. **Thunstetten:** Während der Ernte unbeständige Witterung. Getreide konnte nicht gut eingeheimst werden. Die vorherrschend regnerische Witterung den Sommer über schädigte die Kartoffelpflanzungen. Durch den großen Futterertrag waren die Viehpreise hoch. Die Milch- und Käsepreise sind bedeutend gesunken.

Amtsbezirk Wangen. Inkwil: Heuernte verzögert und verringert in Qualität durch Witterung. Getreideernte teilweise bei Nässe, Ausfall an Körnern, Getreide stark gelagert, Qualität des Strohes geringer, Nachfrucht geschädigt. Kartoffeln, besonders ältere Sorten, gering, sehr von Seuche (Nässe im Vorsommer) befallen; sehr gesucht. Bohnen und dergl. von Spätfrost und Nässe gelitten. Milchprodukte nach der Ernte im Preise gedrückt, Absatz schwierig. Obsternte sehr gering. Tafelobst sehr gesucht. Nach Hackfrüchten außer Kartoffeln keine Nachfrage. **Niederbipp:** Die diesjährige Ernte ist etwas beeinträchtiat worden durch allzu reichlichen Regenfall im Juni. Abgesehen davon waren die Witterungsverhältnisse günstig. Heu und Emd gab es in Massen, daher vermehrter Ankauf von Nutzvieh zu den unveränderten hohen Preisen. Das bedeutende Sinken der Käsepreise drückte auch auf die Milchpreise wesentlich. **Niederönz:** Die nasse Witterung hat auf die verschiedenen Kulturen schädigend eingewirkt; zwar hat der schöne Herbst manches wieder gut gemacht. Am meisten litten aber die Kartoffeln, da im Juli und August große Hitze und kalte Regen abwechselten, wodurch die Krankheit zu früh auftrat. Infolge der reichlichen Futterernte und der immer noch erfreulichen Milchpreise behielten die Viehpreise stets eine enorme Höhe. **Seeberg:** Durch das schlechte Wetter wurde das Heugras überständig und das Heu verlor dadurch die Hälfte des Wertes. Die naßkalte Witterung während des ganzen Sommers, sowie mehrere starke Niederschläge haben die Getreidesaat frühzeitig geschädigt und gelagert. Viel Korn und Weizen wurde brandig. **Thörigen:** Des schlechten regnerischen Wetters wegen konnte das Heu nicht gut und zudem viel zu spät eingebracht werden. Das gleiche war auch der Fall bei der Getreideernte. Fröste in der Blütezeit schädigten die Obsternte.

Seeland.

Amtsbezirk Aarberg. Aarberg: Das viele Regenwetter hat die Ernte beeinträchtigt; das Getreide mußte vielerorts feucht eingeheimst werden. Naßkalte Witterung und widriges Wetter während des „Blühets" sind schuld am geringen Ertrag. **Lyß:** Der häufige Regen im August hat der Kartoffelernte sehr geschadet. **Schüpfen:** Im allgemeinen zogen sich mit Ausnahme der Roggenernte alle Ernten infolge ungünstiger Witterung unliebsam in die Länge. Alle Kulturen, mit Ausnahme des Obstes, sind gut bis ziemlich gut geraten. Durch das feuchtwarme Wetter in der 2ten Hälfte Mai und anfangs Juni gedieh der Graswuchs sehr üppig, sodaß es fast überall sehr viel Heu gab. Die Emdernte fiel nicht ganz so gut aus, doch sind gleichwohl die Heubühnen ziemlich angefüllt. Die Getreidearten standen ziemlich schön, der Roggen sogar sehr schön. Eine Lagerung trat erst spät ein, aber die spätern Sorten Weizen und Hafer haben doch im Ertrag an Körnern darunter gelitten. Die namentlich im August vorherrschend feuchte Witterung bewirkte bei den Kartoffeln sehr früh den Bresten, was das Wachstum derselben zum Stillstand brachte. Bei der daherigen mittleren Ernte schaut bei dem annehmbaren Preise dennoch eine kleine Rendite heraus. Das Jahr war für Milchwirtschaft, Mast- und Nutzviehzucht günstig, indem die Preise sehr hoch stehen. Die Käsepreise sind etwas gesunken. **Seedorf:** Heuernte wegen Regenwetter verspätet, Getreideernte ebenfalls dadurch ungünstig beeinflußt. Regenwetter im Nachsommer verursachte Kartoffelkrankheit. Infolge der quantitativ guten Heuernte behielten die Viehpreise ihre Höhe.

Amtsbezirk Biel. Biel: Hagelschlag am 4. Mai, zu früh, als daß die Eigentümer der Reben hätten Entschädigung beanspruchen können, da die Policen in der Regel erst ausgefertigt werden, im Moment, wo der Ertrag sichtbar ist und approximativ geschätzt werden kann. Der Schaden betrug in den Kloos- und Eichhölzli-

reben 25 bis 35 %. Ende Juli und im August trat etwas Falschmeltau auf, namentlich in Reben, die ungenügend bespritzt waren, sowie stellenweise auch etwas echter Meltau. Der Sauerwurm schadete nicht viel, da der Blühet rasch und günstig verlief. Der Vorsommer, d. h. bis Mitte August, war vorherrschend regnerisch und oft sehr kühl, sodaß die Reben bis auf diesen Zeitpunkt im Rückstand waren; die folgenden 8 Wochen dagegen waren für die Reben meist sehr günstig, sodaß die Trauben bis zur Weinlese noch richtig ausreifen konnten und eine befriedigende Qualität ergaben. **Bözingen:** Die Reben litten im Frühjahr unter ziemlich starkem Hagelschlag. Die Erntezeit war ungünstig infolge großer und anhaltender Niederschläge.

Amtsbezirk Büren. Arch: Die Getreide-, Heu- und Emdernte ist ziemlich normal verlaufen. Die Witterung war der Entwicklung des Getreides, des Heues und der Hackfrüchte recht günstig. An Absatz für die verschiedenen Produkte fehlt es nicht. Die Viehpreise standen hoch. **Büren:** Die Heuernte wurde durch anhaltendes Regenwetter ziemlich geschädigt und der Einfluß des Ernteertrages auf die Preise der Ernte- und Milchprodukte macht sich im Zurückweichen der Milchprodukte bemerkbar, während die Viehpreise gestiegen sind. **Pohigen:** Wo das Saatgut gar nicht oder nicht richtig mit Vitriollösung präpariert wurde, zeigte sich ziemlich viel Brand in Korn und Weizen. Der viele Regen im August und später auch im September hat die Reife der Trauben viel hinausgeschoben, was die Qualität des Weines ziemlich beeinträchtigt hat. **Lengnau:** Die Reben hatten den ganzen Sommer bis zum Herbst zu wenig warme sonnige Witterung. Der Herbst dagegen war durchaus befriedigend für dieselben. **Meinisberg:** Das letztjährige Hagelwetter machte sich beim Weinertrag noch dies Jahr sehr fühlbar, indem derselbe sehr gering ausfiel. **Oberwil:** Sowohl Heu-, als Getreide- und Emdernte wurde infolge ungünstiger regnerischer Witterung verspätet. Das Heu wurde überreif, ergab daher eine große Menge, aber von geringem Nährwert. Sämtliche Sommermonate waren im ganzen kühl, der September hatte am meisten schöne, warme Tage. Die nasse Witterung war auch schuld, daß in schwerem Boden die Kartoffelkrankheit eintrat und den Ertrag verringerte. Infolge des reichlichen Futterertrages und des hohen Milchpreises wurde mehr Vieh gehalten als sonst, was die Viehpreise in die Höhe trieb und eine Ueberproduktion von Käse verursachte, sodaß das Angebot die Nachfrage überstieg und ein rapides Sinken der Käsepreise eintrat und nun der Milchpreis in keinem Verhältnis zum Käsepreise steht. **Rüti:** Die Witterung für die verschiedenen Ernten war ordentlich günstig. Der etwas nasse August wirkte z. T. schädlich auf die Kartoffeln. Nach Kartoffeln und Obst war starke Nachfrage bei ziemlich hohen Preisen.

Amtsbezirk Erlach. Brüttelen: Die Weinernte litt sehr unter dem starken Auftreten des falschen Meltaues und des Sauerwurms. **Erlach:** Im Anfang der Heuernte war die Witterung schlecht, später besser und ends ganz gut. Die Getreideernte hatte durchwegs gutes Wetter. Durch zeitweise allzutrockene Witterung ist bei allen Futterpflanzen der Emd- und Herbstweidegrasertrag ungünstig beeinflußt worden. In schwerem Boden litten die Kartoffeln infolge von Platzregen und unmittelbar darauf folgender großer Sonnenhitze. Die Fleischpreise stehen sehr hoch, ebenso die Preise für Nutzvieh, dagegen ist der Preis für Milchprodukte in der zweiten Hälfte des Jahres bedeutend gefallen. Der Traubenansatz war gut; während der Blüte war die Witterung ziemlich schön und trocken, jedoch zu rauh für die Reben, worunter die Befruchtung Schaden genommen hat. Der Sauerwurm hat neuerdings großen Schaden angerichtet. Stellenweise hat auch das Oïdium im Spätsommer die in Aussicht gestandene gute Ernte bis ¾ geschädigt. **Finsterhennen:** Der Meltau hat die ungemein zahlreich angesetzten Trauben zum abdorren gebracht. **Häserz:** Durch starkes Auftreten des falschen Meltaues fiel die Weinernte geringer aus, als es im Frühjahr den Anschein hatte. **Ins:** Unmittelbar nach der Blüte der Reben trat sehr frostiges Wetter ein, was auf die Entwicklung der jungen Träubchen nachteilig einwirkte und einen Ausfall von einem Drittel bis zur Hälfte der erhofften Ernte zur Folge hatte. Abgesehen von ein wenig Falschmeltau an den Trauben war der Gesundheitszustand des Rebberges ausgezeichnet. **Müntschemier:** Ungünstige Witterung und Hagel am 4. Mai und 19. August beeinträchtigten die heurige Weinernte. **Treiten:** Der falsche Meltau und schlechte Witterung haben die Weinernte schwer geschädigt. **Vinelz:** Das Jahr 1903 war eines der besten

Weinjahre für unsere Ortschaft seit langer Zeit. Quantität und Qualität waren befriedigend und haben die Rebenkrankheiten sowie die Witterung keinerlei Schaden von Bedeutung verursacht. Infolge der Mißernte im Waadtland und im Kanton Neuenburg war der Preis ein außerordentlich hoher, d. h. ein nicht zu hoher, sondern ein derartiger, daß Produzent und Konsument dabei ihre Rechnung fanden. Der Winzer hat heuer bei uns wieder Mut bekommen.

Amtsbezirk Nidau. Mühl: Die regnerische Witterung hat die Entwicklung des Falschmeltaues sehr begünstigt und es konnte selbst da, wo diese Krankheit rationell bekämpft wurde, derselben nicht ganz vorgebeugt werden. Da, wo nicht oder nicht genügend gespritzt worden war, wurde die Weinernte teilweise vollständig vernichtet. **Ligerz:** Die Weinernte wurde geschädigt durch ungünstige Witterung zur Zeit der Blüte, durch den Sauerwurm und auch teilweise durch den echten Meltau. **Madretsch:** Gang der Ernte befriedigend. Sommerfrucht und hauptsächlich Emd haben wegen trockener Witterung stark gelitten. Die Viehpreise stehen übermäßig hoch. **Nidau:** Die Ernte nahm einen normalen Verlauf. Der Einfluß der Witterung auf die verschiedenen Kulturen war im allgemeinen sehr günstig. Nur begünstigte die naßheiße Witterung die Kartoffelfäulnis, die wenigstens 25—30 % vernichtete. Die reichen Futtererträge steigerten die Viehpreise ganz bedeutend. **Täuffelen:** In der Gemeinde sind nur noch ganz wenig Reben. Jahr um Jahr werden Stöcke ausgerottet und nicht wieder angepflanzt, weil es sich in unserer Gegend nicht mehr rentirt. **Tüscherz-Alfermée:** Die Reben wurden teilweise vom falschen und auch vom echten Meltau heimgesucht. Im Frühling zeigten sich in den untern Lagen viele Triebe, welche von Insektengeweben umgarnt waren; sie konnten sich infolgedessen nicht entwickeln und trugen auch keine Frucht. **Twann:** Durch die naßkalte Witterung im Frühjahr wurde die Obsternte beeinträchtigt. Infolge der sehr hohen Milch- und Viehpreise ist ein allgemeines Sinken der Preise zu gewärtigen. Der Sommer war für die Reben zu unbeständig, erst mit dem September ist eine anhaltende Hitze eingetreten, wodurch die Qualität über alles Erwarten gut ausfiel. Sowohl der echte als der falsche Meltau machten sich bemerkbar. Die meisten Reben wurden einmal geschwefelt und zweimal bespritzt mit Kupfervitriolsodalösung. Der durch die genannten Krankheiten angerichtete Schaden war infolge der Bekämpfung unbedeutend. **Walperswil:** Infolge naßkalter Witterung ist trotz vorschriftsgemäßer Behandlung der Reben der falsche Meltau stark aufgetreten und hat den Ertrag bedeutend verringert.

Jura.

District de Courtelary. Corgémont. L'année n'a pas été bien favorable à cause du printemps tardif et des pluies continuelles de l'été. Le bétail est toujours excessivement cher; les agriculteurs se trouvent dans l'impossibilité d'en acheter, leurs moyens ne leur permettent pas, aussi restera-t-il une grande quantité de foin. **La Heutte.** La culture des fourrages artificiels à l'exception de la luzerne est si minime qu'elle ne peut donner lieu à aucune statistique. Il en est de même des légumes à l'exception des choux. Quant aux fruits il y a relativement peu d'arbres fruitiers dans cette commune et la récolte a été complètement nulle par suite des intempéries du printemps écoulé. **Tramelan-dessous** L'année a été favorable à l'agriculture, toutes les récoltes en général se sont effectuées dans de bonnes conditions. On doit signaler en particulier la récolte du foin et du regain qui a été excellente tant sous le rapport de la quantité que pour la qualité. Les céréales ont donné un bon résultat. La production des pommes de terre est au-dessus de la moyenne, mais dans certains endroits on signale le 25 % de gâtées par la maladie. Le bétail a eu un écoulement facile et à de bons prix. **Tramelan-dessus.** Les récoltes en général ont été abondantes. Les pluies ont entravé en partie la récolte des fourrages; par contre le beau temps a favorisé celle des céréales. L'abondance des fourrages récoltés et la valeur des pâtures jusqu'à l'arrière-saison ont valu le maintien constant du prix du bétail, qui même a atteint des chiffres inusités sur toutes les foires de la contrée.

District de Delémont. Courfaivre. L'année a été en général bonne sauf pour la récolte des fruits qui a manqué totalement pour cause des temps froids et humides au printemps. **Delémont.** Les pluies du printemps ont nui à la qualité du grain pour les céréales, qui n'ont pas beaucoup rendu. Par contre la paille tant pour les céréales d'automne que du printemps a été abondante. Les fenaisons et les moissons se sont faites péniblement à cause des pluies. Les pailles sont rentrées humides. Les gelées et les pluies du printemps ont nui aux arbres fruitiers. **Develier.** Les gelées du mois de mai ont gâté les bourgeons et les fleurs des arbres fruitiers, de sorte qu'il n'y a pas eu de fruits. Les pluies abondantes au printemps ont retardé le développement des pommes de terre. **Pleigne.** Toutes les récoltes ont été bonnes, sauf une partie du regain. Une bonne partie des pommes de terre a été atteinte par la maladie par suite des temps humides de septembre. Les prix du bétail sont toujours en augmentation.

District des Franches-Montagnes. Bémont. L'année a été bonne, mais elle ne peut pas être classée parmis les belles, car il a beaucoup plu au moins dans notre montagne. Le bétail s'est vendu très cher, les bons jeunes chevaux ont été aussi recherchés. Le bétail de boucherie a été très recherché. Le lait n'a pas varié de prix depuis l'année passée, le fromage par contre a subi une baisse assez sensible. **Les Bois.** L'année ayant été très pluvieuse la rentrée des récoltes a été longue et coûteuse, la qualité s'en est ressentie. Les produits s'écoulent à des prix assez élevés. **La Chaux.** Le temps pour les différentes cultures a été favorable, aussi pour l'influence du temps sur la valeur des produits récoltés et produits laitiers et sur l'écoulement. La vente du bétail étaient dans les prix moyens. L'avancement et le relèvement de l'agriculture se fait par l'achat de quantité de paille à l'étranger. **Goumois.** Les pluies prolongées durant la dernière quinzaine d'avril, puis les gelées intenses des premiers jours de mai ont influé défavorablement sur la récolte des fruits. La floraison des arbres fruitiers s'était magnifiquement effectuée, mais avec trop de précocité, comme c'est quelquefois le cas dans notre commune, les fruits n'ont pu se nouer dans de bonnes conditions et conséquemment sont tombés en très grande quantité avant leur pleine maturité. **Pommerats.** Les pluies incessantes du mois d'avril ont retardé les semailles, de sorte que les avoines ont eu de la peine à mûrir.

Amtsbezirk Laufen. Duggingen: Hagelschlag im Juni und der falsche Meltau schädigten die Weinernte. **Grellingen:** Die naßkalte Witterung des Sommers hat den Ernteertrag der Reben sehr beeinträchtigt, auch hat ein leichter Hagelschlag Mitte Juli etwelchen Schaden verursacht. **Laufen:** Gang der Ernte mittelmäßig. Die schlechte Witterung schadete überall. **Zwingen:** Die Heuernte hatte sich infolge des anfangs Juni eingetretenen Regenwetters etwas verzögert, was den Reifegrad zu stark beförderte und deshalb die Qualität beeinträchtigte, dagegen das Quantum vergrößerte. Die Getreideernte ging unter normalen Verhältnissen vor sich, dagegen wurde der Emdertrag infolge Auftretens der Engerlinge auf den meisten Wiesen geschädigt. Die Futtererträge dieses Sommers, sowie die noch vorhandenen Vorräte des letzten Jahres haben die Viehpreise wesentlich beeinflußt, so daß dieselben auf eine nie dagewesene Höhe gestiegen sind. Die Milchpreise sind ebenfalls verhältnismäßig hoch.

District de Moutier. Châtillon. La récolte des foins et regains a été faite dans de bonnes conditions. L'entretien du bétail est peu coûteux, le bétail est cher, il a bon écoulement. Les pluies et les gelées tardives du printemps ont compromis la récolte des fruits. **Corban.** La pluie incessante tombée dans le courant de mai a anéanti presque entièrement la récolte des fruits. Une trombe qui s'est abattue sur la contré dans l'après-midi du 2 juillet a causé énormément de tort à toutes les récoltes non rentrées. **Roches.** Le printemps n'a pas été favorable aux cultures et aux arbres fruitiers. Le prix du bétail a été très élevé, les produits laitiers ont un bon écoulement. **Rossemaison.** Toutes les récoltes, sauf les pommes de terre et les fruits ont bien réussi. Les pluies de juillet et d'août ont beau-

coup nui à la récolte des pommes de terre. Le bétail s'est toujours maintenu à des prix très élevés, le lait et le beurre se vendent toujours bien.

District de Neuveville. **Neuveville.** Les produits du sol, à l'exception du raisin et des fruits, ont été tous abondants, de bonne qualité et ont généralement été récoltés dans d'excellentes conditions. Il y a eu une forte récolte de fourrage de la première coupe qui permettra d'hiverner de nombreux bestiaux, et si celle du regain a été au-dessous de la moyenne, ce dernier est d'une qualité supérieure; toutes les céréales ont donné beaucoup de gerbes à la moisson et d'un grand rendement en grain au battage; les pommes de terre étaient abondantes dans la contrée, peu gâtées par la maladie, et sont d'une excellente qualité, ainsi que les racines fourragères et les légumes. L'hiver dernier a été doux et a permis de pouvoir labourer déjà dès la fin de février par une température favorable pour la saison et qui s'est maintenu en mars, en sorte que la végétation a commencé très tôt, faisant augurer une année précoce et fertile. Malheureusement un vilain et rude mois d'avril est venu assombrir ces brillantes perspectives. La suite du printemps, l'été et l'automne à l'exception de september ont eu de fréquentes mais peu abondantes chutes acqueuses de sorte que l'année a paru plus humide qu'elle ne l'a été en réalité, parceque cette humidité était nécessaire aux récoltes qui en ont profité sauf la vigne, où elle a favorisé l'éclosion de toutes les maladies cryptogamiques et parasitaires possibles. Die kalte Maiwitterung und der unbeſtändige Sommer haben Anſatz und Entwicklung der Trauben ſehr beeinträchtigt, dafür aber das Auftreten vom echten und falſchen Meltau gefördert. Es ſind einige Verſuchsfelder mit „amerikaniſchen Reben“ angelegt worden, worüber jedoch noch keine Reſultate vorliegen. **Nods.** Les récoltes ont en général bien réussi; la rentrée s'en est bien faite quoique à certains moments le mauvais temps ait un peu retardé les travaux. Une quantité de souris et mulots ont cette année envahi notre territoire; elles ont fait des dégats très appréciables dans les champs de céréales, les jeunes semis dont beaucoup sont totalement perdus et dans les champs des pommes de terre; on cite certaines parcelles dont le 25% des tubercules sont dévorés ou endommagés par ces rongeurs. La forte récolte de fourrages nous permet d'hiverner un nombreux bétail dont les prix sont maintenant très élevés. La récolte des fruits est nulle; un temps froid et humide a contrarié la floraison.

District de Porrentruy. **Charmoille.** Les récoltes ont été en général bonnes. Ce printemps les gelées tardives survenues pendant que les arbres fruitiers étaient en fleur ont complètement détruit toute la récolte. La récolte du blé a été un peu pénible, la pluie a beaucoup chicané. Les produits récoltés ont un prix moyen; quant au produit laitier il conserve toujours un prix un peu élevé. Généralement dans notre localité l'agriculture y prospère ainsi que l'élevage du bétail. **Lugnez.** Le foin s'est ressenti des gelées tardives. La plantation des pommes de terre s'est effectué dans de mauvaises conditions, la terre étant trop mouillée. **Montmelon.** L'année a été moyenne pour les céréales et pour les pommes de terre, bonne pour les fourrages et très faible pour les fruits. Le prix de bestiaux a été très élevé. **Porrentruy.** Les récoltes ont bien réussi sauf celle des fruits qui a été plutôt mediocre. Les récoltes fourragères et celle des céréales ont pu être faites dans de bonnes conditions, leur qualité doit être bonne. Par contre la maladie a après fortement attaqué les cultures de pommes de terre. Abondante récolte de légumes, de choux notamment, ce qui a provoqué une baisse inaccoutumée du prix de ce produit. L'élevage du bétail est prospère grâce à l'abondance et à la qualité des fourrages. Les prix du bétail restent élevés.

Allgemeine Bemerkungen, Wünsche und Anregungen betr. Förderung der Landwirtschaft.

(Auszüge aus den Ernteberichten pro 1900—1903.)

Oberland.

Amtsbezirk Frutigen. Reichenbach: Revision des Viehprämierungsgesetzes erwünscht. Das jetzige, wie es gehandhabt wird, hat ein Monopol in der Benützung prämierter Stiere geschaffen, wodurch die betr. Tiere zu sehr abgenützt und dadurch nach und nach die Viehzucht degeneriert statt gehoben wird.

Amtsbezirk Interlaken. Brienzwiler: Möglichstes Tiefstellen der Hypothekarzinse. **Gsteigwiler:** Maßnahmen zu treffen gegen die überhandnehmende Maikäferplage.*) **Lütschenthal:** Den enorm hohen Viehpreisen sollte in irgend einer Weise entgegengearbeitet werden. **Schwanden:** Hypothekarzinse erniedrigen; **Unterseen** wünscht dasselbe.

Amtsbezirk Oberhasli. Meiringen: Die Besitzer der Alpen schenken einer richtigen Bewirtschaftung derselben zu wenig Aufmerksamkeit, aber auch die staatlichen Subventionsquoten werden Jahr für Jahr beschnitten und so trägt der Staat zum Niedergang der Alpwirtschaft das seinige bei.

Amtsbezirk Nieder-Simmenthal. Erlenbach: Dem Kultur-Ingenieur sollte das nötige Hülfspersonal zugeteilt werden, damit berechtigte Gesuche um Staatssubventionen erleichtert und rascher erledigt werden können; der Staat möchte für Brunnleitungen und Drainage auf Weiden und Alpen kantonale Subventionen von 25 % bewilligen; es sollten Alpmolkereikurse, verbunden mit der Molkerei-Schule Rütti, veranstaltet werden zur praktischen Anleitung; dem im Entwurfe liegenden neuen Prämierungsgesetz, besonders hinsichtlich der Zuchtbuchführung, ist die vollste Aufmerksamkeit zu schenken. **Niederstocken:** Es wäre angezeigt, die Viehschauen bedeutend genauer zu nehmen und weniger auszubezahlen und dafür aus dem Fonds der Viehschauenkasse eine allgemeine obligatorische kantonale Viehversicherungskasse zu gründen; die Herabsetzung des Hypothekarzinsfußes erwünscht.

Amtsbezirk Thun. Buchholterberg: Die Subventionierung der Eisenbahnen sollte abgeschafft werden. Der Eisenbahnbau wird in unserem Lande absolut übertrieben. Das Geld wandert mit den auswärtigen Arbeitern ins Ausland und infolgedessen ist die Zinsfußerhöhung eingetreten, womit der Schuldenbauer sehr gedrückt wird. Die Abschatzung von der Hagelkasse hat wenigstens 20 % zu niedrig stattgefunden, was bewiesen werden kann. (1900.) **Homberg:** Es ist sehr zu

*) Siehe Anmerkung Seite 81.

wünſchen, daß bei Ankäufen von Schlachtvieh, Getreide, landwirtſchaftlicher Produkte überhaupt, die inländiſchen Erzeugniſſe ſo viel als irgend möglich berückſichtigt und vorgezogen werden. **Horrenbach-Buchen:** Seit 1863 wurde eine beſſere Straßenverbindung angeſtrebt und ſeit 1897 vergeblich auf die Hilfe des Staates gewartet, das Projekt einer beſſern Straßenverbinduug mit Thun zu verwirklichen. (1900) **Oberlangenegg:** Der Staat ſollte abſolut dahin wirken, daß die ausländiſche Käſefabrikations-Konkurrenz ſo viel als möglich zurückgedrängt würde. **Heſſisburg:** Wünſchenswert wären: Stipendien für arme Jünglinge zum landwirtſchaftlichen Beruf; Erlaß eines Lebensmittelpolizeigeſetzes und ſtaatliche Maßnahmen gegen Futtermittelverfälſchung.

Emmenthal.

Amtsbezirk Trachſelwald. Eriswil: Gewünſcht wird: Lebensmittelpolizeigeſetz, höhere Zolltarife auf Schlachtware, beſſeres Viehſeuchengeſetz, beſſere, ſchärfere Beſtimmungen betr. Grenzpolizei. (Die Bemerkung: „Fruchtet doch nichts!“ trifft nicht zu, denn ſämtliche Wünſche ſind bereits erfüllt, mit Ausnahme desjenigen betr. das Lebensmittelgeſetz, welches z. Z. in Beratung vorliegt. Statiſt. Bür.) **Rüegsau:** Das Alkoholgeſetz hat einen ſehr nachteiligen Einfluß auf den Abſatz der Kartoffeln. Einheimiſche Produkte ſollten mehr berückſichtigt werden. Ein eidgenöſſiſches Lebensmittelpolizeigeſetz erwünſcht. **Sumiswald:** Der Staat ſollte, ſtatt alles für die Viehſchauen zu verwenden, den Gemeinden zu Handen der Bullenhalter Beiträge an die Koſten der Zuchtſtierhaltung verabfolgen, damit bei ſchönen koſtſpieligen Zuchtſtieren das Sprunggeld herabgeſetzt und ſo auch der ärmere Landwirt ſeine Viehzucht zu veredeln in Stand geſetzt würde. **Witzachengraben:** Der Staat möge dem Geſuche des landw. Vereins für Errichtung einer Kleinviehſchau in Huttwil entſprechen; die Forſtpolizeibehörden möchten ſich ernſtlich mit der Unterſuchung und Nachforſchung nach der Urſache der faſt alljährlich über den ſüdlichen Teil der Gemeinde niedergehenden Hagelwetter befaſſen. Die Aufforſtung des Schabergutes ſollte aus dieſem Grunde baldigſt durchgeführt werden.

Mittelland.

Amtsbezirk Bern. Bern: Kampf den Engerlingen, Maikäfern*), Sperlingen und Amſeln. Staatliche Unterſtützung der intenſiven Vertilgung der beiden erſtern erwünſcht. Dem Landwirt fehlt im großen der Ueberblick, die Kenntnis des Rechnungsweſens und der Buchhaltung, derartige vom Staat organiſierte und unterſtützte Kurſe wären nutzbringend. Die Unterſtützung der Arbeitsloſen von Seiten der ſtädtiſchen Behörden iſt verwerflich und vermehrt den Mangel an landw. Dienſt- und Arbeitsperſonal.**) (Der Gemeinderat von Bern verwahrt ſich in einer Bemerkung gegen dieſen Vorwurf: Durch Ausführen von öffentlichen Arbeiten während den ſtillen Zeiten wird tunlichſt der Arbeitsloſigkeit vorgebeugt und nur in den dringendſten Fällen werden Arbeitsloſe unterſtützt.) Ein wirkſames Geſetz zum Schutz gegen Feld- und Obſtfrevel erwünſcht. **Bolligen:** Die Städter ſollen ſtatt Bier und importierte Fleiſchwaren mehr die inländiſchen landwirtſchaftlichen Produkte Milch und Käſe konſumieren. **Bremgarten:** Zu hohe Hypothekarkaſſenzinſe. Abſchaffung des Zweiliterunweſens oder doch wenigſtens ſtrengere polizeiliche Handhabung dieſes Geſetzes erwünſcht. Allzu große Vorteile des Großbauern gegenüber dem Kleinbauern in Bezug auf den Handel mit Getreide, Milch- und Milchproduktken. **Kirchlindach:** Erhöhung der Einfuhrzölle auf Schlachtvieh erwünſcht. (Iſt nun eingetreten.) **Köniz:** Einheitliche Organiſation des Bauernſtandes durch das ganze Land anzuſtreben zur Wahrung der landwirtſchaftlichen Intereſſen betr. Abſatz der Produkte und zum Schutz gegen die ausländiſche Konkurrenz. Ein guter Teil des aus Rußland importierten Sprits könnte hier im Lande produziert werden. Staatliche Maßnahmen zur energiſchen Vertilgung der Engerlinge und Maikäfer*) notwenig. Das letztere wird auch von **Muri** angeregt. Da hat der Zuckerrübenbau gänzlich aufgehört, weil der Kartoffelbau rentabler und der Abſatz der Kartoffeln zwangloſer und einfacher iſt. **Stettlen:** Arbeitslöhne und Hypothekarzinsfuß zu hoch,

*) **) Siehe Anmerkungen Seite 81.

Reduktion der Staatssteuer auf 2‰ erwünscht. **Pechigen:** Strengere Kontrolle bei Einfuhr von Schlachtvieh zur Vermeidung der Seucheneinschleppung, obligatorisches Einsammeln der Maikäfer*) mit staatlicher Unterstützung, billigeres Geld für den verschuldeten Grundbesitz wünschenswert. **Wohlen:** Nachteilige Folgen des Hausierens mit Flaschenbier, der vielen Bierdepots und des Abgebens von Kisten bis an die Knechte. **Zollikofen:** Arbeitslosigkeit in der Stadt, dagegen Arbeitermangel auf dem Land.**)

Amtsbezirk Burgdorf. Ersigen: Ein Brennlos in hiesige Gegend erwünscht. (Ist seither entsprochen worden.) **Hasle:** Förderung des Absatzes von inländischem Schlachtvieh und Schweinen durch Beschränkung des Schlachtviehimportes, hauptsächlich aus Italien, wodurch ohne Fleischverteuerung viel Geld der inländischen Landwirtschaft zuflösse. (Ersteres ist eingetreten, aber ebenso eine ziemliche Fleischverteuerung, weil noch viel zu wenig Vieh gemästet wird und die Milch wie bis dahin zu Milchprodukten verwendet wird.) In den Schulen sollten die jungen Leute mehr zu landwirtschaftlichen Arbeiten ermuntert werden, statt sie den Städten zuzuleiten.**) **Krauchtal:** Es wird gewünscht: Mehr Schutz der landwirtschaftlichen Produkte beim Abschluß neuer Handelsverträge; Erlaß eines eidg. Lebensmittelpolizeigesetzes, alljährliche Festsetzung der von den Brennereien zu zahlenden Preise für Kartoffeln, Roggen ꝛc.; ferner sollten die überall auftauchenden Liegenschaftsvermittlungs-Agenturen unter gesetzliche Ordnung gestellt werden und nur gutbeleumdeten, gewissenhaften Leuten gestattet sein, indem gegenwärtig beim Liegenschaftshandel viele Leute unglücklich gemacht werden. **Nieder- u. Oberösch:** Dem Kartoffelbau zuliebe sollte in hiesige Gegend eine Brennerei plazirt werden. (Seither ist im benachbarten Ersigen eine solche entstanden.) **Oberburg:** Losung: „Hilf dir selbst, so hilft dir Gott." **Rüdtligen:** Die vielen fehlerhaften Käse rühren wahrscheinlich her von der allzustarken Anwendung von Kunstdünger; die Grundsteuerschatzungen sind um 20 % zu hoch; die Verwendung von Maschinen vermindert die nachteiligen Folgen der schwierigen Arbeiterverhältnisse. **Wynigen:** Die Arbeitslosen in den Städten sollten aufs Land gewiesen, statt dort abgefüttert zu werden.**)

Amtsbezirk Fraubrunnen. Büren zum Hof: Flurgesetz (Zusammenlegung von Grundstücken) zur Hebung der landwirtschaftlichen Verhältnisse; staatliche Subvention einer Versicherung ländlicher Arbeiter gegen Krankheit und Unfall erwünscht. **Mätterkinden** beklagt sich im Bericht von 1900 über ganz verkehrte, undemokratische Ausführung des Alkoholmonopols. **Iffwil:** Die Regierung sollte für das Käfersammeln einen Kredit bewilligen. **Wiler:** Beschränkung der Einfuhr von fremdem Mastvieh, Fett, Butter und Fleisch, Fabrikation des Kartoffelsprits im eigenen Lande erwünscht. (Ersteres eingetreten.) **Zauggenried:** Zum Brotbedarf der Armee mehr als bisher inländisches Getreide verwenden; durch Vermittlung der Zentralvorstände der Genossenschaften würde sich die Sache für die eidg. Verwaltungsbehörde unter Garantie für Promptheit und Realität durchführen lassen. Obligatorisches Einsammeln der Maikäfer notwendig.*)

Amtsbezirk Konolfingen. Brenzikofen: Obligatorisches Einsammeln der Maikäfer*) mit staatlicher Unterstützung, sowie Herabsetzung des Zinsfußes erwünscht. **Oberstein:** Obligatorischerklärung des Maikäfereinsammelns*) für das ganze infizierte Gebiet erwünscht. Lieber größere Staatsbeiträge an Schulhausbauten statt an Ausgrabungen von alten Ofenkacheln. Obligatorisches Einsammeln der Maikäfer*) wünschten ebenfalls **Häutligen, Oberdiessbach, Oberwichtrach, Oppligen, Worb** und **Münsingen;** Münsingen wünscht auch Bekämpfung des Borkenkäfers. Der gesetzliche Betrag für Rindviehprämierung sollte ausschließlich an die Privaten entrichtet werden, während für die Staatsanstalten ein besonderer Kredit zur Prämierung ihres aufgeführten Viehes ausgesetzt werden sollte. **Niederhünigen:** Besserer Schutz der Landwirtschaft vor der ausländischen Konkurrenz erwünscht. **Rubigen:** Es wird gewünscht, daß bei militärischen Uebungen im Gelände mehr Rücksicht genommen wird auf die Kulturen. Fernere Maßnahmen gegen die Maikäfer.*) **Schloßwil:** Wünschenswert wenn bei reichlicher Kartoffel- und Obsternte in den Inlandsbrennereien mehr verarbeitet werden könnte. **Tägertschi:** Mas-

*) **) Siehe Anmerkungen Seite 81.

nahme gegen die Maikäfer.*) Besserer Schutz gegen Seucheneinschleppung an der Landesgrenze und Schaffung eines eidgen. Lebensmittelpolizeigesetzes erwünscht. **Worb:** Eine allgemeine Dienstbotenversicherung wird angeregt.

Amtsbezirk Laupen. Clavaleyres: Dem Schuldenbauer zuliebe wäre eine Aenderung des Gemeindesteuergesetzes wünschenswert. **Dicki:** Energische Vertilgung der Engerlinge*) gewünscht. **Frauenkappelen:** Mehr Mastvieh produzieren, die eingeführten Schlachtviehmärkte besser frequentieren; dem Getreidebau durch einen mäßigen Schutzzoll aufhelfen, mehr Aufmerksamkeit schenken der Geflügelhaltung, resp. der Eierproduktion, den Käse als Nahrungsmittel mehr würdigen, eine Genossenschaft gründen speziell zur Zucht unseres edlen Simmenthaler-Fleckviehschlages. **Gurbrü:** „Lieber einen kleinern Ertrag als diesen Ueberfluß". (1900). **Neuenegg:** Obligatorisches Einsammeln der Maikäfer*) mit staatlicher Unterstützung erwünscht.

Amtsbezirk Seftigen. Belp: Bessere Vorsichtsmaßregeln gegen Einschleppung der Maul- und Klauenseuche und obligatorisches Einsammeln der Maikäfer*) erwünscht. **Gerzensee** verlangt das letztere ebenfalls.*) **Kienersrüti:** dito.*) **Mühlethurnen:** Eine Taxierung der Einfuhr von fremdem Kabis würde sehr begrüßt. **Attigen:** Obligatorischerklärung des Einsammelns der Maikäfer erwünscht*).

Oberaargau.

Amtsbezirk Aarwangen. Auswil: Zu hohe Liegenschaftskaufpreise im Verhältnis zum Grundwert, resp. zur Rendite. Ungünstige Verschuldungsverhältnisse. Dito **Gondiswil** und **Roggwil. Rohrbach:** Besserer Schutz der schweiz. Landwirtschaft durch die neuen Handelsverträge erwünscht. Empfehlenswert ist die Einführung des Zuckerrübenbaues, besonders auf Kalk- und Lehmboden. Allzu hohe Landpreise und gesteigerte Kapitalzinse. **Rohrbachgraben:** Schlachtvieheinfuhrverbot dringend gewünscht. (Seither in Kraft.) **Rütschelen:** Herabsetzen des Zinsfußes bei der hohen Grundsteuer erwünscht.

Amtsbezirk Wangen. Farnern: Es wird Annahme des neuen Zolltarifes empfohlen. (Derselbe wurde vom Schweizervolk angenommen.) **Hermiswil:** Alle Frauen sollen aus den Fabriken heraus. **Niederbipp:** Erwünscht sind: Tarifermäßigungen der S.B.B. für landw. Roh- und Reinprodukte, zollfreie Einfuhr von Kraftfuttermittel, Dünger etc.; ferner ein Lebensmittelpolizeigesetz, Vorlegung und Annahme des wiederholt verworfenen Flurgesetzes; Unterdrückung der Trunksucht durch empfindliche Bestrafung der Trinker, die ihre Familien vernachlässigen, Herabsetzen der Staatssteuer und vermehrte Behandlung von Gegenständen landw. Natur im Fortbildungsschulunterricht. **Niederönz:** Es wäre wünschbar, daß die Einfuhr von fremdem Schlachtvieh so viel als möglich unterbliebe, damit dem Mästen des Viehes von den hiesigen Landwirten mehr Aufmerksamkeit geschenkt würde, sodaß dann fremdes Vieh zum Teil überflüssig würde. — Sehr zu begrüßen ist die Aufklärung bezüglich Verwendung des Kraftfutters, richtige Anwendung der Kunstdünger, stetige Hebung des Obstbaues. **Seeberg:** Obligatorisches allgemeines Einsammeln der Maikäfer*) erwünscht, sowie Schutz der einheimischen Produkte durch energische Zollpolitik. Letzteres wünscht ebenfalls **Wangen** besonders punkto Fleischprodukte, ferner Ermäßigung der Bahntarife für landw. Produkte.

Seeland.

Amtsbezirk Aarberg. Aarberg: Die Zuckerrübenkultur ist sehr abträglich, weshalb dieselbe von Jahr zu Jahr zunimmt; Wunsch: tatkräftige Unterstützung des Rübenbaues durch den Staat. Energisches Einsammeln der Maikäfer*) und höhere Beiträge des Staates an die gründliche Vertilgung derselben erwünscht. **Bargen:** Einführen der Zuckerrübenkultur auch in den andern Gegenden und Kantonen, wo geeignet, empfehlenswert, weil sofortiger Absatz nach der Ernte gegen

*) Siehe Anmerkung Seite 81.

Barbezahlung; Handelskrieg über dieses Produkt ausgeschlossen. Schutz der Landwirtschaft durch die Zollverträge mit dem Ausland erwünscht. **Lyß:** Zu rügen ist die Tendenz der Geistlichen, Armeninspektoren und staatlichen Armenbehörden, die jungen Leute der Landwirtschaft zu entziehen, um sie Berufsarten erlernen zu lassen.**) **Radelfingen** und **Rapperswil:** Obligatorisches Einsammeln der Maikäfer in sämtlichen Gemeinden der betroffenen Aemter wünschenswert*). Rapperswil wünscht zudem Vergütung der Landwirte in Seuchenfällen und obligatorische Viehversicherung. **Schüpfen:** Die Frage wäre zu erwägen, ob die Landwirte und auch der Staat der Schlachtviehfrage nicht mehr Aufmerksamkeit schenken sollten. Jährlicher Export von Käse für zirka 40 Millionen Franken. Würde jährlich für 10 Millionen Franken Schlachtvieh produziert, so würde weniger Milch verkäset, somit weniger Käse in den Handel gebracht und bessere Käsepreise erzielt und der schlechtbezahlte Ausschußkäse vermindert. Fettes Schlachtvieh ist nämlich zu guten Preisen gegenwärtig sehr gesucht.

Amtsbezirk Büren. Pohigen: Anstatt Kartoffeln Zuckerrüben zu pflanzen empfehlenswert, weil sicherer Absatz und Barbezahlung auch Vorteile sind. **Leuzigen:** Man verlangt Sicherung des rechten Aarufers oder Landentschädigung von Seite des Staates. **Oberwil:** Obligatorisches Einsammeln der Maikäfer dringend gewünscht*). **Pieterlen:** Erlaß eines Flurgesetzes mit staatlicher Mithilfe erwünscht, ebenso unentgeltliche Kurse über Düngerlehre, Bodenbeschaffenheit und rationelle Viehzucht, event. Futterbau. **Wengi:** Eine Brennerei in hiesiger Gegend (Limpachthal) würde eine bessere Verwertung der Kartoffeln ermöglichen.

Amtsbezirk Nidau: Brügg: Allgemein gewünscht wird die Abhaltung eines Baumwärterkurses. **Twann:** Lebensmittelgesetz und Herabsetzen des Zinsfußes erwünscht. **Walperswil:** Gemeinnützige Vorträge betr. die Landwirtschaft, erwünscht, Anpflanzung von Zuckerrüben auch in andern Landesteilen empfehlenswert, weil sehr lohnend. **Worben:** Die Zuckerfabrik in Aarberg ist ein wirklich unterstützungswürdiges Unternehmen.

Jura.

District de Courtelary. Courtelary. Dégréver le petit paysan, protéger un peu moins le grand paysan; réduire la consommation de l'alcool; la propriété est trop morcelée. **Tramelan-dessus.** On aimerait que les établissements agricoles appartenant à l'Etat ne puissent plus enlever les petit principaux destinés à l'encouragement des éleveurs.

District de Delémont. Develier. Impôts fonciers et autres trop élevés, la valeur vénale des biens-fonds en baisse, rendement en diminution et endettement en augmentation. **Soulce.** Chercher moyen de fournir les capitaux nécessaires à l'amélioration de la culture et les connaissances nécessaires pour les employer utilement. L'abus de la boisson est l'impôt le plus formidable qui pèse sur l'agriculture. Connaître mieux l'emploi et les variétés des engrais chimiques, afin de les employer plus judicieusement. Améliorer ou moins charger les pâturages. **Vermes.** Etablir une fruiterie; trouver un moyen de réduire les dettes: diminution des impôts, construction de fabriques de n'importe quel genre.

District des Franches-Montagnes. Bémont. Elever les crédits affectés pour l'espèce chevaline, pour une œuvre si noble et qui devrait rendre de bien plus grands services à notre milice par des primes d'encouragement plus élevées délivrées tant par le canton que par la Confédération; mettre sur pied une pépinière de jeunes étalons; subventionner au moins les sociétés d'assurance des chevaux aussi bien que l'assurance du bétail bovin et du petit bétail. **Goumois.** Il faudrait que tous les cultivateurs de la commune, voire même ceux de la commune de Goumois, France, s'entendissent pour l'achat en commun d'engrais, de semences, pour obtenir de

*) **) Siehe Anmerkungen Seite 81.

meilleurs fourrages. Cultiver plus d'arbres fruitiers (le climat se prête à cette culture) et s'appliquer à la connaissance de la culture des arbres ; défricher les pâturages communaux. **St-Brais.** Procéder au drainage de beaucoup de terre.

Amtsbezirk Laufen. Grellingen. Bei reichem Obstsegen sind Vorträge und Belehrungen über Behandlung und Verwertung des Obstes erwünscht..

District de Moutier. Crémines. Etablir des caisses d'assurance pour le bétail, ainsi que cela se pratique dans le canton de Soleure. Il serait à désirer que par ces temps de crise horlogère les autorités compétentes fassent une étude approfondie sur les moyens de ramener la jeune génération aux travaux de l'agriculture. **Pontenet.** Il est désirable que la Confédération établisse une station pour les étalons reproducteurs à Tavannes ou à Malleray ; en outre, la commission pour l'achat des chevaux devrait choisir les sujets du pays au lieu de faire ses acquisitions à l'étranger (1900). **Rossemaison.** Il serait à désirer que l'Etat obligeât les communes à se donner des règlements de police un peu plus sévères afin de faire respecter mieux la propriété d'autrui.

District de Porrentruy. Beurnevésin. L'entretien du bétail laisse encore à désirer chez certains agriculteurs. **Charmoille.** Le crédit pour les primes aux concours bovins n'est pas assez fort. **Courchavon.** Il serait désirable que les jeunes gens fréquentent l'école d'agriculture du château à Porrentruy, tandis que la grande partie se font horlogers. **Courtedoux.** Maintenir et augmenter si possible les subventions de l'Etat pour favoriser l'élevage du bétail, faciliter les primes de pâturage en acceptant tous les poulains issus d'étalons primés ; revenir à charge avec la loi contre le morcellement des terrains et en faciliter la réunion. **Miécourt.** Faire quelques efforts pour assainir, procurer en commun des engrais chimiques provenant directement des fabriques. « Il faudrait aussi que certaines personnes imbues de vieux préjuges et aussi d'esprit de chicane, ne voulant jamais faire aucun sacrifice que si elles n'y ont un intérêt tout particulier, comprennent bien la situation. Nous avons certainement une surface de terrain qui pourrait facilement rapporter le double. » **Porrentruy.** Créer une loi sur le sectionnement rural, permettant des réunions de parcelles en les imposant même.

---

*) Anmerkung. Diese Maßnahme wird immerfort (besonders um die Flugjahre herum) von einer großen Anzahl Gemeinden verlangt, und es erscheint in der Tat angesichts des beträchtlichen Schadens, welchen die Maikäfer und Engerlinge in den betr. Gegenden anrichten, daß obligatorische Einsammeln derselben dringend geboten, sei es, daß der Staat direkte Vorkehren trifft, sei es, daß derselbe indirekt die Gemeinden dazu anhält. Die Käferplage tritt nur in gewissen Gebieten, nämlich im Mittelland, Oberaargau und Seeland, im Oberland nur vereinzelt auf. Laut einer vom statist. Bureau pro 1901 erstellten Uebersicht meldeten in diesem Jahr 85 Gemeinden Käferschaden; dieselben verteilten sich auf Landesteile und Aemter: Im Mittelland: Konolfingen 11 Gemeinden, Seftigen 12, Laupen 8, Bern 7, Fraubrunnen 10, Burgdorf 15; im Oberaargau: Wangen 6; im Seeland: Aarberg 5, Nidau 3, Büren 3; im Oberland: Amt Interlaken 4 und Nieder-Simmenthal 4. Daraus läßt sich folgern, daß die Maikäfer fast nur im Flachlande auftreten, in Gebirgsgegenden (Oberland und Jura) dagegen nicht.

**) Ueber Mangel an landwirtschaftlichem Arbeits- und Dienstpersonal, sowie über hohe Arbeitslöhne klagen übrigens die Berichterstatter aus ca. 100 Gemeinden, nämlich:

Aus dem Oberland. Amt Oberhasle: Meiringen. Amt Interlaken: Brienzwiler, Interlaken, Schwanden, Unterseen. Amt Frutigen: Aeschi, Kratigen. Amt Thun: Eriz, Fahrni, Längenbühl, Oberhofen, Pohlern, Steffisburg, Strättligen, Thierachern. — Aus dem Emmenthal. Amt Signau: Röthenbach, Rüderswil. Amt Trachselwald: Rüegsau, Sumiswald, Trachselwald. — Aus dem Mittelland, Amt Bern: Bern, Muri, Stettlen, Bechigen, Zollikofen. Amt Laupen: Ferenbalm, Frauenkappelen, Neuenegg. Amt Burgdorf: Hasle, Rüeggisberg, Wynigen. Amt Konolfingen: Innerbirrmoos, Kiesen, Landiswil, Niederhünigen, Otterbach, Walkringen, Worb, Zäziwil. Amt Seftigen: Burgistein, Gelterfingen, Joberg, Kienersrüti, Kirchdorf, Kirchenthurnen, Mühledorf, Riggisberg, Rümligen, Toffen, Uttigen. Amt Fraubrunnen: Büren zum Hof, Iffwil, Mülchi, Ruppoldsried, Urtenen, Zuzwil. — Aus dem Oberaargau. Amt Aarwangen: Auswil, Gondiswil, Kleindietwil, Oberstechholz, Roggwil, Rohrbach, Wynau. Amt Wangen: Bollodingen, Heimiswil, Niederbipp, Niederönz. — Aus dem Seeland. Amt Büren: Arch, Büetigen, Oberwil b. B. Amt Biel: Evilard. Amt Nidau: Bühl, Madretsch, Nidau, Täuffelen. Amt Aarberg: Schüpfen. Aus dem Jura. Amt Courtelary: Corgémont, Courtelary, Tramelan-dessus. Amt Delsberg: Develier, Vermes. Amt Freibergen: Bémont. Amt Münster: Courrendlin, Crémines, Loveresse, Rossemaison, Saules. Amt Pruntrut: Charmoille, Courtedoux, Damvant, Pruntrut. Amt Laufen: Laufen, Zwingen.

Kl. Statist. Bureau.

Verzeichnis der pro 1903 neu entstandenen landwirtschaftl Vereine und Genossenschaften im Kanton Bern.

Name	Sitz	Vereins- oder Genossenschaftszweck
Amtsbezirk Aarberg.		
Viehversicherungskasse Aarberg . . .	Aarberg	Viehversicherung
Viehversicherungskasse Lyß	Lyß	"
Viehversicherungskasse Rapperswil . . .	Rapperswil	"
Amtsbezirk Aarwangen.		
Viehzuchtgenossenschaft Langenthal . . .	Langenthal	Hebung der Viehzucht
Amtsbezirk Courtelary.		
Caisse d'assurance pour le bétail . .	Corgémont	Viehversicherung
Amtsbezirk Erlach.		
Landwirtschaftliche Genossenschaft Lüscherz .	Lüscherz	Förderung der Landwirtschaf
Amtsbezirk Fraubrunnen.		
Viehversicherungskasse Urtenen	Urtenen	Viehversicherung
Amtsbezirk Konolfingen.		
Landwirtschaftliche Genossenschaft Münsingen .	Münsingen	Förderung der Landwirtsch
Amtsbezirk Laupen.		
Viehversicherungsgenossenschaft Laupen . .	Laupen	Viehversicherung
Viehversicherungskasse Mühleberg in 2 Abteilg. südl. und nördl. Gemeinde	Mühleberg	"
Amtsbezirk Nidau.		
Viehversicherungskasse Sutz-Lattrigen-Mörigen .	Sutz	"
Amtsbezirk Pruntrut.		
Syndicat agricole Grandfontaine . .	Grandfontaine	Förderung der Landwirtsch
Amtsbezirk Thun.		
Viehzuchtgenossenschaft Thun	Thun	Hebung der Viehzucht

Total der im Jahre 1903 neu entstandenen Genossenschaften und Vereine: 13 mit A nämlich. 8 Viehversicherungsgesellschaften (resp. Kassen), 3 Landw. Genossenschaften und 2 V schaften Aufgelöst hat sich die Viehzucht- und landw. Genossenschaft Münsingen.

gische Uebersicht für den Zeitraum von 1891—1903.

b Angaben der schweiz. meteorologischen Central-Anstalt in Zürich und nach Aufzeichnungen des tellurischen Observatoriums in Bern).

latur	Januar	Februar	März	April	Mai	Juni	Juli	August	September	Oktober	November	Dezember	Jahres-Durchschnitt und Total
ur ° C .	-6,3	-2,3	3,0	5,9	12,3	16,0	16,7	15,8	13,8	9,2	2,7	0,7	7,3
feit % .	84	79	77	75	76	74	77	77	84	84	84	84	80
mm i. G.	24	3	45	63	65	113	155	86	75	89	88	81	887
ur ° C .	-1,6	1,2	0,8	8,5	12,7	16,5	17,4	18,2	14,4	7,9	5,8	-2,1	8,3
feit % .	85	81	78	72	68	71	73	72	84	84	89	87	79
mm i. G.	42	37	26	46	29	81	83	56	100	122	34	16	672
ur ° C .	-6,1	1,3	5,7	11,6	13,2	16,7	17,8	18,6	14,1	10,0	2,8	-0,8	8,8
feit % .	85	81	70	54	64	63	72	66	77	84	85	88	74
mm i. G.	35	68	25	0	28	75	115	23	106	58	74	20	627
ur ° C .	-2,7	1,3	4,8	10,3	11,7	15,5	18,3	16,9	12,6	9,0	4,2	-0,8	8,4
feit % .	85	74	71	69	77	70	70	75	80	83	87	83	77
mm i. G.	29	12	35	52	99	51	92	71	69	101	44	34	689
ur ° C .	-5,3	-7,1	1,7	9,6	12,6	16,4	18,2	17,3	16,8	8,0	6,5	1,5	8,0
feit % .	84	79	76	70	70	70	72	75	72	81	89	87	77
mm i. G.	66	31	64	57	47	66	123	111	16	95	99	92	867
ur ° C .	-1,9	-1,2	6,8	6,4	11,0	16,1	18,2	14,6	13,3	7,4	2,1	0,2	7,8
feit % .	86	87	77	74	72	76	73	79	83	86	86	89	81
mm i. G.	10	4	88	92	34	149	116	120	179	151	42	22	1007
ur ° C .	-1,6	4,3	7,0	8,3	11,2	18,0	18,6	17,4	12,8	7,3	3,1	-0,5	8,8
feit % .	87	84	76	77	74	70	72	78	85	84	83	85	80
mm i. G.	19	86	62	78	95	60	93	142	128	2	12	36	813
ur ° C .	-0,4	0,4	3,0	8,2	11,4	14,5	16,4	18,7	15,2	10,1	4,7	-0,6	8,5
feit % .	92	82	79	76	73	76	71	69	74	86	89	85	79
mm i. G.	12	56	21	110	86	124	94	26	9	100	85	29	752
ur ° C .	1,7	2,1	4,1	7,4	11,6	15,6	17,7	18,5	13,4	8,6	3,2	-3,1	8,4
feit % .	83	73	65	74	66	63	67	63	78	85	84	84	74
mm i. G.	76	27	8	122	66	72	49	40	102	88	23	47	720
ur ° C .	0,5	2,3	0,2	7,2	11,2	16,9	19,2	16,9	15,2	8,7	4,1	1,1	8,6
feit % .	86	82	76	69	70	63	65	67	80	83	93	94	77
mm i. G.	108	80	47	42	83	73	91	138	36	55	51	64	868
ur ° C .	-2,4	-0,3	3,7	8,4	11,9	16,2	17,9	17,2	14,1	8,6	3,9	-0,5	8,2
feit % .	86	80	75	71	71	70	71	72	80	84	87	87	78
mm i. G.	42	41	42	66	63	87	101	81	82	86	55	44	790
ur ° C .	-2,5	-5,2	1,8	8,4	13,0	16,2	18,0	16,2	13,8	8,0	0,4	-0,5	7,3
feit % .	87	80	79	76	65	73	71	81	89	89	86	90	80
mm i. G.	27	20	76	185	17	173	126	83	139	58	48	66	1018
ur ° C .	-0,2	-0,9	4,1	10,2	8,3	14,9	18,3	16,3	13,1	7,6	1,7	-1,3	7,7
feit % .	87	90	80	75	74	68	67	81	86	90	91	90	82
mm i. G.	45	92	108	84	131	50	92	155	103	93	36	56	1045
ur ° C .	-1,9	1,0	5,3	4,7	12,4	13,9	16,1	16,6	14,0	9,4	3,4	-2,3	7,7
feit % .	88	81	77	78	72	79	78	76	82	85	90	94	82
mm i. G.	37	52	50	51	78	94	183	118	49	122	96	50	980

Lufttemperatur im Jahr 1900 der Station Bern.

Tages- und Monatsmittel nach den Annalen der schweizer. meteorologischen Central-Anstalt.

Tage	Januar	Februar	März	April	Mai	Juni	Juli	August	September	Oktober	November	Dezember
1	2,9	-2,3	0,5	-0,7	9,8	11,8	21,2	19,1	14,9	16,9	8,3	2,2
2	3,0	0,1	-6,0	-0,4	12,2	16,8	23,8	18,9	18,0	16,7	9,5	1,8
3	3,7	1,4	-3,6	1,2	14,8	18,5	17,7	18,8	13,7	13,8	7,8	2,8
4	2,4	-0,7	-6,0	3,0	12,9	20,1	11,5	15,8	12,4	13,0	6,8	2,6
5	0,7	1,2	-8,7	3,8	14,4	20,4	12,4	12,6	14,4	14,0	4,1	10,4
6	0,4	0,5	-6,7	3,6	15,9	19,4	15,8	16,2	15,1	13,8	6,4	11,3
7	0,5	1,7	-3,4	2,9	16,6	17,3	11,7	18,9	14,5	12,3	5,6	4,3
8	0,8	-0,2	-1,6	3,6	8,8	14,0	10,9	13,4	12,7	12,8	3,3	2,8
9	0,6	-0,5	0,9	2,8	9,9	16,8	12,4	16,1	16,7	12,4	5,2	-2,3
10	0,8	-1,9	3,1	4,6	11,4	19,1	13,9	17,0	14,8	13,3	4,3	-2,3
11	-0,9	-1,7	4,8	9,2	11,3	20,1	17,0	12,5	13,7	9,1	4,2	-2,8
12	-3,0	0,3	6,0	8,7	12,2	19,5	18,2	13,6	12,1	8,8	3,3	-2,8
13	-4,1	9,8	4,4	8,7	11,3	14,2	19,8	15,2	12,5	10,8	0,8	-3,2
14	-6,1	2,5	0,4	10,2	7,0	15,8	21,9	17,3	12,7	10,4	3,2	-0,3
15	-5,2	0,5	1,1	11,7	4,3	17,8	22,6	15,9	14,5	6,1	4,2	-1,2
16	2,0	4,6	1,4	11,4	4,3	18,4	23,8	16,5	16,6	4,2	5,8	-1,8
17	8,7	1,3	3,1	6,1	7,6	21,0	24,1	17,3	17,3	6,9	5,3	-3,3
18	2,4	4,3	-0,8	6,7	11,1	16,2	23,0	18,6	16,7	7,9	4,3	-3,8
19	-0,4	5,0	-0,6	8,3	10,1	18,1	23,6	20,0	18,1	6,2	3,0	-2,8
20	-1,0	3,5	2,6	9,0	10,2	16,9	24,4	17,7	17,6	4,5	2,4	-2,9
21	1,0	1,4	5,3	10,8	13,3	17,8	23,1	17,4	16,7	5,1	4,3	-0,8
22	4,3	-0,8	3,4	13,8	16,2	13,6	20,3	16,9	15,9	3,8	4,8	1,4
23	5,7	5,4	5,0	13,7	16,2	15,0	20,8	17,7	16,6	4,4	2,1	2,3
24	4,8	6,1	2,7	11,3	10,9	16,7	20,3	15,8	18,2	4,8	3,1	4,3
25	2,6	7,4	2,1	10,9	9,6	18,3	22,7	15,8	17,4	4,2	3,3	2,1
26	2,0	7,4	0,4	5,6	8,5	11,8	25,4	17,8	16,5	5,4	3,7	0,4
27	0,4	7,2	0,8	9,6	11,9	14,9	24,8	16,2	16,9	5,5	1,3	0,8
28	-1,4	5,3	1,2	11,0	15,0	16,4	22,9	14,9	14,7	5,6	0,6	5,1
29	-2,6		0,5	12,5	15,8	18,2	22,8	14,3	13,8	6,6	2,8	2,7
30	-1,7		-0,7	10,1	11,1	19,9	18,2	13,8	15,2	10,8	1,2	3,8
31	-3,3		-1,7		10,7		18,0	14,0		6,8		3,6
Durchschnitt	0,6	2,4	0,3	7,5	11,5	17,2	19,6	16,3	15,4	8,9	4,3	1,3
Minimum	-7,2	-5,8	-12,5	-3,5	3,0	7,7	9,1	9,7	8,6	-0,4	-2,8	-5,8
Maximum	9,9	14,1	10,1	19,6	22,3	25,8	31,4	25,4	23,7	21,5	11,8	12,8

ftemperatur im Jahr 1901 der Station Bern.

es- und Monatsmittel nach den Annalen der schweizer. meteorologischen Central-Anstalt.

	Januar	Februar	März	April	Mai	Juni	Juli	August	September	Oktober	November	Dezember
	2,9	-2,9	4,7	7,2	7,7	24,3	14,8	16,3	16,6	13,2	2,5	-0,9
	0,5	-2,5	5,1	8,7	10,4	22,8	14,4	14,2	15,8	13,7	1,8	-0,3
	-4,0	-5,0	4,4	9,6	9,4	18,7	14,8	17,1	14,2	13,1	0,4	0,1
	-8,7	-1,1	1,5	10,0	11,7	17,2	15,1	16,3	12,1	11,3	0,1	1,1
	-10,8	1,3	4,3	11,5	12,8	18,2	17,9	17,9	12,5	11,9	0,3	-2,5
	-11,7	-0,1	4,6	10,2	11,7	19,6	16,2	16,3	11,9	12,7	-0,8	-5,0
	-10,2	-1,9	0,8	10,3	8,5	19,5	19,2	16,4	15,7	4,7	-0,8	-4,4
	-7,5	-2,5	1,6	12,9	7,7	19,6	19,0	17,4	17,5	6,5	-1,1	1,5
	-3,4	-3,8	1,0	11,4	8,7	16,5	20,6	20,1	18,5	11,1	1,3	7,8
	-0,8	-5,3	0,8	6,2	7,0	16,4	20,6	21,1	17,7	8,1	1,8	2,7
	0,0	-3,3	1,9	10,2	8,2	16,7	19,6	19,5	16,7	5,1	2,5	0,5
	1,9	-8,8	0,6	4,5	11,8	15,8	19,8	14,0	11,0	4,1	2,7	-2,2
	-1,8	-6,0	1,7	3,9	15,1	14,4	21,0	14,2	10,7	5,0	3,9	-1,7
	-3,3	-11,0	3,3	5,7	15,4	13,6	21,1	17,0	9,7	6,0	4,5	-2,0
	-5,4	-13,4	4,5	10,3	14,5	11,3	19,9	16,5	11,4	7,0	4,7	0,9
	-6,2	-10,6	4,3	4,2	12,6	9,4	20,7	12,7	11,1	7,6	0,5	-3,9
	-7,9	-3,9	4,3	1,8	10,3	9,3	20,0	15,6	11,5	8,9	-0,3	-3,6
	-6,7	-5,8	5,2	2,9	12,2	7,3	19,6	15,9	14,5	9,5	-1,1	-4,7
	-5,2	-9,1	6,9	5,6	13,6	7,7	21,4	19,8	13,5	10,6	0,2	-1,3
	1,7	-11,4	5,5	9,2	15,0	14,0	21,5	20,3	14,9	10,7	1,7	0,0
	1,3	-13,1	1,0	12,8	16,3	17,0	20,9	16,4	17,5	9,2	3,0	1,0
	1,4	-12,3	-2,4	12,3	15,6	18,6	18,8	16,0	15,8	8,0	4,1	-0,9
	0,0	-9,3	-2,4	12,5	14,4	21,2	15,1	17,5	15,1	8,2	0,6	-0,4
	-0,4	-4,5	-1,7	10,3	14,9	15,9	17,4	20,2	15,3	7,0	-3,0	0,0
	3,3	-0,5	0,2	10,4	15,4	16,2	17,0	19,3	12,1	5,5	-3,4	2,1
	1,9	-2,4	-0,6	11,8	16,1	16,7	16,5	16,9	13,1	5,5	-4,3	2,3
	5,1	0,9	-3,1	10,9	17,2	17,6	16,6	12,5	14,3	6,6	-2,8	-0,6
	3,3	4,2	-4,2	6,1	18,6	19,3	15,8	11,4	13,0	5,8	-1,6	-2,5
	0,1		-4,5	8,3	19,3	20,9	17,2	12,4	13,6	5,4	-1,8	-0,2
	-3,4		0,3	5,3	18,5	20,2	18,5	13,0	14,0	4,5	0,2	3,8
	-3,8		6,9		22,4		18,9	16,6		7,1		0,3
mitt	-2,4	-5,1	1,8	8,6	13,3	16,5	18,4	16,5	14,0	8,2	0,5	-0,4
mm	-13,8	-19,3	-9,0	-0,2	4,6	5,0	10,0	9,2	6,8	0,4	-5,7	-8,0
um	6,3	8,3	12,2	17,3	27,2	28,2	26,8	26,4	24,1	17,0	7,8	8,4

Lufttemperatur im Jahr 1902.

Tages- und Monatsmittel nach den Regiſtrierungen des telluriſchen Obſervatoriums in Bern.

Tage	Januar	Februar	März	April	Mai	Juni	Juli	Auguſt	September	Oktober	November	Dezember
1	-2,25	-4,80	3,74	10,51	5,91	19,54	21,03	16,35	17,30	7,43	4,63	4,5
2	4,75	-5,82	4,04	10,68	6,80	20,42	14,78	15,03	17,86	6,55	5,45	5,4
3	6,69	-4,63	3,55	12,19	8,58	20,75	15,75	14,44	19,04	6,27	4,41	3,1
4	2,31	-0,73	2.13	9,98	7,24	17,60	18,92	15,73	19,32	6,66	3,63	-4,2
5	2,15	-3,75	1,55	8,97	5,31	14,70	21,14	17,33	15,52	7,98	2,05	-8,4
6	0,44	-1,53	3,41	7,39	3,14	15,18	21,62	21,03	12,33	9,44	2,50	-8,6
7	0,97	3,03	4,18	4,45	2,33	13,33	23,45	20,17	12,69	8,33	5,27	-8,1
8	-2,38	3,40	3,96	5,41	2,29	9,86	23,85	19,03	13,48	6,88	5,69	-7,6
9	-3,00	1,98	4,90	8,38	2,61	11,52	23,42	15,30	16,37	10,26	5,16	-8,9
10	-1,89	1,55	2,64	9,40	5,42	11,03	19,63	15,11	18,47	12,58	4,69	-7,4
11	-2,98	-0,08	0,81	10,98	6,03	11,83	14,12	12,03	17,27	12,77	2,00	-8,8
12	-4,67	-1,15	2,18	12,86	5,89	14,50	13,87	9,37	14.55	10,95	0,86	-7,2
13	-1,65	-0,67	2,33	12,75	6,83	12,86	15,58	12,37	11,49	10,50	0,35	-4,2
14	-0,63	-1,58	4,60	11,89	5,50	8,72	22,14	14,83	10,31	11,23	0,58	-5,4
15	-3,77	-3,97	5,44	13,90	7,13	9,25	23,56	15,87	12,06	11,20	0,47	-4,7
16	-1,65	-5,45	3,43	11,37	8,98	8,92	20,17	17,80	12,73	9,56	1,33	0,3
17	-0,07	-5,04	2,96	9,87	10,54	9,78	18,30	17,18	12,83	6,82	-0,35	3,8
18	-2,70	-1,19	3,88	10,10	6,39	10,87	19,75	18,64	11,95	6,35	-4,36	7,0
19	-0,63	0,60	7,02	11,96	4,46	13,45	17,40	20,91	10,26	8,07	-4,80	1,4
20	0,09	0,68	8,76	13,19	5,53	11,57	14,09	16 78	10,30	8,75	-3,66	1,2
21	0,02	-0,54	9,39	12,37	6,83	11,86	12,58	15,74	12,96	11,27	-3,55	3,1
22	1.07	-0,30	2,12	13,55	5,99	15,40	12,88	15,75	10,79	7,60	-3,12	1,4
23	0,39	-0,21	2,62	11,38	6,68	16,77	14,44	15,68	12,97	5,75	-1,30	-2,3
24	-1,00	0,76	2,32	11,46	8,18	18,31	14,58	18,12	13,95	5,16	0,40	-2,9
25	1,56	1,88	3,56	12,63	10,78	16.64	16,93	15,05	14,42	2,48	1,97	-2,7
26	-1,46	1,39	3.23	11,82	13,34	16,57	21,13	13,98	13,12	3,07	3,43	2,7
27	0,43	1,30	4.97	10,10	14,06	17,40	19,24	15,90	11,35	5,15	5,03	5,4
28	3,93	1,60	8,82	5,05	16,80	19,09	15,40	16,37	8,58	6,43	3,60	2,3
29	1,49		8,60	6,61	18,15	20,24	15,42	17,16	6,38	5,00	3,38	2,2
30	-1,50		5,62	6,65	16,68	21,70	17,20	17,48	8,07	4,93	3,30	0,8
31	-0,38		6,83		16,65		17,11	18,66		5,16		-1,4
Durchſchnitt	-0,20	-0,84	4,29	10,27	8,09	14,66	18,05	16,30	13,19	7,75	1,89	-1,4
Minimum	-7,8	-9,9	-3,9	-1,5	-1,0	5,2	6,3	7,1	3,8	0,3	-6,1	-12,3
Maximum	9,1	6,9	16,0	19,7	24,6	27,7	31,2	28,3	25,7	16,8	11,3	9,4

Lufttemperatur im Jahr 1903.

Tages- und Monatsmittel nach den Registrierungen des tellurischen Observatoriums in Bern.

Tage	Januar	Februar	März	April	Mai	Juni	Juli	August	September	Oktober	November	Dezember
1	-1,70	-1,21	4,48	4,66	7,04	15,44	16,71	14,73	19,39	15,77	5,54	-0,94
2	-1,74	0,12	3,87	5,86	5,91	15,50	19,88	17,18	20,47	12,56	5,73	-0,70
3	3,60	-1,93	3,76	4,78	10,63	13,88	21,58	16,70	20,43	11,43	5,40	-2,63
4	6,65	-5,23	3,74	6,01	11,42	10,81	19,27	17,00	20,67	14,79	4,91	-4,30
5	7,21	-6,41	5,42	5,82	11,45	13,94	18,66	18,66	20,60	16,86	6,18	-1,78
6	2,85	-5,26	5,01	5,34	11,20	15,17	16,18	17,88	20,26	17,43	4,80	0,56
7	1,92	-5,40	1,76	8,62	11,09	14,57	12,94	17,23	19,63	14,65	3,77	-1,18
8	1,37	-2,86	-0,23	4,29	8,81	8,43	10,46	18,98	16,55	13,78	3,08	0,52
9	2,93	3,66	0,74	1,70	10,07	13,04	12,46	21,15	17,88	11,47	1,74	-0,46
10	3,85	3,14	0,83	2,51	9,17	13,10	14,11	15,63	13,25	6,78	5,24	1,94
11	2,64	1,15	2,19	4,35	10,27	12,50	17,18	16,01	11,28	6,60	5,10	1,63
12	-1,22	1,25	3,48	4,33	8,62	13,14	20,41	18,46	10,55	9,03	3,59	0,88
13	-5,22	1,60	3,80	5,25	9,21	13,55	18,14	18,34	8,19	12,44	3,60	0,10
14	-6,93	-0,20	4,56	1,94	10,65	9,69	17,54	19,56	6,52	10,94	2,71	0,90
15	-8,44	1,91	5,38	4,73	10,73	9,83	18,28	14,65	6,47	9,89	4,91	0,45
16	-9,38	0,91	6,01	1,54	11,14	12,01	20,22	12,57	7,57	11,61	3,60	-2,25
17	-9,01	-3,01	4,67	-0,29	10,17	12,11	16,89	12,64	8,92	6,87	0,57	-2,05
18	-6,06	-2,75	3,89	0,11	8,91	14,97	16,65	16,00	8,40	5,39	0,05	-3,16
19	-3,57	0,48	4,05	0,13	8,93	13,56	14,56	12,53	10,00	5,64	0,45	-3,47
20	-4,45	2,94	4,70	3,09	11,85	13,45	13,98	14,02	10,75	3,12	0,90	-4,10
21	-6,76	4,53	7,09	6,75	15,09	11,65	13,59	18,28	11,61	6,23	2,61	-3,65
22	-7,53	8,45	8,95	8,42	16,58	9,26	16,38	19,80	13,36	7,86	4,20	-4,00
23	-5,80	8,41	9,66	4,71	18,57	11,98	17,24	17,52	15,23	7,38	5,36	-4,45
24	-4,51	3,33	9,56	4,34	18,45	12,80	13,51	15,75	13,44	5,33	3,40	-4,80
25	-3,24	3,34	10,09	4,41	17,67	16,72	14,92	14,30	14,03	3,85	5,18	-4,45
26	-1,07	4,37	10,53	6,59	16,17	17,69	14,23	14,43	14,26	6,32	2,15	-2,51
27	-0,23	5,51	8,97	6,97	13,73	18,39	15,68	14,68	14,48	8,53	2,60	-3,12
28	-0,06	5,94	7,54	8,58	15,94	19,63	15,35	17,08	15,25	7,78	3,99	-2,73
29	1,05		8,40	6,70	18,38	21,48	17,16	18,90	14,87	8,70	1,36	-6,68
30	-2,10		6,69	9,05	17,53	17,25	13,53	17,00	15,19	5,08	-0,63	-7,46
31	-3,40		3,88		17,96		12,17	17,08		5,12		-6,96
Durchschnitt	-1,98	0,96	5,27	4,71	12,36	13,85	16,12	16,60	13,98	9,36	3,40	-2,29
Minimum	-11,4	-11,2	-3,8	-3,5	1,9	5,4	7,2	7,4	3,7	-1,8	-2,5	-8,4
Maximum	11,2	13,8	20,0	16,7	25,6	28,1	28,1	28,2	27,6	23,1	10,4	4,1

Niederſchläge im Jahr 1900 der Station Bern.

Tägliche und monatliche Menge nach den Annalen der ſchweize meteorologiſchen Central-Anſtalt.

Tage	Januar	Februar	März	April	Mai	Juni	Juli	August	September	Oktober	November	Dezember
1	1,1	.	5,4	.	.	.	.	.	.	.	7,3	.
2	0,4	1,5	.	0,4	.	.	.	.	6,3	2,0	0,1	.
3	17,2	0,3	1,2	.	4,8	.	47,0	0,1	2,3	8,9	2,8	.
4	11,6	.	1,4	2,5	.	.	9,9	.	.	4,9	0,8	17,4
5	6,7	.	.	2,7	.	8,0	0,2	0,2	.	3,6	.	16,0
6	.	7,2	.	2,5	.	6,4	3,6	.	.	.	0,6	7,0
7	.	.	.	2,2	19,0	2,2	3,7	53,7	0,1	.	2,5	3,4
8	1,7	.	.	3,3	1,2	0,1	0,4	0,8	3,4	.	.	.
9	.	3,4	.	.	0,5	.	.	0,1	.	.	0,1	.
10	3,7	1,2	.	.	.	.	.	.	.	4,6	15,0	.
11	3,3	2,5	.	.	.	.	.	0,1	.	.	0,3	.
12	0,5	19,4	.	1,7	0,6	3,7	.	.	.	0,2	.	.
13	.	4,1	.	2,2	6,5	14,0	.	.	.	0,3	.	.
14	.	1,5	.	.	5,1	.	.	.	.	2,0	1,4	.
15	1,8	0,1	.	.	1,2	.	.	.	.	.	0,5	.
16	10,1	4,3	.	6,2	.	.	.	.	.	.	7,3	.
17	13,2	.	6,3	.	.	.	.	4,4	2,4	7,9	2,4	.
18	5,0	1,7	0,3	.	.	13,0	.	.	0,5	1,1	7,8	.
19	.	11,9	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
20	.	2,4	.	.	.	7,8	.	3,0	.	0,4	.	.
21	4,3	0,8	.	.	.	0,2	.	11,9	.	0,7	.	1,
22	3,2	1,3	.	.	.	10,8	.	8,5	.	1,1	.	1,
23	.	0,7	6,9	0,1	22,3	.	.	4,3	.	.	0,1	0,
24	7,1	.	8,9	1,8	9,1	.	.	24,3	4,8	.	.	.
25	2,9	.	0,3	.	8,9	.	.	0,1	1,0	.	3,0	.
26	.	13,6	0,3	.	3,1	7,0	.	6,5	0,1	6,7	.	.
27	13,1	0,6	12,7	0,5	.	.	.	11,8	2,6	0,4	.	1,
28	0,8	1,2	.	1,9	.	.	.	7,5	11,4	0,1	.	7,
29	0,7		1,5	0,5	.	.	25,1	0,3	0,4	10,1	.	1,
30	.		1,9	13,7	.	.	0,6	.	1,1	.	.	0,
31	.		0,3		.		.	.		.		4,
Summe	108,4	79,7	47,4	42,2	83,0	73,2	90,5	137,7	36,4	55,2	51,2	64
Minimum	0,4	0,1	0,3	0,1	0,5	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0
Maximum	17,2	19,4	12,7	13,7	22,3	14,0	47,0	53,7	11,4	10,1	15,0	17

liederschläge im Jahr 1901 der Station Bern.

che und monatliche Menge nach den Annalen der schweizer. meteorologischen Central-Anstalt.

	Januar	Februar	März	April	Mai	Juni	Juli	August	September	Oktober	November	Dezember
	0,8	3,6	3,2	9,8	.	.	4,6	10,0	26,3	1,2	.	.
	.	1,8	10,5	.	.	12,2	15,6	11,7	0,8	0,1	.	.
	.	.	11,8	.	3,4	1,8	0,1	.	6,0	3,7	.	0,6
	.	1,4	5,5	.	.	27,0	13,4	.	8,4	0,3	.	.
	.	1,4	2,9	35,5	.	.	0,8	.	.	.	.	.
	.	.	3,0	7,5	1,0	.	1,0	2,8	1,1	12,8	.	.
	.	0,2	.	25,0	7,7	.	.	.	.	13,8	.	.
	.	.	.	0,1	1,9	4,6	.	.	.	3,6	.	15,6
	.	.	.	26,2	.	21,2	.	.	3,2	9,0	.	14,8
	.	.	1,0	12,1	1,0	6,7	.	1,1	3,6	.	.	2,5
	.	.	.	2,5	0,3	.	.	4,3	24,7	.	.	4,5
	.	.	3,8	20,3	.	.	.	12,5	7,4	.	.	.
	.	1,4	.	1,1	.	2,5	.	.	6,0	.	17,0	4,9
	.	.	.	7,6	.	17,1	7,0	.	11,3	.	.	1,5
	.	.	.	1,3	.	23,3	1,3	4,2	1,3	.	7,9	2,5
	.	4,3	0,5	5,9	.	3,8	.	1,2	.	.	19,8	.
	.	3,9	.	5,1	.	11,7	.	.	8,3	0,3	.	.
	.	.	.	.	.	8,1	.	.	.	.	.	.
	.	.	.	.	.	0,7	.	.	.	0,2	.	.
	3,9	.	19,9	.	.	.	.	.	.	0,5	.	.
	1,4	.	2,6	.	.	.	13,5	.	.	.	.	.
	.	.	.	.	.	.	0,9	.	.	12,2	1,2	.
	.	.	.	.	0,3	12,0	13,8	.	.	0,4	2,0	.
	.	.	.	.	.	4,2	0,4	.	4,9	.	.	0,5
	.	.	0,1	.	.	.	.	16,8	21,3	.	.	3,4
	6,0	.	7,3	2,1	1,1	.	.	9,9	4,3	.	.	.
	5,4	.	1,9	.	.	.	15,4	0,3	.	.	.	1,2
	7,2	1,7	1,9	7,6	.	.	9,7	8,1	.	.	.	1,9
	2,0		0,5	13,6	.	3,7	10,2	.	.	.	.	12,2
	.		.	1,7	0,3	12,0	17,9	.	.	.	.	.
	.		.		.		.	.		.		.
	26,7	19,6	76,3	184,5	17,0	172,6	125,6	82,9	138,9	58,1	47,9	66,1
	0,8	0,3	0,1	0,1	0,3	0,7	0,1	0,3	0,8	0,1	1,2	0,5
	7,2	4,3	19,9	35,5	7,7	27,0	17,9	16,8	26,3	13,8	19,8	15,6

Niederschläge im Jahr 1902.

Tägliche und monatliche Menge nach den Registrierungen des telluriſchen Obſervatoriums in Bern.

Tage	Januar	Februar	März	April	Mai	Juni	Juli	August	September	Oktober	November	Dezember
1	.	1,90	1,42	.	7,04	.	0,50	6,09	2,10	6,76	.	0
2	4,66	.	11,38	0,90	1,36	.	35,60	35,48	.	11,20	.	0
3	2,24	.	.	4,32	6,61	.	.	0,42	.	.	.	0
4	.	9,20	0,30	1,77	7,74	2,85	.	.	.	0,47	.	0
5	0,60	.	.	.	8,63	0,15	.	1,10	10,12	1,41	.	0
6	.	2,37	.	.	7,16	.	.	.	23,18	9,90	.	0
7	.	9,73	.	.	4,86	0,93	.	6,40	.	0,13	.	.
8	.	3,90	.	.	.	8,27	.	0,70	.	0,61	1,20	0
9	.	15,16	8,22	.	7,31	.	.	0,80	.	0,43	.	.
10	.	5,94	7,18	2,80	1,49	6,00	10,40	.	8,03	1,32	9,30	.
11	.	1,40	.	5,30	1,70	1,36	.	13,00	12,80	13,80	.	.
12	.	5,80	.	.	0,90	3,39	.	1,10	14,61	15,38	.	.
13	.	4,66	.	3,30	2,38	1,05	.	.	20,96	.	0,30	.
14	.	9,10	.	.	2,72	2,80	.	0,70	.	5,49	.	.
15	.	4,14	3,90	0,10	.	3,58	7,50	.	.	1,31	.	.
16	.	.	1,46	9,01	2,66	9,25	3,77	.	.	7,78	.	.
17	.	.	0,34	5,04	23,58	2,30	0,92	14,10	2,72	1,82	.	.
18	.	1,10	.	1,02	29,34	0,80	.	.	3,28	1,50	2,80	.
19	.	.	.	.	7,52	.	6,20	.	.	2,80	0,10	.
20	.	.	.	7,49	0,20	2,80	2,32	33,80	.	1,30	2,50	.
21	.	.	1,10	4,01	0,50	3,50	9,81	0,20	.	5,50	.	.
22	.	.	22,42	.	6,60	.	.	.	.	.	.	.
23	.	.	9,90	8,00	.	.	.	.	.	6,30	0,40	.
24	.	.	1,08	.	.	.	8,00	.	.	.	.	.
25	12,14	.	5,76	.	.	.	.	29,93	.	.	4,40	.
26	6,26	2,30	8,17	23,15	0,20	.	.	2,27	.	.	9,16	.
27	8,29	13,40	9,31	1,25	.	.	2,00	4,18	.	.	0,44	.
28	5,76	2,20	5,05	5,10	.	.	.	2,01	.	4,30	.	.
29	4,75		4,86	1,20	0,30	.	.	.	0,10	.	4,20	.
30	0,70		4,55	.	.	.	.	.	.	.	.	.
31	.		2,70		.		5,10	.		.		
Summe	45,40	91,30	109,10	83,80	131,00	49,20	92,20	152,60	98,00	99,20	35,70	
Minimum	0,60	1,00	0,30	0,10	0,20	0,15	0,50	0,20	0,10	0,13	0,10	
Maximum	12,14	13,40	22,42	23,15	29,34	9,25	35,60	35,48	23,18	15,38	9,30	

Niederschläge im Jahr 1903.

liche und monatliche Menge nach den Registrierungen des telluriſchen Obſervatoriums in Bern.

	Januar	Februar	März	April	Mai	Juni	Juli	August	September	Oktober	November	Dezember
	.	7,06	.	.	5,86	6,33	0,09	.	.	2,54	.	1,20
	1,84	24,04	4,40	2,41	9,84	2,88	.	.	.	6,86	1,10	0,50
	8,32	.	6,77	2,49	.	0,71	0,20	6,70	.	3,02	.	.
	2,36	.	2,43	.	9,88	1,08	.	.	.	1,38	.	.
	5,08	.	.	4,80	4,32	.	37,11	.	.	.	.	2,36
	.	.	5,85	.	0,78	.	13,23	.	.	.	.	7,14
	.	.	0,15	.	5,52	.	1,46	.	.	.	.	0,78
	.	.	4,56	6,38	4,10	5,10	1,32	.	.	.	.	4,42
	.	.	0,50	3,38	7,40	.	3,48	6,87	.	7,25	0,13	0,66
	0,20	.	.	0,14	4,33	4,50	.	29,03	2,60	7,55	2,57	12,62
	10,35	.	.	0,10	0,97	3,41	.	.	.	.	2,50	15,26
	7,02	.	.	.	2,70	3,41	.	3,84	2,82	21,91	0,20	3,06
	0,73	.	.	.	11,80	20,10	14,00	2,76	25,41	2,49	0,30	0,50
	0,20	.	.	1,50	.	5,88	.	.	11,99	.	.	1,10
	.	5,93	.	.	2,30	0,60	.	17,89	4,67	5,00	5,95	.
	.	0,77	5,10	7,10	0,20	.	6,37	2,21	0,86	4,86	22,78	0,30
	.	.	1,70	0,25	4,40	.	7,94	3,34	.	6,21	14,09	.
	.	.	10,60	2,02	0,50	.	11,13	8,02	0,40	8,12	1,68	.
	.	.	.	.	.	6,30	12,60	33,24	.	0,31	3,00	.
	.	.	.	.	.	0,20	12,26	.	.	.	1,40	.
	.	.	.	.	.	7,24	1,30	.	.	2,36	4,59	.
	.	.	.	.	.	8,46	.	.	0,30	7,54	2,61	.
	1,40	5,80	.	6,90	.	.	25,88	2,50	.	10,67	.	.
	.	.	.	0,20	.	0,50	4,82	.	.	1,63	.	.
	.	.	.	0,20	.	.	3,50	1,20	.	.	13,60	.
	.	0,50	.	.	.	.	2,84	.	.	.	3,04	.
	.	.	1,83	.	1,20	.	1,86	.	.	.	2,16	.
	.	7,20	0,17	1,62	0,20	.	1,00	.	.	.	11,20	.
	.		0,20	11,32	.	.	4,78	.	.	0,95	2,31	.
	.		2,90	0,06	.	17,01	10,42	.	.	17,65	1,09	.
	.		2,90		0,90		5,20	.		3,50		.
me	37,30	52,00	50,00	50,30	77,80	93,71	182,79	117,60	49,00	122,09	96,30	49,90
um	0,20	0,50	0,15	0,06	0,20	0,20	0,09	1,20	0,30	0,51	0,13	0,30
mm	10,35	24,04	10,60	11,32	11,80	20,10	37,11	33,24	25,41	21,91	22,78	15,26

Lufttemperatur im Jahr 1900 der Station Bern.

Tages- und Monatsmittel nach den Annalen der schweizer. meteorologischen Central-Anstalt.

Tage	Januar	Februar	März	April	Mai	Juni	Juli	August	September	Oktober	November	Dezember
1	2,9	-2,3	0,5	-0,7	9,8	11,8	21,2	19,1	14,9	16,9	8,0	2,2
2	3,0	0,1	-6,0	-0,4	12,2	16,8	23,8	18,9	18,0	16,7	9,5	1,9
3	3,7	1,4	-3,6	1,2	14,8	18,5	17,7	18,6	13,7	13,8	7,9	2,8
4	2,4	-0,7	-6,0	3,0	12,9	20,1	11,5	15,8	12,4	13,0	6,9	2,5
5	0,7	1,2	-8,7	3,8	14,4	20,4	12,4	12,6	14,4	14,0	4,1	10,4
6	0,4	0,5	-6,7	3,6	15,9	19,1	15,8	16,2	15,1	13,8	6,4	11,5
7	0,5	1,7	-3,4	2,9	16,6	17,5	11,7	18,9	14,5	12,3	5,0	4,5
8	0,8	-0,9	-1,6	3,6	8,6	14,0	10,9	13,4	12,7	12,8	3,3	2,8
9	0,6	-0,5	0,9	2,8	9,9	16,8	12,4	16,1	16,7	12,4	5,2	-2,2
10	0,8	-1,9	3,1	4,6	11,4	19,1	13,9	17,0	14,8	13,5	4,9	-2,9
11	-0,9	-1,7	4,8	9,2	11,3	20,1	17,0	12,6	13,7	9,1	4,3	-2,8
12	-3,0	0,3	6,0	8,7	12,2	19,5	18,2	13,6	12,1	8,8	3,3	-2,0
13	-4,1	9,8	4,4	8,7	11,3	14,2	19,5	15,2	12,5	10,6	0,9	-3,2
14	-6,1	2,5	0,4	10,2	7,0	15,8	21,8	17,3	12,7	10,4	3,3	-0,3
15	-5,2	0,5	1,1	11,7	4,3	17,6	22,6	15,9	14,5	6,1	4,2	-1,2
16	2,0	4,6	1,4	11,4	4,3	18,4	23,8	16,5	16,6	4,2	5,9	-1,9
17	8,7	1,3	3,1	6,1	7,6	21,0	24,1	17,3	17,3	6,9	5,3	-3,5
18	2,4	4,3	-0,8	6,7	11,1	16,2	23,0	18,6	16,7	7,9	4,3	-3,4
19	-0,4	5,0	-0,6	8,3	10,1	18,1	23,6	20,0	18,1	6,2	3,0	-2,0
20	-1,0	3,5	2,6	9,0	10,2	16,9	24,4	17,7	17,6	4,5	2,4	-2,2
21	1,0	1,4	5,3	10,8	13,3	17,8	23,1	17,4	16,7	5,1	4,1	-0,8
22	4,3	-0,8	3,4	13,8	16,2	13,6	20,3	16,9	15,9	3,8	4,6	1,4
23	5,7	5,4	5,0	13,7	16,2	15,0	20,8	17,7	16,6	4,4	2,1	2,3
24	4,8	6,1	2,7	11,3	10,9	16,7	20,3	15,3	18,3	4,8	3,1	4,3
25	2,6	7,4	2,1	10,9	9,6	18,3	22,7	15,8	17,4	4,2	3,3	2,6
26	2,0	7,4	0,4	5,6	8,5	11,8	25,4	17,8	16,8	5,4	3,7	0,4
27	0,4	7,2	0,8	9,6	11,9	14,9	24,8	16,2	16,9	5,5	1,3	0,8
28	-1,4	5,3	1,2	11,0	15,0	16,4	22,9	14,9	14,7	5,6	0,0	5,1
29	-2,6		0,5	12,5	15,8	18,2	22,8	14,3	13,8	6,6	2,8	2,7
30	-1,7		-0,7	10,1	11,1	19,9	18,2	13,8	15,2	10,6	1,2	3,2
31	-3,3		-1,7		10,7		18,0	14,0		6,8		3,0
Durchschnitt	0,6	2,4	0,3	7,5	11,5	17,2	19,6	16,3	15,4	8,9	4,2	1,1
Minimum	-7,2	-5,3	-12,5	-3,5	3,0	7,7	9,1	9,7	8,6	-0,4	-2,0	-5,9
Maximum	9,9	14,1	10,1	19,6	22,3	25,8	31,4	25,4	23,7	21,5	11,8	12,6

Lufttemperatur im Jahr 1901 der Station Bern.

Tages- und Monatsmittel nach den Annalen der schweizer. meteorologischen Central-Anstalt.

Tage	Januar	Februar	März	April	Mai	Juni	Juli	August	September	Oktober	November	Dezember
1	2,9	-2,9	4,7	7,2	7,7	24,3	14,8	16,3	16,6	13,2	2,5	-0,9
2	0,5	-2,5	5,1	8,7	10,4	22,8	14,4	14,2	15,8	13,7	1,8	-0,3
3	-4,0	-5,0	4,4	9,6	9,4	18,7	14,8	17,1	14,2	13,1	0,4	0,1
4	-8,7	-1,1	1,5	10,9	11,7	17,2	15,1	16,3	12,1	11,3	0,1	1,1
5	-10,8	1,3	4,3	11,5	12,8	18,9	17,9	17,9	12,5	11,9	0,3	-2,5
6	-11,7	-0,1	4,6	10,2	11,7	19,6	16,2	16,3	11,9	12,7	-0,8	-5,0
7	-10,2	-1,9	0,8	10,3	8,5	19,5	19,2	16,4	15,7	4,7	-0,8	-4,4
8	-7,5	-2,5	1,6	12,9	7,7	19,6	19,0	17,4	17,5	6,5	-1,1	1,5
9	-3,4	-3,8	1,0	11,4	8,7	16,5	20,6	20,1	18,5	11,1	1,3	7,6
10	-0,8	-5,3	0,8	6,2	7,0	16,4	20,6	21,1	17,7	8,1	1,8	2,7
11	0,0	-3,3	1,9	10,2	8,2	16,7	19,6	19,5	16,2	5,1	2,5	0,5
12	1,9	-8,6	0,6	4,5	11,8	15,8	19,8	14,0	11,0	4,1	2,7	-2,2
13	-1,5	-6,0	1,7	3,9	15,1	14,4	21,0	14,2	10,7	5,0	3,9	-1,7
14	-3,3	-11,0	3,3	5,7	15,4	13,6	21,1	17,0	9,7	6,0	4,5	-2,0
15	-5,4	-13,4	4,5	10,3	14,5	11,3	19,9	16,5	11,4	7,0	4,7	0,9
16	-6,2	-10,6	4,5	4,2	12,6	9,4	20,2	12,7	11,1	7,6	0,5	-3,9
17	-7,9	-3,9	4,3	1,8	10,3	9,3	20,0	15,6	11,5	8,9	-0,3	-3,6
18	-6,7	-5,8	5,2	2,9	12,2	7,3	19,6	15,9	14,5	9,5	-1,1	-4,7
19	-5,2	-9,1	6,9	5,6	13,6	7,7	21,4	19,8	13,5	10,6	0,2	-1,3
20	1,7	-11,4	5,5	9,2	15,0	14,0	21,5	20,3	14,9	10,7	1,7	0,0
21	1,9	-13,1	1,0	12,8	16,3	17,0	20,9	16,4	17,5	9,2	3,0	1,0
22	1,4	-12,3	-2,4	12,3	15,6	18,6	18,6	16,0	15,9	8,0	4,1	-0,9
23	0,0	-9,8	-2,4	12,5	14,4	21,2	15,1	17,5	15,1	8,2	0,6	-0,4
24	-0,4	-4,5	-1,7	10,3	14,9	15,9	17,4	20,2	15,3	7,0	-3,0	0,0
25	3,8	-0,5	0,2	10,4	15,4	16,2	17,0	19,5	12,1	5,5	-3,4	2,1
26	1,9	-2,4	-0,6	11,8	16,1	16,2	16,5	16,9	13,1	5,5	-4,3	2,3
27	5,1	0,9	-3,1	10,9	17,2	17,6	16,6	12,5	14,3	6,6	-2,8	-0,6
28	3,6	4,2	-4,2	6,1	18,6	19,3	15,8	11,4	13,0	5,8	-1,6	-2,5
29	0,1		-4,5	8,3	19,3	20,9	17,2	12,4	13,6	5,4	-1,8	-0,2
30	-3,4		0,3	5,9	18,5	20,2	18,5	13,0	14,0	4,8	0,2	3,8
31	-3,5		6,9		22,4		18,9	16,6		7,1		0,3
Durchschnitt	-2,4	-5,1	1,8	8,6	13,3	16,5	18,4	16,5	14,0	8,2	0,5	-0,4
Minimum	-13,6	-19,3	-9,0	-0,2	4,6	5,0	10,9	9,2	6,8	0,4	-5,7	-8,0
Maximum	6,3	8,5	12,2	17,5	27,2	28,2	26,8	26,4	24,1	17,0	7,8	8,4

Luftdruck und Lufttemperatur der Station Beatenberg pro 1

(Nach den Annalen der ſchweizer. meteorologiſchen Centralanſtalt.)

1900	Luftdruck					Lufttemperatur						
	Mittel	Minimum		Maximum		7h	1h	9h	Mittel	Minimum		Ma
		mm	Tag	mm	Tag				1/4 (7, 1, 2, 9)	0°	Tag	0°
Januar . .	662,6	643,8	29	673,7	26	-2,4	0,7	-2,1	-1,5	-10,6	31	9,8
Februar . .	657,6	646,2	20	668,1	24	0,4	4,7	0,4	1,5	-8,0	15	18,8
März . . .	660,6	650,2	17	672,3	10	-3,1	1,2	-3,3	-2,1	-15,2	5	11,8
April . . .	664,1	652,8	8	674,1	20	3,2	7,3	2,6	3,9	-5,2	3	16,8
Mai . . .	663,3	652,8	14	670,3	28	7,1	11,5	6,8	8,1	1,8	16	21,8
Juni . . .	666,2	658,7	4	671,6	14	12,7	17,2	11,7	13,3	7,2	26	22,8
Juli . . .	668,3	662,8	12	673,7	17	14,9	19,9	13,9	15,7	4,0	8	27,4
Auguſt . .	666,7	661,9	4	673,2	11	11,9	17,4	11,9	13,3	6,6	5	21,4
September .	669,7	665,2	29	674,1	22	12,1	17,0	12,4	13,5	6,8	13	20,8
Oktober . .	667,4	656,7	26	676,7	8	6,1	10,3	6,5	7,3	-2,2	16	18,8
November .	660,5	648,0	28	671,3	1	1,6	4,2	2,1	2,5	-2,0	13	11,3
Dezember .	667,0	652,3	31	676,1	16	0,6	3,6	1,3	1,7	-3,2	8	8,6
Jahr . . .	664,5	643,8	I	676,7	X	5,4	9,6	5,3	6,4	-15,2	III	27,4

Niederſchlag und Witterung der Station Beatenberg pro 19

(Nach den Annalen der ſchweizer. meteorologiſchen Centralanſtalt.)

1900	Niederſchlag			Zahl der Tage						
	Summe	Maximum		Regen und Schnee	Regen u. Schnee Niederſchlagsmge = 1,0 mm und mehr	Schnee	Hagel	Gewitter	Nebel	heiter
		mm	Tag							
Januar . .	167	18	18	20	20	17	.	.	6	1
Februar . .	138	24	12	18	18	13	.	1	6	1
März . . .	99	15	17	15	14	15	.	.	9	3
April . . .	128	20	30	16	15	7	.	1	6	4
Mai . . .	145	23	24	19	18	.	.	2	7	1
Juni . . .	146	43	6	17	14	.	.	5	0	2
Juli . . .	197	55	3	14	13	.	.	8	4	7
Auguſt . .	105	23	24	14	13	.	.	7	7	3
September .	39	9	3	11	9	.	.	1	1	7
Oktober . .	45	8	29	15	11	2	.	.	3	8
November .	60	19	10	15	10	5	.	.	12	2
Dezember .	103	36	4	11	10	7	.	.	4	11
Jahr	1372	55	VII	185	165	66	.	25	65	

Lufttemperatur im Jahr 1903.

Tages- und Monatsmittel nach den Registrierungen des telluriſchen Obſervatoriums in Bern.

Tage	Januar	Februar	März	April	Mai	Juni	Juli	August	September	Oktober	November	Dezember
1	-1,70	-1,21	4,48	4,66	7,04	15,44	16,71	14,73	19,39	15,77	5,54	-0,94
2	-1,74	0,19	3,87	5,86	5,91	15,50	19,88	17,18	20,47	12,56	5,73	-0,70
3	3,60	-1,95	3,76	4,78	10,63	13,88	21,58	16,70	20,43	11,43	5,40	-2,63
4	6,65	-5,23	3,74	6,01	11,42	10,81	19,27	17,00	20,67	14,79	4,91	-4,50
5	7,21	-6,41	5,42	5,82	11,45	13,94	18,66	18,66	20,60	16,86	6,18	-1,78
6	2,85	-5,26	5,01	5,34	11,20	15,17	16,18	17,88	20,26	17,43	4,80	0,56
7	1,93	-5,40	1,76	8,62	11,09	14,57	12,94	17,23	19,63	14,65	3,77	-1,18
8	1,37	-2,86	-0,23	4,29	8,81	8,43	10,46	18,98	16,55	13,78	3,08	0,52
9	2,93	3,66	0,74	1,70	10,07	13,04	12,46	21,15	17,88	11,47	1,74	-0,46
10	3,85	3,14	0,83	2,51	9,17	13,10	14,11	15,63	13,25	6,78	5,24	1,94
11	2,64	1,15	2,19	4,35	10,27	12,50	17,18	16,01	11,28	6,60	5,10	1,63
12	-1,22	1,25	3,48	4,33	8,62	13,14	20,41	18,46	10,55	9,93	3,39	0,88
13	-5,12	1,60	3,80	5,25	9,21	13,55	18,14	18,34	8,19	12,44	3,60	0,10
14	-6,93	-0,20	4,56	1,94	10,65	9,89	17,54	19,56	6,52	10,94	2,71	0,90
15	-8,44	1,91	5,38	4,73	10,73	9,83	18,28	14,65	6,47	9,89	4,91	0,43
16	-9,38	0,91	6,01	1,54	11,14	12,01	20,22	12,57	7,57	11,61	3,60	-2,25
17	-9,01	-3,01	4,67	-0,29	10,17	12,11	16,89	12,64	8,92	6,87	0,57	-2,93
18	-6,06	-2,75	3,89	0,11	8,91	14,97	16,65	16,00	8,40	5,39	0,05	-3,16
19	-3,57	0,48	4,05	0,13	8,93	13,56	14,56	12,53	10,00	5,64	0,45	-3,47
20	-4,45	2,94	4,70	3,09	11,85	13,45	13,98	14,02	10,75	3,12	0,90	-4,10
21	-6,76	4,53	7,09	6,75	15,09	11,65	13,59	18,28	11,61	6,23	2,61	-3,65
22	-7,53	8,45	8,95	8,42	16,58	9,26	16,38	19,80	13,36	7,86	4,20	-4,00
23	-5,80	8,41	9,66	4,71	18,57	11,98	17,24	17,52	15,23	7,38	5,36	-4,45
24	-4,51	3,33	9,58	4,34	18,45	12,80	13,51	15,75	13,44	5,33	3,40	-4,80
25	-3,24	3,34	10,09	4,41	17,67	16,72	14,92	14,30	14,03	3,85	5,18	-4,45
26	-1,07	4,37	10,53	6,59	16,17	17,69	14,23	14,43	14,26	6,32	2,15	-2,51
27	-0,23	5,51	8,97	6,97	13,73	18,39	15,68	14,68	14,48	8,53	2,60	-3,12
28	-0,06	5,94	7,54	8,58	15,94	19,63	15,35	17,08	15,25	7,78	3,99	-2,73
29	1,05		8,40	6,70	18,38	21,48	17,16	18,90	14,87	8,70	1,36	-6,68
30	-2,10		6,69	9,05	17,53	17,25	13,53	17,00	15,19	5,08	-0,83	-7,46
31	-3,40		3,88		17,96		12,17	17,08		5,12		-6,96
Durchſchnitt	-1,88	0,96	5,27	4,71	12,36	13,85	16,12	16,60	13,98	9,36	3,40	-2,29
Minimum	-11,4	-11,2	-3,3	-3,5	1,9	5,4	7,2	7,4	3,7	-1,8	-2,5	-8,4
Maximum	11,2	13,8	20,0	16,7	25,6	28,1	28,1	28,2	27,6	23,1	10,4	4,1

Niederschläge im Jahr 1902.

Tägliche und monatliche Menge nach den Registrierungen des tellurischen Observatoriums in Bern.

Tage	Januar	Februar	März	April	Mai	Juni	Juli	August	September	Oktober	November	Dezember
1	.	1,00	1,42	.	7,04	.	0,50	6,09	2,10	6,70	.	0,35
2	4,66	.	11,38	0,90	1,36	.	35,60	35,48	.	11,20	.	3,15
3	2,24	.	.	4,33	6,61	.	.	0,43	.	.	.	3,04
4	.	9,20	0,30	1,77	7,74	2,85	.	.	.	0,47	.	6,36
5	0,60	.	.	.	8,83	0,15	.	1,10	10,12	1,41	.	0,20
6	.	2,37	.	.	7,16	.	.	.	23,18	9,99	.	0,30
7	.	9,73	.	.	4,86	0,93	.	6,40	.	0,13	.	.
8	.	3,90	.	.	.	8,27	.	0,70	.	0,61	1,30	0,80
9	.	15,16	8,22	.	7,31	.	.	0,80	.	0,49	.	.
10	.	5,84	7,18	2,80	1,49	6,00	10,40	.	8,03	1,32	9,30	.
11	.	1,40	.	5,30	1,70	1,56	.	13,09	12,80	13,80	.	.
12	.	5,80	.	.	0,90	3,39	.	1,10	14,61	15,58	.	.
13	.	4,66	.	3,20	2,38	1,05	.	.	20,96	.	0,30	.
14	.	9,10	.	.	2,72	2,80	.	0,70	.	5,49	.	.
15	.	4,14	3,90	0,10	.	3,55	7,50	.	.	1,31	.	1,80
16	.	.	1,46	9,01	2,66	9,25	3,77	.	.	7,78	.	.
17	.	.	0,34	5,04	23,58	2,30	0,93	14,10	2,72	1,82	.	5,30
18	.	1,10	.	1,02	29,34	0,80	.	.	3,28	1,60	2,90	9,71
19	.	.	.	.	7,52	.	6,20	.	.	2,60	0,10	6,70
20	.	.	.	7,49	0,20	2,80	2,39	33,80	.	1,30	2,60	0,89
21	.	.	1,10	4,01	0,50	3,50	9,81	0,20	.	5,60	.	10,20
22	.	.	22,42	.	6,60	.	.	.	.	.	.	.
23	.	.	9,90	8,00	.	.	.	.	.	6,30	0,40	.
24	.	.	1,08	.	.	.	8,00	.	.	.	.	.
25	12,14	.	5,76	.	.	.	.	29,93	.	.	4,40	.
26	6,26	2,30	8,17	23,15	0,20	.	.	2,27	.	.	9,16	0,60
27	8,29	13,40	9,31	1,25	.	.	2,00	4,18	.	.	0,44	.
28	5,76	2,20	5,05	5,10	.	.	.	2,02	.	4,30	.	.
29	4,75		4,86	1,20	0,30	.	.	.	0,20	.	4,80	5,30
30	0,70		4,55	.	.	.	.	.	.	.	.	.
31	.		2,70		.		5,10	.		.		.
Summe	45,40	91,30	199,10	83,80	131,00	49,20	92,20	152,60	98,00	99,80	35,70	55,10
Minimum	0,60	1,00	0,30	0,10	0,20	0,15	0,50	0,20	0,20	0,13	0,10	0,20
Maximum	12,14	13,40	22,42	23,15	29,34	9,25	35,60	35,48	23,18	15,58	9,30	10,20

Niederschläge im Jahr 1903.

Tägliche und monatliche Menge nach den Registrierungen des telluriſchen Obſervatoriums in Bern.

Tage	Januar	Februar	März	April	Mai	Juni	Juli	Auguſt	September	Oktober	November	Dezember
1	.	7,06	.	.	5,86	6,33	0,09	.	.	2,54	.	1,20
2	1,64	24,04	4,40	2,41	9,84	2,88	.	.	.	6,86	1,10	0,50
3	8,32	.	6,77	2,49	.	0,71	0,20	6,70	.	3,02	.	.
4	2,36	.	2,43	.	9,88	1,08	.	.	.	1,38	.	.
5	5,08	.	.	4,80	4,32	.	37,11	.	.	.	.	2,36
6	.	.	5,85	.	0,78	.	13,23	.	.	.	.	7,14
7	.	.	0,15	.	5,52	.	1,46	.	.	.	.	0,78
8	.	.	4,50	6,38	4,10	5,10	1,32	.	.	.	.	4,42
9	.	.	0,50	3,38	7,40	.	3,48	6,87	.	7,25	0,13	0,66
10	0,20	.	.	0,14	4,33	4,50	.	29,03	2,60	7,55	2,57	12,62
11	10,35	.	.	0,10	0,97	3,41	.	.	.	.	2,50	15,26
12	7,02	.	.	.	2,70	3,41	.	3,84	2,82	21,91	0,20	3,06
13	0,73	.	.	.	11,80	20,10	14,00	2,76	25,41	2,49	0,30	0,50
14	0,20	.	.	1,50	.	5,88	.	.	11,99	.	.	1,10
15	.	5,93	.	.	2,30	0,60	.	17,89	4,82	5,00	5,95	.
16	.	0,77	5,10	7,10	0,20	.	6,37	2,21	0,86	4,86	22,78	0,30
17	.	.	1,70	0,28	4,40	.	7,94	3,34	.	6,21	14,09	.
18	.	.	10,60	2,02	0,50	.	11,13	8,02	0,40	8,12	1,68	.
19	.	.	.	.	.	6,30	12,60	33,24	.	0,51	3,00	.
20	.	.	.	.	.	0,20	12,26	.	.	.	1,40	.
21	.	.	.	.	.	7,24	1,30	.	.	2,36	4,59	.
22	.	.	.	.	.	8,46	.	.	0,30	7,54	2,61	.
23	1,40	5,80	.	6,90	.	.	25,88	2,50	.	10,67	.	.
24	.	.	.	0,20	.	0,50	4,82	.	.	1,83	.	.
25	.	.	.	0,20	.	.	3,50	1,20	.	.	13,60	.
26	.	0,50	.	.	.	.	2,84	.	.	.	3,04	.
27	.	.	1,83	.	1,80	.	1,86	.	.	.	2,16	.
28	.	7,90	0,17	1,62	0,10	.	1,00	.	.	.	11,20	.
29	.		0,20	11,32	.	.	4,78	.	.	0,95	2,31	.
30	.		2,90	0,06	.	17,01	10,42	.	.	17,65	1,09	.
31	.		2,90		0,90		5,20	.		3,50		.
Summe	37,30	52,00	50,00	50,90	77,60	93,71	182,79	117,60	49,00	122,00	96,30	49,90
Minimum	0,20	0,50	0,15	0,06	0,20	0,20	0,09	1,20	0,30	0,51	0,13	0,30
Maximum	10,35	24,04	10,60	11,32	11,80	20,10	37,11	33,24	25,41	21,91	22,78	15,26

Witterung pro 1900—1901 der Station Bern.

(Nach den Annalen der schweizer. meteorologischen Central-Anstalt.)

Monat	Zahl der Tage								
	Regen und Schnee	Regen und Schnee Niederschlagsmenge = 1,0 mm. und mehr	Schnee	Hagel	Gewitter	Nebel	starker Wind	heiter	trübe
1900									
Januar . .	20	16	13	.	.	8	7	.	23
Februar . .	19	15	11	.	1	8	8	.	19
März. . .	13	9	11	.	.	11	8	.	10
April . . .	14	11	3	.	1	2	7	4	13
Mai . . .	12	10	.	.	.	3	11	3	14
Juni . . .	9	9	.	1	4	.	5	2	8
Juli . . .	7	5	.	.	9	1	7	7	8
August . .	12	10	.	.	6	5	12	5	10
September .	11	9	.	.	1	13	4	2	9
Oktober . .	15	11	.	.	.	16	2	3	11
November .	13	9	1	.	.	21	1	.	25
Dezember .	12	10	2	.	.	18	4	.	23
Jahr	**157**	**124**	**41**	**1**	**22**	**106**	**76**	**26**	**173**
1901									
Januar . .	7	6	4	.	.	16	8	1	14
Februar . .	9	8	8	.	.	7	5	4	9
März. . .	15	13	12	.	.	3	5	1	19
April . . .	17	17	2	.	5	5	10	4	14
Mai . . .	9	6	.	1	1	2	9	4	5
Juni . . .	17	16	.	1	7	2	8	2	13
Juli . . .	15	12	.	1	7	1	3	7	12
August . .	12	11	.	.	3	5	11	7	8
September .	16	15	.	.	5	6	2	.	16
Oktober . .	11	7	.	.	.	17	5	.	20
November .	5	5	3	.	.	13	5	.	17
Dezember .	13	11	9	.	.	9	4	.	19
Jahr	**146**	**127**	**38**	**3**	**28**	**86**	**75**	**30**	**166**

Witterung pro 1902—1903 der Station Bern.

(Nach den Angaben der schweizer. meteorologischen Central-Anstalt.)

Monat	Zahl der Tage								
	Regen und Schnee	Regen und Schnee Niederschlagsmenge = 1,0 mm. und mehr	Schnee	Hagel	Gewitter	Nebel	starker Wind	heiter	trübe
1902									
Januar . .	10	7	7	.	.	11	7	4	15
Februar . .	19	17	12	.	.	11	4	.	19
März . . .	19	18	8	.	.	12	8	8	16
April . . .	13	12	.	.	2	5	5	2	15
Mai . . .	21	17	1	.	.	1	8	2	18
Juni . . .	15	13	.	2	2	.	8	6	14
Juli . . .	13	12	.	.	6	2	5	9	8
August . .	18	16	.	1	5	3	4	1	11
September .	10	9	.	.	2	15	5	5	9
Oktober . .	19	16	.	.	.	13	3	.	25
November .	11	8	4	.	.	19	2	.	23
Dezember .	15	13	10	.	.	12	6	.	21
Jahr	**183**	**158**	**42**	**3**	**17**	**104**	**65**	**37**	**194**
1903									
Januar . .	8	6	4	.	.	15	3	3	17
Februar . .	6	5	3	.	.	11	2	7	6
März . . .	12	11	5	.	.	11	7	7	9
April . . .	15	13	8	.	.	2	7	0	17
Mai . . .	13	12	.	3	5	3	5	8	6
Juni . . .	17	13	.	.	4	2	4	5	14
Juli . . .	19	17	.	.	7	0	6	5	11
August . .	11	11	.	.	3	3	6	7	6
September .	8	6	.	.	.	10	1	3	9
Oktober . .	20	20	.	.	1	6	5	3	12
November .	19	17	8	.	.	12	7	0	22
Dezember .	10	7	8	.	.	14	0	0	27
Jahr	**158**	**138**	**36**	**3**	**20**	**89**	**53**	**48**	**156**

A. Getreideernte im Jahr 1902.

Durchschnittserträge der Fruchtarten an **Körnern** per Hektar und per Jucharte nach Amtsbezirken und Landesteilen.

Amtsbezirke und Landesteile	Weizen		Korn		Roggen		Gerste		Hafer		Ge... Dur...
	Ertrag in Doppelzentnern per										
	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.
Oberhasle	11,5	4,1	18,0	6,5	10,5	3,8	17,0	6,1	17,0	6,1	11,8
Interlaken	18,8	6,8	16,4	5,9	16,6	6,0	15,6	5,6	12,7	4,8	16,0
Frutigen	11,2	4,0	12,0	4,3	10,5	3,8	?	?	11,0	4,0	11,8
Saanen	?	?	.	.	.	.	?	?	?	?	?
Obersimmenthal	8,0	2,9	6,0	2,2	.	.	6,0	2,2	8,0	2,9	7,8
Niedersimmenthal	12,5	4,5	13,4	4,8	13,0	4,7	14,0	5,0	11,5	4,1	12,8
Thun	17,9	6,4	20,6	7,4	17,8	6,4	15,9	5,7	19,0	6,8	19,2
Oberland	**16,0**	**5,8**	**19,4**	**7,0**	**16,2**	**5,8**	**15,6**	**5,6**	**16,7**	**6,0**	**17,5**
Signau	15,2	5,5	16,9	6,1	13,4	4,8	11,3	4,1	14,0	5,0	15,3
Trachselwald	14,0	5,0	18,6	6,7	13,8	5,0	8,0	2,9	13,2	4,8	16,2
Emmenthal	**14,6**	**5,3**	**17,9**	**6,4**	**13,7**	**4,9**	**9,4**	**3,4**	**13,5**	**4,8**	**15,8**
Konolfingen	18,3	6,6	22,6	8,1	17,3	6,2	15,0	5,4	21,3	7,7	20,8
Seftigen	17,4	6,3	18,3	6,6	15,5	5,6	12,3	4,4	17,7	6,4	17,6
Schwarzenburg	14,8	5,3	15,0	5,4	11,5	4,1	10,7	3,9	15,8	5,7	14,8
Laupen	15,0	5,4	16,5	5,9	15,0	5,4	11,0	4,0	19,0	6,8	15,8
Bern	17,8	6,4	21,6	7,8	20,8	7,5	21,0	7,6	21,5	7,7	20,5
Fraubrunnen	17,5	6,3	21,7	7,8	16,1	5,8	17,0	6,1	19,9	7,2	18,8
Burgdorf	15,0	5,4	20,6	7,4	13,7	4,9	13,9	5,0	18,2	6,5	17,8
Mittelland	**16,5**	**5,9**	**20,0**	**7,2**	**16,2**	**5,8**	**14,3**	**5,1**	**19,0**	**6,8**	**18,1**
Aarwangen	17,1	6,2	22,5	8,1	18,1	6,5	14,7	5,3	19,2	6,9	20,1
Wangen	19,4	7,0	24,4	8,8	18,7	6,7	17,3	6,2	21,3	7,7	21,2
Oberaargau	**18,5**	**6,7**	**23,3**	**8,4**	**18,3**	**6,6**	**15,7**	**5,7**	**20,0**	**7,2**	**20,5**
Büren	14,4	5,2	18,7	6,7	16,8	6,0	13,7	4,9	18,2	6,5	17,5
Biel	15,0	5,4	15,0	5,4	17,7	6,4	13,5	4,9	20,7	7,5	17,3
Nidau	16,6	6,0	16,7	6,0	16,4	5,9	16,0	5,8	18,6	6,7	16,8
Aarberg	17,5	6,3	21,3	7,7	16,5	5,9	12,5	4,5	20,1	7,3	18,0
Erlach	16,0	5,8	14,8	5,3	15,0	4,1	16,7	6,0	18,2	6,5	16,4
Seeland	**16,5**	**5,9**	**20,0**	**7,2**	**16,4**	**5,9**	**15,1**	**5,4**	**19,2**	**6,9**	**17,8**
Neuenstadt	20,2	7,3	.	.	19,3	7,0	23,0	8,3	17,8	6,4	20,0
Courtelary	14,2	5,1	10,7	3,9	14,5	5,2	13,3	4,8	14,7	5,3	14,0
Münster	14,9	5,4	17,3	6,2	15,7	5,7	14,8	5,3	17,0	6,1	15,8
Freiberge	18,8	6,8	16,5	5,9	.	.	17,5	6,3	17,8	6,3	18,0
Pruntrut	14,8	5,3	18,0	6,5	13,2	4,8	12,2	4,4	12,2	4,4	13,0
Delsberg	14,3	5,1	17,0	6,1	12,9	4,6	15,1	5,4	16,7	6,0	15,4
Laufen	14,3	5,1	15,8	5,6	12,3	4,4	11,4	4,1	15,7	5,7	14,3
Jura	**15,0**	**5,4**	**16,5**	**5,9**	**13,5**	**4,9**	**14,4**	**5,2**	**14,8**	**5,3**	**15,0**
Kanton	**16,0**	**5,8**	**19,8**	**7,1**	**16,0**	**5,8**	**14,3**	**5,1**	**17,8**	**6,8**	**17,2**

A. Getreideernte im Jahr 1903.

Durchschnittserträge der Fruchtarten an Körnern per Hektar und per Jucharte nach Amtsbezirken und Landesteilen.

Amtsbezirke und Landesteile	Weizen		Korn		Roggen		Gerste		Hafer		Gesamt-Durchschnitt	
	Ertrag in Doppelzentnern per											
	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.
hasle	6,5	2,3	?	?	11,0	4,0	?	?	?	?	8,8	3,2
klaken	18,7	6,7	23,6	8,5	18,4	6,6	15,9	5,7	17	6,1	18,7	6,7
igen	18,7	6,7	26,0	9,4	17	6,1	?	?	18	6,5	19,9	7,2
en	?	?	.	.	.	.	?	?	?	?	?	?
simmenthal	9,5	3,4	7,0	2,5	.	.	8	2,9	?	?	8,2	3,0
rsimmenthal	12,3	4,4	13,1	4,7	12,6	4,5	14	5,0	13	4,7	13,0	4,7
t	17,0	6,1	21,0	7,6	16,5	5,9	16,1	5,8	18,9	6,8	17,9	6,4
Oberland	**13,8**	**5,0**	**18,1**	**6,5**	**15,5**	**5,6**	**13,5**	**4,9**	**16,7**	**6,0**	**15,5**	**5,6**
au	13,0	4,7	16,2	5,8	13,2	4,8	10,0	3,6	12,9	4,6	13,1	4,7
hselwald	14	5,0	18,5	6,7	14,4	5,2	8,0	2,9	14,5	5,2	13,9	5,0
Emmenthal	**13,5**	**4,9**	**17,4**	**6,3**	**13,8**	**5,0**	**9**	**3,2**	**13,7**	**4,9**	**13,5**	**4,9**
olfingen	17,8	6,4	23,1	8,3	18,9	6,8	15,7	5,7	21,1	7,6	19,3	6,9
igen	16,5	5,9	18,1	6,5	15,0	5,4	13,9	5,0	17,8	6,4	16,3	5,9
narzenburg	14,0	5,0	14,5	5,2	13,0	4,7	11,0	4,0	17,3	6,2	14,0	5,0
en	16,0	5,8	18,1	6,5	16,0	5,8	11	4,0	17,6	6,3	15,7	5,7
t	17,0	6,1	21,2	7,6	20,4	7,3	17,0	6,1	17,8	6,4	18,7	6,7
ubrunnen	17,0	6,1	18,9	6,8	16,7	6,0	16,5	5,9	18,6	6,7	17,5	6,3
gdorf	14,3	5,1	20,6	7,4	15,6	5,6	13,4	4,8	16,4	5,9	16,1	5,8
Mittelland	**16,1**	**5,8**	**19,2**	**6,9**	**16,5**	**5,9**	**14,1**	**5,1**	**18,1**	**6,5**	**16,8**	**6,0**
wangen	15,4	5,5	19,6	7,1	15,7	5,7	14,0	5,0	16,5	5,9	16,2	5,8
igen	19,9	7,2	24,2	8,7	20,8	7,5	16,4	5,9	20,3	7,3	20,3	7,3
Oberaargau	**17,7**	**6,4**	**21,3**	**7,9**	**18,3**	**6,6**	**15,2**	**5,5**	**18,4**	**6,6**	**18,3**	**6,6**
n	17,9	6,4	21,0	7,6	19,5	7,0	17,2	6,2	19,4	7,0	19,0	6,8
	17,3	6,2	15	5,4	20,0	7,2	13,5	4,9	18,3	6,6	16,8	6,0
u	17,8	6,4	17,6	6,3	18,1	6,5	17,1	6,2	20,1	7,2	18,1	6,5
erg	21,2	7,6	22,8	8,2	21,2	7,6	12,5	4,5	21,3	7,7	19,8	7,1
h	17,0	6,1	14,0	5,0	17,0	6,1	16,6	5,9	19,2	6,9	16,8	6,0
Seeland	**18,2**	**6,6**	**18,1**	**6,5**	**19,2**	**6,9**	**15,4**	**5,5**	**19,7**	**7,1**	**18,1**	**6,5**
nstadt	21,4	7,7	.	.	21,8	7,8	22,4	8,1	19,2	6,9	21,3	7,7
telarg	15,4	5,5	12,7	4,6	15,1	5,4	14,4	5,2	16,5	5,9	14,8	5,3
ster	16,0	5,8	17,1	6,2	16,1	5,8	15,3	5,5	17,8	6,4	16,5	5,9
ergen	19,1	6,9	17,3	6,2	.	.	19,6	7,1	19,6	7,1	18,9	6,8
trut	16,8	6,0	20,3	7,3	13,9	5,0	13,7	4,9	15,3	5,5	16,0	5,8
berg	16,3	5,9	18,7	6,7	12,8	4,6	15,9	5,7	18,0	6,5	16,3	5,9
n	14,0	5,0	14,7	5,3	10,9	3,9	11,3	4,1	15,3	5,5	13,2	4,8
Jura	**17,0**	**6,1**	**16,8**	**6,0**	**15,1**	**5,4**	**16,1**	**5,8**	**17,4**	**6,3**	**16,5**	**5,9**
Kanton	**16,1**	**5,8**	**18,6**	**6,7**	**16,1**	**5,8**	**13,9**	**5,0**	**17,3**	**6,2**	**16,4**	**5,9**

A. Getreideernte im Jahr 1900.

Durchschnittserträge der Fruchtarten an Stroh per Hektar und per Jucharte nach Amtsbezirken und Landesteilen.

Amtsbezirke und Landesteile	Weizen		Korn		Roggen		Gerste		Hafer		Erbsen, Bohnen
	Ertrag in Doppelzentnern per										
	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.
Oberhasle	11,0	4,0	.	.	13,0	4,7	.	.	.	.	12,5
Interlaken	26,0	9,4	25,9	9,3	26,0	9,4	18,1	6,5	20,4	7,3	24,0
Frutigen	19,3	6,9	21,7	7,8	11,3	4,1	11,0	4,0	19,3	6,9	18,5
Saanen	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Obersimmenthal	19,0	6,8	13,0	4,7	.	.	17,0	6,1	31,9	11,3	18,0
Niedersimmenthal	25,3	9,1	24,8	8,9	26,3	9,5	19,3	6,9	22,0	7,9	24,0
Thun	30,7	11,1	31,5	11,3	36,0	13,0	19,1	6,8	24,9	9,0	30,5
Oberland	**27,6**	**9,9**	**29,8**	**10,7**	**31,6**	**11,2**	**18,1**	**6,5**	**23,8**	**5,6**	**27,0**
Signau	26,2	9,4	29,9	10,8	25,9	9,3	14,8	5,3	21,6	7,8	26,8
Trachselwald	42,0	15,1	30,0	10,8	29,7	10,7	7,0	2,5	17,5	6,3	27,0
Emmenthal	**33,5**	**12,1**	**29,9**	**10,8**	**28,6**	**10,3**	**10,2**	**3,7**	**19,3**	**6,9**	**26,1**
Konolfingen	34,0	12,2	34,1	12,3	42,7	15,4	23,3	8,4	27,3	9,8	33,0
Seftigen	27,8	10,0	27,1	9,8	34,4	12,4	16,4	5,9	21,0	7,6	26,4
Schwarzenburg	23,8	8,6	23,0	8,3	25,6	9,3	15,7	5,7	20,0	7,2	22,0
Laupen	24,3	8,7	24,1	8,7	30,1	10,8	11,0	4,0	19,8	7,1	25,1
Bern	36,0	13,0	33,6	12,1	40,5	14,6	18,8	6,8	28,3	10,2	34,0
Fraubrunnen	32,0	11,5	29,4	10,6	40,3	14,5	18,0	6,5	24,7	8,9	31,0
Burgdorf	26,1	9,4	25,8	9,3	31,9	11,5	16,6	6,0	19,5	7,0	26,3
Mittelland	**29,3**	**10,5**	**29,1**	**10,5**	**36,1**	**13,0**	**18,0**	**6,5**	**23,3**	**8,4**	**29,3**
Aarwangen	34,4	12,4	32,0	11,5	37,9	13,6	21,0	7,6	24,5	8,8	32,0
Wangen	32,2	11,6	29,9	10,8	40,4	14,5	22,3	8,0	24,0	8,6	31,0
Oberaargau	**33,0**	**11,9**	**31,3**	**11,3**	**38,8**	**14,0**	**21,6**	**7,8**	**24,4**	**8,8**	**32,0**
Büren	34,3	12,3	30,4	10,9	40,5	14,5	12,4	4,5	22,9	8,2	31,0
Biel	27,8	9,8	25,0	9,0	33,7	12,1	16,5	5,9	21,0	7,5	25,0
Nidau	30,8	11,1	30,1	10,8	36,3	13,1	20,3	7,3	25,3	9,1	30,0
Aarberg	31,9	11,5	30,2	10,9	38,2	13,8	14,8	5,3	24,0	8,6	31,0
Erlach	33,5	12,1	27,6	10,0	47,2	17,0	18,7	6,7	28,4	10,2	34,0
Seeland	**32,3**	**11,6**	**30,0**	**10,8**	**39,8**	**14,3**	**17,4**	**6,3**	**25,0**	**9,0**	**31,5**
Neuenstadt	40,6	14,6	.	.	39,3	14,1	30,0	10,8	31,2	11,3	37,0
Courtelary	35,4	12,7	41,4	14,9	40,6	14,6	22,5	8,1	27,6	9,9	31,0
Münster	30,5	11,0	27,0	9,7	35,1	12,6	21,1	7,6	28,9	10,4	28,0
Freibergen	29,0	10,4	32,5	11,7	.	.	21,8	7,8	22,4	8,1	24,0
Pruntrut	28,3	10,2	35,2	12,7	25,9	9,3	17,4	6,3	21,9	7,9	25,0
Delsberg	31,1	11,2	30,1	10,8	38,7	13,9	20,2	7,3	24,2	8,7	27,0
Laufen	27,3	9,8	26,6	9,6	29,8	10,7	16,8	6,0	20,8	7,5	24,0
Jura	**30,0**	**10,8**	**29,7**	**10,7**	**30,2**	**10,9**	**20,0**	**7,2**	**23,7**	**8,5**	**26,0**
Kanton	**30,3**	**10,9**	**29,7**	**10,7**	**35,5**	**12,8**	**18,8**	**6,8**	**23,5**	**8,5**	**28,2**

A. Getreideernte im Jahr 1901.

rchschnittserträge der Fruchtarten an Stroh per Hektar nd per Jucharte nach Amtsbezirken und Landesteilen.

zirke / steile	Weizen		Korn		Roggen		Gerste		Hafer		Gesamt-Durchschnitt	
	Ertrag in Doppelzentnern per											
	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.
. . .	24.0	8,6	.	.	28,0	10,1	.	.	33,0	11 9	29,6	10,7
. . .	22,9	8,2	24,8	8,9	26,3	9.5	17,6	6,3	17,0	6,1	23,0	8 3
. . .	35,7	12,9	34,7	12 5	25	9,0	.	.	30,7	7,5	32,7	11,8
. . .	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
tal . .	17,0	6,1	13,0	4,7	.	.	14,5	5,2	25,0	9,0	16,3	5,9
ntal . .	17,5	6,3	17,4	6,3	21,0	7,6	19,5	7,0	16,4	5,9	17,5	6,3
. . .	26,9	9,7	28,0	10,4	32,3	11,6	19,4	7 0	23,0	8,3	17,4	6,3
Oberland	25.3	9,1	27,6	9,9	30,0	10,8	19,1	6 9	22,1	8 0	25.9	9,3
. . .	21,5	7,7	23,8	8,6	21,8	7,8	11,0	4,0	18,5	6,7	21,7	7,8
. . .	32,0	11,5	27,2	9,8	29,7	10,7	7,0	2,5	15,5	5,8	25,0	9,0
mmenthal	26,3	9.5	25 8	9,3	27,2	9 8	8,6	3 1	16,7	6 0	23,7	8.5
. . .	27,8	10,0	28,1	10,1	37,1	13,4	20,9	7,5	23 7	8,5	28,4	10,2
. . .	25,1	9,0	23,4	8,4	31,4	11,3	14,9	5,4	18,6	6,7	23 5	8,5
urg . .	22,0	7,9	21,5	7 7	23,8	8,6	14,7	5,3	18 3	6,6	20,4	7,3
. . .	22,6	8,1	19,6	7,1	32 0	11,5	6,0	2,2	19,3	6,9	24,0	8,6
. . .	30,6	11,0	29,2	10,5	37,2	13,4	18,3	6,6	22,4	8,1	29,6	10,7
n . . .	28,7	10,3	28,0	10,1	40,3	14,5	21,0	7,6	21,6	7,8	30,1	10,8
. . .	25,0	9,0	23,8	8,6	32,5	11,7	15.2	5 5	16,2	5,8	24,8	8,9
Mittelland	26,1	9,4	25,4	9,1	34,7	12,5	16,7	6,0	20,6	7,4	26,1	9.4
. . .	32,4	11,7	28,1	10,1	36,2	13,0	19,3	6,9	21,3	7,7	29,2	10,5
. . .	27,7	10,0	27,2	9,8	37,8	13 6	19,5	7.0	20,5	7,4	28,5	10,3
eraargau	29.5	10.6	27.9	10,0	36,7	13,2	19,3	6 9	21,0	7,6	28,9	10 4
. . .	28,4	10,2	25,8	9,3	38 9	14,0	11,4	4,1	19,8	7,1	28,6	10,1
. . .	23,3	8,4	22,5	8,1	31,3	11,3	16,0	5,8	18,3	6,6	22,5	8,1
. . .	27,3	9,8	25,0	9.0	36,8	13.2	18,3	6,6	23,2	8,4	28,1	10,1
. . .	29 3	10,5	28,2	10,2	38 3	13,8	13,0	4,7	24,2	8,7	29,7	10,7
. . .	27,2	9,8	18,8	6,8	40,2	14,5	15,7	5,7	23,8	8,6	28,4	10 2
Seeland	28,2	10,2	26,0	9,7	38 5	13.9	15,4	5 5	23,1	8,3	28,7	10,3
. . .	34,8	12,3	.	.	32 0	11,5	25,5	9,2	31,6	11,4	32,9	11,8
. . .	30,8	11,1	30,0	10,8	35,0	12,6	20,4	7,3	23,9	8 6	27,1	9,8
. . .	36,2	13,0	33,1	11,9	42,8	15,4	23,4	8,4	27,6	9 9	32,3	11,6
. . .	29,1	10,5	25,8	9,3	.	.	22,6	8,1	22,8	8,2	25,0	9,0
. . .	25,0	9,0	25,0	9,0	23,7	8,5	15,9	5,7	18,9	6,8	22,0	7,9
. . .	26,2	9,5	25,9	9,3	27,5	9,9	17,8	6,4	23,0	8,3	24,3	8,7
. . .	26,9	9,7	22,8	8,2	30,6	11.0	14 4	5,2	17,5	6,3	22,0	7,9
Jura	27.8	10.0	25.9	9,3	27,5	9.9	19 3	6,9	21,5	7,7	24,7	8.9
Kanton	27,4	9,9	26,3	9,5	33,8	12,2	17,8	6,4	20,9	7,5	26,0	9,4

A. Getreideernte im Jahr 1900.

Durchschnittserträge der Fruchtarten an **Körnern** per Hektar und per Jucharte nach Amtsbezirken und Landesteilen.

Amtsbezirke und Landesteile	Weizen		Korn		Roggen		Gerste		Hafer		Gesamt-Durchschnitt	
	Ertrag in Doppelzentnern per											
	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch
Oberhasle	4,0	1,4	?	?	7,3	2,7	?	?	?	?	5,8	2,1
Interlaken	19,7	7,1	23,3	8,4	18,6	6,7	15,4	5,5	16,8	6,0	20,4	7,3
Frutigen	15,0	5,4	14,7	5,3	13,0	4,7	11,0	4,0	14,0	5,0	14,2	5,1
Saanen	?	?	.	.	.	.	?	?	?	?	?	?
Obersimmenthal	11,0	4,0	7,0	2,5	.	.	8,0	2,9	14,0	5,0	9,8	3,5
Niedersimmenthal	14,1	5,1	14,6	5,3	13,3	4,8	13,7	4,9	12,6	4,5	13,8	5,0
Thun	17,1	6,2	21,0	7,6	15,4	5,5	14,6	5,3	18,5	6,7	19,0	6,8
Oberland	**16,1**	**5,8**	**20,0**	**7,2**	**14,9**	**5,4**	**14,4**	**5,2**	**17,0**	**6,1**	**17,8**	**6,4**
Signau	12,0	4,3	18,9	6,8	14,0	5,0	10,0	3,6	13,5	4,9	16,1	5,7
Trachselwald	14,0	5,0	19,8	7,1	14,1	5,1	9,5	3,4	13,9	5,0	16,8	6,0
Emmenthal	**12,9**	**4,6**	**19,5**	**7,0**	**14,0**	**5,0**	**9,7**	**3,5**	**13,7**	**4,9**	**16,5**	**5,9**
Konolfingen	17,5	6,3	22,1	8,0	16,7	6,0	16,0	5,8	18,7	6,7	20,0	7,2
Seftigen	18,8	6,8	18,4	6,6	16,1	5,8	12,8	4,6	14,1	5,1	17,1	6,2
Schwarzenburg	15,3	5,5	15,3	5,5	13,3	4,8	11,7	4,2	16,5	5,9	15,3	5,5
Laupen	14,5	5,2	17,1	6,2	15,4	5,5	14,0	5,0	19,5	7,0	15,8	5,7
Bern	18,9	6,8	23,3	8,4	19,6	7,1	17,5	6,3	22,4	8,1	21,2	7,6
Fraubrunnen	18,6	6,7	21,5	7,7	17,8	6,4	16,6	6,0	20,2	7,3	19,6	7,1
Burgdorf	15,3	5,5	21,0	7,6	14,9	5,4	12,4	4,5	16,6	6,0	17,7	6,4
Mittelland	**17,0**	**6,1**	**20,3**	**7,3**	**16,6**	**6,0**	**14,3**	**5,1**	**18,0**	**6,5**	**18,3**	**6,6**
Aarwangen	17,4	6,3	22,4	8,1	17,3	6,2	16,3	5,9	19,2	6,9	20,0	7,2
Wangen	19,1	6,9	24,5	8,8	18,5	6,7	17,3	6,2	21,0	7,6	21,1	7,6
Oberaargau	**18,4**	**6,6**	**23,1**	**8,3**	**17,7**	**6,4**	**16,7**	**6,0**	**20,0**	**7,2**	**20,4**	**7,3**
Büren	16,9	6,1	20,0	7,2	17,2	6,2	15,0	5,4	19,3	6,9	18,3	6,6
Biel	17,7	6,4	24,0	8,6	16,0	5,8	15,5	5,6	21,0	7,6	18,6	6,7
Nidau	16,0	5,8	17,9	6,4	16,9	6,1	16,8	6,0	17,5	6,3	16,7	6,0
Aarberg	17,4	6,3	20,6	7,4	18,7	6,7	14,2	5,1	19,5	7,0	19,0	6,9
Erlach	15,9	5,7	16,5	5,9	16,6	6,0	16,7	6,0	19,5	7,0	17,0	6,1
Seeland	**16,6**	**6,0**	**20,0**	**7,2**	**17,7**	**6,4**	**16,0**	**5,8**	**19,1**	**6,9**	**18,0**	**6,5**
Neuenstadt	19,0	6,8	.	.	16,7	6,0	19,5	7,0	15,0	5,4	18,2	6,6
Courtelary	14,6	5,3	12,2	4,4	15,9	5,7	14,2	5,1	15,4	5,5	14,8	5,3
Münster	14,4	5,2	14,4	5,2	16,7	6,0	14,4	5,2	16,7	6,0	15,3	5,5
Freibergen	16,6	6,0	13,0	4,7	.	.	15,6	5,6	15,8	5,7	16,0	5,8
Pruntrut	16,3	5,9	18,0	6,5	13,5	4,9	14,0	4,1	14,9	5,4	15,4	5,5
Delsberg	15,9	5,7	16,4	5,9	16,1	5,8	15,5	5,6	16,9	6,1	16,2	5,9
Laufen	13,1	4,7	14,1	5,1	11,5	4,1	12,0	4,0	15,9	5,7	14,2	5,1
Jura	**15,7**	**5,7**	**15,5**	**5,6**	**14,5**	**5,2**	**14,7**	**5,3**	**15,7**	**5,7**	**15,6**	**5,6**
Kanton	**16,5**	**5,9**	**20,1**	**7,2**	**16,3**	**5,9**	**14,4**	**5,2**	**17,1**	**6,2**	**17,5**	**6,3**

A. Getreideernte im Jahr 1901.

Durchschnittserträge der Fruchtarten an **Körnern** per Hektar und per Jucharte nach Amtsbezirken und Landesteilen.

Amtsbezirke und Landesteile	Weizen		Korn		Roggen		Gerste		Hafer		Gesamt-Durchschnitt	
	Ertrag in Doppelzentnern per											
	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.
Oberhasle	9,0	3,2	?	?	11,0	4,0	?	?	19,0	6,8	10,5	3,8
Interlaken	19,0	6,8	19,0	6,8	16,5	5,9	16,3	5,9	15,0	5,4	18,1	6,5
Frutigen	19,3	6,9	22,2	8,0	21	7,6	?	?	16,7	6,0	20,1	7,2
Saanen	?	?	.	.	.	.	?	?	?	?	?	?
Obersimmenthal	9,0	3,2	7,0	2,5	.	.	7,0	2,5	8,0	2,9	8,1	2,9
Niedersimmental	10,1	3,6	10,0	3,6	10,8	3,9	11,0	4,0	9,5	3,4	10,0	3,6
Thun	14,6	5,3	18,8	6,8	14,3	5,1	13,6	4,9	16,3	5,9	16,9	6,1
Oberland	14,2	5,1	18,0	6,5	14,8	5,3	13,5	4,9	14,9	5,4	16,0	5,8
Signau	9,8	3,5	13,6	4,9	11,0	4,0	8,6	3,1	11,9	4,3	12,4	4,5
Trachselwald	15,5	5,6	17,6	6,3	13,2	4,8	8,0	2,9	12,3	4,4	15,1	5,4
Emmenthal	12,4	4,5	16,1	5,8	12,7	4,6	8,3	3,0	12,1	4,4	14,1	5,1
Konolfingen	15,3	5,5	19,5	7,0	15,3	5,5	13,9	5,0	16,7	6,0	17,7	6,4
Seftigen	15,0	5,4	15,7	5,7	13,6	4,9	12,3	4,4	16,1	5,8	15,3	5,5
Schwarzenburg	11,8	4,2	12,8	4,6	10,8	3,9	10,0	3,6	14,3	5,1	12,8	4,6
Laupen	13,0	4,7	15,3	5,5	13,5	4,9	8	2,9	15,1	5,4	13,7	4,9
Bern	16,2	5,8	19,9	7,2	18,6	6,7	14,8	5,3	17,2	6,2	18,1	6,5
Fraubrunnen	16,8	6,0	20,4	7,3	17,2	6,2	16,0	5,8	17,2	6,2	18,1	6,5
Burgdorf	14,9	5,3	20,9	7,5	14,8	5,3	12,0	4,3	13,5	4,9	17,0	6,1
Mittelland	14,7	5,3	18,1	6,5	15,4	5,5	12,6	4,5	15,7	5,7	16,4	5,9
Aarwangen	16,4	5,9	19,9	7,2	16,8	6,0	15,6	5,7	16,6	6,0	18,1	6,5
Wangen	16,2	5,8	19,9	7,2	17,6	6,3	15,0	5,4	18,0	6,5	18,1	6,5
Oberaargau	16,3	5,9	19,9	7,2	17,2	6,2	15,5	5,6	17,2	6,2	18,1	6,5
Büren	14,1	5,1	16,4	5,9	15,9	5,7	14,4	5,2	16,3	5,9	15,6	5,6
Biel	14,4	5,2	18,9	6,5	14,7	5,2	12,0	4,3	14,0	5,0	14,2	5,1
Nidau	15,6	5,6	15,7	5,7	16,8	6,0	15,6	5,6	17,5	6,3	16,3	5,9
Aarberg	17,8	6,4	19,7	7,1	17,8	6,4	10,0	3,6	18,6	6,7	18,4	6,6
Erlach	11,9	4,3	11,0	4,0	13,5	4,9	14,7	5,3	16,5	5,9	13,5	4,9
Seeland	15,3	5,5	18,2	6,6	16,4	5,9	13,9	5,0	17,5	6,3	16,6	5,9
Neuenstadt	18,0	6,5	.	.	14,0	5,0	18,3	6,6	16,4	5,9	17,6	6,3
Courtelary	13,1	4,7	11,2	4,0	13,9	5,0	13,2	4,8	14,3	5,1	13,5	4,9
Münster	14,0	5,0	14,2	5,1	16,3	5,9	14,4	5,2	16,1	5,8	14,8	5,3
Freibergen	14,9	5,4	9,8	3,5	.	.	13,9	5,0	12,9	4,6	13,8	5,0
Pruntrut	14,8	5,3	15,0	5,4	13,0	4,7	12,5	4,5	11,8	4,2	13,4	4,8
Delsberg	13,1	4,7	14,4	5,2	14,1	5,1	14,5	5,2	15,2	5,5	14,1	5,1
Laufen	10,5	3,8	11,1	4,0	10,4	3,7	11,3	4,1	12,2	4,4	11,3	4,1
Jura	14,1	5,1	13,4	4,8	13,3	4,8	13,6	4,9	13,3	4,8	13,8	5,0
Kanton	14,6	5,3	17,8	6,4	15,2	5,5	13,1	4,7	15,0	5,4	15,6	5,6

355574

A. Getreideernte im Jahr 1900.

Durchschnittspreise der Getreidearten für Körner und Stroh nach Amtsbezirken und Landesteilen.

Amtsbezirke und Landesteile	Weizen		Korn		Roggen		Gerste		Haber	
	Durchschnittspreis per Doppelzentner in Franken									
	Körner	Stroh	Körner	Stroh	Körner	Stroh	Körner	Stroh	Körner	Stroh
Oberhasle	12	8	.	.	10	8	.	.	.	.
Interlaken	22,7	7	16,4	6,9	19,4	6,8	17,8	6,1	19,6	6,2
Frutigen	18,7	7,3	13,2	7	15	4,3	14	7	18	4,7
Saanen	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Obersimmenthal	17	8	18	8	.	.	.	.	.	.
Niedersimmenthal	19,3	6,4	13,9	6,2	16,5	7,2	14,7	7,3	16,8	5,2
Thun	18,9	6,1	14,6	6,3	16,3	6,5	16,3	5,3	17,3	5,4
Oberland	**19,3**	**6,4**	**14,6**	**6,4**	**16,3**	**6,5**	**16,2**	**5,6**	**17,2**	**5,4**
Signau	18	6,2	13,3	5,3	14,1	6,6	12	4	17,2	5,1
Trachselwald	18	4	13,3	4,5	14,3	5	12,5	3	16,4	3,6
Emmenthal	**18**	**4,9**	**13,3**	**5,0**	**14,2**	**5,5**	**12,3**	**3,8**	**16,9**	**4,3**
Konolfingen	18,6	5,6	13,7	5,6	15,5	6,2	15,8	4,2	17,1	4,7
Seftigen	18,2	5,6	13,6	5,6	15,9	6,5	16,2	4,2	16,6	4,4
Schwarzenburg	18	5,5	14	5,4	14,5	6,1	14,7	4,5	16,5	4,8
Laupen	17,6	5	13,6	5,2	14,4	6	15	5	15,2	4,6
Bern	18,8	5,9	13,6	5,8	14,8	6,5	15	4,8	17,3	5
Fraubrunnen	17,9	4,8	12,6	4,7	14,4	5,6	15,5	4,1	16,1	4,2
Burgdorf	17,9	4,9	13,1	4,8	14,6	5,4	15,1	4,3	16,8	3,9
Mittelland	**18,2**	**5,4**	**13,5**	**5,5**	**14,8**	**6,0**	**15,4**	**4,4**	**16,7**	**4,3**
Aarwangen	18,7	5,1	13,7	5,2	14,3	6	14,6	3,8	15,9	4,2
Wangen	19	4,7	13,9	4,8	14,7	5,5	15,5	5	16	4,1
Oberaargau	**18,9**	**4,9**	**13,7**	**5,1**	**14,5**	**5,8**	**15,0**	**4,3**	**15,8**	**4,2**
Büren	18,3	4,9	14,3	4,8	16,6	5,8	16,1	3,7	16,8	4,1
Biel	21,5	6	14,5	6	17,7	7,3	16	4,5	17,3	5
Nidau	19	5,4	13,6	5,4	16,3	6,7	15,9	4	16,5	4,4
Aarberg	17,7	5,3	13,1	5,2	15,2	6	13	4,3	16,3	4,3
Erlach	15,1	5,4	14,1	4	16	6,9	15,7	4	16,7	4
Seeland	**17,6**	**5,3**	**13,4**	**5,1**	**15,9**	**6,3**	**15,3**	**4,1**	**16,5**	**4,1**
Neuenstadt	21,2	5,7	.	.	18,9	7,7	18,1	4	17,4	4,9
Courtelary	19,3	5,9	16,5	5,8	16,3	6,5	15,1	4,9	18,1	5
Münster	19,8	4,8	15,5	5	16,8	6,7	15,8	4	16,7	3,8
Freibergen	18,1	5,6	15,8	6,1	.	.	15,4	4,3	16,4	4,1
Pruntrut	17,1	4,4	15,7	3,7	15,3	4,8	15,6	3	15,9	3,4
Delsberg	19	4,6	14,5	4,6	15,6	6	15,7	3,3	16,8	3,8
Laufen	19	5,1	14,4	5	16,2	6,6	17,8	4	16,5	4,3
Jura	**18,2**	**4,7**	**14,8**	**4,7**	**15,7**	**5,8**	**15,8**	**3,8**	**16,5**	**3,8**
Kanton	**18,2**	**5,1**	**13,7**	**5,3**	**15,1**	**6,0**	**15,5**	**4,1**	**16,8**	**4,1**

A. Getreideernte im Jahr 1901.

ırchschnittspreise der Getreidearten für Körner und Stroh nach Amtsbezirken und Landesteilen.

mtsbezirke und andesteile	Weizen		Korn		Roggen		Gerste		Hafer	
	Durchschnittspreis per Doppelzentner in Franken									
	Körner	Stroh	Körner	Stroh	Körner	Stroh	Körner	Stroh	Körner	Stroh
haste	18	8	.	.	14,5	8,5	.	.	16	6,3
ilaken	21	7,6	15,3	7,6	17,4	7,5	17,3	6,4	17,7	6,3
igen	19,7	7,8	14	7,7	14	7,5	.	.	19,7	6,2
ien	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
simmenthal . .	17	8,5	18	8,5	.	.	16,9	6,9	17,8	6,3
rsimmenthal .	19,6	7	14,6	7,2	17,3	7,7	17	8	18,4	6,1
. . . . .	19,2	7,7	14,5	7,7	16,7	8,1	16,5	6,2	17,7	6,4
Oberland	**19,4**	**7,7**	**14,5**	**7,7**	**16,3**	**8,0**	**16,7**	**6,5**	**18,9**	**6,3**
au	16,5	6,8	12,9	6,4	13,7	6,6	12,5	5,8	17	5,4
selwald . . .	19	5,5	13	6,2	14,6	6,3	12,3	6	17,1	5
Emmenthal	**18,0**	**6,1**	**13,0**	**6,3**	**14,3**	**6,4**	**12,5**	**5,8**	**17,1**	**5,2**
lfingen . . .	18,6	7,4	13,7	7,3	15,7	7,6	15,7	5,9	17,7	6,3
gen	17,8	6,8	13,3	6,5	15,4	7,3	15,2	4,7	16,4	5,2
arzenburg . .	17,8	6,6	13,7	6,8	14,9	7,6	14,7	5,5	16,3	5,9
en	18	6,7	14	6,4	14,8	7,7	15	4	16,2	5,4
. . . . .	18	7	13,7	7	15	7,5	16,7	4,7	17,5	5,8
brunnen . . .	18	6,4	12,8	6,4	14,7	7,2	16	4,8	16,3	5,4
dorf	18,5	6,4	13,2	6,1	15,1	6,8	15,4	5,9	17,5	5,2
Mittelland	**18,0**	**6,8**	**13,5**	**6,7**	**15,1**	**7,4**	**15,6**	**5,2**	**17,0**	**5,7**
angen	18,2	5,6	13,2	5,5	14,5	6,2	13,6	4,6	15,8	4,7
gen	18,9	6,3	13,3	6	14,6	6,5	15,5	5	16,2	5,1
Oberaargau	**18,6**	**6,0**	**13,2**	**5,7**	**14,6**	**6,5**	**14,3**	**4,8**	**16,0**	**4,9**
n	18,2	6	13,9	6	16,5	7,2	16,1	4,5	16,8	4,9
. . . . .	19,7	7,3	14	6,6	16,7	8,2	15,5	5,3	17	6,2
i	18,8	6,8	13,4	7,1	16,4	7,9	15,4	5,5	16,8	5,5
erg	18,1	6,3	13,9	6,2	15,8	7,3	14,7	4	16,7	5
)	19,4	7	14	6,8	16,2	8,4	14,7	4,9	17,2	5,3
Seeland	**18,6**	**6,5**	**13,8**	**6,3**	**16,1**	**7,6**	**15,2**	**5,0**	**16,9**	**5,2**
stadt	21,8	6,9	.	.	18	8,3	17	5,5	17,6	6
elary	19,4	7	17,2	7,6	17	7,7	15	5,7	18,2	6
ser	20,1	5,7	15,6	5,8	17,2	7,5	16,7	4,4	17	4,6
ergen	19	6,9	15,5	6,9	.	.	16,4	5,4	17,6	5,1
trut	17,3	6	15	5	15,6	6,8	15,6	4,6	16,7	4,7
berg	18,7	6,3	15	6,3	16,3	7	16,2	4,9	17,4	5,1
n	18,8	6,2	12,8	6,1	16,8	7,5	17,6	4,8	15,5	5,2
Jura	**18,4**	**6,2**	**14,7**	**6,1**	**16,1**	**7,0**	**16,2**	**4,9**	**17,0**	**5,0**
Kanton	**18,4**	**6,5**	**13,5**	**6,5**	**15,2**	**7,2**	**16,0**	**5,1**	**17,0**	**5,3**

A. Getreideernte im Jahr 1902.

Durchschnittspreise der Getreidearten für Körner und Stroh nach Amtsbezirken und Landesteilen.

Amtsbezirke und Landesteile	Weizen		Korn		Roggen		Gerste		Hafer	
	Durchschnittspreis per Doppelzentner in Franken									
	Körner	Stroh	Körner	Stroh	Körner	Stroh	Körner	Stroh	Körner	Stroh
Oberhasle	18,5	8,3	20	8	14,3	7,8	20	7	22	6
Interlaken	20,9	7,3	16,5	7	19,2	7	18,6	6,1	20	5
Frutigen	20,5	7,3	14,3	7	14	7,5	.	.	19,3	5
Saanen	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Obersimmenthal	17	8	18	8	.	.	.	.	.	.
Niedersimmenthal	19,3	6,6	14,5	6,4	16	6,6	15,3	5,5	17,3	5,5
Thun	18,8	6,2	14,3	6,2	16,8	6,8	16,5	5,2	17,6	5,4
Oberland	**19,2**	**6,5**	**14,4**	**6,3**	**16,6**	**6,8**	**16,7**	**5,3**	**17,5**	**5,6**
Signau	16,5	6	13	5,8	14,5	5,8	13,5	5	17,3	5,4
Trachselwald	18	5	13,3	5,9	15	6	12,5	6	17,3	4,8
Emmenthal	**17,2**	**5,4**	**13,2**	**5,9**	**14,8**	**5,9**	**13,0**	**5,4**	**17,3**	**5,6**
Konolfingen	18,8	6,3	13,9	6,2	15,6	6,9	15,4	5	18	5,8
Seftigen	18,3	6,1	13,6	6	15,9	6,8	15,8	4,8	16,8	4,8
Schwarzenburg	17,3	6,8	13,2	6,8	14,8	7,4	15	5,2	16,2	5,6
Laupen	18,1	6,3	14	6,3	14,6	7,6	15	4	16,7	5,4
Bern	18,3	6,8	13,3	6,7	16	7,5	15,9	4,5	17,2	5,8
Fraubrunnen	18,3	5,9	13,2	5,8	15,4	6,4	15,7	5,7	16,8	5
Burgdorf	18,6	6,2	13,9	6,1	15,5	6,3	15,8	6,3	17,7	5
Mittelland	**18,2**	**6,4**	**13,7**	**6,1**	**15,5**	**6,9**	**15,6**	**5,1**	**17,2**	**5,2**
Aarwangen	19,1	5,8	13,9	5,8	15,6	6,5	15,2	4,8	16,1	5,1
Wangen	19,2	6,1	14	6	15,4	6,6	15	5,3	16,9	5,4
Oberaargau	**19,2**	**6,0**	**14**	**5,9**	**15,5**	**6,5**	**15,1**	**4,7**	**16,5**	**5,3**
Büren	18,9	6,2	14,6	6	16,9	7,1	16,3	5	17,4	5
Biel	20	5,5	14,8	5,8	17,2	7,3	15	4,8	18	5
Nidau	18,6	6,5	14,2	6,5	16,6	7,6	15,7	4,8	17,4	5,1
Aarberg	17,8	6,4	13,6	6,2	15,6	7,1	15,5	4,5	16,8	5
Erlach	19,2	6	13,8	5,6	16,4	7,4	15,7	4,1	17	4,8
Seeland	**18,6**	**6,3**	**14**	**6,2**	**16,3**	**7,3**	**15,7**	**4,3**	**17,1**	**4,8**
Neuenstadt	20,1	6,3	.	.	18	7,8	17,6	4,8	17,9	5,2
Courtelary	19,6	5,9	17,2	5,7	16,8	6,5	15,1	5	18,2	5,1
Münster	19,9	5,9	15,5	5,9	17,2	7	16	4,6	17,1	4,9
Freibergen	19,3	5,5	16,5	5,9	.	.	16,7	4,7	17,6	4,6
Pruntrut	17,7	5,3	16,3	6	15,7	5,6	15,8	4,1	17,2	4,3
Delsberg	18,6	5,7	16,7	5,6	16,8	6,3	15,9	4,2	17,1	4,9
Laufen	18,9	5,6	14	5,3	16,7	6,3	17,3	4,2	16,3	4,8
Jura	**18,5**	**5,6**	**15,8**	**5,6**	**16,2**	**6,1**	**16,1**	**4,5**	**17,5**	**4,8**
Kanton	**18,6**	**6,0**	**13,9**	**6,0**	**15,7**	**6,8**	**15,2**	**4,7**	**17,2**	**5,0**

A. Getreideernte im Jahr 1903.

ſchnittspreiſe der Getreidearten für Körner und Stroh nach Amtsbezirken und Landesteilen.

sbezirke und desteile	Weizen		Korn		Roggen		Gerste		Haſer	
	Durchſchnittspreis per Doppelzentner in Franken									
	Körner	Stroh	Körner	Stroh	Körner	Stroh	Körner	Stroh	Körner	Stroh
ile	15	6	.	.	11	6	.	.	.	.
en	22	6,8	15,4	6,7	18,3	6,2	16,4	5,7	17,5	5,9
. . . .	19,8	6,2	13,7	6,5	16	7,5	.	.	19,5	5
. . . .	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
menthal . .	17	8	18	8	.	.	.	.	.	.
nmenthal .	19,5	5,9	14,8	5,9	16,2	7	14	5	17,1	5,1
. . . . .	18,7	5,3	14,4	5,3	16	5,9	15,7	4,7	17,5	4,7
Oberland	**18,7**	**6,4**	**15,3**	**6,5**	**15,5**	**6,5**	**15,4**	**5,1**	**17,9**	**5,1**
. . . . .	16,5	5	13,1	5,4	14,4	5,6	13	4	16,4	4,6
wald . . .	18	4,5	13,1	5,1	15,2	5,3	12,5	3	16,8	4,1
Emmenthal	**17,3**	**4,8**	**13,1**	**5,3**	**14,8**	**5,5**	**12,8**	**3,5**	**16,6**	**4,4**
igen . . .	18,7	5,3	13,6	5,4	15,6	5,8	15	4,4	17,6	4,6
. . . .	17,9	5,7	13,5	5,6	15,7	6,4	16,1	4,6	16,7	4,6
enburg . .	17,3	5,2	14,8	5,2	14,8	5,6	15	4	16,3	4,3
. . . . .	18	5,3	13,8	5,1	15,1	6,4	15	3	16,4	4
. . . . .	18,2	5,9	13,5	5,8	15,7	6,5	16	4,4	16,8	4,9
inneu . . .	18,2	5	13	4,8	15,5	5,6	14,5	3,5	16,2	4,3
f	17,7	5,1	13,4	5	15,6	5,7	14,7	4,7	17,2	4,2
Mittelland	**18**	**5,4**	**13,5**	**5,3**	**15,4**	**6**	**15,2**	**4,1**	**16,7**	**4,4**
gen	18,1	5,4	13,5	5,5	15,6	6,2	14,5	5,5	16,1	4,8
. . . . .	18,8	5,6	13,7	5,6	16,2	6,4	15	5	16,1	5,2
Oberaargau	**18,5**	**5,6**	**13,6**	**5,6**	**15,9**	**6,3**	**14,8**	**5,3**	**16,1**	**5**
. . . . .	18,7	5,5	14,5	5,4	16,3	6,6	16,5	4,4	16,9	4,5
. . . . .	19	5	13,8	5,3	16,2	6,4	14,5	4	16,7	4,4
. . . . .	18,8	5,4	13,6	6	16,5	6,7	15,7	3,7	17,1	4,3
. . . . .	18,3	5,1	13,3	5	16,1	5,6	16	4	16,7	4,2
. . . . .	19	5,5	12,9	5,3	16,3	7	14,8	4,3	16,7	4,2
Seeland	**18,8**	**5,3**	**13,6**	**5,4**	**16,3**	**6,5**	**15,5**	**4,1**	**16,8**	**4,3**
idt	18,6	6	.	.	17,8	6,8	16,1	4,5	17	5
rh	19,1	5,2	16,2	5,1	16,4	5,7	15,1	4,3	17,5	4,5
. . . . .	20	5,3	15,4	5	17,1	6,2	16	4,1	17,3	4,2
en	19,2	5,6	16,3	5	.	.	17,4	4,5	18	4,1
it	16,8	4,3	16	3,8	15,6	4,9	15,7	3,3	15,1	3,5
i	18,3	4,9	16,1	4,9	16,3	5,6	16	3,8	17,3	4,2
. . . . .	18,6	4,7	13,9	4,5	17,2	6,1	16,4	4,1	16,4	4,1
Jura	**18,7**	**5,1**	**15,7**	**4,7**	**16,7**	**5,9**	**16,1**	**4,1**	**16,9**	**4,2**
Kanton	**18,3**	**5,4**	**14,1**	**5,5**	**15,9**	**6,1**	**15,0**	**4,4**	**16,8**	**4,6**

A. Getreideernte im Jahr 1902.

Durchschnittserträge der Fruchtarten an Stroh per Hektar und per Jucharte nach Amtsbezirken und Landesteilen.

Amtsbezirke und Landesteile	Weizen		Korn		Roggen		Gerste		Hafer		Gesamt-Durchschnitt	
	Ertrag in Doppelzentnern per											
	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.
Oberhasle	29,5	10,6	36,0	13,0	23,0	8,3	42,0	15,1	33,0	11,9	28,4	10,2
Interlaken	23,8	8,5	20,3	7,3	27,8	10,0	19,0	6,8	16,0	5,8	21,3	7,7
Frutigen	30,2	10,9	27,0	9,7	34,5	12,4	.	.	24,8	8,9	27,5	9,8
Saanen	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Obersimmenthal	18,0	6,5	11,0	4,0	.	.	14,0	5,0	25,0	9,0	19,1	6,8
Niedersimmenthal	23,5	8,5	22,4	8,1	23,8	8,6	22,0	7,9	19,0	6,8	22,0	7,8
Thun	30,3	10,9	31,9	11,5	38,4	13,8	20,6	7,4	26,0	9,4	30,7	11,1
Oberland	**28,3**	**10,2**	**29,8**	**10,7**	**35,5**	**12,8**	**19,8**	**7,1**	**24,3**	**8,7**	**28,5**	**10,3**
Signau	26,5	9,5	27,2	9,8	25,6	9,2	14,0	5,0	21,6	7,8	25,2	9,1
Trachselwald	42,0	15,1	27,5	9,9	30,1	10,8	7,0	2,5	16,4	5,9	25,6	9,2
Emmenthal	**33,6**	**12,1**	**27,4**	**9,9**	**28,6**	**10,3**	**9,9**	**3,6**	**18,5**	**6,7**	**25,4**	**9,1**
Konolfingen	34,3	12,3	33,3	12,0	42,5	15,3	22,2	8,0	29,1	10,5	33,7	12,1
Seftigen	27,3	9,8	25,5	9,2	32,1	11,6	16,6	6,0	20,3	7,3	25,3	9,1
Schwarzenburg	22,8	8,2	22,8	8,2	26,0	9,4	15,3	5,5	18,3	6,6	21,3	7,7
Laupen	26,0	9,4	21,0	7,6	32,6	11,7	8,0	2,9	21,2	7,6	26,0	9,4
Bern	32,7	11,8	31,9	11,5	40,0	14,4	18,0	6,5	26,2	9,4	32,4	11,7
Fraubrunnen	32,9	11,8	30,0	10,8	41,0	14,8	16,7	6,0	25,6	9,2	32,4	11,7
Burgdorf	26,2	9,4	25,0	9,0	31,7	11,4	15,7	5,7	20,0	7,2	25,9	9,3
Mittelland	**29,0**	**10,4**	**28,1**	**10,1**	**36,1**	**13,0**	**17,2**	**6,2**	**23,0**	**8,3**	**28,3**	**10,2**
Aarwangen	35,6	12,8	30,4	10,9	38,2	13,8	19,3	6,9	23,5	8,5	31,5	11,3
Wangen	31,9	11,5	30,9	11,1	44,6	16,1	18,7	6,7	25,1	9,0	33,3	12,0
Oberaargau	**33,3**	**12,0**	**30,6**	**11,0**	**40,6**	**14,6**	**19,1**	**6,9**	**24,1**	**8,7**	**32,2**	**11,6**
Büren	32,1	11,6	28,9	10,4	40,7	14,7	12,6	4,5	20,8	7,5	30,5	11,0
Biel	32,7	11,8	28,5	10,3	34,3	12,3	16,5	5,9	23,3	8,4	27,6	9,9
Nidau	34,5	12,4	31,2	11,2	41,4	14,9	21,1	7,6	27,5	9,9	33,8	12,2
Aarberg	31,4	11,3	29,7	10,7	37,8	13,6	14,5	5,2	23,5	8,5	30,5	11,0
Erlach	32,3	11,6	23,5	8,5	42,8	15,4	17,7	6,4	25,9	9,3	32,2	11,6
Seeland	**32,6**	**11,7**	**29,2**	**10,5**	**40,1**	**14,4**	**17,4**	**6,3**	**24,5**	**8,8**	**31,3**	**11,3**
Neuenstadt	41,6	15,0	.	.	44,5	16,0	33,3	12,0	37,8	13,6	39,8	14,3
Courtelary	36,2	13,0	35,2	12,7	33,3	12,0	21,9	7,9	28,3	10,2	31,2	11,2
Münster	35,1	12,6	35,2	12,7	38,0	13,7	23,1	8,3	27,3	9,8	30,9	11,1
Freibergen	35,3	12,7	41,5	14,9	.	.	26,5	9,5	26,8	9,6	29,8	10,7
Pruntrut	27,2	9,8	39,0	14,0	27,9	10,0	15,5	5,6	18,9	6,8	23,7	8,5
Delsberg	29,2	10,5	28,0	10,1	31,8	11,4	18,7	6,7	22,6	8,1	25,8	9,3
Laufen	32,3	8,0	29,0	10,4	34,9	12,6	17,3	6,2	21,8	7,8	27,1	9,8
Jura	**30,5**	**11,0**	**30,8**	**11,1**	**30,4**	**10,9**	**20,4**	**7,3**	**22,6**	**8,1**	**26,9**	**9,7**
Kanton	**30,4**	**10,9**	**28,9**	**10,4**	**36,0**	**13,0**	**18,9**	**6,8**	**23,0**	**8,3**	**28,5**	**10,3**

B. Hackfrüchte im Jahr 1900.

Durchschnitts-Ertrag und -Preise der einzelnen Hackfruchtarten nach Amtsbezirken und Landesteilen.

	Durchschnittsertrag der Hauptfrucht in Doppelzentnern								Durchschnittspreise per Doppelzentner in Franken					Areal für Zuckerrüben
	Kartoffeln per		Runkeln und Kohlrüben per		Möhren per		Zuckerrüben per		Kartoffeln	Runkeln und Kohlrüben	Ackerrüben	Möhren	Zuckerrüben	
	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.						Hekt.
	107,0	38,5	75,0	27,0	?	?	.	.	6,4	?	.	.	.	.
	145,2	52,3	154,2	55,5	96,2	34,6	.	.	6,9	3,6	2,6	6	.	.
	107,3	38,6	111,0	40,0	70,3	25,3	.	.	6,6	4	2,3	5	.	.
	110,7	40,0	257,0	92,5	41,7	15,0	.	.	8,5	8	.	15	.	.
hal	65,1	23,4	?	?	?	?	.	.	7,5	.	.	.	.	.
hal	116,6	42,0	170,9	61,5	96,3	34,7	.	.	6,1	3,8	2,3	5,7	.	.
	115,1	41,4	223,8	80,6	79,6	28,7	694,0	249,8	5,5	3,2	4	5,6	2,1	0,50
nd	**118,7**	**42,7**	**161,0**	**58.0**	**86,8**	**31,2**	**694,0**	**249,8**	**6,3**	**3,9**	**2,8**	**5,8**	**2,1**	**0,50**
	91,3	32,9	110,3	39,7	41,0	14,8	.	.	5,5	2,8	1,8	5,6	.	.
	95,6	34,4	248,9	89,6	40,8	14,7	556,0	200,2	4,3	2,4	2	5	2,1	0,34
hal	**93,8**	**33,9**	**209,3**	**75,3**	**40.8**	**14,7**	**556,0**	**200,2**	**4,8**	**2,5**	**2**	**5,2**	**2,1**	**0,34**
	132,8	47,8	255,0	91,8	84,0	30,2	456,9	164,5	4,9	2,3	2,1	5,4	2,1	8,16
	130,4	46,9	189,2	68,1	50,0	18,0	305,7	110,1	4,8	2,7	2,1	4,5	2,1	4,76
	91,0	32,8	63,0	22,7	40,7	14,7	.	.	5	3,7	3	5,5	.	.
	159,8	57,5	224,0	80,6	98,6	35,5	325,0	117,0	4,3	2,1	2,1	4	2,1	56,54
	196,8	70,8	394,7	142,1	92,0	33,1	383,4	138,0	4,5	2,5	2,5	4,8	2,1	4,24
	167,4	60,3	245,7	88,5	71.1	25,6	333,9	120,2	3,9	1,9	2	4,5	2,1	10,18
	160,5	57,8	373,3	134,4	101,5	36,5	414,1	149 1	4,2	1,9	1,7	4,3	2,1	23,99
nd	**152,5**	**54,9**	**300,5**	**108,2**	**78,3**	**28,2**	**358,2**	**129,0**	**4,5**	**2,3**	**2,1**	**4,6**	**2,1**	**108,81**
	134,8	48,5	262,4	94,5	97,0	34,9	389,0	140,0	4,3	2,3	1,7	4,3	2,1	1,80
	141,6	51,0	349,9	126,6	92,9	33,4	361,1	130,0	4,2	2,1	1,6	4,3	2,1	6,08
gau	**137,7**	**49,6**	**311,0**	**112,0**	**95,5**	**34.4**	**367,3**	**132,2**	**4,3**	**2,2**	**1,7**	**4.5**	**2,1**	**7,88**
	158,3	57,0	572,8	205,8	82,4	29,7	401,8	144,6	4	1,7	2,3	4,3	2,1	63,93
	185,2	66,7	250,0	90,0	115,3	41,5	486,0	175,0	4,8	2,1	1,5	4,8	2,1	0,54
	153,3	55,2	354,4	127,6	102,9	37,0	402,8	145,0	4,6	2,1	2,5	4.4	2,1	69,26
	167,8	60,4	453,7	163,3	126,2	45,4	434,9	156,6	3,9	2	1,8	4,6	2,1	132,97
	159,2	57,3	224,0	80,6	98,6	35,5	358,3	129,0	4,1	2.6	2,4	4,3	2,4	27,22
nd	**161.2**	**58,2**	**419,2**	**150,9**	**106,5**	**38,3**	**413,1**	**148,7**	**4,1**	**2,0**	**2,1**	**4,4**	**2,1**	**293.87**
	177,8	64,0	223,0	80,3	89,0	32.0	.	.	5,9	4,5	4,5	7,3	.	.
	102,3	36,8	105,8	38,1	64,5	23,2	.	.	6,2	4,9	4,2	6,2	.	.
	98,3	35,4	155,5	56,0	76,1	27,4	194,4	70,0	6	4,1	3,7	6,6	2,1	0,30
	112,0	40,3	108,3	39,0	93,6	33,7	.	.	6,3	5	3,8	8,1	.	.
	131,4	47,3	163,1	58,7	91,8	32,9	.	.	4,8	3,5	3,4	7	.	.
	124,7	44,9	204,3	73,5	83,5	30,1	.	.	5,5	3,7	3,9	6	.	.
	89,3	32,1	141,9	51,1	57,2	20,6	.	.	4,4	1,9	2,6	5,1	.	.
a	**118,8**	**42.8**	**164,2**	**59,1**	**82,9**	**29,8**	**194,4**	**70 0**	**5,3**	**3,6**	**3,5**	**6.6**	**2,1**	**0,30**
n	**136,6**	**49,2**	**269,1**	**96,9**	**85,4**	**30,7**	**398,2**	**143,4**	**4,7**	**2,5**	**2,0**	**5,2**	**2,1**	**411,70**

B. Hackfrüchte im Jahr 1901.

Durchschnitts-Ertrag und -Preise der einzelnen Hackfruchtarten nach Amtsbezirken und Landesteilen.

Amtsbezirke und Landesteile	Durchschnittsertrag der Hauptfrucht in Doppelzentnern								Durchschnittspreise p Doppelzentner in Fr			
	Kartoffeln per		Runkeln und Kohlrüben per		Möhren per		Zuckerrüben per		Kartoffeln	Runkeln und Kohlrüben	Ackerrüben	Möhren
	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.				
Oberhasle	126,2	45,4	91,7	33,0	?	?	.	.	7	3	.	.
Interlaken	129,8	46,7	167,6	60,3	87,9	31,6	.	.	7,7	3,9	2,9	6,1
Frutigen	85,5	30,8	95,0	34,2	67,7	24,4	.	.	8,3	4,3	4,5	6,2
Saanen	98,0	35,3	194,5	70,0	46,5	16,7	.	.	9,5	9	.	13
Obersimmenthal	57,3	20,6	?	?	?	?	.	.	9,3	.	.	.
Niedersimmenthal	95,6	34,4	138,5	49,9	84,9	30,6	.	.	7,2	4,3	3	7
Thun	91,3	32,9	224,7	80,9	76,8	27,6	472,0	169,9	7,2	3,4	3,8	6
Oberland	**103,9**	**37,4**	**157,3**	**56,6**	**80,4**	**28,9**	**472,0**	**169,9**	**7,6**	**4,0**	**3,1**	**6,4**
Signau	92,0	33,1	79,2	28,5	40,3	14,5	.	.	6,4	2,4	.	5,8
Trachselwald	90,3	32,5	223,6	80,5	36,0	13,0	?	?	5,3	2,2	.	4,8
Emmenthal	**90,6**	**32,6**	**173,7**	**62,5**	**37,4**	**13,5**	**?**	**?**	**5,7**	**2,2**	**.**	**5,4**
Konolfingen	111,8	43,8	252,2	90,8	93,2	33,6	419,4	151,0	6,9	2,4	2	6,4
Seftigen	91,0	32,8	170,5	61,4	51,1	18,4	333,3	120,0	7,3	3,6	2,4	5,1
Schwarzenburg	66,0	23,8	66,7	24,0	43,7	15,7	.	.	7,5	4,2	.	6,3
Laupen	107,4	38,7	174,3	62,7	59,0	21,2	324,0	116,6	6,1	2,3	2,5	4,7
Bern	119,8	43,1	349,5	125,8	98,6	35,5	402,9	145,0	6,7	2,7	2,6	5,8
Fraubrunnen	126,2	45,4	212,5	76,5	67,2	24,2	277,2	99,8	5,2	2	2,4	5,1
Burgdorf	129,2	46,5	338,9	122,0	108,1	38,9	344,8	160,1	5,5	2,4	2	5,2
Mittelland	**110,3**	**39,7**	**266,0**	**95,8**	**79,1**	**28,5**	**350,6**	**126,2**	**6,3**	**2,6**	**2,3**	**5,5**
Aarwangen	118,7	42,7	236,0	85,0	82,0	29,5	389,0	140,0	5,1	2,4	2	4,8
Wangen	108,9	39,2	268,8	96,8	68,8	24,8	298,6	107,5	5,3	2,2	2	5
Oberaargau	**114,5**	**41,2**	**254,2**	**91,5**	**76,1**	**27,5**	**311,1**	**112,0**	**5,2**	**2,3**	**2**	**4,9**
Büren	111,5	40,1	330,5	119,0	73,5	26,5	337,1	121,4	5,8	1,7	1,9	4,6
Biel	129,7	46,7	240,7	86,7	111,0	40,0	472,2	170,0	7,3	2,2	5	4,2
Nidau	97,4	35,1	337,3	121,4	97,4	35,1	384,7	138,5	7,1	2,2	2,3	5,2
Aarberg	113,4	40,8	391,2	140,8	108,3	39,0	423,6	152,5	6,6	2,3	2	5,1
Erlach	97,3	35,0	236,1	85,0	107,4	38,7	329,2	118,5	6,3	2,6	2,8	5,2
Seeland	**107,3**	**38,6**	**343,4**	**123,6**	**100,1**	**36,0**	**384,9**	**138,6**	**6,5**	**2,2**	**2,2**	**5,1**
Neuenstadt	104,4	37,6	218,6	78,6	123,0	44,3	.	.	7,8	4	4,5	7,2
Courtelary	101,8	36,6	125,0	45,0	64,1	23,1	.	.	7,8	4,6	4,2	6,4
Münster	110,9	39,9	163,6	58,9	71,6	25,8	.	.	6,6	4,3	3,5	6,2
Freibergen	118,9	42,8	108,5	39,1	88,1	31,7	.	.	6,9	5,2	4,6	8,3
Pruntrut	113,9	41,0	149,2	53,7	76,3	27,5	.	.	5,8	3,3	3,4	6,2
Delsberg	116,0	41,8	228,5	82,3	78,1	28,1	.	.	6,0	3,5	4	7,1
Laufen	74,9	27,0	119,3	42,9	65,6	23,6	.	.	5,2	1,9	2,7	4,9
Jura	**108,9**	**39,2**	**163,7**	**58,9**	**76,1**	**27,4**	**.**	**.**	**6,0**	**3,5**	**3,3**	**6,1**
Kanton	**107,7**	**38,8**	**237,3**	**85,4**	**79,7**	**28,7**	**377,6**	**135,9**	**6,3**	**2,7**	**2,2**	**5,3**

A. Getreideernte im Jahr 1903.

Durchschnittspreise der Getreidearten für Körner und Stroh nach Amtsbezirken und Landesteilen.

Amtsbezirke und Landesteile	Weizen		Korn		Roggen		Gerste		Hafer	
	Durchschnittspreis per Doppelzentner in Franken									
	Körner	Stroh	Körner	Stroh	Körner	Stroh	Körner	Stroh	Körner	Stroh
Oberhasle	15	6	.	.	11	6	.	.	.	.
Interlaken	22	6,8	15,4	6,7	18,3	6,2	16,4	5,7	17,5	5,9
Frutigen	19,8	6,2	13,7	6,5	16	7,5	.	.	19,5	5
Saanen	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Obersimmenthal	17	8	18	8	.	.	.	.	.	.
Niedersimmenthal	19,5	5,9	14,8	5,9	16,2	7	14	5	17,1	5,1
Thun	18,7	5,3	14,4	5,3	16	5,9	15,7	4,7	17,5	4,7
Oberland	**18,7**	**6,4**	**15,3**	**6,5**	**15,5**	**6,5**	**15,4**	**5,1**	**17,9**	**5,1**
Signau	16,5	5	13,1	5,4	14,4	5,6	13	4	16,4	4,6
Trachselwald	18	4,5	13,1	5,1	15,2	5,3	12,5	3	16,8	4,1
Emmenthal	**17,3**	**4,8**	**13,1**	**5,3**	**14,8**	**5,5**	**12,8**	**3,5**	**16,6**	**4,4**
Konolfingen	18,7	5,3	13,6	5,4	15,6	5,8	15	4,4	17,6	4,6
Seftigen	17,9	5,7	13,5	5,6	15,7	6,4	16,1	4,6	16,7	4,6
Schwarzenburg	17,3	5,2	13,8	5,2	14,8	5,6	15	4	16,3	4,3
Laupen	18	5,3	13,8	5,1	15,1	6,4	15	3	16,4	4
Bern	18,2	5,9	13,5	5,8	15,7	6,5	16	4,4	16,8	4,9
Fraubrunnen	18,2	5	13	4,8	15,5	5,6	14,5	3,5	16,2	4,3
Burgdorf	17,7	5,1	13,4	5	15,6	5,7	14,7	4,7	17,2	4,2
Mittelland	**18**	**5,4**	**13,5**	**5,3**	**15,4**	**6**	**15,2**	**4,1**	**16,7**	**4,4**
Aarwangen	18,1	5,4	13,5	5,5	15,6	6,2	14,5	5,5	16,1	4,8
Wangen	18,8	5,8	13,7	5,6	16,2	6,4	15	5	16,1	5,2
Oberaargau	**18,5**	**5,6**	**13,6**	**5,6**	**15,9**	**6,3**	**14,8**	**5,3**	**16,1**	**5**
Büren	18,7	5,5	14,5	5,4	16,3	6,6	16,5	4,4	16,9	4,5
Biel	19	5	13,8	5,3	16,2	6,4	14,5	4	16,7	4,4
Nidau	18,8	5,4	13,6	6	16,5	6,7	15,7	3,7	17,1	4,3
Aarberg	18,3	5,1	13,3	5	16,1	5,8	16	4	16,7	4,2
Erlach	19	5,5	12,9	5,3	16,3	7	14,8	4,3	16,7	4,2
Seeland	**18,8**	**5,3**	**13,6**	**5,4**	**16,3**	**6,5**	**15,5**	**4,1**	**16,8**	**4,3**
Neuenstadt	18,6	6	.	.	17,8	6,8	16,1	4,5	17	5
Courtelary	19,1	5,2	16,2	5,1	16,4	5,7	15,1	4,3	17,5	4,5
Münster	20	5,3	15,4	5	17,1	6,2	16	4,1	17,3	4,2
Freibergen	19,2	5,6	16,3	5	.	.	17,4	4,5	18	4,1
Pruntrut	16,8	4,3	16	3,8	15,6	4,9	15,7	3,3	15,1	3,5
Delsberg	18,3	4,9	16,1	4,9	16,3	5,6	16	3,6	17,3	4,2
Laufen	18,6	4,7	13,9	4,5	17,2	6,1	16,4	4,1	16,4	4,1
Jura	**18,7**	**5,1**	**15,7**	**4,7**	**16,7**	**5,9**	**16,1**	**4,1**	**16,9**	**4,2**
Kanton	**18,3**	**5,4**	**14,1**	**5,5**	**15,9**	**6,1**	**15,0**	**4,4**	**16,8**	**4,6**

A. Getreide-Ernte in den Jahren 1900—1903.

Gesamtertrag der einzelnen Fruchtarten an Körnern und Stroh nach Landesteilen.

Landesteile	Ertrag in Doppelzentnern.						
	Weizen Körner	Korn Körner	Roggen Körner	Gerste Körner	Hafer Körner	Total Körner	Total Stroh
1900							
Oberland	10,347	28,227	4,364	2,428	9,267	54,633	*85,036*
Emmenthal	1,291	40,871	14,476	1,292	11,995	69,925	*113,594*
Mittelland	53,897	130,914	54,227	6,818	60,807	306,663	*485,414*
Oberaargau	9,471	37,911	19,658	576	17,847	85,463	*133,872*
Seeland	31,998	24,917	23,152	2,890	22,909	105,866	*184,900*
Jura	79,087	15,334	8,694	19,951	62,585	186,151	*320,896*
Kanton	**186,091**	**278,674**	**124,571**	**33,955**	**185,410**	**808,701**	**1,323,712**
1901							
Oberland	9,118	25,353	4,340	2,172	8,160	49,143	*79,265*
Emmenthal	1,242	33,795	12,902	1,098	10,564	59,601	*100,571*
Mittelland	46,623	117,166	50,474	6,022	53,276	273,561	*435,729*
Oberaargau	8,361	32,630	18,928	534	15,372	75,825	*120,871*
Seeland	29,454	22,510	21,561	2,526	20,856	96,907	*168,174*
Jura	70,748	13,619	7,988	18,544	53,221	164,150	*294,273*
Kanton	**165,546**	**245,103**	**116,193**	**30,896**	**161,449**	**719,187**	**1,198,883**
1902							
Oberland	10,222	26,849	4,765	2,522	9,161	53,519	*87,356*
Emmenthal	1,463	37,717	14,061	1,244	11,790	66,275	*107,749*
Mittelland	52,387	129,309	52,851	6,808	64,157	305,512	*476,555*
Oberaargau	9,505	37,985	20,276,	542	17,960	86,268	*134,602*
Seeland	31,667	24,812	21,424	2,731	22,886	103,520	*183,840*
Jura	75,574	16,895	8,073	19,617	58,496	178,655	*320,722*
Kanton	**180,818**	**273,567**	**121,450**	**33,464**	**184,450**	**793,749**	**1,310,824**
1903							
Oberland	8,851	25,492	4,551	2,280	9,088	50,262	*77,921*
Emmenthal	1,349	36,543	14,203	1,199	11,931	65,225	*112,065*
Mittelland	50,892	123,978	53,896	6,710	61,207	296,683	*490,132*
Oberaargau	9,091	35,909	20,231	524	16,457	82,212	*128,777*
Seeland	34,042	22,473	25,258	2,795	23,638	108,206	*203 979*
Jura	85,241	17,168	9,033	21,907	69,417	202,766	*366,320*
Kanton	**189,466**	**261,563**	**127,172**	**35,415**	**191,738**	**805 354**	**1,379,194**

Die Ernteschädigungen der Kartoffeln durch Krankheit in den Jahren 1900—1903 nach Landesteilen.

Landesteile	Zahl der Gemeinden mit Schadenangaben										Total Gemeinden		
	Keine Schadenangaben	— 5 %	6—10 %	11—15 %	16—20 %	21—30 %	31—40 %	41—50 %	51—60 %	61 % u. mehr	ohne Schaden	mit	Zusammen
1900													
nd . . .	37	6	19	6	9	3	1	1	.	.	37	45	82
nthal . . .	4	.	3	1	2	5	4	.	.	.	4	15	19
and . . .	54	12	25	12	19	14	2	.	.	.	54	84	138
rgau . .	23	5	9	5	3	3	2	1	.	.	23	28	51
b	41	8	11	1	9	1	.	.	.	.	41	30	71
. . . . .	66	33	30	5	11	1	.	.	.	.	66	80	146
Kanton	**225**	**64**	**97**	**30**	**53**	**27**	**9**	**2**	.	.	**225**	**282**	**507**
		12,6	19,1	5,9	10,5	5,3	1,8	0,4	.	.	44,4	55,6	100
		55,6											
1901													
nd . . .	32	3	12	4	11	10	6	4	.	.	32	50	82
nthal . . .	5	.	1	1	1	6	5	.	.	.	5	14	19
and . . .	29	2	11	9	12	31	21	21	2	.	29	109	138
rgau . .	19	5	2	4	5	12	3	1	.	.	19	32	51
b	21	.	8	5	8	16	7	3	1	2	21	50	71
. . . . .	53	14	26	12	27	8	3	3	.	.	53	93	146
Kanton	**159**	**24**	**60**	**35**	**64**	**83**	**45**	**32**	**3**	**2**	**159**	**348**	**507**
		4,7	11,8	6,9	12,6	16,4	8,9	6,3	0,6	0,4	31,4	68,6	100
		68,6											
1902													
nd . . .	34	6	15	4	9	10	2	2	.	.	34	48	82
nthal . . .	5	.	2	.	6	1	3	2	.	.	5	14	19
and . . .	42	10	30	14	15	23	2	2	.	.	42	96	138
rgau . .	22	4	8	5	5	6	.	1	.	.	22	29	51
b	28	7	14	1	9	7	4	1	.	.	28	43	71
. . . . .	55	17	35	12	14	10	2	1	.	.	55	91	146
Kanton	**186**	**44**	**104**	**36**	**58**	**57**	**13**	**9**	.	.	**186**	**321**	**507**
		8,7	20,5	7,1	11,4	11,2	2,6	1,8	.	.	36,7	63,3	100
		63,3											
1903													
nd . . .	29	4	8	1	7	20	7	6	.	.	29	53	82
thal . . .	4	.	.	.	2	4	2	4	1	2	4	15	19
and . . .	29	1	11	6	15	31	23	17	4	1	29	109	138
rgau . .	18	.	7	.	2	8	5	8	3	.	18	33	51
b	19	1	14	7	11	14	3	2	.	.	19	52	71
. . . . .	43	12	22	13	24	22	4	2	2	2	43	103	146
Kanton	**142**	**18**	**62**	**27**	**61**	**99**	**44**	**39**	**10**	**5**	**142**	**365**	**507**
		3,6	12,2	5,3	12,0	19,5	8,7	7,7	2,0	1,0	28,0	72,0	100
		72,0											

B. Hackfrüchte.

Gesamt-Ertrag der einzelnen Hackfruchtarten in den Jahren 1900–19 nach Landesteilen.

Landesteile	Gesamtertrag in Doppelzentnern						
	Hauptfrucht				Nachfrucht		nach …
	Kartoffeln	Runkeln und Kohlrüben	Möhren	Zuckerrüben	Möhren	Ackerrüben	Gemeinden
1900							
Oberland	305,743	49,971	11,802	347	1,660	2,167	[illegible]
Emmenthal	160,329	62,409	2,263	300	.	580	.
Mittelland	1,070,993	353,811	26,353	38,902	6,337	15,457	[illegible]
Oberaargau	313,932	116,171	12,706	2,895	4,618	19,815	[illegible]
Seeland	546,193	286,059	21,102	121,407	5,091	10,569	[illegible]
Jura	509,619	149,339	23,305	58	972	1,038	45
Kanton	2,906,809	1,017,760	97,531	163,909	18,678	49,626	142,687
1901							
Oberland	267,975	48,821	10,936	708	1,782	2,018	700
Emmenthal	154,825	53,927	2,072	?	.	.	.
Mittelland	774,234	316,696	26,594	33,292	4,939	11,114	[illegible]
Oberaargau	261,079	94,969	10,162	1,932	4,420	13,276	[illegible]
Seeland	361,940	234,310	19,837	147,511	6,240	12,875	[illegible]
Jura	467,243	149,001	21,409	.	1,306	1,185	
Kanton	2,287,296	897,724	91,010	183,443	18,687	40,463	[illegible]
1902							
Oberland	316,926	54,760	12,360	278	1,610	3,089	[illegible]
Emmenthal	153,220	51,594	2,617	.	.	.	.
Mittelland	972,434	345,279	26,078	24,069	5,966	16,080	[illegible]
Oberaargau	334,806	117,448	11,599	1,532	4,349	17,005	[illegible]
Seeland	468,720	242,710	22,322	106,050	6,106	14,206	[illegible]
Jura	495,750	164,623	26,412	.	1,745	1,233	.
Kanton	2,741,856	976,414	101,388	131,929	19 776	51,613	[illegible]
1903							
Oberland	256,678	49,013	10,908	.	1,155	2,904	.
Emmenthal	111,532	46,901	2,100	.	.	580	.
Mittelland	712,533	322,230	22,391	11,700	4,475	13,891	8,927
Oberaargau	237,771	90,262	14,004	1,193	5,067	16,795	900
Seeland	431,676	238,772	22,405	97,259	5,547	12,362	25,270
Jura	399,414	147,216	26,780	.	1,055	1,371	.
Kanton	2,149,604	894,394	98,588	110,152	17,299	47,903	105,127

C. Kunstfutterernte im Jahr 1900.

Durchschnittsertrag per Hektar und per Jucharte nach Amtsbezirken und Landesteilen.

Amtsbezirke und Landesteile	Futtermischungen		Klee		Luzerne		Esparsette		Uebrige Futterpflanzen		Gesamt-Durchschnitt	
	Ertrag in Doppelzentnern											
	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.
...ie	?	?	?	?	?	?	?	?	.	.	.	
...fen	99,7	35,9	103,9	37,4	91,8	33,0	103,8	37,4	66,7	24,0	99,2	35,7
...n	39,0	14,0	8,3	3,0	?	?	8,3	3,0	?	?	27,1	9,8
	?	?	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
...mmenthal	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
...mmenthal	67,0	24,1	88,4	31,8	62,5	22,5	66,6	24,0	81,3	29,3	72,5	26,1
	72,8	26,2	77,7	28,0	79,8	28,7	64,8	23,3	54,6	19,7	72,6	26,1
Oberland	**73,0**	**26,3**	**79,2**	**28,5**	**77,0**	**27,7**	**65,1**	**23,4**	**60,6**	**21,8**	**72,8**	**26,2**
	61,5	22,1	62,5	22,5	?	?	33,3	12,0	.	.	61,6	22,1
...wald	80,0	28,8	85,7	30,9	.	.	69,5	25,0	58,3	21,0	81,2	29,2
Emmenthal	**73,4**	**26,4**	**80,8**	**29,1**	?	?	**65,0**	**23,4**	**58,3**	**21,0**	**75,1**	**27,0**
...gen	77,7	28,0	81,0	29,2	76,4	27,5	71,4	25,7	63,6	22,9	77,2	27,8
	60,2	21,7	68,3	24,7	74,6	26,9	58,7	21,1	56,5	20,3	62,4	22,5
...enburg	60,3	21,8	56,3	20,3	.	.	37,5	13,5	50,3	18,1	57,8	20,8
	79,8	28,7	85,1	30,6	85,7	30,9	82,2	29,6	57,8	20,8	81,0	29,2
	81,8	29,4	91,7	33,0	79,7	28,7	70,2	25,3	64,4	23,2	82,7	29,8
...unnen	81,2	29,2	88,0	31,7	94,0	33,8	82,0	29,5	60,4	21,7	83,9	30,2
...rf	78,7	28,3	83,4	30,0	75,0	27,0	63,0	22,7	58,4	21,0	79,2	28,5
Mittelland	**76,8**	**27,6**	**83,0**	**29,9**	**78,6**	**28,3**	**66,7**	**24,0**	**60,7**	**21,9**	**77,0**	**27,7**
...gen	77,1	27,8	88,0	31,7	?	?	?	?	63,0	22,7	83,9	30,2
	82,1	29,6	88,0	31,7	65,1	23,4	62,5	22,5	52,3	18,8	81,6	29,4
Oberaargau	**79,5**	**28,6**	**88,0**	**31,7**	**65,1**	**23,4**	**62,5**	**22,5**	**55,3**	**19,9**	**82,7**	**29,8**
	74,5	26,8	75,4	27,1	73,2	26,4	57,2	20,6	49,0	17,6	72,4	26,1
	61,7	22,2	63,3	22,8	75,0	27,0	50,0	18,0	.	.	61,8	22,3
	73,6	26,5	89,0	32,0	81,5	29,3	70,7	25,5	72,2	26,0	80,2	28,9
	85,0	30,6	88,7	31,9	77,8	28,0	75,7	27,3	58,3	21,0	84,8	30,5
	74,2	26,7	76,8	27,6	70,7	25,5	59,1	21,3	52,0	18,7	73,0	26,3
Seeland	**79,0**	**28,4**	**84,5**	**30,4**	**75,7**	**27,3**	**69,0**	**24,8**	**58,0**	**20,9**	**79,1**	**28,5**
...dt	56,3	20,3	70,3	25,3	83,3	30,0	65,6	23,6	.	.	64,5	23,2
...ry	56,2	20,2	59,9	21,6	57,0	20,5	59,3	21,3	.	.	57,6	20,7
	54,5	19,6	59,7	21,5	64,8	23,3	59,7	21,5	44,8	16,1	58,0	20,9
...en	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
...t	39,8	14,3	42,9	15,4	45,5	16,4	33,3	12,0	43,0	15,5	39,1	14,1
	57,0	20,5	76,8	27,6	68,3	24,6	50,2	18,1	37,3	13,5	61,4	22,1
	55,3	20,0	55,1	19,8	62,6	22,5	59,5	21,4	62,5	22,5	57,6	20,3
Jura	**49,0**	**17,6**	**53,5**	**19,3**	**55,0**	**19,8**	**51,3**	**18,5**	**44,3**	**15,9**	**50,8**	**18,3**
Kanton	**72,4**	**26,1**	**81,1**	**29,2**	**70,1**	**25,2**	**60,4**	**21,7**	**59,1**	**21,3**	**73,1**	**26,3**

C. Kunstfutterernte im Jahr 1901.

Durchschnittsertrag per Hektar und per Jucharte nach Amtsbezirken und Landesteilen.

Amtsbezirke und Landesteile	Futtermischungen		Klee		Luzerne		Esparsette		Uebrige Futterpflanzen		Gesa... Durch... schni...
	Ertrag in Doppelzentnern										
	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.
Oberhasle	97,2	35,0	111,1	40 0	83,3	30,0	?	?	.	.	94,0
Interlaken	84,3	30,3	106,1	38,2	73,0	26,3	92,2	33,2	58 8	21,2	88,7
Frutigen	47,3	17,0	53,0	19 1	?	?	27 8	10,0	?	?	45,9
Saanen	?	?	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Obersimmenthal	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Niedersimmenthal	65,3	23,5	90,0	32,4	62,5	22,5	63,8	23,0	83,3	30,0	71,7
Thun	60,9	21,9	69,9	25,2	68,7	24,7	58,3	21,0	51,0	18,4	62,4
Oberland	**61,6**	**22,2**	**73 3**	**26,4**	**68 0**	**24,5**	**59,0**	**21,2**	**57,2**	**20,6**	**63,2**
Signau	56,3	20,3	62,9	22,6	?	?	?	?	.	.	57,3
Trachselwald	67,4	24,3	75,6	27,2	.	.	69,5	25,0	52,7	19,0	69,4
Emmenthal	**63,4**	**22,8**	**72 9**	**26,2**	?	?	**69,5**	**25,0**	**52,7**	**19,0**	**65,8**
Konolfingen	67,8	24,4	75,7	27,3	78,3	28,2	64,6	23,3	56,4	20,3	69,0
Seftigen	66,9	24,1	71,9	25,9	69,8	25,1	65,2	23,5	51,8	18,6	67,9
Schwarzenburg	56,5	20,3	50,0	18,0	.	.	36,0	13,0	40,7	14,7	53,9
Laupen	62,6	22,5	55,1	19,8	59 6	21,5	52,8	19,0	40,7	14,7	58,4
Bern	64,3	23,1	72 2	26 0	67,4	24,3	53,3	19,2	49,3	17,7	65,8
Fraubrunnen	69,8	25,1	68,2	24,6	74,3	26,7	61,9	22 3	57,7	20,8	68,3
Burgdorf	62,4	22,5	67,9	24,4	63,4	22,8	47,3	17,0	50,9	18,3	63,5
Mittelland	**65,3**	**23,5**	**69,3**	**24,9**	**69,6**	**25,1**	**61 0**	**22,0**	**51,0**	**18 4**	**65,7**
Aarwangen	72,5	26,1	80 9	29,1	?	?	?	?	56,5	20,3	77,7
Wangen	57,9	20,8	70,9	25,5	48,6	17,5	46,2	16,6	43,0	15,5	62,3
Oberaargau	**66,1**	**23 8**	**76,8**	**27,6**	**48,6**	**17,5**	**46,2**	**16 6**	**46,8**	**16,8**	**70,4**
Büren	67,2	24,2	67,2	24,2	69,4	25,0	53,9	19 4	47,8	17,2	65,4
Biel	53,7	19,3	58,3	21 0	71,3	25,7	48 3	17,3	.	.	57,7
Nidau	69,8	25,1	77,9	28 0	70,3	25,3	65,6	23,6	70,8	25,4	72,5
Aarberg	81,7	29,4	79,4	28,6	73,6	26,5	68,8	24,8	59,3	21,4	78,9
Erlach	65,8	23,7	85,3	30,7	69,9	25,2	61,2	22,0	64,7	23,3	72,6
Seeland	**73,5**	**26,8**	**76 7**	**27 6**	**71 0**	**25,6**	**64,0**	**23 0**	**58,7**	**21,1**	**73 6**
Neuenstadt	48,5	17,5	65,3	23,5	97,2	35,0	52,6	18,9	.	.	53,1
Courtelary	52 9	19,0	58,1	20,9	56 9	20,5	54,1	19,5	.	.	54,9
Münster	53,8	19,4	61,7	22,2	65,7	23,7	60,3	21,7	44,5	16,0	58,4
Freibergen	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Pruntrut	42,4	15,3	46,7	16,8	49,1	17,9	37,0	13,3	44,4	16,0	42,3
Delsberg	61,1	22,0	68,5	24,7	74,8	26,9	49,3	17,7	37,0	13,3	62,8
Laufen	57,2	20,8	52,8	18 2	61,8	22,2	58,3	21,0	43,0	15,5	56,2
Jura	**49,2**	**17,7**	**54,4**	**19,6**	**58 0**	**20,9**	**49,5**	**17,8**	**43,2**	**15,6**	**50 2**
Kanton	**63,0**	**22,7**	**71,1**	**25,6**	**64,0**	**23 0**	**56,4**	**20,3**	**51,3**	**18,5**	**64 1**

Die Ernteschädigungen der Kartoffeln durch Krankheit in den Jahren 1900—1903 nach Landesteilen.

Landesteile	Zahl der Gemeinden mit Schadenangaben										Total Gemeinden		
	Keine Schadenangaben	— 5 %	6—10 %	11—15 %	16—20 %	21—30 %	31—40 %	41—50 %	51—60 %	61 % u. mehr	ohne Schaden	mit	Zusammen
1900													
Oberland	37	6	19	6	9	3	1	1	.	.	37	45	82
Emmenthal	4	.	3	1	2	5	4	.	.	.	4	15	19
Mittelland	54	12	25	12	19	14	2	.	.	.	54	84	138
Oberaargau	23	5	9	5	3	3	2	1	.	.	23	28	51
Seeland	41	8	11	1	9	1	.	.	.	.	41	30	71
Jura	66	33	30	5	11	1	.	.	.	.	66	80	146
Kanton	**225**	**64**	**97**	**30**	**53**	**27**	**9**	**2**	.	.	**225**	**282**	**507**
		12,6	19,1	5,9	10,5	5,3	1,8	0,4	.	.	44,4	55,6	100
		55,6											
1901													
Oberland	32	3	12	4	11	10	6	4	.	.	32	50	82
Emmenthal	5	.	1	1	1	6	5	.	.	.	5	14	19
Mittelland	29	2	11	9	12	31	21	21	2	.	29	109	138
Oberaargau	19	5	2	4	5	12	3	1	.	.	19	32	51
Seeland	21	.	8	5	8	16	7	3	1	2	21	50	71
Jura	53	14	26	12	27	8	3	3	.	.	53	93	146
Kanton	**159**	**24**	**60**	**35**	**64**	**83**	**45**	**32**	**3**	**2**	**159**	**348**	**507**
		4,7	11,8	6,9	12,6	16,4	8,9	6,3	0,6	0,4	31,4	68,6	100
		68,6											
1902													
Oberland	34	6	15	4	9	10	2	2	.	.	34	48	82
Emmenthal	5	.	2	.	6	1	3	2	.	.	5	14	19
Mittelland	42	10	30	14	15	23	2	2	.	.	42	96	138
Oberaargau	22	4	8	5	5	6	.	1	.	.	22	29	51
Seeland	28	7	14	1	9	7	4	1	.	.	28	43	71
Jura	55	17	35	12	14	10	2	1	.	.	55	91	146
Kanton	**186**	**44**	**104**	**36**	**58**	**57**	**13**	**9**	.	.	**186**	**321**	**507**
		8,7	20,5	7,1	11,4	11,2	2,6	1,8	.	.	36,7	63,3	100
		63,3											
1903													
Oberland	29	4	8	1	7	20	7	6	.	.	29	53	82
Emmenthal	4	.	.	.	2	4	2	4	1	2	4	15	19
Mittelland	29	1	11	6	15	31	23	17	4	1	29	109	138
Oberaargau	18	.	7	.	2	8	5	8	3	.	18	33	51
Seeland	19	1	14	7	11	14	3	2	.	.	19	52	71
Jura	43	12	22	13	24	22	4	2	2	2	43	103	146
Kanton	**142**	**18**	**62**	**27**	**61**	**99**	**44**	**39**	**10**	**5**	**142**	**365**	**507**
		3,6	12,2	5,3	12,0	19,5	8,7	7,7	2,0	1,0	28,0	72,0	100
		72,0											

C. Kunstfutterernte im Jahr 1901.

Durchschnittsertrag per Hektar und per Jucharte nach Amtsbezirken und Landesteilen.

Amtsbezirke und Landesteile	Futtermischungen		Klee		Luzerne		Esparsette		Uebrige Futterpflanzen		Gesamt-Durchschnitt	
	Ertrag in Doppelzentnern											
	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.
Oberhasle	97,2	35,0	111,1	40 0	83,3	30,0	?	?	.	.	94,0	33,8
Interlaken	84,3	30,3	106,1	38,2	73,0	26,3	92,2	33,2	58 8	21,2	88,7	31,9
Frutigen	47,3	17,0	53,0	19 1	?	?	27 8	10,0	?	?	45,2	16,3
Saanen	?	?	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Obersimmenthal	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Niedersimmenthal	65,3	23,5	90,0	32,4	62,5	22,5	63,8	23,0	83,3	30,0	71,7	25,8
Thun	60,9	21,9	69,9	25,2	68,7	24,7	58,3	21,0	51,0	18,4	62,2	22,4
Oberland	**61,6**	**22,2**	**73 3**	**26,4**	**68 0**	**24,5**	**59,0**	**21,2**	**57,8**	**20,8**	**63,3**	**22,8**
Signau	56,3	20,3	62,9	22,6	?	?	?	?	.	.	57,5	20,7
Trachselwald	67,4	24,3	75,6	27,2	.	.	69,5	25,0	52,7	19,0	69,6	25,1
Emmenthal	**63,4**	**22,8**	**72 9**	**26,2**	?	?	**69,5**	**25,0**	**52,7**	**19,0**	**65,8**	**23,7**
Konolfingen	67,8	24,4	75,7	27,3	78,3	28,2	64,0	23,3	56,4	20,3	69,0	24,8
Seftigen	66,9	24,1	71,9	25,9	69,8	25,1	65,2	23,5	51,8	18,6	67,2	24,2
Schwarzenburg	56,5	20,3	50,0	18,0	.	.	36,0	13,0	40,7	14,7	53,0	19,1
Laupen	62,6	22,5	55,1	19,8	59 6	21,5	52,8	19,0	40,7	14,7	58,6	21,1
Bern	64,3	23,1	72 2	26 0	67,4	24,3	53,3	19,2	49,3	17,7	65,0	23,4
Fraubrunnen	69,8	25,1	68,3	24,6	74,3	26,7	61,0	22 0	57,7	20,8	68,3	24,6
Burgdorf	62,4	22,5	67,9	24,4	63,4	22,8	47,3	17,0	50,0	18,0	63,5	22,9
Mittelland	**65,3**	**23,5**	**69,3**	**24,9**	**69,6**	**25,1**	**61 0**	**22,0**	**51,0**	**18 4**	**65,7**	**23,7**
Aarwangen	72,5	26,1	80 9	29,1	?	?	?	?	56,5	20 3	77 7	28 0
Wangen	57,9	20,8	70,9	25,5	48,6	17,5	46,2	16,6	43,0	15,5	62,5	22,5
Oberaargau	**66,1**	**23 8**	**76,8**	**27,6**	**48,6**	**17,5**	**46,2**	**16,6**	**46,8**	**16,8**	**70,4**	**25,3**
Büren	67,2	24,2	67,2	24,2	69,4	25,0	53,9	19 4	47,9	17,2	65,4	23,5
Biel	53,7	19,3	58 3	21 0	71,3	25,7	48,3	17,5	.	.	57,7	20,8
Nidau	69,8	25,1	77,9	28.0	70,3	25,3	65,6	23,6	70,8	25,4	72,5	26,1
Aarberg	81,7	29,4	79,4	28.6	73,6	26,5	68,8	24,8	59,3	21,3	78,2	28,2
Erlach	65,8	23,7	85,3	30,7	69.9	25,2	61,2	22,0	64,7	23 3	72 8	26,2
Seeland	**73,9**	**26,6**	**76 7**	**27 6**	**71 0**	**25,6**	**64,0**	**23 0**	**58,7**	**21,1**	**73,0**	**26 3**
Neuenstadt	48,5	17,5	65,3	23,5	97,2	35,0	52,6	18,9	.	.	53,1	19,1
Courtelary	52 9	19,0	58,1	20,9	56 9	20,5	54,4	19,8	.	.	54,0	19,4
Münster	53,8	19,4	61,7	22,2	65,7	23,7	60.3	21,7	44,5	16,0	58,4	21,0
Freibergen	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Pruntrut	42,4	15,3	46,7	16,8	49,7	17,9	37,0	13,3	44,4	16,0	42,3	15,2
Delsberg	61,1	22,0	68,5	24,7	74,8	26,9	49,3	17,7	37,0	13,3	62,0	22,3
Laufen	57,9	20,8	52,6	18 9	61,8	22,2	58,3	21,0	43,0	15,5	56,1	20,2
Jura	**49,2**	**17,7**	**54,4**	**19,6**	**58 0**	**20,9**	**49,5**	**17,8**	**43,2**	**15,6**	**50,6**	**18,2**
Kanton	**63,0**	**22,7**	**71,1**	**25 6**	**64,0**	**23 0**	**56,4**	**20,3**	**51,3**	**18,5**	**64 3**	**23,1**

C. Kunstfutterbau.

ertrag des Kunstfutters in den Jahren 1900—1903 nach Landesteilen.

steile	Gesamtertrag in Doppelzentnern							
	Futtermischungen	Klee	Luzerne	Esparsette	Uebrige Futterpflanzen	Zusammen	Vor- oder Nachfrucht	Total
				1900				
. . .	184,755	49,536	10,472	33,439	3,692	281,894	5,990	287,884
hal . .	446,607	175,397	.	5,603	5,008	632,615	450	633,065
nd . . .	1,144,156	591,941	72,944	190,223	50,683	2,049,947	41,143	2,091,090
gau . .	149,483	273,478	22,694	3,044	5,497	454,196	5,587	459,783
. . .	131,974	199,426	31,668	54,015	5,452	422,535	4,671	427,206
. . .	194,540	81,307	32,001	153,929	2,437	464,214	2,758	466,972
Kanton	2,251,515	1,371,085	169,779	440,253	72,769	4,305,401	60,599	4,366,000
				1901				
. . .	156,564	45,990	9,240	30,318	3,521	245,633	7,382	253,015
hal . .	385,971	158,293	.	5,247	4,527	554,038	550	554,588
nd . . .	972,245	494,668	64,591	174,053	42,589	1,748,146	45,543	1,793,689
gau . .	124,277	238,873	16,942	2,250	4,651	386,993	6,125	393,118
. . .	123,434	181,128	29,667	50,091	5,520	389,840	9,785	399,625
. . .	195,428	82,638	33,697	148,605	2,375	462,743	15,916	478,659
Kanton	1,957,919	1,201,590	154,137	410,564	63,183	3,787,393	85,301	3,872,694
				1902				
. . .	176,099	47,787	8,494	30,452	3,539	266,371	7,295	273,666
hal . .	361,922	147,708	.	4,719	3,977	518,326	300	518,626
nd . . .	1,050,024	548,598	70,605	187,112	46,354	1,902,693	51,909	1,954,602
gau . .	136,167	246,135	20,567	2,513	4,950	410,332	8,913	419,245
. . .	130,387	199,833	33,695	53,868	5,509	423,292	8,846	432,138
. . .	199,409	82,701	34,577	157,906	2,227	476,820	16,515	493,335
Kanton	2,054,008	1,272,762	167,938	436,570	66,556	3,997,834	93,778	4,091,612
				1903				
. . .	192,107	54,007	9,574	35,401	5,999	297,088	6,320	303,408
hal . .	419,713	150,667	.	5,776	4,553	580,709	780	581,489
nd . . .	1,135,769	557,769	73,096	182,662	51,294	2,000,590	41,025	2,041,615
gau . .	146,206	264,776	21,299	2,863	6,650	441,794	6,720	448,514
. . .	136,578	209,938	36,837	54,526	6,768	444,647	8,030	452,677
. . .	237,866	101,014	42,282	179,118	2,690	562,970	9,938	572,908
Kanton	2,268,239	1,338,171	183,088	460,346	77,954	4,327,798	72,813	4,400,611

D. Verschiedene Pflanzungen.

a. Durchschnitts- und Gesamterträge und Durchschnittspreise der Gemüse Hülsenfrüchte in den Jahren 1900–1903 nach Landesteilen.

Landesteile	Durchschnittserträge per Aare				Gesamterträge				Durchsch
	Kohl (Kabis)	Kraut ꝛc.	Erbsen	Ackerbohnen	Kohl (Kabis)	Kraut ꝛc.	Erbsen	Ackerbohnen	Kabis
	Bierling = 25 Köpfe	q.	Viertel = 15 Liter		Bierling = 25 Köpfe	q.	Viertel = 15 Liter		per Bierling = 25 Köpfe
					1900				Fr.
Oberland	8,5	188	3	3,1	134,456	8,795	14,134	16,019	2,8
Emmenthal	7,3	271	2,2	3,1	56,725	7,243	7,937	21,150	4
Mittelland	7,6	155	3	3,1	241,292	12.674	39,490	65,918	2,7
Oberaargau	7,2	152	3,1	3,2	46,346	2,561	8,959	22,292	3,8
Seeland	7,9	171	2,7	2,3	95,780	7,381	16,861	22,594	2,3
Jura	8,5	136	2,7	2,9	194,466	8,250	19,282	15,638	2,8
Kanton	**8**	**170**	**2,8**	**2,9**	**769,065**	**46,904**	**106,663**	**163,611**	**2,9**
					1901				
Oberland	7,3	181	3,0	3,0	116,716	9,562	14,601	15,413	3,1
Emmenthal	7,3	263	2,2	2,5	55,219	7,023	7,984	16,794	4,0
Mittelland	7,7	167	3,0	2,8	245,270	13,691	39,961	59,965	2,9
Oberaargau	6,5	158	2,9	3,2	41,319	2,655	8,381	22,560	4,1
Seeland	7,2	150	2,8	2,5	86,941	6,513	17,480	24,599	2,6
Jura	8,5	126	2,6	2,8	193,568	7,728	18,544	15,006	2,9
Kanton	**7,6**	**167**	**2,8**	**2,8**	**739,033**	**47,172**	**106,951**	**154,337**	**3,1**
					1902				
Oberland	8,4	.	2,8	3,1	133,332	.	13,659	17,018	2,8
Emmenthal	6,8	.	2,4	2,3	51,454	.	8,766	15,631	4,0
Mittelland	8,1	.	3,3	4,0	258,740	.	44,369	87,006	2,6
Oberaargau	7,3	.	3,3	4,2	46,794	.	10,542	28,905	3,8
Seeland	7,7	.	3,2	2,9	93,085	.	19,988	28,568	2,3
Jura	8,4	.	2,9	3,6	192,763	.	21,086	19,434	2,8
Kanton	**8,0**	.	**3,1**	**3,0**	**776,168**	.	**118,410**	**196,562**	**2,8**
					1903				
Oberland	8,8	.	3	3	135,177	.	14,094	15,531	3,3
Emmenthal	7,6	.	3,6	4,5	56,228	.	13,219	28,555	3,9
Mittelland	8,7	.	2,8	3,3	277,887	.	37,232	71,339	3
Oberaargau	7,7	.	3,1	3,7	49,026	.	9,006	25,748	4,4
Seeland	7,3	.	2,8	3,2	88,118	.	17,405	31,738	2,6
Jura	9,1	.	2,7	3,2	208,381	.	19,429	21,122	2,8
Kanton	**8,2**	.	**3**	**3,6**	**814,817**	.	**110,385**	**194,033**	**3,1**

D. Verschiedene Pflanzungen.

Durchschnitts- und Gesamterträge und Durchschnittspreise der Handelspflanzen in den Jahren 1900–1903 nach Landesteilen.

teile	Durchschnittsertrag per Are					Gesamtertrag					Durchschnittspreise per Kilo				
	Raps	Hanf	Flachs	Cichorie	Tabak	Raps	Hanf	Flachs	Cichorie	Tabak	Raps	Hanf	Flachs	Cichorie	Tabak
	Kilo	Kilo	Kilo	Kilo	Kilo	q.	q.	q.	q.	q.	Cts.	Cts.	Cts.	Cts.	Cts.
1900															
. . .	12,5	7,7	8,7	120	.	34,5	264,6	342,1	49,2	.	63	181	211	50	.
l . .	10,5	4,9	5,7	?	.	31,6	284,7	479,6	.	.	33	139	152	.	.
. . .	20,4	9,5	8,7	98,6	17,5	372,3	1244,5	1282,5	362,1	426	40	161	180	43	56
a . .	13	9,6	6,9	70,5	.	67,7	318,6	272,7	198,5	.	40	150	152	50	.
. . .	14,8	8,3	7,7	25	25	279,0	326,9	236,2	3	40	32	178	184	?	60
. . .	6,5	11,6	10,1	?	.	201,1	300,2	227,6	.	.	25	190	152	.	.
Kanton	12,5	8,4	7,8	87,3	18	986,1	2739,5	2840,7	612,8	466	39	167	172	48	58
1901															
. . .	11,3	7,2	9,2	120	.	30,1	252,2	373,5	49,2	.	43	189	208	?	.
l . .	10,8	5,7	5,8	?	.	31,5	329,9	494,3	.	.	35	150	168	.	.
. . .	18,5	9,3	8,8	67,4	14,8	297,0	1330,1	1302,1	247,3	360,2	34	154	170	42	57
a . .	13	7,1	6,0	62,5	.	68,3	233,7	237,2	176,4	.	?	148	167	53	.
. . .	14,9	8,6	8,0	137,2	40	279,0	339,0	247,2	187,9	64	31	177	192	50	60
. . .	6	10,0	11,3	?	.	185,6	257,4	200,0	.	.	20	185	170	.	.
Kanton	11,6	8,4	7,9	80	16,4	891,5	2742,3	2854,3	660,6	424,2	35	167	179	48	59
1902															
. . .	14,3	7,1	8,6	125	.	38,6	247,2	339,5	51,3	.	?	185	199	50	.
l . .	8	5,1	5,5	?	.	24	297,0	471,4	.	.	35	154	176	.	.
. . .	19,9	8,9	9,3	88,5	30,5	193,4	1194,4	1393,8	324,7	742,4	35	159	183	43	54
a . .	10,3	9,2	6,2	53,4	.	53,5	305,1	245,5	150,7	.	40	145	163	57	.
. . .	14,7	7,4	7,1	20	40	277,1	295,9	218,3	2,1	64	30	182	196	?	56
. . .	9	13,6	9,7	?	.	278,8	311,8	120,7	.	.	25	202	214	.	.
anton	12,2	8,2	7,8	75,3	31,1	864,9	2650,5	2789,2	528,1	806,4	33	171	189	50	55
1903															
. . .	?	6,0	5,8	120	.	.	208,1	229,1	49,2	.	.	190	192	?	.
. . .	10,5	5,2	5,8	?	.	31,5	300,6	493,3	.	.	35	152	171	.	.
. . .	22	8,7	9,0	61	50	308,9	1038,6	1337,5	131,2	217,0	32	155	175	?	46
. . .	13	7	6,7	36,8	.	67,7	231,6	265,6	103,8	.	?	155	177	60	.
. . .	15,2	7,8	7,1	20	40	287,8	227,5	162,0	2,1	64,0	29	168	165	?	60
. . .	13	10,1	9,8	?	.	402,2	234,2	117,2	.	.	20	203	138	.	.
nton	14,8	7,5	7,4	59,5	45	1098,1	2240,9	2604,9	286,9	281,0	29	171	170	60	53

D. Verschiedene Pflanzungen.

a. Durchschnitts- und Gesamterträge und Durchschnittspreise der Gemüse- u Hülsenfrüchte in den Jahren 1900–1903 nach Landesteilen.

Landesteile	Durchschnittserträge per Aare				Gesamterträge				Durchschnitts	
	Kohl (Kabis)	Kraut rc.	Erbsen	Ackerbohnen	Kohl (Kabis)	Kraut rc.	Erbsen	Ackerbohnen	Kabis Fr.	Erbsen Fr.
	Vierling = 25 Köpfe	q.	Viertel = 15 Liter		Vierling = 25 Köpfe	q.	Viertel = 15 Liter		per Vierling = 25 Köpfe	per =
1900										
Oberland . . .	8,5	188	3	3,1	134,456	8,795	14,134	16,019	2,8	4,5
Emmenthal . .	7,5	271	2,2	3,1	56,725	7,243	7,937	21,150	4	4,4
Mittelland . .	7,6	155	3	3,1	241,292	12.674	39,490	65,918	2,7	4,2
Oberaargau . .	7,3	152	3,1	3,2	46,346	2,561	8,959	22,292	3,9	4,8
Seeland . . .	7,9	171	2,7	2,3	95,780	7,381	16,861	22,594	2,5	3,6
Jura	8,5	136	2,7	2,9	194,466	8,250	19,282	15,638	2,9	4,1
Kanton	**8**	**170**	**2,8**	**2,9**	**769,065**	**46,904**	**106,663**	**163,611**	**2,9**	**4,2**
1901										
Oberland . . .	7,3	181	3,0	3,0	116,716	9,562	14,601	15,413	3,1	4,2
Emmenthal . .	7,3	263	2,2	2.5	55,219	7,023	7,984	16,794	4,0	4,0
Mittelland . .	7,7	167	3,0	2,8	245,270	13,691	39,961	59,965	2,9	4,3
Oberaargau . .	6,5	158	2,9	3,2	41,319	2,655	8,381	22,560	4,1	4,1
Seeland . . .	7,2	150	2,8	2,5	86,941	6,513	17,480	24,599	2,6	3,7
Jura	8,5	126	2,6	2,8	193,568	7,728	18,544	15,006	2,9	4,2
Kanton	**7,6**	**167**	**2,8**	**2,8**	**739,033**	**47,172**	**106,951**	**154,337**	**3,1**	**4,1**
1902										
Oberland . . .	8,4	.	2,8	3,1	133,332	.	13,659	17,018	2,8	4,2
Emmenthal . .	6,8	.	2,4	2,3	51,454	.	8,766	15,631	4,0	4,1
Mittelland . .	8,1	.	3,3	4,0	258,740	.	44,369	87,006	2,6	4,2
Oberaargau . .	7,3	.	3,5	4,2	46,794	.	10,542	28,905	3,8	4,3
Seeland . . .	7,7	.	3,2	2,9	93,085	.	19,988	28,568	2,3	3,8
Jura	8,4	.	2,9	3,6	192,763	.	21,086	19,434	2,8	4,3
Kanton	**8,0**	**.**	**3,1**	**3,0**	**776,168**	**.**	**118,410**	**196,562**	**2,8**	**4,2**
1903										
Oberland . . .	8,8	.	3	3	135,177	.	14,094	15,531	3,3	4,2
Emmenthal . .	7,6	.	3,6	4,5	56,228	.	13,219	28,555	3,9	4,4
Mittelland . .	8,7	.	2.8	3,3	277,887	.	37,232	71,339	3	4,3
Oberaargau . .	7,7	.	3,1	3.7	49,026	.	9,006	25,748	4,4	4,3
Seeland . . .	7,3	.	2,8	3,2	88,118	.	17,405	31,738	2,6	3,9
Jura	9,1	.	2.7	3,9	208,381	.	19,429	21,122	2,8	4,2
Kanton	**8,2**	**.**	**3**	**3,6**	**814,817**	**.**	**110,385**	**194,033**	**3,2**	**4,1**

D. Verschiedene Pflanzungen im Jahr 1902.

hschnitts- und Gesamterträge und Durchschnittspreise der Handelspflanzen nach Amtsbezirken und Landesteilen.

zirke / eile	Durchschnittsertrag per Are					Gesamtertrag					Durchschnittspreise per Kilo				
	Raps	Hanf	Flachs	Cichorie	Tabak	Raps	Hanf	Flachs	Cichorie	Tabak	Raps	Hanf	Flachs	Cichorie	Tabak
	Kilo	Kilo	Kilo	Kilo	Kilo	q.	q.	q.	q.	q.	Gld.	Gld.	Gld.	Gld.	Gld
. . .	?	?	3,0	?	.	.	.	4,1	.	.	.	.	175	.	.
. . .	?	6	5,1	125	.	.	42,9	46,8	51,3	.	.	230	234	50	.
. . .	?	4	4,3	.	.	.	28,2	27,0	.	.	.	200	220	.	.
. . .	.	.	?	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
thal .	.	?	?	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
nthal .	?	8	10,8	.	.	.	54,5	63,2	.	.	.	155	180	.	.
. . .	14,3	8,9	11,6	.	.	38,6	121,8	198,4	.	.	?	174	186	.	.
erland	14,3	7,1	8,6	125	.	38,6	247,2	339,5	51,3	.	?	185	199	50	.
. . .	.	4,4	5,0	.	.	.	109,8	201,6	.	.	.	160	174	.	.
. . .	8	5,7	5,3	?	.	24	187,2	269,8	.	.	35	148	178	.	.
nthal	8	5,1	5,3	?	.	24	297,0	471,4	.	.	35	154	176	.	.
. . .	?	7,1	10,1	.	.	.	353,2	652,5	.	.	.	154	165	.	.
. . .	?	6,3	6,1	?	.	.	104,1	114,7	.	.	.	168	181	.	.
rg- .	.	15	10	.	.	.	36,6	70,8	.	.	.	140	187	.	.
. . .	15	8,9	6,2	100	30,9	74,4	122,8	57,2	122	742,4	35	160	202	35	54
. . .	?	13,3	10,5	6	.	.	213,3	140,0	1,8	.	.	160	152	50	.
. . .	?	10,2	11,4	70	.	.	152,0	185,5	32,9	.	.	180	218	?	.
. . .	25	10,3	8,8	100	.	119	212,4	173,3	168	.	35	150	175	?	.
rland	19,9	8,9	9,4	88,5	30,9	193,4	1194,4	1393,8	324,7	742,4	35	159	183	43	54
. . .	20	10,4	9,8	80	.	1,2	130,3	113,9	68	.	?	140	152	57	.
. . .	10	8,5	4,6	42	.	52,1	174,9	131,6	82,7	.	40	150	173	?	.
argau	10,2	9,2	6,2	53,4	.	53,3	305,1	245,5	150,7	.	40	145	163	57	.
. . .	22	7	5,9	20	?	31,2	77,1	64,6	2,4	.	35	163	183	?	.
. . .	?	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
. . .	?	10	7	?	?	.	104,7	55,9	.	.	.	200	250	.	.
. . .	15,5	6	9,8	?	.	122,5	57,7	81,5	.	.	30	180	163	.	.
. . .	13	6,5	4,6	?	40	123,4	55,5	16,2	.	64	26	183	188	.	56
land	14,7	7,4	7,1	20	40	277,1	295,0	218,3	2,4	64	30	182	196	?	56
. . .	.	.	?	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
. . .	?	?	3	?	.	.	.	3,3	.	.	.	.	?	.	.
. . .	.	10	10,8	.	.	.	13,3	70,4	.	.	.	230	228	.	.
. . .	.	.	?	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
. . .	9	13,8	9,8	.	.	278,5	298,5	47,0	.	.	25	173	200	.	.
. . .	?	?	?	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
. . .	.	?	?	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
ura	9	13,6	9,7	?	.	278,5	311,8	120,7	.	.	25	202	214	.	.
on	12,2	8,2	7,5	75,3	31,1	864,9	2650,5	2789,7	529,1	806,4	33	171	189	50	55

E. Wiesenbau im Jahr 1900.

Durchschnittsertrag der Heuernte per Hektar und per Jucharte und Futterpreisen im Durchschnitt nach Amtsbezirken und Landesteilen

Amtsbezirke und Landesteile	Es wurden durchschnittlich geerntet (Heu, Emd, Herbstgras oder Herbstweide) Doppelzentner								Preise per Doppelzentner in Franken		
	in gutem		in mittlerem		in geringem		überhaupt		Heu		Emd
	Wiesland per						per		gutes	geringes	
	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.			
Oberhasle	70,9	25,5	41,8	15,0	13,5	4,9	40,6	14,6	8,7	6,4	9,3
Interlaken	95,2	34,3	59,5	21,4	27,7	10,0	59,1	21,3	9,1	6,9	9,7
Frutigen	59,4	21,4	36,5	13,1	15,9	5,6	38,8	14,0	9,7	7,1	11,3
Saanen	74,1	26,7	44,1	15,9	15,7	5,7	53,0	19,1	8,8	5,7	10
Obersimmenthal	59,1	21,3	33,2	12,0	12,8	4,6	32 6	11,7	9,3	7	10,8
Niedersimmenthal	64,1	23,1	41,8	15,0	21,4	7,7	48,7	17,5	9,8	7,9	10,6
Thun	103,0	37,1	69,7	25,1	36,0	13,0	77,5	27,9	9,1	7	10
Oberland	**77,5**	**27,9**	**47,7**	**17,2**	**20,5**	**7,4**	**50,8**	**18,3**	**9,2**	**6,9**	**10,2**
Signau	88,6	31,9	58,3	21,0	24,2	8,7	60,3	21,7	8,7	6,8	9,8
Trachselwald	106,6	38,4	67,9	24,4	36,9	13,3	68,1	24,5	7,5	5,2	8,9
Emmenthal	**97,5**	**35,1**	**60,8**	**21,9**	**27,1**	**9,8**	**62,0**	**22,3**	**8,5**	**6,4**	**9,2**
Konolfingen	109,9	39,6	74,9	27,0	46,0	16,6	82,4	29,7	9	6,8	10,1
Seftigen	87,8	31,6	61,3	22,1	37,2	13,4	65,0	23,4	8,1	6,2	10,1
Schwarzenburg	91,6	33,0	63,1	22,7	33,3	12,0	64,3	23,1	8,5	5,8	9,9
Laupen	98,1	35,3	69,9	25,2	42,2	15,2	71,2	25,6	8,3	6,9	9,4
Bern	106,2	38,2	77,8	28,0	48,3	17,4	84,7	30,5	8,2	6,3	9
Fraubrunnen	106,3	38,3	75,4	27,1	49,2	17,7	80,8	29,1	8,6	6,3	9
Burgdorf	98,1	35,1	71,1	25,7	45,6	16,4	74,7	26,9	8,1	6,2	8,7
Mittelland	**100,6**	**36,2**	**70,6**	**25,4**	**43,0**	**15,5**	**75,4**	**27,1**	**8,4**	**6,4**	**9,4**
Aarwangen	109,3	39,3	78,4	28,2	46,4	16,7	80,5	29,0	7,4	5,5	8,2
Wangen	112,6	40,5	80,6	29,0	53,9	19,4	84,4	30,4	7,5	6	8,5
Oberaargau	**110,8**	**39,9**	**79,5**	**28 6**	**49,9**	**18,0**	**82,2**	**29,6**	**7,5**	**5,7**	**8,3**
Büren	85,4	30,7	64,4	23,2	37,6	13,5	69,0	24 8	8,1	6,3	8,6
Biel	90,0	32,4	65,7	23,7	22,2	8,0	69,3	24,9	8,7	7	9
Nidau	87,8	31,6	61,3	22,1	37,2	13,4	66,7	24,0	8,7	6,7	9,7
Aarberg	95,8	34,5	68,6	24,7	45,5	16,4	72,9	26,2	8,1	5,7	8,3
Erlach	86,8	31,2	64,7	23,3	34,1	12,3	61,9	22,3	7,5	5,4	8,1
Seeland	**89,5**	**32,2**	**65,2**	**23,5**	**38,6**	**13,9**	**68,2**	**24,6**	**8,2**	**5,9**	**8,2**
Neuenstadt	92 6	33,3	65,3	23,5	32,9	11,8	52,8	19,0	8	6,3	9
Courtelary	89,0	32,0	52,0	18,7	23,3	8,4	50,2	18 1	8,8	7,4	9,2
Münster	76,1	27,1	47,9	17,2	23,0	8,3	43,5	15,7	7,7	5,9	8,7
Freibergen	58,0	20,9	32,1	11,6	13 8	5,0	33,7	12,1	8,3	6,6	9,6
Pruntrut	70,4	25,3	47,3	17,0	25,8	9,3	46,2	16,6	8	6,6	7,4
Delsberg	77,4	27,8	48,1	17,3	25 0	9,0	44,9	16,2	8,5	7,1	9,2
Laufen	93,8	33,8	57,0	20,5	22,2	8,0	59,4	21,4	8	6,2	7,3
Jura	**75,1**	**27,0**	**45,5**	**16,4**	**23,2**	**8,4**	**43,3**	**15,6**	**8,2**	**6,6**	**8,6**
Kanton	**85,9**	**30,9**	**55,2**	**16,3**	**28,0**	**10.1**	**57.1**	**20,6**	**8,3**	**6,3**	**9,3**

E. Wiesenbau im Jahr 1901.

chschnittsertrag der Heuernte per Hektar und per Jucharte nebst terpreisen im Durchschnitt nach Amtsbezirken und Landesteilen.

tsbezirke und ndesteile	Es wurden durchschnittlich geerntet (Heu, Emd, Herbstgras oder Herbstweide) Doppelzentner								Preise per Doppelzentner in Franken			
	in gutem		in mittlerem		in geringem		überhaupt per		Heu		Emd	Heu und Emd gemischt
	Wiesland per								gutes	geringes		
	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.				
asle	70,9	25,5	42,4	15,3	16,1	5,8	41,7	15,0	9,1	6.7	9,5	9,3
laken	88,0	31,7	56,4	20,3	25,0	9,0	55,1	19,8	8,8	7,7	9,7	9,1
gen	72,5	26,1	47,0	16,9	20,9	7.5	48,8	17,6	9,8	7,3	10.6	9,8
en	69,6	25,1	39,4	14,2	14,7	5,3	48,8	17,6	8,7	5.7	10	8,8
mmenthal	53,0	19,1	28,6	10,3	10,5	3,8	28,4	10,2	10,7	8,4	12,5	10,7
ſimmenthal	60,6	21,6	39,0	14,0	19,0	6,8	46,5	16,7	10	8,1	10,1	9,8
	92,3	33,2	61,1	22,0	29,3	10,5	68,3	24.6	9,8	7,8	10,9	10,3
Oberland	**74,1**	**26,7**	**45,6**	**16.4**	**20,0**	**7,2**	**48,6**	**17,5**	**9,6**	**7.5**	**10,4**	**10,2**
au	84,1	30,3	55,5	20,0	24,1	8,7	55.4	19,9	10,4	8.1	10,8	10,1
ſelwald	93,4	33,6	58,4	21,0	32,9	11,8	59,3	21,3	8,6	6.6	9,7	8,9
Emmenthal	**85,7**	**30,9**	**56,2**	**20,2**	**26,1**	**9,4**	**56,3**	**20,3**	**10,0**	**7,7**	**10,4**	**9,2**
ſingen	96,0	34.6	66,9	24,1	41,5	15,0	72,8	26.2	10,7	8	11,7	10,8
gen	92,1	33,2	64,2	23,1	37,4	13,5	67,8	24,4	10,2	7,5	11	10,4
arzenburg	82,5	29,7	56,8	20,4	40,1	14,4	60,6	21,8	11	7	11,9	10,5
n	74,7	26,9	54,7	19,7	33,1	11,9	55,9	19.8	10.5	7,8	11,3	10,4
	93,8	33,8	69,9	25,2	47,1	17.0	76,1	27,4	11,5	8,9	11,6	11,0
brunnen	73,5	26,5	53,5	19,3	35,3	12,7	57.0	20,5	10,2	8,5	10,7	10,3
dorf	73,7	26,5	53,3	19,2	32,7	11,8	55,5	20.0	10,3	8,3	10,9	10,4
Mittelland	**86,2**	**31.0**	**61,0**	**22,0**	**38,3**	**13,8**	**65,2**	**23,5**	**10.7**	**8,1**	**11.3**	**10,6**
angen	98,9	35,6	69,9	25,2	40,3	14,5	71,9	25,9	9	6,8	9,6	9,2
gen	87.9	31,6	63,8	23,0	40,1	14,4	65,7	23,7	9,6	7,5	10,7	9,6
Oberaargau	**94,0**	**33,8**	**67,7**	**24.4**	**40,2**	**14.5**	**69,3**	**24,9**	**9,2**	**7,1**	**10,0**	**9,4**
	85,1	30,6	63,1	22,7	37,9	13,6	68,4	24,5	9,9	8,1	10,3	9,6
	88,7	31,9	62,7	22,6	19,0	6,8	67,1	24,2	9,3	7,3	9,7	9
	88,7	31.9	64,7	23,3	41,5	14,9	69,2	24.9	9,7	7,6	10,3	9,4
rg	100,9	36,3	73,1	26,3	49,1	17,7	77,4	27,9	10,5	7,7	11	10,1
	96,1	34,6	71,4	25,7	44,6	16,1	70,8	25.5	9,3	7	9,2	8,8
Seeland	**92,9**	**33,4**	**68,8**	**24.7**	**43,8**	**15,8**	**72,2**	**26,0**	**9,9**	**7,5**	**10,2**	**9,7**
Stadt	92,3	33,2	61,6	22,2	33,6	12 1	51,7	18,6	8,8	6,8	8	8
elary	85,4	30,7	49,8	17,9	18,4	6,6	46,3	16,7	10,1	8,3	10	9,7
ver	79,7	28,7	48,8	17,6	22,8	8,2	44,3	16,6	8,3	6,5	9,1	8,3
rgen	59,2	21,3	34,7	12,5	15,2	5,5	35,6	12,8	9,6	7.8	10,2	9,4
trul	75,3	27,1	49,6	17,9	27,7	10,0	49,1	17,7	7,9	6.4	7	7,4
berg	90,1	32,4	55,4	19,9	25,3	9,1	50,5	18,2	8	6,7	8,5	7,5
n	95.8	34.5	59,9	21,6	29,4	10,6	63.3	22,8	7,9	6.3	7.7	7,1
Jura	**78,7**	**28,3**	**47,9**	**17.2**	**23,4**	**8,4**	**45,1**	**16,2**	**8,7**	**6,9**	**8,8**	**8,2**
Kanton	**81,5**	**29,3**	**53,0**	**19,1**	**27,2**	**9,8**	**54,6**	**19,7**	**9,7**	**7,4**	**10,2**	**9,9**

E. Wiesenbau im Jahr 1902.

Durchschnittsertrag der Heuernte per Hektar und per Juchart[e] [...] Futterpreisen im Durchschnitt nach Amtsbezirken und Landesteil[en]

Amtsbezirke und Landesteile	Es wurden durchschnittlich geerntet (Heu Emd, Herbstgras oder Herbstweide) Doppelzentner								Preise per Doppelzentner in Franken		
	in gutem		in mittlerem		in geringem		überhaupt per		Heu		Emd
	Wiesland per								gutes	geringes	
	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.			
Oberhasle	85,3	30,7	53,1	19,1	30,1	10,8	54,9	19,8	9,6	7,6	10
Interlaken	91,9	33,1	56,2	20,2	24,4	8,8	55,8	20,1	8,8	7,2	9,6
Frutigen	63,7	22,9	41,4	14,9	19,3	6,9	44,0	15,8	9,8	7,4	11,4
Saanen	54,3	19,5	31,0	11,7	11,7	4,2	38,7	13,9	9,7	6,4	11,8
Obersimmenthal	57,6	20,7	33,1	11,9	12,8	4,6	32,11	11,6	9,4	7,4	10,8
Niedersimmenthal	65,8	23,7	42,3	15,2	19,1	6,9	49,3	17,7	9,8	7,6	9,4
Thun	95,7	34,5	64,8	23,3	31,8	11,4	71,7	25,8	8,6	7,1	9,3
Oberland	**75,5**	**27,1**	**46,6**	**16,8**	**21,2**	**7,6**	**49,7**	**17,9**	**9,2**	**7,1**	**10,4**
Signau	64,7	23,3	42,1	15,2	19,9	7,2	43,8	15,8	9,2	7,1	9,8
Trachselwald	87,3	31,6	55,6	20,0	29,6	10,7	55,8	20,1	9	7	9,4
Emmenthal	**69,6**	**25,1**	**45,6**	**16,4**	**22,1**	**8,0**	**46,0**	**16,6**	**9,2**	**7,1**	**9,6**
Konolfingen	98,7	35,5	71,4	25,7	46,0	16,6	86,5	31,1	8,4	7	9,2
Seftigen	83,5	30,1	57,5	20,7	34,0	12,2	61,2	22,0	8,4	6,4	9,2
Schwarzenburg	87,14	31,5	57,5	20,7	29,5	10,6	59,7	21,5	8,3	6,7	9,2
Laupen	90,0	32,4	65,8	23,7	39,5	14,2	66,2	23,8	8,8	6,8	9,6
Bern	91,7	33,1	65,9	23,7	42,6	15,3	72,9	26,2	9,1	7,1	9,8
Fraubrunnen	93,4	33,6	64,7	23,3	43,5	15,7	70,5	25,4	8,6	6,7	9,0
Burgdorf	89,2	32,1	63,3	22,8	40,7	14,7	67,0	24,1	8,3	6,7	8,8
Mittelland	**90,8**	**32,7**	**63,3**	**22,8**	**39,5**	**14,2**	**68,1**	**24,5**	**8,6**	**6,9**	**9,3**
Aarwangen	98,6	35,5	67,5	24,3	39,9	14,4	70,6	25,4	8,7	6,9	9,4
Wangen	110,8	39,8	80,6	29,0	52,4	18,9	83,3	30,0	8,4	6,8	9,2
Oberaargau	**103,9**	**37,4**	**73,2**	**26,4**	**45,7**	**16,5**	**76,2**	**27,4**	**8,6**	**6,8**	**9,3**
Büren	96,4	34,7	72,2	26,0	43,1	15,5	76,4	27,5	8,5	6,7	9,0
Biel	99,0	35,6	69,0	24,8	28,6	10,3	76,0	27,4	8	6,2	8,6
Nidau	107,6	38,7	80,2	28,9	49,6	17,9	84,4	30,4	8	6,2	8,6
Aarberg	102,0	37,6	75,4	27,1	52,8	19,0	79,8	28,7	8,2	6,4	9,0
Erlach	108,3	39,0	79,9	28,8	47,2	17,0	78,6	28,3	7,4	5,2	7,6
Seeland	**103,5**	**37,3**	**76,8**	**27,6**	**48,6**	**17,5**	**80,3**	**28,9**	**8,2**	**6,1**	**8,7**
Neuenstadt	86,6	31,2	62,9	22,6	37,9	13,6	53,8	19,3	6,8	5,6	7
Courtelary	88,1	31,7	50,0	18,0	15,3	5,5	46,0	16,6	8,6	7	9,2
Münster	83,3	30,0	49,2	17,9	21,9	7,9	45,3	16,3	7,3	5,9	8,4
Freibergen	61,8	22,2	35,7	12,9	13,9	5,0	36,4	13,1	7,7	6,4	8,8
Pruntrut	90,1	32,4	59,4	21,4	38,4	13,8	60,8	21,8	6,2	5,2	5,9
Delsberg	93,7	33,7	60,7	21,9	27,6	9,9	54,8	19,5	6,7	5,3	7,1
Laufen	104,5	37,6	65,3	23,5	26,8	9,6	67,6	24,2	6,3	5,2	6,8
Jura	**84,6**	**30,5**	**51,5**	**18,5**	**25,2**	**9,1**	**48,6**	**17,5**	**7,2**	**5,8**	**7,4**
Kanton	**85,9**	**30,6**	**55,2**	**19,9**	**28,8**	**10,4**	**57,1**	**20,6**	**8,4**	**6,3**	**8,6**

E. Wiesenbau im Jahr 1903.

hnittsertrag der Heuernte per Hektar und per Jucharte nebst preisen im Durchschnitt nach Amtsbezirken und Landesteilen.

ezirke nd steile	Es wurden durchschnittlich geerntet (Heu, Emd, Herbstgras oder Herbstweide) Doppelzentner								Preise per Doppelzentner in Franken			
	in gutem		in mittlerem		in geringem		überhaupt per		Heu		Emd	Heu und Emd gemischt
	Wiesland per								gutes	geringes		
	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.				
. . .	85,2	30,7	53,2	19,2	22,7	8,2	52,1	18,8	8,8	6,7	9	8,9
. . .	94,0	33,8	58,3	21,0	22,9	8,2	56,7	20,4	8	6,2	9,1	8,3
. . .	73,9	26,3	42,4	15,3	20,1	7,2	47,2	17,0	8,4	6,7	9,8	9,2
. . .	81,6	29,4	56,7	20,4	20,7	7,5	61,9	22,3	7,3	4,7	8	7,1
enthal .	67,2	24,2	38,1	13,7	16,0	5,8	37,7	13,6	8,9	7	9,8	9,5
menthal .	73,6	26,5	46,3	16,7	24,1	8,7	55,2	19,9	8,1	6,7	8,6	8,2
. . .	109,8	39,5	74,4	26,8	39,8	14,3	83,0	29,9	7,6	6,1	8,3	7,7
Oberland	**85,5**	**30,8**	**52,9**	**19,0**	**22,9**	**8,2**	**56,1**	**20,2**	**8,2**	**6,3**	**8,9**	**8,4**
. . .	69,8	25,2	44,3	15,9	22,3	8,0	46,2	16,6	8,1	6,4	8,6	8,1
ald . .	106,3	38,3	68,2	24,6	37,6	13,5	68,5	24,7	7,2	5,5	7,8	7,2
umenthal	**76,2**	**27,4**	**50,5**	**18,2**	**25,7**	**9,3**	**51,0**	**18,4**	**7,7**	**6,0**	**8,2**	**7,7**
gen . .	116,6	42,0	82,8	29,8	48,4	17,4	88,3	31,8	7,5	5,8	8,5	7,7
. . .	95,1	34,2	66,4	23,9	39,7	14,3	70,3	25,3	7,4	5,5	8,6	7,8
nburg .	90,6	32,4	56,3	20,3	28,0	10,1	59,5	21,4	7,9	5,7	9,0	8,5
. . .	101,7	36,6	76,1	27,4	45,6	16,4	75,7	27,3	7,5	5	8,4	7,7
. . .	114,6	41,3	83,0	29,9	47,0	16,9	90,2	32,5	7,2	5,8	8,1	7,3
nen . .	105,3	37,9	76,7	27,6	49,5	17,8	81,4	29,3	7	5,2	7,8	7,1
. . .	103,9	37,4	74,2	26,7	43,3	15,6	77,2	27,8	6,8	5,3	7,2	6,9
Mittelland	**105,7**	**38,1**	**74,2**	**26,7**	**43,3**	**15,6**	**78,8**	**28,4**	**7,3**	**5,5**	**8,4**	**7,6**
en . . .	112,0	40,3	79,3	28,5	47,0	16,9	81,8	29,4	7,7	5,6	8,4	7,8
. . .	102,4	36,9	76,2	27,4	50,4	18,1	78,3	28,2	6,5	5,3	7,2	6,6
eraargau	**107,8**	**38,8**	**78,3**	**28,1**	**48,7**	**17,5**	**80,4**	**28,9**	**7,1**	**5,4**	**7,8**	**7,2**
. . .	100,3	36,1	76,1	27,4	51,5	18,3	82,6	29,7	7,1	5,4	8,1	7,2
. . .	104,9	37,8	54,0	19,4	23,1	8,3	69,1	24,9	7,2	6,2	8,5	7,5
. . .	105,2	37,9	77,5	27,9	50,7	18,3	82,8	29,8	6,8	5,1	7	6,6
. . .	114,7	41,3	86,5	31,1	62,8	22,6	91,0	32,8	7,3	5,6	7,8	7,3
. . .	101,2	36,4	73,6	26,5	45,2	16,3	73,5	26,5	6,8	4,9	7,3	6,7
Seeland	**105,8**	**38,1**	**78,7**	**28,3**	**52,3**	**18,8**	**83,1**	**29,9**	**7,0**	**5,4**	**7,7**	**7,1**
t . .	89,9	32,4	52,7	19,0	26,2	9,4	44,6	16,1	5,8	4,2	6,7	5,5
g . .	95,9	34,5	56,7	20,4	20,9	7,5	52,6	18,9	6,8	5,8	7,6	7,2
. . .	84,5	30,4	48,4	17,4	23,5	8,5	45,6	16,4	6,2	5	7,5	6,7
n . .	62,0	22,3	34,9	12,6	14,8	5,3	36,3	13,1	6,8	5,2	8,2	7,1
	80,8	29,0	54,9	19,8	34,9	12,6	55,0	19,8	5,4	4,4	5,1	4,9
. . .	98,7	35,5	65,0	23,4	25,6	9,2	56,2	20,2	5,6	4,7	6,3	5,8
. . .	98,5	35,5	64,4	23,2	34,3	12,3	67,2	24,2	6	4,9	5,8	5,9
Jura	**84,3**	**30,3**	**51,8**	**18,6**	**25,1**	**9,0**	**48,4**	**17,4**	**6,1**	**4,9**	**6,7**	**6,2**
Kanton	**92,1**	**33,2**	**59,7**	**21,5**	**30,5**	**11,0**	**61,6**	**22,2**	**7,2**	**5,6**	**8,0**	**7,14**

E. Wiesenbau.

Gesamtertrag der Heuernte in gutem, mittlerem und geringem Wies in den Jahren 1900—1903 nach Landesteilen.

Landesteile	Es wurden geerntet Doppelzentner					
	Heu, Emd Herbstgras oder Herbstweide			Heu	Emd	Herbstgras oder Herbstweide
	in gutem	in mittlerem	in geringem			
	Wiesland					
	a. Im Jahr 1900.					
Oberland	916,132	541,109	188,644	1,108,181	411,551	126,153
Emmenthal	227,354	166,036	60,984	279,719	133,391	41,264
Mittelland	771,285	550,818	208,014	970,888	365,935	193,294
Oberaargau	190,202	164,119	66,934	242,606	115,483	63,166
Seeland	404,628	242,793	111,691	516,446	141,209	101,457
Jura	659,677	621,836	304,808	1,075,938	400,864	109,519
Kanton	**3,169,278**	**2,286,711**	**941,075**	**4,193,778**	**1,568,433**	**634,853**
	b. Im Jahr 1901.					
Oberland	875,243	515,928	184,078	1,018,437	397,606	159,206
Emmenthal	199,781	153,596	58,827	261,299	108,790	42,115
Mittelland	661,268	476,739	185,352	821,301	311,472	190,586
Oberaargau	161,371	139,502	54,001	203,362	100,253	51,259
Seeland	419,911	255,197	126,502	472,457	212,013	117,140
Jura	691,058	654,446	306,432	1,113,490	423,295	115,151
Kanton	**3,008,632**	**2,195,408**	**915,192**	**3,890,346**	**1,553,429**	**675,457**
	c. Im Jahr 1902.					
Oberland	890,592	526,941	195,861	1,024,637	429,544	159,213
Emmenthal	162,266	124,599	49,787	208,749	96,216	31,687
Mittelland	696,676	494,999	191,516	848,123	352,169	182,899
Oberaargau	178,480	150,785	61,284	228,516	112,137	49,896
Seeland	468,033	285,132	140,480	540,478	232,145	121,022
Jura	743,310	705,067	330,627	1,147,594	459,330	172,080
Kanton	**3,139,357**	**2,287,523**	**969,555**	**3,998,097**	**1,681,541**	**716,797**
	d. Im Jahr 1903.					
Oberland	1,008,682	598,099	210,284	1,213,960	460,807	142,298
Emmenthal	177,597	138,049	57,982	249,903	91,926	31,799
Mittelland	811,392	579,565	209,619	998,483	412,424	189,669
Oberaargau	184,976	161,496	65,216	243,955	111,548	56,185
Seeland	478,050	293,026	151,396	601,984	213,655	106,833
Jura	740,845	704,017	329,642	1,188,636	432,115	153,783
Kanton	**3,401,542**	**2,474,252**	**1,024,139**	**4,496,921**	**1,722,475**	**680,537**

E. Wiesenbau.

Durchschnittswert der Heuernte per Hektar und per Jucharte in den Jahren 1900—1903 nach Landesteilen.

Landesteile	Durchschnittlicher Geldwert des Heu-, Emd- und Herbstgras- oder Herbstweide-Ertrags							
	in gutem Wiesland		in mittlerem Wiesland		in geringem Wiesland		überhaupt per	
	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.	Hekt.	Juch.
	Franken		Franken		Franken		Franken	
	1900							
Oberland . . .	743	267	456	164	154	55	473	170
Emmenthal . .	859	309	525	189	198	71	530	191
Mittelland . . .	895	322	616	222	318	114	651	234
Oberaargau . .	871	314	620	223	341	123	630	227
Seeland . . .	746	269	511	195	260	94	554	199
Jura	626	225	380	137	169	61	351	126
Kanton	**758**	**273**	**480**	**173**	**202**	**72**	**488**	**176**
	1901							
Oberland . . .	732	264	450	162	162	58	470	169
Emmenthal . .	880	317	570	205	226	81	562	202
Mittelland . . .	944	340	665	239	354	127	697	251
Oberaargau . .	906	326	648	233	338	122	651	234
Seeland . . .	934	336	691	249	375	135	710	256
Jura	680	245	415	149	169	61	378	136
Kanton	**804**	**289**	**516**	**186**	**222**	**80**	**523**	**188**
	1902							
Oberland . . .	719	259	443	159	170	61	480	173
Emmenthal . .	640	230	420	151	172	62	413	149
Mittelland . . .	822	296	571	206	307	111	604	217
Oberaargau . .	922	332	647	233	352	127	660	238
Seeland . . .	870	313	643	231	339	122	658	237
Jura	618	222	373	134	153	55	342	123
Kanton	**737**	**265**	**470**	**169**	**205**	**74**	**478**	**172**
	1903							
Oberland . . .	721	259	445	160	157	57	463	167
Emmenthal . .	600	216	393	141	171	62	390	140
Mittelland . . .	818	294	572	206	280	101	596	215
Oberaargau . .	800	288	578	208	308	111	580	209
Seeland . . .	766	276	570	205	323	116	588	212
Jura	533	192	326	117	135	49	297	107
Kanton	**696**	**251**	**442**	**159**	**187**	**67**	**450**	**162**

F. Obsternte im Jahr 1900.

a. Berechnung des Obstertrages nach Amtsbezirken und Landesteilen.

Amtsbezirke und Landesteile	Durchschnittlicher Ertrag per tragfähigen Baum in Kilogramm					Gesamtertrag in Kilozentner				
	Aepfel	Birnen	Kirschen	Zwetschgen	Nüsse	Aepfel	Birnen	Kirschen	Zwetschgen	
erhasle	65	20	10	20	10	3,794	567	433	425	
nterlaken	92,6	43,6	21,0	24,6	17,4	22,663	6,498	4,039	4,901	2
utigen	124,0	80,5	57,5	27,3	12,5	10,528	3,207	8,170	1,590	
anen	.	.	.	.	.	.	.	.	.	
ersimmenthal	25	20	10	8,8	.	889	277	845	144	
ederſimmenthal	218,8	113,9	50,3	20,4	10,8	36,791	9,561	12,332	2,280	
gun	158,3	66,9	18,9	9,4	13,8	102,276	20,850	8,049	2,314	
Oberland	**143,1**	**65,4**	**29,9**	**17,8**	**14,9**	**176,941**	**40,960**	**33,868**	**11,654**	**3,7**
gnau	56,8	30	30,3	0,3	.	42,914	6,287	10,738	21	
achſelwald	202,8	125	39,8	9,0	.	157,133	32,670	14,169	708	
Emmenthal	**130,7**	**82,7**	**35,0**	**4,9**	.	**200,047**	**38,957**	**24,907**	**729**	
nolfingen	229	139,3	21,5	11,8	1,0	219,671	40,840	9,667	1,728	
ftigen	246,7	129,1	26,6	15	24,1	135,221	23,104	7,144	3,708	
hwarzenburg	36,5	25,6	19,3	9,8	16,3	6,599	2,429	3,149	572	
upen	159	62,2	33,9	22,8	21,7	41,935	5,604	4,162	2,854	
rn	132	61,5	25,8	21,8	11,3	103,099	13,335	7,458	4,524	
aubrunnen	156,2	95,7	33,0	17,3	41,9	65,582	5,988	2,785	1,406	
rgdorf	173	83,5	52,4	13,7	14,8	145,152	16,135	15,480	1,274	
Mittelland	**179,7**	**95,9**	**29,8**	**16,7**	**17,5**	**717,259**	**107,435**	**49,845**	**16,066**	**2,7**
rwangen	200,2	91,9	35,3	11,2	11,2	151,425	18,892	12,606	1,068	
angen	213	114	48,6	26,7	21,3	123,140	13,909	13,227	4,169	
Oberaargau	**205,8**	**100,1**	**41,0**	**20,8**	**17,2**	**274,565**	**32,801**	**25,833**	**5,237**	**1,0**
ren	213,3	110,7	56,4	28,8	36,9	58,510	7,186	4,742	3,390	
el	300	266,7	150	85,0	46,9	12,423	3,616	2,876	2,547	
dau	192	138,2	88,3	65,6	42,1	53,576	12,937	17,300	12,584	1,3
rberg	321,8	229,1	56,8	35	24,1	143,706	30,596	11,340	7,318	
lach	154,2	105,4	69,8	68,1	28,8	24,003	3,910	3,010	8,585	
Seeland	**244,1**	**170,1**	**72,5**	**51,0**	**34,2**	**292,218**	**58,245**	**39,268**	**34,424**	**4,2**
uenstadt	133,3	116,7	46,7	58,3	38,3	4,314	1,637	536	3,172	
urtelary	112,0	76,5	59,5	40,5	12,0	9,195	1,743	3,762	4,033	
ünſter	106,9	76,1	38,7	35,1	4,5	21,416	6,467	4,207	6,841	
eibergen	46,0	38,5	28,0	24,5	3,0	2,461	1,380	705	1,204	
untrut	94,7	69,5	58,5	32,2	11,5	32,623	14,141	14,879	8,768	
lsberg	166,5	93,2	82,8	53,0	9,2	47.386	13,445	15,020	12,468	
ufen	340,4	184,4	85	69,4	5,6	45,934	10,850	7,873	8,257	
Jura	**144,2**	**88,0**	**63,6**	**43,7**	**10,4**	**163,329**	**49,663**	**46,982**	**44,743**	
Kanton	**175,0**	**94,8**	**40,7**	**30,4**	**18,4**	**1,824,359**	**328,061**	**220,703**	**112,853**	**12**

F. Obsternte im Jahr 1901.

a. Berechnung des Obstertrages nach Amtsbezirken und Landesteilen.

Amtsbezirke und Landesteile	Durchschnittlicher Ertrag per tragfähigen Baum in Kilogramm					Gesamtertrag in Kilozentner				
	Aepfel	Birnen	Kirschen	Zwetschgen	Nüsse	Aepfel	Birnen	Kirschen	Zwetschgen	Nüsse
Oberhasle	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Interlaken	3,9	53,9	33,6	22,9	14,8	954	8,033	6,463	4,482	2,034
Frutigen	0,1	16,5	13,0	29	7,5	8	657	1,847	1,689	82
Saanen	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Obersimmenthal	7,3	7,5	10	5	.	264	104	845	82	.
Niedersimmenthal	.	75	47,1	23,6	20	.	6,296	11,570	2,637	578
Thun	1,5	73,3	34,5	19,3	23,5	969	22,845	14,693	4,751	1,172
Oberland	**2,2**	**63,2**	**32,5**	**21.6**	**17,0**	**2,195**	**37,935**	**35,418**	**13,641**	**3,866**
Signau	1,0	18,5	22	1,7	.	755	3,877	7,796	119	.
Trachselwald	1,5	51,2	37,6	8,5	26,5	1,162	13,382	13,377	668	322
Emmenthal	**1,3**	**36,6**	**29,8**	**5,3**	**26,5**	**1,917**	**17,259**	**21,173**	**787**	**322**
Konolfingen	2,1	85,6	27,2	11,6	6.1	2,014	25,397	12,230	1,699	137
Seftigen	2,8	83,4	31,3	22,7	25,8	1,535	14,925	8,407	5,612	872
Schwarzenburg	1,0	30,8	21,0	38	8,1	181	2,922	3,426	2,218	72
Laupen	0.9	33,9	28,6	16,6	23,8	237	3,054	3,512	2,078	544
Bern	0,1	38,4	26	21,8	17,3	78	8,326	7,516	4,483	585
Fraubrunnen	0,3	29,2	15	12	17,1	126	1,827	1,266	975	229
Burgdorf	0,3	62,3	53,5	16,8	31,9	252	12,038	15,805	1,563	669
Mittelland	**1,1**	**60,6**	**31,2**	**19,1**	**19,9**	**4,423**	**68,489**	**52,162**	**18,628**	**3,108**
Aarwangen	1,6	43,9	29,2	22,1	13,1	1,210	9,025	10,427	2,108	316
Wangen	0,2	53,2	32,9	18.4	19,7	116	6,491	8,954	2,873	690
Oberaargau	**1,0**	**47,4**	**30,8**	**19,6**	**17,0**	**1,326**	**15,516**	**19,381**	**4,981**	**1,006**
Büren	7,2	63,0	42,1	27,6	29,4	1,975	4,089	3,540	3,249	686
Biel	3,3	50,0	100,0	55,0	55,0	137	678	1,917	1,648	419
Nidau	0,3	43,2	59,6	28,6	32,9	84	4,044	11,677	5,486	1,174
Aarberg	0,3	105,3	62,6	36,4	32,5	134	14,063	12,497	7,611	1,075
Erlach	0,2	15,6	34,1	34,3	34,4	31	579	1,470	4,324	823
Seeland	**1,9**	**68,5**	**57,5**	**33,1**	**33,8**	**2,361**	**23,453**	**31,101**	**22,318**	**4,177**
Neuenstadt	10,0	27,7	31,7	36.7	16,7	324	389	364	1,997	65
Courtelary	1,0	16,1	28,4	37,2	8,0	82	367	1,796	3,704	34
Münster	3,2	15,6	6,3	23,5	7,8	641	1,326	684	4,639	56
Freibergen	3,0	12,7	12,5	12,7	7,3	160	455	315	624	31
Pruntrut	7,2	37,9	31,5	21,6	30 3	2,480	7,712	8,012	5,882	995
Delsberg	22,5	76,3	42,7	41,4	30,3	6,404	11,036	7,826	9,739	570
Laufen	5,2	31,1	46,3	42,6	23,3	702	1,830	4,288	5,069	373
Jura	**9,5**	**41,0**	**31,5**	**30,9**	**24,3**	**10,793**	**23,115**	**23,285**	**31,654**	**2,124**
Kanton	**2,0**	**54,1**	**34,0**	**25,0**	**22,9**	**23,015**	**185,767**	**182,520**	**92,009**	**14,603**

F. Obsternte im Jahr 1902.

a. Berechnung des Obstertrages nach Amtsbezirken und Landesteilen.

Amtsbezirke und Landesteile	Durchschnittlicher Ertrag per tragfähigen Baum in Kilogramm					Gesamtertrag in Kilozentner			
	Aepfel	Birnen	Kirschen	Zwetschgen	Nüsse	Aepfel	Birnen	Kirschen	Zwetschgen
Oberhasle	25,5	3,7	1,3	.	.	1,488	105	56	.
Interlaken	26,1	18,6	11,8	3,8	1,8	6,388	2,772	2,270	757
Frutigen	62,5	38,8	3,8	8,8	5	5,306	1,546	540	512
Saanen	.	.	.	.	.	.	.	.	.
Obersimmenthal	25	20	5	3,8	.	879	277	423	62
Niedersimmenthal	73,1	53,6	15,8	11,7	.	12,292	4,500	3,881	1,307
Thun	93,9	54,7	8,8	2,5	1,5	60,668	17,048	3,748	615
Oberland	**70,5**	**42,0**	**9,7**	**5,2**	**1,9**	**87,021**	**26,248**	**10,918**	**3,253**
Signau	130,7	44,2	.	2,5	.	98,748	9,263	.	175
Trachselwald	195,8	77	3,9	6,1	.	151,710	20,125	1,387	480
Emmenthal	**163,7**	**62,3**	**3,9**	**4,4**	.	**250,458**	**29,388**	**1,387**	**655**
Konolfingen	124,5	34,9	4,8	3,5	0,1	119,428	10,232	2,158	513
Seftigen	183,9	56,9	19	5,6	3,3	100,799	10,183	5,103	1,384
Schwarzenburg	128,1	99,5	3,8	5	1	23,160	9,440	620	292
Laupen	61,9	20,3	20,3	1,5	1,7	16,326	1,829	2,492	188
Bern	63,8	17	12,4	2,4	0,3	49,831	3,686	3,584	498
Fraubrunnen	104	26,5	15,8	.	1,6	43,665	1,658	1,334	.
Burgdorf	124,5	33,7	22,3	1,3	2,4	104,459	6,512	6,588	121
Mittelland	**114,6**	**38,7**	**13,1**	**3,4**	**1,6**	**457,668**	**43,540**	**21,879**	**2,996**
Aarwangen	137,2	33,7	18,4	4,8	4,3	103,774	6,928	6,571	458
Wangen	110,6	32	24,3	2,2	1,4	63,940	3,904	6,614	343
Oberaargau	**125,8**	**33,1**	**21,0**	**3,2**	**2,6**	**167,714**	**10,832**	**13,185**	**801**
Büren	111,7	58	30	2,8	18,9	30,640	3,765	2,522	330
Biel	56,7	51,7	55	5	10	2,348	701	1,054	150
Nidau	72,8	50,1	53,3	10,4	5,2	20,314	4,690	10,443	1,995
Aarberg	93,8	30	50,7	3,3	11,3	41,799	4,007	10,122	690
Erlach	49,5	29,3	32,4	0,2	9,8	7,705	1,087	1,397	25
Seeland	**86,4**	**41,8**	**47,2**	**4,7**	**10,7**	**102,806**	**14,250**	**25,538**	**3,190**
Neuenstadt	6,7	1,7	.	.	.	217	24	.	.
Courtelary	66,9	23,5	14,3	16,1	5	5,492	536	917	1,603
Münster	31,5	15	3,9	3,8	.	6,311	1,275	424	741
Freibergen	21,2	13,8	0,8	3	0,3	1,134	495	15	147
Pruntrut	76,8	35	21,3	5,5	8,1	26,457	7,121	5,418	1,498
Delsberg	59,2	15,5	9,2	3,2	3,4	16,848	2,286	1,686	753
Laufen	57,3	19	25,9	.	2,2	7,732	1,118	2,399	.
Jura	**56,8**	**22,7**	**15,0**	**5,6**	**5,1**	**64,191**	**12,805**	**10,859**	**4,742**
Kanton	**108,4**	**39,6**	**16,5**	**4,6**	**4,0**	**1,129,858**	**137,063**	**83,786**	**15,637**

F. Obsternte im Jahr 1903.

a. Berechnung des Obstertrages nach Amtsbezirken und Landesteilen.

tsbezirke und ndesteile	Durchschnittlicher Ertrag per tragfähigen Baum in Kilogramm					Gesamtertrag in Kilozentner				
	Aepfel	Birnen	Kirschen	Zwetschgen	Nüsse	Aepfel	Birnen	Kirschen	Zwetschgen	Nüsse
asle	.	.	8,3	.	.	.	.	359	.	.
aken	4,8	13,6	5,0	3,1	4,2	1,126	2,027	962	618	577
gen	2	13	0,8	7,5	2,5	170	518	114	437	27
n	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
mmenthal	15,0	12,5	7,5	3,8	.	528	173	634	62	.
immenthal	.	12,5	7,5	3,6	.	.	1,049	1,842	425	.
	17,9	47,5	12,6	3,2	3,1	11,565	14,804	5,366	788	160
Oberland	**13,2**	**31,0**	**8,2**	**3,7**	**3,8**	**13,389**	**18,571**	**9,277**	**2,330**	**764**
	11,8	14,3	2,1	1,7	.	8,919	2,997	744	119	.
elwald	6,2	24,8	23,9	5,4	.	4,803	6,482	8,603	425	.
Emmenthal	**9,0**	**20,1**	**13,1**	**3,7**	.	**13,718**	**9,479**	**9,347**	**544**	.
ingen	29,9	59,4	15,5	5,7	3,5	28,613	17,415	6,970	835	78
en	46,2	59,2	14,3	4,7	5,6	25,323	10,594	3,841	1,162	189
rzenburg	0,5	46,3	5,4	2,5	0,5	90	4,392	881	146	4
	13,3	19,1	9,8	3,9	12,4	3,508	1,721	1,203	488	283
	16,0	16,0	6,3	4,4	6,5	13,897	3,469	1,821	913	220
rannen	16,1	18,7	8,4	4,7	9,2	6,760	1,170	709	382	123
urf	19,2	14,6	13,7	2,4	4,1	17,009	2,821	4,047	223	86
Mittelland	**23,5**	**37,0**	**11,6**	**4,3**	**6,3**	**95,200**	**41,582**	**19,472**	**4,149**	**983**
ngen	7,9	30,0	26,1	3,9	9,0	5,975	6,167	9,320	372	217
en	12,8	20,0	11,7	2,0	12,1	7,400	2,489	3,184	312	424
Oberaargau	**10,0**	**26,4**	**19,8**	**2,7**	**10,8**	**13,375**	**8,656**	**12,504**	**684**	**641**
	45,3	55,5	21,4	20,9	39,2	12,426	3,603	1,799	2,460	915
	6,7	19,0	10,0	3,3	34,7	277	238	192	99	264
	26,2	32,8	39,8	16,8	31,9	7,311	3,070	7,798	3,223	1,138
g	13,1	17,3	13,3	7,4	15,2	5,850	2,310	2,655	1,557	503
	4,3	13,4	14,9	19,0	16,8	669	497	642	2,395	402
Seeland	**22,3**	**28,4**	**24,1**	**14,4**	**26,2**	**26,533**	**9,718**	**13,086**	**9,734**	**3,222**
stadt	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.
tarp	21,0	21,8	16,5	12,1	5,0	1,724	497	1,043	1,205	22
er	5,7	11,2	4,1	3,3	0,9	1,142	952	478	672	6
gen	10,8	14,3	2,4	1,3	12,2	578	513	60	64	52
ul	11,2	24,0	3,8	2,8	9,1	3,858	4,883	967	762	299
g	8,0	21,2	1,0	3,1	13,0	2,277	3,073	183	800	245
	6,3	1,8	7,7	0,1	1,8	850	106	713	12	29
Jura	**9,8**	**18,2**	**4,7**	**3,6**	**7,8**	**10,429**	**10,024**	**3,444**	**3,515**	**653**
Kanton	**17,1**	**29,5**	**12,4**	**5,8**	**10,1**	**172,644**	**98,030**	**67,130**	**20,956**	**6,263**

F. Obsternte.

Preise und Geldwert des Obstertrages in den Jahren 1900—1903 nach La

Landesteile	Preise für Wirtschaftsobst pro 100 Kilos					Geldwert des Obstertrages				
	Aepfel	Birnen	Kirschen	Zwetschgen	Nüsse	Aepfel	Birnen	Kirschen	Zwetschgen	Nüsse
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
1900										
berland . . .	6,7	6,6	24,7	17,1	34,4	1,185,505	270,336	836,540	199,283	130,6
mmenthal . . .	4,5	4,2	19,2	25	.	900,212	163,619	478,214	18,225	
littelland . . .	5,1	5,6	24,4	18,1	23,9	3,658,021	601,636	1,216,218	290,795	85,2
beraargau . .	5	5,3	22,7	12,2	27,8	1,372,825	173,845	586,409	63,891	28,5
eeland	5	6	22,1	12,9	25	1,461,090	349,470	867,823	441,070	105,1
ura	5,5	6,2	19,7	10,7	32	898,310	337,708	925,545	478,750	28,8
Kanton	5,2	5,8	22,1	16	28,6	9,475,963	1,896,614	4,910,749	1,495,014	357,6
1901										
berland . . .	17,7	9,6	27,4	13,2	23,1	37,754	346,166	970,453	180,061	89,2
mmenthal . . .	17,1	8	21,5	20	22	32,781	138,072	455,220	15,740	7,0
littelland . . .	21,7	12,7	24,8	18,4	28,5	95,979	869,810	1,293,618	342,755	88,5
beraargau . .	25,5	13,8	28,3	13,7	23,4	33,813	214,121	548,482	68,240	23,5
eeland	22,9	16,6	25,4	16,4	33,4	54,067	389,320	789,965	366,015	139,5
ura	17,3	16,2	25	14,3	31,8	186,719	374,463	582,125	452,652	67,5
Kanton	20,5	12,7	25,4	16,0	27,0	441,113	2,349,952	4,639,863	1,425,463	415,8
1902										
berland . . .	12,7	8,5	30,4	21,4	24,1	1,105,167	223,108	331,907	69,614	9,0
mmenthal . . .	11,9	10	25,3	22,5	.	2,980,470	293,880	35,091	14,738	
littelland . . .	12,5	11,6	26	20,1	29,1	5,720,850	505,064	568,854	60,620	7,2
beraargau . .	13,9	10,8	24,7	20,3	32,5	2,331,225	114,819	325,670	16,260	4,9
eeland	13,5	14,1	25,8	23,9	27,8	1,387,881	200,925	658,880	76,241	36,4
ura	11,3	13	25,9	19,9	33,6	725,358	166,465	281,248	94,366	13,0
Kanton	12,6	11,3	26,4	21,4	29,4	14,250,951	1,504,261	2,201,650	331,839	70,8
1903										
berland . . .	18,7	13,4	26,7	21,8	26,8	250,374	248,851	247,696	50,794	20,4
mmenthal . . .	17,9	11,7	27,7	30	.	244,180	110,904	258,912	16,320	
littelland . . .	17,2	14	30	23,4	30,3	1,637,440	582,148	584,160	90,087	29,9
beraargau . .	18,2	14,7	29,6	22,9	33,9	243,425	127,233	370,118	15,664	21,0
eeland	19,2	18,7	31,9	8	32,5	509,434	181,727	417,443	272,552	104,7
ura	18,4	19,2	34,8	22,5	29,9	191,894	192,461	119,851	79,088	
Kanton	18,3	15,3	30,1	24,8	30,7	3,076,747	1,443,324	1,998,180	524,505	

F. Obsternte.

Handel und Most- und Branntweinbereitung in den Jahren 1900–1903 nach Landesteilen.

Landesteile	Im Handel wurden verkauft Doppelzentner						Es wurde bereitet	
	Aepfel	Birnen	Kirschen	Zwetschgen	Baumnüsse	Zusammen	Most	Branntwein
							Hektoliter	
1900								
. . .	3,545	830	513	194	43	5,125	11,927	.
. . .	12,730	1,080	60	.	.	13,870	11,430	.
. . .	67,085	4,668	1,207	414	44	73,418	37,847	.
. . .	20,185	920	877	240	21	22,243	12,341	.
. . .	13,079	2,032	2,148	1,697	212	19,168	5,508	.
. . .	3,094	1,186	1,033	596	35	5,944	2,645	.
Kanton	119,718	10,716	5,838	3,141	355	139,768	81,698	.
Franken	634,505	92,153	129,020	50,256	10,153	916,087	[1]1,633,960	.
1901								
. . .	204,5	820	873	637	97	2,631,5	3,184,5	.
. . .	50	70	90	.	.	210	64,5	.
. . .	104	882,5	1,149	450,5	124	2,710	3,419	.
. . .	41	213	576	199	27	1,056	105	.
. . .	43	538	1,676	1,349	135	3,741	54	.
. . .	1,017,5	2,614	549	935	44	5,159,5	53	.
Kanton	1,460	5,137,5	4,913	3,570,5	427	15,508	6,880	.
Franken	29,930	65,246	124,790	57,128	10,760	287,854	[1]) 137,600	.
1902								
. . .	10,717	1,014,5	336,5	6	15	12,089	1,012	182,5
. . .	105,450	5,200	.	.	.	110,650	3,688	539
. . .	94,270	4,126	502,5	76	16	98,990,5	12,215,5	483,5
. . .	40,480	791	333	27	3	41,634	5,574,5	180
. . .	7,100	527	1375,5	73	38	9,113,5	1,696	823,5
. . .	4,858	2,800	215	0,5	12,5	7,886	180	450,5
Kanton	262,875	14,458,5	2,762,5	182,5	84,5	280,363	24,366	2,659
Franken	3,312,225	163,381	72,930	3,906	2484	3,554,926	[1]) 487,320	[2])664,750
1903								
. . .	916	1,712	267,5	95,1	43	3,033,6	809	159,4
. . .	65	80	.	.		145	315	36
. . .	9,581	2,633	312,5	120	23,6	12,620,1	1,989,5	175,9
. . .	1,791	805	325	120	37	3,078	1,492,5	77
. . .	2,661	1,044	1,735,5	353	70	5,863,5	591	112,5
. . .	434,5	314	65	4	8,3	825,8	7	4
Kanton	15,398,5	6,588	2,705,5	692,1	181,9	25,566	5,204	564,4
Franken	281,793	106,796	81,436	17,164	5,584	486,773	[1]) 104,080	[2])141,150

[1]) Nach angenommenem Ansatz von Fr. 20 per Hektoliter. [2]) Nach angenommenem Ansatz von Fr. 250 per Hektoliter.

G. Wein[...]

Gemeinden	Rebenbesitzer	Anbaufläche für Weißen	Anbaufläche für Roten	Anbaufläche im ganzen	Weinertrag Weißer	Weinertrag Roter	Weinertrag im ganzen	Weinertrag per Hektar	[...] weißer
	Zahl	Hekt.	Hekt.	Hekt.	Hl.	Hl.	Hl.	Hl.	Fr.
Amt Biel.									
1. Biel	163	42,20	0,54	42,74	2,630	20	2,650	62,[illegible]	21
2. Bözingen	102	11,20	.	11,20	896,4	.	896,4	80,[illegible]	15
Amt Büren.									
3. Dotzigen	5	0,32	.	0,32	52,5	.	52,5	164,[illegible]	(25)
4. Lengnau	63	3,96	.	3,96	352	.	352	88,[illegible]	25
5. Meinisberg	62	3,96	.	3,96	308	.	308	77,[illegible]	20
6. Pieterlen	52	4,50	.	4,50	300	.	300	66,[illegible]	[illegible]
Amt Erlach.									
7. Brüttelen	285	[1] 16,04	.	16,04	1,408	.	1,408	87,[illegible]	20
8. Erlach	256	44,82	0,63	45,45	4,940	60	5,000	110,[illegible]	22
9. Finsterhennen	55	.	2,50	2,50	.	168	168	67,[illegible]	.
10. Gals	56	3,82	.	3,82	340	.	340	89,[illegible]	20
11. Gampelen	130	20,70	0,36	21,06	1,610	16	1,626	77,[illegible]	25
12. Gäserz	52	2,25	1,35	3,60	250	90	340	94,[illegible]	25
13. Ins	270	51,75	2,25	54,00	4,600	100	4,700	87,[illegible]	23
14. Lüscherz	44	6,75	.	6,75	600	.	600	88,[illegible]	20
15. Müntschemier	75	3,73	1,13	4,86	207,5	50	257,5	52,[illegible]	18
16. Siselen	42	0,99	0,20	1,19	88	9	97	81,[illegible]	20
17. Treiten	21	1,89	0,72	2,61	105	32	137	52,[illegible]	25
18. Tschugg	181	36,68	0,45	37,13	4,075	200	4,275	115,11	20
19. Vinelz	38	7,47	0,09	7,56	830	6	836	110,[illegible]	20
Amt Laufen.									
20. Duggingen	65	6,52	.	6,52	180	.	180	27,[illegible]	25
21. Grellingen	60	6,22	.	6,22	78	.	78	12,[illegible]	25
Amt Laupen.									
22. Münchenwiler	5	0,46	.	0,46	45	.	45	97,[illegible]	20
Amt Neuenstadt.									
23. Neuenstadt	326	143,35	1,13	144,68	15,950	50	16,000	110,[illegible]	23
Amt Nidau.									
24. Bellmund	40	2,43	.	2,43	216	.	216	88,[illegible]	(21,[illegible])
25. Bühl	30	2,20	.	2,20	196	.	196	89,[illegible]	20
26. Jens	42	1,80	.	1,80	120	.	120	66,[illegible]	(21,[illegible])
27. Ipsach	16	1,24	.	1,24	108	.	108	87,[illegible]	(21,[illegible])
28. Ligerz	290	61,92	0,72	62,64	6,192	40	6,232	96,[illegible]	23
29. Madretsch	38	2,57	.	2,57	342	.	342	133,[illegible]	20
30. Merzligen[2]	.	.	.	.	.	.	.	.	.
31. Studen	6	0,36	.	0,36	20	.	20	55,[illegible]	(21,[illegible])
32. Sutz-Lattrigen	15	0,81	.	0,81	72	.	72	88,[illegible]	15
33. Täuffelen	9	0,54	.	0,54	18	.	18	33,33	22,[illegible]
34. Tüscherz-Alfermee	56	27,45	0,45	27,90	3,050	25	3,075	110,[illegible]	23
35. Twann	205	63,00	1,35	64,35	7,000	60	7,060	109,[illegible]	25
36. Walperswil	51	2,02	0,23	2,15	135	15	150	66,[illegible]	21,[illegible]
Amt Niedersimmenthal.									
37. Spiez	65	6,75	0,31	7,06	600	10,5	610,5	86,[illegible]	25
Amt Thun.[3]									
38. Hilterfingen	2	0,13	.	0,13	10,5	.	10,5	8[illegible]	(84)
39. Oberhofen	20	3,60	0,45	4,05	80	7	87	21,[illegible]	[illegible]
40. Sigriswil	160	2,58	0,72	3,30	256	64	320	98,[illegible]	[illegible]
41. Steffisburg	4	0,34	.	0,34	23	.	23	67,[illegible]	[illegible]
Kanton	3457	599,52	15,[illegible]	615,40	58,283,[illegible]	1025,5	59,308,[illegible]	96,[illegible]	[illegible]

[1] [illegible]. [2] Keine Angaben erhältlich, [illegible]. [3] [illegible]

t 1900.

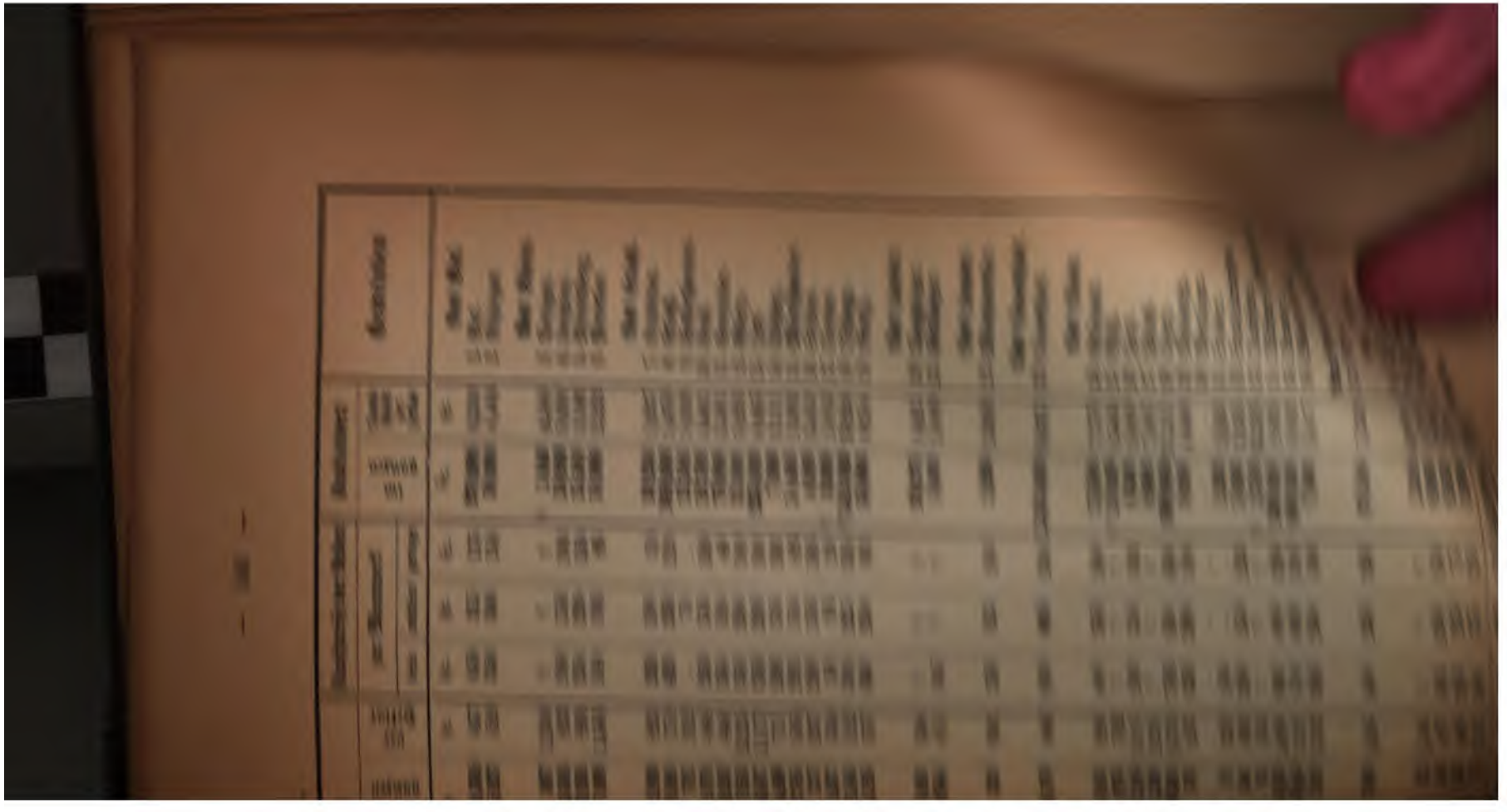
Geldwert			Kaufpreise der Reben			Kapitalwert		Gemeinden
Reife	im ganzen	per Hektar	per Mannwerk beste	mittlere	geringe	im ganzen	Durchschnitt per Hektar	
Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
								Amt Biel.
900	56,130	1,313	475	325	175	290,000	6,785	1. Biel.
-	13,446	1,201	350	300	150	50,000	4,464	2. Lötzingen.
								Amt Büren.
-	1,313	4,103	?	?	?	[1]) 1,440	4,500	3. Dotzigen.
-	8,800	2,222	200	150	100	13,200	3,333	4. Lengnau.
-	6,160	1,556	150	120	70	10,780	2,722	5. Meinisberg.
-	9,000	2,000	140	100	60	10,000	2,222	6. Pieterlen.
								Amt Erlach.
-	28,160	1,756	250	150	80	30,000	1,870	7. Brüttelen.
1,800	110,480	2,431	420	230	120	248,600	5,470	8. Erlach.
5,376	5,376	2,150	?	90	?	12,500	5,000	9. Finsterhennen.
-	6,800	1,780	300	200	100	20,000	5,235	10. Gals.
640	40,890	1,942	350	100	40	75,000	3,561	11. Gampelen.
5,400	11,650	3,236	400	250	100	24,500	6,806	12. Gäferz.
3,500	109,300	2,024	400	300	150	280,000	5,185	13. Ins.
-	12,000	1,778	300	200	100	40,000	5,926	14. Lüscherz.
1,500	5,235	1,077	200	150	80	14,400	2,963	15. Müntschemier.
225	1,985	1,668	250	200	150	6,000	5,042	16. Siselen.
1,120	3,745	1,435	150	100	50	3,000	1,149	17. Treiten.
5,000	86,500	2,330	400	300	150	142,000	3 824	18. Tschugg.
120	16,720	2,212	300	200	100	33,600	4,444	19. Vinelz.
								Amt Laufen.
-	4,500	690	100	90	50	11,500	1,763	20. Duggingen.
-	1,950	314	300	200	100	28,612	4,600	21. Grellingen.
								Amt Laupen.
-	900	2,000	?	?	?	1,200	2,609	22. Münchenwiler.
								Amt Neuenstadt.
1,750	368,600	2,548	600	400	200	1,515,486	10,477	23. Neuenstadt.
								Amt Nidau.
-	4,579	1,884	500	400	.	24,300	10,000	24. Bellmund.
-	3,920	1,782	?	?	?	10,000	4,545	25. Bühl.
-	2,544	1,413	80	.	.	3,200	1,778	26. Jens.
-	2,290	1,817	200	150	100	4,100	3,306	27. Ipsach.
1,600	144,016	2,299	700	500	300	690,000	11,015	28. Ligerz.
-	6,840	2,661	400	300	200	17,100	6,654	29. Madretsch.
-	.	.	.	.	.	.	.	30. Merzligen.
-	424	1,178	?	?	?	1,200	3,333	31. Studen.
-	1,080	1,333	?	?	?	2,000	2,469	32. Sutz-Lattrigen.
-	405	750	400	300	250	3,700	6,852	33. Täuffelen.
1,250	71,400	2,559	?	?	?	310,000	11,111	34. Tüscherz-Alfermee.
4,000	178,000	2,766	800	500	300	715,000	11,111	35. Twann.
701	3,563	1,584	300	200	100	8,000	3,556	36. Walperswil.
								Amt Niedersimmenthal.
525	15,525	2,199	500	250	200	52,500	7,436	37. Spiez.
								Amt Thun.
-	357	2,746	?	?	?	1,300	10,000	38. Hilterfingen.
350	3,150	778	375	275	175	30,000	7,407	39. Oberhofen.
840	12,032	3,342	200	125	75	9,500	2,639	40. Sigriswil.
-	805	2,738	300	250	.	2,212	6,506	41. Steffisburg.
597	1,360,570	2 211	363	248	144	4,745,930	7,712	Kanton

[1]) Ertrag.

G. Weine…

Gemeinden	Rebenbesitzer	Anbaufläche für Weißen	Anbaufläche für Roten	Anbaufläche im ganzen	Weinertrag Weißer	Weinertrag Roter	Weinertrag im ganzen	Weinertrag per Hektar	Prei… Hekt… Weißer
	Zahl	Hekt.	Hekt.	Hekt.	Hl.	Hl.	Hl.	Hl.	Fr.
Amt Biel.									
1. Biel	165	42,30	0,45	42,75	1,022	3	1,025	23,98	19
2. Bözingen	102	11,20	.	11,20	448,2	.	448,2	40,02	13
Amt Büren.									
3. Dotzigen	5	0,32	.	0,32	14,5	.	14,5	45,31	(26,7)
4. Lengnau	89	3,96	.	3,96	132	.	132	33,33	25
5. Meinisberg	65	4,26	0,05	4,31	190	1,5	191,5	44,43	20
6. Pieterlen	50	4,50	.	4,50	200	.	200	44,44	35
Amt Erlach.									
7. Brüttelen	275	[1] 16,04	.	16,04	528	.	528	32,91	25
8. Erlach	256	44,82	0,63	45,45	398,4	5,6	404	8,88	20
9. Finsterhennen	55	.	2,50	2,50	.	28	28	11,20	.
10. Gals	56	3,76	.	3,76	83,5	.	83,5	22,21	20
11. Gampelen	132	20,70	0,36	21,06	460	4	464	22,03	20
12. Gäserz	52	2,25	1,35	3,60	175	60	235	65,28	30
13. Ins	272	47,81	2,81	50,62	2,390,6	62,5	2,453,1	48,46	23
14. Lüscherz	48	6,30	.	6,30	280	.	280	44,44	16
15. Müntschemier	76	3,73	1,13	4,86	66	17	83	17,08	30
16. Siselen	32	0,85	0,32	1,17	9,5	2,1	11,6	9,91	(22,
17. Treiten	27	1,89	1,08	2,97	33,6	9,8	43,7	14,55	(22,
18. Tschugg	185	36,68	0,45	37,13	204	3	207	5,58	20
19. Vinelz	37	7,43	0,09	7,52	165	2	167	22,21	25
Amt Laufen.									
20. Duggingen	60	6,53	.	6,53	104	.	104	15,93	25
21. Grellingen	53	5,00	.	5,00	102,7	.	102,7	20,54	20
Amt Laupen.									
22. Münchenwiler	4	0,46	.	0,46	16	.	16	34,78	20
Amt Neuenstadt.									
23. Neuenstadt	326	143,55	1,13	144,68	2,552	22	2,574	17,79	25
Amt Nidau.									
24. Bellmund	35	2,25	.	2,25	100	.	100	44,44	20
25. Bühl	30	2,20	.	2,20	73,5	.	73,5	33,41	(22,
26. Jens	42	2,16	.	2,16	96	.	96	44,44	(22,
27. Ipsach	16	1,22	.	1,22	67,5	.	67,5	55,33	(22,
28. Ligerz	298	61,20	0,72	61,92	2,720	24	2,744	44,31	24
29. Madretsch	38	2,16	.	2,16	28,8	.	28,8	13,33	20
30. Merzligen[2]	.	.	.	.	.	.	.	.	.
31. Studen	6	0,36	.	0,36	4	.	4	11,11	(22,
32. Sutz-Lattrigen	18	0,90	.	0,90	30	.	30	33,33	18
33. Täuffelen	6	0,30	.	0,30	4	.	4	13,33	(22,
34. Tüscherz-Alfermee	67	27,15	0,45	27,90	1,372,5	11	1,383,5	49,59	30
35. Twann	198	65,50	0,90	66,40	3,190	14	3,204	48,25	25
36. Walperswil	51	2,03	0,22	2,25	90	9	99	44,00	(22,
Amt Niedersimmenthal.									
37. Spiez	65	6,30	0,18	6,48	392	4	396	61,11	25
Amt Thun.									
Hilterfingen	2	0,13	.	0,13	7,5	.	7,5	57,69	(28,
…berhofen	10	0,90	0,18	1,08	12	2	14	12,96	30
…griswil	155	2,70	0,54	3,24	60	6	66	20,37	22,
…fisburg	4	0,34	.	0,34	21	.	21	61,76	25
Kanton	3,463	592,44	15,54	607,98	17,843,8	290,3	18,134,1	2[illegible]	

…ngaben erhältlich, weil fast alle Reben ausgereutet sind.



Gemeinden	Rebenbesitzer	Anbaufläche für Weißen	Anbaufläche für Roten	Anbaufläche im ganzen	Weinertrag Weißer	Weinertrag Roter	Weinertrag im ganzen	Weinertrag per Hektar	Wert
Amt Biel.	Zahl	Hekt.	Hekt	Hekt.	Hl.	Hl.	Hl.	Hl.	
1. Biel	133	36,45	0,54	36,99	684	6	690	18,67	2
2. Bözingen	98	11,00	.	11,00	244	.	244	22,18	17
Amt Büren.									
3. Dotzigen	5	0,32	.	0,32	18	.	18	56,25	(17
4. Lengnau	63	3,96	.	3,96	114,4	.	114,4	28,90	25
5. Meinisberg	65	4,26	0,05	4,31	.	.	.	.	
6. Pieterlen	48	4,50	.	4,50	150	.	150	33,33	30
Amt Erlach.									
7. Brüttelen	275	[1]) 16,04	.	16,04	352	.	352	21,95	13
8. Erlach	255	44,55	.	44,55	2,475	.	2,475	55,56	17
9. Finsterhennen	55	.	2,50	2,50	.	30	30	12,00	
10. Gäserz	51	2,25	1,85	3,80	150	60	210	58,33	25
11. Gals	57	3,65	.	3,65	81	.	81	22,19	15
12. Gampelen	128	20,25	0,36	20,61	960	16	976	47,33	20
13. Ins	275	38,25	2,43	40,68	3,400	108	3,508	86,27	34
14. Lüscherz	52	5,40	.	5,40	240	.	240	44,44	20
15. Müntschemier	76	3,73	1,13	4,86	58	17	75	15,43	15
16. Siselen	36	0,72	0,50	1,22	12,8	5,5	18,3	15,08	(20
17. Tretten	24	1,98	0,99	2,97	44	18	62	20,88	20
18. Tschugg	177	36,68	0,45	37,13	1,800	15	1,815	48,88	20
19. Vinelz	32	7,20	.	7,20	320	.	320	44,44	27
Amt Laufen.									
20. Duggingen	61	6,53	.	6,53	40	.	40	6,13	37
21. Grellingen	46	4,50	.	4,50	100	.	100	22,22	25
Amt Laupen.									
22. Münchenwiler	5	0,66	.	0,66	22	.	22	33,33	20
Amt Neuenstadt.									
23. Neuenstadt	330	148,65	0,90	149,65	4,303	26	4,329	28,93	30
Amt Nidau.									
24. Bellmund	40	2,70	.	2,70	120	.	120	44,44	(25
25. Bühl	30	2,20	.	2,20	98	.	98	44,54	(25
26. Jens	61	3,42	.	3,42	137	.	137	40,06	(25
27. Ipsach	10	0,63	.	0,63	21	.	21	34,92	(25
28. Ligerz	300	61,28	0,64	61,92	2,448	14	2,462	39,76	25
29. Madretsch	35	2,25	.	2,25	35	.	35	15,56	20
30. Merzligen [2])	.	.	.	.	.	.	.	.	
31. Studen	5	0,27	.	0,27	3	.	3	11,11	(25
32. Sutz-Lattrigen	16	0,90	.	0,90	60	.	60	66,67	33
33. Täuffelen	11	0,65	.	0,65	14	.	14	21,54	(20
34. Tüscherz-Alfermee	66	27,45	0,45	27,90	1,220	10	1,230	44,09	20
35. Twann	198	65,50	1,00	66,50	5,103	33	5,136	77,23	25
36. Walperswyl	51	2,03	0,22	2,25	45	7,5	52,5	23,33	(25
Amt Niedersimmenthal.									
37. Spiez	60	4,95	0,27	5,22	165	6	171	32,76	15
Amt Thun.									
38. Hilterfingen	2	0,13	.	0,13	4,6	.	4,6	34,62	(25
39. Oberhofen	15	3,15	0,45	3,60	35	3	38	10,56	20
40. Sigriswil	155	2,70	0,54	3,24	195	28,8	223,7	68,96	30
41. Steffisburg	4	0,24	.	0,24	13,5	.	13,5	56,25	30
Kanton	3406	582,39	14,77	597,15	25,295,8	403,1	25,698,9	43,0	28

[1]) Weinbau. [2]) Die Reben wurden ausgerissen.

r 1902.

Geldwert			Kaufpreise der Reben			Kapitalwert		Gemeinden
			per Mannwerk					
Acker	im ganzen	per Hektar	beste	mittlere	geringe	im ganzen	Durchschnitt per Hektar	
Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
								Amt Biel.
270	18,054	488	400	288	175	235,000	6,353	1. Biel.
.	4.148	377	350	250	150	40,000	3,636	2. Bözingen.
								Amt Büren.
.	495	1,547	?	?	?	[1] 1,440	4,500	3. Dotzigen.
.	2 860	722	150	100	50	13,200	3,333	4. Lengnau.
.	.	.	?	?	?	12,000	2.784	5. Meinisberg.
.	4,500	1,000	150	120	90	12 000	2,667	6. Pieterlen.
								Amt Erlach.
.	8,800	549	200	150	50	26,250	1,637	7. Brüttelen.
.	66 825	1,500	400	200	120	230.000	5,163	8. Erlach.
990	990	356	?	?	?	[2] 12 500	5,000	9. Finsterhennen.
1,800	5,550	1,542	300	150	100	14,850	4,125	10. Gäserz.
.	2 025	555	200	100	.	13 000	3,562	11. Gals.
480	19 680	955	350	100	40	72 000	3,493	12. Gampelen.
5,400	121 000	2,974	400	300	200	[1] 225,000	5,531	13. Ins.
.	6 000	1,111	250	150	.	24,000	4,444	14. Lüscherz.
510	1 960	403	200	150	80	14 400	2,963	15. Müntschemier.
182	457	375	200	150	100	5,000	4,098	16. Siselen.
450	1 330	448	100	70	50	4 500	1,515	17. Treiten.
495	47,295	1,274	300	200	100	165,000	4,444	18. Tschugg.
.	8,800	1.222	?	?	?	40,000	5 556	19. Vinelz.
								Amt Laufen.
.	1 100	168	100	70	50	7,250	1,110	20. Duggingen.
.	2 500	556	150	100	50	10 000	2 222	21. Grellingen.
								Amt Laupen.
.	638	967	350	250	180	2,150	3,257	22. Münchenwiler.
								Amt Neuenstadt.
1,040	130,130	868	500	300	150	1,000,000	6,674	23. Neuenstadt.
								Amt Nidau.
.	3,108	1,151	600	450	300	27,000	10,000	24. Bellmund.
.	2.538	1,154	?	?	?	[3] 10,000	4,545	25. Buhl.
.	3 548	1,037	300	200	100	15 200	4 444	26. Jens.
.	544	863	350	.	.	4,725	7,500	27. Ipsach.
560	69,104	1,116	600	400	250	600 000	9,690	28. Ligerz.
.	805	358	300	200	150	11,000	4,889	29. Madretsch.
.	.	.	.	.	.	.	.	30. Merzligen.
.	78	289	?	?	?	1,000	3,704	31. Studen.
.	1 320	1,467	160	130	100	11,700	13,000	32. Sutz-Lattrigen.
.	363	558	?	?	?	4 620	7,108	33. Täuffelen.
600	37 200	1 337	500	300	200	220,000	7,885	34. Tüscherz-Alfermee.
1,320	136 550	2,053	1,000	400	250	[4] 600,000	9,023	35. Twann.
350	1 516	674	300	200	100	10,000	4 444	36. Walperswil.
								Amt Niedersimmenthal.
300	4,425	848	500	250	200	35,000	6,705	37. Spiez.
								Amt Thun.
.	138	1,062	?	?	?	1,300	10,000	38. Hilterfingen.
120	1,170	325	370	270	170	20,000	5,556	39. Oberhofen.
1,883	7,683	2,371	370	300	150	17,000	5,247	40. Sigriswil.
.	405	1,191	?	?	?	3,000	8,824	41. Strättligburg.
18 650	725 632	1,215	343	221	139	3,771,085	6,315	Kanton

Gemeinden	Rebenbesitzer	Anbaufläche für Weißen	Anbaufläche für Roten	Anbaufläche im ganzen	Weinertrag Weißer	Weinertrag Roter	Weinertrag im ganzen	Weinertrag per Hektar	Preis per Hektol. Weißer
	Zahl	Hekt.	Hekt.	Hekt.	Hl.	Hl.	Hl.	Hl.	Fr.
Amt Biel.									
1. Biel	103	31,95	0,54	32,49	770	6	776	23,89	40
2. Bözingen	91	10,70	.	10,70	297,5	.	297,5	27,80	27
Amt Büren.									
3. Dotzigen	5	0,32	.	0,32	16	.	16	50,00	(34)
4. Lengnau	79	3,96	.	3,96	123	.	123	31,06	33
5. Meinisberg	65	4,26	.	4,26	19	.	19	4,46	(34)
6. Pieterlen	50	4,50	.	4,50	250	.	250	55,56	35
Amt Erlach.									
7. Brüttelen	270	[1] 16,11	.	16,11	358	.	358	22,22	35
8. Erlach	256	42,00	.	42,00	2,799	.	2,799	66,64	45
9. Finsterhennen	55	.	2,50	2,50	.	17	17	6,80	.
10. Gäserz	50	2,70	0,90	3,60	90	20	110	30,56	45
11. Gals	55	3,77	.	3,77	168	.	168	44,56	45
12. Gampelen	125	19,80	0,36	20,16	1,100	20	1,120	55,56	40
13. Ins	280	38,26	2,43	40,69	1,955	81	2,036	50,04	50
14. Lüscherz	50	4,50	.	4,50	200	.	200	44,44	40
15. Müntschemier	76	3,73	1,13	4,86	33	12	45	9,26	35
16. Siselen	36	0,81	0,32	1,13	9	3	12	10,62	(42,5)
17. Treiten	28	1,89	1,08	2,97	25	9	34	12,05	40
18. Tschugg	179	33,96	0,45	34,41	2,265	20	2,285	66,41	45
19. Vinelz	34	7,56	.	7,56	500	.	500	66,14	42
Amt Laufen.									
20. Duggingen	70	6,52	.	6,52	50	.	50	7,67	(30)
21. Grellingen	46	4,50	.	4,50	60	.	60	13,33	30
Amt Laupen.									
22. Münchenwiler	5	0,45	.	0,45	5	.	5	11,11	37,5
Amt Neuenstadt.									
23. Neuenstadt	325	139,00	1,00	140,00	3,090	27,5	3,117,5	22,27	45
Amt Nidau.									
24. Bellmund	50	3,15	.	3,15	140	.	140	44,44	(37,5)
25. Bühl	25	2,25	.	2,25	75	.	75	33,33	(37,5)
26. Jens	51	3,33	.	3,33	148	.	148	44,44	(37,5)
27. Ipsach	17	1,26	.	1,26	84	.	84	66,67	(37,5)
28. Ligerz	280	61,20	0,72	61,92	2,448	16	2,464	39,79	47
29. Madretsch	21	1,69	.	1,69	112,5	.	112,5	66,57	35
30. Merzligen	4	0,44	.	0,44	19	.	19	43,18	(37,5)
31. Studen	4	0,27	.	0,27	6	.	6	22,22	(37,5)
32. Sutz-Lattrigen	20	1,08	.	1,08	24	.	24	22,22	30
33. Täuffelen	3	0,32	.	0,32	6	.	6	18,75	(37,5)
34. Tüscherz-Alfermee	64	27,60	0,18	27,78	1,532	6	1,538	55,36	42
35. Twann	204	65,48	0,99	66,47	4,365	22	4,387	66,00	35
36. Walperswil	51	2,00	0,22	2,22	45	2,5	47,5	21,40	(37,5)
Amt Niedersimmenthal.									
37. Spiez	63	4,50	0,23	4,73	200	5,5	205,5	45,38	3
Amt Thun.									
38. Hilterfingen	1	0,09	.	0,09	2	.	2	28	
39. Oberhofen	11	1,80	0,27	2,07	12	1,5	13,5		
40. Sigriswil	110	2,65	0,45	3,10	94,5	10			
41. Steffisburg	4	0,34	.	0,34	16,5	.			
Kanton	3316	560,70	13,77	574,47	23,51				

[1] Gemischt

ahr 1903.

Geldwert			Kaufpreise der Reben			Kapitalwert		Gemeinden
Moler*	im ganzen	per Hektar	per Mannwerk: beste	mittlere	geringe	im ganzen	Durchschnitt per Hektar	
Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	**Amt Biel.**
510	31,310	966	400	288	175	205,000	6,310	1. Biel.
-	8,032	751	300	250	100	[1]) 40,000	3,738	2. Bözingen.
								Amt Büren.
-	544	1,700	-	-	-	[1]) 1,440	4,500	3. Dotzigen.
-	4,059	1,025	100	70	50	6,160	1,555	4. Lengnau.
-	646	152	-	-	-	6,000	1,408	5. Meinisberg.
-	8,750	1,944	180	150	100	15,000	3,333	6. Pieterlen.
								Amt Erlach.
-	12,530	778	200	100	50	26,250	1,629	7. Brüttelen.
-	125,955	2,999	400	200	120	214,360	5,104	8. Erlach.
935	935	374	-	-	-	[1]) 12,500	5,000	9. Finsterhennen.
1,000	5,050	1,403	350	200	80	1,600	4,444	10. Gäserz.
-	7,560	2,005	200	100	-	15,000	3,925	11. Gals.
1,000	45,000	2,232	350	100	40	71,500	3,547	12. Gampelen.
7,290	105,040	2,581	400	300	200	250,000	6,144	13. Ins.
-	8,000	1,778	300	200	100	20,000	4,444	14. Lüscherz.
480	1,635	336	200	150	80	14,400	2,963	15. Müntschemier.
165	544	481	200	150	100	4,500	3,982	16. Siselen.
450	1,450	488	100	70	40	4,500	1,515	17. Siselen.
1,000	102,925	2,991	300	150	100	153,000	4,446	18. Tschugg.
-	21,500	2,844	450	350	200	50,000	6,614	19. Vinelz.
								Amt Laufen.
-	1,500	230	100	70	50	15,000	2,301	20. Duggingen.
-	1,800	400	150	100	70	10,000	2,222	21. Grellingen.
								Amt Laupen.
-	188	418	180	135	90	1,950	4,333	22. Münchenwiler.
								Amt Neuenstadt.
1,788	140,838	1,006	650	400	200	1,100,000	7,857	23. Neuenstadt.
								Amt Nidau.
-	5,292	1,680	-	-	-	[1]) 27,000	8,571	24. Beümund.
-	2,835	1,260	-	-	-	[1]) 10,000	4,444	25. Bühl.
-	5,594	1,680	200	150	100	11,100	3,333	26. Jens.
-	3,175	2,520	300	-	-	8,400	6,667	27. Ipsach.
912	115,968	1,873	600	400	250	680,000	10,982	28. Ligerz.
-	3,938	2,330	300	200	150	8,100	4,793	29. Maoretsch.
-	718	1,632	-	-	-	2,330	5,295	30. Merzligen.
-	227	841	200	-	-	1,200	4,444	31. Studen.
-	720	667	250	200	150	4,800	4,444	32. Sutz-Lattrigen.
-	227	709	-	-	-	2,450	7,656	33. Täuffelen.
590	64,734	2,330	800	500	300	308,500	11,105	34. Tüscherz-Alfermee.
1,100	153,875	2,315	700	400	200	665,000	10,005	35. Twann.
143	1,844	831	300	200	100	10,000	4,505	36. Walperswil.
								Amt Niedersimmenthal.
275	7,275	1,538	500	250	200	35,000	7,400	37. Spiez.
								Amt Thun.
-	66	733	-	-	-	1,300	14,444	38. Hilterfingen.
60	420	203	-	-	-	12,000	5,797	39. Oberhofen.
675	3,983	1,285	320	160	80	8,500	2,742	40. Sigriswil.
-	553	1,626	-	-	-	2,500	7,303	41. Steffisburg.
18,173	1,007,235	1,753	329	208	130	4,036,340	7,026	**Kanton**

*) Siehe Angaben.

G. Weinernte im Jahr 1900.

Rentabilitätsrechnung der Weinernte pro 1900.

a. Absolute Ergebnisse.

Amtsbezirke (resp. Weinbaugegend)	Anbaufläche in Mannwerk	Anbaufläche in Hektaren	Weinertrag	Durchschnittspreis per Hektoliter: Weißer	Durchschnittspreis per Hektoliter: Roter	Geldwert	Kaufpreise per Mannwerk für: beste Reben	mittlere Reben	geringe Reben
			Hektoliter	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
1. Biel	1,199	53,94	3,546,4	18	45	69,576	413	325	163
2. Neuenstadt	3,215	144,68	16,000	23	35	368,600	600	400	200
3. Erlach	4,590	206,57	19,784,5	21,5	32	438,841	310	190	102
4. Nidau	3,758	169,09	17,609	21,2	46,7	419,061	423	336	208
5. Büren	283	12,74	1,012,5	25	.	25,273	163	123	77
6. Laufen	283	12,74	258	25	.	6,450	200	145	75
7. Laupen	10	0,46	45	20	.	900	?	?	?
8. Thun	180	8,12	440,5	34	53,3	16,344	292	217	125
9. Niedersimmenthal (Spiez)	157	7,06	610,5	25	50	15,525	500	250	200
Kanton	**13,675**	**615,40**	**59,306,4**	**22,7**	**37,8**	**1,360,570**	**363**	**248**	**144**

b. Relative Ergebnisse.

Amtsbezirke (resp. Weinbaugegend)	Rebenareal per Besitzer	Wein-Ertrag per Mannwerk	Wein-Ertrag per Hektar	Geldwert per Mannwerk	Geldwert per Hektar	Kulturkosten* per Mannwerk	Kulturkosten* per Hektar	Kapitalwert per Mannwerk	Kapitalwert per Hektar	Netto-Ertrag (bezw. Verlust) per Mannwerk	Netto-Ertrag (bezw. Verlust) per Hektar
	Hekt.	Hl.	Hl.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
1. Biel	0,20	2,96	65,75	58,0	1,290	47,7	1,060	284	6,303	+ 10,3	+ 229
2. Neuenstadt	0,44	4,98	110,58	114,7	2,548	50,0	1,111	471	10,477	+ 64,7	+ 1,437
3. Erlach	0,14	4,31	95,78	95,8	2,124	35,8	795	203	4,500	+ 59,8	+ 1,329
4. Nidau	0,21	4,69	104,14	111,5	2,478	33,6	747	476	10,578	+ 77,9	+ 1,731
5. Büren	0,07	3,58	79,47	89,3	1,984	42,3	940	125	2,780	+ 47,0	+ 1,044
6. Laufen	0,10	0,91	20,25	22,8	506	34,0	755	142	3,149	— 11,2	— 249
7. Laupen	0,09	4,40	97,83	90,0	2,000	20,0	444	117	2,609	+ 70,0	+ 1,556
8. Thun	0,04	2,44	54,25	90,6	2,013	28,7	638	238	5,297	+ 61,9	+ 1,375
9. Niedersimmenthal (Spiez)	0,11	3,89	86,47	98,9	2,199	38	844	335	7,436	+ 60,9	+ 1,353
Kanton	**0,18**	**4,34**	**96,37**	**99,5**	**2,211**	**36,5**	**811**	**347**	**7,712**	**+ 63,0**	**+**

* Nach Ermittlung von 1899.

G. Weinernte im Jahr 1901.

Rentabilitätsrechnung der Weinernte pro 1901.

a. Absolute Ergebnisse.

…irke …egend)	Anbaufläche in Mannwerk	Anbaufläche in Hektaren	Weinertrag	Durchschnittspreis per Hektoliter: Weißer	Durchschnittspreis per Hektoliter: Roter	Geldwert	Kaufpreise per Mannwerk für: beste Reben	Kaufpreise per Mannwerk für: mittlere Reben	Kaufpreise per Mannwerk für: geringe Reben	Kapitalwert des Reblandes
			Hektoliter	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
. . .	1,199	53,95	1,473,2	16	40	25,365	400	308	163	320,000
. .	3,215	144,68	2,574	25	35	64,570	600	400	200	1,515,000
. . .	4,511	202,98	4,987,4	22,9	27,9	114,052	264	150	84	830,450
. . .	3,778	170,02	7,834,3	22,8	50	199,729	389	294	178	1,608,480
. . .	291	13,09	538	26,7	25	14,525	197	150	103	46,740
. . .	256	11,53	206,7	22,5	.	4,654	145	.	.	33,870
. . .	10	0,46	16	20	.	320	150	125	100	1,200
. . .	106	4,79	108,5	28,1	42,5	2,961	333	233	158	19,800
…mmen- …ieg) .	144	6,48	396	25	50	10,000	500	250	200	47,500
Kanton	13,510	607,98	18,134,1	23,9	35,6	436,176	331	239	148	4,418,040

b. Relative Ergebnisse.

…irke …egend)	Rebareal per Besitzer	Wein-Ertrag per Mannwerk	Wein-Ertrag per Hektar	Geldwert per Mannwerk	Geldwert per Hektar	Kulturkosten* per Mannwerk	Kulturkosten* per Hektar	Kapitalwert per Mannwerk	Kapitalwert per Hektar	Netto-Ertrag (bezw. Verlust —) per Mannwerk	Netto-Ertrag (bezw. Verlust —) per Hektar	Netto-Ertrag (bezw. Verlust —) per 100 Fr. Kapital
	Hekt.	Hl.	Hl.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
. . .	0,20	1,23	27,31	21,2	470	47,7	1,060	267	5,931	— 26,5	— 590	— 9,9
. .	0,44	0,80	17,79	20,1	446	50,0	1,111	471	10,471	— 29,9	— 665	— 6,3
. . .	0,14	1,11	24,37	25,3	562	35,8	795	184	4,092	— 10,5	— 233	— 5,7
. . .	0,81	2,07	46,08	52,9	1,175	33,6	747	424	9,425	+ 19,3	+ 428	+ 4,5
. . .	0,08	1,85	41,10	49,9	1,110	42,3	940	161	3,571	+ 7,6	+ 170	+ 4,7
. . .	0,10	0,81	17,93	18,2	404	34,0	755	132	2,938	— 15,8	— 351	— 11,9
. . .	0,11	1,57	34,78	31,3	696	20,0	444	117	2,609	+ 11,3	+ 252	+ 9,7
. . .	0,03	1,02	22,65	27,8	618	28,7	638	186	4,134	— 0,9	— 20	— 0,5
…mmen- …ieg) .	0,10	2,75	61,11	69,4	1,543	38	844	330	7,330	+ 31,4	+ 699	+ 9,5
Kanton	0,18	1,34	29,83	32,3	717	36,5	811	327	7,267	— 4,2	— 94	— 1,3

…stellung von 1899.

Erntewert.

Geldwert der geernteten Produkte nach Landesteilen in den Jahren 1900, 1901, 1902 und 1903.

Landesteile	Geldwert¹) in Franken								
	des Getreides	der Hackfrüchte	des Kunstfutters	der Handelspflanzen	der Gemüse und Hülsenfrüchte	des Wiesenertrages	des Weines	des Obstes	im ganzen
a. Im Jahr 1900.									
Oberland	1,409,312	2,214,772	2,692,587	124,079	682,006	15,339,371	31,869	2,622,315	25,116,311
Emmenthal	1,563,341	943,026	5,069,121	114,078	499,332	3,882,014	.	1,560,270	13,631,182
Mittelland	7,281,608	5,851,440	17,697,105	473,495	1,307,923	13,213,873	900	5,831,917	51,657,761
Oberaargau	1,968,439	1,702,112	3,536,421	101,787	372,580	3,229,134	.	2,225,215	13,135,688
Seeland	2,675,611	3,201,079	3,386,315	112,026	529,852	6,141,956	952,751	3,227,628	20,227,218
Jura	4,582,232	3,396,280	3,782,083	95,091	873,257	12,865,564	375,050	2,668,633	28,638,190
Kanton	**19,480,543**	**17,308,709**	**36,163,632**	**1,020,556**	**4,264,950**	**54,671,412**	**1,360,570**	**18,135,978**	**152,406,350**
b. Im Jahr 1901.									
Oberland	1,389,501	2,315,392	2,585,394	125,264	677,944	15,214,885	12,961	1,641,739	23,963,080
Emmenthal	1,456,169	1,010,951	5,116,648	134,070	457,151	4,116,255	.	648,897	12,940,141
Mittelland	7,103,817	5,997,689	19,096,879	466,500	1,382,225	14,153,545	320	2,690,740	50,891,715
Oberaargau	1,822,396	1,671,270	3,681,374	86,459	341,873	3,337,129	.	888,196	11,828,697
Seeland	2,697,597	3,346,027	3,876,036	126,188	515,026	7,882,549	353,671	1,738,879	20,535,973
Jura	4,532,079	3,479,172	3,934,932	81,630	865,824	13,838,832	69,224	1,663,502	28,465,195
Kanton	**19,001,559**	**17,820,501**	**38,291,263**	**1,020,111**	**4,240,043**	**58,543,195**	**436,176**	**9,271,953**	**148,624,801**
c. Im Jahr 1902.									
Oberland	1,410,675	2,747,616	2,446,919	114,839	515,081	15,054,124	13,821	1,738,882	24,041,957
Emmenthal	1,571,931	1,020,648	4,603,601	129,216	295,708	3,024,647	.	3,324,179	13,969,930
Mittelland	7,706,670	6,700,971	17,439,310	495,087	1,200,761	12,264,323	638	6,862,663	52,670,423
Oberaargau	2,135,122	2,128,186	3,584,540	95,264	329,585	3,382,006	.	2,792,947	14,447,650
Seeland	2,875,492	3,723,447	3,551,749	107,875	387,063	7,300,050	577,443	2,360,373	20,883,492
Jura	4,809,207	3,815,714	3,486,442	87,820	705,654	12,540,587	133,730	1,280,474	26,859,628
Kanton	**20,509,097**	**20,136,582**	**35,112,561**	**1,030,101**	**3,433,852**	**53,565,737**	**725,632**	**18 359,518**	**152,873,080**

d. Im Jahr 1903.									
Oberland	1,306,412	2,465,839	2,548,628	86,278	589,694	15,003,375	12,297	818,190	22,830,713
Emmenthal	1,506,950	949,721	4,477,465	131,148	391,673	2,859,257	.	630,316	10,946,530
Mittelland	7,155,304	5,880,414	15,516,273	468,692	1,257,713	12,097,567	188	2,923,817	45,299,968
Oberaargau	1,990,345	1,855,305	3,229,301	91,136	369,532	2,973,140	.	778,106	11,286,865
Seeland	2,921,274	3,773,074	3,214,008	77,280	415,850	6,521,510	850,612	1,485,871	19,259,479
Jura	5,291,483	3,568,116	3,552,030	71,761	753,612	10,883,454	144,138	603,809	24,868,403
Kanton	**20,171,768**	**18,492,469**	**32,537,705**	**926,295**	**3,778,074**	**50,338,303**	**1,007,235**	**7,240,109**	**134,491,958**
Vergleichung des Geldwertes der geernteten Produkte von 1885—1903.									
Im Jahr 1885	24,727,107	18,165,678	37,449,971	813,762	3,500,000	46,782,620	1,391,163	8,337,102	141,117,403
" " 1886	23,787,672	16,611,083	30,410,096	764,027	3,500,000	43,512,970	1,145,553	5,558,068	125,289,469
" " 1887	22,381,004	17,029,794	35,074,720	769,691	3,427,722	46,273,193	473,656	5,207,106	130,636 886
" " 1888	22,422,726	15,297,320	32,957,878	718,077	3,850,488	47,377,342	551,212	16,716,789	139,891,832
" " 1889	19,809,819	15,010,772	30,259,244	637,191	3,862,795	41,292,758	742,616	4,407,459	116,022,654
" " 1890	22,345,888	17,095,073	24,062,119	901,366	4,595,711	34,977,501	982,839	15,261,574	120 162 071
" " 1891	22,955,536	15,996,899	25,198,061	966,552	5 017,472	40,002,499	197,800	7,559,702	117,894,521
" " 1892	23,064,288	17,984,529	33,221,709	924,140	4,954,508	51,585,879	577,860	16,545,250	148,858 163
" " 1893	19,921,793	21,845,158	28,499 578	775,249	5,' 65,393	48,100,299	1,212,628	7,026,298	132 446,396
" " 1894	17,616,643	15,644,825	22,147,945	1,093,529	4,595,616	36,746,950	849,949	9,861,641	108,557,098
" " 1895	15,660,787	16,139,354	25,553,327	943,938	4,607,514	39,158,268	1,083,700	6,908,575	110.055 463
" " 1896	14,784,240	13,963,359	26,050,696	832,851	4,175,972	40,375,128	702,816	8,294,073	109,179,135
" " 1897	19,613,055	16,277,434	29,255,327	1,015,857	4,357,176	45,796,602	598,420	2,979,928	119,893,799
" " 1898	20,233 305	17,992,980	30,016,853	896,149	4,602,463	44,816,825	1,265,791	14,573,931	134,398 297
" " 1899	19,657,955	18,569,462	32,806,087	981,569	4,544,549	48,681,239	885,763	3,889,952	130.016,576
" " 1900	19,480,543	17,308,709	36,163,632	1,020,556	4,264,950	54,671,412	1,360,570	18,135,978	152,406 350
" " 1901	19,001,559	17,820,501	38,291,263	1,020,111	4,240,043	58 543,195	436,176	9,271,953	148,624,801
" " 1902	20,509,097	20,136,582	35,112,561	1,030,101	3,433,852	53,565,737	725,632	18,359,518	152 873,080
" " 1903	20,171,768	18,492,469	32,537,705	926,295	3,778,074	50,338,303	1,007,235	7,240,109	134,491,958
Durchschnitt der 19 Jahre 1885—1903	20,428,672	17,230,631	30,789,935	896,360	4,230,226	45,923,617	852,178	9,796,579	130,148,207
In %	15,69	13,24	23,66	0,69	3,25	35,29	0,65	7,53	100

1) Hierunter ist natürlich nur der Rohwert der Bodenproduktion (abgesehen von dem Ertrag der Weiden und Alpen, der Viehzucht und Milchwirtschaft, sowie von den wirkliche= Betriebsresultaten der Landwirtschaft überhaupt) verstanden.

Gesamtübersicht der Ernteergebnisse pro 1900.

Kulturarten und -Gewächse	Anbaufläche in Hekt.	Durchschnittsertrag per Hekt.	Gesamtertrag in Doppelzentnern	Durchschnittspreise per Doppelzentner	Gewert im ganzen	Gewert per Flächeneinheit
A. Getreide.		q		Fr.	Fr.	Fr.
Weizen	11,357,5	K[1]) 16,5	186,091	18,2	3,388,064	299
		S[1]) 30,3	343,407	5,1	1,752,522	155
Korn	13,870,2	K 20,1	278,674	13,7	3,813,685	276
		S 29,7	411,598	5,3	2,187,786	158
Roggen	7,608,4	K 16,3	124,571	15,1	1,871,409	246
		S 35,5	269,676	6,0	1,607,837	211
Gerste	2,359,1	K 14,4	33,955	15,5	527,896	224
		S 18,8	44,247	4,1	180,756	77
Hafer	10,886,0	K 17,1	185,410	16,6	3,074,576	283
		S 23,5	254,784	4,2	1,076,012	99
Total	46,081,2	K 17,5	808,701	15,6	12,675,630	275
		S 28,7	1,323,712	5,1	6,804,913	148
B. Hackfrüchte.						
Kartoffeln	21,244,3	136,8	2,906,809	4,7	13,769,671	650
Runkeln und Kohlrüben	3,782,3	269,1	1,017,760	2,5	2,505,280	662
Möhren	1,159,5	85,4	97,531	5,2	505,476	437
„ als Nachfrucht	.	.	18,678		86,550	.
Ackerrüben als Nachfrucht	.	.	49,626	2,0	97,522	.
Zuckerrüben	(22,0)	398,2	163,909	2,1	344,210	837
Total	26,208,1	.	.	.	17,308,709	[4])653
C. Kunstfutter.						
Futtermischungen	31,066,0	72,4	2,251,515		18,762,132	603
Klee	16,929,7	81,1	1,371,085		11,145,207	659
Luzerne	2,420,6	70,1	169,779		1,403,166	580
Esparsette	7,286,1	60,4	440,253	8,3	3,745,465	514
Uebrige Futterpflanzen	1,230,9	59,1	72,769		606,734	493
Verschiedene Futterpflanzen als Vor- oder Nachfrucht	.	.	60,599		500,328	.
Total	58,933,3	73,1	4,366,000	.	36,163,632	[4]) 605
D. Verschiedene Pflanzungen.		Ertrag p. Are				
Gemüse und Hülsenfrüchte: Kohl (Kabis)	967,49	Vierling 8 = 25 Köpfe	[2])769,065	Vierling = 2,0 25 Köpfe	2,232,309	2307
Kraut 2c.	284,33	170 Kilo	46,904	20	938,080	3300
Erbsen	381,9	2,8 Viertel	[3])106,663	4,2 Viertel	446,353	1169
Ackerbohnen	561,14	2,9 = 15 Lit.	[3])163,611	4 = 15 Lit.	648,208	1155
Handelspflanzen: Raps	82,07	12,5 Kilo	986,1	39 Cts.	31,235	380
Hanf	328,38	8,4 „	2,739,5	167 „	448,222	1365
Fachs	368,14	7,8 „	2,840,7	172 „	488,191	1326
Cichorie	10,05	87,3 „	612,8	48 „ per Kilo	26,652	2652
Tabak	26,59	18 „	466	58 „	26,256	990
Total	.	.	.	.	5,285,506	1756
E. Wiesenbau (ohne Weiden).		Heu, Emd und Herbstgras zusammen		Gutes		
Gutes Wiesland	36,921,1	85,9	3,169,278	Heu 8,5	27,997,650	758
Mittleres „	41,410,9	55,2	2,286,711		19,885,017	480
Geringes „	33,675,9	28,0	941,075	Emd 9,3	6,788,745	202
Total	112,007,9	57,1	6,397,064	8,6	54,671,412	488
F. Obstbau.	Tragfähige Bäume	Kilo per tragfähigen Baum				p. Baum
Aepfel	1,042,949	175,0	1,824,359	5,3	9,475,963	9,0
Birnen	346,314	94,8	328,061	5,8	1,896,614	5,4
Kirschen	546,339	40,7	220,703	22,1	4,910,749	8,4
Zwetschgen und Pflaumen	371,492	30,4	112,853	16	1,495,014	4,0
Uebriges Obst	69,708	18,4	12,636	28,6	357,638	5,1
Total	2,376,802	151,4	2,498,612	7,3	18,135,978	.
Reben	615,40	96,4 hl.	59,306,4 hl.	23	1,360,570	.

[1]) Stroh. [2]) Vierling = 25 Köpfe. [3]) Viertel = 15 Liter. [4]) Hauptfrucht.

Durchweg Wirtschaftsobst verstanden

Mittelland . . .	7,155,304	5,880,414	16,516,273	468,692	1,257,713	12,097,507	188	2,923,817	45,299,908
Oberaargau . . .	1,990,345	1,855,305	3,229,301	91,136	369,532	2,973,140	,	778,106	11,286,865
Seeland	2,921,274	3,773,074	3,214,008	77,280	415,850	6,521,510	850,612	1,485,871	19,259,479
Jura	5,291,483	3,568,116	3,552,030	71,761	753,612	10,888,454	144,138	603,809	24,866,403
Kanton	**20,171,768**	**18,492,469**	**32,537,705**	**926,295**	**3,778,074**	**50,338,303**	**1,007,235**	**7,240,109**	**134,491,958**

Vergleichung des Geldwertes der geernteten Produkte von 1885—1903.

Im Jahr 1885	24,727,107	18,165,678	37,449,971	813,762	3,500,000	46,782,620	1,391,163	8,337,102	141,117,403
„ „ 1886	23,787,672	16,611,083	30,410,096	764,027	3,500,000	43,512,970	1,145,553	5,558,068	125,289,469
„ „ 1887	22,381,004	17,029,794	35,074,720	769,691	3,427,722	46,273,193	473,656	5,207,106	130,636,886
„ „ 1888	22,422,726	15,297,320	32,957,878	718,077	3,850,488	47,377,342	551,212	16,716,789	139,891,832
„ „ 1889	19,809,819	15,010,772	30,259,244	637,191	3,862,795	41,292,758	742,616	4,407,459	116,022,654
„ „ 1890	22,345,888	17,095,073	24,002,119	901,366	4,595,711	34,977,501	982,839	15,261,574	120 162 071
„ „ 1891	22,955,536	15,996,899	25,198,061	966,552	5 017,472	40,002,499	197,800	7,559,702	117,894,521
„ „ 1892	23,064,288	17,984,529	33,221,709	924,140	4,954,508	51,585,879	577,860	16,545,250	148,858 163
„ „ 1893	19,921,793	21,845,158	28,499 578	775,249	5,' 65,393	48,100,299	1,212,628	7,026,298	132 446,396
„ „ 1894	17,616,643	15,644,825	22,147,945	1,093,529	4,595,616	36,746,950	849,949	9,861,641	108,557,098
„ „ 1895	15,660,787	16,139,354	25,553,327	943,938	4,607,514	39,158,268	1,083,700	6,908,575	110,055 463
„ „ 1896	14,784,240	13,963,359	26,050,696	832,851	4,175,972	40,375,128	702,816	8,294,073	109,179,135
„ „ 1897	19,613,055	16,277,434	29,255,327	1,015,857	4,357,176	45,796,602	598,420	2,979,928	119,893,799
„ „ 1898	20,233 305	17,992,980	30,016,853	896,149	4,602,463	44,816,825	1,265,791	14,573,931	134,398 297
„ „ 1899	19,657,955	18,569,462	32,806,087	981,569	4,544,549	48,681,239	885,763	3,889,952	130,016.576
„ „ 1900	19,480,543	17,308,709	36,163,632	1,020,556	4,264,950	54.671,412	1,360,570	18,135,978	152,406 350
„ „ 1901	19,001,559	17,820,501	38,291,263	1,020,111	4,240,043	58 543,195	436,176	9,271,953	148,624,801
„ „ 1902	20,509,097	20,136,582	35,112,561	1,030,101	3,433,852	53,565,737	725,632	18,359,518	152 873,080
„ „ 1903	20,171,768	18,492,469	32,537,705	926,295	3,778,074	50,338,303	1,007,235	7,240,109	134,491,958
Durchschnitt der 19 Jahre 1885—1903	20,428,672	17,230,631	30,789,935	896,369	4,230,226	45,923,617	852,178	9,796,579	130,148,207
In %	15,69	13,24	23,66	0,69	3,25	35,29	0,65	7,53	100

1) Hierunter ist natürlich nur der Rohwert der Bodenproduktion (abgesehen von dem Ertrag der Weiden und Alpen, der Viehzucht und Milchwirtschaft, sowie von den wirklichen Betriebsresultaten der Landwirtschaft überhaupt) verstanden.

Gesamtübersicht der Ernteergebnisse pro 1900.

Kulturarten und Gewächse	Anbaufläche in Hekt.	Durchschnittsertrag per Hekt.	Gesamtertrag in Doppelzentnern	Durchschnittspreise per Doppelzentner	Ge[illegible] im ganzen
A. Getreide.		q		Fr.	Fr.
Weizen	11,357,5	K[1]) 16,5	186,091	18,2	3,388,064
		S[1]) 30,3	343,407	5,1	1,752,52[illegible]
Korn	13,870,2	K 20,1	278,674	13,7	3,813,685
		S 29,7	411,598	5,3	2,187,786
Roggen	7,608,4	K 16,3	124,571	15,1	1,871,409
		S 35,5	269,676	6,0	1,607,837
Gerste	2,359,1	K 14,4	33,955	15,5	527,896
		S 18,8	44,247	4,1	180,756
Hafer	10,886,0	K 17,1	185,410	16,6	3,074,576
		S 23,5	254,784	4,2	1,076,012
Total	46,081,2	K 17,5	808,701	15,6	12,675,630
		S 28,7	1,323,712	5,1	6,804,913
B. Hackfrüchte.					
Kartoffeln	21,244,3	136,8	2,906,809	4,7	13,769,671
Runkeln und Kohlrüben	3,782,3	269,1	1,017,760	2,5	2,505,280
Möhren	1,159,5	85,4	97,531	} 5,2	505,476
„ als Nachfrucht	.	.	18,678		86,550
Ackerrüben als Nachfrucht	.	.	49,626	2,0	97,522
Zuckerrüben	(22,0)	398,2	163,909	2,1	344,210
Total	26,208,1	.	.	.	17,308,709
C. Kunstfutter.					
Futtermischungen	31,066,0	72,4	2,251,515		18,762,13[illegible]
Klee	16,929,7	81,1	1,371,085		11,145,[illegible]
Luzerne	2,420,6	70,1	169,779		1,403,16[illegible]
Esparsette	7,286,1	60,4	440,253	8,3	3,745,465
Uebrige Futterpflanzeu	1,230,9	59,1	72,769		606,734
Verschiedene Futterpflanzen als Vor- oder Nachfrucht	.	.	60,599		500,328
Total	58,933,3	73,1	4,366,000	.	36,163,632
D. Verschiedene Pflanzungen.		Ertrag p. Are			
Gemüse und Hülsenfrüchte: Kohl (Kabis)	967,49	Vierling 8 = 25 Köpfe	[2])769,065	Vierling = 2,9 25 Köpfe	2,232,309
Kraut rc.	284,33	170 Kilo	46,904	20	938,080
Erbsen	381,9	2,8 } Viertel	[3])106,663	4,2 } Viertel	446,353
Ackerbohnen	561,14	2,9 } = 15 Li.	[3])163,611	4 } = 15 Lit.	648,208
Handelspflanzen: Raps	82,07	12,5 Kilo	986,1	39 Cts. per Kilo	31,235
Hanf	328,38	8,4 „	2,739,5	167 „	448,222
Flachs	368,14	7,8 „	2,840,7	172 „	488,191
Cichorie	10,05	87,3 „	612,8	48 „	26,652
Tabak	26,59	18 „	466	58 „	26,256
Total	.	.	.	.	5,285,506
E. Wiesenbau (ohne Weiden).		Heu, Emd und Herbstgras zusammen		Gutes	
Gutes Wiesland	36,921,1	85,9	3,169,278	Heu 8,5	27,997,650
Mittleres „	41,410,9	55,2	2,286,711		19,885,017
Geringes „	33,675,9	28,0	941,075	Emd 9,3	6,788,745
Total	112,007,9	57,1	6,397,064	8,6	54,671,412
F. Obstbau.	Tragfähige Bäume	Kilo per tragfähigen Baum		Durchweg Wirtschaftsobst [illegible]	
Aepfel	1,042,949	175,0	1,824,359	5,3	9,47[illegible]
Birnen	346,314	94,8	328,061	5,8	1,[illegible]
Kirschen	546,339	40,7	220,703	22,1	[illegible]
Zwetschgen und Pflaumen	371,492	30,4	112,853	16	[illegible]
Baumnüsse	69,708	18,4	12,636	28,6	[illegible]
Total	2,376,802	151,4	2,49[illegible]	[illegible]	[illegible]
G. Weinbau.	615,40	96,4 hl.	59,[illegible]	[illegible]	[illegible]

[1]) [illegible]

Gesamtübersicht der Gemeindesteuern von 1901.

Gesamtübersicht der Ernteergebnisse pro 1902.

Kulturarten und -Gewächse	Anbaufläche in Hekt.	Durchschnittsertrag per Hekt.	Gesamtertrag in Doppelzentnern	Durchschnittspreise per Doppelzentner	Geld[…] im ganzen
A. Getreide.		q		Fr.	Fr.
Weizen	11,357,5	K¹) 16,0	180,818	18,6	3,350,21
		S¹) 30,4	345,939	6,0	2,071,21
Korn	13,870,2	K 19,8	273.567	13,9	3,791,38
		S 28,9	398,760	6,0	2 408,96
Roggen	7,608,4	K 16,0	121,450	15,7	1,902,80
		S 36,0	273,553	6,8	1,845,33
Gerste	2,359,1	K 14,3	33,464	15,9	531,49
		S 18,9	44,431	4,7	207 89
Hafer	10,886,0	K 17,0	184,450	17,2	3,169,10
		S 23,0	248,141	5,0	1,230,68
Total	46,081,2	K 17,3	793,749	16,0	12 745 00
		S 28,5	1 310 824	5,9	7,764,08
B. Hackfrüchte.					
Kartoffeln	21 244,3	129,1	2,741,856	6	16,494,12
Runkeln und Kohlrüben	3,782,3	258,6	976,414	2,7	2,590,08
Möhren	1,159,5	87,7	101 388	} 5,3	548,32
„ als Nachfrucht	.	.	19,776		100,21
Ackerrüben als Nachfrucht	.	.	51,613	2,1	108,69
Zuckerrüben	(22,0)	376,3	131,929	2,2	295,04
Total	26,208,1	.	.	.	20,136,58
C. Kunstfutter.					
Futtermischungen	31 066,0	66,0	2,054,008		17,831,44
Klee	16 929,7	75,3	1,272,762		10,910,26
Luzerne	2,420,6	69,7	167 938		1,382,72
Esparsette	7 286,1	60,0	436,570	} 8,6	3,606,54
Uebrige Futterpflanzen	1,230,9	54,1	66,556		585,67
Verschiedene Futterpflanzen als Vor- oder Nachfrucht	.	.	93,778		795,89
Total	58,933,3	67,8	4,091,612	.	35,112,56
D. Verschiedene Pflanzungen.		Ertrag p. Are			
Gemüse und Hülsenfrüchte: Kohl (Kabis)	967,49	Vierling 8 = 25 Köpfe	²)776,168	Vierling = 2,8 25 Köpfe	2,194,31
Kraut ꝛc.	284,33	(Es wurde keine Erhebung gemacht.)			
Erbsen	381,9	3,1 } Viertel	118,410	4,2 } Viertel	494,5
Ackerbohnen	561,14	3 } = 15 Lit.	196,562	3,8 } = 15 Lit.	744 72
Handelspflanzen: Raps	82,07	12,2 Kilo	864,9	33 Cts. per Kilo	25 95
Hanf	328,38	8,2 „	2650,5	171 „	433,60
Flachs	368,14	7,8 „	2789,2	189 „	502,59
Cichorie	10,05	75,3 „	529,1	50 „	24,27
Tabak	26,59	31,1 „	806,4	55 „	43 67
Total	.	.	.	.	4,463,95
E. Wiesenbau (ohne Weiden).		Heu, Emd und Herbstgras zusammen		Gutes	
Gutes Wiesland	36 921,1	85,0	3,139,357	Heu 8,4	27,220,2
Mittleres „	41,410,9	55,2	2,287,523		19 449,42
Geringes „	33 675,9	28,8	969,555	Emd 8,9	6,896 05
Total	112 007,9	57,1	6,396,435	8,4	53 565,73
F. Obstbau.	Tragfähige Bäume	Kilo per tragfähigen Baum			
Aepfel	1 042 949	108,4	1,129,858	12,8 (Durchwegs wirtschaftsobst verstanden)	14,2
Birnen	346 314	39,6	137,063	11,3	
Kirschen	546,339	16,5	83,766	26,4	
Zwetschgen und Pflaumen	371 492	4,6	15,637	21,4	
Baumnüsse	69,708	4,0	2 479	29	
Total	2 376,802	57,7	1 368 802		
G. Weinbau.	597,15	43,0 hl.	25 6[…]		

¹) K =

Gesamtübersicht der Ernteergebnisse pro 1903.

Kulturarten und Gewächse	Anbaufläche in Hekt.	Durchschnittsertrag per Hekt. q	Gesamtertrag in Doppelzentnern	Durchschnittspreise per Doppelzentner Fr.	Geldwert im ganzen Fr.	Geldwert per Flächeneinheit Fr.
A. Getreide.						
		K[1]) 16,1	189,466	18,3	3,507,277	310
	11,357,5	S[1]) 31,8	379,095	5,4	2,006,195	177
		K 18,6	261, 63	14,1	3,605,977	260
	13,870,2	S 29,8	403,546	5,5	2,181,827	158
		K 16,1	127,172	15,9	1,993 972	262
	7,608,4	S 36,7	287,847	6,11	1,758 121	231
		K 13,9	35,415	15,6	556,232	237
	2,359,1	S 17,0	44,744	4,4	186,367	79
		K 17,3	191,738	16,6	3,218,120	298
	10,886,0	S 23,2	263,962	4,8	1,157,680	107
Total	46,081,2	K 16,4	805,354	16,0	12 881 578	280
		S 27,7	1,379 194	5,3	7,290 190	158
B. Hackfrüchte.						
Kartoffeln	21 244,3	101,2	2,149,604	7,1	15,007 864	708
Futter- und Kohlrüben	3,782,3	227,2	894,394	3	2,482,459	656
	1,159,5	81,4	98,588	5,5	548,148	477
Futterrüben als Nachfrucht	.	.	17.299		89,611	.
Kohlrüben als Nachfrucht	.	.	47,903	2,7	112 207	.
Zuckerrüben	(22,0)	375,4	110,152	2,3	252,180	903
Total	26 208,1	.	.	.	18,492,469	[4]) 706
C. Kunstfutter.						
Kleemischungen	31 066,0	73,3	2,268,239		16 974,489	545
Kleeheu	16 929,7	79,0	1,338,171		9,876 073	584
Luzernekleeheu	2 420,6	74,2	183,088		1,312,996	542
Wiesenheu	7.286,1	66,3	460 346	7,4	3,248,355	446
Andere Futterpflanzen	1,230,9	61,4	77,954		587,895	478
Andere Futterpflanzen als Futter- oder Nachfrucht	.	.	72,813		537,897	.
Total	58 933,3	70,8	4 400 611	.	32,537,705	552
Verschiedene Pflanzungen.		Ertrag p. Are				
Hülse	Kohl (Kabis)	967,49	Viertling = 8,2 25 Köpfe	814,817	Viertling = 3,3 25 Köpfe	2,527,322	2607
	Kraut etc.	284,33	(Es wurde keine Erhebung gemacht.)				
Hülsfrüchte	Erbsen	381,9	3 Viertel	110,385	4,4) Viertel	477,534	1252
	Ackerbohnen	561,14	3,6 = 15 Lit.	194 033	4,1 = 15 Lit.	773 218	1378
	Raps	82,07	14,8 Kilo	1098,1	29 Cts.	29 341	357
Ölsaaten	Hanf	328,36	7,5 „	2240	171 „ (per Kilo)	367,781	1120
	Flachs	368,14	7,4 „	2604,9	170 „	452,155	1228
	Cichorie	10,03	59,5 „	286,6	60 „	17,196	1711
	Tabak	26,59	45 „	1281	53 „	59,822	2250
Total	.	.	.	.	4.704 369	1563	
Wiesenbau (ohne Weiden).		Heu, Emd und Herbstgras zusammen		Gutes			
Reines Wiesland	36 921,1	92,1	3,401 542	Heu 7,2	25,709,280	696	
Gemischtes „	41 410,9	59,7	2,474,252		18,322 583	442	
Kleeland „	33,675,9	30,5	1,024.139	Emd 8	6,306,440	187	
Total	112,007,8	61,6	6,899 933	7,3	50 338 303	450	
F. Obstbau.	Tragfähige Bäume	Kilo per tragfähigen Baum				p. Baum
Äpfel	1,042,949	17,1	172,644	18,3	3,076 747	2,98
Birnen	346,314	29,5	98,030	15,9	1,443,324	4,17
Kirschen	546 339	12,4	67,130	30,1	1,998,180	3,66
Zwetschgen und Pflaumen	371 492	5,6	20,956	24,5	524.505	1,41
Nüsse	69 708	4,0	6,263	30,7	197,353	2,83
Total	2,376 802	15,4	365 023	19,8	7 240 109	3,03
G. Weinbau.	574,47	41,4 hl.	23 791	42,5	1 007,235	1753

(K = Korn; S = Stroh. [1]) Viertling = 25 Köpfe. [2]) Viertel = 15 Liter. [4]) Hauptfrucht.

Ein- und Ausfuhr der Schweiz an landwirtschaftlichen Produkten im Jah

Zusammengestellt nach der Schweiz. Handelsstatistik.

Bezeichnung der Ware	Einfuhr		Ausfuhr		Mehr-Ei Mehr-Au
	Menge	Franken	Menge	Franken	Menge
I. Vieh.	Stück		Stück		Stück
Pferde	11,000	6,968,562	2,267	1,954,830	— 8,733
Ochsen	48,865	25,658,947	110	34,790	— 48,755
Stiere	6,798	2,739,741	4,078	2,090,915	— 2,720
Kinder, geschaufelt	659	242,985	4,003	1,790,830	+ 3,344
Kühe	3,688	1,296,044	20,225	9,050,062	+ 16,537
Jungvieh	2,220	546,480	5,699	1,308,760	+ 3,479
Mastkälber	7,483	736,320	3,997	317,516	— 3,486
Andere Kälber	1,381	78,241	7,294	206,750	+ 5,913
Schweine über 60 kg	84,334	8,959,302	104	9,662	— 84,230
Schweine bis und mit 60 kg	1,919	71,769	3,132	53,070	+ 1,213
Schafe	97,444	3,204,826	1,220	35,448	— 96,224
II. Fleisch und Fett.	q		q		q
Fleisch, frisch	51,780	7,707,025	10,322	2,555,069	— 41,458
Fleischkonserven	15,205	2,152,640	327	84,374	— 14,878
Schweineschmalz	15,351	2,062,799	153	17,398	— 15,198
Wurstwaren	7,518	1,999,260	298	82,551	— 7,220
III. Milchprodukte.					
Hartkäse	11,849	1,733,739	246,870	43,244,792	+ 235,021
Weichkäse	14,055	1,803,840	299	52,960	— 13,756
Butter, frisch	29,946	6,480,080	225	65,320	— 29,721
Butter, gesotten, gesalzen, Kunstbutter	14,076	1,860,240	662	107,393	— 13,414
Kondensierte Milch	35	3,500	362,424	34,132,232	+ 362,389
IV. Wildpret und Geflügel.					
Wildpret	5,440	662,235	94	30,197	— 5,346
Getötetes Geflügel	28,096	6,254,715	261	78,664	— 27,835
Lebendes Geflügel	6,821	1,050,110	71	13,382	— 6,750
Eier	99,570	11,915,105	475	56,443	— 99,095
V. Obst und Wein.					
Frisches Obst	86,954	2,648,966	563,284	6,688,230	+ 476,330
Obst, gedörrt ꝛc.; eingestampfte Früchte ꝛc. zur Destillation	29,183	1,250,630	4,658	242,476	— 24,525
Getrocknete Weintrauben zur Weinbereitung	2,629	69,359	—	—	— 2,629
Naturwein in Fässern hl	1,167,120	30,175,986	5,687	287,452	— 1,161,433
VI. Mehlfrüchte und Futtermittel.					
Weizen	4,143,976	77,346,327	1,600	31,474	— 4,142,376
Hafer	1,013,704	17,569,211	1,106	19,858	— 1,012,598
Mais	610,808	9,104,597	438	7,290	— 610,370
Mehl	361,757	6,731,411	32,477	789,127	— 329,280
Gerste	117,774	1,775,731	647	12,260	— 117,127
Kartoffeln	453,677	2,752,089	8,840	63,931	— 444,837
Heu	349,012	2,143,762	28,401	278,116	— 320,611
Stroh	436,351	2,181,955	3,882	23,709	— 432,469
Kraftfutter	388,120	5,436,545	124,802	1,048,157	— 253,318
VII. Sämereien, Düngstoffe und Maschinen.					
Gras- und Kleesaat	10,695	1,310,220	—	—	—
Handelsdünger, nicht aufgeschlossen	450,217	3,227,308	2,801	15,776	—
Handelsdünger, aufgeschlossen	177,744	1,635,830	27,760	244,056	—
Land- und hauswirtschaftl. Maschinen	15,157	1,182,246	2,829	303,108	—
		263,230,698		107,428	

d Ausfuhr der Schweiz an landwirtschaftlichen Produkten im Jahre 1903.

Zusammengestellt nach der Schweiz. Handelsstatistik.

nung der Ware	Einfuhr		Ausfuhr		Mehr-Einfuhr — Mehr-Ausfuhr +	
	Menge	Franken	Menge	Franken	Menge	Franken
I. Vieh.	Stück		Stück		Stück	
	11,715	7,174,585	2,181	1,947,370	— 9,534	— 5,227,215
	60,430	33,347,462	113	39,745	— 60,317	— 33,307,717
	9,058	4,041,720	3,666	2,061,465	— 5,392	— 1,980,255
ufelt	1,241	510,325	3,060	1,485,915	+ 1,819	+ 975,590
	5,772	2,127,784	12,540	5,908,600	+ 6,768	+ 3,780,816
	3,685	966,958	4,738	1,128 732	+ 1,053	+ 161,774
	5,950	659,822	3,058	302,433	— 2,892	— 357,389
	1,079	60,245	5,928	228,580	+ 4,849	+ 168,335
60 kg	88,461	10,143,736	104	9,554	— 88,357	— 10,134,182
und mit 60 kg	3,270	146,159	2,790	51,516	— 480	— 94,643
	103,897	3,507,026	971	29,934	— 102,926	— 3,477,092
Fleisch und Fett.	q		q		q	
	52,083	7,968,775	9,251	2,284,834	— 42,832	— 5 683,941
n	16,891	2,341,725	311	81,383	— 16,580	— 2,260,342
lg	18,571	2,164,658	75	9,202	— 18,496	— 2,155,456
	8,355	2,194,015	297	82,844	— 8,058	— 2,111,171
Milchprodukte.						
	11,737	1,729,280	243,075	41,707,723	+ 231,338	+ 39,978,443
	14,930	1,870,135	245	42,778	— 14,685	— 1,827,357
	31,787	7,566,260	191	56 586	— 31,596	— 7,509,674
n, gesalzen, Kunstbutter	17,973	2,038,145	400	57,971	— 17,573	— 1,980,174
Milch	44	4,400	329,917	31,455,996	+ 329,873	+ 31,451,596
pret und Geflügel.						
	5,763	765,040	115	39,122	— 5,648	— 725,918
ügel	29,486	6,681,395	239	72,561	— 29,247	— 6,608,834
ügel	6,272	1,020,080	138	23,894	— 6,134	— 996,186
	104,562	12,573,174	574	70,300	— 103,988	— 12,502,874
Obst und Wein.						
	77,991	2,843,822	236,864	4,114,781	+ 158,873	+ 1,270,959
.; eingestampfte Früchte						
llation	31,016	1,473,839	5.200	271,073	— 25,816	— 1.202,766
eintrauben zur Wein-						
	3,335	106,720	—	—	— 3,335	— 106,720
Fässern hl	1,231,106	34,551,339	5,698	283,863	— 1,225,408	— 34,267,476
chte und Futtermittel.						
	4,442,837	81,807,517	1,684	31,822	— 4.441,153	— 81,775,695
	1,002,918	15,494.789	809	13,928	— 1,002,109	— 15,480,861
	663,276	9,737,546	302	5,143	— 662,974	— 9,732,403
	336,950	6,248,653	33,187	807,267	— 303,763	— 5,441,386
	124,564	1.867,958	243	4,391	— 124,321	— 1,863,567
	442,761	3,024,984	9,920	71,842	— 432,841	— 2,953,142
	350,763	2,104,578	31,261	310,793	— 319,502	— 1,793,785
	525,339	2,627,195	3,644	21,135	— 521,695	— 2,606,060
	431,396	5,608,626	142,878	1,270,307	— 288,518	— 4,338,319
rien, Düngstoffe und Maschinen.						
saat	11,438	1,501,460	—	—	— 11,438	— 1,501,460
nicht aufgeschlossen	503,929	3,616,691	1,794	10,877	— 502,135	— 3,605,814
aufgeschlossen	218,094	2,014,823	20,312	180,708	— 197.782	— 1,834,115
wirtschaftl. Maschinen	16,696	1,302,288	2,934	335,160	— 13,762	— 967,128
		287, 535,732		96,912,128		— 190, 623, 604

ut-Abdruck und Beilage zu Lieferung II, Jahrgang 1904 der „Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus".)

Verzeichnis

irtschaftlichen Vereine und Genossenschaften im Kanton Bern auf Ende 1902.

(Ohne die Käsereigesellschaften[1].)

Name	Sitz	Vereins- oder Genossenschaftszweck	Anzahl Mitglieder
A. Hauptvereine oder Verbände.			
schweizerische und bernisch-kantonale auch solche im Zweigverhältnis)			
er Bauernverband . .	Bern und Brugg	Förderung der Landwirtschaft und Wahrung deren Interessen	(82,888)
ndwirtschaftlicher Verein	Zürich	Förderung der Landwirtschaft	(23,097)
und gemeinnützige Ge- es Kantons Bern . .	Bern	Förderung der Landwirtschaft	15,980
ftlicher Genossenschafts- on Bern und benach- ntone	Bern	Förderung der Landwirtschaft	8,904
veizerischer Berner-Fleck- nder Genossenschaften .	Bern	Förderung der Viehzucht	3,189[2]
e Käsereiverband . .	Rütti-Zollikofen	Förderung d. Milchwirtschaft	(2,000[3])
er alpwirtschaftlicher	Chur und Solothurn	Förderung der Alpwirtschaft	(1556)[4]

ärisches Verzeichnis der Käsereigesellschaften wurde anläßlich der Aufnahme der letzten Milchwirtschaftsstatistik des 1904 erstellt und veröffentlicht.

Jahresbericht pro 1902: 122 Verbandsgenossenschaften, wovon aus dem Kanton Bern 24 Genossenschaften mit

letzten Jahresbericht: 127 Käsereien.

neuesten Mitgliederverzeichnis: 76 Mitglieder aus dem Kanton Bern.

Name	Sitz	Vereins- oder Genossenschaft
B. Bezirks- oder Lokalvereine und -Genossenschaft		
Amtsbezirk Aarberg.		
Pferdeversicherungs-Genossenschaft des Amtsbezirks Aarberg	Aarberg	Gegens. Unterstützung bei
Landwirtschaftlicher Verein Aarberg	Aarberg	Förderung der Landwirtsch
Viehzuchtgenossenschaft Aarberg	Aarberg	Hebung der Viehzucht
Landwirtschaftliche Genossenschaft Bargen . .	Bargen	Förderung des landw. Be
Landwirtschaftl. Genossenschaft Großaffoltern .	Großaffoltern	Hebung der Landwirtschaf
Brennereigenossenschaft Suberg-Kosthofen . .	Suberg(G.-A.)	Spritfabrikation
Landw. Genossensch. Kallnach u. Umgebung .	Kallnach	Ankauf von künstl. Düng futter, Maschinen ꝛc.
Landwirtschaftliche Genossenschaft Kappelen .	Kappelen	Hebung der Landwirtschaf
Dampfdreschgenossenschaft Kappelen	Kappelen	Rationelles Dreschen
Viehversicherungskasse Kappelen-Werdt . . .	Kappelen	Gegenseitige Unterstützung
Landw. Genossensch. Werdthof in Werdt (Kapp.)	Werdt (Kapp.)	Hebung der Landwirtschaf
Viehversicherungsgesellschaft Lyß	Lyß	Gegenseitige Unterstützung
Landwirtsch. Genossenschaft Lyß	Lyß	Gemeinsch. Ankauf von artikeln, Maschinen ꝛc.
Viehzuchtgenossenschaft Lyß	Lyß	Hebung der Viehzucht
Viehzuchtgenossenschaft Meikirch u. Umgebung	Meikirch	Hebung der Viehzucht
Landwirtsch. Genossensch. Niederried u. Umgeb.	Niederried	Hebung der Landwirtschaf
Viehassekuranzgenossensch. Niederried u. Umgeb.	Niederried	Gegenseitige Unterstützung
Landwirtsch. Genossenschaft Rapperswil. . .	Rapperswil	Hebung der Landwirtschaf
Landw. Genossenschaft Schüpfen	Schüpfen	Förderung der Landwirtsch
Viehversicherungsgenossenschaft Schüpfen . .	Schüpfen	Gegenseitige Unterstützung
Gemeinnütziger Verein Schüpfen	Schüpfen	Werke der Gemeinnützigk
Viehzuchtgenossenschaft Schüpfen-Schwanden .	Schüpfen	Zucht v. Rassenvieh, Halt guten Zuchtstieres
Obstbauverein Seedorf	Seedorf	Pflege des Obstbaues
Amtsbezirk Aarwangen.		
Oekonom. u. gemeinn. Gesellschaft Oberaargau	Thunstetten	Förderung der Landwirtsch
Oberaargauische Gesellsch. für Viehzucht . .	Leimiswil	Hebung der Viehzucht
Landw. Genossenschaft Aarwangen u. Umgeb.	Aarwangen	Förderung der Landwirtsch
Viehzuchtgenossenschaft Aarwangen	Aarwangen	Hebung der Viehzucht
Landw. Genossenschaft Bannwil	Bannwil	Förderung der Landwirtsch
Gesellschaft Bleienbach	Bleienbach	Gemeins. Halten eines Z
Viehzuchtgenossensch. Gondiswil u. Umgebung	Gondiswil	Zuchtstierhaltung
Brennereigenossenschaft Kleindietwil	Kleindietwil	Spritfabrikation
Landw. Genossensch. Langenthal u. Umgebung	Langenthal	Förderung der Landwirtsch
Pferdeversicherungsgesellsch. Langenthal u. Umg.	Langenthal	Versicherung der Pferde
Landwirtsch. Genossenschaft Leimiswil . . .	Leimiswil	Hebung der Landwirtschaf
Viehzuchtgenossenschaft Leimiswil u. Umgeb. .	Leimiswil	Viehveredlung
Landw. Genossenschaft Lotzwil	Lotzwil	Hebung der Viehzucht
Viehzuchtgenossensch. Lotzwil-Gutenburg . . .	Lotzwil	Hebung der Landwirtsch
Viehzuchtgenossensch. Roggwil	Roggwil	Hebung der Viehzucht
Brennereigenossensch. Roggwil-Pfaffnau . .	Roggwil	Verwertung der Pro
Landw. Genossensch. Rohrbach u. Umgebung	Rohrbach	Förderung der Land
Landw. Genossenschaft Schwarzhäusern . . .	Schwarzhäus.	Förderung der Land

Name	Sitz	Vereins- oder Genossenschaftszweck	Anzahl Mitglieder
aft Bützberg (Thunstetten)	Bützberg (Th.)	Veredlung der Viehrassen	7
aft Ursenbach	Ursenbach	Förderung der Landwirtschaft	35
olt Ursenbach	Ursenbach	Hebung der Viehzucht	19
aft Wynau	Wynau	Förderung der Landwirtschaft	40
bezirk Bern.			
n Bern	Bern	Hebung der Landwirtschaft	119
freunde des Amtes Bern .	Bern	Hebung der Bienenzucht	145
Stadt Bern	Bern	Förderung des Obstbaus	41
rein der Stadt Bern . .	Bern	Werke der Gemeinnützigkeit	400
hoßhalde (Bern)	Schoßhalde	Förderung der Landwirtschaft	98
aft Schoßhalde	Schoßhalde	Gemeinsame Ankäufe	16
rein (nach Raiffeisen) Schoß- bung	Schoßhalde	Spareinlagen und Darlehen	60
aft Bolligen	Bolligen	Gemeins. Ankauf v. Futter u. Samen	15
aft Bolligen	Bolligen	Viehveredlung	17
nschaft Bolligen	Bolligen	Billigeres Dreschen des Getreides	15
rein Bolligen	Bolligen	Werke der Gemeinnützigkeit	44
aft Bümpliz	Bümpliz	Förderung des landw. Betriebes	100
aft Bümpliz	Bümpliz	Hebung der Viehzucht	30
nschaft Bümpliz	Bümpliz	Rationelles Dreschen	30
. Kirchlindach u. Umgebung	Kirchlindach	Verwertung der landw. Produkte u. gemeinsamer Ankauf	50
Zohlen-Meikirch-Kirchlindach	Kirchlindach	Hebung der Landwirtschaft	101
nschaft Köniz	Köniz	Rationelles Dreschen	10
aft Köniz-Wangen . . .	Wangen	Hebung der Viehzucht	25
h. Niederscherli u. Umgeb.	Nieder-Scherli	Hebung der Landwirtschaft	35
. Gasel-Oberbalm u. Umg.	Gasel	Hebung der Viehzucht	32
. Ober- u. Niederwangen .	Oberwangen	Hebung der Landwirtschaft	40
nschaft Muri u. Umgebung	Muri	Rationelles Dreschen	27
aft Muri	Muri	Verwertung des Mostobstes	25
aft Oberbalm	Oberbalm	Förderung der Landwirtschaft	75
h. Bechigen u. Umgebung .	Boll	Hebung der Landwirtschaft	45
aft Wohlen	Wohlen	Hebung der Landwirtschaft	104
aft Wohlen	Wohlen	Förderung der Viehzucht	20
. Murzelen u. Umgebung .	Murzelen	Hebung der Viehzucht	23
aft Uettligen	Uettligen	Hebung der Landwirtschaft	112
aft Uettligen	Uettligen	Förderung der Viehzucht	24
aft Uettligen	Uettligen	Verwertung der landw. Produkte	9
enossenschaft Zollikofen und	Zollikofen	Förderung der Landwirtschaft	19
Rüttischüler	Rütti-Zollikof.	Förderung der Landwirtschaft	260
bezirk Biel.			
Seeland	Biel	Förderung der Bienenzucht	140
el-Nidau	Biel	Hebung der Landwirtschaft	137
aft Biel-Nidau	Biel	Hebung der Viehzucht	32
gesellsch. Biel u. Umgebung	Biel	Gegenseitige Unterstützung	142
r Stadt Biel	Biel	Förderung des Gartenbaus	70
aire Evilard-Macolin . .	Macolin	Achat de fourrages et d'engrais et élevage du bétail (amélior.)	25

Name	Sitz	Vereins- oder Genossenschafts
Amtsbezirk Büren.		
Landw. Verein des Amtsbezirks Büren . .	Büren	Förderung der Landwirtschaf
Landw. Genossenschaft Arch	Arch	Förderung der Landwirtscha
Landw. Genossenschaft Büren u. Umgebung .	Büren	Hebung der Landwirtschaft
Viehzuchtgenossenschaft Büren	Büren	Hebung der Viehzucht
Brennereigenossenschaft Büren	Büren	Spritfabrikation
Berggenossenschaft Büren	Büren	Hebung der Viehzucht
Dampfdreschgenossensch. d. Kirchgem. Dießbach	Büetigen	Rationelles Dreschen
Landw. Genossenschaft Dießbach	Dießbach	Förderung der Landwirtscha
Brennereigenossensch. Dießbach bei Büren . .	Dießbach	Spritfabrikation
Landw. Genossensch. Dotzigen u. Umgebung .	Dotzigen	Förderung der Landwirtscha
Brennereigenossenschaft Dotzigen	Dotzigen	Förderung der Landwirtscha
Viehzuchtgenossenschaft unteres Seeland . .	Gottstatt	Aufzucht von Simmenthaler
Landw. Genossenschaft Lengnau	Lengnau	Förderung der Landwirtscha
Ortsverein Lengnau	Lengnau	Hebung der Landwirtschaft
Landw. Genossenschaft Leuzigen	Leuzigen	Förderung der Landwirtscha
Landw. Genossenschaft Meinisberg	Meinisberg	Hebung der Landwirtschaft
Landw. Genossenschaft Oberwil	Oberwil	Hebung der Landwirtschaft
Viehversicherungsgesellschaft Oberwil	Oberwil	Versicherung von Rindvieh
Landw. Genossenschaft Pieterlen	Pieterlen	Förderung der Landwirtscha
Landw. Genossenschaft Wengi	Wengi	Ankauf und Verkauf land dukte und Hilfsmittel
Amtsbezirk Burgdorf.		
Pferdeversicherungsgesellsch. d. Amtes Burgdorf	Burgdorf	Gegenseitige Versicherung der
Landw. Genossenschaft Aefligen-Rüdtligen und Umgebung	Aefligen	Förderung der Landwirtscha
Viehzuchtgenossenschaft Alchenstorf	Alchenstorf	Hebung der Viehzucht
Landw. Genossenschaft Burgdorf	Burgdorf	Förderung der Landwirtscha
Oekonom. und gemeinnütz. Verein Burgdorf	Burgdorf	Werke der Gemeinnützigkeit
Oekonom. Verein des Unteremmenthals . .	Burgdorf	Hebung der Landwirtschaft
Verein der Bienenfreunde d. Unteremmenthals	Burgdorf	Hebung der Bienenzucht
Pferdezuchtgenossenschaft Sous la Neuve-vie	Burgdorf	Veredlung der Pferde
Landw. Genossenschaft Ersigen	Ersigen	Hebung der Landwirtschaft
Viehzuchtgenossenschaft Ersigen	Ersigen	Hebung der Viehzucht
Dampfdreschgesellschaft Ersigen	Ersigen	Rationelles Dreschen
Brennereigenossenschaft Kirchberg-Koppigen-Ersigen	Ersigen	Verwertung der Produkte
Landw. Genossenschaft Hasle	Hasle	Hebung der Landwirtschaft
Viehzuchtgenossenschaft Hasle	Hasle	Hebung der Viehzucht
Viehzuchtgenossenschaft der Langweidebesitzer .	Goldbach (Hasle)	Hebung der Viehzucht
Landw. Genossensch. Hindelbank	Hindelbank	Hebung der Landwirtschaft
Brennereigenossenschaft Hindelbank	Hindelbank	Verwertung landw. Produk
Dampfdreschgenossenschaft Hindelbank, Fraubrunnen und Bucheggberg	Hindelbank	Rationelles Dreschen
Landw. Genossensch. Kirchberg u. Umgebung	Kirchberg	Hebung der Landwirtschaft
Viehzuchtgenossenschaft Kirchberg	Kirchberg	Hebung der Viehzucht
Obstbaugenossenschaft Kirchberg	Kirchberg	Pflege des Obstbaues
Landw. Genossenschaft Koppigen u. Umgebung	Koppigen	Ankauf von Dünger, Saat Verkauf von Produ
Landw. Genossenschaft Krauchthal	Krauchthal	Förderung der Landw.
Viehzuchtgenossenschaft Krauchthal	Krauchthal	Hebung der Viehzucht

Name	Sitz	Vereins- oder Genossenschaftszweck	Anzahl Mitglieder
chaft Hettiswil (Krauchthal)	Hettiswil	Hebung der Viehzucht	9
schaft Niederösch-Oberösch .	Niederösch	Verwertung der Produkte	21
chaft Oberburg u. Umgebung	Oberburg	Hebung der Landwirtschaft	50
chaft Oberburg	Oberburg	Hebung der Viehzucht	10
chaft Rumendingen . . .	Rumendingen	Förderung der Zucht des Simmenthaler Fleckviehs	9
chaft Wynigen u. Umgebung	Wynigen	Förderung der Landwirtschaft	61
chaft Wynigen	Wynigen	Hebung der Viehzucht	17
haft Wynigen	Wynigen	Pflege des Obstbaues	50
schaft Wynigen	Wynigen	Spritfabrikation	7
de Courtelary.			
cole de Corgémont et des	Corgémont	Développement de l'agricult. et amélior. de l'élève de bétail	52
cole de Courtelary . . .	Courtelary	Dévelopg. de l'agriculture	330
ge du bétail de Courtelary	Courtelary	Amélior. de la race bovine	50
cole d'Orvin	Orvin	Achat en commun de fourrages et engrais	50
age Péry-La Heutte . .	Péry	Amélioration du bétail	30
cole Plagne	Plagne	Achat en commun de fourrages et engrais	25
Renan	Renan	Relèv. et avancem. d. l'agricult.	6
ricult. et laitiers, St-Imier	St-Imier	Dévelopg. de l'agriculture	150
cole de Sonvilier et en-	Sonvilier	Achat en commun de fourrages et engrais	40
nce du bétail de Trame-	Tramelan	Assurance du bétail	106
age du bétail Tramelan-	Tramelan-dessus	Amélior. de l'élève du bétail	62
ct de Delémont.			
age du bétail Bassecourt	Bassecourt	Amélioration de la race bovine	12
riculture de la vallée . .	Delémont	Développement de l'agriculture	50
bezirk Erlach.			
e Genossenschaft des Amtes	Ins	Hebung der Landwirtschaft	50
er Verein Erlach	Erlach	Förderung der Landwirtschaft	80
schaft Ins-Witzwil	Ins	Spritfabrikation	7
gesellsch. Müntschemier . .	Müntschemier	Versicherung des Rindviehs	54
ossenschaft Siselen	Siselen	Förderung der Landwirtschaft	52
schugg	Tschugg	Hebung der Obstbaumzucht	30
irk Fraubrunnen.			
sgesellschaft des Amtes Frau-	Fraubrunnen	Pferdeversicherung	77
chaft Bätterkinden	Bätterkinden	Hebung der Landwirtschaft	40
schaft Bätterkinden	Bätterkinden	Spritfabrikation	24

Name	Sitz	Vereins- oder Genossenschaftszw
Landw. Genossenschaft Deißwil-Wiggiswil .	Deißwil	Ankauf v. Sämereien, Dünge Kraftfutter ꝛc.
Landw. Genossenschaft Fraubrunnen u. Umg.	Fraubrunnen	Förderung der Landwirtschaft
Gemeinn. Verein Grafenried-Fraubrunnen .	Grafenried	Förderung der Landwirtschaft
Brennereigenossensch. Fraubrunnen-Jegenstorf	Grafenried	Spritfabrikation
Viehzuchtgenossensch. Jegenstorf u. Umgebung	Jegenstorf	Hebung der Viehzucht
Landw. Genossensch. Jegenstorf-Urtenen . .	Schönbühl(U.)	Hebung der Landwirtschaft
Landw. Genossenschaft Mülchi	Mülchi	Hebung der Landwirtschaft
Viehzuchtgenossenschaft der Kirchgemeinde Münchenbuchsee	M.-Buchsee	Hebung der Viehzucht
Gemeinnütziger Verein Münchenbuchsee. . .	M.-Buchsee	Förderung der Landwirtschaft
Landw. Genossenschaft Utzenstorf	Utzenstorf	Förderung der Landwirtschaft
Viehzuchtgenossenschaft Utzenstorf	Utzenstorf	Hebung der Viehzucht
Brennereigenossenschaft Utzenstorf	Utzenstorf	Spritfabrikation
Viehzuchtgenossenschaft Wiler	Wiler	Hebung der Viehzucht
Amtsbezirk Freibergen.		
Association agricole des Fr. Montagnes .	Saignelégier	Devélopp. de l'agriculture
Société d'assurance du bétail de Bémont	Bémont	Assurance du bétail
Syndicat d'élevage du bétail Les Bois .	Les Bois	Amélioration de la race b
Amtsbezirk Frutigen.		
Viehzuchtgenossenschaft Adelboden	Adelboden	Hebung der Viehzucht
Viehzuchtgenossenschaft Aeschi	Aeschi	Hebung der Viehzucht
Viehversicherungsgesellschaft Aeschi	Aeschi	Rindviehversicherung
Gemeinnütziger Verein Aeschi	Aeschi	Förderung der Landwirtschaft
Viehzucht-Aktiengesellschaft Aeschi-Ried . . .	Aeschi-Ried	Hebung der Viehzucht
Landw. Genossenschaft Frutigen	Frutigen	Förderung der Landwirtschaft
Viehzuchtgenossenschaft Frutigen	Frutigen	Hebung der Viehzucht
Leistgesellschaft Frutigen	Frutigen	Werke der Gemeinnützigkeit
Landw. Genossenschaft Kandergrund	Kandergrund	Förderung der Landwirtschaft
Viehzuchtgenossenschaft Kandergrund . . .	Kandergrund	Hebung der Viehzucht
Landwirtschaftsverein Reichenbach	Reichenbach	Hebung der Landw. und Vieh
Viehzuchtgenossenschaft Reichenbach	Reichenbach	Veredlung der Viehzucht
Gemeinn. Verein Reichenbach bei Frutigen .	Reichenbach	Hebung u. Förderung der La
Amtsbezirk Interlaken.		
Viehzuchtgenossensch. Schmocken (Beatenberg) .	Schmocken	Förderung der Viehzucht
Viehzuchtgenossenschaft Waldegg (Beatenberg).	Waldegg	Förderung der Viehzucht
Landw. Verein Brienz	Brienz	Hebung der Landwirtschaft
Viehzuchtgenossenschaft Brienz und Umgebung	Brienz	Zuchtstierhaltung
Gemeinnütziger Verein Brienz	Brienz	Werke der Gemeinnützigkeit
Viehversicherungsgesellschaft Därligen . . .	Därligen	Förderung der Viehzucht
Genossenschaft für Zuchtstierhaltung Därligen	Därligen	Förderung der Viehzucht
Gemeinnütziger Verein Grindelwald	Grindelwald	Werke der Gemeinnützigkeit
Viehversicherungsgesellschaft Gsteigwiler . . .	Gsteigwiler	Förderung der Viehzucht
Viehzuchtgenossenschaft Habkern	Habkern	Förderung der Viehzucht
Viehzuchtgenossenschaft Interlaken u. Umgeb.	Interlaken	Hebung der Viehzucht
Viehversicherungsgesellschaft Lauterbrunnen-Vordergrund	Lauterbrunnen	Hebung der Viehzucht

Name	Sitz	Vereins- oder Genossenschaftszweck	Anzahl Mitglieder
t im Vordergrund . . .	Lauterbrunnen	Hebung der Viehzucht	19
t in Wengen	Lauterbrunnen	Hebung der Viehzucht	22
erein Lauterbrunnen . . .	Lauterbrunnen	Hebung der Landwirtschaft	40
esellschaft Lütschenthal . .	Lütschenthal	Förderung der Viehzucht	28
haft Matten	Matten	Hebung der Landwirtschaft	93
esellschaft Matten	Matten	Förderung der Landwirtschaft	65
Zuchtstierhaltung Matten .	Matten	Förderung der Viehzucht	25
. Verein Niederried . . .	Niederried	Förderung der Landwirtschaft	30
i Oberried	Oberried	Hebung der Viehzucht	40
haft Ringgenberg	Ringgenberg	Förderung der Viehzucht	15
esellschaft Ringgenberg . .	Ringgenberg	Viehversicherung	83
ndw. Verein Ringgenberg .	Ringgenberg	Förderung der Landwirtschaft	85
haft Unterseen	Unterseen	Förderung der Landwirtschaft	60
esellschaft Wilderswil . . .	Wilderswil	Viehversicherung	113
irk Konolfingen.			
nn. Amtsverein Konolfingen	Schloßwil	Werke der Gemeinnützigkeit	657
esellschaft des Amtsbezirks	Schloßwil	Viehversicherung	91
haft Aeschlen u. Umgebung	Aeschlen	Förderung der Landwirtschaft	30
haft Arni	Arni	Hebung der Viehzucht	22
haft Biglen	Biglen	Hebung der Landwirtschaft	25
haft Biglen	Biglen	Hebung der Viehzucht	18
enschaft Biglen	Biglen	Rationelles Dreschen	14
haft Gysenstein	Gysenstein	Hebung der Landwirtschaft	45
haft Großhöchstetten . . .	Großhöchstett.	Ankauf v. Düngmitt. u. Sämereien	69
haft Großhöchstetten . . .	Großhöchstett.	Hebung der Viehzucht	20
hletten	Großhöchstett.	Rationelle Verwertung des Obstes	12
h. Häutligen u. Umgebung	Häutligen	Gemeinsamer Ankauf v. Düngstoffen, Futtermitteln ꝛc.	23
haft Herbligen-Brenzikofen .	Herbligen	Förderung der Landwirtschaft	48
haft Kiesen-Oppligen . . .	Kiesen	Förderung des landw. Betriebes	19
haft Kurzenberg	Linden	Förderung der Landwirtschaft	36
haft Landiswil	Landiswil	Hebung der Landwirtschaft	18
chtgenossenschaft Münsingen	Münsingen	Hebung der Viehzucht und gemeins. Ankauf der landw. Bedürfnisse	32
haft Niederhünigen u. Umg.	Niederhünigen	Förderung der Landwirtschaft	40
chtgenossensch. Niederwichtrach	N.-Wichtrach	Hebung der Landw. u. Viehzucht	19
haft Oberdießbach	Oberdießbach	Hebung der Landwirtschaft	45
haft Oberdießbach	Oberdießbach	Veredlung der Viehzucht	21
aft Oberdießbach u. Umgeb.	Oberdießbach	Hebung der Obstbaumzucht	90
nen-Genossensch. d. Aarethals	Oberdießbach	Förderung der Landwirtschaft	37
n Oberdießbach	Oberdießbach	Förderung der Bienenzucht	45
haft Allmendingen-Rubigen	Rubigen	Veredlung der Viehzucht	14
h. v. Schloßwil u. Umgeb.	Schloßwil	Hebung der Landwirtschaft	29
h. Schloßwil u. Umgebung	Schloßwil	Veredlung der Viehzucht	16
haft Tägertschi	Tägertschi	Hebung der Viehzucht und gemeins. Ankauf v. Dünger, Futtermitt. ꝛc.	14
haft Wichtrach	Wichtrach	Hebung der Landwirtschaft	50
haft Worb	Worb	Gemeins. Verwertung der Produkte u. Ankauf v. Dünger, Saatgut ꝛc.	80
haft Worb	Worb	Veredlung der Viehzucht	10

Name	Sitz	Vereins- oder Genossenschafts
Viehzuchtgenossensch. Ried (Gde. Worb) . .	Ried	Veredlung der Viehzucht
Brennereigenossenschaft Worb	Enggistein	Spritfabrikation
Bienenzüchterverein Worb und Umgebung .	Worb	Förderung der Bienenzucht
Bienenzüchterverein Enggistein (Worb) . . .	Enggistein	Förderung der Bienenzucht
Viehzuchtgenossenschaft Jäziwil u. Umgebung	Jäziwil	Hebung der Viehzucht
Amtsbezirk Laufen.		
Milchwirtschaftsgenossenschaft Brislach . . .	Brislach	Hebung d. Milchw. u. d. V
Landw. Genossenschaft des Laufenthals . . .	Laufen	Hebung der Landwirtschaft
Milchgenossenschaft Röschenz	Röschenz	Hebung der Milchwirtschaft
Milchwirtschaftsgenossenschaft Zwingen . . .	Zwingen	Hebung d. Milchw. u. d. V
Amtsbezirk Laupen.		
Pferdeversicherungsgenossensch. d. Amtes Laupen	Laupen	Gegens. Unterstützung bei Un
Landw. Verein des Amtes Laupen	Laupen	Förderung der Landwirtsch
Landw. Genossenschaft Bibern (Ferenbalm) .	Bibern	Förderung der Landwirtsch
Landw. Genossenschaft Frauenkappelen . . .	Frauenkappel.	Förderung der Landwirtsch
Landw. Genossenschaft Golaten	Golaten	Förderung der Landwirtsch
Landw. Genossensch. Laupen-Dicki-Gammen .	Laupen	Förderung der Landwirtsch
Bienenzüchterverein Laupen	Laupen	Hebung der Bienenzucht
Landw. Genossensch. Mühleberg u. Umgebung	Mühleberg	Förderung der Landwirtsch
Viehzuchtgenossenschaft Mühleberg u. Umgeb.	Mühleberg	Hebung der Viehzucht
Viehversicherungsgesellschaft Mühleberg . . .	Mühleberg	Gegens. Unterstützung bei Un
Dampfdreschgenossensch. Mühleberg u. Umgeb.	Mühleberg	Rationelles Dreschen
Landw. Genossensch. Spengelried-Herrenzelg .	Spengelried	Förderung der Landwirtsch
Viehversicherungsges. Spengelried-Herrenzelg .	Spengelried	Gegens. Unterstützung bei Un
Viehzuchtgenossenschaft Spengelried u. Umgeb.	Spengelried	Hebung der Viehzucht
Landw. Genossensch. Juchlishaus u. Umgeb.	Juchlishaus	Förderung der Landwirtsch
Viehversicherungsgesellschaft Juchlishaus . .	Juchlishaus	Gegens. Unterstützung bei Un
Landw. Genossenschaft Neuenegg	Neuenegg	Förderung der Landwirtsch
Viehzuchtgenossenschaft Neuenegg	Neuenegg	Hebung der Viehzucht
Viehversicherungsgesellschaft Neuenegg . . .	Neuenegg	Gegens. Unterstützung bei Un
Viehversicherungsges. Brüggelbach (Neuenegg)	Brüggelbach	Versicherung des Viehes
Viehversicherungsgesellschaft der Käsereigesellsch. Thörishaus und Umgebung	Thörishaus (Neuenegg)	Gegens. Unterstützung bei Un
Landw. Genossenschaft Wileroltigen	Wileroltigen	Förderung der Landwirtsch
Viehkasse Wileroltigen	Wileroltigen	Gegens. Unterstützung bei Un
District de Moutier.		
Société d'assurance du bétail de Genevez	Genevez	Assurance du bétail
Société d'assurance du bétail de Lajoux	Lajoux	Assurance du bétail
Société des propriétaires de bestiaux . .	Malleray	Achat de taureaux
Société d'agriculture Moutier	Moutier	Amélior. de l'agricult. e en commun de mat. p
Association agricole allemande de Moutier	Moutier	Amélioration de l'agricu
Société d'assurance du bétail de la paroisse de Chindon soit des communes de Reconvillier, Loveresse, Saicourt et Saules	Saules	Solidarité des membres de perte du bétai
Société d'agriculture Tavannes	Tavannes	Amélioration de l'a

Name	Sitz	Vereins- oder Genossenschaftszweck	Anzahl Mitglieder
...let de Neuveville.			
...ulture du Pied du Chasseral	Diesse	Amélior. des terres et du bétail	40
...ft Neuenstadt	Neuenstadt	Förderung des Weinbaus	21
...viticulture de Neuveville)	(Neuveville)	(Culture de la vigne)	
...tsbezirk Nidau.			
...nschaft Aegerten-Studen . .	Aegerten	Förderung der Landwirtschaft	40
...nschaft Belmont	Belmont	Förderung der Landwirtschaft	20
...nschaft Brügg	Brügg	Förderung der Landwirtschaft	26
...nschaft im obern Amt Nidau ...ch)	Epsach	Hebung der Landwirtschaft	158
...sgesellschaft der Kirchgemeinde	Orpund, Safneren, Scheuren	Gegenseitige Unterstützung	120
...nschaft der Kirchgde. Nidau .	Nidau u. Ipf.	Förderung der Landwirtschaft	74
...nschaft Biel-Nidau	Nidau	Hebung der Viehzucht	30
...sgesellschaft Nidau-Port-Bell-	Nidau u. Ipf.	Gegenseitige Unterstützung	75
...au	Nidau	Werke der Gemeinnützigkeit	46
...nschaft Orpund	Orpund	Hebung der Landwirtschaft	45
...nschaft Safneren	Safneren	Gemeinsch. An- u. Verkauf der verschiedenen landw. Produkte	50
...nschaft Schwadernau . . .	Schwadernau	Spritfabrikation	7
...wann-Ligerz-Tüscherz . . .	Twann	Förderung des Weinbaus	200
...nschaft Worben	Worben	Spritfabrikation	7
...bezirk Oberhasle.			
...von Oberhasle	Meiringen	Hebung der Landwirtschaft	113
...Hasleberg	Hasleberg	Förderung der Landwirtschaft	70
...nschaft Innertkirchen . . .	Innertkirchen	Förderung der Landwirtschaft	85
...nschaft Meiringen u. Umgeb.	Meiringen	Veredlung der Rindviehzucht	45
...et de Porrentruy.			
...bétail de Boncourt . . .	Boncourt	Indemniser les pertes	80
...bétail Bonfol	Bonfol	Indemniser les pertes	50
...ance du bétail Bressaucourt	Bressaucourt	Indemniser les pertes	45
...rance contre la mortalité	Cœuve	Assurance du bétail	45
...ole de Montignez	Montignez	Acquisition d'engrais	40
...ulture d'Ajoie	Porrentruy	Dévelopg. général de l'agricult.	160
...ole Porrentruy	Porrentruy	Amélioration de l'agriculture	32
...rage du bétail du district ...y	Porrentruy	Elève du bétail à cornes	40
...Pépinière	Porrentruy	Produc. économ. des meilleures variétés d'arbres fruitiers	120

Name	Sitz	Vereins- oder Genossenschaftszw
Amtsbezirk Saanen.		
Landw. u. gemeinn. Verein Saanen . . .	Saanen	Förderung der Landwirtschaft
Viehzuchtgenossenschaft Saanen	Saanen	Hebung der Viehzucht
Amtsbezirk Schwarzenburg.		
Landw. Genossenschaft Guggisberg	Guggisberg	Förderung des landw. Betrie
Landw. Genossenschaft Rüschegg	Rüschegg	Förderung des landw. Betrie
Landw. Genossenschaft Wahlern Oberteil . .	Zumholz	Förderung der Landwirtschaft
Landw. Genossenschaft der Gemeinde Wahlern Unterteil	Neuhaus und Schönentann.	Förderung des landw. Betrie
Viehzuchtgenossenschaft Schwarzenburg . . .	Schwarzenbrg.	Hebung der Viehzucht
Gemeinnütziger Verein Schwarzenburg . . .	Schwarzenbrg.	Förderung der Landwirtschaft
Amtsbezirk Seftigen.		
Gemeinnütziger Amtsverein Seftigen . . .	Mühlethurnen	Förderung der Landwirtschaft
Landw. Genossenschaft Belp	Belp	Förderung der Landwirtschaft
Dampfdreschgenossenschaft Belp	Belp	Dreschen des Getreides
Gemeinnütziger Verein Belp	Belp	Förderung der Landwirtschaft
Landw. und Viehzuchtgenossenschaft Belpberg.	Belpberg	Aufzucht v. reinem Simmen Fleckvieh
Landw. Genossenschaft Burgistein	Burgistein	Förderung des landw. Betrie
Landw. Genossenschaft Gelterfingen-Mühledorf	Gelterfingen	Förderung der Landwirtschaft
Landw. Genossensch. Gerzensee und Umgebung	Gerzensee	Förderung der Landwirtschaft
Viehzuchtgenossenschaft Gerzensee	Gerzensee	Hebung der Viehzucht
Landw. Genossenschaft Seftigen-Gurzelen . .	Gurzelen	Förderung der Landwirtschaft
Bienenzüchterverein Gürbethal	Gurzelen	Förderung der Bienenzucht
Brennereigenossenschaft Kaufdorf	Kaufdorf	Spritfabrikation
Landw. Genossenschaft Kehrsatz-Wabern . .	Kehrsatz	Hebung der Landwirtschaft
Viehzuchtgenossenschaft Kehrsatz-Wabern . .	Kehrsatz	Hebung der Viehzucht
Landw. Genossenschaft Kirchdorf u. Umgebung	Kirchdorf	Förderung der Landwirtschaft
Landw. Genossenschaft Lohnstorf	Lohnstorf	Hebung der Landwirtschaft
Dampfdreschgenossensch. Mühlefingen-Seftigen	Mühledorf	Rationelles Dreschen
Landw. Genossenschaft Mühlethurnen . . .	Mühlethurnen	Förderung der Landwirtschaft
Landw. Genossenschaft Riggisberg	Riggisberg	Hebung der Landwirtschaft
Landw. Verein Rüeggisberg	Rüeggisberg	Ankauf v. Düngmitt. u. Säm
Viehzuchtgenossenschaft Thurnen u. Umgebung	Thurnen	Hebung der Viehzucht
Landw. Genossenschaft Wattenwil	Wattenwil	Förderung des landw. Betrie
Viehzuchtgenossenschaft Wattenwil	Wattenwil	Hebung der Viehzucht
Gemeinnütziger Verein Wattenwil	Wattenwil	Hebung der Landwirtschaft
Viehzuchtgenossenschaft Zimmerwald . . .	Zimmerwald	Hebung der Viehzucht
Darlehenskassenverein Zimmerwald	Zimmerwald	Hebung der Landwirtschaft
Gemeinnütziger Verein Zimmerwald . . .	Zimmerwald	Werke der Gemeinnützigkeit

Name	Sitz	Vereins- oder Genossenschaftszweck	Anzahl Mitglieder
bezirk Signau.			
einn. Verein des Amtes	Langnau	Förderung der Landwirtschaft	77
verſicherungsgeſellſchaft des	Langnau	Förderung der Landwirtschaft	89
haft Eggiwil	Eggiwil	Förderung der Landwirtschaft	70
haft Eggiwil	Eggiwil	Hebung der Viehzucht	36
haft Langnau	Langnau	Förderung der Landwirtschaft	120
haft Lauperswil	Lauperswil	Hebung der Viehzucht	30
Bienenzüchterverein . . .	Lauperswil	Hebung der Bienenzucht	56
ch. Längenbach (Lauperswil)	Längenbach	Förderung der Landwirtschaft	30
haft Signau u. Umgebung	Signau	Ankauf v. Sämereien u. Düngmitt.	30
Niederſimmenthal.			
n des Niederſimmenthals .	Amſoldingen	Hebung der Bienenzucht	30
erein Niederſimmenthal . .	Wimmis	Förderung der Landwirtschaft	30
haft Diemtigen	Diemtigen	Förderung der Landwirtschaft	34
haft Diemtigen	Oey	Hebung der Viehzucht	65
haft Erlenbach	Erlenbach	Hebung der Viehzucht	27
haft Oberwil	Oberwil	Hebung der Viehzucht	16
für Zuchtſtierhaltung Spiez	Spiez	Hebung der Viehzucht	20
ür Zuchtſtierhaltung Faulen-	Hondrich	Hebung der Viehzucht	15
haft Wimmis	Wimmis	Hebung der Viehzucht	18
Oberſimmenthal.			
haft Boltigen	Boltigen	Hebung der Viehzucht	22
haft Lenk	Lenk	Hebung der Viehzucht	21
haft Zweiſimmen	Zweiſimmen	Hebung der Viehzucht	49
eiſimmen	Zweiſimmen	Hebung des Obſtbaues	55
bezirk Thun.			
s Amtes Thun	Thun	Hebung der Landwirtschaft	300
haft Forſt, Längenbühl und	Forſt	Förderung der Landwirtschaft	24
haft Oberhofen-Hilterfingen	Oberhofen	Hebung der Landwirtschaft	20
eſellſchaft Oberhofen . . .	Oberhofen	Viehverſicherung	35
haft Schwarzenegg und	U.-Langenegg	Hebung der Viehzucht	29
erein Schwarzenegg . . .	Schwarzenegg	Förderung der Landwirtschaft	43
eſellſch. der Gde. Sigriswil	Sigriswil	Viehverſicherung	110
haft von Thun u. Umgeb.	Thun	Hebung der Landwirtſchaft	168
aft Thun und umliegende	Thun	Hebung des Obſtbaues	68
n Thun und Umgebung .	Thun	Hebung der Bienenzucht	70
erein Thun	Thun	Werke der Gemeinnützigkeit	83

Die freiwilligen Viehversicherungsgesellschaften im Kanton auf Ende 1902.[1])

(Dieselben sind auch im vorigen Verzeichnis der landwirtschaftlichen Vereine und Ges bereits enthalten.)

Nr.	Name der Gesellschaft	Sit
1	Pferdeversicherungs-Genossenschaft des Amtsbezirks Aarberg	Aarberg
2	Viehversicherungskasse Kappelen-Werdt	Kappelen
3	Viehversicherungsgesellschaft Lyß	Lyß
4	Viehassekuranzgenossenschaft Niederried (Amt Aarberg)	Niederried
5	Viehversicherungsgenossenschaft Schüpfen	Schüpfen
6	Pferdeversicherungsgesellschaft Langenthal und Umgebung	Langenth
7	Pferdeversicherungsgesellschaft von Biel und Umgebung	Biel
8	Viehversicherungsgesellschaft Oberwil, Amt Büren	Oberwil
9	Pferdeversicherungsgesellschaft des Amtes Burgdorf	Burgdorf
10	Société d'assurance du bétail de Tramelan-dessus	Tramela
11	Viehversicherungsgesellschaft Münschemier	Münsche
12	Pferdeversicherungsgesellschaft des Amtes Fraubrunnen	Fraubru
13	Société d'assurance du bétail de Bémont	Bémont
14	Viehversicherungsgesellschaft Ueschi	Ueschi
15	Viehversicherungsgesellschaft Lauterbrunnen-Vordergrund	Lauterbr
16	Viehversicherungsgesellschaft Ringgenberg	Ringgenb
17	Viehversicherungsgesellschaft Wilderswil	Wilders
18	Viehversicherungsgesellschaft Därligen	Därligen
19	Viehversicherungsgesellschaft Gsteigwiler	Gsteigwi
20	Viehversicherungsgesellschaft Lütschenthal	Lütschent
21	Viehversicherungsgesellschaft Matten	Matten
22	Viehversicherungsgesellschaft des Amtsbezirks Konolfingen	Schloßwi
23	Viehversicherungsgesellschaft Brüggelbach	Brüggelb
24	Viehversicherungsgesellschaft Mühleberg	Mühlebe
25	Viehversicherungsgesellschaft Spengelried-Herrenzelg	Spengel
26	Viehversicherungsgesellschaft Juchlishaus	Juchlish
27	Viehkasse Wileroltigen	Wilerolt
28	Pferdeversicherungsgesellschaft des Amtes Laupen	Laupen
29	Viehversicherungsgesellschaft Neuenegg	Neuenegg
30	Viehversicherungsgesellschaft der Käsereigesellschaft Thörishaus und Umgebung	Thörish
31	Société d'assurance du bétail de la paroisse de Chindon, soit des communes de Reconvillier, Loveresse, Saicourt et Saules	Saules
32	Société d'assurance du bétail de Lajoux	Lajoux
33	Société d'assurance du bétail de Genevez	Geneve
34	Viehversicherungsgesellschaft der Kirchgemeinde Gottstatt	Safnern
35	Viehversicherungsgesellschaft Ridau, Port, Bellmund, Ipsach	Ridau
36	Assurance du bétail de Boncourt	Boncou
37	Assurance du bétail de Bonfol	Bonfol
38	Société d'assurance du bétail de Bressaucourt	Bressau
39	Société d'assurance contre la mortalité du bétail	Cœuve
40	Vieh- und Pferdeversicherungsgesellschaft des Amtes Signau	Langnau
41	Viehversicherungsgesellschaft Oberhofen	Oberhofe
42	Viehversicherungsgesellschaft der Gemeinde Sigriswil	Sigrisw
43	Pferdeversicherungsgesellschaft des Amtsbezirks Trachselwald	Trachsel

[1]) Also vor dem Inkrafttreten des Viehversicherungsgesetzes.

Veröffentlichungen des bernischen statistischen Bureaus.

Statistik des Kantons Bern, Heft III, 1884.
der Volkszählung vom 1. Dezember 1870.
Archiv für den Kanton Bern, Jahrgänge I—XI, 1865—1877.
der Schuldbetreibungen im Kanton Bern 1879.
der Volkszählung vom 1. Dezember 1880.
Gemeindeverschuldungen im Kanton Bern auf Ende 1880.

des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1883:

Der Weinbau im Kanton Bern pro 1881/82 (mit einer graphischen Witterungstabelle).
1. Stand und Bewegung der Burger und Einsassen in den Gemeinden von 1850—1880.
2. Bevölkerungsbewegung von 1876—1881.
3. Die ausserordentlichen Todesfälle von 1878—1882.
Die Gemeindesteuern im Kanton Bern pro 1882.
1. Die überseeische Auswanderung aus dem Kanton Bern in den Jahren 1878—1882.
2. Statistik der Gefängnisse im Kanton Bern von 1878—1882 (mit zwei graphischen Tabellen).

des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1885:

1. Die Weinernte der Jahre 1883 und 1884 im Kanton Bern.
2. Statistik der Milchwirtschaft im Käsereiverein des Kantons Bern.
3. Statistik der Sparkassen im Kanton Bern.
Vergleichende Statistik der Volkszählungsergebnisse betreffend den Kanton Bern.
1. Der Hülfsverein im Kanton Bern.
2. Die Hagelschläge seit 1878, speziell von 1882—1885, mit zwei Uebersichtskarten.

des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1886:

Landwirtschaftliche Statistik für das Jahr 1885.
Ergebnisse der Viehzählung im Kanton Bern vom 21. April 1886.

des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1887:

Landwirtschaftliche Statistik pro 1886.
Untersuchungen betreffend die Bevölkerungsbewegung und die wirtschaftlichen Verhältnisse im Jahrzehnt 1876—1886.

des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1888/89:

Ergebnisse der Obstbaumzählung vom Mai 1888 im Kanton Bern.
Résultats du recensement des arbres fruitiers du mai 1888 (avec une carte), publiés par le Bureau cantonal de statistique.
Ortschafts-Statistik (auch in französischem Text):
1. Zahl der Wohnhäuser, der Haushaltungen, der wohnhaften und anwesenden Personen in den Ortschaften des Kantons Bern nach der Volkszählung vom 1. Dezember 1888.
2. Die Bevölkerung nach Einwohner- und Kirchgemeinden, festgestellt auf Grund der eidgenössischen Volkszählung vom 1. Dezember 1888.
Landwirtschaftliche Statistik für die Jahre 1887 und 1888.

des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1890:

Gewerbestatistik für die Städte Bern, Biel und Burgdorf.
Grundsteuerstatistik des Kantons Bern nach der Aufnahme vom Jahre 1853.
Statistique de la propriété foncière du canton de Berne d'après le recensement de 1888, publiée par le Bureau cantonal de statistique.

des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1891:

Die gewerblichen Betriebe und Unternehmungen des Kantons Bern nach der Aufnahme vom November 1889 (auch in französischem Text).
Landwirtschaftliche Statistik für die Jahre 1889 und 1890.
Statistique agricole du Jura bernois de 1885—1890.

des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1892:

Stand und Entwicklung der öffentlichen Krankenpflege im Kanton Bern mit Bezugnahme auf die Krankenversicherung.
Ergebnisse der Bevölkerungs-Statistik des Kantons Bern für den Zeitraum von 1886—1890.

des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1893:

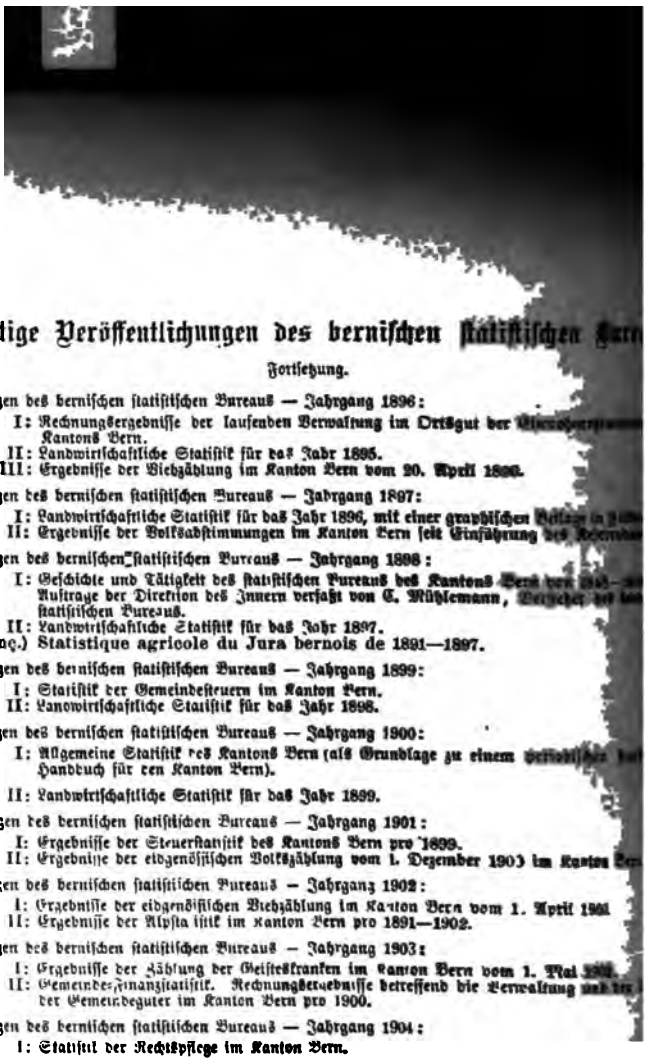
Bericht über die Verschuldung des Grundbesitzes und deren Ursachen.
Landwirtschaftliche Statistik für die Jahre 1891 und 1892 nebst Beilage über Stand und Entwicklung des landwirtschaftlichen Genossenschaftswesens.

des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1894:

Die gewerblichen Verhältnisse im Kanton Bern nach der Berufs- und Gewerbestatistik.
Bericht über die Leistungen der organisierten freiwilligen Krankenpflege im Kanton Bern und verwandter Bestrebungen.
Statistik der Gemeindesteuern im Kanton Bern pro 1893.
Statistique des impôts communaux dans le canton de Berne en 1893.

des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1895:

Landwirtschaftliche Statistik für die Jahre 1893 und 1894.
Statistik der Milchwirtschaft des Kantons Bern (nebst Verzeichnis der Käsereien).



Vorrätige Veröffentlichungen des bernischen statistischen Bure

Fortsetzung.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1896:

Lieferung I: Rechnungsergebnisse der laufenden Verwaltung im Ortsgut der [illegible] Kantons Bern.
„ II: Landwirtschaftliche Statistik für das Jahr 1895.
„ III: Ergebnisse der Viehzählung im Kanton Bern vom 20. April 1896.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1897:

Lieferung I: Landwirtschaftliche Statistik für das Jahr 1896, mit einer graphischen [illegible]
„ II: Ergebnisse der Volksabstimmungen im Kanton Bern seit Einführung des [illegible]

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1898:

Lieferung I: Geschichte und Tätigkeit des statistischen Bureaus des Kantons Bern von [illegible] Auftrage der Direktion des Innern verfaßt von C. Mühlemann, [illegible] statistischen Bureaus.
„ II: Landwirtschaftliche Statistik für das Jahr 1897.
(Ed. franç.) Statistique agricole du Jura bernois de 1891—1897.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1899:

Lieferung I: Statistik der Gemeindesteuern im Kanton Bern.
„ II: Landwirtschaftliche Statistik für das Jahr 1898.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1900:

Lieferung I: Allgemeine Statistik des Kantons Bern (als Grundlage zu einem [illegible] Handbuch für den Kanton Bern).
„ II: Landwirtschaftliche Statistik für das Jahr 1899.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1901:

Lieferung I: Ergebnisse der Steuerstatistik des Kantons Bern pro 1899.
„ II: Ergebnisse der eidgenössischen Volkszählung vom 1. Dezember 1900 im Kanton [illegible]

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1902:

Lieferung I: Ergebnisse der eidgenössischen Viehzählung im Kanton Bern vom 1. April 1901
„ II: Ergebnisse der Alpstatistik im Kanton Bern pro 1891—1902.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1903:

Lieferung I: Ergebnisse der Zählung der Geisteskranken im Kanton Bern vom 1. Mai [illegible]
„ II: Gemeindefinanzstatistik. Rechnungsergebnisse betreffend die Verwaltung und [illegible] der Gemeindegüter im Kanton Bern pro 1900.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1904:

Lieferung I: Statistik der Rechtspflege im Kanton Bern.

NB. Jede Lieferung ist einzeln käuflich bei A. Francke, Bern, zum Preise von [illegible] bei gewöhnlichem Umfange.

Mitteilungen
des
Bernischen statistischen Bureaus

Jahrgang 1905 — Lieferung I.

Inhalt:

I.

Statistik der Gemeindesteuern im Kanton Bern
1898 bis 1903

II.

Ergebnisse der Volksabstimmungen im Kanton Bern
von 1900 bis Mitte 1905

III.

Lebensmittelpreise auf dem Markte Bern
von 1900 bis Juli 1905

BERN
Buchdruckerei Fritz Käser
1906

Kommissionsverlag von A. Francke in Bern

Schlussbemerkungen

b) Tabellen:

Vorbemerkungen
Darstellung der Gemeindesteuerverhältnisse nach Gemeinden
Gemeindesteuern pro 1904
Die Steuerveranlagung der Gemeinden pro 1904

II. Ergebnisse der Volksabstimmungen im Kanton Bern von 1900 bis Mitte 1905.

Vorbericht . . . . . 67—

Tabellen:

Allgemeine Übersicht der bisherigen Abstimmungs-Ergebnisse im Kanton Bern (eidg. und kant.), 21. Januar 1900 bis 19. März 1905 . . . . . 68—
Spezielle Übersicht der Abstimmungsergebnisse nach Amtsbezirken und Landesteilen (1900—1905) . . . . . 74—

III. Lebensmittelpreise auf dem Markte Bern von 1900 bis Juli 1905.

Vorbericht . . . . . 77—

Tabellen:

Monatsdurchschnittspreise der wichtigsten Lebensmittel auf dem Markte Bern in den Jahren 1900 bis Juli 1905 . . . . . 84—
Durchschnittspreise der wichtigsten Lebensmittel auf dem Markte Bern für die Jahre 1878—1904 . . . . . 90—

Mitteilungen

des

Bernischen statistischen Bureaus

*

Jahrgang 1905 — Lieferung I.

Inhalt:

I.

Statistik der Gemeindesteuern im Kanton Bern
1898 bis 1903

II.

Ergebnisse der Volksabstimmungen im Kanton Bern
von 1900 bis Mitte 1905

III.

Lebensmittelpreise auf dem Markte Bern
von 1900 bis Juli 1905

BERN
Buchdruckerei Fritz Käser
1905

Kommissionsverlag von A. Francke in Bern

Was wir im Bericht zu den früheren analogen Nachwe
über das Gemeindesteuerwesen, speziell über die Bedeut
desselben im Gemeindehaushalt, sagten, trifft heute in nicht
mindertem, sondern noch erhöhtem Masse zu: wir nehmen da
hier von einer Wiederholung der frühern Ausführungen
gang und beschränken uns im nachfolgenden auf eine k
Besprechung der Hauptergebnisse.

Die Gemeindesteuerverhältnisse im allgemeinen.

Für den Bezug von Gemeindesteuern macht zurzeit
Kanton Bern noch das Gesetz vom 2. September 1867 Re
und zwar in dem Sinne, dass dieselben auf Grundlage
Staatssteuerregister erhoben werden sollen; ebenso hat
Anlage der Steuer nach dem nämlichen Massstabe zu gesche
welcher für die Staatssteuer festgesetzt ist. Dieser Vorsc
wird nun freilich nicht streng nachgelebt, indem, wie aus
Nachweisen über die Steuerveranlagung zu ersehen ist,
grosse Ungleichheiten und Verschiedenheiten, ja vielfach
solche Ansätze zutage treten, welche in keinem richtigen M
stab oder proportionalen Verhältnis zur Staatssteueranlage ste
In Ausführung des Art. 105 der bernischen Staatsverfas
vom 4. Juni 1893 und des Abänderungsgesetzes vom 20. Au
1893 gelangte der Kanton Bern für den Staat und die
meinden zu einem einheitlichen Steuersystem; der ein
Unterschied zwischen altem und neuem Kantonsteil (Jura) be

Bericht
über den
Bezug der direkten Gemeindesteuern
in den letzten Jahren.

(Siehe die Anweisung auf der Rückseite!)

Amtsbezirk . . . . . **Einw.-Gemeinde**

Abteilung

I. Steueransätze der Gemeinde von 1898 bis 1903.

(Getrennte Bezüge für das Orts-, Schul-, Armen- und Kirchengut sind hier in ein und demselben Ansatz vereinigt anzugeben.)

Steuerobjekt	Es wurden bezogen:					
	pro 1898	pro 1899	pro 1900	pro 1901	pro 1902	pro 1903
Vom Vermögen	‰	‰	‰	‰	‰	‰
Vom Einkommen I. Klasse .	%	%	%	%	%	%
Vom Einkommen II. Klasse	%	%	%	%	%	%
Vom Einkommen III. Klasse	%	%	%	%	%	%
Allfällige andere Gemeindesteuern oder Extratellen						
Bemerkungen:						

II. Gemeindesteuerkapitalien pro 1903.

Vermögen			Einkommen			Bemerkungen
Rohes Grundsteuerkapital Fr.	Grundpfändlich versicherte Kapitalien Fr.	Grundpfandschulden Fr.	I. Klasse Fr.	II. Klasse Fr.	III. Klasse Fr.	

III. Gemeindesteuerbezug pro 1903.

Spezifikation[1] nach Art oder Verwendung der Steuern	Steueransatz vom		Betrag der erhobenen Gemeindesteuern[2] (inkl. Nachbezüge und Ausstände)			Bemerkungen
	Vermögen ‰	Einkommen I. Kl. %	vom Vermögen Fr.	vom Einkommen I., II., III. Kl. Fr.	im ganzen Fr.	
Total						

[1] Eventuell nur bei getrenntem Bezug für Orts-, Schul-, Armen- und Kirchenzwecke, oder auch von Extrasteuern für örtliche Zwecke besonders, sonst aber im Total angeben.

[2] Ordentliche und ausserordentliche, bezw. Extratellen, jedoch sind indirekte Steuern, wie Hundetaxen und Patentgebühren etc., nicht zu berücksichtigen.

Wenden!

Anweisung zu vorstehender Berichterstattung.

Das vorliegende Berichtformular ist in erster Linie für die Einwoh**gemeinden bestimmt. Sofern** jedoch besondere Abteilungen derselben (Or Schul- und Bäuertgemeinden) für sich ebenfalls Steuern beziehen, so ha dieselben ihre Angaben an Hand dieses Berichtformulars gesondert zu mach In besondere ist es erforderlich, dass die Steueransätze und Steuerkapital für jede Schulgemeinde, welche selbst Steuern bezieht, zum Nachweis [illegible].

Wo es sich um einheitlichen Steuerbezug für die ganze Einwohr gemeinde handelt, ist die Sache sehr einfach; dagegen ist die Berichters tung, sowie die statistische Feststellung in Gemeinden mit verzweigter O verwaltung ziemlich kompliziert und mit etwelchen Schwierigkeiten verbun Als Regel soll der Grundsatz gelten, dass im Bericht der Einwohnergemei nur diejenigen Steueransätze anzugeben sind, welche sich auf das ga Gemeindegebiet und auf die verschiedenen Zwecke derselben beziehen, so nicht einzelnen Unterabteilungen besondere Zweige der Ortsverwaltung liegen, in welchem Falle die besondern Steueransätze und -Bezüge in Angaben der Einwohnergemeinde nicht inbegriffen sein sollen, wohl die Steuerkapitalien. Die letztern würden also sowohl im allgemeinen Be der Einwohnergemeinde gesamthaft als auch in demjenigen einzelner Un abteilungen für sich besonders figurieren. Unter allen Umständen is ratsam, stets Erklärungen beizufügen, damit man genau weiss, wie es mit den Angaben verhält.

Die Steuerkapitalien beziehen sich auf das Jahr 1903, resp. auf letzte Bezugsjahr.

Für die Angaben der Grundpfandschulden ist das Schuldenabz register massgebend, d. h. es sind sowohl die abzugsberechtigten, als

	Staatssteueransätze	
für:	*im alten Kanton*	*im Jura*
Einkommen I. Kl. (Arbeit und Erwerb)	3,75 %	3,30 %
» II. » (Leibrenten u. Pensionen)	5 %	4,40 %
» III. » (verzinsliche Kapitalien)	6,25 %	5,50 %

Bei 1 ‰ Vermögenssteuer ist nämlich nach Staatssteuergesetz eine Einkommenssteuer zu beziehen von 1,50 % I. Kl., 2 % II. Kl. und 2,50 % III. Kl. Abgesehen von der Ungleichheit der Staats- und Gemeindesteueransätze besteht der Hauptunterschied im Staats- und Gemeindesteuerwesen darin, dass bei der staatlichen Grundsteuer der Schuldenabzug gestattet ist, bei der Gemeindesteuer dagegen nicht. Die vorliegenden Nachweise betreffend den Steuerbezug (Ansätze der Gemeinden) beziehen sich nun auf die Jahre 1898—1903 und diejenigen betreffend Steuerkapitalien und Steuerertrag auf das Jahr 1903. Das Gesamtergebnis der letztern ist für den Kanton folgendes:

Das rohe Grundsteuerkapital beziffert sich auf	Fr. 1,644,496,940
Die Grundpfandschulden im ganzen belaufen sich auf	» 699,004,865
Die grundpfändlich versicherten Kapitalien auf	» 356,711,808
Die Einkommen I. Kl. (von Arbeit), also Steuerkapital	» 64,451,900
Die Einkommen II. Kl. (Leibrenten etc.), also Steuerkapital	» 2,928,700
Die Einkommen III. Kl. (verzinsliche Kapitalien), also Steuerkapital	» 12,483,440

Auf eine einheitliche Summe (Vermögensfaktor) umgerechnet, repräsentieren die Gemeindesteuerkapitalien eine Steuerkraft von Fr. 3,336,647,248 = 5661 Fr. per Kopf der Bevölkerung. Diese Gesamtsteuerkraft ergibt sich durch Addition des rohen Grundsteuerkapitals, der grundpfändlich versicherten Kapitalien, des 15fachen Betrages des Einkommens I. Kl., des 20fachen Betrages des Einkommens II. Kl. und des 25fachen Betrages des Einkommens III. Kl. Die bezügliche Umrechnung findet sich in der Zusammenstellung für jede Gemeinde und es kann dieselbe daher als Vergleichsfaktor zu verschiedenen administrativen Zwecken dienen. Immerhin ist nicht zu ver-

gessen, dass von dieser Steuerkraft die Grundpfandschulden, weil gemeindesteuerpflichtig, nicht abgezogen sind, und dass dieselbe somit nach dem Vermögensfaktor in Wirklichkeit um diese Summe zu hoch erscheint; dasselbe ist der Fall mit Bezug auf die nach dem Einkommensfaktor berechnete Steuerkraft, welche im ganzen Fr. 159,812,389 oder 271,1 Fr. per Kopf der Bevölkerung ausmacht. Würde sich die Statistik auf die Staatssteuer beziehen, so käme selbstverständlich das reine Grundsteuerkapital und somit die entsprechend reduzierte Steuerkraft in Betracht.

Bei der Vergleichung der relativen Steuerkraft der einzelnen Amtsbezirke unter sich ergeben sich folgende Extreme. Die höchste Steuerkraft weisen auch diesmal wiederum die Amtsbezirke Bern (mit Fr. 11,612) und Biel (mit Fr. 7934) per Kopf der Bevölkerung auf, die geringste dagegen die Amtsbezirke Schwarzenburg mit Fr. 2231, Freibergen mit Fr. 3419 und Frutigen mit Fr. 3472, Trachselwald Fr. 3519, Seftigen Fr. 3529 und Erlach mit Fr. 3598 etc.

Fassen wir nun den Betrag der erhobenen Steuern ins Auge, so finden wir folgende Extreme: Die Amtsbezirke mit dem höchsten Steuerbetreffnis sind: Bern Fr. 24.41, Biel Fr. 22.86 und Interlaken mit Fr. 17.81 pro Kopf; diejenigen mit dem niedrigsten Ertrag sind Erlach mit Fr. 5.61, Pruntrut mit Fr. 6.32, Freibergen mit Fr. 7.34, Delsberg mit Fr. 7.84, Münster mit Fr. 9.33 und Neuenstadt mit Fr. 9.45 pro Kopf etc. Die Betreffnisse der Gemeinden bewegen sich, wie aus der Detailübersicht hervorgeht, in weit grösseren Extremen.

Eine Vergleichung der pro 1903 berechneten Steuerkraft mit derjenigen früherer Zeitpunkte ergibt folgendes Bild:

Jahr	*Steuerkapitalien im ganzen*	*pro Kopf*
1882	Fr. 2,175,641,441	Fr. 4097
1893	» 2,504,472,386	» 4718
1897	» 2,701,160,342	» 5120
1903	» 3,336,647,448	» 5661

Demnach hatte die Steuerkraft der Gemeinden in der Zeit von 1882—1903, also in 21 Jahren, um Fr. 1161 Millionen oder 53,5 % zugenommen. In noch viel stärkerem Verhältnis

ist die Gemeindesteuerlast in demselben Zeitraum angewachsen, nämlich:

Jahr	*erhobene Gemeindesteuern im ganzen*	*per Kopf*
1882	Fr. 4,502,850	Fr. 8.49
1893	» 5,993,405	» 11.20
1897	» 7,012,987	» 13.06
1903	» 8,454,247	» 14.34

Die Vermehrung beträgt Fr. 3,951,397 = 87,7 %, und zwar fällt der Hauptanteil derselben in die Zeit der letzten 10 Jahre. Der Vergleich zwischen dem Staats- und Gemeindesteuerertrag resp. Nachweis der Gesamtsteuerlast pro 1903 ergibt folgendes: An direkten Staatssteuern (vom Vermögen und Einkommen) wurden bezogen Fr. 6,976,065 = 11.83 pro Kopf
An Gemeindesteuern . . . » 8,454,247 = 14.34 » »

zusammen Fr. 15,430,312 = 26.17 pro Kopf

Dehnen wir diesen Vergleich in absoluten Zahlen auf die letzten 21 Jahre aus, so erhalten wir folgendes Ergebnis:

	Ertrag der		*Staats- und Gemeinde-*
pro	*Staatssteuern*	*Gemeindesteuern*	*steuern zusammen*
1882	Fr. 3,392,153	Fr. 4,502,850	Fr. 7,895,003
1893	» 4,089,593	» 5,993,405	» 10,082,998
1897	» 4,552,442	» 7,012,987	» 11,565,429
1903	» 6,976,065	» 8,454,246	» 15,430,312
Zunahme von			
1882—1903	Fr. 3,583,912	Fr. 3,951,397	Fr. 7,535,309
in %	106	87,7	95,5

Daraus ersehen wir, dass, obschon die Gemeindesteuerlast im Zeitraum von 21 Jahren in absoluter Summe eine grössere Zunahme darstellt, als die Staatssteuerlast, die letztere relativ doch in erheblich stärkerem Masse, nämlich um 106 % angewachsen ist, als die erstere, welche 87,6 % aufweist. Das Zunahmeverhältnis der Staats- und Gemeindesteuern zusammen kommt in den 21 Jahren fast einer Verdoppelung gleich!

Die Steuerveranlagung der Gemeinden.

Wie bereits oben bemerkt, förderte die Ermittlung d Steueransätze neuerdings eine sehr grosse Verschiedenheit der Anlage nebst Ungesetzlichkeiten zutage. Von einer Spe fikation der Ansätze nach der Zweckbestimmung der Gemeind steuern wurde auch diesmal Umgang genommen, indem bekan lich die weitaus grosse Mehrzahl der Gemeinden eine einhe liche Telle zuhanden der Ortsverwaltung resp. der Einwohn gemeindekasse beziehen, aus welcher dann die Ausgaben f die einzelnen Zweige der Gemeindeverwaltung bestritten werde dagegen wurden die von Gemeindeabteilungen oder Korporation selbständig bezogenen Steuern und soweit möglich auch die t treffenden Steuerkapitalien besonders aufgeführt. Auf ei durchwegs gleichmässige, absolut genaue Nachweisung der G meindelasten und Abgaben kann die neue Darstellung freili so wenig Anspruch machen, als die früheren, da die Leistung nicht überall in Form von Steuern in bar erfolgen, sonde unter Umständen auch in Arbeit (Gemeindewerke etc.) oder Naturalien bestehen können und somit diesfalls weder in d Steueransätzen noch im Betrag der erhobenen Steuern figuriere wo indes eine Gemeindewerktelle erhoben wurde, ist diesell jedoch meistens im allgemeinen Ansatz inbegriffen.

Die stufenweise Klassifikation der auf das Jahr 1903 basierte einheitlichen Steueransätze der Einwohnergemeinden stellt fü den Gesamtkanton folgendes Ergebnis dar:

a) Auf Vermögen.		*b) Auf Einkommen 1. Kl.*	
Es erhoben		Es erhoben	
27	Gemeinden keine Steuern	44	Gemeinden keine Steue
14	von 0,5—1 ‰	9	» weniger als 1
94	» 1—2 ‰	40	» von 1—2
173	» 2—3 ‰	62	» » 2—3
141	» 3—4 ‰	150	» » 3—4
40	» 4—5 ‰	108	» » 4—5
16	» 5—6 ‰	59	» » 5—6
2	» » 6—7 ‰	25	» » 6—7
		9	» » 7—8
		1	» » 8—9

Von den 27 Gemeinden, welche keine Vermögenssteuer erhoben, fallen 23 auf den Jura und 4 auf das Seeland; von den 44 Gemeinden, welche keine Einkommenssteuer bezogen, gehören die meisten, nämlich 30, ebenfalls dem Jura, ferner 6 dem Seeland, 5 dem Mittelland und 3 dem Oberland an. Mit dem höchsten Ansatze figuriert die Gemeinde Wachseldorn, welche pro 1903 6 ‰ vom Vermögen und 8,25 % vom Einkommen bezog; es folgen acht Gemeinden, welche eine Vermögenssteuer von 5 ‰ und eine Einkommenssteuer von 7,5 % beziehen, nämlich: Ringgenberg, Forst, Kaufdorf, Guggisberg, Rüschegg, Meienried, Farneren und Rumisberg; ferner fünf Gemeinden, welche 4,5 ‰ vom Vermögen und 6,75 % vom Einkommen beziehen, nämlich Albligen, Burgistein, Madretsch, Walliswil-Wangen und Wolfisberg; endlich neun Gemeinden, welche 4 ‰ vom Vermögen und 6 % vom Einkommen beziehen, nämlich: Niederried, Oberried, Oberlangenegg, Wahlen, Merzligen, Eggiwil, Trubschachen, Courroux und Les Bois. Die Gemeinde Belprahon bezieht 5,5 ‰ vom Vermögen und 3,9 % vom Einkommen, Eriz 4,5 ‰ vom Vermögen und 4,5 % vom Einkommen. Bei beiden Gemeinden ist, wie übrigens noch bei vielen andern, besonders im Jura, das Verhältnis der Ansätze zu einander ungesetzlich. Im ganzen betrachtet, haben sich die Ansätze von über 4 ‰ gegen früher bei 9 Gemeinden verringert, dagegen aber bei 19 Gemeinden von unten gegen die Mitte zu (2—4 ‰) erhöht. Für weitere Vergleiche im einzelnen muss auf die gemeindeweise Darstellung verwiesen werden.

Schlussbemerkungen.

Die Gemeindesteuerlast ist, wie sich aus den bezüglichen Nachweisen ergibt, so ziemlich allgemein in starker Zunahme begriffen. In Gemeinden, wo die Steuerkraft ebenfalls ein erfreuliches Wachstum zeigt, so dass die erforderlichen Steuereinkünfte ohne Erhöhung des Steuerfusses dennoch gesichert sind, mag die Steuerlast wohl erträglich sein; wo dies aber nicht der Fall ist, wo die Steuerkapitalien sozusagen stabil bleiben, die Mittel zur Bestreitung der zunehmenden öffentlichen Bedürfnisse also durch Erhöhung der Steueransätze beschafft werden

müssen, da kann die Steuerlast empfindlich genug werden. Sehr begreiflich erschien daher das oft geäusserte Verlangen nach Ausgleichung der Lasten oder nach Entlastung überhaupt und es wurde demselben von Staatswegen gelegentlich auch schon Rechnung getragen, z. B. beim Erlass des Armengesetzes und im Schulwesen durch Verteilung eines Staatsbeitrages von Fr. 100,000 an besonders belastete Gemeinden, sowie durch andere den Gemeinden zugewiesene Anteile an öffentlichen Einkünften. Von der in den Jahren 1900—1903 angebahnten Reform im Steuerwesen waren ebenfalls einige Vorteile für die Gemeinden zu erwarten; allein die Revision der Gesetzgebung über die direkten Staats- und Gemeindesteuern kam nicht zustande, d. h. sie wurde aufgeschoben. Dagegen ist bereits für das Jahr 1905 durch Dekret des Grossen Rates eine Hauptrevision der Grundsteuerschatzungen angeordnet worden, welche voraussichtlich eine wesentliche Erhöhung des Grundsteuerkapitals zur Folge haben und somit die Steuereinkünfte in vielen Gemeinden ohne Erhöhung der Ansätze vermehren wird; ebenso dürfte das kürzlich vom Grossen Rate durchberatene Erbschaftssteuergesetz nicht nur dem Staat, sondern auch den Gemeinden vermehrte Einnahmen bringen. Mit dem in den letzten Jahren zutage getretene Streben nach vermehrter Autonomie der Gemeinden werden sich selbstverständlich die öffentlichen Aufgaben und Bedürfnisse derselben nicht vermindern, sondern im Gegenteil eher vermehren, so dass auch aus diesem Grunde auf Vermehrung der finanziellen Hilfsmittel der Gemeinden durch Eröffnung neuer Finanzquellen Bedacht genommen werden muss. Die in Vorbereitung befindliche Revision des Gemeindegesetzes vom 6. Dez. 1852 wird endlich hinsichtlich der Organisation und Verwaltung der Gemeinden verschiedene Neuerungen resp. Ausgestaltungen bringen und denselben die Erfüllung ihrer administrativen und volkswirtschaftlichen Aufgaben besser ermöglichen.

Vorbemerkungen

zur

Statistik der Gemeindesteuern im Kanton Bern.

1. Wo es nicht ausdrücklich bemerkt wird, sind die von den Unterabteilungen erhobenen Steuern und Tellen nicht in den Steuern und Tellen der Einwohnergemeinden enthalten.

2. Die Steuern und Tellen der Unterabteilungen werden meistens für das Schulwesen, für Feuer- und Löschwesen und für den Unterhalt der Strassen verwendet.

3. Die Extrasteuern der Einwohnergemeinden sind meistens im Steueransatz und Steuerbetrag der ordentlichen Gemeindesteuer inbegriffen.

Darstellung der Gemeind[…]

Gemeinden und Unterabteilungen	Vermögen: Rohes Grundsteuer-kapital	Vermögen: Grundpfändlich versicherte Kapitalien	Grund-pfand-schulden im ganzen	Einkommen I. Kl.: Arbeit resp. Berufs- und Erwerbs-tätigkeit	Einkommen II. Kl.: Leibrenten und Pensionen	Einkommen III. Kl.: Verzinsliche Kapitalien	Ge[…] S[…]
1	2	3	4	5	6	7	
Amt Aarberg.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
1. Aarberg	5,105,910	805,963	2,459,800	227,800	800	42,800	10.[…]
2. Bargen	1,987,940	102,670	623,740	17,700	—	11,500	2.[…]
3. Grossaffoltern	6,304,440	458,210	2,886,580	47,400	100	13,100	7.[…]
1. Grossaffoltern, Kirchgemeinde	*6,304,440*	*458,210*	*2,886,580*	*47,400*	*100*	*13,100*	
2. Grossaffoltern, Schulgemeinde	*1,764,000*	*195,944*	—	*15,000*	*100*	*4,300*	
3. Ammerzwil-Weingarten	*1.292.380*	*34,560*	—	*5,700*	—	*1,700*	
4. Ottiswil	*740.810*	*17,750*	—	*1,700*	—	*800*	
5. Suberg-Kosthofen	*1,328.120*	*63,530*	—	*179,000*	—	*3.500*	
6. Vorimholz	*1,338,192*	*126,100*	—	*7,400*	—	*2.100*	
4. Kallnach	2,518,100	335,758	1,023,430	18,000	—	14.900	3.4
5. Kappelen	2.376,850	96.500	1,177,490	9,500	400	—	2.6
1. Kappelen, Schulg.	*2.376.850*	*96.500*	—	*9.500*	*400*	–	
2. Werdthof.	*876.000*	—	—	*1.400*	—	—	
6. Lyss	6,764,230	981,330	3.215.800	266.800	—	27,200	12.4
1. Lyss, Schulgemeinde	*6.276.280*	*945.530*	—	*266.100*	—	*27.100*	
2. Hardern.	*508,620*	*35.500*	—	*500*	—	*300*	
7. Meikirch	3,433,480	490,346	1,347,400	20,900	—	11.800	4.5
1. Meikirch, Schul- u. Sektionsgem.	*2.099.800*	*374.100*	*840.000*	*13.400*	—	*8.600*	
2. Wahlendorf.	*653.205*	*37.390*	*226.300*	*2.200*	—	—	
3. Ortschwaben, Schulgemeinde	*674.000*	*67.000*	*280.000*	*5.100*	—	*2.000*	
8. Niederried	1,051,290	21,436	196,260	2,700	—	—	1.1
9. Radelfingen	4,084,060	433,260	2,032,250	18,200	100	6.600	4.9
1. Radelfingen, Schul- u. Dorfgemeinde	*1.143.195*	*13.388*	*551.580*	*5,300*	—	*700*	
2. Oltigen, Schul- u. Dorfgemeinde	*268.000*	*17.000*	*167.050*	—	—	—	
3. Dettligen-Landerswil, Schulg.	*1.158.540*	*232.280*	*489.340*	*6.600*	—	*2.000*	
4. Matzwil.	*1.773.930*	*76.366*	*429.440*	*4.300*	—	*3.500*	
5. Jucher-Ostermanigen, Schulg.	*814.950*	*61.300*	*394.840*	*1,100*	—	*2,600*	
10. Rapperswil	6.238,170	1,287,616	1,659,240	31,500	200	3,500	8.0
1. Rapperswil, Ortsgemeinde	*1.031.160*	*246.975*	*272.290*	*13.200*	*200*	*6,850*	
2. [illegible]wil-Frauchwil, Schulgemeinde	*1.445.500*	*275.715*	*339.960*	*13.900*	*200*	*8,900*	
3. Bittwil-Zimlisberg, Schulgemeinde	*1.133,650*	*85,700*	*428.540*	*4.300*	—	*2,700*	
4. Dieterswil, Dorfg.	*1.203.000*	*249,000*	*441.420*	*8,600*	—	*6,800*	
5. Moosaffoltern, Ortsgemeinde	*695.250*	*333,780*	*113.330*	*2,000*	—	*3,9[…]*	

...e nach Gemeinden.

Steueransatz in den Jahren									Erhobene Gemeindesteuern pro 1903				Gemeinden und Unterabteilungen
...99		1900		1901		1902		1903		Betrag (inkl. Extratellen)			
vom		vom		vom		vom		vom		vom		im ganzen	per Kopf der Bevölkerung	
...mögen	Einkomm. 1. Kl.	Vermögen	Einkomm. 1. Kl.	Vermögen	Einkomm. 1. Kl.	Vermögen	Einkomm. 1. Kl.	Vermögen	Einkomm. 1. Kl.	Vermögen	Einkommen			
13		14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
%		‰	%	‰	%	‰	%	‰	%	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
2,25		1,5	2,25	1,5	2,25	1,5	2,25	1,5	2,25	8,868	6.778	**15.646**	**11,40**	1.
1,8		1,0	1,5	1,4	2,1	1,0	1,5	1,9	2,85	3,875	1,038	**4.913**	**7.28**	2.
1,2		0,7	1,05	0,7	1,05	0,7	1,05	0,7	1,05	4,731	728	**5.459**	**3.00**	3.
0,45		*0,3*	*0,45*	*0,3*	*0,45*	*0,3*	*0,45*	*0,4*	*0,6*	*2,700*	*389*	*3.089*	—	*1.*
1,95		*1,3*	*1,95*	*1,5*	*2,25*	*1,5*	*2,25*	*1,7*	*2,55*	*3,333*	*569*	*3.902*[1]	—	*2.*
2,1		*1,4*	*2,1*	*1,4*	*2,1*	*1,5*	*2,25*	*1,5*	*2,25*	*2,322*	*224*	*2.546*[2]	—	*3.*
2,1		*1,4*	*2,1*	*1,5*	*2,25*	*1,6*	*2,4*	*1,6*	*2,4*	*1.215*	*73*	*1.288*	—	*4.*
1,2		*0,7*	*1,05*	*1,0*	*1,5*	*0,7*	*1,05*	*1,0*	*1,5*	*2,783*	*772*	*3.555*	—	*5.*
3,45		*2,4*	*3,6*	*2,4*	*3,6*	*2,4*	*3,6*	*2,8*	*4,2*	*3.768*	*588*	*4.356*	—	*6.*
2,25		2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	5,707	1.285	**6.992**[3]	**8.24**	4.
2,0		2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	4,946	198	**5.144**[4]	**6,44**	5.
—		*0,4*	*0,4*	—	—	*0,2*	*0,2*	*0,5*	*0,5*	*810*	*42*	*852*	—	*1.*
0,5		*0,5*	*0,5*	*0,5*	*0,5*	*0,5*	*0,5*	*0,5*	*0,5*	*438*	7	*445*	—	*2.*
1,8		1,2	1,8	1,2	1,8	1,2	1,8	1,2	1,8	11,400[5]	6,847[5]	**18.247**[5]	**7.11**	6.
3,75		*2,5*	*3,75*	*2,5*	*3,75*	*2,5*	*3,75*	*2,5*	*3,75*	*18,052*	*11.672*	*29.724*	—	*1.*
1,05		*0,8*	*1,2*	*0,7*	*1,05*	*0,8*	*1,2*	*1,1*	*1,65*	*598*	*16*	*614*	—	*2.*
2,7		1,8	2,7	1,8	2,7	1,6	2,4	1,8	2,7	7,055	1,095	**8,150**	**8.17**	7.
1,8		*1,0*	*1,5*	*1,7*	*2,55*	*1,8*	*2,7*	*2,0*	*3,0*	*4,200*	*832*	*5.032*	—	*1.*
3,15		*4,2*	*3,15*	*4,2*	*3,15*	*4,2*	*3,15*	*5,2*	*3,9*	*1,834*	*86*	*1.920*	—	*2.*
2,4		*1,7*	*2,55*	*1,8*	*2,7*	*1,8*	*2,7*	*1,9*	*2,85*	*1,409*	*226*	*1.635*	—	*3.*
0,75		1,5	2,25	1,0	1,5	1,0	1,5	0,5	0,75	2,547	20	**2.567**	**10,79**	8.
3,0		2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	9,038	880	**9.918**	**7.02**	9.
1,95		*1,3*	*2,25*	*1,2*	*1,8*	*1,6*	*2,4*	*1,5*	*2,25*	*1,767*	*145*	*1.912*	—	*1.*
1,3		*1,0*	*1,5*	*1,25*	*1,9*	*1,3*	*1,95*	*1,5*	*2,25*	*427*	—	*427*	—	*2.*
1,5		*1,0*	*1,5*	*1,0*	*1,5*	*1,7*	*2,55*	*1,5*	*2,25*	*2,086*	*224*	*2.310*	—	*3.*
0,75		*0,5*	*0,75*	*0,5*	*0,75*	*0,6*	*0,9*	*1,0*	*1,5*	*1,810*	*162*	*1,972*	—	*4.*
2,7		*1,7*	*2,55*	*1,6*	*2,4*	*1,4*	*2,1*	*1,4*	*2,1*	*1,226*	*114*	*1.340*	—	*5.*
1,2		1,0	1,5	1,0	1,5	1,0	1,5	1,2	1,8	11,795	2,010	**13.805**	**8,21**	10.
0,45		*0,3*	*0,45*	*0,3*	*0,45*	*0,3*	*0,45*	*0,5*	*0,75*	*621*	*186*	*807*	—	*1.*
2,25		*1,0*	*1,5*	*1,0*	*1,5*	*1,0*	*1,5*	*0,8*	*1,2*	*1.374*	*348*	*1.722*	—	*2.*
1,0		*1,0*	*1,5*	*1,25*	*1,62*	*1,6*	*2,30*	*1,0*	*1,5*	*1,219*	*137*	*1.356*	—	*3.*
1,6		*1,3*	*1,65*	*1,3*	*1,65*	*1,3*	*1,65*	*1,5*	*2,25*	*2,179*	*449*	*2.628*	—	*4.*
0,75		*0,5*	*0,75*	*0,4*	*0,6*	*0,4*	*0,6*	*0,3*	*0,45*	*310*	*38*	*348*	—	*5.*

Gemeinden und Unterabteilungen	Vermögen		Grundpfandschulden im ganzen	Einkommen		
	Rohes Grundsteuerkapital	Grundpfändlich versicherte Kapitalien		I. Kl. Arbeit resp. Berufs- und Erwerbstätigkeit	II. Kl. Leibrenten und Pensionen	III. Kl. Verzinsliche Kapitalien
1	2	3	4	5	6	7
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
6. Seeril, Schulgem.	*1,059,640*	*103,356*	*220,160*	*3,500*	—	*1,820*
7. Wierezwil, Dorfg.	*674,980*	*108,005*	*125,950*	*1,300*	—	*1,800*
1. Schüpfen . . .	8,019,140	1,439,579	2,902,080	88,200	500	27,700
1. Schüpfen, Dorfg.	*3,278,950*	*869,649*	*1,147,200*	*70,800*	*400*	*17,000*
2. » Schulg.	*4,894,210*	*944,122*	*1,670,740*	*75,900*	*500*	*18,100*
3. Schüpberg, »	*495,340*	*47,880*	*281,390*	*3,100*	—	*800*
4. Schwanden, Dorfg.	*1,259,760*	*330,160*	*310,410*	*2,900*	—	*7,100*
5. Ziegelried, Schulg.	*1,388,060*	*104,110*	*667,340*	*6,100*	—	*1,400*
2. Seedorf	6,358,870	272,550	2,744,060	36,000	—	8,700
1. Seedorf, Schul- und Sektionsgemeinde	*1,261,470*	*40,920*	*679,070*	*13,500*	—	*300*
2. Baggwil, Schul- und Sektionsgemeinde	*1,424,360*	*19,234*	*494,360*	*7,600*	—	*1,700*
3. Ruchwil-Dampfwil, Schul- u. Sektionsgem.	*471,760*	*15,895*	*259,490*	*1,400*	—	*400*
4. Lobsigen, Sektionsg.	*1,190,740*	*74,293*	*397,380*	*6,300*	—	*1,300*
5. » Schulgem.	*1,190,740*	*74,293*	*397,380*	*6,300*	—	*1,300*
6. Wiler, Sektion-gem.	*1,447,560*	*77,720*	*645,450*	*3,500*	—	*2,300*
7. » Schulgem.	*1,447,560*	*77,720*	*645,450*	*3,500*	—	*2,300*
Total	54.242.480	6.725.218	22.268.130	784.700	2,100	167.800

[1] Nicht inbegriffen die Wertelle von Fr. 1 mit ca. Fr. 2300. [2] Gemeindewerktelle von 1.5 ‰ n [illegible] Fr. 6315. [4] Das Gemeindewerk wird nur vom rohen Grundsteuerkapital berechnet mit 0.5 ‰ [illegible] [5] Inbegriffen eine Hofverpflegungsstelle zu 0.2 ‰ vom Vermögen und 0.3 % vom Einkomm [illegible] Grundsteuerkapital.

Amt Aarwangen.						
1. Aarwangen . .	4,265,200	694,905	1,185,230	115,600	1,700	21,100
2. Auswil	1,240,310	164,972	710,320	2,800	—	5,100
1. Schulgemeinde	*1,096,780*	*152,637*	*619,270*	*2,800*	—	*4,900*
3. Bannwil . . .	1,420,260	106,560	333,110	7,500	—	1,400
4. Bleienbach . .	2,191,100	733,827	558,970	22,000	—	7,600
5. Busswil . . .	763,670	124,879	284,949	1,700	—	200
6. Gondiswil . .	2,114,660	488,035	926,100	15,000	—	6,500
7. Gutenburg . .	313,650	8,670	150,580	8,100	—	—
8. Kleindietwil . .	1,138,730	247,544	559,201	42,900	—	2,700
9. Langenthal . .	15,671,600	5,809,120	6,106,400	1,294,800	7,800	238,900
0. Leimiswil . .	1,432,420	420,287	917,673	18,000	200	14,300
1. Lotzwil . . .	3,495,870	648,336	1,893,650	56,700	—	1,700
2. Madiswil . . .	4,645,210	688,585	2,251,540	37,400	300	2,800
3. Melchnau . . .	2,853,130	954,436	1,274,330	27,700	—	6,100
4. Oberstockholz .	1,289,670	165,122	709,870	5,000	100	2,300
5. Oschenbach . .	842,100	76,417	487,390	3,300	—	—
6. Reisiswil . . .	557,080	70,000	285,310	2,600	—	300
7. Roggwil . . .	4,422,460	800,300	1,202,840	169,700	900	64,600
8. Rohrbach . . .	1,954,170	544,560	832,860	42,700	—	10,300
9. Rohrbachgraben .	1,375,840	143,962	717,870	6,100	—	[illegible]
0. Rütschelen . .	1,105,380	75,585	625,280	3,600	—	

Steueransatz in den Jahren									Erhobene Gemeindesteuern pro 1903				Gemeinden und Unterabteilungen
1899		1900		1901		1902		1903	Betrag (inkl. Extratellen)				
vom		vom		vom		vom		vom	vom		im ganzen	per Kopf der Bevölkerung	
	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkommen			
13		14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
‰		‰	‰	‰	‰	‰	‰	‰	‰	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
?		*1.5*	*2.25*	*1.5*	*2.25*	*1.5*	*2.25*	*1.5*	*2.25*	*1.744*	*147*	*1.891*	—	*6.*
1.5		*1.0*	*1.5*	*1.0*	*1.5*	*0.75*	*1.125*	*0.75*	*1.125*	*588*	*40*	*628*	—	*7.*
1.875		1.25	1.875	1.25	1.875	1.25	1.825	1.25	1.825	13.717[6]	2.939[6]	**16.656**[6]	**7.59**	11.
0.9		*0.6*	*0.9*	*0.6*	*0.9*	*0.6*	*0.9*	*0.6*	*0.9*	*2489*	*897*	*3.386*[7]	—	*1.*
1.2		*0.9*	*1.35*	*0.9*	*1.35*	*0.9*	*1.35*	*0.9*	*1.35*	*5.255*	*1.441*	*6.696*	—	*2.*
3.3		*2.0*	*3.0*	*2.0*	*3.0*	*2.0*	*3.0*	*2.0*	*3.0*	*1.086*	*133*	*1.219*	—	*3.*
1.125		*0.75*	*1.125*	*0.75*	*1.125*	*1.0*	*1.5*	*0.75*	*1.125*	*1.175*	*167*	*1.342*	—	*4.*
2.7		*2.0*	*3.0*	*2.0*	*3.0*	*2.0*	*3.0*	*2.0*	*3.0*	*2.984*	*253*	*3.237*	—	*5.*
1.5		1.6	2.4	1.6	2.4	1.6	2.4	1.6	2.4	10.610	1.212	**11.822**	**4.19**	12.
1.8		*1.2*	*1.8*	*1.5*	*2.25*	*1.5*	*2.25*	*1.5*	*2.25*	*1.954*	*315*	*2.269*	—	*1.*
1.95		*1.3*	*1.95*	*1.3*	*1.95*	*1.3*	*1.95*	*1.3*	*1.95*	*1.876*	*204*	*2.080*	—	*2.*
3.0		*2.0*	*3.0*	*2.0*	*3.0*	*2.0*	*3.0*	*2.0*	*3.0*	*975*	*62*	*1.037*	—	*3.*
0.6		*0.4*	*0.6*	*0.4*	*0.6*	*0.4*	*0.6*	*0.4*	*0.6*	*3.483*[8]	*51*	*3.534*[8]	—	*4.*
1.65		*1.1*	*1.65*	*1.1*	*1.65*	*1.1*	*1.65*	*1.1*	*1.65*	*1.392*	*140*	*1.532*	—	*5.*
0.75		*0.5*	*0.75*	*0.5*	*0.75*	*0.4*	*0.6*	*0.4*	*0.6*	*1.187*	*44*	*1.231*	—	*6.*
2.55		*1.9*	*2.85*	*1.9*	*2.85*	*1.9*	*2.85*	*1.9*	*2.85*	*2.901*	*209*	*3.110*	—	*7.*
									Ohne die Unterabteilungen	**94.289**	**25.030**	**119.319**	**6.85**	
									Mit den »	**179.859**	**46.432**	**226.291**	**12.99**	

die Grundfuhrkosten à Fr. 4. 40 per Ha = Fr. 4544 und *b)* die Gemeindewerkkosten à 0.6 ‰ = Fr. 1571, total Fr. 2117 (à 0,3 ‰) vom Vermögen und Fr. 1229 (à 0,45 %) vom Einkommen I. Klasse, zusammen eine Gemeindewerktelle mit Fr. 265. [8] Inbegriffen die Gemeindewerktelle mit Fr. 2977 zu 2,5 ‰ vom

4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	14,876	6,886	**21,762**	**12.14**	1.
—	1,3	—	1,3	—	1,6	—	3,2[1]	4,8[1]	4,324[1]	534[1]	**4.858**[1]	**8.69**	2.
—	*0.7*	—	*0.6*	—	*0.6*	—	*1.1*	*1.65*	*1.374*	*179*	*1.553*	—	*1.*
4.90	3.2	4.8	3.5	5.25	3.0	4.5	2.5	3.75	3,775	813	**4.588**	**6.51**	3.
4.95	3.65	5.5	3.65	5.5	3.25	4.9	3.3	4.95	9.618	1,694	**11.312**	**13.63**	4.
5.25	3.5	5.25	3.5	5.25	3.5	5.25	6.4[2]	4.8	2.782[2]	98	**2.880**	**8.49**	5.
4.5	3.0	4.5	4.0	6.0	3.0	4.5	4.0[3]	6.0[3]	12,140[3]	1,547[3]	**13.687**	**13.58**	6.
3.0	2.0	3.0	2.0	3.0	2.0	3.0	2.0	3.0	627	304	**931**	**16.62**	7.
3.75	2.5	3.75	2.5	3.75	2.5	3.75	2.5	3.75	3,718	1,769	**5.487**	**13.38**	8.
4.05	2.7	4.05	2.7	4.05	2.7	4.5	2.7	4.5	57,788	68,381	**126.169**	**26.29**	9.
3.75	2.5	3.75	2.5	3.75	2.5	3.75	2.5	3.75	4,632	1,579	**6.211**	**10.62**	10.
3.75	2.5	3.75	3.5	5.25	3.5	5.25	3.5	5.25	14,505	3,125	**17.630**	**13.28**	11.
4.95	3.5	5.25	3.5	5.25	3.5	5.25	3.3[4]	4.95	17,601[4]	2,102	**19.703**	**9.41**	12.
5.25	3.5	5.25	3.5	5.25	3.5	5.25	4.5[5]	5.25	16.467[5]	1,985	**18.452**	**13.70**	13.
6.0	4.0	6.0	3.2	4.8	3.2	4.8	3.2	4.8	4.575	430	**5.005**	**9.57**	14.
3.75	2.25	3.375	2.75	4.125	2.75	4.125	2.75	4.125	310	136	**446**	**1.25**	15.
6.75	4.5	6.75	4.5	6.75	4.5	6.75	4.5	6.75	2,820	209	**3.029**	**10.00**	16.
4.5	3.0	4.5	3.0	4.5	3.0	4.5	3.0	4.5	15,668	12,535	**28.203**	**12.59**	17.
6.0	4.0	6.0	4.0	6.0	4.0	6.0	4.0	6.0	9,994	3,592	**13.586**	**9.01**	18.
3.75	2.5	3.75	2.5	3.75	2.5	3.75	2.75	4.1	4,671	406	**5.077**	**9.23**	19.
5.0	4.5	5.0	4.5	5.0	4.5	5.0	5.0[6]	5.0	5,515[6]	175	**5.690**	**8.27**	20.

Gemeinden und Unterabteilungen	Vermögen: Rohes Grundsteuerkapital	Vermögen: Grundpfändlich versicherte Kapitalien	Grundpfandschulden im ganzen	Einkommen: I. Kl. Arbeit resp. Berufs- und Erwerbstätigkeit	Einkommen: II. Kl. Leibrenten und Pensionen	Einkommen: III. Kl. Verzinsliche Kapitalien	Ge
1	2	3	4	5	6	7	
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
Schwarzhäusern .	1,014,160	46,297	266,090	7,500	—	700	
Thunstetten . .	3,726,440	221,790	1,455,620	26,900	—	40,300	
Untersteckholz .	751,510	169,440	384,750	2,300	—	4,500	
Ursenbach . . .	2,667,440	1,562,269	1,257,320	25,100	—	1,100	
Wynau	4,882,830	216,945	2,601,570	39,700	1,100	8,600	
Total	**66,134,890**	**15,182,843**	**27,978,823**	**1,984,700**	**12,100**	**442,000**	

[1] Inbegriffen sind die Schul-, die Gemeindewerk- und die Schulgemeindewerktelle. [2] Inbegriffen
und à 1,5 % vom Einkommen = Fr. 887. [4] Nicht inbegriffen eine Gemeindewerktelle für die anmeld
elle vom reinen Vermögen à 0,5 ‰. [7] Nicht inbegriffen die Steuer vom Armen- und vom Schulgut
ezogen werden. [8] Inbegriffen die Gemeindewerktelle zu 0,35 ‰ vom Vermögen mit Fr. 1382 und 0,55

Amt Bern.						
Bern	238,100,960	114,695,660	115,575,860	25,974,700	2,500,000	6,082,300
1. Bern, christ-kath. Kirchgemeinde	*546,550*	—	—	— [1]	— [1]	— [1]
Bolligen . . .	11,936,040	1,125,850	4,903,210	262,700	2,900	93,100
1. » Schulgemeinde	*3,780,650*	*418,000*	*1,409,900*	*42,700*	*2,900*	*72,100*
2. Ostermundigen						
a) Viertelsgemeinde .	*3,832,160*	*377,403*	*1,561,340*	*70,400*	—	*71,385*
b) Schulgemeinde .	*3,103,150*	*183,453*	*1,381,960*	*61,400*	—	*4,545*
3. Ittigen, » .	*1,820,570*	*129,739*	*1,203,975*	*86,200*	—	*5,596*
4. Gористein, » .	*587,530*	*13,240*	*329,290*	*5,200*	—	*200*
5. Ferenberg, » .	*12,611*	—	*4,924*	*77*	—	*99*
6. Habstetten, Dorfgemeinde	*1,860,460*	*153,111*	—	*9,700*	*4,350*	—
Bremgarten . .	1,128,830	131,657	728,990	23,700	300	4,200
Bümpliz . . .	10,401,830	1,241,080	4,406,180	192,300	3,600	37,200
1. » Schulgemeinde	*5,840,000*	*631,200*	—	*6,669*	*170*	*1,219*
2. Oberbottigen, »	*4,475,860*	*598,800*	—	*17,500*	—	*15,500*
Kirchlindach . .	4,525,160	785,899	1,492,400	26,700	—	13,000
Köniz	20,202,200	3,415,696	8,279,170	295,100	1,700	40,200
Muri	5,048,770	3,257,790	1,472,370	169,100	16,200	291,900
Oberbalm . . .	3,176,970	733,620	1,769,360	16,260	—	12,300
Stettlen	1,661,760	333,836	959,710	15,000	—	2,000
Vechigen . . .	7,607,330	1,886,480	3,788,230	38,500	900	25,200
1. » Bezirksgemeinde	*805,300*	*170,300*	*450,000*	*5,600*	*200*	*3,300*
2. » *Simmeringen* Schulgemeinde	*2,228,000*	*664,600*	*1,140,000*	*15,200*	*500*	*12,400*
3. Dentenberg, Bezirks- u. Schulgemeinde	*531,240*	*36,700*	*270,000*	*1,300*	—	*500*
4. Litterril, »	*2,340,000*	*1,112,000*	*1,228,000*	*6,100*	—	*2,700*
5. Lindenthal, »	*594,010*	*174,930*	*280,000*	*1,400*	—	*4,400*
6. Utzigen, Bezirks- u. Schulgemeinde	*1,781,100*	*453,300*	*870,000*	*12,200*	*400*	*4,0*
Wohlen . . .	10,873,460	1,291,822	3,583,890	63,400	—	41,8
1. » Viertelsgemeinde und Schulgemeinde	*2,517,340*	*714,496*	*661,650*	*28,200*	—	

Steueransatz in den Jahren									Erhobene Gemeindesteuern pro 1903				Gemeinden und Unterabteilungen
1900			1901		1902		1903		Betrag (inkl. Extratellen)				
vom			vom		vom		vom		vom		im ganzen	Per Kopf der Bevölkerung	
Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkommen			
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
%	‰	%	‰	%	‰	%	‰	%	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
5,25	3,25	4,875	3,25	4,875	3,25	4,875	3,0[7]	4,5[7]	2,961[7]	450[7]	**3.411**	**8.38**	21.
4,12	2,75	4,12	2,75	4,12	3,0	4,5	3,35[8]	5,05[8]	13,226[8]	4,722[8]	**17,948**	**11,50**	22.
5,25	3,5	5,25	4,5	6,75	4,5	6,75	4,5[9]	6,75	4,144[9]	661	**4'805**	**14,30**	23.
4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	2,5	3,75	2,5	3,75	10,574	1,010	**11,584**	**9.04**	24.
4,05	2,5	3,75	2.5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	12,723	2,081	**14.804**	**12,32**	25.
									250,034	**117,224**	**367,258**	**13.70**	
									251,408	**117,403**	**368.811**	**13,76**	

[1] teile à 3,2 ‰ mit Fr. 2382. [2] Inbegriffen die Gemeindewerkteile à 1 ‰ vom Vermögen = Fr. 3040 [3] 0,5 ‰ mit Fr. 185. [4] Inbegriffen die Gemeindewerkteile à 1 ‰ = Fr. 3807. [5] Inbegriffen die Spend- [6] steuerkapital des Scheuenhofbezirkes (Fr. 134,730) konnte jeweilen nur die Hälfte des Steueransatzes [7] griffen eine Gemeindewerkanlage von 1,5 ‰.

3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	705,593	1,093,356	**1,798.949**	**28,01**	1.
0,24	*0,16*	*0,24*	*0,16*	*0,24*	*0,16*	*0,24*	*0,16*	*0,24*	*4.374*	—[1]	*4.374*	—	*1.*
2,4	1,5	2,25	1,5	2,25	1,5	2,25	1,4	2,1	17,850	8,346	**26.196**	**5,13**	2.
1,8	*1,2*	*1,8*	*1,2*	*1,8*	*1,2*	*1,8*	*1,4*	*2,1*	*5,878*	*3,501*	*9,379*	—	*1.*
3,6	*2,4*	*3,6*	*2,4*	*3,6*	*2,5*	*3,75*	*3,7*	*5,55*	*2,946* *9,860*	*1,988* *3,104*	*17,898*	—	*2.*
3,75	*2,5*	*3,75*	*2,5*	*3,75*	*2,5*	*3,75*	*3,0*	*4,5*	*9,927*	*7,496*	*17,423*	—	*3.*
1,0	*2,5*	*1,0*	*2,0*	*1,0*	*2,0*	*1,0*	*3,0*	*1,0*	*1.211*	*56*	*1,267*[2]	—	*4.*
1,95	*1,3*	*1,95*	*1,3*	*1,95*	*1,3*	*1,95*	*1,3*	*2,1*	*2,113*	*177*	*2,290*	—	*5.*
1,5	*1,0*	*1,5*	*1,0*	*1,5*	*1,0*	*1,5*	*1,0*	*1,5*	*2,014*	*254*	*2,268*	—	*6.*
5,25	3,5	5,25	4,0	6,0	3,0	4,5	3,0	4,5	3,666	1,239	**4,905**	**5,50**	3.
2,25	1,7	2,55	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	31,913[3]	7,774[3]	**39.687**	**11.94**	4.
3,15	*2,1*	*3,15*	*2,1*	*3,15*	*2,3*	*3,45*	*2,5*	*3,75*	*16,187*	*8,058*	*24,245*	—	*1.*
1,5	*1,2*	*1,8*	*1,2*	*1,8*	*1,5*	*2,25*	*1,5*	*2,25*	*7,612*	*974*	*8,586*[4]	—	*2.*
4,5	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	13,241	1,813	**15,054**	**13,29**	5.
5,25	3,5	5,25	3,3	4,95	3,0	4,5	3,4	5,1	75,621	17,757	**93.378**	**13,56**	6.
2,7	1,8	2,7	1,8	2,7	1,8	2,7	1,8	2,7	14,952	19,504[5]	**34.456**	**25,69**	7.
5,85	3,9	5,85	3,3	4,95	3,4	5,4	3,5	5,25	13,341	1,926	**15.267**	**13,99**	8.
4,5	4,0	6,0	3,5	5,25	4,0	6,0	4,0	6,0	7,840	1,101	**8,941**	**13,09**	9.
1,5	1,0	1,5	1,4	2,1	1,0	1,5	1,0	1,5	9,494	1,222	**10,716**	**3,75**	10.
0,75	*0,7*	*1,05*	*0,7*	*1,05*	*0,6*	*0,9*	*0,4*	*0,6*	*400*	*68*	*468*	—	*1.*
1,05	*0,7*	*1,05*	*0,8*	*1,2*	*0,8*	*1,2*	*0,8*	*1,2*	*1,778*	*967*	*2.745*	—	*2.*
2,55	*2,1*	*2,4*	*2,3*	*2,7*	*2,9*	*2,85*	*2,9*	*2,85*	*1.647*	*56*	*1,703*	—	*3.*
1,5	*1,2*	*1,8*	*1,0*	*1,5*	*1,1*	*1,65*	*1,1*	*1,65*	*3,063*	*160*	*3.223*	—	*4.*
1,8	*1,2*	*1,8*	*1,1*	*1,65*	*1,1*	*1,65*	*1,1*	*1,65*	*846*	*144*	*990*	—	*5.*
2,55	*1,7*	*2,55*	*1,8*	*2,7*	*1,8*	*2,7*	*1,8*	*2,7*	*3,910*	*516*	*4,426*[6]	—	*6.*
2,25	1,5	2,25	1,5	2,25	1,5	2,25	1,5	2,25	18,248	2,975	**21,223**	**6,56**	11.
4,8	*3,2*	*4,8*	*3,7*	*5,55*	*3,7*	*5,55*	*3,7*	*5,55*	*12,662*	*2,696*	*15,358*	—	*1.*

Gemeinden und nterabteilungen	Vermögen		Grund-pfand-schulden im ganzen	Einkommen			S
	Rohes Grundsteuer-kapital	Grundpfändlich versicherte Kapitalien		I. Kl. Arbeit resp. Berufs- und Erwerbs-tätigkeit	II. Kl. Leibrenten und Pensionen	III. Kl. Verzinsliche Kapitalien	
1	2	3	4	5	6	7	
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
2. Süriswil,							
Viertels- u. Schulgemeinde	*1,242,210*	*235,156*	*360,140*	*7,700*	—	*7,300*	
3. Murzelen,							
Viertels- u. Schulgemeinde	*1.615,700*	*148.819*	*329,911*	*2,900*	—	*5.900*	
4. Möriswil,							
Schulgemeinde	*733.690*	*21.057*	*226,740*	*1,800*	—	*500*	
5. Hinterkappelen,							
Schulgemeinde	*733,490*	*78,920*	*376,790*	*1,900*	—	*2,900*	
6. Innerberg,							
Viertels- u. Schulgemeinde	*476,900*	—	*172,789*	*1,200*	—	*1,100*	
7. Vettligen,							
Schulgemeinde	*2,930,430*	*242,090*	*1,136,940*	*24,300*	—	*7,200*	
. Zollikofen . . .	3,789,560	651,930	1,687,790	113,600	—	12,000	
Total	318,452,870	129,581,320	148,647,160	27,191,000	2,525,600	6,654,700	

[1] In den Bezugsrödeln werden die Kapitalsummen, sowie die Summen der Einschätzung I., II. richtig gemacht werden, weil einzelne Steuerobjekte für einzelne Teile frei sind. [4] Dazu Fr. 40 Ruc griffen. [5] Dazu Fr. 113 Nachsteuer.

Amt Biel.						
. Biel	65,824,260	16,584,673	37,537,490	6,279,100	26,900	390,500
. Bözingen . . .	5,230,790	244,495	3,111,710	298,500	1,500	6,400
. Evilard	2,008,780	123,127	1,093,410	35,700	—	2,600
Total	73,063,830	16,952,295	41,742,610	6,613,300	28,400	399,500

[1] Dazu Spritzenpersonaltaxe zu Fr. 3 und 0,6 % vom Einkommen mit Fr. 1630 [3] Dazu ei

Amt Büren.						
. Arch	2,022,090	101,655	23,770	23,700	- -	2,600
. Büetigen . . .	1,231,690	64,209	724,110	10,200	--	700
. Büren	4,775,820	380,170	2,064,420	266,100	600	28,900
. Busswil . . .	995,660	157,370	394,750	13,000	200	1,300
. Diessbach . . .	2,935,090	428,073	1,057,000	15,100	200	1,000
. Dotzigen . . .	1,483,230	288,923	857,150	16,800	- -	4,700
. Lengnau . . .	2,988,850	60,829	1,328,510	98,300	100	5,800
. Leuzigen . . .	3,451,670	85,750	936,910	20,800	300	2,000
. Meienried . . .	163,910	—	76,290	400	—	—
. Meinisberg . . .	1,300,310	5,300	570,680	7,800	300	2,000
. Oberwil	2,810,730	169,760	598,810	13,200	--	16,600
. Pieterlen . . .	2,602,850	44,116	1,304,150	49,800	400	3,200
. Reiben	570,600	18,557	277,460	1,600	400	600
. Rüti	2,420,240	91,853	875,750[4]	13,300	—	—
. Wengi	2,523,040	233,924	769,130	111,000	200	5,800
1. » Dorfgemeinde[6]	*1,345,510*	*112,393*	—	*7,600*	—	*1,800*
2. » -Wattwil, Schulgemeinde[7]	*1,784,550*	*161,402*	—	*7,500*	*200*	*8,*

Steueransatz in den Jahren									Erhobene Gemeindesteuern pro 1903				Gemeinden und Unterabteilungen
	1900		1901		1902		1903		Betrag (inkl. Extratellen)				
	vom		vom		vom		vom		vom		im ganzen	Per Kopf der Bevölkerung	
1. Kl.	Vermögen	Einkomm. 1. Kl.	Vermögen	Einkomm. 1. Kl.	Vermögen	Einkomm. 1. Kl.	Vermögen	Einkomm. 1. Kl.	Vermögen	Einkommen			
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
‰	‰	%	‰	%	‰	%	‰	%	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
3,0	*2,8*	*3,0*	*2,0*	*3,0*	*2,0*	*3,0*	*2,0*	*3,0*	*2.989*	*596*	**3.585**	—	2.
2,85	*1,8*	*2,7*	*1,9*	*2,85*	*2,0*	*3,0*	*2,0*	*3,0*	*3.075*	*381*	*3.456*	—	3.
2,55	*1,7*	*2,55*	*1,7*	*2,55*	*1,7*	*2,55*	*1,7*	*2,55*	*1.284*	*67*	*1.351*	—	4.
1,33	*1,75*	*2,62*	*1,5*	*2,25*	*1,55*	*2,33*	*2,0*	*3,0*	*1.624*	*202*	*1.826*	—	5.
—	*2,6*	—	*2,6*	—	*2,7*	—	*2,7*	*2,25*	*1.196*	*69*	*1.265*	—	6.
1,95	*1,3*	*1,95*	*1,3*	*1,95*	*1,3*	*1,95*	*1,3*	*1,95*	*4.124*	*708*	*4.832*	—	7.
3,75	2,5	3,75	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	13.324	6.012	**19.336**	**12.02**	10.
									925.083	**1.163.025**	**2.088.108**	**22.60**	
									1.025.803	**1.195.263**	**2.221.066**	**24.41**	

Ohne die Unterabteilungen
Mit den

liefert. [2] Dazu eine Extrahaushaltungssteuer von Fr. 2 per Familie. [3] Diese Angaben konnten nicht
auch der Steuerertrag des nicht staatssteuerpflichtigen Einkommens (Fr. 27,100) mit Fr. 1219 inbe-

4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	222.176	313.461	**535.637**	**24.33**	1.
4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	14.095	14.231	**28.326**[2]	**10.88**	2.
4,0	5,0	4,0	5,0	4,0	5,0	4,0	5,0	4,0	10.044	1.558	**11.602**[2]	**20.72**	3.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	**246.315**	**329.250**	**575.565**	**22.86**	

3,3	2,2	3,3	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	8.264	841	**9.105**	**13.92**	1.
3,7	2,5	3,7	2,5	3,7	2,5	3,7	2,0	3,0	2.464	426	**2.890**	**6.42**	2.
4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	15.200	14.190	**29.390**	**16.94**	3.
6,0	4,0	6,0	3,5	5,25	3,5	5,25	3,0	4,5	3.500	695	**4.195**	**9.78**	4.
1,5	1,0	1,5	1,0	1,5	1,0	1,5	1,2	1,8	4.035	306	**4.341**	**5.59**	5.
3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	4.430	923	**5.353**[1]	**12.00**	6.
4,95	4,0	6,0	3,8	5,7	3,8	5,7	3,8	5,7	11.588	6.818	**18.406**	**11.16**	7.
3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	6.903	927	**7.830**	**8.27**	8.
9,0	6,0	9,0	6,0	9,0	5,0	7,5	5,0	7,5	428	30	**458**	**5.59**	9.
3,75	2,8	4,2	3,0	4,5	3,5	5,25	3,5	5,25	4.569	605	**5.174**	**9.72**	10.
2,4	1,6	2,4	1,6	2,4	1,6	2,4	1,6	2,4	4.769	953	**5.722**[2]	**9.07**	11.
3,75	2,7	4,05	2,7	4,05	2,7	4,05	2,7	4,05	7.147	2.254	**9.401**	**7.85**	12.
4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	1.712	179	**1.891**[5]	**8.29**	13.
3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	4.934[4]	350[6]	**5.284**	**8.31**	14.
1,5	0,8	1,2	0,8	1,2	0,6	0,9	0,6	0,9	1.641	175	**1.816**	**3.09**	15.
0,9	*0,5*	*0,75*	*0,6*	*0,9*	*0,6*	*0,9*	*0,6*	*0,9*	*876*	*95*	*971*	—	*1.*
1,8[3]	*1,1*[7]	*1,65*[7]	*1,1*[7]	*1,65*[7]	*1,3*[7]	*1,95*[7]	*1,3*[7]	*1,95*[7]	*2.520*	*268*	*2.788*	—	2.

Gemeinden und Unterabteilungen	Vermögen		Grundpfandschulden im ganzen	Einkommen			Gesamt-
	Rohes Grundsteuerkapital	Grundpfändlich versicherte Kapitalien		I. Kl. Arbeit resp. Berufs- und Erwerbstätigkeit	II. Kl. Leibrenten und Pensionen	III. Kl. Veräußerliche Kapitalien	Summ
1	2	3	4	5	6	7	8
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
3. Waltwil, Ortsgemeinde	*402,850*	*41,131*	—	*1,323*	—	*4,882*	—
4. Scheunenberg, Ortsgemeinde[3]	*727,500*	*37,530*	—	*1,300*	—	*1,900*	—
Total	**32,275,780**	**2,130,489**	**11,858,890**	**661,100**	**2,700**	**75,200**	**46,256,7**

[1] Dazu eine Haushaltungsauflage von 35 Rp., bei 92 Haushaltungen = Fr. 32. [2] Dazu eine Gemein
[4] In der Kapitalsteuer kommen Fr. 45,000 nicht in Berechnung und sind Eigentum der Einwohnergemeinde resp.
zeichnen infolge Konkurs und Rückerstattungen. [6] Das Schulwesen ist gemeinsam mit Waltwil, die Ortslasten
wird durch letztere bezogen und dem Schulschaffner abgeliefert. [8] Hiervon Beitrag an die Schule: Fr. 596. [9]

Amt Burgdorf.							
1. Aefligen	963,110	36,131	530,350[1]	8,200	—	300	1,129.7
2. Alchenstorf	2,228,700	339,570	790,180	9,000	—	2,400	2,763.2
3. Bäriswil	998,260	194,870	367,520	7,700	—	1,000	1,333.6
4. Bickigen-Schwanden	1,109,340	67,780	409,400	2,000	—	1,190	1,236.8
5. Burgdorf	25,589,160	5,409,337	11,205,240	2,062,500	22,200	521,800	75,424.9
6. Ersigen	3,624,570	695,070	1,149,910	28,800	—	17,780	5,196.1
7. Hasle	6,749,030	3,487,823	2,669,020	114,700	500	25,200	12,597.3
8. Heimiswil[3]	6,759,730	1,306,969	3,163,520	27,400	600	18,000	8,939.6
9. Hellsau	554,250	15,399	258,030	1,800	—	—	596.6
10. Hindelbank	3,445,910	1,567,495	1,142,240	40,100	300	25,500	6,258.4
11. Höchstetten	949,670	57,410	522,650	4,300	—	200	1,076.5
12. Kernenried[5]	1,230,300	74,226	427,372	5,400	—	100	1,388.0
13. Kirchberg	4,916,270	2,197,315	1,848,780	119,400	1,500	22,500	9,497.0
1.[11] » kirchl. Kirchgem.	—	—	—	—	—	—	—
2.[11] » bürgerl. »	—	—	—	—	—	—	—
14. Koppigen	3,412,470	1,671,790	984,200	46,000	1,800	31,100	6,587.7
15. Krauchthal	4,975,370	498,772	2,141,470	39,000	—	11,200	6,339.1
16. Lyssach	2,627,690	772,011	662,540	10,000	1,500	22,300	4,137.2
17. Mötschwil	1,081,330	227,403	229,460	8,500	—	300	1,443.7
18. Niederösch	1,867,810	694,670	313,220	3,700	—	12,210	2,923.2
19. Oberburg	5,675,710	1,203,055	3,117,970	131,000	200	13,500	9,185.2
20. Oberösch	840,340	199,540	176,270	—	—	5,270	1,171.6
21. Rüdtligen	1,748,220	362,337	772,420	19,700	600	5,600	2,558.0
22. Rumendingen	943,440	702,024	211,110	1,800	6,800	2,700	1,875.9
23. Rüti	494,160	55,554	255,760	300	—	1,270	585.9
24. Willadingen	780,070	484,740	75,010	300	—	4,300	1,376.8
25. Wynigen[10]	6,669,540	2,154,645	3,521,070	69,900	300	46,030	11,029.4
	90,234,450	**24,475,936**	**36,944,712**	**2,761,500**	**36,300**	**791,750**	**176,852,**

[1] Das Grund- und Kapitalvermögen von zusammen Fr. 26,431, welches die Gemeinde selbst besitzt, ist nic
wurde noch eine sog. Hoftelle für Versorgung der Hofkinder bezogen von 50 Rp. per ‰. [4] Davon wur
wurde ausserdem vom reinen Vermögen eine Spendtelle von 0,25 ‰ bezogen. [6] Inbegriffen die K
dagegen vom rohen Grundsteuerkapital bezogen. [8] Gemeindewerktelle (1903 = 0,3 ‰) nic
von 0,25 ‰ bis 10 ‰ der Grundsteuerschatzungen; die Gemeinde selber unterhielt bis jetzt k
Oberösch, Rüdtligen, Rumendingen, Rüti, aus deren Gemeindekassen die R

Steuerzusatz in den Jahren										Erhobene Gemeindesteuern pro 1903				Gemeinden und Unterabteilungen
1899		1900		1901		1902		1903		Betrag (inkl. Extratellen)				
vom		vom		vom		vom		vom		vom		im ganzen	Per Kopf der Bevölkerung	
Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkommen			
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
‰	%	‰	%	‰	%	‰	%	‰	%	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
1,3	—	*1,3*	—	*1,3*	*1,95*	*1,4*	*2,1*	*1,4*	*2,1*	*623*	*22*	*645*[6]	—	*3.*
1,35	*0,9*	*1,35*	*1,0*	*1,5*	*1,0*	*1,5*	*0,9*	*1,35*	*689*	*60*	*749*	—	*4.*
										Ohne die Unterabteilungen		**81.584**	**29.672**	**111.256**	**10.13**	
										Mit den		**86.292**	**30.117**	**116.409**	**10.60**	

...re urbaren Land 10 Rp. und vom Wald 2,5 Rp. [5] Dazu Fr. 86 Haushaltungsstelle (Fr. 2 per Haushaltung). ...Fall laut Auscheidungsvertrag. [6] In der Einkommensteuer pro 1903 ist ein Ausfall von Fr. 49 zu ver... ...dient blos zur Festsetzung der Beiträge der beiden Dorfgemeinden Wengi und Waltwil. Die Teile selbst ...ch Mitgabe des Reglements in Geldwert berechnet, würden den Teilansatz mehr als verdoppeln.

...0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	2,998	391	**3,389**	**6.92**	1.
...2	1,8	1,0	1,5	1,0	1,5	1,0	1,5	2,0[2]	3,0[2]	5,182	376	**5.558**	**9.04**	2.
...0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,524	460	**3,984**	**7.95**	3.
...9	2,85	2,1	3,15	2,0	3,0	2,0	3,0	2,1	3,15	2,349	125	**2.474**	**14.30**	4.
...7	4,05	2,7	4,05	2,7	4,05	2,7	4,05	2,7	4,05	83,325	118,064	**201,389**	**23.96**	5.
...0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	8,639	1,753	**10.392**	**9.34**	6.
...8	2,7	1,8	2,7	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	20,459	4,719	**25.178**	**10.53**	7.
...2	3,3	2,7	4,05	2,7	4,05	2,7	4,05	2,7	4,05	21,780	2,364	**24.144**	**10.32**	8.
...0	3,0	2,0	3,0	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	1,132[4]	54[4]	**1.186**[4]	**5.65**	9.
...0	4,5	3,0	4,5	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	12,533	3,113	**15.646**	**15.55**	10.
...75	2,62	1,75	2,62	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,525	175	**2.700**	**9.03**	11.
...0	1,5	1,0	1,5	1,0	1,5	1,0	1,5	1,0	1,5	1,346[5]	83	**1.429**	**4.09**	12.
...8	4,2	2,8	4,2	2,8	4,2	2,8	4,2	2,8	4,2	19,920	7,430	**27.350**	**15.78**	13.
...15	*0,22*	*0,15*	*0,22*	*0,18*	*0,27*	*0,18*	*0,27*	*0,18*	*0,27*	*4.793*	*1.020*	*5.813*	—	*1.*
...72	*0,18*	*0,13*	*0,19*	*0,15*	*0,22*	*0,15*	*0,22*	*0,15*	*0,22*	*3.994*	*850*	*4.844*	—	*2.*
...5	2,25	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,5	3,75	12,675	3,732	**16,407**[6]	**14.89**	14.
...5	5,25	3,5	5,25	3,5	5,25	3,5	5,25	3,5	5,25	19,058	3,027	**22.085**	**10.41**	15.
...5	2,25	1,5	2,25	1,0	1,5	1,5	2,25	2,0	3,0	6,799	1,475	**8.274**	**11.56**	16.
...75	2,65	1,75	2,65	1,75	2,65	1,75	2,65	1,75	2,65	2,339	528	**2.867**	**12.25**	17.
...8	2,7	1,8	2,7	1,8	2,7	1,8	2,7	2,0	3,0	5,032[7]	721	**5.753**	**16.63**	18.
...2	4,8	3,2	4,8	3,2	4,8	3,2	4,8	3,2	4,8	22,011	7,381	**29.392**	**10.71**	19.
...8	2,7	1,8	2,7	1,8	2,7	1,8	2,7	1,6	2,4	1,664	211	**1.875**	**11.87**	20.
...0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	4,150	1,180	**5.330**	**10.29**	21.
...8	1,2	0,8	1,2	0,8	1,2	0,8	1,2	0,8	1,2	1,316	184	**1,500**[8]	**10,27**	22.
...5	2,25	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	3,0	4,5	1,696	109	**1,805**	**14.10**	23.
...5	3,75	2,5	3,75	2,2	3,3	2,2	3,3	2,7[9]	4,05[9]	3,413[9]	310[9]	**3,723**[9]	**18.80**	24.
...9	4,35	3,0	4,5	2,8	4,2	2,8	4,2	2,8	4,2	24,547	6,173	**30.720**	**11.99**	25.
										Ohne die Unterabteilungen		**290,412**	**164,138**	**454.550**	**14.85**	
										Mit den		**299,199**	**166,008**	**465.207**	**15.20**	

...Kirchgemeindsteile à 0,5 ‰ vom Vermögen und 0,75 % vom Einkommen mit Fr. 1414. [2] In den Jahren 1898 ...00 verwendet. Nicht inbegriffen ist der Betrag der Kirchen- und Armensteuer zu 0,5 ‰ resp. 0,75 ‰. [3] Pro ...3. [7] Bei diesen Ansätzen ist jeweilen der Ansatz für Armensteuer inbegriffen; dieselbe wird vom reinen ...Kirchgemeindsteile mit Fr. 635. [10] Für Strassenbau und deren Unterhalt beziehen die betreffenden Eigen... ...ls Kirchberg besteht aus den 11 Einwohnergemeinden: Aufligen, Bickigen-Schwanden, Ersigen, Kernenried, ...nitten werden.

Gemeinden und Unterabteilungen	Vermögen		Grundpfandschulden im ganzen	Einkommen			Gesamt-
	Rohes Grundsteuerkapital	Grundpfändlich versicherte Kapitalien		I. Kl. Arbeit resp. Berufs- und Erwerbstätigkeit	II. Kl. Leibrenten und Pensionen	III. Kl. Vermögliche Kapitalien	Summ
1	2	3	4	5	6	7	8
Amt Courtelary.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
1. Corgémont	3,542,137	103,377	1,010,330	122,700	—	11,300	5,768.5
2. Cormoret	1,794,724	241,886[1]	578,670	72,900	—	33,700[1]	3,972.6
3. Cortébert	2,182,420	58,585	709,260	54,800	—	1,200	3,093.0
4. Courtelary	3,426,460	327,200	1,202,640	143,900	2,100	5,500	6,091.6
5. La Ferrière	2,016,900	63,972	736,850	47,100	—	7,200	2,967.3
6. La Heutte	1,131,070	871,820	289,520	37,800	—	—	2,569.8
7. Mont-Tramelan	399,200	21,937	165,480	200	—	800	444.1
8. Orvin	2,529,090	208,327	419,225	13,400[3]	200[3]	16,300[3]	3,349.9
9. Péry	3,702,310	98,261	957,620	249,600	700	13,100	7,886.0
10. Plagne	837,260	— [5]	197,190	3,000	400	2,380[5]	949.7
11. Renan	3,094,480	362,536	1,094,930	140,000	—	44,400	6,667.0
12. Romont	706,750	17,459	77,800	1,600	—	200	753.2
13. St. Imier	17,491,500	1,010,776	6,700,000	1,430,000	1,200	32,000	40,776.2
14. Sonceboz-Sombeval	2,525,740	80,184	816,210	95,800	600	6,800	4,224.9
15. Sonvilier	4,871,930	237,607	1,984,050	185,200	—	32,000	8,687.5
16. Tramelan-dessous	2,918,650	223,463[8]	1,370,080	104,300	—	—	4,706.6
17. Tramelan-dessus	6,426,680	1,280,182	3,740,270	453,300	2,200	4,600	14,665.3
18. Vauffelin	1,118,520	—	—	—	—	—	1,118.5
19. Villeret	2,931,400	370,090	877,990	137,800	—	19,200	5,848.4
Total	**63,647,221**	**5,577,662**	**22,928,115**	**3,293,400**	**7,400**	**230,680**	**124,540.1**

[1] Der Ertrag der grundpfändlich versicherten Kapitalien ist im Einkommen III. Kl. verrechnet. [2] Ist steuer zu Fr. 5. [4] Dazu eine Kopfsteuer von Fr. 2 mit Fr. 739 im ganzen. [5] Der Ertrag der grundpfändlich vom Vermögen 0,03 ‰, vom Einkommen I. Kl. 0,4 % und vom Einkommen III. Kl. 0,5 %. [8] Die grundpfändlich Steuern zugunsten des Kirchenbaufonds sind nicht inbegriffen.

Amt Delsberg.							
1. Bassecourt	2,702,550	2,779,304	740,510	50,600	600	3,400	6,337.8
2. Boécourt	1,430,270	1,187,370	242,900	9,100	—	—	2,754.1
3. Bourrignon	1,010,610	—	108,540	800	200	—	1,026.6
4. Courfaivre	1,663,650	—	227,710	18,500	—	—	1,941.1
5. Courroux	3,037,190	2,255	535,950	31,600	700	1,500	3,564.9
6. Courtételle	2,710,210	24,543	1,021,370	48,000	200	1,800	3,503.7
7. Delémont	14,923,850	3,274,107	4,819,680	1,291,000	8,000	114,600	40,587.9
8. Develier	1,723,390	9,000	242,170	4,000	200	1,400	1,831.3
9. Ederswiler	232,850	—	—	900	—	—	246.3
10. Glovelier	1,759,700	71,758	315,330	37,000	—	700	2,403.9
11. Mettemberg	256,440	—	—	700	—	—	266.9
12. Montsevelier	913,010	9,568	175,500	3,000	500	—	977.5
13. Movelier	684,960	—	44,920	—	—	—	684.9
14. Pleigne	465,360	—	—	6,000	—	—	555.3
15. Rebeuvelier	691,550	5,450	153,030	—	—	—	697.0
16. Rebévelier	282,070	—	66,080	700	300	—	298.5
17. Roggenburg	554,330	—	52,480	6,000	—	—	644.3
18. Saulcy	712,170	75,490[8]	188,450	3,000	—	900	855.1
19. Soulce	—	—	—	—	—	—	—
[illegible]hières	1,039,720	7,982	100,910	21,100	300	—	1,370.2
[illegible]velier	1,652,590	630	68,850	31,500	100	200	2,132.7

Steueransatz in den Jahren										Erhobene Gemeindesteuern pro 1903				Gemeinden und Unterabteilungen
1899		1900		1901		1902		1903		Betrag (inkl. Extratellen)				
vom		vom		vom		vom		vom		vom		im ganzen	Per Kopf der Bevölkerung	
Einkomm. I. Kl.		Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkommen			
13		14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
%		‰	%	‰	%	‰	%	‰	%	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
2,0		1,2	2,0	1,2	2,0	1,2	2,0	1,2	2,0	3,497	2,827	**6.324**	**4.46**	1.
3,0		2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	3,589	3,872	**7.461**	**11.15**	2.
5,0		2,4	5,0	2,4	5,0	2,4	5,0	2,4	5,0	5,700	3,300	**9.000**	**11.35**	3.
3,0		2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	7,508	4,676	**12.184**[2]	**9,92**	4.
4,95		3,3	4,95	3,3	4,95	3,3	4,95	3,3	4,95	6,536	3,064	**9.600**	**13.28**	5.
3,0		2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,262	1,134	**3.396**	**8.49**	6.
7,5		5,0	7,5	5,0	7,5	5,0	7,5	4,0	7,5	1,597	112	**1.709**	**11.47**	7.
—		1,5	—	1,5	2,0	1,5	2,0	1,5	2,0	3,794	759	**4.553**[4]	**5.94**	8.
3,0		2,0	3,0	2,0	3,0	2,35	3,5	2,35	3,5	8,702	9,359	**18.061**	**19.39**	9.
2,1		1,4	2,1	1,4	2,1	1,4	2,1	1,4	2,1	1,172	158	**1.330**	**4.55**	10.
4,2		2,8	4,2	2,8	4,2	2,8	4,2	2,8	4,2	9,680	8,988	**18.668**	**10.69**	11.
4,5		3,0	4,5	3,0	4,5	3,5	5,25	3,5	5,25	2,523	101	**2.624**	**14.74**	12.
5,85		3,8	5,85	3,8	5,85	3,8	5,85	3,8	5,85	62,700	89,960	**152.660**	**20.48**	13.
4,5		3,5	4,5	3,5	4,5	3,5	4,5	3,0	4,5	7,676	4,855	**12.531**[6]	**10.82**	14.
5,1		3,4	5,1	3,4	5,1	3,4	5,1	3,4	5,1	17,402	13,453	**30.855**[7]	**13.18**	15.
4,5		3,0	5,0	3,0	5,0	3,0	5,0	3,0	5,0	9,954	5,215	**15.169**	**8.65**	16.
5,1		3,5	5,1	3,5	5,1	3,5	5,1	3,5	5,1	ca.26,600	ca.1,032	**27.632**[9]	**7.26**	17.
—		2,0	—	2,2	—	2,0	—	2,1	—	3,009	—	**3.009**	**11.66**	18.
3,75		2,55	3,75	2,55	3,75	2,55	3,75	2,55	3,75	7,777	5,193	**12.970**[10]	**9.12**	19.
—		—	—	—	—	—	—	—	—	**191.678**	**158.058**	**349.736**	**12.70**	

[1] Für die Jahre 1898, 1899 und 1900 wurde die Einkommensteuer ersetzt durch eine ausserordentliche Kopf- Einkommen III. Kl. gerechnet. [2] Dazu eine Kopfsteuer von Fr. 3. [3] Dazu eine jährliche Kirchensteuer: 10 % vom Einkommen berechnet nach Abzug von je Fr. 100. [4] Dazu Fr. 13,081 Rückstände. [10] Die

2,25		1,5	2,25	1,5	2,25	1,5	2,25	1,5	2,25	4,048	1,282	**5.330**	**5.03**	1.
2,15		1,5	2,15	1,5	2,15	1,5	2,15	2,0[1]	2,9[1]	2,845[1]	342[1]	**3.187**[4]	**5.23**[2]	2.
3,15		2,5	3,15	2,5	3,15	2,5	3,15	2,5	3,15	2,526	34	**2.560**	**7.76**	3.
2,75		1,8	2,75	1,8	2,75	1,8	2,75	1,8	2,75	2,989	508	**3.497**[3]	**5.31**	4.
4,5		4,0	6,0	4,0	6,0	4,0	6,0	4,0	6,0	12,092	2,102	**14,194**	**10.65**	5.
2,75		1,8	2,75	2,2	3,4	2,2	3,4	2,3	3,5	5,984	1,754	**7.738**	**7.46**	6.
2,7		1,8	2,7	1,8	2,7	1,8	2,7	1,8	2,7	26,670	32,438	**59.108**	**11.70**	7.
2,4		3,2	2,4	3,2	2,4	1,65	1,2	1,6	1,2	2,770	88	**2.858**	**4.52**	8.
2,85		1,9	2,85	1,9	2,85	1,9	2,85	2,0	3,0	466	27	**493**	**3.98**	9.
2,1		1,4	2,1	1,4	2,1	1,4	2,1	1,4	2,1	1,960	898	**2.858**	**4.51**	10.
1,2		1,8	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,8[4]	1,8[4]	432[4]	13[4]	**445**[4]	**4.28**	11.
4,2		2,8	4,2	2,8	4,2	3,0	4,5	3,0	4,5	2,139[5]	110	**2.249**[5]	**5.86**	12.
—		1,2	—	1,3	—	1,0	—	1,3	—	890	—	**890**	**3.27**	13.
0,3		0,3	0,3	0,3	0,3	0,6	0,6	0,6	0,6	289	36	**325**	**0.78**	14.
—		1,5	—	1,5	—	1,5	—	1,5	—	1,038	—	**1.038**	**2.65**	15.
—		—	—	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	564	50	**614**	**8.08**	16.
3,15		2,3	2,45	2,3	2,45	2,6	3,9	2,4	3,6	1,357	221	**1.578**	**5.74**	17.
3,9		3,4	5,1	3,4	5,1	3,4	5,1	3,4	5,1	2,352	668[9]	**3.020**	**11.80**	18.
—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	19.
3,0		3,1	4,65	3,0	4,5	2,9	4,35	2,9	4,35	2,504[7]	869	**3.373**[7]	**6.65**	20.
2,25		1,5	2,25	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	3,305	949	**4.254**	**8.56**	21.

Gemeinden und Unterabteilungen	Vermögen: Rohes Grundsteuerkapital	Vermögen: Grundpfändlich versicherte Kapitalien	Grundpfandschulden im ganzen	Einkommen: I. Kl. Arbeit resp. Berufs- und Erwerbstätigkeit	Einkommen: II. Kl. Leibrenten und Pensionen	Einkommen: III. Kl. Verzinsliche Kapitalien	Ge
1	2	3	4	5	6	7	
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
Vermes . . .	1,300,140	—	173,510	5,600	—	200	
Vicques . . .	1,634,390	13,000	146,620	—	—	—	
Total	**41,381,000**	**7,460,457**	**9,424,510**	**1,569,100**	**11,100**	**124,700**	
Amt Erlach.							
Brüttelen . . .	1,445,060	47,775	459,990	9,300	—	—	
Erlach	2,266,940	187,720	823,310	103,500	1,000	6,100	
Finsterhennen .	—	—	—	—	—	—	
Gäserz	—	—	—	—	—	—	
Gals	2,186,720	76,416	34,100	19,400	—	1,200	
Gampelen . . .	1,700,350	223,567	360,790	8,100	600	7,300	
Ins	5,225,980	243,510	1,479,200	89,800	—	15,700	
Lüscherz . . .	971,850	28,375	257,674	3,200	—	—	
Muntschemier .	1,532,120	—	—	—	—	—	
Mullen	—	—	—	—	—	—	
Siselen	1,398,220	301,967	631,581	10,300	200	300	
Treiten	—	—	—	—	—	—	
Tschugg . . .	1,295,820	17,218	418,200	6,900	500	—	
Vinelz	1,505,550	74,765	425,014	7,500	—	400	
Total	**19,528,610**	**1,201,313**	**4,889,859**	**258,000**	**2,300**	**31,000**	
Amt Fraubrunnen.							
Bätterkinden . .	4,653,450	357,037	1,360,980	54,700	400	4,500	
Ballmoos . . .	496,440	126,559	198,790	1,200	—	4,500	
Bangerten . . .	783,640	90,951	-	2,700	—	7,200	
Buren zum Hof .	1,434,580	105,922	422,662	6,900	300	1,600	
Deisswil . . .	792,530	59,791	127,790	100	—	500	
Diemerswil . .	1,115,490	212,679	681,878	2,400	7,800	2,500	
Etzelkofen . . .	1,008,510	141,580	397,300	6,200	—	600	
Fraubrunnen . .	2,570,720	95,755	688,170	35,200	—	1,300	
Grafenried . . .	1,899,520	206,636	572,310	11,900	—	2,700	
Jegenstorf . . .	3,535,790	596,748	1,386,772	43,900	—	27,200	
Iffwil	1,912,250	505,317	435,250	7,600	—	13,000	
Limpach . . .	1,916,180[5]	127,143[5]	741,710	8,900	100	2,400	
Mattstetten . .	1,365,790	186,986	335,710	3,500	—	2,000	
Messen-Scheunen[11] .	315,470	3,424	122,780	600	300	100	
1. Bern. Messen, Kirchgemeinde[7] . .	—	—	—	—	—	—	
Moosseedorf . .	2,083,400	150,800	652,670	28,800	—	309	

[1] Inbegriffen die Steuer zugunsten des Kirchenbaufonds: vom Vermögen 0,5 ‰ = Fr. 715, w
lein werden alljährlich folgende Haushaltungssteuern erhoben: *a)* für den Nachtwächter Fr. 2 = Ft
otal Fr. 973. [4] Inbegriffen Kirchenfondssteuer mit Fr. 121. [5] Dazu eine Haushaltungssteuer à Fr. 2 = I
Fr. 487 und eine Mausertelle zu 0,4 ‰ mit Fr. 180.

[7] Dazu eine Gemeindewerktelle von 1 ‰ vom rohen Grundsteuerkapital. [8] Ist eine Fuhrtelle.
Fr. 338 und eine Telle für Maikäfersammlung zu 80 Rp. per ha. = Fr. 341. Von ersterer Beitra

Steueransatz in den Jahren										Erhobene Gemeindesteuern pro 1903				Gemeinden und Unterabteilungen
1899		1900		1901		1902		1903		Betrag (inkl. Extratellen)				
vom		vom		vom		vom		vom		vom		im ganzen	Per Kopf der Bevölkerung	
Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkommen			
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
‰	%	‰	%	‰	%	‰	%	‰	%	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
3.8	5.7	3.8	5,7	3.8	5.7	3,5	5,25	3.3	4.95	4.290	294	**4.584**	**10.14**	22.
1,0	1,5	1,0	1,5	1,0	1.5	1,0	1,5	1,0	—	1,138	—	**1.138**	**2.33**	23.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	**82.648**	**42.683**	**125.331**	**7.84**	

zsammen Fr. 862. [2] Dazu kommt eine allgemeine Haushaltungssteuer von Fr. 4 resp. Fr. 2 mit Fr. 539. [3] Ausser-
) Fr. 3 von den nicht burgerl. Einwohnern (habitants) = Fr. 159 und Fr. 4.50 von den Burgern = Fr. 490,
undpfändlich versicherten Kapitalien figuriert beim Einkommen III. Kl. [7] Dazu eine Wegtelle zu 0,6 ‰ mit

1,5	1,5	2,0	2,0	2,0	2.0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,942	186	**3.128**[1]	**6.58**	1.
1,5	2,25	1,5	2,25	1,5	2,25	1.5	2,25	1.5	2.25	3,682	2,587	**6.269**	**7.37**	2.
3,0	—	3,0	—	3,0	—	3.0	—	3,0	—	3,000	—	**3.000**[2]	**8.64**	3.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4.
1,5	2,25	1,5	2,25	1,5	2,25	2,0	2,25	2,0	2,25	4,526	473	**4.999**	**7.85**	5.
1,0	1,5	1,0	1,5	—	—	1,0	1,5	1.0	1.5	1,924	316	**2,240**	**4.25**	6.
1,5	2,25	1,5	2,25	1,5	2,25	1,5	2,25	1,5	2.25	8,204	2.502	**10.706**	**6.96**	7.
1,0	1,5	1,0	1,5	1,0	1,5	1.0	1,5	1,5	1.5	1,291	42	**1.333**[3]	**3.65**	8.
1,0	—	1,0	—	1,0	—	1,0	—	1,0	—	1,532	—	**1,532**[4]	**3,13**	9.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10.
1,0	1.5	1,0	1,5	1,0	1,5	1.0	1.5	1,0	1.5	1,700	166	**1.866**	**3.10**	11.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12.
1,5	2,25	1,5	2,25	1,5	2,25	1,5	2,25	1,5	2,25	1,970	170	**2,140**	**5.38**	13.
1,5	2,25	1,5	2,25	1,5	2,25	1,5	2,25	1,5	2,25	2,212	185	**2.397**[5]	**5.19**	14.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	**32.983**	**6.627**	**39,610**	**5.61**	

wird. [3] Dazu eine Fuhrtelle von 2 ‰ vom Grundeigentum. [4] Ausserdem eine Mausertelle zu Fr. 1 per ha.
Reben, von der zweiten das unkultivierte Moos. [5] Ausserdem eine Gemeindewerktelle zu 2 ‰ vom Vermögen.

2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2.5	3,75	2,5	3.75	12,333	3.611	**15,944**[1]	**11.38**	1.
1,5	2,25	1,0	1,5	1,0	1,5	1,0	1,5	1,0	1,5	623	120	**743**	**5.26**	2.
1.5	2,25	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3.0	1,749	436	**2.185**	**9.58**	3.
1.8	2,7	1,8	2,7	1,8	2,7	1,5	2,25	1.5	2,25	2,310	218	**2.528**[2]	**7.92**	4.
1,8	—	1,9	—	1,9	—	2,0	—	1,9	0,19	1,619	27	**1.646**	**12.76**	5.
1,25	1,87	1,0	1,5	1,0	1,5	1,25	1.87	1.5	2,5	2,013	492	**2.505**[3]	**10.02**	6.
3,5	5,25	3.5	5,25	3,5	5,25	3.5	5,25	3,5	5.25	3,975	481	**4.456**	**16.20**	7.
2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3.0	2.0	3.0	5,333	1,121	**6.454**	**14.15**	8.
2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2.5	3,75	2,5	3,75	5,265	615	**5.880**	**10.58**	9.
1,75	2,65	1,75	2,65	1,75	2,65	1.75	2.65	2,0	3.0	10,331	3.347	**13.678**	**13.73**	10.
2.35	3,55	2,25	3,4	2,25	3,4	2,35	3,55	2,35	3,55	5,673	1,088	**6.761**[4]	**19.94**	11.
1,25	1,87	1,5	2,25	1,25	1,87	1,37	2,06	1,5	2,25	2,874	293	**3.167**[5]	**7.78**	12.
2,0	3,0	2.0	3,0	2,0	3.0	2.0	3,0	2,0	3,0	3.151	222	**3.373**	**13.18**	13.
2,7	4,05	2,7	4,05	2.5	3,75	3,0	4.5	3.0	4,5	1,343	73	**1.416**	**26.22**	14.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	*I.*
2,7	3,3	2.8	4,2	2,6	3,9	2,7	4,05	2.3	3,45	5,196	1,011	**6.207**[6]	**10.83**	15.

Gemeinden und Unterabteilungen	Vermögen: Rohes Grundsteuerkapital	Vermögen: Grundpfändlich versicherte Kapitalien	Grundpfandschulden im ganzen	Einkommen: I. Kl. Arbeit resp. Berufs- und Erwerbstätigkeit	Einkommen: II. Kl. Leibrenten und Pensionen	Einkommen: III. Kl. Vermögliche Kapitalien	G
1	2	3	4	5	6	7	
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
Mülchi	1,606,520	167,850	391,880	5,000	500	800	
Münchenbuchsee	4,950,280	1,025,722	1,600,970	145.500	3,500	11,200	
I. M'buchsee. Einwohner-Kirchgemeinde [10]	—	—	—	—	—	—	
Münchringen	1,060,440	279,320	258,930	2,200	—	4,000	
Oberscheunen	234,390	—	57,060	200	—	—	
1. Scheunen, Schulgemeinde	— [11]	— [11]	— [11]	— [11]	— [11]	— [11]	
Ruppoldsried	928,170	43,152	255,330	2,900	—	300	
Schalunen	521,330	15,152	205,620	2,500	—	—	
Urtenen	2,928,250	777,145	1,112,620	25,100	1,200	9,100	
Utzenstorf	8,564,300	946,730	2,797,020	102,100	400	36,100	
Wiggiswil	662,280	109,175	117,320	3,100	—	—	
Wiler	1,834,680	313,860	423,533	6,400	—	2,800	
Zauggenried	1,570,510	287,735	416,660	7,100	—	3,400	
Zielebach	718,050	86,550	252,040	2,200	—	500	
Zuzwil [12]	1,329,680	103,852	335,740	4,900	—	2,400	
Total	**52.792.630**	**7.183.571**	**16.348.895**	**523.800**	**14.500**	**141.000**	

[1] Ausserdem eine sog. Grientelle, die vom kultivierten Land, welches nicht im Entsumpfungsgebiet durch Arbeit geleistet wird. [3] Dazu eine Gemeindewerktelle zu 0,5 ‰ mit Fr. 57. [4] Hierzu [illegible] Gewerkapital der Einwohnergemeinde und des Armen- und Schulgutes Fr. 15,860, dito grundpfändliche Mülchi, Etzelkofen, Scheunen, Bangerten und Ruppoldsried angegebenen Steuern inbegriffen. [9] Dazu von 0,4, eine Armentelle von 0,3 und eine Kirchentelle von 0,1 ‰, und zwar in allen 5 Einwohnergemeinde zu 0,5 ‰ mit Fr. 409, die Schultelle zu 0,8 ‰ mit Fr. 654, die Armentelle zu 0,7 ‰ mit Fr. 5 kapital.

Amt Freibergen.						
Bemont	1,581,570	485,420	496,370	10,600	—	1,600
Les Bois	3,552,200	250,444	1,262,800	57,600	2,300	17,300
Les Breuleux	1,519,000	—	—	52,000	—	1,700
La Chaux	435,550	—	149,885	4,500	—	500
Les Enfers [1]	667,420		263,190	2,000	—	—
Epauvillers	766,210	50,638	205,070	2,700	—	800
Epiquerez	877,860	—	297,510	3,800	—	400
Goumois	622,280	472,450	149,830	7,800	—	600
1. Bellefond, section de	*209,220*	*153,950*	*55,270*	*400*	—	—
2. Vaudemiere	*235,200*	*164,640*	*68,750*	*1,400*	—	—
Montfaucon	1,950,890	13,962	896,690	17,800	400	2,000
Montfavergier	350,500	—	106,840	—	—	—
Muriaux	2,105,050	1,625	428,160	16,600	—	1,700
Noirmont	3,212,490	119,460	1,303,810	89,600	400	4,600
Peuchapatte	186,000	—	128,580	1,100 [6]	—	—
Pommerats	971,580	21,800	179,430	8,600	—	1,000
Saignelegier	3,053,750	253,000	1,252,840	234,100	700	10,000
St. Brais	1,520,390	43,550	211,940	33,400	—	4,100
I. I. Sektion	—	—	—	—	—	—

Steueransatz in den Jahren									Erhobene Gemeindesteuern pro 1903				Gemeinden und Unterabteilungen
	1900		1901		1902		1903		Betrag (inkl. Extratellen)				
	vom		vom		vom		vom		vom		im ganzen	Per Kopf der Bevölkerung	
I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkommen			
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
‰	‰	%	‰	%	‰	%	‰	%	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
2,4	1,5	2,25	1,5	2,25	2,1	3,15	2,5	3,75	3,456	262	**3,718**	**13.18**	16.
—	3,3	—	3,2	—	3,3	—	2,1	—	18,721	—	**18,721**[9]	**8.97**	17.
—	*1.2*	—	*1.1*	—	*1.2*	—	*0.8*	—	*11,999*	—	*11,999*[10]	—	*1.*
3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,5	3,75	2,5	3,75	3,349	332	**3,681**	**18.59**	18.
—	1,0	—	2,0	—	1,5	—	1,5	—	629	8	**637**	**15.17**	19.
—	*1,2*	—	*1,2*	—	*1,2*	—	*1,2*	*1,8*	*661*	*25*	*686*	—	*1.*
2,65	1,75	2,65	1,75	2,65	1,4	2,1	1,3	1,95	1,243	68	**1,311**	**60.41**	20.
3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	1,350	93	**1,443**	**11.93**	21.
3,75	2,5	3,75	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	7,411	1,256	**8,667**	**9.43**	22.
3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	16,900	4,850	**21,750**	**11.80**	23.
—	2,5	—	2,5	—	2,5	—	2,1[17]	—	1,718	—	**1,718**[13]	**12.36**	24.
1,8	1,2	1,8	1,2	1,8	1,2	1,8	1,5	2,25	3,147	249	**3,396**	**8.45**	25.
3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	1,75	2,62	2,0	3,0	3,717	383	**4,100**	**11.55**	26.
0,75	1,0	1,5	1,0	1,5	0,5	0,75	1,0	1,5	805	49	**854**	**3.93**	27.
3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	3,541[19]	333	**3.874**[19]	**13.18**	28.
									129.775	**21.038**	**150.813**	**11.23**	
									142.435	**21.063**	**163.498**	**12.17**	

[9] Hektare = Fr. 301. [9] Zudem eine Gemeindewerkstelle zu 0,5 ‰ vom Vermögen = Fr. 722, was umgewandelt angefähr 0.5 ‰, entsprechend auch vom Einkommen. [5] Staatssteuerpflichtiges Grund- Gemeindewerkstelle von 1 ‰. [7] Die Steuern für Bernisch-Messen sind in den von den Gemeinden eine Gemeindewerkstelle von 0,1 ‰ = Fr. 891. [10] Die Kirchgemeinde bezieht eine Seckelmeisterstelle Scheunen und Messen-Scheunen bilden zusammen die Schulgemeinde Scheunen. [12] Darunter die Gemeinde- [13] Der Grundsteuerbezug unterscheidet 2 ‰ vom rohen und 0,5 ‰ Armensteile vom reinen Grundsteuer-

3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,5[1]	3,7[1]	3,045[1]	417[1]	**3,462**[1]	**5.43**	1.
6,0	4,0	6,0	4,0	6,0	4,0	6,0	4,0	6,0	14,125	6,714	**20,839**	**14.31**	2.
3,5	2,35	3,5	2,35	3,5	2,0	3,0	2,0	3,0	2,774[2]	1,603[2]	**4,377**[7]	**3.03**	3.
4,2	2,8	4,2	2,8	4,2	2,0	3,3	2,6[3]	4,2[3]	882[3]	224[3]	**1,106**[3]	**5.32**	4.
0,3	0,5 1,0	0,3	0,5 1,0	0,3	0,5 1,0	0,3	0,5 1,0	0,3	322	6	**328**	**1.69**	5.
0,2	0,15	0,2	0,15	0,2	0,15	0,2	0,2	0,2	120	6	**126**	**0.50**	6.
3,2	1,7	3,2	2,5	3,75	2,0	3,0	2,0	3,0	1,755	134	**1,889**	**10.15**	7.
1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	819	60	**879**	**3.85**	8.
1,0	*1,0*	*1,0*	*1,0*	*1,0*	*1,0*	*1,0*	*1,0*	*1,0*	*252*	*7*	*259*	—	*1.*
1,0	*1,0*	*1,0*	*1,0*	*1,0*	*1,0*	*1,0*	*1,0*	*1,0*	*303*	*24*	*327*	—	*2.*
2,4	1,4	2,4	1,8	2,8	1,8	2,8	1,8	2,8	3,511	609	**4,120**	**6.76**	9.
—	0,5	—	0,5	—	0,5	—	0,5	—	175	—	**175**	**1.39**	10.
1,95	1,5	1,95	1,5	1,95	1,5	1,95	1,5[5]	1,95[5]	1,213[5]	225[5]	**1,438**[5]	**1.58**	11.
5,85	3,7	5,55	3,7	5,55	3,7	5,55	3,7	5,55	11,899	5,021	**16.920**	**10.06**	12.
—	1,9	—	1,9	—	1,9	—	1,9[6]	1,35[6]	354[6]	15[6]	**369**[6]	**4.40**	13.
3,4	2,2	3,4	2,2	3,4	2,2	3,4	2,2	3,4	2,498	336	**2.834**	**8.21**	14.
2,55	1,7	2,55	1,7	2,55	1,7	2,55	2,2	3,25	5,410	7,171	**12.581**	**8.92**	15.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	*1.*

Gemeinden und Unterabteilungen	Vermögen		Grund-pfand-schulden im ganzen	Einkommen			Gesamt-
	Rohes Grundsteuer-kapital	Grundpfändlich versicherte Kapitalien		I. Kl. Arbeit resp. Berufs- und Erwerbs-tätigkeit	II. Kl. Leibrenten und Pensionen	III. Kl. Verzinsliche Kapitalien	Sum
1	2	3	4	5	6	7	8
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
2. II. Sektion . .	*482,770*	—	*67,890*	—	—	—	—
7. Sonbey	1,109,330	262,215	202,215	7,500	300	—	1,49
Total	**24,482,070**	**1,974,564**	**7,535,160**	**549,700**	**4,100**	**46,300**	**35,94**

[1] Inbegriffen die Kirchensteuer zu 0,5 ‰ vom Vermögen mit Fr. 585 und zu 0,7 % vom Einkommen; [2] inbegriffen die Kirchensteuer zu 0,6 ‰ vom Vermögen mit Fr. 190 und zu 0,9 % vom Einkommen mit Fr. 68. [3] Kirchensteuer zu 0,9 ‰ vom Vermögen und 1,35 % vom Einkommen I. Kl.

Amt Frutigen.							
1. Adelboden . . .	4,664,190	476,260	3,052,810	59,400	300	3,000	6,1
1. Boden, Schulbäuert	*917,430*	—	—	—	—	—	-
2. Ausserschwand Schulbäuert	*409,840*	—	—	—	—	—	-
3. Innerschwand. Schulbäuert	*2,038,500*	-	—	—	- -	—	
4. Hirzboden,	*530,410*	- -	*450*	—	—	- -	
5. Stiegelschwand	*703,690*	-	—	—	—	—	
2. Aeschi	4,628,260	968,490	2,500,170	56,500	- -	900	6,4
3. Frutigen[1] . . .	8,001,770	2,094,623	4,521,070	156,700	7,500	12,000	12,8
1. Achseten, Schulgem.	*856,500*	- -	—	-	—	—	
2. Kandersteg, »	*541,485*	—	—	*19,300*	*200*	*300*	
3. Hasli, »	*599,000*	*70,000*	—	*4,500*	—	- -	
4. Blatt-Gempelen, Käsern u. Schulgem.	*768,060*	*53,743*	—	*1,400*	—	—	
5. Oberfeld-Praseln, Schulgemeinde	*765,690*	*56,524*	- -	*2,100*	—	—	
6. Winklen, »	*275,000*	—	—	*1,000*	—	—	
4. Kandergrund . .	3,080,330	434,530	1,578,240	49,800	—	1,200	4,1
1. Mitholz, Schulgem.	*445,000*	*24,600*	*149,000*	*1,700*	- -	—	
2. Kandersteg, »	*1,550,000*	*224,773*	*680,600*	*26,700*	—	*1,000*	
3. Reckenthal,	*1,065,800*	*136,700*	*748,600*	*5,400*	- -	*200*	
5. Kiental	1,489,700	59,500	672,900	6,100	—	200	1,1
6. Reichenbach . .	6,431,910	370,189	2,582,740	36,600	- -	100	7,1
1. Einwohnerbäuert[2]	*6,910*	—	*1,689*	—	—	—	
2. Kienthal, Schulgem.	*1,513,440*	*1,655*	-	*4,400*	—	—	
3. Kien-Aris,	*498,630*	*15,350*		*5,200*	—	—	
4. Scharnachthal, Ortsbäuert[3]			—	—	-	- -	
5. Fattschen, Einwohnerbäuert	*820,090*	*28,380*	-	*1,200*	—	*100*	
6. Reutlen, Schulbäuert	*521,830*	*76,330*	-	*2,600*	-	*200*	
7. Schwandi,	*586,560*	*46,596*	- -	*900*	- -	*300*	
Total	**28,296,160**	**4,403,592**	**14,907,930**	**365,100**	**7,800**	**17,400**	**38,1**

[1] Die Schulhelfe ist hier nicht inbegriffen, indem dieselbe nicht gemeinde-, sondern häuserweise be anderes Einkommen. [3] Es werden bloss, wenn nötig, Tellen bezogen für den Unterhalt der Schulhäuser und für

Steueransatz in den Jahren									Erhobene Gemeindesteuern pro 1903				Gemeinden und Unterabteilungen
0	1900		1901		1902		1903		Betrag (inkl. Extratellen)				
	vom		vom		vom		vom		vom		im ganzen	Per Kopf der Bevölkerung	
Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkommen			
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
%	‰	%	‰	%	‰	%	‰	%	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
—	*2,25*	—	*2,25*	—	*2,25*	—	*2,25*	—	*1,062*	—	*1,062*	—	*2.*
4,5	3,0	4,5	2,6	3,9	3,0	4,5	3,3	4,9	3,671	387	4,058	11.53	17.
									52,573	**22,928**	**75,501**	**7,18**	
									54,190	**22,959**	**77,149**	**7.34**	

Kl. mit Fr. 55. [3] Inbegriffen erhobene Rückstände vom Jahre 1902 im Betrag von Fr. 362. [4] Inbegriffen die Kirchensteuer zu 0,5 ‰ vom Vermögen und 0,7 % vom Einkommen I. Kl. [6] Inbegriffen die Kirchen-

6,6	3,7	6,6	3,7	6,6	3,7	6,6	3,7	6,6	18,888	3,978	**22,866**	**14,41**	1.
—	*1,0*	—	*1,0*	—	*1,0*	—	*1,0*	—	*917*	—	*917*	—	*1.*
—	—	—	*0,5*	—	—	—	*1,0*	—	*410*	—	*410*	—	*2.*
—	*0,5*	—	*0,5*	—	*0,5*	—	*0,5*	—	*1,019*	—	*1,019*	—	*3.*
—	—	—	—	—	—	—	*1,0*	—	*530*	—	*530*	—	*4.*
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	*5.*
3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	13,991	2,175	**16,166**	**11,47**	2.
3,3	2,4	3,6	2,2	3,3	2,2	3,3	2,0	3,0	20,192[1]	5,601[1]	**25,793**[1]	**6,45**[1]	3.
—	*1,0*	—	*1,0*	—	*1,0*	—	*1,0*	—	*856*	—	*856*	—	*1.*
2,25	*1,5*	*2,25*	*1,5*	*2,25*	*1,5*	*2,25*	*1,5*	*2,25*	*812*	*434*	*1,246*	—	*2.*
3,6	*1,7*	*2,55*	*1,5*	*2,25*	*1,3*	*1,95*	*1,4*	*2,1*	*929*	*94*	*1,023*	—	*3.*
2,25	*1,5*	*2,25*	*1,5*	*2,25*	*1,5*	*2,25*	*1,5*	*2,25*	*1,173*	*31*	*1,204*	—	*4.*
2,25	*1,5*	*2,25*	*1,5*	*2,25*	*2,0*	*3,0*	*2,0*	*3,0*	*1,644*	*63*	*1,707*	—	*5.*
3,0	*1,6*	*2,4*	*1,6*	*2,4*	*1,6*	*2,4*	*1,6*	*2,4*	*440*	*24*	*464*	—	*6.*
?	?	?	?	?	?	?	2,7	4,05	5,271[1]	1,174[1]	**6,445**[1]	**5,87**[1]	4.
2,1	*1,5*	*2,25*	*1,5*	*2,25*	*1,3*	*1,95*	*1,2*	*1,8*	*563*	*31*	*594*	—	*1.*
1,5	*1,0*	*1,5*	*1,0*	*1,5*	*1,0*	*1,5*	*1,0*	*1,5*	*1,550*	*425*	*1,975*	—	*2.*
1,5	*1,1*	*1,65*	*1,1*	*1,65*	*1,3*	*1,95*	*1,2*	*1,8*	*1,442*	*97*	*1,539*	—	*3.*
4,0	3,5	3,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	6,989	283	**7,272**	**12,28**	5.
3,65	3,65	3,65	3,65	3,65	3,65	3,65	3,65	3,65	ca. 23,671	ca. 1,343	**25.014**	**9,98**	6.
0,75	*0,75*	*0,75*	*0,75*	*0,75*	*0,75*	*0,75*	*0,75*	*0,75*	*920*	*144*	*1,064*	—	*1.*
0,25	—	—	—	—	—	—	*0,5*	*0,5*	*757*	*22*	*779*	—	*2.*
?	*0,8*	?	*1,0*	?	*1,0*	?	*1,0*	?	*501*	*48*	*549*	—	*3.*
—	*0,5*	—	*0,5*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	*4.*
—	*3,65*	*4,0*	*3,65*	*4,0*	*3,65*	*4,0*	*5,0*	*5,0*	ca. 4,242	ca. 64	ca. *4,306*	—	*5.*
0,75	*0,75*	*0,75*	*0,75*	*0,75*	*0,75*	*0,75*	*0,75*	*0,75*	*525*	*16*	*541*	—	*6.*
1,0	*1,5*	*1,0*	*1,5*	*1,0*	*1,5*	*1,0*	*1,5*	*1,0*	*697*[4]	*18*	*715*[4]	—	*7.*
									89,002	**14,554**	**103,556**	**9,27**	
									107,929	**16,065**	**123,994**	**11,10**	

wohnenden Gutsbesitzern wird jeweilen ½ ‰ mehr bezogen. Die Bänort hat ausser der Schultelle kein Inbegriffen eine Begräbnisstelle von 0,5 ‰ vom Vermögen mit Fr. 90.

Gemeinden und Unterabteilungen	Vermögen		Grundpfandschulden im ganzen	Einkommen		
	Rohes Grundsteuerkapital	Grundpfändlich versicherte Kapitalien		I. Kl. Arbeit resp. Berufs- und Erwerbstätigkeit	II. Kl. Leibrenten und Pensionen	III. Kl. Verzinsliche Kapitalien
1	2	3	4	5	6	7
Amt Interlaken.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
1. Beatenberg	4,549,960	371,790	2,075,390	86,200	—	14,200
2. Bönigen	2,818,730	111,457	1,054,200	36,700	200	6,200
3. Brienz	6,959,330	101,070	2,474,530	161,400	1,400	9,700
4. Brienzwiler	1,057,910	23,751	166,360	7,700	—	800
5. Därligen	1,154,420	28,788	512,885	4,600	—	1,300
6. Ebligen	179,600	26,657	51,380	1,200	—	—
7. Grindelwald	9,848,090	446,450	4,782,940	150,900	900	1,700
8. Gsteigwiler	1,315,720	42,700	246,360	12,000	—	600
9. Gündlischwand	1,292,310	16,779	219,600	22,100	—	—
10. Habkern	2,269,200	26,300	—	3,200	—	—
11. Hofstetten	747,910	18,500	179,900	2,800	—	—
12. Interlaken	26,641,730	3,709,940	10,728,620	1,840,700	7,700	95,000
13. Iselwald	1,412,860	60,564	411,860	4,600	—	2,300
14. Isenfluh	573,800	185,950	185,948	—	—	—
15. Lauterbrunnen	10,389,380	187,950	4,065,520	204,300	—	1,300
16. Leissigen	1,593,120	56,287	407,750	28,400	—	6,000
17. Lutschenthal	840,140	47,455	432,570	2,100	100	200
18. Matten	5,270,780	792,855	2,504,985	106,800	—	14,000
19. Niederried	459,660	28,074	135,060	1,400	—	800
20. Oberried	1,000,790	86,371	328,220	12,800	600	1,100
21. Ringgenberg	1,944,500	247,670	557,440	18,900	2,100	4,100
22. Saxeten	790,320	3,475	332,850	800	—	—
23. Schwanden	373,740	3,640	102,760	2,700	—	—
24. Unterseen	7,311,470	350,176	3,447,650	169,700	300	11,500
25. Wilderswil	3,715,520	99,107	1,114,860	49,500	1,000	3,600
Total	**94,510,990**	**7,073,756**	**36,519,638**	**2,931,500**	**14,300**	**174,400**

[1] Inbegriffen eine Strassentelle zu 0,5 ‰ mit Fr. 1409 und eine Haushaltungssteuer zu Fr. 1 a
einer Gebäudesteuer von 1,4 ‰ der Brandversicherungsschatzung mit zusammen Fr. 3575. [2] Inbegriff
sind die Haushaltungstagwerke, zu je Fr. 12 berechnet, mit Fr. 305. Inbegriffen die Gemeidewerkstell
steuer, von beschädigten Wegen und Strassen. [7] Nicht inbegriffen sind die Extrasteuern zugunsten
Fr. 441. [8] Nicht inbegriffen die Schwellentelle von einem schwellentellpflichtigen Kapital von

Amt Konolfingen.						
1. Aeschlen	933,500	114,216	590,160	3,300	—	—
2. Arni	3,036,590	907,627	2,109,550	18,400	700	5,200
3. Ausserbirrmoos	889,460	104,689	627,030	4,100	—	—
4. Biglen	2,581,360	733,610	1,457,250	56,200	-	8,500
5. Bleiken	788,080	138,235	606,440	2,700	—	—
6. Bowil	3,496,600	719,077	2,205,700	22,000	100	7,400
7. Brenzikofen	847,700	347,570	474,300	7,800	—	3,200
8. Freimettigen	910,590	83,560	439,080	4,100	—	400
9. Gisenstein	4,295,830	924,130	2,706,060	43,000	6,600	8,000
1. Schulgemeinde	*2,953,260*	*283,626*	*1,770,700*	*15,800*	—	*2,800*
2. Konolfingen.	*2,253,000*	*315,450*	*905,170*	*25,800*	*6,600*	*5,800*
10. Grosshöchstetten	2,695,360	2,070,127	1,444,060	97,500	300	57,700
11. Häutligen	867,060	153,521	569,960	3,100	—	2,800
12. Herbligen	1,096,390	287,650	489,490	5,700	—	4,500
13. Innerbirrmoos	935,330	116,219	612,580	7,500	—	100

Steuransatz in den Jahren									Erhobene Gemeindesteuern pro 1903				Gemeinden und Unterabteilungen
	1900		1901		1902		1903		Betrag (inkl. Extratellen)				
	vom		vom		vom		vom		vom		im ganzen	Per Kopf der Bevölkerung	
I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkommen			
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
%	‰	%	‰	%	‰	%	‰	%	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,2	4,8	3,2	4,8	15,629	6,409	**22.038**	**20.37**	1.
4,75	4,5	6,75	4,0	6,0	4,0	6,0	4,0	6,0	13,465[1]	2,838	**16.303**[1]	**10.76**	2.
4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,5	5,25	30,045[2]	9,420	**39.465**[2]	**15.30**	3.
1,25	4,0	1,25	4,0	1,25	4,0	1,25	4,0	1,25	5,500[3]	113	**5.613**[3]	**8.48**	4.
2,0	2,0	2,0	4,0	5,0	3,0	3,0	3,5	5,25	4,141	355	**4.496**	**12.00**	5.
6,0	4,0	6,0	4,0	6,0	3,0	4,5	3,0	4,5	706	54	**670**[4]	**11.34**	6.
5,0	4,0	5,0	4,5	5,0	4,0	5,0	4,5	5,0	46,325[5]	10,840	**57.165**[5]	**17.08**	7.
4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	5,433	504	**5.937**	**13.16**	8.
4,0	3,5	4,0	3,5	4,0	3,2	3,7	3,2	3,7	4,189	817	**5.006**	**15.60**	9.
4,5	3,0	4,5	3,5	5,0	4,0	5,0	4,0	5,0	9,168[6]	160	**9.328**[6]	**11.94**	10.
3,3	3,3	3,3	3,5	3,3	3,5	3,3	3,5	3,3	4,196[7]	92	**4.288**[7]	**10.07**	11.
3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	75,879	75,348	**151.227**	**51.05**	12.
3,75	3,0	3,75	3,0	3,75	3,5	3,75	3,8	3,75	5,582[8]	317	**5.899**[8]	**10.08**	13.
—	3,0	—	3,0	—	3,0	—	4,0	—	2,295	—	**2.295**	**15.83**	14.
4,0	2,8	4,0	2,8	4,0	2,8	4,0	2,8	4,0	29,616	8,227	**37.843**	**14.83**	15.
3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	4,966	1,152	**6.118**	**12.72**	16.
3,75	4,0	3,75	3,0	3,75	2,0	3,75	2,0	3,75	1,774	95	**1.869**	**4.37**	17.
5,0	3,5	5,0	3,5	5,0	3,5	5,0	3,5	5,0	18,448[9]	8,815	**27.263**[9]	**17.02**	18.
5,1	3,7	5,5	3,7	5,5	4,0	6,0	4,0	6,0	1,951	164	**2.115**	**11.68**	19.
6,0	4,0	6,0	4,0	6,0	4,0	6,0	4,0	6,0	4,348	917	**5.265**	**11.15**	20.
7,5	5,0	7,5	5,0	7,5	5,0	7,5	5,0	7,5	10,960	2,140	**13.100**	**9.92**	21.
3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,5	3,75	3,0	4,0	2,310	32	**2.342**	**13.78**	22.
5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	1,880	135	**2.015**	**6.18**	23.
5,75	2,5	3,75	3,5	5,25	3,5	5,25	3,5	5,25	26,746	9,936	**36.682**	**14.07**	24.
4,5	3,5	5,25	3,5	5,25	3,5	5,25	3,5	5,25	13,351	2,984	**16,335**	**10.51**	25.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	**338.903**	**141.864**	**480.767**	**17.81**	

‰ mit Fr. 2432 und eine Wassertelle bestehend teils in einer Familiensteuer von Fr. 2 und teils telle zu 1,25 ‰ mit zusammen Fr. 1300. [4] Nicht inbegriffen eine Tagwerktelle zu 0,5 ‰ mit Fr. 89 n Arbeit geleistet wird. [5] Inbegriffen eine Strassentelle zu 0,5 ‰ mit Fr. 1134, verwendet zu Repara- tionsbachkorporation mit Fr. 324, zusammen Fr. 521. [6] Inbegriffen die Strassentelle zu 0,3 ‰ =

4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,973	148	**4.121**	**11.81**	1.
4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	11,833	1,260	**13.093**	**11.65**	2.
4,5	3,0	3,75	4,0	3,75	4,0	3,75	4,0	3,75	3,976	154	**4.130**	**8.07**	3.
4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	9,944	3,400	**13.344**	**13.81**	4.
3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	5,466[1]	101	**5.567**[1]	**16.47**	5.
4,2	2,9	4,35	2,7	4,0	3,0	4,5	3,0	4,5	12,646[2]	1,551	**14.197**[2]	**8.53**	6.
3,0	2,5	3,0	2,5	3,0	2,5	3,0	2,5	3,0	2,987	394	**3.381**	**8.62**	7.
3,0	3,5	3,5	3,5	3,5	3,0	3,0	3,0	3,0	2,981	159	**3.140**	**15.12**	8.
3,45	1,9	2,85	1,7	2,55	1,5	2,25	1,55	2,32	8,091	1,509	**9.600**	**6.06**	9.
3,15	*2,1*	*3,15*	*2,1*	*3,15*	*2,4*	*3,6*	*3,1*	*4,65*	*10.035*[3]	*984*	*11.019*[3]	—	*1.*
2,4	*1,4*	*2,1*	*1,7*	*2,55*	*2,0*	*3,0*	*2,4*	*3,6*	*5,422*	*1,299*	*6.721*	—	*2.*
3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	9,531	4,819	**14.350**	**17.96**	10.
2,9	3,4	3,4	3,0	3,0	2,9	2,9	2,9	2,9	2,959	171	**3.130**	**11.90**	11.
1,2	0,9	1,35	0,9	1,35	1,0	1,5	1,5	2,25	2,082[4]	297	**2.379**[4]	**7.88**	12.
3,0	4,0	3,0	5,0	3,0	5,0	4,0	4,5	4,0	4,589	306	**4.895**	**8.47**	13.

Gemeinden und Unterabteilungen	Vermögen		Grundpfandschulden im ganzen	Einkommen		
	Rohes Grundsteuerkapital	Grundpfändlich versicherte Kapitalien		I. Kl. Arbeit resp. Berufs- und Erwerbstätigkeit	II. Kl. Leibrenten und Pensionen	III. Kl. Verzinsliche Kapitalien
1	2	3	4	5	6	7
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
Kiesen	1,560,570	163,320	701,850	16,500	300	7,900
Landiswil	3,349,260	427,810	1,572,370	5,600	—	600
Mirchel	1,055,960	284,452	684,457	4,400	—	2,640[3]
Münsingen	4,979,750	3,403,750	2,584,670	149,000	5,500	137,100
Niederhünigen	1,575,420	225,320	833,550	4,900	—	200
Niederwichtrach	2,025,420	355,340	1,308,660	15,500	400	8,500
Oberdiessbach	3,413,200	1,906,499	1,976,380	118,400	—	71,300
Oberthal	2,347,590	449,058	1,672,570	5,700	—	2,700
Oberwichtrach	1,994,600	695,510	1,370,980	30,300	—	16,070
Oppligen	1,519,350	287,751	672,560	7,300	—	8,500
Otterbach	573,330	62,466	422,890	400	—	—
Rubigen	5,589,090	1,055,482	2,336,240	26,300	4,300	27,100
1. » Schulgemeinde	*2,491,030*	*584,378*	?	*14,800*	—	*14,800*
2. Allmendingen, »	*1,616,200*	*329,581*	—	*6,900*	—	*8,900*
3. Trimstein, »	*1,497,740*	*141,577*	?	*4,600*	*4,300*	*2,600*
Schlosswil	2,701,470	506,334	1,580,190	39,500	400	1,800
1. » Ortsgemeinde	*1,411,990*	*401,420*	*767,130*	*37,100*	*400*	*1,400*
2. Oberhünigen, »	*1,289,480*	*98,512*	*717,030*	*2,400*	—	*100*
Stalden	1,568,740	154,910	709,710	112,100	300	8,100
Tägertschi	1,189,790	62,436	777,310	10,000	—	2,900
Walkringen[12]	5,035,690	1,054,440	3,065,670	52,100	—	16,400
1. » Viertelsgemeinde	*1,543,930*	*368,340*	*940,790*	*26,200*	—	*9,600*
2. Wikartswil, »[13]	*1,234,560*	*361,270*	*745,880*	*16,400*	—	*3,200*
3. Bigenthal, Schulgemeinde[15]	*755,420*	*166,510*	*459,120*	*5,500*	—	*900*
4. Schwendi, Orts- und Schulgemeinde[14]	*1,117,460*	*1,172,940*	*666,640*	*4,400*	—	*700*
5. Wydimatt, »[15]	*328,220*	*25,380*	*297,400*	—	—	—
Worb	11,404,030	3,040,500	5,179,470	210,800	4,100	98,500
1. Ortsgemeinde	*5,504,780*	*1,967,770*		*165,900*	*2,300*	*4,190*
2. Enggistein, Viertelsgemeinde	*896,490*	*277,420*	—	*18,600*	—	*3,400*
3. Rüfenacht, »	*1,215,400*	*225,880*	—	*6,200*	—	*6,300*
4. Richigen, »	*1,499,400*	*311,662*	—	*7,200*	*900*	*39,400*
5. Ried, Orts- u. Schulg.	*541,650*	*39,735*		*1,400*	—	*700*
6. Vielbringen-Rüfenacht, Schulgem.[17]	*2,129,300*	*406,080*	—	*10,800*	*900*	*12,500*
7. Wattenwil, »	*822,990*	*33,580*		*1,200*	—	*500*
Zäziwil	2,260,020	697,156	1,433,050	39,600	—	11,700
1. » Schulgemeinde	*1,658,280*	*595,830*	*1,114,650*	*33,100*	—	*7,300*
2. Rentenen, »	*563,770*	*98,000*	*367,030*	*2,300*	—	*2,100*
Total	**77,517,130**	**21,532,765**	**43,214,237**	**1,123,800**	**23,000**	**519,810**

[1] Inbegriffen die Strassenbautelle zu 3,0 ‰ mit Fr. 2779 und die Gemeindewerktelle zu 0,4 ‰ von der Einwohnergemeinde einen Beitrag von 0,6 ‰ erhalten. [6] Inbegriffen die Wegtelle zu 0,5 ‰, resp. Inbegriffen Wertelle zu 0,5 ‰ resp. 0,75 ‰ mit zusammen Fr. 733. [7] Für das Jahr 1908 wurde zu 0,4 ‰ mit Fr. 1180. [9] Dazu eine Wegtelle zu 0,8 ‰, resp. 0,2 ‰, was meistens als Gemeindeve Einwohnergemeinde Stalden gehörig, mit Tägertschi *eine* Schulgemeinde bildet und hier auch die Schu übersehen, weil 3—4 Rekursfälle noch nicht erledigt und weil Fr. 20—30 überhaupt nicht erhältlich s Gemeindewerkleistungen mit Fr. 1009 sind nicht inbegriffen. [15] Die Gemeindetellen (Ansätze und E kommen mit Fr. 76, zusammen Fr. 583. [17] Vielbringen und Rüfenacht handhaben das Feuerwehr- vom Einkommen. Das Armen- und Polizeiwesen ist mit der Gemeinde Worb vereint. [20] Inbegriff-

Steueransatz in den Jahren									Erhobene Gemeindesteuern pro 1903				Gemeinden und Unterabteilungen
	1900		1901		1902		1903		Betrag (inkl. Extratellen)				
	vom		vom		vom		vom		vom		im ganzen	Per Kopf der Bevölkerung	
	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkommen			
	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24		
	‰	%	‰	%	‰	%	‰	%	Fr.	Fr.	Fr.		
	2,2	3,3	2,4	3,6	2,5	3,75	2,5	3,75	4,319	1,127	**5.446**	**12.58**	14.
	2,8	3,75	3,0	3,75	3,2	3,75	3,4	3,75	9,430	246	**9.676**	**10.96**	15.
	2,75	4,12	2,5	3,75	2,5	3,75	2,75	4,15	3,635	382	**4.017**[6]	**8.47**	16.
	2,2	3,3	2,2	3,3	2,2	3,3	2,5	3,75	20,959	14,431	**35.390**	**15.35**	17.
	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	5,450	157	**5.607**	**11.58**	18.
	2,2	3,3	2,2	3,3	2,2	3,3	2,7[7]	4,5[7]	6,428	1,224	**7.652**	**10.63**	19.
	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	10,639	7,117	**17.756**	**13.86**	20.
	2,5	3,75	2,0	3,0	2,0	3,0	2,5	3,75	8,172[8]	382	**8.554**[8]	**9.88**	21.
	2,8	4,2	2,8	4,2	2,8	4,2	2,7	4,05	7,208	2,307	**9.515**	**14.64**	22.
	1,3	1,95	1,5	2,25	1,4	2,1	1,7	2,55	3,072	547	**3.619**	**8.36**	23.
	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	4,0	4,5	4,0	2,826	16	**2.842**	**9.38**	24.
	0,8	1,2	0,8	1,2	0,8	1,2	0,9	1,35	5,953	1,041	**6.994**	**4.78**	25.
	0,8	*1,2*	*0,8*	*1,2*	*0,8*	*1,2*	*0,8*[9]	*1,2*[9]	*2,460*	*473*	*2.933*	—	*1.*
	1,75	*2,65*	*1,75*	*2,65*	*1,9*	*2,85*	*1,9*	*2,85*	*3,697*	*620*	*4.317*	—	*2.*
	1,1	*1,65*	*1,1*	*1,65*	*1,2*	*1,8*	*1,2*	*1,8*	*1,967*	*264*	*2,231*	—	*3.*
	1,0	1,5	0,9	1,35	0,9	1,35	0,9	1,35	2,776	580	**3.356**	**4.09**	26.
	1,9	*2,85*	*1,9*	*2,85*	*1,9*	*2,85*	*1,9*	*2,85*	*3.556*	*1.139*	*4.695*	—	*1.*
	3,9	*5,85*	*3,9*	*5,85*	*4,2*	*6,3*	*3,3*[10]	*4,95*[10]	4,572[10]	*126*[10]	*4.698*[10]	—	*2.*
	2,0	3,0	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	4,060	4,725	**8.785**	**19.65**	27.
	2,1	3,15	2,1	3,15	2,2	3,3	2,3[11]	3,45[11]	3,199[11]	526[11]	**3.725**[11]	**11.09**	28.
	1,6	2,4	1,5	2,25	1,5	2,25	1,5	2,25	9,135	1,787	**10.922**	**5.65**	29.
	1,3	*1,95*	*1,3*	*1,95*	*1,4*	*2,1*	*1,5*	*2,25*	*2.868*	*949*	*3.818*	—	*1.*
	3,4	*5,1*	*3,2*	*4,8*	*3,2*	*4,8*	*3,2*	*4,8*	*2,726*	*544*	*3.270*[14]	—	*2.*
	1,8	*2,7*	*1,8*	*2,7*	*2,0*	*3,0*	*2,0*	*3,0*	*1,844*	*210*	*2,054*	—	*3.*
	3,2	*4,8*	*3,3*	*4,95*	*3,3*	*4,95*	*3,3*	*4,95*	*2,114*	*152*	*2.266*	—	*4.*
	1,6	*2,4*	*1,5*	*2,25*	*1,5*	*2,25*	*1,5*	*2,25*	*726*	—	*726*	—	*5.*
	1,4	2,1	1,4	2,1	1,2	1,8	1,2	1,8	17,338	6,866	**24.204**	**6,49**	30.
	1,8	*2,7*	*1,8*	*2,7*	*2,0*	*3,0*	*2,0*	*3,0*	*14,945*	*7,777*	*22,722*	—	*1.*
	1,5	*2,25*	*1,5*	*2,25*	*1,5*	*2,25*	*1,5*	*2,25*	*1,757*	*546*	*2,303*	—	*2.*
	0,4	*0,6*	*0,5*	*0,75*	*0,3*	*0,45*	—	—	—	—	—	—	*3.*
	1,5	*2,25*	*1,5*	*2,25*	*1,5*	*2,25*	*1,5*	*2,25*	*2,717*	*1,339*	*4,056*	—	*4.*
	2,0	*3,0*	*2,0*	*3,0*	*2,0*	*3,0*	*2,0*	*3,0*	*1,162*	*84*	*1,246*	—	*5.*
	1,0	*1,5*	*0,9*	*1,35*	*0,8*	*1,2*	*0,8*	*1,2*	*2,031*	*394*	*2,424*	—	*6.*
	1,8	*2,7*	*1,8*	*2,7*	*1,8*	*2,7*	*2,0*	*3,0*	*1,713*	*85*	*1,798*	—	*7.*
	1,3	1,8	1,2	1,8	1,3	1,95	1,5[15]	1,95	3,993[15]	987	**4.980**[15]	**4.05**	31.
	1,2	*1,8*	*2,0*	*3,0*	*2,0*	*3,0*	*2,0*	*3,0*	*4,552*	*1,346*	*5.898*	—	*1.*
	2,5	*3,75*	*2,5*	*3,75*	*2,5*	*3,75*	*2,5*	*3,75*	*1,655*	*218*	*1,873*	—	*2.*
									209.650	**58.717**	**268.367**	**9.63**	
									282.169	**77.266**	**359.435**	**12,90**	

[6] ‰ angenommenen Wegtelle und die Entsumpfungstelle. [7] Überdies hat die Schulgemeinde pro 1903 [illegible] Fr. 260 gegenüber dem Staate steuerpflichtig, die andern Fr. 2140 bloss gegenüber der Gemeinde, [illegible] den Schulhausumbau, welcher Ansatz die nächsten Jahre bleiben wird. [8] Inbegriffen die Wegtelle [illegible]meinde. [10] Inbegriffen die Schultelle von Amlikon mit Fr 268, welcher Weiler, obschon politisch zur [illegible]er Viertels- und Schulgemeinden nicht inbegriffen. Beim Einkommen könnte möglicherweise etwas [illegible]mmen ist die Einwohnergemeindetelle mit inbegriffen, nicht aber der betreffende Steuerbetrag. [14] Die [illegible]Steuer erhoben; pro 1902 wurden erhoben 0,3 ‰ vom Vermögen mit Fr. 457 und 0,45 % vom Ein[illegible]eht nach Bedürfnis Teilen, durchschnittlich per Jahr 0,4—0,5 ‰ vom Vermögen und ebensoviel % [illegible]er Rest (der Gesamtwegtelle betrüge Fr. 765) wurde durch Gemeindewerkarbeit geleistet.

Gemeinden und Unterabteilungen	Vermögen		Grundpfandschulden im ganzen	Einkommen		
	Rohes Grundsteuerkapital	Grundpfändlich versicherte Kapitalien		I. Kl. Arbeit resp. Berufs- und Erwerbstätigkeit	II. Kl. Lohrenten und Pensionen	III. Kl. Verzinsliche Kapitalien
1	2	3	4	5	6	7
Amt Laufen.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
1. Blauen[1]	654,710	150	201,690	1.900	—	400
2. Brislach[2]	1,950,060	21,145	191,109	16,000	—	1,100
3. Burg	390,880	—	51,440	2,800	—	—
4. Dittingen	1,435,530	4,119	388,590	79,800	—	30(
5. Duggingen	1,850,365	1,367	286,430	32,700	—	30(
6. Grellingen	2,025,000	473,730	67,560	91,400	100	30(
7. Laufen	8,107,300	1,486,680	2,698,820	487.200	—	10.60(
8. Liesberg	2,039,960	66,856	238,820	71,200	700	—
9. Nenzlingen	1,060,140	—	74,940	26,400	—	60(
10. Röschenz	1,686,430	364,335	384,100	11,600	—	2,60(
11. Wahlen	1,017,590	2,890	270,640	2,200	—	10(
12. Zwingen	1,553,260	12,500	267,710	17,600	500	60(
Total	**23,771.225**	**2.433.772**	**5.121.849**	**840,800**	**1.300**	**16.90**

[1] Für Gemeindewerk, für Maulwurffänger und Bannwartenlohn ist eine Extrasteuer zu 2.5 Fr. 92.775. [2] Nicht inbegriffen Fr. 80 vom Zins einer Privateinlage von Fr. 50.000. [4] Die Laufen: steuer zu 1.2 ‰ resp. 1,8 % mit Fr. 1232 resp. Fr. 170 und zusammen mit Fr. 1402. [6] Inbegriffen

Amt Laupen.						
1. Clavaleyres	325.380	5.983	94,510	—	—	—
2. Dicki	1.265.720	31,427	642,307	6.800	—	1.2(
3. Ferenbalm	3.208.710	337,850	1,219.990	23.100	400	20.7(
4. Frauenkappelen[1]	2.868.820	321,882	1.040,410	9,200	—	14.6(
5. Golaten	843,220	80,990	384.360	3,100	—	1.6(
6. Gurbrü	732.060	26,980	197,700	3.800	—	1.9(
7. Laupen	2,448.280[2]	511.350	1.034.800	162.700	1.200	28,2(
7. a Schwellengemeinde	*1.799.240*	—	—	—	—	—
8. Mühleberg	8,521.180	589.580	3.098.600	62.200	500	83.9(
9. Münchenwiler	1.522.100	178,790	236.044	7,500	6.100	24.5(
10. Neuenegg	7.733.090	534.430	2,802.710	120,200	900	19.5(
11. Wileroltigen[4]	1.230,310	61,820	366,880	3.000	—	—
Total	**30.788.870**	**2.681.082**	**11.118.311**	**401.600**	**9.100**	**196.1(**

[1] In den geraden Jahren ist jeweilen eine Kirchentelle von 0.2 ‰ bezogen worden. [2] Dazu [4] Es wurde pro 1899 für die Sektion Wileroltigen der Saanekorrektion von den Liegenschaften ein

Amt Münster.						
1. Belprahon	177,230	—	66.100	400	—	6(
2. Bévilard	1,350.400	750.320	600.080	76.900	—	3.1(
3. Champoz	—	—	—	—	—	—
4. Châtelat	210.510	188.440	145,600	5.000	—	5(
5. Chatillon	541,900	—	—	—	—	—
6. Corban	973.650	18.240	309,630	4.200	1.100	1(
7. Corcelles	557.090	5,400	112,310	3.000	200	2(
8. Courchapoix	612.900	15,941	123,888	1.700	1,100	—
9. Courrendlin	3,824,400	—	404,070	15.600	—	5(

Steueransatz in den Jahren										Erhobene Gemeindesteuern pro 1903				Gemeinden und Unterabteilungen
1899		1900		1901		1902		1903		Betrag (inkl. Extratellen)				
vom		vom		vom		vom		vom		vom		im ganzen	Per Kopf der Bevölkerung	
Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkommen			
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
‰	%	‰	%	‰	%	‰	%	‰	%	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
1.45	1.85	2,1	2,5	2.1	2.5	2.1	2,5	2,1	2.5	3.623	62	**3.685**	**12.49**	1.
3.5	4.65	3,5	4,65	3,0	3.9	3,5	4.65	4.2	5,55	8.433[2]	920	**9.353[2]**	**22.06**	2.
1.5	2.25	3.5	5.25	3.5	5.25	3.5	5.25	3.5	5.25	1.368	147	**1.515**	**9.30**	3.
2.1	3.15	2.0	3,0	2,4	3.6	2.4	3.6	2.4	3.6	3.445	2,890	**6.335**	**17.80**	4.
2.11	3.15	2.1	3,14	3,34	5.01	3.5	5.25	3.15	4.7	5,826	1,478	**7.304**	**13.55**	5.
1.8	2.7	1,8	2,7	1,7	2.55	2,0	3.0	2.2	3.3	4.455	3.032[2]	**7.487**	**7.40**	6.
1.8	2.7	1.8	2.7	1.8	2.7	1.8	2.7	1.8	2.7	17.425	13.728	**31.153**	**14.31**	7.
0.75	1,1	0.75	1.1	0.75	1.1	1.2	1.6	1.2	1.6	2.567	1.113	**3.680**	**5.08**	8.
3.0	3,0	2,3	2,3	2.8	2.8	2.8	2.8	2,8	2.8	2.968	750	**3.718**	**15.30**	9.
1.4	2.1	1.4	2.1	1,5	2.1	1.5	2.1	1,5	2.1	3.560[5]	413[5]	**3.973[5]**	**7.04**	10.
1.7	2.55	4.0	6.0	4.0	6.0	4.0	6.0	4.0	6.0	3.673[6]	142[6]	**3.815[6]**	**8.37**	11.
3.0	4.5	3,0	4,5	3.0	4.5	3.0	4.5	3.0	4.5	5.559	823	**6.382**	**11.88**	12.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	**62.902**	**25.498**	**88.400**	**11.80**	

[1] Die Schwellensteuer für die Lüsselkorrektion inbegriffen mit Fr. 742 à 0,8 % von einem Steuerkapital von Fr. 505,760 hat ihre Grundpfandschulden im Kanton Solothurn. [5] Inbegriffen die Kirchen- 35 % mit Fr. 690 und die Telle für den Schärmauser- und Bannwartenlohn zu 0,4 ‰ mit Fr. 210.

1.5	—	1,8	—	2.5	—	2.0	—	2.5	—	593	—	**593**	**5.81**	1.
4.0	6.0	3,0	4,5	3.0	4.5	3,0	4.5	3.0	4.5	3.892	396	**4.288**	**10.33**	2.
2.5	3.75	2.5	3.75	2.0	3.0	2,0	3.0	2.0	3.0	7.273	1,929	**9.202**	**8.26**	3.
1.3	1.95	1.5	2.25	1,7	2.55	2.2	3.3	2.2	3.3	6.974	1.106	**8.080**	**13.03**	4.
1.0	1.5	1.0	1,5	1.0	1.5	—	—	1,0	1.5	910	97	**1.007**	**3.05**	5.
2.0	3.0	1.5	2,25	1,5	2.25	1,5	2.25	1,5	2.25	1.138	157	**1.295**	**5.65**	6.
2.8	4.2	2.8	4.2	2.8	4.2	2.8	4,2	2,8[3]	4.2	8,286[3]	8,874	**17.160[2]**	**17.93**	7.
2.0	—	*2.0*	—	*2.0*	—	*2,0*	—	*2,0*	—	*3.598*	—	*3.598*	—	*1.*
2.5	3.75	2,5	3,75	2.5	3,75	2.5	3,75	2.5	3,75	22,783	9,418	**32.201[5]**	**13.52**	8.
2,0	3,0	2,0	3.0	2,0	3,0	1.8	2,7	1.8	2,7	2,815	1,524	**4.339**	**9.77**	9.
2.5	3.75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2.5	3,75	18,568	5,778	**24.346**	**11.53**	10.
2.0	3,0	2.0	3,0	1,5	2,25	1,5	2,25	1.5	2.25	2,061	68	**2.129**	**6.10**	11.
						Ohne die Unterabteilungen				**75.293**	**29.347**	**104.640**	**11.56**	
						Mit den »				**78.891**	**29.347**	**108.238**	**11.96**	

[3] mit Fr. 3598. Das schwellenpflichtige Grundkapital beträgt Fr. 1,799,240. [2] Inklusive Wegtellen mit Fr. 1816.

5.5	3.9	5,5	3.9	5.5	3.9	5,5	3.9	5,5	3.9	975	47	**1.022[1]**	**5.44**	1.
3,0	4.5	3,0	4,5	3.0	4.5	3,0	4.5	3.0	4.5	4.051	3.693	**7.744[2]**	**11.88**	2.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3.
2.5	3.4	2,5	3,4	2.5	3.4	2,5	3.4	2.5	3.4	948	197	**1.145**	**6.62**	4.
2.5	—	2,5	—	2.0	—	2.0	—	2.0	—	1.085	—	**1.085**	**4.91**	5.
3,0	4.5	3,1	4.65	3.1	4,65	3,3	4,95	3,3	4.95	4,133[3]	289	**4.422[3]**	**11.37**	6.
1,8	2,7	1,8	2,7	1.8	2,7	1,8	2.7	1.8	2,7	682	100	**782[4]**	**4.18**	7.
2,0	3.0	2,0	3.0	1.0	1,5	1.5	2.25	1.5	2,25	739	71	**810**	**3.11**	8.
3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4.5	3.0	4,5	11,463	740	**12.203**	**6.39**	9.

Gemeinden und nterabteilungen	Vermögen: Rohes Grundsteuerkapital	Vermögen: Grundpfändlich versicherte Kapitalien	Grundpfandschulden im ganzen	Einkommen: I. Kl. Arbeit resp. Berufs- und Erwerbstätigkeit	Einkommen: II. Kl. Leibrenten und Pensionen	Einkommen: III. Kl. Verzinsliche Kapitalien	G
1	2	3	4	5	6	7	
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
Court	2,817,110	—	408,090	68,900	500	4,600	
Crémines	940,750	—	177,460	24,100	—	300	
Elay (Sechof)	346,150	—	56,815	1,000	—	—	
Eschert	665,900	22,130	201,660	2,800	—	2,500	
Les Genevez	1,353,390	107,302	297,500	6,800	—	900	
Grandval	851,670	18,989	158,560	10,800	300	2,600	
Lajoux	1,242,690	515,120	523,620	—	—	—	
Loveresse	749,390	—	228,790	19,500	—	—	
Malleray	2,263,080	133,158	755,380	130,600	—	3,300	
Mervelier	923,940	6,565	290,180	7,400	100	—	
Monible	59,500	10,000	6,000	—	—	—	
Moutier	7,011,390	—	—	650,100	3,600	53,600	
Perrefite	762,650	—	169,700	5,200	—	—	
Pontenet	413,150	—	73,910	25,000	—	800	
Reconvilier	2,745,280	108,450	1,110,770	288,600	1,000	1,800	
Roches	813,940	54,403	66,150	8,200	—	900	
Rossemaison	282,720	8,300	—	2,200	500	700	
Saicourt	1,611,920	35,390	297,060	36,400	—	4,000	
Saules	400,000	14,250	11,180	2,500	—	1,600	
Schelten	285,400	6,950	112,864	1,000	—	—	
Sornetan	564,950	—	—	5,500	—	400	
Sorvilier	1,087,830	91,022	165,340	51,000	—	1,500	
Souboz	—	—	—	—	—	—	
Tavannes	3,856,860	239,292	1,886,330	329,500	1,600	20,200	
Velherat	129,930	—	28,700	400	—	—	
Total	**40,427,670**	**2,349,662**	**8,787,737**	**1,784,300**	**10,000**	**104,700**	

[1] Dazu eine Haushaltungssteuer von Fr. 4 = Fr. 116. Inbegriffen die Kirchensteuer mit Fr. Wegtellen mit zusammen Fr. 923. [4] Dazu Kuhrechttelle zu Fr. 1.80 mit Fr. 233 und eine Haushs meindewerktelle. [7] Dazu eine Kuhrechttelle. [8] Dazu eine Haushaltungstelle von Fr. 8 mit Fr. 616. [9] Fr. 10, mit zusammen Fr. 1310. [11] Dazu eine Wegtelle (Kopfsteuer zu Fr. 2) mit Fr. 242.

Amt Neuenstadt.						
Diesse	1,378,610	100,365	300,380	5,500	—	100
Lamboing	1,509,650	47,733	616,830	13,500	—	—
Neuveville	7,215,245	2,309,126	2,112,460	307,400	8,600	111,600
Nods	2,713,690	39,059	588,996	9,500	—	1,400
Prêles	1,331,220	45,444	457,270	2,900	—	800
Total	**14,148,415**	**2,541,727**	**4,075,936**	**338,800**	**8,600**	**113,900**

[1] Dazu eine Gemeindewerktelle. [2] Dazu eine Kirchensteuer mit Fr. 1772.

Amt Nidau.						
Aegerten	1,083,970	4,352	17,018	9,700	2,300	1,100
Bellmund	1,711,430	162,440	679,020	8,500	—	2,000
Brügg	2,734,000	144,590	890,960	27,900	1,400	800
Bühl	1,038,400	53,410	364,320	2,600	—	—

Steueransatz in den Jahren									Erhobene Gemeindesteuern pro 1903				Gemeinden und Unterabteilungen
99	1900		1901		1902		1903		Betrag (inkl. Extratellen)				
	vom		vom		vom		vom		vom		im ganzen	Per Kopf der Bevölkerung	
Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkommen			
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
%	‰	%	‰	%	‰	%	‰	%	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
5,1	3,4	5,1	3,4	5,1	3,4	5,1	3,4	5,1	9,578	3,939	**13.517**[5]	**12.49**	10.
—	—	—	1,05	1,6	1,05	1,6	1,05	1,6	988	393	**1.381**	**3.60**	11.
—	5,0	—	5,0	—	5,0	—	4,0	—	1,385	—	**1.385**	**11.00**	12.
3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	1,330	209	**1.539**[6]	**5.22**	13.
1,0	2,5	1,0	2,5	1,0	2,5	1,0	2,5	1,0	3,383	77	**3.460**[7]	**4.72**	14.
3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	1,703	466	**2,169**[6]	**7.56**	15.
4,5	—	4,5	—	4,5	—	—	—	—	—	—	—	—	16.
2,25	1,5	2,25	1,5	2,25	1,5	2,25	1,5	2,25	1,124	439	**1.563**[8]	**4.08**	17.
4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	6,789	6,124	**12.913**	**10.55**	18.
1,5	1,0	1,5	1,0	1,5	1,0	1,5	1,8	2,7	1,134[9]	185[9]	**1,319**[9]	**3.05**	19.
3,5	—	3,5	—	—	—	—	ca.4,6	—	324	—	**324**	**4.50**	20.
3,6	2,4	3,6	2,4	3,6	2,4	3,6	2,4	3,6	16,650	26,787	**43.437**	**14.06**	21.
4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,3	4,95	2,508	257	**2,765**[10]	**6.53**	22.
4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	1,192	1,242	**2,434**[11]	**10.40**	23.
4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	8,551	12,419	**20,970**	**12.12**	24.
3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	1,021	248	**1,269**	**4.50**	25.
2,7	1,5	2,7	1,8	2,7	1,8	2,7	2,0	2,7	785	127	**912**	**4.75**	26.
2,1	1,4	2,1	1,4	2,1	1,4	2,1	1,7	2,55	2,750	1,110	**3.860**[6]	**4.81**	27.
1,5	1,0	1,5	1,0	1,5	1,0	1,5	1,0	1,5	400	84	**484**	**2.28**	28.
—	6,0	—	6,0	—	5,0	3,15	5,0	3,15	1,369	31	**1,400**	**15.38**	29.
4,2	2,8	4,2	2,8	4,2	2,8	4,2	2,8	4,2	1,379	243	**1,622**	**9.00**	30.
3,6	2,4	3,6	2,6	3,9	2,6	3,9	2,6	3,9	2,666	1,386	**4,052**	**9.25**	31.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32.
3,75	2,8	4,2	2,8	4,2	2,8	4,2	2,8	4,2	10,800	16,145	**26,945**	**16.94**	33.
5,0	—	5,0	—	5,0	—	5,0	—	5,0	—	20	**20**	**0,17**	34.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	**101,885**	**77,068**	**178,953**	**9.23**	

‰ von einem Vermögen von Fr. 1,095,100 = Fr. 3068. [2] Inbegriffen sind die Nachtwächter-, Lösch- und ausschliesslich protestantische Kirchensteuer zu 0,5 ‰ resp. 0,75 % mit Fr. 1167. [6] Dazu eine Ge- 1,2 % mit zusammen Fr. 578. [10] Dazu die Schul- und Wassertelle per Haushaltung zu Fr. 8, resp.

3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,720	170	**2.890**	**7.47**	1.
3,15	3,0	3,15	3,0	3,15	3,0	3,15	3,0	3,15	4,529	425	**4.954**[1]	**9.51**	2.
2,7	1,8	2,7	1,8	2,7	1,8	2,7	1,8	2,7	12,988	13,631	**26,619**[3]	**11.84**	3.
3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	5,400	355	**5.755**	**7.80**	4.
3,15	—	3,15	—	3,15	—	3,15	—	3,15	—	107	**107**	**0.28**	5.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	**25.637**	**14.688**	**40,325**	**9.45**	

6,0	4,0	6,0	4,0	6,0	3,5	5,25	3,5	5,25	3,809	767	**4,576**	**7.93**	1.
1,95	1,8	1,95	1,8	1,95	1,75	1,95	1,75[1]	1,95	3,205[1]	230	**3,435**[1]	**10.44**	2.
4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	8,635	1,399	**10.034**	**9,19**	3.
1,5	1,0	1,5	1,5	2,25	2,5	3,75	2,0	3,0	2,183	78	**2.261**	**7,93**	4.

Gemeinden und Unterabteilungen	Vermögen: Rohes Grundsteuerkapital	Vermögen: Grundpfändlich versicherte Kapitalien	Grundpfandschulden im ganzen	Einkommen: I. Kl. Arbeit resp. Berufs- und Erwerbstätigkeit	Einkommen: II. Kl. Leibrenten und Pensionen	Einkommen: III. Kl. Vorzügliche Kapitalien
1	2	3	4	5	6	7
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
Epsach	1,412,390	51,970	676,140	6,800	—	7,000
Hagneck	783,860	60,573	94,240	9,000	—	1,400
Hermrigen	1,124,880	20,340	498,020	4,700	—	600
Jens	1,753,480	132,800	773,010	6,600	100	300
Ipsach	874,270	82,670	369,600	1,500	—	—
Ligerz	1,564,590	255,938	521,010	18,600	600	—
Madretsch	6,524,990	251,352	3,647,060	335,200	1,700	2,900
Merzligen	879,090	117,230	336,310	2,000	—	400
Mett	3,307,160	50,588	1,222,210	210,500	100	9,200
Mörigen	730,700	18,370	290,410	1,800	—	—
Nidau	4,388,620	324,140	2,284,010	274,100	3,100	46,600
Orpund	1,767,310	62,576	650,570	18,300	100	800
Port	1,056,525	47,650	593,790	4,500	—	—
Safnern	1,884,040	18,960	694,310	9,700	400	1,400
Schoren	650,910	17,620	—	6,000	—	—
Schwadernau	1,092,890	41,470	662,300	5,900	—	—
Studen	—	—	—	—	—	—
Sutz-Lattrigen	1,344,720	78,510	561,690	5,200	200	500
Täuffelen	2,150,920	79,860	1,080,830	37,900	—	4,100
Tüscherz-Alfermée	1,248,640	127,385	284,610	20,600	700	3,200
Twann	3,403,750	332,330	1,041,630	50,300	700	9,100
Walperswil	2,028,520	184,500	577,290	6,500	—	300
Werben	1,052,770	34,161	779,740	15,200	—	—
Total	**47.592.825**	**2.755.785**	**19.590.098**	**1.099.600**	**11.400**	**91.700**

[1] Inbegriffen die Grienfuhr- und Gemeindewerktelle zu 0,45 ‰ (nur vom Grundsteuerkapita [illegible]. [2] Inbegriffen die Gemeindewerktelle zu 0,5 ‰ resp. 1,25 ‰ mit zusammen Fr. 586. [3] Dazu ei Fr. 150. [4] Inbegriffen die Kultussteuer zu 0,25 ‰ resp. 0,37 ‰ mit zusammen Fr. 961 und die Steu der Mauserlohn zu 0,5 ‰ mit Fr. 100.

Amt Oberhasle.						
Gadmen	1.177.860	39.337	638.290	5,400	—	1,100
Guttannen	936,320	49.492	384.810	13,500	—	300
Hasleberg	3.186.440	413.536	1.425.430	11.100	-	4.900
1. Hohfluh. Strassentelle	*1.239.200*	- -	- -	*8.555*	—	—
Innertkirchen	2.139.650	49.123	876.960	16.600	- -	—
1. Bottigen. Schultelle	*387.596*	- -	—	—	- -	—
2. Wiler. -	*736.200*	—	—	—	—	—
3. Grund. Schul- und Strassentelle	*979.052*	*15.343*	*380.000*	*6.000*	—	—
4. Bödeli. Schwellenbez.	*429.890*	—	- -	—	—	—
Meiringen	9.711.650	2.017.601	5.297.760	340.000	—	20.400
Schattenhalb	1.745.000	134.416	612.880	54.500	900	5.600
Total	**18.896.320**	**2.703.505**	**9.236.130**	**441.100**	**900**	**32.300**

[1] Dazu an Nachsteuern Fr. 285.

Steueransatz in den Jahren									Erhobene Gemeindesteuern pro 1903				Gemeinden und Unterabteilungen
99	1900		1901		1902		1903		Betrag (inkl. Extratellen)				
	vom		vom		vom		vom		vom		im ganzen	Per Kopf der Bevölkerung	
Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkommen			
18	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
‰	‰	‰	‰	‰	‰	‰	‰	‰	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
1,5	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,465	281	**1,746**	**4,77**	5.
3,0	1,5	2,25	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	1,689	340	**2.029**[3]	**16,23**	6.
3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,249	171	**2,420**	**7,88**	7.
2,25	1,5	2,25	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	3.772	217	**3,989**	**8,98**	8.
1,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	1,8	2,7	1,722	40	**1,762**	**7,40**	9.
3,95	2,7	3,95	2,7	3,95	2,7	4,5	2,9	4,35	5,279	1,598[3]	**6.877**[3]	**16,41**	10.
6,75	4,5	6,75	4,5	6,75	4,5	6,75	4,5	6,75	29,503	16,400	**45,903**	**12,31**	11.
5,25	3,5	5,25	4,0	6,0	4,0	6,0	4,0	6,0	3,985	160	**4,145**	**19,74**	12.
4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	10,073	10,169	**20,242**	**16,76**	13.
4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	2,356[4]	76	**2,432**[4]	**12,73**	14.
4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	14,138	16,016	**30,154**	**19,11**	15.
4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	5,489	890	**6,379**	**10,12**	16.
4,25	2,75	4,25	2,75	4,25	2,75	4,25	2,75	4,1	3,566	240	**3.806**[5]	**10,09**	17.
3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	3,0	4,5	3,5	5,25	6,660	660	**7,320**[6]	**12,10**	18.
6,0	4,0	6,0	4,0	6,0	4,0	6,0	3,5	5,25	2,345	315	**2.660**[7]	**9,43**	19.
5,25	3,0	4,5	3,0	4,5	2,5	3,75	3,0	4,5	3,453	265	**3,718**	**9,07**	20.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21.
3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,0	3,0	2,846	189	**3,035**	**8,01**	22.
4,5	3,0	4,5	3,5	5,25	3,5	5,25	3,5	5,25	12,108	2,347	**14,455**[8]	**15,33**	23.
3,38	2,25	3,38	2,5	3,75	3,25	4,88	3,5	5,25	4,543	1,408	**5,951**	**19,26**	24.
4,57	3,05	4,57	3,05	4,57	3,05	4,57	3,2[9]	4,57[9]	11,683[9]	3,037[9]	**14,720**[9]	**17,24**	25.
3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	5,532	900	**6,432**[10]	**15,62**	26.
3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,0	3,0	2,0	3,0	2,174	456	**2,630**	**3,39**	27.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	**154,462**	**58,649**	**213,111**	**12,08**	

der Einkommensteuer III. Kl. [3] Inbegriffen Fr. 700 Nachsteuer. [4] Inbegriffen Fr. 83 Gemeindewerkzeug eine Haushaltungsstelle zu Fr. 1 = Fr. 48. [8] Inbegriffen der Betrag der Grienfuhrtelle zu 2 ‰ mit nur vom Grundsteuerkapital) mit Fr. 510. [10] Dazu die Grienfuhrtelle zu 1,5 ‰ mit Fr. Fr. 3040 und

3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,415	170	**2,585**	**3,85**	1.
2,25	1,5	2,25	1,5	2,25	1,2	1,6	1,0	1,5	1,039	182	**1,221**	**3,54**	2.
4,2	2,8	4,2	2,8	4,2	2,8	4,2	2,8	4,2	9,357	818	**10,175**	**9,81**	3.
—	*1,3*	—	*1,3*	—	*1,3*	—	*0,3*	*0,55*	*372*	*47*	*419*	—	*1.*
3,75	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	3,916	498	**4,414**	**3,99**	4.
—	*0,5*	—	*0,5*	—	*0,5*	—	*0,5*	—	*194*	—	*194*	—	*1.*
—	*0,7*	—	*0,7*	—	*0,9*	—	*0,9*	—	*662*	—	*662*	—	*2.*
—	*1,25*	—	*1,25*	—	*1,0*	—	*2,2*	—	*1,983*	*135*	*2,118*	—	*3.*
—	*15,0*	—	*15,0*	—	*6,0*	—	*6,0*	—	*2,579*	—	*2,579*	—	*4.*
6,0	3,75	5,62	3,75	5,62	3,75	5,62	3,75	5,62	41,666	21,040	**62,706**[1]	**20.38**	5.
6,0	3,5	5,25	3,5	5,25	3,5	5,25	3,5	5,25	6,576	3,414	**9,990**	**12.94**	6.
									64,969	**26,122**	**91,091**	**13.00**	
									70,759	**26,304**	**97,063**	**13.85**	

Ohne die Unterabteilungen
Mit den

Gemeinden und Unterabteilungen	Vermögen		Grundpfandschulden im ganzen	Einkommen			Ge
	Rohes Grundsteuerkapital	Grundpfändlich versicherte Kapitalien		I. Kl. Arbeit resp. Berufs- und Erwerbstätigkeit	II. Kl. Leibrenten und Pensionen	III. Kl. Verzinsliche Kapitalien	
1	2	3	4	5	6	7	
Amt Pruntrut.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
Alle	—	—	—	—	—	—	
Asuel	—	—	—	—	—	—	
Beurnevésin	—	—	—	—	—	—	
Boncourt	2,570,150	—	—	120,800	3,300	9,100	
Bonfol	2,913,010	5,395	572,690	36,800	300	4,400	
Bressaucourt	1,544,960	1,304,370	252,430	6,000	—	—	
Buix	—	—	—	—	—	—	
Bure	1,957,870	10,375	93,680	7,800	500	1,000	
Charmoille	—	—	—	—	—	—	
Chevenez	3,260,850	49,813	221,200	7,600	200	700	
Cœuve	—	—	—	—	—	—	
Cornol	2,717,690	42,850	415,200	11,800	—	900	
Courchavon	1,235,980	2,249	136,630	3,500	—	—	
Courgenay	—	—	—	—	—	—	
Courtedoux	1,219,060	36,171	314,310	8,000	—	200	
Courtemaiche	1,230,000	9,000	—	14,700	500	800	
Damphreux	960,670	—	128,630	2,900	—	—	
Damvant	740,340	6,912	82,530	11,700	200	500	
Fahy	1,192,410	15,751	55,629	11,400	100	1,200	
Fontenais	1,804,200	—	486,790	71,900	—	—	
Fregiécourt	843,000	—	70,000	—	—	—	
Grandfontaine	—	—	—	—	—	—	
Lugnez	936,700	—	57,950	2,000	—	—	
Miécourt	1,577,160	1,206,790	370,370	10,000	100	—	
Montenol	296,340	—	97,720	400	—	—	
Montignez	—	—	—	—	—	—	
Montmelon	—	—	—	—	—	—	
Ocourt	886,600	?	291,040	5,300	100	?	
Pleujouse	193,380	—	—	1,300	—	—	
Porrentruy	20,268,700	5,721,610	4,473,340	1,693,500	19,600	279,500	
Réclère	—	—	—	—	—	—	
Roche-d'or	328,380	2,606	45,060	1,300	100	—	
Rocourt	—	—	—	—	—	—	
St. Ursanne	1,606,700	105,700	220,200	38,500	1,100	3,500	
Seleute	399,140	—	—	—	—	—	
Vendlincourt	—	—	—	—	—	—	
Total	**50.683.290**	**8.519.592**	**8.385.399**	**2.067.200**	**26.100**	**301.800**	
Amt Saanen.							
Gsteig	2,020,700	177,145	989,800	11,900	—	900	
Lauenen	1,775,020	254,880	644,540	9,000	700	4	
Saanen	9,754,510	1,689,150	5,358,320	105,000	1,200	18	
Total	**13.550.230**	**2.121.175**	**6.992.660**	**125.900**	**1.900**		

[1] Inbegriffen die Kirchensteuer mit Fr. 1004. [2] Dazu die Nachtwächtertelle mit Fr. 159, die W
ine Kirchensteuer zu 0,4 ‰ der Grundsteuerschatzung. [3] Dazu die Kirchensteuer zu 0,5 ‰ resp. zu

Steueransatz in den Jahren									Erhobene Gemeindesteuern pro 1903				Gemeinden und Unterabteilungen
99	1900		1901		1902		1903		Betrag (inkl. Extratellen)				
	vom		vom		vom		vom		vom		im ganzen	Per Kopf der Bevölkerung	
Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkommen			
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
%	‰	%	‰	%	‰	%	‰	%	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3.
1,6	1,0	1,6	1,0	1,6	1,0	1,6	1,0	1,6	2,570	2,699	**5,269**	**5.65**	4.
5,0	—	—	2,5	5,0	2,0	5,0	3,0	4,5	6,745	2,339	**9,084**	**6.78**	5.
2,5	1,5	2,0	2,5	2,0	1,7	1,4	2,0	2,0	1,837	120	**1,957**	**3.87**	6.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7.
—	2,0	—	2,0	1,25	2,0	1,25	2,0	1,25	4,431[1]	125	**4,556**[1]	**7,51**	8.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9.
0,22	0,15	0,22	0,23	0,35	0,34	0,51	0,4	0,6	937	52	**989**	**1,10**	10.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12.
0,9	0,6	0,9	0,6	0,9	1,6	1,9	1,9	2,9	1,191	63	**1,254**	**4,03**	13.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14.
2,25	1,5	2,25	1,5	2,25	1,5	2,25	2,0	3,0	2,438	250	**2.688**[2]	**3.54**	15.
1,7	1,1	1,7	1,1	1,7	1,1	1,7	1,1	1,7	1,452	290	**1,742**	**2.56**	16.
6,0	4,0	6,0	3,0	4,5	3,0	4,5	3,6[3]	6,0[3]	2,890[3]	176[3]	**3.066**[3]	**10.43**	17.
3,0	2,2	3,2	2,5	3,3	2,3	3,25	2,2	3,2	1,393	403	**1,796**	**5.10**	18.
?	0,4	?	0,4	?	0,4	?	0,4	3,15	— [4]	426	**426**[4]	**0.86**	19.
5,7	1,25	2,75	1,0	2,0	1,0	2,0	1,0	2,0	1,804	1,438	**3,242**	**2.60**	20.
—	5,0	—	5,0	—	4,0	—	3.5	—	2,300	—	**2,300**	**9.58**	21.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22.
1,0	1,0	1,5	0.5	0,75	0,5	0,75	0,5	0,75	392	15	**407**	**1.49**	23.
0,5	0,5	0,75	0,69	1,04	0,9	1,35	0,9[5]	1,35[5]	1,192[5]	131[5]	**1.323**[5]	**2.75**	24.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	25.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	26.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	27.
6,0	4,0	6,0	4,0	6,0	4,0	6,0	2,5	4,5	1,811	245	**2.056**	**8.43**	28.
—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	283	20	**303**	**2.24**	29.
3,3	2,2	3,3	2,2	3,3	2,2	3,3	2,5	3,75	ca38.580	ca81,905	**120.485**	**17.31**	30.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31.
—	—	—	—	—	0,96	—	1,83	0,2	600	43	**643**	**8.35**	32.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33.
2,7	1,8	2,7	1,8	2,7	1,8	2,7	1,8	2,7	2,892	1.230	**4,122**	**4.98**	34.
—	3,0	—	2,0	—	1,0	—	1,0	—	399	—	**399**	**3.44**	35.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	36.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	**76.137**	**91.970**	**168.107**	**6.32**	

mit Fr. Fr. 400. [3] Inbegriffen die Kirchensteuer zu 0.5 ‰ resp. 1,5 % mit zusammen Fr. 500. [4] Dazu

3,0	3,0	3,75	3,0	3,75	3,0	3,75	3,0	3,75	6,594	502	**7.096**	**8.85**	1.
1,5	1,0	1,5	1,0	1,5	1,0	1,5	1,0	1,5	1,950	250	**2.200**	**4,18**	2.
4,15	2,75	4,15	2,75	4,15	3,0	4,5	3,25	4,85	34.331	7.669	**42.000**	**11,38**	3.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	**42.875**	**8.421**	**51,296**	**10.22**	

Gemeinden und Unterabteilungen	Vermögen: Rohes Grundsteuerkapital	Vermögen: Grundpfändlich versicherte Kapitalien	Grundpfandschulden im ganzen	Einkommen I. Kl.: Arbeit resp. Berufs- und Erwerbstätigkeit	Einkommen II. Kl.: Leibrenten und Pensionen	Einkommen III. Kl.: Vereinzelte Kapitalien	Ge
1	2	3	4	5	6	7	
Amt Schwarzenburg.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
1. Albligen . . .	1,257,760	95,177	642,436	9,700	—	500	1
2. Guggisberg . .	4,833,950	596,050	3,045,300	23,160	700	700	5
3. Rüschegg . . .	3,864,880	393,767	1,832,070	32,000	—	500	4
4. Wahlern . . .	9,013,270	1,624,980	6,140,210	111,000	—	3,300	12
1. Schwarzenbg.,							
Schulgemeinde	*2,357,050*	*497,420*	*1,437,700*	*72,400*	—	*1,600*	
2. » Viertelsgemeinde	*2,946,550*	*536,520*	*1,871,110*	*86,200*	—	*1,600*	
3. » Oberteil, »	*1,473,380*	*233,740*	*1,112,250*	*4,400*	—	*100*	
4. Niedertal,	*2,756,720*	*584,678*	*1,751,910*	*12,000*	—	*1,400*	
5. Ausserteil							
(Tännlenen) »	*2,005,560*	*291,580*	*1,404,940*	*8,900*	—	—	
6. Steinenbrünnen,							
Schulgemeinde	*1,292,490*	*238,940*	*1,026,860*	*4,400*	—	*100*	
7. Moos, »	*1,308,000*	*345,736*	*725,450*	*7,700*	—	*200*	
8. Zumholz, »	*933,120*	*167,690*	*749,180*	*3,600*	—	*100*	
9. Waldgasse, »	*728,310*	*39,100*	*433,410*	*3,800*	—	—	
10. Wyden, »	*540,260*	*66,050*	*363,070*	*800*	—	—	
Total	18,969,860	2,709,974	11,660,016	175,800	700	5,000	2

[1] Inbegriffen eine Wegtelle zu 0.5 %, resp. 0.75 % mit zusammen Fr. 765. Nicht inbegriffen ist [illegible] wird. [2] Inbegriffen die Wegtellen. [3] Inbegriffen eine Bautelle.

Amt Seftigen.							
1. Belp	6,778,230	1,122,909	3,321,220	98,700	1,000	10,200	9
2. Belpberg . . .	1,579,600	115,474	917,610	4,100	—	100	
3. Burgistein . . .	2,038,890	183,023	1,054,050	9,000	—	100	1
4. Englisberg[2] . .	1,179,890	242,528	421,700	6,300	—	1,400	1
5. Gelterfingen . .	836,630	113,325	547,860	1,300	—	500	
6. Gerzensee . . .	2,737,560	878,312	1,201,670	14,500	200	79,000	8
7. Garzelen . . .	1,335,880	330,000	766,190	8,100	—	4,100	1
8. Jaberg	484,590	44,960	264,660	900	—	—	
1. Schulgemeinde	*347,120*	*32,536*	—	*900*	—	—	
9. Kaufdorf . . .	761,510	80,443	566,320	3,700	—	—	
10. Kehrsatz . . .	1,833,750	369,060	1,122,420	25,800	200	600	1
11. Kiesersrati . .	251,910	24,058	101,900	—	—	300	
12. Kirchdorf . . .	2,226,200	200,847	1,069,740	16,100	100	12,300	2
13. Kirchenthurnen .	469,960	94,429	275,870	9,900	—	600	
14. Lohnstorf . . .	550,060	124,000	300,120	1,400	500	700	
15. Mühledorf . . .	762,160	94,409	343,510	1,700	300	7,600	1
16. Mühlethurnen .	1,154,540	297,329	659,940	14,500	800	200	1
17. Niedermuhlern[3] .	1,974,300	334,116	1,127,000	5,300	300	4,600	2
1. Schulgemeinde[3]	*2,820,130*	*538,720*	*1,620,420*	*6,400*	*300*	*8,200*	
18. Noflen	653,900	71,230	362,740	1,800	—	200	
19. Riggisberg . . .	2,482,810	731,148	1,550,030	30,000	—	2,100	3
20. Rüeggisberg . .	6,214,930	1,837,880	3,871,600	30,800	—	1,600	6
1. Schulgemeinde	*2,028,400*	*549,500*		*15,000*	—	*600*	
2. Bätschel, »	*1,385,000*	*91,500*		*6,900*	—	—	

Steueransatz in den Jahren									Erhobene Gemeindesteuern pro 1903				Gemeinden und Unterabteilungen
	1900		1901		1902		1903		Betrag (inkl. Extratellen)				
	vom		vom		vom		vom		vom		im ganzen	Per Kopf der Bevölkerung	
1. Kl.	Vermögen	Einkomm. 1. Kl.	Vermögen	Einkomm. 1. Kl.	Vermögen	Einkomm. 1. Kl.	Vermögen	Einkomm. 1. Kl.	Vermögen	Einkommen			
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
‰	‰	%	‰	%	‰	%	‰	‰	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
2,0	4,0	6,0	4,0	6,0	4,0	6,0	4,5[1]	6,75[1]	6,178[1]	711[1]	**6.889**[1]	**10.60**	1.
7,5	5,0	7,5	5,0	7,5	5,0	7,5	5,0	7,5	27,150	1,890	**29.040**	**10.34**	2.
7,5	5,0	7,5	5,0	7,5	5,0	7,5	5,0	7,5	21,293	2,462	**23.755**	**10.25**	3.
4,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,5	3,75	2,0	3,0	23,940	3,494	**27.434**	**5.29**	4.
2,7	*1,8*	*2,7*	*1,8*	*2,7*	*1,8*	*2,7*	*2,3*	*3,45*	*8,599*	*2,520*	*11,119*	—	*1.*
1,95	*1,3*	*1,95*	*1,3*	*1,95*	*1,3*	*1,95*	*1,0*	*1,5*	*4,419*	*1,333*	*5,752*	—	*2.*
0,3	*0,2*	*0,3*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	*3.*
0,15	*0,3*	*0,75*	*0,5*	*0,75*	*0,2*	*0,3*	*0,2*	*0,3*	*802*	*43*	*845*	—	*4.*
1,5	*2,0*	*2,0*	*2,0*	*2,0*	*2,0*	*2,0*	*2,0*	*3,0*	*5,106*	*277*	*5.383*	—	*5.*
4,0	*2,6*	*3,0*	*2,0*	*3,0*	*1,0*	*1,5*	*2,0*[2]	*3,0*[2]	*3,472*[2]	*137*[2]	*3.609*[2]	—	*6.*
1,45	*2,2*	*3,3*	*2,2*	*3,3*	*2,2*	*3,3*	*2,3*[3]	*3,45*[3]	*4,430*[3]	*277*[4]	*4,707*[3]	—	*7.*
1,25	*1,5*	*2,25*	*1,5*	*2,25*	*1,5*	*2,25*	*1,5*	*2,25*	*1,866*	*85*	*1.951*	—	*8.*
3,6	*2,4*	*3,6*	*2,4*	*3,6*	*2,4*	*3,6*	*3,4*	*5,10*	*2,714*[4]	*194*[4]	*2.908*[4]	—	*9.*
1,75	*1,2*	*1,75*	*1,3*	*2,0*	*1,3*	*2,0*	*1,3*	*2,0*	*885*	—	*885*	—	*10.*
									78.561	**8.557**	**87.118**	**7.95**	
					Ohne die Unterabteilungen				**110.854**	**13,423**	**124.277**	**11.34**	
					Mit den								

[1] Inbegriffen die Wegzeilen zu 1 ‰ resp. 1,5 % mit zusammen Fr. 1805, was aber durch Arbeit

4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,3	4,95	3,5[1]	5,25	28.244[1]	6,766	**35.010**[1]	**14.94**	1.
3,75	2,5	3,75	3,0	4,5	2,5	3,75	2,5[2]	3,75	4,245[2]	153	**4.398**[2]	**10.02**	2.
4,75	4,5	6,75	4,5	6,75	4,5	6,75	4,5[3]	6,75[3]	9,997[3]	620[3]	**10.617**[3]	**10.92**	3.
4,95	3,3	4,95	3,3	4,95	3,5	5,25	3,5[4]	5,25[4]	2,418[4]	220[4]	**2.638**[4]	**4.65**	4.
6,25	4,0	6,0	4,0	6,0	4,0	6,0	3,5	5,25	3,324	109	**3.433**	**14.13**	5.
4,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5[5]	3,75[5]	9,040[5]	5,492[5]	**14.532**[5]	**18.39**	6.
6,1	3,3	5,0	3,2	4,8	4,0	6,0	4,0[7]	6,0[7]	7,072[7]	884[7]	**7.956**[7]	**13.19**	7.
1,8	1,2	1,8	1,2	1,8	1,4	2,0	1,4	2,0	741	18	**759**	**4.69**	8.
2,5	*2,0*	*3,0*	*2,0*	*3,0*	*2,0*	*3,0*	*2,0*	*3,0*	*759*	*27*	*786*	—	*1.*
7,35	6,5	9,75	6,0	9,0	6,0	9,0	5,0	7,5	4,115	277	**4.392**	**13.81**	9.
4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	6,795	1,582	**8.377**	**14.75**	10.
—	2,0	—	2,0	—	1,7	—	1,7	—	470	12	**482**	**10.04**	11.
3,75	3,0	4,5	2,5	3,75	2,2	3,3	3,0	4,5	7,281	1,653	**8.934**	**14.77**	12.
4,75	4,5	6,75	4,5	6,75	4,0	6,0	3,5	5,25	2,011	572	**2.583**	**9.32**	13.
4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	2,020	370	**2.390**	**12.64**	14.
2,7	1,8	2,7	1,8	2,7	1,8	2,7	1,8	2,7	1,371	927	**2.298**[6]	**10.45**	15.
5,25	3,5	5,25	3,5	5,25	3,5	5,25	5,25[9]	5,25	7,622[9]	838	**8.460**[9]	**13.06**	16.
3,3	2,3	3,45	2,4	3,6	2,5	3,75	3,5[10]	3,75[10]	4,966[10]	261	**5.227**[10]	**8.28**	17.
1,8	*1,2*	*1,8*	*1,2*	*1,8*	*1,2*	*1,8*	*1,2*	*1,8*	*4,062*	*484*	*4.546*	—	*1.*
—	2,0	—	2,0	—	2,0	—	2,0[11]	3,0	1,437[11]	118	**1.555**[11]	**7.51**	18.
5,1	3,3	4,95	3,4	5,1	3,4	5,1	3,7[12]	5,55[12]	11,362[12]	1,824[12]	**13.186**[12]	**7.52**	19.
2,9	1,4	2,1	1,8	2,7	1,8	3,0	2,0[13]	3,0[13]	14,277[13]	993[13]	**15.270**[13]	**5.61**	20.
1,95	*1,3*	*1,95*	*1,3*	*1,95*	*1,7*	*2,55*	*1,5*	*2,25*	*3,866*	*360*	*4.226*	—	*1.*
—	*1,2*	—	*1,4*	—	*1,4*	*2,1*	*1,2*	*2,1*	*2,067*	*145*	*2.212*	—	*2.*

Gemeinden und Unterabteilungen	Vermögen		Grundpfandschulden im ganzen	Einkommen		
	Rohes Grundsteuerkapital	Grundpfändlich versicherte Kapitalien		I. Kl. Arbeit resp. Berufs- und Erwerbstätigkeit	II. Kl. Lohnenten und Pensionen	III. Kl. Verzinsliche Kapitalien
1	2	3	4	5	6	7
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
3. Rohrbach, Schulg.	*6,214,930*	*1,818,925*	*3,871,600*	*30,800*	—	*1,600*
4. Vorderfultigen »	*754,060*	*89,580*	—	*2,000*	—	—
5. Hinterfultigen »	*655,780*	*85,200*	—	*2,200*	—	—
21. Rümligen . . .	1,484,270	171,730	666,030	4,000	—	200
22. Rüti	2,985,320	97,640	699,040	3,600	—	—
1. Stutz, Schulgemeinde	*832,765*	*77,506*	*232,830*	*600*	—	—
2. Rüti, »	*2,439,530*	*47,197*	*466,210*	*3,300*	—	—
23. Seftigen . . .	1,356,910	252,125	748,400	8,000	—	1,100
24. Toffen	1,587,190	210,753	854,705	7,000	300	3,900
25. Uttigen	803,790	96,010	444,370	7,200	1,000	400
26. Wattenwil . . .	3,145,680	461,683	1,245,070	34,500	400	5,100
27. Zimmerwald[5] . .	2,673,540	778,012	1,383,200	11,100	—	8,600
1. Wald, Schulg.[5]	*2,887,490*	*804,127*	*1,311,480*	*16,300*	—	*6,400*
Total	**50,344,000**	**9,357,433**	**25,886,965**	**359,300**	**5,100**	**145,500**

[1] Dazu die Schwellentellen für Aare und Gürbe laut Tellkatastern zu 13 %. [2] Dazu eine inbegriffen sind: die Wegtelle zu ½ % mit Fr. 1110 und die Spendtelle zu 0,25 % resp. 0,4 % mit zu die Ansätze für die Schultelle, deren Erträge aber bei der Schulgemeinde Wald figurieren. [5] Ein Teil (⅔) gemeinde Englisberg den Schulbezirk Wald. [6] Inbegriffen die Wegtelle zu 0,5 % resp. 0,75 % mit zusam Fr. 1277. [9] Inbegriffen die alljährliche Gemeindewerktelle zu 1,75 %, welche aber nicht in bar, sonde Ansätze der Schultelle mit 1,2 % resp. 1,8 % sind hier inbegriffen, nicht aber die betreffenden Erträge. Hälfte für die Schule bezogen und verwendet. [12] Inbegriffen die Schul-, Weg- und Spendkassente sammen Fr. 1636, bezogen vom reinen Grundsteuerkapital. [15] Inbegriffen die Weg- und Strassenbautel und auch von dem schwierigen, unzentralisierten Wegwesen überhaupt. [16] Nicht inbegriffen ist die Wegt [19] Inbegriffen die Wegtelle zu 0,35 % mit Fr. 555. [20] Nicht inbegriffen die Weg- und Schwellentelle z Ansätze der Schultelle zu 1,8 % resp. 2,7 %, deren Betrag bei der Schulgemeinde figuriert, mit zusam

Amt Signau.						
1. Eggiwil	5,766,880	972,174	3,652,690	30,800	200	2,400
2. Langnau . . .	16,455,000	8,706,530	9,297,540	750,500	1,900	158,000
3. Lauperswil . .	5,677,240	1,660,380	3,329,210	52,600	600	22,700
4. Röthenbach . .	4,121,930	291,250	2,170,320	12,200	600	2,800
5. Rüderswil . . .	5,475,130	1,587,310	3,110,820	50,300	600	19,500
6. Schangnau . . .	3,564,280	428,010	1,467,920	11,700	—	5,000
7. Signau	6,259,870	2,041,224	3,889,880	69,700	—	15,800
8. Trub	5,634,550	1,444,170	2,175,950	23,600	200	22,900
9. Trubschachen . .	1,614,910	259,832	1,135,240	14,100	—	1,700
Total	**54,569,790**	**17,390,880**	**30,229,570**	**1,015,500**	**4,100**	**250,800**

[1] Inbegriffen die Wegtelle zu 0,25 % mit Fr. 1564, ausschliesslich vom Grundbesitz bezogen (re

Amt Niedersimmenthal.						
1. Därstetten . . .	3,990,020	236,439	1,359,135	36,900	—	3,400
2. Diemtigen . . .	7,752,090	487,024	4,674,810	43,100	—	4,200
1. » *Bäuertgemeinde*[1]	*998,000*	*24,906*	—	*4,900*	—	
2. Oey, Schulgemeinde[1]	*1,170,550*	—	—	*16,800*	—	
3. Bächlen, »[1]	*493,510*	*4,787*	—	*400*	—	
4. Schwenden, »[1]	*1,369,310*	—	—	*6,000*	—	
5. Zwischenflüh, »[1]	*1,314,540*	*182,677*	—	—	—	

Steueransatz in den Jahren									Erhobene Gemeindesteuern pro 1903				Gemeinden und Unterabteilungen
9	1900		1901		1902		1903		Betrag (inkl. Extratellen)				
	vom		vom		vom		vom		vom		im ganzen	Per Kopf der Bevölkerung	
Einkomm. 1. Kl.	Vermögen	Einkomm. 1. Kl.	Vermögen	Einkomm. 1. Kl.	Vermögen	Einkomm. 1. Kl.	Vermögen	Einkomm. 1. Kl.	Vermögen	Einkommen			
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
%	‰	%	‰	%	‰	%	‰	%	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
—	*1,6*	—	*1,6*	—	*1.6*	—	*2,0*[14]	*3.0*[14]	*14277*[14]	*993*[14]	*15.270*[14]	—	*3.*
5.25	*3.3*	*5,25*	*3.3*	*5,25*	*3,3*	*5,25*	*7,0*[15]	*5,25*	*5,413*[15]	*105*	*5.518*[15]	—	*4.*
2.4	*1.6*	*2.4*	*1.6*	*2.4*	*1,6*	*2.4*	*1,6*[16]	*2.25*	*1.090*[16]	*49*	*1,139*[16]	—	*5.*
3,0	2.0	3.0	3,0	4,5	3,0	4.5	3.0	4.5	4,933	315	**5.248**[17]	**13.60**	21.
1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,3	1,3	1,5	1,5	4,578	54	**4.632**	**9.30**	22.
1.5	*1.5*	*1,5*	*1.0*	*1.0*	*1.0*	*1.0*	*1.0*	*1.0*	*912*	*6*	*918*	—	*1.*
2.4	*1,2*	*1,2*	*1.0*	*1.0*	*1.0*	*1.0*	*0.8*	*0.8*	*1,988*	*26*	*2.014*	—	*2.*
3.0	3,8	3,0	3.8	3,0	3,5	3,0	3,8[18]	3,5	5,773[18]	258	**6.031**[18]	**10.00**	23.
5.5	4,0	6,0	4.0	6,0	4,0	6,0	4,35	6,0	7,675[19]	804	**8.479**[19]	**12.71**	24.
3.4	2,4	3,6	2,4	3,6	2,4	3,6	2,5	3.75	2,244	348	**2.592**	**6.37**	25.
6,0	4,0	6,0	4.0	6,0	4,0	6,0	4,0[20]	6,0	14428[20]	2,612	**17.040**[20]	**8.56**	26.
5.1	3,5	5,25	3,4	5,1	3,4	5.1	3.3[21]	4,95[21]	5,177[21]	572[21]	**5.749**[21]	**8.87**	27.
2.7	*1.8*	*2.7*	*1.8*	*2,7*	*1.8*	*2,7*	*1,8*	*2,7*	*6.643*	*739*	*7.382*	—	*1.*
							Ohne die Unterabteilungen		**173.616**	**28.652**	**202.268**	**10.37**	
							Mit den »		**214.693**	**31.586**	**246.279**	**12.63**	

5. [3] Inbegriffen eine Strassen- und Eisenbahntelle zu 1 ‰ resp. 1,5 % mit zusammen Fr. 2360; nicht zu 0,7 ‰ resp. 1,05 % mit Fr. 1086, welche zum grössern Teil durch Arbeit abverdient wird; ebenso nwohnergemeinde Niedermuhlern den Schulbezirk Niedermuhlern, der andere Teil ($^1/_3$) mit der Einwohner- id die Spendtelle zu 0,5 ‰ resp. 0,75 % mit zusammen Fr. 1988. [8] Davon zu Schulzwecken verwendet riffen die Wegtelle zu 1 ‰ mit Fr. 1965, womit jedoch nur die Grundbesitzer belastet werden. Die [11] Dazu 2 ‰ Wegtelle, welche nur von den Liegenschaften bezogen wird. Die Gemeindesteuer wird zur ,4 ‰ resp. 0,6 % mit zusammen Fr. 1636. [14] Inbegriffen die Spendtelle zu 0.4 ‰ resp. 0,6 % mit zu-). Dieser grosse Steueransatz rührt hauptsächlich vom Bau der neuen Strasse Fultigen-Rüeggisberg her Fr. 1311. [17] Dazu noch Weg- und Spritzentellen. [18] Inbegriffen die Spendtelle zu 0.3 ‰ mit Fr. 239. [1] Inbegriffen die Weg- und Schultelle, erstere zu 0,5 ‰ resp. 0,75 % mit zusammen Fr. 1916 und die

6,0	4,0	6,0	4,0	6,0	4,0	6,0	4,0	6,0	26,956	2,624	**29.580**	**9.72**	1.
5,25	3,5	5,25	3,5	5,25	3,5	5,25	3,5	5,25	88,130	53,359	**141.489**	**17.32**	2.
4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	22,012	3,902	**25,914**	**9.85**	3.
5,25	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,5	5,25	15,446	927	**16.373**	**10.74**	4.
5,25	3,5	5,25	3,5	5,25	3,5	5,25	3,5	5,25	24,168	4,349	**28.517**	**12.03**	5.
5,25	3,5	5,25	3,8	5,7	3,8	5.7	3.8	5,7	11.371	1,142	**12.513**	**12.64**	6.
4,5	3.0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,75[1]	4.5	25,827[1]	4,227	**30.054**[1]	**10.50**	7.
6,0	4,0	6,0	3,5	5,25	3,5	5,25	3,5	5.25	24,775	3,257	**28,032**	**10.76**	8.
6,75	4,5	6,75	4,0	6,0	4,0	6,0	4,0	6,0	7,495	956	**8.451**	**9.93**	9.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	**246.180**	**74,743**	**320,923**	**12.81**	

3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2.0	3,0	7,980	1.277	**9.257**	**10.32**	1.
2,0	1,5	2,25	1,5	2,25	1,6	2,4	13.183	1,202	**14.385**	**7.14**	2.		
5,7	*3,9*	*5,8*	*3,9*	*5,8*	*1,8*	*2.7*	*1,711*	*132*	*1.843*	—	*1.*		
1,5	*1,9*	*1,5*	*1,5*	*1,6*	*1,5*	*1,5*	*1.756*	*271*	*2.027*	—	*2.*		
1,4	*1,3*	*1,65*	*1.1*	*1.65*	*1.2*	*0,9*	*690*	*4*	*694*	—	*3.*		
1,3	*1.0*	*1,3*	*0,6*	*0,85*	*1.0*	*1.3*	*1,369*	*78*	*1.447*	—	*4.*		
—	*0,8*	*1.0*	*0,8*	—	*0,8*	—	*1.198*	—	*1,198*	—	*5.*		

Gemeinden und Unterabteilungen	Vermögen		Grundpfandschulden im ganzen	Einkommen		
	Rohes Grundsteuerkapital	Grundpfändlich versicherte Kapitalien		I. Kl. Arbeit resp. Berufs- und Erwerbstätigkeit	II. Kl. Lehrenten und Pensionen	III. Kl. Vermietete Kapitalien
1	2	3	4	5	6	7
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
6. Horben, Schulg.[1]	*860,260*	*9,000*	—	*4,000*	—	*100*
7. Riedern, »[1]	*770,530*	—	—	*700*	—	—
8. Entschwil, »[1]	*656,000*	*21,417*	—	*1,300*	—	—
3. Erlenbach . . .	4,572,450	538,940	1,861,270	37,900	300	6,900
1. » Schulgemeinde	*3,766,040*	*375,580*	—	*31,900*	—	*6,900*
2. Latterbach, Ortsg.	—	—	—	—	—	—
3. » Schulgemeinde	*809,490*	*169,380*	—	*5,600*	*300*	—
4. Niederstocken .	628,880	34,358	243,410	1,200	—	300
5. Oberstocken . .	489,310	45,115	230,360	1,300	300	—
6. Oberwil	4,144,590	322,930	1,672,930	16,200	—	600
7. Reutigen . . .	2,314,080	126,494	770,370	13,500	500	4,900
8. Spiez	13,275,660	1,335,680	3,729,690	202,600	400	46,900
9. Wimmis . . .	3,481,930	325,800	1,211,770	73,600	—	31,500
Total	**40,649,010**	**3,452,780**	**15,753,745**	**426,300**	**1,500**	**98,700**

[1] Ausschliesslich Schulsteuern. [2] Dazu eine Wegtelle zu 0,3 ‰. [3] Nicht inbegriffen die Bach

Amt Obersimmenthal.						
1. Boltigen . . .	5,694,470	574,400	2,967,550	30,700	800	1,700
2. Lenk	5,368,940	478,897	3,212,460	61,900	800	3,500
1. Aegerten, Bäuert[1]	*1,501,280*	—	—	—	—	—
3. St. Stephan . .	4,011,080	624,350	2,638,560	24,100	100	4,000
4. Zweisimmen . .	6,319,700	1,529,048	3,729,700	121,600	3,800	53,600
1. » Schulgemeinde	*2,170,000*	*1,106,000*	—	*40,800*	*1,000*	*10,000*
2. » Schulgem. Reichenstein u. Oeschseiten	*1,392,880*	—	—	—	—	—
3. » Schulgem. Betelried	*1,100,000*	—	—	—	—	—
4. » » Mamried und Grubenwald	*1,205,000*	—	—	—	—	—
Total	**21,394,190**	**3,206,695**	**12,548,270**	**238,300**	**5,500**	**62,800**

[1] Teile ausschliesslich für Schwellenunterhalt (alle 2—5 Jahre). [2] Dazu eine jährliche Steuer

Amt Thun.						
1. Amsoldingen . .	1,403,790	707,560	560,030	6,300	5,800	82,000
2. Blumenstein . .	2,160,300	178,000	812,530	9,200	900	300
3. Buchholterberg .	3,149,690	605,940	1,876,820	10,500	500	
4. Eriz	1,266,970	80,990	609,610	4,500	—	
5. Fahrni	1,625,710	352,210	1,225,840	3,800	—	
6. Forst	494,400	97,375	178,822	2,400	—	
7. Goldiwil . . .	3,518,920	1,421,080	1,022,860	24,600	6[2]	
8. Heiligenschwendi	1,403,450	300,937	829,990	8,100		
9. Heimberg . . .	2,154,230	334,770	1,036,760	18,700		

Steueransatz in den Jahren									Erhobene Gemeindesteuern pro 1903				Gemeinden und Unterabteilungen
99	1900		1901		1902		1903		Betrag (inkl. Extratellen)				
	vom		vom		vom		vom		vom		im ganzen	Per Kopf der Bevölkerung	
Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkommen			
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
%	‰	%	‰	%	‰	%	‰	%	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
1,5	*1,0*	*1,5*	*1,0*	*1,5*	*1,0*	*1,5*	*1,0*	*1,5*	*869*	*63*	*932*	—	*6.*
1,2	*0,8*	*1,2*	*0,8*	*1,2*	*0,8*	*1,2*	*0,8*	*1,2*	*616*	*8*	*624*	—	*7.*
1,5	*1,0*	*1,5*	*1,0*	*1,5*	*1,0*	*1,5*	*1,0*	*1,5*	*677*	*20*	*697*[2]	—	*8.*
3,0	1,8	2,7	1,7	2,55	1,7	2,55	1,7	2,55	8,689	1,270	**9.959**	**6.56**	3.
1,8	*1,2*	*1,8*	*1,1*	*1,65*	*1,1*	*1,65*	*1,1*	*1,65*	*4,556*	*716*	*5.272*	—	*1.*
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	*2.*
1,95	*1,3*	*1,95*	*1,3*	*1,95*	*1,5*	*2,25*	*1,5*	*2,25*	*1,466*	*135*	*1,601*	—	*3.*
3,75	1,5	3,75	1,2	2,0	1,5	2,0	1,5[3]	1,5	1,015[3]	20	**1.035**[3]	**5.28**	4.
2,7	1,8	2,7	1,5	2,25	1,5	2,25	1,5	2,25	801	38	**839**	**4,69**	5.
3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	8,660	720	**9.380**	**7,66**	6.
3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	4,850	655	**5.505**	**7,45**	7.
3,0	2,0	3,0	2,0	3,0	2,5	3,75	2,5	3,75	36,528	1,278	**37.806**	**12,47**	8.
3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,0	3,0	2,5	3,75	9,519	4,728	**14,247**	**10.01**	9.
				Ohne die Unterabteilungen					**91.225**	**11,188**	**102.413**	**9.13**	
				Mit den „					**106.133**	**12.615**	**118.748**	**10.58**	

[2] Taxation Fr. 140,280) mit Fr. 2104.

3,0	2,5	3,0	3,0	4,0	3,0	4,0	3,0	4,0	18,807	1,342	**20,149**	**10,42**	1.
3,75	4,25	4,5	4,25	4,5	3,5	5,25	3,0	4,5	17,544	3,096	**20.640**	**11.81**	2.
—	—	—	—	—	—	—	*1,5*	—	*2.252*	—	*2.252*	—	*1.*
3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5[3]	3,75	11,530[3]	1,160	**12.690**	**9.04**	3.
3,0	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	20,293	8,100	**28.393**	**13.70**	4.
0,75	*0,25*	*0,75*	*0,25*	*0,75*	*0,25*	*0,75*	*0,25*	*0,75*	*819*	*441*	*1.260*	—	*1.*
—	*0,5*	—	*0,5*	—	*0,5*	—	*0,5*	—	*697*	—	*697*	—	*2.*
0,5	*0,5*	*0,5*	*0,5*	*0,5*	*0,5*	*0,5*	*0,5*	*0,75*	*550*	?	*550*	—	*3.*
—	—	—	*0,4*	—	*0,4*	—	*0,4*	—	*482*	—	*482*	—	*4.*
				Ohne die Unterabteilungen					**68.174**	**13,698**	**81.872**	**11,44**	
				Mit den „					**72,974**	**14,139**	**87.113**	**12,17**	

[3] Entschädigungen an die Lehrerschaft.

2,0	4,7	2,0	5,8[1]	3,0	5,8[1]	3,0	5,8[1]	3,0	4,370	5,370	**9,740**	**17.61**	1.
4,5	2,75	4,1	2,75	4,1	2,75	4,1	2,5[2]	3,75	6,078[2]	449	**6,527**[7]	**8.02**	2.
4,5	4,0	4,5	4,0	4,5	4,0	4,5	4,0	4,5	14,058[8]	1,085	**15,143**[8]	**10.06**	3.
5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	4,0	4,0	4,5	4,5	5,894	202	**6.096**	**10.01**	4.
3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	4,944	155	**5.099**	**7.43**	5.
7,5	5,0	7,5	5,0	7,5	5,0	7,5	5,0	7,5	2,954	717	**3.671**[4]	**12.36**	6.
3,5	2,5	3,5	2,5	3,5	2,5	3,5	2,5	3,5	12,350	4,248	**16,598**	**14,75**	7.
4,5	3,6	4,5	3,6	4,5	3,6	4,5	3,6[5]	4,5	5,955	442	**6.397**	**9.26**	8.
3,75	2,5	3,75	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	7,780	1,314	**9.094**[6]	**7.47**	9.

Gemeinden und Unterabteilungen	Vermögen		Grundpfandschulden im ganzen	Einkommen			Ge
	Rohes Grundsteuerkapital	Grundpfändlich versicherte Kapitalien		I. Kl. Arbeit resp. Berufs- und Erwerbstätigkeit	II. Kl. Löhnungen und Pensionen	III. Kl. Verzinsliche Kapitalien	
1	2	3	4	5	6	7	
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
Hilterfingen	3,361,380	389,333	467,420	15,700	3,600	111,900	6
Höfen	1,187,900	66,340	545,190	5,900	—	—	
Homberg	1,203,120	327,050	732,860	2,900	—	—	1
Horrenbach-Buchen	1,348,660	125,880	750,020	1,800	—	200	1
Längenbühl	726,710	136,910	259,240	800	—	700	
Oberhofen	3,435,840	797,640	864,620	63,100	2,300	51,000	6
Oberlangenegg	1,948,820	199,050	914,800	2,800	200	—	2
Pohlern	1,012,840	62,300	370,680	—	—	—	1
Schwendibach	349,660	97,790	228,100	400	—	300	
Sigriswil	6,507,950	622,450	2,502,600	44,600	4,300	12,100	8
Steffisburg	11,107,330	4,685,473	4,981,590	285,900	4,800	35,700	21
Strättligen	5,575,350	819,938	2,266,310	33,200	2,300	159,600	10
Teuffenthal	604,810	105,050[11]	223,870	2,000	—	—	
Thierachern	2,106,844	379,616	880,460	16,800	1,600	49,900	4
Thun	21,577,490	7,280,956	11,488,440	2,111,300	6,900	200,700	65
Uebeschi	1,325,320	279,910	724,420	5,000	900	—	1
Uetendorf	3,614,130	656,447	1,829,260	25,300	—	33,600	5
Unterlangenegg	1,822,930	282,800	1,123,980	9,000	—	—	2
Wachseldorn	619,920	85,330	449,450	2,100	—	—	
Zwieselberg	815,910	196,240	274,750	2,100	200	500	1
Total	**87,430,374**	**21,675,365**	**40,031,322**	**2,718,800**	**41,300**	**810,500**	

[1] Besteht aus den Ansätzen für Grundsteuer zu 1,8, für die Wegtelle zu 1,5 und für die Steuer v
Wegtelle zu ca. 50 ‰, welche teils in Handarbeit, teils in bar geleistet wird. [9] Inbegriffen der Betrag
mit ca. Fr. 247, die andere von jeder Familie zu je Fr. 2 mit ca. Fr. 120. [5] Inbegriffen die Weg- und S
versteuerbaren Vermögen bezogen wird. [7] Nicht inbegriffen die Wegtelle zu 0,5 ‰. [8] Inbegriffen eine
[10] Nicht inbegriffen sind: Feuerwehrersatzsteuern je nach dem Alter und den Vermögensverhältnissen
hoch, weil ein Bewohner nur vorübergehend mit Fr. 20,000 steuerpflichtig. [12] Dazu eventuell für We

Amt Trachselwald.							
Affoltern	2,964,400	671,340	1,454,490	16,900	600	12,000	
Dürrenroth	3,837,780	1,107,382	1,775,730	25,400	—	16,900	
Eriswil	2,469,330	1,559,670	1,408,290	59,800	—	19,200	
Huttwil	7,262,220	2,521,405	4,704,540	311,800	200	23,600	1
Lützelflüh	8,644,310	3,806,816	3,952,290	87,200	—	34,900	1
Rüegsau	5,080,330	1,285,937	2,627,770	79,400	—	5,800	
Sumiswald	11,429,820	3,963,672	5,861,568	223,500	1,000	42,400	1
1. Wasen, Kirchgem.	*4,346,360*	*872,463*	*2,610,000*	*55,900*	—	*6,000*	
Trachselwald	3,234,040	872,872	1,666,930	34,900	—	6,500	
Walterswil	1,893,000	303,673	1,200,460	7,900	—	200	
Wissachengraben	2,743,940	719,580	1,750,030	10,400	400	7,600	
Total	**49,559,170**	**16,812,347**	**26,402,098**	**857,200**	**2,200**	**169,100**	

[1] Inbegriffen sind je ca. 0,5 ‰ für Amortisation der Grenzbereinigungsschuld.

Steueransatz in den Jahren										Erhobene Gemeindesteuern pro 1903				Gemeinden und Unterabteilungen
1899		1900		1901		1902		1903		Betrag (inkl. Extratellen)				
vom		vom		vom		vom		vom		vom		im ganzen	Per Kopf der Bevölkerung	
Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkommen			
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
‰	%	‰	%	‰	%	‰	%	‰	%	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,0	3,0	2,0	3,0	7,435	6,190	**13.625**	**20,37**	10.
25	—	3,25	—	3,0	—	3,25	—	3,25	—	4,076	—	**4.076**	**11,92**	11.
5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	3,727	109	**3.836**	**7,66**	12.
5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	4,0	4,0	4,0	4,0	5,897	80	**5.977**	**16,65**	13.
0	4,5	3,5	5,25	3,5	5,25	3,5	5,25	3,5[7]	5,25[7]	3,015[7]	125[7]	**3,140**[7]	**12,92**	14.
0	4,5	2,3	3,75	2,3	3,45	2,3	3,45	2,3	3,45	9,736	5,215	**14,951**	**16,45**	15.
5	5,25	4,0	6,0	4,5	6,75	4,0	6,0	4,0	6,0	8,500	200	**8,700**[8]	**13,43**	16.
5	—	1,5	—	1,0	—	1,5	—	1,5	—	1,613	—	**1.613**	**7,20**	17.
0	3,75	3,0	4,5	3,0	4,05	2,75	4,15	2,5	3,75	1,112	34	**1,146**	**9,47**	18.
0	4,5	2,75	4,15	3,0	4,5	3,0	4,5	3,5[9]	5,25	24.956	3.701	**28.657**[9]	**9,27**	19.
8	3,6	2,4	3,6	2,4	3,6	2,4	3,6	2,4	3,6	37,902	12.665	**50.567**	**10,47**	20.
5	3,4	2,5	3,4	2,5	3,4	2,5	3,4	3,0	3,9	19,269	11,454	**30,723**[10]	**10,05**	21.
5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	1.859	75	**1.934**	**10.07**	22.
5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	6,225	3,828	**10.053**[12]	**11,58**	23.
0	4,5	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	72,146	92,063	**164.209**	**27,23**	24.
5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	3,994	358	**4,352**[13]	**8.60**	25.
75	4,15	2,75	4,15	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	12,818	3,658	**16,476**	**8,95**	26.
25	4,82	3,5	5,25	3,5	5,25	3,5	5,25	3,5	5,25	7,365	471	**7.836**	**7,98**	27.
5	8,25	6,0	8,25	6,0	8,25	6,0	8,25	6,0	8,25	4,232	173	**4.405**	**13.19**	28.
5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,518	55	**1.573**	**6,93**	29.
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	**301.778**	**154.436**	**456.214**	**13,63**	

...ätzen zu 2,5 ‰. Auch mit den Ansätzen der vorhergehenden Jahre verhält es sich ähnlich. [7] Inbegriffen die ...erskapital. [8] Nicht inbegriffen 2 verschiedene Wegtellen, die eine von der Liegenschaft zu 0,5 ‰ bezogen ...erkapitals. [9] Nicht inbegriffen die Gemeindewerksteuer, welche alle 2 Jahre zu 0,6—0,7 ‰ vom ganzen ...zusammen Fr. 1093 an die Kosten des Lindensträsschens. [11] Nicht inbegriffen die Friedhofteile zu 1 ‰, ...indewerks eine Entschädigung von Fr. 2 (pro 1903 Fr. 2, 50) per Haushaltung. [12] Pro 1903 aussergewöhnlich ... die Feldmausertelle zu 1 ‰ resp. 1% mit zusammen Fr. 1640.

0	4,5	2,5	3,75	2,8	4,2	3,3[1]	4,95	3,5[1]	5,25	12,625[1]	1,990	**14,615**[1]	**12,80**	1.
5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,0	3,0	2,5	3,75	12,363	2,011	**14.374**	**9,97**	2.
0	4,5	3,0	4,5	3,5	5,25	3,5	5,25	3,0	4,5	13,430	4,131	**17.561**	**8,43**	3.
5	5,25	3,5	5,25	3,5	5,25	3,5	5,25	3,5	5,25	33.977	18,468	**52.445**	**10.84**	4.
5	3,75	2,0	3,0	2,5	3,75	2,5	3,75	2,0	3,0	24,902	4,361	**29,263**	**8,50**	5.
5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	15,915	3,340	**19.255**	**7,50**	6.
0	4,5	3,2	4,8	3,2	4,8	3,0	4,5	3,2	4,8	48,048	13,913	**61,961**	**11,57**	7.
	4,5	*3,0*	*4,5*	*3,5*	*5,25*	*3,0*	*4,5*	*3,5*	*5,25*	*2,609*	*490*	*3.099*	—	*1.*
5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	10,254	1,865	**12,119**	**8.23**	8.
0	4,15	2,75	4,15	2,25	3,4	2,25	3,4	2,25	3,4	5.224	272	**5.496**	**6.50**	9.
	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	10,394	1,062	**11,456**	**7.81**	10.
										Ohne die Unterabteilungen		**187,132**	**51,413**	**238.545**	**10.05**	
										Mit den		**189,741**	**51,903**	**241.644**	**10.19**	

Gemeinden und [Unterabteilungen]	Vermögen: Rohes Grundsteuer-kapital	Vermögen: Grundpfändlich versicherte Kapitalien	Grund-pfand-schulden im ganzen	Einkommen: I. Kl. Arbeit resp. Berufs- und Erwerbs-tätigkeit	Einkommen: II. Kl. Leibrenten und Pensionen	Einkommen: III. Kl. Verzinsliche Kapitalien
1	2	3	4	5	6	7
Amt Wangen.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
Attiswil	2,249,870	30,230	1,038,840	22,600	—	6,300
Berken	374,520	23,074	172,930	1,000	—	—
Bettenhausen	929,630	202,440	313,980	8,300	—	7,600
Bollodingen	815,310	101,887	289,160	7,700	—	200
Farnern	578,620	12,188	183,330	1,500	—	1,400
Graben	950,670	240,278	222,040	2,600	—	7,000
Heimenhausen	1,091,530	148,630	360,850	7,100	—	1,800
Hermiswil	332,760	7,500	157,730	300	—	600
Herzogenbuchsee	5,614,750	901,052	2,683,878	389,100	5,500	67,500
Inkwil	1,105,430	44,452	501,150	11,600	800	200
Niederbipp	6,171,100	588,280	1,624,930	77,400	200	28,400
Niederönz	1,211,960	162,715	549,880	7,400	—	2,500
Oberbipp	2,632,710	107,088	965,420	16,200	—	3,300
Oberönz	1,116,490	73,420	421,250	3,400	—	5,300
Oehlenberg	2,849,990	531,400	1,505,920	14,200	—	5,500
1. Oschwand, Schulg.	*1.696.670*	*356,010*	—	*7,900*	—	*4,600*
2. Neuhaus, »	*1.153,120*	*174,340*	—	*6.300*	—	*900*
Röthenbach	779,490	46,220	347,450	7,900	—	100
Rumisberg	853,610	15,814	301,260	4,600	—	1,100
Seeberg	4,795,720	587,903	2,416,930	46,700	100	20,500
1. » Ortsgemeinde[4]	*1,098,000*	*168,000*	*233,000*	*11,600*	—	*8,500*
2. Niedergrasswil, Ortsgemeinde	*1,045,110*	*98.125*	*541.140*	*21,500*	—	*2.900*
3. Obergrasswil-Bittwil, Ortsgem.	*1,040,880*	*37.180*	*534,500*	*5,500*	—	*1.000*
4. Riedtwil, »	*1,042,440*	*196.830*	*669,340*	*8,200*	*100*	*3.300*
5. Juchten u. Loch, Ortsgemeinde	*647.170*	*11,035*	*306,900*	*700*	—	*1,500*
Thörigen	1,873,110	127.870	730,280	13,700	500	5.200
Walliswil-Bipp	460.370	3.238	135.440	7,600	—	1,400
Walliswil-Wangen	865.560	22,948	387.140	8,000	—	1,700
Wangen	3,211.740	302,663	1,122,242	221,400	200	49.900
Wangenried	892,890	19,691	300,040	4,700	—	3,300
Wanzwil	355,130	34.781	63.800	7.400	—	500
Wiedlisbach	2,721,150	182,395	1,018,210	56,900	—	22,700
Wolfisberg	327,480	26,096	162,010	1,400	—	—
Total	**45.161.590**	**4,544,253**	**17.976.090**	**950,700**	**7,300**	**244,000**

[1] Dazu Familientelle zu Fr. 1 mit ca. Fr. 96. [2] Dazu eine Handgemeindewerktelle zu 0,… Gemeindewerks und der Fuhrungen zu 1,1 ‰ mit Fr. 875 (Fr. 742 Leistung und Fr. 133 Ersatz). D… Handgemeindewerk geleistet, was ca. Fr. 1600 kosten würde = 1 ‰. [5] Nur zu Ortszwecken. Dazu … zu Fr. 1 per Jucharte Wald mit Fr. 205. [8] Die Schultelle zu 1 ‰ fliesst nach Oschwand, Gemeinde …

Steueransatz in den Jahren									Erhobene Gemeindesteuern pro 1903				Gemeinden und Unterabteilungen
99	1900		1901		1902		1903		Betrag (inkl. Extratellen)				
	vom		vom		vom		vom		vom		im ganzen	Per Kopf der Bevölkerung	
Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkomm. I. Kl.	Vermögen	Einkommen			
18	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
‰	‰	‰	‰	‰	‰	‰	‰	‰	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
5,25	3,5	5,25	3,5	5,25	3,5	5,25	3,5	5,25	7,983	1,760	**9,743**	**10.80**	1.
4,5	3,0	4,5	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	994	37	**1,031**	**9.04**	2.
5,25	3,5	5,25	3,5	5,25	3,5	5,25	3,5	5,25	3,962	1,101	**5,063**	**12.98**	3.
3,0	2,0	3,0	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,303	301	**2,604**	**10.89**	4.
7,5	5,5	8,25	5,5	8,25	5,0	7,5	5,0	7,5	3,296	285	**3.581**	**13.07**	5.
4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	2,5	3,75	2,5	3,75	2,979	538	**3,517**	**11.61**	6.
4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,720	454	**4,174**	**10.03**	7.
5,25	3,5	5,25	3,5	5,25	3,5	5,25	3,0	4,5	1,022	58	**1,080**	**9.64**	8.
4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	19,547	22,902	**42,449**	**16.76**	9.
5,25	3,5	5,25	3,5	5,25	3,5	5,25	3,5	5,25	4,019	685	**4,704**	**10.64**	10.
4,8	3,5	5,25	3,2	4,8	3,3	4,95	3,4	5,1	22,982	6,374	**29,356**	**13.08**	11.
4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	4,125	520	**4,645**[1]	**10.41**	12.
4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0[2]	4,5	8,219[2]	977	**9,196**[2]	**11.48**	13.
3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	3,0	4,5	3,570	530	**4,100**	**12.54**	14.
4,87	3,25	4,87	3,25	4,87	3,25	4,87	3,25	4,87	10,784	1,199	**11,983**	**13,11**	15.
—	—	—	—	—	—	—	*1,0*	*1,5*	*2,011*	*273*	*2,284*	—	*1.*
—	—	—	—	—	—	—	*1,5*	*2,25*	*2,011*	*225*	*2,236*	—	*2.*
5,25	3,0	4,5	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,064	307	**2,371**	**6.34**	16.
6,0	4,0	6,0	5,0	7,5	5,0	7,5	5,0[3]	7,5	5,193[3]	482	**5,675**[4]	**16.08**	17.
1,5	1,0	1,5	1,0	1,5	1,0	1,5	1,0	1,5	5,350	1,215	**6,565**	**3.81**	18.
1,5	*1,0*	*1,5*	*1,0*	*1,5*	*1,0*	*1,5*	*1,25*	*2,1*	*1,582*	*512*	*2,094*	—	*1.*
0,37	*0,25*	*0,37*	*0,25*	*0,37*	*0,25*	*0,37*	*0,25*	*0,37*	*285*	*98*	*383*[5]	—	*2.*
1,5	*1,0*	*1,5*	*1,0*	*1,5*	*1,0*	*1,5*	*1,0*	*1,5*	*783*	*90*	*873*[6]	—	*3.*
1,87	*1,25*	*1,87*	*1,25*	*1,87*	*1,25*	*1,87*	*1,25*	*1,87*	*398*	*22*	*420*		
2,25	*1,0*	*1,5*	*1,5*	*2,25*	*1,5*	*2,25*	*1,5*	*2,25*	*1,841*	*311*	*2.152*[7]	—	*4.*
1,5	—	—	*0,6*	*0,9*	*1,0*	*1,5*	*1,0*	*1,5*	*658*	*48*	*706*[8]	—	*5.*
4,5	0,3	4,5	0,3	4,5	0,3	4,5	0,3	4,5	6,003	1,040	**7,043**	**10.84**	19.
5,25	4,0	6,0	4,0	6,0	3,5	5,25	3,5	5,25	1,592	521	**2,113**	**9.35**	20.
9,0	5,5	8,25	5,0	7,5	4,5	6,75	4,5	6,75	3,998	730	**4,728**	**7.89**	21.
4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	10,545	13,672	**24,217**	**16.82**	22.
6,0	4,0	6,0	4,5	6,75	4,0	6,0	3,5	5,25	3,176	509	**3.685**	**11.10**	23.
3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	2,5	3,75	977	308	**1,285**	**9.38**	24.
4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	3,0	4,5	8,710	4,263	**12.973**	**9.47**	25.
7,75	5,0	7,5	5,0	7,5	4,5	6,75	4,5	6,75	1,591	67	**1.658**	**7.64**	26.
							Ohne die Unterabteilungen		**148.704**	**60.835**	**209.539**	**10.09**	
							Mit den	"	**158.273**	**62.414**	**220.687**	**12.27**	

[1] Inbegriffen der Betrag des Gemeindewerkfuhrungsteils zu 0,4 ‰ mit Fr. 1053, zusammen mit Fr. 3303. [2] Inbegriffen der Betrag des Grundsteuerkapital mit Fr. 2058. [3] Zur Erhaltung der öffentlichen Wege werden jährlich ca. 300 m³ Kies geführt und ca. 300 Tage [4] Dazu eine Gemeindewerkteile zu 2 ‰. [5] Dazu eine Rechtsamteile [6] [7] [8]

Gemeindest

Vergleichende Übersic

Amtsbezirke und Landesteile	Vermögen		Grund-pfand-schulden im ganzen	Einkommen		
	Rohes Grundsteuer-kapital	Grundpfändlich versicherte Kapitalien		I. Kl. Arbeit resp. Berufs- und Erwerbs-tätigkeit	II. Kl. Leibrenten und Pensionen	
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
Oberhasle	18,896,320	2,703,505	9,236,130	441,100	900	
Interlaken	94,510,990	7,073,756	36,519,638	2,931,500	14,300	
Frutigen	28,296,160	4,403,592	14,907,930	365,100	7,800	
Saanen	13,550,230	2,121,175	6,992,660	125,900	1,900	
Obersimmenthal	21,394,190	3,206,695	12,548,270	238,300	5,500	
Niedersimmenthal	40,649,010	3,452,780	15,753,745	426,300	1,500	
Thun	87,430,374	21,675,365	40,031,322	2,718,800	41,300	
Oberland	**304.727.274**	**44.636.868**	**135.989.695**	**7.247.000**	**73.200**	**1**
Signau	54,569,790	17,390,880	30,229,570	1,015,500	4,100	
Trachselwald	49,559,170	16,812,347	26,402,098	857,200	2,200	
Emmenthal	**104.128.960**	**34.203.227**	**56.631.668**	**1.872.700**	**6.300**	
Konolfingen	77,517,130	21,532,765	43,214,237	1,123,800	23,000	
Seftigen	50,344,000	9,357,433	25,886,965	359,300	5,100	
Schwarzenburg	18,969,860	2,709,974	11,660,016	175,800	700	
Laupen	30,788,870	2,681,082	11,118,311	401,600	9,100	
Bern	318,452,870	129,581,320	148,647,160	27,191,000	2,525,600	((
Fraubrunnen	52,792,630	7,183,571	16,348,895	523,800	14,500	
Burgdorf	90,234,450	24,475,936	36,944,712	2,761,500	36,300	
Mittelland	**639.099.810**	**197.522.081**	**293.820.296**	**32.536.800**	**2.614.300**	**8**
Aarwangen	66,134,890	15,182,843	27,978,823	1,984,700	12,100	
Wangen	45,161,590	4,544,253	17,976,090	950,700	7,300	
Oberaargau	**111.296.480**	**19.727.096**	**45.954.913**	**2.935.400**	**19.400**	
Büren	32,275,780	2,130,489	11,858,890	661,100	2,700	
Biel	73,063,830	16,952,295	41,742,610	6,613,300	28,400	
Nidau	47,592,825	2,755,785	19,590,098	1,099,600	11,400	
Aarberg	54,242,480	6,725,218	22,268,130	784,700	2,100	
Erlach	19,528,610	1,201,313	4,889,859	258,000	2,300	
Seeland	**226.703.525**	**29.765.100**	**100.349.587**	**9.416.700**	**46.900**	
Neuenstadt	14,148,415	2,541,727	4,075,936	338,800	8,600	
Courtelary	63,647,221	5,577,662	22,928,115	3,293,400	7,400	
Münster	40,427,670	2,349,662	8,787,737	1,784,300	10,000	
Freibergen	24,482,070	1,974,564	7,535,160	549,700	4,100	
Pruntrut	50,683,290	8,519,592	8,385,399	2,067,200	26,100	
Delsberg	41,381,000	7,460,457	9,424,510	1,569,100	11,100	
Laufen	23,771,225	2,433,772	5,121,849	840,800	1,300	
Jura	**258.540.891**	**30.857.436**	**66.258.706**	**10.443.300**	**68.600**	
Kanton	**1.644.496.940**	**356.711.808**	**699.004.865**	**64.451.900**	**2.828.700**	**1**

Anmerkungen. a) Die Gesamtsteuerkraft nach dem Vermögensfaktor ergibt sich durch Addition des Grun
I. Kl., des 20fachen Betrages des Einkommens II. Kl. und des 25fachen Betrages d

b) Die Gesamtsteuerkraft nach dem Einkommensfaktor ergibt sich durch folgende Berechnun
Summe des Einkommensteuerkapitals dazu gezählt.

und Landesteilen.

ter	Steuerkraft nach dem Einkommensfaktor		Erhobene Gemeindesteuern				Amtsbezirke und Landesteile
			Betrag (inkl. Unterabteilungen)				
Per Kopf der Bevölkerung	Summe	Per Kopf der Bevölkerung	vom Vermögen	vom Einkommen	im ganzen	Per Kopf der Bevölkerung	
Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
4.144	1,338.293	191.0	70,759	26,304	97.063	13.85	Oberhasle
5.565	7,183.590	266.2	338,903	141,864	480.767	17.81	Interlaken
3.472	1,698.290	152.1	107,929	16,065	123,994	11.10	Frutigen
3.623	778.056	155.0	42,875	8,421	51.296	10.22	Saanen
4.172	1,290.635	180.4	72,974	14,139	87.113	12.17	Obersimmenthal
4.722	2.290.572	204.1	106,133	12,615	118.748	10.58	Niedersimmenthal
5.108	7.934.830	237.0	301,778	154,436	456.214	13.63	Thun
4.802	22.514.266	220.6	1.041.351	373.844	1,415,195	13.87	**Oberland**
3.735	4.148.827	165.6	246,180	74,743	320.923	12.81	Signau
3.519	3.683.361	155.2	189,741	51.903	241.644	10.19	Trachselwald
3.630	7.832.188	160.6	435.921	126.646	562.567	11.53	**Emmenthal**
4.642	5.628.606	202.0	282,169	77,266	359.435	12.90	Konolfingen
3.529	2.897.957	148.6	214,693	31,586	246.279	12.63	Seftigen
2.231	1.048.693	59,7	110,854	13,423	124.277	11.34	Schwarzenburg
4.924	1.945.598	214.9	78,891	29,347	108.238	11.96	Laupen
11.612	54.292.668	587.7	1,025,803	1,195,263	2.221.066	24.41	Bern
5.333	3.078.348	229.1	142,435	21,063	163.498	12.17	Fraubrunnen
5.773	8.177.965	267.3	299,199	166,008	465.207	15.20	Burgdorf
7.793	77.069.835	378.2	2.154.044	1.533.956	3.688.000	18.10	**Mittelland**
4.565	5.691.509	212.3	251,408	117,403	368.811	13.76	Aarwangen
3.904	3.190.234	177.4	158,273	62,414	220.687	12.27	Wangen
4.300	8.881.743	198.3	409.681	179.817	589.498	13.16	**Oberaargau**
4.213	2.115.251	192.6	86,292	30,117	116.409	10.60	Büren
7.934	10.641.845	422.6	246,315	329,250	575.565	22.86	Biel
3.934	3.216.644	182.4	154,462	58,649	213.111	12.08	Nidau
4.418	3.393.308	194.7	179,859	46,432	226.291	12.99	Aarberg
3.598	1.120.497	158.6	32,983	6,627	39.610	5.61	Erlach
5.337	20.487.545	261.7	699.911	471.075	1.170.986	14.96	**Seeland**
5.807	1.128.906	264.4	25,637	14,688	40.325	9.45	Neuenstadt
4.522	6.300.475	228.8	191,678	158,058	349.736	12.70	Courtelary
3.734	3.610.093	186.3	101,885	77,068	178.953	9.23	Münster
3.419	1.658.365	157.8	54,190	22,959	77.149	7.34	Freibergen
3.698	4.763.215	179.2	76,137	91,970	168.107	6.32	Pruntrut
4.739	3.658.558	229.0	82,648	42,683	125.331	7.84	Delsberg
5.244	1.907.200	254.6	62,902	25,498	88.400	11.80	Laufen
4.214	23.026.812	206.1	595.077	432.924	1.028.001	9.20	**Jura**
5.661	159.812.389	271.1	5.335.985	3.118.262	8.454.247	14.34	**Kanton**

Schuldenabzug, der grundpfändlich versicherten Kapitalien, des 15fachen Betrages des Einkommens KL.

(Grundsteuerkapital und grundpfändlich versichertes Kapital) wurde à 4 % berechnet und die

Die Steuervera

Klassifikationsweise Abstufung

mtsbezirke und andesteile	Zahl der Gemeinden		Steuerfuss auf Vermögen									
			Es haben bezogen									
	überhaupt	mit Steuerbezug	Keine Steuern	0,5 bis	1 bis	2 bis	3 bis	4 bis	5 bis	6 bis	7 bis	8 bi
			vom Tausend									
			Anzahl Gemeinden									
erhasle . .	6	6	—	—	1	3	2	—	—	—	—	
terlaken . .	25	25	—	—	—	3	11	8	3	—	—	
utigen . .	6	6	—	—	—	3	2	1	—	—	—	
anen . . .	3	3	—	—	1	—	2	—	—	—	—	
ersimmenthal	4	4	—	—	—	2	2	—	—	—	—	
edersimmenthal	9	9	—	—	4	5	—	—	—	—	—	
un	29	29	—	—	2	12	8	4	2	1	—	
Oberland	**82**	**82**	—	—	**8**	**28**	**27**	**13**	**5**	**1**	—	
gnau . . .	9	9	—	—	—	—	7	2	—	—	—	
achselwald .	10	10	—	—	—	5	5	—	—	—	—	
Emmenthal	**19**	**19**	—	—	—	**5**	**12**	**2**	—	—	—	
olfingen .	31	31	—	2	6	13	7	3	—	—	—	
ftigen . . .	27	27	—	—	4	5	12	4	2	—	—	
hwarzenburg	4	4	—	—	—	1	—	1	2	—	—	
aupen . . .	11	11	—	—	4	6	1	—	—	—	—	
rn	12	12	—	—	4	3	4	1	—	—	—	
aubrunnen .	28	28	—	—	9	17	2	—	—	—	—	
rgdorf . .	25	25	—	1	3	16	5	—	—	—	—	
Mittelland	**138**	**138**	—	**3**	**30**	**61**	**31**	**9**	**4**	—	—	
arwangen . .	25	25	—	—	—	9	9	5	1	1	—	
angen . . .	26	26	—	1	1	5	15	2	2	—	—	
Oberaargau	**51**	**51**	—	**1**	**1**	**14**	**24**	**7**	**3**	**1**	—	
iren . . .	15	15	—	1	2	6	5	—	1	—	—	
el	3	3	—	—	—	—	2	—	1	—	—	
idau . . .	27	26	1	—	3	9	12	2	—	—	—	
arberg . .	12	12	—	2	7	3	—	—	—	—	—	
lach . . .	14	11	3	—	8	2	1	—	—	—	—	
Seeland	**71**	**67**	**4**	**3**	**20**	**20**	**20**	**2**	**2**	—	—	
euenstadt . .	5	4	1	—	1	2	1	—	—	—	—	
urtelary . .	19	19	—	—	3	8	7	1	—	—	—	
ünster . . .	34	30	4	—	7	11	8	2	2	—	—	
eibergen . .	17	16	1	3	4	6	2	1	—	—	—	
untrut . .	36	20	16	3	8	6	3	—	—	—	—	
elsberg . .	23	22	1	1	9	8	3	1	—	—	—	
aufen . . .	12	12	—	—	3	4	3	2	—	—	—	
Jura	**146**	**123**	**23**	**7**	**35**	**45**	**27**	**7**	**2**	—	—	
Kanton	**507**	**480**	**27**	**14**	**94**	**173**	**141**	**40**	**16**	**2**	—	

meinden pro 1903.

ch Amtsbezirken und Landesteilen.

Steuerfuss auf Einkommen I. Klasse. Es haben bezogen vom Hundert. Anzahl Gemeinden										Zahl der Gemeinden		Amtsbezirke und Landesteile
1 bis	2 bis	3 bis	4 bis	5 bis	6 bis	7 bis	8 bis	9 bis	10 u. mehr	mit Steuerbezug	überhaupt	
1	—	2	1	2	—	—	—	—	—	6	6	Oberhasle
1	—	6	5	8	3	1	—	—	—	24	25	Interlaken
—	—	3	2	—	1	—	—	—	—	6	6	Frutigen
1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	3	3	Saanen
—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	4	4	Obersimmenthal
1	3	5	—	—	—	—	—	—	—	9	9	Niedersimmenthal
1	—	14	6	3	1	1	1	—	—	27	29	Thun
5	**3**	**33**	**17**	**13**	**5**	**2**	**1**	—	—	**79**	**82**	**Oberland**
—	—	—	2	5	2	—	—	—	—	9	9	Signau
—	—	5	3	2	—	—	—	—	—	10	10	Trachselwald
—	—	**5**	**5**	**7**	**2**	—	—	—	—	**19**	**19**	**Emmenthal**
4	5	13	9	—	—	—	—	—	—	31	31	Konolfingen
1	2	7	5	6	4	1	—	—	—	26	27	Seftigen
—	—	1	—	—	1	2	—	—	—	4	4	Schwarzenburg
1	3	4	2	—	—	—	—	—	—	10	11	Laupen
1	3	3	2	2	1	—	—	—	—	12	12	Bern
3	4	15	1	1	—	—	—	—	—	25	28	Fraubrunnen
2	2	11	9	1	—	—	—	—	—	25	25	Burgdorf
12	**19**	**54**	**28**	**10**	**6**	**3**	—	—	—	**133**	**138**	**Mittelland**
—	—	6	11	4	4	—	—	—	—	25	25	Aarwangen
1	—	5	10	6	2	2	—	—	—	26	26	Wangen
1	—	**11**	**21**	**10**	**6**	**2**	—	—	—	**51**	**51**	**Oberaargau**
1	1	5	4	2	—	1	—	—	—	15	15	Büren
—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	3	3	Biel
2	1	7	9	5	2	—	—	—	—	26	27	Nidau
2	7	2	—	—	—	—	—	—	—	12	12	Aarberg
3	6	—	—	—	—	—	—	—	—	9	14	Erlach
8	**15**	**14**	**16**	**7**	**2**	**1**	—	—	—	**65**	**71**	**Seeland**
—	1	4	—	—	—	—	—	—	—	5	5	Neuenstadt
—	3	5	3	6	—	1	—	—	—	18	19	Courtelary
3	6	8	9	2	—	—	—	—	—	28	34	Münster
3	1	5	2	1	1	—	—	—	—	15	17	Freibergen
5	4	4	2	—	1	—	—	—	—	19	36	Pruntrut
2	6	5	3	1	1	—	—	—	—	19	23	Delsberg
1	4	2	2	2	1	—	—	—	—	12	12	Laufen
14	**25**	**33**	**21**	**12**	**4**	**1**	—	—	—	**116**	**146**	**Jura**
40	**62**	**150**	**108**	**59**	**25**	**9**	**1**	—	—	**463**	**507**	**Kanton**

wieder aufgenommen wurde. Auch in der eidg. Politik bilden diese beiden Postulate (Volkswahl des Bundesrates und Proportionalwahl des Nationalrates) die Zielpunkte, auf welche die Bestrebungen verschiedener Parteien gerichtet sind. Es erübrigt uns noch anzudeuten, dass für die Volksabstimmungen und Wahlen im Kanton Bern die Vorschriften der Art. 3—9 der bernischen Staatsverfassung, sowie des in Kraft bestehenden Gesetzes vom 29. Oktober 1899 und der Dekrete vom 30. Januar 1902 (Repräsentationsverhältnis des Grossen Rates) und vom 22. November 1904 über das Verfahren bei Volksabstimmungen und öffentlichen Wahlen Regel machen.

Allgemeine Übersicht der bisherigen Abstimmungs-Ergebnisse in

Für die **ganze Schweiz** nach den Angaben

No.	Vorlagen	Datum der Abstimmung	Zahl der gesammelten gültigen Unterschriften (Referendum, Initiative)
1	Gesetz betr. Verschmelzung der Tierarzneischule mit der Hochschule	21. Jan. 1900	—
2	Volksbegehren betr. den Erlass eines Gesetzes über den Salzpreis	29. April 1900	24.38
3	*Bundesgesetz betr. die Unfall- und Krankenversicherung mit Einschluss der Militärversicherung*	20. Mai 1900	—
	Ganze Schweiz	—	—
4	$3^1/_2$ % Anleihen von 20 Millionen Franken für die Kantonalbank	30. Sept. 1900	—
5	Gesetz betr. Ergänzung von § 18 des Gesetzes vom 15. Juli 1894 über die Aufstellung von Alignementsplänen und baupolizeilichen Vorschriften durch die Gemeinden	4. Nov. 1900	—
6	Gesetz betr. Wählbarkeit der Frauen als Mitglieder von Schulkommissionen	»	—
7	*Initiativbegehren betr. die Proportionalwahl des Nationalrates*	»	9,911
	Ganze Schweiz	—	*64.676*
8	*Initiativbegehren betr. die Wahl des Bundesrates durch das Volk*	»	9,215
	Ganze Schweiz	—	*56.330*
9	Beschluss betr. die Bern-Köniz-Schwarzenburgbahn	5. Mai 1901	—
10	Gesetz betr. die Erhaltung der Kunstaltertümer und Urkunden	16. März 1902	—
11	Gesetz betr. Beteiligung des Staates am Bau und Betrieb von Eisenbahnen	4. Mai 1902	—
12	Abänderung betr. die Erbschafts- und Schenkungssteuer	»	—
13	*Bundesbeschluss betr. die Unterstützung der öffentlichen Primarschule durch den Bund Aufnahme eines Art. 27bis in die (B.-V.)*	23. Nov. 1902	—
	Ganze Schweiz	—	—
14	Gesetz betr. den Tierschutz im Kanton Bern	8. Febr. 1903	—
15	*Bundesgesetz betr. den schweizerischen Zolltarif*	15. März 1903	—
	Ganze Schweiz	—	—
16	Viehversicherungsgesetz	17. Mai 1903	—
17	Gesetz über die Hundetaxe	25. Okt. 1903	—
18	*Initiativbegehren betr. Abänderung von Art. 72 der B.-V. (Wahl des Nationalrates nach Massgabe der schweiz. Bevölkerung)*	»	
	Ganze Schweiz	—	

Anmerkung. Die **eidgenössischen** Vorlagen sind zum Unterschiede von den

Kanton Bern (eidgenössische und kantonale) 21. Januar 1900 bis 19. März 1905

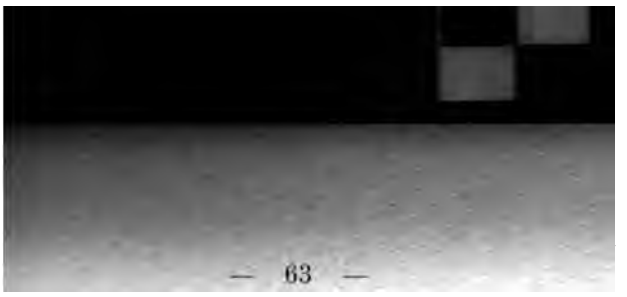
des Statistischen Jahrbuches der Schweiz.

Zahl der Stimmberechtigten	Teilnehmende		Gültige Stimmen				Ungültige und leere Stimmen	
			Annehmende		Verwerfende			
	Absolute Zahl	%	Absolute Zahl	%	Absolute Zahl	%	Absolute Zahl	%
125,947	40,596	32,2	**30,215**	**74,4**	8,887	21,9	1,494	3,7
125,693	62,421	49,7	**44,566**	**71,4**	17,336	27,8	519	0,8
127.222	80,594	63,3	21,869	27,1	**58,144**	**72,1**	581	0,8
—	—	—	*148,022*	—	*342,114*	—	—	—
126,249	35,155	27,8	**21,249**	**60,4**	13,410	38,2	496	1,4
127,328	62,978	49,5	**30,416**	**48,3**	26,133	41,5	6,429	10,2
127,328	63,142	49,6	17,190	27,2	**42,238**	**66,9**	3,714	5,9
127,650	64,136	50,2	19,051	29,7	**40,292**	**62,8**	4,793	7,5
—	—	—	*169,018*	—	*244,570*	—	—	—
127,650	64,175	50,3	17,507	27,3	**41,988**	**65,4**	4,680	7,3
—	—	—	*145,936*	—	*270,502*	—	—	—
126,048	37,964	30,1	**26,854**	**70,7**	10,590	27,9	520	1,4
125,784	33,142	26,3	**20,389**	**61,5**	12,000	36,2	753	2,3
126,607	66,287	52,4	**43,867**	**66,2**	18,263	27,6	4,157	6,2
126,607	65,978	52,1	30,104	45,6	**31,302**	**47,4**	4,572	7,0
128,653	52,498	40,8	**43,043**	**82,0**	9,016	17,2	439	0,8
—	—	—	*258,561*	—	*80,429*	—	—	—
128,876	43,081	33,4	15,059	35,0	**26,990**	**62,6**	1,032	2,4
131,135	95,389	72,9	**60,890**	**63,8**	34,023	35,7	476	0,5
—	—	—	*332,001*	—	*225,123*	—	—	—
130,249	46,569	35,7	**31,975**	**68,7**	13,733	29,5	861	1,8
128,496	61,354	47,7	**36,749**	**59,9**	22,439	36,6	2,166	3,5
131,110	61,721	47,1	15,868	25,7	**42,277**	**68,5**	3,576	5,8
—	—	—	*95,121*	—	*295,075*	—	—	—

Kursiv-Schrift gesetzt.

No.	Vorlagen	Datum der Abstimmung	Zahl der gesammelten gültigen Unterschriften (Stimmenzahl)
19	*Bundesbeschluss betr. Abänderung des Art. 32bis der B.-V. (Kleinhandel mit geistigen Getränken)*	25. Okt. 1903	—
	Ganze Schweiz	—	—
20	*Bundesgesetz betr. Ergänzung des Bundesstrafrechts (Bestrafung der Anstiftung oder Verleitung Militärpflichtiger zu Verbrechen)* .	»	—
	Ganze Schweiz	—	—
21	Gesetz betr. Lehrerbildung (Seminarinitiative)	13. Dez. 1903	12.94
22	Gesetz betr. die hypothekarische Mitverpfändung beweglicher Sachen als Zubehörden eines Immobiliarpfandes	13. März 1904	—
23	*Bundesbeschluss betr. Revision des Art. 64 der B.-V. (Ausdehnung des Erfindungsschutzes) vom 22. Dezember 1904*	19. März 1905	—
	Ganze Schweiz	—	—
24	Gesetz betr. die Sonntagsruhe	»	—
25	Gesetz über gewerbliche und kaufmännische Berufslehre	»	—
26	Konkordat betr. Befreiung von der Verpflichtung zur Sicherheitsleistung für die Prozesskosten	»	—

Anmerkung. Die **eidgenössischen** Vorlagen sind zum Unterschiede von den kantons



Teilnehmende		Gültige Stimmen				Ungültige und leere Stimmen	
		Annehmende		Verwerfende			
Absolute Zahl	%	Absolute Zahl	%	Absolute Zahl	%	Absolute Zahl	%
61,383	46,8	22,144	36,1	**33.437**	**54,5**	5,802	9,4
—	—	*157,731*	—	*227.079*	—	—	—
61,978	47,3	18,168	29,3	**34.901**	**56,3**	8,909	14,4
—	—	*117,725*	—	*263,862*	—	—	—
65,316	51,3	25,264	38,7	**39,514**	**60.5**	538	0,8
39,400	30,1	**24,522**	**62,2**	13,986	35,5	892	2,3
52 945	40,2	**34.392**	**65,0**	15,978	30,2	2,575	4,8
—	—	*199.187*	—	*83.935*	—	—	—
52,651	40,1	**35,102**	**66,7**	14,093	26,8	3,456	6,5
52,635	40,1	**29,965**	**57,0**	18,912	36,0	3,758	7,0
52,368	39,9	**30,500**	58,2	17,082	32.6	4,786	9,2

t gesetzt.

Amtsbezirke und Landesteile resp. Wahlkreise	Abstimmung vom 21. Januar 1900					Abstimmung vom 29. April			
	Zahl der Stimmberechtigten	Beteiligung	Gesetz betreffend Verschmelzung der Tierarzneischule mit der Hochschule (kant.)			Zahl der Stimmberechtigten	Beteiligung	Volksbeg betreffend den Gesetzes über preis (k	
			Gültige Stimmen	Ja	Nein			Gültige Stimmen	Ja
Oberhasle	1,668	468	460	408	52	1,702	726	725	3
Interlaken	6,226	1,824	1,669	1,386	283	6,167	2,620	2,596	1,3
Frutigen	2,414	746	729	471	258	2,421	1,176	1,154	5
Saanen	1,299	194	191	153	38	1,310	507	504	3
Obersimmenthal	1,665	477	475	394	81	1,649	847	846	4
Niedersimmenthal	2,407	581	569	360	209	2,371	979	971	6
Thun	7,376	2,044	2,004	1,477	527	7,380	3,494	3,477	2,4
Oberland	23,055	6,334	6,097	4,649	1,448	23,000	10,349	10,273	6,3
Seftigen	4,021	1,130	1,114	808	306	3,905	2,220	2,204	1,8
Schwarzenburg	2,244	458	455	238	217	2,227	1,039	1,036	2
Bern	19,943	2,966	2,953	2,623	330	20,006	6,474	6,434	4,1
Mittelland	26,208	4,554	4,522	3,669	853	26,138	9,733	9,674	6,9
Konolfingen	6,147	1,901	1,878	1,305	573	6,195	3,832	3,805	3,2
Signau	5,368	1,111	1,060	741	319	5,408	2,691	2,676	2,1
Trachselwald	5,424	1,801	1,776	1,026	750	5,443	3,477	3,431	3,0
Emmenthal	16,939	4,813	4,714	3,072	1,642	17,046	10,000	9,912	8,4
Burgdorf	6,363	1,927	1,908	1,449	459	6,373	4,288	4,210	2,9
Aarwangen	5,537	1,876	1,852	1,392	460	5,572	3,640	3,604	3,0
Wangen	3,606	1,390	1,377	1,081	296	3,616	2,515	2,505	2,2
Fraubrunnen	2,856	902	881	683	198	2,874	1,802	1,795	1,5
Oberaargau	18,362	6,095	6,018	4,605	1,413	18,435	12,245	12,114	9,8
Aarberg	3,559	1,037	1,029	866	163	3,606	2,201	2,196	1,8
Büren	2,173	1,106	1,060	894	166	2,172	1,320	1,317	1,1
Biel	4,685	1,205	1,173	1,060	113	4,694	1,465	1,451	5
Nidau	3,423	991	986	837	149	3,383	1,586	1,582	1,1
Erlach	1,374	490	478	421	57	1,360	773	766	6
Laupen	1,960	793	787	564	223	1,962	1,452	1,448	1,2
Seeland	17,174	5,622	5,513	4,642	871	17,177	8,797	8,760	6,5
Neuenstadt	899	553	534	467	67	894	352	349	1
Courtelary	5,863	4,448	3,991	3,301	690	5,693	2,442	2,414	8
Münster	4,004	3,113	2,848	2,171	677	3,935	1,710	1,690	9
Freibergen	2,280	1,385	1,305	1,044	261	2,347	1,017	1,010	7
Jura (Südkreis)	13,046	9,499	8,678	6,983	1,695	12,869	5,521	5,463	2,7
Pruntrut	5,788	1,994	1,945	1,392	553	5,854	2,885	2,845	1,8
Delsberg	3,661	1,192	1,156	848	308	3,581	1,804	1,790	9
Laufen	1,714	487	453	349	104	1,693	916	905	7
Jura (Nordkreis)	11,163	3,673	3,554	2,589	965	11,128	5,605	5,540	3,6
Militär	—	6	6	6	—	—	171	166	
Kanton	**125.947**	**40.596**	**39.102**	**30.215**	**8.887**	**125.793**	**62.421**	**61.902**	**44.5**

vom 20. Mai 1900			Abstimmung vom 30. September 1900					Amtsbezirke und Landesteile resp. Wahlkreise
Bundesgesetz betreffend die Unfall- und Krankenversicherung und Einschluss der Militärversicherung (eidg.)			Zahl der Stimmberechtigten	Beteiligung	$3\frac{1}{2}\%$ Anleihen von 20 Millionen Franken für die Kantonalbank (kant.)			
Gültige Stimmen	Ja	Nein			Gültige Stimmen	Ja	Nein	
983	546	437	1,684	387	383	312	71	Oberhasle
3,956	2,026	1,930	6,258	1,951	1,935	1,121	814	Interlaken
1,431	388	1,043	2,395	682	674	413	261	Frutigen
657	225	432	1,298	233	230	164	66	Saanen
1,029	373	656	1,647	513	512	394	118	Obersimmenthal
1,341	411	930	2,407	647	637	378	259	Niedersimmenthal
4,449	1,045	2,804	7,472	2,298	2,260	1,599	661	Thun
13,846	5,614	8,232	23,161	6,711	6,631	4,381	2,250	**Oberland**
2,606	459	2,147	4,041	1,231	1,217	832	385	Seftigen
1,262	87	1,175	2,228	546	541	311	230	Schwarzenburg
9,349	4,475	4,874	19,978	2,799	2,771	2,067	704	Bern
13,217	5,021	8,196	26,247	4,576	4,529	3,210	1,319	**Mittelland**
4,350	608	3,742	6,257	2,171	2,152	1,205	947	Konolfingen
3,847	712	3,135	5,442	1,003	993	492	501	Signau
4,071	537	3,534	5,473	1,915	1,883	756	1,127	Trachselwald
12,268	1,857	10,411	17,172	5,089	5,028	2,453	2,575	**Emmenthal**
4,583	1,423	3,160	6,409	2,067	2,037	1,194	843	Burgdorf
4,129	1,197	2,932	5,609	1,930	1,901	1,025	876	Aarwangen
2,810	403	2,407	3,674	1,217	1,195	645	550	Wangen
1,951	366	1,585	2,908	963	952	556	396	Fraubrunnen
13,473	3,389	10,084	18,600	6,177	6,085	3,420	2,665	**Oberaargau**
2,345	888	1,457	3,639	1,008	999	653	346	Aarberg
1,413	509	904	2,179	638	633	430	203	Büren
3,011	1,265	1,746	4,782	1,431	1,417	1,271	146	Biel
2,155	788	1,367	3,396	1,007	993	795	198	Nidau
800	202	598	1,379	401	392	295	97	Erlach
1,490	292	1,198	2,009	842	841	466	375	Laupen
11,214	3,944	7,270	17,384	5,327	5,275	3,910	1,365	**Seeland**
353	49	304	872	244	240	188	52	Neuenstadt
3,697	429	3,268	5,559	1,502	1,469	1,108	361	Courtelary
2,550	346	2,204	3,898	1,080	1,065	488	577	Münster
1,398	66	1,332	2,262	719	698	279	419	Freibergen
7,998	890	7,108	12,591	3,545	3,472	2,063	1,409	**Jura** (Südkreis)
4,136	287	3,849	5,777	1,771	1,737	868	869	Pruntrut
2,253	408	1,845	3,641	1,164	1,145	554	591	Delsberg
1,143	199	944	1,676	555	535	256	279	Laufen
7,532	894	6,638	11,904	3,490	3,417	1,678	1,739	**Jura** (Nordkreis)
465	260	205	—	240	222	134	88	*Militär*
80.013	**21.869**	**58.144**	**126.249**	**35.155**	**34.659**	**21.249**	**13.410**	**Kanton**

Amtsbezirke und Landesteile resp. Wahlkreise	Abstimmungen vom 4. November 1900							
	Zahl der Stimmberechtigten	Beteiligung	Gesetz betr. Ergänzung von § 18 des Gesetzes über die Aufstellung von Alignementsplänen und baupolizeilichen Vorschriften durch die Gemeinden (kant.)			Zahl der Stimmberechtigten	Beteiligung	Gesetz betr. [illegible]
			Gültige Stimmen	Ja	Nein			
Oberhasle . . .	1,702	665	590	178	412	1,702	696	
Interlaken . . .	6,310	3,207	2,908	1,423	1,485	6,310	3,240	3
Frutigen	2,452	1,071	984	294	690	2,452	1,101	1
Saanen	1,299	402	369	164	205	1,299	414	
Obersimmenthal .	1,643	748	634	224	410	1.643	748	
Niedersimmenthal.	2.428	1,025	974	272	702	2,428	1,064	1
Thun	7,458	3,660	3,112	1,405	1,707	7,458	3.686	3
Oberland	23,292	10,778	9,571	3.960	5,611	23,292	10.949	10
Seftigen	4,019	1,792	1,518	533	985	4.019	1.818	1
Schwarzenburg .	2,214	843	756	191	565	2,214	843	
Bern	20,412	9,526	8,890	6,979	1,911	20.412	9,184	8
Mittelland	26,645	12,161	11.164	7.703	3.461	26,645	11.845	11
Konolfingen . . .	6,237	3.369	2.779	1.024	1,755	6.237	3.467	3
Signau	5.517	2.137	1,846	687	1.159	5,517	2.137	1
Trachselwald . .	5,452	2,534	2.189	719	1,470	5,452	2,554	2
Emmenthal	17.206	8.040	6.814	2,430	4.384	17,206	8.098	7
Burgdorf . . .	6.443	3.449	2.752	1.506	1,246	6,443	3.429	3
Aarwangen . . .	5.647	2.786	2.515	1,299	1.216	5.647	2.798	2
Wangen	3,675	2,153	1,940	919	1,021	3,675	2.172	2
Fraubrunnen . .	2,929	1,476	1.316	626	690	2.929	1.509	1
Oberaargau	18.694	9,864	8.523	4.350	4.173	18.694	9,908	9
Aarberg	3.659	1.996	1.809	649	1.160	3.659	1.943	1
Büren	2.171	1.208	1.092	514	578	2.171	1.208	1
Biel	5.061	2.615	2.507	2.009	498	5.061	2.813	2
Nidau	3.426	1.751	1.640	999	641	3.426	1.763	1
Erlach	1.380	603	557	206	351	1.380	603	
Laupen	2.002	1.190	1,038	288	750	2.002	1.192	1
Seeland	17.699	9.363	8,643	4.665	3.978	17.699	9.522	9
Neuenstadt . . .	880	333	324	186	138	880	334	
Courtelary . . .	5.539	2.600	2.330	1.495	835	5.539	2.620	2
Münster	3.939	2.211	2.041	1.180	861	3.939	2.159	2
Freibergen . . .	2.270	1.085	1.021	798	223	2.270	1.093	1
Jura (Südkreis)	12.628	6.229	5.716	3.659	2.057	12.628	6.206	5
Pruntrut	5.824	3.213	3.023	1.758	1.265	5.824	3.241	3
Delsberg	3.646	1.915	1.765	1.098	667	3.646	1.935	1
Laufen	1.694	1.020	936	578	358	1.694	1.027	
Jura (Nordkreis)	11.164	6.148	5.724	3.434	2.290	11.164	6.203	5
Militär	—	395	394	215	179	—	411	
Kanton	**127.328**	**62.978**	**56.549**	**30.416**	**26.133**	**127.328**	**63.142**	**5**

Abstimmungen vom 4. November 1900 (Fortsetzung)

Initiativbegehren betreffend die Proportionalwahl des Nationalrates (eidg.)			Zahl der Stimmberechtigten	Beteiligung	Initiativbegehren betr. Wahl des Bundesrates durch das Volk (eidg.)			Amtsbezirke und Landesteile resp. Wahlkreise
Gültige Stimmen	Ja	Nein			Gültige Stimmen	Ja	Nein	
652	55	597	1,702	702	656	38	618	Oberhasle
3,153	620	2,533	6,310	3,313	3,144	521	2,623	Interlaken
1,015	102	913	2,452	1,099	1,018	87	931	Frutigen
418	84	334	1,299	444	406	67	339	Saanen
639	53	586	1,643	748	646	56	590	Obersimmenthal
979	71	908	2,428	1,044	1,002	92	910	Niedersimmenthal
3,458	704	2,754	7,458	3,837	3,513	683	2,830	Thun
10,314	1,689	8,625	23,292	11,187	10,385	1,544	8,841	**Oberland**
1,598	368	1,230	4,019	1,808	1,584	345	1,239	Seftigen
761	194	567	2,214	840	759	180	579	Schwarzenburg
9,333	4,047	5,286	20,732	9,877	9,458	3,642	5,816	Bern
11,692	4,609	7,083	26,965	12,525	11,801	4,167	7,634	**Mittelland**
2,917	779	2,138	6,237	3,324	2,850	702	2,148	Konolfingen
1,871	317	1,554	5,517	2,120	1,846	294	1,552	Signau
2,304	592	1,712	5,452	2,570	2,239	504	1,735	Trachselwald
7,092	1,688	5,404	17,206	8,014	6,935	1,500	5,435	**Emmenthal**
2,960	899	2,061	6,443	3,440	3,057	834	2,223	Burgdorf
2,540	833	1,707	5,647	2,781	2,540	791	1,749	Aarwangen
1,986	676	1,310	3,675	2,181	2,028	656	1,372	Wangen
1,352	390	962	2,929	1,510	1,405	385	1,020	Fraubrunnen
8,838	2,798	6,040	18,694	9,912	9,030	2,666	6,364	**Oberaargau**
1,845	353	1,492	3,659	2,039	1,889	345	1,544	Aarberg
1,114	238	876	2,171	1,209	1,130	221	909	Büren
2,084	1,038	1,046	5,061	2,744	2,703	895	1,808	Biel
1,438	453	1,185	3,426	1,754	1,682	420	1,262	Nidau
575	91	484	1,380	615	584	75	509	Erlach
1,076	174	902	2,002	1,192	1,071	142	929	Laupen
8,932	2,347	6,585	17,699	9,553	9,059	2,098	6,961	**Seeland**
323	36	287	880	334	317	18	299	Neuenstadt
2,453	492	1,961	5,539	2,578	2,417	364	2,053	Courtelary
2,059	677	1,382	3,939	2,199	1,999	609	1,390	Münster
1,071	902	169	2,270	1,087	1,036	849	187	Freibergen
5,906	2,107	3,799	12,628	6,198	5,769	1,840	3,929	**Jura** (Südkreis)
3,170	1,949	1,221	5,824	3,275	3,159	1,889	1,270	Pruntrut
1,861	1,095	766	3,646	1,905	1,789	1,046	743	Delsberg
1,001	592	409	1,696	1,056	1,018	595	423	Laufen
6,032	3,636	2,396	11,166	6,236	5,966	3,530	2,436	**Jura** (Nordkreis)
537	177	360	—	550	550	162	388	*Militär*
59,343	**19,051**	**40,292**	**127,650**	**64,175**	**59,495**	**17,507**	**41,988**	**Kanton**

Amtsbezirke und Landesteile resp. Wahlkreise	Abstimmung vom 5. Mai 1901					Abstimmung vom 6.		
	Zahl der Stimmberechtigten	Beteiligung	Beschluss betreffend die Bern-Köniz-Schwarzenburg-Bahn (kant.)			Zahl der Stimmberechtigten	Beteiligung	Ein-
			Gültige Stimmen	Ja	Nein			Ge-
Oberhasle	1,726	378	377	317	60	1,715	369	
Interlaken	6,294	1,876	1,838	1,441	397	6,180	1,658	
Frutigen	2,447	729	725	542	183	2,435	697	
Saanen	1,284	217	215	143	72	1,240	177	
Obersimmenthal	1,710	932	900	677	223	1,722	509	
Niedersimmenthal	2,379	649	641	467	174	2,351	531	
Thun	7,459	2,139	2,124	1,398	726	7,419	1,861	
Oberland	23,299	6,920	6,820	4,985	1,835	23,062	5,802	
Seftigen	4,031	1,608	1,601	1,386	215	4,020	1,106	
Schwarzenburg	2,227	1,710	1,710	1,662	48	2,225	586	
Bern	19,832	4,567	4,549	4,077	472	20,098	4,179	
Mittelland	26,090	7,885	7,860	7,125	735	26,343	5,871	
Konolfingen	6,235	2,321	2,300	1,661	639	6,265	1,791	
Signau	5,548	1,098	1,093	706	387	5,491	779	
Trachselwald	5,479	1,858	1,828	1,110	718	5,506	1,650	
Emmenthal	17,262	5,277	5,221	3,477	1,744	17,262	4,220	
Burgdorf	6,312	2,370	2,339	1,727	612	6,372	1,874	
Aarwangen	5,585	2,022	1,978	1,311	667	5,639	1,731	
Wangen	3,682	1,442	1,420	987	433	3,684	1,235	
Fraubrunnen	2,939	1,102	1,099	734	365	2,928	834	
Oberaargau	18,518	6,936	6,836	4,759	2,077	18,623	5,674	
Aarberg	3,644	1,223	1,217	949	268	3,622	885	
Büren	2,149	530	522	367	155	2,164	486	
Biel	4,939	1,076	1,043	863	180	4,208	1,277	
Nidau	3,399	1,008	1,001	753	248	3,428	788	
Erlach	1,369	429	421	284	137	1,402	398	
Laupen	1,986	891	885	599	286	1,985	680	
Seeland	17,486	5,157	5,089	3,815	1,274	16,809	4,514	
Neuenstadt	877	223	221	129	92	887	279	
Courtelary	5,403	1,142	1,107	798	309	5,480	1,176	
Münster	3,911	1,009	988	415	573	4,022	1,047	
Freibergen	2,238	579	565	327	238	2,296	633	
Jura (Südkreis)	12,429	2,953	2,881	1,669	1,212	12,685	3,135	
Pruntrut	5,763	1,340	1,297	439	858	5,732	1,779	
Delsberg	3,566	979	953	389	564	3,652	1,393	
Laufen	1,635	402	390	133	257	1,616	517	
Jura (Nordkreis)	10,964	2,721	2,640	961	1,679	11,000	3,689	
Militär	—	115	97	63	34	—	23	
Kanton	126,048	37,964	37,444	26,854	10,590	125,784	33	

Abstimmungen vom 4. Mai 1902								Amtsbezirke und Landesteile resp. Wahlkreise
Gesetz betreffend eiligung des Staates am Bau und Betrieb n Eisenbahnen (kant.)			Zahl der Stimmberechtigten	Beteiligung	Abänderungsgesetz betreffend Erbschafts- und Schenkungssteuer (kant.)			
ltige men	Ja	Nein			Gültige Stimmen	Ja	Nein	
932	682	250	1,717	1,007	891	409	482	Oberhasle
112	3,213	899	6,549	4,295	3,809	1,800	2,009	Interlaken
440	1,277	163	2,557	1,477	1,304	798	506	Frutigen
561	364	197	1,209	571	549	265	284	Saanen
576	562	314	1,731	972	884	394	490	Obersimmenthal
225	891	334	2,473	1,228	1,181	541	640	Niedersimmenthal
645	2,849	796	7,358	3,822	3,589	2,180	1,409	Thun
791	9,838	2,953	23,594	13,372	12,207	6,387	5,820	**Oberland**
747	1,260	487	4,007	1,904	1,736	871	865	Seftigen
763	509	254	2,220	796	768	239	529	Schwarzenburg
259	6,054	1,205	20,055	7,611	7,142	4,381	2,761	Bern
769	7,823	1,946	26,286	10,311	9,646	5,491	4,155	**Mittelland**
513	1,797	1,716	6,300	4,099	3,745	1,695	2,050	Konolfingen
728	884	844	5,482	1,968	1,854	782	1,072	Signau
150	1,288	862	5,524	2,314	2,170	836	1,334	Trachselwald
391	3,969	3,422	17,306	8,381	7,769	3,313	4,456	**Emmenthal**
175	1,711	1,464	6,470	3,380	3,168	1,369	1,799	Burgdorf
548	1,549	999	5,689	2,712	2,577	1,421	1,156	Aarwangen
284	1,024	1,260	3,737	2,497	2,318	765	1,553	Wangen
741	892	649	2,952	1,656	1,514	584	930	Fraubrunnen
548	5,176	4,372	18,848	10,245	9,577	4,139	5,438	**Oberaargau**
825	1,090	735	3,656	1,974	1,848	982	866	Aarberg
144	882	262	2,193	1,209	1,124	704	420	Büren
586	2,156	430	3,927	2,666	2,523	1,966	557	Biel
693	1,162	531	3,494	1,857	1,659	1,009	650	Nidau
749	662	87	1,444	768	722	534	188	Erlach
164	817	347	2,038	1,247	1,175	601	574	Laupen
161	6,769	2,392	16,752	9,721	9,051	5,796	3,255	**Seeland**
447	219	128	855	358	346	175	171	Neuenstadt
883	2,069	814	5,532	2,999	2,818	1,586	1,232	Courtelary
223	1,718	605	4,113	2,430	2,278	1,113	1,165	Münster
901	758	243	2,354	1,048	1,008	132	876	Freibergen
654	4,764	1,790	12,854	6,835	6,450	3,006	3,444	**Jura** (Südkreis)
605	2,965	640	5,672	3,703	3,503	944	2,559	Pruntrut
928	1,603	425	3,654	2,116	2,007	692	1,315	Delsberg
41	856	285	1,645	1,202	1,118	323	795	Laufen
74	5,424	1,350	10,971	7,021	6,628	1,959	4,669	**Jura** (Nordkreis)
42	104	38	—	146	132	67	65	*Militär*
30	**43.867**	**18.263**	**126.607**	**66.032**	**61.460**	**30.158**	**31.302**	**Kanton**

Amtsbezirke und Landesteile resp. Wahlkreise	Abstimmung vom 23. November 1902					Abstimmung vom 8. Februar			
	Zahl der Stimmberechtigten	Beteiligung	Bundesbeschluss betreffend Unterstützung der öffentlichen Primarschulen durch den Bund (Aufnahme eines Art. 27 bis in die B.-V.) [eidg.]			Zahl der Stimmberechtigten	Beteiligung	Gesetz betreffend den [kant.	
			Gültige Stimmen	Ja	Nein			Gültige Stimmen	Ja
Oberhasle . . .	1,728	795	788	704	84	1,789	675	589	3
Interlaken . . .	6,562	4,167	4,155	3,976	179	6,528	2,827	2,662	1,2
Frutigen	2,662	999	992	833	159	2,620	956	872	4
Saanen	1,227	496	489	396	93	1,222	333	322	1
Obersimmenthal .	1,732	784	777	643	134	1,764	909	867	5
Niedersimmenthal .	2,477	1,038	1,024	838	186	2,417	860	826	3
Thun	7,402	3,422	3,413	2,962	451	7,453	3,096	3,022	6
Oberland	23,790	11,701	11,638	10,352	1,286	23,793	9,656	9,160	3,6
Seftigen	4,102	1,620	1,600	1,185	415	4,136	1,450	1,442	2
Schwarzenburg .	2,216	733	723	396	327	2,223	959	938	1
Bern	20,565	5,498	5,460	4,911	549	20,564	3,807	3,790	8
Mittelland	26,883	7,851	7,783	6,492	1,291	26,923	6,216	6,170	1,1
Konolfingen . . .	6,236	2,719	2,701	2,140	561	6,373	2,452	2,443	4
Signau	5,429	1,814	1,804	1,458	346	5,525	1,344	1,335	3
Trachselwald . .	5,524	2,170	2,149	1,548	601	5,483	1,922	1,903	3
Emmenthal	17,189	6,703	6,654	5,146	1,508	17,381	5,718	5,681	1,1
Burgdorf . . .	6,527	3,224	3,210	2,634	576	6,587	2,332	2,307	5
Aarwangen . . .	5,881	2,729	2,702	2,019	683	5,856	2,273	2,255	5
Wangen	3,725	1,779	1,768	1,118	650	3,714	1,571	1,562	2
Fraubrunnen . .	2,924	1,316	1,297	1,113	184	2,953	1,035	1,025	2
Oberaargau	19,057	9,048	8,977	6,884	2,093	19,110	7,211	7,149	1,6
Aarberg	3,671	1,437	1,431	1,247	184	3,701	1,253	1,233	3
Büren	2,253	1,140	1,137	1,049	88	2,247	713	710	2
Biel	4,627	2,016	2,004	1,934	70	4,399	1,354	1,312	6
Nidau	3,492	1,535	1,524	1,404	120	3,493	1,167	1,150	3
Erlach	1,439	586	575	516	59	1,449	546	542	
Laupen	1,995	997	991	812	179	2,024	855	852	1
Seeland	17,477	7,711	7,662	6,962	700	17,313	5,888	5,799	1,7
Neuenstadt . . .	866	408	407	374	33	889	692	671	4
Courtelary . . .	5,673	2,060	2,045	1,864	181	5,741	1,667	1,618	1,2
Münster	4,117	1,489	1,459	1,194	265	4,171	1,217	1,195	8
Freibergen . . .	2,317	725	719	471	248	2,314	569	553	4
Jura (Südkreis)	12,973	4,682	4,630	3,903	727	13,115	4,145	4,037	2,9
Pruntrut . . .	5,896	2,275	2,231	1,455	776	5,895	2,540	2,408	1,7
Delsberg	3,711	1,408	1,379	1,027	352	3,679	1,164	1,145	8
Laufen	1,677	790	781	574	207	1,667	537	494	1
Jura (Nordkreis)	11,284	4,473	4,391	3,056	1,335	11,241	4,241	4,047	2,8
Militär	—	329	324	248	76	—	6	6	
Kanton	**128,653**	**52,498**	**52,059**	**43,043**	**9,016**	**128,876**	**43,081**	**42,049**	**15,0**

vom 15. März 1903			Abstimmung vom 17. Mai 1903					Amtsbezirke und Landesteile resp. Wahlkreise
Bundesgesetz betreffend den schweizer. Zolltarif (eidg.)			Zahl der Stimmberechtigten	Beteiligung	Gesetz über die Viehversicherung (kant.)			
Gültige Stimmen	Ja	Nein			Gültige Stimmen	Ja	Nein	
1,395	1,104	291	1,832	660	659	522	137	Oberhasle
4,500	2,884	1,616	6,500	2,561	2,540	2,002	538	Interlaken
1,750	1,455	295	2,639	831	800	442	358	Frutigen
831	812	19	1,256	497	494	288	206	Saanen
1,107	1,011	96	1,757	677	674	442	232	Obersimmenthal
1,628	1,416	212	2,490	1,258	1,190	701	489	Niedersimmenthal
5,747	3,880	1,867	7,559	2,456	2,445	1,425	1,020	Thun
16,958	12,562	4,396	24,033	8,940	8,802	5,822	2,980	**Oberland**
3,928	2,513	415	4,119	1,541	1,529	1,080	449	Seftigen
1,459	1,290	169	2,249	673	667	345	322	Schwarzenburg
13,309	6,683	6,626	20,842	3,665	3,635	2,858	777	Bern
17,696	10,486	7,210	27,210	5,879	5,831	4,283	1,548	**Mittelland**
5,152	4,485	667	6,428	2,749	2,683	1,788	895	Konolfingen
4,382	3,955	427	5,612	1,589	1,569	557	1,012	Signau
3,975	3,474	501	5,648	2,096	2,060	1,052	1,008	Trachselwald
13,509	11,914	1,595	17,688	6,434	6,312	3,397	2,915	**Emmenthal**
5,375	3,458	1,917	6,675	2,576	2,537	1,780	757	Burgdorf
4,603	3,400	1,203	5,924	2,474	2,444	1,717	727	Aarwangen
2,878	2,333	545	3,777	1,662	1,650	1,243	407	Wangen
2,367	1,987	380	2,992	1,168	1,156	963	193	Fraubrunnen
15,223	11,178	4,045	19,368	7,880	7,787	5,703	2,084	**Oberaargau**
2,921	2,335	586	3,727	1,675	1,667	1,441	226	Aarberg
1,726	1,276	450	2,302	910	906	848	58	Büren
3,711	1,125	2,586	4,494	2,382	2,226	1,382	844	Biel
2,813	1,723	1,090	3,524	1,337	1,325	1,061	264	Nidau
1,222	1,137	85	1,490	789	780	735	45	Erlach
1,764	1,525	239	2,070	1,116	1,106	963	143	Laupen
14,157	9,121	5,036	17,607	8,209	8,010	6,430	1,580	**Seeland**
698	409	289	900	428	420	259	161	Neuenstadt
4,139	822	3,317	5,829	2,406	2,281	1,520	761	Courtelary
3,058	1,256	1,802	4,152	1,317	1,293	964	329	Münster
1,464	241	1,223	2,346	717	709	511	198	Freibergen
9,359	2,728	6,631	13,227	4,868	4,703	3,254	1,449	**Jura** (Südkreis)
3,829	1,150	2,679	5,834	2,157	2,103	1,346	757	Pruntrut
2,597	799	1,798	3,634	1,399	1,373	1,105	268	Delsberg
1,078	613	465	1,648	626	614	504	110	Laufen
7,504	2,562	4,942	11,116	4,182	4,090	2,955	1,135	**Jura** (Nordkreis)
507	339	168	—	177	173	131	42	*Militär*
94,913	**60,890**	**34,023**	**130,249**	**46,569**	**45,708**	**31,975**	**13,733**	**Kanton**

Amtsbezirke und Landesteile resp. Wahlkreise	Abstimmungen vom 25. Oktober 1903							
	Zahl der Stimmberechtigten	Beteiligung	Gesetz über die Hundetaxe (kant.)			Zahl der Stimmberechtigten	Beteiligung	
			Gültige Stimmen	Ja	Nein			
Oberhasle	1,781	594	556	277	279	1.781	601	
Interlaken	6,444	2,839	2,663	1,674	989	6,444	2,851	2
Frutigen	2,619	1,288	1,170	792	378	2,619	1,282	1
Saanen	1,254	377	358	297	61	1,254	377	
Obersimmenthal	1,761	570	553	440	113	1,761	570	
Niedersimmenthal	2,458	900	870	588	282	2,458	894	
Thun	7,746	4,680	4,378	2,662	1,716	7,746	4,653	
Oberland	24,063	11,248	10,548	6,730	3,818	24,063	11,228	1
Seftigen	4,176	1,760	1,724	896	828	4,176	1.764	
Schwarzenburg	2,277	756	742	380	362	2,277	737	
Bern	20,909	9,401	9,175	6,701	2,474	21,325	9,763	
Mittelland	27,362	11.917	11,641	7,977	3.664	27,778	12.264	1
Konolfingen	6.381	2,932	2,818	1,826	992	6.381	2.941	
Signau	5,607	1,849	1,769	1.201	568	5,607	1.825	
Trachselwald	5.451	2,493	2.440	1,475	965	5,451	2.476	
Emmenthal	17,439	7.274	7,027	4,502	2.525	17,439	7.242	
Burgdorf	6.676	3.418	3.280	1,975	1.305	6.676	3.424	
Aarwangen	5.896	3,037	2,958	1.754	1.204	5,919	3.000	
Wangen	3.742	1,980	1,919	1.141	778	3.743	1.975	
Fraubrunnen	3.008	1,462	1,411	755	656	3.008	1,458	
Oberaargau	19.322	9,897	9,568	5,625	3,943	19,346	9.857	
Aarberg	3,722	1,784	1,652	956	696	3,722	1.784	
Büren	2.322	1,211	1,183	722	461	2.322	1.201	
Biel	5,004	3,016	2.954	2,284	670	5.004	2,997	
Nidau	3.518	1,842	1,800	1,044	756	3.518	1.841	
Erlach	1.473	568	552	320	232	1.473	564	
Laupen	2.075	1,114	1,081	537	544	2.075	1.116	
Seeland	18.114	9.535	9,222	5,863	3.359	18.114	9.503	
Kenenstadt	888	399	394	215	179	888	401	
Courtelary	5,759	2.639	2.577	1.497	1,080	5,759	2.635	
Münster	4,161	1,909	1,865	986	879	4,161	1,909	
Freibergen	2.318	763	754	421	333	2,318	729	
Jura (Südkreis)	13.126	5.710	5,590	3.119	2,471	13.126	5.674	
Pruntrut	5.827	2,843	2,769	1.316	1.453	5,827	2,822	
Delsberg	3.713	1.776	1,722	976	746	3.713	1.766	
Laufen	1,703	997	947	538	409	1,704	1,020	
Jura (Nordkreis)	11.243	5,616	5.438	2,830	2.608	11.244	5.608	
Militär	—	157	154	103	51	—	345	
Kanton	**130,669**	**61,354**	**59,188**	**36,749**	**22.439**	**131,110**	**61,721**	5

Abstimmungen vom 25. Oktober 1903 (Fortsetzung)

Bundesbeschluss betreffend Abänderung des Art. 32 bis der B.-V. [Kleinhandel mit geistigen Getränken] (eidg.)			Zahl der Stimmberechtigten	Beteiligung	Bundesgesetz betr. Ergänzung des Bundesstrafrechts [Bestrafung der Anstiftung oder Verleitung Militärpflichtiger zu Verbrechen] (eidg.)			Amtsbezirke und Landesteile resp. Wahlkreise
Gültige Stimmen	Ja	Nein			Gültige Stimmen	Ja	Nein	
530	130	400	1,781	602	513	196	317	Oberhasle
2,528	1,118	1,410	6,444	2,801	2,390	880	1,510	Interlaken
938	482	456	2,619	1,283	850	369	481	Frutigen
346	243	103	1,254	377	323	217	106	Saanen
514	295	219	1,761	570	500	274	226	Obersimmenthal
829	347	482	2,458	889	765	349	416	Niedersimmenthal
3,908	1,442	2,466	7,746	4,616	3,689	1,260	2,429	Thun
9,593	4,057	5,536	24,063	11,138	9,030	3,545	5,485	**Oberland**
1,585	616	969	4,176	1,764	1,522	537	985	Seftigen
685	260	425	2,277	717	664	134	530	Schwarzenburg
9,103	4,484	4,619	21,325	9,681	8,932	3,824	5,108	Bern
11,373	5,360	6,013	27,778	12,162	11,118	4,495	6,623	**Mittelland**
2,481	1,287	1,194	6,381	2,931	2,289	1,024	1,265	Konolfingen
1,726	759	967	5,607	1,776	1,591	515	1,076	Signau
2,262	789	1,473	5,451	2,452	2,152	657	1,495	Trachselwald
6,469	2,835	3,634	17,439	7,159	6,032	2,196	3,836	**Emmenthal**
3,004	1,234	1,770	6,676	3,355	2,895	1,086	1,809	Burgdorf
2,808	972	1,836	5,919	2,942	2,674	976	1,698	Aarwangen
1,761	784	977	3,743	1,970	1,669	664	1,005	Wangen
1,277	599	678	3,008	1,439	1,205	442	763	Fraubrunnen
8,850	3,589	5,261	19,346	9,706	8,443	3,168	5,275	**Oberaargau**
1,555	684	871	3,722	1,784	1,498	647	851	Aarberg
1,124	334	790	2,322	1,185	1,074	272	802	Büren
2,895	926	1,969	5,004	2,982	2,841	763	2,078	Biel
1,721	453	1,268	3,518	1,840	1,666	372	1,294	Nidau
514	177	337	1,473	561	497	201	296	Erlach
968	415	553	2,075	1,116	916	357	559	Laupen
8,777	2,989	5,788	18,114	9,468	8,492	2,612	5,880	**Seeland**
375	74	301	888	408	374	87	287	Neuenstadt
2,329	658	1,671	5,759	2,635	2,254	525	1,729	Courtelary
1,742	474	1,268	4,161	1,909	1,659	291	1,368	Münster
671	246	425	2,318	675	638	146	492	Freibergen
5,117	1,452	3,665	13,126	5,627	4,925	1,049	3,876	**Jura** (Südkreis)
2,613	754	1,859	5,827	2,682	2,411	433	1,978	Pruntrut
1,530	570	960	3,713	1,719	1,382	319	1,063	Delsberg
934	383	551	1,704	974	903	208	695	Laufen
5,077	1,707	3,370	11,244	5,375	4,696	960	3,736	**Jura** (Nordkreis)
325	155	170	—	343	333	143	190	*Militär*
5,581	**22,144**	**33,437**	**131,110**	**60,978**	**53,069**	**18,168**	**34,901**	**Kanton**

Amtsbezirke und Landesteile resp. Wahlkreise	Abstimmung vom 13. Dezember 1903					Abstimmung vom 13.		
	Zahl der Stimmberechtigten	Beteiligung	Gesetz betreffend Lehrerbildung [Seminarinitiative] (kant.)			Zahl der Stimmberechtigten	Beteiligung	
			Gültige Stimmen	Ja	Nein			
Oberhasle	1,780	754	738	113	625	1,736	602	
Interlaken	6,523	3,884	3,854	986	2,868	6,534	2,870	2,
Frutigen	2,635	1,158	1,146	484	662	2,607	1,134	1,
Saanen	1,251	598	595	296	299	1,246	241	
Obersimmenthal	1,765	782	779	350	429	1,743	489	
Niedersimmenthal	2,454	1,185	1,177	595	582	2,521	726	
Thun	7,695	3,683	3,658	1,705	1,953	7,678	2,269	2,
Oberland	24,103	12,044	11,947	4,529	7,418	24,065	8,331	8
Seftigen	4,192	2,071	2,062	1,112	950	4,203	1,384	1
Schwarzenburg	2.273	930	929	781	148	2.281	531	
Bern	19,648	9,188	9,041	2,495	6,546	21,528	6,326	(
Mittelland	26,113	12,189	12,032	4,388	7,644	28,012	8,241	
Konolfingen	6,455	3,605	3,605	1,870	1,735	6,419	2,069	
Signau	5,553	2,439	2,422	1,142	1,280	5,592	1,047	
Trachselwald	5,589	2,937	2,912	1,653	1,259	5,558	1,668	
Emmenthal	17,597	8,981	8,939	4,665	4,274	17,569	4,775	
Burgdorf	6,726	3,453	3,428	1,610	1,818	6,706	1,880	
Aarwangen	5,929	3,648	3,628	1,669	1,959	5,881	2,154	
Wangen	3,762	2,380	2,365	1,279	1,086	3,746	1,239	
Fraubrunnen	3,038	1,782	1,779	1,276	503	2,968	922	
Oberaargau	19,455	11,263	11,200	5,834	5,366	19,301	6,195	
Aarberg	3,756	2,123	2,115	912	1,203	3,764	1,189	
Büren	2,333	1,189	1,183	335	848	2,336	711	
Biel	4,811	2,715	2,694	223	2,471	4,581	1,647	
Nidau	3,544	1,926	1,919	355	1,564	3,532	1,094	
Erlach	1,492	722	721	211	510	1,477	458	
Laupen	2,039	1,240	1,234	547	687	2,044	838	
Seeland	17,975	9,915	9,866	2,583	7,283	17,734	5,937	
Neuenstadt	889	477	474	31	443	904	300	
Courtelary	5,771	2,103	2,085	282	1,803	5,770	1,164	
Münster	4,145	1,755	1,722	410	1,312	4,090	1,045	
Freibergen	2,319	937	919	384	535	2,336	480	
Jura (Südkreis)	13,124	5,272	5,200	1,107	4,093	13,100	2,989	
Pruntrut	5,824	2,842	2,821	1,101	1,720	5,731	1,537	
Delsberg	3,727	1,740	1,715	595	1,120	3,631	991	
Laufen	1,694	1,048	1,036	456	580	1,684	414	
Jura (Nordkreis)	11,245	5,630	5,572	2,152	3,420	11,046	2,942	
Militär	—	19	19	3	16	—	1	
Kanton	**129.612**	**65.313**	**64,775**	**25.261**	**39.514**	**130.827**	**39.411**	**3**

Abstimmungen vom 19. März 1905								Amtsbezirke und Landesteile resp. Wahlkreise
...sanschluss betreffend ...von des Art. 64 der B.-V. ...hmung des Erfindungs- ...ses) vom 22. Dez. 1904 (eidg.)			Zahl der Stimmberechtigten	Beteiligung	Gesetz betreffend die Sonntagsruhe (kant.)			
...ere ...rung	Ja	Nein			Gültige Stimmen	Ja	Nein	
65	301	164	1,746	517	505	397	108	Oberhasle
71	1,599	672	6,530	2,439	2,227	1,831	396	Interlaken
34	466	468	2,616	1,050	922	711	211	Frutigen
85	195	90	1,248	335	314	266	48	Saanen
09	364	245	1,737	656	591	426	165	Obersimmenthal
82	482	400	2,476	911	859	610	249	Niedersimmenthal
67	2,044	1,123	7,958	3,343	3,077	2,181	896	Thun
13	5,451	3,162	24,311	9,251	8,495	6,422	2,073	**Oberland**
30	815	715	4,276	1,583	1,415	839	576	Seftigen
23	273	450	2,305	719	689	369	320	Schwarzenburg
53	6,295	1,358	21,304	7,723	7,421	6,091	1,330	Bern
06	7,383	2,523	27,885	10,025	9,525	7,299	2,226	**Mittelland**
36	1,591	1,045	6,443	2,739	2,487	1,561	926	Konolfingen
42	932	710	5,519	1,661	1,546	816	730	Signau
21	1,177	1,044	5,682	2,359	2,161	1,370	791	Trachselwald
99	3,700	2,799	17,644	6,759	6,194	3,747	2,447	**Emmenthal**
68	1,941	1,127	6,767	3,220	2,963	1,870	1,093	Burgdorf
28	1,624	1,004	5,845	2,736	2,523	1,545	978	Aarwangen
52	984	568	3,716	1,621	1,491	933	558	Wangen
94	795	499	2,990	1,342	1,235	635	600	Fraubrunnen
42	5,344	3,198	19,318	8,919	8,212	4,983	3,229	**Oberaargau**
46	1,107	539	3,755	1,751	1,615	1,016	599	Aarberg
01	572	329	2,376	935	879	481	398	Büren
48	1,948	200	4,732	2,231	2,109	1,868	241	Biel
40	1,106	534	3,545	1,696	1,576	890	686	Nidau
17	363	174	1,482	585	534	289	345	Erlach
45	503	442	2,086	987	888	439	449	Laupen
17	5,599	2,218	17,976	8,185	7,601	4,983	2,618	**Seeland**
30	209	121	881	334	321	227	94	Neuenstadt
90	1,372	388	5,709	1,864	1,758	1,434	324	Courtelary
99	1,005	394	4,161	1,486	1,410	1,130	280	Münster
92	548	144	2,293	715	697	641	56	Freibergen
81	3,134	1,047	13,044	4,399	4,186	3,432	754	**Jura** (Südkreis)
77	2,085	592	5,684	2,848	2,800	2,335	465	Pruntrut
25	1,153	272	3,626	1,548	1,494	1,308	186	Delsberg
15	390	125	1,673	529	510	455	55	Laufen
17	3,628	989	10,983	4,925	4,804	4,098	706	**Jura** (Nordkreis)
5	153	42	—	188	178	138	40	*Militär*
70	**34,392**	**15,978**	**131,161**	**52,651**	**49,195**	**35,102**	**14,093**	**Kanton**

Amtsbezirke und Landesteile resp. Wahlkreise	Abstimmungen vom 19. März 1905 (Fortsetzung)								
	Zahl der Stimmberechtigten	Beteiligung	Gesetz über gewerbliche und kaufmännische Berufslehre (kant.)			Zahl der Stimmberechtigten	Beteiligung	Konkordat Befreiung von der zur Sicherheit Prozesskost	
			Gültige Stimmen	Ja	Nein			Gültige Stimmen	J
Oberhasle	1,746	494	459	295	164	1,746	464	408	
Interlaken	6,530	2,428	2,173	1,467	706	6,530	2,431	2,053	1,3
Frutigen	2,616	1,037	872	457	415	2,616	1,039	836	
Saanen	1,248	335	285	188	97	1,248	335	277	
Obersimmenthal	1,737	656	572	313	259	1,737	656	582	
Niedersimmenthal	2,476	914	850	422	428	2,476	899	815	
Thun	7,958	3,343	3,059	1,722	1,337	7,958	3,342	3,029	1,7
Oberland	24,311	9,207	8,270	4,864	3,406	24,311	9,166	8,000	4,9
Seftigen	4,276	1,582	1,449	709	740	4,276	1,573	1,444	
Schwarzenburg	2,305	719	697	255	442	2,305	719	700	
Bern	21,304	7,740	7,419	5,320	2,099	21,304	7,710	7,301	5,5
Mittelland	27,885	10,041	9,565	6,284	3,281	27,885	10,002	9,445	6,5
Konolfingen	6,443	2,739	2,473	1,259	1,214	6,443	2,727	2,387	1,3
Signau	5,519	1,686	1,561	774	787	5,519	1,639	1,507	
Trachselwald	5,682	2,369	2,143	869	1,274	5,682	2,358	2,103	1,4
Emmenthal	17,644	6,794	6,177	2,902	3,275	17,644	6,724	5,997	3,9
Burgdorf	6,767	3,211	2,976	1,310	1,666	6,767	3,209	2,897	1,9
Aarwangen	5,845	2,737	2,541	1,388	1,153	5,845	2,739	2,503	1,4
Wangen	3,716	1,621	1,487	706	781	3,716	1,621	1,466	
Fraubrunnen	2,990	1,342	1,251	576	675	2,990	1,342	1,216	
Oberaargau	19,318	8,911	8,255	3,980	4,275	19,318	8,911	8,082	4,4
Aarberg	3,755	1,739	1,584	879	705	3,755	1,725	1,557	
Büren	2,376	947	860	411	449	2,376	947	822	
Biel	4,732	2,231	2,168	1,761	407	4,732	2,231	2,039	1,4
Nidau	3,545	1,696	1,547	931	616	3,545	1,697	1,531	
Erlach	1,482	587	513	292	221	1,482	585	511	
Laupen	2,086	983	885	394	491	2,086	987	893	
Seeland	17,976	8,183	7,557	4,668	2,889	17,976	8,172	7,353	4,4
Neuenstadt	881	334	319	204	115	881	334	316	
Courtelary	5,709	1,864	1,732	1,433	299	5,709	1,856	1,649	1,4
Münster	4,161	1,486	1,411	1,055	356	4,161	1,486	1,340	
Freibergen	2,293	711	689	598	91	2,293	698	671	
Jura (Südkreis)	13,044	4,395	4,151	3,290	861	13,044	4,374	3,976	2,4
Pruntrut	5,684	2,841	2,781	2,259	522	5,684	2,781	2,677	2,4
Delsberg	3,626	1,547	1,472	1,240	232	3,626	1,529	1,422	1,4
Laufen	1,673	528	489	355	134	1,673	521	476	
Jura (Nordkreis)	10,983	4,916	4,742	3,854	888	10,983	4,831	4,575	3,8
Militär	—	188	160	123	37	—	188	154	
Kanton	131,161	52,635	48,877	29,965	18,912	131,161	52,368	47,582	30,0

Lebensmittelpreise auf dem Markte Bern

von

1900 bis Mitte 1905.

Vorbericht.

Die Ermittlungen über Lebensmittelpreise bilden einen wichtigen und interessanten Zweig der Wirtschaftsstatistik. Richtig organisierte, regelmässig fortgeführte und systematisch bearbeitete Preisnotierungen liefern in vielfacher Beziehung für die Praxis und die Wissenschaft äusserst nützliche Anhaltspunkte zur Beurteilung der wirtschaftlichen Verhältnisse. Die Preise, gleichviel ob im lokalen oder Weltverkehr, bieten nicht nur Interesse für den Verkäufer und den Käufer, für den Produzenten und den Konsumenten, sondern ganz besonders auch für die Volkswirtschaft in ihren verschiedenen Beziehungen. Da die Preise durch verschiedene Faktoren, einerseits durch Angebot und Nachfrage, anderseits durch die Produktionskosten, sowie durch weitere Umstände und Faktoren bedingt werden, da ferner die Preise je nach ihren Schwankungen verschiedene Einflüsse und Wirkungen im Wirtschaftsleben hervorbringen, so ist es von grösster Wichtigkeit, dass man sich über den jeweiligen Stand derselben Rechenschaft gebe und die daraus folgenden Lehren nutzbringend verwerte. Das spekulative oder private Handelsinteresse nun wird hauptsächlich durch die in der Tagespresse und in Börsennachrichten erscheinenden Preisnotierungen befriedigt, das volkswirtschaftliche Interesse dagegen durch die amtliche Preisstatistik; die letztere hat nicht nur

momentanen, volkswirtschaftlichen, sondern auch bleibende kulturhistorischen Wert. In der Nationalökonomie bildete die Preisfrage von jeher eine wichtige Streitfrage. Während z. B. die Physiokraten des XVIII. Jahrhunderts und später auch der bekannte Thünen hohe Preise für landwirtschaftliche Produkte zum Gedeihen der Landwirtschaft als notwendig erachteten, verlangten namentlich die liberalen Ökonomen der Manchesterschule möglichst niedrige Preise für alle Gebrauchsgegenstände. Objektiv volkswirtschaftlich betrachtet, muss die Forderung günstiger Preise für die Landwirtschaft und niedrige Preise für industrielle Produkte bezw. Fabrikate gerechtfertigt erscheinen, denn die Landwirtschaft kann bei niedrigen Preisen nicht bestehen, während bei der Industrie niedrige Preise oft eine bessere Wirkung erzielen, indem sie vor Überproduktion schützen und einen vermehrten Konsum ermöglichen. In frühern Zeiten waren die Preise der Lebensmittel bedeutend grössern Schwankungen unterworfen als heute, indem Teuerung und Hungersnot nicht selten waren, so dass die Regierungen oft in den Fall kamen, Massnahmen zur Vorbeugung oder Abhilfe zu treffen; dieselben bestanden zwar nicht nur in Beschaffung von Lebensmitteln, sondern auch in direkter Regulierung der Preise. In betreff der obrigkeitlichen Regulierung der Preise ist zu bemerken, dass diese Art von Massnahmen sich heutzutage fast direkt höchstens noch auf die Aufstellung von Zolltarifen und den Abschluss von Handelsverträgen beschränkt. Durch die Verbesserung der Verkehrsmittel ist doch wenigstens der schlimme Einfluss von Missernten und damit die Gefahr von Hungersnot überwunden; dennoch richten sich die Preise der landwirtschaftlichen Produkte auf dem Markte nach wie vor mehr oder weniger nach dem Ernteausfall resp. nach dem Quantum der produzierten Waren und dem Angebot. In der Aufgabe der Preisstatistik bleibt es daher immerhin, vor allem die Einflüsse der Ernte einerseits und die Wirkungen der Zölle des In- und Auslandes andererseits auf die Lebensmittelpreise zu erforschen. In mehreren Staaten und besonders in grösseren Städten befasste sich die offizielle Statistik von jeher mit regelmässigen Preisnotierungen. In der Schweiz wurde die Preisstatistik offiziell weder vom Bunde noch von den Kantonen, ausgenommen Bern, gepflegt

Freilich wurden hie und da Anregungen zur Anhandnahme derselben gemacht, so z. B. noch unlängst von Herrn Polizeidirektor Zuppinger, welcher für den Kanton St. Gallen aus eigener Initiative einlässliche Ermittlungen über Lebensmittelpreise, namentlich über Brot- und Fleischpreise, vorgenommen und der schweizerischen Konferenz vom September 1903 in Schaffhausen ein bezügliches Referat mit Thesen vorgelegt hatte, worin derselbe die Einführung einer schweizerischen Lebensmittelpreisstatistik mit Herausgabe eines regelmässigen Bulletins vorschlug. Im Kanton Bern wurden die Erhebungen über Lebensmittelpreise bereits vor 30 Jahren angeordnet, und zwar wurden diese Preisbeobachtungen auf 20 Marktorte (Städte oder grössere Ortschaften) ausgedehnt; die Berichterstattnng hatte monatlich nach einem einheitlichen Formular zu erfolgen. Die Veröffentlichung der Ergebnisse erfolgte damals im statistischen Jahrbuch (Jahrgang X/XI) für den Kanton Bern, nachdem schon in frühern Jahrgängen (VI/VII und besonders VIII/IX) ein sehr ausführliches Material über die Lebensmittelpreise der Stadt Bern bis zum Jahr 1845 zurück veröffentlicht worden war. Wiederholt erliess die Direktion des Innern Kreisschreiben, so in den Jahren 1879 und 1887, worin die betreffenden Marktorte zu regelmässiger Berichterstattung eingeladen wurden und zugleich zweckentsprechende Anweisungen über das einzuschlagende Verfahren erhielten. Dennoch blieben die bezüglichen Berichte mehr und mehr aus, so dass auf eine vollständige und fortgesetzte Berichterstattung der 20 Marktorte verzichtet werden musste; dagegen wurden die Preisnotierungen in der Stadt Bern seither durch Organe der Marktpolizei regelmässig fortgesetzt und dem kantonalen statistischen Bureau die bezüglichen Berichte pünktlich übermittelt, wofür wir den betreffenden Organen der städtischen Polizeidirektion zu Dank verpflichtet sind. Die Lebensmittelpreisnotierungen auf dem Markte Bern wurden auch in unsern «Mitteilungen» wiederholt verwertet, und zwar findet sich eine ausführliche Darstellung derselben in Lieferung II., Jahrgang 1887, sodann eine auf die Jahresdurchschnittspreise beschränkte Darstellung für die Zeit von 1888—1899 in Lieferung I., Jahrgang 1900 der Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus; ausserdem sind noch einige andere statis-

tische Arbeiten über Lebensmittelpreise zu erwähnen.* In
landwirtschaftlichen Statistik endlich gelangen jeweilen auch
**Preise der landwirtschaftlichen Produkte zum Nachweis, jed
repräsentieren dieselben für sämtliche Gemeinden und Bezi
einmalige Durchschnitte, die sich in der Regel auf den Pr
stand oder Geldwert der Produkte im Herbst beziehen. Ei
vollständigen, systematisch richtig durchgeführten Preisstati
mit Durchschnittsberechnungen für ein ganzes Land soll
allerdings Preisnotierungen zugrunde liegen, welche folgend
drei Hauptbedingungen entsprechen:**

1. **Möglichst genaue Berücksichtigung der nämlichen Qualit**
2. **Möglichst gleichmässiges Verfahren von Ort zu Ort.**

---

* **Bisher veröffentlichte Arbeiten betreffend den Kanton oder d
Stadt Bern:**

1. Preise der wichtigsten Lebensmittel in Bern von 1865—1870. z
sammengestellt in den Jahrgängen I—V des statistischen Jahrbuche
2. Durchschnittliche Getreidepreise von 1783—1817, 1832—1872. jäh
liche Durchschnittspreise der verschiedenen Lebensmittel von 18
bis 1872. Preisaufschläge von 1849—1874. Kartoffelpreise von 18
bis 1848 etc. Holzpreise von 1847—1872 und Preisbeobachtunge
von 1871 und 1872 im Jahrgang VI/VII des statistischen Jahrbuch
für den Kanton Bern.
3. Preise der wichtigsten Lebensmittel in der Stadt Bern in den 30 Jahr
von 1845—1874 etc., Jahrgang VIII/IX des statistischen Jahrbuch
für den Kanton Bern.
4. a) Die Lebensmittelpreise (Frucht- und Fleischpreise) in der St
Bern von 1875—1877; b) die Lebensmittelpreise im Kanton Be
(Ergebnisse der Preisnotierungen von 20 Marktorten pro 1876/18
5. Einfluss der Preise der wichtigsten Nahrungsmittel auf die Bewegu
der Bevölkerung im Kanton Bern während dem 100jährigen Zeitra
von 1782—1881 verfasst von C. Mühlemann, Jahrgang 1882 der Z
schrift für schweizerische Statistik.
6. Durchschnittspreise der Lebensmittel auf dem Markte Bern von 1
bis 1887, Jahrgang 1887, Lieferung II der Mitteilungen des bernis
statistischen Bureaus.
7. Zur Statistik der Preise und Löhne im Kanton Bern pro 1888
C. Mühlemann, Vorsteher des kantonalen statistischen Bureaus.
gang 1889 der Zeitschrift für schweizerische Statistik.
8. Durchschnittspreise der Lebensmittel, Jahresdurchschnittspreise
1888—1899, nebst Vergleich mit frühern Jahren; Jahrgang
Lieferung I der Mitteilungen des bernischen statistischen Bu

3. Möglichste Vermeidung von Änderungen im Aufnahmeverfahren, besonders hinsichtlich der Warenbenennung nach Art und Qualität, sowie des Masses im Interesse der zeitlichen Vergleichung und deren Kontinuität.

Die vorliegende Darstellung enthält die Ergebnisse der Lebensmittelpreisnotierungen (Monatsdurchschnittspreise) in der Stadt Bern für die Jahre 1900—1905; zum Vergleich sind auch die frühern Jahresdurchschnittspreise beigefügt. Für die Notierungen sind im Berichtsformular drei Rubriken vorgesehen, nämlich:

1) Preis der gebräuchlichsten Qualität; 2) niedrigster Preis; 3) höchster Preis. In Wirklichkeit bezogen sich die Notierungen jedoch nur auf die Preise der gebräuchlichsten, sowie auf diejenigen der bessern Qualitäten; von Preisnotierungen für geringe oder schlechte Qualitäten wurde laut Aussage des Marktinspektors prinzipiell Umgang genommen. Um einen einheitlichen Durchschnittspreis zu erhalten, wurde bei der Bearbeitung aus den beiden vorgenannten Preisangaben das arithmetische Mittel gezogen. Die Ergebnisse dürften den gestellten Bedingungen in der Hauptsache entsprechen, besonders was die Gleichmässigkeit der Notierungen und die Vergleichbarkeit derselben in zeitlicher Hinsicht anbetrifft. Die örtliche Vergleichung kann bei der vorliegenden Arbeit nicht in Betracht fallen, weil sich die Preisnotierungen lediglich auf den Markt Bern beziehen. Es wäre freilich wünschbar, dass sich die Preisbeobachtungen auf eine grössere Zahl von Marktorten beziehen würden; allein die Ausdehnung des Eisenbahnverkehrs brachte es mit sich, dass auch die Preise auf den Lokalmärkten immer mehr ausgeglichen wurden, so dass wenigstens innerhalb des Gebietes des Kantons Bern keine wesentliche Unterschiede in den Preisverhältnissen für Marktwaren zwischen den einzelnen Ortschaften mehr bestehen und somit die Marktpreise von Bern so ziemlich allgemein als massgebend betrachtet werden dürften. Wesentliche Unterschiede mögen dagegen nach wie vor in den Warenpreisen des Gross- und Kleinhandels bestehen; die Grosshandelspreise fallen indes hier ausser Betracht.

Aus der vergleichenden Darstellung der Monats- und Jahresdurchschnittspreise auf dem Markte Bern für die letzten Jahre und früher sind folgende Wahrnehmungen zu machen.

Die Getreidepreise sind, nachdem sie in der Periode von 1878—1887 um zirka $^1/_3$ gesunken waren, in der Zeit von 1888—1899 mit unbedeutenden Schwankungen beinahe gleich geblieben, seither aber noch etwas zurückgegangen. Die Brotpreise waren in den Jahren 1894—1896 und 1900—1901 am billigsten seit 1878, stehen jedoch seit September 1904 wieder um 3 Cts. per Kilo höher. (Seit Monat Mai 1905 Brotpreisabschlag um 3 Cts. per Kilo.) Die Fleischpreise gingen von 1878 an unter Schwankungen zurück bis zum Jahr 1888, wo sie den tiefsten Stand erreichten; von 1888 hinweg gingen sie wieder in die Höhe bis 1895 und sanken dagegen von 1895—1899, um von da hinweg, besonders von 1902—1905 wieder ganz bedeutend anzusteigen. Die Ursache dieser letzterwähnten Verteuerung dürfte teils in den Massnahmen gegen die Seuchengefahr resp. in den zeitweiligen Schlachtvieheinfuhrverboten, teils in zollpolitischen Massnahmen (erhöhter Ochsenzoll) zu suchen sein. Die Kartoffeln waren von 1878—1886 um 25—40% billiger geworden und blieben von 1886—1899 mit wenigen Schwankungen beinahe auf demselben Niveau, wurden alsdann im Jahre 1900 am billigsten (Fr. 5.54 per q), um von da hinweg bis 1905 wieder ganz bedeutend zu steigen (Fr. 7.25 per q). Die Preise der Äpfel und Birnen richten sich auf dem Lokalmarkte lediglich nach dem Ernteausfall; sie weisen dementsprechend erhebliche Schwankungen auf. Die Käsepreise sind seit 1888 mit einigen Schwankungen ziemlich gleich geblieben, die Butterpreise dagegen merklich gestiegen. Der Milchpreis hat sich seit 1878 mit unwesentlichen Schwankungen auf gleicher Höhe gehalten. Die Eier sind dagegen seit 1897 im Preis gestiegen. Die Heupreise hatten den tiefsten Stand im Jahr 1879 (Fr. 3.25) und 1895 (Fr. 3.33), den höchsten dagegen im Jahr 1893 (Fr. 7.97); auch diese richten sich nach der Ernte; in den Jahren 1901—1903 stunden sie ebenfalls ziemlich hoch. Die Preise für Stroh stiegen von 1878—1888 wesentlich an und gingen dann mit Schwankungen bis 1900 zurück, schnellten indes von da an bis 1902 wieder hinauf (niedrigster Stand 1895 Fr. 2.78, höchster 1888 Fr. 5.19).

Zu den Lebensmitteln oder -Bedürfnissen gehören auch Kleidung und Wohnung. Wenn auch die Nahrungsm

em Markte in den letzten 25—30 Jahren nur zum Teil wesentliche Steigerung im Preise erfahren haben (wie z. B. h, Butter, Eier und Holz), so muss konstatiert werden, lie Befriedigung des Kleidungs- und Wohnungsbedürfnisses ebensverteuerung, besonders in Städten, ebenfalls wesent- beigetragen haben und dass noch andere Lebens- und ssmittel teurer geworden sind. Ausser der Preiserhöhung es also namentlich die vermehrten Bedürfnisse, welche der chritt der Kultur den Angehörigen aller Volksschichten ingt und auf diese Weise die Lebensverteuerung tatsäch- llgemein herbeiführt.

Monats-Durchschnittspreise der wichtigsten Le

1900

Marktwaren	Durchschnittlicher Stand der Preise im Monat										
	Januar	Februar	März	April	Mai	Juni	Juli	August	September	Oktober	
I. Getreide und Hülsenfrüchte.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr.
Weizen . . . 100 Kilos	20.50	20.25	20.—	21.—	21.—	19.—	20.—	19.50	19.50	17.50	17
Dinkel (Korn) . » »	—.—	—.—	14.—	—.—	—.—	14.—	—.—	14.—	15.—	13.—	11
Roggen . . . » »	17.—	17. –	13.25	15.50	15.50	13.50	17.—	16.75	15.50	13.75	13
Gerste . . . . » »	17.50	—.—	—.—	—.—	—.—	—.—	—.—	—.—	—.—	—.—	
Hafer . . . . » »	18.50	18.50	20.—	21.—	21.—	19.—	18.50	19.—	18.50	18.50	17
Erbsen . . . 15 Liter	4.35	5.30	5.—	5.—	4.50	5.—	5.50	5.25	5.25	4.50	5
Bohnen . . . » »	4.—	4.—	4.—	4.—	4.—	4.—	4.20	4.10	4.25	4.—	4
Brot, weiss . . . 1 Kilo	—.38	—.35	—.35	—.35	—.35	—.35	—.35	—.35	—.35	—.35	
» halbweiss . . » »	—.33	—.30	—.30	—.30	—.30	—.30	—.30	—.30	—.30	—.30	
Bauernbrot . . . » »	—.28	—.25	—.25	—.25	—.25	—.25	—.25	—.25	—.25	—.25	
II. Fleisch und Fette.											
Kälber, lebend, fett, ½ Kilo	—.55	—.55	—.44	—.49	—.50	—.52	—.40	—.58	—.58	—.58	
Schweine, » » » »	—.53	—.52	—.54	—.53	—.50	—.50	—.48	—.42	—.48	—.49	
Ochsenfleisch . . » »	—.78	—.78	—.80	—.78	—.80	—.78	—.78	—.78	—.78	—.75	
Kalbfleisch . . . » »	—.85	—.80	—.70	—.78	—.70	—.95	—.85	—.95	—.95	—.95	
Rindfleisch . . . » »	—.68	—.70	—.68	—.73	—.73	—.73	—.70	—.68	—.73	—.73	
Schaffleisch . . . » »	—.75	—.75	—.78	—.85	—.73	—.80	—.75	—.85	—.80	—.75	
Schweinefleisch . » »	1.05	1.—	1.—	—.90	—.90	—.95	—.95	—.95	—.95	—.95	
Speck, grün . . . » »	—.75	—.75	—.85	—.80	—.70	—.70	—.85	—.80	—.80	—.80	
» geräuchert . » »	—.95	—.95	—.88	—.95	—.75	—.95	—.95	—.95	—.95	—.95	
Schmeer . . . . » »	—.78	—.78	—.75	—.80	—.80	—.73	—.78	—.78	—.78	—.78	
Schweineschmalz . » »	—.78	—.78	—.75	—.80	—.85	—.73	—.78	—.78	—.78	—.78	
III. Gemüse und Obst.											
Kartoffeln . . 100 Kilos	6.75	6.75	5.50	5.—	5.—	4.—	5.75	5.50	5.25	5.50	5
» . . 5 Liter	—.30	—.28	—.28	—.28	—.25	—.25	—.35	—.30	—.28	—.23	
	Büschel	p. Bund	p. Körbli	p. Körbli	p. Bund	p. Bund	p. Bund	p. Bund	p. Körbli		
Rüben (Rübli), 5 Kilos (Körbli)	—.15	—.15	—.20	—.20	—.—	—.23	—.25	—.08	—.20	—.40	
Kabis und Kohl, 1 Stück	—.15	—.20	—.20	—.25	—.25	—.23	—.20	—.15	—.13	—.18	
						½ Kilo	½ Kilo	p. Körbli		p. Korb	½
Bohnen, grüne . . 5 Liter	—.—	—.—	—.—	—.—	—.—	—.28	—.55	—.40	—.35	2.25	
Äpfel, saure . . . » »	1.90	1.90	1.25	1.25	1.25	—.—	—.—	—.40	—.30	—.28	
» süsse . . . » »	1.05	1.05	—.80	1.—	1.—	—.—	—.—	—.18	—.20	—.18	
Birnen zum Kochen » »	1.15	—.—	—.—	—.—	—.—	—.—	—.—	—.45	—.45	—.45	
IV. Verschiedene Lebensmittel.											
Käse im Detail, fett, ½ Kilo	—.85	—.85	—.85	—.85	—.85	—.95	—.85	—.90	—.85	—.95	
» » » halbfett, » »	—.60	—.75	—.73	—.73	—.73	—.73	—.73	—.70	—.70	—.73	
» » » mager, » »	—.50	—.63	—.60	—.55	—.55	—.50	—.55	—.48	—.58	—.50	
Butter in Ballen (Nidel) » »	1.40	1.40	1.28	1.28	1.25	1.33	1.38	1.35	1.40	1.33	1.
» » » (Vorbruch) » »	1.23	1.28	1.20	1.18	1.13	1.13	1.25	1.15	1.18	1.18	1.
Tafelbutter . . . » »	1.50	1.45	1.35	1.40	1.40	1.50	1.40	1.50	1.50	1.45	1.
Milch zum Hausgebrauch, 1 Liter	—.20	—.20	—.20	—.20	—.20	—.20	—.20	—.20	—.20		
Eier . . . . . 1 Stück	—.12	—.09	—.08	—.07	—.06	—.07	—.08	—.09	—.		
Heu . . . . . 50 Kilos	2.75	4.25	4.75	4.75	4.65	4.50	4.25	4.—			
Stroh . . . . . » »	2.25	4.15	3.40	4.—	2.85	3.80	3.25	3.75			
Holz, Tannen- . . 3 Ster	38.—	39.—	39.—	39.—	39.—	39.—	38.50	39.			
» Buchen- . . » »	50.—	51.—	48.50	49.—	48.50	49.—	48.				
Torf . . per Doppelfuder	29.—	29.—	29.—	29.—	—.—	29.—	29.				

arkte Bern in den Jahren 1900 bis Mitte 1905.

1901

chnittlicher Stand der Preise im Monat										Jahres-durchschnitt	Marktwaren
	April	Mai	Juni	Juli	August	September	Oktober	November	Dezember		
t.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	**I. Getreide und Hülsenfrüchte.**
00	18.50	18.50	19.50	21.—	18.50	18.50	18.50	18.—	21.—	19.—	Weizen . . . 100 Kilos
—	13.50	13.50	13.50	13.50	13.50	13.50	12.50	12.—	13.50	13.22	Dinkel (Korn) . » »
25	13.50	13.50	15.—	13.50	17.25	17.25	14.75	15.—	16.—	15.29	Roggen . . . » »
—	—.—	—.—	—.—	—.—	19.—	19.—	—.—	—.—	—.—	19.—	Gerste . . . . » »
50	18.50	19.—	19.—	19.—	18.50	18.50	18.50	19.—	20.—	18.79	Hafer . . . . » »
70	5.—	4.75	5.25	5.—	5.70	5.70	5.70	5.25	5.—	5.31	Erbsen . . . 15 Liter
45	4.50	4.25	4.—	4.50	4.20	4.20	4.20	4.25	4.50	4.30	Bohnen . . . » »
35	—.35	—.35	—.35	—.35	—.35	—.35	—.35	—.35	—.35	—.35	Brot, weiss . . . 1 Kilo
30	—.30	—.30	—.30	—.30	—.30	—.30	—.30	—.30	—.30	—.30	» halbweiss . . » »
25	—.25	—.25	—.25	—.25	—.25	—.25	—.25	—.25	—.25	—.25	Bauernbrot . . . » »
											II. Fleisch und Fette.
53	—.53	—.52	—.52	—.58	—.58	—.58	—.54	—.61	—.52	—.55	Kälber, lebend, fett, 1/2 Kilo
40	—.50	—.52	—.49	—.49	—.49	—.49	—.47	—.53	—.52	—.49$_{9}$	Schweine, » » » »
78	—.78	—.78	—.80	—.78	—.78	—.78	—.80	—.75	—.78	—.78$_{1}$	Ochsenfleisch . . » »
78	—.80	—.95	—.88	—.95	—.95	—.95	—.90	—.95	—.90	—.86$_{4}$	Kalbfleisch . . . » »
68	—.65	—.68	—.65	—.68	—.68	—.70	—.70	—.68	—.65	—.67$_{6}$	Rindfleisch . . . » »
78	—.75	—.85	—.78	—.80	—.80	—.73	—.75	—.80	—.85	—.78$_{2}$	Schaffleisch . . . » »
05	—.90	—.95	1.—	—.95	—.95	—.90	—.88	1.—	1.10	—.95$_{17}$	Schweinefleisch . . » »
08	—.80	—.90	—.85	—.70	—.70	—.73	—.85	—.80	—.85	—.77$_{8}$	Speck, grün . . . » »
05	—.80	1.—	—.95	—.90	—.95	—.95	—.95	—.95	—.95	—.93$_{18}$	» geräuchert . » »
75	—.78	—.78	—.78	—.75	—.75	—.75	—.78	—.85	—.85	—.77$_{5}$	Schmeer . . . . » »
78	—.80	—.78	—.78	—.75	—.75	—.75	—.78	—.85	—.85	—.77$_{9}$	Schweineschmalz . » »
											III. Gemüse und Obst.
50	5.50	7.—	6.25	9.—	7.50	7.50	7.75	7.25	7.25	6.83	Kartoffeln . . 100 Kilos
38	—.30	—.30	—.30	—.40	—.38	—.38	—.30	—.38	—.38	—.33	» . . 5 Liter
örbli	p. Bund	p. Bund	p. Bund		p. Bund	p. Bund		p. Körbli	p. Körbli		
20	—.38	—.38	—.23	—.13	—.13	—.10	—.—	—.20	—.20	—.22$_{7}$	Rüben (Rüebli), 5 Kilos (Kächli)
18	—.28	—.25	—.30	—.15	—.15	—.10	—.15	—.20	—.25	—.19$_{9}$	Kabis und Kohl, 1 Stück
			p. Kilo								
—	—.—	—.—	—.70	—.45	—.45	—.—	—.—	—.—	—.—	—.45	Bohnen, grüne . . 5 Liter
95	—.48	—.75	—.90	—.—	—.—	1.10	1.60	2.—	1.75	—.96$_{1}$	Äpfel, saure . . . »
25	—.33	—.40	—.50	—.—	—.—	—.70	—.70	— 95	1.15	—.54$_{1}$	» süsse . . . » »
—	—.70	—.—	—.—	—.—	—.—	—.43	—.—	—.—	—.—	—.52	Birnen zum Kochen » »
											IV. Verschiedene Lebensmittel.
95	—.95	—.95	—.95	—.95	—.95	—.95	—.90	—.95	—.95	—.94$_{2}$	Käse im Detail, fett, 1/2 Kilo
70	—.70	—.73	—.70	—.75	—.75	—.75	—.75	—.75	—.75	—.73$_{4}$	» » » halbfett, » »
55	—.55	—.55	—.55	—.55	—.55	—.55	—.58	—.60	—.55	—.55$_{11}$	» » » mager, » »
35	1.30	1.40	1.35	1.40	1.40	1.40	1.45	1.50	1.45	1.39	Butter in Ballen (Nidel) » »
28	1.25	1.23	1.13	1.15	1.15	1.15	1.35	1.40	1.25	1.23	» » » (Vorbruch) » »
48	1.38	1.50	1.50	1.50	1.50	1.50	1.55	1.58	1.55	1.49	Tafelbutter . . . » »
18	—.18	—.20	—.20	—.20	—.20	—.20	—.20	—.20	—.20	—.19$_{3}$	Milch zum Hausgebrauch, 1 Liter
07	—.08	—.06	—.07	—.08	—.08	—.09	—.10	—.10	—.10	—.08$_{14}$	Eier . . . . . 1 Stück
—	5.05	5.25	5.50	5.25	5.25	5.25	6.—	6.25	5.75	5.30	Heu . . . . . 50 Kilos
75	3.55	3.90	3.75	4.—	4.—	4.—	4.25	5.—	5.—	4.18	Stroh . . . . » »
—	42.—	41.—	40.—	42.50	42.50	42.50	44.50	42.50	41.—	41.71	Holz, Tannen- . . 3 Ster
—	54.50	52.—	53.—	54.—	54.—	54.—	54.50	54.50	52.50	53.54	» Buchen- . . » »
50	31.50	30.—	29.—	30.—	29.—	30.—	29.—	29.—	29.—	30,04	Torf . . per Doppelfuder

Monats-Durchschnittspreise der wichtigsten Leb

1902

Marktwaren	Durchschnittlicher Stand der Preise im Monat										
	Januar	Februar	März	April	Mai	Juni	Juli	August	September	Oktober	Novembe
I. Getreide und Hülsenfrüchte.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. C
Weizen . . . 100 Kilos	19.—	20.50	19.50	20.50	21.50	21.—	21.—	20.50	20.—	18.—	18.5
Dinkel (Korn) . » »	11.—	14.—	14.—	14.—	—.—	—.—	—.—	—.—	14.50	14.—	12.5
Roggen . . . » »	15.50	17.—	17.—	16.50	16.—	16.50	16.50	17.—	17.—	14.—	15.
Gerste . . . . » »	—.—	—.—	—.—	20.—	—.—	—.—	—.—	—.—	16.50	15.50	—.
Hafer . . . . » »	20.—	21.—	19.75	22.—	22.25	22.—	22.—	21.—	19.50	18.—	19.
Erbsen . . . 15 Liter	5.—	4.50	5.—	5.—	5.—	5.—	5.70	4.90	5.—	5.—	4.5
Bohnen . . . » »	4.40	4.—	3.60	4.—	4.—	4.—	4.35	4.—	4.50	3.75	4.
Brot, weiss . . . 1 Kilo	—.35	—.35	—.35	—.35	—.35	—.35	—.35	—.35	—.35	—.35	—.
» halbweiss . . » »	—.30	—.30	—.30	—.30	—.30	—.30	—.30	—.30	—.30	—.30	—.
Bauernbrot . . . » »	—.25	—.25	—.25	—.25	—.25	—.25	—.25	—.25	—.25	—.25	—.
II. Fleisch und Fette.											
Kälber, lebend, fett, ½ Kilo	—.53	—.49	—.58	—.53	—.53	—.63	—.58	—.55	—.58	—.64	—.
Schweine, » » » »	—.54	—.53	—.58	—.56	—.58	—.58	—.57	—.56	—.58	—.61	—.
Ochsenfleisch . . » »	—.78	—.78	—.78	—.80	—.80	—.83	—.83	—.78	—.83	—.83	—.
Kalbfleisch . . . » »	—.85	—.80	—.80	—.95	—.95	—.73	—.95	—.80	1.05	1.05	—.
Rindfleisch . . . » »	—.73	—.68	—.73	—.70	—.75	—.68	—.73	—.68	—.73	—.73	—.
Schaffleisch . . . » »	—.80	—.85	—.83	—.85	—.85	—.85	—.95	—.85	—.85	—.85	—.
Schweinefleisch . . » »	—.95	—.95	—.95	1.10	1.—	1.—	—.95	—.95	1.05	1.05	1.0
Speck, grün . . . » »	—.80	—.80	—.73	—.78	—.85	—.85	—.85	—.80	—.85	—.80	—.
» geräuchert . » »	—.95	—.95	—.95	—.95	—.95	—.95	—.95	—.95	1.05	1.—	1.0
Schmeer . . . . » »	—.85	—.88	—.80	—.80	—.90	—.85	—.85	—.88	—.90	—.95	—.
Schweineschmalz . » »	—.90	—.90	—.90	—.90	—.90	—.85	—.85	—.90	—.98	1.—	1.—
III. Gemüse und Obst.											
Kartoffeln . . 100 Kilos	8.50	6.50	7.—	7.—	7.—	7.—	8.40	7.—	6.25	6.—	6.5
» . . 5 Liter	—.38	—.35	—.35	—.38	—.38	—.40	—.55	—.35	—.30	—.35	—.
	p. Körbli	p. Körbli	p. Körbli	p. Körbli	p. Körbli	p. Körbli	Büschel	p. Körbli	p. Körbli	p. Körbli	p. Körb
Rüben (Rübli), 5 Kilos (Körbli)	—.20	—.20	—.20	—.20	—.20	—.23	—.15	—.20	—.20	—.20	—.
Kabis und Kohl, 1 Stück	—.30	—.18	—.20	—.30	—.23	—.—	—.18	—.13	—.18	—.15	—.
							½ Kilo				
Bohnen, grüne . . 5 Liter	—.—	—.—	—.—	—.—	—.—	—.—	—.30	—.40	—.45	—.—	—.
Äpfel, saure . . » »	1.65	1.65	1.75	1.75	—.—	—.—	—.—	—.60	—.40	—.55	—.
» süsse . . . » »	1.20	1.30	—.—	—.—	—.—	—.—	—.—	—.33	—.25	—.33	—.
Birnen zum Kochen » »	—.—	—.—	—.—	—.—	—.—	—.—	—.—	—.—	—.40	—.40	—.
IV. Verschiedene Lebensmittel.											
Käse im Detail, fett, ½ Kilo	—.95	1.05	1.00	1.05	1.05	1.05	1.05	1.05	1.15	1.05	1.0
» » » halbfett, » »	—.75	—.75	—.75	—.75	—.75	—.75	—.75	—.75	—.80	—.90	—.
» » » mager, » »	—.55	—.55	—.55	—.58	—.68	—.68	—.68	—.55	—.70	—.70	—.
Butter in Ballen (Nidel) » »	1.45	1.40	1.45	1.48	1.40	1.38	1.38	1.40	1.40	1.50	1.4
» » » (Vorbruch) » »	1.33	1.33	1.35	1.38	1.23	1.23	1.23	1.33	1.28	1.40	1.3
Tafelbutter . . . » »	1.58	1.50	1.53	1.60	1.50	1.50	1.55	1.50	1.55	1.60	1.6
Milch zum Hausgebrauch, 1 Liter	—.20	—.20	—.20	—.20	—.20	—.20	—.20	—.20	—.20	—.2	
Eier . . . . . 1 Stück	—.09	—.09	—.08	—.07	—.07	—.07	—.08	—.09	—.10	—.	
Heu . . . . . 50 Kilos	5.50	6.—	5.70	5.75	5.85	5.85	5.35	5.75	4.75	5.	
Stroh . . . . . » »	4.—	4.75	5.—	5.—	4.50	4.50	4.50	4.75	4.25	4.	
Holz, Tannen- . . 3 Ster	43.—	44.50	42.50	41.—	42.50	41.—	41.—	43.—	42.		
» Buchen- . . » »	56.50	56.—	53.—	56.—	55.—	50.—	50.—	52.50			
Torf . . per Doppelfuder	30.—	30.—	31.—	29.—	29.—	29.—	29.—	30.—			

Markte Bern in den Jahren 1900 bis Mitte 1905.

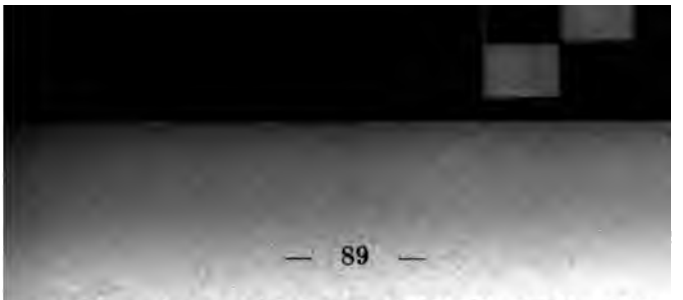
1903

chnittlicher Stand der Preise im Monat										Jahres-durchschnitt	Marktwaren
	April	Mai	Juni	Juli	August	September	Oktober	November	Dezember		
t.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	**I. Getreide und Hülsenfrüchte.**
	19.—	20.50	18.50	20.—	19.—	19.—	18.50	18.50	17.50	19.—	Weizen . . . 100 Kilos
—	13.50	14.—	14.—	16.—	14.50	14.—	12.50	12.50	12.50	13.82	Dinkel (Korn) . » »
0	15.—	16.—	15.—	17.—	15.50	16.—	15.—	15.—	15.50	15.73	Roggen . . . » »
—	19.—	19.—	18.—	17.—	18.—	18.—	16.—	16.—	15.50	17.30	Gerste . . . . » »
—	20.—	20.50	19.—	17.—	18.50	19.—	19.—	19.—	18.—	18.94	Hafer . . . . » »
—	4.75	5.—	4.50	4.—	5.—	5.—	4.50	4.50	5.—	4.83	Erbsen . . . 15 Liter
—	4.—	4.25	4.—	4.—	4.50	4.—	4.—	4.—	4.50	4.22	Bohnen . . . » »
5	—.35	—.35	—.35	—.35	—.35	—.35	—.35	—.35	—.35	—.35	Brot, weiss . . . 1 Kilo
0	—.30	—.30	—.30	—.30	—.30	—.30	—.30	—.30	—.30	—.30	» halbweiss. . » »
5	—.25	—.25	—.25	—.25	—.25	—.25	—.25	—.25	—.25	—.25	Bauernbrot . . . » »
											II. Fleisch und Fette.
5	—.58	—.60	—.58	—.55	—.67	—.75	—.68	—.68	—.55	—.61½	Kälber, lebend, fett, ½ Kilo
0	—.61	—.59	—.59	—.52	—.59	—.60	—.58	—.58	—.58	—.58½	Schweine, » » » »
5	—.80	—.88	—.78	—.85	—.85	—.83	—.88	—.83	—.85	—.86½	Ochsenfleisch . . » »
5	1.—	1.05	—.90	—.95	1.15	1.05	1.15	1.15	—.90	1.—	Kalbfleisch . . . » »
5	—.78	—.75	—.73	—.75	—.73	—.73	—.75	—.75	—.75	—.74¼	Rindfleisch . . . » »
5	—.85	—.95	—.83	1.—	—.90	1.05	—.90	—.90	—.90	—.91½	Schaffleisch . . . » »
—	1.—	1.10	1.05	1.05	1.05	1.05	1.—	1.—	1.10	1.03	Schweinefleisch . . » »
0	—.90	—.85	—.95	—.70	—.90	—.88	—.90	—.90	—.90	—.88½	Speck, grün . . . » »
—	1.—	1.20	1.05	—.95	1.—	1.—	1.—	1.—	1.—	1.02	» geräuchert . » »
0	—.95	—.95	—.95	—.80	—.90	—.88	—.90	—.90	—.90	—.90½	Schmeer . . . . » »
0	1.—	1.—	1.—	—.78	—.90	—.90	—.90	—.90	—.90	—.92½	Schweineschmalz . » »
											III. Gemüse und Obst.
5	7.—	7.50	5.25	7.50	6.50	7.25	7.50	7.50	7.50	6.98	Kartoffeln . . 100 Kilos
8	—.33	—.38	—.30	—.35	—.33	—.35	—.35	—.35	—.38	—.35½	» . . . 5 Liter
	p. Körbli		p. Bund	Büschel	Büschel	p. Bund	p. Körbli		p. Körbli		
0	—.20	—.28	—.18	—.18	—.08	—.10	—.20	—.20	—.20	—.20	Rüben (Räbli), 5 Kilos (Körbli)
3	—.20	—.—	—.20	—.35	—.13	—.20	—.23	—.23	—.23	—.20	Kabis und Kohl, 1 Stück
						½ Kilo	p. Kilo				
	—.—	—.—	—.—	—.—	—.45	—.40	—.35	—.55	—.—	—.—	—.44	Bohnen, grüne . . 5 Liter
5	—.80	—.—	—.—	—.—	1.80	1.—	—.65	—.80	—.95	—.90	—.89	Äpfel, saure . . . » »
3	—.45	—.—	—.—	—.—	1.—	—.60	—.38	—.45	—.55	—.55	—.53½	» süsse . . . » »
	—.—	—.—	—.—	—.—	1.80	—.55	—.45	1.10	1.35	—.90	—.98	Birnen zum Kochen » »
											IV. Verschiedene Lebensmittel.
5	1.15	1.—	1.05	1.05	1.05	1.05	—.95	—.95	—.90	1.02	Käse im Detail, fett, ½ Kilo
5	—.80	—.85	—.75	—.80	—.80	—.75	—.75	—.75	—.70	—.76½	» » » halbfett, » »
5	—.68	—.70	—.65	—.—	—.65	—.60	—.65	—.65	—.55	—.63½	» » » mager, » »
0	1.40	1.40	1.40	1.40	1.40	1.40	1.40	1.40	1.40	1.40	Butter in Ballen (Nidel) » »
0	1.25	1.30	1.23	1.20	1.20	1.28	1.18	1.18	1.35	1.26	» » » (Verbruch) » »
0	1.50	1.50	1.50	1.50	1.50	1.50	1.50	1.50	1.50	1.50	Tafelbutter . . . » »
0	—.20	—.20	—.20	—.20	—.20	—.20	—.20	—.20	—.20	—.20	Milch zum Hausgebrauch, 1 Liter
7	—.07	—.07	—.07	—.08	—.09	—.10	—.10	—.10	—.12	—.08½	Eier . . . . . 1 Stück
0	5.25	5.25	4.25	4.—	5.25	4.25	4.50	4.50	4.25	4.75	Heu . . . . . 50 Kilos
5	4.25	4.50	4.25	3.50	4.50	4.25	4.—	4.—	3.75	4.17	Stroh . . . . » »
—	40.—	49.—	43.50	38.—	49.—	40.—	43.—	43.—	43.50	43.—	Holz, Tannen- . . 3 Ster
—	50.—	53.50	54.—	49.—	52.50	52.—	52.—	52.—	52.—	51.83	» Buchen- . . . » »
—	30.—	29.—	30.—	29.—	29.—	29.—	29.—	29.—	29.—	29.42	Torf . . per Doppelfader

Monats-Durchschnittspreise der wichtigsten Leb

1904

Marktwaren	Durchschnittlicher Stand der Preise im Monat										
	Januar	Februar	März	April	Mai	Juni	Juli	August	September	Oktober	November
I. Getreide und Hülsenfrüchte.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr.
Weizen . . . . 100 Kilos	17.50	18.—	19.—	19.—	19.—	19.—	19.—	19.—	21.50	19.50	21.
Dinkel (Korn) . . »	12.50	13.—	13.50	13.50	14.—	12.50	12.50	12.50	12.50	15.—	15.
Roggen . . . . »	15.50	15.50	15.—	15.50	15.50	14.—	14.—	16.—	17.—	15.—	15.
Gerste . . . . »	15.50	15.50	16.—	16.—	15.50	18.—	18.—	18.—	17.—	17.—	15.
Hafer . . . . »	18.—	19.—	18.50	18.50	18.—	18.50	18.50	19.—	15.25	19.—	19.
Erbsen . . . 15 Liter	5.—	4.50	4.50	4.50	4.75	4.50	4.50	5.—	4.50	4.50	4.
Bohnen . . . »	4.50	4.50	4.—	4.—	4.—	4.—	4.—	5.25	4.—	4.50	4.
Brot, weiss . . 1 Kilo	—.35	—.35	—.35	—.35	—.35	—.35	—.35	—.35	—.40	—.38	—.
halbweiss . »	—.30	—.30	—.30	—.30	—.30	—.30	—.30	—.30	—.33	—.32	—.
Bauernbrot . . »	—.25	—.25	—.25	—.25	—.25	—.25	—.25	—.25	—.28	—.30	—.
II. Fleisch und Fette.											
Kalber, lebend, fett, ½ Kilo	—.55	—.55	—.55	—.53	—.57½	—.66½	—.60	—.60	—.68½	—.67½	—.6
Schweine, »	—.58	—.57½	—.56½	—.56½	—.53½	—.51	—.50½	—.51½	—.52½	—.53	—.
Hammelfleisch . .	—.85	—.85	—.82½	—.82½	—.82½	—.87½	—.85	—.85	—.85	—.85	—.
Kalbfleisch . . .	—.90	—.85	—.85	—.85	—.80	1.05	—.90	1.—	1.15	1.15	1.
Rindfleisch . . .	—.80	—.77½	—.77½	—.75	—.75	—.80	—.75	—.77½	—.77½	—.75	—.
Schaffleisch . . »	—.90	—.90	—.95	—.95	—.85	—.95	—.95	1.—	—.95	—.95	—.
Schweinefleisch . .	1.10	1.15	1.05	1.05	—.95	1.05	1.05	1.05	1.05	—.95	1.
Speck, geräuchert .	—.90	—.90	—.80	—.80	—.90	—.90	—.90	—.77½	—.72½	—.70	—.
» ungeräuchert	1.—	1.—	1.	1.—	—.95	—.95	—.95	—.95	—.95	—.95	—.
Schmer	—.90	—.85	—.85	—.85	—.82½	—.80	—.78	—.80	—.77½	—.80	—.8
Schweinsschmalz .	—.90	—.90	—.90	—.90	—.82½	—.80	—.80	—.80	—.80	—.80	—.8
III. Gemüse und Obst.											
Kartoffeln . . 100 Kilos	7.50	7.75	8.—	8.—	7.50	7.—	7.—	7.50	6.75	6.50	6.
» . . 5 Liter	—.37½	—.40	—.40	—.37½	—.40	—.35	—.35	—.33	—.30	—.30	—.
	p. Körbli					Büschel	p. Körbli	Büschel	p. Körbli		
Rüben (Räbli, 5 Kilos (Körbli)	—.20	—.20	—.20	—.20	—.20	—.10	—.20	—.15	—.20	—.20	—.
Kabis und Kohl, 1 Stück	—.22½	—.22½	—.22½	—.22½	—.22½	—.15	—.15	—.20	—.15	—.22½	—.
							p. Körbli				
Bohnen, grüne . . 5 Liter	—.—	—.—	—.—	—.—	—.—	—.—	—.20	—.55	—.25	—.—	—.
Äpfel, saure . . . »	—.90	1.35	1.45	1.60	2.75	—.—	—.—	—.45	—.45	—.45	—.
» süsse . . .	—.55	—.60	—.60	—.70	—.—	—.—	—.—	—.30	—.25	—.30	—.37
Birnen zum Kochen . »	—.90	—.—	—.—	—.—	—.—	—.—	—.—	—.50	—.40	—.90	—.
IV. Verschiedene Lebensmittel.											
Käse im Detail, fett, ½ Kilo	—.95	—.95	1.—	1.—	—.87	—.90	—.85	—.85	—.85	—.95	—.
» halbfett, »	—.70	—.75	—.75	—.75	—.77	—.75	—.70	—.70	—.70	—.75	—.
» mager, »	—.55	—.60	—.60	—.60	—.55	—.60	—.55	—.53	—.55	—.53	—.
Butter in Ballen (Süd) »	1.40	1.40	1.40	1.40	1.27	1.40	1.28	1.28	1.38	1.38	1.
» (Ochsen) »	1.35	1.30	1.27	1.27	1.25	1.23	1.13	1.13	1.15	1.23	1.
Tafelbutter . . . »	1.50	1.50	1.50	1.50	1.45	1.50	1.50	1.50	1.40	1.50	1.
Milch zum Hausgebrauch, 1 Liter	—.20	—.20	—.20	—.20	—.20	—.20	—.20	—.20	—.20	—.20	—.
Eier . . . . 1 Stück	—.12	—.07½	—.07½	—.06½	—.06½	—.07½	—.07½	—.08	—.10	—.10	—.
Heu . . . . 50 Kilos	4.25	4.35	4.35	4.60	4.—	3.50	3.50	3.50	4.25	4.25	4.
Stroh . . . . »	3.75	3.75	4.—	4.—	3.50	3.25	3.50	3.50	4.—	3.25	3.
Holz, Tannen- . . 3 Ster	43.50	42.50	40.50	40.50	40.—	43.—	42.50	42.50	43.—	43.—	
» Buchen- . . » »	52.—	51.50	52.50	52.50	51.—	51.—	51.—	51.—	53.—	53.5	
Torf . . per Doppelfuder	29.—	29.—	29.—	29.—	29.—	29.—	29.—	29.—	29.—	29.	



ɾkte Bern in den Jahren 1900 bis Mitte 1905.

1905

nittlicher Stand der Preise im Monat									Jahres-durchschnitt	Marktwaren
April	Mai	Juni	Juli	August	September	Oktober	November	Dezember		
r. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.	Fr. Ct.							**I. Getreide und Hülsenfrüchte.**
).—	22.—	20.—	22.—							Weizen . . . 100 Kilos
5.—	15.—	15.—	15.—							Dinkel (Korn) . » »
6.—	16.—	16.—	16.—							Roggen . . . » »
7.—	17.—	17.—	17.—							Gerste . . . . » »
3.—	18.—	18.—	18.—							Hafer . . . . » »
5.—	5.—	5.—	4.50							Erbsen . . . 15 Liter
-.—	5.—	5.—	4.50							Bohnen . . . » »
-.38	—.35	—.35	—.35							Brot, weiss . . . 1 Kilo
-.33	—.30	—.30	—.30							» halbweiss . . » »
-.28	—.25	—.25	—.25							Bauernbrot . . . » »
										II. Fleisch und Fette.
-.54	—.54	—.65	—.54							Kälber, lebend, fett, ½ Kilo
-.52	—.52	—.52	—.52							Schweine » » » »
-.80	—.80	—.80	—.80							Ochsenfleisch . . » »
-.80	—.80	—.80	—.80							Kalbfleisch . . . » »
-.75	—.75	—.75	—.75							Rindfleisch . . . » »
-.90	—.85	—.90	—.90							Schaffleisch . . . » »
-.95	—.95	—.90	—.95							Schweinefleisch . . »
-.80	—.80	—.85	—.80							Speck, grün . . . »
-.95	—.90	—.95	—.80							» geräuchert . . »
-.80	—.80	—.80	—.80							Schmeer . . . . » »
-.80	—.80	—.80	—.80							Schweineschmalz . » »
										III. Gemüse und Obst.
7.—	6.50	7.—	8.50							Kartoffeln, . . 100 Kilos
-.35	—.35	—.35	—.50							» . . 5 Liter
		p. Körbli								
-.35	—.40	—.20	—.60							Rüben (Rübli), 5 Kilos (Körbli)
-.25	—.25	—.15	—.25							Kabis und Kohl, 1 Stück
			p. Kilo							
—.—	—.—	—.—	—.30							Bohnen, grüne . . 5 Liter
-.90	1.—	—.—	—.—							Äpfel, saure . . . » »
-.50	—.—	—.—	—.—							» süsse . . . » »
—.—	—.—	—.—	—.—							Birnen zum Kochen » »
										IV. Verschiedene Lebensmittel.
-.80	—.80	—.80	—.80							Käse im Detail, fett, ½ Kilo
-.70	—.70	—.70	—.70							» » » halbfett, » »
-.60	—.60	—.50	—.60							» » » mager, » »
1.25	1.25	1.40	1.25							Butter in Ballen (Kübel) » »
1.10	1.10	1.20	1.10							» » (Verbrauch) » »
1.50	1.50	1.50	1.50							Tafelbutter . . . »
-.20	—.20	—.20	—.20							Milch zum Hausgebrauch, 1 Liter
.07½	-.07½	-.07½	—.08							Eier . . . . . 1 Stück
3.50	3.80	4.—	3.70							Heu . . . . 50 Kilos
3.—	3.50	3.50	3.—							Stroh . . . . »
0.—	40.—	42.—	40.—							Holz, Tannen- . . 3 Ster
0.—	50.—	52.—	50.—							» Buchen- . . » »
8.—	28.—	28.—	28.—							Torf . . per Doppelfuder

Durchschnittspreise der wichtigsten Leb

Marktwaren	Durchschn						
	1878	1879	1880	1881	1882	1883	1884
I. Getreide und Hülsenfrüchte.	Fr. Cts.	Fr. Cts.	Fr. Cts.	Fr. Cts.	Fr. Cts.	Fr. Cts.	Fr. Cts.
Weizen . . . 100 Kilos	29. 76	27. 72	30. 76	29. 32	29. 88	24. 33	24. 80
Dinkel (Korn) . » »	20. 33	20. 12	22. 25	22. 22	21. 11	16. 08	15. 38
Roggen . . . » »	22. 10	23. —	23. —	22. —	21. 80	19. 80	20. —
Gerste . . . » »	23. 80	22. —	23. —	22. 90	22. 60	20. 40	20. 50
Hafer . . . » »	22. 34	21. 81	23. 46	23. 45	23. 18	22. 14	22. 34
Bohnen . . . 15 Liter	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —
Linsen . . . » »	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —
Brot, weiss . . 1 Kilo	—. 44	—. 44	—. 44	—. 44,2	—. 46	—. 46	—. 39,
» halbweiss. » »	—. 39	—. 39	—. 39	—. 39,2	—. 41	—. 41	—. 35,
Zwiebrot . . » »	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —
II. Fleisch und Fette.							
Kälber, lebend. fett ½ Kilo	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —
Schweine, lebend. fett » »	—. —	—. 49	—. 56	—. 58	—. 54	—. 53	—. 50
Rindfleisch . . » »	—. 90,9	—. —	—. 66	—. 79	—. 68	—. 68	—. 75
Kalbfleisch . . »	—. 75,6	—. 67	—. 60	—. 66	—. 70	—. 66	—. 56
Schaffleisch . . »	—. 75,3	—. 75	—. 65	—. 64	—. 59	—. 68	—. 73
Ziegenfleisch . . »	—. 78	—. 77	—. 68	—. 65	—. 62	—. 66	—. 71
Schweinefleisch . .	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —
Speck, grün . .	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —
» geräuchert . .	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —
Schmeer	—. 95	—. 95	—. 95	—. 93	1. 01	—. 91	—. 96
Schweineschmalz . .	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —
III. Gemüse und Obst.							
Kartoffeln . . 100 Kilos	10. —	12. —	7. 35	7. 86	6. 88	9. 47	6. 89
» . . 5 Liter	—. 43,5	—. 46	—. 36,5	—. 36,5	—. 34,5	—. 41,5	—. 32
Rüben (Rübli, 5 Kilos (Kohlr.)	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —
Kabis und Kohl, 1 Stück	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —
Bohnen, grüne . . 5 Liter	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —
Apfel, saure . . . »	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —
» süsse . . . »	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —
Birnen z. Kochen . .	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —
IV. Verschiedene Lebensmittel.							
Käse im Detail, fett. ½ Kilo	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —
» halbfett. »	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —
» mager, »	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —
Butter in Ballen (Ziger) .	1. 15	1. 10	1. 16	1. 14	1. 14	1. 19	1. 18
» (Vorbruch) .	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —	—. —
Tafelbutter . . .	1. 25	1. 20	1. 25	1. 26	1. 24	1. 34	1. 22
Milch zum Hausgebrauch 1 Liter	—. 20	—. 20	—. 20	—. 20	—. 18,7	—. 19,7	—. 20
Eier . . . . . 1 Stück	—. 08	—. 07,2	—. 07	—. 07	—. 06,5	—. 07,4	—. 07,
Heu . . . . . 50 Kilos	3. 70	3. 25	4. 34	4. 25	4. 63	4. 22	3. 96
Stroh . . . . . » »	3. 17	3. —	3. 78	3. 51	3. 69	3. 82	3. 71
Holz. Tannen- . . 3 Ster	35. 30	32. 75	37. 07	29. 16	29. 06	30. 90	32. 69
» Buchen- . . » »	54. 50	49. 85	49. —	48. 06	46. 42	48. 60	48. 13
Torf . . pro Doppelfuder	—. —	29. —	31. 65	30. 50	29. 27	31. 50	30. —

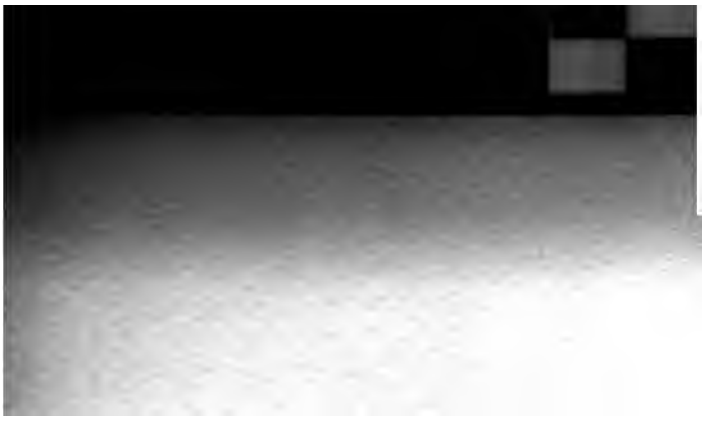
ırkte Bern für die Jahre 1878—1904.

hr							Marktwaren	
1889	1890	1891	1892	1893	1894	1895		
r. Cts.	Fr. Cts.	Fr. Cts.	Fr. Cts.	Fr. Cts.	Fr. Cts.	Fr. Cts.		
							I. Getreide und Hülsenfrüchte.	
1. 14	21. 80	23. 38	22. 50	20. 27	19. 63	17. 83	Weizen . . .	100 Kilos
5. 32	16. 34	17. 10	17. 73	16. 52	16. 20	15. 52	Dinkel (Korn) .	» »
5. 41	16. 93	17. 98	18. 10	16. 85	16. 20	14. 23	Roggen . . .	»
3. 75	20. 67	21. —	—. —	21. 42	—. —	20. 50	Gerste	»
7. 55	20. 10	20. 54	19. 65	19. 98	18. 67	17. 35	Hafer	» »
5. 48	5. 75	5. 78	5. 52	5. —	5. 23	5. 19	Erbsen . . .	15 Liter
4. 39	4. 70	4. 50	4. 34	4. 28	4. 11	3. 75	Bohnen . . .	» »
—. 36,7	—. 36	—. 40,1	—. 41,2	—. 38	—. 35	—. 35	Brot, weiss . .	1 Kilo
—. 32,2	—. 31,1	—. 34,8	—. 36	—. 33	—. 32	—. 30	» halbweiss .	»
—. 25	—. 25,5	—. 29,7	—. 31,2	—. 28	—. 27	—. 25	Bauernbrot . .	» »
							II. Fleisch und Fette.	
—. 46	—. 50,5	—. 53,4	—. 46,3	—. 51,4	—. 56,5	—. 59,9	Kälber, lebend, fett	½ Kilo
. 49,2	—. 56	—. 50,3	—. 47,7	—. 49,5	—. 56,1	—. 51	Schweine, lebend, fett	» »
—. 71,4	—. 78,4	—. 80	—. 80	—. 72,3	—. 78	—. 83,3	Ochsenfleisch .	» »
—. 69,1	—. 79,5	—. 87,5	—. 78,5	—. 81,3	—. 87,5	—. 94,2	Kalbfleisch . .	» »
—. 61,1	—. 68	—. 71,9	—. 71,3	—. 59,8	—. 70,2	—. 75,2	Rindfleisch . .	» »
—. 70	—. 75,9	—. 81,9	—. 76,8	—. 76,5	—. 78,1	—. 88,6	Schaffleisch . .	» »
—. 86	—. 93,2	—. 98	—. 94,2	—. 90,2	—. 90	—. 99,6	Schweinefleisch .	» »
—. 75,7	—. 93,2	—. 81,5	—. 76	—. 77,7	—. 79,4	—. 79,8	Speck, grün . .	» »
—. 92	—. 98,8	—. 95,8	—. 91,7	—. 90,2	. 92,1	—. 94,8	» geräuchert .	»
. 88,4	—. 92,5	—. 85,8	—. 81,7	—. 84,6	—. 85	—. 81,7	Schmeer . . .	»
—. 93	—. 99,8	—. 90	—. 83,8	—. 88,8	—. 86,3	—. 81,3	Schweineschmalz .	»
							III. Gemüse und Obst.	
7. 65	6. —	6. 69	7. 06	6. 01	5. 91	5. 83	Kartoffeln . .	100 Kilos
—. 36	—. 28,6	—. 31,7	—. 32,7	—. 29,2	—. 32,3	—. 27	» . .	5 Liter
. —	—. 18,8	—. 21,6	—. —	—. —	—. —	—. —	Rüben (Rübli), 5 Kilos (Köbli)	
—. 19,2	—. 20	—. 16,4	—. 18,9	—. 18,9	—. 20,7	—. 18,9	Kabis und Kohl,	1 Stück
—. —	—. —	—. 42,5	—. —	—. —	—. —	—. —	Bohnen, grüne .	5 Liter
. 45	—. 78,1	—. 72,1	—. 58,5	—. 73,1	—. 70,7	—. 80,6	Äpfel, saure . .	»
—. 29,8	—. 50,6	—. 40	—. 39,5	—. 42,5	—. 48,6	—. 53	» süsse . .	»
—. 70,3	—. 75	—. 71	—. 67,5	—. 53,8	—. 67	. 62,5	Birnen z. Kochen .	»
							IV. Verschiedene Lebensmittel.	
—. 92,7	1. 09	1. 04	—. 82,5	—. 75,6	—. 84,8	—. 91,3	Käse im Detail, fett	½ Kilo
—. 72,5	—. 76,4	—. 76,9	—. 67,3	—. 67,1	—. 72,5	—. 75,5	» » halbfett,	»
—. 43,9	—. 52,3	—. 59,2	—. 47,3	—. 45	—. 48,1	—. 53,8	» mager.	»
1. 27	1. 26	1. 30	1. 21	1. 33	1. 15	1. 25	Butter in Ballen (Nidel)	»
1. 09	1. 14	1. 14	1. 17	1. 21	1. 20	1. 13	» » (Vorbruch)	»
1. 31	1. 64	1. 46	1. 32	1. 44	1. 38	1. 34	Tafelbutter . .	»
—. 19	—. 20	—. 19,7	—. 18	—. 19,3	—. 19,7	—. 20	Milch zum Hausgebrauch	1 Liter
—. 07,1	—. 08	—. 07,6	—. 07,8	—. 07,7	—. 08	—. 08,3	Eier	1 Stück
3. 32	3. 43	3. 66	4. 33	7. 97	4. 85	3. 33	Heu	50 Kilos
3. 16	3. 34	3. 30	3. 35	5. 01	3. 62	2. 78	Stroh	»
5. —	34. 23	35. —	37. 71	37. 25	36. 13	39. 04	Holz, Tannen- . .	3 Ster
7. 77	48. 27	51. 80	53. 83	49. 46	46. 83	51. 25	» Buchen- . .	»
4. 17	28. 50	28. 88	28. 80	28. 60	28. 17	28. 77	Torf . . pro	Doppelfuder

Durchschnittspreise der wichtigsten Lebensmittel auf dem Markte Bern in den Jahren 18

(Fortsetzung.)

Marktwaren		Durchschnittlicher Stand der Preise im Jah						
		1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902
		Fr. Cts.	Fr. Cts.	Fr. Cts.	Fr. Cts.	Fr. Cts.	Fr. Cts.	Fr. Cts.
I. Getreide und Hülsenfrüchte.								
Weizen	100 Kilos	18. —	21. 06	23. 95	20. 42	19. 48	19. —	19. 88
Dinkel (Korn)	» »	15. 35	17. 16	15. 33	16. 17	13. 50	13. 22	13. 31
Roggen	» »	15. 19	16. 65	17. 15	15. 96	15. 21	15. 29	16. 13
Gerste	» »	—. —	—. —	20. 75	17. 50	17. 50	19. —	17. 33
Hafer	» »	17. 31	17. 19	18. 85	18. 75	19. —	18. 79	20. 46
Erbsen	15 Liter	5. 15	5. 03	5. 16	5. —	4. 97	5. 31	4. 91
Bohnen	» »	3. 90	4. 08	3. 90	3. 92	4. —	4. 30	4. 07
Brot, weiss	1 Kilo	—. 35	—. 38,5	—. 40,5	—. 36	—. 35,3	—. 35	—. 35
halbweiss	» »	—. 30,5	—. 33,5	—. 35,5	—. 32	—. 30,3	—. 30	—. 30
Bauernbrot	» »	—. 25,3	—. 28,3	—. 30	—. 27	—. 25,3	—. 25	—. 25
II. Fleisch und Fette.								
Kälber, lebend, fett	½ Kilo	—. 50,4	—. 53,4	—. 51,9	—. 51,4	—. 52,1	—. 55	—. 57
Schweine, lebend, fett	» »	—. 47	—. 48,1	—. 54,8	—. 51,3	—. 50,3	—. 49,9	—. 57
Gekrösefett	» »	—. 81	—. 77,7	—. 78,8	—. 77,1	—. 78	—. 78,1	—. 80
Nierenfett	» »	—. 83	—. 83,8	—. 81,7	—. 89,8	—. 86,5	—. 86,4	—. 91
Bratbutter	» »	—. 73,3	—. 72,5	—. 72,5	—. 69,4	—. 71,3	—. 67,6	—. 71
Schmalz	» »	—. 83,1	—. 77,5	—. 78,8	—. 75,6	—. 78,1	—. 78,3	—. 85
Ochsenfleisch	» »	—. 95	—. 95,2	—. 95,6	—. 96,7	—. 95,8	—. 95,7	1. —
Speck, roh	» »	—. 77	—. 76,3	—. 80	—. 77,3	—. 78,8	—. 77,8	—. 82
Speck, geräuchert	» »	—. 90	—. 90,6	—. 93,8	—. 92,5	—. 92,2	—. 93,8	—. 97
Schinken	» »	—. 79,8	—. 75,6	—. 79,4	—. 78,1	—. 77,7	—. 77,5	—. 88
Schweinsschmalz	» »	—. 78,1	—. 75,6	—. 80,2	—. 78,2	—. 78,3	—. 77,9	—. 92
III. Gemüse und Obst.								
Kartoffeln	100 Kilos	6. 67	7. 42	7. —	6. 27	5. 54	6. 83	6. 97
	5 Liter	—. 33,3	—. 35	—. 33,3	—. 30,8	—. 28	—. 33	—. 37,1
Italien. Kohlsorten	5 Kilos (Kopf)	—. —	—. —	—. —	—. 20,4	—. 24,2	—. 22,7	—. 20
Salat und Kohl	1 Stück	—. 15,3	—. 15,3	—. 20,5	—. 18,6	—. 18,5	—. 19,9	—. 20
Bohnen, grüne	5 Liter	—. —	—. 38,7	—. —	—. —	—. 35	—. 45	—. 42
Apfel, saure		—. 85	1. 15	1. 26	1. 11	—. 90,6	—. 96,1	1. 05
Birnen		—. 49,7	—. 72,5	—. 83,3	—. 59,4	—. 58,2	—. 54,1	—. 59,1
Birnen z. Kochen		—. 82	1. 03	—. 88,3	—. 77,5	—. 58,3	—. 52	—. 52
IV. Verschiedene Lebensmittel.								
Käse im Detail, fett	½ Kilo	—. 85,8	—. 85,8	—. 88,2	—. 90,8	—. 87,5	—. 94,2	1. 05
halbfett	» »	—. 71,7	—. 69,4	—. 71	—. 71,5	—. 71,1	—. 73,4	—. 76
mager	» »	—. 53,5	—. 50	—. 51,5	—. 56,7	—. 54,1	—. 55,1	—. 61
Butter in Ballen (Mdd)		1. 17	1. 28	1. 30	1. 28	1. 35	1. 39	1. 43
(Oberl.)		1. 09	1. 17	1. 19	1. 21	1. 20	1. 23	1. 31
Tafelbutter		1. 34	1. 34	1. 40	1. 41	1. 45	1. 49	1. 55
Milch zum Hausgebrauch	1 Liter	—. 20	—. 20	—. 20	—. 20	—. 19,7	—. 19,3	— 20
Eier	1 Stück	—. 07,7	—. 07,3	—. 08,2	—. 08,3	—. 08,8	—. 08,4	—. 08
Heu	50 Kilos	3. 62	4. 24	4. 44	4. 35	4. 23	5. 30	5. 62
Stroh	»	3. 25	4. —	4. 30	3. 68	3. 43	4. 18	4. 60
Holz, Tannen-	3 Ster	39. 88	41. 83	40. 63	38. 60	39. 08	41. 71	42. 58
Buchen-	»	51. 17	51. 21	49. 62	48. 54	49. 88	53. 54	53. 42
Torf	pro Doppelfuder	28. 80	29. —	29. 13	28. 92	29. —	30. 04	29. 4



Vorrätige Veröffentlichungen des bernischen statistischen Bureaus.

...er Statistik des Kantons Bern, Heft III, 1864.
...gebnisse der Volkszählung vom 1. Dezember 1870.
...hes Jahrbuch für den Kanton Bern, Jahrgänge I–XI, 1865–1877
...tistik der Schulsysteme im Kanton Bern 1879.
...gebnisse der Volkszählung vom 1. Dezember 1880.
...der Gemeindesteuerungen im Kanton Bern auf Ende 1880.

...gen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1881:

...ung I: Der Weinbau im Kt. Bern pro 1881/82 (mit einer graph. Witterungstabelle).

...ung II: 1. Stand u. Bewegung d. Hunger u. Einsassen in d. Gemeinden v. 1850-1880.
2. Bevölkerungsbewegung von 1876—1881.
3. Die ausserordentlichen Todesfälle von 1878—1882.

...ung III: Die Gemeindesteuern im Kanton Bern pro 1882.

...ung IV: 1. Die die rayonsche Auswanderung a. d. Kt. Bern in d. Jahren 1878-1882.
2. Statistik d. Gebrüstige im Kt. Bern v. 1878-1882 (mit 2 graph. Tabellen).

...gen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1885:

...ung I: 1. Die Weinernte der Jahre 1883 und 1884 im Kanton Bern.
2. Statistik der Milchwirtschaft im Käsereibetrieb des Kantons Bern.
3. Statistik der Sparkassen im Kanton Bern.

...ung II: Vergleichende Statistik der Volkszählungsergebnisse betr. den Kanton Bern.

...ung III: 1. Das Hebammenwesen im Kanton Bern.
2. Die Hagelschläge seit 1878, speziell v. 1882-1885, m. 2 Übersichtskarten.

...gen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1886:

...ung I: Landwirtschaftliche Statistik für das Jahr 1885.

...ung II: Ergebnisse der Viehzählung im Kanton Bern vom 21. April 1886.

...gen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1887:

...ung I: Landwirtschaftliche Statistik pro 1886.

...ung II: Untersuchungen betreffend die Bevölkerungsbewegung und die wirtschaftlichen Verhältnisse im Jahrzehnt 1876—1886.

...gen des bernischen statistischen Bureaus — 1888/89:

...ung I: Ergebnisse der Obstbaumzählung vom Mai 1888 im Kanton Bern.

...sgabe) Résultats du recensement des arbres fruitiers du mai 1888 (avec une carte), publiés par le Bureau cantonal de statistique.

...ung II: Ortschaftsstatistik (auch in französischem Text).
1. Zahl der Wohnhäuser, der Haushaltungen, der wohnhaften und anwesenden Personen in den Ortschaften des Kantons Bern nach der Volkszählung vom 1. Dezember 1888.
2. Die Bevölkerung nach Einwohner- und Kirchgemeinden, festgestellt auf Grund der eidg. Volkszählung vom 1. Dezember 1888.

...ung III: Landwirtschaftliche Statistik für die Jahre 1887 und 1888.

...gen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1890:

...ung I: Gewerbestatistik für die Städte Bern, Biel und Burgdorf.

...ung II: Grundbesitzstatistik des Kantons Bern nach der Aufnahme vom Jahr 1888.

...sgabe) Statistique de la propriété foncière du canton de Berne d'après le recensement de 1888, publié par le Bureau cantonal de statistique.

...gen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1891:

...ung I: Die gewerblichen Betriebe und Unternehmungen des Kantons Bern nach der Aufnahme vom November 1889. (Auch in französischem Text.)

...ung II: Landwirtschaftliche Statistik für die Jahre 1889 und 1890.

...sgabe) Statistique agricole du Jura bernois de 1885—1890.

...gen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1892:

...ung I: Statistik der öffentlichen Krankenpflege im Kanton Bern mit Bezugnahme auf die Krankenversicherung.

...ung II: Ergebnisse der Bevölkerungsstatistik des Kantons Bern für den Zeitraum von 1880—1890.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1899

Lieferung I: Landwirtschaftliche Statistik für das Jahre 1897 und

Lieferung II: Statistik der Milchwirtschaft des Kts. Bern (nebst V

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1900

Lieferung I: Rechnungsergebnisse der laufenden Verwaltung der
gemeinden des Kantons Bern.

Lieferung II: Landwirtschaftliche Statistik für das Jahr 19

Lieferung III: Ergebnisse der Viehzählung im Kanton Bern vom

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1901

Lieferung I: Landwirtschaftliche Statistik für das Jahr 1900 und
Beilage in Fachdruck.

Lieferung II: Ergebnisse der Volksabstimmungen im Kanton Bern
Referendums.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1902

Lieferung I: Geschichte und Tätigkeit des statistischen Bureaus des
1848—1898. Im Auftrage der Direktion des Innern
mann, Vorsteher des kantonalen statistischen Bureaus

Lieferung II: Landwirtschaftliche Statistik für das Jahr 1901.

(Edition française) Statistique agricole de l'année pour le 1901 [illegible]

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1903

Lieferung I: Statistik der Gemeindesteuern im Kanton Bern.

Lieferung II: Landwirtschaftliche Statistik für das Jahr 1902.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1904

Lieferung I: Allgemeine Statistik des Kantons Bern (als Grundla
dischen statistischen Handbuch für den Kanton Bern

Lieferung II: Landwirtschaftliche Statistik für das Jahr 1903.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1905

Lieferung I: Ergebnisse der Steuerstatistik des Kantons Bern pe

Lieferung II: Ergebnisse der eidg. Volkszählung vom 1. Dezember 19

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1906

Lieferung I: Ergebnisse der eidg. Viehzählung im Kanton Bern v

Lieferung II: Ergebnisse der Alpenstatistik im Kanton Bern pro 1904.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1907

Lieferung I: Ergebnisse der Zählung der Geisteskranken im Kanton B

Lieferung II: Gemeinde-Finanzstatistik. Rechnungsergebnisse, Voran
und den Bestand der Gemeindegüter im Kanton Bern

MITTEILUNGEN
des
Bernischen statistischen Bureaus.

Jahrgang 1905. — Lieferung II.

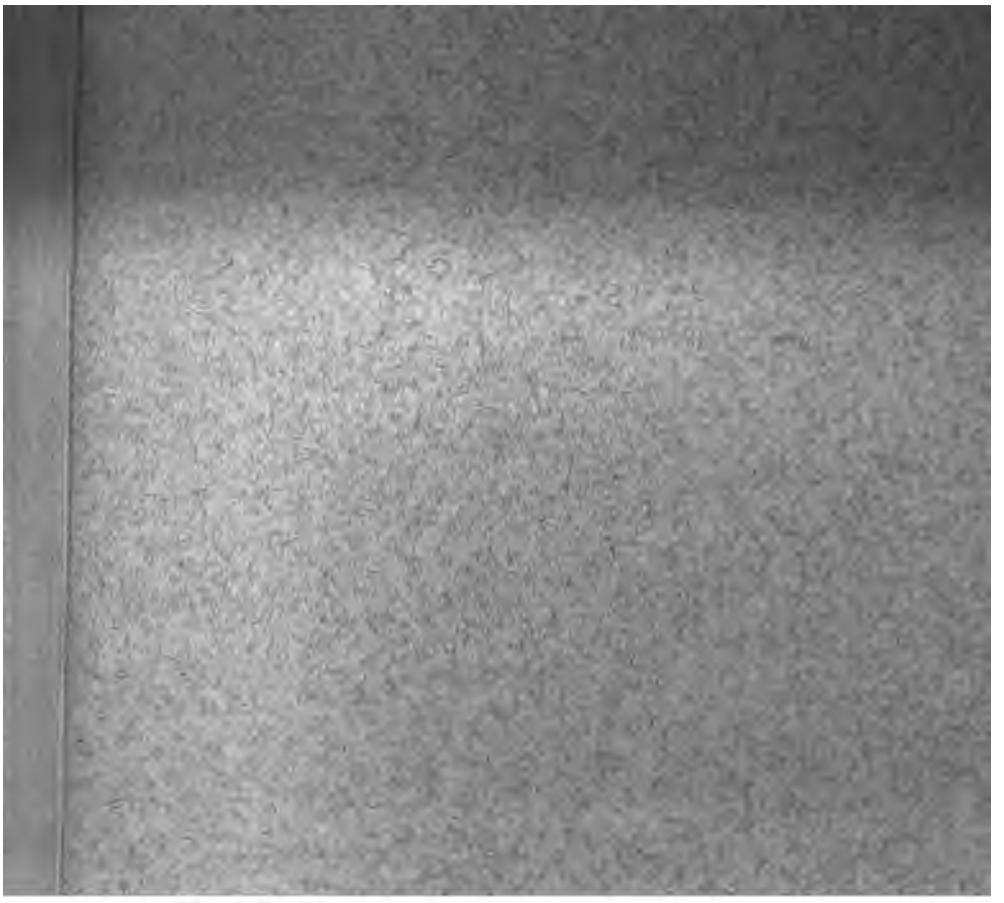
Inhalt:

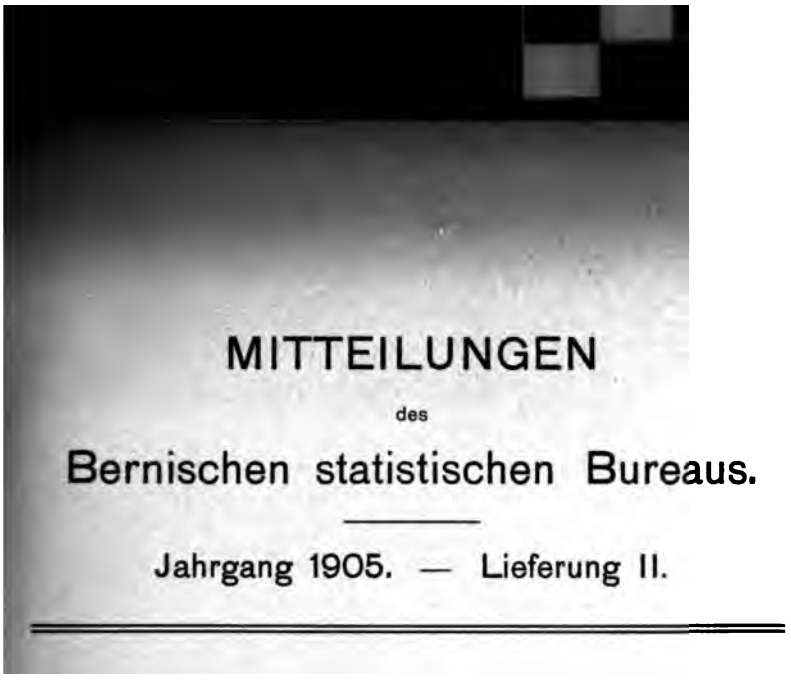
Untersuchungen
über die
Entwicklung der wirtschaftlichen Kultur und die Güterverteilung
im Kanton Bern

von
C. Mühlemann,
Vorsteher des kant. statistischen Bureaus.

BERN
Buchdruckerei Steiger
1905.

Kommissionsverlag von A. Francke in Bern.





Inhalt:

Untersuchungen
über die
Entwicklung der wirtschaftlichen Kultur und die Güterverteilung
im Kanton Bern

von
C. Mühlemann,
Vorsteher des kant. statistischen Bureaus.

BERN
Buchdruckerei Steiger
1905.

Kommissionsverlag von A. Francke in Bern.

Inhaltsverzeichnis.

Untersuchungen über die Entwicklung der wirtschaftlichen Kultur und die Güterverteilung im Kanton Bern.

		Seite
	A. Allgemeiner geschichtlicher Teil.	
Erster Abschn.:	Geschichtliche Einleitung über die Nationalökonomie	1—10
Zweiter Abschn.:	Geschichtliches über den Kanton Bern und dessen staatlich-territoriale Entwicklung	11—23
	B. Wirtschaftsgeschichtlicher Teil.	
Dritter Abschn.:	Die Entwicklung der wirtschaftlichen Kultur bis und mit dem XVII. Jahrhundert	24—45
I. Kapitel:	Die wirtschaftliche Entwicklung bis zu Ende des XII. Jahrhunderts	24—28
II. Kapitel:	Die wirtschaftliche Entwicklung vom XIII. bis XV. Jahrhundert	28—35
III. Kapitel:	Die wirtschaftliche Entwicklung im XVI. und XVII. Jahrhundert	35—45
Vierter Abschn.:	Die Entwicklung der wirtschaftlichen Kultur im XVIII. Jahrhundert	46—72
IV. Kapitel:	Zustände und Erfolge der Landwirtschaft, Wirksamkeit der ökonom. Gesellschaft im XVIII. Jahrh.	46—58
V. Kapitel:	Handwerk, Gewerbe und Industrie, Tätigkeit des Kommerzienrates und des Handwerksdirektoriums im XVIII. Jahrhundert	59—65
VI. Kapitel:	Wirtschaftliche Verhältnisse im allgemeinen im XVIII. Jahrhundert	65—71
	1. Handel, Geld-, Münz- und Verkehrswesen . .	65
	2. Bevölkerungsverhältnisse	67
	3. Nationalökonomische Betrachtungen über das physiokratische System	69
VII. Kapitel:	Zusammenfassender Rückblick. XVIII. Jahrhundert	71—72
Fünfter Abschn.:	Die Entwicklung der wirtschaftlichen Kultur im XIX. Jahrhundert	73—217
VIII. Kapitel:	Die Entwicklung der Landwirtschaft in den einzelnen Zweigen, sowie im allgemeinen, im XIX. Jahrh.	73—104
	1. Milchwirtschaft	73

2. Viehzucht und Viehhaltung 73
3. Alpenwirtschaft 79
4. Landwirtschaftliche Betriebssysteme, Neuerungen 83
5. Aenderungen in der Bodenbewirtschaftung, Anbau- und Ernteergebnisse, landw. Produktion überhaupt 87
6. Grundbesitz und Grundpfandschulden, Kreditwirtschaft und Pfandrecht, Ursachen und Folgen der Verschuldung 92
7. Die landwirtschaftlichen Bestrebungen und Erfolge durch Private, Vereine und den Staat 100
8. Zusammenfassender Rückblick 103

IX. Kapitel: Entwicklung der Forstwirtschaft im XIX. Jahrhundert in geschichtlicher, wirtschaftlicher und statistischer Beziehung 105–122

X. Kapitel: Die Entwicklung von Industrie und Gewerbe . . . 125–[illegible]
1. Die gewerblichen Zustände in der ersten Hälfte des XIX. Jahrhunderts 125
2. Die Entwicklung der gewerblichen Verhältnisse in der zweiten Hälfte des XIX. Jahrhunderts . 136
3. Wasserrechtskonzessionen und Elektrizitätswerke 155
4. Entwicklung einiger spezifischer Industriezweige 161
5. Tätigkeit der Behörden und Bestrebungen der gewerblichen Interessenkreise 166
6. Zusammenfassender Rückblick 176

XI. Kapitel: Handels- und Zollpolitik der Schweiz im XIX. Jahrh. 180–[illegible]
1. Entwicklung von der Handelsfreiheit zum Schutzzoll 180
2. Handelsstatistische Nachweise (Handelsbilanz) . 185

XII. Kapitel: Die Entwicklung des Verkehrswesens im XIX. Jahrh. 189–[illegible]
1. Das Strassenwesen (Staatsleistungen etc.) . . . 189
2. Das Eisenbahnwesen (Geschichtliches betreffend die bernische Eisenbahnpolitik) 190
3. Uebrige Verkehrsmittel (Post, Telegraph und Telephon) 194

XIII. Kapitel: Münzwesen, Geld- und Kreditwirtschaft (Entwicklung im XIX. Jahrhundert) . . . . . 195–[illegible]
1. Münzwesen (Münzprägung, Währungspolitik und Münzreform) 195
2. Geld- und Kreditwirtschaft 200
3. Schweiz. Emissionsbanken, Banknotenmonopol und Bundesbank 204

XIV. Kapitel: Versicherungswesen . . . . . 210–[illegible]

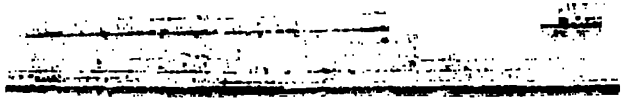
XV. Kapitel: Oeffentliche Wohltätigkeit 214

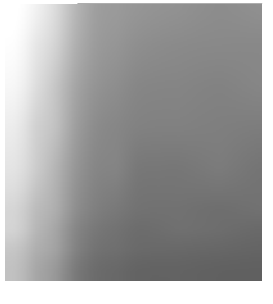
XVI. Kapitel: Gesamtleistungen der Staatsfinanzwirtschaft . . . 214–[illegible]

XVII. Kapitel: Soziale Bestrebungen, Betrachtungen über den wirtschaftlichen Entwicklungsprozess und dessen Ergebnis . . . . . 218–[illegible]

C. Die Güterverteilung.

er Abschn.:	Ueber die Entstehung der Güter und den Bestand des Volksvermögens	218—239
VIII. Kapitel:	Theoretisches und Methodisches	218—225
	1. Einleitung	218
	2. Ueber die Entstehung und die Natur der wirtschaftlichen Güter	219
	3. Das Verfahren zur Ermittlung des Volksvermögens	223
IX. Kapitel:	Berechnung des Volksvermögens im Kanton Bern .	225—239
	1. Grundbesitz in Liegenschaften	
	2. Gebäudebesitz, Alpen und Weiden, Staatsregalien, Wasserkräfte	229
	3. Verkehrsmittel	231
	4. Bewegliches Vermögen etc.	235
	5. Zusammenzug, nebst Vergleichung mit andern Staaten	237
ter Abschn.:	Ueber die Verteilung der Güter resp. die Besitzgestaltung und den wirtschaftlichen Wohlstand im Kanton Bern . .	240—281
	Einleitende Bemerkungen	240
X. Kapitel:	Grundbesitzverhältnisse	241—257
	1. Einführung in die Grundbesitzstatistik	241
	2. Hauptergebnisse der bern. Grundbesitzstatistik, nebst Erläuterungen	243
	3. Vergleiche mit andern Staaten, nebst volkswirtschaftlichen Erörterungen	246
XI. Kapitel:	Gebäude-, Vieh- und Alpbesitz	258—260
XII. Kapitel:	Die Vermögens- und Einkommensverteilung nach der Steuerstatistik	260—277
	1. Methodische Erläuterungen über die steuerstatistischen und gesetzlichen Grundlagen	260
	2. Steuerstatistische Nachweise mit schichtenweiser Abstufung nebst Erläuterungen	264
	3. Zeitliche Vergleiche (Zunahme des Wohlstandes)	268
	4. Vergleiche mit andern Kantonen und Staaten .	269
III. Kapitel:	Schlussbetrachtungen	278—281





Vorwort.

Die gewöhnliche Auffassung, dass unter Statistik endlose, trockene Zahlenreihen, -Gruppen und -Haufen zu verstehen seien, die entweder aus blosser Neugierde und müssiger Spielerei willkürlich und in sensationeller Absicht oder rein mechanisch in Tabellenform zusammengestellt werden, ist durch die nationalökonomische und statistische Fachlitteratur bekanntlich schon längst widerlegt worden: Die Statistik ist nicht nur eine sehr nützliche Methode oder Hülfswissenschaft, sondern sie ist selbst eine Wissenschaft von eminenter Bedeutung, indem das Objekt ihrer Forschungen die Masse der Erscheinungen ist, die sich in den staatlichen und gesellschaftlichen Zuständen und Verhältnissen eines Landes, in den Lebensvorgängen eines Volkes wiederspiegeln. Allerdings liegen der Statistik, zumal der amtlichen, nicht nur rein wissenschaftliche sondern auch praktische Aufgaben ob, welche in ihrer Durchführung oft grosse Schwierigkeiten darbieten, die aber für die Lösung von Fragen, welche die Staatsverwaltung und Gesetzgebung betreffen, manchmal von grundlegender Bedeutung sind. Aber freilich sprechen blosse Zahlen oder Zahlennachweise nicht für jedermann von selbst, sondern sie bedürfen der Erläuterung, um die darin enthaltenen Tatsachen leichter zu erkennen. Wirkliche Statistik setzt übrigens nicht nur die elementare Ermittlung und Darstellung der Zahlen, sondern auch die Nutzbarmachung des gesammelten Materials zu praktischen oder wissenschaftlichen Zwecken voraus. Gewiss kommen auf statistischem Gebiete viele Irrtümer und Missbräuche vor, zumal die Zahlenangaben, was meist übersehen wird, nicht nur amtlichen sondern vielfach privaten (unverantwortlichen) Ursprungs sind; um so notwendiger muss eine möglichst allseitige und planmässige Pflege der Statistik in fachmännischem Sinne, sowie entsprechende Förderung derselben von Staats wegen erscheinen.

Die vorliegende Arbeit kann zum Teil als einen ergänzenden Kommentar zu den früheren statistischen Arbeiten des bern. statistischen Bureaus, insbesondere zu der in Lieferung I, Jahrgang 1900 enthaltenen allgemeinen Statistik des Kantons Bern, betrachtet werden, indem alles Wesentliche darin Berücksichtigung gefunden hat. Das Charakteristische der wissenschaftlichen Forschungen

diese Arbeit nicht Anspruch machen, obwohl vorwiegend hi
verfahren wurde; sie ist ein versuchsweiser Beitrag zur Ge
der bernischen Volkswirtschaft oder vielmehr zu einer Ency
derselben und soll in dieser Eigenschaft einerseits zur Be
weiterer Volkskreise, andererseits zur Anregung für weite
bezügliche Untersuchungen dienen. Im ersten Teil ist die ge
liche Entwicklung der Volkswirtschaft und im zweiten gl
das Resultat derselben, nämlich das Volksvermögen und di
verteilung dargestellt. Obschon die Arbeit der Initiative
fassers entsprungen und auch im Einverständnis mit der D
des Innern unter seiner eigenen Verantwortlichkeit im D
scheint, so wird damit immerhin ein wichtiges Pensum d
statistischen Bureaus erfüllt; denn nach § 2 der ursprü
Instruktion für das statistische Bureau „hat dasselbe die
durch Sammlung und wissenschaftliche Bearbeitung stat
Materialien sowohl für die öffentliche Belehrung, als auch
verschiedenen Zwecke der Staatsverwaltung eine zuverläss
sicht in die Entwicklung der gesamten Kulturzustände des
volkes zu gewähren". Die wirtschaftlichen Fragen sind bek
zur Zeit an der Tagesordnung und deshalb ist es notwend
nicht nur die zunächst interessierten Fachkreise, sondern auch
Kreise des Volkes über dieselben in der Hauptsache orienti
den. Da die wirtschaftliche Entwicklung in fortwährende
begriffen ist, so lässt sich die Möglichkeit denken, dass
Zeit der Abfassung (1904) bis zur Herausgabe der Arbeit im
das Eine oder Andere durch die Zeitereignisse überholt
wird. Sollte dies der Fall sein oder sollten sich allfällige
und Irrtümer darin vorfinden, so bittet der Verfasser un
sicht und objektive Kritik, resp. um gefl. Benachrichtigung

Bern, den 25. April 1905.

A. Allgemeiner geschichtlicher Teil.

ERSTER ABSCHNITT.

Geschichtl. Einleitung über die Nationalökonomie.

Die Volkswirtschaft, Nationalökonomie oder politische Oekonomie ist eine theoretische und praktische Wissenschaft; ihre empirischen Anfänge reichen bekanntlich in das griechische Altertum und zwar waren es besonders die griechischen Philosophen Sokrates, Xenophon, Platon und Aristoteles (469—322 v. Chr.), welche sich mit Oekonomik befassten und von welchen uns auf die Verhältnisse der damaligen Kulturepoche bezügliche ökonomische Lehren und Staatssysteme übermittelt wurden. Der Name „Oekonomik" war also schon im klassischen Altertum gebräuchlich. Als selbstständige Wissenschaft mit exakter systematischer Forschungsmethode hat sich die Nationalökonomie jedoch offenbar erst in der zweiten Hälfte des XVIII. Jahrhunderts, d. h. nach dem Erscheinen der grundlegenden Werke von Quesnay, nämlich des „Tableau économique", und Adam Smith „über den Reichtum der Völker", entwickelt; diese beiden Nationalökonomen mögen freilich auch ihre Vorläufer gehabt haben, wie z. B. die Franzosen Monchrétien de Vatteville (1615) und Richard Cantillon (1735), den Engländer William Petty (1687) und den Italiener Anton Serra (1613). Es besteht allerdings ein Streit über die Frage, wem das Verdienst für die Begründung der Nationalökonomie als Wissenschaft zukomme, ob Ad. Smith, Quesnay, oder ihren Vorläufern, oder andern Oekonomen älterer und neuerer Zeit. Für die praktische Nutzanwendung der nationalökonomischen Wissenschaft ist indes die Entscheidung dieser Streitfrage von keinem wesentlichen Belang; vielmehr dürfte es darauf ankommen, ob und in wiefern die Nationalökonomie in den einzelnen Staaten zu gewissen Zeiten die Verwaltungstätigkeit derselben, sowie die Politik überhaupt zu beeinflussen oder zu beherrschen vermocht habe und welches die Folgen waren. Es kann weder in der Absicht noch in der Aufgabe des Verfassers liegen, in dieser Einleitung eine ausführliche Geschichte der volkswirt-

xis zur Geltung kam. Damit soll aber durchaus nicht ge
dass die Volkswirtschaft des modernen Staats ein Prod
tausendlanger Entwicklung sei, wie Bücher und Schmoller
ten, sondern sie ist, wie Oncken richtig betont, das Prod
neuen Zeitalters resp. die notwendige Folge bedeutsamer
am Ausgange des Mittelalters, wie der Uebergang von der
wirtschaft zur Geldwirtschaft, die Entdeckung Amerikas,
findung des Schiesspulvers und der Buchdruckerkunst, die
des wirtschaftlichen Verkehrs der einzelnen Völker unter
etc.; denn es erscheint in der Tat die Annahme, dass die
lung der Volkswirtschaft erst im neuzeitlichen Staate mö
worden sei, nicht zutreffend, da ja auch im Altertum Sta
Weltreiche existierten, in welchen Völker zu hoher Kultu
lung gelangt waren. Es beruht also die von Schmoller un
angenommene stufenweise Entwicklung von der Haus-,
oder Dorfwirtschaft zur Stadtwirtschaft und von dieser z
wirtschaft und schliesslich zur Weltwirtschaft auf unricht
schauung und Geschichtsauffassung, indem dieselbe der
heitsmässigen, aber durchaus unbegründeten Einteilung
schichte in Altertum, Mittelalter und Neuzeit entspricht,
stufenmässige Entwicklung von primitiver zu mittlerer un
Kulturstufe voraussetzt, während doch das sogen. Alter
jedes Zeitalter eine besondere, für sich abgeschlossene
riode mit eigenem Auf- und Niedergang darstellt, somit
Mittelalter z. B. nur eine Etappe in der aufgehenden Ent
des neuen (germanischen oder christlichen) Zeitalters
Auch Ludwig Stein vertritt in seinen Vorlesungen und W
irrtümliche geschichtsphilosophische Auffassung einer g
aufsteigenden Entwicklungsbewegung von den Urzeiten der
heit bis auf die Höhen der Gegenwart. Diese an Darwin ank
Auffassung ist freilich und zwar mit Recht von anderer

und Greisenalter — durchzumachen hat, so müsste dieser Verlauf einem unerbittlichen Naturgesetz entspringen, also gleichsam prädestiniert sein. Diesem Fatalismus kann Verfasser indess, wenigstens mit bezug auf die Völker des neuen christlichen Zeitalters, nicht beistimmen, obschon auch für diese die Gefahr des Niedergangs durchaus nicht ausgeschlossen ist, nämlich wenn sie in krassen Egoismus, in Genusssucht und Materialismus versinken, also nicht mehr wahrhaft christlich glauben, denken und handeln, sondern in Gottvergessenheit geraten und daher nur noch dem Namen nach Christenvölker sein, in Wirklichkeit aber zu modernen Heidenvölkern herabsinken würden. Es ist also zuzugeben, dass ein Auf- und Niedergang in der Kulturentwicklung einzelner Völker des Altertums, z. B. schon vor der Sündflut, dann bei den Babyloniern, Aegyptern, Griechen, Römern und auch bei den romanischen Völkern der Neuzeit, also den Spaniern, Franzosen und Italienern tatsächlich eingetreten ist und dass sich somit diesfalls der oben angedeutete naturgesetzliche Verlauf mit logischer Konsequenz und unerbittlicher Strenge vollzogen hat. Allein damit ist noch keineswegs erwiesen, dass die Cyklentheorie vollständig richtig sei; denn es fehlt dieser, wie der geschichtsphilosophischen Forschung überhaupt, an einer richtigen Ergründung und Erklärung der Ursachen des jeweiligen Niederganges im Leben der einzelnen Kulturvölker, trotzdem u. a. die Bevölkerungsstatistik seit mehr als hundert Jahren bereits sehr viel Licht über das Werden und Vergehen der Menschen, den natürlichen Bevölkerungswechsel und dessen Begleiterscheinungen verbreitet hat. Eine zutreffende Erklärung oder wenigstens der Schlüssel dazu findet sich unseres Erachtens in der Lehre von Dr. Damm*) über die Entartung der Kulturvölker bezw. über die sogen. Kulturkrankheit; man könnte auch auf zahlreiche Stellen der Bibel hinweisen. In der Tat wird man sich darüber, dass der Niedergang oder auch Untergang eines Volkes, wie der einzelnen Individuen eines Stammes oder Geschlechts — den Fall gewaltsamer Vernichtung durch Kriege oder Epidemien ausgenommen — von physischer, geistiger oder sittlicher Entartung desselben komme, heute kaum zu streiten brauchen, es sei denn, dass man nach der Cyklentheorie auf der Annahme von „Altersschwäche“ anstatt der „Entartung“ beharrt; dann müsste aber ein heidnisches Kulturvolk, wie z. B. die Chinesen oder die Japaner, längst an Altersschwäche zu Grunde gegangen sein, denn es wäre nicht wohl einzusehen, warum den einen Völkern eine vieltausendjährige, den andern aber nur eine verhältnismässig kurze Existenz beschieden wäre. Es muss also unbedingt die Entartung, und zwar die geschlechtliche Entartung, als Ursache des Niedergangs eines Kulturvolkes angesehen

*) Vgl. dessen Zeitschrift: „Die Wiedergeburt der Völker“, frühere Jahrgänge, sowie seine Werke über die sogenannte Kulturkrankheit.

teilung bestund in vollfreiem Eigen, echtem Eigen, Feldm
Allmend. Das Amt war mit dem Besitz verbunden, somit di
der Pflicht. Das germanische Recht war ein Recht der lä
Kultur, der Gemeinschaft und des Friedens, während das r
Recht der städtischen Kultur, also ein Geldrecht, ein Re
Kampfes war. Auch das Feudalsystem mit seinem Oberei
und Nutzeigentum, der Leibeigenschaft und dem Vasall
beruhte auf der Naturalwirtschaft und zwar fand dieselbe u
Vorherrschaft der Kirche sowohl fiskalisch im Abgabe
(Zehnten und Bodenzinse) als auch ökonomisch betrachtet
die vom Klerus als erster Stand gebildete grosse Hauswi
einen günstigen Boden. Als eine gute Frucht des kirchlich-f
Systems gilt das sogenannte kanonische Recht, in welchem
die heilige Schrift resp. auf das Gerechtigkeitsprinzip gegr
ökonomischen Anschauungen der damaligen Zeit nach den ur
lichen Lehren eines Augustin zur Geltung gelangten. Das kan
Recht erkannte als Produktionsfaktoren den Boden und die
und stimmte insbesondere hinsichtlich des gemeinwirtscha
Prinzips und der sozialen Tendenz mit dem germanischen
ziemlich überein. Im Gegensatz zum Feudalsystem und zu d
den Germanen bevorzugten ländlichen Wirtschaftssystem entw
sich allmählig die mittelalterliche Stadtwirtschaft mit ihren s
weisen Korporationen, des regierenden Adels und der Bürge
den Kaufmannsgilden, Handwerkerzünften etc. Diese Perio
mittelte den Uebergang von der feudalen Naturalwirtsch
modernen Geldwirtschaft. Der wirtschaftliche Mittelpunk
Stadt war nun der Markt und als wirtschaftlicher Organism
die Zunft gegenüber der ländlichen Marktgenossenschaft
Die wirtschaftlichen Grundsätze und Tendenzen kamen in ver
obrigkeitlicher Reglementation der Preise und des Warenv
zum Ausdruck. Als Lagerhäuser und Verkaufslokale dien

hl. Thomas von Aquino über die Geldlehre, sodann die Lehre vom gerechten Preis und die Zinslehre in Betracht. Ueberhaupt machte sich beim Uebergang zur neuern Zeit der wachsende Einfluss des kanonischen Rechts namentlich in der Wucherfrage geltend. Von entscheidendem Einfluss für den Uebergang von der mittelalterlichen Naturalwirtschaft zur modernen Geldwirtschaft war das Merkantilsystem oder das System der landesfürstlichen Wohlstandspolizei; dasselbe bildete sich in den verschiedenen Staaten Europas, mehr oder weniger abweichend, also keineswegs einheitlich, in der Renaissanceperiode vom 15. bis 18. Jahrhundert aus. Durch das Merkantilsystem wurde die Volkswirtschaft noch nicht zur Wissenschaft erhoben, aber als wirtschaftspolitische Erscheinung kam ihm praktisch eine grosse Bedeutung zu. Die merkantilistischen Bestrebungen gipfelten in der Handelsbilanz; sie ist der Zentralbegriff, um den sich alles dreht und der alles beherrscht; sie setzt eine geschickte Konkurrenz in Manufakturen und Handel behufs Vermeidung eines Passivstandes voraus. Die wirtschaftspolitischen Grundsätze des Merkantilsystems beruhten überdies auf der Annahme, dass Ausfuhr von Waren Einfuhr von Geld und Ausfuhr von Geld Einfuhr von Waren bedeute, daher die Erzielung von Geld- und Kapitalgewinn und Vermehrung des Reichtums im internationalen Güterverkehr ein notwendiges Erfordernis sei. Am prägnantesten gelangte das Merkantilsystem in Frankreich unter Minister Colbert zur Entwicklung. Durch die merkantilistische Wohlstandspolitik erfuhren die produktiven Berufsarten, besonders das Kunstgewerbe und Handwerk, sowie die Manufakturen, dann der Handel und die Schiffahrt und auch die Kolonialbestrebungen nachhaltige Förderung. Die verschiedenen Entdeckungen und Erfindungen seit Ende des Mittelalters hatten bereits eine merkliche Umwälzung in der Technik und Form der Produktion, sowie der Arbeitsteilung zur Folge, sodass ein protektionistisches Eingreifen seitens des Staates bezw. des Landesfürstentums wirtschaftspolitisch schon damals gerechtfertigt und im wohlverstandenen Interesse der Gesamtheit des Volkes lag.

Dem Merkantilsystem gegenüber trat dann namentlich in Frankreich allmählig eine Reaktion ein, die sich bereits in der ersten Hälfte des XVIII. Jahrhunderts in zahlreichen volkswirtchaftlichen Schriften und Werken äusserte und in der physiokratischen Lehre Quesnay's gipfelte. Bei dieser neuen Lehre handelte es sich um eine neue Weltanschauung auf ökonomischer Grundlage; philosophisch war diese Lehre auf das ordre naturel, d. h. die natürliche Ordnung, und ökonomisch auf das produit net, d. h. den Reinertrag, gegründet. Das Hauptgewicht wurde auf den Landbau gelegt; der Ackerbau galt den Physiokraten als die alleinige Quelle des Reichtums, daher sie auch nur eine einzige Steuer (impôt unique), nämlich diejenige auf das Grundeigentum, für gerechtfertigt hielten

Mit dem Sturze des französischen Ministers Turgot (1776
zugleich auch das Lehrgebäude der Physiokraten zusammen.
englischen Nationalökonomen, Mr. Adam Smith, gebührt d
dienst, die schroffen Gegensätze des Merkantilsystems u
Physiokratie in seinem berühmten Werke: „Untersuchunge
die Natur und die Ursachen des Nationalwohlstandes" zu
einheitlichen System vereinigt zu haben. Dieses Werk erschi
also gerade dann, als die Zeit der physiokratischen Schule
und die französische Revolution im Anzuge war. Zwar
die Einflüsse dieser Wirtschaftstheorien des XVIII. Jahrh
noch bis in die neueste Zeit, wenn auch unter verschiede
scheinungsformen. Von besonders nachteiliger Wirkung
Wirtschaftsleben des XIX. Jahrhunderts erwies sich die Man
lehre oder der ökonomische Liberalismus, dessen unmi
Folgen sich in einer rücksichtslosen Konkurrenz in Handel, G
und Landwirtschaft geltend machten und gegen welche m
in der letzten Zeit begann abwehrende Massnahmen von
wegen zu treffen. Die zwei alten Gegensätze und Hauptinte
bestrebungen, welche früher das Merkantilsystem einerse
das physiokratische System andererseits repräsentierten, b
freilich noch heutzutage, zumal bei uns in der Schweiz un
in Deutschland in etwas veränderter Gestalt in den wirtschaf
Interessenkämpfen der Grossindustriellen und der Agrari
besonders mit bezug auf den von beiden Seiten jeweilen bei H
verträgen verlangten Zollschutz. Diesen Interessenbestre
sind aber oft diejenigen der Arbeiterschaft und der Konsu
entgegengesetzt; trotzdem erhielt z. B. das neue schweizerisch
tarifgesetz vom 10. Oktober 1902, welches den Wünschen der In
und ganz besonders der Landwirtschaft bestmöglich entspri
der Volksabstimmung im März 1903 die Sanktion. Es kann,
Gang der neuern wirtschaftlichen Entwicklung den Zeitge

Individualismus zum Staatssozialismus vollzogen hat, die sich vornehmlich in dem durch die Fabrikgesetzgebung eingeführten Arbeiterschutz und den verschiedenen Verstaatlichungsaktionen kund gab. Mit oder seit der Begründung der Nationalökonomie als Wissenschaft sind noch zwei Schwestern derselben geboren und gross gezogen worden, nämlich die Statistik und die Sozialwissenschaft; erstere hatte sich ungefähr um dieselbe Zeit wie die Nationalökonomie als Wissenschaft zu entwickeln begonnen und zwar bereits zu Ende des XVII. Jahrhunderts, während die Sozialwissenschaft ihre Entstehung der neuesten Zeit (zweite Hälfte des XIX. Jahrhunderts) verdankt; freilich war der Sozialismus als wirtschaftspolitische Interessenbestrebung theoretisch und praktisch schon früher in die Erscheinung getreten. Durch diese beiden Schwesterwissenschaften hat die Nationalökonomie vielfache Anregung und Bereicherung erfahren, ja es darf mit ziemlicher Bestimmtheit angenommen werden, dass dieselbe in ihrem weitern Entwicklungsgang durch die vielseitige Befruchtung der genannten Forschungsdisziplinen einer wesentlichen Neugestaltung entgegengehe. Gewiss ist die Volkswirtschaftslehre nicht nur eine ausschliesslich auf die Befriedigung der materiellen Bedürfnisse der Menschen beschränkte Disziplin, welche lediglich auf Vermehrung und Anhäufung von Reichtum hinzielt, — sie ist mehr als das, denn es kommt ihr, obwohl der wirtschaftliche Wohlstand resp. die Förderung der materiellen Wohlfahrt in ihrer Aufgabe liegt, auch eine erzieherische Aufgabe zu; sie soll dazu beitragen, die Menschen und Völker auch in ihrem Charakter zu bilden, sie nicht nur wirtschaftlich, sondern auch sittlich tüchtig zu machen, sie soll Einfluss auf das Wirtschaftsleben der Völker in dem Sinne haben, dass dasselbe sich sozial immer günstiger gestaltet, dass die wirtschaftlichen Fortschritte und Errungenschaften, im Grossen wie im Kleinen, nicht nur dem Egoismus, sondern wirklich dem Guten dienen, also dass der wirtschaftliche Existenzkampf gemildert und das Los der wirtschaftlich Schwachen erleichtert wird — mit einem Wort, dass das Wirtschaftsleben den Prinzipien der Gerechtigkeit und Menschlichkeit, wie sie das Christentum lehrt, möglichst entspreche. Welche Formen, Mittel und Wege zur Erfüllung dieser Aufgabe die Volkswirtschaftspolitik wähle, ob „Sozialreform“ oder ein anderes Schlagwort, ob Staats- oder Privattätigkeit dabei in Frage kommen, ist einerlei, die Hauptsache ist, dass an der Erfüllung der Aufgabe gearbeitet und der Zweck erreicht werde. Nach Roscher erzeugt im gesellschaftlichen Leben der Menschen der Eigennutz auf der einen und die Gottesliebe auf der andern Seite den Gemeinsinn, durch welchen der aus dem Egoismus entspringende Krieg zwischen den einzelnen Privatwirtschaften, oder aller gegen alle, zu einem schönen, wohlgegliederten Organismus, nämlich der Volkswirtschaft, versöhnt. Der Volkswirtschaftslehre kommt übrigens, wie sich Dr. Simon Kaiser

Ueberblicken wir zum Schlusse dieser Einleitung [illegible]
die Hauptetappen der volkswirtschaftlichen Entwicklung, so
sich in kurzen Zügen folgendes: Die Anfänge der Volkswir
reichen in das klassische Altertum zurück; obschon damals
philosophische Abhandlungen über die besten Staatssyste
schrieben wurden und auch in den ersten Jahrhunderten
Zeitrechnung unter der kirchlich-feudalen Herrschaft sehr we
Theorien über das Geld- und Zinswesen aufgestellt und im
nischen Recht verwertet wurden, so entwickelte sich die Na
ökonomie als Wissenschaft doch erst unter dem Merkantils
In den Vorzeiten wirtschaftlicher Kultur herrschte bei den
disierenden Jäger- und Hirtenvölkern das Mutterrecht u
Kollektivwirtschaft. Das neue christliche oder germanische
alter begann mit Naturalwirtschaft; die charakteristische Wirts
form war die Markgenossenschaft — ein Mittelding zwischen
und Kollektivwirtschaft bezw.-Eigentum. Unter dem mittelalte
Feudalsystem, welches öffentliche Rechte und Pflichten mi
Grundbesitz verband, bildete sich die Landaristokratie aus,
deren politische Macht sich die aufstrebenden Städte richtet
diesen letztern entwickelte sich die Geldwirtschaft mit de
weglichen Kapital, welches die Macht der Landaristokratie
und die Naturalwirtschaft allmählig verdrängte. Der aus
Christentum entsprungene Humanismus, welcher ebenfalls
Städten seinen Sitz hatte und in der Folge die Reformation,
die Buchdruckerpresse, das Schiesspulver, die Entdeckung Am
und die vermehrte Zufuhr an Edelmetallen, die Dichter, Philos
und Oekonomen des XVIII. und XIX. Jahrhunderts, die franzö
Revolution, dann ganz besonders die Dampfmaschine, die
bahnen und Telegraphen, endlich die Elektrizität — alle
Faktoren und Ursachen, abgesehen von politischen und krieger
Ereignissen, führten als Vorläufer oder Träger direkt oder indire
moderne wirtschaftliche Kultur mit ihren Licht- und Schatten

ZWEITER ABSCHNITT.

Geschichtliches über den Kanton Bern und dessen staatlich-territoriale Entwicklung.

Der Kanton Bern ist ein demokratischer Freistaat und ein Bundesglied der schweizerischen Eidgenossenschaft; er liegt zwischen 24° 33' 20" und 25°, 7' westlicher Länge (Ferro) und zwischen 46° 20' und 47° 29' nördlicher Breite. Derselbe dehnt sich seiner Länge nach von der südöstlichen Grenze der Hochalpen resp. des Kantons Wallis nach der nordwestlichen Seite gegen Frankreich hin; nach Osten und Nordosten grenzt derselbe an die Kantone Luzern und Solothurn, welch' letzterer zwar zum Teil von bernischem Kantonsgebiet eingeklammert ist, sodann nördlich an Baselland und an's Elsass und westlich ausser an Frankreich, an die Kantone Neuenburg, Freiburg und Waadt. Das bernische Staatsgebiet datiert in seinem gegenwärtigen Bestande von 1815, in welchem Jahre dem alten deutschen Kanton durch den Wienerkongress noch das Bistum Basel, bezw. der französische Jura zugeteilt wurde. Der Flächeninhalt beträgt, genauere Angabe nach Beendigung der geometrischen Vermessungen (Katasterwerke) vorbehalten, ca. 6900 Quadratkilometer und die Bevölkerung macht laut der Volkszählung vom 1. Dezember 1900: 589,433 Seelen oder etwas mehr, als den sechsten Teil derjenigen der Schweiz aus. Bekanntlich haben sich infolge der französischen Invasion und Insurrektion anno 1798 die ehemaligen Kantonsgebiete d. h. die jetzigen Kantone Waadt und Aargau von Bern losgemacht, wodurch sein Gebiet um ca. 2100 Quadratkilometer kleiner geworden ist. Anstatt der Wiedervereinigung dieser Kantonsteile mit ihm, erhielt der Kanton Bern gleichsam als Kompensation für dieselben den Jura zugeteilt. Vom gesamten Areal des Kantons nimmt die produktive Fläche 5368,7 km² oder 78 %, die unproduktive dagegen 1515,7 km² = 22 % ein; ferner entfallen vom produktiven Areal auf Aeker und Gärten 24,5 %, auf Wiesen und Hofstatten 20 %, auf Weiden und Alpen 25 %, auf Waldungen 29 % und auf Reben 1,5 %. In geognostischer Hinsicht zerfällt der Kanton Bern in drei Hauptgebiete, nämlich a) das Alpengebiet, b) das Hügelland und c) das Juragebiet; territorial unterscheidet man folgende Landesteile: Oberland, Emmenthal, Mittelland, Oberaargau, Seeland und Jura. Die Volks- oder Wohndichtigkeit ist je nach der Bodengestalt eine sehr verschiedene: Auf ein km² produktives Areal kommen im Oberland 55, im Emmental 118, im Mittelland 183, im Oberaargau 167, im Seeland 203, im Jura 85 und

kirchen, nämlich die evangelisch-reformierte, die römisch-ka
und die christ-katholische. Die sprachliche Verteilung de
kerung ist folgende: Deutsch 82 %, französisch 16,6 %, it
1,2 %, romanisch 0,02 %, andere 0,2 %.

Der Schwerpunkt der wirtschaftlichen Existenz des
volkes liegt in der Landwirtschaft, speziell in der Viehzucht un
wirtschaft, sodann in den Industrien und Gewerben (Han
Von Landwirtschaft nähren sich ca. 40 Prozent und von
und Industrie 35 Prozent der Gesamtbevölkerung. Wenn
numerische Verhältnis der landwirtschaftlichen Bevölke
Vergleich zu den übrigen Erwerbsklassen im Rückgang
ist, so ist und bleibt dieselbe immer noch der Kern der Vo
Wehrkraft und somit auch der eigentliche Hort des Staate
die Besitzverhältnisse sowohl vom landwirtschaftlichen, be
betriebstechnischen, als auch vom volkswirtschaftlichen
punkte aus, als günstige zu bezeichnen sind; aber auch in
rieller und gewerblicher Hinsicht darf sich der Kanton Be
lassen, denn einige seiner Industriezweige, wie z. B. die
dustrie des Juras und die Holzschnitzerei, als spezifische
gewerbezweig des Oberlandes, geniessen Weltruf; ausserdem
mehrere andere Gewerbszweige von volkswirtschaftlicher Be
z. B. die Textilindustrie, das Baugewerbe, die Müllerei, die
arbeitung und Sägerei, die Fremdenindustrie; überhaupt zeig
völkerung des Kantons Bern einen regen Gewerbefleiss. Den
Fabrikgesetz waren nach der Statistik vom Juni 1901 831 E
mente mit 29,495 Arbeitern und 41,159 mechanischen Betrieb
unterstellt — Zahlen, die nur von dem nächstgrössten, indu
Kanton Zürich übertroffen werden. Es erscheint angezeigt, d
schaftsgeschichtlichen Rückblick hier einige orientirende Mitt
über die Abstammung der bernischen Bevölkerung, die Bes
und die Entwicklung des bernischen Staatsgebiets vorauszus

Jahre im Begriffe, das Land ihrer Väter zu verlassen und sich in dem benachbarten Gallien niederzulassen, als sie auf ihrem Zuge dorthin von Julius Cäsar angegriffen und geschlagen wurden. Die Ueberlebenden wurden zur Rückkehr in ihre Heimat gezwungen, wo sie ihre Wohnstätten vor ihrem Wegzuge verbrannt hatten. Nach dem eigenen Urteile Cäsars, dieses bedeutendsten Feldherrns der alten Zeit, übertrafen die Helvetier nicht nur alle übrigen Stämme an Tapferkeit, sondern sie sollen auch den Germanen im Kriege überlegen gewesen sein. Aber wenn auch die Tapferkeit und der unerschütterliche Freisinn der helvetischen Völker ihre Waffen in der Verteidigung gegen gallische oder germanische Uebermacht mit Sieg gekrönt hatten, so reichten doch diese glänzenden Tugenden nicht hin, um den Kampf gegen die unvergleichliche Staatskunst Roms und die Kriegskunst ausgezeichneter Feldherren, wie Cäsar und der Uebermacht ihrer Legionen auf die Dauer mit Erfolg zu widerstehen. Unter der römischen Herrschaft verloren die Helvetier ihre bewundernswerten Tugenden und Eigentümlichkeiten immer mehr, indem sich römische Ansiedler in Helvetien niederliessen, sich allmählich mit dessen Bewohnern mischten und fremde Sitten und Künste, d. h. römische Kultur unter sie brachten. War schon durch die bei Bibrakte erlittene Niederlage die stolze Kraft und der Mut der Helvetier gebrochen worden, so gingen dieselben als Volksstamm nicht nur unter dem Druck im Untertanenverhältnis oder infolge Vermischung mit den Römern, sondern auch durch öftere Kämpfe, z. B. im Aufstand gegen Vitellius 69 n. Chr., sodann in den Verteidigungskriegen gegen die Germanen, vollends unter; sie wurden fast gänzlich ausgerottet. Mit der römischen Ansiedlung fand auch zugleich die damals fortgeschrittene römische Kultur in Helvetien Eingang; grosse Heerstrassen mit Burgen oder Kastellen wurden angelegt; hernach (besonders als gegen Ende des 1. Jahrhunderts eine Friedensperiode eintrat) wurden die Niederlassungen erweitert und Städte gebaut etc. Die zahlreichen Funde römischer Baudenkmäler liefern ein sprechendes Zeugnis für die Baukunst der Römer und deren Niederlassungen. Durch die römischen Einwanderer hob sich der Ackerbau; sie führten u. a. den Weinbau ein. Die Heerstrassen waren durch den Handel belebt; geschickte Handwerker, Künstler und Gelehrte fanden in den Städten ihren Unterhalt. Aber die Tage des römischen Weltreichs waren im Buche der Vorsehung gezählt; dasselbe ging bekanntlich infolge sittlicher Entartung im Sturm der grossen germanischen Völkerwanderung unter. Bereits um die Mitte des dritten Jahrhunderts der christlichen Zeitrechnung, wurden die Römer durch die wiederholten Einfälle der Allemannen bedroht und schliesslich von diesen zu Anfang des 5ten Jahrhunderts besiegt und aus Helvetien vertrieben, so dass diese wilden deutschen Völkerschaften, auch Barbaren genannt, sich in der Ost- und Mittelschweiz festsetzen konnten;

das einst wohlangebaute Land verödete zur unheimlichen
Die Alemannen liessen sich in der nordwestlichen Schweiz
und dehnten ihre Niederlassungen nach und nach bis an di
d. h. im Gebiet des jetzigen deutschen Kantons Bern aus; sie
mehr von den Erzeugnissen ihrer Heerden, von Jagd und
als von Ackerbau. In der Westschweiz und im südöstlichen
siedelte sich später (um 480) ein anderes deutsches Volk, r
die Burgunder an; dieselben, ein kräftiger Volksstamm, aber
in ihren Sitten als die Allemannen, gelangten den Römern
über bald zur Herrschaft, so dass sie ein selbständiges Rei
Burgunderreich gründen konnten; freilich bewahrten sie ih
germanische Art nicht wie die Allemannen, sondern verm
sich, da sie gegenüber den Römern in der Minderzahl war
diesen ganz und gar, so dass die romanische (später w
Sprache vorherrschend wurde, im allemannischen Teile Hel
dagegen verschwand sowohl die romanische, als die keltische S
mit der ursprünglichen Bevölkerung. Allein schon gegen En
5ten Jahrhunderts gerieten die Allemannen mit ihren nör
Nachbarn, den kriegerischen Franken in Streit und kame
einer gewaltigen Schlacht am Oberrhein unter fränkische Her
Aehnlich erging es den Burgundern, welche von den Söhnen
wigs, des Herrschers der Franken ebenfalls unterworfen
Die Schweiz bildete nun ein Teil des grossen Frankenreich
ganz Gallien, nebst Süd- und Mitteldeutschland umfasste.
den Nachkommen Chlodwigs, den Merowingern, wurde jed
Frankenreich durch gräuelvolle Bruderkriege und Fürstenmo
rüttet, bis es den Karolingern, insbesondere Karl dem Gro
lang, das Reich wieder zu heben und zu erweitern, sodass
nun ausser Frankreich ganz Deutschland, die Schweiz u

die Fürsten und Staatsgebiete wechselten beständig. Erst im Jahr 920 brachte König Heinrich I. durch Unterwerfung des allemannischen Herzogs Burkhard die Ostschweiz an das deutsche Reich zurück; ebenso vereinigte Kaiser Konrad II. im Jahr 1033 Burgund und damit die welsche Schweiz wieder mit demselben. Von nun an wurde die Ostschweiz (Zürich) durch Reichsvögte und die Westschweiz durch kaiserliche Statthalter verwaltet; zu dieser Würde gelangten die Herzoge von Zähringen gegen Ende des XI. und im Laufe des XII. Jahrhunderts; dieselben gehörten zu den mächtigsten, aber auch bestgehassten Fürsten des deutschen Reiches, so dass ihnen bei aller Gunst, die sie von den deutschen Kaisern genossen, Feindschaft und harte Kämpfe mit Nebenbuhlern in schwäbischen und burgundischen Landen nicht erspart blieben. Teils durch Belehnungen, teils durch Eroberungen waren die Zähringer zu Macht und Ansehen gelangt; ihren Stammsitz hatten sie im Breisgau. In der Geschichte treten sechs Zähringer auf, nämlich Berchtold (I.), II., III., dann dessen Bruder Konrad, ferner dessen Sohn Berchtold IV. und Berchtold V.; zwar erscheint erst der III. als Herzog von Zähringen; derselbe war Stifter der Stadt Freiburg im Breisgau, in der Nähe des Stammschlosses Zähringen. Konrad erhielt noch die Würde eines Rektors von Burgund, musste sich aber eine gewaltsame Unterwerfung durch den Herzog von Schwaben, Friedrich Rotbart, dem nachmaligen Kaiser, sowie die Zurückgabe der Freigrafschaft an Reinold von Burgund gefallen lassen. Berchtold IV. leistete dem deutschen Kaiser, wie schon sein Vorfahr Berchtold II. Heerfolge bei Kriegszügen über die Alpen, gelangte jedoch nicht in den Besitz der ihm in Aussicht gestellten Gebietsvermehrungen über Burgund und die Provence hinaus bis an's Mittelmeer, sondern musste sich mit der beschränktern Herrschaft Burgunds diesseits des Juras und der Schirmvogtei über die drei Bistümer Genf, Lausanne und Sitten begnügen und auf seine schönen Besitzungen im arelatensischen Reiche Verzicht leisten.*) Um 1178, d. h. wenige Jahre vor seinem Ableben, gründete Berchtold IV. noch die Stadt Freiburg im Uechtland (Schweiz). Berchtold V., sein Sohn und Erbe, suchte mehr des Vaters Gewalt in Burgund zu erhalten und zu befestigen, als solche zu erweitern. An den Kreuzzügen nahm er nicht Teil, sei es, dass die bittern Erfahrungen und Enttäuschungen seiner Vorfahren ihn davon abhielten, sei es, dass er sich der Religion und der Kirche gegenüber, wenn nicht abgeneigt, so doch gleichgültig verhielt. Als Schirmvogt hatte es der Herzog von Zähringen und Rektor von Burgund u. a. auch mit den Häuptern der Kirche, den Bischöfen zu tun, welche ähnlich, wie der kriegerische Adel nach Unabhängigkeit strebten. Berchtold V. suchte daher seine Macht teils durch strengere

*) Tillier, Band I. S. 18 nach Raumers Geschichte der Hohenstauffen.

Adel zuerst in einem Treffen bei Peterlingen besiegt hatte,
er im April 1191 auch gegen die Aufständigen Edlen des
landes zu Felde ziehen. Wohl gerüstet und rasch zur Stelle,
der Herzog den Verbündeten im Tale von Grindelwald eine
liche Niederlage bei und zwang sie durch Verwüstung ihre
zur Unterwerfung und zum Gehorsam. In das nämliche Jah
fällt die Gründung der Stadt Bern, mit welchem Ereignis
kurzen Zügen hier angedeutete Vorgeschichte der Entstehu
bernischen Staatswesens abschliesst. Berchtold mochte schon
die Absicht gehabt haben, irgend wo im Uechtlande eine fest
zu bauen, um von da aus dem aufrührerischen Adel entge
treten und denselben im Zaume zu halten. Der Herzog wä
diesem Zwecke die von der Natur befestigte Halbinsel de
auf Reichsboden — eine Lage, wie sie für damalige Verhä
vortrefflicher kaum hätte gewählt werden können, zumal si
eine leichte Verbindung zwischen den beiden zähringischen Sch
städten Freiburg und Burgdorf ermöglichte. Die Halbinsel w
Eichen bewachsen und unten am Hügel stand die kleine Reic
Nydeck, welche dem Herzog bisweilen als Jagdschloss gedient
mochte. Der Sage und Ueberlieferung nach, hätte Berch
seinen Jagdmeister bezüglich der Wahl des Bauplatzes zue
Rat gefragt und hernach seinen Marschall und Getreuen, Ku
Bubenberg beauftragt, den Baugrund abzustecken; dieser ha
scheinend in der Vorahnung der künftigen Grösse Berns, de
fang doppelt so gross bestimmt, als ihm befohlen war. Vom
darüber zur Rede gestellt, bot der Beauftragte demselben
Stadt mit seinen eigenen Leuten, also auf eigene Kosten
völkern, wenn sich nicht genug Einwohner dazu fänden.
Tat machte sich aus der Umgegend ein solcher Zudrang w
wohnern nach der neuen Stadt geltend, dass die Hausplätze n
klein und enge angewiesen werden konnten und der Raum s

schlossen. Genug, die Stadt erhielt den Bären als Wappentier in ihrem Banner und behielt dieses Sinnbild sowie den Namen bis auf den heutigen Tag. Der Herzog übergab die neu erbaute Stadt dem Schirme Kaiser Heinrichs VI. und verlieh ihr das Recht der Stadt Freiburg im Breisgau, welches dem uralten der Stadt Köln am Rhein entlehnt war; nach diesem Stadtrecht genossen alle Bürger, vornehme und gemeine, reiche und arme, die gleichen Rechte und Freiheiten ohne Unterschied; in guten und bösen Tagen standen die Bürger für einander ein, nach dem Grundsatze: „Einer für Alle und Alle für Einen". Auf solchen einfachen und natürlichen Grundsätzen beruhte das beginnende Gemeindewesen Berns. Bald nach der Erbauung Berns erwarb Berchtold V. auch Thun durch Kauf und befestigte dasselbe ebenfalls. Gegen das Ende seines Lebens waren dem Herzog noch schwere Schicksalsschläge beschieden; es hatte sich nämlich im ersten Jahrzehnt des 13. Jahrhunderts zwischen ihm und dem Grafen von Savoyen eine Fehde entsponnen. Unter anderem veranstaltete der Herzog 1211 einen Kriegszug über die Grimsel gegen die Walliser, welche für Savoyen fochten; derselbe endete mit einer schweren Niederlage des Herzogs. Ferner sollen ihm angeblich auf Anstiften des burgundischen Adels seine zwei Söhnchen vergiftet worden sein, wodurch er, nach gewissen Erzählungen zu schliessen, in eine gewiss nicht unbegreifliche erbitterte Stimmung geriet, so dass seine Sitten härter und wilder wurden; er starb daher kinderlos im Jahre 1218 zu Freiburg im Breisgau. Mögen dem Gründer Berns auch menschliche Schwächen angehaftet und möge man auch etwas hartes und finsteres in seinen Gesichtszügen gefunden haben, so war derselbe doch ein unerschrockener, ritterlicher Mann von festem Charakter und eisernem Willen, ein edler Mann, der für Freisinn und Gerechtigkeit einstund und er bleibt deshalb in seinen Städten, besonders in Bern, für immer in ehrendem Andenken, wofür das Denkmal auf der Plattform neben dem Münster zeugt.

Die Geschichte Berns und der Schweiz ist so reich an glänzenden Taten, dass man voll Bewunderung und Erstaunen zu der Vermutung kommen könnte, es hätten die Schweizer die Heldentugenden der alten Helvetier geerbt; unmöglich wenigstens scheint es nicht, dass die kriegerische und patriotische Begeisterung durch die Ueberlieferung angefacht worden wäre; oder vermochten die nahen, im Firnenglanz strahlenden, mit ewigem Schnee bedeckten Berge einen solchen Einfluss auszuüben? So zu sagen alles, was Bern unternahm, war von Erfolg gekrönt, weshalb die Redensart, der Herrgott wohne daselbst, sprichwörtlich geworden war. Allerdings weist die Geschichte auch dunkle Flecken und schwere Heimsuchungen auf; dennoch können die Stadt und Republik Bern und mit ihr Volk und Regierung auf eine ruhmvolle Vergangenheit zurückblicken. War die Stadt Bern ursprünglich dazu bestimmt,

dem eifersüchtigen und unbotmässigen Landadel gegenüber eine feste, gebieterische Stellung einzunehmen, so hat sie diese Aufgabe redlich erfüllt; aber nicht nur das, sie hat sich im Laufe der Zeit zu einem kräftigen, achtunggebietenden Staatswesen entwickelt, vor welchem selbst die benachbarten Grossmächte zitterten. Eine von echten Bürgertugenden und kriegerischem Geiste beseelte Bürgerschaft begründete durch ihre Tapferkeit unter vortrefflichen Anführern den Ruhm und das Ansehen der Stadt. Bereits nach erfolgtem Ableben ihres Gründers (im Jahre 1218) wurde Bern durch Kaiser Friedrich II. zur freien Reichsstadt erhoben und wurde auch von König Rudolf von Habsburg als solche bestätigt. Bern zeigte sich im Laufe der Zeit als emporstrebendes Gemeinwesen dieser Gunst der Reichsfreiheit würdig, indem es seine Selbständigkeit und Freiheit, wie schon angedeutet, durch viele heldenmütige Kämpfe gegenüber dem feindlichen Adel und durch glänzende Siege über fremde Heere behauptete; so am Donnerbühl und im Jammertal 1298, bei Laupen 1339, bei Fraubrunnen 1375, in den Burgunderkriegen 1474—77 bei Grandson, Murten und Nancy, ferner im Schwabenkrieg in zahlreichen Gefechten, besonders in der Schlacht bei Dornach 1499 — dies war der letzte Notwehrkrieg für vaterländische Freiheit und Unabhängigkeit, denn von da an war die Schweiz tatsächlich vom deutschen Reiche getrennt —, endlich in den Mailänderkriegen resp. in den grossen Feldzügen nach Italien, wo die Schweizer abwechslungsweise gegen italienische und französische Heere kämpften von 1500 bis 1515. In den Schweizerbund trat Bern bereits im Jahre 1353. Durch Eroberungen und käufliche Erwerbungen erweiterte die Stadt und Republik Bern ihr Gebiet derart, dass sie der mächtigste und grösste Kanton der Eidgenossenschaft wurde. Ursprünglich auf beschränkten Raum angewiesen, hat sich die Stadt Bern als Beherrscherin des Landes bald zum Staate entwickelt, wodurch die Grenzscheide, welche im ersten Jahrtausend und noch bis in das zweite Jahrtausend hinein zwischen allemannischen und burgundischen Landen bestund, aufgehoben wurde. Die historische Entwicklung der Stadt Bern in ihrer schrittweisen Umgestaltung zum Kanton Bern zeigt im Vergleich zu andern Hauptstädten und Städterepubliken ein ganz eigentümliches Problem der Staatenbildung, für welches nur etwa die Geschichte der Stadt Rom und diejenige von Venedig gewisse Analogien aufweist. Von beiden unterscheidet sich wiederum Bern nicht allein durch die Kleinheit des Massstabes, sondern namentlich auch durch den Umstand, dass Bern eigentlich mit wenigen Ausnahmen, nie über seine natürlichen Grenzen hinausging, sondern seine Erwerbungen auf diejenigen Gegenden beschränkte, welche durch die Lage zu ihm gehörten, durch ihre Bevölkerung mit ihm verwandt waren, welche [illegible]er auch wirklich assimiliert werden konnten. Bern hat nicht, [illegible]das eroberungssüchtige, machtdurstige Rom, seinen Fuss hin-

gesetzt, wo es nur konnte und dazu Gelegenheit fand, nicht wie die handeltreibende Königin des Mittelmeeres, überall abenteuernd die Hände ausgestreckt, wo nur ein Gewinn zu machen schien, sondern es hat sich an die ihm durch die Natur bestimmte Umgebung gehalten, daher auch die unterworfenen Gebiete nicht militärisch achtlos zertreten, wie Rom, noch sie, wie Venedig, wuchernd eine Zeit lang ausgesogen und sie dann wieder weggeworfen, sondern es hat das einmal erworbene zwar mit fester Hand beherrscht, aber auch regiert, als Eigentum verwaltet, geordnet, geschützt, gepflegt — erzogen. Die Stadtrepublik des Mittelalters hat sich zum republikanischen Staat entwickelt und heute, siebenhundert Jahre nach der Gründung Berns, dürfen wir alle von Stadt und Land mit dem gleichen Stolze sagen: „Je suis de Berne“*). (Das „Nous sommes de Berne“ war nämlich bereits in der Blütezeit der alten Republik Bern, d. h. vor 1798, zum Sprüchwort geworden). Ueber die Gebietsentwicklung ist in der Hauptsache folgendes hervorzuheben. In der Urkunde oder der sogenannten Handveste, welche der deutsche Kaiser Friedrich II. der Stadt Bern ausstellte, erhielt dieselbe mit der Reichsfreiheit zugleich die Lehensfähigkeit und ausserdem wurde ihr bewilligt, alle Pfandschaften des Reiches auf sechs Meilen im Umkreise der Stadt anzukaufen. Die Stadt machte jedoch von diesem Rechte erst zu Anfang des XIV. Jahrhunderts Gebrauch und stand vorher nur in schutz- oder schirmherrlichem Verbande mit einzelnen Landschaften oder adeligen Grundbesitzern der Umgegend. Schon hierdurch gingen gewisse oberherrliche Rechte, anfangs für längere oder kürzere Perioden, endlich aber für immer, an Bern über. Noch im Anfange des XIV. Jahrhunderts war das bernische Staatsgebiet auf den kleinen Stadtbezirk beschränkt, welcher sich von der Reichsburg Nydeck an in nordwestlicher Richtung über dem Bremgartenwald bis an die Aare erstreckte. Sein Flächeninhalt betrug zirka $^1/_4$ Quadratmeile. Durch Kauf, Vertrag oder Schenkung erwarb Bern jedoch im Laufe des XIV. Jahrhunderts schon ansehnliche Ländereien in den Tälern des Oberlandes, im Uechtlande, im Emmental, im Mittelland und Seeland. So erwarb es schon 1323 die Lehenshoheit über die Herrschaft Thun, 1324 Laupen, 1334 das Oberhasli, welches eine reichsunmittelbare Landschaft war, und die Schirmherrschaft über das Kloster Interlaken, welche bisher Oesterreich zustand, 1377 und 1379 die Herrschaft Aarberg, 1380 zehn Dörfer vom Kloster Frienisberg. An Eroberungen im Kyburger- und Sempacherkriege gewann Bern 1384 den vollen Besitz von Thun, ferner Burgdorf mit allem, was dazu gehörte; sodann 1389 Obersimmental, die Burgen Unterseen, Unspunnen, Oberhofen, Balm, die Herrschaft Nidau und Büren

*) *E. Blösch*, Professor, Die geschichtliche Entwicklung der Stadt Bern zum Staate Bern. 1891. (Festschrift zur 700jährigen Gründungsfeier.)

Bern bereits am Anfang des XV. Jahrhunderts der [illegible]
und mächtigste Stand der Eidgenossenschaft. Im Jahre 14
dasselbe auch noch den Aargau durch Eroberung. Im
hundert gingen ferner einzelne Landstriche im obern (ni
reichischen) Aargau, im Emmental und im Uechtland
friedlicher Erwerbungen durch Kauf an Bern über, so
Herrschaft Aarwangen, 1448 Erlenbach und Diemtigen, 144
tal und Wimmis, 1460 Schenkenberg, 1463 Belp und W
1467 Gümmenen, und schon im Jahre 1423 erwarb es,
durch Kauf, mit Freiburg gemeinschaftlich, von Savoyen di
Schwarzenburg und Guggisberg. Infolge der Burgun
kamen nach dem Kongress von Freiburg 1476 die Herrsch
und die Landschaft Aigle an Bern und durch den Vertrag
mit den Eidgenossen wurden die von Burgund eroberte
Murten, Grandson und Tscherlitz (Orbe und Echallens)
Freiburg gemeinsam zugesprochen. Auf diese Weise h
gegen das Ende des XV. Jahrhunderts festen Fuss im W
gefasst; dasselbe war zwar von Bern im Burgunderkrieg
erobert, aber ihm aus Eifersucht der übrigen eidgenössisch
nicht zugeschrieben worden. 1536 rückten die Berner a
Hans Franz Naegeli nochmals in die Waadt und eroberte
endgültig. Zu dieser Eroberung kam noch im Jahre 1554
liche Erwerb der Herrschaften Oron und Saanen von de
von Greyerz, sodass sich nunmehr das bernische Staatsg
Rhein im Norden bis über den Genfersee im Süden ausdeh
diesem Zeitpunkt an bis zum Jahre 1798 hatte das bernisch
gebiet immer den gleichen Umfang; nach dem Fall Ber
wurde dasselbe zur Zeit der Helvetik in die vier Kant
Waadt, Aargau und Oberland geteilt; zu Bern kam noch da
amt Schwarzenburg. In der Mediationszeit von 1803 bis
beim Beginn derselben, wurden die Kantone Bern und
wieder miteinander vereinigt, wozu 1807 noch die zwei G

In politischer Hinsicht mag folgendes zur Orientierung dienen. Ursprünglich herrschten die alten Bürgertugenden: Gemeinsinn, Vaterlands- und Gerechtigkeitsliebe unter der Bürgerschaft Berns; die Verfassung des Gemeinwesens ruhte auf den alten, durch die Handveste gegebenen Grundlagen, worin die Gleichheit aller Bürger an Rechten und Pflichten gewährleistet war. Die Gemeinde, der Inbegriff sämtlicher Bürger, übte die höchste Gewalt selbst durch die Gesetzgebung, durch die Fassung der wichtigsten Beschlüsse über Krieg und Frieden, Bündnisse, Burgrechte, Käufe und durch die Wahl der vornehmsten Beamten, des Schultheissen, des Rats und der Sechszehner aus. Es herrschte grundsätzlich unter den Bürgern, abgesehen von allen Standesverhältnissen, volle politische Gleichheit; später jedoch wurden die politischen Rechte mehr und mehr beschränkt. Zunächst geschah dies durch die Einsetzung der Sechszehner und des Rats der Zweihundert, welcher anfänglich, um das politische Aufkommen der Zünfte zu verhindern, aus den verschiedenen Bevölkerungsklassen, später jedoch ausschliesslich aus den zünftigen Handwerkern der Stadt bestellt wurde und der somit die Gewalt, welche ursprünglich der Gesamtheit der Bürger zustund, an sich brachte. Die Reformation war dem politischen Fortschritt auch nicht günstig; sie brachte in Bern, wie in andern reformierten Kantonen und Ländern, wohl die religiöse Aufklärung und Befreiung von den Fesseln kirchlicher Intoleranz und Verirrung, aber die politische Freiheit ging durch die Religionskriege und den konfessionellen Hader rückwärts, indem der sogenannte Kantönligeist, bürgerliche Entzweiung, Selbstsucht und Engherzigkeit dieselbe nicht aufkommen liessen. Dazu kam noch um die Mitte des XVII. Jahrhunderts der unglückliche Bauernkrieg, durch welchen das Landvolk nicht nur mit der Regierung entzweit, sondern auch in seinen politischen Rechten geschmälert wurde. Mit der wachsenden Macht der Landvögte, die zwar bisweilen von der Regierung gebührend in ihre Schranken gewiesen, öfters aber in Schutz genommen wurden, trat das Institut der Vertretung des Volkes nach den Städten und Landschaften durch Abgeordnete, mit welchen sich Räte und Bürger über alle wichtigen und öffentlichen Angelegenheiten gemeinsam berieten, immer mehr in den Hintergrund und die Regierung, welche einst ihre Stärke in der öffentlichen Meinung ihres Volkes gefunden hatte, besass bald kein Organ derselben mehr, als ihre Landvögte. Allmählig entstand in der Stadt Bern, wie auch anderswo, eine Geschlechterherrschaft, welche in einer Anzahl regierender oder ausschliesslich regimentsfähiger Familien, dem sogenannten Patriziat, verkörpert war und alle Staatsgewalt an sich riss, sowie die freiheitlichen Bestrebungen des Volkes unterdrückte. Das Volk blieb wohl das alte, kräftige und genügsame, aber sein Freiheitsstolz war gebeugt, eingeschläfert und sein Sinn nur auf zeitlichen Gewinn gerichtet, es war nur auf ruhigen Genuss seines

aus der Mitte des Volkes selbst hervorgegangen, na
eifersüchtig auf die errungene Macht, sich abschlo
gnädige Herren ausgab und das Volk bezw. seine Mitbü
Untertanen behandelte. Vereinzelte Empörungen wurden
mit aller Strenge niedergeschlagen und blutig geahndet un
durfte einer gewaltsamen Staatsumwälzung durch eine fremd
eines welterschütternden Ereignisses, wie dasjenige der franz
Revolution und der nachfolgenden Diktatur eines Welte
wie Napoleon, um wieder zu volkstümlicheren Zuständen
langen. Die Ereignisse von 1798 resp. des Falles Berns
Sturzes der aristokratischen Regierung durch die Invasion
poleonischen Heere wurde bereits im Eingange angedeute
als sechs Jahrhunderte lang behauptete die Stadt und
Bern ihre Freiheit und Unabhängigkeit gegen aussen und
auch den französischen Generalen Brune und Schauenbur
gelungen, mit ihren Truppen bis in die Stadt, in welche
Feind seinen Fuss gesetzt hatte, zu gelangen, wenn nicht
selbst die grösste Uneinigkeit, Misstrauen und Unentschlo
ja Verdacht unter dem Volke wegen Verrat und schliess
disziplin und Insubordination bei den bernischen Trupper
Verzögerung des Befehls zum Losschlagen eingerissen wär
bei Neuenegg musste es in den ersten Märztagen des U
jahres 1798 der schlaue, hinterlistige General Brune mit
Truppen erfahren, was der kriegerische Geist und die Ta
der Berner bei richtiger Führung auszurichten vermag. De
der Franzosen in die Stadt Bern konnte erst erfolgen, nach
Gefecht im Grauholz auf der entgegengesetzten Seite de
trotz tapferer Gegenwehr eines Häufleins bernischer Trupp
Vorteil der erstern verlief. Bei Neuenegg hiess es daher mi
„Den Sieg erfochten, des Vaterland verloren!“ Doch
Trümmern des alten erhob sich ein neues Bern. Schon i

der Sonderbundsfeldzug unter General Dufour gegen die katholischen Kantone mit einer Niederlage und mit der Auflösung des Sonderbunds derselben geendet hatte. Im Jahre 1869 wurde im Kanton Bern durch Gesetz das obligatorische Referendum, also grundsätzlich die reine Demokratie, eingeführt und die Verfassung von 1893 fügte dazu noch die Initiative resp. das Vorschlagsrecht oder Begehren von 12,000 Stimmberechtigten um Erlass, Aufhebung oder Abänderung eines Gesetzes. So brachte das XIX. Jahrhundert dem Kanton Bern die vollkommene politische Freiheit und der Schweiz den einheitlichen Bundesstaat. — Auf eine nähere geschichtliche Betrachtung der Entwicklung Berns in politischer, staatsrechtlicher und militärischer Hinsicht kann hier selbstverständlich nicht eingetreten werden, sondern es ist auf die einschlägige Geschichtsliteratur zu verweisen; dagegen liegt uns ob, einen Rückblick auf die wirtschaftliche Entwicklung des Kantons Bern zu werfen.

B. Wirtschaftsgeschichtlicher Teil.

DRITTER ABSCHNITT.

Die Entwicklung der wirtschaftlichen Kultur bis und mit dem 17. Jahrhundert.

I. Kapitel.

Die wirtschaftliche Entwicklung bis zu Ende des XII. Jahrhunderts.

Die alten Helvetier nährten sich ursprünglich, d. h. in der Urzeit, in der Hauptsache von Jagd- und Fischfang; die nomadisierenden Hirtenvölker dagegen betrieben bereits Vieh- und Weidewirtschaft. Im Stein- und Broncezeitalter trieben die Pfahlbauer schon Viehzucht und Ackerbau; sie pflanzten Getreide und Flachs, woben leinene Gewänder, verfertigten irdene Gefässe und handelten bereits mit ihren Produkten. Als die Römer von Helvetien Besitz nahmen, fanden diese daselbst offenbar schon eine ziemlich vorgerückte Stufe der Bodenkultur, daneben allerdings auch noch ausgedehnte Urwälder und Sümpfe vor. Durch die römischen Einwanderer fand der Ackerbau erhöhte Pflege; auch scheint der Weinbau eingeführt worden zu sein. Auf den Heerstrassen entwickelte sich ein reger Handel und geschickte Handwerker, Künstler und Gelehrte fanden in den Städten ihren Unterhalt. Durch das Vordringen der Allemannen erlitt jedoch die Bodenkultur, die römische Kultur überhaupt, einen empfindlichen Rückschlag, indem, wie die Geschichte lehrt, diese deutschen Barbaren das schweizerische Alpenland grossenteils in eine Wüste verwandelten und sich erst nach ihrer sesshaften Ansiedelung mit Feldbau befassten. Aehnlich dürfte es dem Handwerk in den Städten ergangen sein, da die Germanen bekanntlich die Städte hassten und sie überall zerstörten und dem Erdboden gleich machten. Immerhin scheint römische Kultur und Gewerbstätigkeit nicht ganz ohne Einfluss und Nachahmung geblieben zu sein, besonders da um jene Zeit auch das Christentum in Helvetien von Rom aus seinen Einzug hielt und durch die Klostergründungen bekanntlich die Kultivierung des Bodens und

die gewerbliche Tätigkeit wesentlich gefördert wurden; nicht nur verwandelten die Insassen der Klöster Wildnisse, an welchen es keinen Mangel hatte, in fruchtbare Gelände, sondern sie pflegten auch Künste und Wissenschaften. Nach Tillier war die Gegend, welche den heutigen Kanton ausmacht, damals (im 5. oder 6. Jahrhundert) fast ganz mit Wäldern bedeckt und nur selten bewohnt, so dass z. B. das grosse Tal südöstlich vom Bielersee und dem Jura, wegen seines finstern Aussehens, den Namen Nugerol, nurol oder Schwarztal erhielt und an anderer Stelle sagt der nämliche Autor folgendes: „Von den Seen am Jura bis an die Aar, in die Gegend, wo jetzt Bern steht, hin, fand man grösstenteils nur wüstes Moorland (Uechtland) und sumpfigen Wald." Wenn es sich mit dem damaligen Zustand des Bodens so verhielt, so harrten der Kultivierung desselben um jene Zeit in der Tat noch ziemlich ausgedehnte Flächen; dieselbe schien aber doch allmählich fortgeschritten zu sein, denn im XII. Jahrhundert muss nach verschiedenen Umständen zu schliessen, die Gegend um Bern, namentlich zur Zeit der Erbauung der Stadt, schon ziemlich besiedelt gewesen sein. Die Kultur mochte also bereits unter der burgundischen und fränkischen Herrschaft, trotz der wechselnden Schicksale, erhebliche Fortschritte gemacht haben; besonders ernsthaft liessen sich Karl der Grosse und seine Gemahlin, sowie später auch Königin Bertha, die Förderung der Gewerbstätigkeit angelegen sein, so dass anzunehmen ist, es haben die verschiedenen Gewerbe und Handwerke zu Beginn des Mittelalters auch in bernischen Landen bereits einen gewissen Grad von Fertigkeit und technische Vervollkommung erlangt, obschon auch die Feudalherrschaft der mangelnden persönlichen Freiheit wegen dieser Entwicklung ursprünglich nicht günstig schien. Einen etwas günstigern Einfluss dagegen mochte das Feudalsystem auf die Landwirtschaft gehabt haben, indem dasselbe speziell durch das altgermanische Institut der Markgenossenschaft als eine Art Kollektiv- oder Produktivwirtschaft nach hierarchischem Prinzip die gemeinschaftliche Anwendung rationeller Betriebssysteme ermöglichte; dazu kommt noch, dass der ehemalige Stand der freien Bauern sich in der Schweiz auch unter der Feudalherrschaft zahlreicher erhalten hatte, als in andern Ländern. Das gleiche gilt von dem ursprünglichen Gemeineigentum, wie es noch heute an vielen Orten in den Allmenden fortbesteht. Zwar treten uns sogar überall im Gebiete des Kantons Bern deutliche Spuren und Merkmale germanischer Ansiedlung entgegen, welche auf eine zweifache Betriebsform der Landwirtschaft schliessen lassen; so finden wir in den Tälern und Ebenen des deutschen Kantonsteils, also in den untern Lagen des Landes meist zusammenhängende Dörfer und Häuserkomplexe, während in den höhern Lagen, also an und auf den Hügelzügen, besonders im Mittelland und Emmental, die Bauernhöfe zerstreut sind und darin dokumentiert sich der Gegensatz

zwischen dem Dorf- und Hofsystem im landwirtschaftlichen Betrieb. Ganz allgemein trieben bis in das abgelaufene 19. Jahrhundert hinein die Dörfer Gemeinwirtschaft, die Einzelhöfe aber Sonderwirtschaft. Jene ist gefallen und es bestehen heute keine landschaftsrechtlichen Unterschiede mehr zwischen einem Dorfbauern und einem Hofbauern, mit Ausnahme der burgerlichen Waldanteile. Doch die wirtschaftlichen Formen, die so lange Zeit geübt wurden, sind in der Landschaft selbst mit einer Schrift eingeschrieben, die nicht so bald verlöscht.*) In Anbetracht dessen, dass das Dorfsystem Gemeinwirtschaft, das Hofsystem dagegen Sonder- bezw. Privatwirtschaft voraussetzt, so liegt auch der Schluss nahe, es sei das Hofsystem ein neuerer Typus der Ansiedlung, also jüngern Datums, als das Dorfsystem; hiefür sprechen allerdings verschiedene Wahrnehmungen historisch-geographischer und agrarrechtlicher Natur, obschon die Germanen nach Gewohnheit und Neigung ursprünglich zur Hofansiedlung disponiert gewesen sein dürften. Der Unsicherheit wegen waren die ältesten deutschen Kolonien offenbar Dorfansiedlungen und zwar beschränkten sich dieselben zunächst auf die kultivierten Gebiete des Flachlandes, der Niederungen und Täler. Damit soll jedoch nicht gesagt sein, dass Hofansiedlungen unter gewissen Voraussetzungen nicht auch vorgekommen sein dürften. Erst mit der Ausdehnung der Bodenkultur und der Befestigung der staatlichen Ordnung im Mittelalter, wurde im Urwaldgebiet, in den Vorbergen, am Fusse des ersten Alpenwalles, die einzelfarmartige Hofansiedlung möglich und ganz gesichert war dieselbe mit dem Aufkommen Berns und der Eidgenossenschaft.**) Mit dieser Annahme stimmen freilich wieder die Urteile anderer Forscher auf geographischem und agrarpolitischem Gebiete nicht überein, indem sie geltend machen, dass das Dorfsystem und das Hofsystem schon in alter Zeit bestanden, dass also die Dörfer dort waren, wo jetzt die Dörfer und die Höfe da, wo jetzt die Höfe.***) Die Form der Ansiedlung richtete sich — so viel steht jedenfalls fest — nach den gegebenen Verhältnissen, also nach der Bodengestalt und sonstigen Zweckmässigkeitsgründen, wie Kultivierbarkeit und Sicherheit der Person und des Eigentums. In der Feudalzeit bildete sich anlässlich der Kreuzzüge ausser dem schon uralten Standesunterschied zwischen Freien und Unfreien ein neuer Stand, nämlich der Krieger- oder Ritterstand heraus, welcher ebenfalls zum hohen und niedern Adel gehörte und erblich war. Dieser neue Stand wurde für den Krieg erzogen und versah also allein den Militärdienst. Früher war auch

*) Dr. Hermann Walser: Dörfer und Einzelhöfe zwischen Jura und Alpen im Kt. Bern. (1900.)

**) Berner Tagblatt vom 11. und 14. Oktober 1904.

***) A. v. Miaskowsky: Die Verfassung der Land-, Alpen- und Forstwirtschaft in der deutschen Schweiz. 1878.

der Bauernstand, wenigstens die Klasse der freien Bauern, wehrpflichtig, hatte somit dem Grafen Heerfolge zu leisten und genoss daher grösseres Ansehen, als nun in der Feudalzeit. Die Enthebung der freien Bauern vom Wehrdienst brachte indess den Vorteil, dass diese sich ungestört und ununterbrochen dem Landbau widmen konnten, wodurch derselbe gefördert wurde. Aus der Zahl der Hörigen oder Leibeigenen rekrutierten sich die Landarbeiter und Handwerker, welche jedoch ursprünglich nur für ihren Herrn — in ähnlicher Stellung wie das Dienstpersonal, Knechte und Mägde — arbeiteten. Allerdings befanden sich nicht alle Hörige auf dem sogen. Frohn-, Herren- oder Meyerhof, sondern es bestunden daneben auch kleinere Bauerngüter, Huben oder Schupposen genannt, welche von Hörigen bewirtschaftet wurden, die jedoch ein Teil der Woche zur Arbeit (Frohndienst) auf dem Herren- oder Meyerhof verpflichtet waren. Später erlangten auch die Hörigen mehr Rechte, obschon sie stets zu schweren Abgaben, in Form von Grundzinsen oder Zehnten verpflichtet waren. Die Grafen, Freiherren und Ritter, resp. die Angehörigen des hohen und niedern Adels, samt ihren Dienstleuten, wohnten auf festen Burgen und Türmen, welche, den Ruinen nach zu schliessen, auch in bernischen Landen zahlreich vorhanden waren. Städte fand man jedoch bis gegen Ende des 12. Jahrhunderts in dem nachmaligen ältern Gebiete von Bern noch keine.*) Zur Zeit der Gründung der Stadt Bern war freilich das Gebiet des heutigen Kantons Bern grossenteils im Besitze einer Anzahl Adelsfamilien, welche ihre Grundherrschaften entweder selbst verwalteten oder durch einen Beamten verwalten liessen. Diesen Herrschaften waren die zugehörigen Landleute als Untertanen tributpflichtig; die Abgaben der Bauern (Grundzinse und Zehnten) erfolgten in Form von Naturalien; während die Grundzinse eine fixe Abgabe bedeuteten, richtete sich der ursprünglich nur zu kirchlichen Zwecken erhobene Zehnten nach dem Ertrag. Wie sich die Stadt Bern nach und nach dieser Grundherrschaften bemächtigte, darüber gibt die Geschichte, sowie insbesondere das bereits citierte Werk von Blösch nähere Aufschlüsse.

Im Verhältnis zu den Angehörigen des mit der Stadt Bern vereinigten Gebiets, befand sich die Stadt durch Erwerbung landgräflicher Rechte in der Stellung eines Landesfürsten und es wurde der Huldigungseid alljährlich von sämtlichen Untertanen gefordert. Wie sich die grundherrliche Gerichtsbarkeit entwickelte, geht aus folgendem hervor: An Platz der alten Grafen- oder Gaugerichte traten Landgerichte, an Platz der Centgerichte entwickelten sich die untern oder niedern Gerichte. Wie früher bei den Centgerichten so stand auch später in den niedern Gerichten die Ausübung der diesen übertragenen Gerichtsbarkeit dem Verein der in dem betr.

*) Tillier, Band I, S. 38.

Gerichtsbezirk wohnenden Freien zu. Vorsteher des Gerichts war der Vogt und der Inbegriff der Rechte des letztern hiess die Vogtei oder Vogteigewalt. Wie bei den Landgrafschaften die ursprünglichen Grafengerichte mächtigen, ausgedehnte Besitzungen innehabenden Dynasten als Lehen übertragen wurden, so wurden auch die Vogteirechte in den Gerichtsbezirken grössern Grund- oder Herrschaftsherren in der Nähe dieser Bezirke lehensweise übertragen und gingen so in das erbliche Eigentum der Lehenträger über. Allmählich bildete sich aber noch eine andere Art von niedern Gerichten aus. Die zahlreichen grössern und kleinern Grundherren, die wir zur Zeit der Gründung Berns im Besitz des grossen Teils des Grundeigentums im jetzigen Kanton Bern antreffen, hatten, auf ihren Ritterburgen wohnend, ihre Besitzungen gegen Bezahlung von Bodenzinsen und Verrichtung sogen. Hand- und Spanndienste an Leibeigene und Zinsleute verpachtet. Nach den damaligen Grundsätzen stand nun dem Grundherr ein Jurisdiktionsrecht zu und die Untertanen traten in ein Schutz- und Hörigkeitsverhältnis zum Grundherr. So entstanden die besondern Eigen- oder Herrschaftsgerichte der Grundherren, der Inbegriff von Twing und Bann. –

Da und dort machten auch die Untertanen den sogen. Twingherrschaften (im Volksmund Zwingherrschaften genannt) auf gewaltsame Weise, durch Ueberfall und Zerstörung der Burgen, ein Ende. Die vielen im Kt. Bern noch jetzt erhaltenen Burgruinen auf luftige Anhöhen legen beredtes Zeugnis ab von der entschwundenen Herrlichkeit. Damit war freilich das Lehensystem, resp. die letzten Reste feudaler Herrschaft noch nicht abgeschafft; es geschah dies zuerst auf fakultativem Wege, d. h. durch Gestattung des Loskaufs eingeschlagener Güter und sodann in der Hauptsache durch die gesetzliche Ablösung der Feudallasten oder die Liquidation der Zehnten und Bodenzinse nach der Umwälzung von 1798, d. h. im Laufe der ersten Hälfte des XIX. Jahrhunderts.

II. Kapitel.

Die wirtschaftliche Entwicklung vom 13. bis 15. Jahrhunderts.

Die bernische Bevölkerung bestund, wie aus obiger Darstellung hervorgeht, im XIII. Jahrhundert grösstenteils aus reichen, adeligen Grundbesitzern und Landarbeitern, war also mehr zu Ackerbau, Viehzucht und Kampf geneigt, als zu stillem Gewerbefleiss oder zu den Kenntnis und Geldbesitz erfordernden Künsten des Handels, obschon der letztere bereits damals in Blüte stand und sich der Begünstigung des Kaisers und der Fürsten zu erfreuen hatte. Mit der Entwicklung der Städte und der freien Ausübung der Gewerbe, nahmen auch der Handel und das Handwerk, sowie das Kunstgewerbe einen kräftigen Aufschwung. Das wilde, krieg-

rische Treiben der Zeit und die Art, wie die Fehden geführt wurden, waren für den Ackerbau nicht nur nicht beförderlich, sondern vielmehr im höchsten Grade verderblich, während hinter starken und durch Bürgermut wohl verteidigten Mauern Künste und Gewerbe uugestörter getrieben und verbessert werden konnten. Sowohl Handel und Gewerbe als das Handwerk, wurden bereits in der zweiten Hälfte des XIV. Jahrhunderts durch obrigkeitliche Verordnungen zu fördern gesucht und vielfachen Missbräuchen der Riegel gestossen; diese Verordnungen richteten sich gelegentlich auch gegen die Zünfte. In einer Verordnung von 1373 wird z. B. im Eingange auseinandergesetzt, von welcher Wichtigkeit es selbst zum Vorteil der Handwerke sei, dass ihre Verhältnisse nicht nur durch einseitige Bestimmungen unter sich selbst, sondern durch obrigkeitliche Gesetze von oben herab geregelt würden. Von diesem Grundsatze ausgehend, hob diese Verordnung alle bisherigen, von den Handwerkern und Innungen unter sich selbst gemachten Satzungen und Gelübde als unnütz und verwerflich auf und enthielt dann einige an ihre Stelle tretende Vorschriften, welche durch eine spätere Verordnung ersetzt und verschärft wurden. Die Bestimmungen betrafen unter anderem den Einkauf in die Meisterzunft und zwar im Sinne der Erleichterung desselben. Dennoch gelang es der Regierung nicht, das in den Sitten der Zeit liegende Zunft- und Innungswesen ganz zu unterdrücken, sondern blos es weniger schädlich zu machen, als es sich anderswo gezeigt hatte. Verschiedene Umstände und Vorkommnisse, wie z. B. die häufigen, mit Abbruch der Handelsbeziehungen begleiteten Fehden und die unter dem Adel nicht ungewöhnliche Freibeuterei, sodann die grenzenlose Verwirrung im Münzwesen, legten auch dem Handel vielfache Hindernisse in den Weg; dennoch scheint das Handelswesen bedeutende Fortschritte gemacht zu haben. Zur bessern Sicherung des Handels schlossen die Städte unter sich und mit benachbarten Landesherren nach und nach Verträge ab; das nämliche geschah auch mit Bezug auf die Regelung der Geldverhältnisse und des Münzfusses. Dass die Stadt Bern wirtschaftlich vorwärts schritt, dafür zeugen noch heute die vielen schönen Baudenkmäler aus frühern Jahrhunderten; übrigens waren die ältern Gebäude durch den grossen Brand von 1405 beinahe sämtlich zu Grunde gegangen, sodass die Stadt grossenteils neu aufgebaut werden musste. In der Tat hatte Bern um die Mitte des XV. Jahrhunderts bereits einen hohen Grad von Wohlstand erreicht; dieser war grösstenteils die Frucht eines blühenden Handels und tüchtig betriebener Gewerbe. Nach einem Tellregister aus dem Jahre 1448 versteuerte damals der reichste Berner 34,000 Gulden; 5 weitere Familien versteuerten je über 22,000 Gulden, einer 21,700 G., 14 Hausväter und Witwen je 10,000 G., 20 dito je 5—10,000 G., 76 dito je 1—5000 G. und 1800 mussten ganz oder zum grössten Teile vom Verdienste leben. Im Jahr 1494 dagegen versteuerten:

Anzahl Pflichtige	Pfund	Ungefährer Anschlag in heutiger Währung Fr.
2 je	36,000	je 720,000
1	28,000	560,000
1	20,000	400,000
11 „	10—20,000	„ 200—400,000
7 „	5—10,000	„ 100—200,000
2 „	bis 5,000	„ bis 100,000
1	2,000	100,000
9 „	1,200	„ 24,000
10	ca. 1,000	ca. 20,000

Die Uebrigen weniger.

Auch gab es begüterte Familien auf dem Lande. Ein Obersimmentaler Ns. Joneli*) galt als der reichste Mann im ganzen Oberland, trotzdem er seinem Sohne bei 30,000 Pfund Schulden bezahlen musste. So wie sorgfältige Bewirtschaftung ihrer Güter, Handel und Gewerbsfleiss die ergibigsten Erwerbsquellen der niedern Stände bildeten, so waren Heiraten mit Erbinnen begüterter Häuser eine Hauptquelle des Reichtums der höhern Stände. Landbau, Gewerbe und Handel waren die Nahrungs- und Erwerbsquellen der untern, der erstere zum Teil auch diejenigen der obern Stände. Alles Ackerland, welches sich nicht in eingeschlagenen Gütern und Höfen befand, war in sogenannte Zelgen oder verteilte Feldbezirke eingezäunt, die nach dem Zelgsysteme bebaut wurden, nach welchem stets ein Dritteil brach liegen musste, während die zwei übrigen Dritteile mit verschiedenen Getreidearten bepflanzt waren.**) Im Aargau, Seeland, Mittelland und Simmental war der Ackerbau vorherrschend. Ausser Getreide wurden als Hülsenfrüchte auch Hirse und Erbsen, ferner in einigen Gegenden Hanf und Hopfen, an Erdfrüchten Rüben gepfanzt; in Baumgärten und Hofstatten hielt man Apfel- und Birnbäume. Die Landleute am Thuner-, Bieler- und Murtensee lebten vom Weinbau; auch im untern Aargau und in der Nähe Berns wurde Wein gebaut. Auch die Viehzucht gehörte, wie der Ackerbau, sowohl zu den Erwerbsquellen der reichern Grundeigentümer, als der ärmern Klasse des Volkes; besondere Sorgfalt wurde vorzüglich auf die Zucht des Hornviehs verwendet. Die Güterbesitzer waren zu einer Lieferung von Zuchtstieren gehalten, die schon damals einer Besichtigung unterworfen wurden. Ein ziemlich erspriesslicher Teil der Landwirtschaft war die Bienenzucht, da der Honig den damals noch wenig bekannten künstlichen Zucker in der Küche vertrat und auch vielfach zu Wachs Verwendung fand. Die Forstwirtschaft lag zu jener Zeit noch in ihrer Kindheit, jedoch mochten sich die Mängel und Missbräuche bei der grossen Ausdehnung der Wälder noch weniger fühlbar machen.

*) Siehe Sammlung bernischer Biographien, Band I, S. 54 u. f.

**) Von Rodt, Geschichte Berns im 15. Jahrhundert.

teils waren die Waldungen im Besitz der öffentlichen Gemeinwesen oder der Grundherren, teils wurden sie von den letzteren ihren Untergebenen zur Benutzung überlassen, woher das Beholzungsrecht der meisten Gemeinden stammen dürfte. Auch der Fischfang gehörte eigentlich dem Grundherrn oder dessen Stellvertretern, war aber unter gewissen Beschränkungen in Bezug auf die Gewässer, die Jahreszeit und die Werkzeuge jedermann freigegeben. Die Jagd wurde schon damals von der Obrigkeit teilweise verpachtet; zwar behaupteten noch die meisten Twingherren den Wildbann oder das ausschliessliche Jagdrecht in ihren Forsten, andere hingegen teilten dasselbe mit der Obrigkeit, von welcher die allgemeinen Verordnungen über die Jagd ausgingen. Gegen Wölfe und Bären fanden grosse Treibjagden statt. Zur Anerkennung der Jagdhoheit musste aber der Kopf des Bären, sowie der Kopf und die Keule des Wildschweines an den obrigkeitlichen Amtmann abgeliefert werden. Indessen war die Jagd auf solche schädliche Tiere jedermann erlaubt, hingegen sorgte die Regierung für die Erhaltung des übrigen Wildprets.

In Bezug auf die bäuerlichen Verhältnisse und speziell die persönlichen Rechtsverhältnisse ist zu bemerken, dass die Zahl der kleinen freien Grundeigentümer sehr gering geworden ist, indem, wie bereits hervorgehoben wurde, die meisten sich zu ihrer Sicherheit in den Schutz eines Mächtigen begeben hatten und dadurch in ein Hörigkeitsverhältnis nach mannigfachen Abstufungen gekommen waren. Der gesamte Grundbesitz gehörte daher mit seltenen Ausnahmen den in den verschiedenen Teilen des Kantons auf ihren Schlössern und Burgen wohnenden Grafen, Twing- und Herrschaftsherren oder den Klöstern und frommen Stiftungen. Ausser diesen Hörigen und Leibeigenen gab es noch eine andere zahlreiche Klasse, die sogen. Vogthörigen, welche ihr Eigentum dem Schirm eines Vogtes unterstellt hatten und dafür Vogtsteuer bezahlten. Verschieden von ihnen waren die Zinsleute, denen ein Grundherr gegen Bezahlung von Bodenzinsen und Verrichtung sogen. Hand- und Spanndienste Teile seines Grundeigentums zur Benutzung erbpachtsweise übertragen hatte; dieselben waren nicht in persönlicher Abhängigkeit vom Grundherrn. Aus dieser Klasse entwickelte sich der eigentliche Bauernstand. Die Regierung war übrigens bemüht gewesen, die Leibeigenschaft gänzlich aufzuheben, was ihr auch in der Periode bis zur Reformation bereits gelungen war. Da der grosse Umfang der Grundbesitzungen den Grundeigentümern nicht gestattete, dieselben selbst zu bewirtschaften, so wurden schon frühe Bestandteile derselben an einzelne als Lehen gegen gewisse Prästationen zur Bewirtschaftung und Benutzung übertragen. Aus jenem Obereigentumsrecht der Grund- und Herrschaftsherren und dem Nutzungsrecht der Lehengutsbesitzer lassen sich eine Menge noch jetzt bestehender Rechtsameverhältnisse erklären. Ursprünglich fanden

den Grund zu dem spätern eigentlichen Gemeindevermö
Diese Nutzungsrechte in Holz, Feld und Wald waren den
gütern annexiert und standen im Verhältnis zur Grösse de
sie waren also eigentliche Realrechte. Aber es hafteten a
alle öffentlichen Lasten auf dem Besitz von Grundeigentum
daher leicht begreiflich, dass damals, bei der geringen Land
der schwachen Bevölkerung (Pest, Kriege etc.), fast alles,
persönliche Freiheit, mit dem Grundbesitz verbunden w
ferner auf dem Lande fast lauter Grundbesitzer, seien es f
hörige, waren, so dass damals die jetzt zahlreichere Kl
Nichtgrundbesitzer kaum existierte.

In der Hauptstadt selbst sowie in den Landstädten w
Gewerbe der Nahrungszweig der meisten Bürger, wenn s
etwa von der Landwirtschaft auf benachbarten Grun
lebten. So sehr sich auch die Regierung von jeher wider da
handnehmen des Zunftwesens gesträubt hatte, so war die
über die Handwerker bei dem grossen Einfluss, den dies
in der obersten Landesbehörde, bei ihrer zahlreichen Anw
im Grossen Rate übten, bisweilen mit ziemlichen Schwie
verbunden.

Bis zum Jahre 1490 konnte jeder fremde Handwerke
er an die Stube seines Handwerks 30 Schillinge bezah
zu Bern niederlassen und daselbst die Meisterschaft
vom genannten Jahre an aber wurden die fremden Han
förmlich durch Verordnung gezwungen, sich in die Zun
schaften aufnehmen zu lassen. Schon im XV. Jahrhunder
die Regierung verschiedene Verordnungen, um Missbräuche
Gewerben zu begegnen, so z. B. in Betreff des Kornhandel
Teuerung, gegen die Bäcker wegen zu geringem Gewi
Brote und den Brotpreisen, gegen die Fleischer oder Metz

verbot für Getreide und setzte, um dem Kornwucher zu begegnen, die Preise durch besondere Verordnung fest, nämlich:

für 1 Mütt Dinkel 35 Schillinge = Fr. 35.—
„ 1 „ Roggen 4½ Pfunde = „ 90.—
„ 1 „ Kernen 4 Pfunde = „ 80.—
„ 1 „ Hafer 20 Plapparte = „ 25.—

Auch wurden umfassende Verordnungen über den Verkehr mit Lebensmitteln aller Art erlassen, wobei der öffentliche Markt geschützt, der sogenannte Fürkauf aber streng verboten wurde. Im Jahre 1478 wurde eine allgemeine Gewerbsverordnung erlassen, worin bestimmt wurde, dass Salz, Eisen, Stahl, Wolle und Leinwand nur in der Hauptstadt und einigen Provinzialstädten oder Schlössern verkauft werden dürfe; auch war ausnahmsweise gestattet, Pferde nach der Lombardei gegen wollene und halbwollene Tücher bei einer Abgabe von 5 resp. 2 Schillingen einzutauschen, aber die Tücher durften nicht verschnitten werden. Der Besuch der Jahrmärkte von Herzogenbuchsee und Langnau war, wie von altersher gestattet; der Markt in der Hauptstadt war durch eine besondere Verordnung geregelt. 1496 endlich wurde noch eine Krämerverordnung erlassen, welche gegen die Hausierer und Geldwechsler gerichtet war.

Bis um die Mitte des XV. Jahrhunderts war der Handel mit Salz noch ein freies Gewerbe; nach und nach aber wurde derselbe einzelnen Lieferanten oder Handelsgesellschaften vertraglich zugewiesen. Auch Salpeter und Eisen mussten als unentbehrliche Bedürfnisse der Kriegführung wegen eingeführt werden. Obgleich schon im Anfange des XV. Jahrhunderts ein Eisenbergwerk im Oberhasle betrieben wurde, so entsprach doch die Ausbeute desselben den Bedürfnissen des Landes auf keine Weise; immerfort wurden die Versuche erneuert; aber den Landleuten war der Holzverbrauch ein Dorn im Auge; es kamen mit der Zeit (im XVI. Jahrhundert) Streitigkeiten, ja sogar gewalttätige Zerstörung von Betriebsgebäulichkeiten vor. Die allgemeine Belebung des Handels hatte ausser der Bildung von Handelsgesellschaften auch die Vermehrung der Zahl der sogen. Lombarden (italienische Geld- und Wechselgeschäfte) zur Folge; nicht weniger als 14 Lombarden werden im Tellbuche von 1448 aufgeführt; so betrieb die Familie v. May, auch lombardischer Herkunft, Kaufmannsgeschäfte aller Art, ebenso Bankgeschäfte; einer von ihnen (Bartholomäus May) besass (1494) ein Vermögen von 28,000 Pfund; allein gelegentlich gingen auch einzelne davon infolge gewagter Unternehmungen durch Bankerott zu Grunde.

Eine höchst wichtige Erscheinung im Gebiete des Geldverkehrs war es, dass sowohl die Kirchenversammlung zu Konstanz als diejenige von Basel den Geldzins von 5 vom Hundert für Darlehen

zählte damals 1252 Haushaltungen. Von den Ausburgern wurde eine Adelsteuer erhoben.

Noch blühten einzelne nützliche Gewerbe und Handwerke in der Bürgerschaft (wie z. B. die Gerberei; auch das Tuchgewerbe und die Buchdruckerei waren nicht unbedeutend, besonders die letztere kam in Aufschwung) und ein bedeutender Teil des Rats der C. C. gehörte noch dem Handwerkerstande an. Man war bestrebt, sich vor Konkurrenz und gegen den Zunftzwang zu schützen, allein durch diese obrigkeitlichen Verordnungen wurde die geschäftliche Entwickelung gehemmt, indem, so wohlgemeint auch ihre Absicht war, die Einmischung der Obrigkeit bisweilen sehr ins Kleinliche ging. Auch in den eigentlichen Handel mischte sich die Obrigkeit mehr, als es den Handelsleuten lieb war. Einzelne Verordnungen in bezug auf die Ausübung von Handel und Gewerbe, wie z. B. diejenige gegen den Wucher, mochten von guter Wirkung und jedenfalls zeitgemäss gewesen sein; so wurde u. a. die Abnahme von mehr als 5% Zins oder Gewinn als Wucher erklärt mit folgender Strafandrohung: Bei 5 bis 8% hatte der Darleiher $^1/_{10}$ und der Schuldner $^1/_{20}$, bei 9 oder 10% der Gläubiger 15 und der Schuldner 7,5% des Hauptguts als Strafe zu bezahlen; bei einem Zins oder Gewinn von über 10% aber war das Hauptgut selbst verfallen.

In besseren Verhältnissen als das Handwerk befand sich die Landwirtschaft. Wohlhabende Bauern waren in bernischen Landen nicht unbekannt (z. B. Heinrich Jonneli). Dem Weinbau, welcher u. a. auch noch in der Umgebung von Bern getrieben wurde und in schöner Blüte stand (Gesellschaft zu „Rebleuten"), wurde vermehrte Aufmerksamkeit geschenkt und es musste der Wein vor dem Verkauf gekostet oder geprüft werden. Die Art des landwirtschaftlichen Betriebs entsprach derjenigen im XVII. Jahrhundert, d. h. der sogenannten Dreifelderwirtschaft. Ein Gemeindereglement von 1532 über das Weidrecht des Viehes der Burger Berns auf der Allmend zeigt, dass diese Naturalnutzung keine unbedeutende war. Die obrigkeitlichen Eichwälder waren durch landwirtschaftlich-polizeiliche Verfügungen geschützt. Zur Besserstellung der Landwirtschaft gestattete die Obrigkeit bei eingezäunten Gütern den Heu- und Kornzehnten mit dem dreissigfachen Ertrage loszukaufen; von den nicht eingeschlagenen Gütern musste hingegen der Zehnten entrichtet werden. Daneben hatten die Landleute oft zu klagen wegen den obrigkeitlichen Verfügungen betreffend den Verkehr mit Lebensmitteln, da man immer noch mit dem Fürkaufe zu kämpfen hatte und durch unzeitige Ausfuhrverbote dem Ackerbau in einzelnen Fällen oft schweren Schaden zufügte. Drückend war z. B. auch die Bestimmung von 1597, wonach den Bauern verboten war, ihr Vieh an fremde Händler zu verkaufen bevor sie solches den Metzgern in der Hauptstadt angeboten hatten. Volkswirtschaftlichen Grundsätzen weit angemessener war die Uebereinkunft, welche die drei

Städte Bern, Freiburg und Solothurn gegen den Einkauf und zur Verhinderung der Verteuerung des Korns und Weins trafen.

Wegen Verkaufs mancher Klostergüter fiel der Wert des Grundeigentums momentan. Erst um die Mitte des Jahrhunderts fand eine allgemeine Wertsteigerung der Güter statt, der aber infolge schlechter Ernten wieder Rückschläge folgten. Die Viehzucht war das Hauptgewerbe der Eidgenossen geworden, deren landwirtschaftliche Produkte die Märkte der Nachbarländer belebten. Was aber einerseits durch die Landwirtschaft gewonnen ward, ging durch Einfuhr ausländischen Kornes und Salzes wieder verloren.

Zu Ende des XV. und im XVI. Jahrhundert trat eine starke, anhaltende Preissteigerung der Lebensmittel und Kaufmannsgüter, zudem ein bedeutendes Sinken des Werts der edlen Metalle ein. Das Geld fand immer mehr zu produktiven Anlagen Verwendung. Der Geld- und Kreditverkehr begann sich zu entwickeln; dagegen wurden die Geldverhältnisse durch die eingetretene Münzverschlechterung und -Verwirrung wesentlich verschlimmert. Reiche Kaufleute und Handelsgesellschaften suchten für einzelne Waren das Monopol zu erlangen, wodurch die Preissteigerung noch gefördert wurde. Von einem wirtschaftlichen Aufschwung, wie solcher sich Ende des XV. und anfangs des XVI. Jahrhunderts in den benachbarten süddeutschen Städten zeigte, war nichts zu bemerken. Vielmehr machte sich ein wirtschaftlicher Rückgang geltend und zwar stellte sich seit den Burgunder- und dem Schwabenkriege ein entschiedener Niedergang von Handwerk und Gewerbe ein. Schon seit den 70er Jahren des XV. Jahrhunderts hörte man Klagen über eine bedenkliche Abnahme des Gewerbefleisses. Mit dem Handel stand es kaum besser, als mit der Industrie. Die Versuche, welche in Bern gemacht wurden, nach dem Beispiel der schwäbischen Städte durch gemeinschaftliche Unternehmungen grossen Gewinn zu erzielen, nahmen einen ganz unglücklichen Ausgang. Sehr schädliche Rückwirkungen hatte die Reisläuferei zur Folge, denn seit den Burgunderkriegen hatte dieselbe eine ganz ungeheuere Ausdehnung genommen. Allerdings gaben die fremden Kriegsdienste vielen Arbeitsfähigen, die sich hauptsächlich aus der Jungmannschaft rekrutierten, Gelegenheit zu leichtem Gelderwerb und es brachte die Reisläuferei anfänglich einen willkommenen Abfluss überschüssiger Arbeitskräfte mit sich, zumal der Boden unseres Landes nicht so produktiv war, dass seine Erzeugnisse zur Ernährung seiner Bewohner hingereicht hätten; übrigens wurde bei gleichzeitigem Anwachsen der Bevölkerung erhöhte Kornzufuhr von aussen notwendig und in den Alpentälern ging schon damals der Ackerbau mehr und mehr zurück, um der Viehzucht und der Milchwirtschaft Platz zu machen. Bei dieser Situation lag nun kein anderer Ausweg so nahe, wie der fremde Kriegsdienst. Indessen artete derselbe bald aus und wurde zur entschiedenen Krankheits-

schwer zu leiden. Umsonst waren die Bestrebungen der
schaft Berns, Industrie zu pflanzen oder wieder herzustelle
die vormals blühenden Zweige der Tuchweberei, Gerberei et
ab und wenn die Trommel schlug, der französische Kr
klingelte, wurden alle Werkstätten verlassen, um jenseits d
oder des Jura der Fahne des werbenden Hauptmanns z
Der Verlust an Mannschaft in diesen Kriegszügen war oft
ungeheuerer. Die Schlachten dieser Zeit forderten viele O
Marignano fielen über 6000 Schweizer, bei Bicocca verl
Berner über 50 Mitglieder des Grossen und des Kleine
Aber weit grösser war die Zahl derjenigen, welche durch
und Entbehrungen dahingerafft wurden. Aber auch di
welche mit dem Leben davonkamen, kehrten oft als Inva
mit gebrochener Gesundheit zurück und schleppten auch
Heimat Seuchen und Krankheiten ein. Wer nicht dem La
der moralischen Verwilderung anheimfiel, war doch mei
Arbeit entwöhnt. Obschon die Reisläuferei den zurückk
Kriegsknechten in der Regel ein schönes Stück Geld und d
oft bedeutende Summen in Form von Pensionen und Re
eintrug, so war dieses Geld meist so schnell zerronnen wie g
Wie die Pensionsherren und Söldnerführer einen ganz un
Luxus entfalteten und ihre mühelos erworbenen Reichtümer
üppigen Leben verprassten, so verjubelte auch der gemei
seinen Sold, so dass er in kurzer Zeit so arm oder ärmer
als je. Uebrigens musste der reiche Strom von Geld, w
die Eidgenossenschaft floss, teuer genug mit Blut bezahlt

Nachdem die Reformation der verderblichen Reisläufe
wirksamen Damm entgegengesetzt hatte, waren zwar Ha
werbe und Handwerk wieder etwas in Aufschwung ge

ähnlichen Stadtbeamtungen, der vornehmere Burger, entweder reich durch Erwerb oder Erbschaft oder sich mit dem Einkommen seines Amtes oder Kapitales mühsam durchschlagend, steigerte seine Wünsche bis zu den höchsten Stellen des Staates, um deren Besitz er die Burger der Hauptstadt beneidete. In der Hauptstadt hatte sich nämlich, besonders als sich die Hülfsquellen des Staates vermehrten und die Beamtungen einträglicher geworden waren, der Zudrang zu diesen Stellen bedeutend gesteigert. Jeder wollte ein Amt haben und vom Staate leben. Es war umsonst, dass unter leichten und günstigen Bedingungen Handwerker, Künstler, Gewerbs- und Handelsleute in der Stadt Bern Aufnahme fanden; sie gerieten bald ins nämliche Fahrwasser, wie die alten Burger. Viele davon ruinierten sich binnen kurzer Zeit, so dass zahlreiche arme Familien der öffentlichen Wohltätigkeit und den Spitteln zur Last fielen. Die Abschliessung des Burgerrechts in der Hauptstadt hatte nicht nur einen politischen, sondern auch einen ökonomischen Zweck: man wollte verhindern, dass die Eingezogenen alsbald danach trachteten, ins Regiment und zu Aemtern zu kommen und dass sie dem ehrlichen Handwerk und Gewerbe den Rücken kehrten; man wollte dadurch auch der drohenden Armut vorbeugen. Man schuf damit aber auch eine neue Burgerklasse (speziell durch den Erlass betreffend die ewigen Einwohner vom Jahre 1643) der bloss die ökonomischen und industriellen (mit Ausnahme des Weinhandels) nicht aber die politischen Vorteile des Burgerrechts eingeräumt wurden. Dass eine solche Ausschliesslichkeit jedoch nicht geeignet war, das Aufblühen von Gewerbe und Handel zu fördern, liegt auf der Hand und dass dadurch für den Kreis der regierenden Familien nicht bessere Zustände erwuchsen, bewies die Zukunft. Unternehmende Leute mussten vor der Niederlassung in Bern zurückschrecken, da ihnen die Aufnahme ins Burgerrecht und jede Teilnahme an den politischen Angelegenheiten verschlossen war. Daher kam es auch zum Teil, dass die Bestrebungen der Regierung, das Handwerk zu äuffnen und Manufakturen zu pflanzen, keinen bessern Erfolg hatten. Die tauglichsten, zur Industrie berufenen Elemente fanden sich unter den eingewanderten Emigranten, denen Basel und Zürich zum grossen Teil ihre blühenden Industrien verdanken, während das zurückhaltende Bern zu keinem erspriesslichen Ziele gelangte. Von französischen Emigranten stammt der im historischen Museum aufbewahrte mächtige Hugenottenteppich, welcher 1687 auf Veranlassung der Regierung auf Staatskosten angefertigt wurde, jedoch blieb diese Arbeit leider ohne Folgen für eine weitere industrielle Fortentwickelung der Tapetenweberei in Bern.

Auf dem Lande war das Zunftwesen, wie jede Hemmung des Verkehrs und der Gewerbe durchaus verhasst; dasselbe gehörte daher auch zu den Gegenständen, deren Aufhebung im Jahre 1653 von den Landleuten begehrt und ihnen auch bewilligt wurde. Zu

der Menge von Verordnungen über den Verkehr mit Lebensmitteln wie Getreide, Milchprodukte und Wein gesellten sich nun auch solche gegen und für den Tabak; anfänglich wurde der Gebrauch desselben nämlich bei Strafe verboten, später aber wurde der Anbau dieses Gift- und Heilkrauts als Kulturpflanze durch obrigkeitliche Anleitung zu fördern gesucht. Zur Steuerung der Armut wurden mit obrigkeitlicher Subvention Hanf- und Flachsspinnereien errichtet. Von den übrigen Gegenständen des öffentlichen Verkehrs waren der Tuch-, Leinwand-, Seiden- und Wollenhandel, die Manufakturen überhaupt, auf welche die Behörden die grösste Aufmerksamkeit verwendeten und zwar nicht nur durch polizeiliche Aufsicht und Kontrolle sowie durch Maass- und Preisbestimmungen im Interesse der Käufer, durch Aus- und Einfuhrverbote, sondern auch durch gelegentliche Erteilung von Vorrechten und Freiheiten an Unternehmer, ja sogar durch direkte Unterstützung und Beteiligung der Regierung selbst; so z. B. bewilligten Räte und Bürger im Jahre 1697 eine Summe von 30,000 Reichstalern zur Errichtung einer Wollenhandlung unter obrigkeitlicher Leitung. Nach Tillier hatten zwar diese Versuche zur Einführung der Tuch-, Wollen-, Leinwand- und Seidenindustrie keinen oder nur geringen Erfolg.

Sowohl die Oberaufsicht über Handel und Gewerbe im bernischen Gebiete im allgemeinen, als die Leitung derjenigen Unternehmungen, welche die Obrigkeit für eigene Rechnung betrieb, übergab man einem eigenen Kommerzienrate, der alle ordentlichen Mittel anwenden sollte, um zu Stadt und Land Handel und Manufakturen einzuführen; u. a. erhielt derselbe auch den Auftrag, ein Handelsgesetzbuch abzufassen. Den Mitgliedern des Kommerzienrates selbst war die Handlung dringend verboten. Den Handel im Innern suchte man durch Freizügigkeitsverträge, den Aussenhandel dagegen durch eidgenössische Zollverträge, wie derjenige von 1651 mit Oesterreich, zu fördern. Die alte obrigkeitliche Bevormundung des Handels dauerte indes mit geringen Veränderungen fort. Die Verkehrspreise für Waren galten nur für bernische Burger und Untertanen; beim Verkauf an Fremde dagegen war der Handelsmann in seinen Forderungen frei.

Zur Verhütung des Kornwuchers wurden die Lebensmittelpreise festgestellt. In schlimmen Zeiten erliess der Rat strenge Verbote gegen Getreideausfuhr; einzelne mussten ihre Vorräte zu bestimmte Preise in den öffentlichen Kornhäusern abliefern. So wohltuend diese Massregel auf die arme Bevölkerung wirkte, so wenig war damit dem reichen Bauern gedient. Der freiere Kauf und Verkauf, die leichtere Viehausfuhr und günstigere Marktbestimmungen waren Zugeständnisse, welche das Landvolk der Stadt durch die Bauernaufstände abrang.

Was die Verkehrsverhältnisse anbetrifft, so war im XVII. Jahrhundert das Reisen im allgemeinen wenig günstig. Der Krieg

brachte Unsicherheit der Strassen, Postzeit, Bauernaufstände und Verschärfung der religiösen Gegensätze mit sich. Nur wenige Hauptstrassen führten durch die Schweiz; die schwierigen Gebirgsübergänge und schlecht schiffbaren Flüsse wurden vom Verkehr gemieden; die grossen durch die Schweiz führenden Strassen waren in schlimmem Zustand. Die Kutsche kam überhaupt erst im XVII. Jahrhundert auf; noch zu Anfang desselben war im bernischen Gebiet der Postdienst meist eine Privatunternehmung von Kaufleuten, welche sich aber nach und nach eine eine obrigkeitliche Kontrolle gefallen lassen mussten. Erste Spuren eines regelmässigen Postdienstes finden sich in einem von 1609 datierenden Schreiben des bernischen Rats an die waadtländischen Amtleute. Die Post ging alsdann durch Konzession im Jahre 1675 an den Ratsherrn Beat Fischer und seine Brüder über. Auf Grundlage besonderer Verträge erhielt die Familie Fischer nach und nach die Befugnis der Ausübung des Postregals in den Gebieten von Solothurn und Freiburg.

In betreff des Münzwesens sei erwähnt, dass während des dreissigjährigen Krieges der Silberwert der grossen Stücke über ihrem Gehaltswert stand. Zur Ausgleichung liess sich die Regierung verleiten, Scheidemünzen (Batzen) unter ihrem Silberwert prägen zu lassen und gab solche zu vollem Nennwert aus. Dieselbe Manipulation benutzten u. a. italienische Falschmünzer und überschwemmten das Land mit noch schlechteren Batzen. Unterdessen waren im Auslande die groben Silberstücke wieder auf ihren wahren Wert zurückgefallen und Bern sah sich gezwungen, seine halbwertigen und falschen Batzen nach kurzen Fristen wieder auf ihren wahren Wert zurückzusetzen. Diese Massregel rief eine solche Missstimmung gegen die Regierung hervor, dass sie neben den Beschränkungen des freien Verkehrs seitens der Regierung und der Misswirtschaft einzelner Landvögte zu einer der Ursachen des Bauernkrieges wurde, wobei die Bauern bekanntlich gegenüber den obrigkeitlichen Truppen den kürzeren zogen.

1677 betrug der Staatsschatz nicht über 2 Millionen Pfund. Da im XVII. Jahrhundert im Kanton Bern noch keine Banken bestanden, war die Geldbeschaffung für den Privatmann nicht leicht. Es wurde daher gebräuchlich, dass Private im Ausland Anleihen aufnahmen, eine Art Schuldverpflichtung, die aber von der Regierung ungern gesehen wurde. Solche Abhängigkeit konnte mit der politischen Machtstellung jener Zeit nicht in Uebereinstimmung gebracht werden. Allein alle Gegenmassregeln blieben dem Bedürfnis gegenüber ziemlich machtlos. Um solchen Umständen ein Ende zu machen, beschloss der Rat um 1677, diese fremden Privatschulden aus dem Staatsschatz abzulösen, d. h. den ausländischen Kreditoren ihre Guthaben abzukaufen, welches eine Summe von 5,477,117 bernische Pfund erforderte. Diese Anlage bildete nun-

verstand man Immobilien, Wälder, Aecker, Reben, H
Herrschaftsrecht u. s. w., ferner sogen. Gülten oder Boden
Immobilien bezogen, die dem Nutzniesser nicht eigentü
gehörten. Auch die sogen. Zehnten gehörten zum liegen
es waren Verschreibungen, ähnlich unsern heutigen Hy
welche im öffentlichen Wirtschaftsverkehr waren, nur da
wenig in Geld, sondern in Naturalien verzinst wurde. Zum
Gut rechnete man das bare Geld, Schiff und Geschirr, Silbe
Vieh u. s. w., aber auch Zinsbriefe gehörten zu dieser Ve
kategorie; es waren dies Bescheinigungen für gelieher
meist auf Bürgschaft versichert und auf bestimmte
lautend, zum Minimalzinsfuss von 5 % stipuliert.

In seiner allgemeinen Uebersicht bezeichnet von
XVII. Jahrhundert als eine wirtschaftlich schwere Zeit. D
in der Vergangenheit war einst bunter; Uebervölker
daherige Konkurrenz im Berufsleben boten noch geringer
nisse. Man lebte gemütlicher, vielleicht leichtsinniger, un
noch keine schwachen Nerven (oder keine Nervenschwäch
rasthenie"). Die Industrie war noch nicht auf der H
Lebensmittel- und Stoffverfälschung angelangt, die Arbe
vielmehr ihre Ehre in reeller, dauerhafter Erstellung der
Reichtum und Armut erschienen noch weniger getrennt, de
des Proletariats war so viel als unbekannt. Weniger s
die Rohheit der Zeit. Das XVII. Jahrhundert war die Ep
der die Fürsten und autoritären Obrigkeiten ihr Land
als angestammtes Privateigentum anzusehen und auszunu
fingen etc. Immerhin waren die schweizerischen Verhält
Vergleich zu denen der Nachbarländer beneidenswert. E
lebte sicher unter seinem Weinstock und Feigenbaum u

eingetretene gesicherte Rechtszustand des Landmannes bei. Die Milderung des Lehenwesens und die Abschaffung der Leibeigenschaft verbesserten die Stellung der Bauern und der unteren Stände. Endlich war es 1648 der westphälische Friede, der dem Lande die Unabhängigkeit von Kaiser und Reich sicherte.

Ackerbau und Viehzucht waren stets noch die Beschäftigung des weitaus grössten Teils des bernischen Volkes und so lag das Hauptziel des Staates in der Wohlfahrt der Landwirtschaft. Der bedeutendste Teil des Staatseinkommens beruhte auf Naturalabgaben. Das bernische Patriziat besass im XVII. Jahrhundert schon in allen Gegenden des Landes Güter und Herrschaften. Als Landwirte und Landvögte kamen diese Herren täglich in Berührung mit dem Bauernstande und beurteilten daher aus eigener Anschauung und mit Sachkenntnis die bäuerlichen Verhältnisse. Im ebenen Land um die Stadt wurde die alte Dreifelderwirtschaft betrieben. Die Aecker waren in 3 Zelgen geteilt (Winterfrucht, Sommerfrucht und Brachfeld); das Brachfeld wurde drei- bis viermal gepflügt oder sogar gedüngt und auf diese Weise zur Kornsaat als erste Zelge vorbereitet. Der Zelgeinteilung stand die Allmend gegenüber, welche nicht dem Besitz des Einzelnen überlassen, sondern als Gemeingut allen Berechtigten als Viehweide zuerkannt war. Neben den Holznutzungen aus den benachbarten Waldungen blieb der Weidgang im Wald und auf der Stadtallmend ein Recht der Burgerschaft. Unterm 23. März 1623 findet sich der erste Ratsbeschluss, den Weidgang im Wald wegen seiner Schädlichkeit sowohl im grossen als im kleinen Bremgarten aufzuheben. Die Art der Ausübung der burgerlichen Rechte in Wald und Feld wechselte im Laufe der Zeit. Von manchem Besitzer wurde die Landwirtschaft selber betrieben, von andern verpachtet u. s. w. 1694 durfte ein Burger der untern Gemeinde (Bern) höchstens 4 Jucharten, einer der obern Gemeinde nur 2 Jucharten bebauen. Solche Rechtsgebräuche und eingewurzelte Gewohnheiten wirkten freilich hemmend auf den Fortschritt des Landbaues. Zudem bestunden die ehemaligen, aus der Feudalzeit stammenden Grundlasten, wenn auch in gemilderter Form, fort, indem der grösste Teil der Bauern auf Erblehen sass, also sogen. Lehenbauern waren. Freilich gab sich die Regierung durch Gesetze und Verordnungen alle Mühe, den die Landwirtschaft benachteiligenden Missbräuchen zu steuern, insbesondere den Grundbesitz vor Verstückelung und Veräusserung oder Verpfändung und Verschuldung zu bewahren.

In den Gebirgsgegenden verlegte man sich auf die Viehzucht und Milchwirtschaft, die daherigen Produkte, welche nicht zum eigenen Gebrauch und als Zinszahlung Verwertung fanden, kamen auf die Wochenmärkte; Vieh und Käse wurden schon damals ins Ausland verkauft.

Geschichte. Von 1570 bis 1600 hatten nur ganz wenige [illegible]
ordentlichen Ertrag ergeben, ausserdem richteten Fröste
schläge und Ueberschwemmungen Jahr für Jahr grossen
an. Den geringen Ernten entsprachen die hohen Fruchtpr
in einzelnen Jahren eine ganz ausserordentliche Höhe e
Mit dem Anfang des XVII. Jahrhunderts wurden die Ernte
besser; von 1636 bis 1652 waren alle Jahre sehr gut, gut
mittel und dennoch sollten gerade die guten dreissiger und
Jahre äusserst verhängnisvoll werden. Schon seit 1622 st
Lebensmittelpreise sehr hoch und fingen erst 1645 wieder an
zu sinken. Die Erträge der reichen Ernten liessen sich also
gut verwerten. Es rührt dies namentlich daher, dass zur
dreissigjährigen Krieges die Nachbarländer der grössten Ve
und Verödung anheimfielen, sodass aus Deutschland keine
nach der Schweiz stattfinden konnte, wie dies sonst der
Im Gegenteil musste nun die Schweiz aushelfen. Dies tri
teils die Preise der eigenen Produkte in die Höhe und ar
gab es Gelegenheit zu einem sehr einträglichen Zwische
Nicht nur aus Frankreich, sondern auch aus Italien über d
pässe wurden Lebensmittel eingeführt, um sie dann m
Gewinn wieder zu verkaufen. Da nun diese Situation lä
anhielt und fest zu bleiben schien, verursachte sie in Ve
mit der Tatsache, dass sich eine Menge von Flüchtlinge
Schweiz ansiedelte, ein ausserordentliches Steigen der Gü
die eine ungeahnte Höhe erreichten. Man bezahlte g
früher das Doppelte und Dreifache für ein Gut und
(wenigstens scheinbar) nur noch ein gutes Geschäft da
wenn man zum Kaufe das Geld leihen musste. Dadurch
die Mehrzahl der Bauern in ein Schuldverhältnis, welch
dass sie es vorher glaubten, mit der Zeit sehr drückend

wie früher. Die Preise sanken vielmehr so tief, dass der Ertrag nicht mehr zur Bezahlung der schuldigen Zinse hinreichte. Dieses Sinken hatte schon mit dem Jahre 1643 angefangen. Nach heutigem Geldwert kostete der Doppelzentner Korn in Zürich:

1633:	Fr. 36. 20	1643:	Fr. 19. 10
1634:	„ 75. 70	1644:	„ 39. 20
1635:	„ 79. —	1645:	„ 19. 10
1636:	„ 88. 90	1646:	„ 26. 10
1637:	„ 52. 40	1647:	„ 19. 10

Wenn nun auch die Ernten gute waren, liess sich doch daraus kaum noch die Hälfte lösen, wie in den teuern Kriegsjahren. Unterdessen war man viel anspruchsvoller geworden und von der Einfachheit abgekommen, das Geld wurde vergeudet mit kostbaren Hochzeiten, unnützen Gastereien etc.

Der Rückschlag nach dem dreissigjährigen Kriege hatte aber nicht nur ein fast plötzliches Sinken der Lebensmittelpreise, sondern auch des Werts des Grundeigentums zur Folge. Güter, welche während des Krieges um 10,000 Gulden gekauft worden waren, galten am Ende desselben nur noch 3 bis 4000 Gulden und hatte der Bauer beim Kaufe die Hälfte darauf geliehen, so war er jetzt ein Bettler. Dazu kam noch der weiter oben angeführte, sehr schwer empfundene Umstand der damals herrschenden Unsicherheit im Münzwesen. Erst nach und nach, gegen das Ende des Jahrhunderts hin trat wieder eine Besserung ein; doch waren, wie aus einem offiziellen Bericht von 1695 über die Ursachen der „Landesarmut“ hervorgeht, die wirtschaftlichen Verhältnisse des bernischen Bauernstandes noch immer sehr bedenkliche: es wurde auch damals noch über Geldmangel sowie über Verschuldung, über Verschwendung und Ueppigkeit, über die vielen Wirtshäuser, über Missbräuche der Amtleute und über Missstände im Rechtswesen geklagt.

VIERTER ABSCHNITT.

Die Entwicklung der wirtschaftlichen Kultur im XVIII. Jahrhundert.

IV. Kapitel.

Zustände und Erfolge der Landwirtschaft; Wirksamkeit der ökonomischen Gesellschaft.

Die ländlichen Grundeigentums- und Besitzverhältnisse, wie sie im 18. Jahrhundert im Kt. Bern noch bestunden, hatten sich aus dem ursprünglichen Erbpachtsverhältnis entwickelt; nach demselben war der Lehen- oder Erbzinsherr der eigentliche Eigentümer des verpachteten Guts. Der Erbpächter hatte kein Eigentumsrecht, sondern die blosse Pachtnutzung, jedoch mit dem Unterschied vom Zeitpächter, dass er alle Unterhaltungskosten der Gebäude und des Guts bestreiten musste, wogegen er und seine Deszendenten weder vom Gut entfernt, noch mit einem höhern Pachtzins beladen werden konnte. Das durch die eingeräumten Rechte der Erbpächter nach und nach mehr beschränkte Eigentumsrecht des Bodenzinsherrn auf das hingeliehene Gut, wurde Obereigentum (dominium directum) das in ein Quasi-Eigentum nach und nach übergegangene Nutzungsrecht des Erbpächters nutzbares Eigentum (dominium utile) genannt.

Durch die in dem Erbpachtsverhältnis selbst liegenden Keime und durch die Verbesserung der Güter änderte dasselbe aber nach und nach in rechtlicher Rücksicht wesentlich Natur, nämlich 1) durch Zulassung von Veräusserungen, indem der infolge von Meliorationen entstandene Mehrwert, resp. die Differenz zwischen der ursprünglichen Schatzung und dem Kaufswert, dem Erbpächter mit der Zeit einen wesentlichen Anspruch sicherte; ebenso gab die Veräusserlichkeit der Lehengüter gegen die blosse Bezahlung des sogen. Ehrschatzes (eine Art Handänderungsgebühr) dem Lehenmann schon ein beschränktes Eigentumsrecht auf das Gut, welches an Stelle des Nutzungsrechtes trat (zu Gunsten des Lehenherrn war freilich der Lehenzug vorbehalten); 2) durch Errichtung von Hypotheken, wodurch dem Lehenmann ein Eigentum eingeräumt wurde. Ursprünglich, d. h. im 16. und 17. Jahrhundert, war dem Lehenmann zwar bei Strafe verboten, das Gut mit Beschwerden oder Hypotheken zu beladen; dieses Verbot wurde aber 1762 auf unablösige Beschwe-

den beschränkt; 3) infolge der zunehmenden Verstückelung der Lehengüter. So lange das Eigentum mehr noch dem Herrn gehörte und ein öfterer Rückfall des Guts möglich war, konnte dessen Teilung unter mehrere Bauern nicht wohl zugelassen werden; sowie aber nach und nach der Bauer Eigentümer ward, der ihm zugehörende Mehrwert des Guts zunahm, der Rückfall nie mehr stattfand und der Bodenzins bei'r Verstückelung kaum mehr Schaden nahm, wurde es hart, die Verstückelung auszuschlagen; die Bewilligungen des Lehenherrn wurden nach und nach Formsache; vielerorts war das Verstückeln infolge Herkommens ohne Anfrage gestattet; 4) durch die Errichtung von „Mannlehen", welche ursprünglich an Mannen (d. h. Vasallen, Ministerialen, Dienstleute eines Mächtigen) unter dem Beding der Kriegsfolge übertragen wurden; dieselben kamen am meisten im Oberland (Frutigen und Simmental) vor, wo bekanntlich ein zahlreicher burgundischer Adel angesessen war. Nach und nach fielen die Lehendienste (Heeresfolge) weg und es wurde die Vererbung der weiblichen Nachkommen (Kunkellehen) gegen doppelten Ehrschatz erlaubt.

Wenn auch strengrechtlich das sogen. Obereigentum immer noch dem Lehenherrn blieb, so wurden doch diese Güter durch die Lehenleute ganz als ihr Eigengut verkauft, verstückelt, verhypothecirt u. s. w. Die öftern in den Stadtsatzungen gegen die Verstückelung erlassenen Verbote blieben vielfach unbeachtet und ohne Erfolg, was in gewisser Beziehung auch wieder ökonomische Vorteile mit sich brachte, indem die Verhinderung der Verstückelung und Teilung die Verbesserung der Güter und deren Bewirtschaftung nicht selten erschwerte. So emanzipirte sich der Lehenmann immer mehr von der Oberhoheit des Lehenherrn. In der Gerichtssatzung von 1762 wird zwar für den Lehenmann noch immer ein blosses Nutzeigentum festgehalten und dem Lehenherrn als Eigentümer in 4 Fällen das Recht eingeräumt, das Lehen als verwirkt zurückzunehmen; nämlich: 1) wenn der Lehenmann drei Jahre nacheinander den schuldigen Grund- und Bodenzins nicht bezahlt; 2) wenn er unbefragt das Lehen verändert oder so schlecht in Bau und Ehren hält, dass Schwächung und Verschlimmerung desselben zu besorgen wäre; 3) wenn er das Lehen mit ewigen und unablöslichen Beschwerden beladet; 4) wenn er dasselbe ohne Bewilligung des Lehenherrn verstückelt. In Wirklichkeit aber und da diese Verwirkungsfälle aus begreiflichen Gründen nicht eintraten, waren die Lehengüter bereits im 18. Jahrhundert fast in das völlige Eigentum der Pächter übergegangen und somit das gesetzliche Obereigentumsrecht der Lehenherren wenig mehr als ein leerer Titel geblieben. Ebenso blieb von dem ursprünglichen Eigentumsrecht an den Lehenwaldungen und Allmenden dem Lehenszinsherr und namentlich der Regierung nichts anderes übrig, als der Titel eines Lehen-Obereigentums, dessen Wirkung wesentlich blos in der Erteilung von Konzessionen auf

Allmendland und darin bestand, dass sie nicht ohne landesherrliche Einwilligung veräussert oder verstückelt werden sollten.*)

Der Lehensherr veräusserte nun nicht mehr das Gut, sondern die auf demselben haftenden Bodenzinse. Ausser den Bodenzinsen lastete auf den Gütern noch der Zehnten in verschiedener Art und Abstufung; derselbe war in Naturalien (in einzelnen Gegenden, wie im Oberland und zum Teil im Emmental in Geld) zu leisten und richtete sich nach dem Ertrag. Gewöhnlich musste der zehnte Teil der Produkte, oft aber auch $^1/_7$, $^1/_8$, $^1/_{12}$, $^1/_{15}$ und $^1/_{20}$ etc. entrichtet werden. Man unterschied zwischen Gewächszehnten und Blutzehnten, bei ersterem zwischen dem grossen und dem kleinen Zehnten. Der Gewächszehnten wurde von den Bodenprodukten und zwar der grosse Zehnten vom Getreide (später auch von den Kartoffeln), der kleine Zehnten dagegen von den Hülsenfrüchten, Rüben, vom Flachs, Hanf, Obst, Gemüse etc. erhoben. Der Blutzehnten war (zwar nicht allgemein) von dem auf einem zehntpflichtigen Gut geworfenen grossen und kleinen Vieh zu entrichten. Die Zehntpflicht bestand allgemein für alle Grundstücke, soweit nicht eine besondere Entlastung nachgewiesen war; sie wurde ursprünglich zu Gunsten der Kirche durchaus als öffentlich-rechtliche Leistung aufgefasst, ist dann aber mit dem Uebergang in weltliche Hände und zur Zeit der Reformation zu einer Leistung von ganz privatem Charakter geworden.**) Ein Zehntrecht konnte sich über einen ganzen Bezirk oder nur über einzelne Grundstücke erstrecken. Durch die Reformation waren die Zehntrechte, welche den Klöstern und geistlichen Stiftungen gehört hatten, in den Besitz der Regierung gekommen, andere bildeten nach wie vor einen Teil des Pfrundeinkommens, wieder andere waren in den Händen bestimmter Korporationen oder von Privaten, besonders Herrschaftsherren, deren Interesse dahin gehen musste, den Zehnten mit ihren übrigen Einnahmsquellen zu vereinigen. Stettler weist darauf hin, dass die Zehntrechte auf Grund der Urbarien für die Regierung ausgemittelt und das Gebiet für den Bezug in Zehntbezirke eingeteilt wurden. Die letzte Zehntordnung, in welcher das Verfahren geregelt wurde, datiert vom 18. Mai 1787.

Das Zehntrecht hat sich also im Kt. Bern, wie schon Stettler bemerkte, privatrechtlich entwickelt und zwar sei aus dem grossen Zehntbesitz die Idee eines allgemeinen Zehntrechts der Regierung als Abgabe entsprungen, vermutlich, weil bei Streitigkeiten das kanonische Recht als erläuternde Rechtsquelle Anwendung fand. Ihrer Natur nach waren die Bodenzinse im Grunde nichts anderes als Pacht- oder Kapitalzinse und die Zehnten Abgaben bezw. Steuern im heutigen Sinne, und bei genauerer Betrachtung muss der Vergleich sogar zu Gunsten der ehemaligen Lasten ausfallen.

*) Stettler, Staats- und Rechtsgeschichte des Kts. Bern.

**) Huber, Geschichte des schweiz. Privatrechts.

lem erstens die ehemaligen Bodenzinse nur von dem ursprüng-
hen Schatzungswert der Liegenschaft erhoben werden durften
d somit der durch Meliorationen erzielte Mehrwert unbelastet
ob; zweitens, weil der Zehnten sich, soweit er in natura zu ent-
hten war, nach dem Ernteertrag richtete, somit im Falle von Miss-
ten den Landmann nicht so empfindlich drückte, wie die heutige
undsteuer. Freilich lasteten auf dem ländlichen Grundbesitz noch
itere Abgaben, wie die Feuerstatten, die Primizen, die Holzhaber,
ndgarben, die Strassen-, Brücken- und Schwellenunterhaltungs-
icht, persönlicher Militärdienst (nebst Pferdelieferung), Armen-
len, Gemeindewerke etc. Wie gegen die Verstückelung, so wur-
n auch gegen die Verschuldung des Grundbesitzes wiederholt
ndate erlassen; doch scheint es mit derselben auch nicht so
limm gewesen zu sein, da es nach Dr. Geiser an genügenden
ugnissen dafür nicht fehlt, dass im 18. Jahrhundert im Allge-
inen die Lage des bernischen Bauernstandes, trotz allen Abgaben,
sen, Feudallasten und Schulden, durchaus keine ungünstige war.
hr Ursache zu Aussetzungen und Klagen bot der wirtschaftliche
stand der Bauerngüter, indem die Kultur- und Betriebsverhält-
se nach den damaligen Feldsystemen derart waren, dass sie eine
gestaltung des landwirtschaftlichen Betriebs gebieterisch ver-
gten.

In den meisten Gegenden des Kantons herrschte nämlich im
Jahrhundert noch das sogen. Zelgrecht mit Dreifelderwirtschaft
d Gemeinweide und zwar fand der Zelg- oder Flurzwang haupt-
hlich da Anwendung, wo das Dorfsystem, also die Güterzer-
ckelung bestund, nämlich im untern Mittelland, im Seeland, im
rn und untern Aargau und im Waadtland, während sich in dem
rg- und Hügelland der Voralpen, speziell im Emmental und in
n Aemtern Thun und Burgdorf etc., wo das Hofsystem mit den
geschlagenen Gütern anzutreffen ist, für den Zelgzwang nicht
nete; ebenso wenig in den höher gelegenen Gegenden des Ober-
des und der südöstlichen Waadt, wo fast ausschliesslich Alpen-
d Weidewirtschaft mit Viehzucht betrieben wird. Nach dem
grecht wurden die Aecker von der Ortsbehörde in Zelgen ein-
eilt, welche der Reihe nach den reglementarischen Bebauungen
erworfen werden mussten, nämlich:

im 1. Jahr: tote Brache mit Düngung;
„ 2. „ Wintergetreide, Weizen oder Mengkorn;
„ 3. „ Sommergetreide oder niedere Feldfrüchte.

Nach Beendigung der Ernte verlor der Grundbesitzer eine
l lang das freie Verfügungsrecht über seine beiden bebauten
läge. Es war ihm unter anderem untersagt, dieselben zu beackern,
sie neu zu bestellen. Nach einer Frist von zwei bis drei Tagen,
che den Aehrenlesern zum Einbringen ihrer bescheidenen Beute
währt wurde, überwies man das Areal der bebauten Zelgen dem

Gemeindehirten für den Weidgang des Viehes. Jedermann war verpflichtet, während der hierzu bestimmten Jahreszeit sein Vieh alle Morgen diesem Hirten anzuvertrauen; die Gemeindeherde ergoss sich über die geernteten Zelgen, über die Brachen, über einen Teil der Wiesen, nachdem Heu und Grummet (Emd) oder auch nur ersteres eingeheimst worden war. Ueberdies hatten ausgedehnte Gemeindetriften keinen andern Zweck, als dem Weidgange sämtlichen Viehs der Gemeindebürger zu dienen. Schon in der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts, welche, wie wir sehen werden, eine Periode wahren landwirtschaftlichen Erwachens war, wurde diese Einrichtung freien und gemeinsamen Weidgangs von allen denjenigen, welchen das Interesse der Landwirtschaft am Herzen lag, einer strengen Kritik unterworfen. Die Uebelstände bestunden in folgendem: Die allgemeine Bodenverbesserung war verunmöglicht; weite Ebenen blieben ertrag- und wertlos; statt nahrhafter, heilsamer Gräser, sah man vielerorts nur Dornen, schlechte Pflanzen, Gesträuch und Wüsteneien; überall herrschte Unordnung und Unfruchtbarkeit; der Weidgang war nicht nur für das Vieh, sondern auch für die Knechte sehr beschwerlich; das Facit der Gemeinweiden war nicht nur eine fast gänzliche Ertraglosigkeit ausgedehnter Flächen und schlechter Unterhalt des Viehs, sondern auch ein ungeheurer Zeit-, Arbeits- und Düngerverlust. Das Weiderecht war allerdings meistenorts durch das sogen. Einfriedigungsrecht gemildert, indem dasselbe durch Ordonnanz von 1717 für die Kantone Bern, Waadt und Aargau geregelt worden war; darnach hatte der Grundeigentümer das Recht, seine Grundstücke vom Servitut des Weidgangs durch Bezahlung einer Steuer zu befreien. Auf den zunächst eingefriedeten Sonderwiesen (d. h. Privatgrundstücken, bestehend in Wiesland) durfte der Eigentümer zwar nur den ersten Schnitt ernten; der zweite gehörte von Rechts wegen zur Gemeinweide und von Maria Magdalena an (22. Juli) durfte der Hirte seine Herde dorthin führen.*)

Das Zelgrecht samt Dreifelderwirtschaft war ohne Zweifel ein Ueberbleibsel oder Erbstück der altgermanischen Markgenossenschaft; merkwürdig lange hatte sich dieses Betriebssystem erhalten. Seit mehr als 1000 Jahren wechselten noch im 18. Jahrhundert auf den drei Zelgen Brache, Winterfrucht und Sommerfrucht; dasselbe brachte ausser den von Chuard, bezw. von Durand angeführten Missständen, die sich vorzugsweise in der Waadt vorfinden mochten, noch einen andern Uebelstand, nämlich eine unendliche Zersplitterung des Grundbesitzes, mit sich.

Selbstverständlich trat dieser Uebelstand, wie auch die andern, nur im Bereich der Dreifelderwirtschaft mit Flurzwang, resp. in

*) E. Chuard: „Landwirtschaft" (in: Die Schweiz im 19. Jahrhundert. Bern und Lausanne 1900.

demjenigen der dorfmässigen Ansiedlung zu Tage — in demjenigen des Hofsystems mit eingeschlagenen Gütern dagegen nicht; da nämlich die eingeschlossenen Güter keiner Zelgordnung und Gemeinweidigkeit unterworfen waren, so konnten sie von den Besitzern nach Belieben bewirtschaftet werden.

Nach der Zelgordnung musste jeder Bauer in jeder der drei Zelgen Aecker besitzen, wenn er in einem Jahr eine Getreideernte haben wollte; ebenso musste bei Güterteilungen darauf geachtet werden, dass eine gehörige Proportion der Aecker in den drei Zelgen erzielt wurde; infolge dessen hatte jeder Bauer sehr viele, aber kleine Aecker, die zwischen denjenigen der andern Güterbesitzer in den Zelgen zerstreut lagen. Wer 60 Jucharten besass, hatte gewöhnlich auch mindestens 60 Aecker und Wiesenstücke, die oft sehr weit auseinander lagen. Die schlimmsten Misstände zeigten sich im Aargau und im Waadtlande, wo die Zersplitterung am weitesten fortgeschritten war und wo sich die alte Dreifelderwirtschaft auch am längsten erhalten hatte. Ein bemerkenswerter Fortschritt hatte sich indessen in verschiedenen Gegenden des alten deutschen Kantons in der Behandlung der Brachzelg schon im XVIII. Jahrhundert Bahn gebrochen, indem man die Brache zum Teil mit Futterkräutern, Rüben, Hirsen, Küchengewächsen, Hanf, Flachs, Tabak und Kartoffeln bepflanzte; besonders war es die Kartoffel, welche in den letzten Dezennien (nach der Teuerung von 1770/71) bereits als Hauptfrucht in die Brache eingebaut und bald auch zur unentbehrlichen Volksnahrung wurde. Schon um 1730 wird die Kartoffel in verschiedenen Gegenden, namentlich im Kanton Bern und zwar in der Umgegend von Brienz als angebaut bezeichnet. Die teilweise Sömmerung resp. Anpflanzung der Brachzelg bildete den Anfang dazu, an Stelle der alten Dreifelderwirtschaft mit nackter Brache die verbesserte Dreifelderwirtschaft mit angebauter Brache oder ein ganz anderes Betriebssystem einzuführen.*) Eine Reihe von Vorschlägen und Anregungen, die sich in Berichten, Eingaben und Gutachten aus der zweiten Hälfte des XVIII. Jahrhunderts vorfinden, legt Zeugnis davon ab, dass das Bedürfnis einer durchgreifenden Verbesserung und Reform der Feldsysteme und der Bodenbewirtschaftung in den beteiligten Kreisen damals lebhaft empfunden worden war und dass dieselben auch ernsthaft bestrebt waren, den Uebelständen zu steuern, resp. Abhilfe zu schaffen. In vielen Beziehungen hatten diese Bestrebungen, wie wir sehen werden, erfreulichen Erfolg und insoweit den Fortschritten und Neuerungen noch Hindernisse entgegenstunden, sorgte die französische Revolution resp. die zur Zeit der Helvetik auch in der Schweiz verwirklichte Devise von Freiheit uud Gleichheit für

*) Dr. K. Geiser: Studien über die bernische Landwirtschaft im XVIII. Jahrhundert. Bern 1895.

Beseitigung derselben. Die Aufhebung des Weidgangs und der Gemeindegüter resp. den Allmenden war zwar schon früher durch obrigkeitliche Verordnungen vorbereitet worden und vollzog sich schliesslich von selbst; ebenso wurde die althergebrachte Dreifelderwirtschaft mit der toten Brache allmählich aufgegeben und die Wechselwirtschaft eingeführt; dagegen blieb die gesetzliche Aufhebung der Zehnten und Bodenzinse der Helvetik vorbehalten, wiewohl die endgültige Liquidation derselben, also die Beseitigung der letzten Reste des Lehensystems erst 50 Jahre später zu stande kam. Die Befreiung des Grundeigentums von den Feudallasten war insbesondere auch durch die von der Schule der französischen Physiokraten aufgestellten Grundsätze vorbereitet worden.

Im Betrieb der Landwirtschaft machte sich im XVIII. und sodann im XIX. Jahrhundert ein Umschwung in der Weise geltend, dass der Ackerbau mehr und mehr zurückging und dagegen der Futterbau resp. die Graswirtschaft überhand nahm; dazu mochte auch der Mangel an Arbeitskräften resp. die Rücksicht auf Ersparnisse an Arbeitslöhnen beigetragen haben. In Gebirgsgegenden, wie im Oberland, bildete die Alpen- und Weidewirtschaft überhaupt von jeher einen viel wichtigeren und vorteilhafteren Bestandteil der Landwirtschaft, als der Ackerbau. Im ebenen Lande des bernischen Gebiets hingegen war der Landbau ziemlich ausgebildet und die Bearbeitungsweise des deutschen Bauers zeigte sich, trotz allen Unvollkommenheiten und zähem Festhalten am Althergebrachten, im ganzen genommen doch vorteilhaft. Die Sorge der Regierung für Hebung des Landbaues richtete sich u. a. auf die Bekämpfung der Maikäfer und Engerlinge, auf die Beförderung der Einfristung und die Aufhebung des schädlichen Weidganges, auf die Förderung der Tabakkultur und des Anbaues der gegen 1740 eingeführten Kartoffel, auf die Anpflanzung weisser Maulbeerbäume, auf Versuche zur teilweisen Kanalisation und Entsumpfung des Seelandes etc.

Einen ganz neuen Aufschwung nahm jedoch die bernische Landwirtschaft durch die Gründung der ökonomischen Gesellschaft im Jahre 1759. Ein kenntnisreicher, gemeinnütziger und um die Hebung des Landbaues sehr verdienter Mann, Ns. Joh. Rud. Tschiffeli, Gründer derselben, suchte durch Beispiel und Belehrung in Wort und Schrift den Landwirten gewisse Neuerungen, so z. B. die Einführung der Fruchtwechselwirtschaft an Stelle der Brache, des Kleebaues, der Stallfütterung und der Kalkdüngung beizubringen. Viele der angesehensten Männer des In- uud Auslandes, selbst Fürsten, waren Mitglieder dieser Gesellschaft und der berühmte bernische Gelehrte, Albrecht von Haller, bekleidete längere Zeit die Vorstandschaft. Die im Archiv der ökonomischen Gesellschaft noch jetzt aufbewahrten Schriften, Abhandlungen und Manuscripte

legen beredtes Zeugnis ab von der erfolgreichen Tätigkeit dieser Gesellschaft. Auch die späterhin von der Regierung niedergesetzte (ständige) Landesökonomiekommission suchte den Landbau durch Verbesserungen, die in erster Linie die Verteilung und Benutzung der Allmenden und die Einschränkung der Gemeindeweiderechte auf Brachfeldern, sodann auch die Viehzucht zum Zwecke hatten, zu fördern. Schon vorher hatte sich die Vennerkammer mit der Frage der Verteilung der Allmenden befasst und ein eifriges Mitglied der ökonomischen Gesellschaft, Herr von Graffenried von Burgistein, brachte dieselbe im Jahre 1764 im Grossen Rate zur Sprache, worauf die Einsetzung der obgenannten Kommission nach Antrag der Vennerkammer erfolgte.

Die Ausdehnung der Viehzucht und Milchwirtschaft auf Kosten des Getreidebaues brachte nun zwar viel Geld ins Land und vermehrte den Wohlstand der Bauern ganz bedeutend, doch hatte diese Veränderung des Betriebes auch grosse soziale Nachteile zur Folge. Der ohnehin schon Vermögliche, der einen grossen Viehstand zu halten imstande war, konnte sich allerdings bereichern, auf der andern Seite aber wurde einem grossen Teil der Landbevölkerung der Verdienst entzogen. Dieser Nachteil machte sich besonders im Oberland fühlbar und es wurden hie nnd da darüber Klagen laut. Interessant ist u. a. auch, was Albr. von Haller darüber d. h. über die Folgen oder Gefahren des Rückganges des Getreidebaues im Jahre 1762 in den „Göttinger gelehrten Anzeigen“ schrieb: „Es entsteht in diesem Lande (d. h. im Kanton Bern) der grosse Fehler, den auch England schmerzlich fühlt, dass allzuviel Land zur Gräserei (Graswirtschaft) gelassen wird und man den Acker, der zu mühsam ist, fast mit Widerwillen beibehält.“ Dies führe, meinte Haller, wie in England zu einem Rückgang des selbständigen Bauernstandes, der dem Staat notwendiger sei, als Gültbriefbauern und Pächter. Obwohl die Anschauung Hallers volkswirtschaftlich richtig war, so befand sich derselbe damit doch im Widerspruch mit den damaligen Bestrebungen der ökonomischen Gesellschaft, deren Mitglied er selbst war, indem ja bekanntlich Tschiffeli und seine Freunde den Klee- und Kunstgrasanbau zu fördern suchten. Ebenso wandte sich Haller gegen die Vereinigung eines allzugrossen Grundbesitzes in der Hand einzelner, reicher Personen mit folgenden Worten: „Man sollte die Zusammenschlagung der Güter verbieten, dadurch erhielte der Staat mehr bemittelte, obgleich nicht gar zu reiche Bauern, und der anwachsenden Grösse einiger wenigen würde ein heilsamer Damm entgegengesetzt; der Reiche soll den Armen nicht verschlingen.“ Diesen Aeusserungen Hallers liegt ein viel zu grosser Pessimismus zu Grunde, denn unsere etwas mehr als hundert Jahre später erstellte Grundbesitzstatistik vom Jahre 1888 beweist, dass die Befürchtungen Hallers unbegründet waren, indem der mittlere und kleine Grundbesitz im Kanton Bern noch heute dominiert.

Trotzdem in verschiedenen Kundgebungen bereits vor 150 Jahren über die Vernachlässigung des Getreidebaues und deren soziale Folgen (Verdienstentzug und Verarmung) geklagt wurde, so machten sich diese Folgen in Wirklichkeit bei dem allmählichen Uebergang zur neuen Betriebsweise und den Veränderungen der Erwerbsverhältnisse überhaupt kaum merklich fühlbar; vielmehr kommen wir in Uebereinstimmung mit mehreren Schriftstellern*) auf geographisch-historischem und ökonomisch-statistischem Gebiete zum Schlusse, dass sich im XVIII. Jahrhundert die Lage des bernischen Bauernstandes im Vergleich zu der früheren Zeit ungemein verbessert hatte. Die in der Folge des 30jährigen Krieges entstandene wirtschaftliche Krisis war bereits früher d. h. schon mit dem XVII. Jahrhundert überstanden und Teuerungen waren seltener geworden, im Gegenteil hatten gute Ernten einen billigen Preisstand bewirkt. Auch im Vergleich mit andern Kantonen und Staaten wird man unbedingt zugeben müssen, dass bei uns die Landbevölkerung im Durchschnitt viel besser gestellt war, als anderswo. Die Sachlage und der oben daraus gezogene Schluss wird noch durch folgende Ausführungen begreiflich gemacht und im Besondern bestätigt.

Nach einer von Schatzmann, dem bekannten Förderer der Land- und Alpenwirtschaft, beim hundertjährigen Jubiläum der ökonomischen Gesellschaft (im Jahre 1859) gehaltenen Festrede haben die Mitglieder derselben, die in amtlicher oder privater Stellung auf dem Lande wohnten, ihr Möglichstes getan, um dem Landvolk die Früchte ihres gemeinnützigen Strebens zugänglich zu machen. Landvögte, Gutsbesitzer, Pfarrer, Aerzte befolgten praktisch im ganzen Kanton herum die Räte, welche sie von der Gesellschaft empfangen hatten, wiesen die Verbesserungen und Fortschritte den Landleuten vor und wirkten so nach allen Seiten hin belebend und erfrischend auf das Volk ein. Vor allem ist hier Tschiffeli, der Gründer der Gesellschaft, zu nennen, der sich auch praktisch betätigte, in Kirchberg und Moosseedorf vernachlässigte Güter in hohen Ertrag brachte und wahre Musterwirtschaften einrichtete. Er verdrängte die bisher übliche Fütterung des Rindviehs auf Allmenden, Weiden und Brachweiden und brachte Hand in Hand mit dem Kleebau die jetzige Stallfütterung**) in Aufnahme. Infolge

*) *Norrmann*, geographisch-statistische Beschreibung des Schweizerlandes, erschienen 1795/98. *Tillier*, Geschichte des eidgenöss. Freistaates Bern, Bd. V. 1839. *Dr. K. Geiser*, Geschichte des Armenwesens im Kanton Bern, 1894, etc.

**) Dieselbe hat natürlich bei ausschliesslicher und allgemeiner Anwendung auch wieder ihre Nachteile, besonders in sanitarischer Hinsicht; bemerkenswert ist daher, dass sich in neuester Zeit wiederum eine Reaktion gegen die Stallfütterung geltend macht, indem ein angesehener Landwirt, Herr Nationalrat Zumstein in Enggistein, bemüht ist, durch eigenes Vorgehen den Wert der Fütterung im Freien, also der Weidewirtschaft, seinen Mitbürgern zu zeigen.

dieser Neuerungen führte er die freie Wirtschaft am Platze der alten Dreifelderwirtschaft ein und produzierte auf seinen Gütern einen bisher unbekannten Düngervorrat, wie er heute die Goldgrube unseres Landbaues bildet. In ähnlichem Sinne wirkten auch andere Mitglieder der Gesellschaft, besonders die Landvögte Samuel Engel und N. E. Tscharner für die Förderung der Landwirtschaft und die ökonomische Hebung ihrer Bezirke und Umgebung. In einem Berichte an die Versammlung der ökonomischen Gesellschaft (im März 1780) schilderte der damalige Präsident, Landvogt Tscharner von Schenkenberg, den Zustand der Landwirtschaft u. a. wie folgt: „Zu dieser Zeit war im Kanton Bern, besonders im Mittelland, die Kartoffel als Hackfrucht allgemein angebaut, die alte Dreifelderwirtschaft mit nackter Brache grösstenteils abgeschafft, statt deren entweder die veredelte Dreifelderwirtschaft oder Graswechselwirtschaft eingeführt, Stallfütterung, Klee- und Kunstgrasbau, sowie die Anwendung des Gypses und Mergels allgemein bekannt und durchgeführt, die Allmenden entweder verteilt oder angehaut, der Landzins durchgehend um die Hälfte gestiegen."

Es ist in der Tat nicht zu bestreiten, dass die Landwirtschaft des Kantons Bern in der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts durch Anregung der ökonomischen Gesellschaft auf theoretischem und praktischem Gebiete einen mächtigen Anstoss zu Verbesserungen aller Art gewonnen hat: die alten Fesseln, welche bis dahin den Fortschritt hemmten (die Gemeindeweide, die verschiedenen Weidberechtigungen, der Zelgzwang), wurden immer mehr gelöst, ein neues Wirtschaftssystem und neue Kulturen eingebürgert und so der Wohlstand unseres Bauernstandes mächtig gefördert. Die Tätigkeit der ökonomischen Gesellschaft beschränkte sich aber nicht bloss auf die Landwirtschaft, sondern erstreckte sich auch auf andere wirtschaftliche Gebiete, wie z. B. auf die Förderung der Spinnerei, Weberei, Leinwandindustrie etc. auf dem Lande. Die Blütezeit der ökonomischen Gesellschaft fällt in den Zeitraum von 1760—1780; nachher, nach dem Tode des Stifters und der Hauptstützen dieser gemeinnützigen Vereinigung, liess der rege Eifer und die Tätigkeit bedeutend nach. Dazu traten noch ungünstige äussere Zeitumstände, indem die der Staatsumwälzung vorausgegangenen politischen Bestrebungen das öffentliche Interesse beschäftigten. Der bernische Bauernstand hatte indess, wie bereits bemerkt, nicht nur von Seiten der ökonomischen Gesellschaft Förderung und Unterstützung erhalten, sondern auch die Obrigkeit war eifrig bestrebt, die Interessen der Landwirtschaft zu wahren; die Bedeutung derselben als Haupterwerbszweig bringt dies in einem vorwiegend agrikolen Kanton mit sich. In den ökonomischen Schriften des vorigen Jahrhunderts wird das auch jeweilen hervorgehoben; so schreibt z. B. Norrmann folgendes: „Bern ist in Ansehung seiner Lage, seines Gebiets und seines eigentlichen Staatsinteresses vornehmlich als ein ackerbau-

Ferner erklärt sich die Aufmerksamkeit und das Inter
Regierung für die Förderung des Landbaues aus staatswir
lichen, bezw. fiskalischen Gründen. Endlich mochten auch
liche und private Interessen dabei mitgespielt haben, inde
bernische Patrizier als Grundbesitzer und Landwirte e
dauernd oder vorübergehend auf dem Lande wohnten und
ländlichen Bevölkerung in engerer Beziehung stunden. Den
Wohlstand fand man nach Tillier im Oberaargau und Em
wo die Landleute mit einer reichen Viehzucht das Spinn
Weben von leinenem sowohl als banmwollenem Garn ver
„Im Emmental gab es vielleicht einzelne reiche Leute, abe
so viel oder auf jeden Fall nicht mehr allgemeine Wohlha
als im obern Aargau. Hier waren die Bauern von 100,000–
Franken nichts weniger als selten und es gab mehrere Dör
fast alle Hausväter 20,000—30,000 Franken besassen; nur im
tal hatte sich hie und da häuslicher Luxus eingenistet, den
fand hier in den Häusern gemeiner Landleute kostbares S
schirr, ausländische Mobilien und Weine, Kanapes etc. Der
heiss von Huttwyl, ein Landwirt, hatte (um die Mitte des
hunderts) ein Vermögen von Fr. 600,000. Im Ganzen genomm
man wohl in ganz Europa mit Ausnahme von Holland und
kein blühenderes und glücklicheres Landvolk, als dasjen
Kts. Bern.“ Weniger günstig schien es in der Waadt aus
zu haben, wo die eingewurzelte Neigung zum Trunke u
Prozess, der Hang zur Eitelkeit, der flüchtige Geist und die
Lebensart — Eigenschaften, die der natürlichen Gemüts- u
rakteranlage entsprechen — ausdauernde Arbeit in dem ansi
den landwirtschaftlichen Berufe, sowie Ordnungsliebe bei den

Die Sorge für Erhaltung und Pflege der Wälder, im Interesse möglichst vorteilhafter Nutzung derselben, mag die Obrigkeiten Berns schon in früheren Jahrhunderten, bald nach der Gründung der Stadt Bern, jedenfalls aber mit deren Erweiterung zum Staate, beschäftigt haben; davon zeugen eine Reihe forstlicher Verfügungen und Verordnungen vom 14.—18. Jahrhundert. Die älteste derselben datiert von 1304. Die Bewirtschaftung der Waldungen blieb freilich bis in's 18. Jahrhundert den allgemeinen Verwaltungsorganen überlassen und von einer Forstwirtschaft in heutigem Sinne konnte nicht die Rede sein, obschon dem Staate das Oberaufsichtsrecht über die Waldungen schon seit den frühesten Zeiten zustand. Eine planmässige, intensive Pflege derselben schien ehemals auch kaum nötig, so lange kein Mangel an Holz empfunden wurde. Uebrigens gehörten die Waldungen zum weitaus grössten Teil den Herrschaftsherren und Klöstern, oder dem Staat als Nachfolger derselben und unterlagen noch den lehenrechtlichen Grundsätzen und Regeln. Der Kt. Bern war noch im 17. Jahrhundert unstreitig einer der holzreichsten Kantone der Schweiz; er hatte sogar Ueberfluss an Wald. Gegenüber den Nutzungsberechtigten und Armen zeigte sich die Regierung äusserst milde und nachsichtig in Vergünstigung der Holznutzungen. Erst mit zunehmender Holzverschwendung, resp. Waldverwüstung und daheriger Gefahr wegen Holzmangel, stellte sich die Notwendigkeit einer bessern Waldpflege, durch strengere Vorschriften und Massnahmen im Forstwesen, ein; dem 18. Jahrhundert war es vorbehalten, in dieser Beziehung bahnbrechend vorzugehen und Remedur zu schaffen, soweit es die damaligen Verhältnisse ermöglichten. Die Abholzungen mehrten sich aus zwei Hauptgründen, nämlich, erstens zum Zwecke der Umwandlung von Waldareal in kulturfähiges Land, zweitens im Geldinteresse, indem der Preis oder Geldwert des Holzes zu steigen begann, somit der Handel um Holz und die Ausfuhr desselben zunahmen. Dem drohenden Holzmangel suchte man durch obrigkeitliche Verfügungen und Verordnungen, im Sinne einer bessern Anpflanzung der Wälder und des Waldschutzes, sowie durch Holzausfuhrverbote, entgegenzuwirken.

Eine wichtige Neuerung im Gebiete der Forstverwaltung trat zu Anfang des 18. Jahrhunderts in's Leben, indem am 18. Juli 1713 eine besondere oberste Forstbehörde, die sogenannte Holzkammer kreiert wurde, welche bis zur Zeit der Helvetik amtierte. Später, am 29. April 1739 trat auch eine „welsche Holzkammer", speziell für die Waadt, neben der deutschen Holzkammer, in Tätigkeit. Aus jener der Förderung des Forstwesens besonders günstigen Zeit ist sodann als Fortschritt von grosser Wichtigkeit der Erlass einer neuen Forstordnung vom 28. Februar 1725 anzuführen. Auch dieses Gesetz bezieht sich zwar, wie die frühere Forstordnung, einzig auf die Waldungen des Staates; doch machten solche noch damals bei 80 Prozent des gesamten Waldareals aus und es kam somit diesem

Erlass eine ganz bedeutende Tragweite zu.*) An weiteren forstgesetzlichen Erlassen sind zu erwähnen: Die Bestimmung über die Fällungszeit des Holzes vom 6. Januar 1727, als Nachtrag zu obiger Forstordnung, die Ordnung über die Abfuhr des Burger- und Pensionsholzes, das Reglement über die Holzverteilung vom 7. und 10. Januar 1743, die Forstordnungen von 1756 und vom 7. Juli 1786 und das Gesetz betr. die Beholzungsrechte von Gemeinden in Staatswaldungen vom 14. und 15. September 1798. Als bemerkenswerte Anordnungen sind aus dem 18. Jahrhundert noch folgende zu erwähnen:

Im Jahr 1739 erteilte die bernische Holzkammer die Weisung, die Waldungen geometrisch aufzunehmen; diese Anordnung wäre jedenfalls ganz verdienstlich gewesen, wenn sie befolgt worden wäre. Gegen den Weidgang wurde im Jahr 1753 ein allgemeines Verbot erlassen, dessen Wirkung jedoch kaum eine nachhaltige gewesen sein dürfte; ebenso wenig mochten die spätern bezüglichen Verbote stets streng und gewissenhaft befolgt worden sein, indem z. B. noch heute wieder, nach mehr als 150 Jahren, die Alp- und Viehbesitzer in Gebirgsgegenden (Oberhasli) wegen der Handhabung des forstpolizeilichen Verbots des Weidganges mit den Forstbeamten im Streit liegen. Freilich mögen diese Verbote die Ziegenhaltung in den Gebirgsgegenden direkt beeinträchtigt haben, so dass die durch die Viehzählungen im 19. Jahrhundert konstatierte relative Abnahme der Ziegen zum Teil eine unmittelbare Folge davon war. Die bernische Forstwirtschaft erfuhr durch den Erlass der Forstordnung vom 7. Juli 1786, welche noch heute (bis zum Erlass des neuen Forstgesetzes) in Kraft besteht, vermehrte Pflege und wirksame Förderung; dieser Erlass bildete einen würdigen Abschluss der gesetzgeberischen Tätigkeit während der Periode des XVIII. Jahrhunderts, welche für die Entwicklung des Forstwesens so günstig war.*)

---

*) Geschichte des bernischen Forstwesens von F. Fankhauser, Forstinspektor, 1893.

V. Kapitel.

Handwerk, Gewerbe und Industrie, Tätigkeit des Kommerzienrates und des Handwerksdirektoriums im XVIII. Jahrhundert.

Ueber den Zustand von Handwerk, Gewerbe und Industrie im XVIII. Jahrhundert lauten die Nachrichten bei weitem nicht so günstig, wie diejenigen über die Landwirtschaft, denn trotz allen Zunft- und Handwerksordnungen und trotz der Einsetzung eines Kommerzienrates war der Gewerbsfleiss und der Wohlstand der Bürgerschaft schon seit längerer Zeit im Rückgange begriffen. Nach seiner Instruktion sollte der Kommerzienrat darauf bedacht sein, allerlei Handlungen und Manufakturen, besonders solche von Seiden, Wollen, Leder und Leinwand etc. zu Stadt und Land einzuführen; demselben wurden ziemlich weitgehende Kompetenzen eingeräumt; er hatte „Ordnungen und Reglement unter den Negotianten, Manufakturiers und Arbeitern zu machen", konnte für einzelne Gewerbe Befreiung von Zöllen und Abgaben aussprechen, fremde Geschäftsleute als Habitanten oder ewige Einwohner aufnehmen, Waisenkinder, sowie Söhne und Töchter verarmter Burger zu Gewerben und Manufakturen heranziehen, Streitigkeiten unter Geschäftsleuten, wenn der Wert des Gegenstandes 2000 Franken nicht überstieg, beurteilen, bei Uebertretung der Verordnungen Strafen und Bussen aussprechen und ein „kurzes Recht" administrieren etc. Diese Kompetenzen wurden später noch beträchtlich ausgedehnt und auch den Gewerbsleuten und Fabrikanten noch weitergehende Vorteile und Privilegien eingeräumt, so besonders durch die obrigkeitliche Verordnung von 1719. Im Jahre 1763 wurden dem Kommerzienrat noch die Geschäfte der Marktkommission, welche aufgehoben worden war, übertragen; er konnte Toleranzzettel und Aufenthaltsbewilligungen für das in den verschiedenen Gewerben und in Fabriken tätige Arbeitspersonal ausstellen; diese Kompetenz wurde jedoch im Jahre 1784 beschränkt, indem die Burgerkammer allein zur Erteilung von Toleranzzetteln an „Hintersässen" (Nichtburger) ermächtigt wurde; die Erteilung von Aufenthaltsbewilligungen für Manufakturarbeiter verblieb aber dem Kommerzienrat. Endlich wurde im Februar 1793 eine neue Instruktion erlassen, wonach der Kommerzienrat zur Führung und Handhabung des Ragionenbuches der Stadt Bern verpflichtet wurde.

Dem Kommerzienrate stand auch ein Fonds von 30,000 Talern zur Verfügung, aus welchem er an einzelne Geschäftsleute gegen geringen Zins oder zinsfrei Vorschüsse machen konnte. Bereits 1697 hatten Rät und Burger einen Fonds von 30,000 Reichstalern zur Errichtung einer obrigkeitlichen durch den Kommerzienrat zu leitenden Wollenhandlung bewilligt. Einer Gesellschaft für Strümpfe-

erteilt. Zum Schutze der einheimischen Industrie wurde
kantilen Grundsätzen die Einfuhr ausländischer Fabrik
hohe Eingangszölle oder gänzliches Verbot zu hindern
Rohmaterial, Maschinen und Werkzeuge, die in den inl
Manufakturen zur Verwendung kamen, sollten hingegen n
Gutachten des Kommerzienrates zollfrei eingeführt werden

Obschon es die Obrigkeit an Begünstigungen zur E
neuer Industriezweige und Beförderung der bestehen
fehlen liess, entsprach der Erfolg den gemachten Anstr
keineswegs; daran änderte selbst das löbliche Beispiel n
die Regierung selbst gab, als sie sich in einer Verordnun
Pflicht machte, sich und die ihrigen mit fremden Waren
sehen. Fremden Unternehmern boten sich verschiedene S
keiten und Hindernisse dar und von den Unternehmungen
Angehöriger konnten sich auch nur wenige gedeihlich e
Den besten Fortgang nahm noch die Kattun- und
fabrikation in Holligen und im Sulgenbach, sowie eine Sei
die sich bis auf den heutigen Tag erhalten hat.

Auch zur Hebung des Handwerks wurde von der
vieles getan. Ein eigenes Handwerksdirektorium hatte
Befolgung der Handwerksordnungen zu wachen und Stre
zwischen Meistern, Gesellen und Lehrlingen zu entscheide
haupt sollte diese Behörde das Gedeihen des Handwerks
Sie hatte auch die Pflicht, den Kindern armer Burger die
eines Berufes zu ermöglichen und für Heranbildung
Dienstboten zu sorgen. Nach dem Handwerksreglement
mussten alle jungen Bürger, die sich einem Handwerk
wollten, zukünftig dem Handwerksdirektorium vorgestellt
wo man sie über Neigung, Anlagen, Leibesbeschaffenheit

angehalten werden. Dann fand die Prüfung und Lodigsprechung sowie event. die Reise in die Fremde, endlich nach neun Jahren die Meisterprüfung statt. Aber auch diese an sich wohlgemeinten Massnahmen der Obrigkeit blieben erfolglos, indem das Handwerk immer mehr zurückging. Diese bedauerliche Erscheinung wurde in damaligen Kundgebungen vielfach und zwar schon im Anfang des XVIII. Jahrhunderts beklagt. Die einheimischen Handwerker vertauschten ihren Beruf lieber mit kleinen Aemtern und wohlhabende Bürgerssöhne lernten überhaupt kein Handwerk mehr, weshalb, wie Tillier bemerkt, die meisten Gewerbe beinahe ausschliesslich von Fremden betrieben wurden. Norrmann schreibt, in Bern glaube jeder Burger ein angeborenes Recht zu einer Versorgung ohne Arbeit und zu einem Dienst ohne Mühewaltung zu haben, strebe unaufhörlich danach, vernachlässige in guter Hoffnung darauf sein Gewerbe und gerate häufig darüber in Dürftigkeit. Heinzmann sagt in seiner Beschreibung der Stadt und Republik Bern (1794) folgendes: „Der Gewerbestand in unserm Kanton ist nicht so im Ansehen, wie in vorigen Zeiten. Man weiss noch wohl, wie schätzbar die Gerbereien, Tuchscherer und Wollenweber-Arbeiten, der Pelz- und Lederhandel unserer Stadt in den Jahren der aufblühenden Grösse der Republik waren. Sie sind verschwunden jene Gewerbe, die unsere Burger-Familien reich machten und dem Staat in den kritischen Zeiten der Kriege Geld und Kredit verschafften. Jetzt ist der Kleinhandel mit Allerlei und die Krämerei mit allerlei Modewaren das allgemeinste Geschäft bürgerlicher Familien. Alles will handeln und sollte es nur mit Pfeifenröhrchen und Schwefelhölzchen sein. Wohlhabende Bürgerssöhne lernen kein Handwerk mehr. So ist es in der Hauptstadt und so wird es nach und nach auch in den kleineren Landstädten gebräuchlich . . . . Sonst blieb doch wenigstens ein Sohn auf des Vaters Profession, aber jetzt nur sehr selten. Die Zünfte verlieren daher immer mehr und mehr ihre angesehenen Glieder. Das Schneider-, Schuster-, Tischler-, Sporer- und Schlosserhandwerk wird fast allein von Fremden betrieben . . . . Sonst musste der Sohn des Burgers die Kundschaft seines Vaters übernehmen, dadurch wurde das gemeine Wesen gut bedient und ehrlich behandelt und immer erhielten die Zünfte aus ihrer Mitte angesehene Zunftgenossen, jetzt überlässt man die Werkstatt meistens den Gesellen“ etc. Noch schlimmer sah es mit dem Handwerk in den kleinen Städten des Kantons sowohl im Waadtland als im deutschen Gebiet aus (nur die drei Städte Aarau, Zofingen und Lenzburg bildeten eine Ausnahme); die Ursachen des Niederganges waren meistens die gleichen wie in der Hauptstadt, nämlich zunehmende Ausschliesslichkeit, Verknöcherung des öffentlichen Lebens sowie die ausgesprochene Aemtersucht, Eifersucht, Eigennutz und Müssiggang; dann kamen noch andere Ursachen hinzu, wie beginnende Konkurrenz von auf

Leinwandindustrie, welche besonders im Emmental und Ob
in Blüte stand, lohnende Beschäftigung und Verdienst. De
für den Hausgebrauch wurde beinahe in allen Landesteile
Bauernhäusern selbst produziert, oder wenigstens das Ga
gesponnen. In einzelnen Gegenden aber wurde ausserdem,
zeitgenössischer Berichterstatter mitteilt, noch für den Ex
arbeitet und eine Menge ordinärer, mittlerer und feinerer
einfacher, auch gezogener, geblümter, gestreifter Dama
atlasartiger Leinwand für den auswärtigen Handel verfer
viele davon nach Frankreich, Italien, auch von Zeit zu Z
Spanien versandt. Nach Frankreich ging insbesondere ein
Hanfleinwand. Freilich hatte sich schon seit der M
XVIII. Jahrhunderts auch die Spinnerei und Weberei von
wolle eingebürgert, wodurch da und dort die Leinwandi
zurückgedrängt wurde. Sowohl die Baumwoll- als die
industrie wurde (abgesehen von der Indiennedruckerei) nich
mässig betrieben, sondern hatten sich als Hausindustrie sel
entwickelt. Die Weberei und Zubereitung von wollenen
war im Niedergang begriffen; dagegen kam die Seidenindu
Aargau mehr und mehr in Aufnahme. Die Gerberei, obsch
mehr so blühend wie früher, war immerhin noch ziemlich be
so dass noch etwas Leder ausgeführt werden konnte. Die Hu
welche immer mehr vorzogen, sich in den Landgemeinden
zulassen, arbeiteten mit wenig Ausnahmen für den Gebr
Lande selbst. Alle diese Gewerbe fanden von seiten d
nomischen Gesellschaft lebhafte Aufmunterung. Vor
Leistungen wurden mit Prämien belohnt und neue Industri
oder für die bestehenden rationellere Verfahren einzuführen
Die Regierung suchte ebenfalls durch mancherlei Verordnu

zuheben. Im Interesse der Seidenmanufaktur empfahl der Kommerzienrat wiederholt die Einführung der Seidenkultur durch Anpflanzung von Maulbeerbäumen an milden Orten; auch errichtete derselbe vorübergehend im Jahre 1714 eine Seidenwebschule für Waisenkinder. Die Tuchmanufaktur, welche als obrigkeitliche Wollenhandlung in Staatsbetrieb übergegangen war, wurde, wie schon erwähnt, mit namhaften Summen unterstützt. Besondere Aufmerksamkeit schenkte man auch der Verfertigung des unter dem Namen „Frutigtuch" bekannten Inlandtuches; dieser Erwerbszweig war für das Frutigtal von nicht geringer Bedeutung. Im Jahr 1787 schätzte der Kommerzienrat die dortige Produktion auf ca. 2—3000 Stück à 20 bis 100 Ellen jährlich, mit einem Werte von ca. 30,000 Kronen. Die Frutiger kleideten sich im eigenen Stoff. 3—4000 im Tale selbst gehaltene Schafe lieferten die Wolle, per Stück ca. zwei Pfund. Dazu bezog man aus dem Wallis noch 100 Zentner. Eine in den 60er Jahren in Thun entstandene Wollen- und Uniformtücherfabrik wurde durch besondere Mandate privilegiert. Die im 17. und 18. Jahrhundert zuerst in Basel, dann auch in Bern eingeführte Strickwaren-Industrie hatte gedeihlichen Erfolg und gestaltete sich zu einer allgemeinen, guten Verdienstquelle; dieselbe hatte, wie übrigens auch die Seidenmanufaktur, ihre Impulse durch französische Flüchtlinge erhalten; dazu trug auch das Haus der Gebr. Bourguet, welche in Zürich ein Strickwarengeschäft betrieben und dasselbe um 1700 nach Bern verlegt hatten, viel bei. Ein fernerer Zweig der Textilindustrie bildete die Strumpf- und Kappenweberei, mit welcher der Kommerzienrat sich unausgesetzt beschäftigte; dieselbe nahm ebenfalls eine gedeihliche Entwicklung. In der Hauptstadt lieferten im Jahre 1728 200 Stühle ca. 5000 Paar Strümpfe mit einer auf ca. Fr. 80—90,000 geschätzten Reineinnahme. Beschäftigt waren 1000 Wollenspinnerinnen und zwar einheimische, 200 Strumpfweber, 60 Näherinnen, 50 Wollenzwirnerinnen, 40 Wollenkämbler, zusammen 1350. Im Jahr 1767 liefen in Bern ca. 500 Stühle, von denen jeder täglich fünf Kappen oder drei Paar Strümpfe liefern konnte; der Kommerzienrat schätzte die Jahresproduktion, die Woche zu fünf Tagen berechnend, auf 650,000 Kappen oder 195,000 Paar Strümpfe, und den ausbezahlten Arbeitslohn auf Fr. 26,000, das heisst fünf Batzen per Tag und Stuhl. Als Absatzgebiete werden genannt: Deutschland, Frankreich, Italien, Ost- und Westindien.

Die Mittel zur Förderung dieser Manufaktur, mit welchen sich der Kommerzienrat in wirksamer Weise bediente, bestunden in Geldvorschüssen oder in dem Erlass von Strumpfreglementen mit technischen Detailvorschriften für die Arbeiterschaft, sowie von Strumpfweberordnungen für die Meisterschaft. Besondere Reglemente bezogen sich auch auf die obrigkeitliche Preisregulierung und die Kennzeichnung der Ware, zum Schutze der einheimischen Konsumenten. Die Baumwollweberei bürgerte sich um 1710 im untern

hunderts in mehreren Fabriken in und um Bern betrieben wur
grosse Aufschwung derselben rührte im wesentlichen von E
erleichterungen seitens Frankreichs her; später wurden die V
nisse jedoch wieder ungünstiger. Im Aargau gab es 1764 (la
Untersuchung des Kommerzienrates) neun Druckereien, wel
ca. 130,000 verfertigten Baumwolltüchern nicht ganz die Hälft
60,000 Stück zum Drucken erhielten; pro Stück wurden 23—60
bezahlt. In der Nähe der Stadt Bern waren 1788 noch fünf In
fabriken im Betrieb, in der Revolutionszeit jedoch mussten
davon den Betrieb einstellen. Die „Leinwandhandlung" war
Obrigkeit von jeher wirksam unterstützt und protegiert
diese pflegte die Ausfuhr der Rohstoffe zu verbieten und tätiger
nehmern nicht nur Vorrechte und Freiheiten, sondern selbst das
recht zu schenken; die Flachs- und Hanfkultur wurde durch
etc. gefördert und durch Handhabung der Kontrolle, Vorschrifte
date und anderer Mittel, gelang es der Obrigkeit, die Leineni
auf der Höhe zu erhalten. Der Gipfelpunkt derselben fällt
Kt. Bern in das Jahr 1787; erst lange nachher, im zwei
dritten Jahrzehnt des 19. Jahrhunderts, ging die Leinwandi
allmälich zurück. Wie bei der Fabrikation wollener und baumw
Tücher, so war auch für die Leinwand die obrigkeitliche B
gung und Schätzung der Tücher eingeführt worden. Obrigk
Tuchmesser hatten die Tücher nach Qualität und Mass, resp
genau zu prüfen, schlechte Ware wurde zerschnitten und n
Kaufmannsware erhielt das Zeichen „Bern". Ueber die Pro
und deren Entwicklung geben folgende Zahlen Aufschlus
wurden 9797 Stücke verzeichnet, 1786: 14,124, 1787: 15,48
14,146, 1789: 14,500, 1790: 13,406. Die Hanf- und Flachssp
wurde ebenfalls durch zweckdienliche Massnahmen zu förd

so nahmen doch Handel und Verkehr einen bessern Aufschwung, als die Gewerbe. Ausser dem Export der Leinen- und Baumwollenwaren brachte hauptsächlich der Handel mit Hornvieh, Pferden und Käse bedeutende Summen in's Land. Besonders die Pferdezucht erfreute sich des besten Gedeihens und der Markt in Langnau genoss einen vortrefflichen Ruf nicht nur in der ganzen Schweiz, sondern auch in den Nachbarstaaten. Der Handel in den Städten beschränkte sich, mit Ausnahme von Aarau, Zofingen und Lenzburg, meistens auf Detailkrämerei; auch die Hauptstadt hatte wenig grössere Handelsgeschäfte, abgesehen von dem ziemlich bedeutenden Weinhandel, welcher in den Händen der Patrizier lag.

Der Handel mit Lebensmitteln unterlag auch im 18. Jahrhundert noch wie früher dem Regime der obrigkeitlichen Bevormundung und Beschränkung; z. B. wurden Wein-Einfuhr- und Butter-Ausfuhr-Verbote erlassen; ferner griff die Regierung durch verschiedene Massnahmen direkt in den Getreidehandel ein, indem sie durch Ein- und Ausfuhr-Verbote das Gleichgewicht in den Getreidepreisen zu erhalten suchte und für Zeiten der Teuerung im Interesse des Nahrungsbedürfnisses des Volkes beträchtliche Vorräte an Getreide anschaffte. Später wurde indes wenigstens der inländische Handel freigegeben. Die auf den auswärtigen Getreidehandel bezüglichen Massnahmen waren folgende: Der Mittelpreis eines Bernmäss Kernen wurde im deutschen Gebiet auf 17, im waadtländischen auf 18 Batzen für ein Mäss Weizen festgesetzt. Fiel das Mäss im deutschen Gebiet auf 14 Batzen, in der Waadt auf 15 herunter und blieb drei Monate lang in diesem Preise, so wurde die Einfuhr verboten. Kam aber das Mäss Kernen im deutschen Gebiete auf 20, im waadtländischen das Mäss Weizen auf 21 Batzen zu stehen, so verbot man die Ausfuhr. Der auf 500,000 Mäss Kernen anzulegende Getreidevorrat sollte ergänzt werden, sobald er auf 400,000 herabsank; in günstigen Zeiten konnte dieser Vorrat auf 600,000 erhöht werden. Der obrigkeitliche Verkauf fand erst statt, wenn das Mäss Kernen in Bern auf 20, das Mäss Weizen in Lausanne auf 21 Batzen gestiegen war.*)

VI. Kapitel.

Wirtschaftliche Verhältnisse im allgemeinen im XVIII. Jahrhundert.

In den ökonomischen Schriften aus der zweiten Hälfte des vorigen Jahrhunderts finden sich u. a. auch in merkantilistischem Sinne gehaltene Erörterungen über die Handelsbilanz. Dabei wird als Tatsache hingestellt, dass die Einfuhr die Ausfuhr jährlich um

*) Nach Tillier, Band V.

ein beträchtliches übersteige. Bei ungenügenden Ernten bedurfte das Land einer starken Zufuhr an Korn. Der Bedarf an rohen Metallen musste beinahe ganz aus dem Ausland bezogen werden, da der Ertrag der wenigen einheimischen Bergwerke nur ein sehr spärlicher war. Das Salz wurde zum grössern Teil aus Burgund und Deutschland bezogen. Aber auch für Erzeugnisse der Industrie gingen Jahr für Jahr beträchtiche Summen aus dem Lande, ebenso für Kolonialwaren. Dies bringe, wurde behauptet, für das Land einen alljährlichen Verlust einer beträchtlichen Summe von barem Geld. Dem wurde aber entgegengehalten, wenn die Handelsbilanz wirklich so ungünstig wäre, so müssten sich die Folgen davon in einem grösseren Geldmangel im Lande zeigen und durch die Abnahme des grossen Wohlstandes mancher Gegenden bemerkbar werden, was aber nicht der Fall sei. Vielmehr habe der Wohlstand verschiedener Landschaften merklich zugenommen. Der wirtschaftliche Verfall der Städte lasse sich aus andern Ursachen erklären und der geringe Wohlstand in der Waadt rühre her von dem Mangel an gehöriger Sorgfalt beim Landbau, der Vernachlässigung der vorgeschlagenen Verbesserungen etc. Dann sei auch nicht zu übersehen, dass die jährlich bar in's Land kommenden Zinsen für beträchtliche Kapitalien in auswärtigen Fonds den sonstigen Verlust an barem Geld mindern. Von anderer Seite wird auch auf die bedeutende Zahl der Fremden und deren günstigen Einfluss auf die Handelsbilanz durch den beträchtlichen Geld- und Warenaustausch hingewiesen. Heinzmann schätzte die Zahl der damals in der Schweiz lebenden Ausländer auf ca. 200,000, welche Zahl jedenfalls zu hoch angeschlagen war, obschon sie jetzt annähernd das doppelte beträgt. Die fremden Reisenden im Kanton Bern schätzte Heinzmann auf 6000 und nahm für jeden derselben einen Verbrauch von 10 Louis d'or oder eine Gesamtsumme von 60,000 Louis d'or per Jahr an; derselbe glaubte übrigens, dass der Verbrauch seitens der niedergelassenen Fremden bis 300 Louis d'or nicht selten sei und leitet aus diesen Umständen die „enorme Teuerung in allen Dingen" ab. So schlimm stand es nun freilich mit der Teuerung nicht, obwohl die Preise für Lebensmittel und für die meisten Erzeugnisse von Handwerk und Industrie im Kanton Bern nach verschiedenen Berichten bedeutend höher stunden, als in Deutschland; aber auch die Arbeitslöhne mussten höher sein, weshalb die deutschen Handwerksgesellen sich so zahlreich im Kanton Bern einfanden. Noch heute stehen übrigens die Arbeitslöhne in der Schweiz und im Kt. Bern durchschnittlich wesentlich höher als in Deutschland.

Im Geld- und Münzwesen scheint, nachdem die Verordnung von 1755 sich eingelebt hatte, bessere Ordnung als früher zu Gunsten von Handel und Verkehr eingetreten zu sein. Recht misslich und bedauerlich muss der im Jahre 1720 in Folge des Ruins des Law'schen Notensystems in Frankreich erfolgte Krach eines erst kurz

vorher von einer Anzahl junger bernischer Patrizier gegründeten Bank- und Wechselhauses (Malacrida & Cie.) gewesen sein, indem bei demselben viele Gläubiger, gemeine Bürger und Dienstboten, ihre Ersparnisse einbüssten und die Gesellschaftsmitglieder ihr Vermögen verloren; immerhin gelang es einem Handelsmann, namens Gruner, durch Kauf und Vertrag sich mit den privaten Gläubigern um 56½ und mit der Regierung um 25¼ Prozent abzufinden. Ein ebenso verhängnisvolles, ja noch viel schlimmeres Ereignis im Gebiete der Finanzen, war der Raub des bernischen Staatsschatzes durch die Franzosen bei ihrem Einmarsch im Jahr 1798; derselbe soll bei 20 Millionen Franken betragen haben.

In einer Zeit, wo noch keine Eisenbahnen bestunden, trugen gute Strassen sehr viel zur Erleichterung des Verkehrs bei; dieselben waren im Anfange des 18. Jahrhunderts noch in sehr schlechtem Zustande. Bern machte jedoch, besonders seit 1740, in der Schweiz den Anfang mit Verbesserung des Strassenwesens und es wurden mehrere wichtige Strassen, so z. B. diejenige über Herzogenbuchsee und diejenige nach dem Oberland erstellt. Die Verbesserung wurde so mit Erfolg durchgeführt, dass sich gegen Ende des Jahrhunderts die bernischen Landstrassen durch ihre treffliche Unterhaltung in ganz Europa auszeichneten.*)

Obwohl von einer Fremdenindustrie in heutigem Sinne damals noch nicht die Rede sein konnte, so hatten die vorzugsweise an den grossen Verkehrsstrassen gelegenen Gasthäuser, deren es übrigens wohl in jeder bedeutenderen Ortschaft eines gab, bereits einen guten Ruf und dienten der Bequemlichkeit der Reisenden. Die ehemals mit dem lehensherrschaftlichen Grundbesitz verbunden gewesenen Wirtschaftsrechte waren nach der Reformation in die Hände des Staates übergegangen und wurden von letzterem auf Zeit- oder Erblehen an achtbare Familien konzediert, durch welche sich diese Gasthöfe oft auf mehrere Generationen hinaus vererbten und zum Teil noch heute fortbestehen, obschon die Wirtschaftskonzessionen, resp. Privilegien, durch das Gesetz vom 4. Mai 1879 aufgehoben wurden.

Im Jahr 1764 fand die erste ausführliche Volkszählung im Kt. Bern statt; dieselbe ergab mit Einschluss von Waadt und Aargau, soweit das Gebiet unter bernischer Herrschaft stund, 336,689 Seelen, ohne diese Gebiete und ohne das Amt Schwarzenburg 176,379; die Stadt Bern zählte damals 13,681 Einwohner. Mit dieser Volkszählung wurde gleichzeitig eine Enquête über die Zustände der Armut veranstaltet; danach betrug die Zahl der Unterstützten 15,329 = 9,4 %**) der Bevölkerung und zwar waren davon 11,367 oder 74,1 % bloss einer Handreichung bedürftig und 3962 = 25,9 %

*) *Tillier*, Band V.

**) Heute macht die Zahl der Unterstützten bloss 5,0 % der Bevölkg. aus.

auch zugegeben werden muss, dass der Landbau allein
stoffe liefert, so bildet sich der Reichtum dennoch bei we
ausschliesslich aus den Ueberschüssen des Landbaues, wi
annahm, sondern auch aus den Reinerträgen der übrigen
richtungen, wie der Industrie und Gewerbe. Es können
nur durch Hervorbringung und Gewinnung, sondern a
Verarbeitung und Veredlung von Naturerzeugnissen ne
geschaffen werden; die erstere Tätigkeit lässt sich mit
produktion und die letztere mit Formwertproduktion b
Die Lehre Quesnays wird, wie schon angedeutet, gerade
Verhältnisse in Frankreich schlagend widerlegt; denn
wahr wäre, dass Reichtum Bevölkerung erzeuge, so stün
reich heute nicht vor einem so bedenklichen relativen Bev
rückgang oder absoluten Stillstand, während in Deutsc
weder das physiokratische noch das Zweikindersystem
fand, ein beträchtlicher Bevölkerungszuwachs zu konsta
Allerdings spielt gerade in dieser Hinsicht die Verte
Reichtums neben der sittlichen Qualität der Ehe und
stimmungsgemässen Auffassung im Volke eine grosse Roll
bei günstigen diesbezüglichen Verhältnissen die Bevölke
mehrung als Ursache der Vermehrung des Reichtums
Existenzmittel sehr wohl denkbar wäre. Sei dem wie i
Tatsache ist, dass Quesnay mit seiner physiokratischen
ihrem Extrem von unrichtigen ökonomischen Voraussetzu
ging und dass speziell in Frankreich die Reichtumsve
einen Bevölkerungsstillstand zur Folge hatte, mögen nun
thus'schen Bedenken oder das Zweikindersystem oder a
sachen dabei mitgewirkt haben. Für Frankreich wäre
tische Anwendung der ursprünglichen Lehre Mirabeaus, da

Volkes zu betrachten sind. Im Kanton Bern hat das physiokratische System ebenfalls keine Wurzeln gefasst, sondern dessen Wirtschaftspolitik war von jeher auf die Erhaltung eines gesunden Mittelstandes gerichtet und die Bevölkerungsvermehrung ergab sich von selbst. Immerhin schien es am Platze, hier auf das Zusammentreffen der Tätigkeit der bernischen ökonomischen Gesellschaft und der französischen Physiokraten aufmerksam zu machen, zumal doch, wie Oncken in der zitierten Schrift sagt, eine bemerkenswerte Handreichung bei der Geburt der nationalökonomischen Wissenschaft von Bern ausgegangen war, wo sich damals ein nationalökonomischer Herd befand, von welchem manch' ein Lichtstrahl ansgegangen sei, der geleuchtet habe durch ganz Europa.

VII. Kapitel.

Zusammenfassender Rückblick. XVIII. Jahrhundert.

Beim Uebergang zum XIX. Jahrhundert wollen wir zunächst noch einen kurzen Rückblick auf die wirtschaftliche Entwicklung des XVIII. Jahrhunderts werfen, in der Absicht, auch in den folgenden Abschnitten die auf Landwirtschaft, Industrie und Gewerbe, Handel und Verkehr bezüglichen Wahrnehmungen jeweilen in möglichster Kürze zu resümieren. Das XIX. Jahrhundert wird ohnehin so viel Stoff bieten, dass es unmöglich erscheint, denselben im Rahmen dieser Arbeit erschöpfend zu behandeln, weshalb für dasselbe ein mehr generalisierendes Verfahren, unter möglichster Berücksichtigung der Ergebnisse der Wirtschaftsstatistik, eingeschlagen werden muss. Dagegen soll den mit der Güterverteilung im unmittelbaren Zusammenhang stehenden Materien in dem hierauf bezüglichen letzten Abschnitt eine eingehendere Behandlung zuteil werden.

Bereits im Laufe des XVIII. Jahrhunderts hatte die Landwirtschaft bedeutende Veränderungen und Umgestaltungen, wie die Abschaffung des Zelg- oder Flurzwangs, der Dreifelderwirtschaft und der Brache, die Einschränkung des Weidgangs und die Verteilung der Allmenden, die Einführung des Kleebaues und der Stallfütterung, sowie des Kartoffelanbaues erfahren. Ebenso war die Aufhebung der Ueberreste des Feudalsystems, durch Uebergang der Erblehen in das private Eigentum der Bauern, bereits angebahnt. Der Futterbau und damit auch die Viehhaltung und Viehzucht, sowie die Milchproduktion wurden vermehrt. Allerdings brachte der Rückgang des Getreidebaues eine Verminderung der Arbeitsgelegenheit und eine Schmälerung des Verdienstes des ländlichen Arbeitspersonals, wie auch gewisse Nachteile oder Gefahren für die Kleinbauern mit sich; allein diese Aenderung im landwirtschaftlichen Betrieb erfolgte nicht so plötzlich und allgemein und zudem suchte

man diesem Rückgang immerfort entgegenzuwirken und den Getreidebau von Staats wegen zu befördern. Die wirtschaftliche Krisis des XVII. Jahrhunderts war vollständig überwunden, Teuerung seltener geworden und der bernische Bauernstand hatte sich wirtschaftlich erholt. Die Landwirtschaft erfreute sich einer gedeihlichen Entwicklung; obrigkeitliche und gemeinnützige Kreise wetteiferten um ihre Hebung und Förderung; sie bildete den Mittelpunkt des staatlichen und öffentlichen Interesses. Allerdings war der Kanton Bern damals noch mehr als heute ein agrikoler Staat und die eifrige Fürsorge für den Landbau lässt sich auch aus persönlichen Interessen und Beziehungen zur Bauersame leicht erklären; dennoch bleibt dem damaligen aristokratischen Regiment das Verdienst, sein bestes zum Gedeihen der Landwirtschaft getan zu haben. Nicht nur nahm das Volksvermögen beträchtlich zu, sondern es gestaltete sich auch die Besitzverhältnisse zusehends günstiger. Nirgends wurde im Kanton Bern der Bauer durch den Lehensherrn von der Scholle verdrängt, die er bearbeitete. War sie auch noch nicht sein vollständiges Eigentum, so wurde sie doch dasjenige seiner Nachkommen, welche im XIX. Jahrhundert die Feudallasten zu sehr günstigen Bedingungen ablösen konnten. Mit dem vermehrten Ertrag der Güter nahm auch der Wohlstand der Bauern erheblich zu.*)

Auch die Waldwirtschaft war im XVIII. Jahrhundert mit Bezug auf forstwirtschaftliche Massnahmen bereits in eine Periode günstiger Entwicklung getreten, indem schon bald im Anfang des Jahrhunderts eine besondere staatliche Forstbehörde, die sogenannte Holzkammer eingesetzt wurde. In ungünstigem Zustand befand sich dagegen das Handwerk sowie das Gewerbe und die Industrie, besonders in den Städten, indem trotz Zunft- und Handwerksordnungen, trotz Einsetzung eines Kommerzienrats und sonstiger Massnahmen und Bemühungen der Obrigkeit zur Hebung von Handwerk und Industrie, der Gewerbsfleiss und der Wohlstand der Bürgerschaft, sowie auch der numerische Bestand derselben im Rückgang begriffen war. Besser stund es mit dem Gewerbsfleiss auf dem Lande, besonders wo gewisse Gewerbszweige, wie z. B. die Leinwandindustrie im Emmenthal und Oberaargau, blühten und lohnenden Verdienst gaben. Verschiedene Gewerbe, wie z. B. die Hutmacherei, die Gerberei und die Tuchfabrikation wurden entweder von der ökonomischen Gesellschaft oder der Regierung aufgemuntert und privilegiert. Handel und Verkehr endlich nahmen einen besseren Aufschwung als die Gewerbe, besonders was den Absatz landwirtschaftlicher Produkte auf den Märkten anbetrifft, obschon die obrigkeitliche Bevormundung immer noch ein Hindernis bildete.

*) Studien über die bernische Landwirtschaft im XVIII. Jahrhundert von Dr. K. Geiser.

heinheiten. Also wäre der Viehstand
r Bevölkerung mit einer Rückwärts-
Tiefstand erreichte, nach Schluss des
mselben Stand angelangt, wie zu An-
1819—1847 war die Bevölkerungsver-
stark wie die Vermehrung des Vieh-
g 32,8%, letztere 9,9%; von 1847 bis
r Viehstand beinahe doppelt so stark
mit 54,8%. letztere mit 31,2%. Im
1 beträgt dte Vermehrung der Vieh-
evölkerung dagegen 74,2%. In der
ie Zunahme der Vieheinheiten 48.189
lkerung im Zeitraum von 1888 bis
hm. Das Verhältnis zwischen Vieh-
wie gesagt, annähernd gleich ge-

heinheiten repräsentierende Vieh-
tiv im Vergleich zu den übrigen
n Rang ein; auf 100 Einwohner
on 96,8, Freiburg 92,9. Appenzell
n 90,9, Wallis 81, Uri 72,5, Nid-
heiten. Ausser Mecklenburg und
tiv von allen andern europäischen
and auf. Die Zahl der Viehbe-
gsperioden seit 1866 um ca. 2400
dann wieder um 1632 auf 58,196

von 28,929 i. J. 1827 auf 51,183
is, dass auch die Bienenzucht
gsurrogaten immerhin eine er-
n letzten Viehzählungsperioden
er kleineren Viehbesitzer, d. h.
konstatiert, während die Be-
k in Zunahme begriffen waren;
iehstandes mehr dem grösseren
tand des Kantons Bern darf
ch qualitativ gewürdigt wer-
besonders die Simmentaler
ren Weltruf immer noch ge-
lbst hauptsächlich durch die
auf Initiative des
ehzuchtgenossen-

ammen werden
mme sich
ist der

bereits auf 140 und nach Ermittlungen des Herrn Major
Wangen im Jahre 1861 mochte die Zahl derselben in dies
punkt bereits auf 400 angestiegen sein. 1870 belief sich
auf ca. 550, im Jahre 1883 auf 626 und im Jahre 1894
Pro 1847 betrug die Gesamtproduktion der Tal- oder Dorfk
28,252 Meterzentner, pro 1894: 117,715$_{m}$ Meterzentner; di
Käsereien gelieferte Milch repräsentiert pro 1883 ein Quan
1,433,016$_{m}$ Hektoliter, pro 1894 dagegen 1,597,685$_{1}$ Hektol
einen Geldwert von Fr. 18,126,349 (pro 1883) und Fr. 1
pro 1894). Wie aus diesen letztern Ziffern hervorgeht, tr
in den 1880er Jahren in der Ausdehnung des Milchwir
betriebes ein Stillstand ein, dessen Ursachen hauptsächlic
ausländischen Konkurrenz und der Ueberproduktion lage
den Milchwirtschaftsstatistiken pro 1883 und 1894 gelangte
bis 112,000 Meterzentner Käse bernischen Fabrikats im Wert
16 Millionen Fr. in den Handel überhaupt, also nicht allein ins

In den letzten 10 oder 15 Jahren kam eine neue
Milchverwertung auf, nämlich die Kondensation oder Ster
welche es ermöglichte, die Milch in die entferntesten Gege
versenden und zugleich der Ueberproduktion an Käse ab
Im Gebiete der milchwirtschaftlichen Bestrebungen erw
besonders Herr Schatzmann, gewesener Pfarrer, grosse Ver
derselbe gründete bereits im Jahre 1872 unter den Auspi
schweizerischen alpwirtschaftlichen Vereins eine Milchw
station in Lausanne — das erste derartige Institut in der
in welchem die Praxis und Theorie durch Nutzbarmach
Mechanik und Technik, der Physik und Chemie sich di
reichten. Wandervorträge, Fachkurse und literarische
dienten den fortschrittlichen Bestrebungen im Gebiete de

welche die neuesten Errungenschaften der Wissenschaft und Technik dem Fortschritt in der Praxis der Land- und Milchwirtschaft dienstbar gemacht werden. Im Gebiete der milchwirtschaftlichen Praxis führte die Entwicklung (1896) zur Gründung eines bernischen Käsereiverbandes, welcher die Interessen der Käsefabrikation zu wahren bestrebt ist und der mit Hülfe von einem Dutzend Inspektoren nicht nur die Fabrikation inspizieren, sondern auch Stallinspektionen vornehmen lässt.

Mit dem Aufschwung der Milchwirtschaft stund infolge des vermehrten Futterbaues und rationellerer Wiesendüngung eine beträchtliche Vermehrung des Viehstandes im Zusammenhang. Zum Beweis, dass der Viehhaltung bereits in den ersten Jahrzehnten des XIX. Jahrhunderts von Staats wegen gebührende Aufmerksamkeit geschenkt wurde, dient die Tatsache, dass damals im Kanton Bern auf Veranlassung der Landesökonomiekommission wenigstens alle zwei oder drei Jahre eine Viehzählung angeordnet wurde, während bis zur Einführung der fünfjährigen Viehzählungsperioden im eidgenössischen Landwirtschaftsgesetz von 1894 höchstens jeweilen alle zehn Jahre kantonale oder eidgenössische Viehzählungen stattfanden. Die Bewegung des Viehstandes lässt sich nun im XIX. Jahrhundert an Hand der Ergebnisse der Viehzählungen genau verfolgen.*)

Die Bewegung des Viehstandes seit 1808 im Kanton Bern nach den Hauptergebnissen der 17 bisherigen Viehzählungen ist folgende:

Zeitpunkt	Pferde inklusive Maultiere und Esel	Rindvieh		Schweine	Schafe	Ziegen
		im ganzen	Kühe allein			
1808 März	19,111	116,396	68,963	54,325	95,004	37,803
1810 „	18,254	112,082	67,984	40,938	103,274	32,623
1812 „	18,541	120,922	73,458	56,253	118,092	41,821
1815 „	18,634	115,793	71,619	38,080	89,046	31,538
Nach Vereinigung des Jura mit dem alten Kanton:						
1819 März	27,719	158,387	87,288	55,215	107,385	55,873
1822 „	28,264	150,364	84,008	50,416	146,025	50,294
1825 „	31,441	161,754	88,541	50,946	136,672	47,649
1827 „	33,138	152,731	88,788	68,863	125,152	49,780
1830 „	34,872	166,431	91,988	61,271	130.197	55,110
1843 „	31,976	161,621	93,123	76,651	126,372	66,509
1847 „	31,015	177,296	118,483	48,846	105,759	63,846
1859 April 21.	25,856	183,841	107,215	79,451	104,899	82,012
1866 „	29,314	195,327	111,657	61,790	104,657	76,343
1876 „	28,718	216,702	127,109	76,088	78,889	83,220
1886 „	29,293	258,153	142,799	97,295	74,562	88,703
1896 April 20.	30,495	276,409	147,110	136,164	49,590	85,056
1901 April 19.	34,660	293,862	160,735	137,777	34,423	68,553

*) Vergleiche die in Lieferung I, Jahrgang 1902 der Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus, sowie die im I. Band, Liefg. 132 der schweiz. Statistik 1903 veröffentlichten Viehzählungsergebnisse.

Zu- oder Abnahme des Viehstandes:

von:	Pferde inklusive Maultiere und Esel	Rindvieh		Schweine	Schafe	Ziegen
		im ganzen	Kühe allein			
	a) im ganzen.					
1819—1847	3,296	18,909	31,295	— 6,369	— 1,620	7,973
1847—1901	3,645	116,566	42,252	88,931	— 71,336	4,707
1819—1901	6,941	135,475	73,447	82,562	— 72,962	12,680
	b) per Jahr.					
1819—1847	118	674	1,118	— 227	— 58	285
1847—1901	68	2,159	782	1,647	— 1,321	87
1819—1901	85	1,652	896	1,007	— 890	155

Vermehrung des Viehstandes nach der Bevölkerung:

von:	Im ganzen:				Wertvermehrung d. Viehstandes	
	Vieheinheiten	%	Bevölkerung	%	Wert pro	Fr.
1819—1847	22,762	9,9	111,008	32,8	1886	96,516,205
1847—1901	137,524	54,8	140,088	31,2	1896	125,716,950
1819—1901	160,286	70,9	251,096	74,2	1901	131,378,084

Absolut haben sämtliche Viehgattungen mehr oder weniger erheblich zugenommen, mit Ausnahme der Schafe. In der Zeit von 1808—1815 zeigt sich zwar offenbar infolge der napoleonischen Kriege und des Durchzugs fremder Heere (der Alliirten) durch die Schweiz ein allgemeiner Rückgang des Viehbestandes, von 1819—1901 dagegen erfolgte eine nahezu konstante Zunahme desselben, nämlich der Pferde um 25 %, des Rindviehs um 85,7 %, der Kühe allein um 84,2 %, der Schweine um 149,5 % und der Ziegen um 22,7 %, während die Schafe um 68 % sich vermindert haben. Freilich wiesen während verschiedenen Viehzählungsperioden auch einige andere Kategorien Verminderungen auf, so z. B. die Pferde, welchen das Dampfross Konkurrenz machte, von 1830—1876 um 17,7 %, Jungvieh, Aufzuchtkälber, Stiere und Ochsen zusammen pro 1896—1901 um 12,5 % und Ziegen pro 1886—1901 um 22,7 %. Fasst man die nach einem bestimmten Reduktionsfaktor berechnete Zahl der Vieheinheiten in's Auge, so ergibt sich eine absolute Vermehrung derselben, also des Gesamtviehstandes, von 9,9 % pro 1819—1847, von 54,8 % pro 1847—1901 und von 70 % pro 1819—1901; es erhellt daraus, dass die hauptsächlichste Vermehrung des Viehbestandes auf die zweite Hälfte des XIX. Jahrhunderts fällt.

In den Anfangsperioden der Viehzählungen kamen auf 1 km² Kulturland ca. 33 Vieheinheiten, pro 1901 dagegen 57,1 Vieheinheiten; dagegen ändert sich die Sachlage, wenn die Bewegung des Viehstandes im Verhältnis zur Bevölkerung in Betracht gezogen wird. Auf 100 Einwohner kamen im Jahr 1808 71,1, i. J. 1810 66,3, i. J. 1819 67,7, i. J. 1847 56,1, i. J. 1859 56,2, i. J. 1866 55,3, i. J. 1[illegible]

67,9 und i. J. 1901 66,1 Vieheinheiten. Also wäre der Viehstand relativ, d. h. im Verhältnis zur Bevölkerung mit einer Rückwärtsbewegung, die um 1866 den Tiefstand erreichte, nach Schluss des Jahrhunderts ungefähr auf demselben Stand angelangt, wie zu Anfang des Jahrhunderts. Von 1819—1847 war die Bevölkerungsvermehrung mehr als drei Mal so stark wie die Vermehrung des Viehstandes, nämlich erstere betrug 32,8 %, letztere 9,9 %; von 1847 bis 1901 dagegen vermehrte sich der Viehstand beinahe doppelt so stark als die Bevölkerung, ersterer mit 54,8 %, letztere mit 31,2 %. Im ganzen Zeitraum von 1819—1901 beträgt dte Vermehrung der Vieheinheiten 70 %, diejenige der Bevölkerung dagegen 74,2 %. In der Periode von 1886—1901 betrug die Zunahme der Vieheinheiten 48.189 oder 14,1 %, während die Bevölkerung im Zeitraum von 1888 bis 1900 um 52,754 oder 9,8 % zunahm. Das Verhältnis zwischen Viehstand und Bevölkerung ist sich, wie gesagt, annähernd gleich geblieben.

Der im ganzen 389,451 Vieheinheiten repräsentierende Viehstand des Kts. Bern nimmt relativ im Vergleich zu den übrigen Kantonen der Schweiz den 10ten Rang ein; auf 100 Einwohner weisen nämlich auf: Graubünden 96,8, Freiburg 92,9. Appenzell I.-Rh. 92,2, Obwalden 91,1, Luzern 90,9, Wallis 81, Uri 72,5, Nidwalden 72,3, Schwyz 68,8 Vieheinheiten. Ausser Mecklenburg und Bayern besitzt der Kanton Bern relativ von allen andern europäischen Staaten den bedeutendsten Viehstand auf. Die Zahl der Viehbesitzer ist in den letzten Viehzählungsperioden seit 1866 um ca. 2400 auf 59,828 (pro 1876) hinauf und dann wieder um 1632 auf 58,196 i. J. 1901 zurückgegangen.

Die Zahl der Bienenstöcke ist von 28,929 i. J. 1827 auf 51,183 i. J. 1901 angestiegen — ein Beweis, dass auch die Bienenzucht trotz künstlichem Zucker und Honigsurrogaten immerhin eine erfreuliche Entwicklung nahm. In den letzten Viehzählungsperioden wurde eine rückläufige Bewegung der kleineren Viehbesitzer, d. h. derjenigen mit 1—4 Stück Rindvieh, konstatiert, während die Besitzer von 5—10, 11—20 und mehr Stück in Zunahme begriffen waren; demnach wäre die Vermehrung des Viehstandes mehr dem grösseren Besitz zugute gekommen. Der Viehstand des Kantons Bern darf aber nicht nur numerisch, sondern auch qualitativ gewürdigt werden; in letzterer Hinsicht fällt ganz besonders die Simmentaler Fleckviehrasse in Betracht, welche ihren Weltruf immer noch geniesst und deren Zucht im Kanton selbst hauptsächlich durch die staatlichen Viehprämierungen, sowie durch die auf Initiative des Hrn. Oberst Jean von Wattenwyl gegründeten Viehzuchtgenossenschaften Förderung und Verbreitung erfahren hat.

An Viehprämien für Gross- und Kleinvieh zusammen werden Jahr für Jahr Fr. 250,000 ausgegeben, in welche Summe sich der Kanton und Bund ungefähr zur Hälfte teilen; freilich ist der oft er-

hobene Vorwurf, dass diese Prämien vorzugsweise den grössern Viehbesitzern zukommen, nicht ganz ungerechtfertigt, indem die kleinen Besitzer weniger gut in der Lage sind, auf richtige Zucht zu halten, als die grössern. Immerhin ist nicht zu verkennen, dass diese Viehprämierungen einen mächtigen Ansporn zur Verbesserung und Erhaltung der Viehschläge nach den geltenden Zuchtrichtungen bildeten, ja dass auch die Qualität und der Wert des Viehstandes dadurch wesentlich erhöht wurden. Erst die anlässlich der Viehzählung von 1886 vorgenommene Berechnung des Gesamtwerts des bernischen Viehstandes ergab Fr. 73 Millionen und pro 1901 stellt derselbe die respektable Summe von Fr. 131 Millionen dar. Dabei wurde u. a. per Stück Rindvieh ein Durchschnittswert von Fr. 330 berechnet und doch werden an den Viehmärkten in Erlenbach nicht selten Preise erzielt, die sich in die Tausende von Franken belaufen. Ausser den gewöhnlichen Viehmärkten und den ausserordentlichen Zuchtviehmärkten, welche alljährlich von den Viehzuchtgenossenschaftsverbänden veranstaltet werden, dienen auch die kantonalen, eidgenössischen und internationalen Viehausstellungen dem Export an Nutzvieh; allerdings steht diesem Export ein sehr beträchtlicher Import an Schlachtvieh, Schweine, Schafe und Ziegen, Fleisch, totes und lebendes Geflügel, Wildpret, Fette etc. gegenüber.*) Abgesehen von der ungünstigen Handelsbilanz im landwirtschaftlichen Warenverkehr sind mit diesem Handel, speziell mit dem Schlachtviehimport auch Anstände und Gefahren wegen Viehseucheneinschleppung verbunden, so dass oft energische sanitätspolizeiliche Massnahmen nötig werden.

Gegen das epidemische Auftreten gewisser Viehkrankheiten, wie Milz- und Rauschbrand auf den Alpen, wurden schon seit mehr als zwei Jahrzehnten Impfungen vorgenommen, deren Erfolg von Hrn. Prof. Hess statistisch nachgewiesen wurde. Um den betroffenen Viehbesitzern bei Notschlachtungen den Schaden tragen zu helfen, wurde bereits im Jahre 1804 eine staatliche Viehentschädigungskasse gegründet, deren Leistungen bis zum Jahr 1880 jedoch sehr

---

*) Für die ganze Schweiz stellt sich der landwirtschaftliche Warenverkehr pro 1903 nach Sammelpositionen wie folgt:

	Einfuhr Fr.	Ausfuhr Fr.	— Mehreinfuhr + Mehrausfuhr Fr.
I. Vieh	62,685,822	13,193,844	— 49,491,978
II. Fleisch und Fett	14,669,173	2,458,263	— 12,210,910
III. Milchprodukte (Käse und kondensierte Milch)	13,208,220	73,321,054	+ 60,112,834
IV. Wildpret und Geflügel	21,039,689	205,877	— 20,833,812
V. Obst und Wein	38,975,720	4,669,717	— 34,306,003
VI. Mehlfrüchte u. Futtermittel	128,521,846	2,536,628	— 125,985,218
VII. Sämereien, Düngstoffe und Maschinen	8,435,262	526,745	— 7,908,517
Im Ganzen	287,535,732	96,912,128	— 190,623,604

minime waren. Eine viel wirksamere Art wirtschaftlicher Fürsorge für den Landwirt werden die örtlichen Viehversicherungskassen bilden, welche vom Bunde subventioniert werden und vom Kanton erst kürzlich durch Gesetz vom 17. Mai 1903 fakultativ eingeführt wurden. Zu erwähnen ist noch die im Jahr 1806 gegründete Tierarztneischule, welche seit 1. Mai 1900 eine Abteilung der Universität bildet.

Ein nicht unwichtiger Bestandteil der bernischen Landwirtschaft bildet die Alpenwirtschaft; in derselben liegt der Schwerpunkt für die Konkurrenzfähigkeit der bernischen Viehzucht, da die Gelegenheit zu freier Bewegung, zur Stärkung und Bildung eines widerstandsfähigen, formvollendeten Körpers, verbunden mit dem regenerierenden Einfluss der frischen, kraftspendenden Alpenluft, sowie den würzigen Alpenkräutern beim Alpvieh stetsfort zur Geltung kommen. In der Entwicklung der Alpwirtschaft während den letzten 150 Jahren scheint zwar, nach den Berichten und Schilderungen mehrerer alpwirtschaftlicher Schriftsteller zu schliessen, ein Rückgang eingetreten zu sein, gegen welchen indess schon seit mehr als 100 Jahren eifrig angekämpft wurde; dieser Rückgang mag auch in einigen alpstatistischen Nachweisen aus früherer Zeit etwelche Bestätigung gefunden haben, wonach z. B. die Alpen im Oberhasli vor 100—150 Jahren einen grössern Besatz gestatteten, als heute; indessen sind die betreffenden älteren Nachweise zu wenig zuverlässig, um sichere Vergleiche und Schlüsse daraus zu ziehen. Die statistischen Angaben von Manuel vom Jahre 1823, sowie diejenigen der letzten Alpstatistik von 1891—1902 stellen für Oberhasle eine kleine und für Frutigen und Saanen sogar eine bedeutende Vermehrung der Anzahl Kuhrechte, bezw. des Besatzes dar, während in den Bezirken Interlaken, Ober- und Niedersimmental, wie auch im Emmental eine Verminderung zu konstatieren ist — vorbehalten immerhin, dass die Aufnahme Manuels zuverlässig gewesen sei. Für den Gesamtkanton lässt sich an Hand der Statistik kein Vergleich mit früheren Zeiten anstellen, da die schweiz. Alpwirtschaftsstatistik von 1864 bekanntlich unvollständig war, indem sie kaum die Hälfte der Alpen, d. h. vorwiegend nur Hauptalpen umfasste und diejenige von Manuel die jurassischen Alpen ausser Acht liess. Ueberdies steht den bezüglichen Vergleichen die beinahe unmögliche und daher ungleichmässige Grenzscheidung zwischen Alpen und Weiden störend im Wege.

Wenn wirklich eine Verschlechterung der bernischen Alpen eingetreten war, so könnte dieselbe von zwei Hauptursachen herrühren, nämlich von rauher gewordenem Klima, Verwitterung und zerstörenden Niederschlägen und von vernachlässigter Pflege, von Raubwirtschaft und nachteiliger Forstwirtschaft; an der ersten Hauptursache wäre die Natur, an der letztern dagegen der Mensch schuld. Die Benachteiligung durch die Forstwirtschaft kann sich

sowohl durch Abholzungen als durch Aufforstungen fühlbar machen, nämlich ersternfalls durch Verwilderung des Klimas, andernfalls dagegen lediglich durch eventuelle Verminderung des Alpenareals. Es ist freilich ganz wohl denkbar, dass eine Verschlechterung der Alpen und Vernachlässigung deren Kultur aus obigen Ursachen erfolgt ist; denn es ist auch gar nicht ausgeschlossen, dass auf vielen Alpen durch fortwährenden Uebersatz, der in Raubbau ausartete, die Ertragsfähigkeit zurückgegangen wäre, besonders da bei dem alten Schlendrian vor Zeiten von einer rationellen Düngung der Alpen noch keine Spur vorhanden war. Ausserdem mag auch der wirtschaftliche Fortschritt auf andern Gebieten der menschlichen Erwerbstätigkeit für die Alpenwirtschaft von gewissem Nachteil gewesen sein, indem auch die alpwirtschafttreibende Bevölkerung sich mehr und mehr andern, lukrativern Erwerbszweigen zuwandten oder sogar auswanderten.

Alle diese Umstände scheinen gemeinnützig denkende Männer s. Z. veranlasst zu haben, dem drohenden Niedergange der Alpwirtschaft entgegenzuarbeiten und für die Förderung derselben zu wirken. Bereits in der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts erschienen einige Schriften, welche die Verhältnisse der Alpenwirtschaft und deren Verbesserung zum Gegenstande hatten, so namentlich diejenigen von Pfr. Sprüngli und Pfr. Dick; letztere befindet sich unter den preisgekrönten Abhandlungen der ökonomischen Gesellschaft. In Höpfner's Magazin für Naturkunde (1788) und Steinmüller's „Alpina" erschienen verschiedene Beschreibungen von Alpen und ganz besonders ausführliche Schilderungen und Darstellungen gab Hr. Oberförster Kasthofer in seinen Werken über Alpenreisen (1816—25); derselbe liess sich die Verbesserung der Alpenwirtschaft neben der Waldwirtschaft ausserordentlich angelegen sein und war übrigens auch der erste, welcher eingehendere alpstatistische Nachweise beibrachte und zu verwerten suchte. Eine umfassende, d. h. auf das ganze alte Kantonsgebiet (ohne Jura) bezügliche Alpen-Enquête, wurde alsdann von Manuel, gew. Oberlehenskommissär i. J. 1822/23 unternommen. Derselbe war als warmer Freund und einsichtiger Kenner der Land- und Alpenwirtschaft, ein eifriges Mitglied der ökonomischen Gesellschaft und suchte durch belehrende Schriften und Abhandlungen die Alpwirtschaft zu heben und zu fördern. Die aus seinem Nachlass auf der Bibliothek der ökonomischen Gesellschaft in mehreren grössern und kleinern Manuskript-Bänden aufbewahrte Schriftensammlung legt Zeugnis ab von dem erstaunlichen Sammelfleiss, sowie von der vielseitigen Sachkenntnis desselben.

Diese erste Alpen-Enquête von 1823 beschränkte sich nicht blos auf die Erstellung eines vollständigen Namensverzeichnisses der einzelnen Alpen, samt Zahl der Kuhrechte, sondern es wurden ausserdem noch 12 Fragen gestellt, die für jede einzelne Alp zu

beantworten waren; wegen unvollständiger und verschiedener Beantwortung musste indes eine Detailverarbeitung unterbleiben. — Ausser den beiden um die Anfänge der Alpstatistik und die Förderung der Alpwirtschaft verdienten Männer Kasthofer und Manuel hatte sich in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts auch noch der gewesene Zoll- und Ohmgeldverwalter Durheim mit alpstatistischen Aufnahmen befasst; derselbe erstellte u. a. auf Anfang der 1840er Jahre ein vollständiges Verzeichnis der bernischen Alpen mit ihren Vorweiden, nebst Angabe der Anzahl Kuhrechte und der Entfernung von der Kirchgemeinde und vom Amtssitz; ebenso veröffentlichte der gewesene tessinische Staatsrat und nachmalige Bundesrat Franscini im Jahre 1847 im I. Band seiner „Statistik der Schweiz" alpstatistische, bezw. Flächen-Angaben von 12 Kantonen. — Um die Förderung der Alpwirtschaft und deren Verbesserung machte sich in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts Hr. Schatzmann, gew. Pfarrer und späterer Direktor der Milchversuchsstation in Lausanne in hervorragendster Weise verdient; derselbe verfasste eine Reihe vorzüglicher Abhandlungen über Alpenwirtschaft und gründete im Jahre 1863 mit andern Gesinnungsgenossen den schweiz. alpwirtschaftlichen Verein, welcher unter seiner langjährigen Leitung eine ausserordentlich rege und fruchtbringende Tätigkeit entwickelte.

Auf Veranlassung Schatzmanns und des alpwirtschaftlichen Vereins wurde 1864 eine umfassende schweiz. Alpwirtschaftsstatistik vom eidgen. Departement des Innern (Bundesrat Schenk) angeordnet und hernach im eidg. statistischen Bureau bearbeitet; allein dieselbe erschien 1868 leider unvollständig im Drucke, weil bei der Aufnahme viele Alpen übergangen worden waren. Seit der Gründung des schweiz. alpwirtschaftlichen Vereins, fand die fachmännische und wissenschaftliche Aufklärung im Gebiete der Alpwirtschaft mehr und mehr Verbreitung; an der Beseitigung von Uebelständen und der Hebung der Alpenkultur wurde (durch Vornahme von Alpinspektionen und Abhaltung von Wandervorträgen) eifrig gearbeitet. Ausser Schatzmann taten sich u. a. die HH. Dr. Schild,*) Kulturtechniker Rödiger und Prof. Anderegg hervor; letzterer entwickelte eine besonders fruchtbare, literarische Tätigkeit. Im Jahre 1889 wurde der schweiz. alpwirtschaftl. Verein reorganisiert; an dessen Spitze trat ein bewährter Praktiker und Förderer der Alpwirtschaft, Herr Nationalrat Rebmann in Erlenbach (Simmental) und das Sekretariat übernahm Hr. Prof. Strüby in Solothurn; letzterem liegt auch die Redaktion der alpwirtschaftlichen Monatsblätter ob. Durch Einführung von Alpwanderkursen suchte man den Bestrebungen des Vereins mehr praktischen Erfolg zu verschaffen, indem dadurch ein näherer Kontakt mit den Aelplern erzielt und die bestehenden Uebelstände an Ort und Stelle wahrgenommen, bezw. beseitigt werden konnten.

*) Dr. *Schild* war um die Alpendüngung auf's eifrigste bemüht; vgl. dessen Schrift: «Der Mist in den Alpen», 1866.

Eines der ersten Vorkehren des neu organisierten Vereins bestund in der Anbahnung einer neuen schweizerischen Alpstatistik samt Enquête, mit welcher bereits im Jahre 1891 begonnen und zu deren successiven Durchführung besondere Instruktionskurse für die mit der Berichterstattung betrauten Alpinspektoren abgehalten wurden. Das Berichtformular enthielt 50 Fragen und 76 Unterscheidungen. Die Bearbeitung und Veröffentlichung erfolgte kantonsweise, ohne direkte Mitwirkung der Bundesbehörden; bereits liegen die Ergebnisse für die Mehrzahl der Kantone vor. Das für den Kanton Bern vom Sekretariat des schweizerischen alpwirtschaftlichen Vereins in der Zeit von 1891 bis 1902 gesammelte Material wurde vom kantonalen statistischen Bureau bearbeitet und auf Anfang 1903 in einem Oktav-Bande von ca. 300 Seiten veröffentlicht. Nach dieser neuen Statistik besitzt der Kanton Bern 2430 Alpen mit einer Gesamtfläche von 169,769 Hektar oder 66 Hekt. per Alp (bei der Alpstatistik von 1864 wurden nur 805 Alpen im Kanton Bern ermittelt). Die produktive Weidefläche allein beträgt 121,604 Hekt. oder 50 Hekt. per Alp; ausserdem sind 21,010 Hekt. Wald, 3827 Hekt. Ried und 16,840 Hekt. unproduktiv; ferner ergab die Statistik noch 1189 Weiden mit 8075 Hektar, so dass das gesamte produktive Alpen- und Weidenareal 129,679 Hektar ausmachen würde. Die Zahl der Stösse oder Kuhrechte nach normalem Besatz beläuft sich auf 95,478 oder 39 per Alp (in der Statistik von 1864 wurden nur 46,496 Kuhrechte nachgewiesen). Die durchschnittliche Weidezeit per Sommer beträgt 99 Tage. Im ganzen ergibt die Berechnung 9,486,935 Stosstage oder 78 per Hektar produktive Weidefläche. Reduziert man die Weidezeit auf 90 Stosstage, so ergibt sich eine Normalzahl von 105,410 Stössen. Der wirkliche Besatz beläuft sich aber bloss auf 80,369 Stösse, wovon 6,385 auf Kleinvieh fallen.

Der Grossteil der eigentlichen Alpen liegt in der Höhe von 1200 bis 1800 Meter; darüber hinaus erscheint nur das Oberland noch mit 184 Alpen, nämlich von 1801 bis 1950 Meter: 115, von 1951 bis 2100: 51, von 2100 bis 2250: 15 und über 2250: 3 Alpen. Den Eigentumsverhältnissen nach sind 1719 Alpen mit 58,635 Hektar in den Händen von Privaten, 345 mit 66,640 gehören Genossenschaften, 80 mit 13,381 Hektar Gemeinden und Ortschaften, 273 mit 29,520 Hektar öffentlichen Korporationen, 11 mit 1506 Hektar dem Staate und 2 mit 87 Hektaren unbestimmt. Das Alppersonal zählte 6352 Köpfe. Der Milchertrag auf den Alpen und Vorweiden beziffert sich von 32,586 Kühen im ganzen auf 302,875 Hektoliter mit einem Geldwert von Fr. 5,178,268 oder Fr. 159 per Kuh; die Milchprodukte an Käse, Butter etc. dagegen repräsentieren einen Geldwert von Fr. 1,898,564. Der Kapitalwert des produktiven Alpen- und Weidegebiets beläuft sich auf 50,7 Millionen Franken und derjenige des gesamten Alpen- und Weidegebiets auf 75,9 Millionen Franken. Der im einzelnen vermutlich vielfach zu niedrig veran-

schlagte Netto-Ertrag bezifferte sich auf Fr. 2,418,507 oder Fr. 25 per Normalstoss. Um nun noch kurz auf die Tätigkeit der Staatsbehörden Bezug zu nehmen, sei bemerkt, dass sowohl der Kanton als der Bund die Alpwirtschaft von früher her zu fördern bestrebt waren. Bereits im Jahre 1751 erliess die bernische Regierung ein Reglement über die Bergfahrt und die Rindviehpolizei, welches in den Jahren 1772 und 1783 abgeändert und erneuert wurde. Auf Verlangen des Sanitätsrates wurde im Jahre 1780 unter anderem ein Etat der Berge erstellt, welcher noch heute im Staatsarchiv aufbewahrt ist. Im Jahre 1854 erliess der Grosse Rat ein Gesetz und die Regierung eine Verordnung über die Errichtung von Alpseybüchern (oder Kataster), welche in die Eigentums- und Rechtsverhältnisse der Alpbesitzer und -Berechtigten eine gewisse Ordnung bringen sollten. Endlich wurden staatliche Subventionen für Alpverbesserungen eingeführt, deren Kosten vom Bund und Kanton gemeinsam getragen werden. Der Kanton Bern besitzt übrigens seit 1898 auch das Institut eines Kulturtechnikers, welcher speziell die Prüfung und Ueberwachung der mit staatlicher Unterstützung durchzuführenden Alpverbesserungen zu besorgen hat. Die Alpwirtschaft ist überhaupt, was die Viehhaltung, die Milchwirtschaft und die Bodenkultur anbetrifft, der nämlichen Errungenschaften teilhaftig geworden, welche der Landwirtschaft im XIX. Jahrhundert zugute kamen. Ebenso verhält es sich mit der Erstellung von Eisenbahnen, insbesondere der Berg- und Talbahnen. Es steht also zu erwarten, dass auch die Alpenwirtschaft aus den Fortschritten der Kultur Nutzen ziehe und des Segens derselben teilhaftig werde, je mehr das Alpengebiet in den Bereich des modernen Verkehrs gerückt wird.

Die Entwicklung der bernischen Landwirtschaft im XIX. Jahrhundert brachte eine Reihe Veränderungen und Fortschritte in der Betriebsweise, speziell im Acker- und Wiesenbau mit sich; dieselben kennzeichneten sich namentlich in einer weit rationelleren Bodenbewirtschaftung gegen früher. Die Anwendung zweckmässigerer Feldsysteme erfolgte immer weniger nach empirischer, althergebrachter Schablone, sondern mit Wissen und Ueberlegung. Unzweifelhaft nahm der intensive Betrieb gegenüber dem extensiven bedeutend überhand, denn mit der Zunahme der Bevölkerung und der Erstellung von Eisenbahnen erhöhte sich der Bedarf nach landwirtschaftlichen Produkten und verbesserte sich die Marktlage. Freilich kommen für die Anwendung des einen oder andern Systems noch verschiedene Umstände in Frage, so z. B. die Bodengestalt und -Lage, die klimatischen Verhältnisse etc. und nach H. von Thunen hätte die intensive Kultur unbedingt hohe Produktenpreise zur Voraussetzung.*) Die Wahl der Betriebsform hängt also von den Fruchtbarkeitsverhältnissen, der Marktlage, den Produktionskosten

*) *H. von Thünen:* «Der isolierte Staat».

sprechender, absolut zunehmender Wert-Reinertrag ergeb

Das Dreifeldersystem (Winterfrucht, Sommerfrucht un
welches schon durch die Römer nördlich den Alpen be
worden und durch Karl den Grossen auf sämtlichen St
eingeführt wurde, war bis gegen Ablauf des XVIII. Jah
also etwa 1000 Jahre lang in Anwendung geblieben. D
gang zum Fruchtwechselsystem vollzog sich nicht überall
und frühzeitig, wie im Kanton Bern; da und dort geschal
mählich zunächst durch Verbesserung des Dreifeldersyste
die offenbarsten Nachteile desselben durch Einführung
regelten Wechsels in der Beutzung der Grundstücke zu
Ackerland (Feldgrassysteme) umgangen wurden. M
wurde aber der Anbau von Futterkräutern, namentlich
der Luzerne und Esparsette allgemein bekannt und auch
der Hülsenfrüchte, der Knollen- und Wurzelgewächse in
system eingeführt. Ebenso fand die Kultur von sogenannten
pflanzen (Handelsgewächsbau) unter ihr günstigen Be
Aufnahme in den offenen Feldbau. Die Einschaltung diese
in die regelmässige Fruchtfolge hatte zugleich die Be
die Brachbearbeitung zu ersetzen, welche von nun an im
zurücktrat oder ganz verschwand. Ueberall da, wo
besserungen, welche der Futterbau im Felde herbeizuführen
war, in das reine Dreifeldersystem vordrangen, der T
letzteren aber in Rücksicht auf den Fortbestand von
und Flurzwang aufrecht erhalten bleiben musste, änderte
Regel einfach in der Weise ab, dass das Brachfeld mit
einzuführenden Gewächsen bepflanzt wurde. Je nach der
des Klees, der Hackfrüchte der Hülsenfrüchte und der
gewächse über das Brachfeld gestaltete sich hiernach

einander gleich oder ähnlich geartet sind, nicht unmittelbar nacheinander angebaut werden. Die Bewegung zugunsten des Fruchtwechsels, welche in Europa in den ersten Jahrzehnten des XIX. Jahrhunderts begann, fand bekanntlich in dem ausgezeichneten Förderer der Agrikulturchemie A. Thaer einen ihrer eifrigsten Anwälte. Dass der Fruchtwechsel, verbunden mit Kleebau, im Kanton Bern bereits durch Tschiffeli in der zweiten Hälfte des XVIII. Jahrhunderts eingeführt wurde, ist schon früher gesagt worden; es mag noch beigefügt werden, dass auch die Düngung mit Kalk und Gyps damals schon Anwendung fand.

In seiner weiteren Entwicklung und Vervollkommnung führte das Fruchtwechselsystem zum sogenannten Feldkleegrassystem, d. h. zur Anpflanzung von Kleegrasmischungen, welche nicht nur eine reichliche Futterproduktion ermöglichten, sondern auch von besonders günstigem Einfluss auf die physikalische Verbesserung des Bodens waren; ebenso führte die Entwicklung der Agrikulturchemie und Pflanzenphysiologie (nach Liebig) zu neuern rationellern Düngungsmethoden, resp. zur Herstellung von verschiedenen Arten Kunstdünger aus gewerblichen Abfällen in aufgeschlossener und konzentrierter Form (Thomasmehl, Knochenmehl, Phosphorsäure, Superphosphat, Kali etc.). Hinwiederum ermöglichte die reichlichere Futtererzeugung auch eine reichlichere und bessere Fütterung des Viehstandes. Alle diese neuzeitlichen Fortschritte und Erfahrungen gipfeln in der Parole: „Richtige und reichliche Düngung und richtige und reichliche Fütterung.*) Uebrigens ist, wie Krämer selbst betont, „der gepriesene Fruchtwechsel mit Aufnahme des Kleegrasbaues im schweizerischen Flachlande keineswegs mehr eine Erscheinung ganz neuern Datums, da derselbe im Kanton Bern, allwo man ihn gemeinhin als Kunstfutterbau bezeichnet, schon starke Verbreitung gefunden hat und recht rationell betrieben wird, wenn dies auch nicht durchwegs im engern Anschluss an den Fruchtwechsel geschehen mag."

Krämer empfiehlt im weitern einen forcierten Fruchtwechsel mit systematischem Betriebe der Kleegraskultur nebst Ausdehnung des Getreidebaues auf ein Viertel bis höchstens die Hälfte des Areals. In höhern, weiter entferntern Lagen, wo der intensive Betrieb schon etwas mehr zurücktreten muss, empfiehlt sich auch in Zukunft in erster Linie die Naturwiese als Dauergrasland bei nachhaltiger Düngung. Hiebei können entweder das reine Grassystem oder auch das gemischte System, wie Wechselwiesen oder kombiniertes Grasackerbausystem zur Anwendung kommen. Es hängt freilich von lokalen, natürlichen und ökonomischen Verhältnissen ab, inwieweit zwischen diesen Gruppen von Feldpflanzen noch anderweitigen Ge-

*) Professor *Dr. A. Krämer*: «Die Landwirtschaft im schweizerischen Flachlande.»

wächsen, so namentlich aus der Reihe der Hackfrüchte, mit Nutzen Raum gewährt werden kann. Durch die Fortschritte im Gebiete der Agrikulturchemie und Pflanzenphysiologie sowie die Erfahrungen in der Praxis wurde die Fruchtfolge immer in rationellere Bahnen gelenkt und zwar, wie schon der Aufschwung der Milchwirtschaft und der Viehzucht vermuten liess, im Sinne fortwährender Ausdehnung des Kunstfutter- und Wiesenbaues. Krämer nimmt an, dass das Grasland resp. die Dauerwiesen in den letzten 30 Jahren durchschnittlich um 10 bis 15 % ausgedehnt worden sei; diese Angabe dürfte eher zu niedrig sein, trotzdem die in den 80er Jahren eingetretene Krisis in der Milchwirtschaft der Ausdehnung des Futterbaues nicht günstig war. Zu verwundern ist nur, dass die Ausdehnung des Futterbaues auf Kosten des Getreidebaues nicht noch viel grösser war; letzterer ging nämlich im Kanton Bern nachgewiesenermassen (dem Areal nach) während der zweiten Hälfte des XIX. Jahrhunderts um ca. 20 % zurück.

Ueber die Frage, wie sich die Veränderungen im Anbau der verschiedenen Kulturen unter dem Einfluss der Fruchtwechselwirtschaft im Laufe des XIX. Jahrhunderts gestaltet habe, kann selbstverständlich nur eine regelmässig durchgeführte Anbau- und Erntestatistik Aufschluss geben; eine solche besitzt der Kanton Bern aber erst seit dem Jahre 1885. Allerdings fanden schon früher gelegentliche Ermittlungen, jedoch nur vereinzelt und unvollständig, statt, so im Teuerungsjahr 1847 über die Getreide- und Kartoffelernte, pro 1868/72 über die wirtschaftlichen Verhältnisse im allgemeinen, sodann pro 1874 und 1875 und von 1881 an regelmässig über den Weinbau. Im Jahre 1842 hatte die eidgenössische Tagsatzung bereits eine umfassende Enquête über den Handel und Gewerbsfleiss sowie über die Erzeugnisse des Bodens veranstaltet, allein die Ergebnisse derselben wurden der Unvollständigkeit wegen nicht verwertet; einige Angaben versuchte Franscini in seiner Statistik der Schweiz zu geben. Danach ergibt sich für das Jahr 1851 im Vergleich mit 1885 und 1895 (die neueste Arealaufnahme pro 1904 ist zur Zeit leider noch nicht abgeschlossen) folgende Verteilung des Bodens nach den Hauptkulturarten:

Zeitpunkt	Kulturfläche	Alpen oder Weiden	Wald	Aecker	Wiesen	Reben
			Absolut in Hektar:			
1851	451,260	117,000	105,120	140,400	87,840	900
1885	537,934	(149,846)	143,072	134,084	110,121	811,1
1895	533,633	141,808	144,586	134,509	112,008	722
			Relativ in Prozenten der Gesamtfläche überhaupt:			
1851	66,6	17,3	15,5	20,7	13,0	0,13
1885	78,9	22,0	21,0	19,7	16,1	0,12
1895	77,6	20,6	21,0	19,6	16,3	0,10

Daraus lässt sich nun allerdings nicht viel folgern, da erstens der Flächeninhalt der Alpen und Weiden, sowie auch derjenige der Waldungen stets ein schwankender war so lange die Katastervermessungen in den Gemeinden noch nicht grossenteils vollendet waren, zweitens spielt hier die Abgrenzung zwischen produktiver und nicht produktiver Fläche eine grosse Rolle; ja es ist dieselbe beinahe unmöglich, so dass anzunehmen ist, dass pro 1851 beim Nachweis der Alpen und Weiden, sowie auch der Waldungen die ertraglosen Flächen nicht berücksichtigt worden seien. Etwas zuverlässiger mögen die älteren Flächenangaben über das Acker- und Wiesland, sowie über die Reben sein, obschon die Verminderung des Ackerlandes von 1851 auf 1885 auch unwahrscheinlich ist, da ja bekanntlich der vermehrte Anbau von Kunstfutter meist innerhalb der Ackerfläche sich vollzog. Dagegen dürften die Zunahme der Wiesen um 27,5 % wie auch die Abnahme der Reben um 20 % mit den Veränderungen im landwirtschaftlichen Betrieb des letzten Jahrhunderts übereinstimmen; ebenso mag dies hinsichtlich der Angaben über den Getreide- und Kartoffelbau der Fall sein.

Fruchtart	Anbaufläche 1847 Hektar	Anbaufläche 1895 Hektar	Zu- oder Abnahme absolut	Zu- oder Abnahme in %
Getreide	55,717	46,081	— 9,636	—17,3
Kartoffeln	13,299	26,208	+12,909	+97,1

Die bedeutende Zunahme des Kartoffelbaues (ungefähre Verdoppelung im Zeitraum von ca. 50 Jahren) entsprach dem Nahrungsbedürfnis der zunehmenden Bevölkerung, zumal die Kartoffel eine Hauptnahrung der unbemittelten Klassen bildet, daneben auch für die Viehfütterung, Schweinemast und Brennerei immer mehr Verwendung gefunden hat. Die Verminderung des Getreidebaues würde zweifelsohne noch viel bedeutender sein, wenn die Landwirte nicht darauf angewiesen wären, im Interesse der Stroherzeugung und sonstiger Verwendung, wie zu Fütterungszwecken, Getreide zu pflanzen. Die ausländische Konkurrenz brachte den inländischen Getreidebau in der Schweiz während der freihändlerischen Aera dem Ruin entgegen, denn wie hätte sich derselbe bei den steigenden Arbeitslöhnen auch rentieren können, da der Getreidepreis in den letzten drei Jahrzehnten des abgelaufenen Jahrhunderts mindestens um ein Drittel gesunken war. Wenn auch vielleicht zu keiner Zeit die Getreideproduktion den Bedarf im Kanton Bern bei gewöhnlichen Ernten zu decken vermochte, so muss der Ertrag einer bessern Ernte vor hundert Jahren noch dem Konsum beinahe genügt haben, wenigstens sagt Normann in seinem Werke vom Jahre 1795 folgendes: „Bei sehr guten Ernten hat das Land allenfalls genug, bei mittelmässigen Ernten hat es schon Zufuhr aus Schwaben und Burgund nötig und es steigen die Preise beträchtlich, bei schlechten Ernten entsteht gleich eine grosse Teuerung und viel Elend". Im

Jahre 1848 wagte die Direktion des Innern noch die Behauptung, dass die Getreideproduktion im Kanton Bern mit der Bevölkerungszunahme Schritt gehalten habe. Heute freilich dürfen wir diese Behauptung nicht mehr aufrecht erhalten, da die Getreideproduktion des Kantons Bern kaum mehr die Hälfte des Bedarfs deckt; dieselbe betrug nämlich in den letzten 20 Jahren laut der vom Verfasser im Jahre 1885 eingeführten Ernte-Statistik durchschnittlich 785,000 Doppelzentner Körnerfrucht, wovon ca. $^1/_6$ für Aussaat wegfällt, und der Bedarf ist auf ca. 1,544,300 Doppelzentner zu veranschlagen. Somit würde die Produktion nur noch etwa 42 % des Konsums decken, oder für 153 Tage hinreichen; dagegen muss die Annahme des schweizerischen Bauernsekretariats,*) dass die inländische Getreideproduktion heute nur noch für 70 oder im äussersten Notfall für 120 Tage genüge, wenigstens für den Kanton Bern als unzutreffend bezeichnet werden.

In den vor 35—40 Jahren behördlicherseits von den Gemeinden eingeholten Berichten über den Zustand und die Verhältnisse der Landwirtschaft, deren Inhalt in den ersten Jahrgängen des statistischen Jahrbuchs, besonders in demjenigen pro 1871/72 abgedruckt ist, wird die rationellere Bodenbewirtschaftung vielfach bestätigt und auch ein Mehrertrag derselben im einzelnen von 25 bis 100 Prozent gegen früher nachgewiesen, wobei dem Futterbau begreiflicherweise die Vorzugsstellung eingeräumt wird; derselbe scheint auch in den letzten drei Jahrzehnten quantitativ nicht zurückgegangen, sondern noch intensiver betrieben worden zu sein; denn der Durchschnittsertrag für die letzten fünf Jahre beziffert sich auf 4,162,036 Doppelzentner, während derselbe in den Jahren 1885—90 nur 3,484,891 Doppelzentner betrug. Dieser quantitative Mehrertrag rührt zum kleineren Teile von der Flächenausdehnung her, indem dieselbe beim Kunstfutter von 1885—95 von 55,250 Hektar auf 58,933 Hekt., also um 3683 Hekt. zugenommen hat, sondern in der Tat von grösserer Produktivität (pro 1885—90 betrug der Durchschnittsertrag per Hektar 63,5 Dztr., pro 1899—1900 dagegen bereits 69—70 Dztr. Dagegen hatten die Futterpreise und der danach berechnete Geldwert der Futterernte in der Periode von 1889—1900 einen bedeutenden Rückgang zu verzeichnen; dasselbe gilt mit Ausnahme der Jahre 1892 und 1893, auch für den Wiesenbau. Indessen dürfte dieser Rückgang des Futterwerts im Wege der Milchwirtschaft und Viehmast durch Umwertung in der Hauptsache vermutlich ausgeglichen worden sein.

In den letzten fünf Jahren hob sich der Preis und Wert des Futters wiederum ganz bedeutend; der Gesamtwert im Durchschnitt pro 1899—1903 (Fr. 34,982,250) steht sogar um 2,1 Mill. Fr. höher.

*) Enquêtebericht zur Vorbereitung der zukünftigen Handelsverträge (I. Teil, Seite 58).

als derjenige pro 1885—1889 (Fr. 32,844,361). Hierunter ist also der Wert der durchschnittlich pro 1899 bis 1903 auf 4,174,454 Dztr. sich stellende Futterernte auf Kunstwiesen verstanden; auf Natur- oder Dauerwiesen wurden in den letzten fünf Jahren durchschnittlich 6,380,959 Dztr. im Wertbetrage von Fr. 53,159,977 geerntet. Die gesamte Futterernte auf Kunst- und Dauerwiesen betrug in den letzten fünf Jahren von 1899—1903 10,555,413 Dztr. im Durchschnitt mit einem Geldwert von Fr. 88,142,227. Beim Getreide ist der Körnertrag im Durchschnitt per Hekt. und auch im ganzen (788,443 Dztr. pro 1899—1903 jährlich) während den letzten 20 Jahren zurückgegangen und stellt sich auf Ende dieses Zeitraums um 2—3 Dztr. resp. 100—150,000 Dztr. niedriger als im Anfang desselben; ebenso gingen die Preise um 1—2 Fr. per Doppelzentner und der Geldwert (Fr. 12,545,777 für Körner allein) um 2—3 Mill. Fr. pro Jahr (um Mitte der 1890er Jahre noch bedeutend mehr) zurück.

Der Wert der Getreideernte für Körnerfrucht und Stroh zusammen belief sich für die letzten fünf Jahre durchschnittlich auf Fr. 19,764,184.

Der Kartoffelertrag ist, je nach dem Auftreten der Krankheit, ziemlich bedeutenden Schwankungen unterworfen, sodass sich bei demselben weder eine zu- noch abnehmende Tendenz erkennen lässt. In den letzten fünf Jahren betrug der Durchschnittsertrag 120,9 Doppelzentner per Hektar oder 2,662,442 Dztr. im ganzen. Von den übrigen Kulturarten kämen noch die Gemuse- und Hülsenfrüchte, sowie die Gespinnst- und Handelspflanzen in Betracht; allein dieselben haben eine so geringe Ausdehnung (3288 Hekt. im Ganzen), dass ihnen keine grosse Bedeutung zukommt. Die Gemüse- und Hülsenfrüchte dienen lediglich dem lokalen Markt oder dem Eigenbedarf und die häuslich-industrielle Verwertung der Gespinnstpflanzen ist durch die Baumwolle längst verdrängt worden.

Eine als Industriepflanze kultivierte Hackfruchtart ist die Zuckerrübe, welche vor ca. 15 Jahren auch im Kt. Bern zum Anbau empfohlen wurde und die inzwischen errichtete Zuckerfabrik in Aarberg alimentieren sollte; diese Kultur stösst indes bei den Landwirten auf einige Schwierigkeiten, weshalb deren Verbreitung bis dahin keine wesentlichen Fortschritte gemacht hat; in den letzten Jahren hat sich die Anbaufläche sogar um die Hälfte vermindert (1901: 486 Hekt., 1903: 280 Hekt.)

Von wesentlicher Bedeutung ist der Obstbau im Kanton Bern; demselben wird im allgemeinen eine ziemlich sorgfältige Pflege zuteil; eine von der ökonomischen Gesellschaft des Kts. Bern niedergesetzte Obstbaukommission befasst sich eifrig mit der Förderung derselben. Nach der im Jahr 1888 vom Verfasser durchgeführten Obstbaumzählung wies der Kanton folgenden Bestand an Obstbäumen auf:

Apfelbäume	1,170,439
Birnbäume	385,738
Kirschbäume	624,566
Zwetschgen- und Pflaumenbäume	434,193
Nussbäume	78,604
Spalier- und Zwergbäume	81,544
Quittenbäume	3,950
Total	2,779,034

oder 11,6 hochstämmige Bäume auf 1 Hektar Obstbauareal und 5,15 Obstbäume überhaupt per Einwohner. Der Gesamtwert des Obstbaumbestandes beläuft sich auf 66,6 Millionen Fr. Der Gesamtwert der jährlichen Obsternte variiert je nach den Obstpreisen und dem Ertrag sehr bedeutend (in den letzten Jahren z. B. von 3 bis 18 Mill. Fr.); Obst wurde 1902 für Fr. 3,554,926 in Handel gebracht, 1903 dagegen nur für Fr. 486,773. Im Jahre 1900 wurden 81,698 Hl. Most bereitet, 1903 dagegen nur 5,204 Hektol. Aus nicht monopolpflichtigen Stoffen wurden 1902 2659 Hektol. Branntwein, 1903 dagegen 565 Hektol. bereitet. Der nur am Bielersee (in den Bezirken Erlach, Nidau, Neuenstadt und Biel) und am Thunersee (Sigriswyl und Spiez) betriebene Weinbau ist, wie schon aus den weiter oben mitgeteilten Angaben über Arealverteilung hervorgeht, wenigstens der Ausdehnung nach, in stetem Rückgang begriffen und zwar wegen öftern Missernten, wegen dem Auftreten der Phyloxera und des falschen Mehltaus und infolge der Konkurrenz ausländischer billiger Weine, sowie der Fabrikation von Kunstwein. Der Rückgang beträgt beim Areal 27,2 Prozent, bei den Kaufpreisen für beste, mittlere und geringe Reben im Durchschnitt 33 Prozent und beim Kapitalwert im ganzen sogar 47 Proz. Auch die Zahl der Rebenbesitzer ging von 4426 auf 3316, also um 1110 oder 25,1 Prozent zurück. Die beste Weinernte der Quantität nach, war diejenige von 1900, mit einem Ertrag von 59,306 Hektol. oder 96,4 Hektol. per Hektar (dasjenige von 1874 erreichte allerdings einen höhern Weinertrag im ganzen, nämlich 66.902, aber im Durchschnitt per Hektar doch nur 81,3 Hektol.). Die geringsten Weinjahre waren diejenigen von 1891, mit einem Ertrag von 3622,5 Hektol. oder 5,3 Hektol. per Hektar und pro 1887 10,843 Hektol. oder 14,2 Hektol. per Hektar. Die Rentablität schwankt je nach der Ertragsmenge und den Weinpreisen zwischen einem reinen Defizit oder Verlust von 8,4 Proz. (1891) und einem Netto-Ertrag von 18,2 Proz. (1900) des Kapitalwerts. Freilich übertreffen die Jahre 1874, 1884, 1881 und 1885 nach dem Geldwert des Weinertrags das Jahr 1900 noch erheblich; allein die Rentablität stellt sich dennoch niedriger, weil das Rebenareal damals viel grösser war und auch der Kapitalwert bedeutend höher stund. Den höchsten Gesamtgeldwert repräsentierten die Weinjahre 1874, nämlich Fr. 1,996,627 und 1884 Fr. 1,871,146; die niedrigsten im Geldwert waren 1891: Fr. 197,800 und 1901: Fr. 436,176.

Alle diese Nachweise stützen sich auf die vom Verfasser mit Ermächtigung der Direktion des Innern bereits im Jahr 1881 im Kt. Bern eingeführten regelmässigen Weinbaustatistik, welche von 1885 hinweg einen Bestandteil der allgemeinen Anbau- und Erntestatistik bildete.

Der Gesamtwert der Ernten beziffert sich für die letzten 19 Jahre von 1885—1903 im Durchschnitt per Jahr, wie folgt:

Kulturart	Jährlicher Wert des Ernteertrags	
	Fr.	Prozent
Getreide	20,428,672	15,69
Hackfrüchte	17,230,631	13,24
Kunstfutter	30,789,935	23,66
Handelspflanzen	896,369	0,69
Gemüse- und Hülsenfrüchte	4,230,226	3,25
Wiesenheu	45,923,617	35,29
Wein	852,178	0,65
Obst	9,796,579	7,53
Im ganzen	130,148,207	100

Hierunter ist natürlich nur der Rohwert der Bodenproduktion, abgesehen von dem Ertrag der Alpen und Weiden, der Viehzucht und Milchwirtschaft, sowie von den wirklichen Betriebsresultaten der Landwirtschaft überhaupt verstanden; die letztern lassen sich nur auf Grund von Rentablitätsermittlungen, die sich auf die Buchführung und Wirtschaftsrechnungen der einzelnen Betriebe stützen und wobei alle Wirtschaftsfaktoren derselben im einzelnen zur Geltung kommen, positiv nachweisen.

Die vom Verfasser s. Z. unternommenen Versuche zur Erstellung und Sammlung von Rentablitätsrechnungen landwirtschaftlicher Betriebe mussten der unüberwindlichen Schwierigkeiten halber fallen gelassen werden; dagegen hat das schweiz. Bauernsekretariat (Dr. Laur) dieses Pensum im Auftrag des schweiz. Landwirtschaftsdepartements vor einigen Jahren übernommen und bereits einige Arbeiten mit weitläufigen, auf das betriebstechnische Interesse der Landwirtschaft gerichteten Darstellungen veröffentlicht, die sich auf 110 Betriebe beziehen und deren Wirtschaftsergebnisse im Durchschnitt einen Reinertrag von Fr. 1.64 per 100 Fr. Aktivkapital darstellen; indessen werden die Rentabilitätsergebnisse der Landwirtschaft, abgesehen von der Methode bezw. der Art des Verfahrens, die ja verschiedene Möglichkeiten zulässt, von gar mancherlei Umständen und Faktoren beeinflusst. Eine grosse Rolle spielen dabei nicht nur die persönlichen Verhältnisse des Wirtschafters, sondern namentlich auch die Betriebssysteme, die Grösse der Betriebe, die Höhe der Grund- und Betriebskapitalien, der Zinse und Steuern und insbesondere die Verschuldungsverhältnisse. Dann gestattet das Rechnungsergebnis einer verhältnismässig kleinen Anzahl von Betrieben noch lange keine allgemein massgebenden Schlüsse.

auf 245,219,, Hekt. und zwar bezog sich dieselbe auf das e
Kulturland (Aecker und Wiesen).

Die Zahl der Grundbesitzer betrug 59,025 und diej
Grundstücke 391,139; es ergibt sich sonach ein Durchsch
von 4,15 Hekt. und eine durchschnittliche Grösse der Gr
oder zusammenhängende Besitzungen von 62,7 Aren. Le
gabe lässt auf eine ziemlich starke Zerstückelung schli
es war schon seit Jahrzehnten der Erlass eines Flurg
Aussicht genommen worden, durch welches die Zusam
der Grundstücke und Arrondierung der einzelnen Besitz
möglicht und gefördert würde. In Wirklichkeit dürfte d
schnittsbesitz (bei Einbeziehung der Weiden und Alpen,
Waldungen) sich grösser herausstellen, als 4,15 Hekt., obs
falls auch die Zahl der Grundeigentümer einen Zuwachs
würde. Von dem gesamten Kulturland sind 224,150,2 He
91,4 Prozent Privatbesitz, das übrige dagegen (21,068,9 H
8,6 Prozent) ist Eigentums des Staats, der Gemeinden u
rationen. 183,665.7 Hekt. oder zirka 75 Proz. des Kulturla
den von Privateigentümern selbst bewirtschaftet und di
61,553,4 Hekt. oder 25 Proz. befinden sich zu $^2/_3$ als Priv
Pachtbetrieb und zu $^1/_3$ als Staats-, Gemeinde- und Kor
land teils in Pacht, teils in Nutzniessung.

In Bezug auf den Wert des Grundbesitzes ist zu
dass der wirtschaftliche Aufschwung in den 1860er und 7
auch eine ungesunde Steigung der Landpreise veranlass
dessen die Liegenschaften vielfach zu teuer übernomme
Schulden bslastet wurden, die dann nach Eintritt der K
des Sinkens der Güterpreise im vollen Betrag bestehe
Die Liegenschaftspreise scheinen zwar nach den freien K

schnittswert einer Hektar Kulturland in der Mehrzahl der oberländischen Amtsbezirke beinahe das dreifache desjenigen im Jura und das grösste Extrem bestund zwischen den Bezirken Freibergen und Interlaken, indem der Durchschnittswert der Grundstücke in letzterem das siebenfache desjenigen von Freibergen betrug. In verkehrsarmen, abgelegenen Gegenden und wohl auch da, wo der Zug vom Lande in die Stadt, also die bekannte Fahnenflucht der landwirtschaftlichen Bevölkerung, am grössten ist, mögen die Güterpreise noch heute sehr viel niedriger stehen, als in städtischen und verkehrsreichen Centren.

Die Grundbesitz-, Vermögens- und Einkommenssteuerstatistik soll im Abschnitt über die Güterverteilung besondere Verwertung finden; dagegen ist hier noch eine nähere Betrachtung der Verschuldung des Grundbesitzes und der Hauptergebnisse der bezüglichen Untersuchung am Platze. Laut den in einem frühern Bericht*) des Verfassers enthaltenen und seither nachgeführten Ergebnissen stellt sich das Verhältnis der Grundpfandschulden zum Grundsteuerkapital (Grundstücke und Gebäude) für den alten Kanton wie folgt:

Jahr	Grundsteuerkapital Fr.	Grundpfandschulden Fr.	Prozent
1856	606,387,193	181,142,240	29,9
1866	737,600,442	237,366,293	32,2
1876	949,388,470	344,982.390	36,4
1886	1,004,013,640	411,466,430	40,9
1896	1,164,517,140	439,908,740	37,8
1903	1,327,910,680	593,801,320	44,7
	Ganzer Kanton:		
1903	1,697,235,150	714,197,010	42,2

Danach wären die Immobiliarschulden in viel stärkerem Verhältnis gestiegen, als das Immobilienkapital; die Zunahme des letztern betrug von 1856—1903 Fr. 727,523,487 = 121 %, diejenige der erstern dagegen Fr. 412,659,080 = 228 % und zwar fällt die relativ stärkste Zunahme der Grundpfandschulden in die letzte Zeitperiode von 1892 bis 1903, trotzdem die Verschuldungsziffer durch die Revision, bezw. Erhöhung der Grundsteuerschatzung vom Jahr 1894 heruntergedrückt wurde und erst nach einigen Jahren (1900) wieder die frühere Höhe erreichte; immerhin weist das Grundsteuer- oder Immobilienkapital in den letzten 10 Jahren einen bedeutend stärkern Jahreszuwachs auf, als früher. Die Verschuldungsziffer stellt sich pro 1903 für den ganzen Kanton (also mit Inbegriff des Jura, welcher erst seit dem Inkrafttreten der Staatsverfassung von 1893 dem einheitlichen Steuer-

*) Bericht über die Verschuldung des Grundbesitzes und deren Ursachen im Kt. Bern. (Liefg. I. Jahrg. 1893 der Mitteilungen des bern. statistischen Bureaus.)

system unterworfen ist) etwas niedriger, als für den alten Kanton,*) nämlich auf 42,2 Prozent, gegen 44,7 Prozent des letztern. In diesen Grundsteuerkapitalsummen ist nun allerdings der Wert der steuerbefreiten Objekte (u. a. die öffentlichen Gebäude, sowie die Hälfte des Werts der landwirtschaftlichen Gebäude) nicht inbegriffen und überhaupt stellt sich, wie gesagt, die Grundsteuerschatzung beiläufig um $^1/_3$ niedriger als der wirkliche Wert der Immobilien. Die Schuldsummen des Grundsteuerregisters repräsentieren ebenfalls nicht die wirklichen Beträge der grundpfändlichen Schulden, sondern den 25fachen Betrag der Schuldzinse, so dass der jeweilige Zinsfuss von wesentlichem Einfluss auf den Schuldenbetrag ist. Die Schwankungen des Zinsfusses werden daher in der Regel auch solche im Schuldenbetrag nach dem Grundsteueretat zur Folge haben, obschon die effektiven Schuldsummen dadurch unverändert bleiben.

Was nun die unverhältnismässige Zunahme der grundpfändlichen Verschuldung der letzten 50 Jahre anbetrifft, so könnte dieselbe in der Tat bedenklich erscheinen, wenn nicht gewisse Umstände die ökonomische Situation für den landwirtschaftlichen Grundbesitz in günstigerem Lichte erscheinen lassen würden. In erster Linie darf als ziemlich sicher angenommen werden, dass die Schuldenvermehrung zu einem wesentlichen Teile den Neubauten in Städten und grössern Ortschaften, d. h. der starken hypothekarischen Belastung des landwirtschaftlichen Grundbesitzes zuzuschreiben sei; sodann ist nicht ausser Acht zu lassen, dass das im Kanton Bern steuerbefreite bewegliche Vermögen, also das Betriebskapital in der Landwirtschaft in den letzten Jahrzehnten offenbar ganz bedeutend vermehrt wurde; repräsentierte ja der Viehstand im Jahr 1886 erst 73,5 Mill. Fr. und im Jahr 1901 bereits 130 Mill. Fr.; ebenso weist die Zunahme der Sparkasseneinlagen (1845: Fr. 4,800,885, 1895: Fr. 221,876,857) auf eine bedeutende Vermehrung des beweglichen Barvermögens hin; allerdings wären diesfalls ausser den grundpfändlichen auch die laufenden Personalschulden in Betracht zu ziehen, jedoch sind dieselben nicht eruierbar. Was nun die Entstehung der Grundbesitzverschuldung anbetrifft, so können die Umstände und Ursachen derselben im einzelnen sehr mannigfaltiger Natur sein. Ein namhafter Betrag der grundpfändlichen Schulden dürfte von Erbteilungen, bezw. Erbauskäufen und von Kaufrestanzen herrühren. Unstreitig bilden aber die freiwilligen Verpfändungen

*) Die grundpfändliche Verschuldung zeigt natürlich auch ziemlich grosse örtliche Unterschiede; von 356 Gemeinden des alten Kantons hatten im Zeitpunkt der genannten Untersuchung eine Verschuldungsziffer von:

bis 10 Prozent:	4 Gemeinden,		30—40 Prozent;	91 Gemeinden	
10—20 „	23 „		40—50 „	77 „	
20—30 „	79 „		50—60 „	50 „	
			über 60 „	32 „	

bezw. die Mobilisierung des Grundwerts in Kapital im Wege des Hypothekarkredits den Hauptteil der Grundbesitzschulden. Vom volkswirtschaftlichen Standpunkte aus betrachtet, fragt es sich dabei nur, inwieweit die hypothekarische Verschuldung einer Not- oder Zwangslage entspreche, oder als Mittel zu produktiven Zwecken und zur Verbesserung der ökonomischen Lage diene. Darüber sind indess keine bestimmten Aufschlüsse möglich, weil die nötigen Anhaltspunkte zur Beantwortung der vorliegenden Frage vollständig fehlen. Sicher ist nur, dass die grundpfändlichen Schulden auf der Landwirtschaft ziemlich schwer lasten und dass sie nicht nur für manches Bäuerlein schon zum Verhängnis geworden sind, sondern den Bauernstand überhaupt in seiner ökonomischen Existenz und Selbständigkeit fortwährend bedrohen.

Bei der Beurteilung der Entstehungsursachen der Grundbesitzverschuldung ist zu unterscheiden zwischen allgemeinen Grundursachen und besondern Nebenursachen; erstere liegen im wesentlichen in kulturhistorischen und wirtschaftspolitischen Vorgängen, zum Teil auch in natürlichen Erscheinungen (Missernten und Pflanzenkrankheiten), letztere dagegen mehr in persönlichen Verhältnissen. Die Grundursache besteht unzweifelhaft in der immer günstiger gewordenen Gelegenheit zur Verschuldung des Grundeigentums. Die geschichtlichen und wirtschaftspolitischen Vorgänge sind, kurz gesagt, folgende. An Stelle der ehemaligen Feudalherrschaft ist die Kapitalherrschaft getreten, an Stelle des Lehenssystems, das Kreditsystem, anstatt der Lehenpflicht (Grundlasten) die Zinspflicht für Schuldkapital nebst Grundsteuern. Uebrigens erfüllte der ehemalige Lehenherr Pflichten, welche der heutige Zinsherr oder Kapitalist gegenüber dem Schuldner nicht kennt; sodann richteten sich die damaligen Reallisten nach dem jeweiligen Ernte-Ertrage, während die heutigen Schuldzinse nebst Grundsteuern ohne Rücksicht auf den Ernteausfall geleistet werden müssen.

Mit der gänzlichen Ablösung der Reallasten im Kanton Bern (Verfassung von 1846) wurde zugleich eine Hypothekar- und Schuldentilgungskasse gegründet; allein statt der Schuldentilgung leistete dieses Institut, wie übrigens auch die vielen andern in der zweiten Hälfte des XIX. Jahrhunderts entstandenen Kreditinstitute, der Schuldenvermehrung Vorschub. Damit soll freilich nicht gesagt sein, dass das genannte Institut nicht einem dringenden Zeitbedürfnis entsprochen oder nicht zur Hebung der ökonomischen Lage des Bauernstandes beigetragen habe. Gewiss; denn dem Kreditsystem kommt eine sehr wichtige Rolle in der Kulturmission zu. Immerhin dürfte die Erfahrung bereits gelehrt haben, dass es mit der Errichtung von Kreditinstituten und der Erleichterung der Geldaufnahmen nicht getan ist, sondern dass es darauf ankommt, das Kreditwesen den Zeitverhältnissen und Bedürfnissen entsprechend, auszubauen und nach richtigen Grundsätzen zu ordnen. Die in der

wirtschaftsgeschichtlichen Entwicklung liegende Ursache der Bodenverschuldung ist zum Teil auch dem Umstande zuzuschreiben, dass der Grund und Boden im Verkehr als eine Ware behandelt wird, deren Wert dem zufälligen Wechsel unterworfen ist, da durch die infolge davon eintretenden Schwankungen des Grundwerts gerade für die verschuldeten Grundbesitzer nicht selten fatale Verluste, bezw. Einbussen entstehen. Rodbertus war aber der Ansicht, dass Grund und Boden seiner Natur nach kein Kapital sei, weil derselbe sich dem Werte nach nicht umsetze, sondern einen immerwährenden Rentenfonds darstelle. Da nun aber der Grundwert, abgesehen von dem Einfluss der Markt- und Verkehrsverhältnisse, von den Schwankungen des Zinsfusses und zwar in ungekehrtem Verhältnis zu demselben abhängig ist, so folgt daraus, dass diese zufälligen Wertschwankungen der Liegenschaften für den Grundbesitzer- und Bauernstand stets gefahrdrohend sind und sich somit als wesentliche Ursache der zunehmenden Verschuldung charakterisieren. — Beiläufig mag erwähnt werden, dass dem Grund und Boden im Mittelalter ein Kapital- oder Verkehrswert nicht zukam, sondern es wurde derselbe nach seiner Naturalnutzung gewertet. Erst mit der Einführung des römischen Pfandrechts erhielt der Grund und Boden Kapitalcharakter und zwar durch die kündbare, ablösliche Hypothek. An Platz des Rentenanspruchs trat die kündbare Kapitalforderung; Grund und Boden wurde seinem Werte nach mobilisiert, seines ursprünglich öffentlichen Charakters entkleidet und es entwickelte sich das private Geld- und Zinsgeschäft um Landbesitz.

In der Anwendung des Grundpfandrechts sind geschichtlich der Hauptsache nach zwei Systeme zu unterscheiden, nämlich ein älteres, welches die mittelalterliche Rente (mit teilweiser Unkündbarkeit) zur Grundlage hat und ein neueres, das Institut der gemeinrechtlichen Hypothek. Während das erstere System nichts anderes ist, als Zins- oder Rentenkauf, beruht das zweite System auf einer kündbaren Kapitalforderung resp. auf einer Kreditgewährung. Im Kanton Bern (alter Kanton) hatte sich das erstere System im Prinzip bis zur Einführung der Hypothekargesetzgebung (1846/49) erhalten, d. h. es blieb die Rente als Reallast die vorherrschende Versicherungsform. Bis zu diesem Zeitpunkt kannte die Gesetzgebung nur die sogenannte Gült und den Schadlosbrief. Die Hypothekargesetzgebung schuf alsdann den Pfandbrief (für Darlehen seitens der Hypothekarkasse) und die Pfandobligation (für den gewöhnlichen Verkehr), durch welche die beiden ältern Vertragsformen ersetzt wurden.

Einen bedeutenden Einfluss auf die Gestaltung der ökonomischen Verhältnisse nicht nur der einzelnen Personen, sondern des gesamten Volkes übt das jeweilen geltende Zivilrecht; von ganz besonderem Einfluss aber erweist sich das Pfand- und Hypothekarrecht auf die Verschuldung des Grundeigentums. Orientiert man

sich an Hand der Rechtsgeschichte und verwandter Quellen über die bezüglichen Verhältnisse in der früheren Zeit, so findet man, dass die Verschuldungsmöglichkeit und -Gefahr im allgemeinen bereits zu Ende des Mittelalters unter dem Einfluss des römischen Rechts und mit dem allmählichen Uebergang von der frühern Naturalwirtschaft zur Geldwirtschaft ernstlich anhub und sich durch die Verallgemeinerung des Zinsgeschäfts derart steigerte, dass gegen die eingerissenen Missbräuche im Verordnungswege eingeschritten werden musste. Alsdann führte diese Entwicklung im Wege der Geldwirtschaft zur Notwendigkeit einer solidern Gestaltung des Darlehens- und Pfandgeschäfts, nämlich zum Prinzip der Spezialität und Publizität des Pfandvertrags bezw. der Hypothek und den damit verbundenen Formalitäten. Allein so sehr auch diese Massnahmen dem privatwirtschaftlichen Interesse dienen mochten, in volkswirtschaftlicher Beziehung genügen sie nicht, um der zunehmenden Verschuldung zu steuern, weil eben seit Abschaffung der Rente der Grundbesitz selbst zu einem Kapital, zu einer Handelsware gemacht wurde und demgemäss dem Einfluss des Geldmarkts und der Spekulation stets unterworfen ist, weil ferner der Aufschwung der Geld- und Kreditwirtschaft in unserm Jahrhundert alle möglichen Mittel und Wege zur Verschuldung dargeboten und endlich weil die Gesetzgebung der unbeschränkten Verschuldungsfreiheit Tür und Tor geöffnet hat. Es liegt nicht in der Aufgabe der vorliegenden Arbeit, in eine Untersuchung der gesetzlichen Bestimmungen über das Pfandrecht und das Hypothekarwesen sowie der leitenden Grundsätze und Gesichtspunkte, welche für eine diesbezügliche Reform massgebend sein sollten, näher einzutreten; dagegen sei bemerkt, dass der von Professor Dr. Huber ausgearbeitete und den eidgenössischen Räten zur Beratung überwiesene schweizerische Zivilgesetz-Entwurf nicht nur die Vereinheitlichung der verschiedenen kantonalen Pfandrechtsformen, sondern auch die auf die Reform des Hypothekarkredits bezüglichen Fragen nach Möglichkeit in der glücklichsten Weise zu lösen verspricht.

In Bezug auf die Folgen der Bodenverschuldung ist oben angedeutet worden, dass die letztere nicht selten zum ökonomischen Ruin mancher Bauern führe, besonders in Zeiten wirtschaftlicher Krisis, wo die Güterpreise erheblich sinken; indessen scheint die Gefahr des ökonomischen Schiffbruchs bei der Landwirtschaft durchaus nicht so gross und allgemein zu sein, wie man vermuten könnte; denn nach einer s. Z. vom Verfasser, bezw. vom bern. statistischen Bureau veröffentlichten Arbeit über die Geldstage (Konkurse), welche sich speziell auf die Periode von 1878—1882 (den Höhepunkt der damaligen wirtschaftlichen Krisis) bezog, wies die Landwirtschaft im Vergleich zu den übrigen Gewerbszweigen verhältnismässig fast die geringste Zahl an Konkursen, nämlich nur 1,4 ‰ der Erwerbenden auf, während andere Gewerbe 3—4 ‰, der Handel 5,6 ‰, das

Baugewerbe und die Lebensmittelfabrikation 6,2 ‰, die verschiedenen Verkehrsgewerbe 8—8,5 ‰ und die Kostgeber und Wohnungsvermieter 14,8 ‰ aufwiesen. die Gesamtkonkursziffer für die vier Jahre betrug 2,71 ‰. Es ist daher auch der in Kundgebungen der Tagespresse (im „Schweiz. Handelscourier") erst kürzlich von einem Berichterstatter unternommene Versuch, die Bodenverschuldung als die Hauptursache der Auswanderung darzustellen, verfehlt, so hartnäckig und anmassend der Betreffende seine Ansicht auch vertrat. Allerdings lieferte die Landwirtschaft der absoluten Zahl nach stets das grösste Kontingent an Auswanderern, besonders in den 1880er Jahren, wo der Auswanderungsstrom am stärksten war; damals machten die Landwirte jeweilen nahezu die Hälfte, seither aber in der Regel kaum mehr $^1/_3$ aus; im erstgenannten Zeitraum wanderten aus dem Kt. Bern durchschnittlich per Jahr 2552 Personen = 4,76 ‰ nach überseeischen Ländern aus, in den letzten 14 Jahren dagegen nur mehr 1071 oder 1,82 ‰ der Bevölkerung. Wenn nun die Bodenverschuldung wirklich die Ursache der Auswanderung wäre, so würde letztere wohl mindestens in gleich starkem Verhältnis zugenommen haben, als die erstere. Freilich tritt die Verschuldung nicht nur in den Geltstagen und Konkursen, sondern auch in den Gantsteigerungen und Auspfändungen zu Tage und es ist dieselbe in rein agrikolen, abgelegenen und verkehrsarmen Gegenden, wie dies auch aus früheren Berichten, insbesondere aus der Berichterstattung*) pro 1878—1882 hervorgeht, in den meisten Fällen eine wesentliche Mitursache, ein direkter Beweggrund zur Auswanderung und zum Verlassen des landwirtschaftlichen Berufs. Der Zug der Bevölkerung vom Lande nach den Städten und industriellen Centren hat überhaupt die ökonomische Besserstellung, eine lukrativere Erwerbstätigkeit und Existenz zum Zwecke, sei diese nun eine wirkliche oder vermeintliche; deshalb ist auch die landwirtschaftliche Bevölkerung im Kanton Bern numerisch im Verhältnis gegenüber den anderen Berufsklassen im Rückgang begriffen; anno 1860 machte sie noch 45,7, 1888 dagegen nur mehr 40,9 % der Gesamtbevölkerung aus, während die gewerbliche und industrielle Bevölkerung anno 1860: 32,8 % und 1888: 35,2 %, der Handel samt Bankwesen anno 1860: 4,5 und 1888: 6 %, die Verkehrsgewerbe anno 1760: 1,7 % und 1888: 3,6 % ausmachten. Der relative numerische Rückgang der landwirtschaftlichen Bevölkerung ist eine neuzeitliche Kulturerscheinung, deren Ursache nicht in einer allgemeinen wirklichen Verschlimmerung der ökonomischen Lage der Landwirtschaft, oder speziell in der Bodenverschuldung, sondern in der relativ günstigen Entwicklung der übrigen Erwerbszweige und den durch diese dargebotenen pekuniären oder persönlichen Vorteilen (grössere Lohn-

*) Die überseeische Auswanderung aus dem Kanton Bern, Jahrgang 1883, Lieferung 4, der «Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus».

oder Bareinkünfte, leichtere Arbeit, mehr Bequemlichkeit, Freiheit und Lebensgenüsse) zu suchen ist. Die Lebensbedürfnisse sind auch bei der landwirtschaftlichen Bevölkerung gegen früher ungemein gestiegen und deren Befriedigung erheischt vermehrte Bareinnahmen und Geldmittel, welche im landwirtschbftlichen Haushalt oft nicht verfügbar sind, weshalb namentlich die jüngere Generation sich anderem lukrativeren Erwerb zuzuwenden pflegt. Auch ist dem Bauer durch den Umstand, dass er die Rohprodukte für seinen Bedarf an Kleidungsstücken nicht mehr selbst verarbeitet, statt einer Ersparnis oder eines Verdiensts durch hausindustrielle Nebenbeschäftigung eine regelmässig wiederkehrende und je nach dem Bestand der Familie zunehmende Barausgabe erwachsen; dann ist auch im Kanton Bern auf demselben Territorium eine zahlreichere Bevölkerung zu erhalten und zu ernähren, als früher; seit 1818 hat dieselbe um ca. 255,000 Einwohner oder 75 % zugenommen. Unzweifelhaft war es die Landwirtschaft, welche die Existenz dieser bedeutend zahlreichern Bevölkerung in der Hauptsache ermöglichte, denn es ist nicht anzunehmen, dass die Mittel zur Erhaltung der Mehrbevölkerung allein oder grössernteils von den übrigen Erwerbsklassen beschafft worden wären. Die bedeutend erhöhte Produktivität der Landwirtschaft gegen früher dürfte in dieser Hinsicht wesentlich ins Gewicht fallen; denn es kann doch nicht in Abrede gestellt werden, dass die vielfachen Anregungen der Wissenschaft und der Praxis im Betriebe der Landwirtschaft wirkliche Fortschritte gezeitigt haben, dass die Bodenbewirtschaftung im Laufe des XIX. Jahrhunderts sich infolge der Fruchtwechselwirtschaft und des Kunstfutterbaues in rationeller und intensiver Weise entwickelt hat und dass infolgedessen zur Zeit ein nahezu doppelt so zahlreicher Viehstand als im Jahre 1819 vorhanden ist, dessen Erhaltung nicht etwa allein durch räumliche Ausdehnung des Wiesenbaues auf Kosten des Ackerbaues, sondern wesentlich infolge intensiverem Anbau und vermehrtem Futterertrag ermöglicht wurde. Es wäre ja auch gar nicht glaubwürdig, dass die technischen Fortschritte und Errungenschaften des letzten Jahrhunderts (z. B. die Maschinen), die Meliorationen im Grossen und Kleinen (Entsumpfungswerke, Drainage etc.), die Kulturverbesserungen aller Art, die staatlichen Subventionen, die landwirtschaftliche Berufsbildung, die Bestrebungen zur Förderung der Landwirtschaft seitens der Staatsbehörden und landwirtschaftlichen Vereinigungen überhaupt nicht entsprechende Früchte, die sich in verbesserter Lebenshaltung und in vermehrtem wirtschaftlichen Wohlstand offenbaren, gezeitigt hätten. Durch Mobilisierung des Bodenkapitals unter der Herrschaft der Geld- und Kreditwirtschaft, also im Wege der Hypothekarverschuldung sind bedeutende Geldsummen flüssig gemacht worden, welche vielfache Anlage und Verwendung zu produktiven Zwecken gefunden haben, so dass sich trotz der Zunahme der grundpfänd-

599218

lichen Schulden eine Mehrung des Volksvermögens eingetreten haben muss.

Um die Hebung und Förderung der Landwirtschaft im Kanton Bern hatten sich zu Anfang des XIX. Jahrhunderts hauptsächlich zwei Männer verdient gemacht, nämlich die Herren Philipp Emanuel von Fellenberg und alt Regierungsrat Fr. Tscharner in Kehrsatz. Ersterer gründete im Jahre 1807 in Hofwyl das höhere landwirtschaftliche Institut, eine berühmte Musterwirtschaft, verbunden mit einer Erziehungs- und Bildungsanstalt für Söhne höherer Stände; derselbe zog durch sein tatkräftiges Wirken nicht nur in Wort und Schrift, sondern ganz besonders durch die musterhafte Bewirtschaftung seiner Güter die Aufmerksamkeit der Kantonsregierungen der Tagsatzung und fremder Fürsten auf sich; sein Ackerbau, seine verbesserten und neukonstruierten Ackergerätschaften und seine Oekonomiegebäude waren unübertroffen und vorbildlich. Der zweitgenannte Förderer war ebenfalls durch seinen musterhaften Landwirtschaftsbetrieb bekannt geworden und hatte durch seine Wirksamkeit als Mitglied und Präsident der Pferde- und Viehzuchtkommission während langen Jahren einen heilsamen Einfluss auf die Pferde- und Viehzucht im Kanton Bern ausgeübt. Die ökonomische Gesellschaft war um jene Zeit ziemlich eingeschlafen und musste wiederholt, 1822 und 1838, in letzterem Jahre durch Schultheiss Tscharner (als Präsident), neu belebt werden. Um die Mitte der 1840er Jahre wandte sich dieselbe unter dem Präsidium des Herrn Wilhelm von Fellenberg — den früheren Boden einer geschlossenen Gesellschaft verlassend — ausschliesslich der Förderung der Landwirtschaft zu, um mehr Fühlung mit der Bauersame zu erhalten und behielt diese Eigenschaft oder Bestimmung bis auf den heutigen Tag bei. Eine mehr äusserliche Aenderung der Gesellschaft trat im Jahr 1889 ein, als sie sich mit der gemeinnützigen Gesellschaft des Kantons Bern zu einer ökonomisch-gemeinnützigen Gesellschaft verband. In der Tat gewann die Gesellschaft in der zweiten Hälfte des letzten Jahrhunderts immer mehr Mitglieder auf dem Lande und wuchs gegen Ende desselben zu einer grossen Muttergesellschaft mit zahlreichen Zweigvereinen heran; nach dem vom kantonalen statistischen Bureau aufgenommenen und veröffentlichten Verzeichnis zählte dieselbe:

Im Jahre	Zweigvereine	Mitglieder
1892	235	12,015
1902	420	22,233

Ausserdem besteht seit 1890 ein landwirtschaftlicher Genossenschaftsverband mit 139 Genossenschaften und 9433 Mitgliedern; derselbe befasst sich hauptsächlich mit dem Ankauf von landwirtschaftlichen Bedarfsartikeln. Dann besteht ein Verband schweiz. Berner-Fleckvieh züchtender Genossenschaften mit 24 bernischen Genossenschaften und 597 Mitgliedern; ferner umfasst der bernische

Käsereiverband 127 Käsereien mit ca. 2000 Mitgliedern und endlich zählt der schweizerische alpwirtschaftliche Verein 76 Mitglieder im Kanton Bern. Ausserdem gehören dem schweizerischen Bauernverband und dem schweizerischen landwirtschaftlichen Verein viele bernische Vereine und Mitglieder an. Die Versicherung gegen Hagelschaden wurde durch die schweizerische Hagelversicherungsgesellschaft ermöglicht und die Viehversicherung durch Bundesgesetz betreffend Förderung der Landwirtschaft vom 22. Dezember 1893 sowie das bernische Gesetz betreffend Viehversicherung vom 17. Mai 1903, welches die Bildung lokaler Viehversicherungsgesellschaften im Wege des fakultativen Obligatoriums anstrebt, eingeführt. Mit der Entwicklung des landwirtschaftlichen Vereins- und Genossenschaftswesens und der Fachpresse wurden auch die landwirtschaftlichen Kenntnisse in Wort und Schrift durch Veranstaltung von Vorträgen und Kursen aller Art in immer weitere Kreise getragen. Literarisch betätigten sich namentlich die Herren Schatzmann und Anderegg in verdienstlicher Weise. Auch das Ausstellungswesen förderte den Wettbewerb im Gebiete der Landwirtschaft in mächtiger Weise; es darf denn auch die im September 1895 in Bern stattgefundene schweizerische landwirtschaftliche Ausstellung mit Recht als eine äusserst gelungene und punkto Einrichtung und Erfolg als eine glänzende Leistung bezeichnet werden.

Die landwirtschaftliche Berufsbildung fand durch die vom Staate im Jahre 1860 errichtete landwirtschaftliche Schule Rütti eine solide Stätte; dieselbe hat in der Molkereischule ein Schwesterinstitut erhalten und es sollen die Fachkenntnisse durch landwirtschaftliche Kurse und Winterschulen immer mehr erweitert und gefördert werden. Die vom Bunde errichtete landwirtschaftliche Versuchs- und Untersuchungsanstalt ist ebenfalls ein vielversprechendes dem Fortschritt der Landwirtschaft in wissenschaftlicher und praktischer Hinsicht dienendes Institut.

Der Staat förderte die Landwirtschaft direkt und indirekt durch Meliorationen im grossen Style, wie durch die Entsumpfungen im Seeland (Juragewässerkorrektion), sowie die Gürben- und Hasletal-Entsumpfung, welche viel Geld kosteten (an die erste leistete der Staat Bern einen Beitrag von 4,328,224 Fr., an die Hasletalentsumpfung eine solche von 1,390,000 Fr.), dann durch Wildbachverbauungen (mit jährlicher Reinausgabe von 3—400,000 Fr. nebst Bundessubventionen im Gesamtbetrage von 600,000 Fr.), durch Errichtung von Eisenbahnen*) (mit einer ursprünglichen Gesamtbeteiligung von 43 Millionen Fr. und einer effektiven Gesamtleistung von rund 25 Millionen Fr.), ferner durch Subventionen und sonstige

*) Ueber das bernische Eisenbahnwesen siehe näheres im Kapitel «Verkehrswesen».

Ausgaben zu landwirtschaftlichen Zwecken (mit einer jährlichen Netto-Summe von ca. 280,000 Fr.), sowie durch die Gesetzgebung und Verwaltung überhaupt, namentlich durch den Bundesbeschluss betreffend Förderung der Landwirtschaft (vom Jahre 1884) und das analoge Bundesgesetz vom Jahre 1893, welche Erlasse namhafte Bundesunterstützungen zur Folge hatten, die sich in den letzten Jahren auf über 200,000 Fr. per Jahr beliefen.

Ueber die vorgenannten Leistungen namentlich über die grossen Entsumpfungswerke der Juragewässerkorrektion im Seeland, im Haslital und im Gürbegebiet möge noch folgendes zur Orientierung dienen. Der Beginn der Seelandsentsumpfungen fällt in die zweite Hälfte des XVII. Jahrhunderts; die Ueberschwemmungen des Bielersees, der Aare und der Zihl im Seeland hatten alsdann im XVIII. Jahrhundert die Aufmerksamkeit der Regierung auf sich gezogen. Auch in den 1820er, 30er und 50er Jahren des XIX. Jahrhunderts suchte man das Unternehmen ins Werk zu setzen, indem wiederholt Pläne durch Ingenieure angefertigt und bezügliche Vorarbeiten gemacht wurden, jedoch stunden der Ausführung des Unternehmens grosse Schwierigkeiten entgegen: Eine Unzahl von Berichten, Eingaben und Denkschriften, sowie langwierige Verhandlungen geben Zeugnis von demselben und von der Ausdauer, mit welcher an dem Werke gearbeitet wurde. Die früheren Arbeiten beschränkten sich vorwiegend auf Baggerungen und Entsumpfung kleinerer Gebiete. Indessen kam das Werk, dessen Kosten auf 14 Millionen Fr. veranschlagt waren, erst in den 1850er und 60er Jahren, nachdem sich der Bund und die beteiligten Kantone, insbesondere Bern, zu namhaften Beiträgen verpflichtet hatten, zustande; dasselbe gelangte nach den Plänen des Herrn Ingenieurs La Nicca in der Zeit von 1867 bis 1891 unter der Oberleitung des Bundes zur Ausführung. Ein besonderes Verdienst um das Zustandekommen hat sich der aus dem Seeland gebürtige ehemalige Regierungsrat Dr. Schneider erworben. Das ganze Korrektionsgebiet umfasste 50,195 Jucharten = 18,070 Hektar, wovon 10,270 Hektar auf den Kanton Bern und zwar 8,800 Hektar auf das eigentliche Entsumpfungsgebiet und 1452 Hektar auf gewonnenen Strandboden und Flussbette fallen. Die Leistungen der beteiligten Grundeigentümer richteten sich nach den Mehrwertschatzungen. Die Gesamtkosten beliefen sich auf 13,440,104 Fr., an welcher Summe sich der Bund (nach ursprünglichem Beschluss von 1867 mit 5 Millionen Fr.), der Kanton und die beteiligten Grundeigentümer zu ungefähr je einem Drittel beteiligten, wodurch dieselben, sowie die Hauptförderer des Werkes sich ein bleibendes Denkmal der Opferwilligkeit in der Entwicklung der wirtschaftlichen Kultur gestiftet haben.

Die Entsumpfung des Haslitales durch die Korrektion der Aare sowie durch Verbauung und Aufforstung des Wildbachgebiets

wurde im Dekret des Grossen Rates vom 1. Februar 1866 angeordnet; dieselbe war ebenfalls schon durch verschiedene Vorarbeiten sowie durch die Tieferlegung des Brienzersees in den 1850er Jahren vorbereitet worden. Die Gesamtkosten des im Jahre 1875 vollendeten Entsumpfungswerkes im Haslital betrugen laut Abrechnung vom 31. Dezember 1880 (mit Zinsen und Anleihenskosten) Fr. 2,901,080, wovon auf die Aarekorrektion (also Baukosten) allein Fr. 1,296,712 fallen; dieselben waren ursprünglich zu einem Drittel vom Staate und zwei Dritteln von den Gemeinden im Verhältnis des ermittelten Mehrwerts an Grund und Boden zu bestreiten. Die Beitragspflicht der Grundeigentümer wurde indess in einem späteren Beschluss des Grossen Rates (vom 12. November 1879) sowie im Dekret vom 12. Dezember 1880 modifiziert bezw. erleichtert. Die Ausdehnung des entsumpften Gebietes betrug 1152 Hektar. Die Entsumpfungs- und Verbauungsarbeiten im Gürbegebiet begannen bereits in den 1850er Jahren und wurden nach successiver Durchführung in den Hauptsache in den 1890er Jahren beendigt. Die Gesamtkosten betrugen bisher Fr. 2,108,000. Das entsumpfte Gebiet repräsentiert eine Fläche von 1800 Hektar.

Das gesamte im Kanton Bern im Laufe des XIX. Jahrhunderts (hauptsächlich in der zweiten Hälfte desselben) entsumpfte und somit der Kultur erschlossene Gebiet weist eine Ausdehnung von 15,685 Hektar auf.

Die Entwicklung der Landwirtschaft im XIX. Jahrhundert lässt sich nun in den Hauptpunkten charakterisieren wie folgt: Durch vereinte Anstrengung von Behörden, Vereinen und Privaten nahmen, begünstigt durch die neuen Ackerbau- und Feldsysteme, wie die Fruchtwechselwirtschaft und den Kunstfutterbau, die Milchwirtschaft und Viehzucht einen blühenden Aufschwung; infolge der Entstehung von zahlreichen Talkäsereien resp. der dadurch ermöglichten vorteilhaften Milchverwertung wurde die Produktion und der Export an Käse ausserordentlich gesteigert und zu einer bedeutenden Einnahmequelle gestaltet; andererseits wurde durch Verabfolgung von staatlichen Viehprämien und durch Gründung von Viehzuchtgenossenschaften die bernische Viehzucht, besonders die Simmentaler Rasse, allgemein gefördert. Durch die endgültige Abschaffung des mittelalterlichen Lehensystems wurde die Landwirtschaft von beengenden Fesseln, sowie von Lasten befreit und der Uebergang von der Naturalwirtschaft zur Geldwirtschaft fand seine Krönung in der Organisation des Hypothekarkredits, in der Einführung der modernen Kreditwirtschaft überhaupt. Endlich brachten auch die in den verschiedenen Versuchsanstalten erzielten Fortschritte in der Agrikulturchemie und Pflanzenphysiologie, die Bestrebungen zur Förderung und Verbreitung der landwirtschaftlichen Berufsbildung samt den landwirtschaftlichen Schulen und Kursen, sowie auch die Maschinentechnik bedeutende Neuerungen

und Vorteile in der Betriebsweise mit sich. Allerdings waren mit all' diesen Neuerungen und Umgestaltungen auch Schattenseiten und Nachteile verbunden. Erstens fand die Ausdehnung des Futterbaues hauptsächlich auf Kosten des Getreidebaues statt, welcher infolge Verbesserung der Transportmittel und daheriger Konkurrenz des Auslandes, des Sinkens der Getreidepreise, ohnehin nicht mehr rentierte. Zweitens lag die Gefahr nahe, dass die Landwirte, wie ihnen insbesondere Professor Anderegg vorwirft, zu einseitig wirtschafteten, d. h. alles auf eine Karte zu setzen pflegten, so dass z. B. infolge der bedeutenden Zunahme des Futterbaues zeitweise eine förmliche Ueberproduktion an Milchprodukten entstund. Drittens wurde mit der Zunahme der Bevölkerung eine immer grössere Zufuhr von Lebensmitteln aus dem Auslande notwendig, sodass immer grössere Summen ins Ausland wanderten; viertens nahmen die Bedürfnisse und damit die baren Geldausgaben im Haushalte der Bauern, ebenso die Steuern und Abgaben immer mehr überhand, sodass auch die Verschuldung dadurch zum Teil anwachsen musste; dazu ist auch die Gelegenheit zur Verschuldung im modernen Geld- und Kreditverkehr nur zu leicht geworden. Fünftens machte sich schon seit langer Zeit ein empfindlicher Mangel an landwirtschaftlichem Arbeits- und Dienstpersonal nebst hohen Arbeitslöhnen geltend. Sechstens ist die Pferde- und Kleinviehzucht ganz erheblich zurückgegangen. Siebentens wurde durch die Milchwirtschaft im Käsereibetrieb den Bauernfamilien, speziell den Kindern, die Milch vielfach entzogen und in einigen Gegenden auch zur Aufzucht von Jungvieh — auf Kosten einer gesunden Volksernährung — verwendet. Im ganzen aber lässt sich sagen, dass die bernische Landwirtschaft im XIX. Jahrhundert, wiewohl sie auch Krisen zu bestehen und grosse Abgaben in Form von Zinsen und Steuern zu leisten hatte, sich bedeutend gehoben und grosse Fortschritte gemacht hat; es ist dies nächst Gottes Segen der unverdrossenen, harten Arbeit und zähen Ausdauer der wackern Bauern, sowie den verschiedenen gemeinnützigen Bestrebungen seitens der landwirtschaftlichen Vereinigungen sowie des Staats zu verdanken. Endlich wurde auch den dringendsten Wünschen der Landwirtschaft hinsichtlich Zollschutz im neuen Zolltarifgesetz vom Oktober 1902, für dessen Annahme in der Volksabstimmung vom 15. März 1903 der schweizerische Bauernverband durch sein Sekretariat eine wirksame Propaganda entwickelt hatte, entsprochen.

IX. Kapitel.

Die Entwicklung der Forstwirtschaft im XIX. Jahrhundert.

Die Forstwirtschaft bildet einen der wichtigsten Zweige der Nationalökonomie und zwar einen solchen, der sich seiner Natur wegen nicht nur vorzüglich zum Staatsbetrieb eignet, sondern denselben geradezu gebieterisch im grössten Umfange erfordert; dem Wald kommt überhaupt eine grosse kulturelle, wirtschaftliche und klimatische Bedeutung zu. Bis zum Erlass forstgesetzlicher Vorschriften, resp. bevor die Waldwirtschaft der staatlichen Aufsicht und Pflege unterstellt wurde, herrschte jedoch in diesem Gebiete mehr der Zufall und die Willkür, resp. das partikularistische Interesse. Gewisse obrigkeitliche Massnahmen und Einschränkungen, wie Verbote gegen Waldrodungen, dann Anordnungen zu Aufforstungen, zum Bann etc., wurden schon in früheren Jahrhunderten, zumal in Waldgebieten, die sich im landesherrlichen oder staatlichen Eigentum befanden, getroffen resp. erlassen; indessen waren diese Massnahmen oft von geringem Einfluss oder Erfolg. Die Bewaldung und deren Veränderungen hingen seit der Urwaldzeit hauptsächlich von der Bevölkerung, resp. der Besiedelung und der landwirtschaftlichen Kultur ab; die Veränderungen im Waldbestande waren daher ohne Zweifel bis in's späte Mittelalter meist Verminderungen in dem Sinne, dass die Ausrodungen die etwaigen Anpflanzungen bedeutend übertrafen.

Seit dem 15. Jahrhundert soll sich jedoch der Waldbestand, besonders in der Ebene und im Hügelland, nur wenig verändert haben; die Waldverteilung blieb in den Hauptzügen die nämliche, obwohl sie durchaus nicht als eine ideale bezeichnet werden konnte, indem bei der mangelnden forstwirtschaftlichen Erkenntnis und Fürsorge die Rücksichtnahme auf absoluten und relativen Waldboden meistens fehlte. Im Gebirge wurde dem Wald bis in die neuere Zeit fortwährend stark zugesetzt. Der an verschiedenen Orten eingeführte Hochofenbetrieb und der sich ausdehnende Holzhandel veranlassten bis gegen die Mitte des XIX. Jahrhunderts grosse Kahlschläge. Mangel an künstlicher Verjüngung und beschränkter Weidgang verhinderten die Wiederbestockung der abgeholzten Flächen und verwandelten sie teils in Weidland, teils in ertraglose Gesteins- und Rutschhalden, welche infolge von Naturereignissen, wie Hochgewitter, oft zu gefährlichen, Schaden bringenden Katastrophen führten. Auch die vermehrte Viehsömmerung auf den Alpen führte

zu absichtlicher oder nachlässiger Verminderung des Waldbestandes. Endlich hatte die starke Zunahme (Verdoppelung) der Bevölkerung, namentlich im XIX. Jahrhundert einen entsprechend erhöhten Holzbedarf zur Folge, welcher freilich gegen früher in vermehrtem Masse durch Holzsurrogate (Steinkohlen etc.) gedeckt wurde. Der zunehmende Holzmangel hatte aber seine Ursache nicht nur in der sorglosen und gewohnheitsmässigen Holzverschwendung, also in unwirtschaftlicher Verwendungsart, sondern auch in dem Steigen der Holzpreise, sowie des Geldwerts der Waldungen und in dem erhöhten Ertrag derselben.

Der Fortschritt der Kultur überhaupt und speziell der Einfluss der Geldwirtschaft, also die bessere Rendite erhöhten die Gefahr der Waldvernichtung, führten aber zugleich zur Erkenntnis der Notwendigkeit einer bessern, planmässigen Forstwirtschaft. Freilich stiessen die forstlichen Organe in der Durchführung der bezüglichen Massnahmen von jeher auf mannigfache Schwierigkeiten und die im Laufe des XVIII. Jahrhunderts erlassenen vortrefflichen Verordnungen und Gesetze über das Forstwesen fanden noch nicht die verständnisvolle Beachtung, die sie verdient hätten. — Von der Helvetik waren dann Fortschritte von dauerndem Erfolg schon gar nicht zu erwarten, wenigstens kamen hervorragende Leistungen damals nicht zu Stande; die in dieser unruhigen Zeit erlassenen Gesetze wurden übrigens zu Beginn der Mediation wieder aufgehoben. Zunächst wurde unterm 14./15. September 1798 ein Gesetz betreffend Beholzungsrechte von Gemeinden in Staatswaldungen erlassen.

Speziell mit Bezug auf die Verwaltung der Nationalwälder erliess das Vollziehungsdirektorium am 28. Februar 1799 einen Beschluss, der zugleich eine einheitliche Organisation des Forstdienstes brachte. Unterm 5. April 1799 wurde sodann Herr Franz Gruber in Bern zum Forstinspektor ernannt. Am 6. April 1799 erklärte das Vollziehungsdirektorium alle auf den Nationalwaldungen haftenden Beschwerden und Berechtigungen für loskäuflich. Das Verbot des Weidgangs in den Wäldern wagte der Grosse Rat in der Helvetik nicht zu erlassen, „weil dasselbe von grossem Nachteil für solche Gegenden wäre, in denen das Vieh die einzige Erwerbsquelle der Bewohner bildet, indem bei Aufhebung der Waldweide viele arme Bürger genötigt wären, ihr Vieh zu töten“ etc. Dagegen kam um die nämliche Zeit (11. April 1801) ein vom Vollziehungsrat gefasster Beschluss betr. Organisation der Forstverwaltung zu Stande, wonach die Zentralbehörde aus drei Mitgliedern zu bestehen hatte. Ausser diesen organisatorischen Massnahmen geschah, wie gesagt, nicht viel. An gutem Willen und zielbewusstem Streben zur Förderung des Forstwesens fehlte es zwar nicht, allein die Revolutionsjahre und die unruhige Zeit der Helvetik waren hierzu nicht sehr geeignet. Mit den damals namentlich infolge der proklamierten Freiheitsprinzipien mehr und mehr zu Tage getretenen Ansprüchen

auf freie Benutzung und selbst auf vollständiges Eigentum der Waldungen seitens der Nutzniesser, vermehrte sich auch der Hass und Widerstand gegen alle forstpolizeilichen, beschränkenden Massregeln bei Korporationen und Einzelnen. In der Mediationszeit und besonders während der Restaurationsperiode kam wieder mehr Ordnung und Festigkeit in die Aufsicht und Verwaltung des Forstwesens. Unterm 5. Dezember 1803 erliess die gesetzgebende Behörde ein Gesetz über die Administration der Waldungen, durch welches der Stand, wie er vor 1798 war, ausdrücklich als wieder in Kraft erklärt wurde. Sodann wurde im Jahre 1806 der bisherige Oberförster Herr Gruber zum Forstmeister des Kantons und gleichzeitig Herr Karl Kasthofer zum Oberförster für das Oberland ernannt.

Ausser dem Erlass ausführlicher Instruktionen für diese beiden Beamten wurden in den Jahren 1808 und 1809 Besoldungsregulative für die Forstbeamten aufgestellt, ferner unterm 2. Januar 1811 eine Verordnung über Holzschläge und Holzflösse und endlich am 11. März 1814 noch zum Zwecke der Vermehrung des Forstpersonals ein Dekret über Anstellung der notwendigen Oberbeamten für das Forstwesen erlassen; nach demselben wurden die Waldungen des Kantons in vier Departemente eingeteilt und dieselben einem Forstmeister samt drei Oberförstern zugewiesen. Obschon während der Mediationszeit in forstpolizeilicher Hinsicht nur wenige Verordnungen erlassen wurden, so ist doch anzuerkennen, dass damals, was die Organisation und die Verbesserung der Verwaltung der Waldungen anbetrifft, um so mehr geleistet wurde. Die relativ sehr bedeutenden Kulturkosten, welche sich aus den Rechnungen der zu Beginn der Mediation gegründeten Forstkasse ergeben, zeugen in der Tat davon, dass anerkennenswerte Anstrengungen zur künstlichen Wiederverjüngung der Waldungen gemacht wurden; dasselbe kann von der folgenden Restaurationsperiode gesagt werden, in welcher überdies das konservative System auch in der Forstwirtschaft in der Person des Herrn Forstmeister Gruber verkörpert war, dessen Bestreben in möglichster Konservierung der Wälder bestund und von dessen systematischen Sparsamkeit in spätern amtlichen Berichten besondere Erwähnung getan wurde. Freilich gab es auch Leute, sogar Forstmänner, welchen dieses System als zu weit getriebene Sparsamkeit erschien, ohne dass dieselben jedoch über die Art und Weise der Bewirtschaftung zur Erreichung des grösstmöglichen Holzertrags einig gewesen wären.

Mochte nun dieses Sparsamkeitssystem auch seine Nachteile gehabt haben, Tatsache ist, dass gegen Ende der Periode sowohl in den Staats-, als in den Korporations- und Privatwaldungen vorherrschend haubare Bestände vorhanden waren. An der bestehenden Organisation des Forstwesens wurde unter der Restaurationsregierung nichts von Belang geändert; die Oberaufsicht hatte der

zureuten, erlassen. Am 1. Juli 1819 wurden die Organis
Obliegenheiten der Forstkommission durch eine Instrukt
bestimmt. Die wichtigsten forstlichen Gesetzesbestimm
jener Zeit waren aber die Polizeivorschriften über Holzsc
Flössungen vom 7. Januar 1824, wonach jeder Holzschl
zum Verkauf, zum Wegflössen oder zur Ausfuhr, an obr
Bewilligung gebunden war. Die Holzkommission sollte a
der Erteilung der Bewilligung, entweder durch ihre Bea
unparteiische Experte auf Ort und Stelle untersuchen lass
Holzschlag dem Holzbedürfnis des Verkäufers und dem
Waldungen unbeschadet stattfinden könne, und ob nic
fürchten sei, dass der anbegehrte Holzschlag etwa Sc
Erdlauinen, Stein- und Eisschläge und andere solche
Naturereignisse veranlassen könnte etc.

Es wurde bereits oben bemerkt, dass die faehmänn
sichten in Betreff der Forstwirtschaftssysteme auseinan
Einige glaubten, für die Brennholzproduktion dem Ni
Mittelwald- vor dem Hochwaldbetrieb den Vorzug gebe
so viel Hochwald behalten zu sollen, als zu Lieferung v
nötig sei, während andere durch das Zuwachsverhältnis z
suchten, dass der Hochwald einen grössern Ertrag, sowol
auf die Holzmasse, als im Holzwerte selbst liefern, der
aber nur in hesondern Fällen, wo es die Orts- und Bod
nisse erheischen, zu empfehlen sei! Diese letztere A
offenbar die richtige, denn sie wurde durch gemachte E
als solche bestätigt. Eine weitere Streitfrage bildete in
den Waldbetrieb die Bestimmung des Zeitpunktes, wann
geschlagen und durch einen jungen ersetzt werden s
vieljährigen Diskussionen unter den Fachmännern, überz

einerseits und die wissenschaftlich gebildeten Forstbeamten andererseits in Bezug auf diese Streitfragen in zwei Lager getrennt hätten, in welchen die Betreffenden wenigstens unter sich einig gewesen wären; denn es kam u. a. auch vor, dass gelehrte Förster in Betreff der Umtriebszeiten abweichende Meinungen vertraten.*) Freilich standen sich die Anhänger des alten Systems, das auf möglichst alte Bestände, also auf ein regelmässiges Auswachsen der Stämme abzielte, und des neuen Systems, mit kürzerer Umtriebszeit, einander gegenüber. Die Frage der Umtriebszeit wurde nämlich von dem damaligen Oberförster des Oberlandes, Herrn Kasthofer, angeregt und es bildete dieselbe ein Streit- und Anklagepunkt gegen das alte System, indem er eine bedeutende Abkürzung derselben verlangte.

Mit der gewordenen Ueberzeugung von der Erspriesslichkeit einer kürzern Umtriebszeit, daheriger schnellerer Holzproduktion und überflüssigen Holzvorrates in den Waldungen, verbreitete sich auch der natürliche Wunsch nach freier Ausfuhr des Holzes ausser Landes, da dasselbe im Handel eine reiche Einnahmsquelle zu werden versprach.

Mit der politischen Umwälzung im Jahr 1831 trat auch ein Wechsel im Personal der Forstverwaltung ein. Von den höhern bisherigen Forstbeamten verblieben einzig der Oberförster des Oberlandes, Herr Kasthofer, sowie zwei jurassische Unterinspektoren im Amte; Herr Kasthofer wurde noch im gleichen Jahre zur Leitung des Forstdepartements als Kantonsforstmeister nach Bern berufen (der frühere Kantonsforstmeister, Herr Gruber, war bereits im Jahr 1827 gestorben). Das Forstwesen wurde dem Departement der Finanzen zugeteilt und stund wie bis dahin unter einer besondern Forstkommission; diese legte am 30. Juli 1832 dem Finanzdepartement den Entwurf zu einer neuen Forstorganisation vor, welche am 24. November desselben Jahres mit einigen Modifikationen zur Annahme gelangte und wonach der ganze Kanton in sechs Forstkreise eingeteilt wurde; für jeden Forstkreis wurde ein Oberförster ernannt. Diese neue Forstverwaltung fand, wie schon gesagt, die Staatsforsten vorherrschend mit haubarem, teilweise überständigem und abgehendem Holze bestockt; es fehlte das Normalverhältnis der Bestände an Jungwuchs, Mittelwuchs und Haubarkeit, indem der letztere Teil bedeutend überwog. Es war daher eine der ersten Aufgaben, dieses Normalverhältnis nach und nach herzustellen. Um aber dieselbe angemessen und gründlich zu lösen, wäre es nicht nur wünschbar, sondern durchaus erforderlich gewesen, vorerst mit der Errichtung eines vollständigen Wirtschaftsplanes zu beginnen und zwar gestützt auf die genaue Untersuchung und Ausmittlung der verschiedenen Bestände, der Ertragsfähigkeit überhaupt und

*) Z. B. Gruber und Kasthofer, oder auch letzterer und Fankhauser.

des nachhaltigen wirklichen Ertrages in den verschiedenen Perioden insbesondere. Herr Kasthofer war der erste Staatsforstbeamte, welcher eigentliche, wenn auch zum Teil von der heutigen Anschauung abweichende, forstwirtschaftliche Regeln aufstellte; um so mehr wäre die Lösung obiger Aufgabe in seiner Pflicht gelegen.

Im Bericht des Direktors der Domänen und Forsten an den Grossen Rat vom März 1857 wird indess Herrn Kasthofer zum Vorwurf gemacht, dass derselbe jene wichtige Arbeit nicht sogleich an die Hand genommen, oder nicht wenigstens annähernd die nachhaltige Ertragsfähigkeit und die Holzmenge, welche, ohne den Wald zu übernutzen, geschlagen werden durfte, ausgemittelt habe, um eine festere Basis zu erlangen, dass er also nicht zuerst einen regelmässigen Wirtschaftsplan aufgestellt habe. Herr Kasthofer ging aber von der Ansicht aus, es müssten vorerst die Nutzungsverhältnisse in den Staatswaldungen regliert, durch Kantonnemente die Berechtigten ausgewiesen, die alsdann frei gewordenen Anteile des Staates abgesondert und hierauf das Normalverhältnis der Bestände hergestellt werden; mit andern Worten: es sollte vor allem aus der Ueberschuss des haubaren Holzes geschlagen und erst nachher ein regelmässiger Wirtschaftsplan für die Zukunft eingerichtet werden; er setzte eine Umtriebszeit fest von durchschnittlich 80, für die Waldungen in der Ebene sogar nur 60 Jahren und liess in diesem Sinne die alten Bestände schlagen und neu aufforsten. Seine Wirtschaftsweise war also ganz abweichend von derjenigen des frühern Forstmeisters Gruber. Wenn man indes letzterem mit Recht vorwerfen konnte, er sei allzu vorsichtig und ängstlich verfahren, habe die haubaren Bestände zu lange geschont und zu wenig Holz geschlagen, so darf man mit ebenso vielem Recht behaupten, dass Hr. Kasthofer die Umtriebszeit zu kurz gesetzt und zu viel abgeholzt habe, indem nach bisherigen Erfahrungen sich erwiesen hat, dass es 80 bis 120 Jahre für die Waldungen in den Niederungen und 90 bis 150 Jahre in höher gelegenen Berg- und Alpenwäldern erfordere, bis der Waldbaum seinen höchsten Durchschnittszuwachs erreicht hat.

Man fiel also dem System nach in der Tat von einem Extrem in's andere. Von 1831 hinweg wurde dann ungefähr ein Vierteljahrhundert lang viel zu viel Holz geschlagen; statt des frühern Ueberschusses an haubaren Beständen, zeigte sich nun ein beträchtliches Manco in dieser Altersklasse. Laut offiziellen Nachweisen wurden nämlich im Zeitraum von 1832—1856 im ganzen 889,028 oder jährlich 35,561 Klafter Holz aus dem Kanton Bern ausgeführt und die Waldausreutungen beliefen sich im ganzen auf 2080 Hektar. Den bezüglichen Gesuchen wurde meist unbedenklich entsprochen, indem die Behörden von der irrigen Voraussetzung ausgingen, der Kanton Bern besitze Ueberfluss an Waldboden. Aber schon Kantonsforstmeister Marchand suchte den Nachweis zu leisten, dass der

Bedarf oder Konsum an Holz den Ertrag der Waldungen übersteige; nach dessen Ermittlungen betrug der Holzertrag per Jahr 170,638 Klafter, welche Angabe indes durch erneute Besprechungen von Forstdirektor Brunner im Jahr 1857 auf 211,813 Klafter erhöht wurde.

Die Gesamtfläche der Waldungen belief sich um jene Zeit auf 147,242 Hektar, wovon 10,336 Hektar auf die Staatswaldungen fallen; von diesen waren aber nur 9565 Hektar kulturfähig; im Jahr 1831 nahmen die Staatswaldungen noch ein Areal von zirka 27,000 Hektar ein. Die Veränderung im Gesamtareal der Waldungen von 1831—1857 kann nicht nachgewiesen werden, weil der Gesamtflächeninhalt derselben in früherer Zeit überhaupt nicht festgestellt worden ist. In Betreff der Wirksamkeit des Herrn Kantonsforstmeister Kasthofer ist lobend zu erwähnen, dass derselbe wissenschaftlich und literarisch eifrig tätig war und dass unter der vorzüglichen Anregung desselben auch Aufforstungen stattfanden, indem Saatschulen errichtet und hauptsächlich in den Staatswaldungen häufigere und regelmässige Forstkulturen vorgenommen wurden, in welcher Beziehung überhaupt recht viel geschah. Anders verhielt es sich dagegen mit den Gemeinds-, Rechtsame- und Privatwaldungen, in welchen Misswirtschaft herrschte und daher mangels einer geregelten Aufsicht auch in Bezug auf künstliche Anpflanzungen nicht viel geschah.

In der Periode von 1831 bis 1852 wurden folgende Forstgesetze oder Verordnungen erlassen: Die bereits erwähnte Forstorganisation vom 24. November 1832, eine Verordnung über das Einsammeln von Holz in Staatswaldungen vom 8. Dezember 1832, die Forstorganisation für den Jura vom 17. Oktober 1836, das Gesetz über den Loskauf der Weiddienstbarkeiten vom 12. Dezember 1839, durch welches alle im Umfange des alten Kantonsteils bestehenden Weidedienstbarkeiten ablösbar erklärt wurden, insoweit sie nicht auf eigentlichen Weiden hafteten. Kurze Zeit später, am 22. Juni 1840, folgte sodann das Gesetz über die Waldkantonnemente, welches ebenfalls nur für den alten Kanton galt und unter ähnlichen Voraussetzungen wie im vorigen Gesetz den Grundsatz der Ablösbarkeit aller auf den Waldungen haftenden Nutzungsrechte aussprach. Die Bestimmungrn dieses Gesetzes und die Art und Weise, wie dieselben zur Durchführung gelangten, hatten für den Kanton Bern verhängnisvolle Folgen. Während nämlich bis dahin wohl ein Dritteil aller Waldungen im alten Kanton Eigentum des Staates waren und grosse zusammenhängende Komplexe bildeten, in denen die Forstverwaltung nach freiem Ermessen und einzig den Grundsätzen einer rationellen Wirtschaft folgend, schalten konnte, wurde nun im vermeintlichen fiskalischen Interesse des Staates sofort mit der Ablösung begonnen und dieselbe in verhältnismässig kurzer Zeit durchgeführt. Dabei blieb dem Staat nur ein sehr kleiner Teil der belasteten Waldungen als freies Eigentum; der grösste Teil derselben

ging in den Besitz von Gemeinden und Privaten über und wurde in vielen Fällen in höchst bedauerlicher Weise zerstückelt. Ein fernerer Uebelstand, der sich geltend machte, und auf welchen bereits an anderen Orten hingewiesen wurde, war der, dass viele der neuen Waldbesitzer, und zwar besonders Private, die ihnen zugefallenen Holzvorräte in kurzer Zeit versilberten, wodurch bedeutende Uebernutzungen stattfanden. Eine Verfügung von geringerer Bedeutung vom 15. Januar 1841 betraf die Aufhebung der Verordnung vom 23. April 1804 betreffend Benutzung der Eichen- und Rottannenrinde zu Gerberlohe, welche mit der Staatsverfassung in Widerspruch stund.

Am 30. Juli 1847 erschien ein neues Gesetz über die Organisation der Forstverwaltung des Staates. Dasselbe unterstellte das Forstwesen der Finanzdirektion und gab derselben einen Domänen- und Forstverwalter und einen Forstmeister bei. Der ganze Kanton wurde in 7 Forstkreise und höchstens 21 Forstreviere eingeteilt; doch wurden letztere später auf 16 bestimmt und davon nur 9 mit Unterförstern besetzt, die übrigen 7 Reviere aber den Oberförstern zur Verwaltung übertragen.

Durch den Umstand, dass die Staatswaldungen zu einer wichtigen Finanzquelle geworden und fiskalisch ausgebeutet zu werden pflegten, trat eine sehr rasche Zunahme der Gelderträge ein. Während die Staatswaldungen von 1815 bis 1831 im Mittel nur Fr. 27,458.34 jährlichen Reinertrag abgeworfen hatten, stieg derselbe während des Zeitabschnitts von 1832—1847 nahezu auf das achtfache, namlich auf Fr. 207,807.23. Im Durchschnitt betrugen die Bruttoeinnahmen jährlich 345,015.53 Franken, die Ausgaben aber 137,208.30 Franken oder zirka 40 Prozent der erstern.

Dem Mangel an Waldwirtschaftsplänen mit annähernder Ausmittlung des nachhaltigen Ertrages und der Ertragsfähigkeit bei zweckmässiger Bewirtschaftung, sowie an entsprechenden, auf die Wirtschaftspläne basierten Nutzungsreglementen ist es hauptsächlich zuzuschreiben, dass die Mehrzahl der Gemeindewaldungen noch mehr übernutzt wurden, als die Staatswaldungen. Es fehlte, wie der Forstdirektor in seinem Berichte vom Jahre 1857 sagt, die haubare Altersklasse und man fand gewöhnlich jene Waldungen vorherrschend mit mittelwüchsigem Holze und zwar dünn bestockt.

Die Regierung der 1850er Jahre suchte, wie der bereits erwähnte Bericht des Direktors der Finanzen von 1857 beweist, schon von 1852 an durch Erlass strengerer forstpolizeilicher Vorschriften und Handhabung derselben ernstlich auf Abhülfe und Besserung hinzuarbeiten. Die Forstdirektion stützte sich u. a. auf die Erfahrungen und Belehrungen des gewesenen Kantonsforstmeisters Marchand, welcher im Jahr 1847 als Nachfolger des Hrn. Kasthofer gewählt wurde und den Mangel eines Wirtschaftsplanes schon früher als Bezirksförster empfunden hatte. Diese Bestrebungen scheinen

nicht ohne Erfolg geblieben zu sein, indem der Grosse Rat unterm 19. März 1860 ein Gesetz über die Errichtung von Waldwirtschaftsplänen für die Gemeinde- und Korporationswaldungen und ein anderes am 1. Dezember 1860 über die bleibenden Waldausreutungen erliess, nachdem sie bereits im Jahre 1853 (26. Oktober) ausführliche Polizeivorschriften über die forstwirtschaftliche Behandlung der Waldungen, sowie über Waldausreutungen, Holzschläge und Flössungen erlassen hatte. Auch erfolgte schon im Jahr 1855/56 die Aufstellung eines eigentlichen Wirtschaftsplanes, zu welcher § 7, Abschnitt II des Gesetzes vom 8. August 1849 betreffend die Verwaltung und Gewährleistung des Staatsvermögens die Veranlassung bereits gegeben hatte.

Das Jahr 1860 kann freilich als einen wichtigen Wendepunkt in der Entwicklung des bernischen Forstwesens betrachtet werden, indem durch die Einführung von Waldwirtschaftsplänen im Gesetzeswege die Bewirtschaftung der Waldungen tatsächlich auf eine sichere und solide Basis gelangte: Die Theorie und die langjährigen Versuche gingen in die Praxis über, wurden zur Tat. Auf 1. Juli 1860 wurde die vakante Stelle eines Kantonsforstmeisters in der Person des Herrn Oberförsters Fankhauser neu besetzt und in der unterm 25. Januar 1861 zum Gesetz über die Errichtung von Waldwirtschaftsplänen in den Gemeinde- und Korporationswaldungen erlassenen Verordnung alsdann die Untersuchung der Waldungen, sowie die Leitung der mit der Aufstellung von Waldwirtschaftsplänen verbundenen Arbeiten dem Kantonsforstmeister übertragen; ebenso wurde ein Kantonsforstgeometer ernannt; derselbe hatte die geometrischen Arbeiten bei Errichtung von Waldwirtschaftsplänen zu besorgen, wofür unterm 10. August 1862 eine besondere Instruktion erlassen wurde. Das Gesetz über bleibende Waldausreutungen hatte die Erhaltung des Waldareals zum Zweck, indem sich das letztere seit 1830 um zirka 6000 Jucharten vermindert hatte und 23% der Gesamtfläche ausmachte, wobei das Missverhältnis herrschte, dass gerade die Gebirgsgegenden am schwächsten bewaldet waren. Nach diesem Gesetz konnten Waldausreutungen nur dann bewilligt werden, wenn der Eigentümer des auszureutenden Waldes entweder ein anderes Grundstück zu Wald anpflanzt, das einen gleich grossen Holzertrag verspricht oder per Juchart eine Gebühr von 80 Fr. an den Staat bezahlte, in welchem Falle der Staat alsdann die Verpflichtung zur Wiederanpflanzung übernahm. Das Gesetz über Errichtung von Waldwirtschaftsplänen hatte den Zweck, das Holz kapital in den Gemeinde- und Korporationswaldungen zu sichern, also die Uebernutzung derselben zu verhindern; dasselbe verpflichtete die Gemeinden und Korporationen, Wirtschaftspläne über ihre Waldungen zu errichten und sicherte ihnen an die Kosten einen Beitrag bis auf 10% zu; durch diese Wirtschaftspläne sollte der nachhaltige

Ertrag der Waldungen festgestellt und eine gute rationelle Bewirtschaftung derselben angebahnt werden.

Der für die Staatswaldungen ausgearbeitete Wirtschaftsplan erhielt im Jahr 1866 zum erstenmal die gesetzliche Sanktion; in demselben wurde der jährliche Abgabesatz bezw. die Gesamtnutzung für das erste Jahrzehnt auf 18,000 Normalklafter festgesetzt; zugleich wurde bestimmt, dass nach 10 Jahren eine Zwischenrevision und nach 20 Jahren eine Hauptrevision des Wirtschaftsplanes stattzufinden habe. Die im Wirtschaftsplan vorgesehenen Betriebsarten sind der Hochwald- und der Niederwaldbetrieb. Der Hochwaldbetrieb zeichnet sich bekanntlich dadurch aus, dass man die Bestände das Alter, während welchem sie den grössten Durchschnittszuwachs bieten, erreichen lässt; demselben gehörten im Zeitpunkt der ersten Revision zirka 9882 Hektar = 98 % der Staatswaldungen, also weitaus die Hauptmasse an und diese Fläche verteilt sich wieder zu 88 % auf den sogenannten schlagweisen Hochwald und zu 10 % auf den Plänterwald. Beim schlagweisen Hochwaldbetrieb kommt der allmälige und der kahle Abtrieb zur Anwendung; ersterer bildet die Regel, namentlich im Jura, in den Vorbergen und in den untern Gebirgszonen, sowie überhaupt in denjenigen Waldungen, wo die Buche und die Weisstanne vorherrschen. Der kahle Abtrieb oder die Kahlschlagwirtschaft kam namentlich in den Fichtenwaldungen der Niederungen mit kräftigem Boden zur Anwendung. Der Plänterbetrieb beschränkt sich auf die Hochgebirgswaldungen mit rauhen, hohen Lagen und steilen, exponierten Hängen, wo die Erhaltung eines widerstandsfähigen Waldes notwendig erscheint. Der Niederwaldbetrieb umfasst bloss 2 % der Gesamtfläche der Staatswaldungen und ist in allen Forstkreisen, mit Ausnahme desjenigen von Erguel, in geringerer oder grösserer Ausdehnung vertreten. Bei der Aufstellung eines Wirtschaftsplanes wird zu bestimmen gesucht, wie viel Holzmaterial jeder einzelne Bestand pro Flächeneinheit abwerfen wird, wenn er zum Hiebe kommt.

Der schlagweise Hochwaldbetrieb, wie er im Wirtschaftsplan angenommen wurde, hat sich als den Verhältnissen entsprechend bewiesen und somit bewährt; ebenso zeigte die Plänterwirtschaft in den Hochgebirgswaldungen der Forstkreise des Oberlandes, dass nur diese Betriebsart die nötige Garantie für die Erhaltung des Waldes in jenen Gegenden bietet. Bei der Aufstellung eines Wirtschaftsplanes ist die Festsetzung der Umtriebszeit wohl die wichtigste Frage, weil sie die Art der Wirtschaft und der Betriebsarten, der Verjüngungsweise, teilweise die Einteilung und hauptsächlich die Grösse des jährlichen Abgabesatzes bedingt. Die Umtriebszeit hängt selbstverständlich von der Bestandesart, der Lage oder Bodengestalt, dem Klima oder den Vegetationsverhältnissen ab. In den Vorbergen und Hochgebirgen der Alpen und in den rauhen Lagen des Jura bedürfen die Waldbäume infolge der kurzen Vegetations-

zeit eines viel längeren Zeitraumes zur Erreichung ihres grössten Massen- und Wertzuwachses als in den milden Lagen der Niederungen. Im eigentlichen Hochgebirge erfolgt derselbe erst etwa im 120. Jahre und lässt dann noch an vielen Orten bis zum 150. Jahre Jahre nicht bedeutend nach, daher in solchen Lagen eine 120- bis 140jährige Umtriebszeit gewählt wurde. Für die tiefern Lagen des Hochgebirges der Alpen, deren Vorberge und für den grössten Teil des Jura ist die 100jährige Umtriebszeit weitaus die verbreitetste und nimmt nach Fankhauser 77,8 % der Gesamtfläche der Staatswaldungen, also weitaus das grösste Gebiet ein. In den milderen, tiefer gelegenen Gegenden der Forstkreise Thun, im Mittelland, Emmental und Seeland dauert die jährliche Vegetationszeit schon bedeutend länger, die Waldbäume erreichen bereits mit dem 70. bis 90. Jahre den grössten Massenzuwachs, so dass hier bei vielen Waldungen der Umtrieb auf 80 Jahre festgestellt wurde; in diesen Gegenden wurde denn auch die Umtriebszeit für die Niederwaldwirtschaft auf bloss 10—30 Jahre bestimmt. Nach dem im Jahre 1876 revidierten Wirtschaftsplan wies der Kanton Bern folgende Verteilung der Staatswaldungen auf die verschiedenen Umtriebszeiten auf:

	Juch. produktive Waldfläche
An Niederwald (10—30 Jahre)	548 = 1,9 %
„ Hochwald (80 Jahre)	2920 = 10,4 %
„ „ (100 „	21,758 = 77,8 %
„ „ (120 „	2317 = 8.3 %
„ „ (140 „	456 = 1,6 %

Die Frage betreffend die Herabsetzung der Umtriebszeit bildete hie und da der Gegenstand lebhafter Erörterungen, bei welchen das finanzielle oder fiskalische Interesse das treibende Motiv bildete: es geschah dies z. B. gegen Ende der 1870er Jahre, wo die Staatsbehörden infolge der zum Teil selbstverschuldeten Finanzkalamität einige Millionen Mehrertrag aus den Staatswaldungen hätten brauchen können. Der betreffenden Anregung, welche von Grossrat N. Kaiser von Grellingen ausging und von der Staatswirtschaftskommission ebenfalls aufgenommen worden war, wurde indes keine Folge gegeben, indem die bezüglichen auf Scheingründe gestützten Behauptungen durch Herrn Kantonsforstmeister Fankhauser in seinem gedruckten Referat vom 7. Juli 1879, sowie in einer besondern Flugschrift vom April 1880 mit fachmännischer Gründlichkeit widerlegt wurden, so dass der Versuch eines sogenannten Kapitalangriffs auf die Staatswaldungen, also eine förmliche Waldschlächterei, damals unterblieb.

Herr Fankhauser erklärte den Unterschied zwischen der wirtschaftlichen und der sogenannten finanziellen Umtriebszeit, welch' letztere theoretisch zwar die höchste Rente verspreche, praktisch aber völlig wertlos sei; er wies auch den Irrtum, der in der An-

lassenen Bundesgesetz wurden nun sämtliche Waldungen der Oberaufsicht des Bundes über die Forstpolizei unterstellt, der begriffliche Unterschied zwischen Schutzwaldungen und Nichtschutzwaldungen jedoch beibehalten; im übrigen enthält das Bundesgesetz, wie schon das frühere, eine Reihe forstpolizeilicher und -wirtschaftlicher Bestimmungen, welche auf Erhaltung und Vermehrung des Waldareals, auf Verbesserung der Forstwirtschaft abzielen, mit denen jedoch die kantonalen Vorschriften zumteil im Widerspruch stehen. Die eidgenössische Vollziehungsverordnung datiert vom 13. März 1903.

Auf kantonalem Gebiete sind folgende gesetzgeberische Vorkehren und Erlasse seit 1860 zu erwähnen: Unterm 9. September 1862 wurde ein Reglement für die Patentprüfungen der Oberförster, Unterförster, Forsttaxatoren und Forstgeometer erlassen; unterm 18. Mai 1866 fasste der Grosse Rat den Vollziehungsbeschluss betreffend den Wirtschaftsplan für die freien Staatswaldungen; am 2. Februar 1869 wurde die erste Verordnung über Aufforstungen im Grossen Moose und am 11. Januar 1871 eine Verordnung zum Schutz der Waldungen gegen Insektenschaden erlassen; am 26. Mai 1873 erschien das Dekret über die Organisation der Finanzverwaltung mit Bestimmungen über die Staatsforstverwaltung; Beschluss und Verordnung betr. die Einteilung in Forstreviere und die Vermehrung des Forstpersonals im alten Kantonsteil vom 26. September 1874 und 22. Mai 1875. Im Jahre 1874 beschloss nämlich der Grosse Rat zwecks strengerer Handhabung der Forstpolizei und besserer Bewirtschaftung der Gemeinde- und Korporationswaldungen, insbesondere um den nachteiligen Entwaldungen im Gebirge Einhalt zu tun und die gefährlichen Holzschläge zu beschränken, sowie die Wiederaufforstung steiler Hänge zum Schutze gegen Naturereignisse zu fördern, den alten Kanton in 11 Forstreviere einzuteilen und jedem einen Revierförster zuzuteilen; in diesem Kantonsteil waren nämlich sämtliche Unterförsterstellen in den Jahren 1852 und 1853 aufgehoben worden (mit Ausnahme derjenigen des Reviers Frasbrunnen) und es fehlte daher das Mittelglied zwischen den Oberförstern und Bannwarten; ersteren lag die Aufgabe der Unterförster ob; im Jura dagegen waren die Unterförster oder Brigadiers forestiers beibehalten worden. Demnach wurden 1875 sechs neue Revierförster ernannt. Immer noch fanden die obern Behörden es notwendig, mittelst Kreisschreiben auf bessere und sorgfältigere Bewirtschaftung der Gemeinde- und Korporationswaldungen zu dringen. Auch ein vom Grossen Rate unterm 3. März 1879 erteilter Auftrag zur Revision der Forstpolizei-Vorschriften sowie die Vorarbeiten zur bezüglichen Vorlage basierten auf der Tendenz, die Wirtschaft in den Gemeinde- und Korporationswaldungen möglichst zu heben und deren nachhaltige Nutzung zu sichern, die staatliche Aufsicht in den Privatwaldungen dagegen auf das Notwendige zu beschränken. Beinahe zu gleicher Zeit wird im Staatsverwaltungs-

und Höhenzügen und die Aufforstung derselben im klimatischen und wirtschaftlichen Interesse*), die Verbauung gemeinschädlicher Wildbäche und die Aufforstung der betreffenden Bachgebiete mit Hülfe des Bundes, die Errichtung besonderer meteorologischer Stationen zu forstlichen Zwecken, welche im Jahre 1868 auf Beschluss der Regierung in den drei Forstkreisen Oberland, Mittelland und Jura mit je einer Doppelstation errichtet und mit welchen auch klimatologisch-phänologische Beobachtungen verbunden wurden, die bessere Ausbildung des untern Forstpersonals durch Abhaltung von Bannwartenkursen, die Mitwirkung des Forstpersonals bei der regelmässigen Beobachtung der Hagelschläge in den 1880er Jahren, die Reorganisation der Forstverwaltung im Jahre 1882 mit Einteilung des Kantons in drei Forstinspektions- und 18 Forstkreise und Ernennung von drei Forstinspektoren und 18 Kreisförstern etc. Von besonderer Bedeutung und Tragweite war das Eingreifen des Bundes resp. die Ausübung der Oberaufsicht desselben über das Forstwesen der Kantone, gestützt auf Art. 24 der Bundesverfassung von 1874. Bereits im Jahre 1858 hatte der Bundesrat eine Untersuchung der Hochgebirgswaldungen in den verschiedenen Kantonen angeordnet und sich von Forstmeister Landolt-Zürich einen umfassenden Bericht erstatten lassen. Nach den Vorschlägen einer besonders hiefür einberufenen Expertenkommission sollten sämtliche Gebirgswaldungen der Schweiz unter die spezielle Aufsicht des Bundes gestellt werden. In der Tat wurde dann auch das Bundesgesetz (vom 24. März 1876) in diesem Sinne erlassen; in demselben wurden die Grenzen des unter eidgenössische Oberaufsicht zu stellenden Forstgebiets zunächst allgemein mit dem Begriff „Schutzwaldungen" bezeichnet, jedoch ausserdem die Staats-, Gemeinde- und Korporationswaldungen der eidgenössischen Oberaufsicht vorbehalten, auch wenn solche nicht zu den Schutzwaldungen gehören. Im Vollziehungsdekret vom 26. November 1877 wurden alsdann die Bezirke des unter eidgenössische Oberaufsicht gestellten Forstgebiets und im Beschluss vom 17. September 1878 die gemeindeweise Ausscheidung der Schutzwaldungen näher hezeichnet.

Nach der eidgenössischen Forstgesetzgebung beteiligt sich der Bund u. a. auch mit Beiträgen an kantonale Fachkurse, an neue Waldanlagen und Aufforstungen im Schutzwaldgebiet. In der Absicht, die Oberaufsicht des Bundes über die Forstpolizei weiter auszudehnen, wurde der Art. 24 der Bundesverfassung alsdann einer Revision unterzogen, welche in der Volksabstimmung vom 11. Juli 1897 genehmigt wurde. In dem bezüglichen unterm 11. Oktober 1902 er-

*) Solche Ankäufe von Wald oder zu Aufforstungszwecken bestimmte Landkomplexe fanden im Zeitraum von 20 Jahren d. h. von 1863 bis 1882 nicht weniger als um 1686 Hektar mit einer Ankaufssumme von Fr. 1,186,309 statt. (St. Verw. Ber., Jahrg. 1883.)

das Holz zur Ausfuhr geschlagen wird; das jurassische Gesetz kennt dagegen keine solche Einschränkung!

Dazu kommt noch, dass auch die eidgenössischen Vollziehungsverordnungen mit den kantonalen Vorschriften vielfach in Kollision gerieten. Infolge Erlass der eidgenössischen Forstgesetzgebung, speziell des Gesetzes von 1902, ist die Revision und damit die Beseitigung der unhaltbar gewordenen Zustände zur gebieterischen Notwendigkeit geworden. Die Neuordnung des gesamten Forstwesens durch ein bernisches Einführungsgesetz ist bereits im Gange und es ist am endlichen Erfolg um so weniger zu zweifeln, als der bezügliche Entwurf vom Grossen Rate in erster Beratung (Mai 1904) einstimmig angenommen wurde.*) Die Vorlage ist übrigens das Werk des gegenwärtigen Forstdirektors, Hrn. Regierungsrat von Wattenwyl, welcher selbst Fachmann ist.

Ueber die Flächenausdehnung der Waldungen im Kanton Bern liegen keine ganz zuverlässigen neuen Nachweise vor; nach dem Staatsverwaltungsbericht der Forstdirektion pro 1903 besitzt der Kanton Bern an:

Staats-Waldungen	13,008 Hektar
Gemeinde- und Korporations-Waldungen	79,885 „
Zusammen	92,893 Hektar

Allein diese Flächenangabe erscheint bedeutend zu niedrig, auch wenn damit nur die produktive Waldfläche gemeint wäre; denn nach der in der ersten Hälfte der 1860er Jahre von der Direktion der Domainen und Forsten aufgenommenen und vom damaligen Kantonsforstmeister Fankhauser auf's sorgfältigste bearbeiteten Forststatistik des Kantons Bern, repräsentierte derselbe eine Waldfläche von 144,586 Hektar = 21 Prozent der Gesamtfläche des Kantons und eine rein produktive Waldfläche von 136,708 Hektar. Auch Professor Bühler nahm in seiner im Jahre 1887 erschienenen Arbeit**) eine Waldfläche von 144,344 Hektar für den Kanton Bern an. In der obigen Angabe pro 1903 sind offenbar die Privatwaldungen nicht inbegriffen, welche nach einer andern Angabe im ganzen 60,040 Hektar betragen; demnach würde die Gesamtfläche der Waldungen zur Zeit 152,937 Hektar ausmachen. Eine Vermehrung der Waldfläche in den letzten 40 Jahren darf als ziemlich sicher angenommen werden, da dieselbe auch nach den jährlichen Angaben der Forstdirektion über die stattgefundenen Veränderungen im Waldbestand (Entforstungen und Aufforstungen) in Staats-, Gemeinde- und Korporationswaldungen seit 1883 um 5577 Hektar oder 6,39 Prozent zugenommen hat; ebenso hat sich die Hauptnutzung, den forstwirtschaftlichen Angaben zufolge, im ganzen, sowohl bei den Staats-,

*) Das Gesetz ist seither (20. Aug. 1905) auch in der Volksabstimmung angenommen worden.

**) Beiträge zur schweiz. Forststatistik von Professor Dr. Bühler, Jahrgang 1887, 9. Heft I und III der Zeitschrift für schweizerische Statistik.

als auch bei den Korporations- und Privatwaldungen vermehrt, wie folgende Daten zeigen:

Haupt- und Zwischennutzung

	pro 1882 bezw. 1883		pro 1902/3 im Durchschnitt		Vermehrung von 1882 bis 1902	
	Festmtr.	per Hekt.	Festmtr.	per Hekt.	Festmtr.	Prozent
Staatswaldungen	50,752$_{92}$	4,33	65,340	5,02	14,588$_{92}$	28,8
Gemeinde-, Korporat.- und Privatwaldungen	277,246$_{00}$	3,67	303,553	3,80	26,307	9,5
Zusammen	327,998$_{92}$	3,76	368,893	5,06	40,895	12,5

Im fernern sei noch erwähnt, dass anlässlich der Revision des Waldwirtschaftsplanes vom Jahr 1886 der Abgabesatz für die Staatswaldungen (Haupt- und Zwischennutzung zusammen) von 50,700 m³ auf 55,150 m³ erhöht wurde; derselbe bleibt indess nicht stabil, sondern wird jeweilen infolge von Ankäufen und Verkäufen abgeändert, gemäss Beschluss des Grossen Rates vom 11. Mai 1887; in den Gemeinde- und Korporationswaldungen betrug der Abgabesatz laut Verwaltungsbericht der Forstdirektion im Durchschnitt der 10 Jahre von 1882 bis 1893 im ganzen 283,672 m³.

Auch in Bezug auf den Kapitalwert der bernischen Waldungen bestehen Differenzen in den offiziellen Angaben; nach den Grundsteuerschatzungen vom Jahr 1876 belief sich derselbe auf 152,272,123 oder 1064 Franken per Hektar, nach einer approximativen Berechnung des Sekretariats der Forstdirektion vom Juli 1904 würde sich der Wert der bernischen Waldungen dagegen nur auf Fr. 124,873,368 oder Fr. 816 per Hektar stellen; offenbar haben zur letztern Berechnung zu niedrige Durchschnittsansätze geführt, da eine Verminderung des Werts der Waldungen so ziemlich ausgeschlossen ist. Der Brutto- und Netto-Erlös der Staatswaldungen weist nämlich per Hektar und auch per 1000 Fr. Kapitalwert seit 1882 eine wesentliche Erhöhung auf, indem auch die Holzpreise in derselben Zeit gestiegen sind; ebenso ist die Kapitalschatzung derselben von Fr. 15,442,801 im Jahr 1865 auf Fr. 16,346,797 im Jahr 1881 und die Grundsteuerschatzung von Fr. 13,620,890 im Jahr 1882 auf 14,318,902 im Jahr 1898 angestiegen.

Was das Verhältnis von Bedarf, von Produktion und Konsum von Holz anbetrifft, so stellte sich dasselbe nach einer mit Hülfe des Forstpersonals vom Verfasser im Jahre 1884 vorgenommenen Spezialermittlung über den Holzkonsum im ganzen wie folgt.

Wirkliche Verbrauchsmenge an Nutz- und Brenn-Holz	981,764 m³
Realertrag der Waldungen (inklusive Nebennutzungen)	565,411 „
Demnach ergibt sich ein Ausfall von	416,353 m³
Dazu eine jährliche Mehrausfuhr an Holz von	100,850 „
Ergibt einen ungedeckten Holzbedarf von	517,203 m³

Ausserdem wurde festgestellt, dass der Gesamtkonsum an Holzsurrogaten, wie Steinkohlen, Torf etc. in Holzmasse veranschlagt

498,491 m³ betrage. Selbst der Normalertrag*) der Waldungen mit 686,204 m³ würde zur Deckung des wirklichen Holzkonsums nicht hinreichen, sondern immer noch einen Ausfall von 342,815 m³ ergeben. Indessen ist dieser bedeutende Ausfall durchaus unwahrscheinlich, vielmehr darf angenommen werden, dass derselbe bedeutend geringer oder gar nicht vorhanden sei, ansonst ja der ganze Waldbestand, welcher*) auf einen wirklichen Holzvorrat von 11,805,93[illegible] gewöhnlicher Klafter oder 24,790,563 Kubikmeter Holzmasse veranschlagt wurde, unter Zugrundelegung des Normalertrags in 72 und des Realertrags sogar in 48 Jahren verschwunden wäre! Entweder ist die Verbrauchsmenge, welche per Haushaltung 9,11, resp. per Kopf 1,8 m³ ausmachte, zu hoch, oder der wirkliche Holzertrag per Jahr, mit 565,411 m³ und 4 m³ per Hektar zu niedrig berechnet.

Eine Nachprüfung und Berichtigung dieser Nachweise ist im Verwaltungsbericht der Forstdirektion vom Jahr 1885 unternommen worden, dieselbe kam, gestützt auf Angaben verschiedener Fachmänner zu folgendem Resultat:

Ertrag:	
5 Kubikmeter per Hektar (nach Ansicht von Riniker)	717,210 m³
20 Prozent Reisig und Stockholz (nach Landolt)	143,443 „
Total	860,653 m³
Konsum:	
Brennholz für den Hausbedarf (1,1 Kubikmeter per Kopf nach Riniker)	585,380 m³
Gewerbe etc.	159,471 „
Nutzholz 30 Prozent (nach Landolt)	33,081 „
Mehrausfuhr	100,850 „
Zusammen	878,782 m³
Abzug für Holz ausserhalb des Waldes	53,595 „
Total	825,187 m³
Demnach verbliebe ein Mehrertrag von	35,466 „

Zu dieser Aufstellung, die vielleicht im allgemeinen zutreffend mag, ist zu bemerken, dass dieselbe auf mutmasslich angenommenen Faktoren basiert, während unserer Holzkonsumstatistik alljährige und genaue Ermittlungen zu Grunde lagen, deren Zuverlässigkeit kaum in Zweifel gestellt werden können; dagegen liegt der Fehler, wie Verfasser soeben entdeckte, in der Ertragsberechnung, resp. in dem zu niedrig angenommenen Reduktionsfaktor bei'r Umrechnung von Klaftern in Kubikmeter; derselbe wurde nämlich auf 2,1, statt auf 2,7 veranschlagt. Demnach würde sich der Realertrag von 243,722 Klafter, wie er in der Forststatistik von 1860—65 angegeben ist, statt auf 511,816 m³ auf 658,049 und bei dem heutigen Stand der Wirtschaft noch erheblich höher stellen.

*) Laut der bereits zitierten Forststatistik.

Eine tatsächliche Verminderung des gesamten Holzvorrats gegen früher ist wenigstens für das XIX. Jahrhundert in Anbetracht der forstwirtschaftlichen Pflege des Staats und der Gemeinden und der forstpolizeilichen Aufsicht derselben, kaum glaubwürdig. Aufgabe einer richtigen forstwirtschaftlichen Kultur ist es eben, das Gleichgewicht zwischen Holzproduktion und -Konsum zu erhalten und stets für hinlänglichen jungen Nachwuchs zu sorgen.

Zum Schlusse mag hier noch ein resümierender Rückblick auf die forstwirtschaftlichen Bestrebungen und gesetzgeberischen Aufgaben der Staatsbehörden angezeigt sein.

Die Forstwirtschaft wurde im XIX. Jahrhundert mit vermehrter Sorgfalt betrieben; den oft unsinnigen Abholzungen und Kahlschlägen, besonders im Hochgebirge, wurde durch eidgenössische und kantonale gesetzgeberische Erlasse begegnet und für planmässige Aufforstungen im bisherigen Gebiet der Schutzwaldungen (Hochgebirgszone) nach einer bestimmten Wirtschaftsordnung gesorgt. Eine gewisse Unsicherheit in die forstpolizeilichen Massnahmen und zugleich einen hemmenden und störenden Einfluss verursachte freilich die bestehende dreifache Forstgesetzgebung, zu deren Revision bereits im Jahre 1886 ein vergeblicher Anlauf genommen wurde. Von 1874 an stunden nämlich die Waldungen der Hochgebirgszone unter der Forstpolizei des Bundes; ausserdem stunden noch in Kraft die bernisch-kantonale Forstordnung von 1786 und das besonders für den Jura im Jahre 1836 erlassene Forstreglement. Durch die im Jahre 1897 erfolgte Revision des Forstartikels in der schweizerischen Bundesverfassung sowie durch Bundesgesetz betreffend die eidgenössische Oberaufsicht über die Forstpolizei vom 11. Oktober 1902 wurde alsdann das Gebiet der sogenannten Schutzwaldungen in fakultativem Sinne auf das ganze Kantonsgebiet ausgedehnt. In der Aufgabe des Kantons lag es sodann, die kantonalen Forstgesetze mit der Bundesgesetzgebung in Einklang zu bringen, zu welchem Behufe die Forstdirektion bezw. die Regierung bereits im Mai 1904 einen Forstgesetzentwurf dem Grossen Rate zur Beratung unterbreitete, der von letzterem und auch vom Volke seither die Sanktion erhalten hat.

X. Kapitel.

Die Entwicklung von Industrie und Gewerbe im XIX. Jahrhundert.

Nun tritt die gewerbliche und industrielle Entwicklung des XIX. Jahrhunderts in den Gesichtskreis unserer Betrachtung; im Interesse des Zusammenhangs derselben mit den sachbezüglichen Verhältnissen früherer Zeiten mag auch hier ein kurzer Rückblick angezeigt sein. Bekanntlich nahmen Handwerk und Gewerbe durch

die Städtegründung im Mittelalter einen bedeutenden Aufschwung, an welchem die Organisation der Zünfte, die in der Stadt Bern im 15. Jahrhundert zu besonderer Blüte gelangten, kein geringer Verdienst hatte. Mit Genehmigung der Regierung gaben sich die Zünfte ihre Reglemente und Verordnungen, wachten über unlautere Konkurrenz und übten auch Strafgerichtsbarkeit aus. Die Städte waren der gewerblichen, wie auch der landwirtschaftlichen Produktion namentlich deshalb günstig, weil sie die besten und sichersten Absatzgebiete bildeten. Den Märkten kam grosse Bedeutung zu. In Bern waren die Gerberei, die Verarbeitung von Leder, dann die Kürschnerei und Sattlerei, ferner die Leinwand- und Wolltuchfabrikation schon damals Haupterwerbszweige. Konnte das 15. Jahrhundert bis zu den Burgunderkriegen als die Blütezeit der bernischen Volkswirtschaft bezeichnet werden, so trat bald infolge der Reisläuferei in fremde Kriegsdienste, der Pensionen und Reisgelder, Sittenverderbnis und Luxus ein Niedergang beim Gewerbe und Handwerk ein, woran die politische Entwicklung der Zünfte ebenfalls schuld sein mochte. Später indes erhielt das Gewerbsleben wieder neuen Impuls, indem die Zünfte in der Organisation der Handwerksinnungen oder Meisterverbände eine Ergänzung erfuhren und das Handwerk seitens der Regierung durch begünstigende Erlasse zu fördern getrachtet wurde. Ausserdem wurde 1687 eine Kommerzienkammer und später ein ständiger Kommerzienrat eingesetzt, welcher für Hebung der Gewerbe durch Ordnungen und Reglemente etc. zu sorgen hatte; daneben bestund noch ein Handwerksdirektorium, das über die Befolgung der Handwerksordnungen zu wachen und Streitigkeiten zwischen Meistern, Gesellen und Lehrlingen zu schlichten hatte.

Alle diese Massnahmen erschienen schon aus dem Grunde notwendig, weil die Aufnahmen in das Burgerrecht der Zünfte erschwert oder nahezu verunmöglicht worden war und weil die Glieder der regimentsfähigen Familien sich nicht mehr dem Handwerk und Gewerbe, sondern Staatsämtern zuwandten. Indes blieben die Versuche der Regierung und ihrer Organe zur Einführung neuer Gewerbszweige und Industrien, trotz Privilegien und Vorschüssen, mehrenteils erfolglos oder die erreichten Erfolge waren nur von kurzer Dauer; so geschah es mit der Strumpf- und Seidenmanufaktur und der Uhrenmacherei, während die Kattun- und Indiennefabrikation (in Holligen und Sulgenbach) einen guten Erfolg hatten; ebenso eine Seidenfabrik.

Auch der Niedergang des Handwerks konnte trotz allen Bemühungen nicht aufgehalten werden; wendeten sich die regimentsfähigen Burger den öffentlichen Aemtern zu, so verschmähten es auch die Söhne der burgerlichen Familien, ein Handwerk zu erlernen und warfen sich meistens auf die Krämerei; daher fanden Handwerksgesellen aus Deutschland stets Beschäftigung und ein

gutes Fortkommen. Unter den niedergelassenen, ehrsamen Handwerksmeistern fanden sich nach und nach eine grosse Zahl Deutscher, besonders Schwaben und es hat sich dieser Zustand sozusagen bis anf den heutigen Tag erhalten. Auf dem Lande stund es, wie Dr. Geiser mitteilt, mit dem Handwerk noch etwas besser, besonders gilt dies in Bezug auf die Hausindustrie im Emmental und Oberaargau, obschon die Bevölkerung durchweg mehr Neigung für ihren Haupterwerbszweig, die Landwirtschaft, zeigte. Die durch die kriegerischen Ereignisse gegen Ende des Jahrhunderts herbeigeführte Staatsumwälzung beseitigte alle zunft- und zopfmässigen Einrichtungen, alle Standesunterschiede und persönlichen Vorrechte oder Privilegien und brachte die politische und wirtschaftliche Freiheit bereits in der Helvetik (1798—1802), allerdings unter schweren Krisen, zur Geltung.

Auch in der Mediationszeit hielt die Regierung an dem Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit fest; zwar wurde im Gesetz von 1804 das frühere lehensrechtliche System der sogenannten Ehehaften und Konzessionen für Radwerke (Mühlen, Schleifen, Oelen etc.), sowie für die Feueressen, Schal-, Wirtschafts- und Bäckereirechte etc. wieder hergestellt und es hatten die Inhaber derselben für die obrigkeitliche Bewilligung zur Ausübung ihres Gewerbes eine jährliche Abgabe zu bezahlen.

Die Handwerke jedoch blieben, wie seit 1798 frei von allem Zunftzwange und selbst von jeder beschränkenden Polizeiaufsicht.*) Durch die „Urkundliche Erklärung“ des Grossen Rates vom 21. September 1815, wurde die Freiheit des Handels und der Gewerbe „unter Vorbehalt der für die gemeine Sicherheit, die Aufrechterhaltung des Zutrauens und die Emporhebung der Gewerbe selbst zu machenden Polizeigesetze“ allen Landesbürgern auch fernerhin ausdrücklich garantiert. Ueber die Ausführung dieses Grundsatzes sagt der Verwaltungsbericht der Restaurationsregierung folgendes: „Alle frühern Beschränkungen zu Gunsten der Städte blieben aufgehoben. Handelssteuern und das Patentsystem, in andern Kantonen eine ergiebige Hülfsquelle öffentlicher Einkünfte, waren hier unbekannt, wenn schon bei der Ueberzahl von Krämern und Kleinverkäufern, zumal in der Hauptstadt, die angesehenern Mitglieder des Handelsstandes selbst einige beschränkende Vorkehren gegen Pfuscherei zu wünschen schienen. Die obern Behörden mussten sich überzeugen, dass es in unserer Lage am geratensten sei, den Handel sich selbst seine Bahn brechen zu lassen; dass also die obrigkeitliche Einwirkung und die Aufgabe des Kommerzienrates sich auf die Entfernung störender Hindernisse, auf Veredlung der Landesprodukte, Begünstigung der Fabrikate für den innern Verbrauch und auf Beförderung des Kunstfleisses zu beschränken habe.“

*) Verwaltungsbericht der Restaurationsregierung, 1814/30.

In einer weitern auf die Vorbereitung von Handelsgesetzen bezüglichen Bemerkung desselben Berichts wird die wirtschaftspolitische Maxime der bernischen Obrigkeit aus vergangener Zeit noch etwas näher präzisiert und zwar im Sinne der Bevölkerung des Landbaus gegenüber der Industrie, nämlich: „Handelsgesetze waren früherhin in unserm für Landbau und Viehzucht vorzüglich geeigneten Kanton weder nötig, noch vermisst, und es bestand bisher die Ansicht, dass das wahre Wohl des Landes besser befördert werde, wenn die obrigkeitliche Fürsorge sich eher auf Benutzung dieser natürlichen Hülfsquellen, als auf Begünstigung desjenigen Kunstfleisses richte, welcher für Stoff oder Absatz immer vom Auslande abhängig macht. Indessen ist allmählich durch Zunahme des Handels, der Mangel solcher Gesetze fühlbar und die Regierung dadurch veranlasst worden, nach Vollendung des neuen Zivilgesetzbuchs, die Bearbeitung von Handelsgesetzen anzuordnen."

In der Verfassung von 1831 wurde die Freiheit der Niederlassung, des Landbaus, des Handels und Gewerbe neuerdings ausdrücklich anerkannt „unter Vorbehalt gesetzlicher Bestimmungen, welche das allgemeine Wohl und erworbene Rechte erfordern. Zum Erlass von Handelsgesetzen kam es aber nicht, obschon der Wille dazu vorhanden war; sowohl in den zwanziger als auch in den dreissiger Jahren wurden nämlich zu verschiedenen Malen Entwürfe zu einem Gewerbegesetz ausgearbeitet, jedesmal aber schliesslich wieder zurückgezogen. Abgesehen von der bereits erwähnten Konzessionierung einiger Gewerbe, sowie von Verordnungen über den Markt- und Hausierverkehr herrschte also im Kanton Bern schon vom Anfang des Jahrhunderts an sozusagen eine schrankenlose Freiheit des Handels- und Gewerbebetriebs.

Die Ausführungen von Dr. Geiser*), welchen wir hier u. a. folgen, treffen vollständig zu, wenn er sagt, dass diese Freiheit der Entwicklung des Gewerbes keineswegs günstig gewesen sei, indem dieselbe vielfach in negativem Sinne aufgefasst und ausgebeutet werde, oder wenn er mit den Worten eines zeitgenössischen Berichterstatters: „Man brauchte keinen Befähigungsnachweis mehr, also brauchte man überhaupt nichts Solides mehr zu lernen" auf die Konsequenzen hinweist, welche für die berufliche Ausbildung und Tüchtigkeit in der Praxis gezogen wurden. So musste eine gänzliche Verlotterung des Lehrlingswesens und ein bedenkliches Ueberhandnehmen der Pfuscherei und gewissenlosen Konkurrenz entstehen, über welche bereits in den ersten Jahrzehnten des XIX. Jahrhunderts bitter geklagt wurde: Ein jeder siedelte sich als Schuster, Schneider, Buchbinder etc. an, einer jagte dem andern seine Kunden ab; wenn ein „rechtlicher" Meister um eine Arbeit einen Akkord verabredete, so dass er bei der Arbeit bestehen zu können glaubte,

*) Geschichte des Armenwesens im Kanton Bern (wirtschaftsgeschichtl. Teil).

uft ein anderer ihm den Rang ab, indem er wohlfeiler zu arbeiten pricht. Wenn nur der Konsument die Ware oder Arbeit wohlfeiler lt, mögen darüber eine Menge Produzenten zugrunde gehen, daran ichts gelegen u. s. w. Andererseits wurde über die mangelhafte fsbildung der einheimischen Handwerker geklagt, was zur Folge , dass die Arbeiten, die sie liefern sollten, durch Fremde besser geschmackvoller angefertigt werden, dass die einheimischen dwerker nicht konkurrieren können. Tiroler (oder vielmehr ener würde man heute sagen) seien es, die hierzulande die ser bauen, Badenser und Württemberger, welche die übrigen dwerke treiben. Man ziehe diese Leute den Inländern vor, weil ihr Gewerbe unausgesetzt treibend, natürlich darin geschickter andere seien. Diese Klagen aus den ersten Jahrzehnten dauerten in den dreissiger und vierziger Jahren noch fort und bei der tung der Staatsverfassung von 1846 wurde die Lage des Gebestandes als eine sehr bedenkliche geschildert.

Beinahe alle Redner, welche über diese Angelegenheit das t ergriffen, waren darin einig, dass die unbeschränkte Handels- Gewerbefreiheit dem Wohle der Bürger nicht zuträglich sei, lern vielmehr dazu diene, den Wohlstand des Landes zu unter- en. Die Berufsbildung des einheimischen Gewerbestandes lasse sehr viel zu wünschen übrig. Mit Ausnahme der Handwerker- len in Bern und Biel und der kantonalen Hufbeschlagsanstalt ss der Kanton Bern allerdings gar keine Anstalten für die Aus- ung von Handwerkern. Bei diesen Verhandlungen wurde neuer- s betont, dass Tausende von Fremden sich im Kanton und be- lers in der Hauptstadt sich aufhalten, die sich bei ihrem Berufe befinden, weil sie ihn gelernt haben und fleissig ausüben. Da- vollten sich aber die Berner nicht bequemen, vielmehr pfusche r dem andern ins Handwerk. Abgesehen von der für die ein- nischen Gewerbe nachteiligen Konkurrenz seitens fremder Be- leute werde dieselbe noch verschärft durch die Einfuhr fremder dukte. Das Ausland habe alle Freiheit, unser Gebiet mit seinen ren zu überschwemmen, während der schweizerische Export h die lästigen Zollschranken gehemmt sei.

In bezug auf die Niederlassungs- und Gewerbefreiheit Fremder nte Regierungsrat Dr. Schneider, damaliger Direktor des Innern, Anwendung des Grundsatzes der Reciprocität uud empfahl ende Massregeln: Niederlassungsfreiheit für ausländische Ge- betreibende unter Vorbehalt des Gegenrechts, kräftige Handels- tik in Verbindung mit andern Kantonen, Erlass einer Gewerbe- ung ohne Zunftzwang aber mit Regelung des Lehrlingswesens. se Grundsätze drangen bei der Beratung der Verfassung von nach einer eingehenden und sehr interessanten Debatte dann wirklich durch und erhielten in den Bestimmungen des Art. 79 ende Fassung: „Jedem Staatsbürger steht das Recht des freien

Landbaues, Handels und Gewerbes zu unter Vorbehalt gesetzlicher Bestimmungen, welche das allgemeine Wohl, die Hebung der Industrie und erworbene Rechte erfordern. Schweizerbürger und Fremde können sich im Staatsgebiete niederlassen und Landbau, Handel und Gewerbe treiben, wenn in ihren Staaten den bernischen Bürgern das gleiche Recht zusteht. Es soll mit Beförderung eine Gewerbeordnung erlassen werden."[a] Das infolgedessen vom Grossen Rate erlassene Gewerbegesetz vom 7. November 1849 brachte keine wesentlichen Beschränkungen der Gewerbefreiheit, indem dasselbe fast durchwegs im Sinne weitgehendster Freiheit gehalten ist und namentlich die Klippe des Obligatoriums bezw. des ordnungsmässigen Zwanges sowohl hinsichtlich des Lehrlingswesens als auch des Innungswesens vorsichtig umging. Dieses Gesetz ist in der Hauptsache noch gegenwärtig in Kraft und der Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit fand unter Vorbehalt gesetzlicher Bestimmungen — in Wirklichkeit aber im Sinne der Gewährung der durch die zu weit gehende Auffassung von der Freiheit in der Ausübung der Gewerbe entstandenen Willkür und Missbräuche — auch in der Bundesverfassung von 1874 (Art. 31) sowie in der neuen Staatsverfassung des Kantons Bern von 1893 (Art. 81) Aufnahme. Die behördlichen Organe mit Regierungsrat Dr. Schneider an der Spitze, welche die verfassungsmässige Grundlage und das Gewerbegesetz von 1849 selbst schufen, mochten vom besten Willen beseelt gewesen sein, in das Gewerbewesen Ordnung zu bringen, allein sie scheuten die Mittel zur wirksamen Durchführung und begnügten sich mit der Formulierung einer Anzahl unverbindlicher Vorschriften, die als schöne Wünsche unerfüllt auf dem Papier blieben. Ein solcher Wunsch enthielt z. B. auch die Vorschrift, wonach die Gewerbsleute sich zu besonderen Gewerbsvereinen (Genossenschaften) konstituieren konnten, um den Behörden sachverständige Gutachten abzugeben und die ihnen von den richterlichen Organen zugewiesenen Streitigkeiten zwischen Meistern, Gesellen und Lehrlingen zu schlichten. Das erstere, nämlich die Bildung von Handels-, Industrie-, Gewerbe- und Arbeitervereinen brachte die neuere Zeitentwicklung von selbst mit sich und das zweite blieb überhaupt (bis zur fakultativen [gemeindeweisen] Einführung der gewerblichen Schiedsgerichte durch Dekret von 1894) ein frommer Wunsch.

Man kann also sagen, dass das Gewerbegesetz von 1849 keine merkliche Aenderung resp. Besserung des Zustandes der Gewerbe bewirkte. Wirkliche Besserungen und Fortschritte in der zweiten Hälfte des XIX. Jahrhunderts, wo solche zu verzeichnen sind, dürften andern Umständen, namentlich den technischen Erfindungen resp. dem Dampf und der Elektrizität, den Maschinen und mechanischen Betriebskräften, den Verkehrsmitteln (Eisenbahnen, Post und Telegraph), der Vereinheitlichung von Mass und Gewicht, des Zollwesens, des Münzwesens und anderer Vorkehren im Be-

der eidgenössischen Gesetzgebung, oder auch den vereinten Bestrebungen von Behörden und Vereinen zur Hebung der gewerblichen Berufsbildung, der Gewerbeförderung überhaupt, zugeschrieben werden. Diese Neuerungen und Massnahmen fielen in die zweite Hälfte des XIX. Jahrhunderts; es kann daher dasselbe in bezug auf die gewerbliche und industrielle Entwicklung in zwei Perioden unterschieden werden. Die erste Hälfte des Jahrhunderts war die Zeit der Desorganisation und des Niedergangs der meisten Gewerbe, die zweite Hälfte dagegen die Periode des Aufraffens, der industriellen Entwicklung, der beruflichen Organisation, des wirtschaftlichen Aufschwungs im allgemeinen. Vergegenwärtigt man sich die Verhältnisse der ersten Hälfte, so lassen sich dieselben für die bedeutsamsten Gewerbe und Industrien wie folgt charakterisieren:

Die Lage des Gewerbestandes im Kanton Bern war nach Dr. Geisers Urteil eine sehr missliche; besonders ungünstig waren die Existenzbedingungen für den Kleinbetrieb und das Handwerk; auch die Industrie blieb zurück, während dieselbe in anderen Kantonen, besonders in der Ostschweiz, kräftig gedieh. Einen erfreulichen Aufschwung nahm höchstens die Uhrenindustrie im Jura, welche bereits 1820 im St. Immertal und in der Gegend der Freiberge ca. 1200 Arbeiter beschäftigte; in den 40er Jahren darauf betrug die Zahl der in der Uhrenindustrie des bernischen Juras tätigen Personen bereits ca. 6000. Ebenso nahm mit der Fremdenindustrie zugleich auch die Holzschnitzerei im Berner Oberland eine erfreuliche Entwicklung und beschäftigte bald gegen 1000 Personen. Dagegen ging die vormals als Hausindustrie so blühende Leinwandweberei im Emmental seit dem zweiten Jahrzehnt des XIX. Jahrhunderts, trotz den Bemühungen der Obrigkeit zur Förderung der Flachskultur und zur Erhaltung der Industrie, sehr rasch zurück, was in diesem Landesteil für einen grossen Teil der Bevölkerung unsägliches Elend zur Folge hatte. Es bedarf keiner langen Prüfung, um zu erkennen, dass die Hauptursache dieser Krisis in der Konkurrenz der billigen Baumwolle, des Maschinengarns, womit England sofort nach Aufhebung der von Napoleon bereits 1806 verhängten Kontinentalsperre den Kontinent überschwemmte, dann auch in den ungünstigen Zollverhältnissen, welche den Export damals beinahe unmöglich machten, lagen. Nur den grössten Anstrengungen der Beteiligten, wie auch seitens der Staatsbehörden und gemeinnütziger Vereine, gelang es, diesen Erwerbszweig vor völligem Ruin zu bewahren.

Der Kommerzienrat, welcher bis 1831 in Tätigkeit blieb, suchte die in der Helvetik vernachlässigte Leinenschau wieder in Aufnahme zu bringen, zu welchem Behufe er bereits 1803 das Dekret samt Instruktion nebst Eidesformel für die Tuchmesser revidierte mit der Begründung, „den für unser Land so wichtigen Leinwandhandel zu begünstigen, die in- und ausländischen Käufer vor Betrug

Grossindustrien entwickelt hatten, wie durch die rastlose Umgestaltung und Vervollkommnung der Arbeitsmaschinen, die Produktion der Textilindustrie, wo sie sich entwickelt hatte, in ausserordentlicher Weise steigern musste. Die Leistungsfähigkeit derselben wurde schon durch den im Jahre 1824 in Zürich eingeführten Jacquardstuhl und dann auch durch die Einführung und vielfachen Verbesserungen an mechanischen Webstühlen und Spinnereimaschinen überhaupt bedeutend erhöht. Wie schon weiter oben erörtert wurde, befanden sich in der ersten Hälfte des XIX. Jahrhunderts nicht nur die Textilbranchen, speziell die Leinwandindustrie, sondern auch das Handwerk und die meisten Gewerbe im Kanton Bern in ziemlich schlimmer Lage; nur drei besondere Industriezweige, nämlich die Uhrenindustrie, der Fremdenverkehr und die Holzschnitzerei hatten sich zu entwickeln begonnen. Die Uhrenindustrie entwickelte sich bereits in der zweiten Hälfte des XV. Jahrhunderts in Genf und dehnte sich nach und nach über den ganzen Jura bis nach Solothurn und Baselland aus; im Berner Jura, d. h. im St. Immertal, in der Gegend von Tramelan und den Freibergen soll dieselbe schon im Jahre 1820 ungefähr 1200 Arbeiter beschäftigt haben. Die Gasthofindustrie, welche ihr ursprüngliches Hauptzentrum in Interlaken hat, nahm mit der Bekanntmachung der Naturschönheiten durch anziehende Schilderungen fremder Reisender sowie durch die Fürsorge für allerlei Bequemlichkeiten immer mehr zu, sei es, dass die einen des reinen Naturgenusses und des Bergsports, die andern aus gesundheitlichen Gründen Erholung und Genesung in den Bergen suchten. Der eigentliche Fremden- oder Touristenstrom entwickelte sich zwar erst mit den modernen Verkehrsmitteln in der zweiten Hälfte des XIX. Jahrhunderts.

Die Holzschnitzerei-Industrie wurde zu Ende der 20er Jahre in Brienz gegründet. Ein Hirt namens Chr. Fischer von Brienz, der bei den Giessbachfällen seine Ziegen hütete, fing an, kleine Gegenstände, wie Pfeifchen, Serviettenringe, Salatbestecke u. s. w. zu schnitzen und zu drehen, um dieselben den Besuchern der Giessbachfälle als Erinnerung an dieselben zu verkaufen. Seine Söhne und andere junge Leute folgten seinem Beispiele und so entwickelte sich in Brienz und dessen Umgebung eine kleine Industrie, welche für eine Anzahl Männer während ihrer freien Stunden und besonders an den langen Wintertagen Beschäftigung bot. Mit der zunehmenden Fremdenindustrie entwickelte sich auch die Holzschnitzerei immer mehr, indem sie sich über die verschiedenen Täler des Oberlandes ausbreitete und künstlerische Formen annahm. Nach dem bernischen Staatsverwaltungsbericht vom Jahre 1843 betrug der jährliche Gewinn dieses Gewerbszweiges für die Ortschaft Brienz damals allein bei 50,000 Fr. neuer Währung.

Ausser den hievor besprochenen drei Industriezweigen sind noch drei andere zu nennen, welche zum Teil bereits in der ersten

Hälfte des XIX. Jahrhunderts ebenfalls im Oberland bestunden, nämlich die Heimberger Töpferei bei Thun, die Zündholzfabrikation in Frutigen und die Spitzenklöppelei; doch auch diese haben alle drei mit verschiedenen Schwierigkeiten zu kämpfen. Die Tonwarenfabrikation ist jedenfalls eine der ältesten Industrien; früher wurde dieselbe im Simmental und auch im Emmental betrieben, besonders war sie berühmt in Langnau und Umgebung. Heute ist die Töpferei noch für die Gegend von Thun und den Heimberg von nicht geringer Bedeutung, indessen übt auch hier die fremde Konkurrenz ihre lähmenden Wirkungen aus.

Die Zündholzfabrikation wurde als Ersatz der in der ersten Hälfte des XIX. Jahrhunderts im Frutigland eingegangenen Tuchfabrikation eingeführt, bildete aber von jeher eine Gefahr für die Gesundheit der Arbeiter, so dass gegen die sogenannte Phosphornekrose gesetzliche Massnahmen nötig wurden, die mit dem Verbot der Verwendung von gelbem Phosphor durch das Bundesgesetz vom 2. November 1898 ihren Abschluss fanden. Die Spitzenklöppelei hat niemals grosse Bedeutung gehabt, ist aber von der weiblichen Gebirgsbevölkerung speziell im Berner Oberland als Nebenerwerb betrieben worden; seitdem sie ihren lokalen Absatz infolge veränderter Kleidertracht und damit an allgemeiner Bedeutung verloren hat, erhält sie sich sozusagen nur noch als Luxusgewerbe für den Fremdenverkehr. Die Versuche zur Einführung einiger anderer Industriezweige, wie z. B. der Seidenweberei und der Strohflechterei als Nebenerwerbszweige in Gebirgsgegenden blieben zum Teil ohne namhaften Erfolg. In der Seidenweberei mögen vielleicht einige Hundert Personen (auf Hasleberg, in Grindelwald und Lauterbrunnen, sowie im Frutigtal) einen bescheidenen häuslichen Nebenverdienst gefunden haben; allein als eigentliche Industrie fällt diese Beschäftigung kaum in Betracht.*) Ueberhaupt hielt es sehr schwer, neue Industriezweige im Kanton Bern einzuführen, obschon es an wiederholten ernstlichen Versuchen und diesbezüglichen Bestrebungen von Behörden, gemeinnützigen Vereinigungen und Privaten nicht gefehlt hat. Ebenso hatte sich wenigstens in der ersten Hälfte des XIX. Jahrhunderts ausser der Uhrenmacherei noch kein Gewerbszweig zu einer bedeutenden, ausgedehnten Grossindustrie zu entwickeln begonnen, obwohl der Uebergang zum Grossbetrieb mit Benützung der maschinellen Erfindungen der Neuzeit in einzelnen Zweigen der

*) Nach der Berufsstatistik von 1888 belief sich die Zahl der in der Seidenindustrie tätigen Personen im Kanton Bern auf 2239, wovon 1854 mit Seidenweberei beschäftigt waren. Davon entfielen auf den Amtsbezirk Oberhasle 257 und Interlaken (Grindelwald und Lauterbrunnen) 87. In der Gewerbestatistik von 1889, welche die Alleinbetriebe, sowie diejenigen mit nur einem Arbeiter nicht erfasste, figuriert im ganzen Gebiet von Oberhasle und Interlaken einzig die Gemeinde Innertkirchen mit 20 Personen.

Textilindustrie, wie z. B. der Wirkerei oder Trikotweberei in Baumwolle, Seide und Wolle, sich gegen die Mitte des Jahrhunderts ebenfalls anbahnte.

Wenn wir nach den Ursachen dieser Erscheinung forschen, so finden wir die Erklärung dafür in der bereits früher betonten Vorliebe eines grossen Teils der bernischen Bevölkerung für den Landbau und die damit zusammenhängenden Gewerbe, ja sogar in einer der Naturanlage und dem Charakter der Berner entsprechende Abneigung gegen die Fabrikarbeit und die Grossindustrie — eine Abneigung, welcher im Laufe des XIX. Jahrhunderts in Berichten von Behörden und Privaten, in Wort und Schrift nicht nur wiederholt Ausdruck gegeben wurde, sondern die sich aus moralischen, sanitarischen und wirtschaftlichen Gründen geradezu oft in Verurteilung des Fabrikbetriebes zuspitzte; die unbewusste Abneigung des Volkes gegen denselben wurde durch die bewusste Ueberzeugung eines grossen Teils der Gebildeten unterstützt. Dazu kam noch der Umstand, dass die vermöglichen Berner ihre Kapitalien vorzugsweise in grundpfändliche Titel, Gültbriefen oder in ausländischen Wertpapiere anlegten, ja dass schon die ehemaligen Patrizier diese Maxime befolgten und sich selten an industriellen Unternehmungen zu beteiligen pflegten.*) Es ist daher nicht zu verwundern, dass der moderne Grossbesrieb samt der kapitalistischen Produktionsweise im Kanton Bern nicht so leicht Eingang fand, als anderswo. Immerhin nahmen verschiedene Gewerbszweige, Handels- und Industrieunternehmungen in einzelnen Gegenden und Ortschaften, so die Tuchfabrikation und Buntweberei in Langnau, Bern, Belp, Burgdorf, Langenthal, Kirchberg etc. einen erfreulichen Aufschwung, so dass sich der Wohlstand in der zweiten Hälfte des XIX. Jahrhunderts rasch mehrte; Langnau und Langenthal waren die Hauptplätze des Leinwand- und Käsehandels; auch in Burgdorf entstunden bedeutende Handelshäuser und Fabriken (Textilindustrie), ganz besonders stark aber entwickelte sich in industrieller Beziehung die Stadt Biel als Centrum der Uhrenindustrie; ebenso blieb die Hauptstadt Bern nicht zurück, sondern behauptete in mehreren Industrien oder Gewerbszweigen (Textilindustrie, Bekleidung, Baugewerbe, Maschinen- und Werkzeugfabrikation, typographische Gewerbe etc.) den Vorrang.**)

Diese fortschrittliche Entwicklung von Handel, Industrie und Gewerbe wurde ausserordentlich begünstigt durch die technischen Erfindungen und Hülfsmittel, in der Schweiz und im Kanton Bern speziell durch die Erstellung von Eisenbahnen und Telegraphen

*) Dr. Geiser, Geschichte des Armenwesens. S. 346.

**) Vergleiche Lieferung 1. Jahrgang 1890 der Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus, enthaltend die Ergebnisse der kantonalen Gewerbestatistik vom November 1889 für die Städte Bern, Biel und Burgdorf.

und die auf die Bundesverfassung von 1848 sich stützenden Massnahmen, wie die Vereinheitlichung des Münzwesens, des Post- und Zollwesens als Sache des Bundes u. s. w. Die intensivste Entwicklung im Kanton Bern machte sich um die Mitte der 70er Jahre geltend; es war dies die bekannte Aufschwungs- und Gründerperiode, auf welche zu Ende der 70er und Anfang der 80er Jahre ein Rückschlag mit einer wirtschaftlichen Krisis erfolgte, von welcher sich Handel, Industrie und Gewerbe nur langsam wieder erholten. In der letzten Zeit brachte die vermehrte Ausnutzung der unerschöpflichen Wasserkräfte und die Verwendung der Elektrizität in Industrie und Gewerbe wieder neuen Impuls in die wirtschaftliche Entwicklung. Einen schweren Stand hat indes immer noch das Handwerk oder Kleingewerbe; dasselbe kämpft fortwährend um seinee Existenz gegen die erdrückende Konkurrenz der Grossindustrie und der Warenhäuser, resp. der Kapitalmacht, gegen die Konkurrenz des Auslandes mit seinen billigeren Rohstoffen, niedrigeren Arbeitslöhnen und günstigeren Zollverhältnissen, sowie gegen die unlautere Konkurrenz und die Pfuscherei im Inland selbst und sodann endlich auch gegen die Haltung der organisierten Arbeiterschaft. Unter dem Regime der absoluten Gewerbefreiheit konnte bislang nichts anderes geschehen, als den in seiner Existenz bedrohten Gewerbestand durch Hebung der Berufsbildung, sowie durch freiwillige Organisation in seinen Interessen möglichst zu fördern. Diese Massnahmen und Bestrebungen sollen noch den Gegenstand einer besonderen Betrachtung bilden. Es mag zunächst von Interesse sein, die Entwicklung von Industrie, Handel und Gewerbe in der zweiten Hälfte des XIX. Jahrhunderts an Hand der Statistik zu untersuchen und vergleichsweise mit dem heutigen Stande zu beurteilen. Ein zahlenmässiger Vergleich mit den bezüglichen Verhältnissen in der ersten Hälfte des XIX. Jahrhunderts oder früherer Zeiten ist leider mangels statistischer Nachweise unmöglich.

Gegen Ende des Jahres 1842 hatte die eidgenössische Tagsatzung freilich eine weitläufige Untersuchung über den Handel und Gewerbsfleiss, sowie über die Erzeugnisse des Bodens veranstaltet und es scheinen sich auch die meisten Kantonsregierungen viel Mühe gegeben zu haben, die vielen Fragen (es sollen über 200 gewesen sein) zu beantworten und die Ergebnisse tabellarisch darzustellen; allein sie wurden nicht in der gewünschten Weise bearbeitet und auch nicht veröffentlicht, sondern einfach der damals von der Tagsatzung zur Vorberatung der Handels- und Zollfragen niedergesetzten Expertenkommission vorgelegt, welche die für sie nötig gewesenen Aufschlüsse so weit es anging, daraus schöpfte und in ihrem aus dem Jahr 1844 datierenden Bericht nur allgemein darauf Bezug nahm. Man besass übrigens damals in der Schweiz noch keine statistischen Bureaux und wusste deshalb wohl mit den umfangreichen Materialien und Resultaten derartiger Erhebungen, besonders wenn

dieselben unvollständig oder mangelhaft ausfielen, nicht viel anzufangen. Auch die Angaben Franscinis über Industrie und Gewerbe sind als vereinzelte summarische Daten so dürftig, dass sie zu einem rückwärtigen Vergleiche ebenfalls nicht dienen können.

Wir sind daher auf die auf Grund der eidgenössischen Volkszählungen von 1860, 1870, 1880 und 1888 erstellten Berufsstatistiken, auf die kantonale Gewerbestatistik von 1889, sowie die schweizerische Fabrikstatistik von 1882, 1888, 1895 und 1901 angewiesen. Das vollständigste Vergleichsmaterial würde die Berufsstatistik bieten, wenn der Vergleich nicht jeweilen durch ungleiche Bearbeitung, Rubrizierung und Gruppierung der Berufsangaben gestört worden wäre; für die Zeitpunkte der Volkszählungen pro 1860, 1870, 1880 und 1888 sind dieselben wenigstens im Ganzen, d. h. mit Bezug auf die Verteilung der Bevölkerung auf die Hauptberufsgruppen vergleichbar; hinsichtlich der Zuteilung der Berufstätigen zu den einzelnen Berufsarten dagegen mögen verschiedene Unzukömmlichkeiten und Zweifel obwalten, besonders auch weil die Zahl der Personen, die keinem Berufe angehören, keine solche ausüben, oder auch die unbestimmbaren Fälle das Resultat stets alterieren. Die Gesamtzahl dieser „unbestimmbaren" Berufskategorie belief sich z. B. pro 1888 für den Kanton Bern allein — abgesehen von den Dienstboten — auf 47,178 Personen oder 8,79 Prozent der Gesamtbevölkerung, während dieselbe sich bei den frühern Volkszählungen zum Teil wesentlich niedriger stellte. Die Berufstätigen in Industrie und Gewerbe, sowie im Handel, verhalten sich von 1860 bis 1888 absolut und relativ zu der Gesamtbevölkerung, sowie zu den Berufstätigen überhaupt, wie folgt:

	1860	1870	1880	1888
Gesamtbevölkerung	467,141	506,465	532,164	539,679
Berufstätige im ganzen	174,672	197,664	220,059	(200,000)
„ in %	37,4	39,0	41,3	37,5
„ in Industrie u. Gewerbe	67,931	76,918	85,030	78,567
„ in %	14,5	15,2	16,0	14,6
„ i. Handel, Bankwesen und Gastwirtschaft	7,797	10,901	14,521	13,275
„ in %	1,67	2,15	2,73	2,47

Hieraus geht hervor, dass sowohl die in Industrie und Gewerbe, als auch die im Handel tätigen Personen, wie die Berufstätigen überhaupt, absolut und relativ, d. h. im Verhältnis zur Gesamtbevölkerung von 1860—1880, ziemlich gleichmässig und konstant zugenommen haben und es ist als sicher anzunehmen, dass dies auch in den zwei letzten Jahrzehnten des Jahrhunderts der Fall gewesen sei, obschon die berufsstatistischen Angaben pro 1888 das Gegenteil zu sagen scheinen (die Berufsstatistik pro 1900 steht zur Zeit noch aus); allerdings mögen die Folgen der wirtschaftlichen Krisis in den 80er Jahren die Zunahme in der Periode von 188

bis 1888 gehemmt haben, aber wahrscheinlich doch nicht so, dass eine so bedeutende Abnahme die Folge gewesen wäre, denn die Gesamtbevölkerung nahm auch in dieser Periode, wenn auch in geringem Masse, nämlich um 6268 Personen oder 0,15 Prozent per Jahr zu und die landwirtschaftliche Bevölkerung ist ja schon seit Jahrzehnten absolut und relativ in starkem Rückgang begriffen, folglich musste sich in den industriellen und gewerblichen Berufsarten, wie auch im Handel im ganzen eine Zunahme und nicht eine Abnahme ergeben; beim Handel ist dieselbe relativ am grössten. Die einzelnen Industrie- und Gewerbsgruppen weisen von 1860 an ebenfalls alle eine entsprechende gleichmässige Zunahme auf.

Eine bemerkenswerte Erscheinung ist unter anderem die, dass der Kanton Bern nach der Volkszählung von 1888 von allen Kantonen verhältnismässig die geringste Zahl von Berufstätigen, nämlich nur 37,6 Prozent besitzt; allerdings ist diese Zahl aus dem weiter oben angeführten Umstand zu niedrig angegeben. Aber schon vor 20 Jahren sah sich der Verfasser veranlasst, in einer Untersuchung*) der berufsstatistischen Nachweise von 1880 auf diese Erscheinung hinzuweisen, indem damals der Kanton Bern ausser Nidwalden ebenfalls am wenigsten Erwerbende aufzuweisen hatte. Die Ursachen dieser Erscheinung sind heute noch dieselben, wie damals, und lassen sich in Kürze wie folgt wiederholen. Nach den Altersverhältnissen zu schliessen, sind die im mitllern oder produktiven Alter stehenden Personen im Kanton Bern von allen Kantonen, ausser Uri, am schwächsten (nur mit 55,6 Prozent) besetzt, während das Kindesalter unter allen Kantonen verhältnismässig am stärksten besetzt ist; dann hat der Kanton Bern eine konstant zunehmende, starke Auswanderung in andere Kantone und in's Ausland aufzuweisen. Nach den letzten Volkszählungen befanden sich Berner in andern Kantonen:

1870:	73,444	= 14,5 %	der bernischen Gesamt-Bevölkerung (also ohne Schweizer und Ausländer).
1880:	94,521	= 16,4 „	
1888:	112,209	= 18,9 „	
1900:	151,254	= 22,8 „	

Dass der zahlreiche Wegzug bernischer Angehöriger im erwerbsfahigen Alter nationalökonomische Nachteile mit sich bringt, sofern nicht ein namhafter Teil des auswärtigen Verdienstes zurückfliesst, dürfte kaum bestritten werden und es ist dieser Wegzug oder Wandertrieb um so auffallender, als bekanntlich von jeher viele auswärtige Berufsleute, besonders auch Ausländer im Kanton Bern ihre Existenz und ihr Auskommen fanden, worauf bereits an anderm Orte hingewiesen wurde, so dass man also im allgemeinen

*) Vergleichende Statistik der Volkszählungsergebnisse betreffend den Kanton Bern vom 1. Dezember 1880 (Lieferung II, Jahrgang 1885 der Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus).

sind Ausnahmen je nach der Zeitlage und den wirtschaftli
hältnissen, z. B. bei Krisen, nicht ausgeschlossen. Zu
wissen Teil lässt sich der Wegzug auch dadurch erklären,
alte oder deutsche Kanton Bern an der Sprachgrenze
verhältnismässig am meisten junge Leute sich zur Erler
französischen Sprache jeweilen vorzugsweise in den
Neuenburg und Waadt für kürzere oder längere Zeit auf

Der Nachweis nun, wie sich die Erwerbstätigkeit im
d. h. nach den verschiedenen Gewerben und Berufsarte
zweiten Hälfte des letzten Jahrhunderts entwickelt hat,
Hand der eigenössischen Berufsstatistiken ebenfalls beur
den können; indessen sind die bezüglichen Ergebnisse, w
nicht so absolut zuverlässig und gleichartig, dass sie ei
sichern Massstab dafür darbieten, besonders gilt dies für
1888. Dazu kommt noch der Umstand, dass die berufsst
Ergebnisse der Volkszählung von 1900 noch nicht bekannt
dass der Vergleich bis Ende des Jahrhunderts ohnehin n
lich ist. Immerhin lässt sich, soweit die Spezifizierung der
es zulässt, mit einer gewissen Wahrscheinlichkeit erken
sich die verschiedenen Berufsarten innerhalb der Zählper
1870—1880—1888 verändert und gestaltet haben. In der P
wirtschaftlichen Aufschwungs von 1870—1880 hatten fol
rufsarten eine bedeutende numerische Zunahme erfah
Bäcker um 451 = 25,4 Prozent, die Metzger und Wurste
= 32,1 Proz., die Bierbrauer um 146 = 61,3 Proz., die
weinbrenner um 116 = 40,3 Proz., die Tabak- und Ciga
kanten um 101 = 17,5 Proz., die Schneiderei und Weissn
840 = 8,4 Proz., die Schuhmacher um 192 = 3,7 Proz., die
und Strickerei um 180 = 24,1 Proz., die Bijouterie, Gold- u

… der
… chluss
… rikge-
… ür die
… waren
… ereich

… ren in
… folgt:

…	Pferdekräfte
	$1,003_{5}$
	99
	433
	723
	254_{5}
	3
	1,263
	5
	23
	3
	450
	110
	$1,971_{5}$
	86
	20_{5}
	36_{5}
	2,511
	78
	77
	119
	60
	3
	—
	165
	—

nahme von 132 = 11,2 Prozent, von den chemischen Gewerben die Zündwarenfabrikation etc, eine solche von 179 = 19,9 Prozent und die Gasfabrikation 25 = 20,7 Proz. Von der Maschinen- und Werkzeugfabrikation, sowie der Metallbearbeitung hatten die Uhrenindustrie eine Zunahme von 1254 = 7 Proz. und die Wagenfabrikation eine solche von 157 = 10,3 Prozent, die typographischen Gewerbe hatten auch in diesem Zeitraum eine Zunahme von 98 = 8,6 Proz. und der Verkehr im ganzen eine solche von 994 = 18,7 Prozent zu verzeichnen, während der Handel und das Wirtschaftsgewerbe um 719 bezw. 632 = 8 Proz. bezw. 11,9 Proz. zurückgegangen wären; nur die Kostgeber und Wohnungsvermieter hatten neuerdings eine Zunahme von 97 = 57,4 Prozent zu verzeichnen.

Ueber die jeweilige Geschäftslage, sowie die Beziehungen von Handel, Industrie und Gewerbe zur wirtschaftlichen Gestaltung und Entwicklung im allgemeinen, geben die ausführlichen Jahres- und Fachberichte der wirtschaftlichen Interessenverbände, insbesondere des schweizerischen Gewerbevereins, des schweizerischen Handels- und Industrievereins und der bernischen Handels- und Gewerbekammer reichhaltige Aufschlüsse; ausserdem enthalten die jährlichen Staatsverwaltungsberichte, sowie die ehemaligen statistischen Jahrbücher für den Kanton Bern, vielfache, orientierende Mitteilungen über die industriellen und gewerblichen Verhältnisse des Kantons. Weitergehende Aufschlüsse in Bezug auf die Ausdehnung und Leistungsfähigkeit der bedeutendern Gewerbebetriebe bieten die Ergebnisse der im November 1889 im Kanton Bern aufgenommenen gewerblichen Betriebsstatistik, welche, vom Handel abgesehen, alle Gewerbebetriebe mit zwei oder mehr Arbeitern und alle Gewerbe mit Motoren, auch solche, welche explodierbare Stoffe erzeugen, (in diesen Fällen ohne Begrenzung der Arbeiterzahl) umfasste; ein zeitlicher Vergleich ist jedoch ausgeschlossen und es ist auch der Wert dieser Aufnahme, welche zu besondern administrativen Zwecken diente, des beschränkten Umfangs wegen kein grosser; sie stellt sich inhaltlich d. h. ihrer Ausdehnung nach zwischen die eidg. Berufsstatatistik und die eidg. Fabrikstatistik.

Gezählt wurden im ganzen 5364 Betriebe mit 6214 Geschäftsinhabern und -Leitern, 44,477 Arbeiter (ohne die in der Hausindustrie tätigen Personen), 1440 verwendete Motoren (inklusive Wasserkraft) mit 14,540 Pferdekräften, 12,667 Arbeitsmaschinen zum Handbetrieb; indessen sind sowohl die Motoren, als auch die Maschinen sehr unvollständig angegeben worden; denn nach der Fabrikstatistik betrug die Zahl der vorhandenen Betriebskräfte sämtlicher Motoren pro 1888: 7224$_{0}$ und pro 1901: 41,159 (HP) und doch bezieht sich die Fabrikstatistik nur auf die dem Fabrikgesetz unterstellten Etablissemente, d. h. höchstens auf solche Geschäfte, welche durchschnittlich mehr als fünf Arbeiter beschäftigen, sofern sie mechanische Motoren verwenden, oder Personen unter 18 Jahren be-

schäftigen, oder gewisse Gefahren für Gesundheit und Leben der Arbeiter darbieten; diese Bestimmung ist im Bundesratsbeschluss vom 3. Juni 1891 enthalten, während das eidgenössische Fabrikgesetz vom Jahr 1877 datiert; in letzterem waren die Motive für die Unterstellung unter das Gesetz nicht näher präzisiert, dagegen waren dieselben durch seitherige Erlasse erweitert und somit der Bereich des Gesetzes ausgedehnt worden.

Die einzelnen Industrie- und Gewerbszweige figurieren in der bernischen kantonalen Gewerbestatistik von 1889 wie folgt: (Hauptergebnisse mit Rangordnung nach der Personenzahl.)

Gewerbszweig	Anzahl Betriebe	Beschäftigte Personen		Verwendete Motoren	
		Inhaber und Geschäftsleiter	Arbeiter	Anzahl	Pferdekräfte
Fabrikation von Uhren und Uhrenbestandteilen . . .	945	1,129	10,514	113	1,003,5
Bauunternehmungen . . .	112	143	2,392	7	99
Weberei	16	37	2,031	9	433
Seidenstoffweberei u. Floretspinnerei	9	18	1,904	8	723
Eisenbahnbau	5	13	1,255	2	254,5
Leinwandfabrikation . . .	15	24	1,241	2	3
Wollen- u. Baumwollspinnerei, Zwirnerei und Weberei .	23	65	1,193	19	1,263
Mechanische Strickereien .	9	15	867	1	5
Zimmerleute	165	169	866	2	23
Steinmetzen, Marmoristen, Maurer und Zementer . .	155	162	862	1	3
Ziegelbrennerei	60	72	853	26	450
Kriegsausrüstung	4	19	795	2	110
Sägerei	313	319	784	313	1,971,5
Bau- und Möbelschreinerei .	216	224	781	23	86
Schuhmacherei	196	201	732	5	20,5
Tabak- u. Zigarrenfabrikation	27	34	722	9	36,5
Müllereien	368	381	673	371	2,511
Buchdruckereien	51	78	629	26	78
Molkereien und Käsereien .	200	203	482	30	77
Maschinenfabrikation . . .	8	27	461	9	119
Huf- und Zeugschmiede . .	174	182	439	10	60
Graveurs und Guillocheurs .	57	64	418	1	3
Schneiderei	149	163	405	—	—
Wasser-, Gas- und Heiz-Einrichtung	25	46	375	5	165
Blousenfabrikation	5	14	364	—	—

Gewerbszweig	Anzahl Betriebe	Beschäftigte Personen		Verwendete Motoren	
		Inhaber und Geschäftsleiter	Arbeiter	Anzahl	Pferdekräfte
Unterhalt von Strassen, Anlagen und Kloaken . . .	13	26	355	—	—
Gipser und Maler	77	88	336	2	2,5
Mechanische Werkstätten und Mechaniker	45	51	313	34	133,5
Bäckerei	131	133	310	2	4
Zündholzfabrikation	14	15	310	4	63
Metzger und Wurster . . .	111	116	299	4	11
Damenschneiderei	81	90	299	—	—
Bierbrauereien	37	55	296	26	181
Schlosserei	81	82	294	8	25
Fuhr- und Droschkenhalterei, Pferdebahn	64	69	279	1	22
Lokomotiv- und Waggonreparaturwerkstätten . .	4	19	276	1	25
Hafnerei	84	84	275	3	5
Papier- u. Kartonfabrikation	6	12	266	5	274
Holzschnitzerei	31	34	248	6	34
Wäscherei und Glätterei . .	69	75	246	2	6
Steinbohrer und Diamantschleifer	10	10	237	7	50
Schwellenbauten	9	13	231	—	—
Flachs- und Pferdehaarspinnerei	2	3	230	2	68
Zementfabrikation	11	15	207	4	178
Sattlerei	58	59	193	—	—
Eisengiesserei	7	8	190	6	53
Weissnäherei	39	44	177	1	0,5
Holzstofffabriken	4	9	174	4	1,240
Dachdeckerei und Schindelfabrikation	52	52	161	1	—
Mechanische Stickerei . . .	3	10	159	—	—
Waffenfabrikation	1	15	153	1	10
Buchbinderei	25	26	148	—	—
Drahtzug-Stiften und Kettenfabrikation	2	15	148	3	215
Spenglerei	48	51	145	—	—
Eisen- und Erzbergwerke .	2	2	144	2	27
Schieferausbeutung	12	12	142	—	—
Wagnerei u. Wagenfabrikation	55	54	130	2	8

Gewerbszweig	Anzahl Betriebe	Beschäftigte Personen		Verwendete Motoren	
		Inhaber und Geschäftsleiter	Arbeiter	Anzahl	Pferdekräfte
Färberei und Druckerei . .	13	18	130	8	46½
Gärtnerei	45	45	130	—	—
Zucker- u. Pastetenbäckerei	38	42	130	1	5
Parkettfabrikation	6	7	127	4	48
Torfausbeutung (und Ton) .	22	23	125	—	—
Apotheken und Droguerien.	43	54	114	7	7
Branntwein-u. Weinsteinfabr.	37	45	109	30	168
Hutmacherei	12	18	106	2	7
Samen- und Fruchtputzerei, Dreschmaschinen . . .	36	36	103	36	201
Gerberei	37	38	96	27	92½
Korb- u. Sesselflechterei etc.	7	13	95	—	—
Nach Hauptgewerbsgruppen liefert diese Aufnahme von 1889 folgendes Bild:					
Lebens- und Genussmittelfabrikation	976	1,047	3,294	491	3,163
Kleidung und Putz	636	715	2,762	16	52
Bau und Einrichtung von Wohnungen	1,660	1,797	9,692	439	3,494
Tyographische und bezügl. Gewerbe	110	162	1,228	35	359
Chemische Gewerbe . . .	101	121	910	69	648
Textilindustrie	85	186	7,843	47	2,632
Maschinen- und Werkzeugfabrikation	337	416	2,353	89	703½
Uhrenmacherei, Instrumente und Apparate	1,030	1,231	11,320	126	1,096½
Uebrige Gewerbe	429	539	5,075	128	2,392
Im ganzen:	5,364	6,214	44,477	1,440	14,540

Der weitaus bedeutendste Gewerbszweig in Hinsicht auf die beschäftigten Personen ist im Kanton Bern, wie schon früher hervorgehoben wurde, die Uhrenindustrie; dieselbe ist bekanntlich im Jura, d. h. im St. Immertal, sowie in den Amtsbezirken Freibergen, Münster, Delsberg, Pruntrut, sowie im Seeland (Biel) zu Hause, dann folgen die Baugewerbe und die Textilbranche; erstere sind vorwiegend in der Stadt Bern konzentriert und die letztern haben ihren Sitz hauptsächlich in grössern Etablissementen der Städte Bern und Burgdorf, sowie im Oberaargau. Es erscheint nun angezeigt, die industriellen und gewerblichen Verhältnisse des Kantons Bern

an Hand der bisherigen Fabrikstatistiken ebenfalls zu untersuchen. Die Hauptresultate derselben sind folgende:

Jahr	Etabl. Zahl	Arbeiter			Davon Hausarbeit.	Vorhandene Betriebskräfte				
		Männl.	Weibl.	Total		Wasser	Dampf	Elekt.	And.	Total
1882	187	7,421	4,881	12,302	?	5,094	947	—	10	6,051
1888	307	9,635	5,534	15,169	?	5,680	1,510„	12	22	7,224„
1895	602	15,875	6,779	22,654	?	11 036„	3,911	433	485	15,865 (457*)
1901	846	20,542	8,953	29,495	6,042	28,880	7,058	3,844	1,377	41,159
*) Zahl von Etablissementen mit Motoren:						(304)	(164)	(250)	(160)	(699*)

Aus dieser überraschenden Zunahme könnte leicht auf eine entsprechende Entwicklung der Fabrikindustrie oder auf einen Rückgang des Kleingewerbes geschlossen werden. Das wäre im allgemeinen absolut falsch, weil nach den bereits erwähnten Erlassen die Verfügungen zur Unterstellung der Geschäfte unter das schweizerische Fabrikgesetz immer erweitert und letzteres immer strenger gehabt wurde, so dass dieses Zunahmeverhältnis mit der Wirklichkeit nicht übereinstimmt, obschon die Zahl der Betriebe sowohl im Kleingewerbe, als in der Fabrikindustrie besonders in den letzten 12—15 Jahren bedeutend zugenommen haben muss. Aus diesem Grunde ist auch der zeitliche Vergleich der fabrikstatistischen Ergebnisse ein illusorischer, indem daraus auf die wirkliche Entwicklung der Industrien und Gewerbe nicht unbedingt geschlossen werden kann; vielmehr kommen hier fortwährende Aenderungen in der Produktions- oder Betriebsform im Gross- und Kleinbetrieb, wie z. B. die Ersetzung der Handarbeit durch Maschinenarbeit zum Ausdruck; die letztere machte eine grössere Teilung der Arbeit und dadurch eine vermehrte Vereinigung der Arbeiter zur Bedingung, so dass nun in verschiedenen Gewerbszweigen die Arbeiter, welche früher in ihrer Wohnung arbeiteten, heute in der Fabrik untergebracht und somit dem Fabrikgesetz unterstellt sind; ebenso lässt die eidgenössische Fabrikstatistik aus dem Grunde keinen Vergleich zwischen Gross- und Kleingewerbe zu, weil darin auch handwerksmässige Betriebe inbegriffen sind.**) Eine solche Ausscheidung wird erst durch eine umfassende Gewerbezählung möglich, wie sie endlich auch für die Schweiz pro 1905 angebahnt und im Gange ist; dagegen bietet die Fabrikstatistik einen ziemlich zuverlässigen Massstab zum Vergleich der Industrien mit andern Kantonen, überhaupt den vollständigsten bisherigen Nachweis über den fabrikmässigen Betrieb und die Leistungsfähigkeit der einzelnen Industriezweige nach Personenzahl und mechanischen Triebkräften; sie bietet übrigens

**) Vergleiche die Eingabe des schweizerischen Gewerbevereins an die Bundesbehörden in Sachen der Gewerbezählung (datiert vom 1899 [illegible]

auch die neuesten nach Ablauf des XIX. Jahrhundert bekannt gewordenen diesbezüglichen Ergebnisse, die sich in der Hauptsache wie folgt darstellen lassen.

Hauptergebnisse der Fabrikstatik von 1901 betreffend den Kanton Bern:

Industriezweig	Anzahl Etablissemente	Zahl der Arbeiter			Betriebskräfte (HP.)
		Männl.	Weibl.	Total	
Uhrenmacherei	243	6,318	3,686	10,004	1,631,75
Kalk, Zementwaren, Ziegelei	52	2,051	68	2,119	4,810
Giesserei, Maschinenbau	40	1,212	1	1,213	655,75
Baumwoll-Buntweberei	5	355	680	1;035	552,75
Sägerei, Zimmerei	51	992	7	999	1,545
Buchdruckerei	41	721	108	829	237
Andere Metallwaren	5	789	16	805	132
Hammerwerke	4	785	1	786	346
Seidenspinnerei u. -Winderei	3	193	451	644	1,054
Tabak, Zigarren	14	159	444	603	78
Eisenbahnreparaturwerkstätt.	5	476	—	476	187
Schreinerei, Glaserei	51	458	—	458	437
Strickerei	5	15	432	447	70,75
Baumw.-Spinnerei, Zwirnerei	3	212	208	420	1,084,75
Leinenweberei	6	147	254	401	231
Buchbinderei	14	176	200	376	54
Bandfabrikation	2	60	298	358	60
Bierbrauerei	22	354	—	354	909
Waffen-, Zeughäuser	6	341	7	348	73
Papier und Karton	5	263	74	337	1,145
Schuhwaren	6	169	146	315	48
Schlosserei	22	288	—	288	65,75
Seidenstoff-Weberei	1	23	257	280	100
Parketterie	5	259	—	259	302
Kupfer- und Messingwerke	2	224	33	257	360
Möbel, Billards	13	242	6	248	135,75
Draht, Nägel, Ketten	3	176	63	239	458
Wolltuch, Decken	7	81	141	222	263
Lithographie etc.	8	148	53	201	42,75
Mühlen	28	194	—	194	1,227
Wagenbau	4	188	1	189	92
Leuchtgas	5	181	—	181	6
Leinenspinnerei	2	51	126	177	145
Zündwaren	12	57	116	173	134
Vergoldung und Versilberung	6	49	105	154	47
Elektr. Maschinen u. Apparate	3	148	—	148	18

Industriezweig	Anzahl Etablissemente	Zahl der Arbeiter			Betriebskräfte (HP.)
		Männl.	Weibl.	Total	
Staniol	2	42	104	146	135
Kunstwolle	2	59	86	145	95
Molkerei	1	62	73	135	35
Baumwollfärberei, Wollfärb., Appretur	3	81	45	126	109
Holzstoff und Cellulose . .	2	124	1	125	1,000
Kleiderfabrikation	6	24	97	121	1,
Wollspinnerei	8	52	53	105	239
Chokolade	2	41	59	100	79
Explosivstoffe	2	82	18	100	105
Rosshaarspinnerei	1	53	43	96	38
Spenglerei	3	94	—	94	18
Tonwaren, Ofnerei	4	84	10	94	40
Elektrizitätswerke u. s. w. .	14	89	1	90	16,850

Bei dieser Rangordnung der Industriezweige nach der beschäftigten Arbeiterzahl wurde die Spezialisierung möglichst beibehalten; nur die Spezialitäten der Uhrenindustrie und einige der Textilindustrie wurden zusammengefasst. Nach Industriegruppen ist das Gesamtergebnis folgendes:

I. Textilindustrie	75	1,497	3,287	4,784	4,255
II. Häute, Leder, Haare .	13	338	197	535	147
III. Lebens- u. Genussmittel	82	976	676	1,652	3,211
IV. Chemische u. chemisch-physikalische Industrien	49	580	256	836	19,146
V. Papier, polygr. Industrie	71	1,443	438	1,881	2,483
IV. Holzbearbeitung . . .	133	2,132	51	2,183	2,599,
VII. Metallbearbeitung . .	47	2,506	254	2,760	1,001,
VIII. Maschinenindustrie . .	70	2,565	9	2,574	1,129,
IX. Uhrenindustr.,Bijouterie	245	6,328	3,689	10,017	1,651,
X. Erde und Steine . . .	61	2,177	96	2,273	4,902,
Total	846	20,542	8,953	29,495	41,153,

Auch hier tritt .die Uhrenindustrie wieder vor allen andern Fabrikationszweigen weit hervor; ebenso nimmt die Textilindustrie einen hervorragenden Rang ein, indem sie sich, wenn die einzelnen Spezialitäten zusammengefasst werden, in zweite Linie stellt. Wenn auch der Kanton Bern noch kein Industriekanton par excellence ist und sich z. B. mit Zürich in dieser Beziehung nicht messen kann, so zeigen doch die obigen Nachweise, dass er sich wohl sehen lassen darf, indem die bernischen Industrien und Gewerbe vielseitig vertreten sind und eine gedeihliche Entwicklung aufweisen; es bietet

dies eine gewisse Garantie gegen die Gefahr plötzlicher, allgemeiner Geschäftsstockungen und -Krisen, wie sie in den einseitig auf ein und denselben Zweig konzentrierten Grossindustrien nur zu leicht vorkommen können. Uebrigens machen die im Kanton Bern dem Fabrikgesetz unterstellten Etablissemente den siebenten und die Arbeiter, sowie die Betriebskräfte den achten Teil derjenigen der Gesamt-Schweiz aus.

Ueber die Produktion der einzelnen Industrien und Gewerbe pflegt die offizielle Berufs-, Gewerbe- und Fabrikstatistik keine direkten Ermittlungen zu veranstalten, weil diesbezüglich entweder keine oder nur unvollständige Angaben zu erwarten wären. Eine Industriestatistik mit Nachweis der Arbeiterzahl, Betriebskräfte und Arbeitsmaschinen nebst Angaben über Jahresproduktion, wurde unter Mitwirkung der Behörden im Jahre 1882 zu Zwecken der Landesausstellung von 1883 in Zürich für die ganze Schweiz unternommen, lieferte aber wegen ungenügender Instruktion und Direktiven ein unvollständiges Resultat.*) Dagegen wurden gelegentliche Spezialaufnahmen von industriellen oder gewerblichen Vereinigungen oder Verbänden, wie z. B. vom schweizerischen Bierbrauerverein über die Brauindustrie pro 1883 und vom schweizerischen Spinner-, Weber- und Zwirner-Verein über die Baumwollindustrie im Jahre 1888 durchgeführt. Aus ersterer erfahren wir, dass die Schweiz damals 423 Bierbrauereien mit einer Jahresproduktion von zirka einer Million Hektoliter im Verkaufswert von 28—30 Millionen Franken und einen durchschnittlichen Konsum von 37,5 Liter per Kopf der Bevölkerung aufwies, wobei der Kanton Bern mit 57 Etablissementen partizipierte. Seit zirka 12 Jahren wird nun die Brauereistatistik vom eidgenössischen statistischen Bureau durch direkte Ermittlungen bei den Brauereibesitzern jährlich fortgeführt; nach denselben hätte sich (unter Voraussetzung vollständiger Nachweise) die Zahl der Brauereien im Kanton Bern wesentlich vermindert und zwar infolge Verdrängung der kleineren durch die grossen Betriebe, da nämlich im Jahre 1882: 57, 1890: 46 und 1901 nur noch 38 Etablissemente verzeichnet wurden, während die gesamte Bierproduktion in der gleichen Zeit von einer auf zirka zwei Millionen Hektoliter anstieg.

In der Baumwollindustrie-Statistik des Spinner-, Weber- und Zwirnervereins vom Jahre 1888 erscheint der Kanton Bern unvollständig, nämlich nur mit 5 Etablissementen, während die ganze Schweiz darin mit 259 Betrieben figuriert, nämlich:

---

*) Für den Kanton Bern wurden damals 30,147 Arbeiter, 6637$_{10}$ Betriebskräfte, 86,265 Spindeln in der Textilindustrie, 3367 Webstühle, 269,830 Kilozentner Kohlenkonsum und eine Jahresproduktion von Fr. 1,994,978 (?) nachgewiesen.

	Zahl der Betriebe	Zahl der Spindeln	Webstühle	M.-Ztr. Produktion
Spinnerei	92	1,722,299	—	227,251
Weissweberei . . .	65	—	16,800	101,259
Zwirnerei	58	73,545	—	24,000
Buntweberei . . .	44	—	6,921	37,000
Total	259	1,795,844	23,721	389,510

Aber auch für die Gesamtschweiz war dieser Nachweis unvollständig, indem die Fabrikstatistik vom Jahr 1888 für die Textilindustrie 1978 Etablissemente verzeichnet. Ein interessanter Versuch zu einer Schätzung oder Berechnung der Produktion der schweiz. Gewerbe unternahm der Sekretär des schweiz. Gewerbevereins*), Herr W. Krebs im Jahre 1899, indem derselbe für die Kleindustrien und das eigentliche Handwerk zusammen einen Gesamt-Jahresverdienst von Fr. 340,757,200 und eine Gesamtproduktion von Franken 1,133,305,000 berechnete; die Grossindustrie ist also darin nicht inbegriffen, ebenso wurde die Uhrenindustrie nicht berücksichtigt, obschon verschiedene Nebengewerbszweige derselben auch zum Kleingewerbe gehören.

Ueber die Produktion der Eisenindustrie im Kanton Bern sind offizielle Angaben vorhanden, die sich auf das Bergbau-Regal, speziell die Eisenwerke im Jura, beziehen und einen beträchtlichen Rückgang bekunden, nämlich:

Per Jahr pro	Arbeiterzahl in Schmiede	Minen	Kübel gewasch. Erz à 400 Pfd.	Mittelpreis	fonte brute Ctr.	Sablerie Ctr.	Schmiedeisen Ctr.
1850/59	1550	480	133,189	4	208,031	—	80,000
1871	296	169	81,953	2,9	86,000	48,000	27,000
1874	—	284	102,714,5 (im ganzen).			—	—

Schon zu Anfang der 70er Jahre wurde in offiziellen Berichten auf diesen Rückgang hingewiesen; von 1850—1874 waren vier Etablissemente mit Hochofen und Schmieden eingegangen und seither hat die Produktion und damit die Bedeutung des Bergwerkregals im Kanton Bern noch mehr abgenommen; denn es steht zur Zeit nur noch ein Hochofen, nämlich derjenige in Choindez, im Betrieb und es wurden produziert resp. verhüttet im Jahre 1888 64,434 Hektoliter und 1903 nur noch 32,000 Hektoliter oder ca. 6500 Tonnen gegen 12,000 Tonnen in früheren Jahren. Sämtliches Erz wird in den Delsberger-Gruben gewonnen, woselbst nach Angabe des Mineninspektors zur Zeit (1904) nur noch 58 Mann und mit Inbegriff der Eisenwerke zirka 100 Arbeiter beschäftigt werden (die schweizerische Berufsstatistik von 1888 verzeichnete noch 128 und die kantonale Gewerbezählung vom November 1889 sogar 164 Arbeiter). In der Blütezeit der jurassischen Eisenindustrie (von 1850—1858) waren 9 Hochöfen

*) Ueber die Produktion und volkswirtschaftliche Bedeutung der schweizerischen Gewerbe (20. Jahresbericht des schweizerischen Gewerbevereins 1899).

nebst 28 Hammerwerke im Betrieb und im Jahre 1856 z. B. waren 600 Arbeiter beschäftigt. In den offiziellen vom frühern Minenin-spektor Quiquerez herrührenden Berichten aus der zweiten Hälfte der 1860er Jahre wurde über die fremde Konkurrenz und gedrückte Eisenpreise geklagt und man versprach sich von der Erstellung der Eisenbahnen im Jura einen neuen Aufschwung dieser Industrie oder wenigstens eine Wendung zum Bessern; allein die Ursachen des Niederganges wurden dadurch nicht beseitigt und somit auch der weitere Rückgang nicht verhindert. Diese Erscheinung war um so misslicher, als Bern der Hauptbergwerkskanton der Schweiz und auch der einzige ist, welcher noch Eisenerz fördert und verhüttet. Immerhin ist Aussicht vorhanden, dass der Bergbau wieder mehr zu Ehren komme, falls die Eisenstein-Ausbeutung, wie projektiert, mit den modernsten Hülfsmitteln (elekrische Kraft) in Gegenden zu Stande kommt (z. B. in Mühlethal, Gemeinde Innertkirchen, Amt Oberhasle), wo schon vor Jahrhunderten Eisenwerke bestunden, die von der Berner Regierung bis zu Anfang des XIX. Jahrhunderts betrieben wurden, jedoch wegen Mangel an tüchtigen Fachleuten, an genügenden Hülfsmitteln, geringer Qualität des Erzes und mangelhafter Organisation der Verwaltung unter bedeutenden Verlusten aufgegeben werden mussten.*)

Die Betriebseinstellung mochte unter anderm auch mit dem bedeutenden Holzbedarf und dem zufolge mit der starken Abholzung der Wälder im Zusammenhang stehen, indem die Zufuhr von anderem Brennmaterial wie Kohlen etc. in jene Gegenden kaum jemals rentiert hätte. Das in Lauterbrunnen von einer Gewerkschaft lehensweise betriebene Bergwerk (zur Gewinnung von silberhaltigem Bleiglanz) war ebenfalls schon zur Zeit der Helvetik (1800)**) offenbar aus ähnlichen Gründen wie dasjenige im Oberhasli preisgegeben worden. Der Bergbau als Zweig der Urproduktion umfasst ausser den Eisenwerken auch den Stein- und Schieferbruch, sowie die Gewinnung von Torf, Kohlen, Asphalt, Salz und anderer Rohprodukte an Steinen und Erde. Kohlen, Asphalt und Salz werden im Kanton Bern nicht gewonnen, dagegen Torf und andere Rohprodukte bezw. Mineralien, besonders Kalkstein, Marmor, Sandstein, Schiefer, Ton, hydraulischer Kalk, Zement und Gips, Kies uod Sand. Nach dem neuesten Berichte der bernischen Handels- und Gewerbekammer ist die Produktion aller dieser Artikel, mit Ausnahme des Torfs, in Entwicklung begriffen. Die Torfausbeutung ging infolge der Konkurrenz anderer Brennmaterialien (Kohlen) und der Einführung von Centralheizungen etc. zurück. Eine ausserordentliche Entwicklung hat mit dem Aufschwung der Bautätigkeit die Ziegel-, Backstein- und Röhrenfabri-

*) Quelle: Bericht des Staatsarchivars an die Finandirektion vom 19. Februar 1891.

**) Staatsverwaltungsbericht von 1814/30, S. 284.

kation, die Herstellung von Tonwaren zu Bauzwecken überhaupt genommen. 1895 noch stunden 17 Ziegeleien und eine Tonwarenfabrik unter dem Fabrikgesetz und 1901 bereits 31. Die Arbeiterzahl im ganzen (nicht nur die in den dem Fabrikgesetz unterstellten Etablissementen) soll zirka 1700 betragen und die Jahresproduktion Fr. 3½ Millionen die Kalk- und Zementindustrie entwickelte sich in den letzten Jahrzehnten — dank der Fortschritte der Chemie und des Maschinenbetriebs — bedeutend; etwas weniger günstig ist die Fabrikation von hydraulischem Kalk gestellt und zwar infolge der Ueberproduktion und der ausländischen Konkurrenz, sowie wegen Teurung der Kohlen und Kohlenpreise — nnd Mangels an Dampfeinrichtung. Die erste Fabrik von hydraulischem Kalk war diejenige in Leissigen am Thunersee; an letzterem und in dessen nächster Umgebung (z. B. in Blumenstein) finden sich zur Zeit im ganzen sechs Gipsfabriken.

Die Jahresproduktion an Portlandzement beträgt im Kanton Bern zirka 7000 Waggons à 200 Säcke, diejenige von hydraulischem Kalk und Romanzement zirka 4000 Waggons à 200 Säcke, diejenige an Porzellan- und Schlackenzement (Choindez und Herzogenbuchsee) zirka 2500 Waggons à 200 Säcke, diejenige an Gips (im Oberland) zirka 800 Waggons. Bei einem Produktionsüberschuss von zirka 25 % fehlt der schweizerischen Einfuhr von Romanzement und hydraulischem Kalk jegliche Berechtigung. Cementfabriken (inklusive Fabrikation von Kalk und Ziegeln) sind zur Zeit im Kanton Bern über 50 dem Fabrikgesetz unterstellt. In der Schieferausbeutung nimmt der Kanton Bern den dritten Rang unter den schweizerischen Kantonen ein.

Laut der eidgenössischen Bergwerkstatistik von 1897 zählte Bern 15 unterirdische Schieferbrüche mit 120 Arbeitern. Die Schieferlager befinden sich im Frutigland und werden dort ausschliesslich für Schiefertafeln mit Erfolg ausgebeutet; der schönste Schiefer wird roh nach Deutschland ausgeführt und dort verarbeitet. Von der Gewinnung verschiedener Erden und Steine kommt als wesentlich in Betracht diejenige von Mergelstein und mergelischem Kalkstein, welche im Jura entwickelt ist und dort in 5 Brüchen mit 37 Arbeitern stattfindet; auch liefert der Jura Kalkstein als Hausstein. Im alten Kantonsteil sind die Sandsteinbrüche von besonderer Bedeutung, indem dort 8 unterirdische Brüche mit 303 Arbeitern vorhanden sind. Der beliebte Ostermundiger Sandstein findet bei den stadtbernischen Bauten vorzugsweise Verwendung; die sogen. Stockeren-Steinbrüche weisen für die letzten 10 Jahre eine zunehmende Ausbeute auf: vor 1893 erreichte dieselbe kaum 2000 m³, seither aber 3—5000 m³. Ein ausgezeichnetes Baumaterial bildet der Grimselgranit; derselbe liegt jedoch zur Zeit, wie übrigens auch der Marmor in den betreffenden Lagern des Oberlandes (Simmental, Grindelwald, Merligen, Brienz) infolge der kostspieligen Trans-

portverhältnisse noch völlig brach.*) Zu erwähnen ist noch die sogen. Huppererde, welche als feuerfeste Erde und Glassand im Jura, hauptsächlich in Court und in einer kleinen Grube auch bei Langnau ausgebeutet wird. Die Zahl der Fundorte von Rohprodukten an Steinen und Erde hat sich erheblich vermehrt: für 1884 wurden 154 und für 1896: 222 nachgewiesen; dieselben verteilen sich pro 1896 auf Torf 54, Kalkstein und Marmor 40, Sandstein 26, Tuffstein 8, Schiefer 10, Töpfer- und Ziegelton 52, feuerfeste Erden 2, hydraulischen Kalk und Zement 14, Gips 2, Quarzsand 6, Kies und Sand 8. Im Bergbau waren nach der Berufsstatistik von 1880 im Kanton Bern 1018 Personen beschäftigt, wovon ungefähr die Hälfte auf den Steinbruch fielen; die eidgenössische Fabrikstatistik von 1901 verzeichnet 2250 als im Bergbau und den damit zusammenhängenden Industrien des Kantons Bern (Gewinnung und Verarbeitung von Erden und Steinen) beschäftigte Personen. Benutzt werden zudem ca. 5000 Betriebskräfte (HP). Unter die Kategorie der Urproduktion**) und doch auch zu den Gewerben gehört noch die Jagd, sowie auch die Fischerei. In der berufsmässigen Ausübung dieser Gewerbe ist gegen frühere Zeiten offenbar ein starker Rückgang eingetreten und zwar bei der Jagd schon durch die Ausrottung der Raubtiere in früheren Jahrhunderten, sodann durch die stetige Verminderung des Hochwildes; letztere, sowie auch diejenige der Fische machten eine strengere staatliche Aufsicht und Handhabung des Jagd- und Fischerei-Regals notwendig. Die Vervollkommnung der Schiesswaffen, sowie der vermehrte Besuch der Hochgebirge durch Touristen war dem Gewild so wenig günstig, als die vermehrte Ausnützung der Wasserkräfte zu gewerblichen Zwecken und die Störung und Verunreinigung der Gewässer den Fischen.

Zur Förderung des Wildschutzes wurden daher strenge Gesetze erlassen, nämlich das zur Zeit in Kraft bestehende Bundesgesetz vom 17. September 1875 samt Vollziehungsverordnung vom 12. April 1876; sodann wurde durch alljährliche Verordnungen die Abgrenzung der Bannbezirke oder Schonreviere von den übrigen Bezirken für die Hochwildjagd genau bezeichnet. Die Jagdpolizei wird von einer Anzahl Wildhüter gehandhabt; dennoch kommt Jagdfrevel noch häufig vor. Die Vorlage eines bernischen Jagdgesetzes mit dem Reviersystem wurde in der Volksabstimmung vom 1. März 1896 verworfen. Die Zahl der gelösten Jagdpatente hat von 1874 bis 1888 bedeutend abgenommen; sie belief sich 1874 im ganzen auf 1740, pro 1888 auf 938; seither ist dieselbe wieder in Zunahme begriffen und stellte sich pro 1903 auf 1368; von letzterer Zahl entfallen auf Hochjagd 190, auf Niederjagd 825, auf Fuchsjagd 242 und auf Schwimmvögel 111 Patente. Die Zahl der Erwerbenden wird in

*) Bericht der bernischen Handels- und Gewerbekammer, S. 35.

**) Siehe die berufsstatistische Aufstellung in den Volkszählungsergebnissen.

der eidgenössischen Berufsstatistik in der Rubrik Jagd pro 1870 auf 78, pro 1880 auf 24 und pro 1888 auf 16 angegeben.

Für die Fischerei ist das Bundesgesetz vom 18. September 1875 samt Verordnung vom 18. Mai 1877, dem Vollziehungsdekret vom 28. November 1877 und auch das kantonale Gesetz vom 26. Februar 1833, soweit dasselbe nicht durch die Bundesgesetzgebung annulliert wurde, massgebend. In dem vorgenannten Bundesgesetz sind nicht nur polizeiliche Bestimmungen über die Fischerei und den Fischhandel, sondern auch Massnahmen zur Förderung der Fischzucht vorgesehen, wonach Bundesbeiträge an künstliche Fischzuchtanstalten verabfolgt wurden; ebenso wurden die Kantonsregierungen verpflichtet, in den Seen gewisse Schonstrecken oder geeignete Laich- und Hegeplätze zu bestimmen und zu überwachen. Die Rechtsverhältnisse im Fischereiwesen sind der kantonalen Gesetzgebung vorbehalten. Das Fischen mit der Angel etc. ist vorbehältlich besonderer Bestimmungen in allen im Gesetze genannten Seen und fliessenden Gewässern erlaubt, soweit kein staatliches Pachtrecht ausgeübt wird oder kein privates Eigentumsrecht besteht.*)

Durch das kantonale Gesetz vom 14. Dezember 1865 wurden die Fischezenrechte (auch diejenigen des Staats auf Privatgewässern) als loskäuflich erklärt und liquidiert. Nach wie vor übt indes der Staat das Fischerei-Regal aus und verpachtet je nach Zweckmässigkeit die Fischezen in öffentlichen Gewässern an geeignete Private. In den Staatsverwaltungsberichten ist die Zahl der erteilten Patente für die letzten Jahre nicht angegeben; pro 1893 jedoch wurden solche ausgestellt: für Angelfischerei 97, für Grossgarn 10, für Kleinnetze und andere Geräte 45, mit zusammen 152. Die Zahl der Fischbrutanstalten hat sich in den letzten 15 Jahren erheblich vermehrt: 1888 bestunden 13 und 1903: 32 Anstalten; ausserdem wird eine staatliche Fischzuchtanstalt in Bern unterhalten. Die Entwicklung und Leistungsfähigkeit der künstlichen Fischzuchtanstalten ist bedeutend im Zunehmen begriffen; denn pro 1888 und 1893 wurden jährlich zirka eine halbe Million junge Fische, in den letzten fünf Jahren dagegen durchschnittlich zwei bis drei Millionen Eier und 2,121,200 Fischchen in öffentliche Gewässer ausgesetzt; indessen ist laut der Berufsstatistik auch beim Fischereigewerbe die Zahl der berufsmässig Erwerbenden zurückgegangen. Pro 1870 sind nämlich 156, pro 1880 141 und pro 1888 nur 98 Personen angegeben. Auf den Bergbau, die Jagd und Fischerei als besondere Zweige der Urproduktion wurde hiervor nicht nur von Staats wegen Bezug genommen, sondern weil denselben ihrer wirtschaftlichen Bedeutung nach in der Regel nicht die verdiente Würdigung zu Teil wird.

---

*) Gesetz über die Ausübung der Fischerei vom 26. Februar 1833. (Art. 1.)

Eine grosse wirtschaftliche Bedeutung, ja wohl die grösste von den drei hievor behandelten Regalien kommt dem Wasserregal zu und zwar ganz besonders mit Bezug auf die zukünftige Entwicklung industrieller und gewerblicher Unternehmungen, sowie des Verkehrs. Das ausschliessliche Recht an öffentlichen Gewässern und dessen Handhabung durch den Staat, in Form des Regals, bestund schon Jahrhunderte lang, indem die Regierung an die Benutzung öffentlicher Gewässer nicht nur für die Schiffahrt, die Flösserei, den Fischfang, die Bewässerung etc., sondern auch für den Betrieb von Mühlen und Sägen, Bedingungen und Vorbehalte knüpfte, oder im Falle der Verpachtung gewisse Gegenleistungen forderte. Seit Anfang des XIX. Jahrhunderts hatten diese wasserpolizeilichen Bedingungen für Gewerbsanlagen (zum Unterschied von den übrigen in den Gesetzen über die Wasserbaupolizei enthaltenen Vorschriften) die Form von Konzessionen angenommen und wurden „Auflagen auf Ehehaften" genannt, worunter Gewerbsanlagen aller Art zu verstehen sind; für die Bewilligung zur Ausübung, resp. zum Betrieb derselben war eine Abgabe zu entrichten. Werke zur Ausnützung der Wasserkräfte, wie sie die Entwicklung der modernen Technik mit sich brachte, kannte man noch nicht, obschon die Kraft laufender Gewässer nicht nur für den Betrieb von Sägen und Mühlen, sondern auch anderer industrieller und gewerblicher Etablissemente zum Eigengebrauch Verwendung fand.

In den letzten 20 Jahren gelang es jedoch der Technik, die Wasserkräfte in Elektrizität umzusetzen und die gewonnene Kraft auf diesem Wege auf weite Strecken fortzuleiten, resp. von Ort zu Ort zu übertragen. Eine ungeahnte Perspektive eröffnete sich dadurch für die Wasserwerkanlagen hinsichtlich ihrer Dienstbarmachung für die Industrie und die Gewerbe, sowie zu Zwecken der Beleuchtung und Heizung, durch Kraftabgabe überhaupt. Und wenn auch die bereits im Jahr 1891 von Seite der Gesellschaft „Frei Land" an den Bundesrat eingereichte Petition um Regelung des Wasserrechts im Sinne der Monopolisierung der Wasserkräfte durch den Bund von zu grossen Hoffnungen und von überschwänglichem Optimismus getragen war, so lag doch in den Voraussetzungen und Motiven derselben ein gutes Stück Wahrheit. Der Verfasser dieser Eingabe, Herr J. Fr. Schär, nun Professor in Zürich, wies auf den in Aussicht stehenden Zuwachs unseres Nationalreichtums hin, welcher in der Nutzbarmachung der imensen Wasserkräfte liege. „Wenn es wahr wird, dass die nie versiegende, gewaltige Kraft unserer Alpenströme durch Turbinen gefesselt, mittelst Dynamo-Maschinen in Elektrizität umgewandelt und fortgeleitet, an entfernten Orten, in industriereichen Städten, zum Betrieb von Fabriken etc. technisch verwertet werden kann, dann gehört unser Land plötzlich zu den reichsten der Erde. Dann werden die ungezählten Stromschnellen und Abstürze unserer

Gebirgsflüsse, die stillen Alpenseen, die bis jetzt nur das Auge des staunenden Wanderers zu entzücken vermochten, zu ebenso vielen Quellen unseres Nationalreichtums. Wir sehen die Zeit kommen, da die elektrischen Kraftleitungen unseren Erdboden durchziehen werden, wie jetzt die Telegraphendrähte die Luft, die Gas- und Wasserleitungen den Untergrund der Städte, da jedem Handwerker, Gewerbetreibenden und Fabrikanten die Möglichkeit geboten ist, mittelst Druck auf den elektrischen Knopf die ihm notwendige und nützliche Kraftleistung zu erhalten, Lasten zu heben, Maschinen in Bewegung zu setzen, Vehikel mit elektromotorischer Triebkraft zu versehen u. s. w, denn noch ganz unübersehbar sind die Fortschritte und Umwälzungen auf dem Gebiete der Industrie, besonders der Metallurgie, welche durch die elektrischen Kraftströme herbeigeführt werden, sofern dieselben überall ohne grosse Kosten zur Verwendung kommen können."

Derselbe betonte ferner, dass es hohe Zeit sei, der Privatspekulation in der Ausnützung der Wasserkräfte von Staats wegen zuvorzukommen durch Regelung der Konzessionierung oder Errichtung des eidgenössischen Monopols, nebst Vorbehalt desjenigen der elektrischen Kraftleitungen. Da bei der Mangelhaftigkeit der kantonalen Wasserpolizeigesetze die Gefahr vorhanden sei, dass die Wasserkräfte entweder gegen ein Linsengericht einer jährlichen Konzessionsgebühr oder sogar unentgeltlich losgeschlagen und somit dieser Teil des Nationalreichtums an Aktiengesellschaften und einzelne Private geradezu verschleudert werden.

Auf diese Eingabe hin, wurde die Angelegenheit vom Bundesrate einigen Fachmännern zur Prüfung übertragen; u. a. kam Herr Ingenieur Jegher in Zürich in seinem Gutachten in der Hauptsache zu gegenteiligen Schlussfolgerungen, d. h. er fiel in's andere Extrem und unterschätzte offenbar die vorhandene Wasserkraftmenge und deren Bedeutung, indem er dieselbe auf nur 154,000 Pferdekräfte schätzte, wovon 54,000 HP. bereits ausgenützt seien, während nach den Ermittlungen des Herrn Ingenieur Lauterburg, Bern, in der Schweiz 582,834 und im Kanton Bern nach unseren Berechnungen allein mindestens 150,000 Pferdekräfte vorhanden sein müssen.*) Ferner wies Herr Jegher darauf hin, dass die Kosten des Betriebs mit Wasserkräften ungefähr gleich hoch zu stehen kommen, wie diejenigen mit Dampfkraft, dass die Befürchtung der Verschleuderung von Wasserkräften bei der kantonalen Konzessionspraxis unbegründet sei, dass

*) Nach Ansicht des Chefs des hydrometrischen Bureaus, welcher sich zur Zeit mit den bezüglichen Ermittlungen befasst, dürfte aber die verfügbare Wasserkraftmenge in der Schweiz und im Kanton Bern noch erheblich grösser sein, so dass in der Schweiz wohl über eine Million HP. auszunützen wären.

die Privatspekulation nicht zu verwerfen sei, dass von Bundes wegen wohl auf eine entsprechende Regelung der Wasserrechtskonzessionen hinzuarbeiten, aber von der Monopolisierung der Wasserkräfte Umgang zu nehmen sei etc. Gestützt auf dieses Gutachten gelangte der Bundesrat zum Schlusse, es sei der Eingabe der Gesellschaft „Frei Land" keine Folge zu geben, indem er geltend machte, dass Vorteile oder Einnahmsquellen aus dem Uebergang des Monopols von den Kantonen auf den Bund nicht zu erwarten wären und dass im allgemeinen die kantonalen und örtlichen Behörden besser als die Bundesverwaltung in der Lage seien, über die ökonomisch und wirtschaftlich den öffentlichen und industriellen Interessen am besten dienende Ausnützung der Wasserkräfte zu wachen etc. Immerhin wurde den Kantonen die Aufnahme einiger Grundsätze und Vorbehalte in die kantonalen Gesetzgebungen, nebst der Erstellung von kantonalen Wasserrechtskatastern empfohlen.

Für den Bund selbst wurden folgende Aufgaben postuliert: 1) Beanspruchung des Interventionsrechts bei Regelung der Wasserrechtsverhältnisse etc.; 2) Regulierung der Erstellung und des Betriebs von Starkstromleitungen; 3) Errichtung einer vollständigen Statistik der Wasserkräfte.

Die Bundesversammlung, welche sich bereits im Dezember 1894 und im Frühjahr 1895 mit der Angelegenheit befasst hatte, konnte sich auch nicht für die Monopolisierung entscheiden, hielt jedoch eine beförderliche Untersuchung und Regelung der Wasserrechtsverhältnisse für angezeigt. Von Mitte der 1890er Jahre an trat das hydrometrische Bureau, mit Ingenieur Epper an der Spitze, in Tätigkeit und begann mit der Feststellung der schweizerischen Wasserkräfte nach wissenschaftlichen Grundsätzen; ferner wurde 1899 eine Gesetzesvorlage über Anlage, Betrieb und Beaufsichtigung von elektrischen Starkstromleitungen eingebracht, welche am 24. Juni 1902 Gesetzeskraft erhielt. Ausserdem räumte Herr Professor Huber in seinem Entwurf über das Civilgesetz der Regelung des Wasserrechts ebenfalls eine Anzahl Bestimmungen ein, welche sich auf das private Wasserrecht, auf die Sondernutzungsrechte an öffentlichen Gewässern, auf die Erteilung von Wasserrechtskonzessionen an öffentlichen Gewässern, auf die Expropriation für die Erstellung von Wasserwerksanlagen und auf die Wasserpolizei für öffentliche und Privatgewässer beziehen. Indessen wird diesen Bestimmungen von gewisser Seite die Berechtigung und Zweckmässigkeit abgesprochen, indem den Wasserrechtskonzessionen ein öffentlich-rechtlicher Charakter zukomme und der Bund ohne Verfassungsänderung keine Befugnis besitze, über diese Materie zu legiferieren, dass diese Bestimmungen, besonders diejenigen über das Elektrizitätsrecht, jedenfalls nicht in das Civilgesetzbuch, sondern in ein Spezialgesetz gehören; endlich sei mit Rücksicht auf die volkswirtschaftlichen

lehnendes, zum Teil ein entsprechendes, indem sie im Sinne
Prüfung acceptiert wurde. Es unterliegt wohl keinem Zwe
vorsorgende Massnahmen sowohl in Bezug auf die best
als auf die zukünftigen Wasserwerkanlagen von Staats wegen
notwendig sind, um allfällige Nachteile, welche aus spe
Privatunternehmungen für den Fiskus oder die Volksgesam
stehen könnten, zu verhüten und dem volkswirtschaftlichen
in der Sache Vorschub zu leisten; dagegen will uns doch
es sei die Gefahr der Privatspekulation nicht so gross, wie
Land"-Petenten dargestellt haben, indem die Herstellungs-
triebskosten bei solchen Kraftwerken denn doch eine gar
tende Rolle spielen, was gerne übersehen wird. Uebrige
wir die feste Zuversicht, dass die bundesgesetzliche Rege
Materie in der von Professor Huber selbst in Aussicht gen
Spezialgesetzgebung zu allseitiger Befriedigung ausfalle

Ueber die Frage, nach der Entwicklung und dem g
tigen Stand der Wasserrechtskonzessionen und Kraftwerk
Bern geben wir noch folgende Aufschlüsse:

Unterm 6. Mai 1891 erliess der Regierungsrat eine
nung, in welcher der Name des Konzessionsbewerbers, di
Beschreibung und der Zweck der Anlage, Nachweise
Eigentumsverhältnisse und insbesondere ausführliche Pläne
wurden. Unbestreitbar hat die Ausnützung der Wasserk
wie die Verwendung elektrischer Kraft im Kanton Bern b
zugenommen und zwar sowohl in der Hauswirtschaft, al
Industrie und Gewerbe, sowie in der Landwirtschaft und
uoch viel mehr zunehmen, sobald der Kostenpreis für di
menten noch geringer wird. Konzessioniert und errichte
eine ganze Reihe von Wasserwerkanlagen, nämlich seit

führten Wasserrechtskataster) im ganzen 357; davon sind in dieser Zeit erloschen 28, Erneuerungen und Uebertragungen 23; die ausnutzbare Wasserkraft stellt sich nach den erteilten Konzessionen auf 87,428 Pferdekräfte (HP) oder auf 306 bestehende Konzessionen durchschnittlich 285 HP per Konzession; darunter befinden sich 12 grosse Werke mit über 1000 HP, welche zusammen allein eine ausnützbare Kraft von 46,116 HP repräsentieren. Die Konzessionsgebühren variieren zwischen Fr. 21.20 und Fr. 2,031.—, oder bis 1903 durchschnittlich per Konzession Fr. 96.26 und seither Fr. 155.26.*)

Die bedeutendsten Anlagen waren diejenigen in Burglauenen (schwarze Lütschine) mit 9100 HP, von Kandergrund mit 9000 HP, nebst einem zweiten von 5600 HP, von Wangen an der Aare mit 5000 HP, von Nidau (Hagneck) mit 4000, von Wynau an der Aare mit 2700 HP, von Uttigen (Hunziken) mit 2700 HP und Noirmont (Doubs) mit 2100 HP. Einer besondern Bedeutung kommt den Hagneck- und Kanderwerken, über deren Entwicklung uns eine Anzahl gedruckte Berichte und technische Gutachten vorliegen**) zu. Die Ausnützung der Wasserkräfte des Hagneckkanals war schon zur Zeit der Juragewässer-Korrektion ventiliert worden; dasselbe war ursprünglich als Gemeindeunternehmen konzessioniert worden. Die Erstellung wurde alsdann nach Abschluss der Vorarbeiten durch Vertrag (Ende 1896) der Aktiengesellschaft (für angewandte Elektrizität) in Baden übertragen, welche bereits um Mitte der 1890er Jahre auch das Kanderwerk finanziert und gebaut hatte. Das Elektrizitätswerk in Wynau war, beiläufig gesagt, durch die Firma Siemens & Halske in Berlin erstellt worden und seither gelangten die Aktien dieses Werkes in den Besitz der interessierten Gemeinden des Oberaargaus. Bei dem Hagneckwerk dagegen hatten sich 6 benachbarte Gemeinden um die Finanzierung desselben vergeblich bemüht; da ihnen letztere eine zu grosse Belastung verursacht hätte, so ging dann die Konzession, wie oben gesagt, an die „Aktiengesellschaft Motor“ in Baden über. Im Jahr 1903 erwarb sodann die Aktiengesellschaft des Hagneckwerks auch das Kanderwerk, worauf sich die neue Aktiengesellschaft als „Vereinigte Kander- und Hagneckwerke A.-G.“, mit einem Aktienkapital von 5½ Millionen Franken konstituierte. Von diesem Aktienkapital kann die Kantonalbank zwei Drittel der Aktien übernehmen, von welchem Recht dieselbe auch Gebrauch zu machen im Begriffe ist, indem es

*) Durch Beschluss des Regierungsrates vom 24. September 1904 wurde nämlich der Bezug der Konzessionsgebühren einer Regelung im Sinne der Erhöhung und gleichmässigerer Ansätze unterworfen; vorher waren dieselben meistens zu niedrig und willkürlich verschieden berechnet worden, während sie nun zu Fr. 5 per ausnützbare Pferdekraft berechnet werden.

**) Wir verdanken dieselben Herrn Oberst Will, Direktor der Hagneck- und Kanderwerke in Bern.

dadurch ermöglicht wird, die genannten Werke unter bernischen Einfluss zu stellen und sie für alle Zukunft den öffentlichen Interessen dienstbar zu machen. Die ausnützbare Kraft des Hagneckwerks wird in den technischen Berichten auf 3600—5000 HP angegeben; davon konnten wirklich abgegeben werden:

im Jahr	K. W.	HP.	im Jahr	K. W.	HP.
1900	1300	= 1770	1903	1896	= 2559
1901	1332	= 1810	1904	2132	= 2880
1902	1598	= 2157			

Beim Kanderwerk betrug die verwertbare Kraft ursprünglich mindestens 2600 HP.; dieselbe wurde bald ganz ausgenützt, so dass das Werk bereits am Ende seiner Leistungsfähigkeit angelangt war. dasselbe versorgt die Burgdorf-Thun-Bahn, die Stadt Bern und ausserdem ein Dutzend Ortschaften mit Kraft und Licht und zwar zum Preise von Fr. 140 per HP. Die Stadt Bern bezieht zirka 1000 HP. und es steht derselben das Recht zu, weitere 1000 HP. zum Preise von Fr. 125 zu mieten. Um auch den zukünftigen Anforderungen zu entsprechen, hat die Gesellschaft der Vereinigten Kander- und Hagneckwerke eine Erweiterung auf 7800 HP. projektiert und zwar durch Anlage eines grossen Reservoirs im Spiezmoos, sowie durch Zuleitung der Simme etc. Ueber die absolute Vermehrung und durchschnittliche Verminderung der bezüglichen Anlagekosten per HP. geben folgende Angaben Aufschluss:

Bisherige Anlage:		Fr. 3,800,000	für 2600 HP	=	Fr. 1460	per HP.
Zukünftige	mit Reservoir	„ 4,550,000	„ 3900 „	=	„ 1166	„ „
	„ Simme	„ 7,000,000	„ 7800 „	=	„ 897	„ „

Die Baukosten des Hagnekwerkes beliefen sich laut Rechnungsbilanz pro 1903 auf rund 5 Millionen Franken, diejenigen des Kanderwerkes auf Fr. 3,800,000, so dass beide Werke zusammen ein Anlagekapital resp. einen Bauwert von 8,8 Millionen Franken repräsentieren; die Kaufsumme des Kanderwerkes wird indess auf 5 Millionen Franken veranschlagt. Die Wasserkraftverhältnisse an der Kander scheinen übrigens für weitere Anlagen resp. für eine successive Erweiterung der Wasserwerke sehr günstig zu sein. Nach erfolgtem vollständigem Aushau dürfte die Gesamtleistungsfähigkeit der beiden Werke auf 16—18,000 HP. ansteigen und das Gesamtanlagekapital vielleicht gegen 15,000,000 Franken im Maximum betragen. Schon diese Angaben geben einen deutlichen Begriff von der volkswirtschaftlichen Bedeutung und Leistungsfähigkeit der Wasserwerke und Elektrizitätsanlagen. Es ist daher auch begreiflich, dass Anstrengungen gemacht werden, um dieselben in den Besitz und Dienst der Oeffentlichkeit zu bringen, d. h. den Staat und die Gemeinden zur finanziellen Beteiligung resp. zur Uebernahme eines Teiles des Anlagekapitals der wichtigsten Werke zu veranlassen, um sich auf diesem Wege den Vorrang oder eine Art Monopol zu sichern. Obschon der Monopolisierung

der Wasserkräfte durch den Bund Bedenken verfassungsmässiger und praktischer Natur entgegenstehen, so wird derselbe schliesslich auch gezwungen sein, sich einen entsprechenden Einfluss in dieser Interessensphäre zu sichern und zwar schon aus naheliegendem Grunde, nämlich wegen der eventuellen Umwandlung des Dampfbetriebes in elektrischen Betrieb der Eisenbahnen. Dieser Gedanke ist bekanntlich schon wiederholt ventiliert und auch von höchster Stelle bereits ausgesprochen worden. Eine bessere gesetzliche Regelung und Wahrung der staatlichen Hoheitsrechte bei Wasserrechtskonzessionen und Errichtung von Werken zur Ausnützung von Wasserkraft steht übrigens im Kanton Bern ebenfalls bevor, indem soeben eine dahinzielende Motion im Grossen Rate gestellt wurde und zudem eine Revision des kantonalen Wasserbaupolizeigesetzes vom 3. April 1857 gleichfalls stattfinden dürfte.

Es sollen nun noch einige weitere Industriezweige, speziell die Uhrenmacherei, die Hôtelindustrie und die Holzschnitzerei in's Auge gefasst werden, da dieselben auch schon nach dem Stande in der ersten Hälfte des XIX. Jahrhunderts und früher gewürdigt wurden und überhaupt grosses Interesse bieten. Die Uhrenindustrie hat trotz zeitweiligen Krisen eine bewundernswerte Entwicklung aus primitiven Anfängen durchgemacht und steht heute als Grossindustrie in vorderster Reihe. Von 100,000 durch sie ernährte Personen fallen etwa die Hälfte auf den Kanton Bern; auch an der Produktion dürfte der Kanton Bern zur Hälfte beteiligt sein. Nach den schweizerischen Ausfuhrziffern zu schliessen, hat sich die Uhrenindustrie in den letzten 12 Jahren ganz ausserordentlich entwickelt; die Ausfuhr betrug nämlich:

Pro	Stück	Wert Fr.*)
1891	4,933,992	100,548,631
1897	6,200,971	103,766,000
1901	8,751,771	130,769,000
1903	8,432,048	118,515,000

*) Inklusive der Uhrenbestandteile.

Freilich machte sich seit 1901 wieder ein Rückschlag im Betrage von zirka 12 Millionen des Werts der exportierten Ware geltend. Die Ursache dieses Rückschlags dürfte hauptsächlich in zeitweiliger Ueberproduktion und damit verbundener Vernachlässigung der Qualität liegen. Der Gesamtausfuhr steht nur eine Einfuhr von 210,000 bis 260,000 Stück, im Werte von 3,4—3,7 Millionen Franken gegenüber. Nach der Berufsstatistik von 1888 zählte der Kanton Bern zirka 20,000 Berufstätige in der Uhrenindustrie. Die schweizerische Uhrenindustrie konkurriert jeweilen mit grossem Erfolg an internationalen Ausstellungen, besonders scheint diejenige in Paris von 1900 an Reichhaltigkeit alles bisherige übertroffen zu haben. In Bezug auf Taschenuhren darf konstatiert werden, dass die Schweiz hier das grossartigste geleistet hat; es wurde dies übrigens durch

die vielen Auszeichnungen, welche den schweizerischen Ausstellern zu Teil wurde, bestätigt. Die schweizerische Ausstellung war laut verschiedenen Fachberichten die glänzendste im Gebiete der Uhrenindustrie und bot viele Neuheiten. Die Vervollkommnung besteht nicht nur in gewissen Spezialitäten oder Bestandteilen, Formen oder Verzierungen, sondern auch im System des Mechanismus. Zwischen einem neuen Chronometer und den frühern Taschenuhren gewöhnlicher Art ist zweifellos ein grosser Abstand. Auch die Werkzeuge wurden vervollkommnet und die Herstellung von Uhrenbestandteilen auf mechanischem Wege, mittelst Anwendung von Werkzeugmaschinen, fand mehr und mehr statt. Die Arbeitsteilung nach Spezialitäten ist in der Uhrenindustrie wie in keinem andern Fabrikationszweig ausgebildet. Die grosse Entwicklung der Uhrenindustrie und deren Erfolge dürfte nicht zum mindesten dem kommerziellen Geist, der Benutzung von Maschinen und motorischer Kraft, sowie des elektrischen Lichts, den zahlreichen, gut besuchten Uhrenmacher- und Fachschulen für Mechanik, der Unterstützung der Gemeinde- und Staatsbehörden und der Solidarität der Beteiligten zuzuschreiben sein. Immerhin sind noch verschiedene Uebelstände zu beseitigen und Verbesserungen anzustreben, um in Zeiten von Krisen den Kalamitäten vorzubeugen.

Ueber die Fremdenfrequenz und die Entwicklung der Gasthofindustrie geben zunächst die Geschäftsberichte der Dampfschiffgesellschaft des Thuner- und Brienzersees, sowie der Oberlandbahnen einige Aufschlüsse; danach war der Personenverkehr folgender:

A. Auf dem Thuner- und Brienzersee:

Jahr	Anzahl Personen	Jahr	Anzahl Personen
1880	299,882	1893	397,724
1886	303,710	1898	585,117
1889	363,623	1903	847,894

B. Auf den Oberlandbahnen:

Jahr	Anzahl Personen	Jahr	Anzahl Personen
1890	87,915	1903	337,672

Aehnlich, wenn auch nicht proportional in derselben Ausdehnung gestaltete sich die Entwicklung der Hotelindustrie. Im Jahre 1882 bestunden im Kanton Bern 107 Fremdenetablissemente mit 9256 Fremdenbetten und heute dürften nach einer inzwischen stattgefundenen Berechnung zu schliessen zirka 300 Etablissemente mit über 20,000 Fremdenbetten vorhanden sein (im Jahr 1894 waren nach Ermittlungen der Centralstelle des schweizerischen Hoteliervereins etwa 224 Etablissemente mit 15,000 Betten vorhanden). In diesen Zahlen sind jedoch die gewöhnlichen Gastwirtschaften mit Beherbungsrecht, deren es im Kanton Bern ausserdem im Jahre 1894 563 gab, nicht eingerechnet. Seither hat sich die Zahl der Fremdenetablissemente noch bedeutend vermehrt, denn nach

dem Verwaltungsbericht der Direktion des Innern bestunden im Kanton auf Ende 1903 868 Gastwirtschaften und 248 Sommerwirtschaften, also zusammen 1116 gegen 787 im Jahr 1894; nebstdem gibt es noch 1757 Speisewirtschaften ohne Beherbergungsrecht, welche zum Teil vom Fremdenbesuch ebenfalls profitieren.

Anlässlich der für die Landesausstellung in Genf im Jahre 1896 vom schweizerischen Hotelierverein veranstalteten Ermittlung, wonach die Schweiz im ganzen 1693 Fremdenetablissemente (Saison- und auch Jahresgeschäfte) mit 88,634 Betten aufwies, wurde der Gesamtwert der Immobilien und Mobilien etc., also das in der Hotelindustrie engagierte Kapital auf Fr. 518,927,000 und der Assekuranzwert auf Fr. 446,814,000 berechnet. Das bezügliche Betreffnis im per Bett würde Fr. 5855 Gesamt- und Fr. 5041 Assekuranzwert ausmachen; demnach würden die Fremdenetablissemente im Kanton Bern einen Gesamtwert von zirka 117,1 Millionen Franken und einen Assekuranzwert von 100,8 Millionen Franken darstellen. Die Bruttoeinnahmen wurden für die ganze Schweiz mit 114,3 Millionen Franken veranschlagt, wovon auf den Kanton Bern zirka 25 Millionen Franken entfallen dürften. Allerdings ist das Geschäftsergebnis bezw. die Rendite in der Hotellerie je nach den Witterungsverhältnissen und anderen Umständen oder Zufälligkeiten bedeutenden Schwankungen unterworfen, da der Fremdenbesuch durch schlechte Witterung, Kriegsereignisse, Epidemien, Katastrophen, Weltausstellungen stets mehr oder weniger stark beeinträchtigt wird. Uebrigens ist der grösste Teil der Einnahmen wiederum auf den Ausgabenkonto zu setzen, welch letzterer besonders durch Lebensmittel und Getränke, Angestelltenlöhne, sowie Verzinsung des Betriebskapitals stark belastet wird. Das im Hôtelwesen beschäftigte Personal der ganzen Schweiz belief sich 1894 auf 23,997 Personen, wovon 4096 auf den Kanton Bern fielen; heute dürfte indess diese letztere Zahl auf zirka 5000 angestiegen sein. Durch obige Angaben lässt sich die wirtschaftliche Bedeutung der Hôtelindustrie hinlänglich würdigen; dieselbe nahm in der zweiten Hälfte des XIX. Jahrhunderts nicht nur einen kräftigen Aufschwung, sondern auch eine stetige Ent- und Ausdehnung; der Wohlstand hob sich infolgedessen in den betreffenden Gegenden ganz bedeutend und zwar gilt dies nicht nur für die von der Hôtelindustrie direkt abhängigen Bevölkerungskreise, sondern auch für die Bevölkerung der übrigen durch Arbeit und Verdienst alimentierten Gewerbszweige, speziell für die verschiedenen Baugewerbe, das Führerwesen, die Holzschnitzerei, die Spitzenklöppelei und die Kutscherei, insoweit dieselben nicht durch die modernen Verkehrsmittel beseitigt wurde. Das Berner Oberland mit seinen Naturschönheiten übt immerfort seinen Zauber und eine immer grössere Anziehungskraft auf das reiselustige und erholungsbedürftige Publikum aus. Die Interessenkreise der Hôtelindustrie lassen sich auch weder Mühe noch Kosten reuen, um den Anforder-

ungen und Bedürfnissen den Fremden in jeder Hinsicht zu entsprechen. Angesichts der kurzen Dauer der Saison (2½—3 Monate höchstens) und des grossen Aufwandes an Kapital und Arbeitskräften ist es sehr wohl begreiflich, dass die Geschäftsinhaber für entsprechendes Entgelt sorgen müssen, um ihre Rechnung zu finden. Manchen Reisenden fehlt aber hiefür oft das richtige Verständnis und beklagen sie sich etwa gelegentlich wegen Ueberforderung, obschon die Preise in den meisten Schweizerhôtels, trotz ihrer bekanntlich guten Verpflegung wesentlich mässiger sind, als in ausländischen.

Der Hôtelindustrie wird auch vorgeworfen, sie übe einen demoralisierenden Einfluss auf die heimische Bevölkerung aus, indem diese ihren ursprünglich einfachen und guten Sitten entfremdet werde und angesichts des von den Fremden entfaltet Luxus und Wohllebens zu eben solchen, wenn nicht noch zu schlimmeren Gepflogenheiten hinneigen. Mag auch diese Klage teilweise ihre Berechtigung haben, so ist dabei nicht zu übersehen, dass nicht bloss in den Gegenden des Fremdenverkehrs, sondern überall, wo die Kultur ihren Einzug hält und verhältnismässig rasch grosse Fortschritte bringt, nicht nur Lichtseiten und Vorteile, sondern auch Schattenseiten und Nachteile entstehen. Umsomehr liegt es daher in der Aufgabe des Staates und der beteiligten Volkskreise, diesen Nachteilen und deren Folgen womöglich prophylaktisch zu begegnen.

Der dritte Industriezweig, von dem hier noch die Rede sein soll, nämlich die Holzschnitzerei, hat in der zweiten Hälfte des XIX. Jahrhunderts ebenfalls einen erfreulichen Aufschwung genommen und es wurde bereits an früherer Stelle darauf hingewiesen, dass der Fremdenstrom dieses Kleinod unter den Gewerben hauptsächlich grossgezogen habe. Freilich hatte die Holzschnitzerei auch Zeiten schwerer Krisis durchzumachen, besonders war dies von Ende der 70er Jahre an der Fall; vorher fanden die Holzschnitzwaren flotten Absatz, die Produktion schwoll an, aber die Qualität hielt wegen Mangel an stilgerechter Schulung und Sorgfalt in der Ausführung mit der Quantität nicht gleichen Schritt und die Waren wurden zu allen Preisen verschleudert — zum Schaden dieses Kunsthandwerkes. Die Absatzstockungen und deren Folgen zwangen die beteiligten Geschäftsleute und Fabrikanten Remedur und Besserung anzustreben, indem der Pfuscherei entgegengewirkt und auf Herstellung vorzüglicher, stilgerechter und schöner Ware gehalten wurde; ebenso wurden vermehrte geschäftliche Beziehungen mit dem Auslande angeknüpft, so dass bald an allen wichtigern Bade- und Kurorten oder Touristenplätzen Mitteleuropas Oberländer Holzschnitzwaren-Verkaufsstellen errichtet wurden. Die Fremden lieben diese Berner Schnitzwaren und kaufen sie als eigenartige, charakterisische Erinnerungszeichen an das Berner Oberland. Dies gilt in hohem Masse von den grösseren Schnitzereien, besonders von den künstlerisch ausgeführten Gruppen von Alpentieren, Adlern, Gemsen,

von Scenen aus dem Hirten- und Jägerleben. Durch Errichtung von Fach- und Zeichnungsschulen für Schnitzler wurde für die Ausbildung derselben gesorgt und es sind in der Tat hinsichtlich der Wahl und Ausführung der Motive nach ästhetischen und künstlerischen Grundsätzen, nach Form und Stil in den letzten Jahrzehnten, wie namentlich die Weltausstellungen in Paris von 1889 und 1900 beweisen*), bedeutende Fortschritte zu konstatieren.

Der ursprüngliche naturalistische Charakter wurde zwar beibehalten, aber er wird regiert von den Gesetzen des Styls und der korrekten Zeichnung; besonders wurden die Gruppen von Tieren und Menschen in anatomischer Hinsicht getreuer und lebensvoller dargestellt. Von der Schnitzlereischule in Brienz werden übrigens auch Möbel, Stühle, Buffets, Etagèren und ganze Zimmergetäfel in Ornament, Styl und Technik mustergültig ausgeführt, wie die Ausstattung des Regierungsratssaales im Berner Rathause und eines Kommissionszimmers im neuen Bundeshause beweist. Obschon der Export immer noch mit Schwierigkeiten zu kämpfen hat, so ist doch die Ausfuhr in den letzten Jahren, abgesehen von etwelchen Schwankungen, im Steigen begriffen; sie betrug nämlich laut der schweizerischen Zollstatistik für Holzschnitzwaren:

1892:	Fr. 545,771	1900:	Fr. 702,597
1894:	„ 568,005	1902:	„ 608,954
1896:	„ 580,807	1903:	„ 624,975
1898:	„ 547,590		

Der wirkliche Gesamtwert des Exports mit Inbegriff der von den Fremden an Ort und Stelle gekauften Waren mag indessen wohl das Doppelte ausmachen, da in dem zitierten Bericht über die Pariser Ausstellung der Gesamtwert der Jahresproduktion auf zwei Millionen Fr. angegeben und hievon schwerlich mehr als ein Viertel in der Schweiz selbst abgesetzt wird. Unter den Berufsgenossen und Geschäftsinhabern bestehen besondere Vereinigungen zur Förderung der Interessen der Holzwarenindustrie. Der fabrikmässige Betrieb ist im Holzschnitzereigewerbe nicht ausgedehnt; die Fabrikstatistik von 1901 verzeichnet nur 4 Etablissemente mit zusammen 52 Arbeitern nebst 370 Heimarbeitern, während im ganzen etwa 1300 Personen in der Schnitzlerei tätig sind, wovon ein grosser Teil auf den Hauptsitz Brienz fällt. Der Schwerpunkt derselben liegt im Kleingewerbe, welches der Betriebsform nach sowohl Handwerk als Hausindustrie ist. Bei einem täglichen Arbeitslohn von Fr. 3.— im Durchschnitt ergibt sich ein jährlicher Arbeitsverdienst von ca. Fr. 1,200,000.

---

*) Vergl. den Bericht von Nationalrat Edm. v. Steiger über die Holzschnitzerei an der Weltausstellung in Paris von 1900, Bern 1901; siehe auch den seither im Handwörterbuch für schweiz. Volkswirtschaft etc., 52. Liefg., erschienenen Artikel von Grossrat Demme über die Holzschnitz-Industrie.

Von einer eingehenden Betrachtung des Entwicklungsganges und der Geschäftslage aller einzelnen Industrien und Gewerbe muss hier Umgang genommen werden, da eine solche den Rahmen der vorliegenden Arbeit weit übersteigen und dem Hauptzweck derselben im allgemeinen nicht entsprechen würde.*) Zudem ist die Betriebsgestaltung sowie die geschäftliche Lage hinsichtlich Produktion und Absatz nicht nur im Laufe von Jahrzehnten, sondern innerhalb eines Jahres sogar solchen Schwankungen und Wechselfällen unterworfen, dass es unmöglich wäre, dieselben auch nur annähernd richtig und vollständig zu erörtern. Da übrigens viele Gewerbe, namentlich die handwerksmässigen Betriebe ähnliche Verhältnisse, also wenig von einander abweichende charakteristische Merkmale aufweisen, meistens mit denselben Schwierigkeiten zu kämpfen, somit auch die gleichen Interessenbestrebungen haben, so würden zahlreiche Wiederholungen der nämlichen Verhältnisse und Ursachen im Kommentar unvermeidlich sein. Bald ist es die ausländische Konkurrenz, bald diejenige der Grosswarenhäuser und des kapitalkräftigen Grossbetriebs, bald diejenige der Pfuscher im eigenen Lager, dann namentlich die mangelhafte Berufs- oder Fachbildung, bald sind es ungünstige Zollverhältnisse, Uebelstände im Submissionswesen, niedrige Preise und hohe Löhne, ferner mangelndes Einvernehmen zwischen Arbeitgeber und Arbeitnehmer, Streiks etc. — alles Klagen, die sich schon öfters hören liessen und sich stets wiederholen, denen aber im Gesetzgebungswege nur insoweit abgeholfen werden kann, als sie sich wirklich auf allgemein eingerissene Missbräuche und Auswüchse der Gewerbefreiheit zurückführen lassen. Die Sanierung liegt übrigens nicht nur in der Aufgabe der staatlichen Behörden, sondern auch in derjenigen der beruflichen und gewerblichen Interessenvereinigungen und des gesamten Volkes. Es ist hier am Orte, die Organisation und Tätigkeit der Behörden, sowie die auf organisierter Freiwilligkeit beruhenden Interessenbestrebungen und den beidseitigen Entwicklungsgang im XIX. Jahrhundert noch kurz ins Auge zu fassen.

Die öffentlichen Bestrebungen zur Beseitigung von Missständen und zur Förderung der Gewerbe und des Handels reichen, wie aus frühern Erörterungen hervorgeht, in der Tat auf mehr als 200 Jahre zurück und begannen hauptsächlich mit der Einsetzung des Kommerzienrats im Jahre 1687, welcher dann durch die helvetische Verwaltungskammer beseitigt, d. h. durch eine Handels- und Gewerbskommission ersetzt worden, dann aber nach Ablauf der Helvetik 1803 wieder in Funktion getreten war und besonders in der Mediations- und Restaurationsperiode eine fruchtbare Tätigkeit

*) Wir müssen diesbezüglich auf die Situationsberichte der hiesigen Handels- und Gewerbekammer, des schweiz. Handels- und Industrievereins und des schweiz. Gewerbevereins verwiesen.

entwickelte; organisierte derselbe doch im Jahre 1830 eine Industrieausstellung, bei welchem Anlass darauf hingewiesen wurde, dass schon 4 ähnliche Ausstellungen (1804, 1810, 1818 und 1824) stattgefunden hatten; ebenso veranstaltete der Kommerzienrat im Jahre 1828 bereits eine Enquête über die Lage der Fabrikkinder. Im Jahre 1831 wurde auf Grund der neuen Verfassung durch Organisationsgesetz der Regierung eine Kommission für Handel und Industrie an Stelle des Kommerzienrates eingesetzt; von ihrem Einfluss war jedoch nicht viel zu verspüren, obschon sie die Tradition des Kommerzienrates zum Teil fortsetzte.

Eine Reorganisation brachte die Verfassung von 1846, sowie das Organisations-Dekret der Direktion des Innern vom Mai 1848, in welchem zur Besorgung des Volkswirtschaftswesens drei Kommissionen vorgesehen wurden, nämlich eine Kommission des Handels, eine für die Industrie und das Gewerbewesen und eine für die Landwirtschaft und Viehzucht. Diese Kommissionen hatten über alle ihnen vom Direktor des Innern zugewiesenen Gegenständen ihr Gutachten abzugeben und konnten von sich aus angemessene Vorschläge zur Hebung und Förderung der betreffenden Zweige der Volkswirtschaft, sowie znr Verbesserung der darauf bezüglichen Gesetzgebung den Behörden einreichen. Die Tätigkeit derselben fiel in die Zeit des Inkrafttretens des kantonalen Gewerbegesetzes, sowie in den Beginn des Eisenbahnverkehrs und der bezüglichen Bestrebungen, mit welchen sie sich in der Folge auch zu befassen hatte. Im Jahr 1854 trat alsdann ein neues Reglement, jedoch ohne wesentliche Aenderung der Organisation in Kraft. Die Kommission des Handels und die beiden Sektionen der Industrie und des Gewerbewesens fanden unter anderem Gelegenheit, sich mit der Beschickung von Ausstellungen zu befassen. 1856 fand nämlich die erste Pariser Weltausstellung, 1856 die schweizerische Industrie- und Gewerbeausstellung und 1862 die zweite Weltausstellung in London statt. Sodann begannen 1863 die Handelsvertragsunterhandlungen mit Frankreich, wobei die Kommission ebenfalls mitzuwirken hatte. Inzwischen (1860) war der bernische Verein für Handel und Industrie in Tätigkeit getreten und verlangte eine bessere Wahrung der Handelsinteressen, nebst einer Reorganisation der Direktion des Innern, welch' letzterem Wunsche indes nicht entsprochen wurde.

Die Neuerung beschränkte sich auf den Personenwechsel im Präsidium der Kommission; letztere aber schlief bald darauf ein. Bei wichtigeren Aktionen, wie z. B. bei der Revision von Handelsverträgen und Zolltarifen berief die Direktion des Innern jeweilen besondere Kommissionen und holte gelegentlich auch Gutachten vom Centralkomitee des bernischen Vereins für Handel und Industrie ein. Die letzten vier Jahrzehnte des XIX. Jahrhunderts war die Zeit der freiwilligen, beruflichen und wirtschaftlichen Organisation, resp. die Bildung von Vereinen und Verbänden, zur Wahrung und Förde-

rung der wirtschaftlichen Interessen. Neben dem bernischen Verein für Handel und Industrie entstund 1865 der kantonale Gewerbeverband, mit zirka einem Dutzend Sektionen in verschiedenen grössern Ortschaften des Kantons. Derselbe war freilich längere Zeit eingeschlafen, dann aber um Mitte der 1880er Jahre neu gegründet worden.

Auch im Jura bildeten sich bereits 1875 und 1876 zwei Industrievereine in Courtelary und Biel und überdies wurde im nämlichen Jahre noch für die Uhrenindustrie eine interkantonale Vereinigung, nämlich die Société intercantonale des industries du Jura gegründet, an deren Stelle im Jahr 1900 die chambre suisse d'horlogerie getreten ist. Anlässlich der Wienerausstellung 1874 entstand der allgemeine oberländische Holzschnitzler-Verein, welcher 1890 in den oberländischen Holzwarenindustrie-Verein umgeändert wurde. Auch die Arbeiter anderer Berufszweige oder Erwerbsklassen bildeten Vereinigungen zunächst innerhalb des Grütlivereins und sodann in der Arbeiterunion mit ihren Fachvereinen und Gewerkschaften. Weiterhin bildeten sich Sektionen von schweizerischen Verbänden, wie z. B. derjenigen des Vereins schweizerischer Geschäftsreisender und des kaufmännischen Vereins. In das Jahr 1879 fiel die Gründung des schweizerischen Gewerbevereins, dessen eifrige, auf wirksame Förderung der Interessen des Kleingewerbes und Handwerks gerichtete Tätigkeit hinlänglich bekannt ist. Neben dem kantonalen Gewerbeverband gehören dem schweizerischen Gewerbeverein zur Zeit noch 14 bernische Sektionen an; ausserdem gibt es noch mehr als ein Dutzend lokale Handwerker- und Gewerbevereine, sowie mehrere Meisterfachvereine, die entweder einen kantonalbernischen Verband (z. B. die Gerber, die Schneider, die Schmiede) oder einen solchen für gewisse Ortschaften und Landesteile, wie z. B. der oberländische Holzwaren-Industrie-Verein, sodann die Schnitzlervereine in Brienz, Brienzwiler und Meiringen und endlich der Industrieverein Heimberg (Töpfer), bildeten. Was den frühern offiziellen Kommissionen, abgesehen von der nötigen Selbstständigkeit, hauptsächlich fehlte, das war die Fühlung mit den verschiedenen Volks- und Interessenkreisen; deshalb wurde auf wiederholte Anregungen hin infolge einer im Jahr 1893 im Grossen Rate (von Raymond)*) gestellten Motion im Jahr 1898 eine kantonale Handels- und Gewerbekammer organisiert, welche gemäss Dekret vom 19. November 1897 als vorberatende und begutachtende Behörde der Direktion des Innern, Abteilung Volkswirtschaft, zu funktionieren und den Interessen des Handels und des Gewerbes (Industrie, Handwerk und Kleingewerbe), sowie des landwirtschaftlichen Handelsverkehrs wahrzunehmen hat; dieselbe besteht zur Zeit aus 18 Mitgliedern und besitzt ein ständiges Sekreatariat mit Sitz in

*) S. Bericht Nr. 1 der bern. Handels- und Gewerbekammer, S. 79.

Bern und einen französischen Sekretär-Adjunkten in Biel, welcher speziell den Interessen der Uhrenindustrie zu dienen hat. Die Wahl der Kammermitglieder erfolgt auf Grund der von den wirtschaftlichen Interessenverbänden (im ganzen 6) einzuholenden, freilich unverbindlichen Wahlvorschläge durch die Regierung; von diesen Verbänden nennt das Dekret in erster Linie den bernischen Verein für Handel und Industrie und den kantonalen Gewerbeverband. Die Kammer teilt sich in drei Sektionen, nämlich eine für Handel und Industrie, eine für Gewerbe und eine für die Uhrenmacherei.

Der Organisation nach ist die bernische Handels- und Gewerbekammer*) also ein Vermittlungsglied zwischen den freiwilligen Organisationen und den Staatsbehörden. Die Kammer hat bereits in den ersten Jahren ihres Bestehens eine ziemlich rege Tätigkeit entfaltet und durch Vorbereitung mehrerer Gesetzentwürfe die Behörden zu gesetzgeberischer Tätigkeit veranlasst; ebenso veröffentlicht das Sekretariat gelegentlich inhaltsreiche Berichte über den Gang von Handel und Gewerbe, sowie über die wirtschaftliche und geschäftliche Lage.

Es ist hier nun am Platze, auch der auf Hebung und Förderung von Industrie, Gewerbe und Handwerk gerichteten Bestrebungen und Erfolge, welche im Laufe der zweiten Hälfte des XIX. Jahrhunderts, also vor der Einsetzung der Handels- und Gewerbekammer durch die Wirksamkeit der Behörden (Direktion des Innern, Regierung und Grosser Rat), durch vereinte Unterstützung von Bund und Kanton und unter Mitwirkung der verschiedenen Volks- und Interessenkreise erzielt wurden, zu gedenken. Der Schwerpunkt dieser Erfolge liegt unstreitig darin, dass die Möglichkeit und die Gelegenheit zu einer bessern beruflichen und fachlichen Ausbildung sozusagen nach allen Richtungen hin geschaffen wurde (und es darf wohl mit Recht dem seit 1878 im Amte stehenden, fortwährend unermüdlich tätigen Direktor des Innern, Herrn Regierungsrat von Steiger, das Hauptverdienst dabei zuerkannt werden). Bereits im Jahre 1879 stellte derselbe in seinem Referat über die Hebung des inländischen Gewerbes an der Jahresversammlung der schweizerischen gemeinnützigen Gesellschaft in Bern eine Anzahl Postulate auf, welche hauptsächlich auf eine bessere Organisation des Lehrlingswesens und fachliche Ausbildung abzielten. Und wenn wir heute nach einem Vierteljahrhundert Umschau halten, so begegnen wir im Kanton Bern einem förmlichen Kranz von gewerblichen Bildungsanstalten, welche der Reihe nach ins Leben gerufen wurden. Vor 25 Jahren bestunden im Kanton Bern einige wenige örtliche Handwerker- und Gewerbeschulen, zwei Zeichnungsschulen (Brienz und St. Immer), zwei Uhrenmacherschulen (St. Immer und Biel), eine Kunstschule, eine kantonale Hufbeschlaganstalt und eine Muster- und Modellsammlung — das war alles. Auf Ende des

*) Präsident: Herr Nationalrat Hirter, Sekretär: Herr J. Hügli.

Jahrhunderts bestunden dagegen zirka 20 Handwerkerschulen (per 1903 im ganzen 23) vier Zeichnungsschulen (St. Immer, Brienz, Brienzwiler und Meiringen), drei Uhrenmacherschulen (St. Immer, Biel und Pruntrut), eine Lehrwerkstätte für Grossuhrenmacherei in Sumiswald (seither eingegangen), eine im Jahr 1884 gegründete Schnitzlerschule in Brienz, eine Lehrwerkstätte für Holzschnitzer in Meiringen, welche 1902 an Stelle der im Jahr 1890 eingegangenen Schnitzlerschule daselbst errichtet wurde, die stadtbernischen Lehrwerkstätten mit Abteilungen für Schreiner, Schlosser und Spengler, anfänglich auch für Schuhmacher (gegründet 1888), die bernische Kunstschule mit kunstgewerblicher Abteilung (gegründet 1870), das kantonale Technikum*) in Burgdorf mit Fachschulen für das Baugewerbe, die Maschinentechnik, die Elektrotechnik und die gewerbliche Chemie (gegründet 1892), das westschweizerische Technikum in Biel (eine Gemeindeanstalt mit Staatsunterstützung — gegründet 1891) ebenfalls mit vier Abteilungen, nämlich ausser der schon erwähnten Uhrenmacherschule die kunstgewerblich-bautechnische Abteilung, die Schule für Maschinentechnik, Elektrotechnik und Mechaniker und die Eisenbahnschule, endlich das kantonale Gewerbemuseum, welches im Jahre 1890 im Wege der Reorganisation der Muster- und Modellsammlung gegründet wurde. Alle diese gewerblichen Bildungsanstalten stehen unter der Oberleitung und Aufsicht der Direktion des Innern, welche sich die Unterstützung und Förderung der gewerblichen und volkswirtschaftlichen Bestrebungen überhaupt allseitig angelegen sein liess. Auch im Gebiete der Gesetzgebung sind Fortschritte und Erfolge erzielt worden, obschon bis jetzt weder eine eidgenössische noch eine kantonale Gewerbeordnung zu Stande kam. Dagegen passierte erst kürzlich (November 1904) ein mustergültiges Gesetz über die gewerbliche und kaufmännische Berufslehre die Beratungen des Grossen Rates und gelangte in der Volksabstimmung vom 19. März 1905 zur Annahme.

Eine bedeutende Arbeit erwuchs den staatlichen Aufsichtsbehörden in der Vollziehung der eidgenössischen Fabrik- und Haftpflichtgesetzgebung seit drei Jahrzehnten, besonders da dieselbe im Interesse des Arbeiterschutzes im Laufe der Jahre immer weiter ausgedehnt wurde. Diesen Aufgaben widmete sich die Staatsbehörde ebenfalls mit voller Hingebung. In den Geschäftskreis der Direktion des Innern fällt ferner der Erlass, bezw. die Vollziehung folgender Gesetze und Verordnungen: Das Gewerbegesetz von 1849, speziell die Vorschriften über die von Bau- und Einrichtungsbewilligungen und sonstigen Vorbehalten abhängigen Gewerbe; das Bundesgesetz über Mass und Gewicht (Meter- und Litermass) vom 1. Januar 1877; das Gesetz über den Marktverkehr und den Gewerbebetrieb im Umherziehen, vom 24. März 1878; das Bundesgesetz

*) Von Herrn Grossrat Demme angeregt.

betreffend Kontrollierung und Garantie des Feingehalts von Gold- und Silberwaren, vom Dezember 1880 und Vollziehungsverordnung vom November 1892, nebst verschiedenen Bundesbeschlüssen (Einrichtung und Aufsicht mehrerer Kontrollbureaux in Centren der Uhrenindustrie); die kantonale Gesetzgebung über den Handel mit geistigen Getränken, von 1879 und 1894; das Gesetz über die mustergültige Brandversicherungsanstalt vom Jahre 1881 und seitherige Erlasse über Gebäudeschatzungen und Feuerpolizei; die Verordnungen über die Bergführer und Träger (vom Jahre 1874), sowie über das Kutschergewerbe (vom Jahre 1885); die Kaminfegerordnung (von 1899); das Gesetz betreffend den Verkehr mit Nahrungsmitteln und Gebrauchsgegenständen, nebst Verordnungen über die Lebensmitteluntersuchungen (inklusive geistige Getränke) vom 26. Februar 1888 (die diesbezügliche Aufgabe ist einem chemischen Laboratorium als Centralstelle übertragen; Organe der Lebensmitteluntersuchung und -Polizei sind der Kantonschemiker, als Vorstand, mit zwei Assistenten und vier Lebensmittelinspektoren, sowie die örtlichen Gesundheitskommissionen); ferner die Verordnungen über den Fleisch- und Brotverkauf, über den Markt- und Hausierverkehr etc.

Nicht dem Ressort der Direktion des Innern zugewiesen, aber doch auch eine den gewerblichen Interessenbestrebungen entsprechende Massnahme, war der Erlass des Dekrets über die Organisation der Gewerbegerichte vom 1. Februar 1894, wonach durch Beschluss der Einwohnergemeindeversammlung einer Gemeinde zur gütlichen Erledigung von Streitigkeiten im Werte bis auf Fr. 400 zwischen Fabrikanten und Handwerksmeistern einerseits und ihren Arbeitern und Gesellen, Lehrlingen und Angestellten andererseits, solche Gewerbegerichte eingesetzt werden können. Die Stadt Bern machte zuerst von diesem Rechte Gebrauch und es funktioniert daselbst bereits seit Jahren ein Gewerbegericht, zur Zufriedenheit von Arbeitgebern und Arbeitnehmern. Auf Ende 1903 bestunden vier Gewerbegerichte, nämlich in Bern und Umgebung, in St. Immer, in Unterseen und in Biel; dieselben hatten im genannten Jahre zusammen 602 Geschäfte erledigt.

Der Erlass weiterer Gesetze, wie zum Beispiel dasjenige einer Handelsgerichtsordnung, ferner über Arbeiterinnenschutz, über Ausübung der Handelsgewerbe, respektive über unlautern Wettbewerb, Abzahlungsgeschäfte, Hausier- und Marktverkehr steht ebenfalls in Aussicht, indem bereits bezügliche Vorarbeiten seitens der kantonalen Handels- und Gewerbekammer vorliegen. Ueber die Motive, warum die Staatsbehörde sich nicht dazu entschliessen konnte, ein Gesetz über das gesamte Gewerbewesen, also eine Gewerbeordnung auszuarbeiten, sondern statt dessen sucessive vorzugehen, sprach sich die Direktion des Innern in ihrem Bericht zum Gesetz-Entwurf über die gewerbliche und kaufmännische Berufslehre, wie folgt aus:

„umfassende Gesetze; denn je grösser das Gebiet, je zahl
„berührten Interessen, desto zahlreicher auch die Geg
„grösser die Gefahr einer Koalition von Bürgern, welche
„um dieses, der andere um jenes Punktes willen, vie
„ganz entgegengesetzten Beweggründen, dem Gesetzes
„Grab schaufeln. — So wurden wir auf den Weg der Spe
„gebung verwiesen, welcher mühsamer und langsamer
„schliesslich doch wohl sicherer eine fortschrittliche
„unserer Verhältnisse ermöglicht."

Das vom Grossen Rate und vom Volke des Kan
bereits angenommene Gesetz über die gewerbliche und kauf
Berufslehre enthält ausser den allgemeinen Bestimmungen
Vorschriften über das Lehrverhältnis, über die Lehrlings
über die Förderung der Berufsbildung etc. Für die
prüfungen ist das Obligatorium, in Anlehnung an die vo
Gewerbeverein bereits eingeführte Praxis, vorgesehen
sollen dieselben in die Hand der Berufsleute und ihrer
bezw. von Lehrlingskommissionen gelegt und der Oberl
Handels- und Gewerbekammer unterstellt werden. In dem
Bericht weist der Autor des bernischen Lehrlingsges
richtig auf die verkehrte Auffassung der Gewerbefreihe
die Tatsache hin, dass der bis in das dritte Viertel des ab
Jahrhunderts das wirtschaftliche Leben unheilvoll beh
Grundsatz des „laisser faire" sozusagen jede vernünftig
und Ordnung beseitigt habe. Die gesetzliche Ordnung
lichen Ausbildung liege nicht nur im Interesse der Pr
sondern auch der Konsumenten. sie rechtfertige sich gan
im Interesse der beruflichen Leistungsfähigkeit; denn je
forderungen der Konkurrenzkampf an die Gewerbetreibe

den oder 60 Stunden per Woche für weibliche Lehrlinge festgesetzt wurde, während die Vertreter der Arbeiterpartei 10 Stunden im Maximum und die Vertreter des Gewerbestandes von einer Fixirung der Arbeitszeit für Lehrlinge überhaupt absehen wollten. Durch die Annahme des Lehrlingsgesetzes ist nun eine wichtige Angelegenheit, um die sich die beteiligten Kreise (gewerbliche und kaufmännische Vereine) seit Jahren bekümmerten, bereits geordnet und für die Gesetzesentwürfe der übrigen verwandten Materien freie Bahn geschaffen. Die gewerbliche und industrielle Berufsbildung wurde auch von Seite des Bundes wirksam unterstützt und gefördert, und zwar erstmals durch Bundesbeschluss vom 27. Juni 1884, wonach gewerblichen und industriellen Bildungsanstalten Beitrage aus der Bundeskasse verabfolgt werden; diese Subventionen wurden später, nämlich durch Bundesbeschlüsse vom 15. April 1891 und vom 17. November 1900 auch auf die kommerziellen Bildungsanstalten (Handelsschulen und Fachkurse der kaufmännischen Vereine) ausgedehnt; ebenso wurden diese Unterstützungen später, auf Grund des Bundesbeschlusses vom 20. Dezember 1896 auch der hauswirtschaftlichen und beruflichen Bildung des weiblichen Geschlechts zu teil.

Ausser den bereits angeführten Bundesgesetzen gibt es noch einige andere, welche die Entwicklung der Industrien und Gewerbe begünstigten, wie z. B. über den in den Jahren 1887 und 1888 eingeführten Patentschutz auf Muster und Modelle (vergleiche Bundesbeschluss vom 28. April 1887 und Bundesbeschluss vom 29. Juni 1888), also die Bundesgesetzgebung über den Erfindungsschutz, deren Vollziehung von den eidgenössischen Behörden direkt besorgt wird und wozu ein eidgenössisches Amt für geistiges Eigentum besteht; doch sind bis jetzt nicht alle Erfinder geschützt, indem gewisse Erfindungen, z. B. die chemischen, durch Modell nicht darstellbar sind, weshalb eine Ausdehnung des Patentschutzes angestrebt wird. Eine bezügliche Vorlage liegt zur Zeit vor der Bundesversammlung und es hat der Ständerat dieselbe in der Dezembersession 1904 bereits durchberaten und einstimmig angenommen. Durch den fast in allen Staaten bestehenden Muster- und Modellschutz wurden die Erfindungen auch im Wege internationaler Vereinbarungen protegiert und gefördert und zwar beziehen sich die letztern nicht nur auf das gewerbliche, sondern auch auf das literarische Eigentum. Diese Geschäfte werden durch ein internationales Bureau für gewerbliches, literarisches und künstlerisches Eigentum, mit Sitz in Bern, besorgt.

Nicht ganz verständlich ist die fortdauernde ablehnende Haltung der Bundsbehörden im Gebiete der Gewerbegesetzgebung, obschon zuzugeben ist, dass der negative Volksentscheid vom Jahre 1894 über den Gewerbeartikel der Bundesverfassung die Arbeit auf diesem Gebiete lähmen musste. Doch ist anzunehmen,

dass auch die Bundesbehörden legislatorisch vorgehen werden, nachdem die Kantone mit ihren Gewerbegesetzen weitere Erfahrungen gesammelt haben und sodann auch die Ergebnisse der von den eidgenössischen Räten beschlossenen und vom Bundesrate angeordneten Gewerbezählung pro 1905 vorliegen werden; dieselbe verspricht für wirtschaftspolitische und gesetzgeberische Zwecke wertvolle Materialien und Aufschlüsse zu liefern, da es sich um eine allgemeine Betriebszählung handelt, welche sämtliche Erwerbszweige der Landwirtschaft, der Industrie und Gewerbe, des Handels und des Verkehrs — ausgenommen die öffentlichen Verwaltungen sowie die gemeinnützigen und wohltätigen Anstalten — umfassen soll.

Durch das Bundesgesetz betreffend Kontrollierung und Garantie des Feingehaltes von Gold- und Silberwaren vom 23. Dezember 1880 und Vollziehungsverordnung vom November 1892 wird der Käufer vor Betrug geschützt, aber auch der Produzent und Händler ist dabei sicher gestellt. Der Vollzug dieses Gesetzes liegt einer Anzahl Kontrollbureaux ob, deren Errichtung durch Bewilligung seitens der Kantonsregierungen im Einvernehmen mit den beteiligten Gemeinden und Interessenten-Kreisen (meist in Gegenden der Uhrenindustrie) stattfindet. Im Kanton Bern bestehen sechs Kontrollämter, nämlich in Biel, Delsberg, Pruntrut, St. Immer, Tramelan und Noirmont. Die Aufsicht führt das eidgenössische Amt für Gold- und Silberwaren.

Eine Reihe anderer Gesetze, wie z. B. das Obligationenrecht vom Jahre 1881, das Bundesgesetz über Schuldbetreibung und Konkurs vom Jahre 1879, sowie das bezügliche kantonale Einführungsgesetz vom Jahre 1891 waren direkt oder indirekt von bedeutendem Einfluss auf die wirtschaftlichen Verhältnisse*); ebenso wird das im Entwurfe vorliegende Bundesgesetz über die Vereinheitlichung des Zivil- (oder Privat-) Rechts für die wirtschaftliche Gestaltung von einschneidender Bedeutung sein.

Zur Förderung der verschiedenen Industrien und Gewerbe trugen selbstverständlich auch die internationalen, sowie die schweizerischen und kantonalen Ausstellungen, jeweilen vieles bei, indem sie zum gegenseitigen Wettbewerb und zu fortwährenden Verbesserungen anspornen. Immerhin haften den grossen allgemeinen Ausstellungen auch verschiedene Nachteile an, auf deren Beseitigung bei zukünftigen Ausstellungen Bedacht genommen werden muss: so z. B. ist es bei grossen nationalen oder Weltausstellungen beinahe nur den kapitalkräftigen Unternehmern oder Industriellen oder ganzen Gruppen von Gewerbetreibenden möglich, sich am Wettbewerb mit Erfolg zu beteiligen; der einzelne Gewerbetreibende kann also höchstens noch im grossen Rahmen einer Kol-

*) Die Eisenbahngesetzgebung fällt beim Verkehr und die Zollgesetzgebung beim Handel in Betracht.

lektivausstellung einigermassen zur Geltung kommen, aber die Vorteile sind für ihn oft sehr zweifelhaft. Freilich sind die nationalen, kantonalen und lokalen Ausstellungen dazu da, um den Wettbewerb der kleinern Gewerbetreibenden zu ermöglichen. Allein die Frage, ob nicht durch Spezialausstellungen den einzelnen Industriellen und Gewerbetreibenden besser gedient wäre, dürfte immerhin zukünftig noch erwogen werden.*) Einen richtigen Beweis oder Gradmesser für die Leistungsfähgkeit der verschiedenen Industrien und Gewerbe, resp. ein getreues Bild der wirtschaftlichen Produktion bieten die von mancherlei Zufälligkeiten und vom freien Willen der einzelnen Interessenten, Gruppen und Staaten abhängigen Ausstellungen allgemeinen Charakters ohnehin nicht, abgesehen davon, dass die Reklame zumeist die Hauptrolle spielt, wie es gerade bei der neuesten Weltausstellung vom Jahre 1904 in St. Louis der Fall war.

Ein nicht geringes Verdienst um die Förderung der gewerblichen Bestrebungen hat sich namentlich der schweizerische Gewerbeverein erworben; derselbe beging im Jahre 1904 das 25jährige Jubiläum seines Bestandes**) und es erscheint daher angezeigt, seiner vielseitigen und fruchtbaren Tätigkeit, von welcher die vielen wertvollen Publikationen seines Sekretariats Zeugnis ablegen, hier ebenfalls zu gedenken. Besonders verdient gemacht hat sich der schweizerische Gewerbeverein um die Förderung der gewerblichen Organisation und Interessenwahrung, durch seine freilich bis jetzt erfolglos gebliebenen Bemühungen um Einführung einer schweizerischen Gewerbeordnung, sowie um kantonale Gewerbegesetze, um die Anbahnung der schweizerischen Gewerbezählung, um das Versicherungswesen, um den Lehrvertrag und ganz besonders um die gewerblichen Lehrlingsprüfungen nebst Diplomierung, für welche eine eigene Kommission eingesetzt wurde, welche die Prüfungen in den verschiedenen Sektionen und Gegenden zu leiten hat. Aus sehr bescheidenen Anfängen (15 geprüfte pro 1879) entwickelten sich diese Lehrlingsprüfungen in der Schweiz in erfreulicher Weise (pro 1903 nahezu 2000 geprüfte), so dass zu erwarten ist, es werden dieselben bald in allen Kantonen die staatliche Sanktion erhalten, womit ein fester Grundstein zur Hebung des einheimischen Gewerbes, zur Förderung der Berufstüchtigkeit und des Fleisses unseres künftigen Gewerbestandes gelegt wäre; denn es liegt diesen Prüfungen, die sich zur Zeit allerdings erst etwa auf den zehnten Teil aller Lehrlinge beschränken, nicht nur ein allgemeiner und spezieller Nutzen für den Gewerbestand, sondern auch ein hoher sittlicher

*) Die letzte schweizerische Landesausstelllung fand im Jahre 1896 in Genf, die erste im Jahre 1883 in Zürich und die letzte bernisch-kantonale Gewerbeausstellung im Jahre 1899 in Thun statt.

**) Vergleiche die vom Sekretariat (Herr W. Krebs) verfasste Denkschrift desselben.

vielfach gar nicht in mangelnder Sachkenntnis, sondern in
sucht und verdorbener Geschäftsmoral wurzelt, weil ferne
dürfnisse der Konsumenten Handwerksleistungen vers
Qualität erheischen und weil endlich die Einschränkung
kurrenz weder im Interesse des Publikums wünschensw
überhaupt erreichbar ist, indem die Industrie als Hauptkon
des Handwerks vom Befähigungsnachweis kaum berührt w
diejenigen wirtschaftlichen und politischen Faktoren, w
Umwälzung in der gewerblichen Produktion veranlasst hal
mehr ausgeschaltet werden können, somit auch die Rück
ehemaligen Zunfteinrichtung ausgeschlossen ist. Die Gewe
und Gesetzgebung werden auf andere Mittel zur Abhülfe
sein müssen; man wird sich in Bezug auf obige Fragen
zunächst darauf beschränken, das Recht zur Haltung von L
nur solchen Meistern zu verleihen, welche dazu als befäh
tet und auch moralisch dazu qualifiziert sind, also das n
trauen besitzen, wobei freilich eine finanzielle Unterstützu
des Staates zu empfehlen wäre, indem die Haltung von L
vielen Meistern deswegen nicht erwünscht ist, weil ihne
oft erheblich mehr Schaden und Nachteil an Zeitversäu
Nutzen und Vorteil erwächst. Die bisherigen Bestrebu
Behörden und Vereinen haben bereits so vielversprechend
im Gewerbewesen gezeitigt, dass begründete Aussicht zur
ung der noch bestehenden Missstände und Auswüchse ei
weit getriebenen Gewerbefreiheit vorhanden ist; denn
bewusste Gewerbepolitik und eine weise Gewerbegesetzg
gleichbedeutend mit gesunder Mittelstandspolitik und let
dert die Volkswohlfahrt.

Mit Recht wurde seither vielfach betont, dass durch die gewaltsame Durchführung dieses Grundsatzes das Kind mit dem Bade ausgeschüttet worden sei; denn nun trat an Stelle des ordnungsmässigen Zwangs und der freilich vexatorischen Reglementiererei und Vielregiererei die schrankenlose Handels- und Gewerbefreiheit, deren Früchte das XIX. Jahrhundert in der gewissenlosen Konkurrenz, der Pfuscherei und dem unlautern Wettbewerb genugsam kennen gelernt hat. Zwar blieben gewisse Gewerbe, wie Mühlen, Feueressen, Schal-, Wirtschafts- und Bäckereirechte während der Mediation und Restauration, nach Ablauf der Helvetik, noch an Konzessionen gebunden und es hatten die betreffenden Inhaber auch fernerhin eine besondere Abgabe zu entrichten. Ferner gab sich die Regierung während der Mediationszeit und namentlich auch während der Restaurationsperiode viel Mühe, die inländische Produktion zu heben, die Fabrikation zu begünstigen und den Kunstfleiss zu fördern, obwohl der Erfolg meist ein bescheidener blieb. Der Grundsatz der Handels- und Gewerbefreiheit kam auch in den Staatsverfassungen von 1831 und 1846, sowie in der Bundesverfassung von 1848 und 1874 zum Ausdruck, freilich unter Vorbehalt gesetzlicher Bestimmungen (Gewerbeordnung); allein das noch jetzt in Kraft bestehende bernische Gewerbegesetz von 1849 fusste in der Hauptsache auf dem Grundsatze der Gewerbefreiheit und der Freiwilligkeit, so dass dasselbe keinen wirklichen Einfluss auf die Lage des Handwerks und der Gewerbe hatte. Einzig der Markt- und Hausierverkehr, sowie etwa 40 besondere Berufsarten wurden an beschränkende Vorschriften gebunden.

Das Handwerk und Kleingewerbe wurde selbstverständlich auch im Kanton Bern durch die Entwicklung der Grossindustrie, welcher die Erfindungen und technischen Hülfsmittel, wie Maschinen etc. in erster Linie zu gute kamen, bedroht, obschon dieselbe im Kanton Bern nicht stark vertreten war; eine allgemeinere Ausdehnung nahm höchstens die Uhrenindustrie, während die Leinwandindustrie und die damit verbundene Hausindustrie infolge der Konkurrenz, respektive fremder Zufuhr von Baumwolle und Maschinengarn, zurückging.

Die zunehmende Fremdenindustrie dagegen brachte im Laufe des XIX. Jahrhunderts auch einen erfreulichen Aufschwung der Holzschnitzerei, obwohl dieselbe von der wirtschaftlichen Krisis der 70er und 80er Jahre nicht verschont blieb. Trotz den anerkennenswerten Bestrebungen von Behörden, gemeinnützigen Vereinen und Privaten, zur Einführung neuer Industriezweige, blieben dieselben, wenigstens in der ersten Hälfte des XIX. Jahrhunderts, im grossen ganzen von geringem Erfolg; die Ursache davon mag ihre Erklärung darin finden, dass sowohl bei den Regierenden, als beim Volke, sei es bewusst aus gesundheitlichen Gründen, sei es unbewusst, eine gewisse Abneigung gegen den Fabrikbetrieb bestund und dass die

Stadtberner ihre Kapitalien von jeher lieber in grundpfändliche Titel und ausländische Wertpapiere anlegten, als in industrielle Unternehmungen. Einen bessern Aufschwung nahmen Handel und Industrie in einigen Provinzstädten, wie Biel und Burgdorf, obschon es auch den dort errichteten Fabrik- und Handelsgeschäften bei hohen Arbeitslöhnen schwer wurde, mit dem Ausland zu konkurrieren und daher auch einzelne Unternehmungen nicht selten zur Aufgabe des Geschäfts gezwungen wurden.

Die Vereinheitlichung des Zollwesens, des Münzwesens, des Postwesens, auf Grund der Bundesverfassung von 1848, die Erstellung von Eisenbahnen und Telegraphen — alle die Errungenschaften förderten die wirtschaftliche Entwicklung und den Verkehr ausserordentlich; die modernen Verkehrsmittel brachten ungeahnte Verkehrserleichterungen, welche nicht nur zur Förderung von Handel, Industrie und Gewerbe, sondern auch zur Hebung der Landwirtschaft beitrugen; allein dieselben förderten zugleich auch die ausländische Konkurrenz, welcher bei mangelndem Schutzzoll so lange Tür und Tor geöffnet waren, als an dem Freihandelsprinzip seitens der Schweiz festgehalten wurde. Das Getreide zum Beispiel sank in den letzten Jahrzehnten um mehr als $^1/_3$ im Preis; auch andere Konsumartikel und gewerbliche Produkte wurden erheblich billiger und deren Erlös geringer, so dass auch in der zweiten Hälfte des abgelaufenen Jahrhunderts der Ruf nach Hebung und Förderung der Gewerbe und Landwirtschaft nicht verstummte, Behörden und Vereine vielmehr erneute Anstrengungen nach verschiedenen Richtungen hin machen mussten. Auf gewerblichem Gebiete strebten die Behörden eine sorgfältige Berufsbildung an, zu welchem Behufe Handwerker- und Gewerbeschulen errichtet und mit staatlicher Unterstützung unterhalten wurden; es entstunden besondere Uhrenmacher-, Schnitzler- und Zeichnungsschulen, eine centrale Muster- und Modellsammlung, welche später in ein kantonales Gewerbemuseum umgewandelt wurde. Man errichtete ferner höhere Gewerbeschulen, d. h. ein staatliches Technikum in Burgdorf und ein westschweizerisches Technikum mit Eisenbahnschule in Biel.

Zur Wahrung und Förderung der Berufsinteressen wurden lokale, kantonale und schweizerische Gewerbevereine und Berufsverbände gegründet, dem Lehrlingswesen wurde ebenfalls vermehrte Aufmerksamkeit geschenkt und Lehrlingsprüfungen vorläufig fakultativ eingeführt; endlich wurde eine offizielle Handels- und Gewerbekammer eingesetzt, welche sich unter anderem mit gesetzgeberischen Vorarbeiten (Gesetzesvorlagen im Gebiete des Gewerbewesens) zu befassen hat und eine vielversprechende Tätigkeit entwickelt; ebenso hat die kantonale Direktion des Innern, welcher die Besorgung des Volkswirtschaftswesens obliegt und deren Chef, Herr Regierungsrat von Steiger, bereits seit mehr als einem Vierteljahrhundert unermüdlich auf diesem Gebiete tätig ist, verschiedene

Gesetzesvorlagen in Vorbereitung, wovon zum Beispiel diejenige betreffend die gewerbliche und kaufmännische Berufslehre die Beratung bereits passiert und das Referendum bestanden hat.

Eine wichtige Aufgabe der vorgenannten Staatsbehörde besteht auch in der Vollziehung der eidgenössischen Fabrikgesetzgebung, sowie der übrigen in das Ressort dieser Behörde einschlagenden eidgenössischen und kantonalen Gesetze, die entweder allgemein volkswirtschaftlichen Zwecken oder dann den Interessen gewisser Bevölkerungskreise oder Berufsstände, vorzugsweise der Arbeiterklasse (Haftpflicht, Arbeiterschutz etc.) dienen. Die neuzeitlichen Arbeiterschutzbestrebungen und -Gesetze tendieren freilich dahin, den Arbeitnehmern mehr Rechte und Vorteile zu verschaffen und den Arbeitgebern immer mehr Pflichten und Lasten aufzulegen und es hat diese Tendenz, vom Gesichtspunkte des Arbeiterwohls betrachtet und im Sinne der christlichen Nächstenliebe gewiss ihre Berechtigung, sofern sich diese Arbeiterschutzbestrebungen gegen wirkliche kapitalistische Ausbeutung der Arbeiter richtet und dieselben unverschuldet in ihren Rechten oder Ansprüchen verkürzt oder herzlos behandelt werden.

Eine Erschwerung der Lage des Handwerks und des gewerblichen Betriebes trat aber schon durch die Arbeiterbewegung, resp. die Arbeiterorganisationen ein, deren Zweck u. a. in erhöhten Lohnforderungen bestund, welche oft im Wege der Streike geltend gemacht und erkämpft wurden. Ueberhaupt tendiert die sozialdemokratische Arbeiterpolitik unter anderm auf den Ruin des gewerblichen Mittelstandes, des Handwerks, welches Ziel zwar voraussichtlich nicht so bald, wenigstens nicht auf diesem Wege, erreicht sein wird, da das Handwerk verschiedener Branchen sich immer noch lebensfähig erweist und die Meister nun auch grossenteils in Gewerbevereinen organisiert sind, somit ihre Interessen ebenfalls nach Kräften zu wahren suchen. Der schweiz. Gewerbeverein repräsentiert z. B. einen Verband von 28,800 Mitgliedern und unterhält ein ständiges Sekretariat, welches bereits auf eine arbeits- und erfolgreiche Tätigkeit zurückblicken kann. Was zur Zeit immer noch fehlt, ist der verfassungsmässige Boden zu einer schweizerischen Gewerbeordnung, von deren Erlass man sich in Gewerbekreisen vielfache Besserung verspricht. Obschon die Bundesbehörden sich diesem Pensum gegenüber infolge des verwerfenden Volksvotums (betreffend den Gewerbeartikel) vom Jahre 1894 ablehnend verhielten, so dürfte es doch an der Zeit sein, auch diesem Pensum näher zu treten*);

*) Es ist dies seither geschehen, indem der Bundesrat das schweizerische Industriedepartement beauftragt hat, ihm Bericht und Antrag über Revision der Bundesverfassung zum Zwecke der Ermöglichung des Erlasses einer Gewerbegesetzgebung durch den Bund vorzulegen; auch hatte der schweizerische Gewerein ein diesbezügliches Initiativbegehren auf den Traktanden für seine Jahresversammlung vom 5. Juni 1905 vorgesehen.

übrigens wird die endlich nach wiederholten Anläufen von den eidgenössischen Räten beschlossene Vornahme einer schweizerischen Gewerbezählung im Jahre 1905 die Grundlagen dazu bieten und somit den bezüglichen gesetzgeberischen Arbeiten Vorschub leisten.

XI. Kapitel.

Die schweizerische Handels- und Zollpolitik im XIX. Jahrhundert.

Einen ähnlichen Entwicklungsgang wie die Gewerbefreiheit und Gewerbepolitik im XIX. Jahrhundert hat auch die Handelsfreiheit und Handelspolitik in der Schweiz durchgemacht. Während drei Vierteljahrhunderten herrschte das unter dem Einfluss des Manchestertums zur Geltung gelangte und wie ein Heiligtum bewahrte und verteidigte Prinzip des absoluten Freihandels mit mässigen Finanzzöllen, bis endlich auch in der Schweiz, gezwungen durch die Macht der Verhältnisse die Erkenntnis durchbrach, dass im Interesse des Schutzes der nationalen Arbeit eine wirksame Kampf- und Schutzzollpolitik*) notwendig und geradezu Hauptbedingung zur Aufrechterhaltung unserer wirtschaftlichen Existenz und Unabhängigkeit nach aussen sei. Zwar hätte die Verwirklichung des Freihandelsprinzips im ersten und zweiten Jahrzehnt des XIX. Jahrhunderts in der Schweiz und auch in andern Staaten kaum irgend welchen praktischen Erfolg gehabt, da ein solcher Versuch angesichts der damals von Napoleon gegen England verhängten Kontinentalsperre, der Willkür und Gewalttätigkeit dieses Herrschers gegenüber seinen Vasallenstaaten in der Tat ein sehr zweifelhaftes, geradezu naives Unterfangen gewesen wäre. Aber auch nachdem es mit der napoleonischen Vorherrschaft in Europa vorbei war und die schweiz. Tagsatzung sich durch Beschluss vom November 1813 vom Kontinentalsystem losgesagt hatte, war die dem schweizerischen Handel durch Aufhebung des der Schweiz von Frankreich aufoktroierten Grenzzollsystems vermeintlich zu Teil gewordene freie Bewegung nur von kurzer Dauer.

Hatte man gehofft, sich aus den wahrhaft verzweifelten Zuständen herauszuarbeiten, in welche die rücksichtslos selbstsüchtige französische Zollpolitik und das Kontinentalsystem Industrie und Handel der Schweiz versetzt hatten, so erwies sich diese vermeintlich erlangte freie Bewegung bald als eine bittere Täuschung, indem die Schweiz der Ausschlusspolitik der europäischen Grossstaaten, besonders Frankreich und Oesterreich gegenüber, beinahe wehrlos

*) Gegen die Freihandelslehre traten in der ersten Hälfte des XIX. Jahrhunderts namentlich H. v. Thümen, Fr. List und auch der Genfer Sismondi auf.

gegenüberstund; blieben doch die schweizerischen Waren vom französischen Boden gänzlich ausgeschlossen, bis man sich genötigt sah (1882), namentlich Frankreich gegenüber zu Retorsionen zu greifen. Allein Uneinigkeit unter den Kantonen liess eine einheitliche, kräftige Zollpolitik im Verordnungswege nicht aufkommen und so blieb es bei einem Konkordat, welchem nur 13½ Stände beitraten und das den Grundsatz einer gerechten Reciprozität mit Einfuhrverbot für Mehl, Brot und Getreide, sowie hohe Eingangszölle auf zirka 20 der grössten Importartikel vorsah. Dieses Retorsionssystem musste aber schon bald (am 1. Oktober 1824) wieder aufgegeben werden, weil die Durchführung eines solchen Mautsystems, dem nur die Hälfte der Kantone beigetreten waren, sich als eine Unmöglichkeit herausstellte. Der bernische Schultheiss von Mülinen pries aber dennoch an der Tagsatzung die grossen Vorteile, welche dasselbe bei einheitlicher Durchführung der Schweiz gebracht hätte.*)

Nun konnte die Schweiz wieder ruhig znsehen, wie andere Staaten ihre wirtschaftlichen Interessen durch zollpolitische Massnahmen zu fördern bestrebt waren und wie zum Beispiel die süddeutschen Staaten (1829) eine Zollvereinigung bildeten, welche sich bald darauf mit dem grossen deutschen Zollverein verband. 70 Jahre dauerte es, bis der erstmalige, zu Anfang der 1820er Jahre unternommene Zollkampf gegenüber andern Staaten — im Gegensatz zu der beliebten Politik des Gehenlassens — wieder ernsthaft und mit Erfolg in's Werk gesetzt werden konnte; inzwischen herrschte, mehr durch die Macht der obwaltenden Umstände gezwungen, als freiwillig, das Prinzip der Handelsfreiheit vor, obschon wiederholte Anläufe zu einer durchgreifenden Reform des Zollwesens gemacht wurden. Der bedeutsamste Schritt war die Niedersetzung einer neuen Expertenkommission im Jahre 1842, welche nach einer 3jährigen Untersuchung zu keiner Einigung und Lösung des alten Streits gelangte, ob ein eidgenössisches Mautsystem aufgestellt werden solle oder dürfe. Immerhin trug ihr Bericht vom Jahre 1844 viel zur Klärung der Situation bei und gewährte einen tiefern Einblick in die volkswirtschaftlichen Zustände; in diesem Bericht wurde konstatiert, dass alles in allem genommen, ein gewaltiger Fortschritt der schweizerischen Industrie nicht zu verkennen sei. Die Mehrheit der Kommission wollte aber nichts wissen von einem schweizerischen Mautsystem und brachte allerlei schöne Heil- und Palliativmittel in Vorschlag; die Minderheit dagegen verlangte kategorisch die Aufhebung der inneren Zölle, der Weg- und Brückengelder und die Aufstellung eines schweizerischen Grenzzollsystems etc.

Im Sommer 1845 fasste alsdann die Tagsatzung den farblosen Beschluss, dass an dem Grundsatze der Handelsfreiheit im allge-

*) *Dr. Wartmann*, Industrie und Handel der Schweiz im XIX. Jahrhundert (Seite 115).

meinen festzuhalten sei. Allein Bern liess es damit nicht bewenden, sondern strebte eine neue Zollvereinigung an, welche Versammlung sich für die Verwirklichung der Minderheitsanträge der Expertenkommission von 1842 44 entschloss. Nun kam aber der Sonderbundskrieg und vereitelte die Fortsetzung der Aktion; indessen führte die schon im Jahre 1848 in Kraft getretene Bundesverfassung die Löung herbei, indem sie durch die Worte: „Das Zollwesen ist Sache des Bundes" die sichere Grundlage der schon lange nach Gestaltung ringenden Idee und zugleich die Beseitigung der innern Hemmnisse durch Verlegung der Zölle an die Landesgrenze brachte. Doch machte sich das Bedürfnis zur Abwehr nicht mehr so stark geltend wie früher, so dass die ursprünglich treibende Idee der Reciprozität und Retorsion mehr zurücktrat, weil die Verhältnisse des Handels und der Industrie sich inzwischen gebessert hatten; unser Handel war tatsächlich Welthandel geworden. Die Bundesverfassung von 1848 schrieb im weitern vor, dass die für die inländische Industrie und zum notwendigen Lebensbedarf erforderlichen Stoffe und Gegenstände möglichst gering zu taxieren seien, dass die Gegenstände des Luxus der höchsten Taxe unterliegen und dass Kantone aus dem Ertrag der Zölle 4 Batzen auf den Kopf der Bevölkerung erhalten sollen etc.

Das eidgenössische Zollgesetz von 1849 sah neun Warenklassen in der Höhe von 15 Rp. bis 100 Fr. auf den Zentner vor, so dass der höchste Ansatz nur bei einer ganz kleinen Zahl von Artikeln zur Anwendung kam. Die Ausgangs- und Durchgangszölle trugen den Charakter von Gebühren an sich. Die Zollabgaben bewegten sich also durchaus in sehr bescheidenen Ansätzen. Die einheimische Industrie verlangte den Zollschutz überhaupt gar nicht mehr; Handel und Industrie waren es wohl zufrieden, dass der neue Bund mit seinem einheitlichen Zollsystem den alten freihändlerischen Ueberlieferungen treu geblieben war.

In der Tat schien sich eine neue Aera des Freihandels anzubahnen, da auch England zum vollen Freihandel überging und ein Land nach dem andern veranlasste, die Härten des Ausschluss- und Schutzzoll-Systems zu mildern; es kann die Zeit der Tarifverträge, für welche sogar der Herrscher einer Nation mit eingefleischter Prohibitiv- und Schutzzollpolitik, nämlich Napoleon III., bahnbrechend war. Die Schweiz schloss im Laufe der 60er Jahre mit einer Reihe von Staaten Handelsverträge auf Grundlage der Meistbegünstigung ab. Als aber nach dem deutsch-französischen Kriege die europäischen Staaten, voran die französische Republik, neuerdings die schutzzöllnerische Bahn betraten, musste auch die Schweiz sich mit dem Gedanken vertraut machen, dem Freihandelsideal aus Opportunitätsrücksichten zu entsagen und sich zur Wehre zu setzen. Die Bundesverfassungsrevision von 1874 änderte zwar im Prinzip nicht viel an den bisherigen Zollvorschriften, sondern beschränkte

sich auf einige Wegleitungen. Die Revisionsbewegung kam erst durch Beschluss der Bundesversammlung im Jahre 1876 in Gang; es wurden Enqueten veranstaltet und wertvolle Materialien gesammelt, wobei u. a. der schweizerische Gewerbeverein tätig mitwirkte*); die Verhandlungen zogen sich jedoch so in die Länge, dass erst 1884 eine Art Kompromisstarif zwischen den unbedingten Anhängern des Freihandels und den Kampfzollpolitikern, sowie den Vertretern der schutzzöllnerischen Kreise, zu stande kam und zwar, nachdem man inzwischen bei Handelsvertragsunterhandlungen bittere Erfahrungen gemacht hatte. Auch die in den Jahren 1881 mit Deutschland und 1882 mit Frankreich abgeschlossenen Verträge hatten verschiedene Interessengruppen nicht befriedigt. Infolge dessen kam bald eine neue Revisionsbewegung in Fluss, zumal die beiden obgenannten Staaten ihre Einfuhrzölle immer höher schraubten; besonders geschah dies von Seite Frankreichs, unter Meline's Führung. Es galt also, die gegen Frankreich nicht gebundenen Ansätze des schweizerischen Tarifs neuerdings zu erhöhen, wofür namentlich die Landwirtschaft eintrat.

Der zum zweiten Mal revidierte Tarif trat auf 1. Mai 1888 in Kraft und gegen Ende desselben Jahres wurde, gestützt auf zahlreiche Petitionen um Zollerhöhungen, schon wieder eine neue Revision eingeleitet, welche allerdings nicht ohne Opposition im Jahre 1891 zu Stande kam; der bezügliche Tarif wurde in der Volksabstimmung mit $^4/_5$ der abgegebenen Stimmen angenommen; derelbe bedeutete eine bewusste Abweichung von dem im Grunde immer noch festgehaltenen Freihandelssystem und den offenen Uebergang zu einer opportunistischen Zollpolitik auf Grund des Schutzes der nationalen Arbeit. Der neue Tarif enthielt erstens mässig erhöhte Finanzzölle, zweitens kräftig erhöhte, zum Teil für Konzessionen berechnete Zollansätze auf Lebware der Landwirtschaft (Kampfzölle), desgleichen auf industrielle und gewerbliche Erzeugnisse, um Industrie und Gewerbe mehr als bisher von der Konkurrenz des Auslandes zu schützen. Die bundesrätliche Botschaft zur Tarifvorlage erklärte, „dass die Schweiz, umgeben von Grossstaaten mit ausnahmslos schutzzöllnerischer Gesetzgebung Schritt für Schritt zu Massnahmen gedrängt werde, welche mit den freihändlerischen Traditionen nicht mehr übereinstimmen und dass Prinzipien, denen vor Dezennien die Mehrzahl der schweizerischen Bevölkerung gehuldigt habe, der Macht der Verhältnisse und dem Triebe der Selbsterhaltung haben weichen müssen". Mit dem Tarif von 1891 war die Schweiz endlich bei jenem System der Reziprozität und der Repression angelangt, das man unter den Bedrängnissen der 1820er und 30er Jahre so laut herbeigerufen hatte und zu dessen Verwirklichung so manche vergebliche Anläufe gemacht worden waren.

*) Vergleiche dessen Berichterstattung vom Jahre 1883.

Aber es zeigte sich an Hand der Erfahrungen der folgenden Jahre, dass auch dieser Generaltarif von 1891 beim Abschluss von Handelsverträgen kein genügend wirksames Mittel bot, um vom Auslande vorteilhaftere Bedingungen zu erhalten. Mit Frankreich kam es zu einem Bruch und es sah sich die Schweiz veranlasst, mit ihrem rücksichtslosen Nachbarn einen Zollkrieg zu führen, bis die französischen Kammern um ihren Konventionaltarif Zugeständnisse machten. Dieser Zollkrieg dauerte von 1893—1895 und es ging die Schweiz der Sache nach siegreich und an handelspolitischem Ansehen gekräftigt daraus hervor. Der Beginn der neuen Revision fiel in das Jahr 1898, also rechtzeitig genug, um vor Ablauf der bevorstehenden Handelsverträge, resp. deren Kündigung gerüstet zu sein. Wesentliche Umgestaltungen in den Produktions- und Absatzverhältnissen von Industrie, Gewerbe und Landwirtschaft und zwar Klagen dieser grossen wirtschaftlichen Interessenkreise über Erschwerung ihres Absatzes durch ausländische Zollschranken und ruinöse Konkurrenz, sowie dringende Begehren um Schutz bildeten die materielle Veranlassung zur Revision, für welche neuerdings umfassende Enquêten angeordnet und mit Sorgfalt durchgeführt wurden; ein bedeutendes Material lieferte u. a. das Sekretariat des schweizerischen Bauernverbandes.*) Bei dieser Revision traten die finanzpolitischen Gesichtspunkte gegen früher mehr zurück, die volkswirtschaftlichen, handelspolitischen und allgemein politischen Gesichtspunkte dagen in den Vordergrund. Mit Kampf- und Schutzzöllen wollte man nun Ernst machen. Ausser den schutzbedürftigen Interessengruppen der Industrien und Gewerbe trat besonders die Landwirtschaft kräftig und mit Nachdruck auf den Plan. Wie schon 1891, so erhob sich auch diesmal wieder die sogenannte Liga gegen die Verteuerung der Lebensmittel, nämlich die schweizerischen Konsumvereine und Metzgermeister und es entfesselte sich neuerdings der Referendumssturm.

Der von den eidgenössischen Räten im Oktober 1902 angenommene Zolltarif wurde indes trotz heftiger Agitation der Gegner, die den Konsumenten bange zu machen suchten, in der Volksabstimmung vom 15. März 1903 mit nahezu $^2/_3$ (im Kanton Bern mit $^4/_5$) Stimmen Mehrheit angenommen. Die neuen Handelsvertragsunterhandlungen auf Grund dieses Tarifs sind nun im Gange und bereits sind dieselben mit Deutschland und Italien zu einem befriedigenden Abschluss gebracht worden; mit Oesterreich werden die Verhandlungen ebenfalls beginnen und zweifelsohne zu einem günstigen Ende geführt, so dass nach Abschluss der Verträge mit den bedeutenderen Staaten eine Mehrung des Nationalwohlstandes der Schweiz als ziemlich sicher vorausgesetzt werden darf. So hat sich nun die

*) Vergleiche den ausführlichen Bericht über die Enquêten zur Vorbereitung der künftigen Handelsverträge von Dr. Laur.

der Schutzzoll nun auch in der Schweiz definitiv eingebürgert und als ein wirksames Mittel zur Förderung der wirtschaftlichen Wohlfahrt erwiesen. Die Freihandelsidee ist theoretisch sehr schön, praktisch jedoch eine Utopie, so lange die Zölle nicht in allen Staaten abgeschafft und andere Finanzquellen dafür gefunden sind.

Am Schlusse dieses Kapitels mögen noch einige bezügliche Nachweise über die Aus- und Einfuhr und die Handelsbilanz der Schweiz sowie über die Zolleinahmen des Bundes am Platze sein; dabei ist zu bemerken, dass die handelsstatistischen Gesamtnachweise bis auf das Jahr 1850, diejenigen nach den vier Grenzländern auf das Jahr 1870 und diejenigen nach Ursprungsländern mit ausführlicher Spezifikation der Warengattungen überhaupt nur auf das Jahr 1885, den Zeitpunkt der Errichtung der heutigen Handelsstatistik zurückreichen; indessen ist ein zeitlicher Vergleich des Gesammthandels von 1885 rückwärts unmöglich, da von 1850 bis 1880 die wenigsten Waren dem Werte nach verzeichnet sind. Die Entwicklung des Warenverkehrs in diesem Zeitraume lässt sich also in der Hauptsache an Hand der Gewichtsmenge und der Stückzahl (Tiere) einigermassen beurteilen und in dieser Hinsicht ist zu konstatieren, dass die Einfuhrmenge sich von 1850 bis 1884 verfünffachte, die Stückzahl der eingeführten Tiere sich nicht ganz verdoppelte und die gewerteten Waren bei ziemlich bedeutenden Schwankungen den höchsten Stand in den Jahren von 1873 bis 1876 aufwiesen, während die Ausfuhrmenge sich von 1850 bis 1884 bei stetiger Zunahme nahezu versechsfacht hat, die Stückzahl der ausgeführten Tiere von Mitte der Sechziger Jahre an, obwohl ziemlich schwankend, gleich geblieben ist, die gewerteten Waren dagegen sich verdoppelt hatten. Nach einer Angabe von Max Wirth*) betrug die Gesamtausfuhr im Jahre 1862 $417_{,5}$ Millionen Franken, die Gesamteinfuhr $457_{,2}$ Millionen Franken und die Durchfuhr ca. 232 Millionen Franken und es soll sich die Gesamtausfuhr von 1840 bis 1860 um ca. 200 Millionen Franken vermehrt haben. Die Zolleinnahmen des Bundes betrugen im Jahre 1850 ca. 4 Millionen Franken und erreichten schon nach einem Jahrzehnt die doppelte Summe. Ueber die Bewegung des Handelsverkehrs in den letzten 40 Jahren mögen folgende Zahlen sprechen:

Jahr	**Gesamtverkehr** (Spezialhandel) Fr.	Einfuhr Fr.	Ausfuhr Fr.	Differenz (Mehreinfuhr) Fr.	% der Ausfuhr	Direkter Transit*) Fr.
1862	875,000,000	457,200,000	417,800,000	— 39,400,000	9,4	232,000,000
1885	1,421,940,096	756,253,164	665,686,932	— 90,566,232	13,6	280,654,948
1895	1,579,216,191	915,856,016	663,360,175	—252,495,841	38,1	463,181,246
1903	2,084,686,616	1,196,165,028	888,521,588	—307,643,440	34,6	606,706,460

*) Ohne Lagerverkehr, Veredlungsverkehr, Grenzverkehr, Retourverkehr etc.

*) Zeitschrift für schweiz. Statistik, Jahrg. 1865, S. 118.

Allerdings weist dieselbe eine starke Unterbilanz auf, w
schon vor 4 oder 5 Jahrzehnten eingestellt zu haben sc
besonders seit 1885 rasch zunahm, so dass dieselbe, trotz
von 1891 bis 1893 im Betrage von ca. 80 Millionen Fr
Jahre 1899 den Höhepunkt mit 363 Millionen Franken erre
dann trat wieder eine Rückwärtsbewegung bis zu 213,
Franken im Jahre 1901 und seither neuerdings ein Ans
Unterbilanz ein (1902: 255 Millionen Franken und 1903:
onen Franken). Vom merkantilischen Standpunkt aus
könnte diese Unterbilanz als bedenklich erscheinen;
genauerer Untersuchung stellt sich dieselbe volkswirtschaf
ungünstig dar; denn sie ist ein Beweis für die bedeutende
des Schweizervolkes. Uebrigens kommen in der Hande
abgesehen von der Lückenhaftigkeit des quantitativen N
und Ungleichheit in der Bewertung der Waren, bei'r
Ausfuhr lange nicht alle Werte zum Ausdruck; so z. B.
Betrag der Unterbilanz im Valorenverkehr d. h. im Wege
tausches von Börsenpapieren, des Wechselverkehrs, dur
Dividenden und Gewinne, von Anlagen in fremden Werte
die Banken vermitteln, durch Ueberschüsse von Prämien
und Gewinnen aus dem Versicherungsgeschäft, also durch
der Zahlungsbilanz, ganz oder zum Teil ausgeglichen
ebenso erscheint der Betrag der Einnahmen aus der Gastho
resp. die Summe der Bargelder, welche die Fremden
bringen, nicht in der Handelsstatistik und der bezüglich
endlich kommen auch die Einnahmen von schweizerischen
und Handelsunternehmungen im Auslande in Betracht.

Die Unterbilanz im schweizerischen Warenverkehr
pro 1903 aus einer Mehreinfuhr von Lebensmitteln im Be

Leinen 17_{97}, Tabak 10_{97}, Uhren 3_{95} Millionen Franken etc. Die wichtigsten Ausfuhrartikel sind: Seide 245_{97}, Baumwolle 177_{93}, Uhren 118_{95}, Eisen 63_{01}, kondensierte Milch und Kindermehl 44, Käse 41_{97}, Chemikalien 34_{97}, Comestibles 28_{96}, Chokolade 24_{97}, Wolle 24_{97}, Edelmetalle 20_{93}, Leder 20_{95}, landwirtschaftliche Produkte 15_{95}, Holz 5_{93}, diverse unedle Metalle 5_{94}, Leinen 2_{93} Millionen Franken etc.

Der Ertrag der Zölle (Brutto-Einnahme) stieg von zirka 4 Mill. Franken zu Anfang der 1850er Jahre auf zirka 8 Mill. Franken (im Jahr 1863), auf 13,8 Mill. Franken (im Jahr 1873), auf 19,4 Mill. Franken (im Jahr 1883), auf 37,9 Mill. Franken (im Jahr 1893) und zuletzt auf 50,5 Mill. Franken (im Jahr 1903). Und diese enorme Zunahme der Zolleinkünfte erfolgte sogar unter jahrzehntelangem Festhalten am Freihandelsprinzip. Bei solcher Alimentation der eidgenössischen Staatskasse liess sich im schweizerischen Bundesstaate in der Tat leidlich gut regieren, administrieren und kultivieren! Infolge des zähen Festhaltens am Freihandel fiel allerdings der inländische Getreidebau im Laufe des XIX. Jahrhunderts der ausländischen Konkurrenz grossenteils zum Opfer; dafür trat jedoch die Viehzucht und Milchwirtschaft mit gutem Erfolg in den Riss; allerdings haben auch diese Produktionszweige seit Mitte der 80er Jahre infolge Absatzstockungen mit Schwierigkeiten zu kämpfen; doch hat sich wenigstens die Situation in der Milchwirtschaft — den Ausfuhrwerten für Hartkäse und kondensierter Milch nach zu schliessen — in den letzten fünf Jahren wieder einigermassen gebessert. (Die Preislage ist freilich immer noch eine gedrückte.) Auch steht dem starken Rückgang des Nutzviehexports ein bedeutender Rückgang des Imports gegenüber. An diesen Produktionszweigen hat der Kanton Bern ein besonderes Interesse, da er zu einem guten Teile an dem Export von Nutzvieh und Milchprodukten beteiligt ist. Eine erstaunliche Zunahme hat die Einfuhr an Schlachtvieh und tierischen Nahrungsmitteln erfahren — trotzdem die Produktion unser Landwirtschaft durch intensiven Betrieb sich quantitativ und qualitativ bedeutend entwickelt hat. Obschon unsere Ausfuhr im Verhältnis zur Zunahme der Bevölkerung zurückgegangen ist und dadurch die Unterbilanz vermehrt wurde, so sind gleichwohl deutliche Zeichen eines wirtschaftlichen Aufschwungs, besonders in den letzten 10 Jahren, vorhanden. Die Zunahme des Volkseinkommens, sowie die wesentlich bessere Lebenshaltung der grossen Masse der Bevölkerung gegen früher sind offenbare Tatsachen. Da dieser erneute Aufschwung nicht aus der Produktion für den ausländischen Markt, also nicht allein von den Exportindustrien herrührt, so muss derselbe im wesentlichen aus der vermehrten Produktion für den inländischen Markt resultieren, indem die Stoffe und Kräfte des Inlandes, sowie die eingeführten Rohstoffe rationeller ausgenützt wurden; man braucht diesbezüglich nur an die vermehrte Aus-

nützung der Wasserkräfte, an die grossartigen Fortschritte in der Technik, der Anwendung von Maschinen und auf dem Gebiete der Chemie, an die Entwicklung des Verkehrswesens und den zunehmenden Fremdenbesuch etc. zu erinnern. Bemerkenswert ist dabei die Tatsache, dass der wirtschaftliche Aufschwung und die Verbesserung der Lebenshaltung trotz erhöhter Zölle sich eingestellt hat. Sowohl die Industrie, als Gewerbe und Landwirtschaft haben, vereint mit dem Kapital, in vermehrtem Masse für den inländischen Markt, den Selbstkonsum gearbeitet. Diese erfreuliche Entwicklung unserer Volkswirtschaft wurde allerdings durch die Erhöhung der Einfuhrzölle wesentlich begünstigt, wodurch die wirtschaftliche Selbständigkeit der Schweiz in erhöhtem Masse gesichert worden ist. Es war daher das Entgegenkommen gegenüber der Landwirtschaft und dem für den inländischen Markt arbeitenden Gewerbe im Sinne vermehrten Zollschutzes anlässlich der beiden letzten Revisionen des Zollgesetzes nicht nur im Hinblick auf die Gleichberechtigung derselben mit den Exportindustrien am Platze, sondern ein Gebot der Selbsterhaltung: Es lag diese Zollpolitik im eminent nationalen Interesse.*) Damit soll unserer schweizerischen Grossindustrie keineswegs Abbruch getan werden, denn es hat sich dieselbe in jahrhundertelangem Ringen eine achtunggebietende Stellung auf dem Weltmarkte erworben und sie hat auch an der wirtschaftlichen Prosperität der Schweiz unverkennbar einen grossen Anteil; allein auch die Landwirtschaft und das Kleingewerbe haben einen nicht zu unterschätzenden Anteil an der Erhaltung und Förderung der wirtschaftlichen Wohlfahrt und somit Anspruch auf entsprechenden Schutz.

Anmerkung. Kurz nach Abfassung des vorstehenden Kapitels über Handels- und Zollpolitik erschienen von fachmännischer Seite (Dr. Geering-Basel) drei Aufsätze über «Handel, Handelsbilanz und Handelspolitik» in der 47. bis 49. Lieferung des Handwörterbuches der schweizerischen Volkswirtschaft, Sozialpolitik und Verwaltung, auf welche nur noch vergleichsweise Bezug genommen werden konnte. Für Näheres hinsichtlich der zollpolitischen Bestrebungen und Vorgänge bei den Handelsvertragsunterhandlungen, deren Erfolge, sowie den Beziehungen der Schweiz zu den einzelnen Vertragsstaaten etc. möchten wir auf den hievor genannten Artikel über Handelspolitik verweisen, in welchem Herr Geering freilich einen etwas zu pessimistischen, antischutzzöllnerischen Standpunkt vertritt.

---

*) Den Skeptizismus und die Bedenken, welche die Vertreter des Freihandels hegen und die seiner Zeit auch Herr Dr. Huber in seiner Schrift «Die Entwicklung des eidgenössischen Zollwesens vom Beginn der ersten Zeit bis zur Bundesverfassung von 1848» am Schlusse ausgesprochen hat, teilen wir nicht; dagegen hatte Herr Huber gewiss recht, wenn er sagte, dass jedenfalls die Direktive, welche die Wirtschaftspolitik eines Landes leite, nationale sein müsse.

XII. Kapitel.

Die Entwicklung des Verkehrswesens im XIX. Jahrhundert.

Einen grossen Einfluss auf die Entwicklung der wirtschaftlichen Kultur übten im XIX. Jahrhundert die Verkehrmittel aus; dieselben beschränkten sich in der ersten Hälfte dieses Zeitraums freilich nur noch auf die Strassen, auf die gewöhnlichen Privatfuhrwerke und Fahrzeuge, sowie auf die damals ebenfalls noch im Privat- und Pachtbetrieb liegende Post. Allerdings war der Kanton Bern von jeher für gute Strassen besorgt und machte auch im lezten Jahrhundert die grössten Anstrengungen zur Verbesserung und Ausdehnung des Strassennetzes. Das Strassengesetz vom März 1834 unterschied vier Strassenklassen, nämlich: Hauptstrassen, Landstrassen, Verbindungswege und Dorfwege, wovon die Erstellungs- und Unterhaltungskosten für die drei ersten Klassen dem Staate und diejenigen der vierten Klasse den Gemeinden und eventuell Privaten auffiel.

Die Leistungen des Staates für Strassenzwecke stellen folgende Summen per Jahr und im ganzen dar:

Jahre	Betrag Fr.
Von 1820—30, per Jahr	58,525
1834	156,930
1838	671,050
1846	1,347,400
1856	650,390
1866	768,990
1876	1,213,180
1886	923,993
1896	1,115,418
1903	1,136,301
Von 1814—1903, im ganzen	63,789,416

In den 1820er Jahren betrug die Gesamtlänge der Staatsstrassen im Kanton Bern 910 Kilometer, im Jahr 1876: 1875$_{8}$ Kilometer und im Jahr 1903: 2158 Kilometer. Die Ausdehnung des Strassennetzes hat somit im XIX. Jahrhundert um mehr als das doppelte zugenommen und zudem erfuhren auch die bestehenden Strassen vielfach bedeutende Verbesserungen. An dem Bau von Alpenstrassen, welchen militärische oder kommerzielle Bedeutung zukommt, beteiligte sich auch der Bund mit namhaften Beiträgen; für die Erstellung der Brünigstrasse leistete derselbe z. B. 400,000 Franken. Den Alpenkantonen Uri, Graubünden, Tessin und Wallis wird überdies vom Bunde eine jährliche Entschädigung für den Unterhalt der Alpenstrassen ausgerichtet.

in Basel) die Linie Bern-Biel nicht bauen wollte und di
bahn, bei welcher sich der Staat Bern mit zwei Millione
beteiligt hatte, in Konkurs geriet, entschloss sich derselb
bernischem Gebiete liegenden Linien der Ostwestbahn
und auszubauen. So entstand die bernische Staatsbahn N
Biel-Bern-Langnau, welche im Mai 1864 dem Staatsbe
geben wurde. Ausserdem wurden damals (in der zwe
der 60er und anfangs der 70er Jahre) vom Grossen Rat
Volke ansehnliche Subventionen an die Erstellung der Got
die Brünigbahn, als Zufahrtslinie zur erstern, und an de
Jurabahnen, zu welchem der Grosse Rat durch Dekret vo
einer Aktienbeteiligung von rund 7 Mill. Fr. den Grund legt
Die successive Erstellung und der Betrieb des Jurabahnn
die Jurabahngesellschaft übernommen; derselben wurde
1874 dann auch der Betrieb der bernischen Staatsbahn

Nachdem die Jurabahnen vollständig erstellt und
gesetzt waren (Mai 1877) ging die bernische Staatsbal
Preis von Fr. 11,560,000 an die Jurabahngesellschaft übe
weile war auch die Bern-Luzern-Bahn von einer Gese
stellt worden; an diese Gesellschaft ging auch die vom S
bereits im Jahre 1864 erbaute Strecke Bern-Langnau im
gegen liberierte Aktien im Betrage von Fr. 6,600,000 über un
Bern beteiligte sich überdies an der im August 1875 eröffn
Luzern-Bahn mit 2 Mill. Fr. Aktien. Indessen geriet die
nehmen wegen erheblicher Kostenüberschreitung und Betri
bald in Konkurs, trotz der verhängnisvollen Vorschussn
welcher die bernische Regierung demselben, in Ueberschre
Kompetenz, Hülfe zu bringen hoffte. Infolgedessen sah sich
Bern vor die Entscheidung gestellt, ob er auf die $9^1/_2$ Mill.

damals auf Berner-Gebiet bestehenden 314 Kilometer bezogen) eine Beteiligung von durchschnittlich 91,000 Franken per Kilometer oder ungefähr 40 Prozent der Anlagekosten ausmacht. Im nämlichen Jahre noch erliess der Grosse Rat ein allgemeines Subventionsdekret, durch welches einer grössern Anzahl projektierter Linien Staatsunterstützungen im Gesamtbetrag von 13 Millionen Franken oder 25 Prozent der Anlagekosten, resp. Fr. 50,000 per Kilometer im Maximum zugesichert wurden; indessen gelangten von dieser Summe bis zum Jahr 1891 nur Fr. 1,350,000 zur Verwendung, indem die Mehrzahl der Projekte in der Krisis untergegangen war, welche sich im Jahre 1876 eingestellt hatte. Ende der 70er Jahre belief sich die Staatsbeteiligung des Kantons Bern an Eisenbahnen (ohne Gotthard) auf etwas über 39 Millionen Franken; die Einnahme aus diesen Eisenbahnkapitalien betrug 1879 rund 53,000 Fr., während die Verzinsung und Amortisation der Eisenbahnschulden Fr. 1,905,000 erforderten. Allmählich besserte sich dieses Verhältnis durch die steigenden Erträgnisse der Staatsbahn und der Jurabahnaktien; 1889, also 10 Jahre später, lieferten diese nämlich einen Reinertrag von Fr. 1,284,000. Nun kam 1889 die Fusion zwischen der Jura-Bern-Luzern-Bahn und den Westbahnen zu stande; dass der Staat Bern als Besitzer der Mehrheit der Aktien dabei Hauptinteressent war, erscheint selbstverständlich.

Zwar zeigte sich bei den Behörden und im Volke anfänglich keine grosse Geneigtheit für diesen Handel, indem die Rendite der Eisenbahnkapitalien erst kurz vorher eine günstige geworden war. Wesentlich mit Rücksicht auf die damals bereits in Aussicht gestandene Durchführung der Verstaatlichung der schweizerischen Eisenbahnen wurde schliesslich der Fusion der J. B. L. und der S. O. seitens des Grossen Rates und des Volkes zugestimmt und zugleich dem Bunde das Vorkaufsrecht für den bernischen Aktienbesitz an der fusionierten Gesellschaft eingeräumt, woraufhin der Bund den grössten Teil der Bern gehörenden Jura-Simplon-Aktien im Jahre 1890/91 erwarb. Damit fand die bernische Eisenbahnpolitik, um welche sich die Herren Stämpfli, Jolissaint und Marti in hervorragender Weise verdient gemacht hatten, für einmal ihren Abschluss, indem dieselbe in der Hauptsache an den Bund überging. Zwar erfuhren die Anhänger der Eisenbahnverstaatlichung durch den Bund bald nachher eine grosse Enttäuschuug, indem der Rückkauf der Centralbahn durch den Bund in der Volksabstimmung vom 8. Dezember 1891 verworfen worden war. Doch hatte ein erneuter Anlauf bessern Erfolg, indem das von den eidgenössischen Räten im Jahr 1898 durchberatene Bundesgesetz betreffend die Erwerbung und den Betrieb von Eisenbahnen für Rechnung des Bundes in der Volksabstimmung vom 28. Februar 1898 angenommen wurde.

Der Uebergang der schweizerischen Eisenbahnen in das Eigentum und den Betrieb des Bundes findet darnach im Wege

des Rückkaufes statt und zwar handelte es sich zunächst um die Verstaatlichung der Hauptbahnen (im ganzen 6), welchen der Bundesrat auf den nächsten Rückkaufstermin zu kündigen hat. Die erste Linie, welche auf diese Weise an den Bund überging, war die Centralbahn, dann folgt die Jura-Simplon-Bahn (1. Mai 1903) die Vereinigten Schweizerbahnen und die Nordostbahn. Mit der Verstaatlichung der schweizerischen Hauptbahnen hat sich der Bund zur Leistung einer Rückkaufssumme im Gesamtwert von über einer Milliarde verpflichtet. Dass die Bundesbahnaktion nicht etwa nur aus finanzpolitischen, sondern auch aus volkswirtschaftlichen und ganz besonders aus verkehrspolitischen Gründen ins Werk gesetzt wurde, das darf wohl als unbestrittene Tatsache gelten; immerhin gaben bei dieser unter der Devise: „Die Schweizerbahnen dem Schweizervolk“ inscenierten Aktion begreiflicherweise mehr die politische Strömung und Begeisterung, als die nüchterne Erwägung und absolut zwingende Gründe den Ausschlag. Ob von Bundeswegen das Aeusserste versucht worden war, um die verschiedenen Eisenbahngesellschaften durch intensive Ausübung des staatlichen Oberaufsichtsrechts, welches dem Bunde in Eisenbahnsachen schon durch Bundesgesetz vom 23. Dezember 1872 übertragen worden war, zum Gehorsam zu bringen und zugleich dem streiklustigen Personal gegenüber den nötigen Rückgrat zu zeigen, das mag dahingestellt bleiben. Den Aeusserungen der Verstaatlichungsgegner zufolge wurden die bestehenden Missstände stark übertrieben und dem Volke im Interesse des Gelingens der Aktion zu viel versprochen, resp. zu weitgehende direkte Vorteile in Aussicht gestellt. Die Bundesbahnverstaatlichung hatte natürlich, wie andere Dinge auch, zwei Seiten, nämlich eine Licht- und eine Kehrseite: es mussten somit auch die Nachteile mit in Kauf genommen werden. Immerhin steht zu erwarten, dass es nach mehrjährigen praktischen Erfahrungen und durch vereinigtes Zusammenwirken der Bundesbahnverwaltung, der Bundes- und Kantonsbehörden, sowie der beteiligten Volkskreise gelinge, die Hauptschwierigkeiten zu überwinden und allfällig noch bestehende Missstände zu beseitigen. Welche enorme Entwicklung die Eisenbahnen in der Schweiz in der zweiten Hälfte des XIX. Jahrhunderts genommen, zeigen folgende Angaben betreffend:

a) Die Länge der Linien:

Pro 1850:	24 Kilometer	Pro 1890:	3185 Kilometer
„ 1860:	1051 „	„ 1900:	4140 „
„ 1870:	1424 „	„ 1903:	4324 „
„ 1880:	2566 „		—

b) Das verwendete Anlagekapital sämtlicher Eisenbahnen der Schweiz:

Pro 1868:	Fr. 439,710,717	Pro 1890:	Fr. 1,064,859,696
„ 1873:	„ 515,033,048	„ 1900:	„ 1,338,288,881
„ 1880:	„ 747,350,802		—

c) Die Leistungen der Eisenbahnen im Personen- und Güterverkehr:

Jahr	Beförderte Personenzahl	Güter Tonnen	Jahr	Beförderte Personenzahl	Güter Tonnen
1868:	9,856,854	2,284,917	1890:	32,378,357	9,889,847
1873:	15,455,137	3,992,665	1900:	62,800,212	14,172,243
1880:	21,608,581	5,627,840			

Mit dem Uebergang der schweizerischen Eisenbahnen an den Bund war aber der Kanton seiner Pflicht hinsichtlich Förderung des Eisenbahnwesens nicht enthoben; vielmehr erwuchsen ihm neue Aufgaben, bestehend im Ausbau des Netzes der Neben- oder Verbindungsbahnen, sowie der Erstellung von Berg- oder Touristenbahnen. Die Erfüllung dieser Aufgaben wurde in den Subventionsdekreten von 1891 und 1897 projektiert, worin eine Staatsbeteiligung von 40 % der Baukosten oder für 17 Linien zusammen eine Gesamtsumme von Fr. 19,061,200 vorgesehen war. Gegen Ende der 90er Jahre trat für den Kanton eine neue grosse Aufgabe, nämlich das Lötschbergprojekt oder der Berner-Alpendurchstich als direkte Zufahrtslinie zur Simplonbahn in den Vordergrund. Im Interesse dieses wichtigen Projektes und der Unterstützung von 25 anderen Linien legte die Regierung dem Grossen Rate zu Handen des Volkes im Jahr 1902 ein Gesetz vor, worin für die Linie Frutigen-Brieg (Lötschbergbahn) eine Staatsbeteiligung im Betrag von höchstens 17½ Mill. Fr. oder 25 % des Anlagekapitals nebst 40 % an die Erstellungskosten der übrigen Linien bestimmt wurde. Dieses Gesetz erhielt unterm 4. Mai 1902 die Sanktion des Bernervolkes; indessen tauchten bald darauf auf Grund weiterer technischer Gutachten neue Projekte für einen Durchstich der Berner-Alpen auf und zudem verschlimmerte sich die Lage der Staatsfinanzen derart, dass die Ausführung des Lötschbergprojektes in Frage gestellt wurde. Dennoch ist dasselbe einstweilen nicht fallen gelassen worden, sondern es wurden weitere Studien angeordnet und Unterhandlungen gepflogen. Ohne dieses Bahnprojekt war der Staat Bern auf Anfang 1904 neuerdings mit einem Aktienbetrag von Fr. 24,856,600 an Eisenbahnen beteiligt. Nach einer vom Verfasser s. Z. aufgestellten Berechnung hatte der Staat Bern von 1860—1891 zu Eisenbahnzwecken im ganzen 67„ Millionen Franken geleistet: davon erhielt derselbe durch den Uebergang der Jura-Bahn-Aktien in den Besitz des Bundes 43 Mill. Franken zurück; es bleiben somit noch 24„ Millionen Franken effektive Leistungen (Kapitalverluste und Zinseinbusse) aus der frühern Periode. Unter Hinzurechnung der hauptsächlich aus den letzten 12 Jahren herrührenden Kapitalbeteiligung von Fr. 24,856,600 für Nebenbahnen würde sich für den Staat Bern eine effektive Gesamtleistung von Fr. 49,856,600 oder mit Zinseinbussen über 50 Millionen Franken herausstellen. Die Gesamtlänge der Eisenbahnen auf bernischem Gebiet beträgt pro 1903 zirka 720 Kilometer. Wenn auch die Zielpunkte der bernischen Eisenbahnpolitik in der Hauptsache

die nämlichen waren, wie diejenigen der Eidgenossenschaft und der ausländischen Staaten, wie z. B. Wahrung der Staatshoheit und der allgemeinen öffentlichen Interessen, politische und wirtschaftliche Vereinigung der verschiedenen Landesteile mit einander, sowie Verbindung derselben mit den Hauptverkehrswegen des Landes, direkte Anschlüsse an die grossen Linien des Weltverkehrs, so muss doch die finanzielle Beteiligung des Staates Bern am Eisenbahnwesen als eine ganz ausgiebige bezeichnet werden, besonders zu einer Zeit, als das reine Staatsvermögen kaum 50 Millionen Franken betrug; denn die Staatsbeteiligung setzte jeweilen ohne ernstliche Skrupeln wegen der Staatsfinanzen und ohne Rücksicht darauf ein, ob eine unmittelbare Rendite des aufgewendeten Kapitals sicher sei oder nicht, sofern das Unternehmen sonst der Wohlfahrt des Landes oder einzelner Teile desselben diente; der volkswirtschaftliche Gewinn gab jeweilen in erster Linie den Ausschlag. Unter diesen Gesichtspunkten erschien eine Fortsetzung der bernischen Eisenbahnpolitik allerdings begreiflich und wünschenswert; nur darf dieselbe die finanzwirtschaftlichen Rücksichten nicht insoweit ignorieren, dass der Staat dadurch in der Erfüllung anderer Verwaltungspflichten und -Aufgaben gehindert, bezw. durch finanzielle Verlegenheiten in seiner Tätigkeit immerfort lahmgelegt wäre, ansonst derselbe unter Umständen genötigt sein würde, die Wohltaten, welche den einzelnen Landesgegenden durch die Eisenbahnverbindungen zu Teil geworden, wiederum für sich zu beanspruchen oder zu schmälern, d. h. wenigstens ein Entgelt dafür in Form von Steuern, z. B. durch entsprechende Erhöhung der Grundsteuerschatzungen dem Fiskus zuzuwenden. Der Unwille im Volke über derartige, obwohl berechtigte, fiskalische Massnahmen macht sich aber nur zu leicht jeweilen beim Referendum Luft.

Von den übrigen Verkehrsmitteln sind noch die Post, der Telegraph und das Telephon in's Auge zu fassen. Das Post- und Telegraphenwesen ging schon um die Mitte des XIX. Jahrhunderts an den Bund über und zwar gestützt auf Artikel 33 der Bundesverfassung von 1848 und gemäss Bundesgesetz vom Jahr 1852. Die bezügliche Verkehrsentwicklung hat ebenfalls ausserordentliche Dimensionen angenommen. Von 1856—1901 hat sich nämlich der Gesamtbriefpostverkehr, sowie die Zahl der abonnierten Zeitschriften im Inlande verzehnfacht und nach dem Auslande mehr als verachtfacht, der Verkauf von Wertzeichen (Frankomarken etc.) sogar verdreissigfacht. Die Totaleinnahmen der Postverwaltung sind um das $4^1/_2$fache, die Ausgaben um das 5fache und der Reinertrag um das doppelte gestiegen.*) Der Telegraphenverkehr hat an Ausdehnung ebenfalls bedeutend zugenommen, indem die Länge der Linien von 1852—1901 um das $3^1/_2$fache, die Länge der Drähte um

*) Für die nähern Angaben wird auf die schweizerische Post- und Telegraphenstatistik verwiesen.

das 10fache, die Gesamtzahl der Telegramme seit 1855 um das 24½-fache, die Einnahmen und Ausgaben der Telegraphenverwaltung um das 10fache sich vermehrt haben. Seit zirka 20 Jahren steht auch das Telephon, als neues Verkehrsmittel, im öffentlichen Betrieb; dessen Linienlänge, Leistungen nach der Zahl der Gespräche, Einnahmen und Ausgaben haben sich von 1885—1901 ebenfalls verzehnfacht und die Drähte nach ihrer Länge sich um das 27fache ausgedehnt. Die neuesten Verkehrsmittel sind die Fahrräder und Motorfuhrwerke, welche bei allen Vorteilen auch Nachteile brachten, so dass besonders gegen die letztern wegen Belästigung und Gefährdung des Publikums bereits im Verordnungswege eingeschritten werden musste.

In der Entwicklung, bezw. Herstellung der Verkehrmittel, sind überhaupt in den letzten Jahrzehnten staunenswerte Fortschritte der Technik zu Tage getreten und noch sind fortwährend neue Erfindungen an der Tagesordnung und fernerhin zu gewärtigen. Eine der wichtigsten Neuerungen ist z. B. beim Eisenbahnbetrieb die Anwendung der Elektrizität anstatt des Dampfes und die Umsetzung von Wasserkraft in elektrische Energie, welche beispielsweise das Jungfraubahnunternehmen — ein Weltwunder ersten Ranges, — ferner die Versorgung der Städte und Dörfer mit elektrischem Licht ermöglichte. Im Gebiete der Fernsprechung ist die drahtlose Telegraphie, nach der Erfindung Marconi's, die neueste epochemachende Errungenschaft, welche nicht nur der Schifffahrt auf dem Ocean sehr zu statten kommt, sondern auch sonst neue Einrichtungen und Veränderungen mit sich bringen dürfte. Welche weitere Erfindungen und Umwälzungen endlich die nächste Zukunft bringen wird, ist kaum vorauszusehen; an Flugmaschinen, abgesehen von den schon längst verwendeten Luftballons, wird z. B. fortwährend gearbeitet. So sind die Verkehrsmittel in der Tat die bedeutendsten Pioniere des wirtschaftlichen Fortschritts und der Kultur geworden.

XIII. Kapitel.

Münzwesen, Geld- und Kreditwirtschaft (Entwicklung im XIX. Jahrhundert).

Die wirtschaftliche Entwicklung im XIX. Jahrhundert zeitigte auch im Geld-, Kredit- und Versicherungswesen ungeahnte Neuerungen und Fortschritte. Wie den Verkehrs- oder Communikationsmitteln, so kommt insbesondere den Cirkulations- oder Umlaufs- und Zahlungsmitteln eine grosse volkswirtschaftliche Bedeutung zu; sie befördern nicht nur den Umsatz, sondern auch direkt oder indirekt die Produktion der Güter; sie erhöhen den Wert derselben, sowie die Kaufkraft, wenigstens soweit Metallgeld als Zahlungsmittel dient und

eine gute Währung, resp. ein richtiger Münzfuss besteht. Es wurde bereits an früherer Stelle auf die Münzverwirrung, welche in frühern Jahrhunderten herrschte, hingewiesen. Obschon dieser Zustand sich bereits im VIII. Jahrhundert ziemlich gebessert hatte, so bestund dieser Münzwirrwar in gewissen Beziehungen, insbesondere hinsichtlich der Verschiedenheit der Münzsorten und der Währungsverhältnisse in der Schweiz noch bis um die Mitte des XIX. Jahrhunderts fort. Es war daher eine grosse wirtschaftliche Errungenschaft, als das Münzregal in der Bundesverfassung von 1848 zur Bundessache gemacht und somit die Vereinheitlichung des Münzwesens, wenigstens mit Bezug auf die Münzprägung und den Münzfuss, in der Schweiz zur Tat und Wahrheit wurde. Freilich standen sich in Betreff des zu wählenden Münzsystems zwei Strömungen gegenüber, indem die eine, vertreten durch die westschweizerischen Kantone, auf Einführung des französischen Münzfusses abzielte, die andere dagegen, durch die ostschweizerischen Kantone (inkl. Aargau) vertreten, als Münzeinheit einen sogenannten Schweizerfranken, in Anschluss an den damaligen süddeutschen Guldenfuss (im Verhältnis von 1 : 1,5), vorschlug.

Durch Beschluss der Bundesversammlung wurde indes der französische Münzfuss mit dem Franken (= 5 Gramm Silber, 9/10 fein) als Münzeinheit angenommen und im Bundesgesetz vom 7. Mai 1850 festgelegt. Als gesetzliche Zahlungsmittel wurden zugleich die mit dem französischen Münzsystem übereinstimmenden fremden Silbersorten, also 5, 2, 1 und $^1/_2$ Franken-Stücke von Frankreich, Belgien, Sardinien, Parma, der cisalpinischen Republik und des alten Königreichs Italien anerkannt; die nämlichen Stücke wurden auch auf Rechnung des Bundes geprägt. Die Schweiz hatte also die reine Silberwährung acceptiert; die Goldwährung und das Gold überhaupt blieb ausgeschlossen, während Frankreich die Doppelwährung besass. Durch die Entdeckung der Goldfelder in Kalifornien und Australien trat jedoch in den 50er Jahren im Geldumlaufe Frankreichs eine vollständige Umwälzung ein, indem das reichlich zuströmende billigere Gold das teurere Silber verdrängte.

Auch in der Schweiz fand das gesetzlich nicht anerkannte, aber bequeme französische Gold bereitwillige Aufnahme; der Handelsstand und die Banken begünstigten dessen Zufluss und Umlauf und von vielen Seiten wurde der vollständige Anschluss an das französische Münzsystem, mit gesetzlicher Anerkennung der französischen Goldmünzen, verlangt. Nach wiederholt erfolgter Untersuchung und Ablehnung der Angelegenheit, und nachdem die Banken selbst Abhülfe schufen, erliessen die Bundesbehörden endlich im Jahr 1860 ein neues Gesetz, worin sowohl die Silber-, als Goldmünzen zu ihrem Nennwert als Zahlungsmittel zum gesetzlichen Kurs anerkannt wurden. Die Schweiz war also damit zur Doppelwährung

übergegangen; indessen war durch diese Massnahme den verschiedenen Uebelständen im Münzwesen dennoch nicht abgeholfen. Auch das Zustandekommen der lateinischen Münzunion im Jahre 1865 und die Erneuerung derselben durch die Konvention vom Jahre 1885, führte keine vollständige Sanierung des Münzwesens, resp. dauernde Abhülfe und Garantie gegen die Einflüsse der Münzpolitik anderer Staaten, gegen zweifelhafte Münzpraktiken und Spekulationen, gegen die beständigen Gefahren der Veränderungen im Wertverhältnis von Gold und Silber, der Entwertung und Münzverschlechterung, gegen Verluste überhaupt, obschon das Münzwesen durch den bezüglichen Vertrag wenigstens für eine Anzahl Jahre jeweilen wieder auf eine feste Grundlage gebracht wurde.

Nach wie vor streiten sich die Vertreter der Goldwährung und die Anhänger des Bimetallismus in Theorie und Praxis und es hat diese Streitfrage im Laufe des XIX. Jahrhunderts eine förmliche Flut von Druckschriften erzeugt, ohne dass eine wesentliche Abklärung und Entscheidung derselben erfolgt wäre. Das Columbus-Ei in diesem Gebiet ist offenbar noch nicht entdeckt; nach der Meinung verschiedener Fachleute dürfte zwar dasselbe in der Goldwährung liegen, da in einem geordneten Münzwesen nur ein Metall den allgemeinen Wertmesser für alle Gegenstände bilden könne und das Gold seiner Vorzüge wegen hiezu das geeigneteste sei. Doch könnte die Goldwährung erst im Wege einer internationalen Vereinbarung von bleibendem Erfolg sein, auf Grund welcher die Idee eines allgemeinen Weltmünzsystems und eines einheitlichen Münzfusses für alle Kulturvölker angestrebt würde, wie dies bereits anlässlich der Weltausstellung vom Jahre 1867 in Paris durch eine Konferenz von 19 europäischen Staaten (mit Nordamerika) geschah, die aber der Schwierigkeiten wegen, welche die Umwälzung in den einzelnen Staaten verursacht hätte, damals ohne praktisches Resultat blieb. An den Konferenzen der lateinischen Münzunion hatten sich die Vertreter der Schweiz ebenfalls wiederholt für die Einführung der Goldwährung verwendet.

Das in der Doppelwährung gesetzlich festgestellte Verhältnis von Gold und Silber konnte, wie Ad. Burkhardt-Bischoff*) richtig sagt, nur so lange in Kraft bleiben, als es dem wirklichen Werte der beiden Edelmetalle auf dem Weltmarkte annähernd entsprach. Dieses Verhältnis war aber schon längere Zeit in's Schwanken geraten und es ist in den letzten 30—40 Jahren, infolge Durchführung der deutschen Münzreform, sowie durch die Sistierung der Silberprägungen im lateinischen Münzgebiet und die zunehmende Silber-

*) In seiner Schrift: „Die Lateinische Münzkonvention und der internationale Bimetallismus", Basel 1886.

produktion*) bei verringerten Produktionskosten, also durch Entwertung des Silbers, gründlich in die Brüche gegangen. Es wurden daher immer und auch neuerdings wieder Stimmen laut, welche den Rücktritt der Schweiz vom lateinischen Münzverbande verlangten und die von der Ueberzeugung ausgehen, dass die Umlaufsverhältnisse auf der Basis der Goldwährung am sichersten zu rekonstruiren seien. (Vergleiche zum Beispiel eine diesbezügliche Flugschrift der bernischen numismatischen Gesellschaft „über Münzzirkulation" vom November 1904, sowie verschiedene Kundgebungen der Redaktion des schweizerischen Handelsamtsblattes.)

Besonders unermüdlich in diesem Sinne tätig war † Nationalrat Dr. Joos von Schaffhausen, indem er wiederholt und zuletzt im Juni 1897 in der Bundesversammlung, obwohl erfolglos, bezügliche Motionen stellte, während andere, zum Teil sehr gewiegte Fachmänner, wie die Herren Feer-Herzog und Kramer-Frey seinerzeit vor Ueberstürzung ernstlich warnten und in Sachen der Währungsreform zur Vorsicht mahnten, obschon die Schweiz dasjenige Land ist, welches den Zusammenbruch der lateinischen Münzunion am wenigsten zu fürchten hat, indem der tatsächliche Verlust auf ihren Prägungen von Fünffrankenstücken kaum mehr als 5 bis 6 Millionen Franken betragen würde, welcher Verlustsumme ein Münzreservefonds von über 6 Millionen Franken gegenübersteht und weil sie vertraglich gegen einen Verlust auf den bei ihr zirkulierenden fremden Fünffrankenstücken gesichert ist. Nach bundesrätlicher Botschaft vom Dezember 1885 hatte die Schweiz ca. 9 bis 10 Mill. Fr. oder 3 Fr. per Kopf der Bevölkerung an Fünffrankenstücken eigener Prägung im Umlauf, während Griechenland 6, Italien 13, Belgien 70 und Frankreich 70 bis 80 Fr. in Fünffrankenstücken per Kopf in Zirkulation hatten. Nach dem Münzvertrag der lateinischen Union vom November 1885 war die Gesamtsumme der Silberprägung für die Schweiz auf 19 Millionen Franken bestimmt. Der Gesamt-Umlauf an Fünffrankenstücken wurde in der vorgenannten Botschaft des Bundesrates auf 80 bis 100 Millionen Franken geschätzt; davon wäre effektiv nur noch die Hälfte des Wertes, also ein Betrag von 40 bis 50 Millionen Franken vorhanden, da die andere Hälfte durch den Preisfall des Silbers verloren gegangen ist; letzterer betrug nämlich nach einer aus englischer Quelle geschöpften Angabe von 1871 bis 1895 annähernd 50 %. Viel empfindlicher als für den Fiskus war der Silbersturz für Handel und Industrie, obschon der Preisfall

*) Nach einer tabellarischen Darstellung des Mineninspektors in Washington vom Jahre 1896 hat sich die Silberproduktion per Jahr von 1873—1895 beinahe verdreifacht und die Goldproduktion mehr als verdoppelt. Von besonderer Bedeutung war dann auch die Erschliessung der südafrikanischen Goldfelder zu Ende der 80er Jahre, welcher Umstand die Einführung der Goldwährung ebenfalls begünstigte.

der meisten Waren oft irrtümlicher Weise ausschliesslich der Silberentwertung zugeschrieben wird*), da die Verminderung der Transportkosten und die Vermehrung der Produktion bekanntlich im Warenhandel auch eine grosse Rolle spielen. Dr. Steiger ist übrigens der Ansicht, dass die Silberentwertung auf die Münzpolitik eher günstig eingewirkt habe, indem die Schweiz vor unbesonnenen Sprüngen bewahrt blieb; ferner sei dieselbe in Anbetracht der gewaltigen Störungen, die andere Länder durch die Silberentwertung erlitten haben, verhältnismässig gut weggekommen. Auch der Umstand, dass die Notendeckung unserer Banken zu 90 % aus Gold besteht und dass diese sich durch möglichst hohe Barreserven in Gold zu rüsten suchen, dürfe ein Grund mehr zur Beruhigung sein. Wie es in Wirklichkeit mit der Bardeckung der schweizerischen Notenbanken aussieht, darüber geben uns zwar Berichte von kompetenter Seite**) Aufschlüsse, die nichts weniger als beruhigend lauten, indem darauf hingewiesen wird, dass die Verschlechterung unserer schweizerischen Valuta in der Hauptsache von der zu schwachen Bardeckung der emittierten Banknoten mit Metallgeld herrührt.

Gegen die Silberentwertung lässt sich im Wege internationaler Vereinbarungen freilich nichts mehr ausrichten, so dass den Grossstaaten mit starken Silberbeständen daher nichts anderes übrig bleibt, als diese letztern nicht weiter anwachsen zu lassen, den Verlust auf dem Silber nach und nach abzuschreiben und sich für einen allmählichen Uebergang zur reinen Goldwährung vorzubereiten. Dr. Steiger ist unter anderem zum Schlusse gelangt, dass es in Währungsfragen keine absolute Wahrheit gebe; denn solange Silber und Gold als Zahlungsmittel Verwendung finden, werden deren Produktions- und Wertverhältnisse stets den Weltverkehr beeinflussen, bald das eine, bald das andere Metall mehr; Sache der Regierungen sei es, die Konjunkturen jeweilen nach der Lage bestimmter vorliegender Tatsachen richtig zu beurteilen und sich in ihren münzpolitischen Massnahmen nicht an angebliche Gesetze oder Theorien zu binden. Gewisse Vorkehren, wie z. B. die soeben vom eidgenössischen Finanzdepartement pro Januar 1905 angeordnete neue Münzenquête, resp. Zählung der in der Schweiz vorhandenen Münzsorten und Vorräte berechtigen zu der Annahme, dass zur Abstellung von Missständen im schweizerischen Münzwesen entsprechende Sanierungsmassnahmen notwendig geworden und projektiert sind. Nach dieser Zählung hatte die Schweiz Ende 1904 an eigenen Münzen im ganzen 194,826,000 Stücke im Nennwert von

*) Vergl. die Arbeit von Dr. J. Steiger über «die Silberentwertung und ihre Bedeutung für die Volkswirtschaft der Gegenwart, zumal für die Schweiz» in Liefg. 4. Jahrg. 1898 der Zeitschrift für schweiz. Statistik.

**) Vergl. den Artikel von J. Ernst, Banknoteninspektor, über Diskontopolitik im Handwörterbuch der schweiz. Volkswirtschaft, Sozialpolitik und Verwaltung.

Fr. 144,465,000 in Zirkulation, wovon 41,630,000 auf Silber und 93 Millionen Fr. auf Gold (à 20 Fr.) fallen. Silberne Fünffrankenstücke waren 2,126,000 Stück im Wert von Fr. 10,630,000 = Fr. 3.10 per Kopf der Bevölkerung im Umlauf.

In engstem Zusammenhang mit dem Münzwesen steht bekanntlich das Kreditwesen, denn Geld und Kredit sind im modern-wirtschaftlichen Verkehr unzertrennbar mit einander verbunden; sie sind der nervus rerum, also gleichsam die treibende Kraft im Wirtschaftsleben der Gegenwart. Es wäre daher ein völlig einseitiges Verfahren bei einer auch noch zo kurz gehaltenen geschichtlichen Erörterung des Geldwesens nicht auch die sogenannten Geldsurrogate als Mittel zur Erleichterung und Förderung des Umsatzes im Geld- und Kreditwesen zu behandeln, zumal dieselben in neuerer Zeit im internationalen, im grossen Verkehr überhaupt, eine so bedeutende Rolle spielen, dass durch sie das Metallgeld in zweite Linie gedrängt wurde. War schon der vollständige Uebergang von der Naturalwirtschaft zur Geldwirtschaft eine der bedeutungvollsten Errungenschaften des XIX. Jahrhunderts, so gilt dies nicht weniger von der modernen Kreditwirtschaft, welche dem wirtschaftlichen Umsatzverkehr erst seine Schwingen und damit die Möglichkeit zur unbeschränkten Entfaltung verliehen hat, so dass das Kreditwesen in der Entwicklung der wirtschaftlichen Kultur ein Faktor von grösster Tragweite und Bedeutung ist und es in Zukunkt noch mehr sein wird.

Die Anwendung der Geldsurrogate oder von Kreditgeld geschieht in verschiedenen Formen. Die älteste geschichtliche Form ist die Anweisung; aus ihr und mit ihr entwickelte sich der Wechsel, sodann kam das Staatspapiergeld (Obligationen) und die Banknoten, Börsenpapiere etc. Die Entwicklung der Geld- und Kreditwirtschaft führte hauptsächlich im Laufe des XIX. Jahrhunderts zur Errichtung einer Reihe von Instituten, welche nicht nur den Verkehr mit Metallgeld, sondern ganz speziell auch denjenigen mit Kreditgeld vermitteln nnd die sich somit der verschiedenen Formen desselben bedienen. Es sind dies die Kreditanstalten, Banken, Spar- und Leihkassen. Was zunächst die Banken betrifft, so können dieselben vom Staate, von öffentlichen Korporationen, Aktiengesellschaften, Genossenschaften oder von Privaten errichtet sein, während die unter dem gewöhnlichen Namen von Spar- und Leihkassen bestehenden Institute sozusagen ausschliesslich von Aktiengesellschaften oder Genossenschaften gegründet wurden. Die Privatsparkassen beschränken sich lediglich auf einige Fabriken. Staatliche Institute bestehen im Kanton Bern zwei, nämlich die Kantonalbank und die Hypothekarkasse. Die erstere wurde durch Dekret vom 6. Dezember 1833 und die letztere durch die Verfassung von 1846 und das Gesetz vom 12. November gleichen Jahres gegründet. Der Geschäftsverkehr dieser beiden Institute weist folgende Entwicklung auf:

a) Kantonalbank (in Tausend Franken):

	1838	1848	1858	1868	1878	1888	1898	1903
Grundkapital*) d. Staats	2,348,70	3,000,0	3,500,50	3,500,50	8,000,70	10,000,0	10,000,0	20,000,50**)
Notenemission	289,17	303,15	869,18	3,000,50	8,000,0	10,000,0	20,000.0	20,000,0
Wechsel Eingang im ganzen . .	6,543,15	3,283,77	14,315,15	60,601,15	217,705,77	211,494,0	373,286,25	385,217,72
„ Stand auf Ende des Jahres	477,77	214,14	1,065,13	6,483,15	17,683,11	15,723,16	23,889,38	19,130,0
Kredite	2,061,13	5,861,14	10,122,72	15,220,14	16,284,10	9,657,15	21,731,72	29,522,10
Wertschriften	?	?	190,14	940,11	5,479,88	9,057,70	9,175,77	17,399,0
Depositen*)	1,238,79	1,334,79	3,211,35	5,417,10	15,943,88	17,380,72	47,920,72	42,906,11
Gewinn	94,0	159,70	200,50	227,15	520,10	569,72	688,50	1,200,50
Geschäftsverkehr im ganzen	23,100,79	30,359,25	129,364,72	472,434,16	1,441,341,72	1,951,493,72	3,178,702,11	3,738,872,0

*) Pro 1835 betrug das Grundkapital erst Fr. 500,000, die Depositen Fr. 139,354, der jährl. Verkehr Fr. 7,442,884. **) Ueberdies $3^1/_2$ % Anleihen v. Fr. 15 Mill.

b) Hypothekarkasse (in Tausend Franken):

	1847	1857	1867	1877	1887	1897	1903
Staatseinschüsse (Stammkapital) . .	2,172,50	7,223,88	7,003,14	7,426,72	13,000,0	20,000,50	20,000,0
Anleihen	—	—	2,900,50	5,400,0	—	50,000,0	50,000,0
Depositen und Spargelder	126,38	5,651,14	17,133,38	28,715,77	68,197,71	96,031,72	103,363,72
Kassaumsatz	6,594,38	9,832,25	14,260,38	23,284,38	54,242,72	187,535,71	105,468,38
Kapitalanlagen	2,225,38	11,890,14	26,026,71	41,014,77	77,880,14	123,420,14	167,361,71
Verwaltungskosten	18,14	19,0	29,38	58,38	75,25	100,25	111,25
Reinertrag***)	31,14	249,77	354,0	574,25	711,14	1,100,77	1,178,50

***) Inbegriffen die Verzinsung des Stammkapitals, welche pro 1897 und 1903 Fr. 800,000 ausmacht, sodass der effektive Reingewinn z. B. pro 1903 nur Fr. 378,888 beträgt.

Von 1838 bis 1903 hätte sich also der Geschäftsverkehr oder Umsatz der Kantonalbank um das 162fache und von 1835 an sogar um das 502fache vermehrt. Der Geschäftskreis der Bank besteht in Krediteröffnungen, Darlehensbewilligungen auf bestimmte Zeit, Diskontierung und Ankauf, Verkauf und Einkassierung von Wechseln und Handelseffekten auf das Inland und Ausland, Ankauf und Verkauf solider Wertpapiere, Uebernahme und Vermittlung von Anleihen, Ausgabe von Banknoten, Aufnahme von Depositengeldern in laufender Rechnung oder gegen Schuldscheine, Aufbewahrung von Wertsachen.

Durch Gesetz vom 1. Mai 1898 ist das Kapital, welches der Staat der Kantonalbank zur Verfügung stellt, auf 15 Millionen Fr. festgesetzt und zugleich bestimmt worden, dass der Grosse Rat dasselbe nach Bedürfnis auf 20 Millionen Franken erhöhen könne. Diese Erhöhung fand bereits im Jahr 1900 (mit Wirkung pro 1901) statt. Ausser diesem Stammkapital von 20 Millionen Franken wurden 1899 noch 15 Millionen Fr. im Wege eines besondern Anleihens für die Kantonalbank beschafft.

Von 1847—1903 hätte sich demnach der Kassaumsatz der Hypothekarkasse versechzehnfacht und die Kapitalanlagen stiegen gleichzeitig auf das 75fache an. Wie es schon der Name andeutet, wurde die Hypothekarkasse zum Zwecke der Gewährung von Darlehen auf Grundbesitz und zwar ganz besonders zur Förderung des landwirtschaftlichen Kredits, sowie zur Erleichterung der Schuldentilgung gegründet. Dieser Zweck dürfte bei ein und demselben Grundbesitzer wohl in der Mehrzahl der Fälle erreicht worden sein und gewiss auch zukünftig erreicht werden; im ganzen betrachtet jedoch, fand statt Tilgung oder Verminderung, eine Vermehrung, der Hypothekarschulden, resp. Begünstigung der Mobilisation des Kapitals im Grundbesitz, also der Liegenschaftswerte statt. Die Darlehen wurden zu mässigem Zinsfuss (5%—3¾%, ohne die Amortisation) bis zu ⅔ des vorgangsfreien Werts der Objekte, unter Garantie (Haftpflicht) der Gemeinden bewilligt. Für das Oberland bestund in den ersten 30 Jahren eine besondere Kasse, mit der Vergünstigung eines niedrigern Darlehenszinsfusses; dieselbe wurde indes nach Ablauf dieser Frist, Ende 1879, wieder aufgehoben.

Wie die obigen Darstellungen zeigen, hat sich der Geschäftsverkehr der beiden staatlichen Kreditinstitute in ziemlich bedeutender Weise entwickelt, so dass die Betriebsmittel durch Erhöhung des Grundkapitals, resp. durch staatliche Zuschüsse und Anleihen immer wieder vermehrt werden mussten; ebenso mussten die Organisationsgesetze beider Anstalten mehrmals abgeändert, d. h. den Zeitbedürfnissen entsprechend erneuert und angepasst werden. Unzweifelhaft übten die beiden Staatsinstitute einen vorteilhaften Einfluss auf die Geld- und Kreditverhältnisse und den wirtschaftlichen Wohlstand im Kanton Bern aus. Allerdings kann

dasselbe auch von andern Kreditinstituten zum Teil gesagt werden, so z. B. hat die schweizerische Volksbank, mit Hauptsitz in Bern; ein zu Ende der 1860er Jahre auf genossenschaftlicher Basis, mit beschränkter Haftpflicht, gegründetes Institut, dem Umsatz nach eine noch viel bedeutendere Entwicklung aus primitiven Anfängen aufzuweisen; im Jahr 1880 z. B. betrug der Totalumsatz derselben in der ganzen Schweiz bereits Fr. 210,080,747 und im Jahr 1903 war derselbe auf Fr. 4,475,960,909 angestiegen. Auch die im Jahr 1857 gegründete Spar- und Leihkasse, das grösste Sparinstitut nächst der Hypothekarkasse im Kanton Bern, hat eine ansehnliche Entwicklung aufzuweisen, indem die Verkehrsbilanz derselben pro 1903 Fr. 253,092,207 beträgt.

Die Entwicklung und Ausdehnung der Geld- und Kreditwirtschaft lässt sich auch auf Grund der schweizerischen Sparkassen- und Bankstatistik nachweisen. Nach der Sparkassenstatistik von 1882/86 und einer auf privatem Wege (von Fatio-Genf) erneuerten Aufnahme von 1895/97 existieren in der Schweiz im ganzen 377 Sparkassen oder Bank- und Kreditinstitute mit Sparabteilungen; davon besass der Kanton Bern 77 eigentliche Sparkassen, nebst einigen Schul- und Fabriksparkassen. Nach einer neuern, durch die Direktion der bernischen Kantonalbank vorgenommenen Aufnahme, hat der Kanton Bern auf Ende 1903 93 Sparkassen aufzuweisen. Das erste Sparinstitut im Kanton Bern war die von der Regierung im Jahr 1786 in's Leben gerufene Dienstenzinskasse, welche von 1847 an mit der Hypothekarkasse vereinigt und alsdann im Jahr 1878 als besondere Abteilung aufgehoben wurde. In den 1820er Jahren wurden bereits eine Anzahl Amtsersparniskassen gegründet, so diejenigen von Bern 1820 (auch die burgerliche Ersparniskasse entstund im nämlichen Jahr), von Aarwangen 1823, von Biel-Stadt 1823, von Nidau 1824, von Wangen 1824, von Schwarzenburg 1825, von Thun 1826 und von Konolfingen 1828. Die Gründung der übrigen Sparinstitute fiel in die spätern Jahrzehnte. Die Entwicklung des Sparkassenwesens im Kanton Bern war folgende:

	1825	1845	1852	1862
Einlegerzahl .	?	?	34,989	66,523
Sparguthaben*)	1,489,500	4,800,885	11,230,540	29,393,282

*) Pro 1835 Fr. 3,121,649.

	1872	1882	1897	1903
Einlegerzahl .	102,367	136,256	213,398	275,977
Sparguthaben .	80,612,034	140,893,748	233,159,263	330,619,767

Der Sparbetrieb hat sich demnach im Kanton Bern in erfreulicher Weise entwickelt, indem sich in diesen Zahlen hauptsächlich die Ersparnisse der mittlern und untern Volksklassen wiederspiegeln; den andern Staaten steht die Schweiz und besonders der Kanton Bern bezüglich des Verhältnisses der Spareinlagen zur Bevölkerungs-

zahl sogar weit voran. Vom gesamten, über eine Milliarde betragenden Spargut der Schweiz, partizipiert der Kanton Bern mit nahezu dem vierten Teil. Immerhin bestehen auch im Sparkassenwesen verschiedene Uebelstände, deren Beseitigung durch gewisse Reformen, zum Beispiel durch Bildung eines Sparkassenverbandes mit Selbstkontrolle, wie ihn die bernische Handels- und Gewerbekammer zur Zeit anstrebt, angezeigt sein dürfte; eine solche Verbandsorganisation würde die mangelnde Staatsaufsicht ersetzen und gewissen Gefahren oder allfälligen Katastrophen vorbeugen, den Einlegern gegenüber somit Schutz und Garantie bieten.

Seit dem Inkrafttreten des Bundesgesetzes über das schweizerische Obligationenrecht und des bernischen Einführungsgesetzes vom 31. Dezember 1882 stehen nämlich die Sparkassen nicht mehr unter der staatlichen Oberaufsicht, da die frühern kantonalen gesetzlichen Bestimmungen (Gesetz über die gemeinnützigen Gesellschaften von 1847) durch obgenanntes Gesetz aufgehoben wurden. Sollte diese Verbandsorganisation nicht zu stande kommen, so bliebe nichts anderes übrig, als die Einführung einer staatlichen Kontrollaufsicht der Kreditinstitute im Wege der Gesetzgebung, ähnlich wie sie vom Bunde für die in der Schweiz konzessionierten Versicherungsgesellschaften eingeführt wurde. Sehr empfehlenswert wäre auch die Einführung von örtlichen Sparkassen mit Verbänden, nach der Raiffeisen-Organisation, welche namentlich in Deutschland für den Personalkredit so gute Erfolge gezeitigt hat, dass sie eine wahre Wohltat für die ländliche, kleinbäuerliche Bevölkerung war. Der Vorzug solcher, auf das Prinzip der gegenseitigen Selbsthülfe, der Solidarität und Selbstverwaltung basierten Kreditorganisationen bestünde nicht nur in der Möglichkeit zuverlässigerer Beurteilung der Kreditwürdigkeit der Beteiligten, in einer bessern, den grössern Geldinstituten gegenüber gebotenen Garantie durch die solidarische Haftbarkeit, in einer Sanierung und Förderung des Kredits auf solider Grundlage, sondern in der Dezentralisation des Kapitals, denn durch die fortwährende Anhäufung der Depositen und Valoren bei den Banken und Sparkassen wachsen diese Institute, wenigstens einzelne davon, zu mächtigen Grossbanken an, welche einen dominierenden Einfluss auf die industriellen und wirtschaftlichen Verhältnisse auszuüben pflegen.

Abgesehen von diesbezüglichen Bedenken, dürfte es auch mit der Bardeckung und Zahlungsfähigkeit in Notfällen oder bei Krisen nicht nur bei vielen kleinen, sondern auch bei grössern Kreditanstalten schlimm genug bestellt sein; zwar stellt sich das Verhältnis des eigenen zum fremden Kapital bei den grössern Kreditanstalten in der Schweiz zur Zeit noch ziemlich günstig, indem dasselbe bei 179 Instituten, deren Geschäftsergebnisse pro 19[illegible]

im schweizerischen Finanzjahrbuch einzeln dargestellt wurden,*) 22,4 Prozent betrug, oder auf das Gesamtkapital bezogen, betrug das eigene 18,3 Prozent und das fremde 81,7 Prozent, nämlich:

Eigenes Kapital	Fr.	673,301,000	18,3 %
Fremdes „	„	3,004,372,000	81,7 %
Zusammen	Fr.	3,677,673,000	100 %

Vom fremden Kapital waren:

Obligationen und Depositen	Fr.	1,599,732,000
Spareinlagen und Gutscheine	„	879,070,000
Kreditoren	„	525,570,000
Total	Fr.	3,004,372,000

Statt weiterer Konzentration würde daher eine richtig organisierte Dezentralisation der Geld- und Kreditwirtschaft bedeutsame Vorteile mit sich bringen. Dabei wären jedoch centrale Vereinigungen für den Geldausgleich und die Besorgung des Kreditverkehrs unter einheitlicher Leitung so wenig ausgeschlossen, als staatliche Kreditinstitute und Notenbanken. Freilich lässt sich mit Bezug auf die zunehmende Kapitalkonzentration bei den Grossbanken auch umgekehrt sagen, dass die industrielle Entwicklung die treibende Kraft, die zwingende Veranlassung zur Bildung immer grösserer Kapitalkräfte war und somit vermehrte Ansprüche an die Banken stellte.

Ein wichtiges Zahlungsmittel, welches mit der Entwicklung des Geld- und Kreditverkehrs im XIX. Jahrhundert zur Anwendung kam, war die Banknote, deren Vorläufer der Depositen- oder Empfangsschein der Banken war; letzterer wurde zur Anweisung, zur Banknote. Die Entwicklung des Notenwesens brachte aber auch ihre Gefahren mit sich; von Anfang an auf unsichere und ungesunde Basis gestellt, diente dasselbe mehr den fiskalischen Interessen, als den volkswirtschaftlichen Bedürfnissen, indem die einzelnen Bankinstitute gewöhnlich nur ihr eigenes Geschäftsinteresse in's Auge fassten und Diskontierungen nur von ihrem Standpunkte aus vornahmen und dieselben auch nach Gutdünken zeitweilig suspendierten. Die Zersplitterung im Banknotenwesen war eine notorische. Um 1865 bestunden in der Schweiz bereits 20 Zettelbanken mit einer mittleren Notenzirkulation von 16 Millionen Franken. Etwaige Versuche zur Besserung des Notenwesens und der Zirkulationsverhältnisse im Konkordatswege hatten keinen wesentlichen Erfolg. Erst die beim Ausbruch des deutsch-französischen Krieges plötzlich eingetretene Krisis, welche die Bankinstitute hinsichtlich ihrer Zahlungsbereitschaft in die grösste Verlegenheit brachte, musste den beteiligten Interessenkreisen die Augen öffnen und führte zu ernsthaften Reformbestrebungen auf gesetzgeberischem Wege, so-

*) Diese Zahlen basieren jedoch auf einer handschriftlichen Zusammenstellung des Hrn. v. Graffenried jun., der uns dieselbe freundlichst zur Verfügung stellte.

wie auch zu Massnahmen seitens der Banken unter sich, zur Sicherstellung des Notenwerts und zur Regulierung des Notenverkehrs, im Wege eines neuen Konkordats, welches im Jahre 1876 zu Stande kam und bis 1881 bestund. Zwei Gesetzesvorlagen waren nämlich bereits in den Jahren 1874 und 1876 dem Referendum zum Opfer gefallen. Von den damals bestehenden 35 Notenbanken traten indes nur 24 dem Konkordate bei; es gelang also immerhin nicht, alle unter einen Hut zu bringen.

Von besonderer Bedeutung für die Entwicklung des Geld- und Kreditwesens und speziell des Notenwesens, war die Institution der zur Ausgabe von Banknoten gesetzlich autorisierten Banken, für welche endlich im Bundesgesetz vom 8. März 1881 bestimmte Vorschriften erlassen wurden; als Hauptbedingung ist darin festgestellt, dass die betreffenden Banken ein eigenes einbezahltes und haftbares Kapital von mindestens 500,000 Franken besitzen sollen und dass die Notenemission nicht mehr als das doppelte desselben betragen dürfe, ferner wird verlangt, dass 40 % der jeweiligen Notenzirkulation stets durch einen besondern Vorrat an Barschaft in gesetzlich tarifierten Gold- und Silbermünzen und die übrigen 60 Prozent durch Wertschriften etc. gedeckt seien.

Die Entwicklung der Emissionsbanken von 1881 auf 1900 ist aus folgenden Angaben*) ersichtlich:

Jahr	Anzahl Banken	Einbezahltes Kapital Fr.	Jahresdurchschnitt der Emission Fr.	Zirkulation Fr.	gesetzl. Barschaft Fr.
1881	36	123,022,916	112,386,000	99,401,000	42,851,000
1900	35	184,275,000	239,500,000	216,673,000	108,905,000

Von den 36 Emissionsbanken im Jahre 1881 hatten sich 29 unter die Herrschaft des Bundesgesetzes gestellt, 7 hatten dagegen vor dem Inkrafttreten desselben auf ihr Emmissionsrecht verzichtet. Zurzeit bestehen 36 solcher Emissionsbanken in der Schweiz und zwar 22 Banken mit Kantonalgarantie, 10 Banken mit Wertschriftendeckung und 4 Banken mit Wechselportefeuilledeckung. Mit Zweiganstalten beläuft sich die Zahl der Emissionsbanken auf 42. Nach der vom schweizerischen Banknoteninspektorat im Handelsamtsblatt vom 2. Januar 1904 veröffentlichten Situation belief sich die Notenemission auf Fr. 242,470,000, wovon Fr. 239,[illegible] Millionen in Zirkulation sich befanden, die gesetzliche Barschaft Fr. 115,791,005 und zwar Fr. 106,108,935 in Gold und Fr. 9,682,070 in Silber. Die Noten anderer schweizerischer Emissionsbanken betrugen in Kassa Franken 8,104,350 und Fr. 985,748 bei der Abrechnungsstelle (Konto B);

*) Wir entnehmen dieselben dem vom gewesenen Adjunkten und nunmehrigen Inhaber des schweizerischen Banknoteninspektorats, Herrn J. Ernst, verfassten ausführlichen Artikels über das Banknotenwesen im Handwörterbuch der schweizerischen Volkswirtschaft, Sozialpolitik und Verwaltung.

die übrigen Kassabestände im ganzen beliefen sich auf Fr. 3,737,579 und die Gesamtaktiven Fr. 128,619,282.

Obschon das Verhältnis der gesetzlichen Barschaft zur Zirkulation, also die Bardeckung, sich von 1881 auf 1900 etwas gebessert hat, so ist dieselbe, in Anbetracht der starken Vermehrung der Notenzirkulation doch als eine zu schwache zu bezeichnen; das beidseitige Verhältnis stellt sich nämlich wie folgt:

	Notenzirkulation per Kopf der Bevölkerung	Bardeckung in %
1881	34,85	43,1
1900	65,40	50,3

In den letzten Jahren soll die Bardeckung im ganzen sogar 54 % erreicht haben; indessen ist das Verhältnis der Deckung in Wirklichkeit ein viel ungünstigeres und es hat sich dasselbe in den letzten Jahrzehnten nicht verbessert, sondern wesentlich verschlimmert, wie Herr J. Ernst*) in seinen Aufstellungen und Vergleichungen auf Grundlage der Jahresdurchschnitte der Generalmonatsbilanzen des Banknoteninspektorates für die Jahre 1883 und 1900 nachwies; danach beträgt nämlich die durchschnittliche Bardeckung unserer Noten bei günstigster Berechnung nur 24 %, d. h. nur zu diesem Prozentsatze repräsentieren die Banknoten wirklichen Geldwert, während die übrigen 76 % blosses Kreditgeld darstellen. Nach diesen Verhältnisziffern muss die Beurteilung unserer Noten in der Eigenschaft als internationaler Wertmesser, als Tausch- und Zahlungsmittel und namentlich auch diejenige der Zahlungsbereitschaft unserer Banken in der Tat sehr ungünstig ausfallen.

Die Hauptschwäche und das Grundübel unseres Notenwesens besteht also nach wie vor in zu grossem Notenumlauf und in zu schwacher Deckung der Noten, sowie in einer kurzsichtigen Diskontopolitik und dieselben können (wie Herr Banknoteninspektor Ernst sich ausdrückt) nicht gehoben werden, solange die Notenausgabe in erster Linie von Gewinn- und Erwerbsrücksichten statt von volkswirtschaftlichen Zielen aus geleitet wird. Der Verkehr bedarf einer gewissen Menge Zahlungs- oder Ausgleichsmittel, ohne welche er seine Geschäftstransaktionen nicht ohne sehr fühlbare und störende Hemmnisse abzuwickeln vermöchte. Für unsere dermaligen Verhältnisse bietet sich somit als einziger Ausweg nur die vorherige Einführung anderer, zugleich vereinfachter und billigerer Zahlungsausgleichsmittel (Giroübertragungen, Mandate und Checks), d. h. einer praktischeren, technischen Zahlungsmethode in Form eines gut organisierten, den Verkehrsbedürfnissen entsprechenden Buchübertragungs- und Kompensationsdienstes (Clearingsverfahren).

*) Vergleiche dessen Artikel über Diskontopolitik im Handwörterbuch der schweizerischen Volkswirtschaft.

Erst dann wird es möglich sein, die umlaufenden Noten ohne Verkehrshindernisse hervorzurufen, um das nötige Mass zu vermindern. Der schweizerische Geldmarkt wird zweifelsohne so lange nicht von der Ueberfülle seiner papiernen Umlaufsmittel entlastet werden, als nicht ein Zentralnoteninstitut die Lösung dieser dringenden Aufgabe auf sich nimmt. Inzwischen werden aber diese zu schwach gedeckten Geldsurrogate fortfahren, auf den Wechselmarkt, d. h. auf die Diskontosätze und damit auf den Valutastand zu drücken und die Kreditverhältnisse des Landes in gefahrdrohender Weise zu untergraben. Dazu kommt noch, dass günstige Konjunkturen, wie z. B. diejenige von 1895—1900 in der Regel so kräftig ausgenützt werden, dass ein intensiver allgemeiner Geld- und Kapitalbedarf sich einzustellen pflegt, und sich bei uns durch ein stetiges Steigen der fremden Wechselkurse unangenehm fühlbar macht. Die durch eine stark vermehrte Wareneinfuhr verschlechterte Zahlungsbilanz des Landes drückte auf den Valutastand und infolge vermehrter Zahlungen musste sich notgedrungen ein die Geld- und Zahlungsverhältnisse schädigender und schliesslich die metallische Unterlage der Währung gefährdender Metallabfluss einstellen. Die Folge davon war der vermehrte Bedarf von Banknoten und die Zunahme der Notenzirkulation.

Da die schweizerischen Banknoten als Ausgleichsmittel gegenüber dem Auslande nicht verwendbar sind, so mussten sie bei einmal eingetretener Depression des Valutastandes um so mehr Gold- und Silbergeld verdrängen, je mehr ihrer in Zirkulation gesetzt wurden. Je mehr Hartgeld aber ausgeführt wurde, desto höher musste dasselbe im Inlande im Preise steigen, desto höher stieg das Agio und desto mehr musste unsere Valuta den fremdländischen Valuten gegenüber einbüssen. Sowie nun aber die Entwertung der schweizerischen Valuta oder das Disagio eine gewisse Höhe erreicht hatte, so gestaltete sich die Ausfuhr von Barschaft zum lukrativen Geschäfte, die Spekulation bemächtigte sich derselben und so entstand die bekannte Silberdrainage. Dadurch wurden die Emissionsbanken aber zum Teil ihrer Barmittel beraubt und waren genötigt, sich solche vorderhand unter bedeutenden Kosten aus Frankreich zurückkommen zu lassen.

Im Banknotenwesen der Schweiz sind neuerdings Reformen*) im Gange, um gegen die bestehenden Uebelstände oder Gefahren Abhülfe zu schaffen. Schon seit Jahren stund das Banknotenmo-

*) Vergl. die bezügl. Botschaften des Bundesrates, sowie die Berichte und Vorschläge des eidgenössischen Finanzdepartements über die Errichtung einer Bundesbank nebst den seit Inkrafttreten des Verfassungsartikels von 1891 stattgefundenen Verhandlungen in den eidgenössischen Räten. Vergl. auch die im Jahre 1894 erschienene volkswirtschaftliche Skizze über die schweizerische Landesbank von Dr. C. Wilh. v. Graffenried in Bern.

pol samt der Errichtung einer Bundesbank auf der Tagesordnung der eidgenössischen Räte; ein bezügliches Projekt unterlag dem Referendum, indem das betreffende Gesetz in der Volksabstimmung vom 28. Februar 1897 mit einer Mehrheit von 60,000 Stimmen verworfen wurde. Ein zweites Projekt, welches von einer reinen Staatsbank Umgang nahm, scheiterte hauptsächlich wegen der Sitzfrage bereits in den Räten. Die Gründe, welche den Misserfolg dieser ersten Projekte herbeiführten, lagen vorwiegend in der ziemlich starken Opposition gegen das reine Staatsbanksystem, in der Gegnerschaft aus Bankkreisen selbst und besonders auch in der Nichtberücksichtigung der kantonalen Finanzen. Gestützt auf eine im Frühjahr 1903 in den eidgenössischen Räten erheblich erklärten Motion, arbeitete der Bundesrat ein neues Projekt aus, welches eine Art Kompromiss zwischen den Anhängern einer reinen Staatsbank und denjenigen einer zentralen Notenbank darstellt; diese Möglichkeiten sind nämlich im Verfassungsartikel beide vorgesehen. Der bereits vom Ständerate und nun auch vom Nationalrate behandelte Gesetzentwurf sieht also die Errichtung einer zentralen Notenbank unter dem Namen „Schweizerische Nationalbank“ vor; sie ist dazu bestimmt, den Geldumlauf des Landes zu regeln und den Zahlungsverkehr zu erleichtern.

Das Grundkapital ist auf 50 Millionen Franken bestimmt und soll aus 100,000 auf den Namen lautende Aktien von Fr. 500 bestehen. Das Aktienkapital soll zu $^3/_5$ von den Kantonen im Verhältnis zur Bevölkerungszahl, $^1/_5$ von den bisherigen Emissionsbanken und $^2/_5$ von Privaten aufgebracht werden. Die Mitwirkung und Aufsicht des Bundes bei der Verwaltung der Bank geschieht zunächst durch die vom Bundesrate zu wählende Vertretung in den Bankbehörden (25 von 40 Mitgliedern des Bankrates), sodann durch die Bundesbehörden (Bundesrat, Bundesversammlung und eidgenössisches Finanzdepartement); die übrigen 15 Mitglieder werden von der Generalversammlung der Aktionäre gewählt. Bei der Wahl von 25 Mitgliedern des Bankrates durch den Bundesrat sollen neben den fachmännischen Elementen die verschiedenen Haupterwerbsgruppen entsprechend berücksichtigt werden.

Der Geschäftskreis der als reine Noten-, Giro- und Diskontobank umschriebenen Nationalbank besteht ausser in der Ausgabe von Banknoten auch in Diskontierung von Wechseln auf die Schweiz, im An- und Verkauf von Wechseln auf fremde Länder, deren Geldumlauf auf metallener Grundlage beruht, in Gewährung von verzinslichen Darleihen etc. etc. Für den Fall des Inkrafttretens des Gesetzes und einer glücklichen Lösung der Sitzfrage verspricht man sich von der Funktion dieser zentralen Notenbank grosse Vorteile und Erfolge. Nicht nur dürfte dieselbe den Uebelständen und Gefahren im Banknotenwesen der Schweiz steuern, sondern

sie wird auch von günstigem Einfluss auf die Währungsverhältnis und die Wechselkurse derselben sein und überhaupt zur Hebu und Förderung des Landeskredits wesentlich beitragen.

XIV. Kapitel.

Versicherungswesen.

In das Gebiet der wirtschaftlichen und sozialen Fürsorge g hört auch das Versicherungswesen. Es ist bereits oben angedeut worden, dass der Bund eine Kontrollaufsicht der in der Schwe konzessionierten Versicherungsgesellschaften eingeführt habe u zwar geschah dies durch das Bundesgesetz vom 25. Juni 1885. D bezügliche Aufgabe fiel dem zu diesem Zwecke errichteten eidg nössischen Versicherungsamte zu, welches über den Geschäftsbetri der Versicherungsgesellschaften seither alljährlich einen umfasse den Bericht veröffentlichte. Nachfolgende Angaben mögen einig Anhaltspunkte zur Beurteilung des Umfangs und der Entwicklu des Versicherungswesens in der Schweiz und im Kanton Bern biete

Lebensversicherung (Geschäfte in der Schweiz):

Jahr	Zahl der konzess. Gesell-schaften	Zahl der Versicherten (Policen)	Ver-sicherungskapital Fr.	Eingenommene Prämien Fr.	Auszahlte Summen Fr.
a) Kapitalversicherung:					
1886	30	55,018	365,596,182	12,054,599	7,277,451
1891	30	74,601	471,729,070	15,831,730	8,806,39
1897	32	112,067	606,367,257	22,086,642	10,909,02
1902	33	139,891	736,254,281	27,915,806	14,888,54
b) Rentenversicherung:					
1886	30	2,504	1,072,400	1,085,829	839,78
1891	30	3,156	1,543,514	1,427,516	1,267,79
1897	32	3,988	2,088,629	2,241,980	1,855,60
1902	33	4,863	2,758,653	4,139,658	2,509,26

Demnach hätte sich also die Lebensversicherung in den Jahren, von 1886—1902, in der Schweiz verdoppelt, bezw. verdreifac

Die in der Schweiz und im Kanton Bern von den konzessi nierten Versicherungsanstalten erzielte Prämieneinnahme war f die Jahre 1887 und 1902 folgende:

Versicherungsart	In der Schweiz		Im Kanton Bern	
	pro 1887	pro 1902	pro 1887	pro 1902
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
Lebensversicherung .	14,131,206	32,055,465	2,033,017	4,099,125
Unfallversicherung . .	1,804,054	11,026,546	221,048	1,626,927
Feuer { Privat . . .	6,017,515	9,756,061	753,441	1,280,760
Feuer { Kantonal . .	4,503,864	7,076,252	1,232,074	1,379,194
Glas	46,143	215,451	6,360	25,510
Wasserleitungsschäden	—	36,735	—	6,342
Diebstahl u. Kautionen	—	163,678	—	24,978
Viehversicherung . .	42,281	369,893	10,665	40,725
Hagelversicherung . .	111,362	675,015	38,940	140,559
Transportversicherung	1,593,191	1,864,985	22,615	53,600
Total	28,249,616	63,240,081	4,318,160	8,677,720
Per Kopf d. Bevölkerg.	9,67	19,07	8,05	14,72

Es ergibt sich daraus, dass das Versicherungswesen sowohl in der Schweiz, als auch im Kanton Bern in bedeutender Ausdehnung begriffen ist. Einzelne Versicherungsarten, wie z. B. die Gebäudeversicherung und die Viehversicherung, sind bereits in mehreren Kantonen staatlich, bezw. obligatorisch organisiert. Der Kanton Bern besitzt die obligatorische Gebäudeversicherung bereits seit 1881 in mustergültiger Organisation und es erfüllte diese Anstalt eine bedeutsame Aufgabe in der Förderung der wirtschaftlichen Wohlfahrt. Das Risiko ist in einem bestimmten Verhältnis auf die Gemeinden, die Bezirke und den Kanton verteilt. Der Versicherungsbestand pro 1903 war im Vergleich zu demjenigen von 1883 folgender:

Jahr	Anzahl Gebäude	Versicherungs-Kapital	Beiträge (Nachschüsse)	Brandschaden		Betrag
				Fälle	Gebäude	
		Fr.	Fr.			Fr.
1883	131,432	714,140,400	1,211,944	235	337	1,561,586
1903	156,316	1,173,707,100	1,916,980	297	377	846,510

Rückversicherung			Reservefond		Defizit der	
auf Ende	Vers. Summe	Prämien	Zentral-brandkasse	Bezirks- und Gemeinde-brandkasse	Zentral-brandkasse	Bezirks- und Gemeinde-brandkasse
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
1883	939,173	3,590	—	192,352	406,672	298,568
1903	181,780,973	417,121	1,965,236	3,166,648	158,766	17,728

Weniger gut für eine staatliche Organisation eignet sich dagegen die Mobiliarversicherung, für welche in der Schweiz auf freiwilligem Wege ebenfalls vorzügliche Gelegenheit geboten ist. Das

diesbezügliche Hauptgeschäft liegt in den Händen einer bewährten Gesellschaft, nämlich der schweizerischen Mobiliarversicherungsanstalt in Bern welche in fortwährender Entwicklung begriffen ist.

Im Kanton Bern sind zirka die Hälfte aller Haushaltungen oder Geschäftsbetriebe bei der schweizerischen Anstalt versichert; pro 1872 betrug die Versicherungssumme 237,288,484 Franken, gegen Fr. 579,107,831 im Jahr 1902. Ausserdem besteht noch eine speziell bernische Anstalt, nämlich diejenige der emmenthalischen Mobiliarversicherungsgesellschaft, welche pro 1904 15,804 Mitglieder mit einer Versicherungssumme von Fr. 134.323,600 aufweist. Den wiederholten Anregungen, die Mobiliarversicherung im Kanton Bern staatlich zu verallgemeinern, wird am besten in der Weise Folge gegeben werden können, dass das Obligatorium im Wege des Gesetzes ausgesprochen, aber den Versicherungspflichtigen freigestellt wird, ihr Mobiliar zu versichern, wo es ihnen beliebt.

Eine ebenfalls wohltätige, aber ziemlich schwierige Versicherung ist diejenige gegen Hagelschlag; auch für diese Versicherungsart ist durch eine schweizerische Gesellschaft, mit Sitz in Zürich, welche sozusagen das Monopol für die Schweiz besitzt, gesorgt; bei dieser Anstalt beteiligte sich der Kanton Bern wie folgt:

Jahr	Versicherte (Anzahl Policen)	Summe der versicherten landwirtschaftl. Werte	Bezahlte Prämien (ohne Police-Kosten)	Staatsbeiträge im ganzen	Entschädigungen Summe	Entschädigungen ‰ der Versich.-Summe
		Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	
1881	2315	3,190,862	32,419	—	39,194,—	1,25
1903	9397	11,187,690	155,311	53.869,80	124,586,—	1,11

Zur Förderung der Hagelversicherung leisteten der Bund und Kanton seit 1890 je zur Hälfte regelmässige Beiträge; dieselben bestehen pro 1903 aus den ordentlichen Staatsbeiträgen mit Fr. 26,691,— den Beiträgen für Reben-Versicherung mit Fr. 8,787,— und den bezahlten Policekosten mit Fr. 18,480. Seit der Verabfolgung von Staatsbeiträgen hat die Frequenz der Hagelversicherung seitens der Bauersame zugenommen. Des grossen Risikos wegen muss sich die Hagelversicherung auf ein möglichst grosses Territorium erstrecken; an die Errichtung einer kantonalen Anstalt wäre daher nicht zu denken. Uebrigens soll bereits in den 1820er Jahren eine bernische Anstalt in's Leben gerufen worden sein, die aber bald wieder einging.

Für die Viehversicherung, welche der Bund ebenfalls mit namhaften Beiträgen unterstützt, ist im Kanton Bern durch Gesetz vom Mai 1903 das fakultative Obligatorium eingeführt worden, d. h. es ist den Gemeinden anheimgestellt, dieselbe obligatorisch zu erklären, was durch Mehrheitsbeschluss der Viehbesitzer geschehen kann. Bereits haben eine grosse Anzahl Gemeinden von diesem Rechte Gebrauch gemacht und das Obligatorium für die Viehver-

sicherung eingeführt. Es bestehen zur Zeit bereits 159 solcher Kassen mit über 90,000 Stück Vieh; dieselben geniessen eine Bundes- und Kantonssubvention von Fr. 200,000.

In sehr bedeutender Entwicklung ist die Unfallversicherung begriffen; dieselbe ist mit Rücksicht auf die dem Dienstherrn oder Arbeitgeber zur Last fallenden Haftpflicht von besonderer Wichtigkeit; sie bildet denn auch in der Regel einen Bestandteil der staatlich organisierten Arbeiterversicherung (z. B. in Deutschland und Oesterreich); auch in dem vom Schweizervolke im Mai 1900 verworfenen Gesetzentwurf betreffend Unfall- und Krankenversicherung war das Obligatorium vorgesehen. Die staatliche Organisation der Unfall- und Krankenversicherung wird immer wieder angeregt und steht auf dem Tätigkeitsprogramm der grössten politischen Partei und der Bundesbehörden, so dass deren Verwirklichung in wenigen Jahren zu gewärtigen sein dürfte. Im Wege der Freiwilligkeit leisteten bisher die gegenseitigen Hülfsgesellschaften mit Kranken-, Unfall- und Sterbekassen ihren Mitgliedern wohltätige Dienste. Dieselben weisen nach den statistischen Aufnahmen von 1865, 1880 und 1903 folgende Leistungen auf:

Jahr	Anzahl Mitglieder	Einnahmen	Ausgaben			Arzt, Spital etc
			im ganzen	für Mitglieder	wovon an Erkrankte	
		Fr.	Fr.		Fr.	Fr.
1865	7,916	177,406	123,072	1194	27,145	2,144
1880	28,307	476,198	375,440	4241	168,113	38,489
1903	Die Ergebnisse sind noch nicht bekannt.					

Die bedeutendste Organisation dieser Art, wenigstens im Kanton Bern, ist die kantonale Krankenkasse, mit 128 Sektionen, 12,370 Mitgliedern, Fr. 127,323 Einnahmen und Fr. 124,760 Ausgaben pro 1903, gegen 65 Sektionen mit 4638 Mitgliedern, Fr. 48,109 Einnahmen und Fr. 40,460 Ausgaben pro 1873. Die Altersfürsorge, im Wege der Versicherung, ist für einzelne Berufsklassen, wie z. B. für die Lehrerschaft in jüngster Zeit eingeführt worden: ebenso ist für die Beamten der Stadt Bern gesorgt worden, für die kantonalen Beamten dagegen bisher noch nicht. Eine Invalidenkasse besteht für das kantonale Polizeikorps, eine Unfallkasse für das Forstpersonal und die Mittel- und Hochschullehrer erhalten ihr gesetzliches Leibgeding, welches je nach Dienstalter bis zur Hälfte der Gehaltsgrenze bestimmt zu werden pflegt. Für die eidgen. Beamten endlich besteht ein Institut für Lebensversicherung mit Bundessubvention.

So wird die wirtschaftliche Wohlfahrt aller Volkskreise, wenn auch in verschiedener Weise, durch das Mittel der Versicherung immer mehr gefördert und was im Fall von Mangel und Notdurft von dieser nicht erreicht wird, findet Hülfe und Unterstützung durch die öffentlichen und privaten Wohltätigkeitsbestrebungen, durch die Armenpflege des Staats und der Gemeinden.

XV. Kapitel.

Oeffentliche Wohltätigkeit.

In welch' bedeutendem Masse die Leistungen der öffentlichen Armenpflege im Kanton Bern gegen früher zugenommen haben, trotzdem die Armut sich vermindert hat, geht aus folgenden Nachweisen hervor:

Gesamtleistungen der öffentlichen Wohltätigkeit:

pro	Unterstützte im ganzen	Unterstützte auf 1000 Einw.	Gemeinde-leistungen Fr.	Staats-leistungen Fr.	Unterstützungen im ganzen Fr.	Unterstützungen im Durchschn. Fr.
1868	32,380	65,4	1,126,528	775,399	1,901,927	58,74
1898	33,984	61,9	1,905,171	2,313,106	4,218,277	124,13

Hier sind die Leistungen für die frühere Notarmen- und Dürftigenpflege resp. (seit 1898) für die dauernd und vorübergehend Unterstützten, die burgerliche und die auswärtige Armenpflege, sowie die sonstige Armenpflege des Staates, resp. die Leistungen für die Armenverpflegungs- und Krankenanstalten inbegriffen; da für die letzteren die Zahl der Genössigen nicht bekannt ist, so erscheint der Durchschnittsbetrag der Unterstützung für beide Zeitpunkte um ein entsprechendes höher, als er in Wirklichkeit wäre. Mit obigen Angaben ist der Nachweis erbracht, dass die Armenfrequenz in dem dreissigjährigen Zeitraum von 1868—1898 relativ abgenommen hat, die Unterstützungen dagegen mehr als verdoppelt wurden.

Es wäre nun noch die Finanzwirtschaft des Staates, resp. die Gesamtleistungen desselben zu Zwecken der wirtschaftlichen Kultur ins Auge zu fassen.

XVI. Kapitel.

Gesamtleistungen der Staatsfinanzwirtschaft.

Eine genaue Feststellung und Auseinanderhaltung der diesbezüglichen Leistungen ist indes nicht möglich, weil das fiskalische Interesse mit den Zwecken der wirtschaftlichen Kultur vielfach verbunden ist und somit die Brutto-Einnahmen die Brutto-Ausgaben in den betreffenden Zweigen der Verwaltung oft bedeutend übersteigen, so dass statt wirklichen Leistungen für Zwecke der wirtschaftlichen Kultur, Reineinnahmen für den Staat resultieren. Die direkten Staatsleistungen beschränken sich daher in der Hauptsache auf das Strassenwesen, das Eisenbahnwesen, die Volkswirtschaft, die Landwirtschaft, auf Wasserbau und Entsumpfungen, sowie Wildbachverbauungen, das Bauwesen überhaupt. Für die Volkswirtschaft, speziell für Gewerbeförderung und die Landwirtschaft haben sich die Staatsausgaben im Laufe des XIX. Jahrhunderts verdreissigfacht, für das Bauwesen verzehnfacht, für das Strassen-

wesen allein verzwanzigfacht. Die effektiven Gesamtleistungen für das Eisenbahnwesen im XIX. Jahrhundert haben wir bereits an anderm Orte auf ca. 50 Mill. Fr. und diejenigen für das Strassenwesen von 1820 an auf rund 60 Millionen Franken angegeben. Als Leistungen im Sinne der Förderung wirtschaftlicher Kulturzwecke wären überdies auch die den staatlichen Banken jeweilen auch zur Verfügung gestellten Grund- und Stammkapitalien (Kantonalbank und Hypothekarkasse je 20 Millionen Franken) als Betriebsmittel zu berücksichtigen; denn diese Kapitalien leisten den Banken ungefähr den nämlichen Dienst, wie die durch Aktienbeteiligung oder Subventionierung den Eisenbahnunternehmungen zur Verfügung gestellten Kapitalien. Eine annähernde Ermittlung der Staatsleistungen in obigem Sinne ergibt für den grössten Teil des XIX. Jahrhunderts folgende runde Summen:

Wirtschaftliche Kulturzwecke	Gesamt-Betrag Fr.	Pro Kopf der Bevölkerung Fr.
Strassenwesen	64,000,000 *)	108. —
Eisenbahnwesen.	50,000,000	85. —
Volkswirtschaft (Gewerbeförderung) .	5,000,000 *)	8. 50
Landwirtschaft	5,000,000 *)	8. 50
Wasserbau und Entsumpfungen, Wildbachverbauungen	20,000,000 *)	34. —
Staatsbanken	40,000,000 *)	68. —
Total	184,000,000	312. —

Die wirtschaftliche Entwicklung spiegelt sich übrigens nicht zum geringsten Teil in den Jahresrechnungen über den Staatshaushalt ab. In den 1830er Jahren des letzten Jahrhunderts betrugen die reinen Staatsausgaben noch ca. 3_{75} Mill. Fr. n. W., in den 1840er Jahren 4_{55} Mill. Fr., 1870: Fr. 7,697,019, 1890: Fr. 12,174,526

*) Dabei sind die bei diesen Leistungen für den Staat vollständig dahingefallenen Zinserträge nicht angerechnet, obschon diese ebenfalls als wirkliche Opfer oder Leistungen betrachtet werden könnten; für das Strassenwesen würden sich dieselben auf einen mindestens ebenso hohen Betrag belaufen als die wirklichen Ausgaben; beim Eisenbahnwesen wurden die frühern Kapitalverluste und Zinseinbussen berücksichtigt und bei den Banken ist auf dem Zinskonto keine Einbusse zu verzeichnen, da sich die Stammkapitalien voll verzinsen; dagegen sind die Anleihen, welche unter Garantie des Staates für die beiden Banken (Hypothekarkasse und Kantonalbank, für erstere 50 Millionen Franken und für letztere 15 Millionen Franken, zusammen 65 Millionen Franken) kontrahiert wurden, nicht berücksichtigt. Bei den Leistungen für Entsumpfungen und Wildbachverbauungen sind auch Bundesbeiträge inbegriffen. Nicht berechenbar ist überhaupt der Einfluss der geistigen auf die wirtschaftliche Kultur, also der Anteil der indirekten Leistungen im Gebiete des Erziehungs-, Unterrichts- und Bildungswesens, sowie der Politik, der öffentlichen Verwaltung, der Polizei- und Rechtspflege, der religiösen Bestrebungen an der Förderung und Entwicklung derselben.

und 1900 Fr. 15,838,993; es haben sich dieselben somit in 6—7 Jahrzehnten verfünffacht, in den letzten 3 Jahrzehnten des XIX. Jahrhunderts allein verdoppelt, die Bruttoausgaben sogar verdreifacht: Fr. 37,565,263 im Jahre 1900 gegen Fr. 12,560,829 im Jahre 1870.

XVII. Kapitel.

Soziale Bestrebungen, Betrachtungen über den wirtschaftlichen Entwicklungsprozess und dessen Ergebnis.

Von durchaus nicht geringer Bedeutung für die Förderung der wirtschaftlichen Kultur sind die sozialen Bestrebungen der verschiedenen Volksklassen und Berufsstände der Neuzeit, welche auf praktische Lösung der sozialen Frage in ihren mannigfaltigen Beziehungen hinzielen. Im Tätigkeitsbereich des Staates treten diese Bestrebungen im Sinne des gegen das kapitalistische Unternehmertum gerichteteten Arbeiterschutzes und zwar praktisch, wie bereits an früherer Stelle hervorgehoben wurde, durch die Haftpflicht- und Fabrikgesetzgebung, durch die Unfall- und Kranken-, Alters- und Invalidenversicherung, sowie andere prophylaktische Massnahmen, wie Verkürzung der Arbeitszeit, Sorge für Ruhe und Schutz gegen Ausbeutung und gesundheitliche Gefahren zu Tage. Bei der Arbeiterschaft machen sich die sozialen Bestrebungen durch Interessenwahrung auf politischem Gebiete und in der Presse, durch stramme Organisation, Solidarität und Disziplin, durch Förderung des Klassenbewusstseins — mitunter auch des Klassenhasses — durch Streikbewegungen, Lohnkämpfe u. s. w. geltend. Mit diesen Bestrebungen z. T. parallel, teils kollidierend, laufen diejenigen des Mittelstandes oder der bürgerlichen Sozialpolitik, welche sich vorwiegend in der Wahrung der Interessen der Abeitgeber im Kleingewerbe, Handwerk und in der Landwirtschaft, im Kampfe um deren Existenz, durch berufliche oder genossenschaftliche Organisationen und Verbände gegen zwei Seiten hin, sowohl gegen die Kapitalmacht, als gegen die Arbeiterbewegung äussern. Ausserdem macht sich noch eine Strömung geltend, die das Interesse der Konsumenten vertritt und welche in den Konsumvereinen und deren Verbandsorganisation mit Centralleitung in Basel für die gesamte Schweiz verkörpert ist; diese Konsumvereinsbewegung steht mit der Arbeiterbewegung in engem Zusammenhang und ist gegen den Zwischenhandel und das Kleingewerbe gerichtet. Was schliesslich aus all' diesen organisierten Interessen- und Klassenkämpfen im wirtschaftlichen Entwicklungsprozess herauskommen wird, ist zur Zeit noch nicht abzusehen; so viel scheint aber sicher zu sein, dass der letztere, sofern nicht gewaltsame Erschütterungen durch Kriege und Revolutionen alles über den Haufen werfen, eine allmähliche Ausgleichung der Interessengegensätze, sowie eine günstigere Gestaltung der Erwerbs- und Existenzverhältnisse mit

sich bringen wird. Schon jetzt machen sich sichere Anzeichen hiefür bemerkbar, obschon nach den Klagen von hüben und drüben auf das Gegenteil geschlossen werden könnte. Die Signatur der wirtschaftlichen Entwicklung besteht auch im Welthandel und Weltverkehr in der Bildung von Ringen und Trusts, von Syndikaten und Kartellen zur Niederhaltung der privaten Willkür im wirtschaftlichen Handeln durch gegenseitige Konkurrenz und Bekämpfung gefahrdrohender Monopolisierungstendenzen. Dass die Lebenshaltung der breitesten Volksschichten, ja der grossen Masse des Volkes im Laufe des XIX. Jahrhunderts eine ungleich bessere geworden als früher, trotzdem die Bevölkerungszahl sich innert 80 Jahren im Kanton Bern mehr als verdoppelt hat, dass die Preise der meisten Lebensmittel gesunken und die Löhne gestiegen sind, diese Tatsache wird durch die wirtschaftsstatistischen Nachweise bestätigt. Sozusagen alles weist auf eine ökonomische Verbesserung, auf vermehrten allgemeinen Wohlstand hin; wie könnte es auch anders sein, da doch die wirtschaftliche Kultur nach allen Richtungen hin eine so ausserordentlich günstige Entwicklung genommen und erstaunliche Fortschritte gebracht hat, die übrigens weder dem Erfolg oder dem Einfluss einer bestimmten Regierungsmaxime oder -Praxis, noch eines besonderen Standes, noch irgend einer tonangebenden politischen Partei als Verdienst, sondern dem Zusammenwirken verschiedener günstiger Umstände und Ursachen, wie dem Erfindungsgeist, den Fortschritten der Technik, dem Genius des Zeitalters, dem Gewerbefleiss, dem nüchternen Sinn und den wirtschaftlichen Tugenden des Volkes — und wohl auch dem Segen und Machtschutz Gottes zuzuschreiben ist. Der Umstand indes, dass die Besserung den Volksmassen grossenteils nicht zum Bewusstsein gekommen und von diesen nicht empfunden wird, erklärt sich durch die progressiv zunehmende Erhöhung und Vermehrung der Lebensbedürfnisse. Und wenn auch zugegeben werden muss, dass die Macht des Kapitals eine soziale Gefahr bedeutet, so ist andererseits nicht zu bestreiten, dass das Kapital eine wichtige Mission im modern-wirtschaftlichen Entwicklungsprozess zu erfüllen hatte und noch ferner haben wird, ob nun der weitere Entwicklungsgang sich mehr der Verwirklichung des Gemeinschaftsprinzips nähere oder auf dem Boden des Partikularismus abspiele. Freilich ist es noch nicht gelungen, das soziale Elend zu beseitigen oder aus der Welt zu schaffen und es wird dies auch nie gelingen, weil die Ursache desselben nicht nur in wirtschaftlichen, sondern ganz besonders in sittlichen Missständen liegt, die wiederum in physischen und seelischen Ursachen, in individueller und kollektiver Schuld wurzeln. Wie nun aber der gesamte wirtschaftliche Entwicklungsprozess auf das Vermögen und Einkommen des Volkes, auf die Güterbildung und Besitzverteilung eingewirkt, resp. welchen Einfluss und Erfolg derselbe gehabt hat, das einigermassen durch Nachweise aufzuklären, bleibt Aufgabe weiterer Untersuchungen.

C. Die Güterverteilung.

SECHSTER ABSCHNITT.

Ueber die Entstehung der Güter und den Bestand des Volksvermögens im Kanton Bern.

XVIII. Kapitel.

Theoretisches und Methodisches.

Einleitung.

In der Volkswirtschaft spielt die Güterverteilung eine ungemein wichtige, ja wohl die wichtigste Rolle; denn schliesslich lässt sich der praktische Erfolg einer jeden Volkswirtschaft, resp. der wirtschaftliche Wohlstand eines Volkes am sichersten nach der Güterverteilung, also nicht nur nach dem Nationalvermögen oder dem Güterbesitz im grossen ganzen, sondern nach dessen Verteilung auf die verschiedenen Volksklassen und Berufsstände, Erwerbsgruppen und Einzelwirtschaften, oder Familien und Personen beurteilen. Bei Untersuchungen über die Entstehung, den Bestand und die Verteilung der Güter, sind zunächst folgende begriffliche Unterscheidungen zu machen. Einmal in Betreff der Natur der Güter und sodann in Hinsicht auf die Erzeugung und Erwerbung derselben. Güter in umfassendstem Sinne aufgefasst, sind Mittel zur Befriedigung menschlicher Bedürfnisse, wie überhaupt die Volkswirtschaft die irdische Bedürfnisbefriedigung*) der Menschen bezweckt; demnach würden auch persönliche Dienste, Talente, gute physische, geistige und sittliche Eigenschaften, also alle die Gesundheit und die Wohlfahrt der Menschen begünstigende Faktoren zu den Gütern zu rechnen sein.**)

*) Zum Unterschied von der religiösen Bedürfnisbefriedigung, welche bekanntlich auf den Erwerb und Besitz unvergänglicher Güter abzielt.

**) Die Tatsache, dass die Bedürfnisbefriedigung der Menschen sich nicht nur auf rein materielle Dinge beschränkt, sondern auch auf das Geistes- und Seelenleben sich erstreckt, dürfte kaum bestritten sein; somit ist auch der Einfluss des geistigen und religiösen Lebens auf die Gütererzeugung und -Verteilung, sowie auf die materielle Wohlfahrt und Bedürfnisbefriedigung eine Tatsache von grösster Bedeutung.

In rein ökonomischem Sinne aufgefasst, versteht man indess unter Gütern nur äussere konkrete Sachen von Wert, also wirtschaftliche Sachgüter, mit welchen wir es hier auch allein zu tun haben. Es werden also für unser Pensum immaterielle Güter, wie Dienste oder Leistungen und gewisse Verhältnisse zu Personen und Sachen oder auch Rechte ausser Betracht fallen, obwohl diese, wie übrigens auch die persönlichen Güter mit den wirtschaftlichen Gütern überhaupt in engstem Zusammenhang stehen.*) Hinsichtlich der Erzeugung und Erwerbung der Güter ist in der Hauptsache zwischen rein ökonomischen (Produktionsprozess) und historisch-rechtlichen Vorgängen (Besitzwechsel, Erbrecht beim Privateigentum) zu unterscheiden; indessen soll sich unsere Untersuchung auf den dermaligen Bestand und Besitz an wirtschaftlichen Sachgütern, also nicht speziell auf die Art der Erzeugung und Erwerbung beziehen. Nicht das Produktions- und Verteilungsproblem an sich, sondern die faktische Verteilungsgestaltung von Besitz und Einkommen, resp. von Vermögen, soll den Gegenstand der nachfolgenden Untersuchung bilden, wodurch freilich auch dem Verteilungsproblem gedient sein soll.

Ueber die Entstehung und die Natur der wirtschaftlichen Güter.

Wirtschaftliche Güter entstehen unter dem Einfluss eines oder dem Zusammenwirken mehrerer Produktionsfaktoren; als solche kennt die Volkswirtschaft die drei Urquellen: Natur, Arbeit und Kapital. Ad. Wagner unterscheidet zwar in seiner Volkswirtschaftslehre (kleine Ausgabe in aphoristischer Form) noch speziell als als vierten Faktor, bezw. als weitere Bedingung, die Unternehmung; allein diese darf füglich als im Faktor Arbeit inbegriffen betrachtet werden. Ueber den Begriff dieser Produktionsfaktoren und deren gegenseitige Beziehungen bestehen in wirtschaftlichen Kreisen überhaupt verschiedene Auffassungen und abweichende Lehrmeinungen; so z. B. werden Grund und Boden, resp. die landwirtschaftlichen Grundstücke von den einen zum Kapital, von andern zur Natur gezählt. In der Tat lässt sich über die begriffliche Abgrenzung der Produktionsfaktoren unter sich sehr wohl streiten, da beispielsweise auch die beiden Faktoron Natur und Arbeit hinsichtlich der natür-

*) Nach A. Wagner (Grundlagen der Volkswirtschaft, II. Bd. I K.) kommt der Streitfrage über den Umfang des Begriffs „wirtschaftliches Gut" eine besondere wissenschaftliche Bedeutung bei, indem davon unter anderem namentlich die Begrenzung des Gebiets der politischen Oekonomie abhängt; derselbe spricht sich (S. 305) für Einreihung der Dienste unter die wirtschaftlichen Güter, ebenso die neuern Lehrer, besonders in Frankreich und Deutschland, während die englischen Nationalökonomen, sowie Rau, den Begriff „wirtschaftliches Gut" auf die Sachgüter beschränken wollten.

lichen Kräfte eine scharfe Trennung nicht zulassen, vielmehr in einander übergehen. Dennoch erscheint eine übereinstimmende Auseinanderhaltung in der begrifflichen Bestimmung der Produktionsfaktoren keineswegs unmöglich. Es liegt nicht in unserer Absicht, in dieser Hinsicht einen theoretischen Versuch zu unternehmen, indem wir die Produktionsfaktoren nur insoweit erwähnen, als sie für den praktischen Zweck der vorliegenden Studie in Betracht fallen. Ad. Wagner bezeichnet die Natur als die Summe von Stoffen und Kräften und zwar a) die Natur des ganzen Landes, b) Stoffe und Kräfte in den Grundstücken und c) Stoffe und Kräfte in den beweglichen Körpern; demnach kämen hauptsächlich Klima, Bodenbeschaffenheit und Lage, dann der wirtschaftliche Charakter der Grundstücke (wirtschaftliche und technische Funktion), die Eigentumsverhältnisse, die Fundorte (Bergbau und andere Naturstoffe), die Bewirtschaftungsweise, die beweglichen Körper, bezw. Kräfte der Stoffe, Werkzeuge und Maschinen, wissenschaftliche und technische Hülfsmittel und deren Anwendung in Betracht.

Von den landwirtschaftlichen Objekten oder Liegenschaften würden also eigentlich nur die Gebäude ausschliesslich, die Grundstücke, Beweglichkeiten und Maschinen jedoch nur als Wertfaktoren unter „Kapital" fallen. Die Arbeit als Produktionsfaktor ist im weitesten Sinne, also als körperliche oder Muskelarbeit, geistige oder Hirnarbeit, tierische (natürliche) und mechanische oder maschinelle (künstliche) Arbeit aufzufassen. Die Unternehmung in wirtschaftlich-technischem Sinne ist unbedingte Voraussetzung der Produktion. Von der individuellen und nationalen Arbeitsfähigkeit und Arbeitsleistung, sowie der Arbeitsteilung und Arbeitsgliederung hängt die Güterproduktion, bezw. das Ergebnis des Produktionsprozesses sehr wesentlich ab. Beim Kapital als dritter Produktionsfaktor ist zunächst im allgemeinen zu unterscheiden zwischen National- und Privatkapital, sodann zwischen Natural- und Geldkapital; es fallen speziell darunter: die zur materiellen Produktion erforderlichen Kapitalgüter, wie Haupt- und Hilfsstoffe, technische Hülfsmittel zur Benutzung der Natur- und menschlichen Arbeitskräfte, Grundstücke und Meliorationen, Gebäude, Unterhaltsmittel der beschäftigten Personen, fertige Produkte als Handelswaren, Kommunikations- und Transportmittel, Geld bezw. Edelmetall etc. Streitig ist, wie gesagt, nur die Abgrenzung der landwirtschaftlichen Grundstücke und Gebäude, ferner etwa noch die Unterhaltsmittel der Arbeiter, Geld und fertige Produkte. Hinsichtlich der Verwendung des Kapitals, wird dasselbe unterschieden in umlaufendes und stehendes Kapital; zu ersterem gehören z. B. Rohprodukte und Hilfsstoffe, zum andern Grundstücke, Gebäude und Fabriken, Maschinen und Werkzeuge.

Bei der Unternehmung unterscheidet man vier verschiedene Arten von Kapital als Produktivmittel, nämlich 1) den Grundwert

fond, 2) den Gebäude- und Maschinenfond, 3) den Materialfond und 4) den Lohnfond; aus dem Zusammenwirken dieser vier Faktoren ergibt sich nach Abzug der Produktionskosten der Unternehmergewinn als Kapitalzuwachs oder Reichtumsvermehrung. Zur Entstehung äusserer wirtschaftlicher Güter ist menschliche Arbeit nötig, während der Erwerb von Gütern dies nicht unbedingt voraussetzt. Von den verschiedenen Erwerbsarten der wirtschaftlichen Güter, welche sowohl auf rein ökonomischem als auch sozialem oder historisch-rechtlichem Wege erfolgen können, fallen für unsere Untersuchung hauptsächlich die verkehrsmässigen Uebergänge, wie freier und zwangsweiser Kauf, Tausch und insbesondere die durch Erbschaft und Teilung erfolgende Erwerbsart, von welcher Ad. Wagner wenigstens im I. Kapitel des 2. Buchs seiner Grundbegriffe merkwürdigerweise keine Erwähnung tut. Die wirtschaftlichen Güter, welche austauschbar sind, heissen Tauschgüter und diejenigen, welche dem Verkehr unterliegen, Verkehrsgüter.

Bei Betrachtung der wirtschaftlichen Güter ist zwischen Einzelwirtschaft und Volkswirtschaft zu unterscheiden. Eine weitere Unterscheidung, welche namentlich für das Problem der Verteilung des Volkseinkommens und Volksvermögens von Wichtigkeit ist, betrifft den Vermögensbegriff; derselbe ist enger begrenzt, als der Gutsbegriff und ist auch nicht identisch mit dem Kapitalbegriff, sondern unterscheidet sich durch den privatrechtlichen Charakter resp. das Besitzmoment. Ad. Wagner hebt insbesondere den doppelten Vermögensbegriff hervor, nämlich 1) Vermögen an sich, d. h. National-Volks-Sozialvermögen, welches nach rein ökonomischem Begriff ein Vorrat wirtschaftlicher Güter als realer Fond für die Bedürfnisbefriedigung darstellt, 2) Vermögen als Vermögensbesitz, oder als geschichtlich-rechtlicher Begriff bezeichnet dagegen den im Besitz bezw. Eigentum einer Person stehenden Vorrat wirtschaftlicher Güter (Einzelvermögen oder persönliches Vermögen); letzteres zerfällt wiederum in öffentliches und Privatvermögen. Nach dem Zweck und der Verwendung des Vermögens zerfällt dasselbe in die zwei Bestandteile Gebrauchs- oder Genussvermögen und Produktivvermögen oder Kapital. Das Gebrauchsvermögen zerfällt seinerseits in Verbrauchsvermögen und Nutzvermögen. Das Kapital im allgemeinen (eigentliches Kapital oder Produktivkapital) ist ein Vorrat wirtschaftlicher Güter als Mittel zur Herstellung bezw. Gewinnung neuer wirtschaftlicher Güter. Die weitere Unterscheidung in umlaufendes und stehendes Kapital ist bereits oben erwähnt worden. Auch beim Kapital wie bei den wirtschaftlichen Gütern und beim Vermögen kommen die zwei Unterscheidungen nach dem rein ökonomischen und historisch-rechtlichen Begriff zur Anwendung; im erstern Falle ist Kapital Produktionsmittelvorrat, im andern Erwerbsmittel oder Rentenfond. Beim Reichtumsbegriff wäre nach Wagner die Doppelunterscheidung in rein ökonomischem und

historisch-rechtlichem Sinne wieder anwendbar; allein ein praktischer Zweck oder Nutzen kommt derselben nicht zu, weshalb wir davon Umgang nehmen und uns auf die folgende einfache Definition des Reichtumsbegriffs beschränken.

Reichtum bezeichnet ein grosses Vermögen, d. h. einen grossen Fond von wirtschaftlichen Gütern oder einen grossen Vermögensbesitz (Kapitalfonds, Grundrentenfonds oder Grundbesitz), welcher ohne wesentlichen Arbeitsaufwand dem Besitzer reiche Bedürfnisbefriedigung gewährt.

Wie Kapital und Vermögen, so verhalten sich auch Ertrag und Einkommen zu einander; bei letzterem fällt ebenfalls nicht nur die Einzelwirtschaft und die Volkswirtschaft, sondern auch die Produktion und Veredlung der Güter in Betracht; ebenso bilden die Kosten vom Standpunkte der Einzelwirtschaft, wie der Volkswirtschaft einen wichtigen Faktor im Produktionsprozess, resp. bei der Gütererzeugung und Vermögensvermehrung; denn eine wirkliche Vermehrung des Vermögens ist nur denkbar, wenn sich ein Netto-Ertrag, durch Abzug des Kostenaufwandes vom Roh- oder Brutto-Ertrag festgestellt, ergibt. Ertrag und Einkommen sind freilich dem Begriff nach verschieden, indem Erträge stets Einnahme darstellen, die sich auf das Objekt und zwar sporadische, nicht regelmässige, die Einkommen dagegen stets auf das Subjekt, bezw. auf die Person in regelmässiger Konstanz beziehen. Einkommen ist daher 1. diejenige Summe wirtschaftlicher Güter, welche einer Person in gewissen Perioden üblicher Weise nach Jahren berechnet in regelmässiger Wiederholung als Reinerträge einer festen Erwerbsquelle bezw. als neues Vermögen erwachsen; 2. das Ergebnis periodisch fortdauernder Genüsse und Nutzungen. Man unterscheidet freies (verfügbares) und gebundenes, d. h. solches Einkommen, welches schon zum Voraus für gewisse Zwecke bestimmt ist und für deren Verwendung reserviert werden muss. Die hievor angedeuteten Begriffe der Einnahmen und Ausgaben, sowie der Erträge und Kosten sind nun auch auf die ganze Volkswirtschaft als Objekt, also nicht nur auf die Einzelwirtschaft anwendbar, während sich diejenigen betreffend das Einkommen auf das Volk, resp. auf das den Reinertrag empfangende Subjekt beziehen. Nicht sowohl bei der Güterproduktion und beim Ertrag, als auch bei dem Gesamtnachweis des Gütervorrats an Kapital und Vermögen einer beliebigen Volkswirtschaft ist ein weiterer Faktor, nämlich der Wert oder Preis von grösster Bedeutung. Die volkswirtschaftliche Theorie unterscheidet zwischen Gebrauchswert und Tausch oder Verkehrswert, ferner zwischen individuellem und sozialem und zugleich zwischen subjektivem und objektivem Gebrauchswert. Beim Gebrauchswert ist die spezifische Nützlichkeit (Genuss- und Produktionswert), sowie die Bedürfnisbefriedigung bestimmend. Tauschwert erhalten die Güter, welche nicht nur für den persönlichen Bedarf, sondern

den Verkehr bestimmt sind. Der soziale Gebrauchswert wäre demnach eigentlich schon Tausch- oder Verkehrswert. Ausser dem letztern gibt es noch zwei Möglichkeiten für die Wertschätzung der Güter, nämlich der sogenannte Taxwert und der Ertragswert, ersterer dient in der Praxis gewöhnlich bei der Veranlagung der Grundsteuer, zum Teil auch bei der hypothekarischen Belehnung als Grundlage, während letzterer direkt im agrar-ökonomischen Interesse postuliert wird. Anstatt des hypothetischen Tauschwertes ist der für ein Sachgut oder eine Ware im Handel wirklich erzielte Geldwert-Preis in der Regel massgebend für die Wertbestimmung der Güter von gleicher Art und Qualität; unter Umständen macht der Vertragspreis oder auch der sogenannte Taxpreis Regel.

Das Verfahren zur Ermittlung des Volksvermögens.

Indem wir nun unserm Pensum näher treten, liegt uns vor allem die Aufgabe ob, die Methodik, resp. das Verfahren zur Feststellung der einzelnen Bestandteile des Volksvermögens ins Auge zu fassen. Es wäre freilich interessant und naheliegend, auch den Ertrag der Volkswirtschaft im ganzen oder das Volkseinkommen in die Untersuchung einzubeziehen; für einmal beschränken wir uns jedoch, wie gesagt, auf den Bestand und die Verteilung der Sachgüter, bezw. den Nachweis des Volksvermögens und zum Teil des Einkommens, zumal die Schwierigkeiten für eine annähernd richtige statistische Erfassung dieser Objekte ohnehin noch gross genug sind*); es müssen selbstverständlich auch die Verhältnisse zu Personen und Sachen, Rechte und persönliche Dienste, obwohl auch zu den wirtschaftlichen Gütern gehörend, wenigstens direkt unberücksichtigt bleiben. Für die statistische Ermittlung des Volkvermögens und Volkseinkommens empfiehlt sich die Anwendung gemischter Methoden, d. h. von Kombinationen zwischen subjektiver (personaler) und objektiver (realer) Methode, wie solche sich in der Praxis (Steuerwesen, Besitz- und Wirtschaftsstatistik) bereits darbieten. Selbstverständlich muss die Ermittlung des Volksvermögens und Einkommens in jedem Falle im wesentlichen auf die Einzelwirtschaften abstellen; höchstens liesse sich das Ergebnis der Volkswirtschaft für eine bestimmte Zeitperiode an Hand der Gesamtziffern der Handelsbilanz einigermassen beurteilen: ebenso sind gewisse Teile des Volks- oder Nationalvermögens als solche, z. B. Geldkapital, bei

*) Vergleiche die diesbezüglichen Bemerkungen von A. Wagner (in Band III, Kap. 3, 2. Abschn.) über Ertrag der Volkswirtschaft und Volkseinkommen; immerhin regt derselbe statistische Aufstellungen über das Volksvermögen nach er dessen Bestandteilen, na h Quantität und Qualität der Güterarten an, obschon das Problem der Schätzung des Volkswirtschaftsertrages und Volkseinkommens für unlösbar hält.

der volkswirtschaftlichen Wertschätzung nur in ihrer Gesamtheit erfassbar. Die wirtschaftliche Kraft eines Volkes hat übrigens, abgesehen von seinem Vermögen und Einkommen, noch ganz andere und zum Teil wichtigere Bestimmungsgründe, wie Klima, Lage des Landes, kulturelle Entwicklung, Moralität und Wirtschaftlichkeit des Volkes u. s. w. und lässt sich daher begrifflich überhaupt nicht in Zahlen fassen. Für die Beurteilung des Volkswohlstandes liefert indes heute die Wirtschafts- und Kulturgeschichte und insbesondere die systematische Massenbeobachtung der Statistik reichhaltiges Material und somit hinlängliche Anhaltspunkte und Tatsachen; es muss dies selbst von Theoretikern ersten Ranges, wie Ad. Wagner, zugegeben werden, obgleich derselbe den statistischen Nachweisen betreffend das Volkseinkommen und Volksvermögen sehr skeptisch gegenübersteht.

Zahlreiche Autoren und selbst statistische Aemter, wie z. B. das württembergische, haben sich bereits mit diesem Thema befasst und es liefern die bezüglichen Arbeiten den Beweis, dass bei vorsichtigem Verfahren, sorgfältiger Auswahl der Hülfsmittel und zweckmässiger Anwendung der Methoden eine, wenn auch nicht mathematisch genaue, so doch annähernde Berechnung des Nationalvermögens durchaus nicht unmöglich ist und dem wissenschaftlichen Zwecke genügen dürfte. Diese in den verschiedenen Staaten versuchsweise immer häufiger stattfindenden Berechnungen nähern sich übrigens der Wirklichkeit immerfort um so mehr, je zuverlässigere Grundlagen und Vorarbeiten die Wirtschaftsstatistik bietet. „Man kann", wie der Verfasser einer der neuesten sachbezüglichen Arbeiten*) sich sehr zutreffend ausdrückt, „von diesen versuchsweisen Berechnungen nicht mehr verlangen, als was möglich ist. Wenn man sich als Objekt der wissenschaftlichen Erforschung die wirklichen Verhältnisse des Wohlstandes der Bevölkerung stellt und wenn man dabei erwartet, ein authentisches Bild der Verteilungsverhältnisse des Volksvermögens zu erhalten, so stellt man Forderungen, welchen die Statistik nicht entsprechen kann. Aber wenn wir von dem Grundsatz ausgehen, dass die definitiven Ergebnisse der zur Lösung des Problems für die Schätzung des Nationalreichtums gemachten Versuche im einzelnen nicht absolute Werte sind und dass die Wissenschaft auch die approximativen Werte annehmen und verwenden soll; wenn wir zugeben, dass mit der fortgesetzten Entwicklung der exakten Statistik auch die mutmassliche Statistik ihre Bedeutung hat, dann werden wir nicht mehr am wissenschaftlichen und praktischen Werte der Untersuchungen zweifeln, welche die Lösung unseres Problems zum Zwecke haben." Freilich verkennt auch Fellner die Unzulänglichkeit und Mängel der bisherigen

*) L'évaluation de la richesse nationale par F. Fellner (Bulletin de l'Institut international de Statistique (Tome XIII, 2me livraison).

Versuche zur Berechnung und Schätzung des Nationalreichtums für die wissenschaftliche und praktische Verwertung nicht; er unterwirft zudem die verschiedenen von den betreffenden Gelehrten und Fachmännern angewandten Methoden einer Kritik und empfiehlt schliesslich im Interesse der Ermöglichung internationaler Vergleiche die Anwendung eines gleichmässigen Verfahrens, welches bereits früher von Foville und seither von Besson und Turquan für Frankreich, von Pantaleoni und Bodio für Italien, von Inama-Sternegg für Oesterreich und von Verrijn-Stuart für die Niederlande angewandt worden war, nämlich dasjenige der Berechnung des Volksvermögens auf Grund der jährlichen Quote der Erbschafts- und Schenkungssteuer, sowie der Todesfälle, d. h. durch Berechnung (Multiplikation), des die Zeitdauer des Generationswechsels ausdrückenden Coeffizienten. Dieses Verfahren ist indes auch nicht einwandfrei, indem die bezüglichen Grundlagen, also sowohl die Summe der Erbschaften und Schenkungen, als die Sterblichkeit, mehr oder weniger grossen Schwankungen und Zufälligkeiten unterworfen sind, weil ferner die Erbschaften z. B. nach bernischem Gesetz in absteigender Linie unter Ehegatten der Steuer nicht unterliegen und weil endlich die der Erbschafts- und Schenkungssteuer ebenfalls nicht unterworfenen Vermögensobjekte des Staats und der Gemeinden, der Korporationen oder juristischen Personen nicht inbegriffen wären, so dass das empfohlene Verfahren höchstens zur Ermöglichung internationaler Vergleiche betreffend das Privatvermögen — nicht des gesamten Nationalvermögens, — im übrigen als Notbehelf und bedingtes Korrektiv zur Ausgleichung gegenüber andern Methoden dienen könnte. Das Hauptgewicht ist jedoch, wie bereits bemerkt, nicht auf die Ermittlung des Volksvermögens im ganzen, sondern auf dessen Verteilung zu legen. Immerhin mag ein Versuch zur Feststellung desselben hier am Platze sein, zumal ein bezüglicher Nachweis unseres Wissens bisher für das zwar beschränkte Gebiet der bernischen Volkswirtschaft noch nicht unternommen wurde.

XIX. Kapitel.

Berechnung des Volksvermögens im Kanton Bern.

Der Grundstock des Volksvermögens und zugleich der sicherste Produktionsfaktor, die nie versiegende Quelle des wirtschaftlichen Wohlstandes im Kanton Bern bildet das Grundeigentum, also der Besitz an Grund und Boden. Nach den geometrischen Vermessungen, welche zwar noch nicht für das ganze Kantonsgebiet beendet sind, sowie der landwirtschaftlichen Statistik hat das Territorium des Kantons Bern eine Ausdehnung von 688,440 Hektar, wovon 536,870

Hektar produktiv und 151,570 Hektar unproduktiv sind. Die produktive Fläche verteilt sich im weitern wie folgt:

	Hektar	%
Aecker und Gärten	133,752	24,9
Wiesen und Hofstatten	110,499	20,7
Alpen und Weiden	134,440	25,0
Waldungen	157,393	29,3
Reben	786	0,15
Total	536,870	100

Für die auf den Grund und Boden bezügliche Wertermittlung kann selbstverständlich nur die produktive Fläche in Betracht fallen und diese ist ihrer Qualität nach von der Lage, Gestalt und Bodenbeschaffenheit, den klimatischen Verhältnissen und der Volksdichtigkeit abhängig, somit ziemlichen Variationen unterworfen. Immerhin ist durch das für den Bezug der Grundsteuer im Kanton Bern vorgeschriebene Schatzungsverfahren*) dafür gesorgt, dass den Verschiedenheiten des Bodenwerts durch eine möglichst gleichmässige Taxation Rechnung getragen, somit eine Ausgleichung der Wertverhältnisse nicht nur nach der Natur der Grundstücke unter sich, sondern auch von Gegend zu Gegend bewerkstelligt wird. Die Grundsteuerschatzung kann also, vorausgesetzt, dass sie überhaupt der wirklichen Höhe entspricht, für die Wertbestimmung von Grund und Boden im Kanton Bern zum Anhaltspunkte dienen, wenn nicht direkt als massgebend betrachtet werden. Allerdings sind die von der Steuerpflicht befreiten Objekte in der Schatzung nicht inbegriffen und müssen daher auf anderem Wege ermittelt werden; andererseits müssten die Hypothekarschulden eventuell, d. h. für den Fall das reine Vermögen festzustellen wäre, vom Betrag der Brutto-Schatzung abgezogen werden, was jedoch die getrennte Rechnung erschwert, indem die Hypothekarschulden für Grundstücke und Gebäude nicht separat bekannt sind. Die letzte Hauptrevision der Grundsteuerschatzungen fand gemäss Art. 105 der neuen Staatsverfassung und dem Dekret des Grossen Rates des Kantons Bern im Jahre 1893 statt**) dieselbe ergab eine Wertvermehrung gegenüber 1876 von 55,6 Millionen Franken oder 4_{11} % — eine in Anbetracht der fortwährenden Wertsteigerung der Kulturobjekte sehr mässige Erhöhung, die sich nur so erklären lässt, dass der Hauptzweck der Schatzungen in einem billigen Ausgleich derselben bestund. Da die Grundsteuerschatzung im ganzen Kanton auch durch die jährliche

*) Gesetz über die Vermögenssteuer vom 15. März 1856 nebst Vollziehungsverordnung vom 20. August 1856 und zudienenden Instruktionen.

**) Eine neue Revision soll laut Kundgebungen seitens der Finanzdirektion im Laufe des Jahres 1905 stattfinden; dieselbe ist seither durch Dekret des Grossen Rates angeordnet worden.

Revision in der Regel eine wesentliche Erhöhung im ganzen erfährt, so ist klar, dass unserer Berechnung nicht die Hauptschatzung von 1893, sondern die durch die letzte Jahresrevision bereinigte Schatzung zu Grunde zu legen ist, obwohl die Unterscheidung zwischen Grundstücken und Gebäuden und eine getrennte amtsbezirksweise Summierung der bezüglichen Werte bisher nur bei der Hauptrevision und zwar nur für den alten (deutschen) Kanton — allerdings in sehr summarischer, mangelhafter Weise stattfand; infolgedessen wird eine verhältnismässige Verteilung des Grundsteuerkapitals pro 1903 auf Grundstücke und Gebäude und zugleich eine Kontrolle und Ergänzung des Kapitalwerts der letztern nach Massgabe des Schatzungswertes der obligatorischen (staatlichen) Gebäudeassekuranz nötig sein. Das gesamte rohe Grundsteuerkapital des Kantons Bern beträgt:

Fr. 1,697,235,150.

Nun kommt zunächst in Betracht, dass ausser den in § 2 der Vermögenssteuergesetzes vom Jahr 1856 genannten Objekte laut Abänderungsgesetz vom 20. August 1893 (§ 1) auch die zu landwirtschaftlichen Zwecken dienenden Gebäude bis zur Hälfte ihres Schatzungswertes von der Steuerpflicht befreit sind; ferner stellt sich nach unsern Untersuchungen heraus, dass die Gebäude überhaupt bei der Grundsteuer gegenüber der Brandversicherungsschatzung um zirka $^1/_3$ zu niedrig eingeschätzt sind und endlich, dass nach einer von der Finanzdirektion seiner Zeit vorgenommenen Ermittlung, die Grundsteuerschatzung im Durchschnitt des ganzen Kantons ebenfalls wesentlich (mindestens 15 Prozent) unter den Liegenschaftspreisen stund, welche bei den Käufen und Verkäufen während einer Reihe von Jahren im Kanton wirklich bezahlt wurden. Unter diesen Umständen, sowie mit Rücksicht auf das Fehlen jeglicher Basis zur vollen Wertschatzung der landwirtschaftlichen Gebäude, kann die Grundsteuerschatzung nicht als vollwertig gelten und es erscheint daher angezeigt, das Immobilienkapital durch indirekte und durch Kontroll-Berechnungen festzustellen und zwar auf folgende Weise:

1. Vom gesamten Grundsteuerkapital des Kantons Bern, macht das Gebäudekapital laut den Hauptschatzungen pro 1893 42,2 Proz. aus; dieses Wertverhältnis dürfte mit Rücksicht auf die Bautätigkeit der letzten 10 Jahre, bezw. in Anbetracht der Vermehrung des Gebäudekapitals zur Zeit füglich auf 45 Prozent angenommen werden. Wir ziehen nun das Gebäudekapital nach der Grundsteuerschatzung pro 1903 von letzterer Summe ab und setzen dafür den Schatzungswert nach der obligatorischen Gebäudeversicherung ein, also:

Gesamt-Grundsteuerkapital pro 1903	Fr.	1,697,235,150
Davon ab das Gebäudekapital (45%)	„	763,755,817
Bleiben für Grundstücke allein	Fr.	933,479,333

Dazu käme noch das steuerfreie Grundeigentum des Bundes bezw. des Staates und dasjenige bis auf Fr. 100 Wert, welches jedoch keinen grossen Betrag ausmacht und dessen Nachweis getrennt von den ebenfalls steuerfreien öffentlichen Gebäuden des Staats und der Gemeinden überhaupt nicht ohne eigentliche Spezialerhebung möglich ist.

2. Nach zuverlässigen Ermittlungen darf indes mit Bestimmtheit angenommen werden, dass die Grundsteuerschatzungen durchschnittlich mindestens um 25 Prozent niedriger stehen, als der wirkliche Verkehrswert der Liegenschaften ausmacht. Nehmen wir indes nur 20 Prozent an und schlagen wir das Betreffnis dieser 20 Prozent mit Fr. 186,795,867 zu der oben berechneten Wertsumme der Liegenschaften, so erhalten wir folgendes Ergebnis:

Grundstücke	Fr. 933,979,333
Zuschlag von 20 %	„ 186,795,867
Zusammen	Fr. 1,120,775,200

3. Diese Summe dürfte aber in Wirklichkeit, abgesehen von dem nicht inbegriffenen Kapitalwert der steuerfreien Liegenschaften immer noch zu niedrig sein, so dass es angezeigt erscheint, dieselbe noch durch eine weitere Berechnung zu kontrollieren und zu ergänzen. Nach der landwirtschaftlichen Statistik besitzt der Kanton Bern

an Aeckern und Gärten	133,752 Hektar
„ Wiesen und Hofstatten	110,499 „
Also an Kulturland im ganzen	244,251 Hektar

Den neuern statistischen Ermittlungen über Kaufpreise zufolge, kann per Hektar Kulturland (inklusive Bauplätze) im Durchschnitt des ganzen Kantons ein Verkehrswert von wenigstens 7000 Franken angenommen werden, hiemit stimmt auch das Mittel der Preise überein, welche der Staat Bern bei seinen Landankäufen in den letzten 10 Jahren zahlte, oder bei seinen Domänenverkäufen erzielte.

*) Eine für die Jahre 1888—1892 von der kantonalen Finanzdirektion vorgenommene Ermittlung der Kaufpreise und Vergleichung derselben mit den Grundsteuerschatzungen ergab, wie schon gesagt, dass erstere damals durchschnittlich 15 Prozent höher stunden, als letztere; seither hat sich diese Differenz nicht verringert, sondern im Gegenteil trotz der Revision und Angleichung von 1893 noch bedeutend vergrössert, wie neuere von uns mit Hülfe der Amtschreibereien im Jahr 1904 vorgenommene Erhebungen beweisen. Nach denselben steht der Verkehrswert der Grundstücke I. Kulturart im Durchschnitt noch gegen 33 Prozent höher als die Grundsteuerschatzung und der durchschnittliche Verkaufswert per Hektar stellt sich auf Fr. 6,150; allerdings bezog sich diese Erhebung nicht auf das ganze Kantonsgebiet, resp. auf sämtliche Käufe und Handänderungen.

Die Berechnung ergibt also unter Annahme des Durchschnittswerts von Fr. 5000 per Hektar (5000 × 244,251) einen Gesamtverkehrswert an Liegenschaften (Kulturland) von 1,221,255,000 Franken.

Das Gebäudekapital beläuft sich nach der obligatorischen Brandversicherung auf Fr. 1,173,707,100. Zu dieser Summe wäre noch hinzuzurechnen der Wert der von der staatlichen Versicherung ausgeschlossenen (eidgenössischen) Pulvermühlen und chemischen Fabriken mit explodierbaren Stoffen. Ueberdies dürfte auch die Brandversicherungsschatzung noch um einige 100 Millionen Franken, in Wirklichkeit vielleicht sogar ca. 20 Prozent unter dem effektiven Verkehrswert stehen, da erstens nach § 2 des Brandversicherungsgesetzes die Versicherung nur bis zu $^4/_5$ des Schatzungswertes obligatorisch, für $^1/_5$ dagegen dem Eigentümer freigestellt ist, der letztere nach § 12 des genannten Gesetzes nur dann als Versicherungswert gilt, wenn er unter dem durch die Schätzer selbst berechneten, also fiktiven Bauwert steht und auch in allen Fällen, wo letzterer der Schatzung zu Grunde gelegt wird, derselbe nicht nur erheblich unter dem Verkaufswert, sondern auch unter dem wirklichen Bauwert, resp. den Erstellungskosten steht. Es ist daher am Platze, die Brandassekuranzschatzung noch um wenigstens 10 Prozent oder Fr. 117,370,700 zu erhöhen, um den faktischen Gebäudewert zu erhalten.

Die Brandversicherungssumme beträgt	Fr.	1,173,707,100
Der Zuschlag von 10 Prozent	„	„ 117,370,700
Das Gebäudekapital beläuft sich also auf	Fr.	1,291,077,800

Ein fernerer Bestandteil des Nationalvermögens bilden die Waldungen, über deren Wert im neuern Grundsteuer-Etat leider eine vollständige Angabe und Summation für den ganzen Kanton fehlt; einer Berechnung zufolge, welche das Sekretariat der Forstdirektion auf unsern Wunsch hin bereitwilligst vornahm, würden die Waldungen zur Zeit einen Wert von 125 Millionen Franken ausmachen, während dagegen die Grundsteuerschatzungsrevision von 1876 einen solchen von Fr. 152,272,123 verzeichnet. Da aber der Wert der Waldungen im ganzen bei normaler Wirtschaft sich ziemlich gleich bleibt, jedenfalls in den letzten 30 Jahren nicht um 27 Millionen gesunken sein kann, so nehmen wir eine Wertsumme von rund 150 Millionen Franken an.

Weiterhin fallen als Bestandteil des Nationalvermögens in Betracht die Alpen und Weiden, deren Wert durch die von uns bearbeitete neue Alpstatistik des Kantons Bern auf Fr. 50,732,380 festgestellt wurde; endlich die Reben, deren Kapitalwert bei uns in den letzten zwei Jahrzehnten, infolge Missernten, vermehrter Weinzufuhr und Kunstweinfabrikation nahezu um die Hälfte gesunken ist; nach der letztjährigen Weinbaustatistik beziffert sich derselbe nur noch auf Fr. 4,036,340. Es würden endlich noch als Bestandteile der Ur-

produktion zu werten sein, die der mineralischen Ausbeutung dienen, Einrichtungen und Fundorte, wie Bergwerke, Steinbrüche, Thon-, Sand-, Mergel- und Cementgruben, Torfmoore etc., ebenso das Jagd- und Fischerei-Regal und die Gewässer. Ausser den Regalien und speziell der dem Staatsregal*) unterstellten Eisenerzausbeutung im Jura, sowie der Stockeren-Steinbrüche in Ostermundigen bei Bern stehen uns zur Zeit auch nicht die mindesten Anhaltspunkte zur speziellen Bewertung dieser Fundorte und Minerallager zu Gebote, so dass wir von einer bezüglichen Gesamtfeststellung Umgang nehmen müssen; übrigens dürften einzelne dieser Objekte bereits in der Grundsteuerschatzung inbegriffen sein. Zu den Naturschätzen und somit auch zum Nationalkapital würden auch die Naturschönheiten unseres Landes gehören, deren Bewertung aber erst eine reine Unmöglichkeit ist. Dagegen ist es uns möglich, einen Ueberschlag über die Wasserkräfte zu machen; dieselben boten, nebenbei bemerkt, in den letzten Jahren Anlass zu lebhaften Erörterungen über die Frage der staatlichen Intervention im Sinne der Regelung des Konzessionswesens seitens der Kantone oder auch der Monopolisierung durch den Bund. Nach einer von Ingenieur Lauterburg† im Jahr 1890 erstellten Uebersicht der von ihm selbst vorgenommenen Detailuntersuchungen und Berechnungen der Wassermenge nach Mittel- und Kleinwasserständen würden im Kanton Bern mindestens 33,470 und höchstens 73,926 produktive Wasserkräfte (HP) vorhanden sein; davon waren nach der kantonalen Gewerbestatistik von 1889 bereits zirka 12,000 HP ausgenützt und nach der eidgenössischen Fabrikstatistik von 1901 hätten sogar 28,880 HP, also bereits annähernd so viel wie die obige Minimal- oder nicht ganz die Hälfte der Maximalzahl Verwendung gefunden. Dieser Schluss erscheint jedoch nicht zulässig; denn offenbar sind noch viel mehr als die Hälfte der vorhandenen Wasserkräfte disponibel und nach der Ansichtsäusserung des Chefs des eidgen. hydrometrischen Bureaus sind die Berechnungen Lauterburgs überhaupt viel zu niedrig, so dass man für das reiche Quellengebiet der Aare und ihrer Nebenflüsse unbedingt weit mehr als die oben angeführte Kräftemenge, mindestens das Fünffache der Minimalzahl und das Doppelte der Maximalzahl von produktiven Wasserkräften annehmen darf.**)

*) Die Jahreseinnahmen aus den drei Staatsregalien: Jagd, Fischerei und Bergbau repräsentieren kapitalisiert folgende Summen:

1. Jagd	Fr.	60,000	× 30 =	Fr.	1,800,000
2. Fischerei	„	5,000	× 30 =	„	150,000
3. Bergbau	„	3,000	× 30 =	„	90,000
			Zusammen	Fr.	2,040,000

**) Dasselbe gilt natürlich auch für die Wasserkräfte der ganzen Schweiz, von welchen in den letzten Jahren in der Presse und im Parlament öfter die Rede gewesen ist. Nach einer Aufstellung von Prof. Wyssling waren (1901)

Nehmen wir für den Kanton Bern in Uebereinstimmung mit dem Chef des eidgenössischen hydrometrischen Bureaus wenigstens 150,000 HP als sicher vorhanden an, so ergibt sich unter Zugrundelegung eines allgemeinen Durchschnittswerts per HP (ursprüngliche Wasserkraft) von Fr. 1200*) kapitalisiert die respektable Summe von 180 Millionen Franken. Es ist daher angesichts der Bedeutung, welche den Wasserkräften zukommt, begreiflich, wenn eine intensivere Staatsaufsicht angestrebt oder verlangt wird**), dass die Staatsbehörden dieser Angelegenheit im öffentlich-rechtlichen Interesse die verdiente Aufmerksamkeit widmen.

Einen wichtigen Faktor im modernen Wirtschaftsleben und wesentlichen Bestandteil des Nationalvermögens bilden die Verkehrsmittel; es kommen dabei zunächst in Betracht die Strassen, Wege und Brücken, für deren Bewertung u. E. die Erstellungskosten massgebend sein dürften. Nach einer Statistik des Strassenwesens, welche die kantonale Baudirektion im Jahre 1875 erstellt und veröffentlicht hat, sowie einer gegen Ende der 1870er Jahre von Oberingenieur Ganguillet und Ingenieur Kutter aufgestellten Berechnung betrug damals die Länge des bernischen Strassennetzes, also der Staatsstrassen, im ganzen 1923,2 Kilometer mit einem Gesamtkosten-

---

Wasserwerken im ganzen 270,000 HP vorhanden, resp. verwendet. Herr Nationalrat Zschokke nahm, gestützt auf vom schweizerischen hydrometrischen Bureau angestellten Erhebungen an, dass die ausgenützten Wasserkräfte zirka $^1/_3$ der ausnützbaren betragen und dass daher in der Schweiz noch $^1/_2$ Million zur Verfügung stehen, welche Zahl Herr Nationalrat Müri als Motionssteller für bundesgesetzliche Massnahmen betreffend Ausbeutung der Wasserkräfte in der Sitzung vom 5. April 1904 noch zu tief gegriffen hielt, In der Tat dürfte dies der Fall sein, denn wenn die Schweiz nach den Berechnungen von Ingenieur Lauterburg 582,814 HP besitzt, so darf gestützt auf die zwar noch nicht abgeschlossenen, aber schon weit vorgerückten Untersuchungen des eidgenössischen hydrometrischen Bureaus die gesamte Wassermenge derselben füglich auf über eine Million Pferdekräfte veranschlagt werden.

*) D. h. nach Massgabe der Besteurung; in § 19 der Instruktion vom Jahre 1875 für das Schatzungsverfahren ist ein Zuschlag von Fr. 2000 per Pferdekraft vorgesehen; seither aber wurde von der Regierung das Minimum für die Einschätzung der Wasserkräfte auf Fr. 900 angesetzt. Das Mittel zwischen Fr. 900 und 2000 würde sich auf Fr. 1450 stellen; allein um nicht zu hoch zu gehen, nahmen wir als Durchschnittswert rund Fr. 1200 (also ungefähr gleich dem nachmaligen Mittel zwischen 900 und 1450) an.

**) Von den verschiedenen in Sachen bisher erfolgten Kundgebungen oder unternommen Studien sei u. a. die von Dr. jur. Schär, Basel im Jahrgang 1904 der schweizerischen Zeitschrift für Wirtschafts- und Sozialpolitik erschienene Arbeit erwähnt.

wert von Fr. 51,108,000 oder Fr. 26,574*) per Kilometer. Laut dem Verwaltungsbericht der kantonalen Baudirektion von 1903 weist das Strassennetz nun eine Länge von 2569 Kilometer auf, wobei auch die Strassen IV. Klasse, also die Gemeindestrassen, inbegriffen sind. Die Berechnung ergibt demnach einen Gesamtwert der Strassen von Fr. 68,268,606, wozu indes noch die Kosten der kleineren Strassen (Privat- und Feldwege), sowie der grossen Brücken in der Stadt Bern (letztere mit ca. 4 Mill. Fr.) zu rechnen wären, so dass wir den Gesamt-Erstellungswert des bernischen Strassennetzes auf wenigstens 80 Millionen Franken veranschlagen können. In dieser Summe ist offenbar auch der wirkliche Wert der von den Strassen in Anspruch genommenen Bodenfläche nicht voll eingerechnet, denn wenn wir eine Durchschnittsbreite von 3 ½—4 m annehmen, so erhalten wir eine Gesamtfläche der Strassen von beiläufig 900 bis 1000 Hektar und zu Fr. 5000 per Hektar veranschlagt, einen Bodenwert von 4—5 Mill. Fr.; ebenso dürfte der ziemlich kostbare Unterhalt der Strassen nicht berücksichtigt sein, da es nicht angeht, denselben als fortlaufende öffentliche Leistung, so wenig als die Zinse der gesamten Erstellungskosten während eines Jahrhunderts mit zu kapitalisieren. Endlich bezieht sich die Durchschnittswertberechnung per Kilometer auf die Zeit vor 30 Jahren, so dass anzunehmen ist, es würde sich heute, entsprechend den gesteigerten Arbeitslöhnen und Materialpreisen ein noch wesentlich höherer Erstellungswert im Durchschnitt ergeben; wir halten uns indes bis zur Erstellung einer neuen offiziellen Strassenstatistik an die frühere. Anlässlich dieser u. a. in das Gebiet der öffentlichen Bauten einschlagenden Untersuchung entstund für uns die Frage, ob auch die sog. Wasserbauten, also Flusskorrektionen, Wildbachverbauungen, Uferversicherungen, Entsumpfungsunternehmungen als öffentliche Leistungen bezw. Werke zur Förderung des Wohlstandes irgendwie besonders in Berechnung zu ziehen seien; die bezüglichen Staatsleistungen machen nämlich seit den 30er Jahren des vorigen Jahrhunderts zirka 15 Millionen Franken aus, nicht eingerechnet die beträchtliche Mithülfe des Bundes in den letzten Jahrzehnten. Wir halten jedoch dafür, dass diese Leistungen sich in dem Mehrwert des Kulturbodens, von Weiden und Alpen und der Sicherheit halber auch von Gebäuden; ja vielleicht sogar von Wasserkräften umsetzen und somit bereits bei andern Objekten gewertet sein dürften.

Wir kommen nun zur Bewertung des wichtigsten modernen Verkehrsmittels, nämlich der Eisenbahnen. Der Kanton Bern huldigte bekanntlich von jeher einer fortschrittlichen Politik im Eisenbahnwesen, wobei der Staat tatkräftig eingriff; zwei Etappen oder Perioden sind in dieser Hinsicht zu unterscheiden, nämlich erstens

*) *Chatelanat*, Beiträge zur Kenntnis der Staatsfinanzwirtschaft des Kantons Bern, 1880, Seite 93.

die Zeit des Baues der Hauptbahnen durch die Privatinitiative, des Ankaufs und Betriebes eines Teils derselben, nämlich der Linien Neuenstadt-Biel-Bern-Langnau, die bernische Staatsbahn genannt, sowie der Aktienbeteiligung bei den Jurabahnen und der Linie Langnau-Luzern durch den Staat. Diese Periode begann um Mitte der 50er Jahre des letzten Jahrhunderts (der Staatsbahnbetrieb von 1864 an) und lief gegen Ende der 80er Jahre mit dem Aktienverkauf, resp. der Uebertragung der Jura-Simplon-Bahn-Aktien im Betrag von zirka 39 Millionen Franken an den Bund ab, nachdem die Fusion zwischen der Jura-Bern-Luzern-Bahn und den Westbahnen zu Stande gekommen war. In der zweiten Periode von 1891 hinweg stellte sich der Kanton Bern wieder neue Aufgaben, nämlich den Ausbau eines ganzen Netzes von Nebenbahnen, von Schmalspur- und Bergbahnen und — last not least — den Durchstich der Berner-Alpen mit bedeutender finanzieller Staatshülfe.

Diese Aufgaben waren zwar schon zum Teil im ersten Subventionsdekret von 1876 vorgesehen, dann in den Dekreten von 1891 und 1897 erweitert und schliesslich im Volksbeschluss vom 4. Mai 1902, welcher hauptsächlich dem Lötschberg galt, sanktioniert worden. Durch Bundesgesetz vom 15. Oktober 1897 ist die Verstaatlichung des Eisenbahnwesens bereits zur Bundessache geworden und es gingen nun zunächst die Hauptbahnen successive, d. h. von 1902 an, in den Besitz der Eidgenossenschaft über. Der Staat Bern leistete bis 1877 ca. 50 Mill. Fr. zu Eisenbahnzwecken, von da hinweg bis 1904 neuerdings zirka 10 Millionen Franken aus der laufenden Verwaltung und die Gemeinden und Private leisteten zusammen zirka 20 Millionen Franken, im ganzen also 80 Millionen Franken. Dazu käme nun das Gesamt-Anlagekapital der bereits subventionierten Dekretsbahnen mit Fr. 82,224,900 (auf 7. April 1904 berechnet), so dass die Leistung auf diese Weise zusammengerechnet, die Summe von 162,, Millionen Franken ausmachen würden. Bei den Dekretsbahnen ist der Staat neuerdings mit zirka 25 Millionen Franken beteiligt; dagegen beziffert sich der Buch- oder Inventarwert der Eisenbahnkapitalien des Staates auf nur rund 22 Millionen Franken.

Obige Rechnung der Leistungen zu Eisenbahnzwecken erscheint freilich etwas zu niedrig, indem die Leistungen der Gemeinden, Korporationen und Privaten nicht so genau nachgewiesen werden konnten, wie diejenigen des Staats, weshalb wir die Berechnung auf eine andere statistisch zuverlässigere Quelle stützen möchten, nämlich auf die schweizerische Eisenbahnstatistik und zwar nehmen wir als Anhaltspunkte die Nachweise betreffend Baulänge der Eisenbahnen und die Baukosten der im Betriebe befindlichen Linien. Die Baulänge der Eisenbahnen in der ganzen Schweiz (ohne Drahtseil- und Strassenbahnen) beträgt pro 1902 3843,5 Kilometer, wovon zirka 720 auf den Kanton Bern fallen. Das verwendete Anlage-

kapital für sämtliche Eisenbahnen der Schweiz beträgt auf Ende 1902 Fr. 1,286,527,339 oder per Kilometer Baulänge Fr. 332,676; demnach berechnen sich die Erstellungskosten der bernischen Eisenbahnen: 720 × 332,676 = Fr. 239,526,720. Zum Beweis, dass die obige Baukapitalsumme im ganzen als richtiger Faktor für die Berechnung gelten kann, sei noch angedeutet, dass der gesamte Reinertrag der schweiz. Bahnen (pro 1902 Fr. 52,026,960) kapitalisiert mit 25 ungefähr dieselbe Summe ausmacht, nämlich Fr. 1,300,674,000. Zu dem Anlagekapital von Fr. 239,526,720 wäre nun noch dasjenige der Drahtseil- und Strassen-Bahnen im Kanton Bern, mit zusammen Fr. 6,546,839 hinzuzurechnen, so dass das gesamte Baukapital der Eisenbahnen im Kanton Bern nach dem Stande pro 1902 246,073,559 Franken oder zur Zeit (Mitte 1904) wenigstens rund 250 Millionen Franken betragen würde. Da nun aber ein Teil des bernischen Bahnnetzes (zirka 390 Kilometer) sich im Besitz und Betrieb des Bundes befindet, so würden den Eigentumsverhältnissen nach faktisch nur zirka 330 Kilometer, mit einem Baukapital von 116,3 Millionen Franken (inklusive Drahtseil- und Strassenbahnen) dem Kanton Bern verbleiben; indessen wurde seiner Zeit bei der Verstaatlichungs-Campagne die Devise ausgegeben: „Die Schweizerbahnen dem Schweizervolk", folglich dürfte das Bernervolk wohl auch mit Fug und Recht als Miteigentümerin der Eisenbahnen betrachtet werden, sei nun der Bund, oder der Staat Bern, oder diese oder jene Gesellschaft rechtmässiger Eigentümer derselben. Deshalb würde es, nationalökonomisch betrachtet, kaum beanstandet werden, wenn der gesamte Bauwert des bernischen Eisenbahnnetzes als Bestandteil des Volksvermögens behandelt wird.

Zu den Verkehrsmitteln gehören ferner auch die Post und Telegraphen und das Telephon. Laut der schweizerischen Post- und Telegraphenstatistik pro 1903 beläuft sich der Inventarwert an Postmaterial auf die Summe von Fr. 1,715,455, derjenige der eidgenössischen Telegraphen- und Telephonverwaltung, an Apparaten, Linien, Vorräten und Mobiliar auf Fr. 10,612,528 und die Erstellungskosten des Telegraphen- und Telephonnetzes sind mit Fr. 48,192,884 verzeichnet, somit würden für Post, Telegraph und Telephon der ganzen Schweiz rund 50 Millionen Franken anzunehmen sein, wovon zirka 10 Millionen Franken auf den Kanton Bern fallen.

Für Kanäle und Dampfschiffe lässt sich aus den letzten Geschäftsberichten der betreffenden Verwaltungen ein Inventar- bezw. Erstellungswert, von zirka Fr. 4,000,000 für die bernischen Seen feststellen.

Rekapitulieren wir nun die oben gefundenen Summen, so repräsentieren die Verkehrsmittel im Kanton Bern einen Gesamtwert von 344 Millionen Franken, nämlich:

Strassen	80	Millionen	Franken
Eisenbahnen	250	„	„
Post, Telegraph und Telephon	10	„	„
Dampfschiffe	4	„	„
Zusammen	344	Millionen	Franken.

Es liegt uns im weitern die Wertermittlung der beweglichen Güter ob, für welche positive Nachweise allerdings grossenteils fehlen; es existieren wohl einige Wertberechnungen in unserer Landwirtschaftsstatistik, zum Beispiel über die Obstbäume, welche von uns nach den Zählungsergebnissen vom Jahre 1888 auf 66.6 Mill. Franken gewertet wurden, jedoch als Bestandteil der Liegenschaften zu betrachten sind, sodann über den Viehstand, welcher (inklusive Bienenstöcke) nach unserer Berechnung pro 1901 einen Wert von 132,3 Millionen Franken ausmacht und endlich über die jährliche Ernte, welche als Jahresvorrat einen durchschnittlichen Betrag von 125 Millionen Franken darstellt, während über das wirkliche Vorhandensein von Vorräten, Maschinen, Mobiliar und Gerätschaften aller Art, nicht nur in der Landwirtschaft, sondern auch in gewerblichen Etablissementen, Fabriken und Handelsgeschäften, sowie im Privathaushalt, keine direkten Ermittlungen vorliegen. Wir sind daher mit Bezug auf das Mobiliar-Vermögen sozusagen ausschliesslich auf das Aushülfsmittel der Wahrscheinlichkeitsberechnungen nach indirekten Angaben angewiesen und zwar bleibt uns dabei nichts anderes übrig, als die Geschäftsergebnisse der Feuerversicherungsgesellschaften, insbesondere der schweizerischen und emmentalischen Gesellschaft zur Grundlage zu nehmen. Nach den von uns angestellten Berechnungen, beträgt die Durchschnittsschatzung des bei der schweizerischen Gesellschaft versicherten Mobiliars per Police Fr. 9882 und bei der emmentalischen Gesellschaft Fr. 8500; obschon der höhere Durchschnitt des bedeutenden Geschäftsverkehrs wegen, den die schweizerische Gesellschaft aufweist, der massgebendere wäre, so glauben wir doch mit Rücksicht auf die vermutlich erheblich niedrigern Schatzungssummen, welche die noch nicht versicherten Mobiliarbestände ergeben dürften, den Durchschnitt auf Fr. 8500 stellen zu sollen. Nach den letzten Geschäftsberichten der in Frage stehenden Versicherungsanstalten (pro 1904) waren bei denselben 81,804 Policen vorhanden. Nach der letzten Volkszählung beläuft sich die Zahl der Haushaltungen auf 122,200; diese Zahl dürfte sich seither wenigstens um 3—4000 vermehrt haben; übrigens stellt dieselbe, streng genommen, nicht die eigentliche Gesamtzahl der Versicherungsnehmer dar, indem nicht nur Haushaltungen oder Familien, sondern auch Geschäfte und Gewerbebetriebe, auch öffentliche Verwaltungen Mobiliar zu versichern haben und zwar oft in ziemlich hohem Betrage, wogegen viele Haushaltungen, besonders unter den Nichtversicherten, wieder verschwindend kleine Mobilarbestände aufweisen. Jedenfalls dürfte sich die Gesamtzahl

der Versicherungsnehmer und Versicherungsbedürftigen im Kanton Bern auf über 130,000 stellen und wir glauben daher nicht weit fehl zu gehen, wenn wir die noch nicht, oder bei andern Gesellschaften versicherten Mobiliarbestände von Haushaltungen oder Geschäftsbetrieben auf rund 50,000 annehmen, was bei Anwendung der Durchschnittsschatzung von Fr. 8500 einem Mobiliarwert von Fr. 425,000,000 entspricht. Demnach erhalten wir folgende Berechnung:

1. Betrag des Versicherungskapitals bei der schweizerischen Mobiliarversicherungsgesellschaft auf 1. Juli 1904	Fr.	652,211,467
2. Betrag des Versicherungskapitals bei der emmentalischen Mobiliarversicherungsanstalt auf 1. Juli 1904	„	129,557,800
3. Nicht oder anderweitig versicherte Mobilien (berechneter Betrag)	„	425,000,000
Zusammen	Fr.	1,206,769,267

Demnach würden die Beweglichkeiten im Kanton Bern einen Gesamtwert von 1206„ Millionen Franken darstellen. Zum beweglichen Vermögen wären nun auch noch die nichtversicherten Barkapitalien und Aktivbestände zu rechnen; allein, da man Gefahr laufen würde, das mobile Kapital doppelt oder mehrfach zu erfassen, so beschränken wir uns hier lediglich darauf, die Spareinlagen und Depositen sowie das Reinvermögen des Staats und der Gemeinden in die Rechnung einzustellen. Nach der Sparkassen-Statistik von W. Fatio-Genf betrugen die Spareinlagen und Depositen auf Ende 1897 bei sämtlichen Geldinstituten des Kantons Bern 233 Millionen Franken; diese Summe entspricht jedoch bei weitem nicht der wirklichen Höhe, denn nach einer neuesten Aufnahme seitens der bernischen Kantonalbank betrugen die Sparkassa-Einlagen im Kanton Bern auf Ende 1903 Fr. 330,619,767. Das Reinvermögen von Staat*) und Gemeinden beziffert sich, wie folgt:

Staat	Fr.	58,229,786
Gemeinden**)	„	195,951,909
Zusammen	Fr.	254,181,695

Das in Pfandbriefen, Obligationen und andern Schuldverpflichtungen bestehende oder sonst im Verkehr befindliche Kapital kann schon deswegen nicht in Berücksichtigung fallen, weil den bezüglichen Aktiven bezw. Forderungen stets auch Passiven oder Schulden in gleichem Betrage gegenüberstehen, oder umgekehrt, und sich dieselben, wenigstens innerhalb des Kantonsgebietes, gegenseitig aufheben. Daher fällt bei unserer Vermögensbilanz oder In-

*) Das Netto-Staatsvermögen des Bundes beläuft sich auf rund 103 Millionen Franken, dasjenige der Kantone auf 408,6 Millionen Franken.

**) Nach der letzten Gemeindefinanzstatistik von 1900 (Liefg. II., Jahrg. 1903 der Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus).

ventarisation z. B. die Hypothekarverschuldung, welche laut Steueretat pro 1903 714,7 Millionen Franken oder 42,9 Prozent des Grundsteuerkapitals ausmacht, nicht in Betracht, wohl aber die Verschuldung nach aussen, resp. die Forderungen auswärtiger Gläubiger, welche unsere auswärtigen Forderungen wahrscheinlich übersteigen, besonders wenn man an die öffentlichen Anleihen des Staates oder der Banken für Eisenbahnen und industrielle Unternehmungen denkt. Bestimmte Anhaltspunkte zur Ermittlung dieser auswärtigen Verschuldung des Kantons Bern liegen leider nicht vor; dagegen hat Herr Dr. Geering in Basel die Verschuldung der Schweiz gegenüber Frankreich auf Anfang 1904 nach einer Angabe im schweiz. Finanz-Jahrbuch auf 900 Millionen Franken veranschlagt. Diese Summe bezieht sich in der Hauptsache auf öffentliche Anleihen und dürfte daher kaum zu hoch gegriffen sein. Immerhin kann von dieser Summe nicht ohne weiteres auf die Verschuldung der Schweiz oder des Kantons Bern nach aussen geschlossen werden.

Was den Kanton Bern anbetrifft, so betragen die Staatsanleihen 65 Millionen Franken, die Anleihen der Städte Bern und Biel rund 32 Millionen Franken, so dass die uns bekannten öffentlichen Anleihen ca. 100 Millionen Franken betragen; dieselben liegen wohl ganz oder doch zum grössten Teile in französischen Händen. Nun ist aber auch bekannt, dass namentlich die Privat-Banquiers und Sachwalter in Bern einen grossen Teil ihrer Klientengelder in fremden Fonds anlegen, so dass nach der Meinungsäusserung kompetenter Fachmänner*) anzunehmen ist, dass diese Anlagen den Betrag der auswärts aufgenommenen öffentlichen und privaten Anlehensgelder zum mindesten erreichen, die auswärtigen Forderungen und Schulden des Kantons Bern sich somit ausgleichen würden; von der Einstellung bezüglicher Posten in die Rechnung wird daher Umgang genommen.

Das Nationalvermögen würde sich nun nach unserer Inventarisation aus folgenden Summen zusammensetzen:

1. Grundstücke	Fr.	1,221,255,000
2. Gebäude	„	1,291,077,800
3. Waldungen	„	150,000,000
4. Alpen	„	50,732,380
5. Reben	„	4,036,340
6. Wasserkräfte	„	180,000,000
7. Strassen	„	80,000,000
8. Eisenbahnen	„	250,000,000

*) Den in dieser Frage einvernommenen Herrn Dr. Geering, Sekretär der Basler-Handelskammer, und Nationalrat Hirter, Bankpräsident in Bern, sei hiemit für ihre bereitwillige Auskunfterteilung der verbindlichste Dank ausgesprochen.

9. Post, Telegraph und Telephon	Fr.	10,000,000
10. Dampfschiffe	„	4,000,000
11. Bewegliche Güter	„	1,206,769,267
12. Barvermögen von Privaten, reine Aktiven von Staat und Gemeinden	„	584,801,462
Total (ohne Regalien)	Fr.	5,032,672,249

oder in wenigen Hauptposten zusammengezogen:

1. Grund und Boden, inkl. Wald, Alpen, Reben, Wasserkräfte und Regalien	Fr.	1,608,063,720
2. Gebäude	„	1,291,077,800
3. Verkehrsmittel	„	344,000,000
4. Bewegliche Güter	„	1,206,769,267
5. Barvermögen und reine Aktiven	„	584,801,462
Total	Fr.	5,034,712,249

Danach würde sich also das gesamte National- oder Volksvermögen des Kantons Bern unter Hinzurechnung des Jagd-, Fischerei- und Bergwerkregals (S. S. 230) auf **5034**$_{,,}$ Millionen Franken belaufen. Auf die Bevölkerungszahl von 1900 (589,423) bezogen, ergibt sich ein Durchschnitt per Einwohner von Fr. 8542; nehmen wir aber die wahrscheinliche Bevölkerungsziffer des Kantons pro 1903 auf rund 600,000 an, so reduziert sich dieser Durchschnitt auf Fr. 8391.

Nach der pro 1902 von Nothardt für Württemberg gelieferten Arbeit*) trifft es bei analoger Berechnungsweise für dieses Königreich durchschnittlich Fr. 5590 per Einwohner, indem das Volksvermögen auf Fr. 12,146$_{,,}$ Millionen veranschlagt ist. Prof. Fahlbeck berechnet für Schweden 1270 Kronen (= 1778 Fr.), Fellner für Ungarn 2082 Kronen (ö. W. oder 2186 Fr.), de Foville**) für Frankreich 225 Milliarden = Fr. 5921 per Kopf, jedoch ist darunter nur das Privatvermögen, also ohne das Vermögen des Staates, der Gemeinden, Korporationen und juristischen Personen verstanden, so dass das wirkliche Nationalvermögen Frankreichs nach der Annahme von de Foville noch einmal so viel betragen würde. Alfred Newmarck†) berechnete 1893 das bewegliche Kapital Frankreichs allein auf 80 Milliarden oder Fr. 2000 per Kopf. Vict. Turquan kam in einer umfassenden Abhandlung††) zu ähnlichen Resultaten wie de Foville. Die Unter-

*) *J. Nothard*, Volksvermögen und Volkseinkommen in Württemberg, 1902.

**) *de Foville*, La richesse en France et à l'étranger (dictionnaire de Finances de Leon Say).

†) *Alfr. Newmarck*, une nouvelle évaluation du capital et du revenu des valeurs mobilières en France (Journal de la Société de Statistique de Paris, 1893.

††) Evaluation de la Fortune privée en France et à l'étranger par Victor Turquan, Paris 1901.

haltsmittel eines Volkes bestehen übrigens nicht nur im öffentlichen und privaten Vermögen, sondern auch in dessen Einkommen und es wäre daher angezeigt, eine nähere Untersuchung und Ermittlung desselben ebenfalls vorzunehmen; von ganz besonderem Interesse wären dabei auch zeitliche Vergleichungen über die Vermehrung des Einkommens, speziell aus Arbeit und Erwerb; wir behalten uns jedoch vor, auf diese Gesichtspunkte in den folgenden Abschnitten über die Verteilungsgestaltung und die Zunahme der Güter näher Bezug zu nehmen und beschränken uns hier vorläufig auf die Andeutung, dass das jährliche Einkommen aus Arbeit resp. Berufstätigkeit oder Erwerb (I. und II. Klasse) nach den Steuerregistern zirka 67 Millionen und dasjenige von verzinslichen Kapitalien (ohne pfandversicherte Forderungen) zirka 12 Millionen Franken ausmacht. Das erstere Einkommen würde (mit 15*) kapitalisiert) einem Vermögen von rund 1000 Millionen Franken und das andere (mit 25*) kapitalisiert) einem solchen von zirka 300 Millionen Franken entsprechen; letzteres ist indes zum grössten Teil als Spareinlagen und Depositen in der vorstehenden Vermögensberechnung bereits berücksichtigt worden. Selbstverständlich wird auch das Einkommen bei weitem nicht der wirklichen Höhe entsprechend eingeschätzt und versteuert, indem viele Barkapitalien sich der Besteuerung entziehen und auch die Mobilien derselben nicht unterliegen. Der Nachweis des gesamten Volkseinkommens auf Grund der Steuerregister bietet übrigens im Kanton Bern schon aus dem Grunde grosse Schwierigkeiten, weil das Einkommen aus dem landwirtschaftlichen Betrieb in der Regel nicht besteuert wird, sondern lediglich als Vermögen.

*) Uebereinstimmend mit dem zur Berechnung der Gesamtsteuerkraft eingeschlagenen Verfahren. (Vergl. die Gemeindesteuerstatistik des Kantons Bern vom Jahre 1897, Liefg. I., Jahrg. 1899 der Mitteilungen des bern. statist. Bureaus, Seite 52/53.)

SIEBENTER ABSCHNITT.

Ueber die Verteilung der Güter, resp. die Besitzgestaltung und den wirtschaftlichen Wohlstand im Kanton Bern.

In der Einleitung zum vorigen Abschnitt wurde bereits betont, dass für die Beurteilung der wirtschaftlichen Wohlfahrt eines Volkes nicht die Höhe des National- oder Volksvermögens und Einkommens, sondern dessen Verteilung auf die einzelnen Volksglieder (Familien und Personen) im Sinne der freien Verfügung desselben zum Zwecke der Produktion, des Gebrauchs und Genusses oder der Nutzniessung von massgebender Bedeutung sei. In der Tat könnten denn auch trotz der günstigen wirtschaftlichen Entwicklung, wie wir sie in der zweiten Hälfte des XIX. Jahrhunderts und besonders noch im letzten Jahrzehnt wahrgenommen, auch trotz dem bedeutenden Volksvermögen, wie es sich durch unsere vorliegenden Berechnungen für den Kanton Bern herausgestellt hat, dennoch derartige Missverhältnisse zwischen Bevölkerung- und Unterhaltsmittel, resp. in Bezug auf die ökonomische Besserstellung der einzelnen Volksteile, -Gruppen oder -Schichten entstanden oder bestehen geblieben sein, dass anstatt der Bedürfnisbefriedigung Mangel und Not herrschen würde, so dass eine dem volkswirtschaftlichen Interesse entsprechende Regulierung der Verteilung, also eine zweckmässige praktische Lösung des Verteilungsproblems durch staatliche Massnahmen angezeigt erschiene. Die Beantwortung und Behandlung der Verteilungsfrage setzt also im konkreten Falle auch möglichst eingehende Nachweise über die faktische Verteilungsgestaltung von Vermögen und Einkommen mit Rücksicht auf die soziale Struktur der Bevölkerung voraus. Leider aber sind gerade diese wirtschaftsstatistischen Ermittlungen bisher noch viel zu wenig gepflegt worden, so dass es, abgesehen von den beinahe unüberwindlichen Schwierigkeiten bezüglich der Nachweise des wirklichen Vermögensbesitzes und Einkommens der einzelnen Personen, an eingehenderen Darstellungen und Abstufungen nach sozialen Schichten, Berufsklassen und -Ständen fast gänzlich fehlt. Dieser Mangel erklärt sich im wesentlichen aus dem Umstand, dass die amtliche Statistik, zumal im Kanton Bern, bei Anlass solcher Arbeiten der beschränkten Zeit und knapper Hülfsmittel wegen genötigt war, sich auf das nächstliegende Pensum und somit in der Regel vorwiegend auf die rein praktischen Zwecke der Verwaltung und Gesetzgebung zu beschränken. Es ist dies so

so mehr zu bedauern, als solche weitläufige Arbeiten meist nur von statistischen Aemtern oder staatlichen Behörden zu erwarten, dagegen Privaten jedoch nicht zuzumuten sind und übrigens auch nur den ersteren die Gelegenheit und Möglichkeit zu gleichmässigen, im Interesse zeitlicher Vergleiche liegenden Wiederholungen der betreffenden Arbeiten geboten ist. Von den neueren wirtschaftsstatistischen Quellen und Arbeiten, welche irgendwelchen Einblick in die Verteilung des Volksvermögens im Kanton Bern gestatten, fallen hauptsächlich in Betracht: Die Grundbesitzstatistik, die Viehzählung und die Steuerstatistik, welche vom Verfasser bearbeitet, den Inhalt verschiedener Lieferungen der Mitteilungen des bern. statistischen Bureaus (besonders im letzten Jahrzehnt des abgelaufenen Jahrhunderts und auch seither) bildeten. Wir beginnen zunächst mit der Analyse der Grundbesitzstatistik, deren Detailergebnisse in Liefg. II, Jahrgang 1890, der „Mitteilungen" enthalten sind.

XX. Kapitel.

Grundbesitzverhältnisse.

Wenn wir von der hohen Warte eines aussichtsreichen Berggipfels in das Bernerland hinabschauen, so entrollt sich unsern Blicken ein vielgestaltiges Bild der Bodenoberfläche dar: Mächtige Gebirgszüge wechseln mit freundlichen Tälern und lachenden Seegestaden; weiterhin erblicken wir, so weit das Auge reicht, ein fruchtbares Hügelland und im fernen Nordwesten erhebt sich wie eine bläuliche Dunstwelle das gebirgige Gelände des Jura. Im nähern Gesichtskreise erkennen wir wohl an der mehr oder weniger zerstreuten Lage der Bauernhäuser oder Scheunen, an der Einzäunung oder den Grenzmarchen, an der Parzellierung, an der Verschiedenartigkeit der Kultur, sowie an der Besorgung der landwirtschaftlichen Arbeiten, durch vereinzelte grössere und kleinere Gruppen etc., dass es verhältnismässig viele sind, welche sich als Besitzer und Bebauer in das oben skizzierte Land teilen. Wir bemerken wohl auch da oder dort eine grössere Herde auf abgelegener Weide oder einen grössern Komplex in kleinere, gleichmässige Parzellen abgeteilten Ackerlandes als äusseres Merkmal der Gemeinde-Allmend, oder endlich die von einer schönen Baumgruppe umgebene Pfrund, vielleicht auch eine renovierte Schlossbesitzung, als Kennzeichen der Staatsdomäne oder der Bezirksarmenverpflegungs-, Erziehungs-, Rettungs- oder Straf-Anstalt — von zerfallenen Burgen oder Ruinen, als Erinnerungszeichen an die längst entschwundene Herrlichkeit des Landadels gar nicht zu reden —; wir wissen aber nach unserer Naturbetrachtung nicht, wie viele sich in den Besitz des Landes teilen, in wie viele Grundstücke dasselbe zerteilt ist

wie viele Besitzer das Land selbst bebauen, oder dasselbe andern überlassen, wie viel Kulturland endlich im Besitz von Privaten, von Gemeinden oder vom Staate sei; — über alle diese Fragen kann uns nur eine auf mühsamem Wege erstellte Grundbesitzstatistik Auskunft geben.

Die Zahl der Grundbesitzer von Kulturland nach dem Besitztum in jeder Gemeinde beläuft sich für den Kanton Bern auf 74,705 oder 13,9 Prozent der Bevölkerung, diejenige nach dem Wohnort dagegen nur 59,025 oder 11 Prozent der Bevölkerung; während in der erstern Zahl eine grössere Anzahl Grundbesitzer so oft enthalten sind, als sie in verschiedenen Gemeinden Kulturland besitzen, sind diese Doppelzählungen bei der Feststellung der letztern Zahl so viel als möglich vermieden worden, indem die einzelnen Grundbesitzer nach dem Wohnort und somit nur einmal gezählt wurden; es ist daher die letztere als wirkliche Zahl der Grundbesitzer anzunehmen. Um indes die vollständige Zahl der Grundbesitzer zu erhalten, wären noch hinzuzurechnen alle diejenigen, welche nur Gebäude (Hausplätze), Wald oder Alpweiden besitzen. In Ermangelung genau ausgeschiedener Angaben, müssen wir uns mit den ermittelten, sowie mit dem Hinweis auf deren Verwendbarkeit begnügen. Verlangt nun das Interesse im allgemeinen eine Vergleichung über die Zu- oder Abnahme der Grundbesitzer im Kanton Bern, so steht zu einem solchen zeitlichen Vergleich keine andere zuverlässigere Angabe zu Gebote, als diejenige, welche bei Anlass der Volkszählung im Jahr 1856 ermittelt wurde. Damals belief sich die Zahl der Grundeigentümer, welche landwirtschaftlich benutzten Boden besassen, auf 50,923 oder 11,34 Proz. der Bevölkerung*); es ergibt sich demzufolge in dem zwischen den beiden Aufnahmen liegenden Zeitraum von 32 Jahren eine absolute Zunahme der Grundbesitzer von über 8000, während die verhältnismässige Zahl derselben ungefähr die nämliche geblieben ist. Unzweifelhaft wäre die numerische Zunahme der Grundbesitzer sowohl absolut als relativ eine stärkere gewesen, wenn dieselbe nicht durch die Ungunst der Zeit (schlechte Ernten und Krisis) in den 1880er Jahren verhindert oder verunmöglicht worden wäre; denn der damalige Auswanderungsstrom und der Zug nach der Stadt in neuester Zeit hat bekanntlich eine nicht unbedeutende Zahl von Grundbesitzern mit sich fortgerissen. Ziehen wir nunmehr die örtliche Verteilung der Grundbesitzer in Betracht, so ergibt sich für die einzelnen Landesteile absolut und relativ folgende Doppelzahl:

*) Beiträge zur Statistik des Kantons Bern, I. Heft, pag. 123, 1860.

Landesteile	Anzahl der Grundbesitzer			
	nach dem Besitztum überhaupt	in Proz. der Bevölkerung	nach dem Wohnort derselben	in Proz. der Bevölkerung
Oberland . . .	16,321	17,3	13,910	14,7
Emmenthal . .	4.607	9,5	4,335	8,9
Mittelland . . .	16,085	9,0	13,315	7,4
Oberaargau . .	6,875	15,6	5,503	12,5
Seeland	11,719	17,7	7,686	11,6
Jura	19,098	18,6	14,276	13,9
Kanton	74,705	13,9	59,025	11,0

Fassen wir wiederum die Zahl der Grundbesitzer nach dem Wohnort als die richtigere in's Auge, so finden wir, dass das Oberland im Verhältnis zur Bevölkerungszahl am meisten, das Mittelland dagegen am wenigsten Grundbesitzer aufweist; es ist dieses Verhältnis zum Teil durch die Bevölkerung der Hauptstadt, zum Teil durch die Grösse der Besitzungen bedingt; im Oberland herrscht der kleine, im Mittelland dagegen der mittlere und grössere Grundbesitz vor. Doch ist nicht zu übersehen, dass im Oberland die einzelnen Besitzungen durch die Alpen an Ertragsfähigkeit um ein Bedeutendes gehoben werden und dass daher dieselben auch nach ihrem Umfange in Wirklichkeit grössere sind. Dem Mittelland kommt das Emmenthal in der relativen Vertretung der Grundbesitzer am nächsten, dem Oberland dagegen der Jura. Die Verhältniszahl der Grundbesitzer im Oberaargau und Seeland, wie auch im Mittelland, wird durch die Bevölkerungsdichtigkeit dieser Landesteile, im Vergleich zu den übrigen Landesteilen, wesentlich verringert. Die Gesamtbesitzfläche, welche der Aufnahme zu Grunde lag, beziffert sich auf 245,219$_{11}$ Hektar; dieselbe entspricht ungefähr derjenigen Fläche Kulturlandes, welche in den Grundsteuer-Registern als I. Kulturart (Aecker und Wiesen) eingetragen ist.

Auf einen Grundbesitzer kommen im Durchschnitt des ganzen Kantons 3,28 Hektar Kulturland, wenn wir die grössere, und 4,15 Hektar, wenn wir die kleinere Zahl der Grundbesitzer, also diejenige nach dem Wohnort, in Berechnung ziehen. Allerdings wird dieser Durchschnittsbesitz in beiden Fällen um etwas dadurch vergrössert, dass der Staat, die Gemeinden und Korporationen in den betreffenden Gemeinden mit einem oft ausgedehnten Besitztum als ein Grundbesitzer figurieren.

Für die Ermittlung der Zahl der Grundstücke wurde als Regel vorgeschrieben, dass Grundstücke, welche ein zusammenhängendes Ganzes bilden, also unter Umständen auch ganze Heimwesen, nur als ein Grundstück zu zählen seien; es ergab sich danach eine Gesamtzahl von 391,139 Grundstücken, mit einer Durchschnittsgrösse von 62,7 Aren. Man ersieht schon hieraus die Tatsache einer ziem-

lich starken Zerstückelung, über welche das Ergebnis der Aufnahme noch weitere Aufschlüsse gestattet.

Die Besitzverteilung des Kulturlandes stellt sich absolut und im Durchschnitt nach den Landesteilen wie folgt dar:

Landesteile	Anzahl Grundstücke	Kulturland in Hektaren	Durchschnitts-Besitz in Hektar	Durchschnitts-Grösse in Aren
Oberland . . .	47,897	41,643,5	2,99	86,9
Emmenthal . .	6.906	21,078,4	4,87	305
Mittelland . . .	58,423	73,298,1	5,52	125
Oberaargau . .	25,710	18,211,2	3,32	70,9
Seeland	68,606	27,762,7	3,61	40,5
Jura	183,597	63,225,2	4,42	34,4
Kanton	391,139	245,219,1	4,15	62,7

Wir haben hier ein Bild grosser Verschiedenheit vor uns, namentlich was die durchschnittliche Grösse der Grundstücke, resp. die Parzellierung anbetrifft. Bezüglich der Durchschnittsgrösse der Besitzungen steht das Mittelland obenan, das Oberland dagegen am niedrigsten; indes wird in dieser Hinsicht das Oberland durch den Wegfall der Alpweiden zurückgestellt. Nach der Durchschnittsgrösse der einzelnen Grundstücke steht weitaus am günstigsten das Emmenthal, am ungünstigsten der Jura und das Seeland, in welchen Landesteilen in der Tat die Parzellierung des Grundeigentums die grössten Fortschritte gemacht hat.

Von dem gesamten Kulturland sind 224,150,7 Hektar oder 91,4 Prozent Privatbesitz, das übrige (21,068,4 Hektar oder 8,6 %) ist Eigentum des Staates, der Gemeinden, Korporationen, Anstalten und Stiftungen. Vom Privatgrundbesitz waren verpachtet im ganzen 40,484,5 Hektar oder 16,5 % und zwar zirka $^3/_4$ hievon mit einem Areal von 28,555,3 Hektar je gesamthaft und die übrigen Besitzungen mit 11,928,6 Hektar jede stückweise. Der Selbstbetrieb ist also im Kanton Bern beim Privateigentum allgemein Regel, der Pachtbetrieb Ausnahme. Hinsichtlich der Besitzgrösse ist zu konstatieren, dass die Gesamtverpachtung bei den kleinern Besitzungen häufiger vorkommt, als bei den grössern und dass andererseits die Verpachtungsfrequenz der verstückelten Besitzungen, sowie im ganzen überhaupt mit der Besitzgrösse zunimmt, wie folgende auf 71 Gemeinden sich stützende Angaben beweisen:

Besitzungen von	Anzahl derselben	Davon sind verpachtet		und zwar gesamthaft		stückweise	
			%		%		%
bis 40 Aren	3,224	312	9,67	272	87	40	13
40 „ 200 „	4,821	509	10,6	301	59,2	208	40,8
200 „ 500 „	3,101	363	11,7	176	48,5	187	51,5
500 und mehr „	2,892	685	23,7	302	44,1	383	55,9
Im ganzen	14,038	1869	13,3	1051	56,2	818	43,7

Wenn wir die Landesteile ins Auge fassen, so finden wir am meisten Verpachtungen im Oberaargau, am wenigsten im Oberland. Vom gesamten Kulturland (also inbegriffen Staats- und Gemeindeland) wird eine Fläche von 75 % von Privateigentümern selbst bewirtschaftet, während die übrige Fläche von 25 % sich zu $^2/_3$ als Privatbesitz in Pachtbetrieb und zu $^1/_3$ als Staats-, Gemeinde- und Korporationsland teils in Pacht, teils in Nutzniessung sich befindet. Um die Grundbesitzverhältnisse nicht nur nach dem durchschnittlichen Betreffnis, sondern auch nach der wirklichen Verteilung darzustellen, wurde eine detaillierte Uebersicht erstellt, worin die Grundbesitzungen in jeder Gemeinde nach deren Flächeninhalt in zehn Grössenkategorien mit entsprechender Abstufung eingeteilt und in jeder derselben die resp. Zahl von Besitzungen, sowie deren Halt in Hektaren angegeben wurden; das Kantonsergebnis derselben ist folgendes:

Besitzungen	Anzahl	Mit einem Halt von zusammen Hekt.
Unter 10 Aren	6,983	336,1
Von 10— 20 „	5,651	831,1
„ 20— 40 „	8,257	2424,0
„ 40—100 „	12,429	8187,31
„ 1— 2 Hekt.	11,524	16,544,35
„ 2— 5 „	15,332	49,406,38
„ 5— 10 „	8.824	61,652,32
„ 10— 20 „	4,395	59,480,88
„ 20— 50 „	1,162	32,076,32
über 50 „	148	14,279,17
im ganzen:	74,705	245,219,11

Hier sind also die Staats-, Gemeinde- und Korporationsbesitzungen mit inbegriffen; nach der Zahl der Besitzungen überhaupt ist die Grössenkategorie von 2—5 Hektaren, nach dem Flächeninhalte dagegen diejenige von 5—10 Hektaren am stärksten besetzt; zur leichtern Beurteilung des Grössenverhältnisses der Grundbesitzungen und deren numerische Vertretung mag eine für unsere Besitzverhältnisse passende verkürzte Abstufung und Einteilung mit folgendem Ergebnis dienen:

	Anzahl	%	Hektaren	%
Kleinste Besitzungen bis 1 Hekt.	33,320	44,6	11,778,4	4,8
Kleinere „ von 1—5 Hekt.	26,856	36,0	65,951,6	26,8
Mittlere „ „ 5—20 „	13,219	17,7	121,133,4	49,4
Grössere „ von über 20 „	1,310	1,7	46,356,0	18,9
Total des Kantons:	74,705	100	245,219,4	100

Erst auf Grund dieser Darstellung lässt sich ein bestimmtes Urteil fällen; dieselbe zeigt uns, dass zwar die kleinsten Besitzungen bis zu 1 Hektare Umfang am zahlreichsten und die folgenden Grössenkategorien der Reihenfolge nach numerisch geringer vertreten sind, dass jedoch das Hauptgewicht in dem mittleren Besitz von 5 bis 20 Hektare liegt, indem diese Klasse die grösste Fläche des Kulturlandes — ungefähr die Hälfte des gesamten Areals — umfasst. Aus den Darstellungen nach Landesteilen geht hervor, dass die kleinen Besitzungen der Zahl nach im Seeland relativ am stärksten, im Emmenthal dagegen am schwächsten vertreten sind; andererseits tritt der Mittel- und Grossbesitz dem Umfang nach relativ am stärksten hervor im Mittelland, am schwächsten im Oberland. Der Umstand, dass die mittleren Besitzungen von 5—20 Hektar mit 63,4% des Kulturlandes im Emmenthal im Vergleich zu den übrigen Landesteilen relativ am stärksten und die kleinsten Besitzungen am schwächsten vertreten sind, lässt unzweifelhaft auf den Einfluss des in diesem Landesteil rechtsgebräuchlichen, nach Art 545 des bernischen Zivilrechts zur Anwendung kommenden „Minorats", d. h. der Vererbung des Guts auf den jüngsten Sohn und Auskauf der Miterben, schliessen, wodurch einer nachteiligen Güterzerstückelung wesentlich vorgebeugt wird. Freilich ist die Verteilung des Grundbesitzes resp. die Grösse der Güter im übrigen durch verschiedene Faktoren bedingt, so kommt es heutzutage sehr wesentlich auf die Betriebsweise und die Kulturart an, indem bei intensivem Wirtschaftsbetrieb eine entsprechende Verkleinerung der Güter eher zulässig ist, als bei intensivem Betrieb, welcher gegenteils eine möglichst grosse Fläche verlangt; ferner ist je nach dem vorherrschenden Ansiedelungssystem (Dorf- oder Hofsystem der eingewanderten Germanen) das Verteilungsverhältnis ein anderes; beim Hofsystem scheint die Gefahr der zu weitgehenden Verkleinerung bei weitem nicht so gross zu sein wie beim Dorfsystem. Das Hofsystem herrscht namentlich in Hügelgegenden des Emmenthals und Mittellandes vor, das Dorfsystem dagegen im Seeland, Jura und Oberland und während in den beiden ersten Landesteilen, wie bereits bemerkt, die grössern Gutsbesitzungen vorherrschen, begegnen wir in den übrigen drei Landesteilen einer weitgehenden Zertückelung. Die Gestaltung der Besitzverteilung weist laut den Detailnachweisen in den einzelnen Amtsbezirken und Gemeinden natürlich noch erheblich grössere Verschiedenheiten und Extreme auf. In Bezug auf die Ein-

stückelung ist zu bemerken, dass dieselbe sowohl durch Erbteilung, als auch durch freiwillige oder zwangsweise Veräusserung im Wege des Kaufes, des Tausches oder der Verpachtung entsteht und dass sich dieselbe mit allen Nachteilen, die sie im Gefolge hat, nicht nur beim Grundbesitz innerhalb einer bestimmten Gemeinde oder Gegend, sondern ganz besonders auch bei den einzelnen Grundbesitzern, also innerhalb ihres Besitztumes oder Betriebs, geltend macht. Anlässlich der Ausarbeitung der bernischen Grundbesitzstatistik wurde auch eine gemeindeweise Uebersicht erstellt, welche zwar nicht im Detail veröffentlicht wurde, jedoch einen hinreichenden Einblick in die Zerstückelung und Parzellierung des Grundeigentums an Kulturland gewährt und zugleich für die Anbahnung von Flurbereinigungen der einzelnen Gemeinden willkommene Anhaltspunkte bieten dürfte. Das Kantonsergebnis dieser Uebersicht ist unter vorläufiger Weglassung des Flächeninhalts folgendes:

Besitzungen mit	1	2	3	4	Grundstücken
Anzahl	28,867	12,089	7148	4912	Besitzungen
Besitzungen mit	5	6	7	8	Grundstücken
Anzahl	3427	2702	1996	1574	Besitzungen
Besitzungen mit	9	10	11	12	Grundstücken
Anzahl	1324	1193	875	906	Besitzungen
Besitzungen mit	13	14	15	16—19	Grundstücken
Anzahl	696	623	615	1614	Besitzungen
Besitzungen mit	20—29	30—49	50 und mehr		Grundstücken
Anzahl	2177	1508	459		Besitzungen

In zusammengefasster Darstellung erhalten wir unter Berücksichtigung des Flächeninhalts folgendes Hauptergebnis:

Besitzungen mit	1	2—5	6—14	15—29	30 u. mehr	Grundstücken
Anzahl	28,867	27,576	11,839	4406	1967	Besitzungen
in %	$38_{,7}$	$36_{,9}$	$15_{,9}$	$5_{,9}$	$2_{,6}$	= 100

Es weisen auf die Besitzungen mit

Gesamt	1	2—5	6—14	15—29	30 u. mehr	Grundst.
Kulturland	49,910,$_{2}$	79,098,$_{9}$	59,114	33,420,$_{7}$	23,675,$_{4}$	Hektar
(Gesamtfläche)						
in %	$20_{,4}$	$32_{,3}$	$24_{,1}$	$13_{,6}$	$9_{,6}$	= 100

Mithin wären 75 % aller Besitzungen in 1—5 Grundstücke zerteilt, während dieselben nur $52_{,7}$ %, also etwas mehr als die Hälfte der Gesamtfläche des Kulturlandes, ausmachen. Auch hier treten in den einzelnen Landesteilen und Gegenden grosse Verschiedenheiten auf; die geringste Zerstückelung treffen wir im Emmenthal, die weitaus grösste dagegen im Jura, wo die Parzellierung einen ganz ausserordentlichen Grad erreicht haben muss. Es dürfte angesichts der Tatsache einer so weit vorgeschrittenen Zerstückelung des Grundeigentums überhaupt und der bedeutenden Nachteile, welche sich aus der Zersplitterung in der Bewirtschaftung

der einzelnen Gutsbesitzungen ergeben müssen, kaum nötig, auf den grossen Wert von Flurbereinigungen hinzuweisen, denn die Vorteile, welche durch Zusammenlegung der Grundstücke und Arrondierung der Güter entspringen müssten, liegen jedermann vor Augen. Freilich hält es äusserst schwer, die Grosszahl der Bauern von der Nützlichkeit einer solchen Massnahme zu überzeugen und sie zu einem solchen Schritte zu veranlassen, sonst wäre der wohlgemeinte Versuch, den die bernischen Behörden im Jahre 1882 durch Vorlage eines Flurgesetzes gemacht, bei der Volksabstimmung über dasselbe nicht missglückt. Indessen steht zurzeit infolge einer im Grossen Rate gestellten Motion eine neue Flurgesetzvorlage in Aussicht. Um nun nochmals auf das Kantonsergebnis der Besitzverteilung zurückzukommen, bemerken wir, dass zu einer statistischen Vergleichung dieser Verhältnisse mit andern Kantonen und Ländern — so wünschenswert und interessant eine solche auch erscheinen mag — die erforderliche materielle und formelle Uebereinstimmung der bezüglichen Angaben leider meistenteils fehlt. Wenn wir hier vergleichsweise dennoch einige Angaben beifügen, so geschieht dies nur unter gewissen Vorbehalten und unter der ausdrücklichen Erklärung, dass dieselben gegenseitig nicht direkt vergleichbar sind; der Hauptunterschied liegt darin, dass die Angaben für Bern sich auf den wirklichen Besitz beziehen, während denjenigen der übrigen Länder meistens der Betrieb zu Grunde liegt; immerhin bietet diese Vergleichung hinlängliche Anhaltspunkte zu einer annähernden Beurteilung der betreffenden Verhältnisse.*)

Kanton Zürich.

Grössenkategorien	Anzahl Betriebe	Prozent	Betriebsfläche*) in Hektaren	Pro
Bis 1 Hektar	9,532	31,0	3,451	3,9
1 „ 5 „	14,445	46,9	37,259	41,3
5 „ 20 „	6,686	21,7	46,151	51,1
über 20 „	130	0,4	3,327	3,7
Total	30,793	100	90,218	100

*) Ohne das Weide- und Streueland.

*) Die vorliegenden Nachweise sind den offiziellen Publikationen der betr. Länder entnommen, jedoch wurde mehrenteils eine entsprechende Verkürzung resp. Zusammenfassung der Angaben nach Grössenkategorien notwendig. Bei denjenigen von Zürich musste vorerst eine Summierung der Betriebe und Betriebsflächen vorgenommen werden, da die betr. Totalnachweise fehlen. Quellen: Ergebnisse der Vieh-, Güter- und Obstbaumzählung vom 21. April 1[illegible] in den statistischen Mitteilungen betr. den Kanton Zürich. Statistische Mitteilungen über die Landwirtschaft in Bayern nach den Erhebungen von 1[illegible] bis 1902, I. Teil. Die wertvollsten Aufschlüsse bot: „Die Landwirtschaft im Deutschen Reich nach der Berufs- und Gewerbezählung vom 14. Juni 1[illegible]

Königreich Bayern:

Grössenkategorien	Anzahl Betriebe	Prozent	Landw. benutzte Fläche in Hektaren	Proz.
Bis 1 Hektar	156,971	23,7	61,903	1,4
1 „ 5 „	245,012	36,9	668,852	15,4
5 „ 20 „	216,999	37,7	2,148,833	49,5
20 „ 100 „	44,182	6,6	1,350,573	31,1
über 100 „	621	0,09	111,416	2,6
Total	663,785	100	4,341,577	100

Deutsches Reich:

Grössenkategorien	Anzahl Betriebe	Prozent	Landw. benutzte Fläche in Hektaren	Proz.
Bis 1 Hektar	2,529,132	45,5	810,641	2,5
1 „ 5 „	1,723,553	31,0	4,283,787	13,2
5 „ 20 „	998,804	17,97	9,721,875	29,9
20 „ 100 „	281,767	5,07	9,869,837	30,3
über 100 „	25,061	0,45	7,831,801	24,1
Total	5,558,317	100	32,517,941	100

Grossbritannien.

Grössenkategorien	Anzahl Betriebe*)	Prozent	Betriebsfläche in Acres	Proz.
Bis 5 Acres (bis 2 Hektar)	117,968 *)	22,68	366,792	1,13
5 bis 20 Acres (2—8 Hektar)	149,818	28,80	1,667,647	5,12
20 bis 100 Acres (8—40 Hektar)	152,288	29,28	7,750,179	23,79
über 100 Acres (über 40 Hektar)	100,032	19,24	22,792,895	69,96
Total	520,106 *)	100	32,577,513	100

Aus obigen Darstellungen geht hervor: 1. Dass im Kanton Zürich die grössern Besitzungen (über 20 Hektar) der Betriebsfläche nach relativ bedeutend (5 mal) weniger vertreten sind, als im Kanton Bern, während der Mittelbesitz (5—20 Hektar) in beiden Kantonen verhältnismässig annähernd gleich stark vorhanden ist; 2. dass diese beiden Kantone mit Bezug auf den mittleren Besitz mit demjenigen von Bayern nahezu gleichstehen, obwohl hier der Grossbesitz relativ 10 mal stärker als im Kanton Zürich und mindestens doppelt so

*) Ohne die Parzellenbetriebe unter 1 Acre, welche die Mehrzahl (579,133 oder 52,7 %) ausmachen; die bezügliche Fläche würde jedoch, falls sie ermittelt und hinzugerechnet worden wäre, am Verteilungsverhältnis wenig geändert, sondern die Betriebsfläche in der untersten Kategorie höchstens verdoppelt haben.

stark als im Kanton Bern ist; ganz anders stellt sich dagegen das Verteilungsverhältnis im ganzen deutschen Reiche, wo der grössere Besitz (infolge Vorherrschens des Grossgrundbesitzes in Preussen) im ganzen 54,4 Proz. der bewirtschafteten Fläche ausmacht; immerhin ist der Grundbesitz in Deutschland noch bedeutend gleichmässiger verteilt, als in England, wo sozusagen der grösste Teil der Betriebsfläche (nahezu 70 Proz.) im Grossgrundbesitz konzentriert ist, oder wo die grössern Besitzungen (über 20 Acres) sogar zirka 94 Proz. der Kulturfläche einnehmen; 3. dass der Kleinbesitz im Kanton Bern relativ doppelt so stark vertreten ist, als in Deutschland, dass hingegen der grössere Mittel- und Grossgrundbesitz in Deutschland nahezu in der dreifachen verhältnismässigen Ausdehnung vorhanden ist, als im Kanton Bern. Die durchschnittliche Betriebsfläche (an landwirtschaftlich benutztem Boden) beträgt für ganz Deutschland 5,9 Hektar, also merkwürdigerweise noch weniger, als in Bayern, wo sie 6,5 Hekt. ausmacht. Freilich sind auch in Deutschland grosse Gegensätze und verschieden gestaltete Verhältnisse in der Grundbesitzverteilung anzutreffen; so mögen die Verhältnisse in einem grossen Teile des mittlern und südlichen Deutschlands ungefähr denjenigen des Kts. Bern und der übrigen Schweiz ähnlich sein, ja in einigen Ländergebieten, wie z. B. im Elsass, in Baden, Württemberg, im Schwarzwald, in der Pfalz, in Hessen, im Rheinland und in Westfalen, sinkt die Durchschnittsgrösse der landwirtschaftlichen Betriebe nach offiziellen Ermittlungen auf 3 Hektaren und darunter, während der Durchschnittsbesitz im Kanton Bern 3,28, respektive 4,15 und im Kanton Zürich 3,2 Hektar beträgt: doch wird diese Kleinteilung in den genannten süd- und mitteldeutschen Staaten wiederum weit überwogen durch den Grossgrundbesitz im ganzen nordöstlichen Teile Deutschlands (Preussen, bezw. Pommern, Posen, Mecklenburg etc.). Noch bedeutend mehr als in Deutschland, überwiegt der Grossgrundbesitz in Oesterreich, wie nachstehende, auf Nieder- und Oberösterreich, Salzburg, Steiermark, Böhmen, Mähren und Schlesien bezügliche Aufstellung beweist.*)

Oesterreich.*)

Grössenkategorien	Anzahl Grundbesitzungen	Proz.	Besitzfläche in Hektaren	Proz.
Bis 1 Hektar	1,105,321	53,6	321,669	2,3
1 „ 5 „	509,584	24,7	1,188,187	8,6
5 „ 20 „	328,629	15,9	3,555,045	25,8
20 „ 100 „	112,350	5,5	3,607,630	26,2
über 100 „	6,007	0,3	5,101,944	37,0
Total	2,061,891	100	13,774,475	100

*) Nach den Ergebnissen der Grundbesitzstatistik vom 31. Dezember 19[illegible], welche für die fünf Länder successive in der österreichischen Statistik, Band [illegible] Heft 1—5 in den Jahren 1900—1904 erschienen sind.

Ganz anders liegen die Grundbesitzverhältnisse in Frankreich, welches Land nach der letzten Agrarstatistik völlig überwiegenden Mittel- oder Kleinbesitz aufweist.*)

Frankreich.

Grössenkategorien	Anzahl Betriebe	Prozent	Betriebsfläche in Hektaren	Proz.
Unter 1 Hektar	2,235,405	39,2	1,327,253	2,7
1 bis 10 „	2,617,558	45,9	11,244,750	22,8
10 „ 40 „	711,118	12,5	14,313,417	29,0
über 40 „	138,671	2,4	22,493,393	45,5
Total	5.702,752	100	49,378,813	100

Zur Erleichterung des Vergleichs erscheint hier eine Wiederholung des Gesamt-Ergebnisses der Grundbesitzverteilung im Kanton Bern am Platze.

Kanton Bern.

Grössenkategorien	Anzahl Grundbesitzungen	Proz.	Kulturfläche in Hektaren	Proz.
Bis 1 Hektar	33,320	44,6	$11,778_{78}$	4,8
von 1— 5 „	26,856	36,0	$65,951_{88}$	26,9
„ 5—20 „	13,219	17,7	$121,133_{80}$	49,4
über 20 „	1,310	1,7	$46,356_{20}$	18,9
Total	74,705	100	$245,219_{66}$	100

Mit dem Prozentverhältnis des Grossbesitzes steht Frankreich ziemlich genau in der Mitte zwischen Deutschland und England; übrigens macht sich in Frankreich, den periodischen Enquêten nach zu schliessen, eine stetig zunehmende Ausdehnung des Kleinbesitzes auf Kosten des Grossbesitzes geltend, deren Ursachen wir weiter unten berühren werden. Noch viel kleinere Besitzverhältnisse sind in Belgien anzutreffen, für welches Land wir eine durchschnittliche Besitz- oder Betriebsgrösse von $2_{,44}$ Hektar herausgefunden haben.

Nach den Ergebnissen der belgischen Betriebszählung vom 31. Dezember 1895 erhalten wir folgende Verteilung der landwirtschaftlichen Betriebe nach der Grösse der Betriebsfläche:

Belgien.

Grössenkategorien	Anzahl Betriebe	Prozent	Betriebsfläche in Hektaren	Proz.
Unter 1 Hektar	544,041	65,6	?	?
1 bis 10 „	191,833	23,1	?	?
5 „ 20 „	77,216	9,3	?	?
20 „ 40 „	11,350	1,4	?	?
über 40 „	5,185	0,6	?	?
Total	829,625	100	2,021,056**)	100

*) Statistique agricole de la France publiée par le ministère de l'agriculture; Résultats généraux de l'enquête décennale de 1892, Paris 1897.

**) Kulturfläche ohne Wald.

Ein Vergleich der Grössenverhältnisse der landwirtschaftlichen Betriebe in Belgien, nach dem Stande von 1846 und 1895, ergibt folgendes:

Grössenkategorien der Betriebe	Anzahl der landwirtschaftlichen Betriebe pro 1846	Prozent	pro 1895	Pro
Unter 50 Aren	247,551	43,2	458.120	55,2
½—10 Hektar	279,083	48,8	326,819	39,4
10 bis 50 „	41,583	7,3	41,102	5,0
über 50 „	4,333	0,7	3,584	0,4
Total	572,550	100	829,625	100

Italien besitzt ebenfalls keine vergleichbare Statistik über die Grundeigentumsverteilung oder die Betriebsgrösse, obschon dort wiederholt periodische und zwar umfassende Enquêten über die Agrarverhältnisse, so zum Beispiel pro 1880, aufgenommen wurden; nach derselben ergibt sich für Italien eine mittlere Grösse des steuerpflichtigen Grundes von 5_{74} Hektar. Die erwähnten Enquêten gewähren leider keinen genügenden Einblick in die Grundbesitzverteilung, deren Nachweis bei der verschiedenartigen Gestaltung der Besitz- und Betriebsverhältnisse (Teilbau oder Anteilwirtschaft, Pacht- und Latifundienwirtschaft) in Italien für das gesamte Königreich ganz besondere Schwierigkeiten bieten muss, so dass die Angaben über Besitzverteilung ziemlich dürftig und nur vereinzelt, d. h. für wenige Gebiete vorhanden sind. Die Verhältnisse sind übrigens nicht nur im ganzen Königreich, sondern auch in den einzelnen Provinzen so ausserordentlich verschieden und weisen solche Gegensätze auf, dass das Vorkommen von Gütern bis zu 10 Hektar neben solchen von 100—1000 Hektar keine Seltenheit ist. Herrscht auf der einen Seite der Grossgrundbesitz mit seinen sozialen Nachteilen stark vor, so scheint andererseits die Parzellierung des Grundeigentums in vielen Teilen des Landes (Lombardei, Toskana etc.) einen ausserordentlich hohen Grad erreicht zu haben; so weisen nach Eheberg*) in der Toskana die Insel Elba, den Kreis Pistoja und die Provinz Lucca die grösste Eigentumszersplitterung auf, während in Siena sich die grossen Besitzungen zahlreicher vorfinden als anderswo, weshalb diese Provinz auch die höchste Durchschnittsziffer an steuerpflichtiger Fläche per Besitzer aufweist, nämlich zirka 28 Hektar; ihr folgen die Provinzen Grosseto mit 22_{107} Ferrana mit 18_{93}, Ravenna mit 17_{77}, Foggia mit 15_{401}, Pisa mit 15_{077}, Sassari mit 14_{976}, Venedig mit $13_{...}$, Arezzo mit $12_{...}$, Bologna mit 12_{70} Hektar u. s. w.) Die kleinste Durchschnittsfläche weisen auf die Provinzen Como, Neapel 2_{510}, Alessandria $2_{...}$, Lucca $2_{...}$, Porto Maurizio 2_{805}, Sondrio 2_{711}, Benevento $2_{...}$, Vicenza $2_{...}$, Chieti $2_{...}$ Hektar etc.*). In Grosseto wie auch in Rom finden sich die

*) Agrarische Zustände in Italien von Dr. Th. Eheberg, Professor der Nationalökonomie in Erlangen.

die Latifundien noch besonders vor. In den oben zuerst genannten Gebieten mit der stärksten Eigentumszersplitterung sind am häufigsten die ganz kleinen isolierten Gütchen, die besonders in den Bergen zu minutiöser Kleinheit herabsinken und einer halbverhungerten Familie einen Unterhalt gewähren, der unter normalen Verhältnissen kaum für einen Monat reichen würde. Forschen wir nach dem Ursprung und den Ursachen der in Frankreich und Italien zu Tage tretenden Grundbesitzzerstückelung, so erfahren wir zunächst für ersteres Land durch v. Reitzenstein*) folgendes: In einzelnen Landesteilen hatte dieser Vorgang seinen Ursprung lange vor der Revolution, indem derselbe bereits zu Ende des 16. Jahrhunderts nachgewiesen wurde. Die erhebliche Zerstückelung wurde aber um die Zeit der französischen Revolution als eine gemeinsame Erscheinung konstatiert. Abgesehen von den grossen, durch legislatorische Massnahmen der Revolution, namentlich den Verkauf der National-Kirchen- und Stiftungsgüter, sowie der Güter der Emigrierten, herbeigeführten Umwälzungen, sind es vorzugsweise zwei Ursachen gewesen, welche die Entwicklung seitdem mächtig gefördert haben; nämlich erstens das durch die Artikel 826 und 832 des Code Civil zum allgemeinen Rechtssatz erhobene Prinzip realer Teilung der Erbschaften und sodann zweitens die bei den arbeitenden Klassen wachsende Neigung zum Grunderwerbe. Diese beiden letzteren Umstände führt Prof. Eheberg auch als Hauptursachen der Zerstückelung des Grundeigentums in Italien an, indem er sich darüber folgendermassen ausspricht: „Als dauernde und vornehmliche Ursache der Zersplitterung des Eigentums ist die Sucht des Bauern (besonders im Hügelland und in den Bergen) anzusehen, Eigentümer eines Landes zu werden, mit andern Worten: es liegt die Ursache in der bekannten Liebe des Italieners zu seiner Heimat und in dem Wunsch jedes Taglöhners, nur ein kleines Haus und ein Stückchen Land, womöglich in dem Geburtsort zu erwerben und sein eigen zu nennen. In dem Erwerb vielleicht einiger Centiare Landes, für die er hohe Preise zahlen muss, lässt er alles im Ausland als Arbeiter oder in der Heimat als Hirte erworbene Geld aufgehen.“ Ferner: „Eine sehr wichtige Ursache der Pulverisierung des Grundeigentums ist das geltende Civilrecht, das eine Mobilisierung desselben sehr begünstigt und besonders das Erbrecht, das eine Teilung in natura und womöglich zu gleichen Teilen für jeden männlichen Erben ermöglicht. Endlich weist Eheberg, gestützt auf den Enquête-Bericht, auf folgende Ursachen der Grundbesitzzerstückelung in Italien hin: Die Natur des Bodens und die ausserordentliche Verschiedenheit des Landes in topographischer Hinsicht, sowie die Vielfältigkeit der Kulturarten, dann die vielen politischen

*) Agrarische Zustände in Frankreich und England von F. Frhrn. von Reitzenstein und Erw. Nasse.

und historischen Aenderungen, welche zahlreiche Käufe und Verkäufe nach sich zogen, die rasche Zunahme der Bevölkerung und endlich der Verkauf von Gütern des Staates und der Kirchengesellschaften. Was speziell die Bevölkerungsunahme anbetrifft, so mag dieselbe für Italien allerdings mit eine der wichtigsten Ursachen der Grundbesitzzerstückelung ausmachen, indem die Bevölkerung dieses Landes eine nahezu doppelt so starke relative Zunahme aufweist als Frankreich; der Kt. Bern steht übrigens mit seiner Bevölkerungszunahme im XIX. Jahrhundert dem Zunahmeverhältnis Italiens sehr nahe. Wie steht es nun aber mit der Entwicklung der Grundbesitzverteilung im Kt. Bern? Auch hier fällt der Beginn der Güterverkleinerung in die Vergangenheit früherer Jahrhunderte. Es ist indes wohl unbestreitbar, dass eine so ausgedehnte Zerstückelung im heutigen Sinne unter der früheren Herrschaft des Lehenrechts gar nicht stattfinden konnte, indem bekanntlich jede Veräusserung oder Besitzveränderung nach damaliger Gesetzgebung der Genehmigung der Obrigkeit oder des Lehenherrn unterworfen war. Noch in der Gerichtssatzung von 1761 ist unter den Fällen, in welchen der Lehenmann das Lehen „verwürke" als vierter Grund aufgeführt: „wann er (der Lehenmann) ohne des Lehenherren Gunst, Wissen und Willen das Lehengut durch Verkauf, Tausch, Ehesteuersweise, in Teilungen oder sonst verstücklet" — und in einem spätern Erlass vom Jahre 1772 wurde sogar die im Jahr 1615 bei Geltstagen unter gewissen Bedingungen ohne Anfrage gestattete Zerstückelung wieder verboten, d. h. an die Erlaubnis des Lehenherrn geknüpft. Indessen wurden die öftern Verbote und beschränkenden Vorschriften im privaten Verkehr nicht immer strenge befolgt, so dass die Güterzerteilung dennoch allmählich vorwärts schritt und zwar je mehr sich der Uebergang der Lehengüter in das Eigentum der Erbpächter vollzog.

Ganz besonders aber musste die Zerstückelung gefördert worden sein durch die infolge der französischen Revolution entstandene gesetzliche Abschaffung der Feudalrechte und des Loskaufs des Grundbesitzes von den daherigen Lasten — ein Ereignis, welches mit Eintritt des XIX. Jahrhunderts den Anfang genommen und durch die Staatsverfassung von 1846 gänzlich zum Abschluss gelangt; denn da nunmehr der Grundbesitz gesetzlich von allen Reallasten und Beschränkungen befreit war, stund der freien Teilung und Veräusserung kein Hindernis mehr im Wege. Mögen nun auch durch die vollständige Befreiung des Grundbesitzes in Hinsicht auf die vermehrte Zerstückelung desselben gewisse wirtschaftliche Nachteile im Betrieb entstanden sein, so war erstere doch nur eine logische Konsequenz oder Mitbedingung der im XIX. Jahrhundert grundsätzlich sanktionierten allgemeinen Gewerbe-, Handels- und Verkehrsfreiheit. Den Nachteilen stehen aber auch hier Vorteile gegenüber; so z. B. nahmen die Gutsverbesserungen mit Abschaffung des Lehenswesens einen erfreulichen Aufschwung, welcher durch

die technischen Fortschritte sehr wesentlich unterstützt wurde. Eine gewichtige Ursache der Besitzzerstückelung bildet auch im Kanton Bern die bei Frankreich und Italien angeführte Naturalteilung oder reale Teilung bei Erbschaften, welche sowohl nach den Vorschriften des Civilgesetzbuches für den alten Kanton als nach denjenigen des Code Napoléon für den neuen Kantonsteil gestattet ist.

Eine Ausnahme von dieser Art Erbteilung machten bislang das Emmenthal und Teile des Mittellandes, in welchen Gegenden die Güter sehr oft ungeteilt in die Hände eines Erben oder Käufers überzugehen pflegten. Ermöglicht und gefördert wurde die starke Zerstückelung ferner in denjenigen Gegenden, wo die Bevölkerung sich industrieller Beschäftigung zugewendet hatte, wie namentlich im Seeland und Jura und in Gegenden, wo die Konsum- und Absatzverhältnisse einen intensivern Betrieb im Kleinen (Parzellenwirtschaft) gestatten, wie in der Nähe von Städten. Die Bevölkerungszunahme kommt als Ursache der Grundbesitzverteilung im Kt. Bern allerdings nur insofern in Betracht, als durch dieselbe die Zahl der Grundbesitzer sich gleichzeitig vermehrte, ein Umstand, der indes in den letsten Jahrzehnten für die wenigsten Landesgegenden und für den Kanton im ganzen überhaupt kaum zutrifft. Endlich sei noch der Einfluss der topographischen Lage und Beschaffenheit des Bodens auf die Zerkleinerung erwähnt; derselbe macht sich vorzugsweise in gebirgigen, resp. Talgegenden und zwar der Begrenztheit der kulturvierbaren Fläche und der Notwendigkeit intensiverer Kultur, also des durch Parzellenwirtschaft betriebenen Ackerbaues wegen, geltend (Oberland und Jura). Ob die Verkehrsmittel (Eisenbahnen) in unwirtlichen, abgelegenen Gegenden die Verkleinerung des Grundbesitzes ebenfalls beförderte, ist schwer zu sagen; als sicher dürfte angenommen werden, dass sie den Wert von Grund und Boden, der Liegenschaften überhaupt, erhöhten und auch die Rendite der Landwirtschaft begünstigten, ob nun die letztere zur intensiven oder der extensiven Kultur (Weidewirtschaft und Viehzucht) hinneigte. Bei unserer Betrachtung über die Grundbesitzverteilung im Kanton Bern kommen wir zu dem Schlusse, dass dieselbe, trotz den wirtschaftlichen Nachteilen, welche der zu geringe Umfang der Betriebe infolge der Zerstückelung im einzelnen mit sich brachte, doch eine gesunde, ja in sozialer und volkswirtschaftlicher Hinsicht wohl von allen Ländern, mit welchen ein Vergleich möglich war, als die gleichmässigste und günstigste zu bezeichen ist.

Was die Grössenverhältnisse der Besitzungen anbetrifft, so dürften dieselben, obwohl der grössere Klein- und Mittelbesitz mehr vorherrscht, als im Kanton Zürich, immerhin als typische für die ganze Schweiz überhaupt angesehen werden, indem die verschiedenen topographischen und kulturellen Eigenschaften in ersterem sich zusammenfinden. Beträgt also die durchschnittliche Grösse

eines landwirtschaftlichen Besitztums im Kanton Bern (nur an Kulturland) 4,15 Hektar, so ist diese Annahme für die Schweiz kaum zu niedrig. Herr Professor Dr. Krämer in Zürich dürfte in seinem Artikel über Landwirtschaft, welcher seiner Zeit im schweiz. Volkswirtschaftslexikon erschienen ist, mit 8,5 Hektar die mittlere Grösse eines Gütergewerbes oder Besitztums in der Schweiz wohl doppelt zu hoch veranschlagt haben. Ueber die Frage, welche die zweckmässigste Verteilung des Grundbesitzes sei, äusserte sich der obgenannte, unermüdliche Vorkämpfer auf agrarischem Gebiete, in besagter Arbeit folgendermassen: „In der Schweiz denkt man ruhig über diese Frage, weil die Anwendung des Grundsatzes, dass es dem gesunden Sinne des Volkes zu überlassen sei, die Grösse der Landgüter mit dem fortschreitenden Bedürfnisse der Gesellschaft und der Kultur in Einklang zu setzen, einen alle Teile befriedigenden Zustand herbeigeführt hat und weil man demgemäss im Hinblick gerade auf die Naturbeschaffenheit des Landes und die Wirkungen eines regen Erwerbslebens auch kein Verlangen danach trägt, einen Prozess der Aufsaugung der bäuerlichen Güter durch Grossgrundbesitzungen sich vollziehen zu sehen. Es wird zwar nirgends bestritten, dass der landwirtschaftlichen Grosskultur in technischer Hinsicht eine gewisse Ueberlegenheit zuzuerkennen sei; aber man ist gleichwohl überzeugt, dass dieselbe eine Belastung mit dem vorhandenen, im Kleinbesitz vertretenen, bedeutenden Grundkapital nicht zu ertragen vermöchte, und dass, wenn dies der Fall, das Ergebnis bei einem Vorherrschen des Grossbetriebs vom Standpunkt der Nationalwirtschaft keineswegs als das glücklichere betrachtet werden dürfe. Denn im Lichte der politisch-ökonomischen Interessen erscheint noch nicht diejenige Verteilung des Grundbesitzes die beste, welche den absolut höchsten Reinertrag abwirft, sondern diejenige, welche der zahlreichsten Bevölkerung ein sicheres Einkommen aus der Landbewirtschaftung gewährt und dadurch den Stand tüchtiger, unabhängiger, sesshafter und heimatliebender Bürger vermehren hilft."

Diesen Ausführungen stimmen wir vollkommen bei und wir sind mit Hrn. Prof. Krämer u. a. ebenfalls der Ansicht, dass sich für eine zweckmässige Grnndbesitzverteilung nach der Grösse, resp. dem Umfang einer Besitzung, keine bestimmte Norm aufstellen lässt, indem der landwirtschaftliche Erfolg von einer Reihe von Faktoren abhängig bekanntlich ist, z. B. von der Lage und Qualität des Bodens, den Absatz- und Preisverhältnissen der Produkte, von intensivem oder extensivem Betrieb, von der Kulturart, der Belastung des Grundkapitals, vom Aufwand an Betriebskapital, von wirtschaftlichen Bedingungen überhaupt, dann auch von persönlichen Verhältnissen des Wirtschafters und seiner Angehörigen, von Tüchtigkeit etc. Ein Korrektiv gegen kulturschädliche Besitzverkleinerung findet sich zudem in den Veränderungen der wirtschaftlichen Verhältnisse und den allgemeinen Produktionsbedingungen selbst, wie denn auch die Möglichkeit nicht

ausgeschlossen ist, dass sich auch bei uns, ähnlich dem Vorgange in England oder anderswo, die kleinern Güter im Interesse einer rentablen Kulturrichtung, wie z. B. der Graswirtschaft (Viehzucht) wieder mehr und mehr zusammenlegen und zu grössern Gutswirtschaften mit mehr extensivem Betriebe vereinigen. Bezügliche Wahrnehmungen sind bereits da und dort gemacht worden und es wird dieser Vorgang von Nationalökonomen als ziemlich sicher vorausgesetzt. Auch gibt es zwei Umstände zumal, welche diesem Vorgange wesentlich Vorschub zu leisten geeignet sind, nämlich erstens die Abnahme der landwirtschaftlichen Bevölkerung in den agrikolen Bezirken, welche durch die letzten Volkszählungen konstatiert wurde und deren Ursache in der gedrückten Lage der Landwirtschaft einerseits und in den günstigern ökonomischen Verhältnissen und Erwerbsgelegenheiten in Industriegegenden und Städten liegt, infolge dessen die landwirtschaftliche Bevölkerung ihrem Berufe zahlreich den Rücken kehrt und den Städten des In- und Auslandes zu- oder nach überseeischen Ländern wandert. Der andere Umstand, zu Gunsten des angedeuteten Vorgangs, besteht in der wachsenden Verschuldung des Grundeigentums, in Folge welcher allerdings die Gefahr des allmählichen Uebergangs des Grundbesitzes in das Eigentum der Kapitalisten nicht gering ist. Immerhin ist die Verschuldung des Grundbesitzes im Kanton Bern mit 42,2 Prozent noch keine bedenkliche, indem wohl der grössere Teil derselben auf städtischen Gebäudebesitz und gewerbliche Anlagen fällt und somit auch die Vermehrung der Hypothekarschulden in der Hauptsache nicht von landwirtschaftlichem Grund- und Gebäudebesitz, sondern von Neubauten in Städten herrühren dürfte. Allerdings lasten die Hypothekarschulden schwer genug auf dem landwirtschaftlichen Grundbesitz; eine Hauptursache dieses Uebelstandes besteht aber darin, dass die Güter und Grundstücke meist zu übermässig hohen Preisen erworben und dann verschuldet werden. Die Schuldentilgung und Verzinsung lassen begreiflicherweise in solchen Fällen auch eine namhafte Rendite nicht aufkommen. Dieser Uebelstand ist noch schwerwiegender, als die durch die Grundbesitzteilung im Erbfall entstehenden Nachteile, nämlich der Ueberschuldung bei geschlossener Vererbung und der Zerstückelung bei Realteilung. Eine blosse Aenderung im Erbrecht wird ebenso wenig Abhülfe bringen, als eine veränderte Besitzverteilung überhaupt, da das Grundübel, das mehr in den Wert- und Kreditverhältnissen liegt, damit nicht beseitigt würde; hier ist Remedur vor allem angezeigt. In Betreff der Kredit- und Verschuldungsverhältnisse werden erleichternde und zugleich schützende Massnahmen getroffen werden müssen, denn der Kredit ist, wie jeder grosse Kulturfortschritt, ein zweischneidiges Messer. Die Hypothekareinrichtungen müssen den Hauptangriffspunkt in der Agrarreform bilden. Im Wege der Gesetzgebung über das Zivilrecht und der Kreditorganisation ist eine Sanierung der Kreditwirtschaft zu erwarten.

XXI. Kapitel.

Gebäude-, Vieh- und Alpbesitz.

Für die weitere Beurteilung der Vermögensverteilung käme auch der Gebäudebesitz in Betracht; indessen existiert hierüber keine Statistik mit abstufungsweiser Darstellung des Gebäudewerts auf Grund der obligatorischen Brandversicherung; ebensowenig für die Versicherungswerte der Mobiliarassekuranz, so dass von einer diesbezüglichen Untersuchung abgesehen werden muss. Aber auch für den Fall, dass eine solche Statistik vorhanden wäre, würde damit im Grunde doch nicht sehr viel gewonnen sein, da sich insbesondere beim Gebäudewert Schuldner und Gläubiger in den Besitz teilen und somit ein richtiger Nachweis über die wirkliche Vermögensverteilung an Gebäudekapital nicht erzielt würde, es sei denn, man würde die Anteilsummen der Schuldner und Gläubiger getrennt klassifizieren, was immerhin in Anbetracht des Umstandes, dass oft mehrere Gläubiger an den nämlichen Gebäuden anteilberechtigt sind, zu umständlich und dem Endzweck nicht entsprechen würde. Was hier vom Gebäudebesitz gesagt, wird, gilt übrigens auch vom Landbesitz, für welchen eine Statistik mit Abstufung nach dem Brutto-Kapitalwert keinen richtigen Einblick in die wirkliche Verteilung des Vermögensbesitzes an Grund und Boden darbieten würde, weil eben auch hier die Verschuldung störend einwirkt. So sehr die moderne Kreditwirtschaft durch die Verschuldungsfreiheit den Vermögensbesitz an Immobilien gefährdete, so hat dieselbe den letztern doch auch wieder ganz besonders in der Weise begünstigt, dass sie die Erhaltung des Besitzstandes im Grossen und Kleinen ermöglichte, selbst wenn sogar der grösste Teil des Vermögensobjekts verschuldet, also faktisch nicht dem Besitzer oder Eigentümer gehörte, während dasselbe früher in den Besitz des Gläubigers überging. Man kann also sagen, dass das Kreditwesen die Besitzverteilung des Volksvermögens an Immobilien günstig beeinflusst habe. Eine etwas retrogradive Veränderung zeigt sich nach den Viehzählungsresultaten*) beim Viehbesitz, indem erstens die Zahl der Viehbesitzer in den letzten Jahrzehnten im Kanton Bern absolut und relativ, obwohl unbedeutend, zurückgegangen ist, während der Viehstand und der Wert desselben bedeutend zugenommen hat. Diese Erscheinung hängt offenbar mit dem weiter oben bereits signalisierten Uebergang zur Graswirtschaft und der Tendenz zur Vergrösserung des Besitzes oder Betriebes zusammen. Die bezüglichen Nachweise sind folgende:

*) Vergl. Mitteilungen des bern. statistischen Bureaus, Jahrg. 1902, Liefg. I.

Jahr	R.-Vieheinheiten		Viehbesitzer		Besitzer		Besitzer	
	im ganzen	pro Besitzer	im ganzen	auf 100 Einw.	v. Gross- u. Kleinvieh im ganzen	Proz.	von Kleinvieh im ganzen	Proz.
1866	271,574	4,73	57,430	12,3	39,696	69,1	17,734	30,9
1876	293,625	4,91	59,828	11,8	40,837	68,3	18,991	31,7
1886	341,265	5,74	59,430	11,2	40,915	68,9	18,515	31,1
1896	368,239	6,27	58,720	10,9	41,428	70,6	17,292	29,4
1901	389,454	6,84	56,874	9,65	42,342	74,5	14,532	25,5

Daraus ist also eine Abnahme der Kleinviehbesitzer ersichtlich, welche von der bedeutenden Abnahme des Kleinviehstandes herrührt; letztere erfolgte nämlich zu Gunsten des Grossviehbesitzes. Aber auch abgesehen vom Kleinviehbesitz lässt sich ein wesentlicher Rückgang des Kleinbesitzes zu Gunsten des grössern Besitzes beim Rindvieh (nach der Stückzahl) nachweisen, was aus folgendem ersichtlich ist:

Rindviehbesitzer von

Im Jahr	Im ganzen	1 bis 4 Stück		5 bis 10 Stück		11 bis 20 und mehr Stück	
		im ganzen	Prozent	im ganzen	Prozent	im ganzen	Prozent
1866	38,606	23,236	60,2	11,296	29,3	4074	10,5
1876	39,576	22,468	56,8	12,130	30,6	4978	12,6
1886	40,168	19,914	49,6	13,265	33,0	6989	17,4
1896	40,056	18,186	45,4	13,984	34,9	7886	19,7
1901	40,754	17,922	44,0	13,984	34,3	8848	21,7

Wir ersehen also daraus einerseits eine wesentliche absolute und relative Abnahme der kleinen Rindviehbesitzer, andererseits eine erhebliche Zunahme der grösseren Rindviehbesitzer. Dadurch ist somit die Tatsache erwiesen, dass die Vermehrung des Viehstandes im Kanton Bern mehr dem grösseren Besitz zu gute gekommen ist. Diese Erscheinung mag vielleicht im wirtschaftlichen Interesse der einzelnen Betriebe zu begrüssen sein, vom volkswirtschaftlichen und sozialen Gesichtspunkte aus betrachtet kann dieselbe jedoch in ihrem weiteren Fortschreiten mehr oder weniger bedenkliche Folgen zeitigen, indem eine allmähliche Absorbierung der Kleinbesitzer durch die grösseren Besitzer diesfalls nicht ausgeschlossen wäre. Zur Zeit ist jedoch die Verteilung des Viehbesitzes im Kanton Bern noch eine sehr günstige, insbesondere im Vergleich mit andern Ländern.

Einigen Aufschluss über die Eigentumsverhältnisse der Alpen bietet die im Jahre 1902 veröffentlichte Alpstatistik des Kantons Bern*) in nachfolgenden Angaben:

* Mitteilungen der bern. statistischen Bureaus, Jahrg. 1902, Liefg. 2.

Eigentümer	Gesamtzahl der Alpen	%	Gesamt-Flächeninhalt	%	Durchschnittl. Grösse
			Hekt.		
Private	1,719	70,8	58,635	34,4	34,1
Genossenschaften . .	345	14,2	66,640	39,2	193,0
Gemeinden od. Ortsch.	80	3,2	13,381	7,8	167,0
Oeffentl. Korporationen	273	11,2	29,520	17,3	108,0
Staat	11	0,5	1,506	0,8	137,0
Unbestimmt	2	0,1	87	0,5	43,5
Total	2,430	100,0	169,769	100,0	69,9

Aus diesem Nachweis geht hervor, dass die grösste Zahl der Alpen 70,8 Prozent im Eigentum von Privaten sind, dass jedoch beinahe $^3/_4$ des Alpenareals im Besitze von Genossenschaften, Gemeinden und öffentlichen Korporationen sich befindet und dass ferner die Genossenschaftsalpen die grösste durchschnittliche Fläche, nämlich 193 Hektar aufweisen, während diejenige von Privaten nur 34,1 Hektar und des Kantons überhaupt 70 Hektar beträgt. In der bernischen Alpenwirtschaft ist also der private Alpbesitz durchschnittlich Kleinbetrieb, der genossenschaftliche Besitz dagegen Grossbetrieb; aber dieser letztere ist, wenn man die Genossenschafter oder Anteilhaber einzeln in Betracht zieht, im Grunde doch auch Kleinbesitz und zwar noch mehr als dies beim privaten Alpbetrieb der Fall ist. Die Genossenschaftsalpen sind hauptsächlich im Oberland und im Amt Schwarzenburg heimisch; im Jura dagegen kommen sie fast gar nicht vor. Damit sind die Nachweise über die Verteilung des Grundbesitzes und des Mobiliarvermögens nach Grössenklassen oder Eigentumsverhältnissen für den Kanton erschöpft, nicht aber diejenigen betreffend das wirkliche Kapitalvermögen und Einkommen, welche sich aus den Besteuerungsverhältnissen ergeben: es wird aber zunächst erforderlich sein, dieselben auf ihre Qualität und Verwendbarkeit näher zu untersuchen.

XXII. Kapitel.

Die Vermögens- und Einkommensverteilung nach der Steuerstatistik.

Von vornherein muss bemerkt werden, dass das steuerstatistische Material, soweit es aus den gewöhnlichen, jeweilen nach Abschluss des Steuerjahres von der Zentral-Steuerverwaltung zu rein administrativen Zwecken erstellten Zusammenstellungen und Uebersichten hervorgeht, dem Zwecke der Verteilungsnachweise nicht entspricht, indem die gesetzlichen und steuertechnischen Grundlagen schon an und für sich eine ziemlich komplizierte Aufrechnung und Registerführung bedingen, die wohl in mechanisch-regelmässiger und verwaltungstechnisch richtiger Weise besorgt

wird, die aber den Interessen und Zwecken statistisch-volkswirtschaftlicher Untersuchungen zu wenig oder gar keine Rechnung trägt. Vollends untauglich erwiesen sich also von jeher die administrativen Grundlagen und Materialien im Steuerwesen zum Zwecke der Untersuchungen über die Güterverteilung, deren Endzweck in einem möglichst vollständigen Nachweis des gesamten Volksvermögens und -Einkommens in klassen- oder schichtenweiser Abstufung womöglich in Verbindung mit den beruflichen, sozialen und sonstigen persönlichen Verhältnissen der Volksglieder. Dieser Mangel war schon oft empfunden und bedauert worden, u. a. auch von einem frühern Bearbeiter,*) der den Versuch einer Abhandlung über die Güterverteilung in der Schweiz unternommen hatte und im Eingang des ersten Abschnitts erklärte, dass ihm passendes Material nur für den Kanton Bern zur Verfügung stehe, dann aber in den Vorbemerkungen zum zweiten Abschnitt bekennen musste, dass das reichliche, seit Jahren und Jahrzehnten aufgehäufte Material leider in den offiziellen Berichten entweder gar nicht (im Sinne der Schichtung der Bevölkerung nach der Grösse ihres Einkommens bezw. Vermögens), wie im Kanton Bern, oder in einer so wenig nutzbaren Form zum Vorschein komme, dass es an wissenschaftlicher Bedeutung sehr viel verliere. Derselbe hat offenbar von vorneherein nicht bedacht und daher übersehen, dass zu dem bereits wiederholt erörterten Zwecke eben ganz besondere statistische Aufarbeitungen, die sich auf die Originalangaben betreffend Einschätzung der Personen und Steuerobjekte beziehen müssen und daher für ein ganzes Staatsgebiet mit kompliziertem Steuersystem höchst umfangreich, kostspielig und zeitraubend sind, gemacht werden müssen.**) Diesem Mangel ist nun aber unsererseits im Jahre 1900 wenigstens für einmal so gut als möglich abgeholfen worden, indem damals im Kanton Bern eine erneute Steuergesetzreform im Gange war, zu welchem Behufe vom gesetzgebenden Körper (Grossen Rat) speziell zu Zwecken der Beurteilung der Wirkungen des zur Einführung empfohlenen Progressiv-Systems für Vermögen und Einkommen die nötigen statistischen Grundlagen verlangt und wir alsdann von der Regierung mit einer diesbezüglichen Erhebung beauftragt wurden. Die Ergebnisse dieser schwierigen und umfangreichen Bearbeitung erschienen im Laufe des Jahres 1901 in drei Berichten zu Handen der vollziehenden und gesetzgebenden Behörden, sowie in einer besonderen Publikation des bernischen statistischen Bureaus,***) deren Hauptinhalt

*) *Christoph Sergeyew*, Die Verteilung der Güter in einigen Kantonen der Schweiz. Basel 1889.

**) Besondere statistische Arbeiten mit klassifikationsweisen Darstellungen wurden früher von der Steuerverwaltung gelegentlich ebenfalls besorgt; dieselben waren jedoch der technischen Mängel und Unvollkommenheiten wegen meistenteils nicht verwertbar und zeitlich überhaupt nicht vergleichbar.

***) Ergebnisse der Steuerstatistik des Kantons Bern pro 1899. (Mitteilungen der bern. statistischen Bureaus, Jahrg. 1901, Liefg. 1.)

unserem Verteilungsnachweis zu Grunde gelegt werden soll. Bevor indes auf die sachbezüglichen Ergebnisse selbst eingetreten wird, erscheint es notwendig, die bestehenden steuergesetzlichen Grundlagen kurz zu erörtern und über die Art und Weise, wie den berührten Mängeln, soweit es im Bereich der Möglichkeit lag, d. h. Zeit und Hülfsmittel für das begrenzte Pensum es gestatteten, abgeholfen wurde, also über das Verfahren bei der Erstellung der Steuerstatistik in der Hauptsache Aufschluss zu erteilen.

Die bisherige Steuerveranlagung erfolgt auf Grund des Vermögenssteuergesetzes vom 15. März 1856 nebst Vollziehungsverordnungen, der jeweiligen Dekrete über die periodische Hauptschatzungsrevision betreffend das Grundeigentum, des Art. 105 der bernischen Staatsverfassung vom 4. Juni 1893, des Abänderungsgesetzes (zum Vermögenssteuergesetz) vom 20. August 1896, wonach die zu landwirtschaftlichen Zwecken dienenden Gebäude nur zur Hälfte ihres Schatzungswertes zu versteuern sind und worin ferner der Abzug der grundpfändlichen Schulden auch auf den neuen Kanton ausgedehnt wurde, des Einkommensteuergesetzes vom 18. März 1865 samt Vollziehungsverordnung vom 2. August 1866 nebst Abänderungsbeschluss vom 22. März 1878, endlich des Gesetzes über das Steuerwesen der Gemeinden vom 2. September 1867.

Der Besteuerung unterliegt das gesamte Vermögen in Grundbesitz und Kapital, sowie das Einkommen. Die Grundsteuerauflage findet nach Vornahme der Grundsteuerschatzung mit periodischer Hauptrevision und Einteilung der Objekte in Kultur- und Wertklassen nach Abzug der abzugsberechtigten Grundpfandschulden, resp. des 25fachen Betrages von Zins und Rente statt (Ansatz 2,50 ‰). Steuerfrei sind die öffentlichen Gebäude, Liegenschaften und Sachen des Staates, die Kirchen, Pfarr- und Schulhäuser, sowie die Kranken- und Armenspitalgebäude, die nicht kultivierbaren Grundstücke, die Liegenschaften und Anstalten des Bundes (inklusive Eisenbahnen und Bahnhöfe), jedes Grundeigentum bis zu Fr. 100 Wert und die landwirtschaftlichen Gebäude bis zur Hälfte des Schatzungswertes. Der Wert der steuerfreien Objekte beläuft sich auf Fr. 191,397,330 (rund 191 Millionen) oder 10_{11} % des rohen Grundsteuerkapitals. Die Kapitalsteuer wird von den auf Grundeigentum versicherten, verzinslichen Kapitalien und Renten bezogen; für die Anlage derselben ist ebenfalls der 25fache Betrag des jährlichen Zinses oder der Rente massgebend (Ansatz Fr. 2.50 %). Bis 1893 kannte der Jura diese Kapitalsteuer nicht, sondern nur die Steuer auf das rohe Grundsteuerkapital ohne Schuldenabzug; durch Art. 105 der Staatsverfassung vom Jahre 1893 ist aber der Schuldenabzug auch auf den Jura ausgedehnt und somit die Kapitalsteuer dort ebenfalls eingeführt worden. Diese Vereinheitlichung brachte auch eine wesentliche Förderung der steuerstatistischen Nachweise im Sinne der Gleichmässigkeit und Vollständigkeit mit sich. Aus besondern administrativen Gründen kommt

für den Jura nach wie vor ein niedrigerer Ansatz (als für den alten Kanton) zur Anwendung, nämlich nur Fr. 2.10 ‰.

Der Bezug der Einkommensteuer findet nach drei Klassen mit verschiedenen Ansätzen und zwar im Verhältnis zum Vermögenssteueransatz statt, nämlich: Bei dem Einheitsansatze von 1 ‰ vom Vermögen (wirklicher Ansatz Fr. 2.50 bezw. 2.10) ist zu erheben 1. vom Einkommen I. Klasse (Beruf oder Erwerb) 1,50 % (wirklicher Ansatz im alten Kanton Fr. 3.75, im neuen Kanton Fr. 3.25). Gesetzliche Abzüge: Fr. 600 als Existenzminimum, sowie 10 % für Fixbesoldete. 2. Vom Einkommen II. Klasse (Leibrenten, Pensionen etc.) 2 % (wirklicher Ansatz im alten Kanton 5, im neuen Kanton 4,20 %) 3. Einkommen III. Klasse (von verzinslichen Kapitalien, von welchen die Vermögenssteuer nicht entrichtet wird [Obligationen, Aktien, Depositen] Fr. 2.50 %, (wirklicher Ansatz im alten Kanton Fr. 6.25, im neuen Kanton Fr. 5.25); gesetzlicher Abzug beim Einkommen III. Klasse Fr. 100.

Der Gemeindesteuerbezug findet überdies auf Grundlage der Staatssteuerregister statt und zwar können die Ansätze nach Bedürfnis beliebig hoch, jedoch im gleichen Verhältnis zu denjenigen der Staatssteuer gestellt werden; sodann findet bei der Grundsteuer kein Schuldenabzug statt. Bei der Erhebung der Steuerkapitalien im Jahre 1890 wurde nun ganz unabhängig von den jährlichen Zusammenstellungen der Steuerverwaltung ein besonderes Verfahren eingeschlagen, das darin bestund, dass man die Steuerregisterführer der Gemeinden einen Formular-Auszug für jeden Vermögenssteuerpflichtigen anfertigen liess, worin das rohe Grundsteuerkapital, dazu das grundpfändliche Kapitalsteuerkapital und das Einkommen III. Klasse, kapitalisiert zum 25fachen Betrag, also das totale reine Vermögen in einer Summe anzugeben war. Das Einkommen I. und II. Klasse wurde ebenfalls für jeden einzelnen Pflichtigen aus den Steuerregistern direkt geschöpft und zwar in der Weise, dass das Einkommen II. Klasse bei Klassifikation zum Betrag des Einkommens I. Klasse geschlagen wurde, so dass auch hier ein einheitlicher Faktor enstund. Auf diese Weise gelang es, verschiedene, in den gesetzlichen Grundlagen bestehende Unzukömmlichkeiten und Schwierigkeiten zu beseitigen und die sonst schon komplizierte Arbeit technisch wesentlich zu vereinfachen. Sowohl die Pflichtigen als die Steuerkapitalien wurden beim Vermögen und Einkommen einer ausführlichen Klassifikation unterworfen. Bei derjenigen des Vermögens wurden 24 und beim Einkommen 36 Abstufungen gemacht: dieselben wurden dann bei der Schlussverarbeitung und Veröffentlichung auch in wenige Gesamtrubriken zusammengezogen. Da eine Unterscheidung nach der beruflichen oder sozialen Stellung der Steuerpflichtigen weit über den Rahmen des von der Oberbehörde gestellten Pensums hinausgegangen wäre, so musste davon einstweilen Umgang genommen werden. Zu der oben erläuterten klassifikationsweisen Aufstellung ist zu bemerken, dass die gesetzlichen Abzüge (also Fr. 600 Existenzmini-

mum bei Einkommen und überdies bei den Fixbesoldeten 10% ferner je Fr. 100 Einkommen III. Klasse = Fr. 2500 Vermögen) nicht inbegriffen und sodann auch die grundpfändlichen Schulden bei jedem einzelnen Grundsteuerpflichtigen abgezogen sind, so dass also diese Einkommens- und Vermögenssteuerklassifikation lediglich Nettosteuerkapitalsummen darstellt; das Gesamtergebnis derselben ist folgendes:

A. Vermögen (pro 1899).

Es versteuerten			Pflichtige	Kapital Fr.
	bis Fr.	2,000	40,436	33,404,711
Fr. 2,001	—	5,000	22,038	72,919,366
„ 5,001	—	10,000	15,362	110,598,322
„ 10,001	—	15,000	7,428	91,893,250
„ 15,001	—	20,000	4,404	76,679,666
„ 20,001	—	25,000	3,004	67,446,698
„ 25,001	—	30,000	2,098	57,791,264
„ 30,001	—	40,000	2,775	95,902,179
„ 40,001	—	50,000	1,647	73,541,619
„ 50,001	—	60,000	1,028	56,808,057
„ 60,001	—	75,000	1,119	76,115,695
„ 75,001	—	100,000	1,061	90,591,799
„ 101,001	—	125,000	560	62,305,536
„ 125,001	—	150,000	378	51,720,055
„ 150,001	—	175,000	229	36,992,661
„ 175,001	—	200,000	199	37,136,344
„ 200,001	—	225,000	158	32,960,571
„ 225,001	—	250,000	112	26,417,821
„ 250,001	—	300,000	158	43,120,832
„ 300,001	—	375,000	166	56,251,246
„ 375,001	—	500,000	168	72,818,170
„ 500,001	—	750,000	135	81,471,914
„ 750,001	—1	,000,000	56	47,154,777
über 1 Million Franken			117	347,005,681
	Im	ganzen	104,836	1,799,048,234

B. Einkommen (pro 1899).

Es versteuerten			Pflichtige	Kapital Fr.
	bis Fr.	100	12,639	1,263,900
Fr. 101	—	200	10,248	2,049,600
„ 201	—	300	6,374	1,912,200
„ 301	—	400	4,942	1,976,800
„ 401	—	500	3,344	1,672,000
„ 501	—	600	2,197	1,318,000
„ 601	—	700	1,157	809,900
„ 701	—	800	1,597	1,277,600

Es versteuern			Pflichtige	Kapital Fr.
Fr.	801 —	900	586	527,400
„	901 —	1,000	1,632	1,632,000
„	1,001 —	1,100	230	253,000
„	1,101 —	1,200	945	1,134,000
„	1,201 —	1,300	341	443,300
„	1,301 —	1,400	380	532,000
„	1,401 —	1,500	893	1,339,500
„	1,501 —	1,600	475	760,000
„	1,601 —	1,700	288	489,600
„	1,701 —	1,800	466	838,800
„	1,801 —	1,900	154	292,600
„	1,901 —	2,000	817	1,634,000
„	2,001 —	2,500	1,403	3,263,800
„	2,501 —	3,000	1,211	3,445,900
„	3,001 —	3,500	641	2,172,400
„	3,501 —	4,000	532	2,081,300
„	4,501 —	5,000	370	1,823,900
„	5,001 —	6.000	343	1,961,300
„	6,001 —	7,000	194	1,314,000
„	7,001 —	8,000	118	923,800
„	8,001 —	9,000	57	500,500
„	9,001 —	10,000	118	1,172,000
„	10,001 —	15,000	188	2,465,200
„	15,001 —	20,000	86	1,596,000
„	20,001 —	30,000	81	2,088,100
„	30,001 —	40,000	33	1,199,100
	über	40,000	67	5,449,700
	Im	ganzen	55,422	54,819,100

Diesen steuerstatistischen Nachweisen haften aber, trotz der formell-technischen Remedur, auch in materieller Beziehung noch einige Inkonvenienzen an, welche ein absolut getreues Gesamtbild der Vermögens- und Einkommensverteilung nicht zulassen, nämlich erstens stellen die Angaben einfach dasjenige Steuerkapital dar, welches die Pflichtigen innerhalb derjenigen Gemeinde versteuern, wo das Steuerobjekt liegt oder wo der Betreffende sein Domizil hat; wenn also einer in mehreren Gemeinden Vermögen versteuert, so figuriert er in der Darstellung nicht nur einmal mit dem Gesamtbetrag des Vermögens, sondern mehrmals mit den betreffenden Teilbeträgen seines Vermögens; zweitens entrichten die Banken und Sparkassen dem Staate die Steuer für die Spareinlagen an Platz der Einleger, gesamthaft, so dass auch dadurch die einzelnen Vermögensbeträge meistenteils niedriger erscheinen, als sie in Wirklichkeit sind, während dagegen z. B. die Zahl der Millionäre und deren Vermögen zu hoch zu stehen kommt. Unter den Millionären

figurieren übrigens nicht nur die Banken und Sparkassen, sondern auch andere juristische Personen, wie Aktiengesellschaften etc. Drittens leidet ein auf Grund der Steuerregister konstruiertes Bild der Reichtumsverteilung unter der stets unzureichenden und ungleichmässigen Besteuerungspraxis; denn zu niedrige Selbstschatzungen einerseits und wohl auch oft zu weit gehende Nachsicht seitens der Steuerbehörden der Gemeinden andererseits, bringen es mit sich, dass die Steuerkapitalien im allgemeinen erheblich als unter der Wirklichkeit stehend zu betrachten sind; ebenso ist nicht ausser Acht zu lassen, dass, wie gesagt, beim Einkommen aller Verdienst aus Arbeit oder Erwerb, welcher Fr. 600 nicht übersteigt, steuerfrei ist, dass ferner beim beweglichen Vermögen viel Steuerkapital verheimlicht wird, dass das Mobiliarvermögen im Kanton Bern grösstenteils der Besteuerung überhaupt nicht unterliegt und endlich, dass auch die Grundsteuerschatzungen, obschon deren Objekte der Besteuerung nicht entgehen können, abgesehen von den Steuerbefreiungen nach Gesetz, meistens unter dem wirklichen Verkehrswerte oder Kaufpreis stehen, obschon mancherorts über zu hohe Grundsteuerschatzungen geklagt wird.

Man wird daher kaum fehl gehen in der Annahme, dass die Steuerkapitalien, sowohl beim Vermögen, als beim Einkommen, um mindestens 30 Prozent unter der Wirklichkeit stehen. Auch stellt eine solche Verteilung, nach welcher das Vermögen und Einkommen jedes Steuerpflichtigen getrennt, also unabhängig von einander klassifiziert ist, nicht das Gesamtvermögen bezw. Einkommen oder die Steuerkraft der einzelnen Pflichtigen resp. Kategorien derselben dar, wie dies z. B. bei einem richtigen Progressiv-Steuersystem vorauszusetzen wäre, oder auch in Staatsgebieten, wo die einheitliche Einkommenssteuer besteht, für jeden einzelnen Steuerpflichtigen zur Geltung kommt. Die vorliegende Klassifikation von Vermögen und Einkommen aus Arbeit, resp. die beidseitige Abstufung und Verteilung, erfolgte also ohne Connex zu einander. Im Durchschnitt macht das Betreffnis an Vermögen per Steuerpflichtigen Fr. 17,160 und an Einkommen per Pflichtigen Fr. 989,$_{11}$ aus.

In Bezug auf die Millionären-Rubrik ist zu bemerken, dass von den 117 bezw. 118 Millionären 65 juristische und 53 Privatpersonen sind; die juristischen teilen sich wiederum in 41 Geldinstitute und 24 Korporationen. An dem Betrag von 348 Millionen Franken Vermögen der Millionäre partizipieren u. a. die staatliche Hypothekarkasse mit Fr. 37,782,500, sodann drei weitere Kasseninstitute mit 14$_{78}$, 13$_{34}$ und 12$_{34}$ Millionen Franken, vier fernere mit 10, 9$_{77}$, 9$_{72}$, 9 Millionen Franken und wieder 4 weitere mit 7$_{805}$, 6$_{775}$, 6$_{57}$ und 6$_{72}$ Millionen Franken etc. Diese 12 Kassen versteuerten zusammen ein Vermögen von Fr. 143,366,388 und sämtliche juristische Personen ein solches von Fr. 271,472,579. Unter den Pflichtigen von über 3 Millionen Fr. Vermögen figurieren keine Privaten, sondern

es sind alles entweder Kasseninstitute, Gesellschaften, Anstalten oder Korporationen; erst in der Grenze zwischen 2—3 Millionen Franken sind etwa ein halbes Dutzend Private zu finden. Das von 53 privaten Millionären allein versteuerte Vermögen beträgt Fr. 76,533,105.

Ungefähr auf dieselbe Linie wie die Millionäre stellen sich die Pflichtigen mit über Fr. 40,000 jährlichem Einkommen; die Zahl derselben beläuft sich auf 67, wovon 25 juristische und 42 Privatpersonen sind; unter den juristischen Personen dieser Kategorie befinden sich wieder 14 Geldinstitute (wovon 3 Privatbanken) und 11 Gesellschaften (Betriebsunternehmungen) oder Korporationen. Die 25 juristischen Personen versteuerten ein Einkommen von Fr. 2,553,700, die 42 Privatpersonen dagegen ein solches von Fr. 2,896,000. Ohne die juristischen Personen (Banken, Korporationen etc.) käme ungefähr auf 11,100 Einwohner ein Millionär und auf 14,000 Einwohner ein Steuerpflichtiger mit einem Einkommen von über Fr. 40,000. Es ist daraus ersichtlich, dass die Millionäre resp. die grossen Vermögen und Einkommen im Kanton Bern ziemlich dünn gesäet sind und dass somit die Gefahr der Kapitalanhäufung daselbst einstweilen noch kaum vorhanden ist und dass diese voraussichtlich auch zukünftig keinen Grund zu ernsthaften Besorgnissen bieten wird. In reduzierter Abstufung ergibt die Vermögens- und Einkommensklassifikation folgende Verteilung:

A. Vermögen (Kanton Bern) pro 1899.

Abstufung Fr.	Steuerpflichtige			Steuerkapital		
	Anzahl	in %	auf 1000 Einw.	Fr.	%	durchschnittl. p. Pflichtigen Fr.
Unter 25,000	92,672	88,4	176,6	452,942,013	25,2	4,888
25,001— 50,000	6,520	6,21	11,09	227,235,062	12,6	34,852
50,001— 100,000	3,208	3,06	5,45	223,515,551	12,4	69,674
100,001—1,000,000	2,319	2,21	3,95	548,349,927	30,5	236,460
Ueber 1 Million	117	0,11	0,20	347,005,681	19,3	2,965,860
Im ganzen	104,836	100	178,3	1,799,048,234	100	17,160

(Inklusive die juristischen Personen.)

B. Einkommen (Kanton Bern) pro 1899.

Abstufung Fr.	Steuerpflichtige			Steuerkapital		
	Anzahl	in %	auf 1000 Einw.	Fr.	%	durchschnittl. p. Pflichtigen Fr.
Unter 1000	44,716	80,7	76,12	14,439,600	26,3	323
1,001— 2,000	4,989	9,0	8,50	7,716,800	14,1	1,547
2,001— 4,000	3,787	6,8	6,49	10,963,400	20,0	2,895
4,001—40,000	1,863	3,4	3,18	16,249,600	29,7	8,722
Ueber 40,000	67	0,12	0,11	5,449,700	9,9	81,340
Im ganzen	55,422	100	94,4	54,819,100	100	989

Sowohl beim Vermögen als beim Einkommen sind die zweithöchsten Gruppen dem Betrag nach am stärksten, die untersten dagegen nahezu gleichmässig besetzt; während aber beim Vermögen die höchste, also die Millionären-Gruppe, durch die juristischen Personen (Banken etc.) ziemlich reich dotiert erscheint, tritt dagegen beim Einkommen die dritte mittlere Gruppe hervor, so dass bei diesen beiden Gruppen im Vermögens- und Einkommensetat ein annähernd umgekehrtes Verhältnis besteht. In der relativen Verteilung der Steuerpflichtigen auf die verschiedenen Gruppen zeigen sich zwischen Vermögen und Einkommen gleichmässigere Verteilungsprozente als beim Steuerkapital.

Steuerstatistische Nachweise gewinnen in volkswirtschaftlicher und sozialer Beziehung insbesondere durch historische (zeitliche) Untersuchungen bezw. analoge rückwärtige Vergleichungen an Wert; denselben treten aber in der Regel drei Hauptschwierigkeiten entgegen, nämlich erstens allfällige Aenderungen der Steuergesetze, zweitens territoriale Verschiedenheiten, wie z. B. die frühere Zweiteilung unseres Kantons und daherige ungleichartige Gesetzgebung im alten und neuen Kantonsteil und drittens ungleiches Verfahren bei den statistischen Aufstellungen und Gruppierungen, sowie technische Mängel im Verfahren überhaupt. Dass die Ergebnisse früherer steuerstatistischer Arbeiten zu Vergleichszwecken meistens nicht verwendbar seien, wurde bereits an anderer Stelle betont; immerhin ist es möglich, die Zahl der Einkommenssteuerpflichtigen bis 1883 zurück zu vergleichen, nämlich:

Einkommensteuerpflichtige im Kanton Bern.

Jahr	Bis Fr. 400	Fr. 400 bis 1200	Fr. 1200 bis 4000	Fr. 4000 bis 8000	Fr. 8000 bis 40,000	über Fr. 40,000
1883	23,303	7803	3079	552	206	17
1887	23,728	8258	3337	626	231	14
1899	34,203	11,688	7601	1300	563	67

Demnach hat sich die Zahl der Einkommensteuerpflichtigen in der Zeit von 1883—1899 in allen Klassen bedeutend vermehrt und zwar in den zwei unteren um mehr als $^1/_2$ und in den drei obern um mehr als die Hälfte. Ausserdem ist zu konstatieren, dass im Jahre 1857 der alte Kantonsteil (der Jura war dem damaligen Einkommenssteuergesetz noch nicht unterstellt) nur 6142 Einkommenssteuerpflichtige mit einem Steuerkapital von Fr. 2,459,886 aufwies, wovon nur 20 von Fr. 4000—7500, 1 über Fr. 12,000 und 2 je über Fr. 15,000 versteuerten, während heute im gleichen Gebiet (nach Abzug des Juras) 33887 Einkommensteuerpflichtige mit einem Einkommenssteuerkapital von Fr. 39,389,300 vorhanden sind, wovon 1089 Pflichtige Fr. 4000—8000, 451 Fr. 8000—40,000 und 46 sogar

mehr als Fr. 40,000 versteuern, so lässt sich wohl daraus schliessen, dass diese erfreuliche Zunahme nicht etwa nur eine Folge des stärkeren Anziehens der Steuerschraube ist, sondern dass vielmehr der wirtschaftliche Wohlstand und damit auch die Steuerkraft in der zweiten Hälfte des letzten Jahrhunderts in ungeahnter Weise zugenommen hat. Dieser Schluss findet seine Bestättigung auch in der obigen Vergleichung der Zahl der Einkommenssteuerpflichtigen des ganzen Kantons für den 16jährigen Zeitraum von 1883—1899, ferner in der bedeutenden Zunahme der Steuerkapitalien während dieser Zeit überhaupt und namentlich in den letzten 12 oder 20 Jahren, wie nachstehende Darstellung zeigt:

Jahr	Einkommensteuerkapital			
	I. Kl. (Arbeit) Fr.	II. Kl. Renten Fr.	III. Kl. Kapitalzinse Fr.	Im ganzen Fr.
1880	26,738,800	423,800	6,663,600	33,826,200
1883	27,325,500	460,100	7,241,600	35,027,200
1885	26,897,700	399,700	7,185,200	34,482,600
1887	29,259,500	432,600	7,937,400	37,629,500
1890	33,499,500	487,500	8,481,500	42,468,500
1891	35,883,800	516,400	9,045,100	45,445,300
1892	35,866,900	503,300	13,056,500	49,426,700
1893	38,447,700	512,400	11,512,800	50,472,900
1894	38,672,100	541,900	10,221,500	49,435,500
1895	41,165,600	549,500	10,386,400	52,101,500
1896	44,362,000	556,900	10,413,200	55,332,100
1897	48,086,100	540,400	9,958,200	58,584,700
1898	51,290,800	524,500	9,990,200	61,805,500
1899	54,848,500	547,300	9,851,200	65,247,000
1900	58,379,000	522,800	10,284,800	69,186,600
1901	59,718,900	530,800	11,193,500	71,443,200
1902	63,519,900	596,300	11,729,600	75,845,800
1903	66,371,900	581,800	11,905,100	78,858,800

Ausser der zeitlichen ist auch die örtliche Vergleichung und zwar im vorliegenden Falle hauptsächlich diejenige mit andern Staatsgebieten von sehr wesentlichem Interesse und grosser Bedeutung; indes treten in dieser Hinsicht die oben berührten Mängel ebenfalls störend und hindernd in den Weg, wie bei der zeitlichen Vergleichung; ganz besonders aber ist dies mit Bezug auf Verschiedenheit der Gesetzgebung im Steuerwesen der Fall. Dennoch unternehmen wir den Versuch einer solchen Vergleichung, soweit uns ähnliche Arbeiten aus offiziellen Quellen zur Verfügung stehen, wobei wir auf eine Analyse der gesetzlichen und steuertechnischen Grundlagen nicht eintreten können, sondern die von

uns selbst im Interesse möglichst gleichmässiger Gruppierung grösstenteils umgearbeiteten resp. zusammengezogenen Verteilungsnachweise mit allem Vorbehalt wiedergeben. In materieller Hinsicht besteht ein Mangel mehr oder weniger überall, d. h. in allen Staaten, welche direkte Steuern erheben, nämlich die Steuerverheimlichung oder -Verschlagnis, gegen welche auf administrativen und gesetzgeberischem Wege (durch Steuerbussen, sowie durch das zwar unpopuläre Institut der Inventarisation im Todesfalle) mit vermehrter Strenge anzukämpfen versucht wird. Für die Schweiz konnten Zürich und St. Gallen und für Deutschland Baden, Hessen, Bayern, Sachsen und Preussen zum Vergleiche beigezogen werden; für St. Gallen und Hessen war das Einkommensteuerkapital leider nicht klassifiziert worden, obschon für beide Staatsgebiete aus Anlass von Steuergesetzreformen ausserordentlich weitläufige Bearbeitungen vorgenommen und veröffentlicht wurden.

Kanton Zürich*) (1900).

A. Vermögen.

Abstufung	Steuerpflichtige		Steuerkapital *)		Durchschnittsbetrag per Pflichtigen Fr.
	Anzahl	%	Betrag Fr.	%	
Bis Fr. 20,000	52,813	84_{554}	249,137,800	18_{999}	4,736
Fr. 20,000— 50,000	5,406	8_{665}	180,349,200	13_{775}	33,361
„ 50,000— 100,000	2,227	3_{567}	171,219,900	13_{085}	76,884
„ 100,000—1,000,000	1,891	3_{028}	463,812,600	35_{396}	245,274
Ueber 1 Million	130	0_{221}	247,063,000	18_{855}	1,900,485
Total	62,467	100	1,311,582,500 *) (1,310,650,700)	100	20,996

B. Einkommen.

Von Fr. 600— 1000	75,759	66_{553}	61,209,000	$39_{\cdot 00}$	808
„ „ 1100— 2000	25,790	22_{665}	38,153,800	24_{331}	1,479
„ „ 2100— 4000	9,191	$8_{\cdot 04}$	27,082,500	17_{225}	2,959
„ „ 4100—50,000	3,133	2_{775}	22,572,800	$14_{\cdot 38}$	7,205
über Fr. 50,000	40	$0_{\cdot 03}$	7,901,500	$5_{,00}$	197,537
Total	113,873	100	156,919,600	100	1,378

*) Die direkten Staatssteuern des Kantons Zürich im XIX. Jahrhundert von E. Ernst, Winterthur 1903. In dieser Arbeit finden sich auf S. 173, 174 und 175 (bezirksweise Klassifikation) bedeutende Rechnungsfehler vor. Die vom kantonalen Steueramt Zürichs pro 1903 veröffentlichte Uebersicht der Steuerpflichtigen enthält eine ziemlich ausführliche Klassifikation des Vermögens und Einkommens, aber es fehlt eine gruppenweise Zusammenfassung der Rubriken.

Kanton Zürich (1903).

A. Vermögen.

Abstufung	Steuerpflichtige		Steuerkapital		Durchschnittsbetrag per Pflichtigen
	Anzahl	%	Betrag Fr.	%	Fr.
Unter Fr. 20,000	54,729	$84_{,607}$	259,262,950	$18_{,887}$	4,737
v. Fr. 20,100— 50,000	5,477	$8_{,468}$	182,848,500	$13_{,291}$	33,385
„ 50,100—100,000	2,324	$3_{,593}$	171,713,700	$12_{,449}$	73,887
„ 100,100—999,000	1,967	$3_{,004}$	488,277,800	$35_{,523}$	248,235
1 Million und mehr	141	$0_{,222}$	272,016,400	$19_{,780}$	1,929,194
Total	64,638	100	1,374,119,350	100	21,259

B. Einkommen.

Unter Fr. 1000	71,830	$61_{,930}$	58,487,200	$35_{,928}$	814
von Fr. 1100— 2000	29,846	$25_{,745}$	43,846,200	$26_{,952}$	1,469
„ „ 2100— 4000	10,764	$9_{,278}$	31,631,900	$19_{,514}$	2,939
„ „ 4100—50,000	3,440	$2_{,967}$	24,106,900	$14_{,809}$	7,008
über Fr. 50,000	41	$0_{,034}$	7,232,100	$4_{,457}$	176,393
Total	115,921	100	165,304,300	100	1,426

Kanton St. Gallen *) (1897).

Vermögen.

Abstufung	Steuerpflichtige		Steuerkapital		Durchschnittsbetrag per Pflichtigen
	Anzahl	%	Betrag Fr.	%	Fr.
Nur teilweise, d. h. zu $^1/_2$ und $^3/_4$ besteuerte Vermögen	8,301	$21_{,17}$	54,173,700	$16_{,00}$	6,526
bis Fr. 24,900	28,965	$73_{,91}$	89,252,200	$26_{,35}$	3,081
Fr. 25,000— 49,900	769	$1_{,96}$	25,719,400	$7_{,59}$	33,444
„ 50,000— 99,900	440	$1_{,12}$	28,295,900	$8_{,35}$	64,309
„ 100,000—999,900	332	$0_{,85}$	73,690,100	$21_{,76}$	221,958
über 1 Million	17	$0_{,04}$	25,267,000	$7_{,46}$	1,486,294
Korporations- und Stiftungsgüter	373	$0_{,95}$	42,298,200	$12_{,49}$	113,400
Total:	39,197	100	338,696,500	100	8,641
Mit dem steuerbefreiten Vermögen			367,131,350	—	(9,366)

*) Beilagen zur Botschaft des Regierungsrates des Kantons St. Gallen zum Gesetzentwurf betreffend die direkten Staatssteuern vom 14. März 1899, bearbeitet vom Finanzdepartement.

Die Stadtgemeinde St. Gallen besitzt allein 129,781,200 Franken Steuerkapital, was auf 3238 Steuerpflichtige einen Durchschnittsbetrag von Fr. 40,081 ausmacht. Die Zahl der Einkommensteuer pflichtigen des Kantons St. Gallen beläuft sich auf 17,837; das Gesamteinkommen derselben findet sich dagegen nirgends, weder klassifiziert, noch in Nachweisen vor.

Grossherzogtum Baden.*) 1903.

Einkommen.

Abstufung	Steuerpflichtige Anzahl	Proz.	Steuerbares Einkommen Betrag	Proz.	Durchschnittsbetrag per Pflichtigen
			Mark		Mark
Von 500— 1,000 Mrk.	237,351	49,71	166,495,200	22,55	701
„ 1,000— 4,900 „	225,731	47,27	377,759,100	51,15	1,673
„ 5,000— 24,500 „	13,296	2,78	116,081,100	15,72	8,730
„ 25,000— 99,000 „	986	0,21	42,920,000	5,80	43,529
über 100,000 „	148	0,03	35,201,000	4,78	237,845
Total	477,512	100	738,456,400	100	1,546

Grossherzogtum Hessen.**) 1901/02.

Einkommen			Vermögen		
Abstufung	Steuerpflichtige Anzahl	Proz.	Abstufung	Steuerpflichtige Anzahl	Proz.
v. 600— 2,600 M.	270,517	91,1	Bis 30,000 M.	114,811	79,64
„ 2,600— 5,000 „	17,400	5,87	30,000— 60,000 „	17,678	12,25
„ 5,000— 40,000 „	8,630	2,91	60,000— 120,000 „	7,505	5,20
„ 40,000—100,000 „	283	0,09	120,000—1,000,000 „	3,990	2,77
über 100,000 „	99	0,03	über 1 Million Mark	203	0,14
Total	296,929	100	Total	144,187§	100

§) Ausserdem betrug die Zahl der von der Vermögenssteuer befreiten Personen 63,153 mit einem Kapital von 92,855,562 Mark. Pro 1902 belief sich das Vermögen von 209,578 Personen im ganzen auf 4,162,916,562 Mark, oder im Durchschnitt 19,863 Mark, also etwas mehr, als im Kanton Bern.

---

*) Statistisches Jahrbuch für das Grossherzogtum Baden, Jahrg. 1903, Seite 499.

**) Beiträge zur Statistik des Grossherzogtums Hessen, 50. Bd. 1. Heft (Statistische Mitteilungen aus dem direkten Steuerwesen). Ferner Mitteilungen der grossherzogl. hessischen Zentralstelle für Landesstatistik, 32 Bd.

Königreich Bayern.*) 1900/03.

A. Einkommen.

Abstufung	Steuerpflichtige		Steuerkapital		Durchschnittsbetrag per Pflichtigen
	Anzahl	Proz.	Betrag	Proz.	
			Mark		Mark
Bis 1,050 Mark	430,988	68,41	274,486,407	41,03	637
1,050 — 2,000 „	147,935	23,49	205,134,685	30,65	1,387
2,000 — 3,800 „	36,266	5,76	94,656,772	14,15	2,610
3,800 — 41,000 „	14,727	2,33	89,816,582	13,42	6,099
über 41,000 „	65	0,11	4,968,367	0,75	76,436
Total	629,981	100	669,062,813	100	1062

B. Vermögen (Kapitalrentensteuer)**) 1902/03.

Bis 20,000 Mark	164,829	99,48	137,328,460	75,54	833
20,000 — 50,000 „	658	0,39	19,863,610	10,91	30,188
50,000 —100,000 „	164	0,10	11,181,250	6,15	68,184
über 100,000 „	57	0,03	13,437,420	7,40	235,744
Total	165,708	100	181,810,740	100	1,097

Königreich Sachsen.***) (1902).

Einkommen.

Abstufung	Steuerpflichtige		Steuerkapital		Durchschnittsbetrag per Pflichtigen
	Anzahl	Proz.	Betrag	Proz.	
			Mark		Mark
Bis 1,100 Mark	1,310,400	73,39	823,507,483	36,01	629
1,100— 5,300 „	436,898	24,49	826,280,065	36,14	1,891
5,300— 26,000 „	33,852	1,88	333,291,313	14,57	9,845
26,000—100,000 „	3,759	0,05	169,191,190	7,41	4,510
über 100,000 „	562	0,21	134,483,039	5,87	239,294
Total	1,785,471	100	2,286,753,090	100	1,281

*) Zeitschrift des königl. bayrischen statistischen Bureaus, Jahrg. 1901 Nr. 3 und 4, Steuerstatistik, S. 222.

**) Zeitschrift des königl. bayrischen statistischen Bureaus, Jahrg. 1903, Nr. 1, Steuerstatistik.

***) Zeitschrift des königlich sächsischen statistischen Bureaus, 50. Jahrg. 1904, Heft 1 und 2. Die sächsische Einkommensteuerstatistik für das Jahr 1902 von Dr. phil. et sc. pol. Würzburger in Dresden.

Königreich Preussen.*)

Einkommen (1890 oder 1891).

Abstufung	Censiten		Veranlagtes Einkommen		Durchschnittsbetrag per Pflichtigen
	Anzahl	Proz.	Mark	Proz.	
			rund		Mark
v. 900— 3,000 Mrk.	2,118,969	87,0	2,912,000,000	51,1	1,374
„ 3,000— 6,000 „	204,714	8,40	832,400,000	14,6	4,664
„ 6,000— 30,500 „	101,477	4,17	1,126,300,000	19,8	22,840
„ 30,500—100,000 „	9,039	0,37	451,600,000	7,9	49,965
über 100,000 „	1,659	0,07	377,600,000	6,6	227,598
Total	2,435,858	100	5,699,900,000	100	2,339
Einkommen pro 1903*)					
v. 900— 3,000 Mrk.	2,433,488	88,15	4,616,032,275	53,0	1,344
„ 3,000— 6,000 „	301,527	7,74	1,218,045,850	13,99	4,039
„ 6,000— 30,500 „	144,587	3,71	1,599,699,000	18,36	11,064
„ 30,500—100,000 „	12,929	0,33	641,260,250	7,36	49,599
über 100,000 „	2,653	0,07	634,215,622	7,28	239,056
Total	3,895,184	100	8,709,252,997	100	2,236

Aus den vorstehenden Nachweisen über die Vermögens- und Einkommensverteilung lassen sich vergleichsweise folgende allgemeine Wahrnehmungen ableiten. In der Vermögensverteilung besteht zwischen den Kantonen Zürich und Bern hinsichtlich der Steuerpflichtigen ungefähr auf gleichen Zeitpunkt pro 1900 annähernde Uebereinstimmung mit die Bezug auf Verteilung des Einkommensteuerkapitals dagegen stellt sich Zürich vom fiskalischen Standpunkte viel ungünstiger, vom volkswirtschaftlich-sozialen Gesichtspunkte aus betrachtet jedoch um so viel günstiger als Bern, indem in letzterem Kanton die Einkommen über Fr. 4000 nahezu 40 Proz. des gesamten Einkommensteuerkapitals ausmachen, im Kanton Zürich dagegen (pro 1900) nur 19,$_4$ Prozent; das Umgekehrte, wenn auch in viel näherem Verhältnis ist indes beim Vermögen der Fall, indem im Kanton Bern die Vermögen über Fr. 100,000 49,$_6$ Proz., im Kanton Zürich dagegen 54,$_2$ Proz. des gesamten Vermögenssteuerkapitals pro 1900 betragen. Auch das Durchschnittsvermögen und -Einkommen per Steuerpflichtigen steht im Kanton Zürich um 30 bis 40 Prozent höher, als im Kanton Bern; beim Einkommen erklärt sich diese Tatsache dadurch, dass Zürich absolut ein dreimal so grosses Steuerkapital und nur die doppelte Zahl von Einkommensteuerpflichtigen besitzt, als der Kanton Bern, obwohl die Be-

*) Statistisches Jahrbuch für den preussischen Staat, Jahrg. 1903, S. 135.

völkerungszahl des erstern Kantons um $^1/_4$ (150,000 Einwohner) kleiner ist, als im letztern. Die Ursache des grössern Reichtums des Kantons Zürich gegenüber Bern ist in der Industrie zu suchen: Zürich ist Industriekanton und zwar Sitz der Grossindustrie, Bern dagegen mehr agrikoler Kanton und, von der Uhrenindustrie abgesehen, Sitz des Kleingewerbes. Eine von Zürich und Bern abweichende Vermögensverteilung und zwar mehr zu Gunsten der untersten Klasse weist der Kanton St. Gallen auf. Immerhin ist die die Gruppe von 100,000—1 Million Steuerkapital auch bei St. Gallen verhältnismässig hoch dotiert. Dieselbe wäre, wie übrigens auch die Millionen-Rubrik noch höher im Betrag, wenn die Korporations- und Stiftungsgüter etc. nicht in einer besondern Gruppe ausgeschieden wären. Der durchschnittliche Betrag per Steuerpflichtigen macht im Kanton St. Gallen Fr. 8641, also nur die Hälfte desjenigen des Kantons Bern aus, während derjenige der Stadtgemeinde St. Gallen Fr. 17,837 beträgt. Offenbar ist es hauptsächlich die Stadt St. Gallen mit den reichen Industriellen, welche die Steuerklasse von 100,000 bis 1 Million des Kantons vergünstigen. Noch mehr zu Gunsten der untern Klassen, als in St. Gallen und vielmehr als bei Zürich und Bern ist das Einkommen im Grossherzogtum Baden nach unten verschoben, bezw. verteilt, obschon das Durchschnittseinkommen mit Fr. 1546 erheblich über demjenigen von Zürich steht und nahezu das Doppelte von Bern beträgt. Wieder mehr Aehnlichkeit mit Zürich und Bern zeigt das Grossherzogtum Hessen, wenigstens in Bezug auf die relative Verteilung der Steuerpflichtigen, sowohl beim Einkommen als beim Vermögen, obwohl die höhern Klassen numerisch schwächer besetzt sind als bei Zürich. Noch näher zu der Verteilung der Einkommenssteuerpflichtigen von Bern und Zürich stellt sich diejenige von Bayern, jedoch ist dort dann das Einkommenssteuerkapital ganz in Abweichung von Bern und Zürich zum grössten Teil auf die zwei untersten Klassen verteilt; vollends nach unten d. h. zu $^3/_4$ auf die unterste Klasse von bis 20,000 Mk. konzentriert ist das Vermögen im Königreich Bayern; dasselbe weist auch die geringste Zahl von Steuerpflichtigen im Verhältnis zur Bevölkerung auf, nämlich beir Einkommenssteuer 10,2% und beir Vermögens- oder Kapitalrentensteuer sogar nur 2,68% Unvollständige Besteuerung oder schonende Besteuerungspraxis als Ursache vorbehalten müsste daraus der Schluss gezogen werden, dass Bayern verhältnismässig sehr wenig reiche Leute zählt und dass dort im Vergleich zu Zürich, Bern, Baden und andern deutschen Staaten ziemlich prekäre ökonomische Verhältnisse herrschen, so dass in bayrischen Landen sozialistische oder kommunistische Reformbestrebungen im Ernste wenig Sinn hätten. — Bedeutend mehr Wohlstand als Bayern verrät die Einkommensverteilung des Königreichs Sachsen, obwohl auch in diesem Staate noch eine günstigere Kapitalverteilung für die untern Klassen und somit in den obern verhältnis-

mässig weniger Einkommen angehäuft ist, als in den Kantonen Zürich und Bern; allerdings weist Sachsen weitaus die höchste Zahl von Einkommenssteuerpflichtigen, nämlich 42,5 % der Bevölkerung auf.

Den grössten Reichtum aller zum Vergleiche beigezogenen Statsgebiete weist indes das Königreich Preussen auf; dasselbe übertrifft wenigstens der relativen Verteilung des Einkommensteuerkapitals nach den Kanton Bern, also auch Zürich und Sachsen noch wesentlich, indem in Preussen zirka 47 % Einkommen auf die obern Klassen von über 3000 Mark entfällt, während in Bern und Sachsen dieselben zwischen 40—45 % betragen. (Die verschiedene Abstufung lässt eine genaue adäquate Ausscheidung nämlich nicht zu.) Preussen weist übrigens auch von allen Staatsgebieten den höchsten Durchschnittsbetrag an Einkommensteuerkapital per Pflichtigen, nämlich Fr. 2236, auf, wobei allerdings die verhältnismässig kleine Zahl von Steuerpflichtigen (11,3 % der Bevölkerung) influiert.

Nun können freilich diese steuerstatistischen Nachweise keinen unfehlbaren und unbedingt sicheren Vergleichsmasstab oder Gradmesser für die Verteilung von Wohlstand und Reichtum von Staat zu Staat darbieten, da dieselben zu sehr von der Verschiedenheit der Steuersysteme oder der Steuerpraxis hinsichtlich der Ausmittlung und Herbeiziehung der Steuerkraft zur Steuerveranlagung beeinflusst werden; dagegen ist den zeitlichen Vergleichungen über die Bewegung und Veränderung, sowie den örtlichen Untersuchungen auf Grund des steuerstatistischen Materials für ein und dasselbe Staatsgebiet unter gleicher Gesetzgebung und einheitlichem Steuersystem mit Bezug auf die Beurteilung des wirtschaftlichen Wohlstandes und die Reichtumsverteilung ein grosser Wert nicht abzusprechen. Es wäre daher wünschbar, dass sich in den verschiedenen Staaten die offizielle Statistik und die Steueradministrationen im volkswirtschaftlichen Interesse über die Vornahme periodischer, diesbezüglicher Bearbeitungen gegenseitig verständigen würden. In seiner ausführlichen Arbeit konstatiert Ad. Wagner*) für Preussen eine Zunahme des Wohlstandes, indem auch

---

*) Dem Abschluss unserer Arbeit nahegekommen, erhielten wir erst Kenntnis von der im Jahrgang 1904, II. Abteilg., der Zeitschrift des preussischen statistischen Bureaus veröffentlichten Arbeit: «Zur Methodik der Statistik des Volkseinkommens und Volksvermögens mit besonderer Berücksichtigung der Steuerstatistik» von Prof. Dr. Ad. Wagner, welcher ebenfalls über diesen Gegenstand in der Sitzung des internationalen statistischen Instituts im September 1903 in Berlin ein Referat gehalten hatte. Der genannte Autor macht, beiläufig erwähnt, folgende ziemlich zutreffende Unterscheidungen bezw. Abstufungen für das Einkommen:

I. Unterstand	1. unterster, bis	420 oder	500 Mark	
	2. mittlerer, von	420 oder	500 bis 900	Mark
	3. oberster, von	900 bis	2,100	Mark

dort die Censitenzahl sich in allen Gruppen (ähnlich wie wir es bereits für den Kt. Bern nachgewiesen) stark vermehrt habe: indessen sei aber diese Vermehrung (obwohl durchweg erheblich stärker als die Volksvermehrung) doch am schwächsten beim untern und mittleren Mittelstande; etwas stärker beim obersten Unterstande, am stärksten jedoch und zwar zunehmend mit steigendem Einkommen von Gruppe zu Gruppe beim obersten Mittelstand und vollends beim ganzen Oberstande.

Daraus zieht derselbe den Schluss, dass die moderne wirtschaftliche Entwicklung, welche sich für Preussen in der auch hier zum Teil benutzten Steuerstatistik deutlich abspiegelt, allerdings dem gesamten Volke in Einkommenserhöhung und jeder ökonomisch-sozialen Klasse in Steigerung ihrer Mitgliederzahl zu gute gekommen sei, aber doch in ungleichem Masse, am meisten den reicheren, dann der unteren Klasse, am wenigsten den mittleren, dass demnach einerseits auch die soziale Klassendifferenz, soweit sie auf der Grösse des Einkommens beruht, vergrössert, andererseits in der obern und obersten Gesellschaftsschicht eine neue „ökonomische Aristokratie" entstanden sei. In örtlicher Hinsicht zeigt die Untersuchung**) Wagners in der Hauptsache, dass die Entwicklung resp. die ökonomische Aufwärtsbewegung oder Reichtumsvermehrung im Rheinland ungleich stärker, als in Ostpreussen und auch etwas stärker, als im Staate ist, dass überhaupt ein allgemeiner Fortschritt in Verbesserung der Einkommensverhältnisse der ganzen steuerpflichtigen Bevölkerung, aber am stärksten im Rheinland, dem Hauptindustriegebiet, am schwächsten in Ostpreussen, der agrarischen Provinz und wiederum am stärksten in den Klassen mit höherem und höchstem Einkommen zu konstatieren sei.

II. Mittelstand	1. unterster,	von	2,100	bis	3,000 Mark
	2. mittlerer,	von	3,000	bis	6,000 „
	3. oberster,	von	6,000	bis	9,500 „
III. Oberstand	1. unterster,	von	9,500	bis	30,500 „
	2. mittlerer,	von	30,500	bis	100,000 „
	3. oberster,	von	100,000	und mehr	Mark.

Mit den Thesen und Ausführungen des Verfassers in methodisch-technischer Hinsicht stimmen wir so ziemlich durchwegs überein, obschon dieselben uns nur zu skrupulös und skeptisch erschienen, daher manchen eher abschrecken, als zur Nacheiferung aufmuntern dürften.

**) Für unsere Arbeit konnte der statistische Teil derselben nicht verwertet werden, da die Detailübersicht Wagners nur bis zum Jahr 1891 reicht und im Uebrigen das Einkommenssteuerkapital für Preussen darin für eines der letzten Jahre nur teilweise, d. h. nur für die obern Einkommensklassen angegeben war. Die Verteilungsnachweise für Preussen pro 1903 konnten wir indes aus anderer Quelle (Jahrbuch für den preussischen Staat) schöpfen.

XXIII. Kapitel.

Schlussbetrachtungen.

Die vorliegenden Studien über die Entwicklung der wirtschaftlichen Kultur und die Güterverteilung im Kanton Bern haben gezeigt, dass dieser besonders in der zweiten Hälfte des XIX. Jahrhunderts — trotz der von Mitte der 70er bis in die 80er Jahre hinein und neuerdings gegen Mitte der 90er Jahre erfolgten Krisen und Geschäftsstockungen — einen ungemein günstigen wirtschaftlichen Aufschwung genommen hat und dass der Wohlstand aller Klassen der Bevölkerung in grösserem oder geringerem Masse gefördert wurde und noch fortwährend zunimmt, ferner dass die Erzeugung und Vermehrung der Güter, gleichviel ob Stoffe oder Werte, sowie der Umlauf derselben infolge der technischen Errungenschaften und durch die modernen Verkehrsmittel ungeahnte Dimensionen angenommen und endlich dass diese günstige wirtschaftliche Entwicklung nicht nur einer beinahe doppelt so zahlreichen Bevölkerung als vor 80 oder 90 Jahren die Existenz bei vermehrten Bedürfnissen, also eine bessere Lebenshaltung ermöglicht hat, sondern auch einen Vorrat von Sachgütern schuf, der sich in der Sparkassen-, Grundbesitz- und Steuerstatistik, besonders aber in den Nachweisen über Vermögens- und Einkommensverteilung deutlich wiederspiegelt, dennoch aber zur Zeit noch keinen triftigen Grund zu ernsthaften Besorgnissen bezüglich Kapitalanhäufung in den Händen weniger Sterblicher bietet.

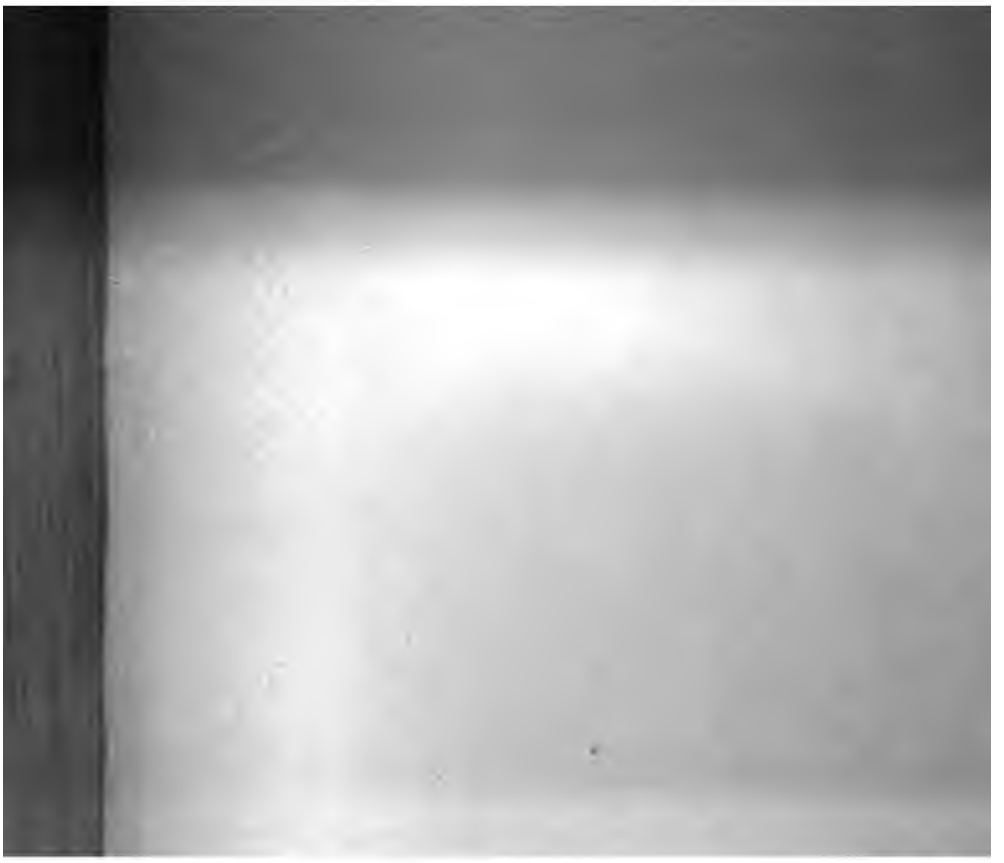
Die Verteilung des Volksvermögens und -Einkommens im Kanton Bern ist derart gestaltet, dass sie einstweilen noch als eine gesunde und günstige bezeichnet werden kann, indem die breiten Schichten des bürgerlichen Mittelstandes die Grundpfeiler und Träger der ökonomischen Wohlfahrt bilden und auch die untern Klassen der Segnungen der wirtschaftlichen Entwicklung, der Kultur überhaupt teilhaftig wurden. Immerhin ist angesichts der Tendenz einer progressiven Vermehrung des Nationaleinkommens und -Vermögens nicht nur in Industriegebieten, wie im Rheinland oder in Industriekantonen der Schweiz, wie Zürich, sondern auch im Kanton Bern die Gefahr einer einseitigen Gütervermehrung und Kapitalkonzentration nach oben, d. h. zu Gunsten der obern Zehntausend, oder nach dem Ausdruck von Wagner im „Oberstande" nicht ausgeschlossen, weshalb es durchaus angezeigt ist, die Eventualität und Notwendigkeit einer zweckentsprechenden und zielbewussten Regulierung der Güterverteilung zur Beseitigung von auffallenden Ungleichheiten in derselben, also eine gewisse, billige Ausgleichung in der Verteilung des Volkseinkommens nebst diesbezüglichen be-

völkerungspolitischen Massnahmen im öffentlichen Interesse und zwar in erster Linie durch die staatliche Gesetzgebung und Verwaltung in's Auge zu fassen — kurz dem Verteilungsproblem im volkswirtschaftlichen Sinne näher zu treten. Es kann dies geschehen, ohne in das Fahrwasser gewisser utopischer Schwärmer und Volksbeglücker oder Vertreter revolutionärer Richtungen zu geraten, somit auch ohne einer Vermögensteilung in kommunistischem Sinne oder eine Verstaatlichung bezw. Vergesellschaftung der Produktionsmittel nach sozialistischem Plane Vorschub zu leisten; ebenso bedarf es dabei keiner durchgreifenden Aenderung der volkswirtschaftlichen Rechtsordnung, sondern es sollen wirksame Massnahmen zur Beseitigung von Uebelständen auf dem Boden eines gesunden, vernünftigen Individualismus respektive einer weisen Mittelstandspolitik nach den Prinzipien der solidarischen Volks-Gemeinschaft und gegenseitigen Hülfeleistung, wie sie schon die alten Germanen vortrefflich verwirklicht hatten, möglich sein. Es handelt sich dabei um eine zielbewusste Weiterentwicklung der volkswirtschaftlichen Verhältnisse und einer die privaten und öffentlichen Interessen harmonisch vereinigenden Rechtsordnung. Das Endziel selbst besteht in der möglichsten Befriedigung der menschlichen Existenzbedürfnisse, im allgemeinen Wohlstand des Volkes, denn die Sorge für eine menschenwürdige Existenz aller Volksglieder liegt ja freilich nicht nur im Interesse der Proletarier, sondern auch der übrigen besser situirten Glieder der Volksgemeinschaft — sie ist ein altes christliches, aber oft ganz in Vergessenheit geratenes Gebot, eine sittliche Pflicht. Wie nun dieses Ziel am besten zu erreichen d. h. auf welche Art und Weise eine entsprechende Regelung der Güterverteilung zu bewirken sei, kurz die praktische Lösung dieser Frage ist Sache der Volkswirtschafts- und Sozialpolitik, der Gesetzgebung und öffentlichen Belehrung und zwar darüber, dass sich vor allem das Klasseninteresse dem Gesamtinteresse unterordnen solle. Die nähere Untersuchung und Erörterung dieses Problems gehört nicht in den Rahmen der vorliegenden Arbeit; wir wollen aber nicht unerwähnt lassen, dass zur materiellen Hebung der untern Klassen und zum Schutz derselben vor Ausbeutung durch das „kapitalistische" Unternehmertum und auch zur geistigen Hebung schon jetzt im Wege der Gesetzgebung sehr viel geschieht. Unter dem Einfluss christlicher Anschauung und Gesittung hat sich z. B. auch das „Recht auf Existenz tatsächlich bereits verwirklicht, ohne dass es durch Verfassung oder Gesetz erst ausdrücklich statuirt worden wäre"; es wird daher wohl Niemand bestreiten, „dass es ein Schandfleck der heutigen Kultur und Gesittung wäre, wenn Jemand unter gewöhnlichen Umständen aus Mangel an Unterhaltsmitteln unter Mitwissen der Gesellschaft zu Grunde gehen würde". Freilich wird es immer Not, Armut und Elend geben, da die Wechselfälle und Geschicke der Menschen und Völker äusserst mannigfaltig, die Natur und Charak-

teranlagen, sowie die Verhältnisse und Handlungen der einzelnen Personen höchst ungleich bezw. verschieden sind. Oekonomische Unterschiede, die auf der einen Seite Armut und auf der andern Reichtum darstellen, werden also infolge der Verschiedenheit der persönlichen und sonstigen Verhältnisse kaum je verschwinden. Mit der Bedürfnisbefriedigung hat es übrigens seine eigene Bewandtnis: Die Einen sind bedürfnislos und leicht zu befriedigen, die Andern aber kennen für ihre Bedürfnisse keine Grenzen, sind also nie zu befriedigen; die Einen besitzen die Kunst, mit wenigem auszukommen und sich nach der Decke zu strecken, den Andern dagegen ist die Verschwendungssucht förmlich angeboren, oder es fehlt ihnen der Sparsinn, die Erziehung und Gewöhnung zur Wirtschaftlichkeit. Reichtum gestattet wohl reichliche Bedürfnisbefriedigung, aber den wahren Frieden bringt er nicht.

Uebrigens ist es mit der wirtschaftlichen Besserstellung und Bedürfnisbefriedigung nicht getan; es sind im wesentlichen andere Faktoren, in erster Linie solche persönlicher, besonders aber psychischer Natur, welche das Glück und die Wohlfahrt der einzelnen Individuen, Familien und Völker bedingen. Das ist mit ein grosser Fehler der Theoretiker und Apostel aus der Schule von Marx, dass sie nur immer die äussern wirtschaftlichen Verhältnisse und Interessen also rein materielle Dinge und Bedürfnisse in's Auge fassen, einer höhern Bedürfnisbefriedigung des Geistes und der Seele gegenüber aber sozusagen völlig blind sind. Es fehlt dem Sozialismus leider, wie übrigens auch andern wissenschaftlichen, politischen oder humanitären Bestrebungen, Glaubensbekenntnissen und Weltverbesserungs-Systemen bürgerlichen und nichtbürgerlichen Ursprungs, an Erkenntnis und wissenschaftlicher Ergründung der Natur des Menschenherzens. Der Mensch ist in der Regel seines Glückes eigener Schmied, sagt das Sprüchwort; denn so wie man sich bettet, so liegt man; mit dem Glück verhält es sich aber ungefähr, wie mit der Bedürfnisbefriedigung — es ist ein sehr relativer Begriff. Wirklich, wenn es mit der Entwicklung von Tugend und Moral so glänzend stünde, wie mit der wirtschaftlichen Entwicklung, so wäre mehr Grund zu überschwänglichem Ruhm vorhanden, wie so herrlich weit wir es gebracht haben. Die erfreuliche Entwicklung der wirtschaftlichen Verhältnisse ist indes, wie gesagt, nicht das Verdienst irgend einer Regierung oder Parteirichtung allein, sondern sie ist hauptsächlich dem Zusammenwirken verschiedener günstiger Faktoren, besonders den technischen Fortschritten und den Verkehrsmitteln, der staatlichen Fürsorge, dann der Erziehung in Haus und Schule, der beruflichen Ausbildung und Organisation, sowie dem Einfluss der politischen und wirtschaftlichen Bestrebungen, der Presse etc. zu verdanken. Das Verteilungsproblem basirt auf der Idee der Gerechtigkeit, Gleichheit und Brüderlichkeit, ist aber auf die wirtschaftlichen Interessen beschränkt; die Lösung desselben innerhalb

: **Rechtsordnung und zwar nach dem Grundsatz der persönlichen** **ıiheit und Gleichberechtigung, liegt also zunächst in der Auf-** **ɔe der Volkswirtschaft; das Kulturproblem dagegen umfasst alle,** **ıh die geistigen und sittlichen Interessen; das Ziel desselben ist** ıer die Hebung des Volkswohlstandes im allgemeinen oder die rderung der ökonomischen, geistigen und sittlichen Wohlfahrt : Menschen und Völker. An diesem Problem nach bestem Wissen ı Gewissen mitzuarbeiten ist Pflicht aller wohlgesinnten Bürger ı Patrioten, aller Familien, Schulen und Kirchen, aller Volks- ssen, politischen Parteien und Behörden, aller Vereine und Or- ıisationen für berufliche, gewerbliche und gemeinnützige Be- ebungen. „Doch der Segen kommt von oben!“



Vorrätige Veröffentlichungen des bern. statistischen Bureaus.

Beiträge zur Statistik des Kantons Bern, Heft III, 1864.
Hauptergebnisse der Volkszählung vom 1. Dezember 1870.
Statistisches Jahrbuch für den Kanton Bern, Jahrgänge I—XI, 1865—1877.
Zur Statistik der Schulhygiene im Kanton Bern 1879.
Hauptergebnisse der Volkszählung vom 1. Dezember 1880.
Ergebnisse der Gemeinderechnungen im Kanton Bern auf Ende 1880.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1883:
- Lieferung I: Der Weinbau im Kt. Bern pro 1881/82 (mit einer graph. Witterungstabelle).
- Lieferung II:
  1. Stand u. Bewegung d. Burger u. Einsassen in d. Gemeinden v. 1850-1880
  2. Bevölkerungsbewegung von 1876—1881.
  3. Die aussergewöhnlichen Todesfälle von 1876—1882.
- Lieferung III: Die Gemeindesteuern im Kanton Bern pro 1882.
- Lieferung IV:
  1. Die überseeische Auswanderung a. d. Kt. Bern in d. Jahren 1878-1882.
  2. Statistik d. Geltstage im Kt. Bern v. 1878—1882 (mit 2 graph. Tabellen).

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1885:
- Lieferung I:
  1. Die Weinernte der Jahre 1883 und 1884 im Kanton Bern.
  2. Statistik der Milchwirtschaft im Käsereibetrieb des Kantons Bern.
  3. Statistik der Sparkassen im Kanton Bern.
- Lieferung II: Vergleichende Statistik der Volkszählungsergebnisse betr. den Kanton Bern.
- Lieferung III:
  1. Der Holzkonsum im Kanton Bern.
  2. Die Hagelschläge seit 1878, speziell von 1882-1885, m. 2 Uebersichtskarten.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1886:
- Lieferung I: Landwirtschaftliche Statistik für das Jahr 1885.
- Lieferung II: Ergebnisse der Viehzählung im Kanton Bern vom 21. April 1886.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1887:
- Lieferung I: Landwirtschaftliche Statistik pro 1886.
- Lieferung II: Untersuchungen betreffend die Bevölkerungsbewegungen und die wirtschaftlichen Verhältnisse im Jahrzehnt 1876—1886.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1888/89:
- Lieferung I: Ergebnisse der Obstbaumzählung vom Mai 1888 im Kanton Bern.
  (Edition française) Résultats du recencement des arbres fruitiers du mai 1888 (avec une carte), publiés par le Bureau cantonal de statistique.
- Lieferung II: Ortschaftsstatistik (auch in französischem Text).
  1. Zahl der Wohnhäuser, der Haushaltungen, der wohnhaften und anwesenden Personen in den Ortschaften des Kantons Bern nach der Volkszählung vom 1. Dezember 1888.
  2. Die Bevölkerung nach Einwohner- und Kirchgemeinden, festgestellt auf Grund der eidg. Volkszählung vom 1. Dezember 1888.
- Lieferung III: Landwirtschaftliche Statistik für die Jahre 1887 und 1888.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1890:
- Lieferung I: Gewerbestatistik für die Städte Bern, Biel und Burgdorf.
- Lieferung II: Grundbesitzstatistik des Kantons Bern nach der Aufnahme vom Jahr 1888.
  (Edition française) Statistique de la propriété foncière du canton de Berne d'après le recensement de 1888, publié par le Bureau cantonal de statistique.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1891:
- Lieferung I: Die gewerblichen Betriebe und Unternehmungen des Kantons Bern nach der Aufnahme vom November 1889. (Auch in französischem Text.)
- Lieferung II: Landwirtschaftliche Statistik für die Jahre 1889 und 1890.
  (Edition française) Statistique agricole du Jura bernois de 1885—1890.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1892:
- Lieferung I: Statistik der öffentlichen Krankenpflege im Kanton Bern mit Bezugnahme auf die Krankenversicherung.
- Lieferung II: Ergebnisse der Bevölkerungsstatistik des Kantons Bern für den Zeitraum von 1886—1890.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1893:
- Lieferung I: Bericht über die Verschuldung des Grundbesitzes und deren Ursachen.
- Lieferung II: Landwirtschaftliche Statistik für die Jahre 1891 und 1892 nebst Beilage über Stand und Entwicklung des landwirtschaftlichen Genossenschaftswesens.

Vorrätige Veröffentlichungen des bern. statist. Bureaus (Fortsetzung)

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1894:

Lieferung I: Die gewerblichen Verhältnisse im Kanton Bern nach der Berufs- und Gewerbestatistik.

Lieferung II: Ueber die Leistungen der organisierten, freiwilligen Krankenpflege im Kanton Bern und verwandter Bestrebungen.

Lieferung III: Statistik der Gemeindesteuern im Kanton Bern pro 1893.

(Edition française) Statistique des impôts communaux dans le canton de Berne en 1893.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1895:

Lieferung I: Landwirtschaftliche Statistik für die Jahre 1893 und 1894.

Lieferung II: Statistik der Milchwirtschaft des Kts. Bern (nebst Verzeichnis d. Käsereien).

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1896:

Lieferung I: Rechnungsergebnisse der laufenden Verwaltung im Ortsgut der Einwohnergemeinden des Kantons Bern.

Lieferung II: Landwirtschaftliche Statistik für das Jahr 1895.

Lieferung III: Ergebnisse der Viehzählung im Kanton Bern vom 20. April 1896.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1897:

Lieferung I: Landwirtschaftliche Statistik für das Jahr 1896, mit einer graphischen Beilage in Farbendruck.

Lieferung II: Ergebnisse der Volksabstimmungen im Kanton Bern seit Einführung des Referendums.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1898:

Lieferung I: Geschichte und Tätigkeit des statistischen Bureaus des Kantons Bern von 1848—1798. Im Auftrage der Direktion des Innern verfasst von C. Mühlemann, Vorsteher des kantonalen statistischen Bureaus.

Lieferung II: Landwirtschaftliche Statistik für das Jahr 1897.

(Edition française) Statistique agricole du Jura bernois de 1891 à 1897.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1899:

Lieferung I: Statistik der Gemeindesteuern im Kanton Bern.

Lieferung II: Landwirtschaftliche Statistik für das Jahr 1898.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1900:

Lieferung I: Allgemeine Statistik des Kantons Bern (als Grundlage zu einem periodischen statistischen Handbuch für den Kanton Bern).

Lieferung II: Landwirtschaftliche Statistik für das Jahr 1899.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1901:

Lieferung I: Ergebnisse der Steuerstatistik des Kantons Bern pro 1899.

Lieferung II: Ergebnisse der eidg. Volkszählung vom 1. Dezember 1900 im Kanton Bern.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1902:

Lieferung I: Ergebnisse der eidg. Viehzählung im Kanton Bern vom 1. April 1901.

Lieferung II: Ergebnisse der Alpstatistik im Kanton Bern pro 1891—1902.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1903:

Lieferung I: Ergebnisse der Zählung der Geisteskranken im Kanton Bern vom 1. Mai 1902.

Lieferung II: Gemeinde-Finanzstatistik. Rechnungsergebnisse betreffend die Verwaltung und den Bestand der Gemeindegüter im Kanton Bern pro 1900.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1904:

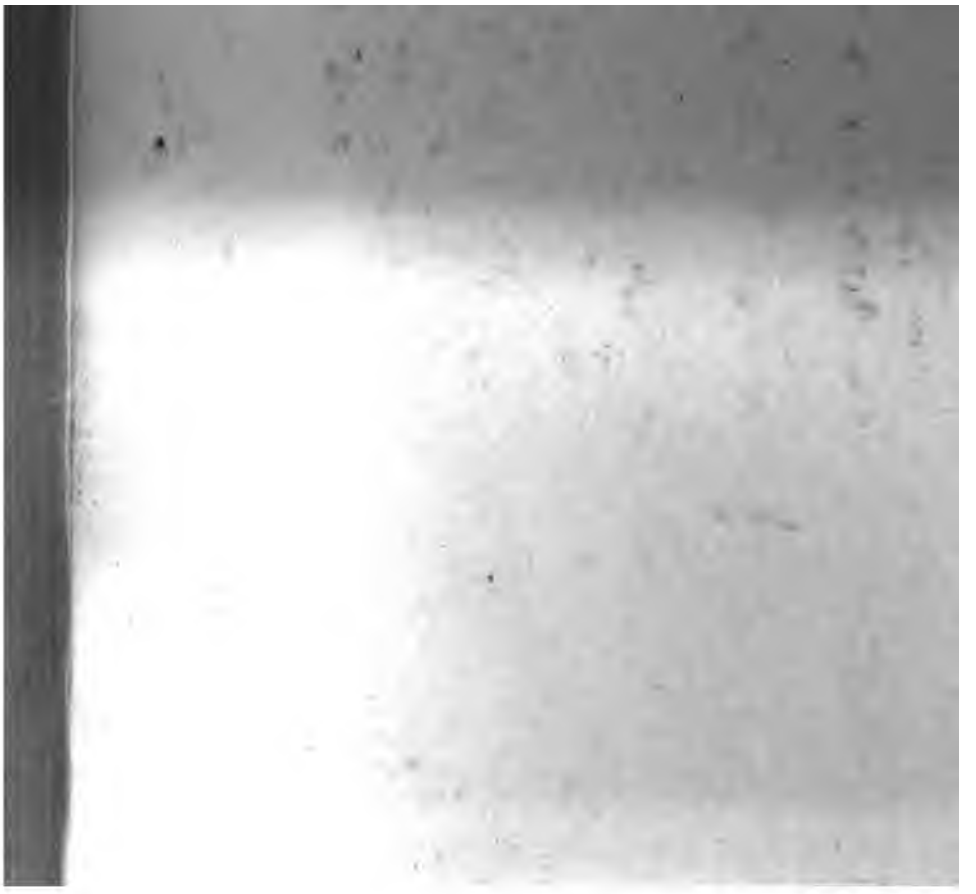
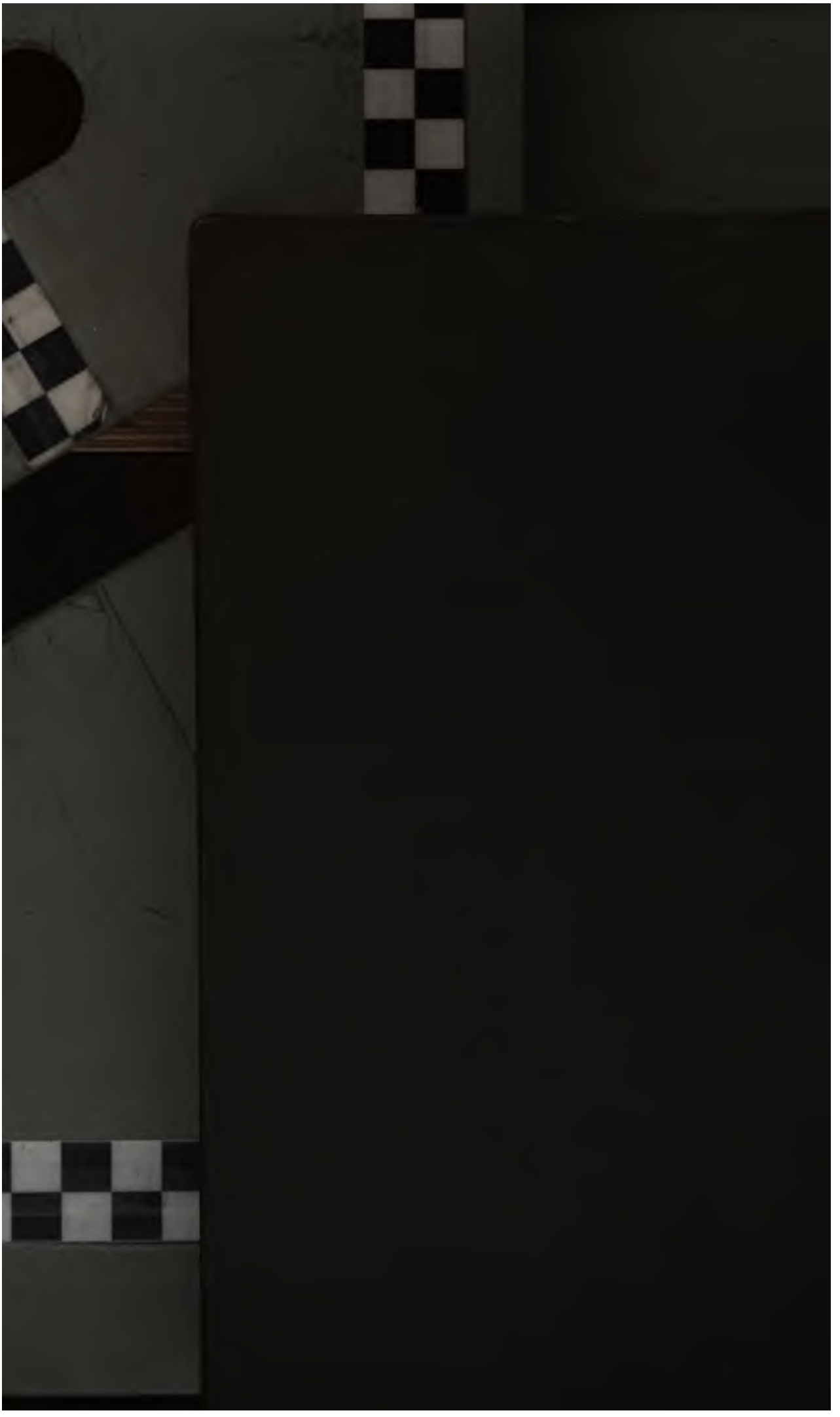
Lieferung I: Statistik der Rechtspflege im Kanton Bern.

Lieferung II: Landwirtschaftliche Statistik des Kantons Bern für die Jahre 1900—1903 nebst Verzeichnis der landwirtschaftlichen Vereine und Genossenschaften auf Ende 1902 in Beilage.

Mitteilungen des bernischen statistischen Bureaus — Jahrgang 1905:

Lieferung I:
1. Statistik der Gemeindesteuern im Kanton Bern 1898—1903.
2. Ergebnisse der Volksabstimmungen im Kanton Bern von 1900 bis Mitte 1905.
3. Lebensmittelpreise auf dem Markte Bern von 1900 bis Juli 1905.

NB. Jede Lieferung ist einzeln käuflich bei A. Francke, Bern, zum Preis von Fr. 1.50 bei gewöhnlichem Umfange.



B'D. OCT 2 8 1913